



HAL
open science

Les intellectuels français face aux soubresauts politiques de la République chinoise (1911-1949)

M. Bouchez

► **To cite this version:**

M. Bouchez. Les intellectuels français face aux soubresauts politiques de la République chinoise (1911-1949). Histoire. Université de Lorraine, 2021. Français. NNT : 2021LORR0161 . tel-03537695

HAL Id: tel-03537695

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-03537695>

Submitted on 20 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>



Thèse

Présentée et soutenue publiquement pour l'obtention du titre de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Mention histoire

CRULH (EA n° 39-45), École Doctorale Humanités Nouvelles - Fernand Braudel

Par Marie BOUCHEZ

Sous la direction de M. Jean EL GAMMAL, Professeur des Universités

Les intellectuels français face aux soubresauts politiques de la République chinoise (1911-1949)

Soutenue le 13 septembre 2021

Membres du jury :

Directeur de thèse :

M. Jean EL GAMMAL
Professeur des Universités, Université de Lorraine, Nancy

Rapporteuses :

Mme Sophie CŒURÉ
Professeure des Universités, Université Paris Diderot

Mme Laurence GUIGNARD
Professeure des Universités, Université Paris-Est Créteil/INSPE

Examineurs :

Mme Béatrice FLEURY
Professeure des Universités, Université de Lorraine, Nancy

M. Xavier PAULÈS
Maître de conférences, EHESS

M. David SERFASS
Maître de conférences, INALCO

Remerciements

Ma plus profonde gratitude va à Jean El Gammal, directeur de ce doctorat. Son indéfectible soutien depuis mes toutes premières recherches et son exigeante bienveillance, m'ont permis de tenir bon dans les tempêtes, et de chercher à donner le meilleur de moi-même. Par sa sollicitude discrète et efficace, il a aplani les difficultés qui se dressaient devant moi. Présent à chaque étape de mon parcours universitaire, il m'a guidée avec patience, tout en me laissant toujours la finalité de chaque décision. Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans son appui.

Je remercie Sophie Cœuré, Béatrice Fleury et Laurence Guignard, ainsi que Xavier Paulès et David Serfass, membres de ce jury, qui ont accepté de lire et de porter un regard critique sur mon travail.

Je remercie aussi l'ensemble de mes collègues, qui ont fait confiance à la jeune enseignante que je suis encore, et m'ont intégrée au laboratoire du CRULH comme au département d'histoire. J'ai une pensée particulière à l'attention de Laurence Guignard et Jérôme Pozzi qui m'ont confié des cours, mais aussi pour Paul Gradwohl, Julien Léonard, Christelle Loubet et Étienne Thévenin, avec qui j'ai pu partager mes doutes comme mon enthousiasme. Présents depuis le début de mon parcours universitaire nancéien, ces personnes n'ont cessé de m'offrir une oreille attentive et des conseils judicieux. Ma gratitude va aussi aux directrices de l'École doctorale Humanités Nouvelles-Fernand Braudel, Françoise Lartillot et Béatrice Fleury, qui m'ont soutenue dans les démarches administratives.

François Audigier et Jacques Walter, en tant que membres de mon comité de suivi, ont apporté un autre regard sur mon travail. Leurs encouragements m'ont permis de le mener à bien.

J'ai été très bien accueillie dans les nombreux services d'archives et musées où je me suis rendue. J'adresse donc mes remerciements aux personnes travaillant dans les bibliothèques et les fonds d'archives et que j'ai fréquentés, notamment à Christophe Labaune, archiviste au Collège de France et à Olivier Bialais, directeur du Fonds chinois de la bibliothèque municipale de Lyon. Toujours prompts à m'aider, ils m'ont déniché pépites et contacts.

À ce propos, ma reconnaissance va à Marianne Bastid-Bruguière, Professeure émérite au CNRS ainsi qu'à Pierre-Étienne Will, Professeur émérite au Collège de France, qui, sans même me connaître, ont accepté de répondre à mes nombreuses questions sur l'histoire de la Chine. Leurs mots sont souvent devenus des clés qui m'ont permis des rencontres ou des choix pertinents.

Ce travail doit aussi beaucoup aux « témoins » que j'ai pu rencontrer, *de visu* ou par mail. Ils ont accepté de me confier un pan de leur histoire familiale, leur proche venant incarner un peu plus les trajectoires des intellectuels en Chine. Je remercie donc Jean-Louis et Chantal Bussière, ainsi que Paul-Éric Langevin pour leur confiance. J'espère que ce travail sera digne de leur parent, cité dans cette thèse.

Un travail de cette ampleur ne peut s’accomplir sans l’appui et la patience des proches. Ma famille et mes ami(e)s ont été là à chaque étape de mon parcours. Certains m’ont accompagnée dans les archives (mes parents, Anne et Vincent), d’autres m’ont offert le gîte, le couvert et les instants partagés (Mémée, Aude, Vincent, Ferdinand). D’autres encore ont accepté de s’atteler à la relecture minutieuse de cette thèse (et ce fut un travail de longue haleine !). C’est le cas de ma maman, qui avait la difficile tâche de faire la première relecture de chaque partie, mais aussi la dernière, de Claudine Lanoë, qui marche à mes côtés depuis quinze ans, de Fanny Lardin (également maîtresse *ès* cartographie) et enfin de Mélanie Blondel, directrice des Clefs de Polymnie, pour qui syntaxe et mise en pages n’ont plus de secrets. Mes correctrices sont donc tout autant que moi les artisanes de cette thèse.

Ma famille tout entière tisse à mes côtés rêves et projets, et m’a aidée à gravir les très nombreuses marches qui ont mené à celui-ci. Ce travail, qui est la somme de leurs encouragements, leur est dédié.

La thèse fut, pour moi, une formidable aventure personnelle et collective. Les voyages aux archives, les formations et les colloques, les passions partagées et le travail commun, ont occasionné de nouvelles rencontres qui, pour certaines, se sont transformées en amitié. Celles-ci s’ajoutent aux nombreuses âmes qui m’accompagnent depuis l’enfance. J’adresse donc une pensée particulière à ces ami(e)s de longue date mais aussi à toutes celles et tous ceux que j’ai rencontrés durant ma thèse : Jonathan Pezzetta, pour les colloques organisés ensemble de mains de maîtres et les discussions toujours sincères, Bryan Muller et Pierre Toussenet, doctorants du CRULH ; Zhe Zhou, doctorante chinoise à l’EHESS ; Maria Boritchev, Théo Leduc et Mathis Neimard, rencontrés sur les bancs des formations ; Joseph La Hausse de la Louvière, pour une amitié improbable aux ANOM d’Aix-en-Provence ; Thomas Creusot pour la poésie et les livres.

Enfin, un dernier clin d’œil à ceux qui, parfois sans le savoir, ont semé les premières pierres du chemin qui m’a menée à cette soutenance. Merci à Shuya Shao pour la musique de la langue chinoise, à Bruno Adam pour la passion de l’Histoire et des intellectuels, à Stefano Simiz dont les mots savent ouvrir les portes rouillées et à David Pétilon, qui m’a offert la possibilité d’être aujourd’hui professeure et de continuer sereinement mon parcours.

Résumé

Les intellectuels français face aux soubresauts politiques de la République chinoise (1911-1949)

Entre la révolution de 1911 qui met fin au règne de la dynastie Qing, et ouvre la porte à l'instauration d'une République et 1949 qui voit la victoire communiste, la Chine connaît des bouleversements politiques sans précédent. Du règne des seigneurs de la guerre à l'arrivée de Chiang Kai-shek qui met en place la « République de Nankin », depuis l'état japonais jusqu'à la victoire communiste après la lutte fratricide qui les oppose aux nationalistes, la Chine républicaine cherche à s'affirmer comme actrice des tensions mondiales. La France fut l'un des miroirs de jeunes Chinois avides de liberté qui portèrent ce régime. On cherchera alors à connaître quelles furent les réactions des intellectuels français dans leur ensemble – écrivains, mais aussi journalistes, hommes politiques, professeurs d'université ou missionnaires – face à ces bouleversements. Il faudra ainsi retracer les itinéraires d'intellectuels issus de civilisations différentes en recherchant quels furent leurs lieux de sociabilité ou leurs organes de presse. On s'attachera à déceler les postures des intellectuels, forcément changeantes au cours des années. Cette étude mettra au jour les réseaux des intellectuels fascinés par la Chine, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les paroles d'intellectuels chinois, japonais ou indochinois, révéleront l'intensité des échanges intellectuels, au moment où le Parti communiste chinois se structure avec difficulté. Notre travail ambitionne donc de se placer dans une perspective transnationale, afin d'interroger les représentations réciproques qui irriguent ces échanges. Nous illustrerons les postures et parcours des intellectuels français vis-à-vis d'une Chine républicaine en constante mutation. Cette même Chine républicaine offre alors l'occasion d'interroger les définitions canoniques de l'intellectuel, afin d'observer les formes diverses d'engagement ou de non-engagement pour la Chine. Les derniers Français qui se trouvent au cœur de cette interculturalité ne quittent le pays, devenu communiste, qu'en 1954. Le départ de ces personnalités qui ont accompagné les soubresauts politiques de la République de Chine vient clore cette thèse.

Mots-clés : République de Chine ; intellectuel ; histoire culturelle ; histoire politique ; interculturalité

Abstract

French intellectuals toward the political disruptions of the Republic of China (1911-1949)

Between the 1911 revolution which ended the Qing empire and allowed a Republic to be installed in China to the Communist victory in 1949, China lived a time of political unrest. While the country was trying to present itself as an actor of the international tensions, it had to struggle with intern conflicts such as warlords' conflicts, the Nanking Republic led by Chiang Kai-shek and then the civil war between nationalists and communists. The sino-japanese war, which began in 1931, added the violence of an international war to these events. During these trouble times, France was seen as an example by young-educated Chinese, who were dreaming of democracy. Thus, the present work tries to uncover what the reactions of the whole French intellectual society (writers, journalists, professors, or missionaries) were about those disruptions. We will need to follow different intellectual careers by exploring their press organs and places of socialization, what might reveal some attitudes of the intellectuals, necessarily changing over the years. This study aims to bring to light the networks of these intellectuals fascinating by China, both inside and outside the country. The words of Chinese, Japanese or Indochinese intellectuals will reveal how intellectual exchanges were productive, at a time when the Communist Party was being structured with difficulty. Our work aims to adopt a transnational perspective, to question the reciprocal representations that irrigate these intercultural exchanges. We will therefore try to illustrate the attitudes and the paths of the French intellectuals toward a changing republican China. This country then offers the opportunity to question the best known definitions of the word, "intellectual", to observe various forms of engagement or non-engagement for China. The last French intellectuals taking place in those intercultural exchanges left the now communist China, only in 1954. The departure of these people, who were companions of the political disruptions of the Republic of China concludes our work.

Keywords: Republic of China; French intellectuals; transnational history; political history; interculturality

Conventions d'écriture et abréviations utilisées

Conventions d'écriture

Selon l'usage chinois, le nom de famille précède le nom.

La transcription des noms propres se fait généralement en *pinyin*, système officiel de transcription phonétique utilisant l'alphabet occidental. Cependant, pour les noms les plus fréquemment cités, nous avons choisi de garder les transcriptions majoritairement utilisées dans les archives afin de faciliter le va et vient entre les citations et le corps du texte. Ainsi nous écrirons Pékin (au lieu de Beijing), Nankin (au lieu de Nanjing), Canton (au lieu de Guangzhou), Tientsin (au lieu de Tianjin).

De même, pour les noms de personnes, nous avons gardé Chiang Kai-shek (au lieu de Jiang Jieshi), Sun Yat-sen (au lieu de Sun Yixian), Sun Fo (forme occidentalisée de Sun Ke), Tsen Tsonming (au lieu de Zeng Zhongming).

C'est la République populaire de Chine qui a introduit l'usage du *pinyin* et de ce fait, a figé l'orthographe des noms chinois. Jusque-là, ces noms propres sont retranscrits en français de manière fluctuante, alliant orthographes françaises et anglaises (il arrive parfois que l'auteur d'une source utilise deux orthographes différentes pour un même nom à quelques lignes d'intervalle). Nous avons scrupuleusement respecté ces transcriptions mais un tableau de concordances se trouve en annexe 6 de ce volume afin de faciliter la lecture.

Nous utiliserons l'expression « République de Chine » et celle de « République chinoise » de manière équivalente. La première occurrence est la plus usitée de nos jours, mais la seconde apparaît dans les écrits des intellectuels s'intéressant à la Chine dès 1912.

Abréviations utilisées

Sigles des fonds d'archives consultés

AMAE : Archives du Ministère des Affaires étrangères

AMT : Archives du Monde du Travail

A.N : Archives nationales de France

ANOM : Archives Nationales d'Outre-Mer

BnF : Bibliothèque nationale de France

BULAC : Bibliothèque Universitaire des Langues et Civilisations Asiatiques

CdF : Collège de France

EFEO : École Française d'Extrême-Orient

ESPCI : École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de Paris

IISH : International Institute of Social History

LC : La Contemporaine

MG : Musée Guimet

Sigles utilisés dans la thèse

BIT : Bureau International du Travail

CICI : Commission Internationale de Coopération Intellectuelle

CGT : Confédération Générale du Travail

CGTU : Confédération Générale du Travail Unitaire

IHEC : Institut des Hautes Études Chinoises

IFCL : Institut Franco-Chinois de Lyon

IICI : Institut International de Coopération Intellectuelle

KMT : Kuomintang (Guomintang)

RUP : Rassemblement Universel pour la Paix = IPC : *International Peace Campaign*

PCC : Parti communiste chinois

PCF : Parti communiste français

PPF : Parti populaire français

SDN : Société des Nations

SFCE : Société Franco-Chinoise d'Éducation

YMCA : Young Men's Christian Association

Sommaire

Remerciements	3
Résumé	5
Abstract	6
Conventions d'écriture et abréviations utilisées	7
Conventions d'écriture	7
Abréviations utilisées	7
Sommaire	9
INTRODUCTION	17
I. Que signifie être un intellectuel ?.....	18
II. La République de Chine, les intellectuels français : point sur la recherche récente	26
1) Histoire globale, histoire transnationale.....	26
2) La République de Chine.....	29
3) Les intellectuels français et leurs engagements	36
4) Les intellectuels français et la Chine.....	39
III. Méthodes et sources publiques, sources privées	45
1) Méthodologie	45
2) Sources publiques, sources privées	48
IV. Plan des parties de la thèse.....	53
PARTIE 1 : OBSERVER L'INSTALLATION D'UNE FRAGILE RÉPUBLIQUE EN CHINE (1911-1930)	59
Chapitre 1 : Les premières années de la République (1911-1916)	61
I. 1911-1912 : l'instauration de la République	62
1) Prologue : les troubles du Sichuan, prémices à la Révolution de Wuchang.....	62
2) La révolte de Wuchang du 10 octobre 1911 : la « révolution du Double-Dix » vue à travers les journaux français.....	64
3) Les Français face à l'instauration de la République en Chine.....	69
II. Yuan Shikai : de la République à la dictature (1913-1916)	81
1) De la prise du pouvoir à l'écrasement de la Seconde Révolution	81
2) Yuan Shikai : de dictateur à empereur : forces et faiblesses d'un homme de pouvoir.....	84
Chapitre 2 : La Chine dans le premier conflit mondial (1915-1919)	93
I. L'humiliation des 21 demandes japonaises (1915).....	93
1) Les coups de boutoir japonais : de la prise des possessions allemandes aux 21 demandes	93
2) La prise de conscience de l'affaiblissement européen.....	96

3) Le Japon, une puissance qui monte sur la scène internationale	99
II. De l'envoi de main-d'œuvre à la déclaration de guerre à l'Allemagne : la Chine actrice du premier conflit mondial	106
1) La Chine, force d'appoint dans la Première Guerre mondiale : l'envoi de travailleurs chinois en France (1916-1917)	106
2) La Chine entre dans le conflit mondial (1917).....	112
III. 1919 : Déceptions chinoises à la Conférence de la Paix et ébullition sociale et culturelle du 4 Mai	116
1) La Conférence de la Paix : espoirs et déceptions de la délégation chinoise	116
2) Les manifestations du 4 Mai 1919 : une perception tronquée ?.....	124
Chapitre 3 : De « l'anarchie » des seigneurs de la guerre à une unification fragile par Chiang Kai-shek (1920-1929).....	133
I. Sur le plan intérieur, une Chine fragmentée : l'anarchie des seigneurs de la guerre (1916-1927)	133
1) 1916-1924 : Observer l'anarchie chinoise	135
2) S'engager dans les luttes des seigneurs de la guerre au nom des intérêts français (1924-1926).....	141
3) L'expédition punitive de la <i>Beifa</i> : une expédition triomphale pour les nationalistes ? (1925-1927).....	148
II. Des années 1920 aux années 1930 : la lente construction chinoise d'une souveraineté nationale	157
1) La Conférence de Washington (1921-1922) : une victoire pour la Chine sur le plan international ?.....	157
2) Après la conférence de Washington, premiers succès diplomatiques, confirmés sous le gouvernement de Nankin.....	160
3) L'instauration du gouvernement nationaliste de Nankin : une unité chinoise enfin retrouvée ?.....	163
PARTIE 2 : S'ENGAGER FACE À LA CHINE EN GUERRES (1927-1946).....	175
Chapitre 1 : La montée des périls : des coups de force du Japon militariste aux premières formes d'engagement de la gauche française.....	179
I. Les premières tensions entre la Chine et le Japon.....	179
1) Le Japon de l'ère Showa : ultranationalisme et militarisme	179
2) 1931-1932 : le coup de force japonais	185
II. L'enlisement du conflit : durcissement du Japon et faiblesse de la SDN	192
1) La bataille de Shanghai (1932)	192
2) Du rapport Lytton à la fondation de l'empire du Mandchoukouo: la SDN impuissante	198
III. Les premiers engagements de la gauche française en faveur de la Chine (1932-1936) : un engagement contre le fascisme et pour la défense de l'URSS	208
1) La lutte contre l'impérialisme : la Chine au cœur de l'idéologie du Komintern (1927-1932)	208
2) 1932-1934 : le comité Amsterdam-Pleyel : engagements prophétiques et collectifs.....	212

3) 1935 : L'union de la gauche devant la montée des périls : soumission au Komintern ou nouvelles inflexions ?.....	217
Chapitre 2 : La Chine dans le chaos de la Guerre sino-japonaise (1936-1940)	229
I. De nouveaux enjeux face à la guerre qui gronde (1936-1937)	229
1) Protéger la paix : la Chine reléguée au second plan ?.....	229
2) La guerre sino-japonaise : de l'étincelle à l'embrasement (1937-1938).....	235
II. « Sauver la Chine, c'est sauver la paix » (1938-1940) : un engagement de type dreyfusard au service de la Chine ?.....	241
1) S'engager pour la Chine par les actes	243
2) Émouvoir l'opinion : quelle stratégie de communication pour sensibiliser à la guerre en Chine ?.....	248
3) Quelle est la portée réelle de l'engagement en faveur de la Chine ?.....	264
4) La résurgence d'un nouveau « péril jaune » ?.....	269
Chapitre 3 : D'autres enjeux : d'une lutte fratricide à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale (1927-1946)	277
I. Les Français face aux luttes internes du Guomindang.....	277
1) Deux tendances du Guomindang s'affrontent durant la décennie de Nankin (1926-1931)	278
2) Du Mouvement pour la Vie Nouvelle à l'ultime trahison de Wang Jingwei (1934-1938) : la victoire de la force ?	285
II. Chine et France durant le second conflit mondial et ses suites : résistance et fraternité (1940-1946).....	293
1) Résister depuis la Chine : l'engagement pour la France Libre en terre chinoise	293
2) Fraternité franco-chinoise au sortir de la guerre (1945-1946)	301
PARTIE 3 : ÉDUQUER LA CHINE	307
Chapitre 1 : « La Chine à l'école de la France » L'éducation, clé de l'influence française en Chine.....	311
I. Des premiers échanges intellectuels franco-chinois à la mission Painlevé.....	311
1) L'éducation, arme diplomatique française en Chine depuis l'empire Qing.....	311
2) La mission Paul Painlevé en Chine (1920-1921) : les ambiguïtés d'un voyage	321
3) Au retour de la mission Painlevé, les réussites des Instituts franco-chinois	329
4) Les difficultés des œuvres franco-chinoises.....	348
II. L'influence de la France en Chine par le biais de l'éducation.....	354
1) La diplomatie culturelle : la « politique du pauvre » ?.....	354
2) Représentations franco-chinoises : sincérité ou faux-semblants ?	360
III. Les résistances chinoises à l'influence française en Chine	368
1) Le nationalisme chinois face à la France	368
2) Les étudiants se rebellent contre le paternalisme français : la France, terreau du communisme chinois ?	373
Chapitre 2 : Conseiller la Chine.....	379

I. Circulations intellectuelles franco-chinoises : de la mission Georges Margouliès à celle des éducateurs chinois en France (1931-1932).....	379
1) L'IICI, nouveau réceptacle des échanges franco-chinois.....	380
2) Paul Langevin et Henri Bonnet en Chine.....	384
3) Les intellectuels chinois en France : une mission de retour.....	392
II. Des conseillers en Chine : influences croisées, de la dernière mission ponctuelle française aux conseillers ancrés en Chine	394
1) La fin du cycle français : la mission de Fernand Maurette (1934).....	395
2) Les conseillers étrangers en Chine.....	398
PARTIE 4 : POLITISER LA CHINE, REFUSER LES CONTINGENCES POLITIQUES.....	405
Chapitre 1 : L'implantation du communisme en Chine : les intellectuels face à la « Chine rouge »	409
I. Du massacre de Shanghai à l'incident de Xi'an : le Parti communiste chinois sur le devant de la scène idéologique.....	409
1) 1927, la révolution de Shanghai et ses conséquences au prisme des récits : voix croisées pour un point de bascule.....	409
2) Après le 12 avril 1927 : répression de Chiang Kai-shek, fractures et idéologies du communisme français.....	419
3) Se relever : de la République soviétique du Jiangxi à l'incident de Xi'an : comment le Parti communiste chinois est-il perçu ?	425
II. Des « griffes rouges sur l'Asie » à l'appui à la Chine soviétique : crainte, déni, appui chez les intellectuels français.....	442
1) Sun Yat-sen et les émissaires soviétiques : quel regard porté sur les premières manœuvres soviétiques en Chine ?.....	442
2) Déni du communisme ou crainte de l'invasion : l'opposition entre deux tendances intellectuelles.....	448
3) La crainte de la contagion : le communisme chinois, une menace pour l'influence française	458
Chapitre 2 : Refuser l'engagement ? Les intellectuels et intellectuelles français(es) à la marge du politique	469
I. Refuser d'être des « hommes du politique » ? L'engagement en question.....	469
1) « Servir son pays » : des sinologues en résistance pour la France (1940-1945)	469
2) L'engagement par le biais culturel : Marcel Granet.....	481
II. Les explorateurs dans la Chine en guerre : une simple toile de fond ?.....	486
1) La Croisière jaune : des scientifiques et les aléas d'une expédition en terre chinoise (1931-1932).....	486
2) Alexandra David-Néel : une exploratrice qui fuit la guerre en Chine (1937-1940).....	494
PARTIE 5 : BASCULER « D'UNE CHINE À L'AUTRE ». DE LA CHUTE DU GUOMINDANG À L'AVÈNEMENT DE LA « NOUVELLE DÉMOCRATIE » (1945-1949). 505	
Chapitre 1 : « Ils arrivent ! » L'entrée des communistes dans les villes chinoises	509
I. Le retour des tensions entre les rivaux historiques	510

1) De la fracture du Front Uni à l'échec des négociations.....	510
2) L'échec des négociations américaines	511
3) L'année 1948 : le renversement des forces.....	517
II. L'entrée des communistes dans les villes : la fin d'un monde et la naissance d'un autre	520
1) La déroute du Guomindang.....	521
2) L'entrée des communistes en libérateurs	524
3) L'Armée populaire de Libération : des « martiens » en Chine ?	530
Chapitre 2 : De la faillite du Guomindang à la Chine de la « Nouvelle démocratie » : expliquer la Chine nouvelle	535
I. L'échec du Guomindang et les nouveaux maîtres de la Chine : cerner les enjeux et les acteurs	535
1) Pourquoi les communistes sont-ils accueillis en libérateurs ?	535
2) Connaître le nouvel acteur de la politique nationale chinoise : considérations sur le Parti communiste chinois.....	540
3) Quel communisme pour la Chine nouvelle ?	546
II. La modération communiste à l'intérieur et à l'extérieur ?.....	553
1) Le Parti communiste et les étrangers en Chine : de la modération au durcissement de la politique.....	553
2) L'Indochine : de la prudence de Chiang Kai-shek à l'affirmation de Mao Zedong comme un acteur de la Guerre froide.....	557
3) Instaurer une « dictature populaire » : quel visage pour la Chine nouvelle ? (1949-1950)	563
ÉPILOGUE : QUITTER LA CHINE (1950-1953).....	573
I. La Chine populaire : un régime totalitaire	575
1) Violence et mise au pas des intellectuels	575
2) Un régime solide malgré la violence dont il fait preuve	581
II. Des exactions contre les institutions culturelles françaises à l'expulsion des intellectuels français de Chine.....	583
1) Les exactions contre les institutions culturelles françaises	583
2) « Ce départ est pour moi un déchirement » : Les derniers intellectuels français quittent la Chine populaire	591
CONCLUSION.....	597
Quelles attitudes intellectuelles à l'égard de la Chine républicaine ?	601
Comment l'intérêt pour la République de Chine éclaire-t-il la définition de l'intellectuel ?.....	604
ANNEXES.....	615
Annexe 1 : Repères chronologiques de l'histoire chinoise et des activités des intellectuels français liées à la Chine.....	617
Annexe 2 : La Chine dépecée : Les possessions étrangères en Chine du milieu du XIX^e siècle à 1914.....	625
Annexe 3 : La Chine des seigneurs de la guerre	627
Annexe 3.A : Zones des principaux seigneurs de la guerre en 1922	629

Annexe 3.B : Zones des principaux seigneurs de la guerre en 1926	631
Annexe 3.C : La Chine morcelée des seigneurs de la guerre et le début de la <i>Beifa</i> à travers les cartes de G. Brissaud-Desmaillet	633
Annexe 3.D : Pactes et traités de paix intéressant la Chine (1919-1928).....	637
Extraits du Pacte de la Société des Nations.....	637
Traité de Washington dit traité des neufs Puissances.....	640
Pacte Briand-Kellogg dit aussi traité de Paris	644
Annexe 4 : La Guerre Sino-Japonaise.....	649
Annexe 4.A : Montrer la guerre – photographies amateur	651
Annexe 4.B : Montrer la guerre dans la presse : L'exemple de <i>Chine</i>	653
Bourreaux et victimes.....	653
Héros d'une nation en armes	655
Une nation unie dans l'effort de guerre.....	656
Annexe 4.C : Témoignages de sympathie d'intellectuels français après le bombardement des villes ouvertes (juillet 1938)	657
Annexe 4.D : Les universités chinoises dans la guerre (1937-1939).....	665
I. Les universités de Chine pilonnées par les Japonais	666
1) Des universités réduites en miettes : une civilisation contre une autre	666
2) La relative préservation des universités étrangères	668
II. Les universités de Chine, terreau de résistance	669
1) La migration des universités et ses répercussions	669
2) Les étudiants chinois, ferments de résistance et d'union nationale.....	670
Annexe 4.E : La guerre sino-japonaise à travers la caméra de Joris Ivens : analyse du film <i>Les 400 Millions</i> (1938)	673
Annexe 4.F : Membres français du RUP présents à la Conférence mondiale pour l'aide à la Chine et pour le boycott du Japon (« Sauver la Chine c'est sauver la paix ! »), 12 et 13 février 1938, British Industries House, Londres.....	681
Annexe 5 : La fin d'un monde : l'arrivée des communistes dans les villes sous l'œil d'Henri Cartier-Bresson (1948-1949)	683
La lente décomposition du Guomindang.....	683
L'arrivée des « martiens » dans les villes chinoises	684
De nouvelles têtes, de nouvelles coutumes... ..	685
De nouveaux dogmes, gages de stabilité.....	685
Qui s'affichent aux yeux de tous.....	686
Annexe 6 : Tableau de correspondance des orthographes des noms propres.....	689
Provinces	689
Villes	690
Personnes et noms propres	690
SOURCES	693

Sources manuscrites	693
I. Archives nationales	693
1) Archives nationales de France – Pierrefitte-sur-Seine	693
2) Archives nationales du monde du travail – Roubaix.....	694
3) Archives d’Outre-mer – Aix-en-Provence	695
4) Archives diplomatiques et du Ministère des affaires étrangères – La Courneuve	697
II. Archives d’établissements publics.....	698
1) Bibliothèque Universitaire des Langues et Civilisations (BULAC) – Paris	698
2) Collège de France – Paris.....	698
3) La Contemporaine (ex-BDIC) – Nanterre.....	699
4) Ecole Française d’Extrême-Orient – Paris.....	700
5) École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la ville de Paris (ESPCI) – Fonds Paul Langevin	701
6) Institut International de coopération intellectuelle (IICI) 1923-1949	701
7) Musée Guimet.....	702
8) Archives du Parti socialiste – Fondation Jean Jaurès.....	703
III. Archives étrangères	703
1) International Institute of Social History – Amsterdam, ARCH01165	703
IV. Fonds de particuliers	705
1) Fonds appartenant à Jean-Louis Bussière	705
2) Fonds appartenant à Paul-Éric Langevin	705
Sources imprimées	705
I. Presse générale.....	705
1) Journaux orientés à gauche	705
2) Journaux orientés à droite	706
II. Presse consacrée à l’Asie et à l’influence française.....	706
1) Presse de tendance conservatrice	706
2) Presse (orientée à gauche) anti-colonialiste	706
3) Revues universitaires et culturelles.....	706
III. Presse consacrée exclusivement à la Chine.....	707
1) Périodique publié en France.....	707
2) Journaux français publiés en Chine.....	707
IV. Ouvrages et articles à caractère de sources	707
1) Ouvrages	707
2) Articles.....	708
Source orale	709
Film et recueils de photographies	710
1) Films	710

2) Recueils de photographies à caractère de sources.....	710
BIBLIOGRAPHIE	711
Instrument de travail et perspectives historiographiques.....	711
Ouvrages et articles.....	711
I. Histoire politique et culturelle de la France	711
1) Histoire politique.....	711
2) Histoire culturelle.....	712
3) Les intellectuels français.....	713
II. Histoire politique et culturelle de la Chine	721
1) La République de Chine.....	722
2) La République populaire de Chine.....	725
III. La Chine et le monde.....	725
1) Organisations et relations internationales	725
2) Les relations diplomatiques franco-chinoises	726
3) La Chine et ses voisins.....	727
Catalogues d'expositions.....	729
Travaux universitaires.....	729
Documentaires et émissions radiophoniques	730
Webographie.....	730
Index des noms de personnes	733
Table des tableaux et illustrations	741

INTRODUCTION

Au printemps 2014, le président chinois Xi Jinping effectue un voyage en France, afin d'honorer le cinquantième anniversaire de la reconnaissance par la France de la République populaire de Chine. Dans son discours, le président chinois salue « la culture, l'histoire, la philosophie, la littérature et l'art français. »¹ Il affirme ainsi : « La lecture de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, de Diderot, de Saint-Simon, de Fourier et de Sartre a raffermi ma conviction dans le rôle du progrès de la pensée pour celui de l'Humanité. »² De son côté, Laurent Fabius, alors Ministre des Affaires étrangères, confirme : « Dès l'origine, notre relation a été marquée par la place donnée aux relations intellectuelles et ce que l'on appellerait aujourd'hui la coopération scientifique et technologique. »³

Quelques mois plus tard, lors de cérémonies se déroulant cette fois en Chine, trois Français sont mis à l'honneur : il s'agit d'Alexis Leger, plus connu sous son nom de plume, Saint John Perse, secrétaire de légation à Pékin en 1916 et prix Nobel de littérature, d'André d'Hormon, sinologue et conseiller de l'impératrice Cixi, ainsi que des trois premiers présidents de la République chinoise et enfin de Jean-Augustin Bussière, médecin à l'hôpital de Pékin à partir de 1913, puis conseiller et praticien de Yuan Shikai comme de ses successeurs jusqu'en 1924. Les trois hommes se côtoient dans le salon littéraire que tient Jean-Augustin Bussière, chaque mercredi, dans sa résidence pékinoise de Ta Tien Shui Tsin. Si Alexis Leger alias Saint John Perse, quitte la Chine en 1920, les deux autres, liés par une amitié fraternelle, font partie des derniers Occidentaux à quitter le pays en 1954. Bien qu'il ne soit pas question pour le pouvoir chinois actuel de réhabiliter la période qui a précédé la mise en place de la République populaire communiste, le discours du Président chinois semble néanmoins confirmer l'importance des échanges à dominante culturelle qui irriguent les relations franco-chinoises depuis 1920. Les personnalités choisies pour incarner cette amitié sont présentées, par Xi Jinping, comme des « héros »⁴ français sinophiles. « Politiquement corrects »⁵, ces hommes, que l'on peut qualifier tous trois d'intellectuels, dévoilent un attrait voire, pour certains, un engagement en faveur de

¹ Discours du Président Xi Jinping, 27 mars 2015 sur <http://lyon.china-consulate.org/fra/zxxx/t1147413.htm> consulté le 6 février 2020.

² *Ibid.*

³ *La Chine une passion française : archives de la diplomatie française - XVIII^e-XXI^e siècle*, Loubatières, Portet-sur-Garonne, 2014, p. 3.

⁴ Entretien avec Jean-Louis BUSSIÈRE, réalisé le 5 décembre 2018.

⁵ *Ibid.*

la République de Chine, dont ils sont des connaisseurs avertis. Ces trois personnalités apparaîtront à nouveau, et nous nous intéresserons de manière plus marquée à deux d'entre eux. Mais il nous faut à présent poser les premiers jalons d'une meilleure compréhension de ce qu'est un intellectuel, terme qui se trouve au cœur de notre objet d'étude.

I. Que signifie être un intellectuel ?

Un intellectuel : quelles définitions ?

Un document émanant de l'Institut International de Coopération Intellectuelle (IICI, ancêtre de l'UNESCO), propose une définition et une classification précise des corps de métiers qui entreraient dans cette définition. Ce document retrouvé dans les archives personnelles de Paul Painlevé, date sans doute de 1925 ou 1926. Il indique :

« Est considéré comme appartenant au monde intellectuel toute personne possédant l'une des qualifications ci-après :

1° être l'auteur de livres, pièces théâtrales ou articles.

2° avoir produit ou interprété une œuvre d'art.

3° avoir exercé l'enseignement ou la parole en public.

4° avoir exercé toute activité scientifique utile soit à l'avancement des connaissances, soit au progrès de la civilisation.

5° avoir tiré de toute activité pratique des règles générales utiles à l'avancement des connaissances ou à l'application de ces mêmes connaissances à la vie humaine.

6° appartenir au cadre d'organisation se rapportant à l'art, à la littérature, à la science ou à l'enseignement. »⁶

Cette définition est complétée par une liste de vingt-et-un « champs de pensée et d'activités » entrant dans ce que le rapport appelle « le criterium » pour être reconnu comme intellectuel. Il nous a semblé intéressant de tous les citer, parce que certains ne semblent pas à première vue, directement en rapport avec le monde intellectuel :

« 1) aéronautique 2) agriculture 3) archéologie 4) architecture 5) commerce 6) drame 7) éducation 8) mécanique 9) exploration 10) finance 11) industrie 12) journalisme 13) jurisprudence 14) littérature 15) médecine 16) musique 17) peinture et Arts 18) sculptures 19) philanthropie 20) politique et administration 21) sciences : exactes ; humaines ; naturelles ; sociales. »⁷

Il peut paraître surprenant de trouver des domaines comme « aéronautique », « commerce » ou « industrie » définis comme appartenant à la sphère intellectuelle. Mais cela signifie qu'en

⁶ « Intellectuel », [s.d], A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/270.

⁷ *Ibid.*

1925, les organisations culturelles considèrent que les personnalités répondant à cette catégorie possèdent non seulement des savoirs, mais aussi des savoir-faire, que le rapport appelle ici « activités pratiques ». C'est particulièrement net dans le cas de l'aéronautique. Ce document indique donc que, durant la période chronologique à laquelle va s'intéresser notre thèse, le terme « intellectuel » est un terme large, englobant diverses catégories d'individus.

À partir de là, il paraît pertinent de confronter cette définition de l'intellectuel à des considérations historiques et sociologiques plus récentes ou actuelles. Cette démarche permettra de mettre en place un questionnement qui dévoilera progressivement l'un des fils rouges de notre étude. Nous allons voir en effet que la définition de l'intellectuel, confrontée aux événements de la Chine républicaine, oblige peut-être à remodeler des acceptions communément admises. Mais le terme d'« intellectuel » lui-même, est parfois considéré comme « flou »⁸ par les sociologues, comme Nathalie Heinich qui lui préfère trois « postures de chercheurs, d'experts ou de penseurs »⁹. Elle précise : « Le chercheur a pour rôle de comprendre et d'expliquer le monde social grâce à ses connaissances ; l'expert utilise ses connaissances pour répondre à des domaines pratiques, pour aider aux décisions prises ; le penseur « justifi[e] ou critique[e] une situation au nom de certaines valeurs »¹⁰ – cette dernière catégorie correspondrait donc à la définition d'un intellectuel engagé –. À partir de là, qui sont les hommes et les femmes à réunir sous ce même substantif ?

Il nous faut d'abord nous interroger sur les caractéristiques des individus que nous inclurons dans notre travail de recherche, puisque certains choix pourraient nous amener à exclure des personnalités de notre étude.

Dans son ouvrage *Naissances des intellectuels*, paru en 1990, Christophe Charle plaçait dans cette catégorie « les écrivains, les artistes, les universitaires »¹¹, ce qui restreignait considérablement les individus pouvant s'y reconnaître. Mais, lors d'une conférence tenue en 2017, il en donne cette fois une définition beaucoup plus large. Ce terme désignerait : « des individus ayant un minimum de traits communs (niveau intellectuel ou d'éducation élevé, prise de position particulière collective sur un enjeu culturel général appuyé sur leur

⁸ Nathalie HEINICH, « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels », *Questions de communication*, n° 5 (1 juillet 2004), p. 151, <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7106>.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Nathalie HEINICH, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, n° 2 (1 décembre 2002), pp. 117-27, <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7084>.

¹¹ Christophe CHARLE, *Naissance des intellectuels (1880-1990)*, Paris, Les éditions de Minuit, 1990, p 14.

notoriété [...].) »¹² Cette définition volontairement plus large répondrait davantage à celle donnée par le rapport de l'IICI. Ce point est d'ailleurs visible à la naissance même de ce substantif. Au lendemain de la parution de « J'Accuse », le 13 janvier 1898, une pétition de soutien regroupe « des universitaires, et, plus largement, des diplômés. »¹³ Les noms sans qualification sont ceux d'artistes, accompagnés de quelques membres des professions libérales (architecte ou avocat). Quelques jours plus tard, Georges Clemenceau rassemble ces hommes sous une même dénomination en écrivant : « N'est-ce pas un signe, tous ces *intellectuels* venus de tous les coins de l'horizon, qui se groupent pour une idée ? »¹⁴

Lors de l'acte de naissance des intellectuels, les dreyfusards soutenant Zola se distinguent donc pour la plupart par « leur niveau d'éducation élevé » comme le dit Christophe Charle. Cela signifie-t-il qu'il faudrait exclure de cette thèse les individus n'ayant pas forcément « un niveau d'éducation élevée » ? Cela exclurait de notre analyse des personnalités qui appartiendraient à la sphère intellectuelle par un savoir acquis plutôt qu'inné que leur connaissance de la Chine viendrait alors révéler. La question du panel à inclure dans une étude sur les intellectuels est aussi cernée par deux autres historiens. Nicolas Mariot d'abord, qui s'intéresse aux intellectuels dans les tranchées de 1914, et insiste lui aussi sur « le parcours scolaire extraordinaire pour la société de l'époque »¹⁵ des 42 individus cités dans son livre. Sur ces 42 personnages, 12 sont encore étudiants engagés dans des cursus longs. Mais il identifie ensuite 6 individus « hors cadre » qui exercent des professions juridiques, sont fonctionnaires ou appartiennent au monde de la finance. Ces personnalités placées à l'écart, parce qu'elles ne sont pas issues du monde universitaire, rentreraient néanmoins dans les catégories citées par le document de l'IICI. Pierre-Frédéric Charpentier ensuite, qui lui s'intéresse aux intellectuels français face à la guerre d'Espagne et élargit, quant à lui, la catégorie d'intellectuels à trois autres catégories « voisines » :

« Les journalistes qui ne sont pas tous en soi des intellectuels mais dont la production littéraire [...] peut néanmoins les inscrire dans ce groupe ou bien contribuer à alimenter le débat d'idées en France ; les artistes dont l'engagement empreinte des caractéristiques propres mais qui se lient sans mal à la sphère

¹² Christophe CHARLE, « Transformations universitaires et évolutions de la vie intellectuelle en France depuis les années 1880 jusqu'aux années 1960 », Tokyo, maison Franco-japonaise, 28 février 2017.

¹³ Pascal ORY et Jean-François SIRINELLI, *Les intellectuels en France : de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 6.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, L'univers historique, Paris, Seuil, 2013, p. 36.

intellectuelle ; les auteurs étrangers ensuite tant il est vrai que la guerre d'Espagne apparaît surtout du côté républicain, comme un melting-pot intellectuel. »¹⁶

La question de la pertinence de l'analyse : l'exemple des grands reporters

Faudrait-il, à l'instar de Pierre-Frédéric Charpentier, placer les journalistes comme une catégorie légèrement excentrée de notre sujet d'études ? Au vu des sources que nous avons consultées, il nous semble au contraire pertinent d'inclure pleinement la catégorie des journalistes dans la définition de l'intellectuel, sans toutefois faire de cette profession une catégorie homogène. La figure du « grand reporter », qui émerge en 1900, devient alors « une référence »¹⁷ puisqu'il est celui qui « se doit de chercher les preuves de la vérité. »¹⁸. En cela, le reporter devient parfois un « expert » de son sujet, au regard affuté, dont les réflexions sont recherchées. La République de Chine révèle ainsi plusieurs figures du grand reporter, de Jean Rodes à Albert Londres, et jusqu'à Robert Guillain, envoyé du *Monde* en Chine en 1949. Durant les premières années de la République de Chine, Jean Rodes s'affirme comme un spécialiste de la Chine, et ses analyses sont largement relayées. Il publie à la fois dans la presse à fort tirage et dans des journaux spécialisés comme *La Revue de l'Asie française*, aux côtés de diplomates comme Robert de Caix ou d'universitaires, ce qui signifie qu'il est accepté dans le cercle des orientalistes et des savants. Le cas de Robert Guillain est lui aussi particulièrement parlant, puisque l'envoyé spécial du *Monde* va acquérir un statut littéraire qui va bien au-delà de ses articles journalistiques. En 1966, le critique Edgar Faure dit de Robert Guillain qu'« il fut l'un des premiers "inventeurs" de la Chine populaire avec *Six cents millions de Chinois*, qui connut un succès mérité et qui demeure un document de base. »¹⁹ Robert Guillain affirme également sa volonté de témoigner depuis le cœur du pays :

« Il y a deux écoles de journalisme, écrit-il dans ses mémoires, celle des "j'ai vu" et celle des "on m'a dit que". Je veux être de ceux qui voient, pas de ceux qui parlent de ce que d'autres ont vu. »²⁰

Les grands reporters sont donc parfois aussi auteurs d'ouvrages scientifiques, appuyés sur leur connaissance éprouvée de la Chine. Leur capacité d'analyse, bien souvent reconnue, l'originalité et la pertinence de leurs réflexions les incluent dans la définition de l'intellectuel.

¹⁶ Pierre-Frédéric CHARPENTIER, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre par procuration (1936-1939)*, Paris, Éditions du félin, 2019, p. 19.

¹⁷ Christian DELPORTE, *Histoire de la presse en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 49.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Edgar FAURE, « La Chine, neuf ans après », article d'un journal inconnu, 1966, trouvé dans A.N, Fonds Yves Hervouët, 590 AP/40.

²⁰ Robert GUILLAIN, *Orient Extrême*, Paris, Seuil, 1986, p. 226.

Ils ont acquis ce statut, non par des connaissances théoriques, mais bien par une connaissance pratique.

Cependant, qu'en est-il des journalistes qui ne sont pas les envoyés spéciaux des grands journaux ? La multiplicité des attitudes et des statuts révèle que le microcosme des intellectuels s'intéressant à la Chine n'est absolument pas « un tout organique »²¹ pour reprendre une formule de Jean-François Sirinelli. C'est pourquoi ce dernier parle de « société intellectuelle » et affirme que la simple délimitation de catégories socioprofessionnelles ou de niveau d'études n'est pas suffisante pour déterminer qui aura droit à la parole en tant qu'intellectuel.

Il nous faudra donc nous interroger aussi sur les médias utilisés par les journalistes. Écrire sur la Chine dans un journal suffit-il à les inclure dans la catégorie des intellectuels ? Les articles écrits dans la presse à fort tirage et dans la presse spécialisée constituent-ils autant des « activités scientifiques », reconnues par l'IICI, que le fait d'écrire un ouvrage sur la Chine, par exemple ? Plusieurs figures, comme celle d'Albert Maybon, traducteur d'ouvrages en japonais, auteur de quelques ouvrages sur la Chine, mais qui écrit surtout des articles dans *La Revue de l'Asie française* viendront nous questionner sur ce point.

La multiplicité des personnalités révélées par les archives utilisées dans cette thèse va donc nous amener à interroger les définitions de l'intellectuel : si les hommes et femmes entrant dans cette catégorie font partie « des élites culturelles »,²² n'y a-t-il pas plusieurs moyens d'acquérir cette culture ? Les médias et journaux dans lesquels ils livrent leurs analyses peuvent-ils nous aider à décider si telle ou telle personnalité s'intéressant à la Chine entre ou non dans « les métiers de la pensée »²³ ? Le triptyque « chercheur, expert, penseur », plus ouvert, correspond-il aux attitudes des intellectuels français face à la République de Chine ?

Un dernier point, quoique « plus ancien »²⁴, semble essentiel lorsqu'on tente de donner une définition de l'intellectuel. Un intellectuel se devrait d'être engagé.

Quid de l'engagement ?

Le terme « d'engagement » littéraire, est popularisé par Jean-Paul Sartre dans *Qu'est-ce que la littérature ?* (1946). Le philosophe estime alors que l'écrivain – figure emblématique des sociétés intellectuelles – est nécessairement « en situation », c'est-à-dire qu'il est « embarqué »

²¹ P. ORY, J-F. SIRINELLI, *op.cit.* p. 10.

²² Cédric PASSARD, « Intellectuel », *Publicationnaire*, consulté le 21 février 2021, <http://publicationnaire.humanum.fr/notice/intellectuel/>.

²³ *Ibid.*

²⁴ C. PASSARD, « Intellectuel », *op.cit.*

dans le monde, qu'il a pour mission de dévoiler. Il ajoute : « l'écrivain engagé sait que le mot est action. »²⁵ Il se place ainsi dans les pas d'un autre philosophe, qui, dix ans plus tôt, interrogeait déjà la notion d'engagement. En 1937, année charnière dans notre thèse, Paul-Louis Landsberg, philosophe d'origine juive, livre dans la revue *Esprit* ses « Réflexions sur l'engagement personnel » :

« Nous appelons engagement l'assumption concrète de la responsabilité d'une œuvre à réaliser dans l'avenir, d'une direction définie de l'effort allant vers la formation de l'avenir humain. [...] L'engagement est un acte total et libre [...]. Acte total parce qu'il [...] est l'œuvre de l'homme intégral, en qui intelligence et volonté se confondent. Acte libre [...] parce qu'il traduit une décision de la personne qui prend conscience de sa responsabilité propre et réalise sa formation positive en tant que personne. »²⁶

L'engagement semble indissociable donc de la posture des intellectuels, et ce d'autant plus que les premiers à user de ce terme sont précisément les défenseurs de Dreyfus, qui « s'engagent » pour lui²⁷. À la suite d'Émile Zola, les dreyfusards s'engagent au nom de valeurs, ce qui fait d'eux des intellectuels dits par la suite « prophétiques »²⁸ ou encore « universalistes. »²⁹ Cela signifierait que l'intellectuel, pour se définir comme tel, doit forcément être « impliqué » dans le réel, selon la terminologie utilisée par Norbert Élias³⁰. Cela cadre avec la définition, désormais bien connue, qu'en donnent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli : un intellectuel serait « homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'une idéologie. »³¹ Les deux historiens ajoutent qu'être un intellectuel est un « statut mais transcendé par une *volonté* individuelle et tourné vers un *usage* collectif. »³² En descendant dans l'arène, l'intellectuel serait donc l'homme qui « met en actes » la société. Cette forte vocation « collective » est déjà présente dans la définition donnée par l'Institut International de Coopération Intellectuelle, qui insiste sur le fait que les hommes et femmes à intégrer sous le qualificatif d'intellectuels doivent avoir

²⁵ Jean-Paul SARTRE, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard, 1948.

²⁶ Paul-Louis LANDSBERG, « Réflexions sur l'engagement personnel », paru pour la première fois dans le numéro de novembre 1937 de la revue *Esprit* et publié en 2018 aux éditions Allia, p. 5 et 6.

²⁷ Cependant, c'est l'article de l'antidreyfusard Maurice Barrès qui va populariser le substantif le 1^{er} février 1898. Il écrit dans *Le Journal* en réponse à « J'Accuse » : « En résumé, les Juifs et les Protestants mis à part, la liste dite des intellectuels est faite d'une majorité de nigauds puis d'étrangers – et enfin de quelques bons Français. »

²⁸ Vincent DUCLERT, « L'engagement scientifique et l'intellectuel démocratique. Le sens de l'affaire Dreyfus », *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 12, n° 48 (1999), pp. 71-94, <https://doi.org/10.3406/polix.1999.1808>.

²⁹ Frédérique MATONTI et Gisèle SAPIRO, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 176-177, n° 1 (18 mars 2009), pp. 4-7, <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-4.htm>.

³⁰ Norbert ÉLIAS, *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance.*, Paris, Fayard, 1993, p. 66.

³¹ P. ORY et J-F. SIRINELLI, *op.cit.* p. 10.

³² *Ibid.*

permis « l'avancement des connaissances, [ou le] progrès de la civilisation. »³³ Dès 1925, l'intellectuel est donc celui qui est au cœur de la société, qu'il inspire et entraîne, bien loin de l'image du savant retranché dans sa tour d'ivoire.

Cependant, d'autres questionnements surgissent, à la suite de cette définition. L'engagement des intellectuels doit-il nécessairement sortir du champ du culturel pour être considéré comme valide ? Une implication qui demeurerait incluse dans les limites du champ du culturel peut-elle être considérée comme un engagement ou bien doit-on estimer que les hommes et femmes, drapés dans la figure de l'intellectuel « spécifique »³⁴, c'est-à-dire qui s'en tiendraient à leur position « d'homme du culturel », n'entreraient donc pas dans notre étude ? Plus encore, que penser des savants qui, précisément, refuseraient catégoriquement de devenir des « hommes du politique » et refuseraient de ce fait l'engagement ? Le cas des « explorateurs » comme les scientifiques impliqués dans la Croisière jaune, ou bien encore le positionnement d'Alexandra David-Néel nous questionneront sur ce point.

Par ailleurs, « s'engager » signifie-t-il forcément « prendre parti » ? Si tel est le cas, notre étude serait limitée. En effet, les mutations politiques que connaît la République de Chine, outre le fait qu'elles se déroulent bien loin de la France, – c'est un aspect majeur – ne sont pas forcément des événements nécessitant une prise de position tranchée. C'est bien sûr le cas à certains moments de l'histoire de la période comme lors de la guerre sino-japonaise, ou encore l'arrivée des communistes dans les villes chinoises en 1949. Mais il s'agit bien plus souvent pour les intellectuels, de rendre compte de ce qu'ils voient. S'intéresser à la manière dont les intellectuels français retranscrivent les bouleversements politiques de la République de Chine, demande donc de s'interroger sur le statut du témoin. Faut-il exclure de notre analyse les articles de journaux qui ne feraient que décrire une situation politique en Chine sans forcément faire preuve d'une analyse très poussée, même si ces articles ont été écrits par des grands reporters ? De la même manière, faut-il inclure les missionnaires dans notre étude ? Ces derniers sont les plus anciens témoins des mutations de la Chine puisqu'ils sont souvent implantés dans le pays depuis plusieurs décennies. Le document de l'IICI tendrait, de plus, à les insérer eux aussi dans la catégorie des intellectuels, puisqu'il y inclut « les personnalités appartenant au monde ecclésiastique »³⁵. Cependant, comme pour les journalistes, l'on ne peut pas en déduire que tous les missionnaires sont des intellectuels. Quand certains occupent des postes élevés comme Léon

³³ « Intellectuel », [s.d], A.N, Fonds Painlevé, *op.cit.*

³⁴ F. MATONTI et G. SAPIRO, « L'engagement des intellectuels », *op.cit.*

³⁵ *Ibid.*

Robert, adjoint au Supérieur des Missions étrangères de Paris, et conseiller municipal de Shanghai, d'autres n'ont pour bagage que leurs études effectuées au séminaire. On s'aperçoit déjà qu'au vu de la multiplicité des personnalités présentes, la définition du terme « intellectuel » devra prendre en compte plusieurs critères, afin de donner une vision qui serait la plus précise mais aussi la plus englobante possible des réactions de cette « société intellectuelle » hétérogène dans le temps et les statuts.

Cette nuance peut déjà être observée sur un exemple précis : les diplomates sont-ils des intellectuels ? À première vue, ces derniers sont bien des intellectuels à part entière. Ils ont, pour la plupart, passé le concours d'entrée du Quai d'Orsay, sont pour beaucoup, des hommes de lettres, comme c'est le cas d'Alexis Leger – dit Saint-John Perse – et Philippe Berthelot. Leur implication dans la politique de leur propre pays fait peu de doute, puisque Philippe Berthelot, par exemple, secrétaire général du Quai d'Orsay, est décrit par son biographe Jean-Luc Barré comme « hant[ant] d'une même passion l'ombre des chancelleries et les cabinets ministériels, planant quelque part au-dessus des têtes [...] ». ³⁶ Berthelot est donc au courant des décisions diplomatiques, et bénéficie d'une forte influence. Mais qu'en est-il de « l'implication » des diplomates vis-à-vis de la politique de la Chine républicaine elle-même ? Certains diplomates refusent mentalement ou physiquement, de passer les murs de la légation. Nous étudierons à ce propos le cas du poète et médecin Victor Segalen, qui, bien qu'impliqué de très près dans la politique chinoise, refuse de se départir de son regard occidental sur le pays. Certains intellectuels continuent donc de plaquer sur le pays des représentations issues du XIX^e siècle qui font de la Chine l'altérité absolue, et refusent de « s'engager » pour ce pays. Ainsi, il semble que trouver une définition juste et globale qui contiendrait en elle toutes les personnalités impliquées dans cette thèse soit difficile. Rares sont en effet les hommes et femmes à posséder en même temps tous les critères (niveau d'éducation élevé, originalité de l'analyse, engagement politique conscient au sujet de la Chine). On perçoit donc déjà que définir ce qui appartient ou non au champ intellectuel n'est pas aisé. Cette thèse vise, par conséquent, à questionner à la fois la vision portée par les intellectuels sur la République chinoise, mais aussi, comme un reflet, à se demander si la définition de l'intellectuel peut être redessinée grâce au miroir que lui offre la Chine républicaine.

³⁶ Jean-Luc BARRÉ, *Philippe Berthelot, le seigneur chat (1866-1934)*, Paris, Plon, 1988, p. 8.

II. La République de Chine, les intellectuels français : point sur la recherche récente

1) Histoire globale, histoire transnationale

Ces problématiques invitent donc à considérer les deux principaux axes de notre thèse – les intellectuels français et les événements de la République chinoise – comme en miroir l'un de l'autre. En cela, il nous semble que notre propos se place dans le cadre d'un « décentrement » de l'historiographie, qui considère désormais les points de vue européens comme extra-européens. C'est l'un des objectifs de l'histoire globale et de l'histoire transnationale.

Pierre Singaravélou, qui s'était déjà penché sur l'École Française d'Extrême Orient, institut qui apparaît comme un trait d'union entre l'Europe et l'Asie, et dont sont issues plusieurs des personnalités que nous allons citer, s'intéresse, en 2017, à la ville de Tientsin [Tianjin]. Cette cité chinoise se révèle un creuset d'influences mêlées puisqu'elle est aussi morcelée entre le pouvoir impérial de la dynastie Qing, dont elle est la « capitale diplomatique »³⁷, et les concessions de neuf puissances étrangères : européennes, américaines et japonaises³⁸. En 1900, Tientsin devient le siège de ce que Pierre Singaravélou nomme « la première guerre mondiale du XX^e siècle »³⁹ : c'est là qu'a lieu la première bataille de la révolte des Boxers, gagnée par les puissances étrangères, suivie du massacre de plusieurs milliers de Chinois. Bien qu'occultés par la prise des légations de Pékin en juin 1900, le siège puis le massacre de Tientsin illustrent la place centrale de la Chine, creuset d'échanges et de luttes. La révolte des Boxers, qui marque durablement l'imaginaire des intellectuels français, a donc commencé dans la plus cosmopolite des villes chinoises. L'ouvrage de Pierre Singaravélou, paru en 2017, illustre donc la place majeure de la Chine dans l'histoire globale et transnationale du XX^e siècle.

L'histoire transnationale connectée est apparue tardivement en France. En 2007, Philippe Minard et Caroline Douki regrettaient encore « que certains débats historiographiques trouvent [en France] un écho très faible. » Mais ces courants historiques irriguent aujourd'hui un large pan de la recherche française et intéressent les lecteurs, comme peut en témoigner *L'Histoire mondiale de la France* publiée par Patrick Boucheron en 2017. Philippe Minard et Catherine Douki estiment que l'histoire « globale » tend à observer, à l'échelle planétaire « les échanges, circulations, transferts et métissages, que les œillères du cadre national étatique ont fini par

³⁷ Pierre SINGARAVÉLOU, *Tianjin cosmopolis : une autre histoire de la mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 2017, p. 12.

³⁸ Voir annexe 2.

³⁹ P. SINGARAVÉLOU, *op.cit.* p. 336.

occulter. »⁴⁰ Caroline Douki ajoute que le terme d'histoire « globale » met bien en avant les liens d'interdépendance entre deux entités⁴¹. Il nous semble que certains pans de notre étude relèvent donc de l'histoire globale. C'est le cas, par exemple, de la troisième partie, qui étudie les liens intellectuels entre la Chine et la France. Les intellectuels chinois font appel à leurs homologues français afin de former leur jeunesse « à l'école de la France ». Mais, dans le même temps, la France a besoin de la Chine pour conserver sa place en Asie, et pour se relever de la Première Guerre mondiale. Le premier conflit mondial est l'occasion d'observer que les velléités françaises se heurtent aux convoitises des autres pays européens et américains, et que cette lutte d'influence se poursuit sur le plan des échanges intellectuels durant l'entre-deux guerres. De la même manière, les événements chinois ne peuvent être compris de manière fine qu'en faisant des détours par des personnalités issues de l'Indochine ou du Japon. La Chine de cette première moitié du XX^e siècle, période durant laquelle elle est encore considérée comme une « semi-colonie » se trouve donc encore au cœur d'un système de tendance « impérialiste », dans lequel elle serait dominée à la fois par les puissances européennes et par le Japon. Observer son évolution en utilisant parfois le point de vue d'autres pays, permet aussi de constater par quels moyens elle conquiert sa place de nation indépendante. Notre thèse se propose donc souvent de dépasser les limites étatiques de la Chine et de la France, pour considérer leurs relations au prisme d'autres États. Par conséquent, nous nous proposons parfois d'observer la Chine selon un point de vue « global ».

Cependant, notre propos semble davantage encore se placer dans le courant de l'histoire dite « transnationale ». Selon Chloé Maurel, cette approche viserait à ne pas se limiter à l'étude des phénomènes interétatiques, mais à élargir l'intérêt aux phénomènes qui se passent au-delà des États comme les échanges intellectuels ou humanitaires. Akira Iriye délaisse peu à peu le terme de « relations internationales » pour celui de « relations transnationales » qui désignent davantage selon lui les activités de « groupes transnationaux privés » dans des domaines « aussi variés que les échanges en matière d'éducation, d'aide au développement, de préservation de l'environnement, de la défense des droits de l'homme. »⁴² Ainsi, insiste-t-il, « l'histoire

⁴⁰ Philippe MINARD, « Globale, connectée ou transnationale : les échelles de l'histoire », *Esprit*, n° 400 (12) (2013), pp. 20-32, <https://www.jstor.org/stable/24277465>.

⁴¹ Caroline DOUKI et Philippe MINARD, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne contemporaine* n° 54-4bis, n° 5 (12 décembre 2007), pp. 7-21, <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2007-5-page-7.htm>.

⁴² Akira IRIYE, « Réflexions sur l'histoire globale et transnationale », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 121 (1 avril 2013), pp. 89-106, <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/chrhc/3174>.

transnationale permet une approche plus fine des individus et des communautés que l'histoire globale. »⁴³

Cette histoire transnationale qui invite à s'intéresser en premier lieu aux échanges culturels d'ordre privé, avant d'étudier les échanges à seules visées politiques et donc étatiques, c'est-à-dire cherchant à influencer sur la marche du monde, nous paraît particulièrement pertinente. Les intellectuels ne sont-ils pas en effet les hérauts de la culture ? Si certains, on le verra, deviennent « des hommes du politique », leurs relations avec la Chine passent très majoritairement par des organismes privés tant dans les années 1920 avec les échanges à but éducatif et les instituts qui suivront que dans les années 1930 où ils se réunissent au sein de comités ou d'associations – comme le Rassemblement Universel pour la Paix en 1936 –. Par ailleurs, l'histoire transnationale n'ayant pas pour but d'exclure les relations inter-nationales, c'est-à-dire entre États, permet de s'intéresser au monde intellectuel dans son ensemble, tant aux personnalités qui ont choisi un poste gouvernemental – ministres, diplomates français et asiatiques, qu'aux intellectuels qui œuvrent dans des cercles privés.

De plus, au contraire de l'histoire « connectée » qui « cherche à « décentrer » le regard vers les sociétés extra-occidentales et à accorder à leurs sources la même importance qu'aux sources occidentales »⁴⁴, l'histoire transnationale cadre avec la nécessité de garder dans cette thèse un fort ancrage français. Les sources que nous avons consultées sont avant tout françaises, et leur richesse nous a confortée dans notre décision de ne pas aller au-delà d'elles dans ce travail. Néanmoins, les représentations françaises peuvent s'enrichir, dès que cela semblera pertinent, de commentaires émanant de Chinois, mais aussi de personnalités japonaises, vietnamiennes, anglaises, ou encore russes et américaines dans une moindre mesure.

Finalement, peut-être est-il question ici de faire une histoire « hybride », comme l'expliquait Romain Ducoulombier dans la préface d'un ouvrage collectif visant à observer le Parti communiste français comme un parti « global » : « Il est [...] certain que cette manière de faire de l'histoire est en fait le résultat d'une démarche hybride, à la confluence entre histoire des transferts, histoire comparée et histoire croisée. »⁴⁵ Faire de l'histoire transnationale invite donc à décentrer le regard, en observant les événements à travers un prisme non-européen. C'est ce que fait par exemple Franck Michelin lorsqu'il affirme que *La guerre du Pacifique a*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Chloé MAUREL, « Introduction : Pourquoi l'histoire globale ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 121 (1 avril 2013), pp. 13-19, <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/chrhc/3146>.

⁴⁵ Romain DUCOULOMBIER et Jean VIGREUX, *Le PCF, un parti global (1919-1989), approches transnationales et comparées*, Éditions universitaires de Dijon, Dijon, 2019, p 10.

*commencé en Indochine*⁴⁶. Possession française limitrophe de la Chine du sud, l'Indochine est le parfait exemple d'un conflit qui s'internationalise bien avant l'entrée en guerre des Américains en 1941. Nous tenterons nous aussi de montrer que la dimension mondiale du conflit est comprise très tôt par les intellectuels français. Pilier du continent asiatique, la Chine républicaine est donc de toutes les mutations.

2) La République de Chine

Etudes anglo-saxonnes et françaises des années 1980 à 2000 : une vision plutôt négative de la République de Chine ?

La formule prophétique du mathématicien et homme politique Paul Painlevé, « le vingtième siècle sera le siècle de la Chine comme le dix-neuvième siècle fut celui de l'essor inouï de l'Amérique »⁴⁷ permet de comprendre que la Chine va vivre à la fois les violents soubresauts du XX^e siècle, mais qu'elle va elle-même opérer des transformations radicales, qui verront l'empire s'effondrer sous les coups d'une République qui durera presque quarante ans, avant que celle-ci ne tombe à son tour devant l'avancée du Parti communiste chinois.

La période de la République chinoise a longtemps semblé le parent pauvre des études sur la Chine. Prise en étau entre le dernier empire Qing et la Chine maoïste, elle semblait n'être qu'un temps de transition « d'une révolution à l'autre »⁴⁸, marquée par l'ascension quasi inexorable du Parti communiste chinois. La difficulté d'accès aux sources, pour les historiens chinois comme occidentaux, ainsi que la nécessité de « donner une cohérence d'ensemble à cette période foisonnante »⁴⁹ expliquent cette appréciation.

En 1983 et 1986 paraissent les deux tomes de la *Cambridge History of China*, dédiés à la République de Chine. Sous la direction de John Fairbank, Professeur à Harvard, des sinologues venus des universités américaines, anglaises et françaises⁵⁰ donnent pour la première fois une synthèse complète des principaux aspects de la République de Chine. Accompagnés de nombreuses cartes, ces deux volumes cernent enfin cette période pour elle-même. Cependant,

⁴⁶ Frank MICHELIN, *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine (1940-1941)*, Paris, Passé composé, 2019.

⁴⁷ Formule attribuée à Paul Painlevé par Alphonse MONESTIER, dans « La situation », *La Politique de Pékin*, 31 janvier 1931. Nous n'avons pas trouvé trace de cette expression dans les discours et interviews donnés par Painlevé lors de son voyage en Chine en 1920-1921.

⁴⁸ Titre de l'ouvrage de Marie-Claire BERGÈRE, Lucien BIANCO, et Jürgen DOMES, *D'une révolution à l'autre: 1895 - 1949, La Chine au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990.

⁴⁹ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, 2019.

⁵⁰ Marie-Claire Bergère a écrit le chapitre sur la bourgeoisie chinoise et Lucien Bianco, celui sur les mouvements paysans.

dès les premières pages, John Fairbank la présente comme étant celle « des guerres civiles, des révolutions et des invasions au niveau militaire et politique, et par des changements et des développements dans les sphères politique, sociale, intellectuelle et culturelle »⁵¹. Cette vision pessimiste de la République chinoise était déjà celle développée par Lloyd Easterman en 1972. Dans *The Abortive Revolution : China Under Nationalists Rules (1927-1937)*, l'historien s'interrogeait particulièrement sur les forces qui ont empêché la renaissance d'une unité nationale sous le Guomindang de Chiang Kai-shek.

Les historiens anglo-saxons vont aussi être les auteurs des premières biographies des grands personnages de la République de Chine. Le professeur canadien Jerome Ch'en livre en 1961 la première biographie de Yuan Shikai. Cette biographie dont la première édition porte un sous-titre évocateur : « Brutus assumes the purple » est très sévère envers le deuxième Président de la République de Chine. « Pour [Jérôme] Ch'en, Yuan était un général déchu, moqué par son peuple et haï par tous ceux dont l'opinion avait une influence. »⁵² De son côté, Sun Yat-sen a droit à une biographie de référence avec *Sun Yat-sen and the Origins of Chinese Revolution* d'Harold Schiffrin. Marianne Bastid salue un livre « exceptionnel »⁵³, tant par « la richesse de ses sources, chinoises et japonaises, que par son interprétation critique des documents. »⁵⁴ Cet ouvrage s'attache à démythifier le père de la République chinoise, comme avait déjà commencé à le faire Lyon Sharman, dans une « biographie critique », parue en 1934⁵⁵. Il faut attendre le XXI^e siècle pour de nouvelles synthèses sur les principaux dirigeants de la République chinoise. En 2001, Audrey Wells revient sur les « évolutions de la pensée de Sun Yat-sen », en étudiant le triple démisme, mais aussi les influences antérieures et postérieures à la mort du père de la République chinoise : de l'influence du confucianisme et des principes chrétiens sur l'évolution philosophique de Sun Yat-sen, à celle du triple démisme sur le Parti communiste chinois, sur son implantation à Taïwan ou dans de proches pays voisins⁵⁶.

Chiang Kai-shek, le généralissime qui tient entre ses mains la destinée de la République de Chine entre 1927 et 1949, a également droit à deux biographies en 2003 et 2009, qui sont, selon

⁵¹ John K. FAIRBANK, éd., *Republican China, 1912 - 1949: Part 1*, The Cambridge History of China 12 (Cambridge, Cambridge Univ. Press, 3e ed. de 1989).

⁵² « Yuan Shih-k'ai by Jerome Chen », *Gordsellar.Com* (blog), 23 juin 2015, <https://www.gordsellar.com/2015/06/23/yuan-shih-kai-by-jerome-chen/>.

⁵³ Marianne BASTID, « Sun Yat-Sen and the Origins of the Chinese Revolution. By Harold Z. Schiffrin. [Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1968. pp. 49.50.] », *The China Quarterly* 50 (avril 1972), pp. 363-64, <https://doi.org/10.1017/S0305741000050438>.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Lyon SHARMAN, *His life and its meaning. – A critical biography*, Kessinger Publishing, réimpression en 2008.

⁵⁶ Audrey WELLS, *The political thoughts of Sun Yat-sen. Development and impact*, London, Palgrave Macmillan, 2001.

Jonathan Fenby, auteur de *Generalissimo : Chiang Kai-shek and the China He Lost*, « les premières biographies du personnage depuis presque trente ans ». Ces deux biographies dressent de Chiang un portrait nuancé, la seconde étant plus favorable au personnage que la première. En effet, la seconde biographie, celle de Jay Taylor intitulée *Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, insiste sur le fait que « Chiang Kai-shek était avant tout un fidèle disciple de Sun Yat-sen, et nous montre que la préoccupation centrale de sa carrière a été, tout comme son maître, de moderniser la Chine. »⁵⁷ En outre, le cercle des proches de Chiang Kai-shek intéresse très tôt les historiens anglo-saxons : l'influente famille Soong, dont sont issues sa femme et sa belle-sœur, est détaillée dès 1996 dans *The Soong Dynasty*, mais c'est l'épouse de Chiang Kai-shek, Soong Meiling, qui intéresse le plus les américains. Les années 2000 vont remettre les personnalités chinoises sur le devant de la scène. La plus américaine des Chinoises a ainsi droit à deux biographies, sorties en 2006 et 2009⁵⁸. Cette dernière biographie fait de Soong Meiling, « l'une des femmes les plus brillantes et les plus puissantes au monde »⁵⁹, éclipsant même son mari. La biographe insiste notamment sur son rôle d'émissaire auprès de son pays d'adoption durant la Seconde Guerre mondiale.

En France, il faut attendre la décennie 1990 pour que les sinologues s'emparent de la période de la République de Chine, alors qu'Yves Chevrier et Lucien Bianco avaient ouvert la voie dès 1985 en offrant une place particulière à la Chine dans *Le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier*. Les membres du Centre d'Étude sur la Chine Moderne et Contemporaine sont alors particulièrement actifs. En 1989, Marie-Claire Bergère et Lucien Bianco coordonnent avec Jürgen Domes les deux volumes de *La Chine au XX^e siècle* qui, de 1895 jusqu'en 1985 offrent la première synthèse française sur les deux Républiques qu'a connues la Chine, la République de Nankin et la République populaire. En 1994, Marie-Claire Bergère vient renouveler les approches anglo-saxonnes en proposant la première biographie en français du père de la République de Chine, Sun Yat-sen, qui demeure toujours une référence. La sinologue retrace le parcours d'un « homme des marges », tout d'abord intrigant et révolutionnaire, puis éphémère président d'une République qu'il appelait de ses vœux, jusqu'au culte qui lui est rendu après sa mort et qui forge sa légende. Ces ouvrages en français présentent une vision nuancée de la période républicaine. D'une part celle-ci pourrait être considérée comme « le

⁵⁷ Tzu-Chin, HUANG, « Jay Taylor, The Generalissimo. Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China », *Perspectives chinoises* 2010, n° 2010/1 (26 avril 2010), <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5442>.

⁵⁸ Hannah PALUKA, *The last Empress : Mme Chiang Kai-shek and the Birth of Modern China*, 2009.

⁵⁹ Julia LOVELL, « The Last Empress by Hannah Pakula | Book Review », *The Guardian*, 30 janvier 2010, <http://www.theguardian.com/books/2010/jan/30/last-empress-madame-chiang-kaishek>.

temps des troubles »⁶⁰ qui verrait les tentatives de modernisation du pays n'être qu'un échec. Mais dans le même temps, Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes insistent sur le fait que cette période est aussi « celle de la modernité pour l'une des plus vieilles civilisations du monde »⁶¹.

Les années 2000 : une vision renouvelée de la Chine républicaine en Chine comme en Occident

À partir du milieu des années 1990 et plus encore dans les années 2000, les historiens tendent de plus en plus à considérer la période républicaine, et notamment celle de la République de Nankin, comme une période d'intense éveil de la Chine, rompant avec les études précédentes. En 1996, dans *Awakening China, Politics, Culture and Class in the Nationalist Revolution*, John Fitzgerald s'attache à observer comment la Chine devient peu à peu maîtresse d'elle-même en s'éveillant à un sentiment national qui relie progressivement « tous les champs culturels les uns avec les autres, ainsi qu'avec le monde de l'action politique. »⁶² (notre traduction). Le Hollandais Frank Dikötter parle, quant à lui, de la période républicaine comme d'un véritable « âge de l'ouverture », dans tous les domaines, bien loin de l'image sombre qui lui est encore associée. Les deux auteurs insistent sur le fait que la période républicaine serait celle d'un premier apprentissage de la démocratie, ainsi que celle d'une volonté d'échanges sans précédent avec le monde qui l'entoure, après son « ouverture forcée » à l'Occident au XIX^e siècle. Nos propres recherches viennent confirmer cette soif d'échanges, notamment intellectuels, de la République de Chine.

Le dynamisme des études actuelles illustre bien le fait que la période républicaine bénéficie d'un intérêt nouveau, en Chine comme en Occident. Les numéros successifs du *Journal Of Modern History of China* révèlent l'appétence des historiens chinois pour cette période. Lancée en 2007, cette revue publie majoritairement des articles écrits par des universitaires chinois. La variété des sujets abordés révèle que l'accès aux archives semble désormais possible en Chine. Les recherches portent sur la guerre sino-japonaise⁶³, les relations diplomatiques de la Chine avec ses voisins⁶⁴, mais aussi et surtout les événements et mutations politiques internes au pays.

⁶⁰ M-C. BERGÈRE, L. BIANCO, et J. DOMES, *D'une révolution à l'autre*, op.cit. p. I.

⁶¹ *Ibid.* p. VII.

⁶² John FITZGERALD, *Awakening China: Politics, Culture and Class in the Nationalist Revolution*, Stanford, Calif: Stanford Univ. Press, 1996, p. 4.

⁶³ Par exemple: Ping BU, "A research report on Japanese use of chemical weapons during the Second World War", *Journal of Modern Chinese History*, vol. 2, 2007.

⁶⁴ "US attitudes towards China before and after the Washington Conference based on US mainstream media reports", *Journal of Modern Chinese History*, vol. 2, Janvier 2020.

Un numéro spécial paru en 2012 appelle ainsi à « repenser la Révolution de 1911 » en croisant les recherches menées en Chine sur la révolution du 10 octobre 1911, avec celles menées par les historiens japonais⁶⁵ et russes⁶⁶.

Le Mouvement du 4 Mai 1919, moment clé de la République de Chine, en ce qu'il rapproche la République des modèles occidentaux et appelle à une refonte intellectuelle complète de la Chine, illustre par exemple le dynamisme de ce sujet d'études. En 2009, à l'occasion du quatre-vingts dixième anniversaire du Mouvement, les articles publiés par les contributeurs du *Journal of Modern History of China* se défont de la vision instaurée par le Parti communiste chinois qui considérait ce mouvement comme « un incident patriotique »⁶⁷, pour s'intéresser au caractère libéral d'un mouvement intellectuel qui cherche en Occident des modèles de modernisation. L'article de Zheng Shiqu revient par exemple sur la visite en Chine, entre 1919 et 1924, de philosophes de renom (parmi lesquels Bertrand Russel)⁶⁸. Dix ans plus tard, les chercheurs mettent désormais le Mouvement du 4 Mai en perspective : ils l'observent d'un point de vue local ou au contraire transnational⁶⁹, et le replacent dans un temps long, comme le fait Wang Fan-sen dans « Was the enlightenment a continuous process from the late Qing to the May Fourth period ? » Ces articles, issus de recherches récentes, témoignent du dynamisme de cet objet d'études, ainsi que de la vision positive portée aujourd'hui sur la période de la République chinoise. De la même façon, une nouvelle biographie de Yuan Shikai, adoucit considérablement le regard porté sur le dictateur. Dans *Yuan Shikai, a reappraisal*, Patrick Fuliang Shan réhabilite « le grand méchant de l'histoire la Chine moderne »⁷⁰(notre traduction). Cet ouvrage, qui s'appuie notamment sur les écrits de Yuan Shikai, préfère parler de « centralisme dictatorial » (*dictatorial centralism*) plutôt que de « dictature » pour qualifier le régime instauré par Yuan dès 1913. L'ouvrage met l'accent sur « les efforts continus de Yuan pour améliorer la bureaucratie, l'éducation, l'ordre social, la réforme monétaire, tout aussi bien que la persistance

⁶⁵ FUKAMACHI Hideo, « Farewell to the continent complex: A hundred years of Japanese historiography on the 1911 Revolution », *Journal of Modern Chinese History* 6, n° 1 (1 juin 2012), pp. 81-93, <https://doi.org/10.1080/17535654.2012.670510>.

⁶⁶ Irina SOTNIKOVA, « Russian historiography of the Xinhai Revolution », *Journal of Modern Chinese History* 6, n° 1 (1 juin 2012), pp. 95-103, <https://doi.org/10.1080/17535654.2012.671904>.

⁶⁷ LU Wenhao (吕文浩), « Commemoration of the May Fourth Movement at Its Ninetieth Anniversary: Retrospection and Introspection on a Historic Question, by Yang Nianqun », *Journal of Modern Chinese History* 4, n° 2 (19 novembre 2010), pp. 242-43, <https://doi.org/10.1080/17535654.2010.524394>.

⁶⁸ ZHENG Shiqu, « The renowned foreign philosophers' China lectures during the May Fourth era and China's "taking Russia as the teacher" », *Journal of Modern Chinese History* 5, n° 2 (1 décembre 2011), pp. 183-98, <https://doi.org/10.1080/17535654.2011.627116>.

⁶⁹ Shakhar RAHAV, « Beyond Beijing: May Fourth as a national and international movement », *Journal of Modern Chinese History* 13, n° 2 (3 juillet 2019), pp. 325-31, <https://doi.org/10.1080/17535654.2019.1688982>.

⁷⁰ Ernest P. YOUNG, « Yuan Shikai: A Reappraisal », *The Chinese Historical Review* 26, n° 1 (2 janvier 2019), pp. 90-92, <https://doi.org/10.1080/1547402X.2019.1583932>.

de la liberté de presse et de religion, et d'une économie libérale [...] » (notre traduction)⁷¹. En d'autres termes, Patrick Shan fait de Yuan Shikai un réformateur, « dans une vision conservatrice de la modernité »⁷². Mais il estime que la période de pouvoir de Yuan présente plus d'éléments de continuité et de stabilité par rapport à la République de Sun Yat-sen que de facteurs d'instabilité.

Un renouveau de l'intérêt pour la République de Chine dans les études françaises

En France aussi on observe, depuis 2015, un regain d'intérêt très net pour la période républicaine. Des biographies en français sont venues prendre le relais des ouvrages américains. Soong Meiling trouve en Philippe Paquet un nouveau biographe à sa mesure, tandis qu'Alain Roux, après avoir écrit une imposante biographie de Mao Zedong en 2009⁷³, s'attèle à révéler « l'autre rival de Mao » grâce à la première biographie en français de Chiang Kai-shek, parue en 2016. *La République de Chine*, ouvrage de synthèse signé Xavier Paulès, vient enfin renouveler les connaissances issues de l'ouvrage publié par Marie-Claire Bergère, Lucien Bianco et Jürgen Domes trente ans plus tôt. Édité dans la collection « Histoire générale de la Chine », l'ouvrage de Xavier Paulès propose de s'intéresser à la République de Chine dans ses bornes chronologiques propres – alors que l'ouvrage paru chez Fayard en 1989 commençait en 1895 –. À l'aide des recherches chinoises et européennes les plus récentes, Xavier Paulès dresse un panorama complet des aspects politiques, économiques, sociaux et culturels de la République de Chine. La République de Chine est donc considérée dans ses bornes chronologiques propres et non plus comme une période de transition « d'une révolution à l'autre ». Dans une vision nuancée, le sinologue s'intéresse notamment à la construction de l'État, démontrant ainsi que celle-ci est un « demi-succès », alors que le début de la période semble pourtant dominé par l'anarchie des seigneurs de la guerre. C'est aussi la notion d'État qu'interroge la volumineuse thèse de David Serfass⁷⁴. À travers le fonctionnement de l'État d'occupation instauré par Wang Jingwei à Nankin à partir de 1940, ce travail de recherches sort de l'ombre l'éternel rival de Chiang Kai-shek au sein du Guomindang. Menée à partir des archives chinoises, japonaises et européennes, cette thèse, ainsi que les articles qui l'ont précédée, illustrent un aspect méconnu de cette guerre du Pacifique.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*

⁷³ Alain ROUX, *Le singe et le tigre : Mao, un destin chinois*, Paris, Larousse, 2009.

⁷⁴ David SERFASS, « Le gouvernement collaborateur de Wang Jing-Wei, aspects de l'État d'occupation durant la guerre sino-japonaise », Thèse sous la direction d'Yves CHEVRIER, Paris, EHESS, 2017.

Le sujet du concours de l'ENS de Lyon en 2020, « La Chine, du traité de Nankin à la proclamation de la République populaire (1842-1919) » suggère lui aussi le nouvel attrait pour la période républicaine, qui se trouve au cœur de la question. Le sujet invite à faire :

« Une histoire politique et sociale de la Chine dont la toile de fond est le statut semi-colonial de la Chine à l'époque. [...] L'empire timidement rénové s'effondre laissant place à une république qui ne peut empêcher la quasi-dislocation du pays et se termine par la victoire des forces rassemblées autour du parti communiste chinois, symbole de la lutte contre l'envahisseur japonais et victorieux de son rival nationaliste, alors que débute une guerre qui en Asie n'a de froide que le nom. »⁷⁵

Comme le préconise le sujet de l'ENS, les travaux portant sur la République de Chine adoptent souvent l'angle des relations que la Chine entretient avec le monde extérieur et notamment avec l'Occident. En janvier 2020, dans l'optique du concours, trois émissions du Cours de l'histoire sur France Culture, s'interrogent sur la difficulté de ces relations à travers des exemples tirés des relations diplomatiques ou culturelles⁷⁶. La deuxième émission s'intéresse aux travailleurs chinois venus en France durant la Grande Guerre, l'un des thèmes les plus en vogue dans les recherches actuelles. En 2014, les commémorations liées à la déclaration de la Première Guerre mondiale, puis celles concernant son armistice en 2018, ont en effet donné lieu à plusieurs publications qui ont permis de faire connaître au grand public l'existence de ces travailleurs venus du bout du monde. En 2010, un premier colloque révèle au public l'histoire « inexplicée et méconnue »⁷⁷ de ces travailleurs chinois venus en France. L'ouvrage collectif qui en est tiré, dirigé par Li Ma, *Les travailleurs chinois dans la Première Guerre mondiale*, devient lui aussi un ouvrage de référence.⁷⁸ Le colloque invitait à s'interroger sur toute la chaîne des travailleurs, de leur recrutement à leurs conditions de vie en France jusqu'à leur réinsertion à leur retour en Chine, en s'appuyant sur des témoignages de formes diverses (graffitis, objets ou témoignages écrits) et des comparaisons avec d'autres travailleurs étrangers. C'est dans son sillage qu'a eu lieu par exemple, à Paris une journée d'étude portant sur « Les travailleurs chinois en France (1900-1925) » à l'initiative du Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. En 2018, à l'occasion du centenaire de l'Armistice, Li Ma approfondit ses recherches en travaillant

⁷⁵ Lettre de cadrage du concours de la BEL, question d'histoire, session 2020.

⁷⁶ « Chine-Occident, comment l'affaire a mal tourné ? », émission du 6 au 9 janvier 2020, Le cours de l'histoire, France Culture. <https://www.franceculture.fr/emissions/series/chine-occident-comment-laffaire-a-mal-tourne> consulté le 22 février 2021.

⁷⁷ Dominique GUYOT, « 140 000 travailleurs chinois sous contrat inhumain », *Les Chinois en France*, cahiers du comité d'histoire, cahier n°18, décembre 2014, p. 35.

⁷⁸ Hélène LE BAILL, « Li Ma (dir.), Les Travailleurs chinois dans la Première Guerre mondiale. CNRS éd., 2012, 560 p. », *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1314 (1 avril 2016) pp. 174-75, <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3674>.

désormais sur *La Chine et la Grande Guerre*. Dans le sillage de Pierre Grosser qui affirme que « l'histoire du monde se fait en Asie », ce décentrement du regard permet de voir que « "la question d'Extrême-Orient" a pesé sur l'histoire des relations internationales du vingtième siècle de manière bien plus déterminante qu'on le pense souvent. »⁷⁹

On remarque donc un intérêt nouveau pour la période de la République chinoise, désormais considérée avec nuance dans sa globalité ou à travers des moments clés de son histoire.

L'autre pan de ce sujet, l'étude des positionnements des intellectuels français, connaît aussi un intérêt toujours vif en France.

3) Les intellectuels français et leurs engagements

L'histoire des intellectuels demeure encore un objet important de l'historiographie française. Cet intérêt, si l'on en croit Jean-François Sirinelli, prend naissance durant la décennie 1970, celle où « l'intellectuel descend du trône qui avait été le sien »⁸⁰. Aujourd'hui encore, les ouvrages portant sur les intellectuels français mettent au jour des « réseaux intellectuels », c'est-à-dire des itinéraires, des générations, mais aussi des structures de sociabilité. Depuis *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, paru pour la première fois en 1986, de nombreuses analyses concernant les intellectuels et leurs engagements depuis l'Affaire Dreyfus ont émergé. *Naissance des intellectuels* de Christophe Charle, est paru en 1990, au même moment que l'ouvrage de Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*. Le premier cherchait à définir cette sociabilité intellectuelle, tandis que le second se penchait sur l'un des moyens d'action privilégié par les intellectuels quelle que soit leur génération : la pétition. Christophe Charle continue par la suite à explorer son objet d'étude. Par le biais de conférences il approfondit sa définition des intellectuels par une étude comparée⁸¹ ou bien s'intéresse à l'évolution d'une catégorie particulière⁸². Les deux tomes de *La vie intellectuelle en France*, coordonnés avec Laurent Jeanpierre sont l'occasion

⁷⁹ Pierre GROSSER, *L'histoire du monde se fait en Asie - Une autre vision du XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019, p. 26.

⁸⁰ Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises, manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 11.

⁸¹ Christophe CHARLE, « Les figures de l'intellectuel en France et en Europe depuis la fin du XIX^e siècle », séminaire à l'ENS Ulm, 20 octobre 2015, https://www.academia.edu/16937755/figures_de_lintellectuel_en_France_et_en_Europe_fin_XIXe_XXe_si%C3%A8cle

⁸² Ch. CHARLE, « Transformations universitaires et évolutions de la vie intellectuelle en France depuis les années 1880 jusqu'aux années 1960 », Tokyo, maison franco-japonaise, conférence donnée le 28 février 2017.

de revenir sur l'histoire des intellectuels et de leurs « combats »⁸³. À travers un article de Pierre Singaravérou, cet ouvrage laisse une place particulière à la « question d'Orient », qui place l'Asie au centre des préoccupations intellectuelles durant les années 1920. Les clivages issus de l'Affaire Dreyfus se reforment, Certains intellectuels issus de la gauche se regroupent autour du penseur René Guénon et affirment la nécessité d'un dialogue avec l'Asie, tandis que les intellectuels de droite s'inquiètent d'un péril jaune, incarné par une union potentielle de l'Inde, de la Chine et du Japon⁸⁴. Pierre Singaravérou ajoute que ce débat s'estompe avec l'arrivée du fascisme qui remet d'autres angoisses sur le devant de la scène. Nous espérons démontrer dans ce travail que l'intérêt pour la Chine ne se dément pas au cours des années 1930, et qu'elle est encore au centre des engagements et des clivages durant cette période.

C'est précisément à ces années d'entre-deux-guerres que s'intéresse l'ouvrage de François Chaubet, paru en 2006⁸⁵. L'historien met particulièrement en valeur l'idée de générations intellectuelles en insistant notamment sur le rôle de la Grande Guerre qui explique l'engagement à gauche de bien des intellectuels français. Ces années sont aussi celles où les intellectuels se rassemblent autour de « l'affirmation du nécessaire rayonnement culturel de la nation »⁸⁶. L'ouvrage tiré d'un colloque, *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle*, paru en 2010, met en effet en avant l'importance du rayonnement culturel pour les États, notamment après l'hécatombe de la Première Guerre mondiale. Ce colloque tisse ainsi des liens entre les « quatre parties du monde »⁸⁷, mais la Chine en est absente. Nous pensons que notre travail apportera une pierre à l'étude des relations culturelles et internationales en éclairant les relations interculturelles franco-chinoises. En cela, nous nous plaçons dans les pas de Ludovic Tournès qui, en 2011, étudie les effets de perméabilité et d'échanges culturels entre la France et une autre « République sœur », celles des États-Unis⁸⁸. En 2020, Jean Yves Heurtebise témoigne d'ailleurs de l'importance de ces représentations culturelles franco-chinoises, en questionnant « les représentations croisées entre les mondes européens et chinois »⁸⁹ grâce à

⁸³ Christophe CHARLE et Laurent JEANPIERRE, *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, t. 2, Paris Seuil, 2016.

⁸⁴ Pierre SINGARAVÉLOU, « La crise asiatique de la pensée française » dans Christophe CHARLE et Laurent JEANPIERRE, *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, op.cit.

⁸⁵ François CHAUBET, *Histoire intellectuelle de l'entre-deux guerres - cultures et politiques*, Paris, Éditions nouveaux mondes, 2006.

⁸⁶ *Ibid.* p. 138.

⁸⁷ Expression empruntée à Serge Gruzinski, La Martinière, 2004.

⁸⁸ Ludovic TOURNÈS, *Sciences de l'homme et politique - Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, Paris, Classique Garnier, 2011.

⁸⁹ Jean-Yves HEURTEBISE, *Orientalisme, Occidentalisme et Universalisme : Histoire et méthode des représentations croisées entre mondes européens et chinois*, Paris, MA Éditions-EKSA, 2020, p. 9.

une synthèse d'articles étudiant « les relations intellectuelles entre la France et la Chine »⁹⁰, majoritairement axés sur les représentations philosophiques (grâce à une étude sur la « sinophobie de Kant » ou une autre traitant de la présence de la Chine dans l'œuvre du philosophe Gilles Deleuze), mais portant également sur les représentations croisées linguistiques et littéraires⁹¹.

D'autres ouvrages se recentrent sur une catégorie d'intellectuels ou bien l'un de leurs objets d'engagement. Gisèle Sapiro, qui proposait déjà en 2009 la distinction entre « intellectuel universaliste » et « intellectuel spécifique » – conception empruntée à Michel Foucault –, s'attache à étudier la figure de l'intellectuel écrivain dans *Les écrivains et la politique en France de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*. De son côté, Marie-Ève Thérénthy étudie l'intellectuelle au féminin, à travers son ouvrage intitulé *Femmes de presse, femmes de lettres*. À travers une typologie des positions de ces femmes du monde intellectuel (des chroniqueuses aux grandes reporters en passant par les aventurières⁹²), cette étude révèle points communs et divergences entre des personnalités féminines d'avant-garde, dont certaines imprimeront leur marque dans cette thèse.

D'autres ouvrages s'intéressent à l'intellectuel « en situation » selon l'expression sartrienne. Nicolas Mariot étudie la rencontre des intellectuels et du peuple dans les tranchées de 1914 à travers les lettres d'hommes connus, comme celles de Guillaume Apollinaire, maréchal des logis, ou celles de Fernand Léger, simple soldat. Pour les intellectuels qui ont servi sous les drapeaux, ce moment fondateur représente « parfois le principe de leur engagement. Aller au peuple et savoir comment il se comporte est pour eux un enjeu décisif. »⁹³ Ce moment de « crise » restera à l'esprit de beaucoup d'entre eux vingt ans plus tard. Après s'être intéressé à la *Drôle de guerre des intellectuels français (1939-1940)*, Pierre-Frédéric Charpentier dresse, en 2008, un panorama très complet des positions de ces intellectuels durant la guerre d'Espagne. Cet engagement multiforme des années 1930, qui vient en aide à l'Espagne, à l'Éthiopie et à la Tchécoslovaquie comme à la Chine, révèle des figures connues et moins connues, de droite comme de gauche. Pierre-Frédéric Charpentier met donc en avant des réseaux de sociabilité, des figures mais aussi les vecteurs de l'engagement, avec des analyses très précises sur l'utilisation du cinéma et de la radio. Cette vision globalisante des intellectuels face à un objet d'engagement est celle dans laquelle nous nous plaçons. De nombreuses figures évoquées par

⁹⁰ *Ibid.* p. 10.

⁹¹ « Littérature comparée : occidentalisme et *sinité* dans la science-fiction francophone », *ibid.* p. 185-200.

⁹² Nous reviendrons dans notre propos sur Ella Maillart et Alexandra David-Néel.

⁹³ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, *op.cit.* p. 15.

Pierre-Frédéric Charpentier s'engage aussi pour la Chine, mais il est également intéressant de constater que ce n'est pas le cas de toutes. Pour les intellectuels de gauche, Chine et Espagne sont liées à bien des égards. Si leur combat en faveur de la première est moins connu, nous espérons que notre travail parviendra à construire un pont entre ces deux objets de lutte. Afin d'aider l'Espagne et la Chine, il faut « parler au peuple », ce même peuple que les lettrés ont rencontré dans les tranchées.

Enfin, en 2018, François Dosse revisite « la saga des intellectuels », des années d'après-guerre, jusqu'à son progressif « effacement » à l'aube des années 1990⁹⁴. La figure de l'intellectuel « prophétique » dans laquelle se retrouvent plusieurs des personnalités engagées pour la Chine dans la décennie 1930, n'en finit donc pas de fasciner.

Pour ce qui concerne, plus précisément, les études sur les intellectuels français et la Chine, c'est sans conteste la Chine maoïste qui fait l'objet d'un grand nombre de travaux de recherches.

4) Les intellectuels français et la Chine

La fascination des intellectuels pour la Chine de la Révolution culturelle : un sujet toujours porteur

La période de l'entre-deux-guerres est celle de l'âge d'or des « circulations intellectuelles avec l'union soviétique »⁹⁵. Sophie Cœuré a étudié la fascination des intellectuels de la gauche française pour « cette grande lueur à l'Est ». Les échanges scientifiques et voyages avec l'URSS rythment en partie les décennies 1920-1930, et nous percevons nettement le même attrait s'agissant de la Chine. Trente ans plus tard, c'est un autre Orient qui captive les intellectuels. En mars 2021, l'historienne Annette Wiewiorka revient sur son expérience de la Chine de la révolution culturelle dans son ouvrage *Mes années chinoises*⁹⁶. La spécialiste de la Shoah raconte ainsi avec lucidité les deux années passées en tant que professeure de français dans la province de Canton, tentant de comprendre son « aveuglement »⁹⁷ qui l'empêche, lors de son

⁹⁴ François DOSSE, *La saga des intellectuels français*, Paris, Gallimard, 2018.

⁹⁵ Titre de l'article de Rachel Mazuy dans Christophe CHARLE et Laurent JEANPIERRE, *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, T2, Paris Seuil, 2016, pp. 387-392.

⁹⁶ Déjà, en 1979, huit ans après son retour de Chine, la jeune historienne de 29 ans tente de revenir sur cette expérience dans son premier ouvrage, *L'Écureuil de Chine*. Mais ce livre, qu'elle pensait être une œuvre de « salubrité publique », passe inaperçu et disparaît même de sa bibliographie. En 2019, lors du colloque « L'étranger comme modèle » organisé à l'ENS Ulm, alors qu'elle travaille à la rédaction de *Mes années chinoises*, elle confie encore ses difficultés à relire ce premier ouvrage. Conférence donnée à l'ENS Ulm le 4 juin 2019 et Annette WIEWIORKA, *Mes années chinoises*, Paris, Stock, 2021, p. 5.

⁹⁷ Annette WIEWIORKA, *ibid.* p. 8.

séjour dans le Guangdong entre 1974 et 1976, de voir au-delà de « la construction d'une Chine en tous points exemplaire. »⁹⁸

François Hourmant analyse avec précision cet engouement pour la Chine, qui saisit les cercles intellectuels français au moment de la Révolution culturelle chinoise, et dont fait état Annette Wieviorka. Il note que cette attraction « transcende les clivages les mieux établis »⁹⁹, emportant Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, mais aussi les « ministres conservateurs »¹⁰⁰, Malraux et Peyrefitte. Face à ce cercle acquis à l'esthétique « Mao pop », des ouvrages critiques comme *Les habits neufs du président Mao*, de Simon Leys, publié en 1971, sont soutenus par la revue *Esprit* qui dénonce « les implications idéologiques de la fascination éprouvée en France pour la Chine maoïste. »¹⁰¹ Finalement, on retrouve à cette période le *topos* ancré dans l'imaginaire français de la Chine comme « l'image de l'altérité radicale, pays de mystère et de merveilleux »¹⁰², qui circulait déjà un siècle plus tôt. Dans le sillage de François Hourmant, Xu Kefei s'intéresse particulièrement au maoïsme de la revue *Tel Quel* (entre 1966 et 1976) dans une perspective transculturelle¹⁰³. La thèse questionne ainsi la « relation à l'autre » de ces intellectuels français qui considèrent alors la Révolution culturelle comme « le sommet du marxisme. »¹⁰⁴ Xu Kefei en arrive à la conclusion que les intellectuels de *Tel Quel* n'ont qu'une vision « mythifiée »¹⁰⁵ du maoïsme et de la Chine, qui ne servirait que de miroir pour dénoncer les défauts du modèle social français. Cette vision mythique de la Chine ne cesse d'irriguer les commentaires et observations des intellectuels français sur la Chine depuis le XIX^e siècle, et se retrouve dans les représentations des intellectuels durant la période de la République de Chine. Nous accorderons une place particulière à ces représentations, mais souhaitons aussi démontrer que d'autres intellectuels se défont de cette vision mythique de la Chine pour entrer dans la véritable connaissance du pays.

⁹⁸ *Ibid.* p. 12.

⁹⁹ François HOURMANT, *Les années Mao en France : avant, pendant et après mai 68 (1966-1976)*, Paris, Odile Jacob, 2018, p. 11.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ *Ibid.* 184.

¹⁰² F. HOURMANT, *De Lénine à Marcos : modèles étrangers pour la gauche ?*, dans Jean-Jacques BECKER, Gilles CANDAR, *Histoire des gauches en France*, Vol. 2: *XX^e siècle: à l'épreuve de l'histoire*. Paris, La Découverte, 2005, <https://www.cairn.info/histoire-des-gauches-en-france--9782707147370-page-474.htm>.

¹⁰³ XU Kefei, « Le maoïsme de *Tel Quel* autour de mai 1968 », thèse sous la direction de Gregory LEE, soutenue en 2011 à Lyon 3.

¹⁰⁴ XU Kefei, « Le maoïsme de *Tel Quel* autour de Mai 68 », *Transtext(e)s Transculturales 跨文本跨文化. Journal of Global Cultural Studies*, n° 6 (7 avril 2011), <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/transtexts/436>.

¹⁰⁵ *Ibid.*

Le colloque international, dirigé en 2016 par Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter, *La Révolution culturelle en Chine et en France*, éclaire sous deux points de vue, français et chinois, l'un des épisodes les plus meurtriers de l'histoire chinoise récente. Ce colloque vient justement battre en brèche le regard admiratif porté par les intellectuels à l'époque des épisodes les plus sombres de la Chine maoïste. Yeng Jisheng, déjà auteur de *Stèles*¹⁰⁶, une somme monumentale sur la famine induite par le Grand Bond en avant en 1958, livre, à l'occasion de cette journée d'études à Metz, « [s]es réflexions sur la Révolution culturelle »¹⁰⁷. C'est sans doute le prélude à *Renverser le ciel et la terre. La tragédie de la Révolution culturelle*, publié à Hong Kong en 2016 et traduit en français en 2020. Ce livre permet de confronter crûment « le déchaînement de chaos, de violence et de mensonges »¹⁰⁸ avec la fascination éprouvée par certains intellectuels français comme Marceline Loridan-Ivens, épouse du cinéaste Joris Ivens, et qui avait tourné avec lui le film *Comment Yukong déplaça des montagnes*.

Enfin, dans un registre plus dépassionné, Kaixuan Liu étudie « Les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux diplomatiques, intellectuels et médiatiques de 1949 au milieu des années 1980 ». L'intérêt de cette thèse, effectuée sous la direction de Marc Lazar, est de ne pas se cantonner à une seule catégorie de personnages. La thèse commence dès le moment de la proclamation de la République populaire de Chine, et permet de développer les perceptions de la Chine populaire par les intellectuels, là où s'arrête notre propre conclusion. Le plan, à la fois thématique et chronologique, permet d'observer d'abord les relations diplomatiques avec la Chine nouvelle, puis à nouveau la fascination pour la Chine à partir de la rupture de la Chine avec l'Union soviétique. Ainsi délivrée de son « Grand frère », la République populaire s'érige en nouveau modèle, et exerce son pouvoir d'attraction sur les intellectuels français.

On le voit, l'étude des relations intellectuelles avec la Chine maoïste continue de faire l'objet de recherches dans des perspectives croisées tant en France qu'en Chine.

¹⁰⁶ Traduit en français en 2012.

¹⁰⁷ YANG Jisheng, « Voie, théorie, système. Mes réflexions sur la Révolution culturelle » dans Miao CHI et al., *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, Riveneuve éditions, 2017, pp. 54-67.

¹⁰⁸ X. PAULÈS, « Le temps des gardes rouges », *L'Histoire* n° 471, janvier 2021, consulté le 4 février 2021, <https://www.lhistoire.fr/livres/le-temps-des-gardes-rouges>.

*Les relations intellectuelles entre la France et la Chine au temps de la République :
un angle d'intérêt toujours dynamique*

Les années récentes ont été riches en commémorations concernant les relations culturelles entre la France et la République de Chine. L'année 2021 marque le centenaire de la création de deux institutions franco-chinoises. L'Institut des Hautes Études Chinoises et l'Institut-Franco-Chinois de Lyon sont des témoignages de la bonne qualité des relations intellectuelles franco-chinoises, qui prennent un essor considérable durant la période républicaine. C'est d'ailleurs à travers ce biais culturel et diplomatique que les historiens ont majoritairement exploré les relations entre la France et la Chine républicaine. Dès 1999, un colloque mené conjointement par l'Université d'Arras et l'Université de Nankin, s'intéressait aux « écrivains français du XX^e siècle et la Chine ». Ce colloque, dont les actes publiés furent l'un des premiers ouvrages consultés lorsque nous cherchions à définir notre sujet de thèse, fait émerger les noms des principaux écrivains fascinés par la Chine, de Pierre Loti à André Malraux en passant par Claude Farrère. Dans une volonté d'histoire croisée, le colloque s'interrogeait aussi sur la perception de ces écrivains en Chine, comme avec l'article de Jin Si Yan, « La littérature chinoise moderne (1899-1949) et les réceptions de la littérature française. » Les années 2000 sont effectivement celles où paraissent des ouvrages aux titres souvent similaires, et qui décortiquent les échanges culturels franco-chinois. *France-Chine quand deux mondes se rencontrent* de Muriel Détrie est un petit livre paru dans la collection La Découverte chez Gallimard. Cet ouvrage, simple et richement illustré, a posé les toutes premières pierres de notre réflexion. En effet, il évoque à la fois les intellectuels français venus en Chine comme Victor Segalen, tout autant que les échanges culturels franco-chinois, dont le Mouvement études-travail. Ce Mouvement est depuis 2002, cité dans nombre d'articles, puisque son promoteur, Li Yuying est aussi celui qui a envoyé des soldats en Europe durant la Première Guerre mondiale. De fait, en 2019, à l'occasion du centième anniversaire du Mouvement études-travail, les articles se sont multipliés dans la presse spécialisée et régionale, pour rappeler que la ville de Montargis fut le berceau de ce mouvement, en mettant l'accent sur les personnalités chinoises les plus connues comme Deng Xiaoping.

En 2013 et 2014, Bernard Brizay et Nicole Bensacq-Tixier présentent deux livres au titre similaire : *La France en Chine*. Bernard Brizay étudie les Français de Chine sur un temps plus long (du XVIII^e siècle à nos jours). Son ouvrage met en valeur des personnalités françaises ayant résidé en Chine, dans une vision volontairement large qui inclut les diplomates, mais aussi les journalistes ou certains commerçants français en Chine, ou bien encore qui inclut les

fondateurs de l'Université Aurore et de l'observatoire Zikawei à Shanghai. Nicole Bensacq-Tixier choisit un angle d'approche plus restreint, puisqu'elle se concentre sur les relations diplomatiques entre la France et la République chinoise, de 1911 à 1949¹⁰⁹. Ce travail de recherches, très complet, s'appuie notamment sur les lettres officielles ou personnelles des diplomates dans les diverses légations de Chine. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de ne citer qu'occasionnellement les écrits des diplomates présents en Chine, puisque cet ouvrage leur laisse une meilleure place. Ces deux ouvrages qui nous ont révélé plusieurs noms d'intellectuels moins connus, ont été l'une des portes d'entrées de notre sujet de recherches. Nicole Bensacq-Tixier ne s'attarde pas outre mesure sur les instituts franco-chinois, thème que nous avons choisi de développer dans notre troisième partie. Dans le même ordre d'idée, il nous faut citer *La Chine vue par la presse francophone de l'entre-deux guerres* de Yong-Ya Kim¹¹⁰. Ce livre, issu d'une thèse, a beaucoup éclairé nos connaissances à propos des journalistes qui écrivent sur la Chine dominée par les seigneurs de la guerre jusqu'à la guerre sino-japonaise. L'auteur a dépouillé six journaux français, deux journaux belges et un journal suisse¹¹¹ sur une période souvent mal connue et a ainsi développé une approche originale, en décortiquant, au plus près des textes, les mythes qui imprègnent encore l'analyse des intellectuels français. Enfin, en 2013, Christine Leang propose, quant à elle, « d'embarquer pour la Chine »¹¹² aux côtés de Français ayant vécu dans le pays. Ce livre donne une vision élargie de ces Français de Chine puisqu'il ne s'intéresse plus seulement aux écrivains, mais aussi aux médecins, ou même aux commerçants. Ce sont ici des figures d'amoureux de la Chine qui apparaissent, dont certaines sont peu connues, à l'image du docteur Georges Béchamp qui reviendra de nombreuses fois dans notre analyse.

De nombreuses thèses, parfois en cours de préparation ou effectuées par de jeunes chercheurs chinois, étudient la République chinoise au prisme de ses relations intellectuelles et diplomatiques avec la France, preuve d'un intérêt pour cette période. Ainsi, Zhe Zhou, doctorante à l'EHESS, envisage les jeunes Chinois venus étudier à l'Institut-Franco-Chinois de

¹⁰⁹ Nicole BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

¹¹⁰ Yong-ya KIM, *Images de la Chine à travers la presse francophone européenne de l'entre-deux guerres*, Academia Eds, Rencontres Orient-Occident, 2005.

¹¹¹ Il s'agit de : *L'Action française*, *L'Écho de Paris*, *L'Œuvre*, *Le Populaire*, *Le Petit Parisien*, pour les journaux français. Les journaux belges sont *La Dernière Heure*, *La Libre Belgique*, *Le Peuple* et *Le soir*. Le journal suisse est *Le Journal de Genève*. *Ibid.* p. 12.

¹¹² Christine LEANG, *Embarquement pour la Chine : histoires et destinées françaises dans l'Empire du Milieu*, Paris, Éditions Pacifica, 2013.

Lyon comme des migrants¹¹³. En s'appuyant sur le riche fonds de cet institut, elle retrace leurs parcours, leurs difficultés et leurs réussites en France. Les échanges des jeunes Chinois avec des intellectuels français paternalistes seront au cœur de la troisième partie de notre travail. De son côté, Aurore Michelat renouvelle l'approche de l'anarchisme chinois en s'appuyant sur les aspects théoriques de l'anarchisme chinois et notamment sur l'apport de l'anarchisme français¹¹⁴. Li Yuying, l'un des personnages clé des échanges intellectuels entre la France et la Chine, est précisément issu de cette mouvance. Ses liens personnels avec la famille Reclus – qui est celle d'Élisée et Élie Reclus, respectivement géographe et journaliste de tendance anarchiste –, tendraient à notre sens à être étudiés¹¹⁵. Enfin, de récentes expositions ont mis en lumière des intellectuels qui sont allés en Chine républicaine. « Ombre de Chine-Victor Segalen » présentée par le Musée Guimet en 2019¹¹⁶ invite à plonger dans le regard que le poète porte sur la Chine. À travers des photographies prises lors de son voyage archéologique (1913-1914), se révèle la vision rêvée d'une Chine dont l'écrivain n'accepta jamais de se départir. Les images sont croisées avec l'expédition archéologique menée par Édouard Chavannes, l'un des maîtres de la sinologie française. Ces deux personnages qui ont connu les premières années de la République de Chine, sont appelés à être des figures importantes de notre thèse. À l'autre extrémité de notre frise chronologique, l'exposition « Henri Cartier-Bresson Chine 1948-49 ; 1958 »¹¹⁷ met pour la première fois en regard les photographies prises lors des deux séjours en Chine du photographe. Le second voyage d'Henri Cartier-Bresson, effectué durant le Grand Bond en avant, tranche avec les représentations fantasmées d'autres intellectuels comme René Étiemble ou Simone de Beauvoir. Dans cette exposition, une place plus importante est laissée aux photographies émanant du premier voyage, en dévoilant notamment les pellicules de Cartier-Bresson, d'où il n'a souvent extrait qu'une seule photographie. L'exposition permet aussi de voir le traitement médiatique de ces « derniers jours de Pékin », ainsi que des lettres personnelles du photographe. Notre thèse invite elle aussi à se laisser guider par les intellectuels français, plongés dans ou intéressés par les soubresauts politiques de la Chine républicaine.

¹¹³ Zhe ZHOU, « Les étudiants chinois en France au cours de la première moitié du XX^e siècle », sous la direction de Nancy L. GREEN, thèse en préparation à l'EHESS.

¹¹⁴ Échange de mails du 16 janvier 2021.

¹¹⁵ Ils n'apparaîtront pas dans la thèse d'Aurore Michelat, qui étudie davantage les textes théoriques au fondement de l'anarchisme chinois. (Échange de mail du 16 janvier 2021.)

¹¹⁶ Exposition présentée du 10 juillet au 14 octobre 2019. <https://www.guimet.fr/event/ombres-de-chine-victor-segalen/> consulté le 20 février 2021.

¹¹⁷ L'exposition s'est tenue du 15 octobre 2019 au 2 février 2020 à la Fondation Henri Cartier-Bresson.

III. Méthodes et sources publiques, sources privées

1) Méthodologie

Une volonté d'histoire intellectuelle intégrant toutes les sociétés intellectuelles

Les nombreuses publications et expositions invitaient donc à observer la République de Chine, non pas à travers une seule catégorie d'intellectuels, mais au contraire en prenant ce terme « d'intellectuels » dans son acception la plus large. La proclamation de la République en Chine la rapproche immédiatement de la République française, et brise le mythe d'un pays « exotique et inaccessible », qui irriguait les courants de pensées de la décennie précédente. Si certains intellectuels, comme Victor Segalen, refusent de se défaire de cette vision, c'est par recherche littéraire ou par idéologie. On comprend donc pourquoi, durant la période républicaine, la Chine demeure un perpétuel sujet d'intérêt pour le monde intellectuel français. Il faut donc prendre en compte la multiplicité des acteurs et des commentateurs, afin de donner un panorama le plus complet possible des fantasmes ou au contraire des réalités plaquées sur la Chine. Cette volonté de ne pas se cantonner à un seul type d'intellectuels était aussi le parti pris de Pierre-Frédéric Charpentier dans son étude sur la Guerre d'Espagne. À partir de là se dégagent des figures ou des réseaux intellectuels qui permettent d'incarner le regard porté sur l'histoire chinoise. Certains personnages, comme Victor Segalen, sont attachés à une période particulière de la République chinoise, quand d'autres, à l'image d'André Duboscq, commentent les soubresauts de cette République depuis sa naissance jusqu'à sa mort. En incluant dans notre étude des intellectuels venus de divers horizons, notre souhait est de confronter les points de vue, parfois parallèles à des idéologies concurrentes mais pas toujours. Dans le même esprit d'ouverture, nous avons donné la parole à des intellectuels français qui se sont matériellement rendus en Chine durant les quarante années de la République, comme à d'autres, moins nombreux, qui ne s'y sont jamais rendus ou alors très peu souvent. En effet, à partir de 1911, la Chine devient accessible, y compris géographiquement, et beaucoup d'observateurs, notamment des journalistes, s'y rendent dans le cadre de leur travail. Mais d'un autre côté, le pays reste l'objet de fantasmes littéraires ou idéologiques, qui transparaissent dans certains articles ou textes littéraires.

Il ne pouvait néanmoins s'agir de se cantonner rigidement au seul point de vue français, la période de la République chinoise étant marquée par de féconds échanges culturels. Les intellectuels français sont en liens réguliers avec des intellectuels chinois, japonais ou bien encore indochinois. Leurs voix sont donc également présentes dans cette thèse, que nous

souhaitons résolument placer dans une perspective transnationale. Dans une période où l'Asie apparaît encore aux yeux de beaucoup d'intellectuels comme dominée par l'Occident, les écrits et discours des intellectuels asiatiques viennent nuancer ou au contraire affirmer les réceptions françaises. Les sources que nous avons consultées, sont des sources françaises dans leur immense majorité. Pourtant, les fonds les plus riches laissent entrevoir la parole des intellectuels étrangers, et apportent la preuve que les intellectuels français se trouvent au cœur d'un réseau qui s'étend de l'Europe à l'Asie.

Objectifs

Dans un premier temps, notre étude va nous amener à réfléchir aux différentes formes de l'engagement intellectuel, et par là-même, aux statuts des intellectuels que la pluralité des sources fera apparaître. Il s'agira donc, au cours de ce travail, de dessiner les divers réseaux qui se mêlent au sein de la société intellectuelle intéressée par la Chine, ainsi que d'observer les médias utilisés par ces intellectuels pour faire part de leurs analyses à propos de la République de Chine. Par la multiplicité de ses « soubresauts » politiques, la jeune République chinoise nous permettra de nous interroger sur la pluralité des postures savantes, de celle de l'intellectuel « prophétique », appelé aussi « universaliste », issu de l'Affaire Dreyfus, à celle de l'intellectuel dit « spécifique », tout en nous interrogeant aussi sur le statut des simples « observateurs » de la République chinoise, que les sources nous invitent à considérer. L'étude abordera aussi les degrés possibles de l'engagement, et la pluralité des éventuelles « actions » décidées par les intellectuels. L'étendue de la période concernée nous invitera à faire preuve de nuance, et à incarner nos propos par le parcours de nombreuses personnalités intellectuelles, dans leurs rapports à la République chinoise.

L'autre objectif de cette étude sera d'observer la définition de l'intellectuel à travers le miroir tendu par la Chine républicaine. Comme nous l'avons dit, nous avons choisi de construire un corpus d'intervention le plus large possible, prenant parfois le contrepied d'études antérieures. L'étude de la Chine républicaine vient-elle valider cette hypothèse ? En d'autres termes, les réactions sur la Chine républicaine viennent-elles inclure dans la définition des intellectuels certaines personnalités qui, sans cela, ne s'y seraient pas trouvées ? La Chine offre-t-elle à certaines figures le droit d'entrer dans cette catégorie, fût-ce en marge, parce que leurs regards sur les événements que connaît la Chine ne peuvent être laissés de côté ? Sans doute est-ce là le second point original de ce travail. Nous avons fait le choix d'un ensemble de regards portés sur la Chine. L'apparition de personnalités diverses et foisonnantes qui commentent les

événements de Chine par différents biais nous obligent dans un second temps, à nous demander si finalement, l'étude de la Chine républicaine valide notre choix d'un corpus global, et même si la Chine républicaine comme objet d'étude n'incite pas à adopter à une définition de l'intellectuel un peu différente des considérations canoniques. Et donc, finalement, y a-t-il une manière spécifique d'être un intellectuel lorsque l'on s'intéresse à la Chine républicaine ?

Délimitations du sujet

Les bornes chronologiques que nous avons déterminées semblent, de prime abord, aisément compréhensibles. 1911 fait référence à la « révolution du Double-Dix », c'est-à-dire du 10 octobre 1911, premier coup de boutoir contre la dynastie mandchoue qui gouverne la Chine depuis trois siècles. Les premiers échos de cet événement sont aussitôt commentés dans la presse française, et il semblait peu pertinent de commencer notre propos à la naissance de la République chinoise (le 1^{er} janvier 1912) sans avoir auparavant étudié les facteurs rendant possible son instauration. Par ailleurs, il fallait également introduire le rôle de plusieurs personnalités chinoises appelées à se placer au premier plan des destinées de la République comme Yuan Shikai notamment. La borne finale pourrait être la proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949.

Cependant, nous avons choisi d'ajouter un épilogue. Notre réflexion s'étire donc, dans les faits, jusqu'en 1954. En effet, deux intellectuels français, André d'Hormon et Jean-Augustin Bussière, demeurent en Chine communiste jusqu'en 1954, année de leur expulsion du pays. Les dirigeants chinois ont expulsé de leur sol les intellectuels français qui résidaient pourtant en Chine depuis plus de quarante ans, et semblent vouloir ainsi effacer définitivement le souvenir de la République. Nous ne pouvions nous passer de la voix de ces grands amis de la Chine, avec qui nous avons ouvert cette introduction. Cet épilogue nous apparaît nécessaire pour saisir toute la douleur de l'exil d'intellectuels qui ont pu vivre l'entièreté de la période républicaine dans le pays.

La conclusion de cette thèse nous mène jusqu'en 1957, dernière limite avant la période des « dérives » du maoïsme¹¹⁸. Le regard ambivalent d'un intellectuel de renom, Paul Ricoeur, nous semble révélateur de cette période de transition que représente la Chine de la Nouvelle démocratie, de 1949 à 1956. À l'étranger, c'est une période où la Chine de Mao est perçue positivement par certains, comme par Simone de Beauvoir ou René Étiemble, pour des réussites

¹¹⁸ Gilles GUIHEUX, *La République populaire de Chine : histoire générale de la Chine (de 1949 à nos jours)*, Paris, Les Belles Lettres, 2018, p. 47.

apparentes sur le plan économique ou social, tandis que d'autres qui retournent dans le pays cadenassé, commencent à faire état des violences du régime. Ces hésitations viennent clore, à notre sens, la période des premiers pas du régime maoïste.

Une deuxième limite est une limite géographique. La période républicaine s'étend sur quarante ans durant lesquelles les frontières internes et externes de la Chine se modifient. On observe d'importantes disparités entre la Chine du Nord et la Chine du Sud qui s'affrontent particulièrement au moment de l'ère des seigneurs de la guerre, ou encore durant la guerre civile entre Parti communiste chinois et Guomindang. Le pays contient également des enclaves étrangères au sein même de son territoire, avec les concessions européennes et japonaises. Certains intellectuels, parmi les spécialistes de l'Asie, comme les chroniqueurs de *La Revue de l'Asie française*, sont conscients de ces disparités. D'autres au contraire, s'y attardent peu, parce que ces fractures territoriales leurs sont moins connues et difficiles à appréhender. Mais de manière générale, les commentaires des intellectuels français au moment de *l'imbroglia* des seigneurs de la guerre étonnent par leur précision et leur capacité à rendre compte d'une réalité changeante. La dichotomie Nord/Sud se poursuit durant la guerre sino-japonaise puisque la Chine est amputée de plusieurs de ses provinces du Nord. Par conséquent l'appellation générale « Chine » revêt des réalités géographiques mouvantes. Nous espérons que les cartes présentes dans ce volume permettront d'en donner un aperçu.

2) Sources publiques, sources privées

Les sources que nous avons consultées sont presque exclusivement françaises. Mais elles sont très nombreuses et révèlent ainsi que la Chine républicaine fait bien l'objet d'un vif intérêt de la part des intellectuels français. Par ailleurs, si certaines sources, comme celles de l'IHEC, avaient fait l'objet de recherches centrées sur un intellectuel comme Paul Pelliot par exemple, ces sources n'avaient pas encore été explorées dans leur globalité, preuve que des recherches impliquant l'ensemble des sociétés intellectuelles en lien avec la Chine, restaient à faire.

Les archives privées constituent l'un des piliers de notre recherche. Il s'agit par exemple de la correspondance de Marcel Granet et Paul Pelliot, conservée par le Collège de France, qui a hérité des archives de l'IHEC. Ces premiers fonds ont aussitôt révélé une organisation appelée à se trouver au centre de notre étude : l'Association des amis du peuple chinois. Il est apparu très vite que cette association, qui est l'un des foyers de l'engagement des intellectuels en faveur

de la Chine n'avait encore pas fait l'objet d'une présentation approfondie¹¹⁹. Après avoir consulté la collection complète de son périodique, *Chine*, disséminée partout en France, il nous a semblé pertinent de porter un intérêt particulier à l'engagement des intellectuels de la gauche française en faveur de la Chine assiégée par le Japon. En effet, si l'implication de certains d'entre eux pour l'Espagne est bien connue, cet engagement semble occulter un engagement parallèle pour la Chine. Afin d'approfondir nos recherches, nous avons donc consulté le très riche fonds Gabrielle Duchêne, conservé à La Contemporaine (ancienne BDIC). Cette figure de l'engagement de gauche qui se trouve au croisement de plusieurs combats et associations, a particulièrement mis en lumière le rôle du Rassemblement Universel pour la Paix (RUP) dans l'aide à la Chine, à partir de 1936. Depuis l'article de Rachel Mazuy¹²⁰, cet organisme qui rassemblait en son sein une gauche internationale et plurielle, n'a fait l'objet d'aucun article spécifiquement dédié. Nous avons donc fait le choix de nous rendre à *l'International Institute of Social History* d'Amsterdam, qui détient aujourd'hui les archives du RUP, pour consulter les fonds relatifs à la Chine. Ils rassemblent les documents français et anglais du RUP et témoignent de la stratégie mise en place, des discours des intellectuels les plus connus, des campagnes de levées de fonds. Ils contiennent aussi des brochures relatant l'organisation des journées de mobilisation d'aide à l'Espagne, à la Chine, puis à la Tchécoslovaquie. Ces recherches ont pu être complétées par la brochure retraçant le déroulement du Premier Congrès français du RUP, conservé à la bibliothèque de l'INALCO. Enfin, la genèse de l'engagement des intellectuels de gauche en faveur de la Chine, c'est-à-dire la création de la Ligue contre l'impérialisme en 1927 puis du Comité mondial contre la guerre et le fascisme en 1931 a pu être étudiée grâce aux brochures anticolonialistes conservées à La Contemporaine, et à la collection complète du journal *Front mondial*, dirigé par Henri Barbusse entre 1932 et 1935, déniché aux Archives Nationales d'Outre-mer. Afin d'équilibrer ces recherches centrées sur l'engagement de la gauche française à l'occasion de la guerre sino-japonaise, nous avons également consulté tous les numéros de *France-Japon*, revue créée en 1934. Si elle n'est d'abord qu'un lieu d'échanges culturels, cette revue devient le foyer des intellectuels conservateurs qui soutiennent le Japon à partir de 1936.

Un deuxième angle d'approche fut celui de la coopération intellectuelle franco-chinoise. Les archives du Collège de France recelaient tous les documents ayant trait à la fondation et au

¹¹⁹ Nous en avons trouvé mention dans l'ouvrage de Christian BIREBENT et Élodie GAVRILOF, *La Chine et le monde de 1919 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2013, p. 127.

¹²⁰ Rachel MAZUY « Le Rassemblement Universel pour la Paix (1931-1939) : une organisation de masse ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30, n° 1 (1993), pp. 40-44, <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404091>.

fonctionnement de l'Institut des Hautes Études Chinoises en 1921. Un autre institut est créé en parallèle, à Lyon. Plutôt que de consulter le fonds de cet institut, qui fait l'objet d'une thèse en cours, nous avons préféré nous concentrer sur *Les Annales franco-chinoises*, périodique de l'Institut-Franco-Chinois de Lyon, plus à même de voir intervenir dans ses pages, des intellectuels français et chinois. Tissant la toile du réseau des instituts franco-chinois, ce même périodique a également permis d'étudier l'Université Franco-Chinoise de Pékin et son personnel. C'est encore sous l'angle des échanges universitaires franco-chinois et de leur réalisation que nous avons choisi de consulter certains fonds conservés aux archives diplomatiques de la Courneuve. En effet, les deux ouvrages de Bernard Brizay et Nicole Bensacq-Tixier s'étaient intéressés aux relations diplomatiques entre la France et la Chine, et aux diplomates présents dans le pays. Nous avons donc préféré consulter les fonds relatifs aux « œuvres franco-chinoises » (417 QO et 239 QO-DGRST) et ceux-ci se sont révélés riches de renseignements, notamment en ce qui concerne la fermeture des établissements français en Chine après 1949. Par ailleurs, nous avons apporté une attention particulière à l'un des pôles d'échanges intellectuels le plus connu, le Mouvement Études-Travail, coordonné par la Société Franco-Chinoise d'Éducation. Les archives de cette Société née en 1921, détenues par les Archives nationales à partir de 1982, se trouvent maintenant aux Archives du monde du travail, à Roubaix. Les comptes-rendus des assemblées générales du Comité franco-chinois d'éducation (conservés dans le fonds 47 AS 1 et 2), les échanges de lettres entre les étudiants chinois et leurs éducateurs, ainsi qu'entre les établissements d'éducation et la Société ont permis, à notre sens, de plonger au cœur du fonctionnement et des difficultés du Mouvement Études-Travail.

Nous avons aussi cherché à consulter les archives personnelles des promoteurs de ces échanges culturels. Les Archives nationales possèdent les documents personnels de Paul Painlevé, dont deux cartons sont consacrés à la mission en Chine du mathématicien et homme politique en 1921. Nous avons aussi souhaité en savoir plus sur le voyage en Chine du physicien Paul Langevin. Nous avons consulté le fonds de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, en ligne sur le site de l'UNESCO, dans l'espoir d'y trouver des échanges de correspondances entre Langevin et des intellectuels chinois ou avec les promoteurs de cette mission. Le fonds ne contenait aucun écrit personnel du physicien, mais s'est révélé précieux en ce qui concerne la mission de retour des intellectuels chinois en France en 1933 ou pour cerner davantage la reprise des échanges intellectuels en 1945. Les archives universitaires de Paul Langevin, mises en ligne en décembre 2020 par l'École Supérieure de Physique et de Chimie industrielles, ont permis de compléter notre approche des échanges intellectuels franco-

chinois. Mais nous aurions aimé consulter les carnets personnels tenus par Paul Langevin lors de sa venue en Chine. Ceux-ci se trouvent en la possession du petit-fils du physicien, et sont inaccessibles à ce jour. Cependant, Paul-Éric Langevin a eu la gentillesse de me transmettre une lettre manuscrite de Paul Langevin à l'intention de l'un de ses étudiants chinois. La lettre, dont nous citons un passage page 301, fait de Paul Langevin le lien entre nos deux axes d'études : il est à la fois un intellectuel de gauche engagé pour la Chine lors de la guerre sino-japonaise et le promoteur des échanges intellectuels franco-chinois. Le réseau des intellectuels présents en Chine nous a menée jusqu'à la découverte des inséparables André d'Hormon et Jean-Augustin Bussière. Nous n'avons consulté qu'une infime partie de la correspondance que ce dernier entretenait avec d'Hormon ou Alexandra David-Néel. Son fils, Jean-Louis Bussière, est lui-même en train de découvrir peu à peu ce fonds exceptionnel de plusieurs milliers de documents. Les lettres poignantes et jamais publiées qu'écrivait André d'Hormon à son ami après son expulsion de Chine, nous ont convaincue de la nécessité d'un épilogue qui permette d'achever l'histoire chinoise de deux des intellectuels les plus anciennement ancrés dans le pays.

L'étude des événements politiques de la République chinoise a été faite à travers plusieurs sources. Tout d'abord les sources primaires à caractère diplomatique, qui commentaient les événements politiques de la République de Chine. De nombreux documents et coupures de presse se trouvaient dans les cinquante cartons dédiés à la Chine aux ANOM. Ces archives émanent dans leur grande majorité du Service de liaison avec les territoires français d'outre-mer (SLOTFOM) et permettent ainsi de rendre compte des événements de Chine du point de vue des diplomates présents dans le pays ou dans la colonie voisine de l'Indochine. Ces fonds ont donc permis de comprendre de manière précise la crainte de la contagion communiste en Indochine, ou les liens entre les communistes français, chinois et vietnamiens, plusieurs documents provenant d'informateurs qui relataient les réunions anticolonialistes organisées par le Parti communiste français. D'autre part, nous avons pu retrouver plusieurs rapports des envoyés diplomatiques en Chine comme Georges Brissaud-Desmaillet, qui adressait chaque semaine un rapport sur la situation chinoise à Paul Painlevé. Ces rapports sont parfois anonymes mais nous avons souvent fait le choix de les citer, en ce qu'ils témoignent d'une observation minutieuse des événements de Chine, vécus dans le pays même. Le fonds Painlevé révèle les échanges d'un homme amoureux de la Chine, notamment lors de la mission qu'il y a effectuée (313 AP/205). Nous avons pu compléter nos connaissances à ce sujet en lisant l'ouvrage *En Chine*, signé Abel Bonnard.

La presse politique a bien souvent permis une lecture fine des événements majeurs de la République chinoise. À ce sujet, nous avons tenté de consulter des journaux de diverses obédiences politiques, depuis *Le Temps*, connu pour être le porte-parole des positions gouvernementales en matière de politique étrangère, jusqu'à *L'Action française* ou *L'Humanité*. Nous avons fait le choix de consulter certains journaux *in extenso* pour une période donnée, ou bien d'utiliser des coupures de presses présentes dans les cartons d'archives, qui mettaient souvent en avant un journaliste particulièrement au fait de l'actualité chinoise. Nous faisons ici référence, par exemple, aux articles de Francis Borrey pour *Le Journal des débats*, dont certains se trouvaient aux ANOM, ou aux numéros de *La Dépêche coloniale*, conservés au même endroit.

Cependant, la consultation de la presse généraliste exigeait que nous prêtions une attention particulière aux les journalistes que nous étudions. Nous avons parfois fait le choix de citer des articles anonymes quand ceux-ci semblaient refléter un point de vue particulièrement partagé ou pertinent. La presse à fort tirage nourrit majoritairement les parties 1 et 5 de ce travail, qui sont toutes deux dédiées à des moments de transition : l'instauration d'une République pour la partie 1, la chute du régime nationaliste et la mise en place d'une Chine communiste pour la partie 5. Si les conditions de voyages et d'exercices sont bien différentes, les journalistes se placent pour ce qui concerne ces deux parties, en position de témoins et d'observateurs devant des événements à la tournure incertaine. Nous avons complété l'étude de la presse généraliste ou d'opinion en consultant deux journaux dans lesquels publient des spécialistes de l'Asie : *La Revue de l'Asie française* qui réunit en son sein diplomates, universitaires et orientalistes (tous les numéros sont consultables à l'IEP de Paris), et *La Revue Franco-chinoise* qui analyse exclusivement la politique de la Chine. Moins événementielles que la presse généraliste, ces revues de tendance conservatrice permettent de porter un regard précis sur les mutations politiques de la Chine.

L'étude de certains numéros du principal journal français qui paraissait en Chine, *La Politique de Pékin*, dont de nombreux numéros se trouvent dans le fonds chinois de la bibliothèque municipale de Lyon, a permis d'avoir des échos des « Français de Chine ». Alphonse Monestier, directeur du journal, qui vit en Chine depuis 1904, est sans doute l'un des meilleurs connaisseurs du pays.

De plus, les nombreux ouvrages à caractère de sources que nous avons consultés¹²¹ sont écrits par des intellectuels qui se sont rendus en Chine et rendent compte d'événements vécus. Ils permettent d'enrichir notre connaissance des soubresauts de la politique chinoise. Enfin, de nombreux ouvrages à caractère de sources émanent d'intellectuels. Des classiques comme *Le grand drame de l'Asie* de Claude Farrère, ou *La Chine en folie* d'Albert Londres, côtoient des ouvrages moins connus, écrits par les orientalistes de leur époque comme *La révolution chinoise* par Albert Maybon, ou *Que veut la Chine ? Que veut le Japon ?* de Jean-Cyprien Balet.

Dans les limites de ce travail, nous avons donc fait le choix de consulter des archives presque uniquement françaises. Mais, dans une perspective transnationale, nous avons souhaité faire une large place aux écrits des Français de Chine ou d'Asie. La République de Chine est ainsi replacée dans une perspective géographique globale, et les mutations politiques du pays sont étudiées dans le cadre plus large de la position de la France en Asie et des enjeux de puissance au sein du continent asiatique.

IV. Plan des parties de la thèse

Nous faisons le choix de ne présenter ici que les parties, premier niveau de découpage de notre thèse, chaque chapitre étant ensuite détaillé dans l'introduction des parties auxquelles il appartient.

Nous avons organisé ce travail de recherche en cinq parties, auxquelles s'ajoute un épilogue, qui se trouve hors des bornes chronologiques annoncées. Le titre de chacune des parties commence par un verbe à l'infinitif, qui correspond selon nous, à l'une des attitudes adoptées par les intellectuels vis-à-vis de la République chinoise. Les deux premières parties suivent le déroulement chronologique des événements politiques de la République chinoise jusqu'en 1946. Les dernières années de la République sont au cœur de la cinquième et dernière partie, avant que l'épilogue ne nous mène jusqu'en 1954, année de l'expulsion des derniers Français de la Chine maoïste. Ces trois parties chronologiques encadrent deux parties thématiques, qui ont pour but de rendre compte sur un temps long de deux phénomènes culturels qui traversent la République chinoise du début à la fin : il s'agit de la question des échanges franco-chinois à visée éducative dans la troisième partie, et de la montée en puissance du communisme comme force politique en Chine pour ce qui concerne la quatrième.

La partie 1, « Observer la mise en place d'une fragile République en Chine », permet donc de poser le contexte des premières années de la République de Chine, de la révolution de

¹²¹ La liste complète de ces ouvrages est indiquée dans la partie « Sources et bibliographie ».

Wuchang en 1911, à 1930, date du début de la guerre sino-japonaise. Ces années sont celles de la difficile installation d'une République dans un pays jusque-là gouverné par un empereur. Les intellectuels français cherchent avant tout à comprendre les ressorts et les modèles du nouveau régime. Plusieurs se rendent en Chine jusqu'en 1914 pour témoigner des changements visibles dans ce pays qu'on croyait immuable. La Première Guerre mondiale est commentée par les journaux depuis la France. La Chine s'engage tardivement dans le conflit, et elle est encore considérée sous l'angle des possessions européennes concurrentes. De 1920 à 1929, des intellectuels français se montrent très attentifs au morcellement du pays sous l'emprise des seigneurs de la guerre, puis à la stabilisation relative apportée par le gouvernement de Nankin et son chef, Chiang Kai-shek. Diplomates et journalistes n'hésitent plus à se rendre dans le cœur du pays, afin de donner une vision précise d'une Chine mouvante.

Les décennies 1930 et 1940, sont au contraire celles d'un véritable engagement des intellectuels, particulièrement de gauche, en faveur de la Chine. **La partie 2**, « S'engager face à la Chine en guerres », qui est aussi la plus fournie, s'intéresse aux réactions des intellectuels face aux guerres extérieures et intérieures que connaît la Chine. La guerre sino-japonaise est bien sûr au cœur de notre propos, depuis ses premières braises en 1930 jusqu'à son embrasement en 1938. La période est marquée par une implication très forte d'intellectuels de la gauche française en faveur de la Chine assiégée par le Japon, et nous chercherons à en expliquer les évolutions et les moyens d'action lors de ce conflit. Parallèlement à cette guerre internationale, le parti Guomindang se fissure entre son aile droite, incarnée par Chiang Kai-shek, et son aile gauche, dirigée par Wang Jingwei qui s'allie parfois aux communistes. Les intellectuels français, surtout ceux qui écrivent depuis la Chine, prennent parti pour l'un ou l'autre des deux camps.

La partie 3, « Éduquer la Chine » est la première de nos parties thématiques. Nous avons choisi de retracer le développement des échanges franco-chinois à visée éducative. Ces échanges sont en effet liés à la politique d'implantation de la France en Chine, et, de 1921 à 1945, reposent sur les mêmes représentations. La France effectuerait en Chine une « mission civilisatrice » dont les intellectuels français, de Paul Painlevé à Paul Langevin, sont les premiers promoteurs. Nous verrons les réalisations de ces échanges franco-chinois mais aussi leurs difficultés.

La partie 4, seconde partie thématique, est intitulée « Politiser la Chine, refuser les contingences politiques », car elle concerne à la fois des intellectuels continuant à s'intéresser aux mutations politiques de la Chine, et à la fois d'autres personnalités qui refusent cette

implication politique. Cette partie traite tout d'abord de la montée en puissance du communisme en Chine. Ce phénomène est abondamment commenté par les intellectuels français. Le coup de Shanghai, en 1927 devient un motif littéraire, la Longue Marche est érigée au rang d'une épopée fondatrice pour le communisme chinois. Les bases rouges sont le terreau d'une nouvelle société pour certains intellectuels de gauche, tandis que d'autres, plus conservateurs, s'effraient à juste titre, d'une possible contagion du communisme chinois en Indochine. Cette partie donne aussi la parole aux intellectuels qui semblent refuser « d'entrer en politique ». C'est le cas de certains sinologues, mais aussi d'explorateurs illustres comme Alexandra David-Néel, qui incarne un autre type d'intellectuel.

La **partie 5**, « Basculer d'"une Chine à l'autre" » constitue la troisième partie chronologique de cette thèse. Des intellectuels français vivent depuis la Chine le basculement de la République de Chine vers la République populaire communiste entre 1947 et 1949. Des journalistes, des observateurs et des diplomates rendent compte de cette transition d'un monde à l'autre, et cherchent à déceler quelle forme pourrait prendre un régime communiste en Chine.

Enfin, **l'épilogue** s'intitule « Quitter la Chine ». Il voit véritablement s'achever l'existence de la République de Chine, au moment où la Nouvelle Démocratie instituée par Mao Zedong prend de plus en plus les traits d'un régime totalitaire. Le régime communiste ordonne la fermeture des instituts franco-chinois et l'expulsion des derniers intellectuels français de Chine, venant mettre fin à quarante années d'échanges intellectuels entre la France et la République de Chine.

Les **six annexes**, présentes en fin d'ouvrage, ainsi que la *Carte des provinces de Chine* sous la République (que l'on trouvera à la suite de cette introduction), ont pour but d'illustrer ou de compléter le propos de cette thèse. *Les annexes 2 à 5* sont classées par périodes chronologiques. Certaines présentent des documents visant à éclairer les analyses contenues dans le corps du texte (comme les cartes 3.A et 3.B). D'autres contiennent des documents trop volumineux pour être inclus dans le texte. C'est notamment le cas des *annexes 4 et 5*, qui permettent d'enrichir l'étude par une analyse de documents iconographiques. On trouvera de fréquentes références à ces documents iconographiques dans notre développement. L'annexe 4.D offre, quant à elle, une analyse conséquente sur la place des universités durant la guerre sino-japonaise, qui aurait alourdi la deuxième partie, déjà très volumineuse. Enfin, les *annexes 1 et 6* ont pour but de faciliter la lecture de cette thèse. Une chronologie synthétique replace les actions des intellectuels dans le contexte des événements de la République de Chine (annexe 1), tandis que

l'annexe 6 répertorie les diverses orthographes des noms des protagonistes chinois, afin de faciliter la lecture et le va et vient entre citations issues des archives et les réflexions principales.



Figure 1: Les provinces de Chine sous la République (1912-1949)

PARTIE 1 : OBSERVER
L'INSTALLATION D'UNE FRAGILE
RÉPUBLIQUE EN CHINE (1911-1930)

Cette première partie s'intéresse à l'installation d'une République en Chine. De 1911, année où éclate la révolution de Wuchang le 10 octobre 1911 – d'où son surnom de « révolution du Double-Dix » – au terme de l'année 1929 qui voit le gouvernement nationaliste de Nankin bien implanté. Les nombreux événements politiques qui jalonnent cette période de jeunesse de la République sont commentés par des intellectuels français, présents ou non en Chine. Ces derniers donnent à voir leur représentation d'une Chine en mutation, à travers la presse, média principal, ou des ouvrages parus *a posteriori*, mais résultant souvent d'une enquête sur le terrain de leurs auteurs. Ainsi quand certains sont au cœur des événements, d'autres les commentent depuis la France.

Le chapitre 1 permettra de voir les premiers pas hésitants du régime républicain en Chine. De la révolution en 1911 à la mort de son fossoyeur, le général Yuan Shikai, que les intellectuels français ne manquent pas de commenter, ainsi que les timides tentatives démocratiques du régime nouveau-né, puis la confiscation par la poigne de fer de Yuan Shikai, encensé par les uns et honni par les autres.

Le chapitre 2 sera tout entier consacré à la place de la Chine dans le premier conflit mondial. Ce chapitre est l'occasion de mettre en lumière l'assujettissement du pays aux puissances étrangères et le rôle de plus en plus prépondérant du Japon. Mais la Première Guerre mondiale dans laquelle la Chine joue les seconds rôles est aussi l'occasion pour elle de reprendre peu à peu la main sur son propre destin. C'est justement le manque de reconnaissance des Puissances à la Conférence de la Paix qui aboutit au Mouvement du 4 Mai 1919, mouvement nationaliste et intellectuel de grande ampleur, aujourd'hui considéré comme l'acte de naissance de la Chine nationaliste.

Le chapitre 3, enfin, sera consacré à la décennie 1920. Une large part est donnée aux commentaires puis aux implications diplomatiques françaises dans cette ère de morcellement territorial que symbolisent les seigneurs de la guerre. Les dernières pages de ce chapitre seront consacrées à la *Beifa* entreprise par Chiang Kai-shek en 1927 puis à l'installation du gouvernement de Nankin, promesse d'une unité retrouvée pour les uns, et mirage pour les autres.

*

Chapitre 1 : Les premières années de la République (1911-1916)

De la Révolution de Wuchang (1911) à la mort de Yuan Shikai (1916), les cinq premières années de la République illustrent la difficile mise en place d'un régime porté par les espoirs démocratiques de Chinois formés aux idées occidentales. Bien qu'intéressés voire charmés, certains intellectuels français suivent avec une certaine condescendance les premiers pas hésitants du régime et de son promoteur, le cantonais Sun Yat-sen. Le général Yuan Shikai confisque bien vite le pouvoir à son profit. En dépit du sujet majeur que constitue la Première Guerre mondiale, journaux et lettres laissent une place à la montée en puissance du dictateur puis à sa mort brutale. C'est le signe que, malgré une actualité internationale troublée, les Français ont bien compris que cette Chine, qu'ils pensaient éternellement immobile, se met en mouvement. Plusieurs d'entre eux sont les témoins directs des mutations de ce pays.

Certains, comme Victor Segalen, étaient déjà présents en Chine lorsqu'éclatent les premiers troubles, mais d'autres s'y rendent au cours de la révolution, poussés par leur travail comme Jean Rodes ou leur intérêt propre. Il nous apparaît pertinent de présenter dès à présent trois des hommes qui nous serviront de guides dans cette partie, quand d'autres viendront plus tard. Tous trois sont sinophones comme sinologues, et visitent la Chine de manière parallèle ou à quelques mois d'intervalles, parfois sur des itinéraires semblables. Leurs ouvrages respectifs paraissent la même année, en 1914.

Le premier est Edmond Rottach (1877-1940). Licencié *ès lettres et philosophie*¹, il part pour la Chine en 1910 semble-t-il² et en parcourt les grandes villes d'Est en Ouest. Son livre, *La Chine en Révolution*, frappe par son érudition. Le deuxième est Fernand Farjenel (décédé en 1918), professeur de Chinois au Collège Libre des Sciences Sociales. Il part en Chine de la fin de l'année 1911 à fin 1912. L'institution qui l'emploie le place à la marge de la sinologie universitaire³, ce qui peut expliquer son ouverture et sa confiance en la Chine, état d'esprit lui aussi plutôt marginal parmi les intellectuels. Il dessine dans *À travers la révolution chinoise*, un portrait sensible de l'esprit d'une Chine sur la voie du changement. Albert Maybon (1878-1940),

¹ « Edmond Rottach, un écrivain mort au combat », *L'Est Républicain*, 10 novembre 2016.

² Son ouvrage commence en septembre 1910.

³ Pierre SINGARAVÉLOU, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956)*, Paris, L'Harmattan, 2014 p. 229.

enfin, arrive en Chine en février 1912 et visite lui aussi, les « centres importants de l'État chinois à une époque intéressante de transition. »⁴ Son ouvrage, comme le précédent, s'arrête en 1913, lors de la Seconde Révolution contre Yuan Shikai. *La République chinoise* s'en tient à l'exposé des changements politiques, sans s'attarder sur les questions sociétales. Albert Maybon, expert des questions chinoise et japonaise, chroniqueur dans de nombreux journaux spécialisés notamment *La Revue de l'Asie Française*⁵, reviendra de nombreuses fois dans notre étude.

I. 1911-1912 : l'instauration de la République

1) Prologue : les troubles du Sichuan, prémices à la Révolution de Wuchang

Le 11 octobre 1911, dans la province du Hubei⁶, au lendemain de « la révolution de Wuchang » qui marque le début de la révolution chinoise, la rubrique « Bulletin de l'étranger » qui ouvre chaque jour *Le Temps*, consacre sa Une à d'autres troubles « graves »⁷ qui ont éclaté « depuis un mois »⁸ dans la province du Sichuan. Le journal explique ainsi que ces troubles, qui touchent cette province reculée du sud de la Chine depuis septembre 1911, ont pour origine une volonté du gouvernement mandchou⁹ de nationaliser les chemins de fer de la province, alors que ces derniers avaient été financés « par les Setchuanais qui [tous] voulurent souscrire une ou deux actions. »¹⁰ Le journal développe : « Une société des actionnaires fut créée en toute hâte. Elle fit une agitation fructueuse, en expliquant au peuple que le gouvernement central lui retirait, au moment où il allait se réaliser, le bénéfice du chemin de fer pour le donner aux étrangers. »¹¹

⁴ Albert MAYBON, *La République chinoise*, Paris, Armand Colin, 1914, p. XVIII, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5609202r.texteImage>.

⁵ Cette revue lui rend hommage à sa mort, en précisant qu'Albert Maybon a passé plusieurs années au Japon « au lendemain de la paix de Versailles. » Il est le frère de Charles Maybon, directeur de l'école française de Shanghai puis de l'Institut franco-chinois d'industrie et de commerce de Shanghai. Albert Maybon est aussi traducteur de plusieurs ouvrages du japonais au français. *La Revue de l'Asie française* salue « un excellent collaborateur, admirablement au fait des hommes et des choses d'Extrême-Orient. », *La Revue de l'Asie Française*, février 1940.

⁶ Pour situer provinces et villes, se reporter à la carte 1 en début de volume.

⁷ « Bulletin de l'étranger – les troubles du Seu-tchouen », *Le Temps*, 11 octobre 1911.

⁸ *Ibid.*

⁹ La dynastie Qing est au pouvoir en Chine depuis 1644. Elle appartient à la minorité ethnique des mandchous, numériquement bien moins nombreux que les Han. Bien acceptés jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les empereurs mandchous ont dû faire face à partir de cette période à des soumissions vis-à-vis des puissances étrangères, notamment la France et le Royaume-Uni, à qui la dynastie concède de larges privilèges à l'issue des guerres de l'opium (1842). Ces humiliations entraînent des révoltes internes de tendance xénophobe – comme la révolte des Boxers en 1900. En 1911, l'empereur Puyi est âgé de cinq ans. C'est donc son père, le régent Zaïfeng qui dirige l'empire.

¹⁰ « Bulletin de l'étranger – les troubles du Seu-tchouen », *Le Temps*, 11 octobre 1911.

¹¹ *Ibid.*

Par ailleurs, cette initiative dérange grandement les élites de la province, qui avaient profité de cette aubaine pour détourner à leur profit une partie de l'argent destiné au financement de la voie de chemin de fer, et pour asseoir leur prestige. Une insurrection éclate dans le Sichuan, parce que « le Chinois est extrêmement jaloux de son indépendance »¹² précise Fernand Farjenel, à laquelle le gouvernement de Pékin répond alors par la force : un évêque anglais méthodiste présent dans la province fait ainsi état de « 10 000 morts dont 2 000 soldats des troupes régulières chinoises. »¹³

Pour Xavier Paulès, cette première révolte n'est pas qu'un simple « faux départ »¹⁴ de la Révolution de Wuchang, événement fondateur de nos recherches. Elle en est au contraire l'un des prémices. En effet, on y trouve déjà plusieurs éléments qui auront un rôle central dans la révolution à venir : tout d'abord une cassure nette entre le gouvernement impérial mandchou et ses élites provinciales ; on peut également penser que l'agitation du Sichuan a été entretenue à profit par les sociétés secrètes. Déjà très actives au début du siècle, durant la révolte des Boxers, elles s'affirment « comme le bras armé de la révolte contre les autorités des Qing. »¹⁵ Enfin, on décèle l'hostilité des Chinois vis-à-vis des étrangers, notamment Français et Anglais, qui maintiennent la Chine dans un état de « semi-colonie » depuis la fin du XIX^e siècle.

Cet article traitant de l'insurrection du Sichuan, est paru dans l'un des principaux quotidiens français, le jour même de « l'incipit » d'une révolution – sans doute l'information n'était-elle pas encore parvenue au journal. *Le Temps*, journal républicain conservateur qui tire à 25 000 exemplaires en 1910, est connu pour « donner le ton de la diplomatie française ». ¹⁶ Cette ligne éditoriale se manifeste par la rubrique « Le bulletin de l'étranger », qui, depuis 1905 est confiée à André Tardieu. Ce brillant normalien reçu premier au concours des Affaires étrangères, mène une carrière universitaire éclectique dans les plus grandes institutions françaises et étrangères¹⁷, tout en récoltant pour *Le Temps* les confidences des ministres successifs des Affaires étrangères. Ainsi, en offrant à la Chine profonde une place de choix dans ce journal reconnu pour son sérieux, André Tardieu témoigne de l'intérêt nouveau porté par la diplomatie française à la

¹² Fernand FARJENEL, *À travers la Révolution chinoise*, Paris, Plon, 1914, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54159019>. p. 27.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, Les Belles Lettres (Paris, 2019) p. 26.

¹⁵ X. PAULÈS, *op.cit.* p. 32.

¹⁶ Pierre ALBERT, « Fondation du Quotidien *Le Temps* » [en ligne] <https://francearchives.fr/commemo/recueil-2011/39844> consulté le 16 avril 2020.

¹⁷ Il est ainsi professeur de littérature française à Harvard en 1908, professeur d'histoire diplomatique contemporaine à l'École des Sciences Politiques, chargé de cours à l'École des Langues Orientales et enfin professeur à l'école de la Guerre en 1911 (selon la notice attachée à son fonds personnel sur <https://francearchives.fr/> consulté le 16 avril 2020).

Chine. Sans doute, les chargés d'affaires français – guidés en cela par leur indispensable conseiller Philippe Berthelot¹⁸ – ont-ils pressenti que cette Chine, que l'on croyait immuable, allait se mettre en mouvement. Cette attraction redouble lors de la révolution de Wuchang.

2) La révolte de Wuchang du 10 octobre 1911 : la « révolution du Double-Dix » vue à travers les journaux français

L'insurrection de Wuchang et son développement

Le 10 octobre 1911, une garnison de soldats, travaillée en sous-main par des révolutionnaires, se mutine à Wuchang, l'un des secteurs de la ville de Wuhan, capitale du Hubei. Les mutins parviennent dans la foulée à se saisir des villes de Hankou et Hanyang, tandis que le Hubei proclame son indépendance vis-à-vis du gouvernement impérial de Pékin. *Le Temps* du 13 octobre se fait l'écho des progrès de l'insurrection :

« Toutes les troupes provinciales de Wuchang sauf 2 000 à 3 000 hommes se seraient mutinés. Les révolutionnaires ont attaqué les troupes fidèles fuyant vers Hankou. On attend demain à Hankeou des troubles du Hounan. Suivant des bruits de navires chinois, les rebelles du Setchouan se sont emparés du Kiating et du Tatchoufou [...] Le correspondant du *New Herald* à Pékin déclare que les mutins ont incendié leur caserne. Des canonnières chinoises isolent le foyer d'insurrection. L'émotion serait extrême à la cour de Pékin, et dans les milieux diplomatiques, on considère que jamais la situation n'a été plus grave depuis la révolte des boxers. »¹⁹

Ce qui n'était au départ qu'un simple « putsch »²⁰ militaire, tend à s'étendre dès lors que les provinces du centre de la Chine, le Hunan et le Shaanxi, suivies du Shanxi, du Jiangxi et du Yunnan, au Sud, déclarent leur indépendance les unes après les autres, entre le 22 et le 31 octobre 1911. Les journaux français commentent largement ce qu'ils appellent « l'insurrection »²¹ de Wuchang, conscients que celle-ci surpasse de beaucoup l'importance de la révolte des Boxers qui s'était propagée à la Chine entière en 1900. Cette précédente révolte, marquée par son caractère violemment anti-étranger et anti-missionnaire, sert de point de repère aux journalistes français. En effet, la majeure partie des articles recensés, témoignent du bon

¹⁸ Philippe Berthelot (1866-1934) est féru de la Chine qu'il a visitée en 1903. Cet homme de l'ombre des chancelleries apparaît comme un personnage indispensable mais insaisissable, « planant quelque part au-dessus des têtes, se déplaçant selon des itinéraires invérifiables, avant de s'effacer tel Junius ». Il a fait l'objet d'une biographie passionnante par Jean-Luc BARRÉ dans *Philippe Berthelot, le seigneur chat (1866-1934)*, Paris, Plon, 1988, p. 8.

¹⁹ « Les progrès de l'insurrection », *Le Temps*, 13 octobre 1911.

²⁰ Alain ROUX, *La Chine au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, Cursus, 2007, p. 4.

²¹ *Le Temps*, 13 octobre 1911.

comportement des révolutionnaires chinois vis-à-vis des étrangers : « Les révolutionnaires ont écrit au consul qu'aucun ressentiment n'existait contre les Européens en leur demandant d'observer la neutralité. [...] » écrit ainsi *Le Temps*, le 13 octobre 1911. *L'Humanité* confirme avec satisfaction le 16 octobre : « L'attitude des révolutionnaires reste toujours parfaite à l'égard des Européens ; alors que le gouvernement provisoire censure les télégrammes chinois, il ne touche pas aux télégrammes étrangers [...] La leçon de 1900 a porté ses fruits. »²² En effet, les socialistes espèrent que le respect du droit des étrangers amènera les puissances étrangères à soutenir les révolutionnaires.

Enfin les Français s'interrogent sur la poursuite des événements, alors que le régent Zaifeng qui dirige l'empire, n'a d'autre choix que de rappeler l'un de ses hommes de confiance, le militaire Yuan Shikai, « exilé pour ses tendances réformistes, autant que pour sa grandissante et inquiétante influence. »²³ Le général chinois, qui dispose de l'appui de la puissante armée du Beiyang²⁴ est nommé Premier ministre le 30 octobre 1911.

Une semaine après la révolution de Wuchang, les avis divergent sur les conséquences de cette insurrection. Si le socialiste Jean Longuet²⁵, évoque dès le 17 octobre dans *L'Humanité* « les révolutionnaires du Kuoming-tang (*sic*) » dont il ne fait aucun doute pour lui qu'ils vont « déchir[er] le mandat de l'empereur »²⁶, *Le Temps* se montre plus mesuré en affirmant qu'« il est impossible à l'heure actuelle de formuler un pronostic quelconque sur les résultats probables de l'insurrection qui vient d'éclater dans les provinces centrales de la Chine. »²⁷

Interrogations sur la Chine à venir : République ou dictature militaire ?

²² *L'Humanité*, 16 octobre 1911.

²³ « Bulletin de l'étranger – Le mouvement révolutionnaire chinois », *Le Temps*, 17 octobre 1911.

²⁴ Signifie « armée de l'océan du Nord ». Elle est alors l'armée la plus puissante de Chine, forte de plus de 400 000 hommes.

²⁵ Jean Longuet (1876-1938), petit-fils de Karl Marx, maîtrisant l'allemand et l'italien, est un observateur attentif de la Chine. Avocat à partir de 1908, pilier du socialisme, il ne se résout pas aux fractures que connaît le mouvement, et cherche à rassembler ses compagnons politiques. Comme l'explique le *Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier* il fut « un militant de revues » et fait bénéficier plusieurs journaux de son expertise internationale. Élu député de la Seine en 1914, il s'intéresse à la Chine tout au long de la période, dès le début de la République en 1912, à la guerre sino-japonaise puisqu'il est membre du Rassemblement Universel pour la Paix (RUP) en 1936 et jusqu'à sa mort. Gilles CANDAR, <https://maitron.fr/spip.php?article24516>, notice LONGUET Jean [LONGUET Frédéric, Jean, Laurent] Consulté le 6 juin 2020.

²⁶ Jean LONGUET, « L'action vigoureuse des communistes du Kuoming-tang », *L'Humanité*, 17 octobre 1911.

²⁷ *Le Temps*, 17 octobre 1911.

Cependant, au fil des jours, il apparaît de plus en plus clairement que les révolutionnaires chinois souhaitent mettre en place une République : « une petite sœur de la République française » écrit ainsi *Le Petit Journal*²⁸. Ce choix est d'autant plus audacieux que les Républiques sont rares à l'époque. Les journalistes les plus enthousiastes sont ceux de *L'Humanité*. Certains d'entre eux, dont Marcel Sembat²⁹, ont rencontré Sun Yat-sen quelques années plus tôt³⁰, qui leur avait prédit : « La République en Chine vous étonne ? Vous la verrez ! [...] La Chine sera en République avant que la France ne soit en régime socialiste. »³¹ Jean Longuet confirme le 22 octobre, alors que les provinces du centre de la Chine se sont à leur tour déclarées indépendantes : « La victoire de l'idée républicaine en Chine apparaît donc comme étant de plus en plus probable. Ses conséquences seraient prodigieuses. »³² Il ajoute le 5 novembre : « Nous sommes à la veille de voir se produire en Chine la transformation la plus vaste peut-être que le monde ait vue depuis la Révolution française. »³³

André Tardieu dans *Le Temps*, ne semble pas acquis à cette idée républicaine. L'article du 17 octobre 1911 – paru donc le même jour que celui de Jean Longuet – met en avant une autre suite possible pour la révolution chinoise :

« Il est trop tôt pour même examiner les modifications du statut international que la révolution de Nankeou, si les efforts étaient couronnés de succès, pourrait provoquer en Extrême-Orient mais il est intéressant à titre documentaire d'indiquer comment le républicain Sun Yat Sen et ses amis envisagent l'organisation future de la Chine. Lorsque leur cri de guerre : Jook moun jow fuke houn How ! (À bas les Mandchous !) aura atteint le reste des provinces, ils établiront un régime militaire qu'ils ne prévoient que pour cinq ans. En Chine comme en Turquie, c'est sur l'élément militaire gagné aux idées modernes que s'appuie la révolution. C'est en laissant à l'armée le soin d'empêcher toute tentative de réaction et en établissant une dictature militaire que la jeune Chine veut assurer la vitalité de sa réforme constitutionnelle et sociale. Il y a là une protection qui paraît juste et intelligente dans les conditions où la révolution se fait. [...] Mais le succès du mouvement est encore si problématique que ce ne sont là que les spéculations. »³⁴

André Tardieu a sans doute consulté le Manifeste de la Ligue jurée de 1905. Celui-ci prévoit, après la victoire de la révolution, une mise en place progressive de la démocratie. La première

²¹ Benjamin GILLES, « De l'insurrection au péril jaune : le Petit Journal et la révolution de 1911, From uprising to "yellow peril" : the Petit Journal and the revolution of 1911 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 109-110 (2013), pp. 40-45, <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2013-1-page-40.htm>.

²⁹ « Socialiste intellectuel » selon Gerd KRUMEICH, Marcel Sembat est député de la Seine, orateur respecté et reconnu à la Chambre. Voir Gerd KRUMEICH, « Marcel Sembat : socialiste et intellectuel », *Cahiers Jaurès* N° 185, n° 3 (2007), pp. 13-26, <https://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2007-3-page-13.htm>.

³⁰ Peut-être en 1905, lors du voyage de Sun Yat-sen à Paris.

³¹ Marcel SEMBAT, « Sun Yat-sen », *L'Humanité*, 15 octobre 1911.

³² J. LONGUET *op.cit.*, 22 octobre 1911.

³³ *L'Humanité*, 5 novembre 1911.

³⁴ *Le Temps*, 17 octobre 1911.

étape serait effectivement l'instauration d'une dictature militaire de courte durée qui viserait à éliminer les maux de l'ancien régime comme l'opium ou la corruption.

Il est à noter que l'analogie de la Chine avec l'empire ottoman, qui vise à tenter de prévoir ce que pourra être la future République de Chine, est reprise par le monarchiste Jacques Bainville dans les colonnes du quotidien *L'Action française*, alors que la République chinoise est à peine proclamée.

« Et si ce Sun Yat Sen n'est qu'un théoricien, Yuan Shikai qui a failli réussir à sa place n'est qu'un diplomate, nous voyons d'ici poindre le jour où quelques chefs dans le genre de ce Mahmod-Chefket Pacha³⁵, qui gouverne réellement la Turquie, s'emparera de l'autorité. La révolution de Chine, si semblable par ses origines militaires aux autres révolutions qu'on a vu réussir en ces temps derniers, pourrait bien leur ressembler aussi par ses effets et par ses résultats. »³⁶

En effet, pour certains Occidentaux, la Chine apparaît alors comme « l'homme malade de l'Asie »³⁷, tout comme l'empire ottoman était « l'homme malade de l'Europe ». Pour ces hommes au fait de l'actualité internationale, la révolution chinoise pourrait bien être très vite confisquée par les militaires.

Les réserves de la diplomatie française face aux événements de Wuchang

De son côté, le Quai d'Orsay observe avec circonspection l'agitation révolutionnaire chinoise du 10 octobre 1911. Alors que les consuls de Hankou et Shanghai pensent que les Mandchous ne méritent pas d'être soutenus, à Pékin et Paris on se demande s'il ne vaudrait pas mieux conserver le gouvernement actuel. Selon Marianne Bastid-Bruguière, ce qui guide surtout la politique française, c'est le désir de maintenir une entente étroite avec l'Angleterre et de ne pas froisser la Russie³⁸. Ainsi, seul Raphaël Réau, consul d'Hankou, « qui ne cache pas ses sympathies révolutionnaires »³⁹, apporte un soutien moral aux insurgés. Sun Yat-sen, venu trouver la diplomatie française en novembre 1911, juste avant son retour dans la Chine insurgée, se heurte à la prudence des Français. Comme l'explique Marie-Claire Bergère, malgré ses contacts avec Georges Clemenceau ou Philippe Berthelot, alors sous-directeur du département d'Asie au Quai d'Orsay, Sun n'obtient rien d'autre que « l'assurance que les ennemis de la

³⁵ Mahmoud Chevket Pacha est un général ottoman.

³⁶ Jacques BAINVILLE, « La République chinoise », *L'Action française*, 1^{er} janvier 1912.

³⁷ Pierre GROSSER, *L'histoire du monde se fait en Asie - une autre vision du XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2019 p. 51.

³⁸ Marianne BASTID, « La diplomatie française et la révolution chinoise de 1911 », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine* 16, n° 2 (1969), pp. 221-45, http://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1969_num_16_2_3203.

³⁹ Dorothée RIHAL, « Raphaël Réau et la révolution de 1911 » dans *La Chine, une passion française* / Nouvelles Éditions Loubatières », p. 34. Raphaël Réau est en effet l'un des principaux soutiens français de Sun Yat-sen, qu'il rencontre en 1903.

révolution ne seront pas soutenus. »⁴⁰ Cette réserve est relayée par Albert de Pouvourville. Ce saint-cyrien⁴¹ d'origine nancéienne fut l'une des têtes de file du courant antidreyfusard dans sa ville natale. Dans le cadre de la Légion étrangère, il participe à la campagne du Tonkin en 1888. L'Indochine est pour lui une révélation. Il se fait initier au taoïsme⁴² et entreprend la traduction de recueils de philosophie chinoise. Il explique être devenu écrivain « pour l'amour de l'Indochine »⁴³ et mène en effet une carrière prolifique dans ce domaine, avec la production de 106 ouvrages consacrés à l'Asie entre 1888 et 1937. Également traducteur de l'ouvrage *Le Te de Lao-Tseu* en 1894⁴⁴ et poète⁴⁵, il comprend le chinois et possède une solide connaissance de la société indochinoise, même si ses ouvrages, au ton colonialiste et anticommuniste, reflètent la manière de penser d'un militaire de son époque. Son expertise des questions asiatiques est recherchée. Il intervient comme chroniqueur dans de nombreux journaux « indochinois et métropolitain »⁴⁶, notamment *Le Figaro*, dans lequel il s'exprime quelques jours après la révolution de Wuchang, Pour lui, la révolution chinoise ne peut aboutir du fait du manque d'unité de la Chine : « Comment appeler à la liberté des populations qui, à travers les distances, ne sentent point leurs chaînes et ignorent jusqu'au nom de ceux qui les en ont chargées ? Une révolution générale n'est possible et viable que dans une nation centralisée ; et malgré les fautes du gouvernement mandchou, la haine populaire n'est pas assez forte encore pour faire, de tous ces cœurs épars, un seul cœur vraiment national. »⁴⁷ De ce fait, « il est permis de penser que nous aurions avantage au maintien de la dynastie, actuellement du moins. »⁴⁸

Ainsi les insurrections qui précèdent la naissance de la République de Chine sont suivies de manière précise, notamment par les journalistes français. Dans les jours qui suivent, ces derniers s'interrogent sur le régime qui prendra les rênes de la Chine. Les partisans d'une République chinoise, voient leur vœu exaucé. Le 1^{er} janvier 1912, Sun Yat-sen, qui n'est revenu qu'en décembre de son exil aux États-Unis, proclame la République. Il est appuyé par Yuan Shikai, nommé Premier ministre, qui a trahi les Mandchous au profit des insurgés. Des intellectuels français de tous horizons se font l'écho des derniers soubresauts de l'empire moribond, tout en

⁴⁰ Marie-Claire BERGÈRE, *Sun Yat-sen*, Paris, Fayard, 1994, p. 235.

⁴¹ Il semble que *La Vie Nouvelle* du 1^{er} février 1935 qui le présente comme un « polytechnicien sorti parmi les tous premiers de la grande école », fasse erreur.

⁴² Il prend à partir de là le pseudonyme de Matgioi.

⁴³ « Albert de POUVOURVILLE », *La Nouvelle Revue indochinoise*, 1939.

⁴⁴ Œuvres d'Albert de POUVOURVILLE, https://data.bnf.fr/fr/11920503/albert_de_pouvourville/

⁴⁵ « Échos et réflexions », *Revue franco-annamite*, 16 janvier 1940.

⁴⁶ Notamment *La Revue Indochinoise* puis sa suite, *La Nouvelle Revue Indochinoise* à partir de 1936. *La Nouvelle Revue Indochinoise*, op.cit.

⁴⁷ A. De POUVOURVILLE, « La révolution chinoise », *Le Figaro*, 29 octobre 1911.

⁴⁸ *Ibid.*

se plaçant en témoins d'un régime qui les intrigue mais les flatte aussi par sa proximité avec les Européens.

3) Les Français face à l'instauration de la République en Chine

Victor Segalen débarque en Chine en 1909, gourmand d'images neuves et d'exotisme. Diplômé de l'École Principale du Service de Santé Navale de Bordeaux en 1902, il est surtout passionné de littérature et d'écriture. Sa thèse de médecine, *L'observation médicale chez les historiens naturalistes* semble unir ses deux passions, alors qu'il publie ses premiers écrits dans *Le Mercure de France*. Il commence l'étude du chinois en 1908, expliquant à ses amis : « Je me suis mis à l'étude du Chinois car elle me sauve d'un danger : en France et mes projets actuels menés à bout quoi faire "sinon de la littérature" ! [...] En Chine en prise avec la plus antipodique des matières j'attends beaucoup de cet exotisme exaspéré. »⁴⁹ Tout semble dit avec cette formule. Le jeune homme au visage fin et à la constitution fragile confie ainsi chercher « une vision de la Chine »⁵⁰, et s'emploie à rejeter tout ce qui, dans l'empire du milieu, lui rappelle l'Europe. Lorsque la révolution éclate, il est à Tientsin, à 130 kilomètres de Pékin et regrette vivement de ne pas se trouver dans la capitale pour suivre les événements. Cependant, sa correspondance regorge de commentaires sur la situation politique. En cela, le Breton nous a paru être un bon guide pour suivre la mise en place de la première République de Chine. Ses avis et ressentis seront complétés ou infirmés, afin de donner une vision la plus complète possible de ce que pensent les Français devant l'instauration de la République de Chine.

L'instauration de la République et la chute de la dynastie

Si la République est proclamée par Sun Yat-sen le 1^{er} janvier 1912, elle ne devient effective que le 13 février, lors de l'abdication du dernier empereur Puyi. Dans un décret du 13 février rédigé sous la férule de Yuan Shikai, le gouvernement du jeune empereur prend acte du changement de régime :

« Actuellement, dans le peuple de toute la nation, beaucoup se sentent attirés par la République. D'abord les provinces du Centre et du Sud donnèrent l'exemple en s'y décidant ; les généraux du Nord s'y rattachèrent par la suite. On put connaître la volonté du Ciel et les sentiments du peuple. Comment pour la gloire d'une seule famille compromettrions-nous les intérêts de millions de personnes ? Ceci donné,

⁴⁹ Lettre à Jules Gautier, 20 mai 1908, citée par Henri BOUILLIER, *Victor Segalen*, Paris, Mercure de France, 1961, p. 130.

⁵⁰ Lettre à Debussy, 6 Janvier 1911, citée par Muriel DÉTRIE, *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, Paris, Gallimard, 2004, p. 56.

considérant la situation générale extérieure et examinant les sentiments du peuple à l'intérieur, nous incitons expressément l'Empereur à transmettre à la nation entière ses pouvoirs de monarque absolu et à fonder ainsi une forme d'État constitutionnel sur la base républicaine. »⁵¹

L'abdication de Puyi consacre Yuan Shikai comme l'homme fort du régime, car c'est lui qui a négocié le renoncement de l'empereur en échange de la réalité effective du pouvoir que lui a transmis Sun Yat-sen. Segalen ne regrette la dynastie mandchoue que pour ce qu'elle symbolisait. Pour lui, l'instauration de la République marque la fin de l'ancienne Chine gouvernée par « l'admirable fiction du Fils du Ciel »⁵² et donc, « la mort de l'ancienne Chine »⁵³ qu'il n'a de cesse de rechercher.

L'abdication du jeune empereur est abondamment commentée, dans la presse généraliste tout autant que dans la presse érudite. Comme on pouvait s'y attendre, *L'Humanité* se réjouit de l'établissement de « la plus grande République du monde »⁵⁴, tandis que *Le Temps* confirme : « Il faut reconnaître que les révolutionnaires ont manœuvré avec une précision et une décision qui permettent d'espérer la continuité de leurs efforts pour la défense des résultats qu'ils ont si rapidement obtenus. »⁵⁵ André Tardieu se réjouit par ailleurs du caractère « policé » de la révolution. Cet événement est aussi le seul analysé par le *Bulletin de l'École d'Extrême-Orient*, où enseignent des spécialistes du monde asiatique, sinologues et indianistes. Léon Arousseau, professeur d'archéologie et de chinois à l'École française d'Extrême-Orient, consacre ainsi un article à « l'abdication forcée du jeune empereur Siuan-t'ong »⁵⁶⁵⁷. Il admet qu'il s'agit de la chute d'une « dynastie veule et malade [qui] se lamente, se reprend, amnistie, promet, disserte, abdique : elle n'agit pas. »⁵⁸ Néanmoins, Puyi conserve son titre d'empereur ainsi qu'une « pension viagère annuelle de 4 millions de taëls »⁵⁹ mais il n'a plus aucun pouvoir politique. Cela est une manière pour les républicains d'amener plus en douceur la population à la République, alors que le peuple chinois est gouverné par un « fils du Ciel » depuis le cinquième siècle avant Jésus-Christ. Albert Maybon prend acte du changement profond qui vient de s'opérer :

⁵¹ Léon AUROUSSEAU, « Le vice-roi Touan-Fang qui fut à la fois un grand administrateur et un érudit a été l'une des premières victimes de la révolution chinoise. », *BEFEO*, 1912.

⁵² Henri BOUILLER, *Victor Segalen*, Paris, Mercure de France, 1961, p. 175.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *L'Humanité*, 13 février 1912.

⁵⁵ « La République chinoise », *Le Temps*, 14 février 1914.

⁵⁶ Les Chinois possèdent plusieurs noms : au minimum, un nom personnel reçu à la naissance (qui peut se prononcer différemment selon les régions), et un nom social, reçu à l'entrée dans la vie d'adulte. Puyi est le nom de naissance de l'empereur, tandis que Siuan-t'ong [Xuantong] est son nom dynastique.

⁵⁷ L. AUROUSSEAU, *op.cit.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Le Temps*, 14 février 1912.

« Jusqu'à-là, les insurrections chinoises avaient servi l'ambition d'un chef de bande, d'un bonze illuminé, d'un feudataire impatient, d'un lettré maniaque ; il n'en était jamais résulté un changement dans la constitution de la société, dans les mœurs, dans l'esprit public. [...] Pour la première fois une révolution chinoise, qui n'était point faite au bénéfice d'un homme, avait renversé l'état de chose politique. »⁶⁰

Quelles causes à la révolution chinoise ?

Avant même l'abdication de Puyi, la mise en place d'une République en Chine interpelle les Français. Surpris par la rapidité de la chute des Mandchous qui a eu lieu « en moins de six mois »⁶¹, les Français s'interrogent sur les causes de ce succès fulgurant.

Jean Rodes semble l'un des mieux à même de dévoiler les causes sous-jacentes du succès de la révolution. Cet Agenais né en 1867 incarne, durant ces années 1910, la figure du grand reporter. Dès ses débuts dans le journalisme en 1903, il collabore aussi bien à des journaux à fort tirage comme *Le Matin*, qu'à des revues plus spécialisées, parcourant pour eux l'Afrique, puis l'Asie⁶². Auteur de dix livres sur la Chine entre 1911 et 1932, ses multiples voyages dans l'Empire du milieu lui permettent d'acquérir un statut d'expert, comme en témoignent les nombreux articles signés de son nom dans une dizaine de journaux. Correspondant du *Temps* en Chine depuis la guerre russo-japonaise (1904-1905), il effectue entre octobre 1911 et février 1912 son troisième voyage en terre chinoise⁶³, ce qui lui permet d'assister aux premières loges à l'avènement de la République. Il résume pour *Le Temps* ses impressions. Pour lui, le dénominateur commun des révolutionnaires est le sentiment antimandchou, partagé aussi bien par les élites de ceux que les chroniqueurs français appellent « la Jeune Chine »⁶⁴ que par les masses criblées d'impôts liés aux réformes successives que tente la dynastie à partir de 1901 :

« J'ai rapporté de mon séjour à Pékin, Han Keou, Ouchang [Wuchang], de Shanghai, l'impression très nette que ce mouvement d'apparence novateur progressiste était en réalité une levée de boucliers de toute la vieille Chine. Sans doute les petits groupes de jeunes gens ayant étudié à l'étranger, qui en ont pris partout très adroitement la tête sont imbus d'idées novatrices. Mais les masses qui les suivent obéissent à des mobiles diamétralement opposés. Pour l'instant, un sentiment commun, très puissant d'ailleurs, la haine du Mandchou, les unit. Tout le reste les sépare et il sera curieux de voir par la suite comment

⁶⁰ A. MAYBON, *La République chinoise op.cit.* p. 76.

⁶¹ *Le Temps*, 14 février 1912.

⁶² Hervé BOUILLAC sous la direction d'ADELL Nicolas, « Jean Rodes ou l'impossible destin d'un "voyageur-psychologue (1867-1947)" » (Mémoire de Master 2, Toulouse, Toulouse- le Mirail, 2014), p. 25.

⁶³ H. BOUILLAC, *op.cit.* p. 22.

⁶⁴ Les intellectuels chinois favorables aux réformes puis à l'instauration d'une République sont appelés « la Jeune-Chine » par opposition à la « Vieille-Chine » impériale. Ce sont pour la plupart des lettrés, diplomates ou professeurs formés à l'étranger. Ils se retrouvent dans les cercles de Sun Yat-sen, mais aussi du penseur Kang Youwei, appelé « le Confucius moderne ». L'expression provient probablement du titre du livre de Lian Qichao, autre figure phare de l'intelligentsia radicale et anti-impérialiste de la fin du XIXe siècle. (A. MAYBON, *La République chinoise, op.cit.* p. 7.

pourront s'accommoder des éléments aussi dissemblables. Certes, de toute manière, il fallait prévoir que les populations se soulèveraient le jour où une rébellion mettrait sérieusement en échec la dynastie usurpatrice. Mais il n'est pas douteux que depuis cinq ans, la politique moderniste de la cour ait accru encore et ait porté à son paroxysme l'hostilité générale. L'application des réformes, la construction des écoles, des casernes, des prisons, les frais de l'instruction gratuite, des nouvelles organisations militaires, grevés de la traditionnelle et très lourde commission des mandarins, ont fait peser sur les Chinois des charges sans cesse grandissantes et intolérables. La suppression de l'opium, la fermeture des jeux ont exacerbé le mécontentement. »⁶⁵

Cependant, les révolutionnaires chinois eux-mêmes se défendent d'avoir mis sur pied un mouvement qui serait uniquement antimandchou. Le comité républicain chinois de Paris, explique à Fabra Ribas, socialiste espagnol et chroniqueur à *L'Humanité* : « notre Révolution est en effet une révolution nationale contre la dynastie mandchoue. Elle est une révolution républicaine contre le régime impérial. Elle est aussi, jusqu'à un certain point, une révolution sociale contre les privilèges des nobles et des grands propriétaires terriens. »⁶⁶ Ici, les Chinois, sans doute formés dans les Universités françaises, reprennent la rhétorique d'une République de tendance socialiste, propre à satisfaire leurs interlocuteurs de *L'Humanité*.

Alors qu'en est-il réellement ? Quelles sont les causes de l'instauration d'une République en Chine ? Xavier Paulès rappelle que « la dynastie mandchoue n'était pas condamnée à s'écrouler par le poids de ses insuffisances et de ses faiblesses. »⁶⁷ Comme l'explique Jean Rodes dans l'article cité, la dynastie a lancé dès 1901 une série de réformes dites « des Nouvelles politiques » qui bouleversent la structure politique et sociale du pays. Ces réformes visaient par exemple à une refonte du droit chinois, à la mise en place progressive d'une monarchie parlementaire ou à des réformes scolaires et militaires, évoquées par le chroniqueur. Ces nombreuses réformes ont alourdi les impôts et n'ont « pas peu contribué à alimenter le mécontentement. »⁶⁸ Lucien Bianco dans son ouvrage qui a fait date, *Les origines de la révolution chinoise* est plus mesuré. Pour lui, l'instauration de la République ne visait pas tant à « abattre les institutions impériales ni même la domination étrangère des Mandchous que d'avoir un régime fort. »⁶⁹ Cette interprétation semble s'appuyer sur les vues de Sun Yat-sen qui estime que « la République est un choix essentiel de modernité, allant dans le sens de

⁶⁵ Jean RODES, « Les éléments de la révolution – Un pot-pourri chinois », *Le Temps*, 16 janvier 1912.

⁶⁶ « La Chine nouvelle – le véritable caractère de la révolution – Le mouvement n'est pas seulement national, il est aussi politique et social », *L'Humanité*, 2 janvier 1912.

⁶⁷ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 24.

⁶⁸ *Ibid.* p. 25.

⁶⁹ Lucien BIANCO, *Les origines de la révolution chinoise 1915-1949*, Paris, Gallimard, 2007 p. 223.

l'histoire ». ⁷⁰ Il considère ce régime, allié au nationalisme du peuple, comme étant la « locomotive » ⁷¹ la plus efficace pour la reconstruction d'une Chine moderne.

Le choix de la République : un espoir ou un facteur d'anarchie pour la Chine ?

Le régime finalement institué par les révolutionnaires chinois - la République - suscite lui aussi bien des commentaires chez les Français. Les lettres écrites par Victor Segalen, dévoilent les positions conservatrices de l'homme de lettres. En effet, il ne cache pas son mépris pour le régime choisi : « La République ou ce qui voudra y ressembler sera pire que le syndicat des ouvriers des arsenaux de Brest pour la vulgarité de ses programmes, sa naïveté et sa bêtise professionnelle » ⁷². Ce ressenti est partagé par *L'Action française* pour qui l'unité du pays n'était maintenue que par « le lien de la dynastie » et qui estime que, ce lien rompu, la Chine est vouée à l'anarchie.

Cette nouvelle République choisit de mettre en place un régime parlementaire, fortement inspiré de la Troisième République française : en mars 1912, un Parlement provisoire ⁷³ composés des différents représentants des provinces, pose les bases d'une Constitution provisoire. Yuan Shikai est élu président sur les conseils de Sun Yat-sen, et la Chine semble alors se prendre au jeu de la démocratie, en prévision des élections qui viendront donner à la République sa forme définitive : en effet, des partis politiques se structurent difficilement au sein du Parlement provisoire. C'est dans ce but que la Ligue jurée, la société secrète fondée par Sun Yat-sen se transforme le 25 août 1912 en un parti politique : le Guomindang, c'est-à-dire le parti nationaliste. *L'Action française* le déplore et y voit l'occasion d'affirmer sa détestation du régime parlementaire : « À peine l'empire tombé, les Chinois ont atteint le dernier degré du parlementarisme. Rien n'est venu chez eux modérer les effets de ce régime de mort, aucune période de transition n'a retardé la malfeasance des partis. » ⁷⁴ Pour beaucoup d'observateurs français, cette démocratie demeure une démocratie de façade. Comme le rappelle Robert de Caix ⁷⁵, diplomate proche de Philippe Berthelot, le suffrage reste censitaire : « il n'est ouvert

⁷⁰ X. PAULÈS, « La Chine des guerres de l'opium à nos jours », *La documentation photographique*, juin 2013, p. 28.

⁷¹ M-C BERGÈRE, *Sun Yat-sen, op.cit.* p. 184.

⁷² Victor SEGALÈN, lettre à ses parents, 21 décembre 1911 cité par H. BOUILLER, *Victor Segalen, op.cit.* p.175.

⁷³ C'est un Parlement constitué de deux Assemblées, la Chambre des députés et le Sénat. Les députés en sont élus pour trois ans et les sénateurs pour six, par des élections au suffrage indirect. (Selon E. ROTTACH *op.cit.* pp. 215-216 et É. FARJENEL *op.cit.* p. 287).

⁷⁴ « La Chine parlementaire », *L'Action française*, 26 juillet 1912.

⁷⁵ Robert de Caix a été étudiant à l'École libre des Sciences politiques. Il participe en 1901 à la fondation du Comité de l'Asie française et de son bulletin, *La Revue de l'Asie française*. Dès 1919, il devient conseiller du général Henri Gouraud, haut-commissaire français en Syrie. « Robert de Caix (1869-1970) : un émissaire français

qu'aux Célestes payant 2 dollars d'impôts, ou possédant un capital de 500 dollars ou ayant fait des études primaires complètes »⁷⁶. Cependant, en 2008, dans un ouvrage qui réhabilite la République, Frank Dikötter explique que ces élections ont vu le corps électoral atteindre 40 millions d'électeurs, qui ont eux-mêmes voté pour 30 000 électeurs dans les Assemblées provinciales, celles qui étaient alors en charge d'élire les membres du Parlement. Cela signifie qu'en 1913, environ 10 % de la population se trouvait représentée « un chiffre non atteint par le Japon jusqu'en 1928, et en Inde jusqu'en 1935. »⁷⁷ (notre traduction).

Mais pour l'heure en 1912, alors qu'ils observent la mise en place des premières élections de la République de Chine, les intellectuels français semblent dans leur ensemble considérer que le régime républicain n'apportera à la Chine que du désordre et de l'anarchie, la démocratie pouvant d'autant moins s'adapter à la Chine, que le peuple chinois peu éduqué, sur lequel reposerait la viabilité du régime républicain, n'est pas apte à s'intéresser à la « chose publique », malgré les efforts des pouvoirs publics pour sensibiliser le peuple à la démocratie. Lors de son voyage en Chine du Sud, Fernand Farjenel décrit ainsi « un jeu de cartes vendu dans le commerce. Chacune de [ces cartes] se réfère au régime constitutionnel et parlementaire, et les enfants comme les adultes pourront, en jouant, se familiariser avec les diverses assemblées nationales et régionales. »⁷⁸

Edmond Rottach, bien moins confiant, s'interroge en janvier 1912 : « Une constitution théorique et logique, selon les principes des étrangers peut-elle se superposer, sinon se substituer au passé ? »⁷⁹ Les royalistes de Charles Maurras, qui exècrent la forme républicaine, professent quant à eux : « Partout, mais en Chine plus qu'ailleurs, démocratie signifie guerre intestine, démembrement. »⁸⁰ Le journal *Xin Yunnan Bao*, quotidien de la lointaine province du Yunnan, affirme, de même que Sun Yat-sen : « Le peuple se désintéresse de l'État ; [il n'a] aucun sentiment de l'intérêt public. [...] Il voit petit et près ; il ne voit pas grand et loin. »⁸¹

La Revue de l'Asie française est l'une des revues spécialisées sur laquelle nous nous appuyerons le plus. Elle se présente comme l'exemple type du fonctionnement « en

au Levant dans l'entre-deux-guerres », *Les Cahiers de l'Orient* N° 119, n° 3 (2015) pp. 68-69, <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2015-3-page-68.htm>.

⁷⁶ Robert de CAIX, « Les élections chinoises et la crise de demain », *Revue de l'Asie française*, janvier 1913.

⁷⁷ Frank DIKÖTTER, « Open Governance », in *The Age of Openness*, 1^{re} éd., China before Mao, Hong Kong, Hong Kong University Press, 2008, pp. 7-30, <https://www.jstor.org/stable/j.ctt1xw9sd.5>.

⁷⁸ F. FARJENEL, *À travers la Révolution chinoise*, op.cit. p.103.

⁷⁹ E. ROTTACH, *La Chine en révolution*, op.cit, p. 72.

⁸⁰ *L'Action française*, op.cit.

⁸¹ « Dans les journaux chinois », *La Revue de l'Asie française*, septembre 1912.

nébuleuse »⁸² des revues de ce début du XX^e siècle, qui sont l'un des modes de fonctionnement de la droite intellectuelle conservatrice. Cette revue prend la suite du *Bulletin du comité de l'Asie française* fondé en 1901. Cultivant « l'entre-soi »⁸³, cette revue est l'émanation des idées du parti colonial français et se donne pour but « de renseigner le public attentif sur les questions principales qui [...] se posent, du point de vue économique et politique en Asie »⁸⁴. Elle cherche aussi à étendre « l'influence pacifiante »⁸⁵ de la France en Asie. La revue mensuelle cherche ainsi à livrer à des lecteurs appartenant à l'élite intellectuelle, des analyses justes et scientifiques dans le but d'aider à la colonisation⁸⁶. Par ses articles soignés, elle cherche à apparaître comme un laboratoire d'idées et de réflexions sur la présence française en Asie. Ses chroniqueurs sont en général formés dans de grandes écoles⁸⁷ et bénéficient d'une certaine expertise sur les questions d'Extrême-Orient. Parmi les pourvoyeurs d'articles réguliers on retrouve Jean Rodes, mais aussi l'indianiste Émile Sénart, directeur de la revue en 1912, Albert Maybon ou encore d'autres personnalités issues des cercles gouvernementaux, tel Robert de Caix, déjà mentionné. Les observateurs de *L'Asie française* estiment eux aussi que Sun Yat-sen fait erreur en plaquant sur la Chine un régime ramené d'Occident :

« Si maintenant on regarde le programme apporté par Sen Ouen [nom cantonais de Sun Yat-sen], – des idées comme on le sait, de partis avancés d'Europe et d'Amérique – il saute aux yeux qu'ils ne sauraient s'adapter à cette vieille Chine si traditionaliste, si liée au passé, si fière de certains concepts auxquels elle a dû son développement, sa grandeur d'antan. Aucun pays n'est vraiment fait pour ce régime de "république socialiste" dont veut le doter Sen Ouen. Le grave tort de ce meneur est, surtout, de vouloir établir ce régime du jour au lendemain, sans tempérament, sans transition. Tous les "jeunes Chinois" pensent comme lui et prétendent réaliser leur rêve, sans à-coups, sans aucune de ces convulsions qui bouleversèrent l'Europe, marquèrent ses progrès politiques et ses jeunes gens. [...] Son ignorance des vrais besoins du pays, son insuffisance à concevoir et exécuter, son arrogance et sa tyrannie éclatent aux yeux des moins prévenus. Il n'y a plus de gouvernement ; le gâchis est partout. Inutile d'ajouter que la population saine regrette l'ancien régime, qu'elle a perdu toute confiance dans l'avenir. [...] »⁸⁸

En Chine, cette circonspection quant à la République est plutôt le fait d'hommes « proches de Yuan Shikai », c'est-à-dire, représentants de la Vieille-Chine. Comme le souligne Albert

⁸² Olivier CORPET, « La revue » dans Jean-François SIRINELLI (dir), *Histoire des droites en France*, t. 2 « Cultures » Paris, Gallimard, 1992, p. 162.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ « Dîner annuel du comité », *Revue de l'Asie française*, juin 1912.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Julie D'ANDURAIN, « le « parti colonial » à travers ses revues. Une culture de propagande ? » *Clio@thémis*, n°12, 2017.

⁸⁷ Robert de Caix a étudié à l'École Libre des Sciences Politiques, Émile Sénart à l'EFEO.

⁸⁸ « La révolution chinoise – situation actuelle de l'ancien empire », *Revue de l'Asie française*, septembre 1912.

Maybon, « on sent bien, chez tout ce monde, la peur de disparaître devant la montée de générations nouvelles. »⁸⁹

Marianne Bastid-Bruguière explique dans son article « Fonder une République en Chine en 1911 » qu'en effet, les républicains n'avaient pas d'idée précise de ce qu'ils allaient faire après la proclamation de la République. Sun Yat-sen affirme effectivement dans une conférence de la Ligue jurée du 13 août 1905 que « l'introduction de cette forme de gouvernement créera un "choc psychologique" dans la population et la fera accéder plus vite à une pensée et un gouvernement autonome » – et c'est probablement cette rapidité qui alimente les craintes de *L'Asie française* –. Mais il insiste aussi sur le fait qu'une dictature militaire devrait précéder la forme républicaine, sans doute conscient du potentiel désordre induit par ce nouveau mode de gouvernement. Marianne Bastid-Bruguière confirme que la République n'intéresse Sun Yat-sen que parce qu'elle rend « la révolution indispensable »⁹⁰ au préalable. Cependant, on peut estimer aussi que ce nouveau régime bouscule une vision de la Chine bien implantée dans l'esprit des intellectuels français : celle d'une Chine immuable, alourdie par sa masse arriérée. Si cette vision n'est pas fausse, elle illustre aussi une certaine condescendance des Français aux relents de supériorité coloniale. La plupart des intellectuels estiment, comme on le voit dans cet article de *L'Asie française*, que les Chinois initiateurs du mouvement républicain n'ont pas su prendre la mesure de l'inertie de leur pays et qu'il n'y a aucun espoir de réformes. Cependant, beaucoup de ces intellectuels continuent d'observer la Chine avec un regard supérieur et pensent, comme le souligne Farjenel, « que ces hommes inférieurs ne sont pas faits pour cela ; ils ne pourront que plonger la Chine dans l'anarchie. »⁹¹

Des Chinois « occidentalisés »

Pourtant, cet article de *La Revue de l'Asie française* rappelle aussi que les théoriciens chinois de ce nouveau régime sont avant tout de jeunes intellectuels formés dans les Universités japonaises, européennes et américaines. La « Jeune Chine »⁹² affirme sa rupture avec l'ordre antérieur, et prend désormais l'Occident pour modèle. Les Français commentent abondamment

⁸⁹ A. MAYBON, *La République chinoise*, *op.cit.* p. 104.

⁹⁰ Marianne BASTID, « Fonder une république dans la Chine de 1911, Setting up a republic in China 1911 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 109-110 (2013): 19-24, <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2013-1-page-19.htm>.

⁹¹ F. FARJENEL, *À travers la Révolution chinoise*, *op.cit.* p.105.

⁹² Les intellectuels chinois favorables à l'instauration d'une République sont appelés « la Jeune-Chine » par opposition à la « Vieille-Chine » impériale. Ce sont pour la plupart des lettrés, diplomates ou professeurs formés à l'étranger. L'expression provient probablement du titre du livre de Lian Qichao, figure phare de l'intelligentsia radicale et anti-impérialiste chinoise de la fin du XIX^e siècle.

la mise en scène de la rupture avec l'ordre impérial⁹³. Alors que la Chine arbore le nouveau drapeau à cinq couleurs⁹⁴, les républicains, à l'instar de Sun Yat-sen, adoptent le costume de ville occidental et instaurent des cérémonies de coupe de la natte, cette coiffure symbolique du régime mandchou.

Inutile de dire que Victor Segalen, « que l'exotisme seul [...] inquiète »⁹⁵, voit d'un mauvais œil « les révolutionnaires, des gens sans natte, en jaquette et melons, retour d'Europe et du Japon, et qui récitent à qui veut les écouter les journalaux principes éculés depuis 89 : droits du peuple, socialisme ; Bonheur Universel. »⁹⁶ Les revues et journaux conservateurs comme *La Revue de l'Asie française* ou *L'Action française* partagent son avis et déplorent que les représentants chinois, en choisissant de s'habiller « comme les représentants des États-Unis port[ent] atteinte à la couleur locale. »⁹⁷ À nouveau, on observe ici une vision héritée du colonialisme et de son orientalisme de surface. Malgré tout, quelques mois plus tard, les chroniqueurs révisent leur copie et énumèrent dans le numéro de septembre de *L'Asie française*, les éléments de transformation de la mode chinoise, y voyant de possibles débouchés pour les commerçants français⁹⁸. Quant à la coupe de la natte mandchoue, moins commentée dans la presse française, le sinologue Marcel Granet en perçoit la portée symbolique. Ce jeune normalien de vingt-sept ans, qui n'est encore qu'apprenti sinophone⁹⁹ est à Pékin depuis 1911, pour ce qui sera son unique voyage en Chine. Alors qu'il se promène dans les rues de la capitale au lendemain d'une mutinerie, il retranscrit l'atmosphère de violence et d'espoir mêlés qui accompagne la mise en place du nouveau régime : « les nattes commencent à tomber comme dans le Sud, et mon lettré¹⁰⁰ me montre en riant son crâne tout ras. Il y a un mouvement qui est

⁹³ La nouvelle mode chinoise fait l'objet d'articles dans des journaux aussi divers que *L'Action française*, *La Revue de l'Asie française* et *Le Temps* entre mars et décembre 1912.

⁹⁴ Les cinq couleurs représentent les principales ethnies peuplant la Chine : les Han (rouge) les Mandchous (jaune), les Mongols (bleu), les Hui (blanc) et les Tibétains (noir). Ce drapeau reste en vigueur jusqu'en 1928.

⁹⁵ Philippe POSTEL, « Les lettres chinoises de Victor Segalen » in Flora BLANCHON (dir), *Banquier, savant, artiste, présences françaises en Extrême-Orient au XX^e siècle*, Paris, Presses Universitaires Paris Sorbonne, 2005, p. 25.

⁹⁶ H. BOUILLER, *Victor Segalen*, op.cit. p. 173.

⁹⁷ « Le drapeau de la République », *Revue de l'Asie française*, mars 1912.

⁹⁸ « Les costumes européens en Chine », *Revue de l'Asie française*, septembre 1912.

⁹⁹ Il écrit dans la lettre retranscrite par Marianne Bastid-Bruguière « que c'est emmerdant de ne pas comprendre le chinois ! »

¹⁰⁰ Les lettrés sont les intellectuels de la Chine impériale. Ils avaient réussi les très sélectifs examens mandarinaux qui sanctionnaient une maîtrise presque parfaite de la calligraphie ou de la pensée de Confucius. Certains devenaient fonctionnaires impériaux, quand d'autres demeuraient libres, poètes ou philosophes. <http://tokonomamagazine.com/2018/05/14/les-lettres-chinois-une-classe-dintellectuels/> consulté le 29 avril 2020.

donné. »¹⁰¹ note-t-il dans une lettre. C'est ce que confirme Edmond Rottach, avec la narration d'une scène pittoresque dans un train de la province du Jiangsu¹⁰² :

« [Un officier et un soldat] en uniforme, contrôleurs d'un nouveau genre, montés à l'extrémité du train, allaient à l'autre bout après avoir haché de leurs petits ciseaux toutes les queues, même les mieux cachées. Ils faisaient lever le couvre-chef sous lequel souvent une mince natte de vieillard s'enroulait autour de la tête et personne n'échappait à l'opération. »¹⁰³

Enfin, un dernier trait stupéfie les voyageurs présents en Chine : la révolution semble, dans leurs écrits, marquer l'avènement d'un féminisme chinois. Fernand Farjanel en témoigne assez longuement :

« Les mœurs chinoises voulaient que la femme fût toujours enfermée dans le gynécée, invisible aux hommes ; qu'elle fût peu instruite et demeurât occupée aux soins du ménage et aux arts féminins. Elle n'avait pour ainsi dire aucun droit. [...] [Mais] lorsque les idées nouvelles de la liberté individuelle, d'égalité des individus pénétrèrent en Chine avec les étudiants de retour d'Europe, elles furent immédiatement adoptées par les quelques femmes instruites, et cette chose inouïe, qu'est le féminisme chinois prit naissance. [...] D'autre part, il sembla naturel aux femmes féministes de s'exposer aux mêmes périls pour conquérir les mêmes droits. De là, la constitution de ces bataillons, composés de jeunes filles soldats dont certaines marchaient gauchement sur leurs pieds déformés, qui combattirent sous les murs de Nankin, les armes à la main. »¹⁰⁴

Les Chinois nouvellement républicains voient donc, avec la révolution, s'opérer un changement complet des mentalités. En témoigne la place des femmes, encore issues de cette génération aux pieds bandés, mais qui pourtant font entendre leurs voix et souhaitent prendre part à la révolution militaire et politique – liberté cependant bien vite muselée. Les Chinois sont nombreux à adopter le costume européen, à l'image des meneurs de la révolution, formés pour la plupart dans les universités européennes et américaines. À ce propos, il semble utile d'observer brièvement quel portrait dressent les Français de celui qui est appelé à devenir « le père de la Révolution chinoise »¹⁰⁵, le Cantonais Sun Yat-sen.

Portraits de Sun Yat-sen

¹⁰¹ Lettre de Marcel GRANET, 5 mars 1912 éditée par M. BASTID-BRUGIÈRE, dans « La mutinerie du 29 février 1912 à Pékin vue par Marcel Granet : introduction et notes de Marianne Bastid. » *Études Chinoises*, Association française d'études chinoises, 1987, 6 (1), pp.95-123. fhalshs-00178550f.

¹⁰² Province où se trouve la ville de Nankin.

¹⁰³ E. ROTTACH, *La Chine en révolution*, op.cit. p. 113.

¹⁰⁴ F. FARJANEL, *À travers la Révolution chinoise*, op.cit. p. 66.

¹⁰⁵ Fernand FARJANEL, dans *À travers la Révolution chinoise*, le nomme lui-même ainsi en justifiant : « il avait voué sa vie à celle-ci. » p. 17.

Ce « petit bonhomme jaune, [...] avec sa figure douce et fermée, [aux yeux] vifs comme des yeux de souris »¹⁰⁶ ne laisse pas indifférent ceux qui l'approchent. Bien connu des Français qu'il rencontre à plusieurs reprises dès 1903, Sun Wen, de son nom de naissance, semble fasciner ses interlocuteurs, que ceux-ci l'aiment ou le détestent. Originaire de Canton dans la province du Guangdong, Sun Yat-sen est un homme des marges : né dans une province excentrée, il fait ses études de médecine¹⁰⁷ à Hawaï puis à Hong-Kong auprès de professeurs anglais et se convertit au christianisme. À partir de 1894, il se mue en « agitateur professionnel »¹⁰⁸ farouchement antimandchou. Ses complots contre la dynastie impériale lui valent dès 1895 un exil au Japon. C'est là qu'il fonde en 1905, avec Song Jiaoren et Huang Xing, la Ligue jurée.¹⁰⁹ Cette société unifie les nombreuses sociétés secrètes fourmillant au Japon sous la bannière de l'antimandchouisme. Sun Yat-sen dote la Ligue d'une idéologie, appelée Tripe Démisme, reposant sur les Trois Principes du Peuple¹¹⁰ : Nationalisme, Démocratie et bien-être du peuple.

Pourtant, la Ligue jurée est prise de vitesse par la Révolution de Wuchang à laquelle elle n'a aucune part directe. Sun Yat-sen est alors à Chicago, dans son rôle de « commis-voyageur de la révolution » qui vise à rechercher appui et financements occidentaux. Il s'en explique lui-même dans son autobiographie : « En vingt jours, je pouvais débarquer à Shanghai et prendre part au combat révolutionnaire, mais le front diplomatique était alors pour nous plus important que la ligne de feu. Je résolus donc de faire porter mon effort sur les questions d'ordre diplomatique... »¹¹¹

Victor Segalen ne cache pas son mépris pour le premier Président de la République chinoise à qui il ne reconnaît aucun mérite d'être venu à bout de la dynastie mandchoue « vermoulue » : ses nombreuses lettres à ses amis dans lesquelles il ne mâche pas ses mots, illustrent son ressenti : « En somme, écrit-il, vêtu d'un oripeau européen fait de carton-pâte et de papier journal remâché, Sun Yat-Sen a provisoirement mis bas un adversaire cuirassé de mauvais zinc simili-or. Ceci n'est à la gloire ni de l'un ni de l'autre. »¹¹² Cette détestation du chef républicain que l'on retrouve dans son ouvrage *René Leys*, où il présente Sun Yat-sen comme « un commis

¹⁰⁶ « Sun Yat Sen » par Marcel SEMBAT, *L'Humanité*, 15 octobre 1911.

¹⁰⁷ Il obtient en 1891 le diplôme de « licencié en médecine et en chirurgie ». A. MAYBON, *La République chinoise op.cit.* p. 38.

¹⁰⁸ Marie-Claire BERGÈRE, *Sun Yat-sen*, Paris, Fayard, 1994, p. 56.

¹⁰⁹ *Tongmenhui* en mandarin.

¹¹⁰ *San min zhuyi*.

¹¹¹ Cité par M-C BERGÈRE, dans *Sun Yat-sen, op.cit.* p. 233.

¹¹² Lettre à Monfreid du 29 mars 1912 citée par P. POSTEL dans BLANCHON, *Banquier, savant, artiste, présences françaises en Extrême-Orient au XX^e siècle* p. 26.

voyageur en pacotille 89 et Droits de l'homme »¹¹³ ne peut être comprise qu'à la lumière de l'idéal littéraire de Segalen. Figé dans « l'attitude de l'exote », le Breton est à la recherche de « l'altérité absolue »¹¹⁴ qu'incarnait le Fils du Ciel mandchou. Le nouveau maître de la Chine lui semble trop semblable aux hommes politiques français, auxquels d'ailleurs il lui arrive de comparer le Chinois¹¹⁵.

Cette opinion sans appel n'est pas partagée par un ami de Segalen, le musicologue Louis Laloy. Ce normalien est présenté par Romain Rolland comme « un musicologue de grand savoir [et] un esprit curieux, remarquablement doué. »¹¹⁶ Sinophone – il a aidé Victor Segalen dans l'apprentissage du mandarin – il fait partie, lors de ses séjours dans la capitale chinoise, de ce réseau d'intellectuels français qui se réunit dans les salons de Jean-Augustin Bussièrre à partir de 1913. Souvent présenté comme « catholique »¹¹⁷, Louis Laloy est aussi un homme de gauche, sans être « bolchévique », ce que viendront confirmer ses engagements ultérieurs¹¹⁸. Romain Rolland, qui fonde avec lui *Le Mercure de France*, ajoute : « à propos de Sun Yat-sen, Louis Laloy l'a connu autrefois à Paris, assez intimement je crois. [...] Il était autrefois en rapports avec les révolutionnaires idéalistes de la génération de Sun Yat-sen. »¹¹⁹ Le musicologue vient confirmer les propos de Romain Rolland dans son ouvrage *Miroirs de Chine* paru en 1933. Il y raconte sa première rencontre¹²⁰ avec le républicain chinois en exil :

« Quand je l'ai vu pour la première fois, de passage à Paris et encore en exil, sa redingote mince était presque celle d'un pasteur anglo-saxon. Ayant fait ses études à l'école protestante de Hono Lulu, où l'un de ses frères s'était établi, puis dans les instituts médicaux de Canton et Hong Kong, il était licencié en médecine et chirurgie et converti à la secte des weysleyens ou méthodistes. [...] ; il s'approchait du christianisme. Mais ce n'était pas un pasteur, cet homme au corps menu qui m'attendait debout en sa chambre d'hôtel, le regard fixé droit vers un but invisible à mes yeux, et parlait presque à voix basse, avec un doux sourire où persistait toujours ce pli de réflexion au coin des lèvres. À un pas en arrière, rangés avec respect, trois ou quatre jeunes gens attentifs lui faisaient comme une garde d'honneur. »¹²¹

¹¹³ Victor SEGALEN, *René Leys* dans *Œuvres complètes*, t. 2 p. 496.

¹¹⁴ Pierre-Jean DUFIEF, « Les Lettres de Chine de Segalen : la correspondance de voyage ou les tensions d'une écriture », dans *La lettre de voyage : Actes du colloque de Brest novembre 2004*, Interférences, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016 p. 53-63, <http://books.openedition.org/pur/39300>.

¹¹⁵ Dans la lettre à Henri Manceron, Victor Segalen compare de manière négative Sun Yat-sen à « Jaurès et à Reboux » dans V. SEGALEN et H. MANCERON, *Correspondance (1907-1908) - Trahison fidèle*, Paris, Seuil, 1978, p. 126.

¹¹⁶ Lettre de Romain Rolland à Jean Guéhenno le 7 septembre 1928 dans *L'indépendance de l'esprit, cahier Romain Rolland numéro 23* sur <https://books.google.fr/> consulté le 12 avril 2020.

¹¹⁷ Comme sur la quatrième de couverture de René ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, Paris, Gallimard, NRF, 1976.

¹¹⁸ Voir partie 2 chapitre 2.

¹¹⁹ Lettre de Romain Rolland, *op.cit.*

¹²⁰ Elle a sans doute lieu en 1910 ou 1911.

¹²¹ Louis LALOY, *Miroir de la Chine, présages, images, mirages*, Paris, Desclées, 1933 p. 90.

Dans cette évocation d'un ami disparu, le musicologue insiste sur la proximité – notamment spirituelle – du Chinois avec les Européens. Par ailleurs, Laloy illustre le charisme du leader politique, secondé par des jeunes gens admiratifs. Marie-Claire Bergère dans la biographie qu'elle lui consacre en 1994, confirme la grande force de persuasion de Sun Yat-sen, allié à un usage intéressé de la démagogie. Elle écrit ainsi : « Son extrême mobilité géographique entretient chez lui une très grande versatilité d'esprit et de tempérament. [...] Sun Yat-sen, dont la seule force a souvent été la force de persuasion, sait que pour convaincre il faut savoir parler la langue de l'interlocuteur. »¹²² Le Chinois sait dire à ses interlocuteurs ce qu'ils ont envie d'entendre, sans se soucier de cohérence idéologique. Le socialiste Marcel Sembat le rencontre sans doute en 1905 et raconte cette entrevue dans un article de *L'Humanité* paru le 15 octobre 1911. Le Français admet être touché par les idées du Chinois mais sans en être dupe : « Était-il sincère ? J'en suis persuadé ; mais il est tout aussi clair qu'il m'aurait tenu exactement le même langage s'il avait pensé le contraire. »¹²³

Ainsi, la révolution chinoise ne laisse pas les intellectuels français indifférents, qu'ils se soient rendus en Chine ou non. Ces années fondatrices dont les Français cherchent à comprendre à la fois les causes et les potentielles conséquences, expliquent les longues pages que nous venons de leur consacrer. À la fois fascinés et déçus par la proximité des révolutionnaires avec l'Occident, les intellectuels français sont aussi attentifs à l'artisan de cette révolution, Sun Yat-sen. Mais celui-ci, après seulement six semaines à la tête de la République dans sa capitale de Nankin, doit s'effacer devant un homme d'une autre trempe : le général Yuan Shikai, qui a tôt fait de réinstaller le pouvoir à Pékin.

II. Yuan Shikai : de la République à la dictature (1913-1916)

1) De la prise du pouvoir à l'écrasement de la Seconde Révolution

L'homme fort de la République

Yuan Shikai « le vieux renard »¹²⁴, est un puissant général qui a sous ses ordres l'armée du Beiyang. Edmond Rottach le décrit comme « un vieux politicien retors »¹²⁵. Fernand Farjanel

¹²² M-C. BERGÈRE, *Sun Yat-sen, op.cit.* p. 7.

¹²³ Marcel SEMBAT, « Sun Yat-sen », *L'Humanité*, 15 octobre 1911.

¹²⁴ « La République chinoise », *Le Temps* 14 février 1912.

¹²⁵ E. ROTTACH, *La Chine en révolution, op.cit.* p. 53.

le rencontre le 27 octobre 1912 et en dresse le portrait suivant, qui contraste avec celui de Sun Yat-sen, tout en nervosité :

« De taille moyenne ; forte corpulence, vigueur physique et morale. Il a dépassé la cinquantaine, ses cheveux sont gris, sa tête est ronde comme celle de César, il vous regarde de ses yeux clairs, bien en face. Vêtu du costume national ancien : robe de soie, surtout de velours. »¹²⁶

Ancien soutien des Qing, Yuan Shikai les conduit pourtant à leur perte en orchestrant l'abdication de Puyi en faveur des républicains. C'est un opportuniste, qui a su saisir le sens du vent et s'assurer l'allégeance des républicains. Il obtient l'abdication de Puyi en échange de quoi Sun Yat-sen lui cède la réalité effective du pouvoir « en faveur de l'union de la Chine [et pour] l'affermissement de la République »¹²⁷.

Jusqu'à ce que Sun Yat-sen renonce à son profit à la présidence de la République, les actions politiques de Yuan Shikai sont observées avec circonspection par les Français qui y voient de « l'irrésolution »¹²⁸ mais concèdent un mois plus tard : « Il a su faire preuve d'un sens politique de premier ordre. Il a su tempérer des conseils de son expérience la fougue juvénile des républicains de Nankin, leur faire comprendre la nécessité d'une solution moyenne conservant à l'empire du milieu une apparente cohésion où le respect religieux devait tenir lieu de loyalisme. »¹²⁹ De fait, l'opportuniste général n'a qu'un seul but : avoir tout le pouvoir dans ses mains. Dès octobre 1912, *Le Temps*, sans doute guidé en cela par son correspondant Jean Rodes, observe que Yuan Shikai « s'achemine doucement mais sûrement vers la dictature. [...] Depuis sa rentrée en novembre dernier, Yuan Shikai a manœuvré avec une délicatesse méthodique qu'un constant bonheur a couronné, pour accroître la puissance personnelle. Il dispose maintenant d'une autorité telle qu'il peut sans crainte soulever le masque dont il la cachait. »¹³⁰

À nouveau, Victor Segalen se trouve au cœur des bouleversements politiques car il est devenu, en janvier 1913, le médecin personnel du fils de Yuan Shikai, qu'il a rejoint dans leur résidence du Hunan. Dans ses lettres, il ne tarit pas d'éloges¹³¹ sur son nouveau « patron » : « C'est véritablement la seule grande figure politique que l'on ait eu plaisir à reconnaître »¹³² affirme-t-il. De fait, Victor Segalen comprend très vite que Yuan souhaite, sinon la restauration

¹²⁶ F. FARJENEL, *A travers la révolution chinoise*, *op.cit.* p. 383.

¹²⁷ E. ROTTACH, *La Chine en révolution* *op.cit.* p. 148.

¹²⁸ *Le Temps*, 21 janvier 1912.

¹²⁹ *Le Temps*, 14 février 1912, *op.cit.*

¹³⁰ « La situation intérieure », article repris dans *La Revue de l'Asie française*, octobre 1912.

¹³¹ Lettre à Henri Manceron, 13 février 1913, dans Victor SEGALEN, *Correspondance II. 1912-1919*, Paris, Fayard, 2004. P. 506.

¹³² *Ibid.*

de l'empire, du moins celle d'un pouvoir fort fondé sur une nouvelle dynastie dont il serait le premier membre. Aussi l'écrivain a-t-il pour mission de remettre sur pied Yuan Keting « héritier présomptif du trône républicain »¹³³. Segalen voit avec intérêt celui qu'il surnomme « Yuan-Poléon 1^e »¹³⁴ renforcer son pouvoir de jour en jour. L'écrivain profite de sa position privilégiée pour interviewer Yuan Shikai. Il explique, non sans ironie :

« Je ne demanderai pas : "Que pensez-vous de l'avenir de la Chine ?" Je ne dirai pas non plus "comptez-vous bientôt devenir empereur ?" ce qui serait, aujourd'hui, du temps de la république, de la dernière inconvenance vis-à-vis d'un homme d'État dont tous les gestes ont été mesurés, accomplis dans un ordre rigoureux, sans que jamais l'un d'eux empiétât sur les autres. »¹³⁵

Face à lui, Yuan Shikai confirme qu'« il faut un pouvoir central effectif et fort »¹³⁶, ce que Segalen trouve responsable eu égard à la situation financière de la Chine : « Il s'agit de chiffres, il s'agit d'argent, il s'agit avant tout d'emprunts à rembourser. »¹³⁷ rappelle-t-il.

L'opposition interne à Yuan : la Seconde Révolution

Cependant, l'édification du pouvoir personnel de Yuan est gênée par les élections de l'hiver 1912-1913 qui ont permis semble-t-il à vingt-deux millions d'électeurs de s'exprimer dans les élections primaires, soit « environ le vingtième de la population totale. »¹³⁸ Or, les votants donnent une large majorité au Guomindang dans le parlement chinois nouvellement élu. Ainsi explique Fernand Farjanel, « le parti du peuple avait la majorité absolue non seulement dans la province de Canton, sa forteresse, mais aussi dans celle du Yunnan, près du Tonkin, au Seutchouenn [Sichuan] [...] puis à l'Est, à l'autre bout du pays et dans la Mandchourie qui fut le berceau de la dynastie. »¹³⁹ C'est donc un triomphe pour le Guomindang. Ce dernier a été fondé le 25 août 1925 sur les cendres de la Ligue jurée. Si Sun Yat-sen est présent lors de la création du nouveau parti, le véritable artisan de cette victoire est Song Jiaoren, trente ans, co-fondateur de la Ligue jurée. La victoire du Guomindang désigne Song Jiaoren pour occuper les fonctions de Premier ministre. Il est alors assassiné le 20 mars 1913 en gare de Shanghai, un meurtre « que l'on ne manque pas d'imputer à la politique de Yuan. »¹⁴⁰

¹³³ Lettre à Pierre de Margerie 14 octobre 1912, *ibid.*

¹³⁴ Lettre à Henri Manceron, *op.cit.*

¹³⁵ Victor SEGALEN, « Une conversation avec Yuan-Che-K'ai » dans *Œuvres complètes*, t. 2, « Le cycle chinois », Paris, Robert Lafont, 1995, p. 904.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 905.

¹³⁷ *Ibid.*

¹³⁸ F. FARJENEL, *op.cit.* p. 318.

¹³⁹ *Ibid.* p. 319.

¹⁴⁰ Lettre de la fédération des amitiés franco-étrangères le 7 mai 1917, A.N, Fonds Painlevé 313 AP/129.

Les tumultes qui suivent nous sont racontés dans une lettre d'une très grande précision, adressée à Paul Painlevé, Ministre français de la guerre en 1917. Émanant de la fédération amicale franco-étrangère, cette lettre fait état des luttes de pouvoirs entre Yuan « qui pressait la conclusion de l'emprunt qui devait consolider son pouvoir » et le Guomindang, élu dans les deux chambres, qui tente de faire échouer les négociations de cet emprunt. Ce dernier, qui serait conclu entre la Chine et les puissances étrangères resserrerait encore la tutelle étrangère déjà très présente sur la Chine. La lettre raconte par le menu la « Révolution de 1913 », aussi appelée « Seconde Révolution », qui voit plusieurs provinces du Sud déclarer leur indépendance vis-à-vis du gouvernement de Yuan Shikai, ainsi que son « écrasement rapide »¹⁴¹ par les forces de Yuan dès septembre 1913. Cette défaite signe la dislocation d'un parti Guomindang qui selon la lettre s'était « divisé : plusieurs de ses membres les plus éminents, tel que Li Yuan-hong, avaient résolument pris parti pour le Président Yuan, d'autres comme Tsiai Ngao, le gouverneur militaire du Yun-nan s'étaient déclarés neutres. Dans ces conditions la bataille engagée contre le nouveau gouvernement de Pékin par la seule fraction extrémiste du parti était perdue d'avance. »¹⁴² Edmond Farjenel, toujours plus enclin que d'autres intellectuels français à prendre le parti des républicains chinois préfère glorifier « la puissance du sacrifice, la vertu du sang versé pour une cause [et] l'indéfectible espoir que donne une claire vision des grandes lois présidant au développement de l'humanité. »¹⁴³

2) Yuan Shikai : de dictateur à empereur : forces et faiblesses d'un homme de pouvoir

L'appui complaisant des banques françaises et étrangères

Mais, cette victoire renforce Yuan Shikai qui s'emploie à faire sauter les uns après les autres les derniers verrous de l'éphémère régime parlementaire chinois. « Le 6 octobre, le parlement réuni en séance plénière élit Yuan Che K'ai président permanent par 507 voix sur 733. »¹⁴⁴ raconte la lettre à Painlevé. La dissolution du parti Guomindang est prononcée le 4 novembre, et ses membres sont exclus du Parlement. Entre-temps Sun Yat-sen a fui au Japon, rendant son effacement définitif. Le 12 janvier 1914 voit quant à lui la « dissolution du Parlement et la suspension du régime parlementaire. »¹⁴⁵ La nouvelle constitution promulguée par Yuan

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ F. FARJENEL, *op.cit.* p. 377.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

« remet tous les pouvoirs au chef de l'État : le Président déclare la guerre et conclut la paix, il est Commandant en chef des armées de terre et de mer ; il nomme les ministres, il peut créer de nouveaux emplois, promouvoir ou destituer les fonctionnaires ; édicter en dehors de la Cour suprême administrative des règlements de toute nature, limiter en cas de guerre ou de tensions diplomatiques les libertés populaires. »¹⁴⁶ En somme, on est bien là face à une véritable dictature puisque tous les pouvoirs sont dans les mains d'un seul homme.

Bien qu'en 1914 la France se trouve aux prises avec d'autres difficultés et que la menace allemande se précise, Jean Jaurès, député du Tarn et fondateur de la SFIO¹⁴⁷, s'élève devant la Chambre des députés, contre un soutien au régime chinois. À la fois homme politique et fondateur de *L'Humanité*, Jean Jaurès s'intéresse depuis longtemps à la « question d'Orient ». S'il a soutenu la politique d'expansion coloniale de la France dans sa jeunesse, il s'en détache progressivement. La nomination de Paul Doumer comme gouverneur général de l'Indochine lui fait prendre conscience de « l'antagonisme entre les aspirations des peuples colonisés et les réalités effectives de la domination française. »¹⁴⁸ La révolution chinoise de 1911 lui semble confirmer l'évolution de l'Asie vers ces principes de l'universalité humaine, qu'il défend. Jean Jaurès fait donc partie de ceux qui observent la Chine depuis le XIX^e siècle et ont réfléchi à son évolution. Le 10 mars 1914, il s'adresse au Président du Conseil Gaston Doumergue qui est aussi Ministre des Affaires étrangères :

« Je ne veux pas soulever les questions de la politique intérieure en Chine. Les nôtres nous occupent suffisamment. Mais enfin vous avez dit du régime actuel qu'il garantissait l'ordre et le calme. Ah ! Messieurs, si nous faisons le compte des milliers, des dizaines de milliers d'hommes qui, dans les deux camps de la Chine, qui est en pleine guerre civile ont succombé et souvent par des moyens atroces, je crois qu'il serait impossible d'employer les mots de calme, d'ordre et de tranquillité mais je suis bien obligé de dire que si la France a été un moment tranquille au lendemain du 2 décembre, peut-être y a-t-il, dans les procédés par lesquels le chef de l'État chinois a réalisé ce que vous appelez le calme et l'ordre, quelque chose qui peut troubler notre conscience ou notre raison.

Qu'il [Yuan Shikai] ait subtilisé la République chinoise, je ne veux pas élever sur ce point des controverses et des griefs. Mais il est allé plus loin : il a aboli ce régime représentatif que l'Ancien Régime, remarquez-le, lui avait accordé ; et hier il vient de briser jusqu'à ces assemblées provinciales où les hommes de l'ancien régime chinois les plus timorés avaient vu cependant le moyen de préparer en Chine le mouvement, l'éducation de l'opinion publique. Mais s'il a pu le faire, c'est parce qu'un consortium financier lui a fourni les fonds.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Section Française de l'Internationale Ouvrière.

¹⁴⁸ Gilles CANDAR, « Jean Jaurès et l'Extrême-Orient : la patrie, les colonies, l'Internationale », fondation Jean Jaurès, [en ligne], <https://jean-jaures.org/> consulté le 3 mai 2019.

La République chinoise, le vrai parti républicain chinois, n'a pas été écrasé par les armées de Yuan Shi Kai, mais par l'or des financiers européens (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*) et nous avons fourni notre part. Et, si je suis bien renseigné, si certains journaux financiers ne me trompent pas, si des renseignements qui me sont venus récemment de sources que je crois très sûres ne sont pas inexacts, un emprunt important de 160 à 180 millions se prépare pour une date très prochaine, sur notre marché pour permettre à la dictature de s'installer définitivement en Chine.

Nous ne demandons pas qu'on intervienne, qu'on fasse des remontrances mais est-il prudent, est-il noble et juste, est-il sage, pour la République française de contribuer officiellement à l'écrasement du premier mouvement de liberté qui s'est produit là-bas, dans un pays que l'on était habitué à considérer comme un pays de tradition immobile. Quand notre peuple a réclamé la liberté, on trouvait alors, aussi, qu'il était chimérique, et s'il y a chimère là-bas, c'est une contagion de la nôtre. (*Applaudissements à l'extrême-gauche et gauche*).

Voilà pourquoi de même que je demande que nous ne mettions pas nos ressources financières au service de certaines puissances balkaniques, tumultueuses et effervescentes mais seulement là-bas, dans l'Orient de l'Europe, au service de la paix, je demande que nous ne portions (*sic*) pas les ressources de la France, et avec son argent, sa responsabilité morale, à une politique qui se traduirait là-bas par l'écrasement définitif de la liberté (*Applaudissements à l'extrême-gauche et sur divers bancs*). »¹⁴⁹

La tirade de Jean Jaurès est intéressante sur plusieurs points. Tout d'abord, elle permet de confirmer des analogies déjà établies par les socialistes au lendemain du soulèvement de Wuchang : si la République de Chine est considérée comme une sœur de la République Française en ce qu'elle défendait la liberté (citée deux fois), Yuan Shikai est lui assimilé à Louis-Napoléon Bonaparte, qui rétablit l'empire en France le 2 décembre 1852, mettant fin à la Seconde République. Jean Jaurès estime que les mesures de Yuan Shikai mettent un coup d'arrêt au Progrès, c'est-à-dire ici à l'éducation des masses, valeur positiviste qui guide les socialistes depuis le XIX^e siècle ; il y a donc bien ici une opposition de valeurs propre à faire réagir les parlementaires situés à la gauche de l'hémicycle.

De plus ce connaisseur de l'Asie évoque la tutelle des puissances étrangères qui financeraient le régime de Yuan Shikai. Sans doute fait-il référence à l'emprunt contracté par Yuan en janvier 1914 auprès de la Banque Industrielle de Chine (BIC)¹⁵⁰. Cette banque française est lancée en 1913 par les frères André et Philippe Berthelot, ce dernier étant chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères.¹⁵¹ Le chiffre de 160 millions de francs évoqué par Jaurès ne semble pas si loin de la vérité car Jean-Noël Jeanneney évoque pour sa part « un

¹⁴⁹ Journal officiel des débats de la chambre des députés, 10 mars 1914.

¹⁵⁰ Voir Lettre de la fédération des amitiés franco-étrangères le 7 mai 1917 *op.cit.*

¹⁵¹ Jean-Luc BARRÉ, *Philippe Berthelot, le seigneur chat (1866-1934)*, Plon, Paris, 1988, p. 239.

emprunt chinois de 100 millions de francs à 5 % -or »¹⁵². Cet emprunt est de plus garanti par la mise sous tutelle étrangère « des deux seuls impôts majeurs qui restent encore disponibles, l'impôt sur le tabac et l'impôt sur l'alcool¹⁵³. »¹⁵⁴ Pour Jaurès, cet emprunt correspond donc de fait à un financement de la dictature. La réponse laconique du Président du Conseil semble faire usage de la langue de bois :

« En ce qui concerne la Chine nous avons agi d'accord avec les six grandes puissances, avec les États-Unis et avec le Japon. [...] Mais je veux donner toute l'assurance à la Chambre que, dans toute la mesure où nous le pourrons, nous éviterons, dans les affaires intérieures de la Chine, toute intervention qui pourrait sembler y couvrir des actes que nous ne tolérerions pas chez nous. (*Applaudissements*). »¹⁵⁵

Cette promesse est surtout une concession à Jaurès et illustre combien la Chine de Yuan Shikai est de fait, assujettie aux puissances étrangères, tant à la France, représentée ici par la Banque Industrielle de Chine, qu'au Consortium bancaire impliquant des banques anglaises, allemandes, japonaises et américaines.¹⁵⁶ Le député socialiste révèle ainsi en creux la mansuétude de la France vis-à-vis de la dictature de Yuan Shikai qui sert les intérêts économiques de l'hexagone. L'emprunt à la BIC est effectivement contracté par la Chine le 7 avril 1914.

Le rétablissement dissimulé de l'empire le 12 décembre 1915 : l'analyse d'Albert de Pouvourville

Alors que la France s'enfonce dans la Première Guerre mondiale, les articles concernant la dictature de Yuan Shikai se font d'autant plus rares que la parution de la presse est considérablement ralentie¹⁵⁷. Cependant, malgré la guerre qui s'enlise, une place continue d'être consacrée aux affaires de Chine dans les journaux. Si le rétablissement d'une monarchie par Yuan Shikai le 12 décembre 1915, ne donne lieu qu'à une brève dans *L'Humanité* et, étonnamment n'est pas mentionné dans *La Revue de l'Asie française*, Albert de Pouvourville, l'écrivain et traducteur passionné par la civilisation indochinoise et le taoïsme, y consacre un

¹⁵² Jean-Noël JEANNENEY « La banque industrielle de Chine et la chute des frères Berthelot 1921-1923 » dans *L'argent caché*, Paris, Point-Seuil, 1984 pp. 128-168.

¹⁵³ L'impôt sur la gabelle étant déjà géré par les puissances depuis l'emprunt de 1913.

¹⁵⁴ J-N. JEANNENEY, *op.cit.*

¹⁵⁵ Journal officiel des débats de la chambre des députés, *op.cit.*

¹⁵⁶ Plus précisément il s'agit de la Banque de l'Indochine représentant un groupe de banques françaises, la Hong Kong and Shanghai Banking Corp. [HSBC], la Yokohama Bank, la Banque russo-asiatique, la Deutsche Asiatische Bank, et un groupe de banques de New York. (Selon J-N. JEANNENEY, *op.cit.* p. 2)

¹⁵⁷ *La Revue de l'Asie française* par exemple ne paraît qu'une fois tous les trois mois à partir de 1915 contre une fois par mois en temps normal.

long article dans *Le Figaro* du 16 décembre. Cet article s'intitule « La danse devant la couronne » :

« [...] Aujourd'hui les notables ont parlé. À l'unanimité de leurs 1393 vénérables voix (mais comment a-t-on obtenu ce chiffre et comment a-t-on circonvenu ces voix ?) Ils ont supplié Yuan de rétablir la monarchie. À son propre compte, bien entendu. Le peuple a applaudi : les commanditaires ont hiérarchiquement acquiescé : la plus solennelle députation et les plus rituels cortèges se rendent auprès du Président. Le sommet est atteint, la couronne est en vue. [...] Or Yuan, joignant modestement les mains, tergiverse ; Yuan d'un astucieux pinceau, répond aux vœux générales en traçant le caractère de la crainte et de la capacité ; Yuan se rappelle, tout soudain et pour la première fois, qu'il a juré de respecter les récentes libertés chinoises ; Yuan qui se prétend d'esprit débile et lent demande douze mois pour réfléchir. Yuan danse devant la couronne. [...].

La Chine est un pays à surprises : d'ici au rétablissement de la monarchie, autocratique et élective, elle nous en réserve quelques-unes qui surprendront ceux qui se crurent le mieux au courant. »¹⁵⁸

En effet Yuan suggère de rétablir une monarchie constitutionnelle, et non l'empire proprement dit. C'est ce qui explique l'expression utilisée par Pouvourville : « danse devant la couronne » qui symboliserait les hésitations d'un Yuan d'apparence magnanime mais qui tente surtout de ne pas liguer les oppositions contre lui d'autant plus qu'il est affaibli par le prêt accordé par la Banque d'Indochine, mais aussi parce qu'il a consenti aux 21 demandes japonaises qui représentent une humiliation pour la Chine¹⁵⁹. Cependant, comme le raconte Jean Rodes, le dictateur marie sa fille à « l'ex-fils du ciel Suen-Tong »¹⁶⁰ dans le but avoué de fonder sa légitimité dynastique en unissant sa famille au dernier empereur Qing. Yuan « apparaissait comme le tuteur et le beau-père de l'empereur »¹⁶¹ ajoute Pouvourville. L'empire est donc rétabli *de facto*. « Jamais Yuan n'a été aussi proche de Napoléon 1^{er}, que Victor Segalen mentionnait comme étant son modèle. Charles Maurras, directeur de *L'Action française*, confie son espoir : « Ou bien Yuan Shi Kai réussira à rétablir définitivement la monarchie héréditaire et alors la Chine a encore des chances d'être sauvée ; ou bien il échouera et alors elle est certainement perdue. »¹⁶²

Néanmoins le retour à l'empire ne dure pas. La presse à grand tirage ne parle pas des révoltes qui suivent le rétablissement monarchique de Yuan et Victor Segalen, qui a quitté les services de Yuan Shikai en 1914 pour se lancer dans une expédition archéologique à travers la Chine,

¹⁵⁸ A. de POUVOURVILLE, « La danse devant la couronne », *Le Figaro*, 16 décembre 1915.

¹⁵⁹ Voir partie 1, chapitre 2.

¹⁶⁰ Il est ici question du jeune Puyi. Jean RODES, « La situation en Chine – mort de Yuan Shi Kai », *Revue de l'Asie française*, avril-juin 1916.

¹⁶¹ A. de POUVOURVILLE, *ibid.*

¹⁶² Charles MAURRAS, « Sur la République chinoise », *L'Action française*, 20 février 1916.

en compagnie de ses amis Gilbert de Voisins et Jean Lartigue¹⁶³, ne fait pas mention de l'avortement de la restauration impériale. C'est donc dans la presse spécialisée que l'on trouve des articles analysant cette révolte. *La Revue de l'Asie française* profite ainsi des analyses de Jean Rodes à l'occasion d'un article sur la mort du dictateur. Dans le numéro d'avril-juin le journaliste agenois raconte ainsi la défection de plusieurs généraux proches de Yuan Shikai, certains laissant leurs provinces proclamer l'indépendance. L'un de ses plus fidèles lieutenants, « le général Touan Chi Jouei [Duan Qirui] à qui le président vient de confier le poste de Premier ministre [...] demandait avec insistance à se démettre de cette haute fonction. »¹⁶⁴ La lettre déjà mentionnée, envoyée à Paul Painlevé en 1917, apporte des précisions sur le fiasco du rétablissement de l'empire. Sans doute rédigé par des experts, ce rapport de la Fédération des amitiés franco-étrangères bénéficie d'un recul sur les événements qui leur permet de déterminer combien la révolte menée en réaction aux visées monarchiques de Yuan est différente de la Seconde Révolution de 1913. En 1916, « les premières protestations ne venaient ni des membres dispersés du Kuomintang ni des couches profondes de la nation, devenue indifférente à ces luttes politiques où elle voyait surtout des conflits d'ambition, mais de hauts fonctionnaires que le président Yuan s'était efforcé, en les comblant d'honneur de gagner à sa politique. »¹⁶⁵ En effet, là est bien l'originalité de cette révolte : elle est le fait d'intellectuels qui avaient participé à la révolution de 1911 mais que Yuan avait su rallier à sa cause en les faisant entrer dans son gouvernement. « C'est le lâchage général » commente Jean Rodes *a posteriori*. Outre les ambitions personnelles de Yuan Shikai, les chroniqueurs de *L'Asie française* estiment que celui-ci paye aussi sa volonté de faire de la Chine « un État homogène, unifié sous la direction du palais »¹⁶⁶, reprenant l'idée qu'une Chine unie est impossible.

Ces circonvolutions de la politique chinoise échappent visiblement aux journaux de la presse générale, qui ne disposent pas de correspondant sur place et qui, de plus, privilégient les informations liées à la guerre européenne. Les observateurs au statut d'experts bénéficient d'un recul temporel de plusieurs mois ou d'une année, ce qui leur permet de mieux cerner les contours de cette nouvelle révolte.

¹⁶³ Il s'agit de relever, entre Xi'an et Yan'cheou, les monuments funéraires de l'époque Han des Tang ainsi que d'identifier dans la province du Sichuan les monuments bouddhiques épars. D'après Michel SARDET, « Victor Segalen et la Chine », bulletin de l'asnom n°125, juin 2013 sur http://www.asnom.org/media/Bulletin_125_Victor_Segalen.pdf?PHPSESSID=1e255178add28ed09613a91b6018892c.

¹⁶⁴ J. RODES, « La situation en Chine », *Revue de l'Asie française*, avril-juin 1916.

¹⁶⁵ Lettre de la fédération des amitiés franco-étrangères.

¹⁶⁶ « Lettre de Pékin », *Revue de l'Asie française*, avril-juin 1916.

La mort de Yuan Shikai (6 juin 1916) : quel destin pour la Chine après la disparition du dictateur ?

C'est bien la mort du dictateur qui est l'occasion pour Jean Rodes de revenir sur les événements antérieurs. Bien plus que le rétablissement de la monarchie, cette disparition apparaît aussitôt « comme un événement considérable pour la Chine et pour la politique générale de l'Extrême-Orient. »¹⁶⁷ Les questionnements des Français portent à la fois sur les causes de la mort du dictateur, et sur les conséquences de celle-ci.

Les journaux français, généralistes comme spécialistes relaient l'information de la mort du dictateur, survenue brutalement le 6 juin 1916. Deux dépêches publiées par *L'Humanité* permettent de mettre en lumière la circulation des informations dont la rapidité étonne en cette année de guerre. En effet, l'agence Reuters de Shanghai annonce, dans une brève, la mort du dictateur dès le 7 juin. Surprise, *L'Humanité* s'interroge : « La nouvelle de la mort est-elle authentique ? Il est prudent d'attendre la confirmation avant de parler des conséquences probables de cet événement. »¹⁶⁸

Or, l'attestation de cette nouvelle ne se fait pas attendre puisque, dès le lendemain, le journal socialiste s'appuie sur une seconde dépêche, de l'agence Havas celle-là, pour préciser les causes de la mort :

« La mort de Yuan Chi Kai est due à l'urémie causée par une prostration (*sic*) nerveuse. Il était soigné par trois médecins français et de nombreux médocastres chinois. Le 2 juin, les médecins français estimaient qu'il n'y avait plus aucun danger mais plus tard, l'état de Yuan Chi Kai empira et fut compliqué par des traitements divers. Les prescriptions des médecins français n'étaient pas toujours suivies. »¹⁶⁹

Ces deux dépêches illustrent l'importance des agences d'informations. Depuis 1835, les deux agences principales, Havas et Reuters, se sont réunies en un Cartel des agences de presse qui permet ainsi de quadriller le monde d'un réseau d'informateurs. Ainsi l'agence britannique Reuters possède dès 1871 un bureau à Shanghai¹⁷⁰, tandis que l'agence française Havas en possède un à New-York et Saint-Pétersbourg depuis 1913. Mais si c'est bien l'agence anglaise qui fait état la première de la mort de Yuan Shikai du fait d'agents plus nombreux, présents en Chine et au Japon, Havas est en mesure le lendemain de donner des informations plus précises. La rapidité des nouvelles illustre sans doute la complémentarité de ces deux agences de presse.

¹⁶⁷ J. RODES, *op.cit.*

¹⁶⁸ « Mort de Yuan Chi Kai », *L'Humanité*, 7 juin 1916.

¹⁶⁹ « Après la mort de Yuan Chi Kai, les conséquences de sa disparition », *L'Humanité*, 8 juin 1916.

¹⁷⁰ Pierre FREDERIX, *Un siècle de chasse aux nouvelles - De l'agence d'information Havas à l'Agence France-Presse (1855-1957)*, Flammarion, Paris, 1959, p. 168.

Même dans des circonstances bouleversées par une guerre mondiale, elles peuvent compter sur leur réseau de correspondants pour transmettre les nouvelles importantes. Cela d'autant plus que Philippe Berthelot, secrétaire général du Quai d'Orsay, a institué une Maison de la Presse à la tête de laquelle il nomme Charles Houssaye, directeur de l'Agence Havas, qui a « une longue pratique des relations avec les journaux étrangers. »¹⁷¹

L'Humanité tout comme *La Revue de l'Asie française*, qui sans doute a rédigé son numéro d'avril-juin quelques semaines après la mort du général chinois, émettent « un doute sur la cause du décès »¹⁷² dont le caractère naturel ne leur semble pas certain et soupçonnent un empoisonnement¹⁷³, ce qui semble pourtant démenti par la lettre de la Fédération des amitiés franco-chinoises, écrite, on le rappelle, en 1917. Les auteurs de la lettre semblent pour leur part pencher pour un décès de cause naturelle, dû à l'épuisement de Yuan face « au labour énorme qu'il s'était imposé sans répit pendant plus de cinq années. »¹⁷⁴ Quoi qu'il en soit, en 1916 comme en 1917, les observateurs français semblent d'accord pour affirmer que cette mort « arriva au moment opportun »¹⁷⁵ afin de « dénouer la crise »¹⁷⁶ opposant le général chinois aux insurgés révoltés contre son pouvoir personnel.

Quant aux conséquences probables de cet événement majeur, les avis sont partagés. Pour Jean Rodes, « tout [...] fait craindre que la mort de Yuan, [...], promette pour la Chine au moins autant d'embarras que ne lui en eût valu la continuation de l'existence de l'homme qui essaya en vain de restaurer l'empire. »¹⁷⁷ *A contrario*, B. Veillard, auteur de l'article « Sur la mort de Yuan Shi Kai » dans *L'Humanité* affirme :

« En tout cas, nous ne sommes point de ceux qui voient dans la mort de Yuan Chi Kai une cause d'affaiblissement pour la Chine. Bien au contraire ce sont ses prétentions monarchiques qui furent le facteur décisif de l'état d'anarchie dont souffre ce pays. »¹⁷⁸

Bien sûr avec cette assertion optimiste, le journaliste socialiste espère un retour à la République que *L'Humanité* avait tant applaudie, et donc le succès final des « révolutionnaires » hostiles à Yuan Shikai. Malgré tout, le pressentiment de Jean Rodes que

¹⁷¹ P. FRÉDÉRIX, *op.cit.* p. 313.

¹⁷² « Après la mort de Yuan Chi Kai », *ibid.*

¹⁷³ « Sur la mort de Yuan Chi Kai », *L'Humanité*, 7 juin 1916.

¹⁷⁴ « Lettre de la Fédération des amitiés franco-étrangères, 7 mai 1917 », A.N Fonds Painlevé 313 AP/129.

¹⁷⁵ « Lettre de Pékin », *Revue de l'Asie française*, avril-juin 1916.

¹⁷⁶ « Lettre de la Fédération des amitiés franco-étrangères », *op.cit.*

¹⁷⁷ « Lettre de Pékin », *op.cit.*

¹⁷⁸ « Sur la mort de Yuan Chi Kai », *op.cit.*

« la mort de Youan Chi Kai [...] ouvre l'ère des difficultés bien plus qu'elle ne la clôt »¹⁷⁹ émane d'un observateur avisé de la Chine, plus à même de détecter les difficultés à venir.

Xavier Paulès estime que la mort de Yuan Shikai ouvre « l'ère des seigneurs de la guerre »¹⁸⁰, davantage qu'elle n'achève la première phase de la République. Il nous semble pour notre part à la suite de Rodes, que la mort du dictateur vient « clore » la période de l'enfance de la République de Chine allant des espoirs issus de sa fondation à la confiscation du pouvoir démocratique par un seul homme. Si les intellectuels français nous ont permis de suivre, parfois de manière pointue les vicissitudes de ces premières années de la République, Victor Segalen s'est révélé, de par sa présence au cœur de la Chine puis au plus près du pouvoir, un guide de choix. Accaparé par les découvertes de son expédition archéologique, aucune de ses lettres ne fait mention de Yuan Shikai avant le mois de juin 1917. Pourtant, le poète exote est rattrapé par la Première Guerre mondiale, tout comme la Chine, qui se voit d'abord menacée par les appétits de son voisin japonais puis forcée de s'engager à son tour dans le premier conflit mondial.

¹⁷⁹ J. RODES, « La situation en Chine », *op.cit.*

¹⁸⁰X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 48.

Chapitre 2 : La Chine dans le premier conflit mondial (1915-1919)

Ce chapitre s'intéresse à l'entrée progressive de la Chine dans la Première Guerre mondiale, des 21 demandes japonaises en 1915, à l'issue de la Conférence de la Paix en 1919. Journalistes attirés par l'Asie et écrivain-médecin propulsé au cœur du pays se font ainsi les témoins d'une Chine qui se débat sous le joug du Japon, puis de son implication dans le conflit, jusqu'aux négociations difficiles de la Conférence de la Paix et au bouleversement intellectuel que représente le 4 Mai 1919. Ce chapitre, qui voit la Chine tenter de récupérer sa souveraineté nationale permet aussi de rappeler sa situation extérieure, celle d'un pays faible assujéti aux puissances pour qui elle ne représente rien d'autre qu'un terrain d'influence depuis le XIX^e siècle. Les traités inégaux et les difficiles relations sino-japonaises, sont amenés à peser sur la politique extérieure de la République jusqu'à sa chute en 1949. Il nous semblait donc fondamental de revenir assez longuement, par le biais de remarques contenues dans les journaux et les lettres, sur la situation extérieure de la Chine.

I. L'humiliation des 21 demandes japonaises (1915)

1) Les coups de boutoir japonais : de la prise des possessions allemandes aux 21 demandes

La prise des possessions allemandes dans le Shandong

La Chine de Yuan Shikai a affirmé sa neutralité dès le 6 août 1914, alors que l'Europe s'enfonçait dans la guerre. Pourtant, l'affaiblissement des puissances européennes laisse le champ libre à une autre puissance, asiatique celle-ci. Le Japon voit poindre l'occasion de placer la Chine, encore faible, sous son emprise.

Le premier coup de boutoir du Japon a lieu avec la prise de la baie de Kiao-tcheou [Jaozhou], dans le Shandong, possession à bail de l'Allemagne depuis 1898. La garnison principale de Qingdao, bombardée par les Japonais, leur est remise le 7 novembre 1914. En janvier 1915, alors que le Japon resserre son emprise sur la Chine, *Le Sémaphore de Marseille*, périodique régional, choisit de retranscrire ce que pense la presse chinoise de la prise de Qingdao.

« La guerre d'Europe est une bonne occasion pour le Japon de gagner la confiance de la Chine. Si après le bombardement de Tsing Tao, le Japon le rend à la Chine sans aucune condition pour que celle-ci en

fasse un port ouvert, la Chine croira tout ce qu'il lui dira ; sinon elle ne pourra plus jamais avoir confiance en ses paroles... »¹⁸¹

Marseille est le port dont partent les bateaux pour l'Asie. La ville a donc de forts liens avec l'Indochine, c'est la raison pour laquelle ce périodique peut judicieusement s'appuyer sur la presse française d'Indochine. En promettant de rétrocéder Qingdao à la Chine une fois la guerre terminée, les Nippons cherchent sans doute à endormir la méfiance chinoise. Cependant, le Japon n'a pas l'intention de s'en tenir là.

Les 21 demandes : du secret à l'ultimatum

Le 18 janvier 1915, le pays du soleil levant formule à l'égard de la Chine, une série de « 21 demandes » divisées en 5 groupes. Ces demandes sont secrètes, ce qui explique pourquoi elles ne sont pas commentées par la presse française. Il faut attendre le 13 mai, c'est-à-dire quatre jours après le règlement du « différend sino-japonais »¹⁸² pour connaître la teneur de ces 21 demandes, analysées par le sérieux *Journal des débats politiques et littéraires*. Le premier groupe de demandes japonaises concerne la province du Shandong. Contrairement à ce qu'il avait affirmé lors de la prise de Qingdao, le Japon n'a nullement l'intention de rétrocéder la province à la Chine et lui demande au contraire de reconnaître « les dispositions prises avec l'Allemagne »¹⁸³ ; le deuxième groupe et le troisième groupe de demandes concernent respectivement des concessions territoriales en Mandchourie et en Mongolie ainsi que l'octroi au Japon de la grande compagnie minière et métallurgique Hanu-Ye-Ping ; le quatrième groupe impose au gouvernement chinois « de n'aliéner ni concéder à bail aucun port, baie ou île chinoise. »¹⁸⁴ Les puissances européennes considèrent que ces demandes, dans leur ensemble, ne font que prolonger des droits déjà existants ou ne reprennent que des ambitions traditionnelles du Japon, notamment à propos de la Mandchourie¹⁸⁵. Mais c'est le cinquième groupe, considéré comme « le plus inquiétant »¹⁸⁶ qui va cristalliser les tensions. Il tendait à imposer à la Chine une police mixte sino-japonaise et un arsenal sous contrôle sino-japonais. En bref, « appliquées à la police, l'armée et à l'administration chinoises, [les demandes du

¹⁸¹ Cité par « L'opinion chinoise et la guerre européenne, *Le Sémaphore de Marseille*, 21 janvier 1915. Ce journal précise qu'il s'appuie sur des témoignages parus dans *La revue indochinoise* d'Hanoï.

¹⁸² Appelé ainsi dans les journaux français.

¹⁸³ « Le règlement du différend sino-japonais », *Journal des Débats Politiques et Littéraires* », 13 mai 1915.

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ P. GROSSER, *L'Histoire du monde se fait en Asie - une autre vision du XX^e siècle*, *op.cit.* p. 80.

¹⁸⁶ *Ibid.*

groupe cinq] contiennent en puissance l'établissement d'un protectorat. Elles visent la mise à l'écart des autres colonisateurs, dont certains sont alliés au Japon. »¹⁸⁷

Ces injonctions sont inacceptables pour la Chine, qui ne peut y voir qu'une mise sous tutelle de son pays. Elle refuse donc ces demandes. Les choses s'accroissent le 7 mai 1915, alors que le Japon présente à nouveau à la Chine treize demandes allégées du groupe cinq, le plus dangereux à l'échelle internationale. Ces demandes sont assorties d'un ultimatum, « exigeant l'acceptation pure et simple des demandes dans un délai de 48 heures. »¹⁸⁸ Cet ultimatum, commenté par tous les titres de la presse française fait craindre « une guerre sino-japonaise. »¹⁸⁹

Les journaux devinent que Yuan Shikai tentera de faire appel aux puissances étrangères, mais, dès le 8 mai, prédisent son échec. Les journaux orientés à droite sont à ce sujet les plus réalistes. « L'Europe a autre chose à faire que de s'occuper de la Chine », rappelle *Le Gaulois*. « C'est dire si le Japon a les mains libres et que (*sic*) l'Angleterre même se borne à donner par la presse des conseils de modération. »¹⁹⁰

De fait, les journaux de droite ont raison. Michel Vié dans son article consacré au Japon durant la Première Guerre mondiale confirme que « de Londres, ne viennent que des conseils de prudence. Des États-Unis, William Jennings Bryan (1860-1925) n'envoie que deux notes à Tokyo. »¹⁹¹ Cette frilosité américaine peut être expliquée par la politique de la « porte ouverte et l'égalité des chances économiques. »¹⁹² Cette doctrine américaine appliquée à la Chine à partir de 1899 cherchait à freiner l'emprise étrangère en Chine en affirmant la nécessité de laisser le marché chinois ouvert à tous les étrangers. C'est donc plutôt un moyen pour les États-Unis d'assurer leur propre accès au marché chinois en pratiquant la non-discrimination commerciale et le libre-échange. Yuan Shikai n'a donc rien à attendre des Américains. L'Angleterre de son côté, bien que méfiante vis-à-vis des prétentions japonaises, était liée à l'empire nippon par une alliance renouvelée depuis 1902 qu'il lui semblait nécessaire de

¹⁸⁷ Michel VIÉ, « Le Japon pendant la Première Guerre mondiale : fonctionnement de l'État et politique extérieure », *Ebisu. Études japonaises*, n° 53 (10 décembre 2016), pp. 53-76, <https://doi.org/10.4000/ebisu.1839>.

¹⁸⁸ « Bulletin du Jour – le Japon en Chine », *Le Temps*, 13 mai 1915.

¹⁸⁹ Cette idée est notamment reprise à partir du 12 mai, date à laquelle 5 quotidiens font part de leur soulagement alors que le danger est écarté.

¹⁹⁰ « L'ultimatum du Japon à la Chine », *Le Gaulois*, 8 mai 1915.

¹⁹¹ Michel VIÉ, *op.cit.*

¹⁹² Shin-Ichi YAMAMURO, « L'empire du Japon et le choc de la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 249, n° 1 (27 mai 2013), pp. 5-32, <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2013-1-page-5.htm>.

maintenir « afin de réguler l'action du Japon en Asie et d'intégrer le Japon dans une stratégie d'encerclement de l'Allemagne. »¹⁹³

Ainsi, la Chine se retrouve affaiblie et isolée. Yuan Shikai sait bien qu'il ne pourra faire face militairement au Japon. C'est pourquoi « sans attendre l'échéance fatale, la république chinoise s'incline, préférant se résigner à des concessions que sa faiblesse militaire la mettait dans l'impossibilité de ne pas accorder. »¹⁹⁴ Ces concessions affaiblissent durablement le dictateur chinois sur le plan national comme international tant ce renoncement est considéré comme une véritable humiliation pour la Chine¹⁹⁵.

Mais alors que le différend sino-japonais semble s'éloigner, les journalistes français cherchent à tirer les leçons de cet épisode, relayé aussi bien par la presse nationale que par celle des régions, ce qui montre combien cet évènement a été perçu comme important. Avec cet épisode, l'Asie vient de faire une entrée fracassante dans les affaires européennes, jetant une lumière crue sur la perte d'influence de l'Occident au profit d'un nouvel arrivant vorace : le Japon.

2) La prise de conscience de l'affaiblissement européen

La prise de Qingdao par le Japon apparaît d'abord comme une excellente nouvelle pour les Français, qui y voient un affaiblissement bienvenu de l'ennemi allemand. Cependant, à mesure que s'éloigne l'inquiétude liée à un conflit armé faisant suite aux 21 demandes, les Français s'interrogent sur ce que cette crise révélerait de l'affaiblissement d'une Europe engluée dans la Première Guerre mondiale.

La prise de Qingdao : la ruine de l'influence allemande en Chine

La lettre remise à Paul Painlevé datant de 1917 montre que l'expulsion de l'Allemagne par le Japon n'a pas commencé par la prise de Qingdao le 7 novembre 1914. Dès le 15 août de la même année, écrit la lettre, « le gouvernement japonais adresse à l'Allemagne un ultimatum lui enjoignant : 1° de retirer immédiatement ses navires de guerre des eaux chinoises et japonaises ; 2° de livrer sans condition aux autorités japonaises avant le 15 septembre, tout le territoire de Kiao-tcheou cédé à bail par la Chine, en vue de son retour éventuel à celle-ci. Ces demandes

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ « Bulletin du jour », *Le Temps*, 13 mai 1915, *op.cit.*

¹⁹⁵ Pierre GROSSER indique que le 9 mai, échéance de l'ultimatum, est officiellement « jour de l'humiliation nationale » durant la décennie de Nankin, de 1927 à 1940. Dans *l'Histoire du monde se fait en Asie*, *op.cit.*, p. 85.

avaient pour but de « préserver l'Extrême-Orient de toute cause de perturbations et de sauvegarder l'intérêt général sur lequel est fondée l'alliance anglo-japonaise »¹⁹⁶. Devant le refus de Guillaume II de céder à l'ultimatum, les Japonais débarquent dans la baie de Jiaozhou [Kiao-tcheou]. *La Croix* raconte dans son numéro du 28 janvier 1915, la facilité avec laquelle l'armée nippone remporte « les collines qui entouraient la baie » puis commente, le 25 octobre, le bombardement de Qingdao. Elle se félicite de « la chute de l'établissement allemand constitué avec tant de peine et de dépenses dans la baie de Kiao-Tcheou et dont nos ennemis étaient si fiers »¹⁹⁷. Le journal catholique ne se prive pas de se moquer « des Allemands encore soumis au service militaire » qui, en provenance de toute la Chine, « étaient venus s'enfermer à Tsing-Tao. Il y avait là les chefs des principales maisons de commerces, les professeurs des grandes écoles qui s'efforçaient d'infuser aux Célestes la "Kultur" germanique, les meilleurs agents de l'influence allemande en Extrême-Orient. [...] Il est bien intéressant de relire aujourd'hui ces fanfaronnades, en les comparant au simple et sobre rapport officiel japonais qui vient d'être publié. »¹⁹⁸ De fait, le 7 novembre, deux heures et demie après le début de l'assaut final, les Allemands « hissaient le drapeau blanc sur l'observatoire, livrant la ville et les forts à peu près intacts. »¹⁹⁹

La prise de Qingdao est accueillie avec joie par les Français qui y voient un anéantissement de l'influence allemande en Chine. Le journal *La France* explique combien cette perte est importante pour l'influence de l'Allemagne : « La chute de Tsing-Tao c'est la fin de la colonie de Kiao-tcheou, le plus beau fleuron du domaine colonial allemand »²⁰⁰. [...] La chute de la colonie met fin à la zone d'influence et aux concessions que l'Allemagne s'était ménagées dans la province du Shandong. De plus, Qingdao était donc la pointe avancée des relations commerciales de l'Allemagne avec la Chine et « était en passe de constituer le premier port de la Chine du Nord » comme l'explique *L'Indépendant du Cher*²⁰¹, bien renseigné. Ainsi, la colonie de Qingdao étant tombée aux mains des Japonais, c'est la ruine du prestige allemand et de son influence en Chine, au profit de l'alliance anglo-nippone.

¹⁹⁶ « Lettre de la fédération des amitiés franco-chinoises à Paul Painlevé », 7 mai 1917, A.N Fonds Painlevé, 313AP/129.

¹⁹⁷ « Lettre de Chine », *La Croix*, 28 janvier 1915.

¹⁹⁸ « Lettre de Chine », *op.cit.*

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ « En Extrême-Orient, la prise de Tsing-Tao », *Le France*, 9 novembre 1914.

²⁰¹ « Tsing-Tao a capitulé », *L'Indépendant du Cher*, 10 novembre 1914

Cependant, après la crise des 21 demandes, les journaux se font l'écho d'une prise de conscience française. Au-delà de l'Allemagne, cette crise ne symboliserait-elle pas la faillite de l'Europe tout entière ?

L'Europe impérialiste, responsable des appétits du Japon ?

En effet, on observe, au lendemain du règlement de la crise de nombreux reproches formulés à l'encontre de l'Europe coloniale. Pour de nombreux journalistes cette crise est due à la politique impérialiste menée en Chine par l'Europe elle-même. *Le Journal des débats*, livre à ce sujet un article accusateur dans son numéro du 10 mai 1915. Il est probable que cet article intitulé sobrement « Le différend sino-japonais » soit l'œuvre du directeur du journal, Étienne Brandy de Nalèche. Celui-ci a suivi une formation de diplomate, qui le mène de la direction politique du Quai d'Orsay, à l'ambassade de Vienne. Il explique ainsi :

« La politique des sphères d'influence en Chine dont Guillaume II fut l'initiateur est l'une des plus détestables inventions politiques de la fin du siècle dernier. La plupart des puissances européennes n'ont pas la conscience nette à ce sujet. Si elles avaient eu des idées politiques à la place de simples convoitises, elles n'auraient point médité de dépecer cet immense empire de plusieurs centaines de millions d'habitants, assoupi dans la décrépitude d'une civilisation autrefois raffinée. Elles se seraient bornées à l'abandonner à son pacifisme philosophique et à y faire du bon commerce. Mais, sous prétexte d'y introduire la civilisation, on y a introduit surtout des instruments de destruction. [...] Aujourd'hui l'Europe n'est plus maîtresse d'arrêter le cours d'événements qu'elle a préparés inconsciemment. »²⁰²

En effet, l'empire chinois était considéré « comme un énorme gâteau »²⁰³, que les puissances occidentales ont peu à peu colonisé et découpé afin d'y étendre leur propre influence culturelle et économique. Des traités tiennent ainsi la Chine à la merci des puissances depuis les guerres de l'opium au XIX^e siècle. Celles-ci concèdent au Royaume-Uni et à la France l'ouverture de seize ports chinois, la cessation à perpétuité de l'île de Hong Kong à la Couronne britannique ainsi que le paiement d'une indemnité, de même que la légalisation de l'opium britannique, l'établissement de légation permanente à Pékin et l'autorisation de libre circulation dans tout le pays²⁰⁴. À l'issue de la deuxième guerre de l'opium (1858), la France gagne par ailleurs le droit d'établir des concessions dans des villes importantes comme Shanghai et Tientsin²⁰⁵. Ces traités sont appelés par les Chinois « traités inégaux » et la République n'aura de cesse de les faire abolir.

²⁰² « Le différend sino-japonais », *Le Journal Des Débats Politiques et Littéraires*, 10 mai 1915.

²⁰³ F. FARJENEL, *À travers la Révolution chinoise*, op.cit. p. 34.

²⁰⁴ X. PAULÉS, « 1839, la Chine sous le feu des Anglais », *L'Histoire* n°467, janvier 2020, pp. 30-41.

²⁰⁵ Les concessions sont des zones des villes chinoises placées sous administration étrangère.

Une deuxième étape dans la mise à genoux de la Chine intervient en 1895. Après s'être partagé l'Afrique, les Européens cherchent à se tailler « un morceau de la Chine »²⁰⁶ afin d'accroître leur pénétration économique dans l'Empire du milieu. C'est ce que l'on appelle « le dépècement de la Chine » ou *le break up of China*. C'est bien Guillaume II qui ouvre le bal en 1895, avec l'octroi de la colonie de Qingdao, sans doute pour contrebalancer son retard dans la « course au clocher » africain. Cependant, en accusant l'Allemagne, *Le Journal des débats* semble oublier que la France comme les autres puissances européennes se font octroyer de nombreux territoires à bail, des exploitations minières, des voies ferrées ou des compagnies de navigation fluviale. »²⁰⁷ Le dépècement aboutit donc à une mise en coupe réglée économique et territoriale de la Chine qui, dès lors, perd toute souveraineté sur de grandes parties de son territoire²⁰⁸. À l'aube du XX^e siècle, la Chine se considère elle-même comme une semi-colonie. Ces appétits impérialistes expliquent en partie ceux du Japon, tenu à l'écart de la colonisation européenne, et qui craint par ailleurs pour sa propre sécurité. Il choisit alors « dévorer [lui]-même sous peine d'être dévoré »²⁰⁹ selon une formule en vogue en 1895. Par ailleurs, les dirigeants japonais de la fin de l'ère Meiji souhaitent faire de leur pays un « grand pays », c'est-à-dire une grande puissance reconnue par les Occidentaux²¹⁰.

Enfin, les observateurs s'accordent à dire que c'est bien la guerre européenne qui laisse le champ libre au Japon. Dès le 8 mai, *La Libre Parole*²¹¹ note que « les Japonais ont compris que la crise européenne leur offrait une occasion exceptionnelle de développer leurs plans en Asie. »²¹²

C'est donc bien ce vide, laissé par les puissances européennes qui permet l'ascension d'une puissance asiatique sur la scène internationale.

3) Le Japon, une puissance qui monte sur la scène internationale

Les premiers succès japonais en Asie puis en Europe

²⁰⁶ P. GROSSER, *L'Histoire du monde se fait en Asie - une autre vision du XX^e siècle*, op.cit. p. 51.

²⁰⁷ Jean-François BRUN, « Intervention armée en Chine : l'expédition internationale de 1900-1901 », *Revue historique des armées*, n° 258 (15 mars 2010), pp. 14-45, <http://journals.openedition.org/rha/6914>.

²⁰⁸ Voir carte possessions étrangères

²⁰⁹ Pierre-François SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*, Paris, Perrin, 2010 p. 482.

²¹⁰ P-F. SOUYRI, *ibid.*

²¹¹ Ce journal, fondé par le polémiste Édouard Drumont en 1892 s'est surtout fait connaître pour sa dénonciation violente de certains scandales de la Troisième République et pour son antisémitisme exacerbé durant l'Affaire Dreyfus. Depuis 1910 le quotidien, dirigé par Louis Bazire, a adouci sa ligne éditoriale, qui devient celle d'un journal catholique de tendance libérale.

²¹² LE RENSEIGNÉ, « L'ultimatum japonais », *La Libre Parole*, 8 mai 1915.

L'irruption du Japon comme puissance sur laquelle compter ne date pas de l'ultimatum du 7 mai 1915. En effet, le pays accumule les victoires depuis la fin du XIX^e siècle. C'est ainsi qu'il remporte la première guerre sino-japonaise (1894-1895) qui lui permet de donner un premier coup de dent à l'intégrité territoriale de la Chine. Le traité de Shimonoseki qui avait entériné la victoire nippone à l'issue de cette première guerre sino-japonaise avait en effet permis au Japon de faire main basse sur Taïwan ainsi que la péninsule du Lianonig, en Mandchourie. Le traité reconnaissait aussi « l'indépendance de la Corée »²¹³ vis-à-vis de la Chine : la péninsule coréenne devenait donc un protectorat japonais.

Mais cette victoire, qui restait celle d'un « peuple jaune » sur un autre, se trouve soudain confirmée dix ans plus tard lorsque les Nippons remportent, contre toute attente, la guerre russo-japonaise (1904-1905). Ce succès produit une très forte impression en Europe : pour la première fois une nation de couleur a vaincu une nation blanche. Cette victoire soulève parallèlement un très fort espoir chez les peuples asiatiques et explique que le Japon soit désormais considéré comme un modèle car il a su retourner contre elles-mêmes les techniques de guerres occidentales. C'est pourquoi de nombreux Chinois vont se former au Japon, aussi bien que dans les Universités occidentales. Le Japon incarne donc le rôle du passeur entre la Chine et l'Occident. Ainsi, comme le rappelle l'historien Shin-Ichi Yamamuro, spécialiste japonais de la Première Guerre mondiale, cette victoire a provoqué un « bouleversement de la perception du monde dès avant la Première Guerre mondiale. »²¹⁴ De plus, le Japon a présenté cette guerre russo-japonaise comme une guerre « de civilisations » opposant la monarchie constitutionnelle nippone à la tyrannie russe²¹⁵.

Une Chine toujours considérée comme arriérée et passive...

De ce fait, le Japon emprunte à l'Occident un vocabulaire qui le place du côté des nations civilisées, rejetant les autres, et surtout la Chine, au rang de pays arriéré et « barbare ». C'est d'autant plus facile que, dans les dépêches des journaux français de 1915, la Chine n'est jamais actrice de son propre destin. Ainsi *La Libre Parole* évoque le 8 mai « la faiblesse de la Chine » tandis que d'autres périodiques estiment toujours que la masse chinoise n'est pas apte à prendre conscience des enjeux politiques qui secouent le pays : de fait écrit *Le Temps*, malgré la poigne

²¹³ Michel VIÉ, « La Mandchourie et la « Question d'Extrême-Orient », 1880-1910 », *Cipango. Cahiers d'études japonaises*, n° 18 (1 juin 2011) pp.19-78, <https://doi.org/10.4000/cipango.1515>.

²¹⁴ Shin-Ichi YAMAMURO, « La Première Guerre mondiale dans l'histoire de l'Asie orientale : un regard japonais », *Ebisu. Études japonaises*, n° 53 (10 décembre 2016), pp. 13-51, <https://doi.org/10.4000/ebisu.1820>.

²¹⁵ S. YAMAMURO, « L'empire du Japon et le choc de la Première Guerre mondiale ». *op.cit.*

et la « politique habile »²¹⁶ de Yuan Shikai, « la conscience politique [du peuple] n'est pas assez nette encore pour qu'il affirme de toute son énergie ses aspirations. »²¹⁷

Les 21 demandes et la crise qui s'ensuit sont une fois de plus un prétexte à ne voir la Chine que comme un gâteau dont on se partagerait les parts. Le Japon, en excluant l'Allemagne, est venu rebattre les cartes du partage de la Chine et affirmer un expansionnisme vorace. Ainsi en mai 1915 cet « équilibre des puissances » qui, selon certains, garantissait l'existence de la Chine²¹⁸, est balayé par les volontés d'expansion du Japon.

Le Japon, une puissance coloniale hissée au rang de grande puissance au sortir de la crise

Sans doute est-ce là l'une des conséquences majeures de l'incident des 21 demandes : les Français prennent conscience de la puissance mais aussi de l'opportunisme du Japon, qui profite de la diminution de l'influence européenne en Chine pour avancer ses pions. Ainsi que l'exprime Pierre-François Souyri, l'impérialisme japonais est « tardif mais offensif. »²¹⁹

On observe, chez les journaux penchant à droite, une admiration certaine pour ce Japon « actif et entreprenant »²²⁰. En effet, les qualificatifs élogieux abondent dans leurs articles, notamment après l'achèvement de l'incident, comme si les chroniqueurs français, portant un regard rétrospectif sur l'action japonaise, en tiraient des conclusions : *la Libre Parole*, ancien journal d'extrême-droite devenu organe de la droite catholique, évoque « un trait de génie »²²¹, tandis que dans le « Bulletin du jour », rubrique qui a remplacé « Le bulletin de l'étranger », *Le Temps* approuve son « tact, sa mesure »²²². Dans plusieurs journaux, le Japon est loué *a posteriori* pour sa gestion de la crise, et son « désir d'entente avec ses voisins » lorsqu'il a accepté d'alléger un programme « trop humiliant. »²²³ Les Nippons se montrent magnanimes et responsables en évitant un conflit.

²¹⁶ « Bulletin du jour », *Le Temps*, 9 mai 1915.

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ « L'opinion chinoise de la guerre européenne », *Le Sémaphore de Marseille*, 21 janvier 1915.

²¹⁹ P-F.SOUYRI, *op.cit.*, p. 482.

²²⁰ Ces termes sont employés à la fois dans *La Libre Parole*, 10 mai 1915 et dans le « Bulletin du jour », *Le Temps*, 13 mai 1915.

²²¹ *La Libre Parole*, *op.cit.*

²²² « Bulletin du jour », *Le Temps*, *op.cit.*

²²³ G. LAURENCE, « La Chine », *L'indépendant du Cher*, 20 mai 1915.

Finalement, c'est *Le Temps* qui résume le mieux le sentiment général dans une formule dithyrambique : « L'évolution de l'empire du Soleil Levant suit la marche ascensionnelle prévue et la puissance nippone monte à l'horizon. »²²⁴

Les journaux conservateurs vont même plus loin : dans leurs articles, le Japon se voit doté d'une mission civilisatrice pour la Chine, à l'instar des puissances européennes. On peut lire dans *Le Temps* : « Le Japon, actif et entreprenant, saura tirer parti de cette situation pour mettre de l'ordre et de la vie dans l'existence insouciant de cette Chine immense où la révolution soi-disant moderniste n'a su que modifier l'apparence d'une institution moyenâgeuse, sans d'ailleurs parvenir à rien changer aux mœurs empiriques des habitants. Les Chinois apprécieront cette ingérence dans leur existence touffue suivant les avantages et les profits qu'elle rapportera. »²²⁵ Ici, très clairement, *Le Temps* fait du Japon le pacificateur de la Chine, celui qui saura ramener l'ordre et faire de la Chine une nation moderne, oubliant ce que le Japon doit, dans sa construction, à l'Empire du milieu. On observe à ce propos un changement de ton significatif entre les articles du *Temps* du 9 et ceux du 13 mai. Si le premier reconnaissait à Yuan Shikai des qualités d'homme fort, il n'en n'est plus question quatre jours plus tard. Dans cette phrase condescendante, la Chine est renvoyée à son statut d'éternelle mineure, qui tirera des bienfaits d'un maître jaune. Peut-être faut-il voir dans cette inflexion celle du point de vue de la diplomatie française qui renoue avec le « républicanisme colonial » en vogue depuis le début du XX^e siècle.

En effet, cette glorification japonaise ne semble pas nouvelle en France puisque Paul Vibert, économiste, publiciste et chargé du cours de colonisation pratique et comparée à la Sorbonne, déclare dès 1904 : « Ils [les Japonais] marchent à la tête de la civilisation en Extrême-Orient. On dit d'eux – et c'est un honneur pour nous – qu'ils sont les Français d'Extrême-Orient. »²²⁶ Paul Vibert est un républicain avancé, qualifié de « républicain colonial »²²⁷, convaincu des bienfaits de l'impérialisme, français en particulier. Cet exemple prouve que l'identification du Japon à la France en termes de colonialisme n'est pas nouvelle. La Corée, protectorat japonais en 1905 est officiellement devenue une colonie en 1910, et les considérations du *Temps*, journal

²²⁴ « Bulletin du jour », *Le Temps*, *op.cit.*

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ Jean-François GRAZIANI, « Les Japonais sont-ils les Français d'Extrême-Orient ? Statut du Japon et légitimation de l'impérialisme linguistique dans le cours de colonisation pratique et comparée de Paul Vibert », Société japonaise de didactique du Français sur https://www.jstage.jst.go.jp/article/rjdf/7/2/7_KJ00009936867/pdf p. 25. (consulté le 13 juillet 2020).

²²⁷ *Ibid.* p. 28.

républicain proche des cercles du Quai d'Orsay, viennent confirmer que le Japon est désormais considéré comme une puissance coloniale à part entière par les puissances européennes.

Le journal qui se demandait, quoique légèrement, si « les prétentions du Japon [...] garantiss[ai]ent la souveraineté et l'intégrité de la Chine »²²⁸ le 9 mai 1915, fait mine de croire le Japon lorsque, le 13 mai, celui-ci « se défend d'avoir voulu établir en Chine son protectorat ou une domination quelconque »²²⁹, venant une fois de plus illustrer un changement de ton en faveur du Japon. Nul doute que la glorification du Japon colonial est aussi un moyen de glorifier subrepticement l'action « civilisatrice » d'une autre puissance : celle de la France.

Effectivement, le Japon semble désormais bel et bien intégré au cercle des grandes puissances : les journaux tentent de convaincre que cette mainmise du Japon sur la Chine sera aussi un atout pour les nations européennes : Georges Laurence pour *L'indépendant du Cher* explique que la décision du Japon de chasser les Allemands de Qingdao « a lié sa cause à celle de la Triple-entente »²³⁰, ce qui en fait un allié non négligeable dans une guerre devenue mondiale. *Le Temps*, de son côté, veut croire que les concessions obtenues par le Japon en Chine seront un débouché pour l'Europe. Il explique :

« Mais pour mettre en valeur les droits acquis, tâche à laquelle ne suffisent ni ses ressources financières ni celles de ses clients chinois, le Japon s'adressera naturellement aux marchés d'Europe ou d'Amérique, et c'est ainsi que pourra se rétablir l'équilibre qui paraît actuellement rompu en faveur de l'empire nippon. »²³¹

L'influence européenne – et avant tout française – serait donc sauvée puisque le Japon offrirait des débouchés commerciaux.

Dans ce concert de voix depuis longtemps favorables au Japon, il faut s'arrêter sur une voix dissonante, d'autant plus importante qu'elle émane d'un homme politique et intellectuel de renom, grand connaisseur du Japon :

Georges Clemenceau, le dépit d'un japonophile

En 1898, Georges Clemenceau est l'homme qui publie dans son journal *L'Aurore*, le fameux « J'accuse » d'Émile Zola qui signe la naissance des « intellectuels »²³². Clemenceau

²²⁸ « Bulletin du jour », *op.cit.*

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ Georges LAURENCE, *ibid.*

²³¹ « Bulletin du jour », *op.cit.*

²³² Il écrit ainsi dans *L'Aurore* du 23 janvier 1898 au lendemain de « J'Accuse » : « N'est-ce pas un signe, tous ces intellectuels venus de tous les coins de l'horizon, qui se groupent sur une idée et s'y tiennent inébranlables ? [...] ».

lui-même appartient à cette catégorie selon Jean-Jacques Becker. En effet, ce « médecin, écrivain et amateur d'art »²³³, est titulaire d'une thèse de doctorat soutenue en 1865. Entré en politique dès 1876, Clemenceau s'en détache un temps pour se consacrer au journalisme. Collectionneur d'art éclectique et passionné, Clemenceau nourrit pour l'Asie un intérêt tout particulier.

L'attrait de Georges Clemenceau pour l'Asie, et tout particulièrement pour le Japon, est désormais bien connu grâce à l'exposition *Le Tigre et l'Asie* qui s'est tenue au Musée Guimet en 2014²³⁴ et aux travaux de Matthieu Séguéla²³⁵. Clemenceau devient, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, un collectionneur passionné d'art japonais²³⁶. Cependant, il s'y intéresse aussi politiquement, notamment grâce à son amitié avec le prince Saionji Kinmochi, aristocrate de Kyoto et comme d'autres, estime que la victoire du Japon sur la Russie en 1904 est « capitale dans l'histoire de l'Asie »²³⁷. Pourtant, les 21 demandes entraînent un désenchantement de ce fidèle ami du Japon. Georges Clemenceau siège à la Chambre des députés (1876) puis au Sénat (1902). Directeur de *La Justice*, puis de *L'Aurore* à l'époque de l'Affaire Dreyfus, il a fondé le 6 mai 1913 un nouveau journal intitulé *L'Homme libre* dont il est le rédacteur en chef. C'est dans les trois premières colonnes de ce journal qu'il s'exprime le 12 mai 1915.

« La Chine et le Japon ont été à deux doigts de la guerre [...] La Chine est immense et le Japon petit. Mais qu'est-ce que le plus grand troupeau d'hommes sans armes, sans discipline, sans organisation, devant une phalange d'hommes puissamment liés, armés et résolus ? À les considérer sous les principaux aspects de la pénétration intellectuelle et de l'obstination de la poursuite de l'idée, les Chinois qui nous ont précédés de si loin dans l'œuvre du développement humain ont été et demeurent, malgré les apparences, l'un des premiers peuples du monde. Les Japonais l'ont bien compris puisqu'ils ont commencé par se faire leurs élèves, jusqu'au jour où ils ont cru devoir poursuivre leur fortune en se mettant à l'école de l'Européen pour faire face, du même coup à l'Orient et l'Occident.

C'est qu'une immense ambition leur est venue : barrer la route aux hommes blancs pour grignoter tout à leur aise le frère jaune, excellent. [...] En attendant que l'Afrique se soit dénégriifiée, le marché chinois, démesuré, apparaît comme la plus belle proie. Il est bien entendu que le régime de "la porte ouverte" en laisse libre accès à chacun mais le principe admis, il n'est gouvernement qui, en vertu de "droits

²³³ Jean-Jacques BECKER, *Le traité de Versailles, Que sais-je ?*, n° 3643 (2002), <https://www.cairn.info/le-traite-de-versailles--9782130529668-page-23.htm>.

²³⁴ Clemenceau, *Le Tigre et l'Asie*, exposition au Musée Guimet, Paris, du 12 mars au 16 juin 2014.

²³⁵ Matthieu SÉGUÉLA, *Georges Clemenceau ou la tentation du Japon*, Paris, CNRS, 2014, ouvrage tiré de sa thèse, Georges Clemenceau et l'Extrême-Orient, sous la direction de Maurice Vaisse, soutenue en 2011.

²³⁶ M. SÉGUÉLA, « Le Japonisme de Georges Clemenceau », *Ebisu - Études Japonaises* 27, n° 1 (2001) p. 12, <https://doi.org/10.3406/ebisu.2001.1122>.

²³⁷ Jean BAUBÉROT, « Matthieu Séguéla, Clemenceau ou la tentation du Japon, Paris, CNRS éditions, 2014, 472 p. », *Ebisu. Études japonaises*, n° 51 (11 novembre 2014), <http://journals.openedition.org/ebisu/1531>.

antérieurs" ne s'empresse de se tailler à la mesure de ses appétits, un domaine particulier. Je ne dis rien de la Chine parce qu'il est entendu *a principio*, qu'elle se laissera faire [...]

Très humblement, le gouvernement japonais s'est dit que, puisqu'il laissait l'Europe se débrouiller tout à son aise, il se trouvait avoir les mains libres à l'heure même où les puissances militaires de l'Occident se voyaient neutralisées. Ainsi la tentation d'en tirer profit ne pouvait manquer de surgir dans l'esprit d'un peuple conquérant. Ce qui fait qu'un beau jour la nouvelle est parvenue de propositions de Tokyo à Pékin lesquelles aboutissaient tout simplement à une conquête pacifique de la Chine par le Japon.

[...] Voilà de la diplomatie au grand jour, qui explique suffisamment que le gouvernement de Tokyo ait retiré, en dernière heure, celles de ses demandes qui avaient suscité des observations trop justifiées. [...] Je parle d'une apparence de mise au point parce qu'entre diplomates d'Extrême-Orient tout ce qui semble acquis le soir s'ouvre à de nouvelles discussions le matin. Je ne garantirai donc pas que l'ultimatum japonais retiré ne pût être suivi de quelques sous ultimatum à venir. La faiblesse nippone est dans le vif sentiment de sa force militaire, qui le conduit à un langage comminatoire, que de grandes puissances ne lui permettent pas de pousser jusqu'au bout. La force de la Chine est dans un invincible entêtement d'inerte résistance que rien ne peut lasser. Le temps fera la suite de cette histoire pour nos petits-neveux et les petits-neveux de nos petits-neveux. [...] »²³⁸

Cet article dont nous avons extrait les passages principaux, nous apparaît comme une bonne conclusion sur l'affaire des 21 demandes, puisque Clemenceau en reprend les points d'achoppements majeurs. Tout d'abord, cet article est l'exact contrepoint de la glorification coloniale que nous avons déjà mentionnée. Farouchement anticolonialiste, Clemenceau, au contraire de ces confrères ne fait pas de la Chine une puissance mineure : il rappelle au contraire ce que le Japon doit à la Chine – dont il fut l'« élève ». Déjà en 1885 face à Jules Ferry, il défendait que la différence entre les races ne vient pas de la couleur de peau mais de leur rapport « à la puissance émancipatrice du travail »²³⁹ que la Chine a inculqué la première au Japon. De plus il estime que l'inertie de la « masse » raillée par ses collègues journalistes est au contraire l'une des forces de la Chine, car il s'agit d'une résistance passive « que rien ne peut lasser ». Clemenceau ne peut accepter les appétits du Japon. Il utilise à ce sujet la métaphore de la chasse, comme si le Japon était un prédateur : « grignoter, appétit, proie ». Alors que les journaux de droite tenaient l'intégrité de la Chine pour élément négligeable, Clemenceau explicite concrètement la conséquence des 21 demandes : il s'agit « tout simplement [d']une conquête pacifique du Japon ». L'adjectif « pacifique » a beau adoucir l'objet, c'est bien de colonialisme qu'il s'agit, ce qu'il abhorre. Il rappelle la faiblesse de l'Europe qui a laissé le champ libre à la violence de l'ultimatum japonais dont il pressent, en bon connaisseur de l'Asie, qu'il ne

²³⁸ Georges CLEMENCEAU, « Chine, Europe, Japon », *L'Homme libre*, 12 mai 1915.

²³⁹ J. BAUBÉROT, *op.cit.*

marquera pas la fin des visées expansionnistes du Japon. La dernière phrase citée ici prend pour le lecteur contemporain des accents prémonitoires.

Georges Clemenceau, dans son journal *L'Homme Libre*, fait donc entendre une voix discordante dans la presse française à l'issue de la cacophonie des 21 demandes. Malgré l'allègement des exhortations, Yuan Shikai n'a pu empêcher un nouveau morcellement de son pays, grignoté par les Japonais. Cet échec affaiblit considérablement son pouvoir. Dès 1914, la Chine se trouve une fois de plus prise au piège des Puissances en recherche d'influence, cela d'autant plus que la Première Guerre mondiale est en passe de bousculer l'équilibre colonial acquis au XIX^e siècle. À la mort de Yuan Shikai, la Chine choisit de prendre une part plus active au premier conflit mondial.

II. De l'envoi de main-d'œuvre à la déclaration de guerre à l'Allemagne : la Chine actrice du premier conflit mondial

1) La Chine, force d'appoint dans la Première Guerre mondiale : l'envoi de travailleurs chinois en France (1916-1917)

Alors que la Chine a proclamé dès 1914 sa « neutralité absolue », elle contribue au conflit comme pourvoyeuse de main-d'œuvre aux pays de la Triple-Entente dès 1914. Ce sont près de 140 000 travailleurs chinois qui sont acheminés pour faire tourner les usines françaises et anglaises à partir de mai 1916.

Pourquoi la Chine envoie-t-elle des travailleurs en Europe ? Desserrer l'étau de l'indemnité des Boxers

L'accord signé le 4 mai 1916 entre la Chine et la France prévoit l'arrivée en France de «1 700 travailleurs chinois [pour] renforcer les équipes d'ouvriers coloniaux (Annamites, Kabyles et autres Africains du Nord) qui sont employés depuis quelques mois déjà par les établissements de la guerre et par les industriels travaillant pour la défense nationale. »²⁴⁰

Comme l'explique Li Ma, il n'était pas question pour les Alliés de laisser la Chine de Yuan Shikai envoyer des soldats en France, au moment même où Yuan cherchait à redevenir

²⁴⁰*Le Figaro*, 23 août 1916 cité par <https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2017/08/11/26010-20170811ARTFIG00223-il-y-a-100-ans-l-entree-de-la-chine-dans-la-premiere-guerre-mondiale.php>. Consulté le 22 mars 2020.

empereur. La Chine représentait néanmoins un formidable vivier de 350 millions d'âmes, comme le soulignent les journaux : « La Chine peut fournir un gros appoint dans le domaine du ravitaillement et de la main-d'œuvre, ce qui est loin d'être négligeable. Par ailleurs, elle donnera tout ce qu'on voudra lui faire donner. »²⁴¹ De son côté le gouvernement chinois de Yuan Shikai y voit un double avantage. Cet envoi de main-d'œuvre lui permet de préserver une neutralité de façade, et surtout, peut permettre à la Chine de desserrer l'étau de l'indemnité des Boxers qui l'étrangle financièrement depuis 1901 :

En 1900, la révolte des Boxers avait été marquée par son caractère violemment anti-étrangers. Soutenus dans un premier temps par la dynastie impériale des Qing, les Boxers, principalement des paysans du Nord du Zhili s'étaient attaqués aux Missions étrangères installées dans les campagnes avant d'entrer dans Pékin et d'assiéger durant deux mois les légations étrangères²⁴². Seule une intervention Occidentale avait permis de libérer les légations. La Chine impériale avait été lourdement punie pour la mort des missionnaires et populations étrangères. Elle fut condamnée à payer aux huit puissances étrangères lésées²⁴³ une indemnité de 450 millions de taëls sur une durée de trente-neuf ans, garantie par les recettes des douanes et de la gabelle²⁴⁴. Selon Liang Hongling, « compte tenu des intérêts (4 %) et des taux de conversion, le total s'élevait en réalité à plus de 980 millions de taëls et représentait quatre fois le budget annuel de la Chine. »²⁴⁵ Cette soumission économique empêchait ainsi tout espoir pour la Chine de se relever économiquement, et resserrait encore un peu plus sur le pays la tutelle étrangère, assise lors des guerres de l'opium.

Aussi, selon Li Ma, l'envoi massif de main-d'œuvre en France est un moyen pour la République chinoise de desserrer légèrement l'étau économique que représente l'indemnité des Boxers : la Chine va ainsi pouvoir « renégocier les prêts, [et] obtenir le droit de revoir à la hausse ses tarifs douaniers pour favoriser ses industries. »²⁴⁶

²⁴¹ « La Chine déclare la guerre », *Le Journal*, 15 août 1917.

²⁴² Siège de la représentation diplomatique d'un pays avant qu'il ne soit élevé au rang d'ambassade. La légation de France en Chine est élevée au rang d'ambassade en 1936. (notice attachée à « Pékin (légation puis ambassade) Archives diplomatiques sur <https://francearchives.fr/findingaid/4290e89321cb60e5e9546638bcc82d9e7009d220>)

²⁴³ Anglais, Français, Russes, Japonais, Américains, Allemands, Autrichiens et Italiens.

²⁴⁴ Yan YAN, « La France dans les négociations de paix après le mouvement des Boxeurs, en Chine », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 34, n° 2 (1 décembre 2011) pp.31-42, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2011-2-page-31.htm>.

²⁴⁵ Hongling LIANG, « La colonialité intellectuelle dans l'histoire de la Chine moderne : de la « Bourse scolaire de l'indemnité des Boxers » à l'Institut franco-chinois de Lyon », *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化. Journal of Global Cultural Studies*, n° 9 (1 décembre 2014), <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/transtexts/515>.

²⁴⁶ Cité par Jordan POUILLE, « Les travailleurs chinois, oubliés de la Grande Guerre, publié le 3 mai 2018 sur <https://www.centenaire.org/fr> consulté le 22 avril 2020.

Entre 1916 et 1918, ce sont donc près de 140 000 travailleurs qui furent envoyés en Europe²⁴⁷ dont 40 000 pour la France et 90 000 pour le Royaume-Uni. La presse se fait l'écho paternel de l'arrivée des 1 700 premiers travailleurs chinois à Paris en août 1916. *L'Excelsior* du 22 août 1916 consacre une double page d'articles et de photographies à « ces travailleurs [...] recrutés avec un soin particulier. Ils sont en majorité habitants de la Chine du Nord, plus capables que les Annamites de résister au climat de notre pays. Le rapport médical constate d'ailleurs d'une manière générale la vigueur de la grande majorité des sujets examinés et ses conclusions sont encourageantes pour la continuation du recrutement. »²⁴⁸ La légende qui accompagne les photographies précise qu'il s'agit là de « forgerons, maçons, peintres, électriciens, chaudronniers etc. »²⁴⁹ En somme il s'agit d'ouvriers peu qualifiés mais dotés d'un savoir-faire utile en temps de guerre pour remplacer la main-d'œuvre partie au front.

Recruter des travailleurs chinois : Le regard de Victor Segalen, médecin et poète chargé de mission

Comme l'expliquent Sylvie Demurger, Martin Fournier et Annie Au-Yeung dans leur article « Assistance et éducation des travailleurs chinois – le rôle du Mouvement Travail-Études » paru en 2011, c'est une compagnie privée, la compagnie Huimin qui a organisé le premier recrutement de cette vague de travailleurs chinois arrivés en France en août 1916²⁵⁰. Pourtant, le ministère du travail français choisit d'effectuer un recrutement parallèle, qui s'appuie sur une association chinoise appelée Association d'étude frugale. Son promoteur est Li Yuying professeur à l'Université de Pékin de tendance anarchiste, fasciné par la France depuis son premier voyage en 1903. Nous reviendrons sur ce personnage qui va se révéler être le pivot des échanges intellectuels entre la France et la Chine à travers notamment la création du Mouvement Études-Travail et la fondation de diverses institutions intellectuelles franco-chinoises²⁵¹. Par ce biais, l'État français reprend la main sur la sélection des travailleurs chinois. Il nomme ainsi le Commandant Louis Grillet, inspecteur du travail, à la tête d'une mission en Chine. Louis Grillet est chargé à la fois de recruter des travailleurs chinois mais aussi d'établir

²⁴⁷ Sylvie DÉMURGER, Martin FOURNIER, et Annie AU-YEUNG, « Assistance et éducation des travailleurs chinois pendant la Grande Guerre - Le rôle du Mouvement Travail-Études », dans *Les travailleurs chinois dans la Première Guerre Mondiale*, ed. by L. MA, éd. par ouvrage collectif édité par Li MA (CNRS Éditions, 2012), 323-43, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00642494>. p. 4.

²⁴⁸ Cité par Jean-Paul DESROCHES, « Les travailleurs chinois en France » dans « Les Chinois en France », *les cahiers du comité d'histoire*, Cahier n°18 (2004) p. 12.

²⁴⁹ « Cinq mille Chinois vont venir en France travailler aux ateliers de guerre », *L'Excelsior*, 22 août 1916.

²⁵⁰ S. DÉMURGER, M. FOURNIER, et A. AU-YEUNG, « Assistance et éducation des travailleurs chinois pendant la Grande Guerre - Le rôle du Mouvement Travail-Études » *ibid.* p. 9.

²⁵¹ Voir partie 3, chapitre 1.

« un plan d'action pour le développement en Chine de l'influence et de la culture françaises. »²⁵²

Les archives du sinologue Édouard Chavannes permettent de penser qu'on l'a sollicité pour proposer des sinologues de talent à adjoindre à cette « mission Grillet ». Édouard Chavannes (1865-1918) est en effet le « Maître » incontesté de tous les jeunes intellectuels passionnés par la Chine, de Paul Pelliot à Marcel Granet, sans oublier Victor Segalen qui échange avec lui de nombreuses lettres pour l'informer de ses découvertes archéologiques lors du voyage entrepris en 1914. Agrégé de philosophie, professeur de langue chinoise au Collège de France depuis 1893 et membre de l'Institut, Chavannes est considéré par ses pairs et disciples comme « le premier sinologue complet »²⁵³. En effet, au contraire de ses prédécesseurs qui n'ont de la Chine qu'une connaissance académique, Chavannes « combin[e] le double avantage d'une bonne technique universitaire et de la connaissance du pays. »²⁵⁴ Ses carnets personnels, conservés au Musée Guimet, émaillés de dessins et de croquis réalisés lors de ses voyages, témoignent de sa vive attention aux changements politiques et sociaux que connaît le pays. L'aura scientifique de ce grand érudit contribue donc grandement au rayonnement de la sinologie française. Il semble que dans un premier temps, Édouard Chavannes ait proposé le nom de Léon Arousseau, professeur à l'École Française d'Extrême-Orient pour accompagner²⁵⁵ la mission menée par Louis Grillet.

Mais c'est finalement Victor Segalen – peut-être sur les conseils de Chavannes également – qui est détaché des Services de la Marine pour « être adjoint à la mission française chargée du recrutement de la main-d'œuvre chinoise, [et plus particulièrement] du recrutement de cette main-d'œuvre dans les provinces du Sud de la Chine. »²⁵⁶ Son voyage archéologique ayant été interrompu dès août 1914, Victor Segalen officie comme médecin à l'hôpital militaire de Brest où il a retrouvé femme et enfants. Il repart pour la Chine à la fin de l'année 1916 et, en

²⁵² Nicole BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, sur <https://books.openedition.org/pur/65234?lang=fr>.

²⁵³ « Les études chinoises » par Paul Pelliot, conférence prononcée à l'École Libre des Hautes Études le 26 janvier 1945, Collège de France, 16 CDF 334 Paul Pelliot.

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ Dans une lettre du 30 novembre 1916 adressée à Léon Arousseau, Chavannes écrit : « M. Chassigneux que vous connaissez je crois, en partie d'une mission militaire chargée de recruter des travailleurs chinois : comme il cherchait des personnes compétentes à rattacher à ses missions je me suis permis de lui signaler votre nom mais en le priant de vous demander d'abord votre avis. », Fonds personnel d'Édouard Chavannes, Musée Guimet.

²⁵⁶ « Lettre du ministère de la guerre–direction des troupes coloniales–service de l'organisation des travailleurs coloniaux en France à Monsieur le ministre de la Marine », 6 décembre 1916 dans V. SEGALLEN, *Correspondance II. 1912-1919*.

mars 1917, le commandant Grillet l'affecte à Nankin puis à Shanghai pour recruter des ouvriers plus qualifiés. Segalen décrit à ses proches le déroulement de sa mission :

« On a, de six heures du matin à trois heures de l'après-midi, réexaminé et embarqué à bord de *L'Empire*, 1800 coolies du Chantoung [Shandong] et du nord du Kiang Sou [Gansu]. De bons types de laboureurs, bons garçons et pouvant faire bonne besogne. Ils sont vêtus de neuf, lavés, trillés (*sic*) déjà. Je n'ai jamais vu foule chinoise si appétissante. Ils doivent compléter les 7 à 8 000 que l'on a déjà reçus en France. »²⁵⁷

Comme le précise Li Ma les Chinois recrutés venaient pour la plupart des provinces de l'Est de la Chine, et principalement du Shandong, réputé pour disposer d'hommes plus robustes²⁵⁸. Le peuple chinois apparaît de plus comme « remarquablement intelligent, travailleur, discipliné, riche. »²⁵⁹ Les remarques de Segalen illustrent le regard porté sur les Chinois par une majorité de Français de l'époque. « Ici, j'examine des "travailleurs" chinois (on ne dit plus des coolies depuis la République). »²⁶⁰ précise-t-il à son fils Yvon, tout en continuant d'utiliser le terme dans d'autres lettres. Le terme *coolie* désignait au XIX^e les travailleurs coloniaux contraints de travailler dans les plantations de coton, dans des conditions proches de l'esclavage. Une photographie, présentée dans *L'Excelsior* pour illustrer l'arrivée à Paris du premier contingent de travailleurs chinois, illustre en tous points les remarques de Victor Segalen. Intitulée « L'habillement des coolies »²⁶¹, on y voit des recrues asiatiques vêtues d'un costume clair, et que l'on coiffe du casque colonial. Comme l'explique Vincent Szingler, l'utilisation du terme « coolies » est encore une expression courante mais qui demeure limitée aux opérations de recrutement. En effet, ce terme est connoté négativement et il est malhabile de l'employer dès lors « qu'il s'agissait de faire accepter [cette main-d'œuvre] par les services administratifs et les employeurs privés. »²⁶² Ainsi, comme le démontre la correspondance privée de Victor Segalen, la coloration coloniale demeure très prégnante et est le fait des recruteurs français comme anglais.

Les travaux récents consacrés à ces « bras » venus travailler pour la France, ont jeté une lumière crue sur des conditions de travail très difficiles réservées aux ouvriers chinois.

²⁵⁷ Lettre à Yvonne Segalen, 8 mars 1917, dans V. SEGALEN. *Correspondances t. 2, op.cit.*

²⁵⁸ Li MA, *La Chine et la Grande Guerre*, Paris, CNRS, 2019, p. 133

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ Lettre à Yvon Segalen, 2 avril 1917, dans V. SEGALEN, *Correspondance II. 1912-1919. Correspondance t. 2, op.cit.*

²⁶¹ « Cinq mille Chinois vont venir en France travailler aux ateliers de guerre », *L'Excelsior*, 22 août 1916.

²⁶² Vincent SZLINGIER, « Des "Chinois" parmi les « Coloniaux » ; La catégorisation des travailleurs chinois employés par la France pendant la Première Guerre mondiale », dans *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, éd. par Li MA, *op.cit.* pp. 369-86, <http://books.openedition.org/editionscnrs/17082>.

Les conditions de vie des travailleurs chinois en France entre 1916 et 1925

Le colloque dirigé par Li Ma en 2013 s'est longuement arrêté sur les conditions de vie réservées en France à ces travailleurs chinois, qui pour certains, aidèrent même à la reconstruction de la France. L'entrée de la Chine dans le conflit place ces travailleurs en position d'alliés. Dès lors ils semblent devenir un peu plus que de simples « coolies » coloniaux : le Service d'Organisation des Travailleurs Coloniaux indique que les Chinois sont « des travailleurs libres », et qu'ils devaient « être traités comme des alliés et n'être en aucun cas l'objet ni d'insultes ni de mauvais traitements. »²⁶³

Pourtant, bien qu'ils aient signé un contrat de travail, les conditions de vie de ces travailleurs sont difficiles. Ces derniers logent dans des camps visant à les tenir à l'écart de la population française comme dans celui de La Rochelle décrit par Hu Xinyu et Martine Raibaud²⁶⁴. Leur salaire est de 5 francs pour une journée de 10 heures.²⁶⁵ Ils sont le plus souvent affectés à des tâches pénibles comme des travaux de terrassement, du travail à l'usine ou dans les mines. Si, on l'a vu, ces travailleurs venus de Chine sont loués pour leur force et leur docilité, les journaux font peu de cas de leurs difficiles conditions de vie. Il semble ici pertinent de s'intéresser à un article du journal *Le Pêle-Mêle*, sous-titré « Journal humoristique hebdomadaire ». Dans son édition du 19 mai 1918, le journal relate une visite au camp des "Chinks", surnom raciste donné aux Chinois par les Britanniques. Il écrit :

« Dans l'exécution de leur travail, [les Chinois] sont fort appliqués. Mais ils ont leurs méthodes à eux et c'est le diable de les en faire déborder.

Il y avait quelque part, un tas de pierres de la grosseur de pavés, à transporter à quelque distance, pour débarrasser la voie. Une équipe de Chinois en fut chargée.

On pensait qu'ils allaient mettre les pierres dans une brouette et les rouler ainsi jusqu'à destination. Ils avaient des pelles pour faire ce chargement.

Mais les "Chinks" ne voyaient pas la chose ainsi. Un à un, chaque Chinois ramassa une pierre avec les mains et sa pierre, il la déposa avec précaution sur une pelle. Alors, employant la pelle par le manche, il transporta ainsi la pierre où il fallait.

L'ordre, dans les camps chinois est assuré par des sous-officiers, qu'on a nommés parmi les sujets d'élite de la bande exotique. Il est rarement troublé. Mais lorsque quelque infraction est commise, les Chinois sont punis comme ils le seraient en Chine.

²⁶³ Note du SOTC au ministère des travaux public, 17 septembre 1917, citée par V. SZLINGIER, *op.cit.*

²⁶⁴ Voir Xinyu HU et Martine RAIBAUD, « Le camp chinois de La Rochelle-Pallice (1919-1921) », dans *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, *op.cit.* 2019, pp. 177-200, <http://books.openedition.org/editions-cnrs/16995>.

²⁶⁵ Cela correspond au salaire des ouvriers européens de l'époque. Cependant, des frais sont prélevés journalièrement pour la nourriture et les frais d'habillement et médicaux, ce qui donne un salaire net de 2,25F par jour (d'après Li MA, *La Chine et la Grande Guerre*, *op.cit.*, p. 128.)

On les met aux fers on les expose à la risée de leurs camarades avec, dans le dos, une pancarte où leur délit est indiqué en chinois. C'est là la peine qu'ils redoutent le plus. »²⁶⁶

En plus de décrire avec ironie le travail difficile auquel les Chinois sont cantonnés, l'article révèle aussi, sans s'en offusquer, l'usage d'une violence qui est le fait d'une administration militaire, étudiée par Céline Regnard²⁶⁷ et Laurent Dornel. Cette violence, utilisée comme « forme d'assujettissement »²⁶⁸ révèle que les camps des travailleurs chinois sont autant d'îlots de domination au cœur même de la métropole.

Ainsi, les conditions de vie des Chinois font l'objet d'une relative indifférence de la part des journaux français. Néanmoins, un timide hommage semble rendu à ces travailleurs par le quotidien *Le Temps*, dans un supplément d'une quinzaine de pages agrémenté de photographies, paru en septembre 1919. Après avoir rappelé les accords qui permirent l'envoi de main-d'œuvre en France, le journal retranscrit le « chant des travailleurs chinois », un « morceau remarquable, non seulement par la poésie de l'inspiration que la traduction rend malheureusement d'une façon imparfaite, mais aussi par le sentiment généreux qui l'a dicté à son auteur. »²⁶⁹

La Chine semble donc, dans un premier temps, se contenter de jouer les figurants dans le premier conflit mondial. Cependant en août 1917, soit près d'un an après la mort de Yuan Shikai, elle choisit de s'engager sur la scène internationale en déclarant la guerre à l'Allemagne et l'Autriche.

2) La Chine entre dans le conflit mondial (1917)

La Chine déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche et retrouve une place d'actrice sur la scène internationale.

²⁶⁶ « Au camp des "Chinks", *Le Pêle-Mêle*, 19 mai 1918.

²⁶⁷ Céline REGNARD, dans *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, op.cit. 265-84, <http://books.openedition.org/editions-cnrs/17034>.

²⁶⁸ Laurent DORNEL, « Les travailleurs chinois vus par l'administration militaire française (1914-1918) : assignation, identification et représentations », dans *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*, *ibid.*

²⁶⁹ « Marchons, marchons toujours d'un pas léger, avec peu de bagages à l'épaule. Guidés par la lumineuse clarté de notre bonne étoile, nous suivons la longue route, ni la chaleur, ni le froid, ni la guerre nous arrêtent/ Depuis que nous avons quitté la terre de nos aïeux, nous avons traversé bien des monts et des mers, sans craindre la fatigue. /Fils du Saint continent—que le ciel nous protège ! - Nous estimons l'agriculteur et favorisons l'artisan, mais jamais nous n'abusons de la force... » Marchons, marchons toujours ! Les hommes sont frères. Une armée nombreuse de travailleurs se lève pour le labeur et reconstruira pour toi, humanité, l'édifice de la Paix ! » dans *Le Temps*, supplément de septembre 1919, *Le Temps*, septembre 1919 dans A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/204.

L'Allemagne a fait le choix, depuis le 1^{er} février 1917, de mener une « guerre sous-marine à outrance »²⁷⁰ afin d'obliger les pays neutres à entrer dans le conflit. Les États-Unis sont les premiers à annoncer leur rupture diplomatique avec l'Allemagne, le 5 février. La Chine leur emboîte le pas le 13 mars 1917. Comme l'exprime *L'Écho de Paris* cette décision « est le résultat direct de l'entrée des États-Unis dans le conflit »²⁷¹. Cet acte diplomatique permet à la Chine de reprendre un semblant d'activité sur la scène internationale : la Lettre de la fédération des amitiés franco-chinoises de Paris raconte ainsi les négociations entre la Chine et l'Allemagne, du 9 février 1917 où « le gouvernement chinois proteste contre la guerre sous-marine menée par l'Allemagne au « projet de rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne » proposé dès le 11 mars par le Président chinois Li Yuanhong et son Premier ministre Duan Qirui. Ces remarques semblent faire écho aux négociations infructueuses menées avec le Japon deux ans plus tôt, lors de l'épisode des 21 demandes. Cette fois pourtant, c'est la Chine qui choisit d'entrer en conflit ouvert.

Le 14 août, face à l'échec des négociations avec l'Allemagne, la Chine déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche. Cette décision, qui lui offre une place au sein de la Triple-Entente, (France, Royaume-Uni, Russie), vient rompre son isolement diplomatique et lui offre ainsi des soutiens face au Japon. Elle choisit donc « de se joindre aux puissances alliées et de contraindre le Japon à la traiter comme telle. »²⁷² En prenant le parti de la Triple-Entente, comme le Japon, la Chine fait de l'ennemi d'hier, un allié de circonstance. Par ailleurs, grâce à cet engagement, la Chine mise sur l'avenir : « Cette intervention [contre l'Allemagne] lui procurerait en outre l'avantage de pouvoir faire entendre sa voix au futur Congrès de la Paix. »²⁷³ explique la lettre à Painlevé déjà citée et le journal *La Liberté*²⁷⁴, ajoute que « cette intervention avait l'immense avantage [...] de poser devant la future conférence, le problème du Pacifique. »²⁷⁵ En s'engageant de pied ferme aux côtés des alliés, la Chine compte donc bien prendre la place qui lui revient à la Conférence de la Paix qui s'ouvrira à l'issue du conflit.

En cette année 1917, la République de Chine semble enfin pouvoir s'intégrer aux nations agissantes, ce que confirment les gros titres des journaux : lors de l'épisode des 21 demandes, la Chine apparaissait toujours contrainte et passive (« l'ultimatum du Japon à la Chine » par exemple, le Japon est présenté comme acteur, la Chine comme simple réceptrice), tandis qu'elle

²⁷⁰ Lettre de la Fédération des amitiés franco-chinoises, A.N Fonds Painlevé 7 mai 1917.

²⁷¹ PERTINAX, « La Chine déclare la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche », *L'Écho de Paris*, 15 août 1917.

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ Journal fondé en 1865, de tradition libérale républicaine modérée.

²⁷⁵ « La Chine en guerre », *La Liberté*, 15 août 1917.

reprend ici une place de sujet : « La Chine en guerre » titre *La Liberté* le 15 août 1917, « La Chine déclare la guerre à l'Allemagne » affirme, *Le Figaro*. De son côté, Auguste Gérard, qui fut ambassadeur de France en Chine durant la guerre sino-japonaise, encense le nouvel allié dans les colonnes du *Petit Journal* :

« La terre de Confucius, le grand pays où a été, six siècles avant le Christ, proclamée et mise en pratique la doctrine de l'identité entre la morale publique et la morale privée des États ne pouvait, dans la lutte présente de la civilisation et du droit contre la barbarie, qu'être, comme l'a décidé son nouveau gouvernement, du parti et de l'armée des Alliés. »²⁷⁶

Cette déclaration de guerre à l'Allemagne englobe la Chine dans une lutte commune de la « civilisation contre la barbarie », et cette fois, la Chine se trouve bien aux côtés des puissances civilisées. Tout comme l'avait fait le Japon, ces éléments de langage sont utilisés pour justifier le conflit. Que la Chine soit désormais associée à des valeurs positives synonymes de progrès dans le discours d'un ambassadeur, illustre son possible changement de statut aux yeux des puissances occidentales.

Sur le plan intérieur, cette déclaration de guerre fait apparaître les militaires comme les nouveaux hommes forts de la Chine.

Sur le plan de la politique intérieure chinoise, cette déclaration de guerre à l'Allemagne marque aussi la victoire du militaire Duan Qirui, au détriment du Président Li Huanhong.

Li Huanhong, vice-président de Yuan Shikai a pris sa suite en tant que président de la République de Chine dès la mort du dictateur. C'est un homme respecté, qui est considéré par Edmond Rottach comme « le chef de la révolution [de Wuchang] »²⁷⁷. Il a pour Premier ministre Duan Qirui, ancien fidèle de Yuan Shikai. Li Huanhong a rouvert le parlement dès septembre 1916, permettant aux membres du Guomindang de reprendre leur place dans les deux chambres. Duan Qirui souhaitait une déclaration de guerre à l'Allemagne dès mai 1917. Cependant, il ne parvient pas à « imposer sa politique de guerre aux hésitations du président Li Huan Hung [Li Huanhong] et aux inquiétudes parlementaires hantées par la peur des prétoires. »²⁷⁸ Face à ce refus de Li Huanhong, Duan Qirui dissout le parlement.

L'ascension de ce militaire, ancien soldat de l'armée de Yuan Shikai formé dans une école militaire allemande, apparaît en quelques mots dans les carnets personnels d'Édouard

²⁷⁶ A. GÉRARD, « La Chine contre l'Allemagne », *Le Petit Journal*, 15 août 1915.

²⁷⁷ E. ROTTACH, *La Chine en Révolution*, *op.cit.* p. 50.

²⁷⁸ « La Chine déclare la guerre », *Le Journal*, 15 août 1917.

Chavannes. Celui-ci note dans son carnet le 20 juillet 1917 : « L'auteur de tout ce mal [...] est Touan Ki Jouei [Duan Qirui] ; il a forcé la main de Li Yuan Hong pour dissoudre le parlement. Il déclare que la révolution chinoise aurait dû imiter la Révolution française et mettre à mort tous les réactionnaires. Le parti militaire du Nord [...] aussi bien que Touan Ki Jouei, sont militaristes ; il est [...] pour la déclaration de guerre à l'Allemagne. »²⁷⁹ De fait, Duan Qirui parvient à ses fins puisque la Chine déclare la guerre à l'Allemagne en août 1917. Plusieurs quotidiens confirment que la déclaration de guerre à l'Allemagne constitue une victoire pour le parti des « interventionnistes » mené par Duan Qirui : en effet, ni le Parlement, ni Li Huanhong n'ont pu s'opposer longtemps « aux influences militaristes à la faveur de la guerre »²⁸⁰.

Ce coup de force du parti des militaires préfigure l'ère des seigneurs de la guerre, ces officiers qui domineront la politique intérieure de la Chine durant les années suivantes. La division de la Chine et la nomination d'homme de paille à la solde des militaires sont déjà à l'œuvre. En effet tandis que la Chine du Sud refuse cette entrée en guerre, Li Huanhong démissionne. Un nouveau président, Feng Guozhang, est nommé, à qui Duan Qirui, toujours Premier ministre, impose rapidement ses vues. Certains Français estiment que la nomination de Feng Guozhang représente un habile compromis entre un pouvoir fort et une démocratie contenue. Auguste Gérard, ancien ambassadeur de France en Chine salue en ces termes cette nomination :

« Tous ces ministres [du cabinet du nouveau Président] appartiennent, comme le Président Feng lui-même, au parti républicain modéré, c'est-à-dire aux républicains de gouvernement qui comprennent que la République doit reposer sur les principes d'ordre et d'autorité en même temps que de liberté. Déjà le Président du Conseil, le général Touan, a fait connaître que le nouveau cabinet n'entend nullement se passer du concours du Parlement mais que le Parlement doit, de son côté, conformément à la Constitution, ne pas rendre impossible par son obstruction ou opposition systématique l'exercice du pouvoir. »²⁸¹

On peut considérer que c'est là un véritable adoubement de la politique des « militaristes » par la diplomatie française. Celle-ci voit en Duan Qirui un homme raisonnable, au contraire de Chavannes, et estime que sa politique interventionniste contre l'Allemagne en fait un allié raisonnable et « modéré » dans une Chine qui serait donc protégée des extrémistes, c'est-à-dire ici des républicains du parti Guomindang déchu. La réussite des « militaristes », tous issus des rangs de l'ancienne garde de Yuan Shikai, préfigure les tensions entre les cliques rivales des seigneurs de la guerre qui se font jour avant même la fin du conflit mondial.

²⁷⁹ 20 juillet 1917, Carnets personnels d'Édouard Chavannes, musée Guimet.

²⁸⁰ « La Chine en guerre », *La Liberté*, *op.cit.*

²⁸¹ A. GÉRARD, « La Chine contre l'Allemagne », *op.cit.*

Sur un plan extérieur, la Première Guerre mondiale a donc permis à la Chine, désormais aux mains des militaires, de desserrer le joug des puissances coloniales qui l'entravait depuis le XIX^e siècle. Pour contrer le coup de force que constituent les 21 demandes japonaises de 1915, la Chine s'engage peu à peu dans le premier conflit mondial. Si elle joue d'abord les seconds rôles en envoyant une main-d'œuvre peu payée travailler dans les usines européennes, sa déclaration de guerre à l'Allemagne et à l'Autriche la hisse dans le camp des Alliés. Le supplément du *Temps* rend compte en 1919 de ce changement de paradigme :

« Le temps n'est plus où l'étude de la Chine à l'étranger était le domaine exclusif des sinologues, des artistes, des amateurs d'arts nouveaux. La Chine est entrée depuis sa révolution de 1911 et surtout depuis la guerre mondiale sur la scène politique où se jouent quotidiennement les destinées des nations. On en a fini de la Chine « pays charmant » qu'on imaginait contrée si lointaine et si étrange qu'on renonçait à la connaître dans sa vie intérieure, dans ses ressources, dans ses possibilités de toutes sortes. Ce pays a pris pour un grand nombre d'étrangers un aspect concret ; son avenir est envisagé, scruté dans la vision très nette d'une participation certaine à la vie politique et économique de plus en plus mêlée et solidaire de tous les peuples. »²⁸²

Alors qu'une Conférence pour la paix prend forme dès la mi-novembre 1918, la Chine espère effectivement avoir son mot à dire et récupérer sa souveraineté sur certains territoires. Cela d'autant plus qu'elle est aux prises à de graves troubles intérieurs dus aux luttes intestines des seigneurs de la guerre. Sur le plan international, l'année 1919 se présente selon les mots de Frank Dikötter, comme « l'âge de l'ouverture »²⁸³ pour la Chine.

III. 1919 : Déceptions chinoises à la Conférence de la Paix et ébullition sociale et culturelle du 4 Mai

1) La Conférence de la Paix : espoirs et déceptions de la délégation chinoise

Les espoirs de la Chine, incarnés par Wellington Koo

Lors de la Conférence de la Paix qui s'ouvre à Versailles le 18 janvier 1919, trente-deux pays, dont le Japon, sont représentés. Seule l'Allemagne n'est pas conviée. Cette conférence a pour but de régler les préliminaires de paix, mais aussi de poser les règles de la future Société des Nations, voulue par le Président américain Woodrow Wilson.

²⁸² *Le Temps*, supplément de septembre 1919, *op.cit.*

²⁸³ Frank DIKÖTTER, *The Age of Openness, China before Mao*, *op.cit.* 2008.

Par un télégramme du 12 janvier, la Chine rappelle sa participation au conflit qui vient de s'achever : « La Chine avait eu tout d'abord l'intention d'envoyer en Europe plusieurs divisions de ses meilleures troupes ; le ministre de France avait été à plusieurs reprises consulté à ce sujet »²⁸⁴ avant d'ajouter qu'« un grand nombre [de travailleurs chinois] sont morts en accomplissant leur devoir, du fait de l'artillerie ennemie ou d'attaques aériennes sur les usines ou chantiers où ils travaillaient. »²⁸⁵ Par conséquent, estimant elle aussi avoir payé le prix du sang, la Chine s'attend à être payée de retour.

La délégation chinoise qui se rend à Paris compte cinq membres : Lu Zhengxiang, ministre des Affaires étrangères de Pékin, ainsi que quatre jeunes diplomates : Hou Wei teh, nommé ministre de Chine à Paris ; Alfred Scze, ministre à Londres ; Chenting Thomas Wang [C.T Wang] qui fut ministre de Sun Yat-sen à Canton, et enfin Wellington Koo, ministre de Chine aux États-Unis. Ces quatre jeunes hommes sont de brillants exemples de Chinois occidentalisés.

L'un d'entre eux est appelé à une longue carrière diplomatique : Wellington Koo, qui est issu de la très cosmopolite cité de Shanghai. Celle-ci, avec ses trois concessions – française, internationale et chinoise – illustre parfaitement la domination de l'Occident sur la Chine, ce qui a formé « le socle du patriotisme de Koo »²⁸⁶ (notre traduction), mais a aussi développé chez lui une grande compréhension des éléments non-chinois. Après des études à l'Université américaine Saint John's à Shanghai, Wellington Koo prépare un doctorat en droit et diplomatie internationale à l'Université de Columbia à New-York. En choisissant de devenir diplomate, son souhait est, dit-il, de « permettre la réalisation des réformes [en Chine], notamment dans la conduite des relations étrangères. »²⁸⁷ Wellington Koo fait donc preuve d'un nationalisme ouvert. S'il souhaite aider la Chine à retrouver sa liberté et sa souveraineté nationale, il estime que seule la coopération internationale pourra permettre à la Chine de redevenir une grande puissance. Il devient le ministre de Chine à Washington le 5 avril 1915.

La délégation chinoise attend donc beaucoup de cette Conférence de la paix. Il s'agit pour la République chinoise de reprendre enfin la main sur son propre territoire, en obtenant une révision des « traités inégaux », et la « reprise des pouvoirs judiciaires et consulaires »²⁸⁸ concédés aux Occidentaux. Enfin la Chine s'attend à se voir rétrocéder les possessions

²⁸⁴ Bulletin périodique de la presse chinoise de décembre 1918 à avril 1919 « La conférence de Paris et les relations sino-japonaises », A.N Fonds Painlevé, 313 AP/205.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ Stephen G. CRAFT, V.K. Wellington Koo and the Emergence of Modern China, University Press of Kentucky, 2004, p. 4.

²⁸⁷ Cité par S.G CRAFT, *op.cit.* p. 16.

²⁸⁸ « Dernières nouvelles », *Le Temps*, 20 janvier 1919.

allemandes du Shandong (la baie de Jiaozhou et la ville de Qingdao) saisies par les Japonais en 1914. Les Chinois placent de grands espoirs en la personne du Président américain Wilson, qu'ils considèrent comme « le plus grand homme qu'ait jamais connu l'histoire »²⁸⁹. En effet le 8 janvier 1918, Woodrow Wilson a présenté devant le Congrès américain ses Quatorze points demandant notamment des traités de paix librement consentis, une égalité des conditions de commerce, la création d'une Société des Nations, et surtout, « un ajustement libre, ouvert, absolument impartial de tous les territoires coloniaux pour lesquels les questions ayant trait à la souveraineté soient déterminées par les intérêts des populations concernées. »²⁹⁰ (notre traduction) Ce cinquième point aux visées anti-impérialistes a suscité une vague d'espoir dans les pays colonisés²⁹¹, à tel point que Wellington Koo, que sa fonction de représentant de la Chine place aux côtés de Wilson, parle des Quatorze points comme d'un « rayon d'espoir pour les peuples opprimés d'Asie. »²⁹² (Notre traduction).

La Chine peut ainsi raisonnablement espérer un soutien américain à ses demandes lors de la Conférence de la paix. Pour Koo comme pour ses collègues, il ne fait aucun doute que « Wilson restera fidèle à ses principes et convaincra les autres puissances de prendre fait et cause pour une paix basée sur les Quatorze points. »²⁹³

Cependant, la délégation chinoise doit aussi contourner une difficulté de taille : le 28 septembre 1918, l'homme fort du gouvernement de Pékin, le seigneur de la guerre Duan Qirui, a signé avec les Japonais un traité autorisant le Japon à stationner des troupes dans le Shandong en échange d'armes et d'argent.²⁹⁴ Duan Qirui est ainsi devenu l'obligé des Japonais et, ce faisant, ruine toute revendication chinoise sur la province du Shandong. Il demande donc au ministre des Affaires étrangères Lu Zhengxieng de limiter les demandes chinoises à la seule révision des traités inégaux. Mais au moment où s'ouvre la Conférence de la paix, Lu Zhengxieng est le seul parmi la délégation chinoise à connaître les clauses du traité du 28 septembre entre Duan Qirui et le Japon.

Pourtant, la « question du Shandong » devient, à partir de février 1919, l'une des questions centrales de la Conférence de la paix.

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ S.G. CRAFT, *op.cit.* p. 46.

²⁹¹ Il ne s'agit pourtant pas encore du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » que Wilson aborde le 11 février 1918 devant le Congrès américain. Et il ne vise pas les colonies asiatiques ou africaines mais les territoires de l'Empire allemand, de l'Empire austro-hongrois et de l'Empire ottoman. Dans Bruno CABANES, « Le vrai échec du traité de Versailles », <https://www.lhistoire.fr/le-vrai-echec-du-traité-de-versailles>. consulté le 28 avril 2020.

²⁹² *Ibid.* p. 47.

²⁹³ *Ibid.* p. 48.

²⁹⁴ *Ibid.* p. 50.

La question du Shandong (janvier 1919-mai 1919)

La question du Shandong et notamment « l'ancienne possession allemande Kiao-Tcheou » [Jiaozhou] est abordée pour la première fois le 30 janvier 1919, alors que le Conseil des Dix²⁹⁵ s'interroge sur « le sort des colonies allemandes »²⁹⁶. Le Japon revendique le territoire de Jiaozhou « pour des raisons géographiques »²⁹⁷ et pour un droit de conquête. Wellington Koo devient alors « le membre le plus agressif »²⁹⁸ de la délégation chinoise. Son discours « splendide »²⁹⁹ n'est étonnamment pas retranscrit par les journaux français, ceux-ci se contentant de préciser qu'il « impressionna grandement l'assistance ». Si l'on en croit Stephen Craft, l'un des biographes de Koo, dans ce discours, le diplomate présente le Shandong comme « le berceau de la civilisation, le pays natal de Confucius et Mencius, et une Terre Sainte (*Holy Land*) pour la Chine. »³⁰⁰ Il ajoute que l'entrée en guerre de la Chine avait pour but de « mettre fin au bail obtenu par l'Allemagne sur le territoire chinois. »³⁰¹

Le discours de Koo oblige les Japonais à rendre public le traité passé avec Duan Qirui, ce qui contrarie le président américain qui assure alors la Chine de son soutien.

La question du Shandong passe ensuite au second plan, pour ne revenir au cœur des discussions de la Conférence qu'au mois de mars 1919 où elle doit être présentée le 22 mars devant le Conseil des Trois – composé des représentants du Conseil des Quatre sans Orlando, Président du Conseil italien.

La délégation chinoise multiplie donc les interviews dans la presse à partir de mars 1919. Celui qui parle le plus est Zhengting Thomas Wang, appelé lui aussi à une longue carrière politique durant la décennie de Nankin où il sera connu sous le nom de C.T Wang³⁰². Comme son compatriote Wellington Koo, C.T Wang est un parfait mélange d'Orient et d'Occident. Originaire du Zhejiang, il a étudié le droit à l'Université de Yale aux États-Unis. Élu vice-président du Sénat chinois lors des élections de 1913 à trente-et-un ans seulement, il s'est

²⁹⁵ Au début de la Conférence, les grandes puissances alliées à « intérêts généraux », sont au nombre de cinq et représentées chacune par deux membres plénipotentiaires : il s'agit de la France, du Royaume-Uni, de l'Italie, des États-Unis et du Japon. Cependant les décisions prennent du temps. À partir du 24 mars 1919, pour accélérer les débats et éviter les fuites, les grandes puissances restreignent ce Conseil à un Conseil des Quatre (Clemenceau pour la France, Lloyd George pour le Royaume-Uni, Orlando pour l'Italie et Wilson pour les États-Unis). Voir Vincent LANIOL, « Faire la paix sans l'ennemi ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 42, n° 2 (14 décembre 2015), pp. 89-100, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2015-2-page-89.htm>.

²⁹⁶ « Le sort des colonies allemandes », *Le Siècle*, 30 janvier 1919.

²⁹⁷ *Ibid.*

²⁹⁸ S.G. CRAFT, V.K. Wellington Koo and the Emergence of Modern China, *op.cit.* p. 51.

²⁹⁹ « Le sort des colonies allemandes », *Le Siècle*, 30 janvier 1919.

³⁰⁰ S.G. CRAFT, *op.cit.* p. 51

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² Initiales de Chenting [transcription phonétique du pinyin Zhengjing] Thomas Wang.

vivement opposé à l'emprunt contracté par Yuan Shikai auprès des Puissances. Décrit comme un « puritain de race jaune »³⁰³ par Edmond Farjenel qui l'a plusieurs fois côtoyé, il est pourtant, lui aussi, profondément patriote. Il a rejoint en 1917 le gouvernement d'opposition créé par Sun Yat-sen à Canton, et se présente donc comme son représentant au sein de la délégation chinoise. Durant les discussions de mars-avril 1919, c'est lui qui semble porter la voix de la Chine à la conférence de la paix³⁰⁴.

Les déclarations des membres des délégations japonaises et chinoises se succèdent, puisqu'on en trouve presque une par jour entre le 22 mars et le 2 mai 1919. Sur cette question du Shandong, les visions chinoises et japonaises s'affrontent dans des déclarations à la presse puis devant les Conseils, que les journaux français retranscrivent et commentent. À travers les choix et les remarques effectués par les périodiques, on observe une polarisation de la presse française, en faveur de l'un ou l'autre camp.

Tout d'abord les deux délégations exposent un point de vue divergent sur la question du droit : *L'Action française* obtient l'interview « d'une personnalité japonaise » qui explique que les Japonais estiment que la conquête de Jiaozhou leur a octroyé des droits sur ce territoire. L'envoyé de *L'Action française* l'interroge :

« - Quels droits ?

- Ceux reconnus dans le traité de 1915. Nous rendons Kiao Tcheou à la Chine, demandant seulement l'ouverture du port au commerce libre, l'établissement d'une concession placée sous la juridiction japonaise et d'une concession placée sous la juridiction internationale. Nous sommes prêts à remettre le chemin de fer à une entreprise sino-japonaise.

[...] Nous tenons uniquement sur le terrain de notre accord de mai 1915, nous attendons avec confiance la décision de la conférence de la paix. »³⁰⁵

Comme le résume Saint-Brice³⁰⁶ dans *Le Journal*, les Japonais espèrent l'application de la convention « passée en bonne et due forme »³⁰⁷ à l'issue de la crise des 21 demandes, le 25 mai 1919. Par ce traité, le gouvernement chinois s'engageait à reconnaître tous les accords qui pourraient intervenir entre l'Allemagne et le Japon lors des négociations de paix. Le Japon quant à lui, s'engageait à rendre Jiaozhou à la Chine aux conditions que la baie de Kiao-tcheou soit ouverte comme port commercial, et qu'une concession placée sous la seule juridiction

³⁰³ F. FARJENEL, *op.cit.* p. 337.

³⁰⁴ Peut-être Wellington Koo a-t-il choisi de s'effacer, alors que son discours retentissant de janvier avait attisé la jalousie des autres membres de la délégation chinoise, qui cherchent à diminuer son influence.

³⁰⁵ « Les Japonais exposent leur point de vue au Conseil des Trois », *L'Action Française*, 27 avril 1919.

³⁰⁶ Pseudonyme de Louis de Saint-Victor de Saint-Blancard, il écrit aussi dans la *Revue de l'Asie Française*.

³⁰⁷ *Le Journal*, 23 avril 1919

japonaise soit établie ; que les Puissances étrangères puissent, si elles le désirent, établir une concession dans la baie³⁰⁸.

S'il est vrai, comme le dit Saint-Brice que les Japonais « se borne[ent] à demander l'exécution du traité », on voit que, dans la droite ligne des 21 demandes, le Japon cherche à installer son influence sur Jiaozhou.

Les Chinois quant à eux estiment, par l'intermédiaire de C.T Wang que :

« En outre, juridiquement, toute déclaration de guerre abolit les traités politiques en particulier tous ceux concernant les concessions territoriales, c'est ainsi que les juristes français déclarèrent, dès les premiers jours de la guerre en 1914 que le traité de Francfort était aboli – c'est là un principe de droit international incontestable. [...] »³⁰⁹

Ce qui signifie que, pour eux, l'entrée en guerre a rendu caduc le traité de mai 1919. Le 29 avril, un autre membre de la délégation chinoise, Hou Wei Teh, ministre de Chine à Paris estime par ailleurs que « puisque la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Chine a mis fin à tous les droits allemands à Kiao-Tcheou, le droit de retour de ce territoire est devenu un droit de possession immédiate de ce territoire, par conséquent, l'occupation continue du Japon est illégale. »³¹⁰

On voit donc que sur le principe du droit, les thèses défendues par les deux délégations sont diamétralement opposées : pour la Chine l'occupation de Jiaozhou par le Japon a été rendue caduque par la guerre et est donc illégale. Pour les Japonais au contraire, l'occupation de Jiaozhou relève d'un « droit de conquête » sanctionné par le traité du 25 mai 1919.

On observe néanmoins que les deux parties ne s'en tiennent pas à des arguments juridiques pour essayer de faire basculer à leur avantage le Conseil des Trois. C.T Wang fait appel à la persuasion et à l'émotion, en faisant vibrer à l'unisson les fibres patriotiques chinoises et européennes :

« Kiao Tcheou est le berceau de la civilisation chinoise ; ce pays natal de Confucius n'avait jamais été, avant l'occupation allemande, sous une domination étrangère, sa langue et sa race sont purement et entièrement chinoises. Kiao Tcheou, c'est la porte de Pékin, c'est la synthèse intégrante de la Chine, c'est l'Alsace-Lorraine chinoise avec cette aggravation que Kiao Tcheou n'est pas une ville de frontière ; il pourrait être comparé à Kobé du Japon, à Liverpool de l'Angleterre ou à Marseille de la France. »³¹¹

³⁰⁸ D'après *Les Vingt et une demandes et les traités et accords du 25 mai 1915 entre la Chine et le Japon. Textes et documents*, 1931, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k56993319>.

³⁰⁹ « Kiao-tcheou, le point de vue de la Chine exposé par un de ses diplomates », *Le Matin*, 25 avril 1919.

³¹⁰ « La question de Kiao-tcheou », *L'Humanité*, 29 avril 1919.

³¹¹ *Le Matin*, 25 avril 1919 *op.cit.*

Wang rappelle ainsi que le Shandong est la terre du grand philosophe chinois Confucius – argument que son collègue Wellington Koo avait déjà utilisé en janvier 1918 – mais surtout, il dit que « Kiao-tcheou est l’Alsace-Lorraine chinoise ». ³¹² Nul doute qu’il espère rallier à sa cause George Clemenceau, le représentant de la France au Conseil des Trois, qui ne pourra être insensible à cette référence aux provinces perdues que la France vient à peine de retrouver. Enfin il insiste sur la situation géographique de Jiaozhou en la comparant à des villes portuaires européennes, dont la France comme l’Angleterre – représentée par Lloyd Georges et présente au Conseil des Trois – connaissent l’importance commerciale. Enfin, dans la dernière partie de son discours, qui est retranscrit dans *La Lanterne* mais pas dans *Le Matin*, il estime que la revendication de Jiaozhou par la Chine se fait « au nom du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes » ³¹³ interpellant ainsi le Président américain. On observe donc qu’à travers cette déclaration C.T Wang cherche à impliquer personnellement chacun des membres du conseil des Trois en mettant en avant les similitudes liant la Chine à chaque pays.

Le 30 avril, le ministre des Affaires étrangères japonais, le baron Makino affirme pour sa part : « Nous avons pris l’engagement de restituer Kiao-tcheou à la Chine. Cet engagement sera tenu. [...] C’est justement parce que nul n’a le droit de douter de notre parole que nous demandons à ce qu’on nous laisse opérer nous-mêmes la restitution et qu’on ne se substitue pas à nous par un acte qui constituerait un injustifiable soupçon. » ³¹⁴ Il joue lui aussi sur la corde sensible : en accusant les puissances alliées de défiance, il les met au défi de prouver au Japon leur confiance, d’autant plus qu’il fait partie, lui aussi, du camp des vainqueurs.

De fait, la question du Shandong est si problématique que le Conseil des Trois repousse sans cesse la décision. Celle-ci est enfin connue le 2 mai 1919.

La « trahison » de Wilson expliquée par le camouflet japonais sur l’égalité des races

En première page, les gros titres de la presse française révèlent la décision de la Conférence. Dans sa rubrique « Le bulletin du jour », le *Temps* consacre ainsi dès le 2 mai, un article à « La paix du Japon ». « Le Japon obtient satisfaction » titre *L’Écho de Paris*, tandis que *L’Homme Libre* laisse transparaître son soulagement de voir la question réglée ³¹⁵. *A priori*, la satisfaction

³¹² *Ibid.*

³¹³ « Une déclaration chinoise au sujet de Kiao-tcheou », *La Lanterne*, 25 avril 1919.

³¹⁴ Stéphane LAUZANNE, « Ce que dit M Makino, Ministre des Affaires étrangères du Japon à propos de la Ligue des Nations », *Le Matin*, 30 avril 1919.

³¹⁵ « Plus d’incident japonais », *L’Homme Libre*, 3 mai 1919.

du Japon semble totale puisque, comme l'explique *Le Temps*, « aucun délai n'est fixé pour exécuter les stipulations du 25 mai 1915 »³¹⁶, c'est-à-dire pour remplir les conditions qui permettraient que le Japon rende Jiaozhou à la Chine. *Le Temps* se félicite : « Les gouvernements de l'Entente et les États-Unis liquident l'empire germanique d'Extrême-Orient sans créer entre eux aucun dissentiment. C'était l'essentiel. »³¹⁷

Mais concernant la Chine, le résultat est désastreux. La décision de la Conférence est le signe d'un revirement du Président américain Wilson qui, on s'en souvient, avait promis à Wellington Koo l'appui des États-Unis sur la question du Shandong. En fait, le Shandong est une sorte de « lot de consolation » offert au Japon pour l'apaiser ; en effet ce dernier a subi un camouflet retentissant. Il n'a pas obtenu, lors de la création de la Société des Nations, que soit accepté le principe de « l'égalité des races ».

La Conférence de la paix avait pour but de régler les traités de paix, mais aussi d'instaurer une Société des Nations, organisation qui doit conserver la paix. L'un des articles du Pacte de la SDN proposait que soit accordé « à tous les étrangers nationaux des États membres de la Société un traitement juste et égal »³¹⁸ sans aucune distinction de race ou de nationalité. Ce principe est écarté du pacte final de la SDN. Cela représente pour le Japon une véritable humiliation, car cela signifie que l'Occident refuse de reconnaître le Japon comme son égal, malgré tous les efforts fournis par celui-ci depuis 1898. Le Président américain lui-même explique, lors de la dernière session de la SDN « qu'il ne préfère pas lier cette question à l'établissement de la SDN »³¹⁹. Le baron Makino, ministre des Affaires étrangères du Japon déclare que l'honneur de son pays a été blessé, lorsqu'il découvre que ce « club des Puissances » dont il pensait faire partie, lui demeure fermé.

L'un des chroniqueurs du journal *Le Populaire*, quotidien socialiste fondé par le député Jean Longuet, fait part de sa satisfaction à voir ainsi sanctionner ce qu'il nomme « l'impérialisme » du Japon, notamment sur la Chine. Phédon, qui signe cet article, est le pseudonyme de Paul Louis, licencié ès lettres, qui s'intéresse depuis longtemps au problème du colonialisme qu'il condamne dans l'un des rares ouvrages consacrés à cette question en 1905³²⁰.

³¹⁶ « Bulletin du jour, la paix du Japon », *Le Temps*, 3 mai 1919.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ Matsunuma MIHO, « Et la SDN rejeta l'"égalité des races" », *Le Monde diplomatique*, 1 janvier 2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/MIHO/59420>.

³¹⁹ *Ibid.*

³²⁰ Paul LOUIS, *Le colonialisme*, p. 110 voir « PAUL-LOUIS [LÉVY Paul, dit]. Pseudonymes : PHÉDON, DIPLOMATICUS, FERRAL Jean, (...) -Maitron », consulté le 7 mai 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article125148>.

Auteur de nombreux ouvrages, notamment sur le mouvement ouvrier, Paul Louis voit, dans le camouflet imposé au Japon un revers pour l'impérialisme des grandes puissances, asiatiques comme européennes :

« Impérialiste comme tous les États représentés à la conférence, [le Japon] s'aperçoit que ses convoitises se heurtent à quelques résistances. Il s'était imaginé qu'il lui suffirait de demander pour obtenir et d'entreprendre pour réussir et jusqu'ici, ses mandataires ont enregistré des succès retentissants. Saionji,³²¹ Makino,³²² Matsui³²³ et autres se demandent quelle figure ils feront devant les anciens chefs de clans féodaux, maquillés en élus parlementaires lorsque viendra l'heure des explications. [...] [Le Japon] ne se rua sur la possession allemande de Kiao Tcheou que pour se créer des titres vis-à-vis de l'Europe. »³²⁴

Ainsi, la question de la rétrocession du Shandong est la question qui agite les relations sino-japonaises à la Conférence de la paix. Les deux délégations tentent de convaincre les alliés de l'importance de ce territoire pour leur souveraineté nationale. Si le Japon obtient gain de cause, c'est surtout pour atténuer l'humiliation que lui ont infligée les Puissances occidentales quelques mois plus tôt.

Cependant, dès qu'elle est connue, la rétrocession de la province du Shandong au Japon provoque la colère des étudiants chinois. Le 4 mai 1919, ils sont des milliers à manifester sur la place Tian An Men à Pékin. Ces manifestations organisées par de jeunes intellectuels sont aujourd'hui considérées comme un tournant dans l'histoire de la Chine. Cependant, quel écho les journaux français ont-ils perçu de ce bouleversement interne à la Chine, alors que, pendant ce temps, la Conférence de la paix se poursuit ?

2) Les manifestations du 4 Mai 1919 : une perception tronquée ?

Quelle place pour la Chine lors du mouvement intellectuel du 4 Mai ? L'exemple du Temps

Les manifestations du 4 Mai 1919 à Pékin sont un ensemble d'actions patriotiques menées, pour la plupart, par les étudiants chinois à l'annonce de la rétrocession du Shandong au Japon.

Mais au-delà des actions menées par une foule d'étudiants en colère, les événements du 4 Mai apparaissent avant tout comme une « révolution culturelle »³²⁵ qui vient bousculer la

³²¹ Ancien ministre japonais qui dirige la délégation nippone à la Conférence de la Paix.

³²² Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement japonais.

³²³ Représentant du Japon en France et membre de la délégation japonaise à la Conférence de Paris.

³²⁴ PHÉDON, « Le Japon impérialiste », *Le Populaire*, 24 avril 1919.

³²⁵ M.-C. BERGÈRE, « Le mouvement du 4 mai 1919 en Chine : La conjoncture économique et le rôle de la bourgeoisie nationale », *Revue Historique* 241, n° 2 (1969), pp. 309-26, <https://www.jstor.org/stable/40951285>.

vieille Chine de tradition confucéenne. Dès 1949, la Chine communiste s'est saisie de cette date pour en faire le *Youth Day*³²⁶ et a proposé sa propre interprétation de l'événement comme le point d'orgue d'une lutte contre l'impérialisme. Cependant, loin des visions stéréotypées, les historiens chinois tout comme les chercheurs étrangers se sont emparés du sujet au cours de réflexions universitaires renouvelées à chaque anniversaire du 4 Mai, de sorte que Timothy B. Weston se demande si, en 2019, l'on n'aurait pas fait le tour de la question³²⁷. Il conclut par la négative, et les riches contributions contenues dans le numéro 2 du volume 13 du *Journal of Modern Chinese History* viennent le confirmer. Alors que les historiens chinois s'interrogent aujourd'hui sur les éléments de continuités et de ruptures entre l'époque des Qing et le 4 Mai, d'autres, comme l'historien Israélien Shakar Rahav proposent une lecture connectée du mouvement intellectuel du 4 Mai, en étudiant notamment ses répliques dans d'autres villes chinoises que Pékin, mais aussi dans d'autres pays comme la Palestine, la Corée ou l'Inde³²⁸. Cette étude démontre la formidable circulation des idées et des valeurs véhiculées par les événements du 4 Mai, ce que Cai Yuanpei, Recteur de l'Université de Pékin, l'une des figures du mouvement du 4 Mai, et fervent promoteur de la collaboration franco-chinoise pour l'éducation confirme : « Aujourd'hui, le mouvement de la culture en provenance des États-Unis et d'Europe, s'est déjà déplacé vers la Chine. Libération ! Création ! Nouvelle vague de pensée ! Nouvelle vie ! Ces idées apparaissent dans tous les magazines et les journaux et ne semblent plus étranges ! »³²⁹ (notre traduction).

En effet, le mouvement du 4 Mai représente pour la jeunesse éduquée de Chine, l'apothéose du mouvement dit de la Nouvelle Culture. Ce mouvement intellectuel, mené par de jeunes professeurs avait pour but une modernisation de la société. Ses promoteurs se regroupent à l'Université de Pékin sous la houlette du Recteur de l'Université, Cai Yuanpei. Ce dernier réunit à ses côtés des intellectuels nourris depuis longtemps de diverses réflexions philosophiques comme c'est le cas de Chen Duxiu³³⁰, qui est en 1919, directeur de la Faculté de lettres, mais aussi de grands écrivains comme Hu Shih et Lu Xun. Ces hommes sont les figures de proue de cette « Jeune-Chine », abreuvée à la fois de la culture classique chinoise mais aussi « au prix de longues études dans les meilleures universités japonaises et occidentales [d']une maîtrise

³²⁶ Timothy B. WESTON, « May Fourth in three keys: revolutionary, pluralistic, and scientific », *Journal of Modern Chinese History* 13, n° 2 (3 juillet 2019), pp. 319-24, <https://doi.org/10.1080/17535654.2019.1688989>.

³²⁷ T. WESTON, *op.cit.*

³²⁸ Shakhrah RAHAV, « Beyond Beijing : May Fourth as a national and international movement », *Journal of Modern Chinese History* 13, n° 2 (3 juillet 2019), pp. 325-31, <https://doi.org/10.1080/17535654.2019.1688982>.

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ Chen Duxiu évolue vers le marxisme à partir de l'événement du 4 Mai et sera le co-fondateur en 1921 avec Li Dazhao du Parti Communiste chinois.

remarquable dans un et même parfois plusieurs domaines du savoir occidental. »³³¹ Les partisans de la Nouvelle Culture érigent « Monsieur Science » et « Monsieur démocratie »³³² en tant que valeurs fondamentales qui s'appliquent à tous les aspects de la vie. Ils entraînent avec eux la Chine dans un nouvel élan, proposant par exemple des journaux en langue vernaculaire.

Pour certains de ces jeunes gens, la France représente le modèle par excellence de la démocratie et de la science. Ainsi Chen Duxiu lance dès 1915, un journal intitulé *La Nouvelle Jeunesse*³³³ sous-titré en Français. Chen Duxiu, intellectuel révolutionnaire dont Yves Chevrier dresse un portrait sensible, s'est formé au Japon entre 1901 et 1903. Il découvre la France par ses lectures de Victor Hugo et des Encyclopédistes³³⁴, sans jamais y être allé. Dans cette seconde décennie du XX^e siècle qui s'achève, la France semble pour lui incarner toutes les valeurs chères au Mouvement de la Nouvelle Culture comme il l'exprime dans « Les Français et le monde moderne », dans le premier numéro de *La Nouvelle Jeunesse* où il attribue à la France la paternité des trois principales doctrines de la modernité : la Déclaration des droits de l'homme, l'évolutionnisme et le socialisme³³⁵.

Ainsi alors que la jeune *intelligentsia* chinoise a les yeux tournés vers la France, qu'ont saisi les journalistes français de l'agitation de la Chine ?

Il faut tout d'abord constater qu'en ce mois de mai 1919, la Chine ne fait guère la Une des journaux français. Pour le comprendre nous avons étudié les articles publiés dans *Le Temps* du 4 mai 1919 au 21 janvier 1920, date de la signature de l'ultime traité de la Conférence de la Paix.³³⁶ Sur neuf mois, les articles consacrés à la politique chinoise, intérieure et extérieure se déclinent comme suit :

Type d'article	Date	Nombre d'articles	Pourcentage
Supplément du <i>Temps</i> (16 pages)	17 septembre 1919	13	17,8 %

³³¹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 323.

³³² Yves CHEVRIER, « De l'occidentalisme à la solitude : Chen Duxiu et l'invention de la modernité chinoise », *Études chinoises*, association française d'études chinoises, 1984, 3, pp.7-34, halshs-00178581.

³³³ *Xin qingnian* 新青年.

³³⁴ Yves CHEVRIER, op.cit.

³³⁵ M. DÉTRIE, *France-Chine: quand deux mondes se rencontrent*, op.cit. p. 26.

³³⁶ Il s'agit du traité de Sèvres conclu entre les Alliés et l'Empire Ottoman.

« Bulletin du jour » rubrique qui ouvre le journal		0	4,1 %
La Chine, sujet principal		0	
Mentions dans d'autres articles	25 août 1919 « Première brèche » ; 11 novembre 1919 « Le Sénat américain et le traité » ; 19 janvier 1920 « Perspectives et devoirs.	3	
Article de plus de 20 lignes	6 mai : « Une déclaration japonaise » ; 20 mai « Les relations sino-japonaises » ; 16 juin 1919 « Un nouveau consortium » ; 1er juillet 1919 « Le Chantoung »-29 juillet 1919 « La question du Chantoung » ; 9 août 1919 « La question du Chantoung » ; 23 septembre « La tournée de propagande du président Wilson » ; 26 septembre 1919 « La situation future des Allemands » ; 27 septembre 1919 « Le Chantoung » ; 25 octobre 1919 « Chine, la persistance de différend entre le nord et le sud » ; 1 ^{er} novembre 1919 « Chine – la situation future des Allemands » ; 20 novembre « Le Sénat et le traité » ; 21 décembre « Les rapports sino-japonais » ; 23 décembre « Le nouveau cabinet et le différend nord- sud »	13	17,8 %
Déclarations de représentants chinois sans commentaire du journal	5 mai 1919 « La conférence de la paix » ; 6 mai 1919 ; 8 mai 1919 ; 10 mai 1919 : Interview de M.Yeh Kong Cho ancien vice-ministre des communications » ; 12 mai 1919 ; 30 juin 1919 ; 9 août 1919 ; 26 août 1919 ;	8	10,9 %
Interviews d'hommes politiques chinois ou japonais	26 août 1919 « Le chef de la délégation chinoise à Verdun » ; 7 décembre 1919 : Interview de Wang King Ki, professeur de droit à la Faculté de Pékin » ; 21 décembre 1919	3	4,1 %
Brèves (de moins de 20 lignes) et dépêches télégraphiques)	8 mai « La protestation de la Chine » ; 10 mai « Dépêches télégraphiques » ; 17 mai « Démission du cabinet chinois » ; 18 mai « Dépêches télégraphiques » ; 25 mai	31	41,2 %

	<p>« Débat au sénat américain avant le traité de paix » ; 27 mai : « Protestations de Chinois sudistes » (p.1) – « Le mouvement antijaponais en Chine » (p.4) ; 10 juin 1919 « Le boycottage des Japonais en Chine » ; 15 juin « Dépêche télégraphique » ; 16 juin 1919 « Départ du Vicomte Ishii » p. 2 – « dépêches télégraphiques » (p. 1) ; 19 juin 1919 « Dépêche télégraphiques » ; 25 juin 1919 « Mesures contre l'Allemagne » ; 4 juillet 1919 « L'opinion chinoise » ; 8 juillet « La délégation chinoise »- 13 juillet « Dépêches télégraphiques » ; 14 juillet 1919 : « Dépêches télégraphiques » ; 19 juillet 1919 « Le débat à Washington » ; 25 juillet « A Washington les discussions du traité de paix » ; 6 août « La Chine et l'Allemagne » ; 26 août 1919 « L'état du différend entre le nord et le sud » ; 28 août « La question du Chantoung » ; 6 septembre 1919 : « La question du Chantoung » ; 11 septembre 1919 « Chine – démission du Premier ministre » ; 12 septembre 1919 « Un démenti » ; 18 septembre 1919 ; 2 octobre 1919 « Départ du chef de la délégation chinoise » ; 15 octobre 1919 « La Chine et le traité de Versailles » ; 3 décembre 1919 « Le consortium financier et le Japon » ; 3 janvier 1920 « Mort du président Fong Kouo Tchang »</p>		
Autres	<p>9 mai 1919 « Dispositions spéciales à la Chine » ; 18 juin : « Réponse des puissances alliées et associées aux remarques de la délégation allemande sur les conditions de paix »</p>	3	4,1 %

Tableau 1 : Articles du Temps consacré à la Chine entre le 4 mai 1919 et le 20 janvier 1920

La Chine, on le voit, est loin d'être le sujet principal dans *Le Temps*. En effet, 42 % des articles consacrés au pays sont des brèves ou des dépêches télégraphiques provenant de

l'étranger. Si la Chine est bien présente dans trois des « bulletins du jour », elle ne l'est que de manière indirecte sous forme de mention, notamment à travers des déclarations du Président Wilson qui mène, entre septembre et octobre 1919, une grande tournée aux États-Unis pour promouvoir le traité de Versailles et la SDN. Aucun « Bulletin du jour » n'est consacré à la Chine elle-même. C'est compréhensible, puisque la France est elle-même aux prises avec une crise économique sans précédent, et que les questions asiatiques demeurent périphériques pour la Conférence de la Paix, et que l'Europe a déjà bien du mal à régler les questions liées à sa propre existence.

La Chine demeure néanmoins une question latente du contexte international jusqu'au dernier traité de la Conférence de la Paix. Le problème du Shandong est loin d'être réglé en mai 1919. Il est évoqué jusqu'à la fin de l'année 1919 (quatre articles de plus de 20 lignes évoquent encore uniquement cette question, trois mois après la décision du Conseil des Trois.) Cette question demeure donc un « serpent de mer » de la politique internationale de la Chine, qui s'immisce aussi dans les affaires intérieures du pays, puisque cette question renforce la partition entre Nord et Sud, venant alimenter le désordre induit par les seigneurs de la guerre.

En mai 1919, le plus gros coup d'éclat de la Chine demeure son refus de signer le traité de Versailles : « La Chine refuse de signer le traité » titre *L'Ouest-Éclair*. Le 9 septembre 1919, *Le Temps* rappelle encore que « La Chine avait demandé à signer le traité de Versailles « avec réserves », ce qui a été refusé. La Chine n'a donc pas signé le traité de Versailles le 28 juin 1919. Selon Stephen G. Craft, l'un des biographes de Wellington Koo, la délégation chinoise entendait ainsi « protester dans le but de satisfaire l'opinion publique en Chine »³³⁷. (Notre traduction).

Mais justement, qu'ont perçu les journaux français de cette « opinion chinoise » qui peut regrouper aussi bien les commerçants et ouvriers que les intellectuels du Mouvement de la Nouvelle Culture en Chine qui va bien au-delà d'actions patriotiques ?

Quelle perception des dimensions sociales et intellectuelles du 4 mai ? Diversités et temporalités

Les journaux perçoivent l'agitation de la Chine. Ainsi, *La Lanterne* note le 23 mai 1919 « un remous profond et puissant agite obscurément la vieille Chine. »³³⁸ Cependant, ils ne perçoivent que la pointe émergée de cette agitation chinoise, qui est d'ordre sociale : tout

³³⁷ S.G. CRAFT, V.K. Wellington Koo and the Emergence of Modern China. op.cit. p. 58.

³³⁸ « La Conférence applique-t-elle le principe des nationalités ? Le rôle de la France », *La Lanterne*, 23 mai 1919.

d'abord, ils observent l'agitation des étudiants et les violences qui s'ensuivent. *La Revue de l'Asie française* note : « Les étudiants, particulièrement à Pékin, ont commencé à s'agiter, organiser des réunions, à parler en public, le gouvernement a cru nécessaire d'arrêter un millier d'entre eux. Des grèves extrêmement étendues se sont organisées, les tramways de la concession internationale de Chang-hai ont cessé de circuler, le trafic a été interrompu pendant quelques jours sur le chemin de fer Chang-hai-Nankin. »³³⁹ tandis que *Le Temps* relate le 8 mai comment « 5 000 étudiants » empêchés de se rendre chez les ministres de France, d'Angleterre et des États-Unis « ont incendié la résidence privée du ministre des communications et y ont blessé le ministre de Chine à Tokio, qui venait justement d'arriver à Pékin. »³⁴⁰ Les journalistes français s'inquiètent alors de ces accès de « xénophobie »³⁴¹ comme ils les appellent, craignant sans doute pour les ressortissants français.

Le deuxième point abordé est celui du boycott des marchandises japonaises le 27 mai et le 10 juin dans des brèves du *Temps*, tandis que *La Revue de l'Asie française* observe : « Des boutiques, pour s'associer à la grève ont fermé. [...] Mais surtout un boycottage général des marchandises japonaises a été organisé : presque partout on refuse de vendre les articles japonais. Pour qui connaît la force et la discipline du mouvement de ce genre en Chine il est évident qu'il y a là une menace sérieuse pour le commerce du Japon. »³⁴² En effet, explique Nora Wang, le boycott est d'autant plus surprenant que, pour la première fois, ouvriers et commerçants participent à ce mouvement³⁴³.

Mais alors, est-ce à dire qu'aucun des observateurs français n'a saisi l'ampleur du mouvement intellectuel qui irrigue les événements du 4 mai ? *Le Temps* ne semble pas disposer alors d'observateurs sur place, ce qui pourrait expliquer qu'il ne consacre, en mai et juin 1919, aucun article de fonds à cette jeunesse intellectuelle chinoise en ébullition. Cependant, son supplément du 17 septembre 1919, tout entier consacré à la Chine tendrait à nuancer ces affirmations.

Ce numéro, qui consacre seize pages à « la République chinoise » a peut-être été rédigé ou dirigé par André Duboscq, qui demeure l'un des spécialistes de la Chine employé par *Le Temps* puis par *Le Monde* jusqu'en 1949. Celui-ci est licencié en droit, chargé de cours à l'Université

³³⁹ *Revue de l'Asie française*, février-juillet 1919.

³⁴⁰ « Dépêches télégraphiques », *Le Temps*, 13 mai 1919.

³⁴¹ Le terme est employé par la *Revue de l'Asie française* dans son numéro de février-juillet et par *La Lanterne* du 23 mai 1919.

³⁴² *Revue de l'Asie française*, janvier-février 1919.

³⁴³ Nora WANG, *L'Asie orientale du milieu du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 3^e ed, 2014, p 139.

de Pékin puis, à partir de 1921, à l'Institut des Hautes Études Chinoises.³⁴⁴ Bien qu'il ne soit allé en Chine que deux fois, André Duboscq est reconnu comme un connaisseur de la géopolitique du pays et tient de très nombreuses conférences. Il est l'auteur de dix livres consacrés à la Chine et à l'Asie³⁴⁵ et considérés comme des « classiques » en 1949.

Le supplément du *Temps* consacre ainsi treize articles concernant le fonctionnement politique de la République de Chine et les réformes entreprises par le nouveau régime. L'article concernant « L'aperçu politique » de la Chine – déjà cité³⁴⁶ – consacre plusieurs lignes à ce qu'il appelle « l'ère nouvelle » :

« Cette ère nouvelle a commencé de fait pour la Chine du jour où un certain nombre de Chinois voyageurs, instruits des connaissances européennes et pénétrés des principes de l'Occident ont délibérément essayé de les transmettre à leurs concitoyens sédentaires et se sont faits parmi eux des disciples. Ces hommes, très contestés, très combattus comme cela devait arriver resteront malgré tout dans la mémoire de leur peuple et seront unanimement glorifiés, quand le goût de l'isolement et l'indifférence pour la chose publique auront fait place dans la masse, grâce à leurs paroles et à leurs écrits à une moyenne normale de civisme et de compréhension du monde. [...] »³⁴⁷

Deux pages plus loin, un article consacré aux réformes de l'enseignement met encore en valeur « ces jeunes Chinois qui [ont étudié] soit dans nos lycées, soit dans nos facultés [et qui] plus tard joueront dans leur pays un rôle considérable. »³⁴⁸ Enfin, la dernière page est illustrée d'une photographie qui occupe la moitié de la page et qui représente le personnel de l'Université de Pékin. On y voit au premier rang au centre, Cai Yuanpei, Recteur de l'Université de Pékin, fervent promoteur de la coopération intellectuelle franco-chinoise, mais aussi l'un des initiateurs de la Nouvelle Culture et du mouvement du 4 mai. Il est encadré par Auguste Boppe, ministre de France à Pékin entre 1918 et 1921 et par André Duboscq, qui accompagne le ministre.

Il est probable que le coordonnateur du supplément du *Temps* a perçu le formidable élan du mouvement intellectuel du 4 Mai, et les possibilités d'influence qu'offraient ces jeunes gens attirés par la France, d'autant plus que les échanges intellectuels entre Français et Chinois sont enclenchés depuis 1916. Le fait que le journal français le plus proche des positions de la diplomatie française consacre seize pages à la République chinoise illustre combien les

³⁴⁴ Voir partie 3 chapitre 1.

³⁴⁵ "André Duboscq est mort", Le Monde.fr, 20 décembre 1949, https://www.lemonde.fr/archives/article/1949/12/20/andre-duboscq-est-mort_1930522_1819218.html.

³⁴⁶ Cité page 56-57.

³⁴⁷ « La République chinoise », supplément du *Temps*, 17 septembre 1919, p. 2.

³⁴⁸ *Ibid.* p. 4.

journalistes français ont saisi que, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, la Chine connaît un tournant de son histoire.

*

La Première Guerre mondiale représente donc bel et bien un tournant pour la Chine. La jeune République tarde à s'engager dans le conflit mais finit par y déceler l'opportunité de desserrer l'étau des puissances étrangères, qui ont en partie colonisé la Chine depuis les « traités inégaux » du XIX^e siècle. Alors que le Japon cherche lui aussi à affirmer sa mainmise sur la nouvelle République, celle-ci entre dans le conflit mondial. Elle n'y joue néanmoins qu'un rôle de second ordre, en envoyant de la main-d'œuvre en Europe et en Amérique. Écrivains et journalistes français ont eu pour certains, à intervenir dans l'enrôlement de ces hommes, encore considérés comme des « coolies » colonisés. La Conférence de la Paix voit émerger des diplomates chinois appelés à une longue carrière mais qui ne parviennent pas à inverser l'équilibre des Puissances, puisque la Chine demeure tout aussi dépecée qu'auparavant. Néanmoins les décisions de la Conférence de la Paix ont pour conséquence le Mouvement du 4 mai, ensemble d'événements patriotiques, notamment intellectuels qui bouleversent la Chine en profondeur. Si, au plus près de l'événement, les journalistes ne semblent distinguer que la pointe émergée de ces manifestations, nul doute que certains d'entre eux ont décelé le désir d'Occident de ces jeunes Chinois ainsi que l'opportunité pour la France de forger son influence intellectuelle. En 1919, la Chine est désormais un pays que l'on observe et qui a su se trouver une place à la table de la Conférence. Du point de vue international, le premier conflit mondial a donc permis à la nouvelle République, malgré peu de résultats concrets, de se ménager une place dans le Concert des Nations, ce qui est entériné par son adhésion à la Société des Nations comme membre permanent alors que le Congrès américain refuse, malgré la grande tournée de Wilson, de signer le traité de Versailles le 19 mars 1920 et d'adhérer à la SDN, que le président américain appelait pourtant de ses vœux.

Cependant, dès la mort de Yuan Shikai en 1916, et plus encore dans la nouvelle décennie qui s'ouvre, la République de Chine doit faire face à des troubles et à un morcellement intérieur, causé par les luttes intestines des seigneurs de la guerre.

Chapitre 3 : De « l'anarchie » des seigneurs de la guerre à une unification fragile par Chiang Kai-shek (1920-1929)

Cette période a déjà fait l'objet de développements historiographiques. Outre Xavier Paulès qui consacre plusieurs pages aux seigneurs de la guerre, Nicole Bensacq-Tixier a longuement évoqué les rapports de la diplomatie française avec les chefs des cliques chinoises. Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux observateurs de ces luttes intestines. Écrivains, diplomates ou les deux, ces intellectuels les commentent sans s'y engager. À partir de 1924 cependant, la conjoncture change et devient plus instable pour les intérêts français en Chine. Des journalistes se précipitent donc pour tenter de démêler les écheveaux des militaires rivaux, pendant qu'en coulisse, des diplomates français s'impliquent dans les conflits pour faire barrage au communisme. La *beifa* et la mise en place du régime de Nankin qui s'ensuit en 1927 font l'objet de nombreux articles et d'ouvrages postérieurs qui témoignent d'un renforcement de la Chine tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

I. Sur le plan intérieur, une Chine fragmentée : l'anarchie des seigneurs de la guerre (1916-1927)

L'anarchie, champ lexical dominant

Une brève analyse lexicographique³⁴⁹ d'un corpus de soixante-sept extraits d'archives traitant des seigneurs de la guerre entre 1918 et 1927 fait apparaître un champ lexical particulier. En effet, le terme « anarchie » revient douze fois parmi les documents, ainsi que quatorze substantifs appartenant au champ lexical de la désorganisation, et ils sont reliés aux deux termes clés « provinces » et « officiers ». Cette analyse met en lumière l'idée dominante véhiculée par les intellectuels français sur cette période des seigneurs de la guerre. Ce serait celle d'une anarchie croissante liée à un morcellement des provinces, et dont les principaux acteurs seraient les « officiers ». En 1926 encore, l'archiviste et journaliste Pierre Deloncle compare la Chine à « un vase brisé en huit morceaux [...] »³⁵⁰ laissant à penser que la décennie 1918-1927 serait tout entière celle d'une lente déliquescence de la République du milieu. Pourtant, cette décennie

³⁴⁹ Réalisée avec le logiciel Tropes.

³⁵⁰ Pierre DELONCLE, « Où en est la Chine ? », *La Dépêche Coloniale*, 11 septembre 1926.

n'est pas homogène, ni en termes chronologiques ni en termes de territoires. De la mort de Yuan Shikai, à la reprise en main de Chiang Kai-shek et du Guomindang, deux périodes peuvent être distinguées. La première période est dominée par les cliques du Zhili et de l'Anhui jusqu'en 1920. La seconde période voit la clique du Fengtian, dirigée par Zhang Zuolin, prendre l'ascendant sur les autres factions. La mort du maître de la Mandchourie en juin 1928, consacre Chiang Kai-shek comme le nouvel homme fort de la Chine. Les militaires à la tête de ces cliques sont appelés « seigneurs de la guerre ». Il nous a semblé utile de revenir brièvement sur ce terme, objet de connotations diverses.

Qu'est-ce qu'un seigneur de la guerre ?

La mort de Yuan Shikai en juin 1916 vient mettre fin aux espoirs d'une Chine centralisée. Dès 1916, la Chine voit se multiplier les appétits de militaires, pour la plupart issus de l'armée du Beiyang, créée par Yuan Shikai. Ces militaires ont pour la plupart un niveau intellectuel remarquable : formés dans des universités étrangères, certains, comme Feng Guozhang ou Wu Peifu, sont des lettrés. Ces militaires vont être appelés des « seigneurs de la guerre »³⁵¹ ou *warlords*. Traduit en Chinois par Chen Duxiu sous le terme *junfa*³⁵² ou *dujun*, un seigneur de la guerre est, d'après Xavier Paulès, un chef de guerre « parvenu à se ménager par la force militaire dont il dispose, le contrôle d'une certaine assise territoriale. Son indépendance n'est presque jamais absolue. »³⁵³

Les seigneurs de la guerre sont à la tête de « cliques » ou factions rivales qui se disputent la maîtrise de territoires. De 1916 à 1918 le territoire chinois est divisé entre le Nord et le Sud, zones à l'intérieur desquelles les territoires ne cessent de se morceler au gré des alliances et des trahisons des différents seigneurs de la guerre. Les « cliques » sont des réseaux personnels. Elles se structurent autour d'un chef, autour de qui gravitent les membres de son réseau ainsi que des « électrons libres »³⁵⁴. Les seules institutions reconnues par les puissances étrangères

³⁵¹ Pour en savoir plus sur l'évolution des connotations de ce terme, on pourra se reporter à LUO Min, « A study of Modern Military – Political Relation in "Warlords" China » by Xu Yong », *Journal of Modern History of China*, volume 4, issue 2, 2010, pp. 245-247.

³⁵² Le terme *junfa* a une connotation péjorative, il désigne l'autre, celui qui est exclu. Le substantif *dujun* signifie littéralement « gouverneur militaire ». (Hartmut O. Rotermond, *L'Asie orientale et méridionale aux XIX^e et XX^e siècles* Paris, Presses Universitaires de France, 2018). C'est ce terme – sous sa forme phonétique, « toukioun » - qui revient le plus fréquemment sous la plume des intellectuels français de l'époque. C'est donc celui que nous utiliserons le plus souvent pour désigner les seigneurs de la guerre.

³⁵³ X. PAULÈS, « La Chine des guerres de l'opium à nos jours », *Documentation Photographique* n°8093, mai-juin 2013, p. 36.

³⁵⁴ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 51.

se trouvant à Pékin, le contrôle de la capitale constitue pour les *dujuns* un enjeu fondamental³⁵⁵. Par ailleurs, contrôler Pékin signifie aussi bénéficier d'accès privilégiés aux emprunts contractés auprès des puissances étrangères ainsi que du surplus de la gabelle³⁵⁶ et des douanes maritimes. En d'autres termes, Pékin est un enjeu politique, autant que financier.

Si la Première Guerre mondiale avait déjà permis de voir s'affirmer certains seigneurs de la guerre, les luttes intestines redoublent à partir de 1920. Écrivains, attachés d'ambassades et diplomates, présents ou non en Chine relatent, parfois avec une précision étonnante, les luttes d'influences entre les *dujuns*, et mettent en valeur certains seigneurs plus puissants que d'autres.

Tandis que, durant la première période, les archives présentent les intellectuels français comme de simples observateurs des luttes intestines chinoises, à partir de 1924, certains d'entre eux deviennent acteurs de ces tensions, dans le but de préserver autant que possible, les intérêts français en Asie.

1) 1916-1924 : Observer l'anarchie chinoise

La Chine « molle » : Victor Segalen et Alexis Leger, témoins des soubresauts de l'après Yuan Shikai

Durant la période qui suit la mort de Yuan Shikai, de nombreux intellectuels français se trouvent en Chine. C'est le cas d'Alexis Leger, plus connu sous son nom de plume : Saint-John Perse. Saint-John Perse est un personnage énigmatique, qui n'a pas hésité à réécrire *a posteriori* ses propres lettres pour construire sa légende. Comme l'explique Catherine Mayeux, un grand nombre de ses lettres de Chine sont des « compositions, une réinterprétation de son séjour en Chine »³⁵⁷ en vue de la publication de ses œuvres complètes en 1972. Alexis Leger s'est appuyé sur les articles du périodique *La Politique de Pékin* pour réécrire certaines lettres. Le futur prix Nobel de Littérature 1960 est donc particulièrement insaisissable, et, selon Catherine Mayeux, les seules lettres publiées authentiques sont celles retranscrites par Jean-Luc Barré dans *Philippe Berthelot, le seigneur-chat*, paru en 2006.

Alexis Leger, qui a passé son enfance en Guadeloupe, est déjà l'auteur, en 1911, d'un recueil de poèmes intitulé *Éloges*. Sans fortune, il souhaite trouver une voie qui lui permette de concilier l'écriture et une certaine indépendance : ce sera celle de la diplomatie au Quai d'Orsay.

³⁵⁵ Diane HEQUET, Laurent GALY, et Clarisse GEMELY, *La Chine du traité de Nankin à la proclamation de la RPC (1842-1949)*, Paris, Atlande, 2020, p. 92.

³⁵⁶ Impôt sur le sel qui, depuis la révolte des Boxers de 1901, sert à rembourser l'amende infligé par les Occidentaux à la Chine.

³⁵⁷ Catherine MAYEUX, *Les lettres d'Asie de Saint-John Perse, les récrits d'un poète*, Gallimard, Cahier Saint John Perse, Paris, 1997, p. 17.

Il réussit le concours d'entrée en 1913, sous l'aile tutélaire de Philippe Berthelot. En devenant, écrivain diplomate, Alexis Leger – qui déjà « sanctifi[e] volontiers son nom de plume et de diplomate en signant « Saint-Leger »³⁵⁸ – se place dans la lignée de ces écrivains diplomates qu'il admire tels Chateaubriand ou Paul Claudel.

À l'automne 1916, il arrive à Pékin en tant que deuxième secrétaire de légation. Il débarque donc, quelques mois après la mort de Yuan Shikai dans une Chine qui se déchire. Il écrit à Philippe Berthelot : « Cher ami, je vous remercie de m'avoir donné la Chine, après m'avoir donné cette guerre européenne. [...] La Chine est vraiment bien détraquée pour un pays gouverné par les Morts ! [...] »³⁵⁹ Une formule que n'aurait pas reniée son compatriote, Victor Segalen, qui, on s'en souvient, est en Chine à partir de 1917. Segalen regrette la mort de son ancien patron Yuan Shikai [sur qui] on pouvait tabler³⁶⁰ et n'a pas de mots assez durs pour une Chine qu'il estime en état de décomposition avancée : dans deux lettres, il la compare à une méduse :

« La Chine est une méduse à moitié morte, à moitié putréfiée, remuant des tentacules usagés [...] La dégradation des forces est complète. La Chine actuelle est une expression géographique qui mange, boit et se reproduit jusqu'au jour où n'importe qui viendra la manger, ou bien, sera arrêtée au premier coup de dents, par un autre adversaire. Tout ce qui nous a intéressés ou appris, ou émus n'est plus. »³⁶¹

L'auteur de *René Leys*, dessine dans le style mordant et imagé qu'on lui connaît, les portraits des principaux seigneurs de la guerre qui détiennent le pouvoir à Pékin. Le Président Li Huanhong, obligé de démissionner est une « maquette de président »³⁶². Duan Qirui, son Premier ministre qui impose l'entrée de la Chine dans la Première Guerre mondiale est un « sous-vainqueur »³⁶³. Enfin, il écrit : « douze toutous³⁶⁴ sur dix-huit se déclarent indépendants et veulent "marcher sur Péking" ! »³⁶⁵

Si ces propos sont sans doute exagérés, la Chine est en effet divisée entre différentes factions ou cliques, que les journaux français semblent bien connaître. Ces cliques sont divisées comme

³⁵⁸ Renaud MELTZ, « Saint-John Perse, un diplomate comme un autre ? », *Histoire, Économie et Société* 26, n° 4 (2007), pp. 99-120, <http://www.jstor.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/stable/23613756>.

³⁵⁹ J-L. BARRÉ, *Philippe Berthelot, le seigneur chat (1866-1934)*, *op.cit.* p. 301.

³⁶⁰ Lettre à Yvonne Segalen, 9 juin 1917 dans V. SEGALEN, *Correspondance II. 1912-1919*, *op.cit.* p. 987.

³⁶¹ Lettre à Yvonne Segalen, 4 juillet 1917 dans V. SEGALEN *op.cit.* Le 3 juin dans une autre lettre à sa femme, il comparait déjà la Chine à une « éternelle chrysalide, plus molle que jamais, toute prête à la putréfaction. » p. 998.

³⁶² *Ibid.*

³⁶³ Lettre à Yvonne Segalen, 11 juillet 1917, *op.cit.*

³⁶⁴ Segalen déforme ironiquement le mot « *toukiouns* », transcription phonétique du mot chinois « *dujuns* » qui désigne les seigneurs de la guerre.

³⁶⁵ Lettre à Yvonne Segalen 24 mai 1917, *op.cit.*

suit³⁶⁶ : la clique de l'Anhui³⁶⁷, dirigée par Duan Qirui et la clique du Zhili dirigée par Feng Guozhang jusqu'en 1919. À sa mort, la clique du Zhili est reprise par deux autres généraux : Cao Kun et Wu Peifu

Le morcellement du territoire chinois s'accroît à partir de 1918. Si les deux dirigeants des cliques de l'Anhui et du Zhili ont un temps fait alliance en occupant respectivement les postes de Premier ministre (Duan Qirui) et de Président de la République (Feng Guozhang), cette alliance ne dure qu'un temps. En effet, alors que le Parlement convoqué par l'ancien président Li Huanhong a été dissous, des élections sont prévues pour le 12 juin 1918. Afin de les gagner, Duan Qirui met sur pied une « imposante machine électorale » appelée Club Anfu³⁶⁸ qui a pour but d'acheter les voix des parlementaires en faveur de la clique de l'Anhui. Cependant, comme l'explique *La Revue de l'Asie française*, « toutes les provinces au Sud du Yangtse [...] se sont fédérées et un manifeste signé par les principaux chefs sudistes a déclaré que le gouvernement légal de la Chine était le Parlement élu en 1913 [et non] celui qui siège actuellement à Pékin. »³⁶⁹ Ainsi, ces provinces du Sud, font sécession et établissent un gouvernement concurrent à Canton, ce qui entraîne une scission supplémentaire, entre Nord et Sud. Sun Yat-sen qui s'est retiré dans sa région natale du Guangdong à partir de 1920 est élu président de ce gouvernement dissident en 1921. Il espère profiter de cette base arrière pour reprendre le pouvoir à Pékin. Aussi entre 1920 et 1924, l'ancien Président de la République chinoise qui, pour l'occasion prend le titre de maréchal, n'est-il qu'un seigneur de la guerre parmi d'autres³⁷⁰.

Le Président élu à Pékin à la suite des élections de 1918 est Xu Sichang. Bien qu'élu par la faction de l'Anhui, il apparaît comme acceptable à celle du Zhili, puisqu'il s'agit d'un grand lettré de l'époque des Qing, qui dispose d'une haute stature internationale. Xu Sichang a gardé de ses études à la Sorbonne des liens avec plusieurs professeurs et intellectuels français comme le mathématicien et ancien ministre français de la guerre Paul Painlevé ou le doyen de la Faculté de lettres, Ferdinand Brunot. Xu Sichang est donc une personnalité respectée, qui bénéficie de la reconnaissance française : en 1920, l'Université de Paris choisit de lui remettre le titre de *docteur honoris causa*. Dans son discours de remise, le doyen Ferdinand Brunot exalte les qualités de cet homme politique qu'il considère comme un trait d'union entre l'Orient et l'Occident :

³⁶⁶ Voir annexe 3.A, carte en 1922.

³⁶⁷ Le nom de ces factions ne correspond pas à leur base géographique mais à la province d'origine de leur chef.

³⁶⁸ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 53.

³⁶⁹ « Le désordre politique », *Revue de l'Asie française*, avril-septembre 1918.

³⁷⁰ M-C BERGÈRE, *Sun Yat-sen*, op.cit. p. 335.

« En proposant au Conseil de l'université de Paris de confier au président Su [Xu] le grade de Docteur honoris causa, la faculté des lettres a voulu consacrer la vie d'un homme d'État éminent, fidèlement attaché à la tradition de sa race, mais émancipé par la raison de tout préjugé étroit, et ouvert aux besoins du monde moderne, qu'il pousse avec le même désir passionné vers le progrès matériel et le progrès moral. La faculté a voulu, aussi, que fût récompensé l'homme de science d'érudition à qui l'histoire a enseigné le rôle essentiel de la pensée dans la vie des sociétés, qui n'a cessé de croire et de prouver que ce rôle est le premier qui, pour son œuvre de progrès, entend faire connaître à l'Orient le monde occidental, et à nous ce qu'il y a de plus élevé et de plus choisi dans la civilisation chinoise. [...] »³⁷¹

Les années 1920 : la partition du Nord entre les deux « super dujuns »³⁷² : moquerie et bienveillance

- 1920-1922

En Chine, les divisions semblent encore s'accroître à partir des années 1920 : en effet, en plus des deux principales cliques de l'Anhui et du Zhili (dirigée à présent par Wu Peifu et Cao Kun), une troisième faction prend de l'ampleur : il s'agit de la clique du Fengtian, en Mandchourie, dirigée par Zhang Zuolin. Le député radical Alfred Margaine³⁷³, expose devant la Chambre des députés : le « lamentable effritement de l'immense Chine, l'anarchie régnant partout, les guerres civiles et les brigandages »³⁷⁴ et le « développement du militarisme [...] source des pires maux »³⁷⁵. Il dresse un portrait à charge du maître de la Mandchourie :

« De tous côtés, les généraux chinois se multiplient, en multipliant leurs armées en recrutant des soldats [...] Les soldats chinois [sont] dans la plupart des cas uniquement des brigands, et pour se débarrasser des bandes de brigands, en Chine, le moyen considéré comme le plus pratique est de les enrôler dans l'armée, eux et leurs chefs, dont on fait des officiers et tout le monde connaît l'exemple d'un des grands généraux de Chine, le général³⁷⁶ Tchang Tso-Lin [Zhang Zuolin], qui est entré autrefois dans la carrière par ce chemin : c'est une préparation militaire comme une autre. (*sourire*). »³⁷⁷

Il est vrai que Zhang Zuolin qu'Albert Londres décrit comme ayant « une tête d'épervier qui depuis un mois n'aurait pas trouvé un seul bon morceau à se mettre sous la dent »³⁷⁸ est

³⁷¹ A.F Fonds Painlevé, 313 AP/205 sans doute 1920.

³⁷² Expression qui avait cours à l'époque pour désigner Wu Peifu et Zhang Zuolin et que l'on retrouve dans *La Chine en folie* d'Albert Londres, par exemple.

³⁷³ Alfred Margaine (1870-1953) est polytechnicien puis ingénieur des Ponts-et-Chaussées. Il est membre de la commission des « Affaires étrangères et d'Alsace-Lorraine ». Cela lui permet d'acquérir une connaissance certaine des affaires internationales. Jean JOLLY (dir), *Dictionnaire des parlementaires français*, vol. t. VII, Paris, PUF, 1972, p. 2368

³⁷⁴ « Le gouvernement chinois et l'anarchie », *Revue de l'Asie française* septembre-octobre 1921.

³⁷⁵ « La Conférence de Washington à la Chambre des députés », *ibid.*

³⁷⁶ Zhang Zuolin est en fait maréchal.

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ Cité par Yong-ya KIM, *Images de la Chine à travers la presse francophone européenne de l'entre-deux-guerres*, Academia Eds, Rencontres Orient-Occident, 2005 p. 135.

d'origine fort modeste et ne provient pas, contrairement à Wu Peifu, de l'instruite armée du Beiyang. Cependant, le « maître de la Mandchourie » est aussi décrit comme « donnant une profonde impression de finesse et de puissance »³⁷⁹, ce que vont effectivement corroborer ses choix stratégiques. Zhang Zuolin choisit en effet d'apporter son soutien à la clique du Zhili, ce qui aboutit à un net affaiblissement de la clique de l'Anhui en juillet 1920. Bien loin d'être le « médiateur » dont parle *L'Asie française* dans son numéro de mai 1920, Zhang Zuolin capte ainsi l'argent que les Japonais fournissaient à la clique du Zhili. Les deux cliques principales sont désormais les cliques du Zhili (Wu Peifu/Cao Kun) et du Fengtian (Zhang Zuolin), qui, d'alliées, vont devenir rivales.

Cependant, dans le même temps, d'autres intellectuels français sont moins sévères à l'égard de cette Chine déchirée entre factions rivales.

Paul Painlevé, conduit en 1920 une mission en Chine qui a pour but de renforcer les liens intellectuels entre la France et la Chine et aboutit à la création de plusieurs instituts franco-chinois³⁸⁰. Paul Painlevé, passionné par la Chine, est un ancien élève de l'École normale supérieure. Docteur en mathématique, ce « génial mathématicien, rival d'Einstein »³⁸¹ est élu à trente-sept ans membre de l'Académie des Sciences, puis entame en 1910 une carrière politique : d'abord élu député de Paris, il devient ministre de la guerre en 1917³⁸² puis Président du Conseil. Celui qui avoue « admir[er] depuis longtemps le passé de la Chine »³⁸³ entretient des relations personnelles avec des membres du gouvernement chinois, comme Ye Gongcho, ministre des communications. Présent en Chine en plein cœur du conflit opposant l'Anhui et le Zhili, il livre ses impressions à son retour de voyage. Dans une conférence de mai 1921, il préfère parler de « fédéralisme » plutôt que « d'anarchie » chinoise :

« Les provinces, privées de leur fondateur, se sont dressées l'une contre l'autre. Celle qui était pauvre a cherché à être puissante, afin de dépouiller sa riche voisine. La province riche s'est armée, elle aussi, pour défendre ses biens. Les intrigues et les intérêts de toutes sortes sont entrés en jeu. La guerre est devenue endémique. Est-ce bien, toutefois une guerre intestine ? En la jugeant telle, nous risquerions de commettre la même erreur que les spectateurs qui voudraient tenir l'Europe pour un seul État et qui concluraient à son anarchie parce que les peuples qui la composent se battent entre eux. Il faudra quelque temps encore avant que nous ayons constitué les États-Unis d'Europe, et pourtant voici plus d'un siècle que l'affranchissement national issu de la révolution porte ses fruits. La Chine est au lendemain de sa

³⁷⁹ *Ibid.* p. 136

³⁸⁰ Voir partie 3, chapitre 1.

³⁸¹ Notes biographiques sans date ni auteur, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/18

³⁸² « Paul Painlevé, ministre de la guerre », *Le Pays de France*, 28 juin 1917, dans A.N Fonds Painlevé *op.cit.*

³⁸³ « Résumé des impressions de M. Painlevé sur la Chine », *L'Écho de Chine*, 14 septembre 1920 dans A.N Fonds Painlevé, 313 AP/203.

révolution et on lui demande de réaliser en même temps deux conceptions : la *nationale* et la *fédérative*, ce que la vieille Europe n'a pas réussi à faire en 130 ans ! »³⁸⁴

Enfin pour illustrer ses propos, il raconte la courtoisie des seigneurs de la guerre rivaux : « Un jour le maréchal Toan [Duan Qirui] me demandait une Conférence sur la Grande Guerre, le lendemain le maréchal Tsao Koun [Cao Kun] chef des armées du Chili [Zhili] faisait la même demande. »³⁸⁵ Au passage de son train alors que les deux factions sont en bataille rangée, Cao Koun « avait donné l'ordre strict de cesser le feu sur le passage du train »³⁸⁶.

- 1922-1924

L'alliance entre la clique du Zhili et celle du Fengtian prend fin en 1922. Pour contrer les ambitions grandissantes de Zhang Zuolin « qui a tenté de s'établir à Pékin »³⁸⁷, Wu Peifu lui inflige une défaite en mai 1922, à l'issue de la première guerre Zhili/Fengtian, sans parvenir à anéantir ses forces en Mandchourie.

Comme le remarque Yong-Ya Kim, Wu Peifu est « une des vedettes de la guerre civile. »³⁸⁸ Lettré et poète à ses heures il a « foi en l'avenir [de la Chine] en tant que grande nation, et à ce sujet a senti la nécessité de développer l'instruction dont il a ordonné que les premiers éléments soient inculqués aux soldats de son armée. »³⁸⁹ Wu Pei Fu mène une guerre contre Zhang Zuolin mais aussi contre Sun Yat-sen qui, à partir de 1923, dans son fief de Canton, fait alliance avec les communistes d'URSS et se présente toujours comme le chef d'un gouvernement dissident. Afin de dessiner une réunification de la Chine, la clique du Zhili propose de restaurer la Constitution républicaine de 1912, avec l'ancien président Li Huanghong comme chef du Parlement en échange de la démission des deux présidents en exercice, Xu Sichang à Pékin et Sun Yat-sen, à Canton. Devant le refus de Sun d'obtempérer, Cao Kun (faction du Zhili) se fait élire président de la République le 5 octobre 1923, dans une élection où « les bulletins se payaient à plus de 500 dollars chinois » affirme *L'Humanité*³⁹⁰.

³⁸⁴ Conférence de Paul Painlevé le 4 mai 1921, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/205.

³⁸⁵ Conférence de Paul Painlevé le 4 mai 1921, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/205.

³⁸⁶ *Le cri de Marseille*, janvier 1921, dans A.N Fonds Painlevé, *op.cit*

³⁸⁷ « La pittoresque élection du Président chinois », *L'Humanité*, sans date [1923] dans ANOM, AFF POL 91.

³⁸⁸ Yong-ya KIM, *Images de la Chine à travers la presse francophone européenne de l'entre-deux-guerres*, *op.cit.* p. 127.

³⁸⁹ Conférence d'André Duboscq, *op.cit.*

³⁹⁰ « La pittoresque élection du Président chinois », *op.cit.*

2) S'engager dans les luttes des seigneurs de la guerre au nom des intérêts français (1924-1926)

L'année 1924 marque un changement notable dans les attitudes des intellectuels français. Alors que ces derniers s'étaient cantonnés à un rôle d'observateurs durant les six années d'escarmouches entre *dujuns* rivaux, certains d'entre eux font le choix d'aller voir par eux-mêmes cette Chine anarchique. Deux événements expliquent ce besoin d'aller voir la Chine : d'une part, un nouvel affrontement semble imminent entre les principaux seigneurs de la guerre du Nord de la Chine, Zhang Zuolin et Wu Peifu. D'autre part, à Canton, au Sud, Sun Yat-sen a basculé dans le camp de l'Union soviétique à l'automne 1923. Il a en effet accepté l'aide des deux émissaires soviétiques, Mikhaïl Borodine et Gallens³⁹¹. En octobre, Sun approuve le premier front uni proposé par Borodine, qui unit le Parti Communiste chinois, qui ne compte encore que peu de membres³⁹² à son propre parti politique, le Guomindang. La nouvelle ligne politique lie donc la Russie et la base révolutionnaire de Canton. Enfin, en janvier 1924, le Guomindang est réorganisé en un parti structuré, sur le modèle de l'Internationale Communiste soviétique. La conjoncture, mouvante et passionnante, mêlant une possible guerre à la menace des « griffes rouges » que l'alliance de Sun Yat-sen avec l'URSS fait désormais peser sur la Chine, peut donc représenter un danger pour les intérêts français en Chine. C'est ce qui explique l'envoi de reporters en Chine, notamment Albert Londres et Francis Borrey. Par ailleurs, des manœuvres diplomatiques, visant à contrer l'expansion « bolchévique » et à protéger l'influence française en Chine – et a fortiori en Indochine – permettent un soutien actif et donc une prise de position pour l'un des *dujuns* les plus actifs.

La seconde guerre-Zhili/Fengtian : Albert Londres et Francis Borrey, correspondants de guerre

Déjà, en février 1924, André Duboscq, le spécialiste de l'Asie du *Temps*, s'interroge : « Peu de temps après l'élection de Cao Kun, nous nous demandions, si [...] Tchang Tso Lin [Zhang Zuolin] et Ou Peï Fou [Wu Pei Fu] perdraient jamais l'envie de guerroyer l'un contre l'autre. Nous prévoyons déjà le contraire. »³⁹³ Les luttes entre seigneurs de la guerre des années 1924-1927 vont mettre aux prises les protagonistes des deux cliques principales au Nord : la clique du Zhili dirigée par Wu Peifu qui cherche à anéantir ses deux adversaires, Zhang Zuolin en

³⁹¹ Pseudonyme du Maréchal Vassili Blücher qui devient le chef des conseillers militaires envoyés à Sun Yat-sen par l'Union soviétique.

³⁹² Parmi lesquels Chen Duxiu, Li Dazhao et Mao Zedong, qui n'est alors qu'un membre au second plan du parti.

³⁹³ André DUBOSCQ, « Le nouveau cabinet chinois », *Le Temps*, 12 février 1924.

Mandchourie d'une part et Sun Yat-sen à Canton d'autre part. Les observations des intellectuels français montrent qu'ils se retrouvent assez bien dans l'imbroglio des affrontements de cette période dont ils livrent parfois des comptes rendus factuels étonnants de précision.

La deuxième guerre opposant le Zhili et le Fengtian qui débute en septembre 1924, est couverte par Albert Londres, pour le compte de *L'Excelsior*. Albert Londres est l'archétype du grand reporter pour cette presse des années 1920. Il a fait ses preuves durant la Première Guerre mondiale puis en Russie soviétique dans laquelle il se rend dès 1917. Il est selon son biographe Pierre Assouline, « l'homme qui part »³⁹⁴, de pays en pays mais aussi de journaux en journaux, n'hésitant pas à quitter sur un coup de tête, les rédactions qui refusent de l'envoyer sur le terrain. Comme le décrit Christian Delporte, il est celui qui doit « chercher l'épreuve de la vérité »³⁹⁵. *L'Excelsior* offre à Albert Londres l'occasion de se rendre dans dans « une Chine qui a perdu la tête » pour assister, dit-il à la lutte entre les deux « super-toukiuns : Tchang Tso Lin [Zhang Zuolin] et Wou Pé-Fou [Wu Peifu] qui règnent en Chine du Nord »³⁹⁶. Il choisit pour ce reportage un style « gouailleux et picaresque »³⁹⁷, empruntant même au vaudeville, comme lorsqu'il présente les deux acteurs de la guerre :

« Ce sont les deux Bouddhas de la guerre. Tsang-Tso-lin est au Nord, capitale Moukden. Il a 300.000 hommes et, près de lui, derrière un paravent, le Japon.

Wou-Pé-Fou est au centre, 300.000 hommes aussi. À son côté, blottie à l'ombre d'un grand dollar, se tient l'Amérique.

[...]

Tsang-Tso-lin, de son trône, regarde Wou-Pé-Fou sur le sien :

— Prends garde, fils de chienne, dit-il, j'astique mon escopette.

Et il chantonne :

Avec moi j'ai le Japon

Pon-Pon

Tu peux croire que c'est bon.

— Que les mânes de tes ancêtres rôdent insatisfaits hors de leur cercueil, lui renvoie Wou-Pé-Fou.

Et il murmure :

Avec moi j'ai l'Amérique

Ique-Ique

*Et ma trique vaut ta trique. »*³⁹⁸

³⁹⁴ Pierre ASSOULINE, *Albert Londres, vie et mort d'un grand reporter, 1884-1932*, Gallimard, Folio, 1990, p. 157.

³⁹⁵ Christian DELPORTE, *Histoire de la presse en France (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 49.

³⁹⁶ Albert LONDRES, *La Chine en folie*, Paris, Albin Michel, 1924, consulté le 12 octobre 2019, https://fr.wikisource.org/wiki/La_Chine_en_folie.

³⁹⁷ P. ASSOULINE, *op.cit.* p. 250.

³⁹⁸ *Ibid.*

Comme le sous-entend de manière drolatique Albert Londres, les puissances s'affrontent aussi par *warlords* interposés. Wu Peifu est en effet soutenu par les Anglo-Saxons, quand Zhang Zuolin peut compter, depuis sa nomination en tant que gouverneur de Mandchourie, sur le soutien financier et tactique du Japon.

La deuxième guerre Zhili/Fengtian tourne à l'avantage de Zhang Zuolin, car il profite de la défection de l'un des lieutenants de Wu Pei Fu, Feng Yuxiang, le 24 octobre 1924. Soudoyé par les Japonais, celui que l'on appelle « le général chrétien »³⁹⁹ apporte son concours à Zhang Zuolin, en faisant prisonnier le président en exercice, Cao Kun.

Ce coup de théâtre est commenté par Francis Borrey. D'origine franc-comtoise, celui-ci a soutenu un doctorat en lettres sous la direction d'Albert Mathiez, portant sur *La Franche-Comté en 1814*. Il a servi dans l'infanterie durant la Grande Guerre, mais aussi au Maroc. Il fut conseiller militaire adjoint du gouvernement chinois entre 1913 et 1914⁴⁰⁰. En Chine, il fait partie du microcosme des Français qui gravitent autour de Li Yuying, ce Chinois amoureux de la France, pivot des œuvres d'éducation franco-chinoises, auxquelles Borrey apporte son concours. Auteur de trois livres dédiés à la Chine durant la guerre sino-japonaise, il est également chroniqueur au *Journal des débats* pour qui il se rend en Chine entre mars 1924 et novembre 1925⁴⁰¹. Durant l'année et demie qu'il passe dans la République du milieu, il transmet chaque semaine au *Journal des débats*, une chronique de la situation chinoise. Celle-ci retrace l'itinéraire suivi par Borrey, qui parcourt la Chine du Nord au Sud, cherchant à rencontrer les principaux protagonistes de cette Chine fragmentée. Il parvient ainsi à obtenir un thé chez « l'ex-empereur de Chine, M Pou-Yi. »⁴⁰²

Au lendemain du coup de force de Feng Yuxiang, il estime que « l'intervention inopinée du général chrétien bouleverse toutes les situations : Ou Pei Fou [Wu Peifu] dont le président Tsao Koun [Cao Kun] était l'instrument, paraissait victorieux ; par la défection d'une de ses divisions, il se trouve brusquement privé de tous ses moyens d'action. »⁴⁰³ Pour Wu Peifu, la défaite est

³⁹⁹ Feng Yuxiang est en effet « un chrétien protestant, monogame et intransigeant », Francis BORREY, « La guerre civile en Chine », *Le Journal des débats*, 21 avril 1926.

⁴⁰⁰ Claude MAZAURIC, « Les chaussées sont désertes, plus de passants sur les chemins » (Esaïe 33.8), *Annales historiques de la Révolution Française*, 353, 2008, pp. 169-207.

⁴⁰¹ Une note dans les archives de Paul Painlevé signale les dépenses « assez élevées » engagées par Francis Borrey durant sa « mission temporaire » en Chine, ainsi que l'argent que, selon lui, lui devrait l'armée. A.N Fonds Painlevé 313 AP/225.

⁴⁰² Francis BORREY, « Une visite à l'ex-empereur de Chine », *Le Journal des débats*, 25 mars 1925.

⁴⁰³ F. BORREY, « La guerre civile en Chine – le renversement du gouvernement de Pékin », *Le Journal des débats*, 25 octobre 1924.

totale. Francis Borrey commente, sans aménité : « Ce fut une déroute, une effroyable déroute et une "perte de face" énorme, de quoi effondrer à jamais tout autre chinois que Ou Pei Fou. »⁴⁰⁴

Zhang Zuolin et Feng Yuxiang décident alors de donner le pouvoir à Pékin à Duan Qirui, l'ancien Premier ministre de 1917. Si André Duboscq estime que « le nom de Tuan Tsi Jouei [Duan Qirui] [...] était un programme d'ordre et de légalité », d'autres pensent différemment. Georges Brissault-Desmaillet, qui connaît l'homme politique depuis 1912⁴⁰⁵, souligne l'impuissance du nouveau président, « obligé de compter avec Tchang Tso Lin et Fong Yu Siang [il] ne peut rien faire de sérieux ni de décisif. Il n'a ni argent, ni collaborateurs dévoués et compétents. »⁴⁰⁶

Suite à ce nouvel équilibre des seigneurs de la guerre, Francis Borrey parvient à obtenir, le 27 avril 1925, une interview de celui qui est venu bouleverser le jeu des alliances : Feng Yuxiang.

Les interviews de Francis Borrey respectent les codes du genre, qui, à cette époque, ne consiste pas en un jeu de questions-réponses mais en une sorte de récit dans lequel le journaliste « se met en scène »⁴⁰⁷, donnant des précisions sur le décor qui l'entoure, sur ses propres impressions vis-à-vis de son interlocuteur. L'échange semble se faire en chinois, ce qui permet à Borrey d'être au plus près des propos de son interlocuteur. Il dresse de Feng Yuxiang un portrait discrètement mélioratif :

« Mise très simple – habit bleu très foncé boutonné à la française et jusqu'en haut. Corpulence et taille imposantes – le maréchal a bien 1 m 90 – calme olympien. Tête solide et massive avec des zygomatides accentués, une mâchoire d'homme d'action, tête à la Danton, bonne tête léonine... Je pensais au Maréchal Tchang Tso Ling, le contraste vivant de celui-ci : petite tête, corps menu, maigre, tout en nerfs, agité... mais tous deux ont ceci en commun : ce qu'ils veulent, encore que ce soit par des moyens parfois très différents, c'est le bien et la grandeur de leur patrie chinoise. [...] »⁴⁰⁸

Feng Yuxiang confirme – peut-être avec ironie – « [être] au mieux avec le maréchal Tchang [Zhang Zuolin] : « Je suis au mieux avec le maréchal Tchang. Tous les jours (*tien tien ti*), nous

⁴⁰⁴ F. BORREY, « Les deux toukiuns : Tchang Tso Ling et Feng Yu Hsiang », *Le Journal des débats*, 10 août 1925.

⁴⁰⁵ Fernand Farjenel parle de Duan Qirui comme de « celui-là même qui jetait dédaigneusement au panier, sans les lire, les rapports de notre compatriote Brissault-Desmaillet, qui [...] d'après les gens compétents, est un de nos plus savants officiers et des plus capables de former une armée chinoise redoutable. » dans FARJENEL, *À travers la Révolution chinoise*, op.cit. p. 247.

⁴⁰⁶ G. BRISSAUD-DESMAILLET, « Rapport sur la situation en Chine, 29 mai 1925, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/217.

⁴⁰⁷ C. DELPORTE, *Histoire de la presse en France (XIX^e-XX^e siècles)*, op.cit. p. 51.

⁴⁰⁸ F. BORREY, « Le maréchal chrétien Feng Yu Hsiang », *Le Journal des Débats*, 18 juin 1925.

échangeons des télégrammes pleins de cordialité. Assez souventes fois même, nous nous envoyons des officiers estafettes, courriers de cabinet et porteurs de messages personnels et cordiaux. »⁴⁰⁹ Feng Yuxiang est considéré par certains journalistes français comme ayant des sympathies bolchéviques⁴¹⁰, ce que récuse énergiquement Francis Borrey : « Ce que je sais, c'est que s'il vit en bons termes avec les Soviets, il n'est pas leur "allié" »⁴¹¹. Le journaliste va même jusqu'à affirmer dans un article le 26 décembre 1925, que l'alliance entre Feng Yuxiang et les « bolchéviques » de Canton est une alliance de circonstance et que Feng est « notoirement anticommuniste »⁴¹².

Jouer des alliances chinoises contre le danger bolchevique à Canton

À partir de 1925, la menace bolchevique se fait de plus en plus insistante. En effet, dès le mois de janvier, Sun Yat-sen, conseillé par les Soviétiques, a réorganisé son parti, le Guomindang, sur le mode d'un parti soviétique, et a imposé le premier Front Uni, unissant les troupes du Guomindang aux troupes communistes. Albert Maybon, chroniqueur respecté de *L'Asie française* analyse a posteriori cet événement : « Installé à Canton dès 1924, les conseillers bolcheviks donnèrent la formule d'une organisation basée sur l'encadrement des masses plébéiennes. Le Kuomintang perdit son caractère strictement national pour devenir un instrument de la III^e Internationale. Il n'eut plus en vue que la révolution faite directement par le prolétariat et son profit exclusif. »⁴¹³

La lutte contre le bolchévisme, qui pourrait menacer l'Indochine, devient un enjeu important pour la France. C'est notamment cette question qui pousse la France à soutenir ouvertement le maréchal Zhang Zuolin. Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot, rappelle que le maréchal de Mandchourie est le seul « qui soit résolument disposé à lutter contre l'action bolchevique en Chine. »⁴¹⁴ Le colonel Roques, ancien conseiller militaire du gouvernement chinois, ajoute qu'il est nécessaire de « consolider le pouvoir du Maréchal Tchang Tso Lin [Zhang Zuolin] seul soutien apparent de l'ordre dans une lutte contre la propagande bolchéviste où notre influence et même certaines parties de notre empire colonial peuvent se trouver en

⁴⁰⁹ *Ibid.*

⁴¹⁰ *Le Temps* estime ainsi qu'il est « inféodé aux bolchévistes » (20 octobre 1926) quand *Le Petit Parisien* voit en lui « le représentant en Chine de la troisième internationale. » *Le Petit Parisien*, 4 août 1926. Cité par KIM, *Images de la Chine à travers la presse francophone européenne de l'entre-deux-guerres*, op.cit. p. 131.

⁴¹¹ F. BORREY, « Les deux toukiuns : Tchang Tso Ling et Feng Yu Hsiang », *Le Journal des Débats*, 10 août 1925

⁴¹² F. BORREY, « La guerre civile en Chine – les tendances générales », *Le Journal des Débats*, 26 décembre 1925.

⁴¹³ A. MAYBON, « Qu'est-ce que le nationalisme chinois ? », *Revue de l'Asie française*, 1928.

⁴¹⁴ Philippe BERTHELOT, 23 juillet 1925, ANOM AFF-POL 91.

jeu. »⁴¹⁵ Ainsi, alors que les Anglo-Saxons soutiennent Wu Peifu, la France elle, soutient Zhang Zuolin, qui, depuis 1924 est devenu « un excellent client de l'industrie aéronautique française qui lui a fourni plus de soixante avions [...] et quatre instructeurs »⁴¹⁶ ce qui est *a fortiori*, bénéfique pour l'industrie et pour « l'influence française »⁴¹⁷ en Chine.

Un homme semble alors servir d'intermédiaire entre Zhang Zuolin et la France. Il s'agit de Georges Brissaud-Desmaillet. Reçu à Saint-Cyr puis diplômé de l'École de guerre, il est attaché militaire en Chine entre 1905 et 1912. Il est également conseiller militaire du gouvernement chinois durant la première année de la République⁴¹⁸ et en tire un livre, *L'armée chinoise, le problème des troupes en excédent*. Selon l'un des principaux journaux français en Chine, *La Politique de Pékin*, il ajoute dès lors la maîtrise de la langue chinoise à celles « de l'abyssin, de l'allemand, de l'italien et de l'espagnol. »⁴¹⁹ Son courage durant la Grande Guerre lui a valu la Croix de guerre et la Légion d'honneur. Lorsqu'il prend sa retraite en 1931, il s'inscrit au barreau, par « besoin d'une discipline, explique-t-il. Quelle belle discipline librement consentie que celle de la hiérarchie judiciaire, de l'ordre des avocats ! La passion ? Celle de la Justice. »⁴²⁰

En 1925, Brissaud-Desmaillet est présent en Chine, à la disposition du général « Hsu-Chou-Tchang » qui semble être un proche de Zhang Zuolin⁴²¹. Soucieux de l'influence française, Brissaud-Desmaillet envoie, à partir de mai 1925,⁴²² un rapport par semaine à Paul Painlevé, qu'il connaît forcément, puisque ce dernier fut ministre de la guerre durant le premier conflit mondial. Ses rapports sont agrémentés de cartes réalisées manuellement. Si elles le sont sans grande rigueur,⁴²³ elles matérialisent les forces militaires qui travaillent la Chine des seigneurs de la guerre. Les observations de Brissaud-Desmaillet sur la situation en Chine sont celles d'un homme de terrain considéré comme « connaissant à fond les affaires chinoises »⁴²⁴. Brissaud-Desmaillet se fait l'intermédiaire de la France qui continue de fournir des armes au maître de la Mandchourie. Ainsi, un rapport du 2 octobre 1925 indique que Zhang Zuolin « était décidé

⁴¹⁵ *Ibid.*

⁴¹⁶ N. BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-sen à Mao Zedong (1918-1953)*, *op.cit.*

⁴¹⁷ Rapport du capitaine Rocques à Damien de Martel, ministre plénipotentiaire de la République française en Chine, 5 septembre 1925, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/205.

⁴¹⁸ « Nomination de Brissaud-Desmaillet », *Revue de l'Asie française*, août 1912.

⁴¹⁹ « Un stagiaire constellé – le général Brissaud-Desmaillet devient avocat », *La Politique de Pékin* (article tiré de *La France Judiciaire*), 14 mars 1931.

⁴²⁰ *Ibid.*

⁴²¹ Rapport du 2 décembre 19125 sur la commande d'armes du Maréchal Tchang Tso Lin », A.N Fonds Painlevé, 313 AP/217.

⁴²² Il s'agit en tout cas du rapport le plus ancien trouvé dans les archives.

⁴²³ Voir annexe 3.C.

⁴²⁴ Télégramme sans auteur ni date, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/217.

à acquérir, en France 400 canons de 37 c/m accompagnement infanterie et un groupe de 240 c/m mortier campagne Marchand. »⁴²⁵

Louise Weiss apporte un point de vue légèrement différent dans *L'Europe Nouvelle*, qu'elle dirige. Cette femme de caractère est devenue agrégée de lettres en 1914 alors que les femmes sont bien peu à y être reçues. En 1920, elle va plus loin encore en devenant directrice du journal *L'Europe Nouvelle*, qui accorde une grande place à la politique étrangère. Si elle partage avec Philippe Berthelot et d'autres la conviction qu'il faut « aider les hommes d'ordre qui finiront par s'imposer à accomplir les réorganisations économiques et administratives », elle prévient que cela ne pourra se faire « contre les Chinois, ni sans eux mais avec eux. »⁴²⁶

De fait, les journalistes français s'inquiètent devant cette Chine de plus en plus morcelée. Pierre Deloncle dans *La Dépêche Coloniale*, estime que la Chine est un « vase brisé » en huit « principaux morceaux. »⁴²⁷ Sorti diplômé de l'École des Chartes en 1908, il s'engage après la Première Guerre mondiale dans « une vie plus active, en tout cas plus personnelle »⁴²⁸ : celle du journalisme à tendance coloniale mais aussi par des conférences et des missions d'études à l'étranger afin de « faire connaître et magnifier l'œuvre civilisatrice de la France »⁴²⁹. Pierre Deloncle espère : « Si Tchang Tso Lin vient au secours d'Ou Pei Fou, la jonction des groupes bolchévisants et xénophobes pourra être évitée ; et l'occasion s'offrira de renformer à Pékin un gouvernement central ayant un peu plus de réalité que le gouvernement actuel, paravent derrière lequel il n'y a rien. »⁴³⁰

Ainsi, comme l'explique Nicole Bensacq-Tixier, « sur la proposition du Japon [...] Angleterre, France et États-Unis ont décidé de faire front contre le danger communiste »⁴³¹, et vont donc faire jouer le jeu des alliances chinoises à leur propre avantage : elles poussent à l'alliance des « deux rivaux de la guerre »⁴³² Wu Peifu et Zhang Zuolin « momentanément unis dans un commun sentiment de vengeance contre le même traître » Feng Yuxiang, qui a apporté son soutien aux forces communistes de Canton. Les puissances étrangères fournissent donc fusils, cartouches et avions aux forces de Zhang Zuolin et Wu Peifu. Brissaud-Desmaillet est

⁴²⁵ Rapport du 2 octobre 1925, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/217.

⁴²⁶ Louise WEISS, *L'Europe Nouvelle*, 25 juillet 1925.

⁴²⁷ Pierre DELONCLE « Où en est la Chine ? », *La Dépêche Coloniale*, 11 septembre 1926 dans ANOM SLOTFOM III/69.

⁴²⁸ Jean DENIZET, « Pierre Deloncle (1886-1955) », *Bibliothèque de l'École des Chartes* 114, n° 1 (1956), pp. 333-34, https://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1956_num_114_1_460242.

⁴²⁹ *Ibid.*

⁴³⁰ *Ibid.*

⁴³¹ N. BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-sen à Mao Zedong (1918-1953)*, op.cit. p. 82.

⁴³² G BRISSAUD-DESMAILLET, Rapport de fin mars 1926, 313 AP/317.

aux premières loges pour assister aux événements de cette nouvelle guerre opposant les armées du *Guominjun*⁴³³ à celles du Fengtian et il en rapporte tous les détails dans ses rapports quotidiens à Painlevé.

Dans ses rapports, il admet qu'il est « difficile de dire dans quel sens notre politique doit mettre la voile dans les mers de Chine. »⁴³⁴ Ses rapports illustrent l'expression « vase brisé » de Chine car ils montrent combien les grandes cliques du Nord et la base de Canton se servent des petits seigneurs de la guerre du Sud pour lutter. Cette guerre s'achève par « l'effondrement de Fong Yu Siang »⁴³⁵ qui doit fuir en URSS. C'est un triomphe pour Zhang Zuolin, qui avait pris la direction des opérations. L'homme fort de la Mandchourie s'installe à Pékin, devenant maître de la capitale chinoise. Cette victoire affaiblit considérablement Wu Peifu, dont l'étoile a fortement pâli depuis la défection de Feng Yuxiang en octobre 1924. Francis Borrey n'a de cesse de dénoncer sa « mégalomanie »⁴³⁶ et Brissaut-Desmaillet semble énumérer les défauts de Wu Peifu pouvant expliquer qu'il ait finalement « perdu la face » : « Malgré ses talents militaires innés, il ne possède aucun sens politique pratique ; il est cassant, et violemment autoritaire ; il boit trop ; il n'est pas aimé et ses derniers échecs lui ont fait perdre la face⁴³⁷. »⁴³⁸

Ces divisions entre seigneurs de la guerre vont permettre la montée en puissance d'un homme, qui jusque-là apparaît peu dans les archives françaises que nous avons retrouvées : Chiang Kai-shek.

3) L'expédition punitive de la *Beifa* : une expédition triomphale pour les nationalistes ? (1925-1927)

Chiang Kai-shek, la manifestation de Shanghai et la préparation de la Beifa (1925-1927)

Parmi les divisions internes de la Chine, le Guomindang semble en effet s'affirmer, et ce grâce à un homme, issu du cercle proche de Sun Yat-sen, qui cependant ne possède pas l'ancienneté d'autres membres du Parti nationaliste. Francis Borrey, qui continue d'être le responsable de la politique étrangère au *Journal des débats*, observe ainsi : « Parmi la poussière

⁴³³ Feng Yuxiang donne ce nom à son armée. Il signifie « armée du peuple ».

⁴³⁴ G. BRISSAUD-DESMAILLET, Rapport du 8 [décembre ? mois illisible] 1926, A.N Fonds Painlevé, 413 AP/217.

⁴³⁵ G. BRISSAUD-DESMAILLET, *op.cit.*

⁴³⁶ F. BORREY, « Les deux toukiouns », *op.cit.*

⁴³⁷ Bien des chroniqueurs français insistent sur le déshonneur suprême que constitue le fait de « perdre la face » pour un Chinois.

⁴³⁸ G. BRISSAUD-DESMAILLET, *op.cit.*

des partis et des élans, un seul émerge, le Kouo Min Tang. »⁴³⁹ Le journaliste revenu de Chine, s'appuie désormais sur des lettres envoyées par ses amis chinois. L'un d'eux, correspondant de Hong Kong écrit à Borrey en novembre 1925 :

« La situation dans le sud s'éclaircit. Le général de Canton est à peu près maître partout. Il a battu une partie de ses ennemis et a acheté l'autre partie. Chang Kai Shek est un homme énergique. Il s'est servi des rouges, des bolchevistes, des blancs, [...] etc. parce qu'il ne pouvait guère faire autrement. Il avait besoin de tous ces éléments de désordres pour gagner la partie. Je ne le crois pas mauvais. Il est simplement très habile. »⁴⁴⁰

Nous sommes alors en 1925 et c'est un homme nouveau qui émerge. Sun Yat-sen est mort le 12 mars 1925. Le Guomintang est alors dominé par des soutiens de la première heure de Sun Yat-sen comme Wang Jingwei, pour l'aile gauche et Hu Hanmin, pour l'aile droite. Ces deux hommes faisaient déjà partie de l'entourage de Sun Yat-sen au sein de la Ligue jurée, l'ancêtre du Guomintang. Mais celui qui émerge est Chiang Kai-shek. Chef de l'armée du Guomintang, il a su se rendre indispensable au leader du gouvernement de Canton dans les années précédentes⁴⁴¹. Sun Yat-sen en fait son représentant lors d'une mission de trois mois en URSS à l'été 1923, et l'a nommé directeur de l'académie militaire de Huangpu, dont allaient sortir « des officiers, sous-officiers et cadres techniques qui seraient aussi des militants nationalistes »⁴⁴². Le colonel Roques, dans une note de fin décembre 1927, probablement destinée au Quai d'Orsay, en dresse le portrait suivant :

« Ce jeune général, après avoir suivi les cours de l'université militaire de Moscou s'est illustré dans les brillantes campagnes qui ont délivré la province du Kouangtong [Guangdong] des menaces que faisaient peser sur elle les anciens associés de Sun Yat Sen, Lou Yong Ting (du kouangsi), Tang Ki Yao (du Yunnan) et Tcheng Kiung Ming (de Canton). Directeur de l'académie rouge de Whampoa [Huangpu], membre influent du comité des affaires militaires, créateur avec le conseiller russe Gallens, de l'armée cantonaise, peu à peu sa renommée grandit au point que son parti le considère bientôt comme le « Napoléon » chinois. »⁴⁴³

Pour les Chinois partisans du Guomintang, Chiang Kai-shek représente « [...] un espoir. Il l'est plus que jamais. Il l'est à double titre. Pour sa haute valeur militaire et pour sa véritable

⁴³⁹ F. BORREY, « Choses et gens de Chine », *Le Journal des débats*, 3 février 1926.

⁴⁴⁰ F. BORREY, « La guerre civile en Chine – les tendances générales », *Le Journal des Débats*, 26 décembre 1925.

⁴⁴¹ Il a notamment soutenu Sun Yat-sen contre son rival à Canton, Chen Jiongming, et part avec lui pour Shanghai en août 1922. « Chiang fut le seul dirigeant du GMD à rester à bord quand d'autres, comme Wang Jingwei, ne firent qu'une rapide visite. » Alain ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, Paris, Payot, 2016, p. 56.

⁴⁴² A. ROUX, *op.cit.*, p. 74.

⁴⁴³ ROQUES, note sur le parti Kuomintang, 20 décembre 1927, ANOM, SLOTFOM VIII/6.

incarnation des principes du San Min⁴⁴⁴ dans la lutte que nous menons contre le militarisme chinois et l'impérialisme étranger. Le faux ami qui s'est glissé dans nos rangs – le Communiste russe – nous menace de plus en plus du dedans et il risque non seulement de faire dévier le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire mais encore de jeter le pays dans un gouffre sans fond. »⁴⁴⁵ Ici le « professeur d'université »⁴⁴⁶ qui s'adresse au journal français *La Politique de Pékin*, fait de Chiang l'héritier direct de Sun Yat-sen, et appuie sa détestation des communistes.

Alors que l'émotion due la mort du chef du Guomindang n'est pas encore retombée, le 30 mai 1925, se produisent ce que les intellectuels français appellent « les événements de Shanghai » : des policiers britanniques pénètrent dans la concession internationale de Shanghai et ouvrent le feu sur une manifestation anti-impérialiste faisant treize morts. Georges Brissaud-Desmaillet commente : « Il est établi que la police anglaise de la concession internationale de Shanghai a manqué de sang-froid devant une force désarmée. [...] On connaît les incidents de Shanghai et ceux qui en ont été la conséquence dans les villes à concessions de Canton, Amoy, Souatcheou [Suzhou], Ning-Po, Nankin, Kou-Kiang, Hankeou. »⁴⁴⁷ Ces manifestations anti-impérialistes survenues dans les grandes villes révèlent « l'apparition d'un front nationaliste unique dans toutes les provinces ; l'éclosion d'un prolétariat organisé, allié à la jeunesse universitaire ; l'affirmation nette d'un programme de réajustement des traités aux conditions actuelles ; la bonne tenue de la masse des paysans et petits commerçants ; la discipline des troupes sauf celles de Canton dirigées par des officiers bolchevistes. »⁴⁴⁸

Ces manifestations sont attisées par le Guomindang. Contrairement à Brissaud-Desmaillet qui se garde de voir dans chacune des révoltes, la main des communistes guidées par l'URSS, d'autres estiment que ces événements portent la marque du bolchévisme. C'est en ces termes que parle le général Jean-Jacques Vidal, ancien attaché militaire en Chine⁴⁴⁹, dans sa « Chronique de la guerre civile en Chine » qui occupe chaque mois une dizaine de pages dans *Le Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*. Cette association qui compte en son sein

⁴⁴⁴ *San Min Zhuyi*, les trois principes du peuple édictés par Sun Yat-sen.

⁴⁴⁵ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 3 avril 1927.

⁴⁴⁶ Il s'agit peut-être de Cai Yuanpei, ancien recteur de l'Université de Pékin, qui apparaît souvent sur les photos publiées par *La Politique de Pékin*.

⁴⁴⁷ G BRISSAUD-DESMAILLET, « Situation politique en Chine du 15 août 1925 », A.N Fonds Painlevé 313 AP/217.

⁴⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁴⁹ Jean-Jacques Vidal (1855-1945) est Polytechnicien, chargé des questions liées à Madagascar, et il a suivi à distance le déroulement de la première guerre sino-japonaise (1894-1895). Très intéressé par la politique chinoise, il se rend en Mandchourie en 1896. Il rejoint Tientsin durant la révolte des Boxers en tant que chef d'État-major des troupes françaises. Il prend ensuite une part active à la défense des légations à Pékin, et quitte la Chine en 1901. Il devient par la suite conférencier sur les affaires de Chine. D'après Jean-Noël GRANDHOMME, « Jean-Jacques Gomer Paul Vidal », *Dictionnaire des généraux*, à paraître.

un grand nombre des partisans de l'influence française en Chine, a été créée par Georges Dubail en même temps que la Société d'Éducation Franco-Chinoise en 1906. Son comité compte des membres comme Philippe Berthelot, le ministre Arnold Vissière, ou encore Eugène Bradier, inspecteur des étudiants chinois qui en devient le président en 1927. Vidal était attaché militaire en Chine durant la révolte des Boxers, lors de laquelle il fut blessé. S'il n'est plus présent en Chine durant les années 1920 et raconte ces événements avec quelques années de recul, il est militaire comme Brissaud-Desmaillet. C'est pourquoi il nous paraît intéressant de mettre en parallèle leurs deux points de vue. Jean-Jacques Vidal raconte :

« Le 13 janvier Tchang Kai Shek pénétrant dans Hankeou félicite le peuple "d'avoir pris la concession anglaise". Le parti extrémiste sous l'impulsion de Borodine ne devait pas tarder à prendre le dessus à Hankeou qui devient la capitale du bolchevisme en Chine en attendant qu'une réaction se produise et que la main vigoureuse de Chang Kai Shek s'attaque au communisme naissant pour l'étouffer. [...] L'émotion causée par les incidents de Hankeou n'était pas encore calmée que de graves événements se passaient à Nankin, événements qui allaient tendre de plus en plus les relations entre le Kuomintang et les puissances. [...] »⁴⁵⁰

Cette citation bien qu'écrite à la lueur des événements de l'année 1927 a pour mérite de mettre une fois de plus en lumière le rôle de Chiang Kai-shek. Celui-ci ainsi que le Guomindang, profitent de l'émotion populaire pour mener une propagande « agressive et habile » à l'égard des seigneurs de la guerre, les assimilant, dans des affiches, « à des bêtes féroces complices des impérialistes », dont l'expédition projetée par le Guomindang va débarrasser le pays⁴⁵¹. Cette expédition dont Chiang Kai-shek prend la tête s'appelle « la *Beifa* », l'Expédition du Nord⁴⁵². Selon Xavier Paulès, elle se déroule en deux phases, de juillet 1926 à juin 1928, entrecoupées d'une pause due aux dissensions internes du Guomindang, et à l'expulsion des communistes du Parti nationaliste le 12 avril 1927. Cette expédition militaire a pour but de venir à bout des principaux seigneurs de la guerre⁴⁵³.

⁴⁵⁰ J-J. VIDAL, « La guerre civile en Chine », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, juin 1927.

⁴⁵¹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.*, p. 82.

⁴⁵² Jean Chesneaux parle même de la « punition du Nord ». (dans Jean CHESNEAUX et Françoise LE BARBIER, *Histoire de la Chine - T3: la marche de la Révolution (1921-1949)*, Paris, Hatier, 1975 p. 44.) En effet le caractère *fa* 发 signifie « punition ». La *Beifa* est donc littéralement « l'Expédition punitive du Nord ».

⁴⁵³ Nous ne parlerons pas dans cette partie des dissensions internes du Guomindang, qui feront l'objet d'un développement ultérieur sur un temps plus long.

La chute de Wu Peifu, « star »⁴⁵⁴ des seigneurs de la guerre (1926)

Le premier à subir l'assaut de l'armée commandée par Chiang Kai-shek, qui se fait appeler « le généralissime » est Wu Peifu, isolé dans le Hunan. La victoire de Chiang Kai-shek est facile, et le chef de la clique du Zhili se rend en juillet 1926. Le colonel Roques raconte :

« À l'été 1926, l'expédition d'Ou Pei fou [Wu Peifu] au Hounan [Hunan] déclenche la contre-offensive sudiste contre le Nord. La nouvelle armée cantonaise menée par les bolcheviks, obtient immédiatement des succès foudroyants et après quelques semaines de lutte elle atteint le Yang-Tsé et capture Hangkeou [Hankeou].

Le 18 décembre le gouvernement nationaliste de Canton s'y transporte contre l'avis du généralissime, qui le voudrait à Nanchang et il a établi son quartier général, car il craint déjà que l'influence des communistes se développe trop librement dans ce centre perpétuellement agité. »⁴⁵⁵

En effet, à l'issue de la victoire contre Wu Peifu, le gouvernement nationaliste quitte Canton pour Wuhan, tandis que Chiang Kai-shek vient à bout d'un autre *dujun*, Sun Chuangfuang, qui tient les provinces de la Chine centrale. Bien que celui-ci soit à ce moment « une cible encore plus redoutée »⁴⁵⁶ que Wu Peifu, les observateurs français ne le citent pas⁴⁵⁷. En revanche, la défaite de l'un des seigneurs de la guerre les plus prestigieux, ainsi que l'expédition triomphante de Chiang Kai-shek, sont observées et commentées par l'un des principaux journaux français de Chine, *La Politique de Pékin*. Cet hebdomadaire est, avec *Le Journal de Pékin* la principale source d'information en français dans la capitale chinoise⁴⁵⁸. Alphonse Monestier a fondé, vers 1910, ce journal⁴⁵⁹ qui est donc considéré comme l'une des sources d'information les plus fiables. Jean Rodes le présente comme suit : « Très varié, chacun y trouvera son compte ; les uns avec la chronique politique, qui est un exposé très clair des faits de la semaine ; d'autres avec des articles d'écrivains chinois, révélateurs des tendances nouvelles ; [...] Piquant ainsi la curiosité et répondant à un véritable besoin, il est également très lu dans les milieux étrangers. »⁴⁶⁰ Éditeur scientifique, anciennement rédacteur de *L'Écho de Chine*, à Shanghai, Alphonse Monestier est également l'auteur d'une monumentale œuvre de treize volumes, intitulée *À travers la crise nationaliste chinoise* et publiée entre 1928 et 1933. Il s'appuie sans

⁴⁵⁴ Ce qualificatif est utilisé par Y. KIM, *Images de la Chine à travers la presse francophone européenne de l'entre-deux-guerres*, *op.cit.* p. 127.

⁴⁵⁵ ROQUES, *op.cit.*

⁴⁵⁶ X. PAULÈS, *op.cit.*, p. 85.

⁴⁵⁷ Il apparaît par contre sur les cartes de Brissaud-Desmillet (voir annexe 3.C).

⁴⁵⁸ Albert Londres, dans *La Chine en folie* décrit avec le style burlesque qui lui est propre, sa course entre les deux sièges des journaux concurrents afin de comprendre, devant l'annonce du choix d'une concubine « pour le jeune fils du Ciel », si « la Chine est une République ou un empire ». dans A. LONDRES, *La Chine en folie*, *op.cit.*

⁴⁵⁹ On se rappelle que St John-Perse choisit lui aussi de s'appuyer sur ce journal pour réécrire ses lettres de Chine.

⁴⁶⁰ Jean RODES, *À travers la Chine actuelle*, Paris, Fasquelles, 1932, p. 103.

doute sur les chroniques politiques de trois pages intitulées « La situation » qui ouvrent chaque jour *La Politique de Pékin*. Le 3 avril 1927, il entérine donc la chute de Wu Peifu.

« Où donc êtes-vous, Ou Peifu qui, pendant huit ans, avez fait retentir la Chine du bruit de vos exploits et qui, dans votre superbe, vous faisiez fort d’exterminer les Rouges sans merci ? Que sont devenus vos valeureux lieutenants pour qui, jadis, vos moindres paroles faisaient loi ? Hélas ! Ils en servent d’autres que vous, inconscients de la foi jurée et nous comprenons mieux aujourd’hui toute l’amertume de votre plainte d’il y a six mois : "Je ne crains pas les serpents monstrueux, seuls les moustiques me tourmentent." Et vous, l’orgueilleux maître des cinq provinces dont les glorieux étendards n’avaient jusqu’ici connu que les victoires, où sont vos vaillantes armées et ces vassaux dont vous étiez si fier ? Tous dispersés ou anéantis ou passés à l’ennemi.

Triomphe qui tient du prodige ! Les forces du Nord ont fondu devant l’armée révolutionnaire comme boules de neige et les capitales provinciales ont croulé comme châteaux de cartes ! [...] »⁴⁶¹



« Le bachelier Ou Pei-fou écrasé entre Deux Gros : Moukden et Canton »

Figure 2 : La chute de Wu Peifu caricaturée par la presse chinoise.

Source : « La satire politique d’après la presse chinoise », *La Politique de Pékin*, 20 février 1927

Le minuscule Wu Peifu est pris en tenaille entre les deux géants Zhang Zuolin (Moukden) d’une part et Chiang Kai-shek (Canton) de l’autre. Il est qualifié de « bachelier » car il a réussi l’un des examens impériaux.

De fait, cette première phase de la *Beifa* paraît triomphante et dès janvier 1927, *La Revue de l’Asie française* confirme la domination du Guomindang sur le Sud de la Chine, faisant de Chiang Kai-shek « le héros de la randonnée de Canton et du Yangtse »⁴⁶² : « Presque tout le

⁴⁶¹ A. MONESTIER, *op.cit.*

⁴⁶² A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 24 avril 1927.

sud du pays jusqu'au Yangtse est dominé par le gouvernement de Canton, qui représente les revendications nationalistes les plus étrangères au ménagement. »⁴⁶³ Le journal entérine donc l'existence en Chine de deux gouvernements, l'un nationaliste, installé désormais à Wuhan, et l'autre à Pékin, « reconnu en fait mais non en droit par les puissances »⁴⁶⁴, sous l'égide du seigneur de Mandchourie, Zhang Zuolin. Cependant, Chiang Kai-shek est lui basé à Nanchang, plus au Sud, pour coordonner les opérations militaires dans la région du bas Yangzi.

La rupture du Front Uni et le ralliement de deux dujuns à Chiang Kai-shek (1926-1928)

L'avancée triomphale de Chiang Kai-shek est néanmoins freinée par les rivalités au sein du Guomindang, au moment où l'aile gauche du parti, menée par Wang Jingwei, se rapproche des communistes. Le gouvernement de Wuhan tente par tous les moyens d'affaiblir le pouvoir de Chiang, qui ne cache plus son hostilité à l'égard des communistes. Alphonse Monestier s'interroge le 24 avril : « Va-t-il [Chiang Kai-shek] sombrer dans l'aventure, lui et la révolution chinoise dont il reste le champion véritable, ou va-t-il épurer le Kuomintang de son écume communiste, réduisant ainsi à néant le projet de Moscou d'une révolution mondiale dont la Chine aurait fait les frais ? »⁴⁶⁵ En effet, tandis que le 6 avril, l'ambassade de l'Union soviétique à Pékin est perquisitionnée, le 12, Chiang Kai-shek rompt brutalement le Front Uni en déclenchant une purge impitoyable contre les éléments communistes⁴⁶⁶. Ce coup de poignard du chef nationaliste entraîne nécessairement une hémorragie des effectifs du PCC qui, de 60 000 adhérents en avril 1927, tombe à 10 000 en quelques mois⁴⁶⁷.

Chiang Kai-shek fonde un nouveau gouvernement à Nankin en mai 1927. La Chine a alors trois têtes : le gouvernement de Pékin, sous l'égide de Zhang Zuolin, le gouvernement de Wuhan, dominé par Wang Jingwei et le gouvernement de Nankin, formé par Chiang Kai-shek. *La Revue de l'Asie française* relate ainsi la création de ce « gouvernement nationaliste de la République de Chine » et l'institution du culte de Sun Yat-sen, tout en ajoutant : « Si nous comparons les méthodes sudistes à celles en usage dans le Nord, nous sommes obligés de reconnaître que les armées du Kuomintang marchent derrière les idées, tandis que les armées

⁴⁶³ « L'imbroglio chinois et les puissances », *Revue de l'Asie française*, janvier 1927.

⁴⁶⁴ *Ibid.*

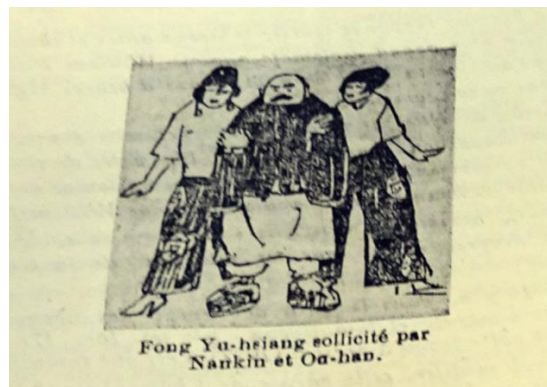
⁴⁶⁵ A. MONESTIER, 24 avril 1927.

⁴⁶⁶ Cet événement sera analysé plus en détails dans la partie 4, chapitre 1.

⁴⁶⁷ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 89.

nordistes marchent derrière des personnages divers. Les premières sont évidemment les plus fortes. »⁴⁶⁸

Chiang Kai-shek parvient dans les mois suivants à obtenir l'alliance du puissant seigneur de la guerre, Feng Yuxiang. Celui-ci, soutenu par les Soviétiques fait mine de tergiverser entre Wuhan et Nankin, ce qui amuse beaucoup la presse chinoise. *La Politique de Pékin* reproduit des caricatures parues dans les journaux chinois, illustrant les attermoissements intéressés du seigneur de la guerre déchu. Celle-ci par exemple, montre le seigneur de la guerre – toujours caricaturé avec une moustache imposante dans la presse chinoise – sollicité par deux jeunes femmes qui symbolisent les deux gouvernements rivaux de Nankin et Wuhan.



« Fong Yu-hsiang sollicité par Nankin et Ou-han. »

Figure 3 : Feng Yixiang, courtisé par le gouvernement de Nankin et celui de Wuhan

Source : « La satire politique d'après la presse chinoise », *La Politique de Pékin*, 29 mai 1927

Finalement, Feng Yuxiang fait faux bond à ses alliés de Wuhan et se rallie à Chiang Kai-shek, « qui lui garantit une aide financière substantielle. »⁴⁶⁹ Brissaud-Desmillet illustre ce ralliement dans son croquis de novembre 1926. Chiang parvient dans le même temps à rallier le maître du Shanxi, Yen Xishan.

Fort de ces nouveaux appuis et d'une armée désormais forte de plus d'un million d'hommes, Chiang Kai-shek peut entamer l'ultime étape de la Beifa : la reconquête de Pékin.

L'avancée sur Pékin et la mort du « Tigre de Mandchourie » (1928)

Zhang Zuolin et la clique du Fengtian règnent en maîtres à Pékin depuis juin 1926, et ont réorganisé leurs forces en une « armée de pacification nationale » depuis la victoire de Zhang

⁴⁶⁸ « Le gouvernement de Nankin », *Revue de l'Asie française*, juin 1927.

⁴⁶⁹ X. PAULÈS *op.cit.* p. 89.

Zuolin sur Wu Peifu. Le pouvoir de Zhang Zuolin s'étend jusqu'à Shanghai, placée sous la coupe de l'un de ses vassaux⁴⁷⁰. Pourtant, l'alliance conclue par Chiang Kai-shek avec ses rivaux le rend vulnérable et isolé. Il tente alors un dernier coup, en « prenant le sacre de la dictature sous le nom de Ta Yuan Chuan, c'est-à-dire généralissime des armées de terre et de mer », comme le raconte Alphonse Monestier :

« L'investiture avait lieu le dix-huit [juin] dans le palais présidentiel avec tout l'apparat solennel de ces sortes de cérémonies. [...] En deux mois il promettait au peuple – bien que se disant incapable – de le libérer de ce double fléau : le communisme et la corruption. Quand sa tâche serait accomplie il se retirerait. [...] »⁴⁷¹ Pourtant observe le directeur de *La Politique de Pékin*, « Le coup d'État de Tchang Tsolin est venu trop tard pour lui être d'un réel avantage. Pendant six mois, de par sa politique flottante, il a donné le spectacle d'une impotence magistrale – fruit de son indécision. [...] Bientôt les alliés sudistes vont lancer au Chantoung [Shandong] une offensive qui mettra en jeu la sécurité de la capitale et de la cause du Nord. »⁴⁷²

La dernière année de la *Beifa*, est marquée par l'attentat contre Zhang Zuolin, le 4 juin 1928, au moment où il évacue Pékin. *Le Matin* est le premier à l'annoncer le 5 juin, croyant savoir que « le maréchal a été très légèrement blessé » et que « les auteurs de l'attentat sont des agitateurs nationalistes »⁴⁷³ Mais Georges Moresthe⁴⁷⁴, correspondant du *Petit Parisien*, titre quant à lui que le « dictateur mandchou est grièvement blessé »⁴⁷⁵ et précise : « Les Chinois sont muets sur l'identité des agresseurs, mais les Japonais assurent qu'il s'agit de soldats nationalistes déguisés, conformément à la coutume chinoise qui admet que les militaires peuvent se transformer en civils pour attaquer l'ennemi sur ses derrières. »⁴⁷⁶ Les rumeurs le croient tantôt mort, tantôt vivant, et son décès n'est annoncé officiellement que le 21 juin 1928⁴⁷⁷.

Les troupes alliées du Guomindang étant entrées dans Pékin le 8 juin, la ville change de nom à l'annonce de la mort du *dujun*. *La Revue de l'Asie française* explique :

« Par décision du gouvernement de Nankin du 20 juin, Pékin a été en quelque sorte déchue de son rang de capitale : le comité politique central fit approuver la proposition de supprimer le nom de Pékin qui

⁴⁷⁰ Jean CHESNEAUX et Françoise LE BARBIER, *Histoire de la Chine - t. 3 : la marche de la Révolution (1921-1949)*, Paris, Hatier, 1975 p. 60.

⁴⁷¹ A. MONESTIER, « Situation », *La Politique de Pékin*, 26 juin 1927.

⁴⁷² *Ibid.*

⁴⁷³ « Des bombes sont lancées contre le train de Chang Tso-Lin », *Le Matin*, 5 Juin 1928.

⁴⁷⁴ Correspondant en Chine du *Petit Parisien*, Moresthe devient ensuite directeur en Chine du *Journal de Shanghai*.

⁴⁷⁵ Ces différences s'expliquent : *Le Matin*, comme son nom l'indique paraît dans la matinée, tandis que *Le Petit Parisien* paraît en fin de soirée. Les informations concernant l'état de Zhang Zuolin ont évolué au cours de la journée.

⁴⁷⁶ G. MORESTHE, « Des bombes sur le train de Tchang Tso-Lin », *Le Petit Parisien*, 5 juin 1928.

⁴⁷⁷ L'attentat a été commis par les Japonais anciens alliés de Zhang Zuolin.

signifie « capitale du Nord » et de le remplacer par le nom de « Peïpin » qui peut être traduit par « paix du Nord ». De plus la province du Tchili [Zhili, c'est-à-dire celle où se trouve Pékin] dont le nom signifiait « administrée directement » sera appelé « Hopeï » [Hubeï] c'est-à-dire « fleuve du Nord. »⁴⁷⁸

Le gouvernement de Nankin fait donc de ce changement de nom un symbole fort. En renommant la capitale et sa province par de simples noms géographiques, il leur retire leurs prérogatives. En instaurant au contraire Nankin comme capitale⁴⁷⁹ il montre sa volonté d'en finir avec « Pékin qui porte la marque de l'impérialisme étranger » puisqu'on y trouvait les sièges des légations étrangères. De plus, Chiang Kai-shek réalise enfin le rêve de Sun Yat-sen « qui a toujours considéré Nankin comme capitale naturelle de la Chine et enseigne que la révolution ne serait réellement accomplie que le jour où le gouvernement chinois se fixerait dans l'ancienne cité Ming, rompant avec tout le système administratif mandchou. »⁴⁸⁰ Le désormais père de la République de Chine y avait, on s'en souvient, lui-même installé son éphémère gouvernement, avant que Yuan Shi-kai ne transfère à nouveau la capitale à Pékin. Cette décision constitue la naissance officielle du Gouvernement de Nankin en tant que gouvernement officiel de la Chine.

Ainsi, sur le plan intérieur, les années 1920 sont dominées en Chine par l'anarchie et le désordre et l'expédition punitive entreprise par Chiang Kai-shek semble donc ouvrir une nouvelle étape dans la réalisation d'une unité chinoise. Cependant et contre toute attente, cette deuxième décennie du XX^e siècle est aussi celle d'une affirmation de la Chine sur le plan extérieur, renforcée par l'instauration du gouvernement aux volontés centralisatrices en 1927.

II. Des années 1920 aux années 1930 : la lente construction chinoise d'une souveraineté nationale

1) La Conférence de Washington (1921-1922) : une victoire pour la Chine sur le plan international ?

La Conférence de Washington : la confrontation de deux mondes

Si la Chine est soumise à des forces contraires sur le plan intérieur, elle nourrit de grands espoirs dans la Conférence du Pacifique, qui doit s'ouvrir à Washington le 12 novembre 1921. Celle-ci réunit neuf puissances : Japon, États-Unis, France, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni,

⁴⁷⁸ « Le transfert de la capitale à Nankin », *Revue de l'Asie française*, juillet 1928.

⁴⁷⁹ « Nanjing », 南京 signifie « capitale du Sud ».

⁴⁸⁰ « Le transfert de la capitale à Nankin », *op.cit.*

Italie, Portugal, Chine. L'enjeu majeur est de créer un équilibre des forces en Extrême-Orient, et de prévenir une coûteuse course aux armements dans la région. La délégation chinoise est menée par Wellington Koo, C.T Wang et Alfred Sze, qui représentaient déjà la Chine à la Conférence de la Paix en 1919. Ces derniers souhaitent laver l'affront de 1919 et demandent « le règlement définitif de l'affaire du Chantoung, la confirmation des droits de souveraineté [de la Chine] (contrôle des services postaux et des services de radiotélégraphie chinoise et la reconnaissance officielle du caractère temporaire des tribunaux étrangers et des concessions étrangères en Chine.) »⁴⁸¹ Il s'agit donc une fois de plus pour la Chine de se défaire de la tutelle des puissances étrangères. Wellington Koo le précise en insistant : « L'intégrité du territoire chinois doit être garantie et les nouveaux empiétements que constituent les concessions accordées aux étrangers doivent cesser. La Chine doit avoir l'indépendance politique absolue et dégagée de toute immixtion étrangère. »⁴⁸²

La Chine souhaite donc la fin des traités inégaux et du principe de l'extraterritorialité ainsi que le plein contrôle juridique de son territoire. Le but de la conférence de Washington, sous la férule des États-Unis, est donc bien « d'actualiser la logique de la Porte ouverte : égalité régionale entre puissances, soutien à l'intégrité de la République chinoise »⁴⁸³. Le traité des neuf puissances ajoute une clause d'auto-retenue des puissances signataires qui s'engageraient à ne pas exploiter la crise chinoise à des fins propres ou à menacer les intérêts des autres puissances. Cependant, la France, par exemple estime que la Chine n'est pas en mesure de récupérer le contrôle de son territoire et a encore besoin de tuteurs :

« Aussi bien dans les questions politiques que dans les questions concernant la législation, la Chine ne peut se ranger au niveau voulu sans le secours de juristes européens. Elle doit reconnaître très nettement son incapacité actuelle, la désorganisation qui désole en ce moment son territoire et le besoin absolu qu'elle a de l'aide européenne. Oubliant son orgueil profond et inné, la Chine devrait accepter dans les rouages de son administration un comité international, tout à la fois directeur et protecteur. La Chine ne peut sortir rapidement de l'abîme où elle se trouve entraînée si elle n'accepte le contrôle européen sur tous les degrés de son administration. »⁴⁸⁴

De fait, la Conférence de Washington ne bouleverse absolument pas l'ordre du monde, bien loin de ce qu'avait espéré la délégation chinoise. La Chine reçoit en dédommagement, des

⁴⁸¹ « La Conférence de Washington, la question de l'extraterritorialité, *Revue de l'Asie Française*, juillet-août 1921.

⁴⁸² *Ibid.*

⁴⁸³ Nicolas VAICBOURDT, « La conférence de Washington, 1921-1922 : l'idéal d'un nouveau congrès de Vienne pour le XX^e siècle ? », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 42, n° 2 (14 décembre 2015): 115-28, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2015-2-page-115.htm>.

⁴⁸⁴ « La Chine et les questions d'Extrême-Orient », *La Revue de l'Asie française*, septembre-octobre 1921.

compensations symboliques : le contrôle des stations de radio étrangères et la fin des activités postales étrangères en Chine, mais surtout, l'évacuation par le Japon des anciennes colonies allemandes du Shandong, qui déjà avait pesé sur la Conférence de la Paix. Jean Chesneaux confirme : « La conférence avait consacré le recul du Japon, contraint par les Anglo-Saxons de rendre le Shandong à la Chine. Mais les revendications nationales chinoises n'avaient pas été entendues. »⁴⁸⁵ L'ordre des puissances n'est ainsi pas remis en cause.

Le traité des Neuf Puissances vu de Chine : un premier pas vers une souveraineté nationale

Pourtant la Chine semble avoir considéré cette conférence comme une victoire : pour preuve cet article virulent du journal *Sine Ching*, journal chinois de langue française dont le siège est à Paris. H.K. Teng, le journaliste chinois écrit que « la conférence de Washington a voulu, en effet, nous rendre une partie infime des droits divins que les hommes politiques des grandes puissances ont enlevés à la Chine vaincue. »⁴⁸⁶

Aussi peut-on estimer que la Conférence de Washington a eu un poids symbolique très fort pour la Chine. Bien qu'elle ait obtenu peu de choses des Puissances, elle a été conviée par elles, et le respect de son intégrité territoriale est dorénavant inscrit noir sur blanc. C'est notamment cette clause du traité des Neuf Puissances que les représentants chinois invoqueront contre l'invasion japonaise de 1931.

Pour le sinologue Georges Dubarbier, la Conférence de Washington a ouvert la voie à une reconnaissance de la Chine. Chargé de cours à l'Institut des Hautes Etudes Chinoises (IHEC) et à l'Institut Franco-chinois de Lyon, Dubarbier est l'auteur de manuels sur la Chine moderne. Il explique en 1928 : « On a dit que la Chine avait été le grand vainqueur de la Conférence de Washington ; il y a peut-être quelque exagération à cette assertion. Il n'en est pas moins vrai que, grâce à l'appui américain, la Chine remporta là quelques avantages : le Japon a dû évacuer le Chan-tong, les bureaux de poste étrangers furent supprimés ; enfin, deux conférences doivent se tenir à Pékin : l'une pour étudier la question de l'extraterritorialité ; l'autre la question douanière. [...] »⁴⁸⁷ Dubarbier reconnaît surtout l'importance symbolique de la Conférence de Washington : « Cela [...] dépasserait l'échec du traité de Versailles. Cette fois les diplomates

⁴⁸⁵ Jean CHESNEAUX et Françoise LE BARBIER, *Histoire de la Chine - t. 3 : la marche de la Révolution (1921-1949)*, Hatier, Paris, 1975 p. 23.

⁴⁸⁶ 25 août 1924, A.N Fonds Painelevé, 313 AP/205.

⁴⁸⁷ Georges DUBARBIER « La diplomatie de la Chine nouvelle », *Annales franco-chinoises*, 2^e trimestre 1929.

chinois ne seront plus isolés, ils ont un puissant parrain : les États-Unis »⁴⁸⁸. Il va même jusqu'à affirmer : « Après Washington c'est une Chine nouvelle que les Puissances ont devant elles. »⁴⁸⁹

Le traité des Neuf Puissances signé à la Conférence de Washington, ouvre donc une brèche dans la mainmise étrangère. Si la Chine de ce début des années 1920 est au sein de ses frontières une « pieuvre molle » sans unité, ses représentants obtiennent, dans ces mêmes années, un premier succès diplomatique, qui signifie une certaine reconnaissance de la Chine par les Puissances. Si cette reconnaissance est bien plus symbolique que politique, elle est considérée comme un premier pas vers une souveraineté retrouvée pour la Chine.

2) Après la conférence de Washington, premiers succès diplomatiques, confirmés sous le gouvernement de Nankin

La conférence douanière de 1925-1926

En juillet 1925, Pierre Bernus, chartiste d'origine suisse, et docteur en Histoire chargé de la rubrique de politique étrangère au *Journal de Genève* et au *Journal des débats* prévenait déjà :

« La Chine ne considère plus aujourd'hui comme suffisantes les concessions qui lui ont été faites et l'on peut être certain qu'elle profitera de la conférence internationale qui se réunira dans quelque temps pour formuler de nouvelles demandes. »⁴⁹⁰

En effet, alors que Shanghai est en proie à de violents incidents, le gouvernement chinois a adressé aux Puissances une note demandant la révision des traités inégaux, la suppression de l'extraterritorialité, la remise des concessions et des territoires à baux et la révision des tarifs douaniers, c'est-à-dire bien plus que ce à quoi la Conférence de Washington avait consenti⁴⁹¹.

La conférence douanière qui s'ouvre à Pékin le 25 octobre 1925 est pour la Chine l'occasion de réclamer son autonomie douanière. La conférence de Washington avait prévu d'améliorer les finances publiques de la Chine, « en autorisant celle-ci à porter de 5 à 7 ½ % les tarifs de ses droits d'importation. Et l'on a calculé [...] que cette élévation produirait annuellement environ 30 millions de dollars. »⁴⁹²

⁴⁸⁸ *Ibid.*

⁴⁸⁹ *Ibid.*

⁴⁹⁰ Pierre BERNUS, « La France et les affaires de Chine », *Le Journal des débats*, 25 juillet 1925.

⁴⁹¹ N. BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, *op.cit.*

⁴⁹² F. BORREY, « Convocation de la conférence douanière », *Le Journal des Débats*, 18 septembre 1925.

Un temps ajourné par les luttes entre les ennemis jurés, Wu Peifu et Zhang Zuolin, la conférence douanière reprend en 1926 et consacre l'autonomie douanière de la Chine.

L'abolition de l'extraterritorialité, un principe rejeté unanimement par la France

Cependant, une autre question est agitée par C.T Wang, ministre des Affaires étrangères chinois. Celui-ci souhaite voir abolir le privilège d'extraterritorialité⁴⁹³ conféré aux Occidentaux. Ce principe est l'un des leitmotifs du Guomindang qui déclare que l'extraterritorialité appartient au « régime des traités d'esclavage » au même titre que les traités inégaux du XIX^e siècle⁴⁹⁴. Les Puissances acceptent la tenue d'une Commission pour la révision de l'extraterritorialité. Cette Commission se tient elle aussi à Pékin en 1926 « au milieu de la bagarre actuelle »⁴⁹⁵ qui continue toujours de faire rage entre les deux *dujuns*, selon la formule de Georges Brissaud-Desmaillet. Or, si l'Angleterre et la Belgique consentent à infléchir leur position, la France, elle, refuse de faire la moindre concession sur le principe de l'extraterritorialité. Le Père Léon Robert, assistant du supérieur des Missions étrangères de Paris exprime sa position, qui est aussi celle partagée par la diplomatie française. Ce missionnaire jésuite ordonné prêtre en 1888 est nommé procureur général de Shanghai en 1891 et « joue un rôle important dans les questions relatives à l'extension de la concession, l'établissement du service des eaux, le tramway etc. Il collabora à la fondation du journal *L'Écho de Chine* pour la défense des intérêts français. Aussi la municipalité a-t-elle donné à l'une des grandes artères de la concession agrandie le nom « d'avenue du père Robert »⁴⁹⁶. Assistant du Supérieur des Missions étrangères de Paris, Mgr. de Guébriant, il lui succède à ce poste en 1935. Léon Robert est donc un missionnaire acclimaté à la Chine, héritier du missionnaire Matteo Ricci au XVI^e siècle. Il écrit en 1922 :

« On ne voit pas comment [la] si grave question [de l'extraterritorialité] pourrait être présentement réglée au bénéfice de la Chine. [...] La Chine n'a ni magistrat, ni avocat, ni procédure juridique donnant la moindre garantie de justice à celui qui se présente devant ses tribunaux. La justice pénale, et le peuple, habitué à la payer, a moins le souci de dire la vérité devant ses juges que celui de savoir combien il devra verser pour faire pencher la balance de son côté. Il n'est pas un seul étranger ayant vécu en Chine qui ne sache combien est tristement amusante l'administration de la justice dans les Yamens⁴⁹⁷. [...] L'État pense

⁴⁹³ Ce principe signifie que les étrangers résidant en Chine ne dépendent pas des tribunaux judiciaires chinois, mais des tribunaux consulaires de leur propre pays. Ils sont donc jugés selon la loi de leur pays d'origine, et non selon la loi chinoise.

⁴⁹⁴ Pour l'anniversaire de la vingt-quatrième année de la République chinoise, *Revue France-Japon* n°24, décembre 1937.

⁴⁹⁵ G. BRISSAUD-DESMAILLET, « Situation en Chine au 1^{er} août 1926 », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/204.

⁴⁹⁶ « Mort de Mgr de Guébriant (1935) par le Père Léon ROBERT, Supérieur général de la Société des Missions étrangères de Paris. » *Annales des Missions étrangères de Paris*, sur <https://www.irfa.paris/fr/annales/> 1935.

⁴⁹⁷ Bureaux de l'administration impériale au niveau local.

bien, mais dans la pratique agit mal, pour une foule de raisons faciles à saisir. En matière judiciaire, il faut en Chine un renouvellement de l'esprit national aussi bien que de la lettre et des codes. Il est tout naturel que la Chine désire être sur un pied de complète égalité avec les autres puissances ; et de ce désir on ne peut que la féliciter tout en lui demandant instamment de se mettre au niveau voulu pour que cet heureux jour arrive le plus tôt possible. [...] »⁴⁹⁸

Cette position, qui estime que la justice chinoise n'est pas à même d'être juste et équitable est entièrement partagée par Aristide Briand, ministre français des Affaires étrangères qui affirme pour sa part :

« Nous n'entendons nullement réclamer le maintien des anomalies en Chine, nous n'entendons nullement faire obstacle à l'émancipation du peuple chinois. Nous demandons à la Chine, puisqu'elle veut évoluer vers les formes des grands pays civilisés... d'avoir une législation appropriée, une organisation judiciaire appropriée, une patrie appropriée, c'est-à-dire d'avoir entre ses mains tous les moyens qui permettent à un grand pays d'assurer à ceux qui viennent y vivre et y développer le commerce ou l'industrie, les garanties qu'ils sont en droit d'exiger, celles qu'ils trouvent normalement en tous pays... [...] »⁴⁹⁹

À l'issue de la Commission, c'est une simple recommandation qui est faite aux Puissances, les invitant « à mettre en œuvre les moyens que la Commission pourrait juger convenables pour améliorer les conditions actuelles de l'administration de la justice en Chine, pour aider et encourager les efforts faits par le gouvernement chinois en vue d'introduire les mesures judiciaires et des réformes législatives qui justifieraient l'abandon, soit progressif, soit sous toute autre forme, par ces diverses puissances, de leurs droits respectifs d'extraterritorialité. »⁵⁰⁰

Georges Dubarbier reformule ainsi la décision de la Commission : la question est « ajournée *sine die* et l'on donnait à la Chine une simple satisfaction d'ordre moral. »⁵⁰¹

Malgré tout, on peut estimer qu'en 1928, aux premiers jours de la mise en place du gouvernement de Nankin, le bilan diplomatique de la Chine est plutôt positif. Malgré de graves troubles internes, liés non seulement aux seigneurs de la guerre mais aussi aux manifestations à Shanghai⁵⁰², deux conférences ont pu se tenir sur son sol – quoique difficilement – mais surtout, la pugnacité de ses diplomates parmi lesquels C.T Wang, a permis à la Chine de continuer à se libérer du joug des puissances impérialistes. Georges Dubarbier formule des vœux d'espoirs pour le nouveau gouvernement de Nankin :

⁴⁹⁸ L. ROBERT, « Dix années de République en Chine », *Annales des Missions étrangères de Paris, op.cit.* 1922.

⁴⁹⁹ « L'imbroglio chinois et les puissances », *Revue de l'Asie Française*, février 1927.

⁵⁰⁰ Georges DUBARBIER, *La Chine contemporaine politique et économique*, Paris, P. Geuthner, 1926, p.111.

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² Voir à ce sujet la partie 4, chapitre 1.

« Des deux grosses revendications chinoises : l'autonomie douanière et l'abolition de l'extraterritorialité, la première est acquise. Tous les nouveaux traités reconnaissent l'absolue liberté de la Chine de fixer son tarif douanier. Tel est l'esprit qui anime les traités récemment conclus entre la Chine d'un côté, l'Angleterre, l'Italie, la France d'un autre. [...] »

On peut espérer que, grâce à une stabilité gouvernementale enfin acquise, ce jour n'est plus trop loin où la Chine dégagée par elle-même de son archaïsme et en définitive éduquée par l'étranger, aura parmi les grandes puissances mondiales le rang auquel elle prétend légitimement tenir et auquel lui donne droit son passé historique. »⁵⁰³

3) L'instauration du gouvernement nationaliste de Nankin : une unité chinoise enfin retrouvée ?

L'instauration d'un gouvernement officiel à Nankin ouvre ce que l'on appelle « la décennie de Nankin » (1927-1937). Cette période a bénéficié d'un nouvel éclairage historique. En effet, le régime de Nankin a longtemps été considéré comme rongé par la corruption, et aux ordres autoritaires de son dirigeant principal, Chiang Kai-shek, parfois qualifié de « dictateur personnel »⁵⁰⁴ dans une lecture pro-maoïste. Récemment, d'autres historiens ont insisté au contraire sur « l'ouverture » de la Chine lors de cette période, notamment au niveau politique, avec, par exemple, la défense des droits de l'homme et des institutions démocratiques sous le patronage de Madame Sun Yat-sen, veuve du Père de la Patrie. Frank Dikötter estime que le parti nationaliste lui-même connaît une ouverture démocratique relative, avec par exemple la convocation de la Convention Nationale du Peuple, cinq cents délégués réunis à Nankin pour approuver la constitution provisoire en 1931⁵⁰⁵.

La victoire de Chiang Kai-shek sur les seigneurs de la guerre – quoique toujours imparfaite⁵⁰⁶ on le verra – entérinée notamment par le ralliement au régime de Nankin du fils de Zhang Zuolin, le jeune Zhang Xueliang, semble ainsi être considérée comme la fin des divisions. Chiang a en effet réussi à unir sous sa main la majorité des provinces. Le parti nationaliste retrouve lui aussi peu à peu son unité, alors Chiang tend la main à ses ennemis de Wuhan. Dans les premières années de la décennie de Nankin, Hu Hanmin, l'un des chefs de file du gouvernement de Wuhan, accepte de collaborer avec Chiang, et devient président du Yuan (Conseil) législatif, le plus important des cinq Yuans de la nouvelle constitution, après le Yuan

⁵⁰³ G. DUBARBIER, « La diplomatie de la Chine nouvelle », *op.cit.*

⁵⁰⁴ Jean-Jacques BRIEUX, *La Chine, du nationalisme au communisme*, Seuil, Paris, 1950, p. 204.

⁵⁰⁵ F. DIKÖTTER, « Open Governance ». *op.cit.*

⁵⁰⁶ Les seigneurs de la guerre continueront à être actifs jusqu'en 1940.

exécutif. Wang Jingwei, l'autre leader du gouvernement de Wuhan, affiche un ralliement de façade à son ennemi juré.

Les intellectuels chinois et la Chine réunifiée

Intellectuels français et chinois font part de leur soulagement alors que, la *Beifa* achevée, le gouvernement de Nankin semble enfin à même de réunifier la Chine.

Le juriste Jean Escarra, conseiller du gouvernement chinois entre 1921 et 1924⁵⁰⁷, en témoigne. Professeur de droit à la Faculté de Paris et à l'Institut des Hautes Études Chinoises, il est l'un de ceux qui mettent sur pied la constitution chinoise de 1927. Cet excellent sinophone, « pionnier des études sur la loi chinoise »⁵⁰⁸ aura un rôle important durant toute la République, rôle sur lequel nous reviendrons. En 1937⁵⁰⁹ il publie *La Chine passé et présent*, un petit livre qui revient de manière synthétique sur l'histoire et la civilisation chinoises, de la première dynastie des Xia (1989 avant J-C) aux soubresauts politiques dont il est contemporain. Il écrit :

« Pendant les premières années de son activité, le parti Kuo-Min [Guomindang] a certainement rendu à la Chine le service inappréciable de faire démarrer l'œuvre de reconstruction nationale. À partir de 1928, il a fait sortir le pays de cette apathie anarchique dans laquelle il se traînait depuis 1912. On eut l'impression d'une deuxième révolution, plus ample et plus féconde que la première. Les observateurs étrangers le proclamaient à l'envi. »⁵¹⁰

Cette idée de réunification est en effet amplement développée dans les premières années du gouvernement de Nankin, par les Chinois comme par les étrangers. Ainsi, Tsen Tsonming se fait l'écho de cette stabilisation nouvelle. Tsen Tsonming (1896-1939) est l'un des rouages les plus importants des échanges intellectuels franco-chinois : adhérent à la Ligue jurée dès sa création, il part faire en France des études de littérature. Cet amoureux de la culture française n'a de cesse de la défendre et devient, dès sa création en 1921, le secrétaire général de l'Institut Franco-Chinois de Lyon. Il est donc le lien privilégié entre les étudiants chinois et les autorités locales, administratives et politiques⁵¹¹. Voici donc comment ce partisan convaincu du Guomindang, évoque le nouveau gouvernement à la fin de l'année 1928, dans les colonnes du *Progrès de Lyon* :

⁵⁰⁷ Puis à nouveau entre 1926-1928 et en 1934.

⁵⁰⁸ A.F. HULSEWÉ, M. H VAN DER VALK, «Jean Escarra (1885-1955)», *T'oung Pao*, Vol 44. Livre 1/3 (1956) pp. 304-310.

⁵⁰⁹ Date de la première édition. Celle que nous citons date de 1949.

⁵¹⁰ Jean ESCARRA, *La Chine, passé et présent*, Paris, Armand Colin, 1949, p. 189.

⁵¹¹ « Tsen Tsonming », sur <https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources/ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/l-histoire-de-l-ifcl/article/tsen-tsonming-1896-1939?lang=fr> consulté le 2 juin 2020.

« Le triomphe du gouvernement national est, désormais, incontesté. C'est lui qui règne sur le pays et son autorité, méthodiquement exercée, se fait rapidement effective sur tout le territoire. Mais la rénovation sociale, politique et démocratique de la Chine ne saurait s'accomplir du jour au lendemain. Il faut du temps et des hommes, beaucoup d'hommes et les meilleurs. [...] »

Dans le Kuomintang, la grande majorité, sinon l'unanimité veut la rénovation du pays dans la paix, par la démocratie. J'en veux pour preuve le télégramme que Monsieur Wang Ching Wei [Wang Jingwei], un de nos chefs actuellement en Europe vient d'adresser au Kuomintang. Il y adjure les membres du parti de sacrifier toute préoccupation personnelle pour constituer un gouvernement fort, afin de sauvegarder et de développer les institutions démocratiques et économiques ; d'assurer au peuple une existence heureuse sans antagonisme de classe, de garantir la liberté de la presse et de toute forme de la pensée. Voilà à quoi nous travaillons, conclut M. Tsen Tsonming. L'œuvre est formidable, nous la poursuivrons de tout cœur avec la confiance que la sympathie française qui nous a déjà tant aidés, renforcera encore le grand courant de liberté et d'action qui anime la Chine nouvelle. »⁵¹²

En octobre 1928, la cérémonie du dix-septième anniversaire de la proclamation de la République de Chine est l'occasion pour les Chinois de réitérer officiellement leur confiance en leur pays. Ainsi, M. Yeh Ling, chargé d'affaires chinois, « prononce un discours où perce la joie de voir enfin la Chine unifiée », tandis que son collègue Tsi Tche « nommé depuis deux mois et demi dans ce grand pays ami qu'est la France »⁵¹³, rappelle à la Légation de Chine que « durant les années antérieures qu'elle a vécues, la République chinoise a souvent été ébranlée par toutes sortes de fluctuations politiques. [...] Aujourd'hui, ces obstacles sont anéantis, notre unité nationale est un fait accompli. [...] En ce jour du 10 octobre 1928 nous avons donc deux raisons essentielles pour célébrer avec plus d'éclat que jamais notre fête nationale : il y a d'abord la victoire des armées nationales contre le Nord, d'une importance capitale que notre histoire n'avait pas encore connue jusqu'ici. Ensuite le succès de l'organisation par le Kuomintang de la République chinoise est aujourd'hui assuré. »⁵¹⁴

Un gouvernement reconnu et expliqué par les intellectuels

Le gouvernement de Nankin intéresse les Français. Des articles paraissent afin d'expliquer ce sur quoi il repose et quels sont ses objectifs. Ces articles montrent à la fois que la France a pris acte de ce nouveau gouvernement, mais aussi que les aspirations de celui-ci ne sont pas sans causer des inquiétudes.

⁵¹² « Visite de M. Tsen Tsonming, ancien secrétaire général de l'Institut franco-chinois de Lyon », *Annales franco-chinoise*, 4^e trimestre 1928.

⁵¹³ « Fête du 17^e anniversaire de la proclamation de la République chinoise, *Annales franco-chinoises*, op.cit.

⁵¹⁴ *Ibid.*

Xavier Paulès explique qu'à partir de 1928, le Guomindang « entame un remodelage de l'État central chinois [...] [qui] constitue sans conteste la plus cohérente et la plus aboutie des tentatives de réformes de l'État durant la période. »⁵¹⁵ Les intellectuels français commentent donc abondamment ce nationalisme chinois qui désormais semble gouverner la Chine. Ils s'intéressent à la manière dont le gouvernement de Nankin orchestre sa propre légitimité : par l'instauration d'un gouvernement organisé mais surtout par l'élaboration d'un socle idéologique, les trois principes du peuple, édictés par Sun Yat-sen, appelé « le Président »⁵¹⁶ et à qui la République voue un véritable culte.

- La mise en place de la légitimité républicaine du gouvernement de Nankin sous les yeux des sinophiles français.

Le Guomindang se dote ainsi de nouveaux emblèmes : le drapeau national composé d'un soleil blanc dans un carré bleu sur fond rouge, vient remplacer le drapeau aux cinq couleurs. Le « Soleil Blanc symbole de lumière éternelle, triomphe de la terre rouge symbole des luttes et des passions humaines. »⁵¹⁷ Les paroles de l'hymne national, adopté en 1927, sont entièrement issues des discours prononcés par Sun Yat-sen. Marie-Claire Bergère a particulièrement étudié ce processus de divinisation de Sun Yat-sen, qui cherche à « arracher aux rivaux communistes l'héritage de la révolution chinoise et donc celui de Sun. »⁵¹⁸ L'appareil du Guomindang organise donc, de manière très officielle, le culte du grand homme. Jean Rodes, dans son livre *À travers la Chine actuelle*, donne à voir très concrètement comment s'organise cette dévotion :

« Son portrait est accroché dans toutes les salles officielles et il préside également aux audiences de tous les tribunaux de Chine.

Tous les lundis, les membres du gouvernement de Nankin se réunissent devant son effigie, on lit son testament et celui qui préside la réunion [...] prononce un discours qui prend la valeur d'un prêche. La même cérémonie a lieu, le même jour, dans toutes les Écoles du pays. Cela se termine par les trois inclinations rituelles à son image, au bas de laquelle sont disposés, sur une table, des mets de toutes sortes et se consomment, dans un brûle-parfums [*sic*] des pastilles odoriférantes. Un mausolée lui a été construit sur la colline Pourpre à Nankin « qui est desservie par une magnifique route de 15 kilomètres. »⁵¹⁹

Le musicologue Louis Laloy, dont nous avons déjà vu l'amitié très forte qui le liait au républicain chinois, conclut son ouvrage *Miroirs de Chine*, sur ces mots sans équivoque : « Je

⁵¹⁵ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 241-242.

⁵¹⁶ En 1940, Chiang Kai-shek lui donne le titre de « Père de la Nation ».

⁵¹⁷ « Fête du 17 anniversaire de la proclamation de la République », *op.cit.*

⁵¹⁸ M-C. BERGÈRE, *Sun Yat-sen*, *op.cit.* p. 466.

⁵¹⁹ J. RODES, *A travers la Chine actuelle*, *op.cit.* p. 145.

songe à l'attente de Sun Yat-sen, là-bas, près de Nankin, au faite de la colline, ouverte, pacifique, élevée au-dessus des classes, des frontières, baignée de tous côtés par la vertu d'humanité. »⁵²⁰

- Le triple démisme de Sun Yat-sen, fondement du gouvernement

Le gouvernement de Nankin est tout entier fondé sur « le triple démisme », les trois principes du peuple (*sanmin zhuyi*) édictés par Sun Yat-sen. Ces trois points sont consacrés à l'idéologie officielle du Parti lors de la refondation du Guomindang en 1924. Albert Maybon, dans son article « Qu'est-ce que le nationalisme chinois ? » donne une traduction rapide de ces trois principes : « démocratie raciale ; démocratie politique ; démocratie sociale. »⁵²¹ Il estime par ailleurs qu'« en dehors de cette idéologie et sur la question du régime à établir, les partisans du *sanmin* [les trois principes] sont divisés, sans idées communes. »⁵²² Il est à ce propos intéressant de voir comment sont traduits ces trois principes et surtout le troisième que Maybon traduit un peu vite par « démocratie sociale ». Jean Rodes propose, en 1932, une traduction relativement semblable puisqu'il parle de « révolution raciale, révolution politique et révolution sociale. »⁵²³ S'il garde des adjectifs génériques, force est de constater que « démocratie » et « révolution » ne revêtent pas la même forme politique. Dans la traduction donnée par Rodes, la démocratie disparaît. Le sinologue Jean Escarra, lui, traduit ces trois principes par : « nationalisme », « démocratie » et « subsistance du peuple »⁵²⁴. Cette traduction est plus proche de celle que l'on donne actuellement de ces trois principes : « nationalisme », « démocratie » et « bien-être du peuple ». Ces diverses traductions illustrent le fait que la doctrine de Sun n'a jamais été fixée de façon très nette, et n'a cessé d'évoluer au cours de la décennie de Nankin, tirée vers le conservatisme confucéen ou au contraire vers les actions révolutionnaires, selon que c'est l'aile gauche ou l'aile droite qui l'utilise.

Il faut en quelques mots revenir sur ce que recouvrent ces principes, afin de comprendre sur quelles fondations repose la République de Chine à partir de 1927. Le premier principe, celui traduit par « nationalisme » mais aussi par « démisme racial » faisait référence à la domination de la race mandchoue sur celle des Han, dont la Chine devait se libérer. Dans les années 1920, « Le nationalisme devient synonyme d'anti-impérialisme, dirigé non seulement contre les puissances occidentales mais aussi contre leurs prétendus suppôts, les seigneurs de la

⁵²⁰ L. LALOY, *Miroir de la Chine, présages, images, mirages, op.cit.* p. 340.

⁵²¹ A. MAYBON, « Qu'est-ce que le nationalisme chinois ? » *Revue de l'Asie française*, juin 1928.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ J. RODES, *op.cit.* p.147.

⁵²⁴ J. ESCARRA, *La Chine : passé et présent, op.cit.* p. 187.

guerre. »⁵²⁵ Cette interprétation est encore celle qui a cours en 1938 au sein de la gauche intellectuelle française qui explique que « c'est au nom du démisme racique que le Kuomintang a commencé à diriger le mouvement pour abolir les "traités inégaux" sinon étrangers. »⁵²⁶ Jean Rodes qui pointe du doigt les « affirmations fausses » de Sun, commente, au prisme de son époque irriguée du colonialisme : « Il se garde bien de dire que toutes ces choses, créées par les étrangers, ont enrichi de très nombreux Chinois et qu'elles ont apporté à tous les bienfaits de notre civilisation, qu'ils n'auraient, sans cela, vraisemblablement pas connus. »⁵²⁷

Le deuxième principe est celui de la démocratie. Dans une conférence du 9 mars 1924, Sun Yat-sen expliquait lui-même prêcher « la démocratie [...] où c'est le peuple qui est empereur. »⁵²⁸ Cependant Sun estime que la Chine n'est pas mûre pour une démocratie libre à l'Occidentale. Il pense donc que la mise en place de la démocratie doit être précédée de deux étapes, celle d'un gouvernement militaire puis d'une tutelle politique par le Parti. Marie-Claire Bergère ajoute que cette démocratie ne repose pas sur les mêmes piliers qu'en Occident : « Il est clair que Sun Yat-sen songe à mettre en place un pouvoir fort, capable de conduire la Chine vers l'émancipation nationale et la modernisation et non à établir un dispositif susceptible de refléter les vues de la majorité. »⁵²⁹ Jean Escarra observe néanmoins que la loi Organique votée en 1928 respecte la séparation des cinq pouvoirs souhaités par Sun. Cela se matérialise par l'existence des cinq Yuans – ou Conseils –, cités par le chargé d'affaire Tsi Tche : « 1) Conseil exécutif ; 2) Conseil législatif ; 3) Conseil judiciaire ; 4) Conseil d'examen ; 5) Conseil de contrôle. »⁵³⁰ Cependant note Xavier Paulès, « le Yuan exécutif est notoirement prépondérant et son président fait figure de Premier ministre. »⁵³¹

Enfin le dernier principe, celui du « bien-être du peuple » est sans doute celui qui fait couler le plus d'encre, comme en témoignent ses différentes traductions. Il fait l'objet d'une conférence de Sun Yat-sen le 10 août 1924. Celui-ci explique que ce « démisme social » a pour but que « les habitants de tout le pays puissent vivre heureux et qu'aucun ne subisse les souffrances d'une répartition inégale des richesses. »⁵³² Jean Rodes identifie ce principe au socialisme mais le balaie d'un revers de main : « [c']est original mais utopique en Chine plus

⁵²⁵ X. PAULÈS, *op.cit.* p. 244.

⁵²⁶ Brochure *Le péril jaune*, éditée par le RUP, novembre 1938, BULAC, BIULO 1245 (6).

⁵²⁷ J. RODES, *op.cit.* p. 148

⁵²⁸ Conférence de Sun Yat-sen à Canton, le 9 mars 1924 sur « le démisme gouvernemental », cité par X. PAULÈS, « La Chine des guerres de l'opium à nos jours » *op.cit.* p. 31.

⁵²⁹ M-C. BERGÈRE, *Sun Yat-sen, op.cit.* p. 430.

⁵³⁰ « Fête du 17^e anniversaire » *op.cit.*

⁵³¹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949), op.cit.* p. 245.

⁵³² Conférence de Sun Yat-sen à Canton, le 10 août 1924 sur « la question sociale, solution démiste », cité par X. PAULÈS, « La Chine des guerres de l'opium à nos jours » *op.cit.* p. 31.

que partout ailleurs. »⁵³³ Ce concept est, parmi les trois, le plus difficile à saisir, le plus mouvant aussi. Si à l'époque de la Ligue Jurée, Sun lui-même l'assimile au socialisme, à partir de 1924, il l'identifie aussi au communisme. Cependant, Marie-Claire Bergère explique que Sun réfute l'idéologie marxiste de la lutte des classes tandis que Xavier Paulès précise que les positions réformistes de Sun sont modérées, « se contentant de prôner assez vaguement une réduction des inégalités. »⁵³⁴ Pour l'historien, le principe du « bien-être du peuple » ne peut être assimilé au socialisme.

On le voit, ces trois principes qui ne cesseront d'être invoqués durant la fin de la République de Chine, y compris par les communistes, ne peuvent se réduire à une simple définition. Mais ils sont expliqués par les intellectuels français, de même qu'est présentée l'organisation politique du gouvernement. Cela prouve que ce nouveau gouvernement suscite l'intérêt des intellectuels et que donc ceux-ci valident ainsi la légitimité de ce gouvernement chinois.

Cependant, dès la naissance du gouvernement de Nankin, observateurs et diplomates se montrent prudents, et, ne partagent pas tout à fait l'enthousiasme des Chinois qui célèbrent leur unité. Ils pointent déjà les fissures du mouvement.

Des intellectuels français peu indulgents devant les failles du nouveau régime

Si le docteur Lépine, doyen honoraire de la faculté de médecine de Lyon⁵³⁵ et président de l'Association universitaire franco-chinoise, sacrifie au salut du drapeau du tout nouveau gouvernement le 10 octobre 1928, son discours, prudent et mesuré, contraste avec l'enthousiasme des intellectuels Chinois qui fêtent l'unité retrouvée. Il se contente d'exprimer « ses meilleurs vœux pour que la Chine, pacifique par essence, soit bientôt pourvue des institutions efficaces qui lui permettront d'acquiescer toute son indépendance. »⁵³⁶

Un mois plus tard, les diplomates français soulignent déjà les faiblesses du gouvernement, André Maginot, docteur en droit, ministre de la guerre entre 1922 et 1924, écrit le 30 novembre 1928 :

« Comme nous l'indiquions dans notre dernière note, le gouvernement de Nankin offre aux regards des observateurs une façade d'apparence solide, mais déjà sous le crépi neuf, les lézardes se dessinent. Le manque de ressources financières qui fait naître toujours la désharmonie entre les associés placés en face de caisses vides n'est pas seul en cause. Comme il était aisé de le prévoir, les toukiouns [dujuns] entendent

⁵³³ J. RODES, *op.cit.* p. 149.

⁵³⁴ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 245.

⁵³⁵ <https://www.nifc.fr/le-nouvel-institut-franco-chinois/histoire-institut-franco-chinois-lyon/> consulté le 7 juin 2020.

⁵³⁶ « Fête du 17^e anniversaire de la République chinoise », *op.cit.*

maintenir leurs positions. Tchang Kai Shek et Feng Yu Siang devenu ministre de la guerre, ne sont pas d'accord sur l'organisation de l'armée. [...] »⁵³⁷

Albert Maybon renchérit : « On ne saurait considérer Feng Yu Siang [Feng Yuxiang] et Yen Si Chang [Yen Xishan] comme des partisans convaincus et loyaux : le premier est un chef de corps, ambitieux et investi, s'étant mis, pour mieux s'imposer, au service des missions protestantes d'abord, et ensuite des Soviets ; le second est un de ces gouverneurs militaires que la Révolution de 1911 vit surgir, attaché à sa province qu'il administra avec sollicitude et intelligence, s'alliant, pour la défendre, avec l'un ou l'autre des grands partis en guerre. »⁵³⁸

En effet, la *Beifa* n'a pas mis fin aux velléités des anciens seigneurs de la guerre. Feng Yuxiang et Yan Xishan, pourtant tous deux nommés au gouvernement, ne tardent pas à se révolter. La guerre dite de la Plaine Centrale oppose les forces de Chiang Kai-shek à celle d'une coalition de *dujuns*, entre mai et octobre 1930⁵³⁹.

Le parti nationaliste Guomindang doit par ailleurs faire face à des divisions internes qui se poursuivent, entre l'aile droite, qu'incarne Chiang Kai-shek, et l'aile gauche, dominée par Wang Jingwei. Albert Maybon ajoute : « On annonce pour le 15 juillet, une assemblée générale du Parti. Si l'unité matérielle et morale est réellement assurée, nous nous trouverons devant un fait nouveau. »⁵⁴⁰ Cependant, il ne laisse guère planer de doute sur la réussite de l'opération, achevant son article par une sentence aux allures irrévocables : « Nous sommes loin encore [...] d'une stabilisation politique et idéologique ; encore plus loin de la constitution d'un gouvernement central fort et respecté ! »⁵⁴¹

D'autres Français, s'ils reconnaissent les difficultés du gouvernement de Nankin, font preuve de moins de sévérité à son égard. Une note anonyme de vingt-cinq pages sans doute issue des renseignements français sur « La situation politique en Chine en 1929 » demeure prudente en avouant : « Ceux qui connaissent bien la Chine ne se permettent pas de prédire au-delà de huit jours et encore, s'ils s'estiment téméraires », formule rhétorique qui accompagnait les projections des diplomates dans les années 1920, au plus fort des luttes internes des seigneurs de la guerre. Le rédacteur rappelle à la fois que « [Tchang Kai-shek] est parvenu à châtier plusieurs des désobéissances les plus insolentes et qu'il a fait exécuter sans faiblesse de nombreux généraux félons », et que « s'il vit [...] il pourra alors proposer son administration

⁵³⁷ André MAGINOT, « La situation en Chine », 30 novembre 1928, ANOM, SLOTFOM III/69.

⁵³⁸ A. MAYBON, « Qu'est-ce que le nationalisme chinois ? », *op.cit.*

⁵³⁹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 101.

⁵⁴⁰ A. MAYBON, *op.cit.*

⁵⁴¹ *Ibid.*

en exemple ». Le scripteur nuance son propos en ajoutant que « bien peu parmi les généraux leaders du Kuomintang semblent capables de vues désintéressées et d'impersonnels desseins. »⁵⁴² Tout en reconnaissant les qualités de chef de Chiang Kai-shek, l'auteur de la note semble douter de la réalisation de l'unité chinoise avant longtemps.

Le gouvernement de Nankin est par ailleurs un gouvernement « impécunieux » selon la formule d'André Maginot⁵⁴³. Cela s'explique notamment par le coût exorbitant de l'armée alors qu'en 1929 « deux millions d'hommes sont encore armés en Chine » ce qui a un coût « d'environ 396.000.000 de dollars alors que le revenu du gouvernement ne s'élève qu'à 350.000.000 de dollars. »⁵⁴⁴ De plus, la Chine est un pays exsangue, « au bout de 18 années de troubles violents. Sur des étendues immenses et souvent les plus fertiles, les champs sont déserts. Les incessants passages de troupes et les incursions des pirates ont découragé les paysans qui se sont faits eux-mêmes soldats ou pirates pour essayer de ne pas mourir de faim. Les provinces qui produisaient autrefois le plus de riz doivent maintenant en acheter. L'industrie n'a pas tant souffert pour la simple raison qu'elle n'existe encore guère en Chine. »⁵⁴⁵

Cette situation explique que le gouvernement de Nankin a contracté des emprunts pharaoniques⁵⁴⁶ et a, dès 1928, cherché à édicter un règlement nouveau sur l'administration de la gabelle, qui avantageait la finance interne chinoise, « au préjudice des créanciers de l'extérieur. »⁵⁴⁷ Comme l'explique Maginot, cette mesure décidée unilatéralement n'a pas du tout plu aux Puissances étrangères qui estiment que cette décision est une violation « des règles du droit international. »⁵⁴⁸

Aussi, les observateurs français ne sont-ils pas tendres avec le jeune gouvernement nationaliste. Bien loin de croire à une unité chinoise enfin effective comme le proclament les intellectuels chinois, les Français pointent sans aménité les faiblesses béantes du gouvernement, et sans mettre beaucoup d'espoir dans sa réunification.

Mais peut-être le mot de la fin doit-il être laissé à Émile Vandervelde (1866-1938). Homme de gauche d'origine belge, ministre des Affaires étrangères et professeur à l'Université Libre de Bruxelles, celui-ci livre ses « impressions » après un voyage en Chine en 1931 :

⁵⁴² « La situation politique en Chine, année 1929 », ANOM SLOTFOM VIII/1-4.

⁵⁴³ A. MAGINOT, « La situation en Chine », *op.cit.*

⁵⁴⁴ « La situation politique en Chine, année 1929 », *op.cit.*

⁵⁴⁵ *Ibid.*

⁵⁴⁶ 300 millions de dollars en 1929.

⁵⁴⁷ A. MAGINOT, *op.cit.*

⁵⁴⁸ *Ibid.*

« À vrai dire, je ne pense pas me tromper en disant que, si mes conférences dans les universités où j'ai parlé de Sun Yat Sen, de ses principes, de ses doctrines, ont rencontré partout, le même accueil sympathique, c'est parce que, depuis quelques années, s'est réalisée en Chine une *unification morale* qui devance, tout en la préparant, son *unification politique*. [...]

Ce qui frappe le plus au premier abord un étranger qui arrive d'Europe, c'est de voir aujourd'hui à Moukden comme à Peiping, à Peiping comme Nankin, tout le monde de bon ou de mauvais gré, accepter les principes du Kuomintang, arborer le drapeau rouge avec le soleil blanc sur fond bleu de la République chinoise et rendre un véritable culte à Sun Yat Sen, son fondateur. »⁵⁴⁹

L'homme d'État belge vient ici confirmer que le socle idéologique instauré par le gouvernement de Nankin, qui s'appuie sur les Trois principes du Peuple édictés par Sun Yat-sen et la divinisation orchestrée par ses successeurs semblent servir de fondation à une unité chinoise en construction. L'unité symbolique est donc faite, autour de la figure de Sun et de ses principes idéologiques. La Chine, si longtemps considérée comme molle et immuable met donc progressivement en place les conditions de son autonomie. Aux premières lueurs de la troisième décennie du XX^e siècle, Français et Chinois vont être pris de court par l'accélération de l'Histoire chinoise.

*

Les deux premières décennies d'existence de la République de Chine sont donc observées avec acuité par les intellectuels français. De l'espoir ou du dégoût suscités par son installation aux commentaires sur Yuan Shikai, on découvre que la Chine est l'objet de projections de la part de certains qui observent les événements depuis la France, quand d'autres choisissent de se rendre au cœur du pays pour rendre compte des mutations politique et sociétale de ce qui est désormais la plus grande République au monde. La Première Guerre mondiale représente une ouverture de la Chine vers l'Occident, afin de tenter d'éloigner la menace japonaise. Des réflexions sur ces travailleurs chinois venus en France, à la déception de la Conférence de la Paix, les préjugés demeurent tenaces envers l'ancien Empire du milieu. Les journaux français ne perçoivent que l'écume de la vague du Mouvement du 4 Mai, qui est toujours fort peu mentionné dans les parutions ultérieures. Les années 1920 sont celle d'un plus grand engagement. Alors que la stabilité des possessions françaises en Asie pourrait être menacée, des diplomates s'engagent dans le jeu mené par les seigneurs de la guerre. L'expédition de

⁵⁴⁹ Emile VANDERVELDE, « Impressions de voyage en Chine », *Annales franco-chinoises*, 2^e trimestre 1931.

Chiang Kai-shek est abondamment commentée et expliquée, de même que les bases idéologiques du nouveau régime instauré par lui. À l'aube des années 1930 cette Chine que l'on croyait encore immuable en 1910 va se trouver aux prises avec l'un des épisodes les plus douloureux de son histoire. L'implication des intellectuels français va alors prendre une envergure nouvelle.

PARTIE 2 :
S'ENGAGER FACE À LA CHINE EN
GUERRES (1927-1946)

Cette deuxième partie s'intéresse à une Chine emportée par le typhon de la guerre sino-japonaise et son corollaire, la Seconde Guerre mondiale. En parallèle, le parti nationaliste Guomindang doit faire face à des oppositions internes et des luttes pour le pouvoir qui parfois deviennent des conflits ouverts face au dirigeant du Guomindang, Chiang Kai-shek. Cette période qui débute en 1927 et s'achève au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est, pour les intellectuels français, celle de l'engagement, au sens sartrien du terme¹. En effet, on observe de la part de « ces hommes du culturel »² un passage à l'action en faveur de la Chine. Ce faisant, ces hommes et ces femmes quittent le domaine de la pensée pour prendre une part active dans les deux conflits qui secouent la période, la guerre sino-japonaise puis la Seconde Guerre mondiale. Ces années sont donc bien celles du passage des « hommes du culturel aux hommes du politique »³ selon la définition de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli. Les divisions internes du Guomindang ne font pas l'objet d'un engagement des intellectuels à proprement parler, mais on observe un soutien ou sympathie de certains des observateurs français, à l'égard des deux protagonistes chinois principaux.

Le chapitre 1 s'intéresse à l'escalade des tensions entre une Chine nationaliste et un Japon militariste, de plus en plus persuadé de sa supériorité intellectuelle sur les peuples d'Asie. Les premiers combats ouverts, en Mandchourie et à Shanghai, dégénèrent en un conflit non déclaré, que la Société des Nations ne parvient pas à apaiser. Jugée sévèrement par les intellectuels français, l'instance internationale est prise de vitesse par des engagements privés d'intellectuels appartenant à la gauche française. Jusqu'en 1935, ces derniers mettent en place les premiers mouvements collectifs en faveur de la Chine, dans une ligne politique en tout point conforme à celle édictée par le Komintern, dont certains intellectuels français sont les représentants les plus purs.

L'année 1937 marque la déclaration officielle de la guerre sino-japonaise. Le chapitre 2 porte donc sur ces trois années charnières qui sont aussi celles d'un engagement de grande ampleur des intellectuels en faveur de la Chine, qui prend le pas sur celui pour l'Espagne en 1938. Cet engagement s'éloigne de l'idéologie communiste, et ses acteurs et actrices, réunis dans le Rassemblement Universel pour la Paix, et l'Association des amis du peuple chinois, mettent au point une stratégie d'aide à la Chine de grande ampleur, qui s'appuie sur tous les

¹ Le terme « d'engagement » n'a été formulé par Jean-Paul Sartre qu'en 1946, il est donc ici anachronique. Nous l'utilisons néanmoins car nous estimons que l'implication des intellectuels français en faveur de la Chine durant ces quinze années, répond à la définition de l'engagement sartrien, telle que donnée dans l'introduction.

² Jean-François SIRINELLI et Pascal ORY, *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 11.

³ *Ibid.*

médias à leur disposition : presse, photographie, cinéma. Ces actions en faveur de la Chine se doublent d'une campagne de communication aux accents dreyfusards, opposant le camp des États démocratiques au camp des fascistes.

En parallèle de ces bouleversements internationaux, la Chine connaît toujours des tiraillements nationaux, sur lesquels s'attarde le chapitre 3. C'est l'occasion de découvrir sur un temps long les vicissitudes du Guomindang, et le jeu trouble de Wang Jingwei, principal adversaire de Chiang Kai-shek. Tout en commentant les antagonismes entre les deux hommes, les intellectuels français s'intéressent particulièrement au Mouvement pour la Vie Nouvelle instauré par le couple Chiang Kai-shek en 1934. Wang Jingwei, qui fait lui, le choix de la collaboration avec le Japon militariste, jette la Chine dans la Seconde Guerre mondiale. C'est le temps d'un nouvel engagement pour les intellectuels français qui font le choix d'entrer en résistance depuis le territoire chinois. Au sortir de la guerre, ces savants sont aussi ceux qui renouent les liens intellectuels entre la France et la Chine.

*

Chapitre 1 : La montée des périls : des coups de force du Japon militariste aux premières formes d'engagement de la gauche française

La première moitié des années 1930 correspond à une escalade des tensions sino-japonaises. Le Japon militariste cherche à asseoir son emprise sur une Chine en construction. L'incident du 7 septembre 1931 n'est pas la première incursion du Japon en Chine, mais les diplomates français observent avec inquiétude les violents combats qui ravagent Shanghai en 1932. La Société des Nations se montre impuissante à apaiser les tensions asiatiques, qui, à partir de 1935 se trouvent ravivées par la conjoncture internationale. Ces années 1930-1935 sont aussi celles d'un engagement d'une gauche française très liée à l'URSS. L'implication en faveur de la Chine, portée par de grandes figures littéraires se conforme à ce moment-là aux mots d'ordre de l'Internationale Communiste, le Komintern. La Chine, en proie à des menaces extérieures et au déchirement interne entre Guomindang et Communistes, peut alors être considérée comme un prisme permettant d'observer les différentes formes d'engagement mises en place par les intellectuels français, ainsi que les valeurs qui réunissent ces hommes et femmes de gauche.

I. Les premières tensions entre la Chine et le Japon

1) Le Japon de l'ère Showa : ultranationalisme et militarisme

Ultranationalisme, militarisme et rejet de l'Occident

On ne peut comprendre les événements qui débutent en 1931 – origine de ce que les Japonais appellent « la guerre de Quinze ans » – sans s'attarder sur les mutations politiques, économiques et intellectuelles qu'a connues le Japon à l'aube des années 1930. Après une décennie marquée par une démocratie relative et un libéralisme politique, les Japonais entrent en 1926, avec l'avènement de l'empereur Hiro-Hito, dans l'ère Showa, l'ère la plus longue de l'histoire du Japon. Elle est marquée par un « ultranationalisme » selon les mots de Pierre Souyri⁴, et par une mainmise de plus en plus affirmée des militaires sur la politique japonaise. On assiste donc progressivement à une fracture entre les militaires et le gouvernement japonais. L'armée devient de plus en plus omniprésente, de même que le contrôle des individus. Michael

⁴ Pierre-François SOUYRI, « La guerre de Quinze ans » dans « Asie-Pacifique, l'autre guerre mondiale », *L'Histoire*, n° 413-414, août 2015 p. 25.

Lucken donne un panorama de ce Japon des années 1930 dans son article « Tous unis derrière l'empereur ? » paru dans le numéro de *L'Histoire* de juillet-août 2015. En juillet 1928, un groupe de « procureurs de la pensée » est instauré au sein du parquet par le ministère de la justice. Par ailleurs, la « haute police spéciale » conçue en 1911 pour surveiller les faits et gestes des mouvements de gauche connaît un essor spectaculaire entre 1928 et 1932. « En 1941, elle comptait 388 officiers de direction et plus de 8 300 agents, soit environ 10% des effectifs totaux de la police. »⁵ L'ultranationalisme japonais se fonde sur un anti-occidentalisme virulent, ravivé par les récentes déconvenues japonaises⁶. « Pour combler le décalage entre le Japon et les puissances occidentales, il fallait des efforts économiques et une puissante armée. Les militaires occupaient donc dans le nouvel État une position clé. »⁷ Les ministres des armées et de la marine ont de fait un accès direct à l'empereur, et c'est le pouvoir militaire qui dirige la politique extérieure du pays⁸. Pierre-François Souyri, résume ainsi la situation : pour les partisans de l'extrême-droite japonaise, « l'armée sera le fer de lance de la « restauration Showa »⁹, une nouvelle révolution qui viserait à faire de l'empereur le véritable chef hégémonique de l'armée et de la communauté nationale.

Les intellectuels en visite dans les territoires japonais perçoivent cette toute-puissance de l'élément militaire. C'est le cas pour la journaliste Ella Maillart. D'origine Suisse, Ella Maillart est une baroudeuse intrépide, « techniquement une ethnologue spécialiste de l'Asie » (notre traduction)¹⁰. Observatrice curieuse et cultivée des civilisations étrangères, tout autant que sportive de haut niveau – elle participe aux régates olympiques à 21 ans – elle effectue son premier voyage en Russie, en 1930. Ses connaissances et son savoir-faire en matière de photographie et de journalisme, couplés à une impressionnante condition physique, font d'elle une intellectuelle atypique, dont le regard sur une parcelle japonaise en territoire chinois ne peut être laissé de côté. Elle se rend en Chine en 1934, au Mandchoukouo, région chinoise devenue territoire japonais et rencontre, durant le voyage, Peter Flemming, journaliste au *Times*. Selon Paul French, ces derniers s'accordent plutôt bien, Ella Maillart « était une voyageuse invétérée et instruite, avec une plus grande expérience de la Chine de l'Ouest et de l'Asie que

⁵ Michael LUCKEN, « Tous unis derrière l'empereur ? » dans « Asie-Pacifique l'autre guerre mondiale », *op.cit.* p. 38.

⁶ Notamment le refus d'entériner l'égalité des races, voir partie 1, chapitre 2.

⁷ Hartmut O. ROTERMUND, *L'Asie orientale et méridionale aux XIX^e et XX^e siècles* Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 280.

⁸ H.O. ROTERMUND, *op.cit.* p. 282.

⁹ Pierre-François SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*, *op.cit.* p. 514.

¹⁰ Paul FRENCH, *Through the Looking Glass: China's Foreign Journalists from Opium Wars to Mao*, Hong-Kong, Hong Kong University Press, 2009, p. 172.

Flemming. »¹¹ Ils accomplissent ensemble un voyage de plus de 5 000 kilomètres¹², de Pékin jusqu'à l'Inde en passant par le Turkestan. Ella Maillart transmet les chroniques de ce voyage au *Petit Parisien*. Elle a en effet convaincu le journal de l'envoyer au Mandchoukouo. Ces chroniques ont été rassemblées sous le titre *Envoyée spéciale en Mandchourie*. Ella Maillart témoigne comme suit de l'atmosphère dans cette province entièrement sous la coupe japonaise :

« Une fois de plus je vis l'armée toute-puissante... aussi bien sur les civils de sa propre nation, qui avaient souvent des idées différentes des siennes, que sur les indigènes pleins de haine pour un maître brutal. »¹³

L'ultranationalisme japonais est fondé, depuis ses racines de l'époque Meiji, sur le culte de l'empereur, comme l'explique Hartmund O. Rotermund. Dans son film, *Les 400 millions*, tourné en Chine en 1937, le Hollandais Joris Ivens témoigne du militarisme japonais par une scène où l'on voit l'empereur Hiro-Hito à cheval en tenue d'apparat, entouré d'officiers aux sabres levés¹⁴. Pour certains historiens, l'empereur est l'incarnation du glissement du Japon militariste vers le fascisme. Cependant, Pierre-François Souyri nuance cette position en précisant que, pour les ultranationalistes, la figure de l'empereur est avant tout une figure symbolique qui ne s'incarne pas dans une personnalité particulière, au contraire du culte du chef, instauré par les fascismes européens¹⁵. Le Japon devient en effet une société où prévalent plus que jamais les principes du *Kokutai*, c'est-à-dire la fidélité à l'empereur et la défense de la Constitution impériale¹⁶. Ce patriotisme est inculqué dès le plus jeune âge, sur les bancs de l'école. Michael Lucken explique que « dans la cour de l'école se trouve souvent un pavillon où sont pieusement conservés le portrait de l'empereur et le Rescrit impérial sur l'éducation¹⁷ dont les préceptes sont appris par cœur : respect de l'ordre familial, encouragement à l'étude, soutien à la patrie en cas de crise. Il n'est pas rare non plus d'y trouver des monuments aux morts dédiés aux victimes des guerres sino-japonaise (1894-1895) et russo-japonaise (1904-1905). »¹⁸ Le Japon des années 1930 devient donc « une citadelle des idées conservatrices, de la religion et des antiques vertus familiales [...] solides remparts contre les désastreuses idées modernes », selon les mots d'Andrée Viollis, qui soulève « le masque japonais »¹⁹ en 1932.

¹¹ *Ibid.*

¹² « 3 500 miles », selon Paul FRENCH, *op.cit.* p.172.

¹³ Ella MAILLART, *Envoyée spéciale en Mandchourie*, Genève, Editions Zoé, 2005, <https://lire.amazon.fr/?asin=B00CGS7YTE>. p. 66

¹⁴ Voir annexe 4.E « Analyse du film *Les 400 millions*, colonne « arrêt sur image ».

¹⁵ Pierre-François SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*, Paris, Perrin, 2010. p. 514.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Signé par l'empereur Meiji en 1890, ce document pose les doctrines de l'éducation japonaise : elles sont notamment fondées sur le lien historique entre l'empereur et ses sujets et le respect de la piété filiale.

¹⁸ M. LUCKEN, « Avoir 10 ans au Japon en 1935 » dans « Asie-Pacifique l'autre guerre mondiale » *op.cit.* p. 41.

¹⁹ Andrée VIOLLIS, « Sous le masque japonais », *Le Petit Parisien*, 11 octobre 1932.

Elle ajoute : « Le "parfait petit gentleman" des vieilles dames anglaises céderait-il le pas au "boche de l'Extrême-Orient" que dénoncent certains pacifistes ou ne font-ils qu'un seul et même personnage ? »²⁰

Voici donc le socle idéologique sur lequel se construit le Japon au début des années 1930. Cet ultranationalisme japonais a face à lui deux ennemis occidentaux : d'une part, l'Union soviétique et son idéologie communiste, d'autre part, les Anglo-Saxons²¹. Ella Maillart ressent cette animosité envers les Occidentaux lors de son voyage en Mandchourie :

« Je saisis à chaque pas la haine que nous ont vouée les Japonais. Ils nous détestent tous, nous les blancs... que nous soyons Russes émigrés ou Russes rouges, Américains ou Européens, missionnaires catholiques ou protestants, et ne manquent aucune occasion de nous malmener rudement. Cette haine de race est un fait primordial, un antagonisme plus fort que les autres. [...] »²²

Enfin, la menace la plus directe réside dans la formation d'une Chine nationaliste et anti-japonaise.

La Mandchourie : une obsession japonaise

C'est pour déstabiliser cette Chine en construction, que les premières incursions japonaises sur ce territoire commencent en 1928, alors même que l'unification de la Chine menée par Chiang Kai-shek n'est pas achevée. Un communiqué du comité exécutif du Guomindang, sans doute transmis au Ministère français des Affaires étrangères, le révèle :

« Tandis que les forces nationalistes chinoises continuent leur marche victorieuse vers le nord, la Chine tout entière vient d'apprendre avec indignation et douleur que le gouvernement japonais envoie dans le Chantoung [Shandong] une armée de plus de 5 000 hommes. Ce geste, que rien ne justifie et aussi mal intentionné que possible, non seulement porte atteinte à la souveraineté de la Chine, mais encore, il constitue une violation des principes déjà reconnus du droit international. Protéger les nationaux japonais n'est qu'un simple prétexte pour envoyer les troupes, puisque le gouvernement nationaliste a déjà donné ordre à ses armées de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des vies et des biens étrangers.

Au lieu de suivre le bon exemple américain et d'ordonner à ses nationaux de quitter la zone militaire, le gouvernement Tanaka²³ du Japon s'est empressé d'y envoyer des troupes dont l'importance numérique est de beaucoup supérieure à leur prétendue besogne. La présence de ces troupes amènerait inévitablement

²⁰ *Ibid.*

²¹ Pierre-François SOUYRI, « La guerre de Quinze ans » dans « Asie-Pacifique l'autre guerre mondiale », *op.cit.* p. 25.

²² E. MAILLART, *Envoyée spéciale en Mandchourie*, *op.cit.* p. 71.

²³ Giichi Tanaka, Premier ministre japonais entre le 20 avril 1927 et le 2 juillet 1929.

de graves conséquences et des complications dont la Chine, bien entendu, ne saurait être tenue responsable. »²⁴

Le gouvernement constitué par Tanaka, désigné Premier ministre en avril 1927, inaugure donc une politique agressive envers la Chine, contrairement à celle de son prédécesseur.

Ces irruptions ne sont que les premiers signes de la convoitise d'une terre : la Mandchourie, espace au nord-est de la Chine qui « obnubile »²⁵ le gouvernement japonais. Le juriste Jean Escarra explique la situation particulière de la Mandchourie :

« Depuis un temps immémorial, [l]a population chinoise [de Mandchourie] est considérable. Dans ces dernières années, l'afflux des Chinois venus des provinces du nord de la Chine, Hopeï, Chantong, a atteint la cadence d'un million par an. [L]es richesses naturelles [de la Mandchourie] sont énormes. Son commerce extérieur est passé entre 1907 et 1927 de cinquante à 616 millions de taëls soit en vingt ans, une augmentation de un à douze. C'est à peu près le tiers du commerce total de la Chine. [...] Les Japonais veulent interdire à la Chine de construire des chemins de fer en Mandchourie sans leur agrément. [...] Il n'est pas douteux que certaines lignes récemment construites en Mandchourie par la Chine sont en contradiction avec cette clause. Mais les Chinois font observer que ces lignes sont des entreprises privées et que leurs exploitants ne peuvent être blâmés pour l'inobservation d'un accord que la Chine, en fait, n'a jamais sanctionnée. [...] Le Japon a compris que le succès n'était pas au gouvernement scrupuleux des juristes, mais à ceux qui ne regardent pas au choix des moyens pour triompher. »²⁶

Jean Escarra met donc en avant les richesses économiques fournies par les trois provinces qui forment la Mandchourie²⁷, leurs sols riches en matières premières, ainsi que les tensions sino-japonaises à propos des chemins de fer. La maîtrise de ces voies de communication est primordiale pour le Japon qui a besoin d'exporter pour sa propre industrie lourde le charbon et le fer qu'il exploite dans cette région depuis 1916²⁸.

Ces matières premières sont d'autant plus importantes que le Japon est durement touché par la crise économique mondiale des années 1929-1930. Après le développement spectaculaire de son industrie, la production industrielle stagne, tandis que le chômage monte à trois millions en 1931 et surtout, que les exportations, qui représentent le débouché majeur de l'économie japonaise, s'effondrent²⁹. C'est l'une des raisons pour lesquelles, afin de répondre aux incursions du Japon sur son territoire, le gouvernement chinois choisit d'instaurer le boycott

²⁴ Manifeste du Comité exécutif du Kuomintang, Nankin, 24 avril 1928, ANOM, SLOTFOM XVIII/8-9.

²⁵ P-F SOUYRI, *op.cit.* p. 26.

²⁶ Jean ESCARRA, « Le problème de la Mandchourie », *La Politique de Pékin*, 4 juillet 1931.

²⁷ Voir carte 1.

²⁸ Ella MAILLART, *op.cit.*

²⁹ P-F. SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*, *op.cit.* p. 508.

des marchandises japonaises. On se souvient que déjà, le Japon en avait fait les frais en 1915 lors de la crise des 21 demandes.

Ces tensions sino-japonaises sont enseignées à l'Institut des Hautes Études Chinoises, alors même qu'elles appartiennent à « l'histoire du temps présent. » Une dissertation, retrouvée dans les cartons de l'IHEC peut permettre de déceler comment les sinologues français enseignent ces tensions et les analysent. Ainsi, Lila Mering, étudiante à l'IHEC en 1932, rédige une dissertation sur le thème « La politique du Japon en Chine et notamment en Mandchourie après les accords de Washington et jusqu'au conflit actuel »³⁰. Elle écrit :

« Le Japon se place vis-à-vis de la Chine comme une grande puissance occidentale, c'est-à-dire sur un pied d'inégalité. Quant à la Mandchourie, le Japon la considère de plus en plus comme une colonie et prépare l'opinion publique pour (*sic*) la considérer comme telle. [...] La position de la Chine envers le Japon est alternativement offensive ou amicale. En 1922-23 les Chinois proclament un boycottage absolu du Japon. Ils lancent un manifeste de 9 articles défendant d'acheter les produits japonais, d'avoir des employés japonais ou de travailler chez les Japonais, de dépenser l'argent des concessions japonaises etc. Le boycottage était rigoureusement surveillé par des piquets spéciaux qui faisaient des descentes chez les marchands signalés et les punissaient sévèrement. »³¹

Ces remarques, qui s'appuient selon toute vraisemblance sur un cours préalablement dispensé, mettent en exergue l'impression de supériorité japonaise sur les autres pays d'Asie et sa volonté panasiatique. Par ailleurs, on voit que le boycott est une arme couramment utilisée par la Chine pour faire pression sur le Japon.

Albert Maybon, japonophile, juge ainsi sévèrement les mesures anti-japonaises prises par le gouvernement de Nankin : « Le nationalisme chinois implanté voici quelques années en Mandchourie par le parti du Kuomintang, s'est maintenant solidement enraciné et exploite à grand fracas les moindres incidents locaux, pour justifier et renforcer son agitation anti japonaise. Cette effervescence, constamment entretenue, a contribué à créer une perpétuelle tension entre le Japon et la Chine. [...] »³²

De fait, la Manchourie va en effet être le théâtre de l'embrasement des tensions sino-japonaises.

³⁰ Il s'agit possiblement du cours dispensé par Maxime Kaltenmark, chargé de cours à l'IHEC puis qui va rejoindre ensuite le Centre d'études sinologiques de Pékin.

³¹ Copie de Lila Mering, Collège de France, IHEC, carton 10.

³² Albert MAYBON, « La Mandchourie », *Revue de l'Asie française*, septembre-octobre 1931.

2) 1931-1932 : le coup de force japonais

L'incident de Mandchourie

Le 18 septembre 1931, les Japonais font sauter un tronçon de chemin de fer dans le Sud de la Mandchourie. Ce que l'on appelle « l'incident de Moukden » est un « simulacre d'attentat »³³ dont le Japon accuse les soldats chinois d'être responsables et qui sert de prétexte à l'invasion japonaise de la Mandchourie.

À ce propos, il est intéressant de confronter les explications de cet événement données par les Japonais puis par les Chinois. Alphonse Monestier, directeur de *La Politique de Pékin*, relate ce coup de tonnerre dans son éditorial du 26 septembre. Le vocabulaire utilisé met en valeur la gravité de cet événement. Monestier s'appuie sur la version japonaise, mais ce fin connaisseur de la Chine la met aussitôt en doute.

« Le Japon fait la guerre à la Chine. Moukden est pris. Les Japonais ont tué beaucoup de Chinois et tout détruit. L'arsenal est pris. Ils vont prendre toute la Mandchourie. [...] Nous apprenons – suivant la version japonaise – qu'un groupe de 400 soldats chinois ayant fait sauter le 18 à 00h30 du soir un pont de chemin de fer Sud Mandchourien à l'est de Pei Ta Ying, les troupes japonaises avaient aussitôt réagi par la prise de Pei Ta Ying, suivie de celle de Moukden. Et quelle réplique foudroyante ! Elles n'y allaient pas de main morte ! Canonnade, démolition de bâtiments, morts et blessés puis conseil de guerre à Tokio etc. La partie, dès longtemps prévue était donc engagée. Mais, pensions-nous, était-ce possible que les Chinois eussent poussé la démence jusqu'à entamer eux-mêmes les hostilités ? »³⁴

Les Japonais désignent donc des « soldats chinois » comme responsables de l'incident de Moukden. Le ressenti des intellectuels chinois est tout autre. Les enseignants de l'Université franco-chinoise de Pékin publient le même jour, dans les pages du quotidien d'Alphonse Monestier, un « appel aux professeurs des universités et écoles de France » dans lequel ils donnent leur propre version de l'incident de Moukden :

« Sans déclaration aucune, la nuit du 18 septembre, deux divisions japonaises, plus de 20 000 hommes entrent en action en bombardant la ville de Moukden. Ils détruisent l'arsenal, incendient les écoles, s'emparent du matériel de l'approvisionnement de notre armée du Nord et des transports à Port Arthur. Les obus et les bombes lancées par les Japonais massacrent une partie de la population paisible. La ville occupée, les actes de barbarie continuent. Après avoir réduit par la crainte, la population à l'inaction, ils se préparent à organiser la municipalité et la police avec les leurs. Les manifestes que leurs avions lancent à la population annoncent leur intention de rester définitivement. En même temps ils occupent Tchang-

³³ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, 2019, p. 113.

³⁴ A. MONESTIER, « Situation », *La Politique de Pékin*, 26 septembre 1931.

Tchouen tête de la voie ferrée sud-mandchourienne, Ying-Keou, débouché de cette province sur le golfe de Petchili³⁵. »³⁶

Ainsi, les deux adversaires se rejettent la responsabilité de l'événement, insistant sur les atrocités commises par les uns et les autres. On perçoit dans le témoignage des professeurs chinois, l'intérêt stratégique des points d'occupation japonais en Mandchourie.

La Société des Nations est aussitôt saisie par la Chine et se réunit dès le 30 septembre 1931 pour que s'engagent, sous sa tutelle, des négociations entre les deux pays d'Asie. Le Japon semble dans un premier temps temporiser, comme le révèlent à partir du 18 septembre 1931, les chroniques du *Temps*, que nous avons consultées jour après jour. La résolution du conseil de la SDN table sur un règlement à l'amiable du conflit et sur la volonté des deux ennemis de préserver la paix :

« Le Conseil

[...]

2) reconnaît l'importance de la déclaration du gouvernement du Japon au terme de laquelle celui-ci n'a aucune visée territoriale en Mandchourie ;

3) prend acte de la déclaration faite par le représentant du Japon, selon laquelle son gouvernement poursuivra aussi rapidement que possible le retrait déjà commencé, de ses troupes pour les ramener dans la zone du chemin de fer, dans la mesure où la sécurité de la vie des ressortissants japonais et la protection de leurs biens seront effectivement assurées, et espère réaliser complètement cette intention dans les plus brefs délais ;

4) prend acte de la déclaration des représentants de la Chine au terme de laquelle son gouvernement assumera la responsabilité de la sécurité des ressortissants japonais et la protection des biens leur appartenant en dehors de ladite zone, au fur et à mesure que se poursuivra le retrait des troupes japonaises, que s'effectuera le rétablissement des autorités locales et les forces de police chinoise ;

5) convaincu que les deux gouvernements désirent éviter tout acte susceptible de troubler la paix et la bonne entente entre les deux nations, prend acte que les représentants de la Chine et du Japon ont donné l'assurance que leurs gouvernements prendraient respectivement toutes les mesures nécessaires pour ne pas élargir l'incident ni aggraver la situation ; »³⁷

Alphonse Monestier commente une semaine plus tard, les conséquences de ce « coup de Jarnac »³⁸ et l'attitude de la Société des Nations :

³⁵ Aujourd'hui appelé « Golfe de Bohai », le golfe de Petchili se trouve en mer jaune. Il fait communiquer la province du Fengtian en Mandchourie, au Nord, avec celle du Shandong, au Sud.

³⁶ « Appel du corps enseignant de l'Université franco-chinoise de Peiping aux professeurs des Écoles et Universités de France » *La Politique de Pékin*, 26 septembre 1931.

³⁷ « La Société des Nations – Les différends sino-japonais », *Le Temps*, 2 octobre 1931.

³⁸ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 3 octobre 1931.

« Le Japon a dû déclarer qu'il n'avait pas d'ambition territoriale en Mandchourie. Il est vrai que la noble Société [des Nations] n'a pu aller plus loin, devant le refus du Japon d'accepter l'offre par la Chine d'envoyer une commission d'enquête internationale et neutre, se bornant à proposer que les deux parties intéressées entrent en négociations directes ; mais elle a promis aussi que s'il y avait des difficultés à cet égard, elle remettrait de nouveau la question sur le tapis. [...] »³⁹

Pourtant, contrairement à ce qu'il avait annoncé, le Japon ne retire pas ses troupes. La lettre des enseignants précise que les troupes avancent rapidement vers le Nord avec l'occupation de la ville de Kirin le 21 septembre, puis se dirigent vers Tientsin⁴⁰.

Bientôt, c'est le monde universitaire chinois tout entier qui appelle à l'aide puisque, dès le 3 octobre 1931, les étudiants de l'École des Hautes Études de Tientsin appuient leurs compatriotes de Pékin et affirment :

« Le Japon prétend que l'incident provient de la provocation de la Chine en faisant sauter (*sic*) la ligne sud-mandchourienne vers onze heures du soir du 18 septembre (*sic*) ; mais il a commencé les actes d'hostilité à partir de dix heures du soir de la même date ! Le Japon prétend que c'est la Chine qui est l'agresseur ; mais les autorités militaires japonaises ont bien déclaré à plusieurs reprises fièrement, que les troupes japonaises n'ont jamais rencontré de résistance de la part de la Chine ! [...] La force brutale pourra occuper un pays ; mais elle n'occupera pas le cœur ! Le Japon pourra vaincre la Chine à coups de canon : mais il ne vaincra jamais le Chinois ! »⁴¹

De leur côté les professeurs chinois déclarent que le gouvernement chinois a voulu n'opposer aucune résistance au Japon par fidélité « au pacte Briand-Kellogg »⁴², signé le 27 août 1928 à Paris qui appelait à une « renonciation à la guerre »⁴³.

Or, le monde intellectuel français ne reste pas insensible à ces appels, d'autant plus que la Chine doit faire face, depuis août 1931, à des inondations meurtrières dans la vallée du Yangtzi⁴⁴.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ « Appel du corps enseignant de l'Université franco-chinoise de Peiping aux professeurs des Écoles et Universités de France » *op.cit.*

⁴¹ « Appel des étudiants des Hautes Études de Tientsin », *La Politique de Pékin*, 3 octobre 1931.

⁴² « Appel du corps enseignant de l'Université franco-chinoise de Peiping aux professeurs des Écoles et Universités de France » *op.cit.*

⁴³ Voir annexe 3.D « Les pactes ».

⁴⁴ Alphonse Monestier explique ainsi que le fléau toucherait « 3/5 du Houpei [Hubei] et du Kiangsu [Jiangsu], les 7/10 du Nganhoei [Anhui], les 1/2 du Hounan [Hunan] et le 1/5 du Kiangsi [Jiangxi] et du Honan [Henan]. Il y en aurait pour 1 milliard de dégâts. On estime à 30 millions le nombre de gens sans asile et 10 millions ceux des gens dénués de tout. [...] Le Fleuve Jaune à son tour connaît des débordements dont le Chantoung [Shandong] et le Yunan nous apportent les échos. » *La Politique de Pékin*, 22 août 1931. Ces inondations signifient la perte des récoltes pour une majeure partie de la Chine et donc un risque de famine sans précédent, couplé à un risque sanitaire et économique.

Dès la fin de l'année 1931 un tract intitulé « Guerre en Mandchourie ! » est publié par la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, affiliée à L'Internationale communiste. Celle-ci estime que la Société des Nations a « ratifi[é] le coup de force japonais » :

« Maintenant que l'occupation de la Mandchourie est un fait acquis, la Société des Nations décide de ne pas insister pour l'évacuation immédiate, ajoutant même que cette évacuation aura lieu seulement quand le jugeront bon les amis de la SDN et lorsque les garanties sérieuses de sécurité existeront. Ainsi, les intérêts du peuple mandchou (*sic*) sont la dernière préoccupation de la SDN et sa libération est conditionnée par les intérêts des grands impérialismes. C'est la ratification totale du coup de force japonais. »⁴⁵

Les justifications chinoises et japonaises

Les pactes signés sous l'égide de la Société des Nations ont pour but de « prévenir la guerre ». Ces traités sont les socles de la paix mondiale et de la « sécurité collective » mais le conflit sino-japonais illustre combien ces pactes ne sont que des chiffons de papiers. Chine et Japon s'opposent sur la question des droits et du respect des pactes. Ces arguments contraires seront développés tout au long de la guerre sino-japonaise, et défendus par les Chinois dès 1931. Il nous semble donc important de voir quelles sont les justifications japonaises et les défenses chinoises :

Les arguments chinois sont développés par le diplomate Alfred Sze, devant le Conseil de la SDN. Pour lui, « l'occupation militaire du territoire de la Chine » est une « violation du traité solennel et du pacte »⁴⁶. En effet, toute l'argumentation de la Chine et de ses alliés s'appuie sur le pacte de la Société des Nations et notamment sur l'article 11 qui affirme qu'« il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elles affectent directement ou non l'un des membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations »⁴⁷. Le ministre français des Affaires étrangères, Aristide Briand confirme en effet qu'« au terme de cet article, le Conseil de la Société des Nations a le devoir de prendre à l'unanimité de ses membres, les mesures propres à sauvegarder la paix. »⁴⁸ La Chine estime par ailleurs que l'occupation japonaise en Mandchourie constitue une violation du Pacte-Briand-Kellogg. De son côté, le représentant du

⁴⁵ « Guerre en Mandchourie ! » Tract de de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, ANOM III/SLOTFOM/117.

⁴⁶ Le conflit sino-japonais – le Conseil de la Société des Nations, séance publique du 21 novembre, *Le Temps*, 23 novembre 1931.

⁴⁷ Voir annexe 3.D « Les pactes ».

⁴⁸ Le conflit sino-japonais, *op.cit.*

Guomindang en France soutient en novembre 1931 : « C'est très clair que le Japon dominé par les militaristes a commis incontestablement un acte de guerre agressive contre la Chine pacifique, qui elle, n'a pas riposté militairement aux attaques des troupes japonaises. Le Japon a ainsi violé le traité de Washington de 1922, le pacte Briand-Kellogg et celui de la SDN et troublé la paix. »⁴⁹ Ces arguments sont ceux que développent les intellectuels français favorables à la Chine. Ces derniers pressentent dès 1931 le risque de guerre entre la Chine et le Japon, que les traités de paix visaient pourtant à empêcher. Il n'est donc pas étonnant que les pacifistes⁵⁰ français rédigent, les premiers, un tract « pour la paix en Mandchourie », deux mois à peine après l'incursion japonaise en Chine du Nord. Ils mettent en garde :

« Les associations dont les noms suivent ont toujours affirmé que l'occupation militaire ne doit pas être admise comme moyen licite de faire exécuter les traités et que la guerre comme solution des conflits entre nations est condamnée par l'existence des institutions d'arbitrage, par le pacte Briand-Kellogg aussi bien que par la volonté des peuples résolus à vivre et à travailler en paix. Elles ont protesté en conséquence. Contre le fait que le Japon ne s'est pas adressé à la Société des Nations à l'origine de son conflit avec la Chine ; contre l'extension de l'occupation militaire japonaise et contre les actes de guerre en Mandchourie, violations manifestes du pacte Briand-Kellogg signé par les deux nations en cause »⁵¹.

Les Chinois présentent donc l'action japonaise comme une déclaration de guerre à la Chine, en violation des traités précédemment signés comme le montre cette caricature.



Figure 4: Le Japon militariste, un briseur de traités de paix

Source : « La satire politique d'après la presse chinoise », *La Politique de Pékin*, 24 octobre 1931.

⁴⁹ Appel aux pacifistes du monde par H.G Chiu, *La Contemporaine*, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250.

⁵⁰ Formés des anciens combattants pacifistes, de la Ligue de la jeune République, de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, le mouvement international de réconciliation.

⁵¹ « Pour la paix en Mandchourie », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250.

Un soldat japonais agressif – avec une très petite tête, ce qui, à notre sens, n'est pas anodin – souhaite détruire avec un fusil le grand livre des traités, qui contiennent notamment le pacte de la SDN et le pacte Briand-Kellogg qui tentent de prévenir la guerre. Le trait est comme souvent rapide et ne s'embarrasse pas de détails mais le message est clair : le militarisme japonais est vu comme une violation des traités par la Chine.

Quels arguments le Japon oppose-t-il à la Chine pour expliquer l'invasion de la Mandchourie ? Ils sont regroupés et expliqués dans un ouvrage de Jean-Cyprien Balet, intitulé *Que veut le Japon ? Que veut la Chine ?* L'auteur est un japonologue, formé au séminaire de la Société des missions étrangères de Paris en 1887. « Il a vécu seize ans dans l'empire du Mikado. Il a séjourné longtemps en Chine, en Indochine et en Russie. Sa connaissance de la langue, des mœurs, des traditions et des besoins d'un pays dont il parle donne une autorité particulière à son témoignage. »⁵² En effet, Balet est aussi l'auteur d'une grammaire de la langue japonaise parlée qui connut trois rééditions⁵³. À son retour en France en 1900, il s'oriente vers une carrière de journaliste. On trouve sa signature dans *L'Europe nouvelle*, *L'Illustration* puis la revue *France-Japon*. Jean-Cyprien Balet est donc favorable aux intérêts du Japon et s'attache à le défendre, ayant même parfois « une indulgence [...] pour les brigandages japonais »⁵⁴ selon les partisans de la Chine. Le premier argument, directement en réponse à la Chine est qu'entre 1928 et 1931, la Chine aurait violé « maintes clauses très importantes » des traités, « à jet continu et en allant crescendo »⁵⁵. Il précise : « Les faits d'agressions contre la personne et les biens des ressortissants japonais en Chine [...] sont aussi graves que nombreux ; [...] Le Japon est à bout de patience. »⁵⁶ Le Ministre japonais des Affaires étrangères, Kenkichi Yoshizawa ne dit pas autre chose : « La nation japonaise a dû se rendre à l'évidence que la Chine cherchait par tous les moyens de lui reprendre ses droits légalement acquis et d'enlever aux Japonais et Coréens résidant en Mandchourie les fruits d'un dur et patient labeur. »⁵⁷ Cet argument est repris par la diplomatie japonaise. Ainsi, en janvier 1937, le consul japonais observateur à Genève utilise une métaphore surprenante à propos de la Chine et de la Mandchourie puisqu'il compare la Chine à une « mère débonnaire » et la Mandchourie à une « fille insubordonnée » :

« Les injonctions de la mère étaient sans résultat ; les incartades de la fille compromettaient son bonheur, son avenir et entraînaient vexations et désastres pour autrui. Le Japon intervint alors, fit entendre raison à l'indisciplinée. La fille assagie remisa sa mère et se déclara indépendante. Elle s'allia au tuteur qui l'avait mise dans le droit chemin et s'engagea dans la voie de l'ordre et du travail. La mère poussa les

⁵² Préface de Georges Leygues à J-C BALET, *Que veut le Japon, que veut la Chine?*, Paris, Editions du Temps présent, 1931 p. 2.

⁵³ François POUILLON, *Dictionnaire des orientalistes*, IISM, Paris, Kartala, 2010 p. 41.

⁵⁴ « Revue des journaux », *Chine* n°3, mai 1935.

⁵⁵ J-C. BALET, *Que veut le Japon, que veut la Chine ?*, *op.cit.* p. 102

⁵⁶ *Ibid.* p. 104.

⁵⁷ « Le conflit sino-japonais », *op.cit.*

hauts cris, amena les censeurs ; ils déclarèrent cette conversion irrégulière. Mais Japon et Mandchoukoo, sans plus s'inquiéter de l'approbation générale, vivent paisibles et unis. Ils sont persuadés qu'un jour viendra où ils seront admis comme les bienvenus dans la Société. »⁵⁸

Cette métaphore accentue la vision paternaliste du Japon, qui aurait selon lui, en Mandchourie, une action civilisatrice.

C'est d'ailleurs le deuxième argument développé par J-C. Balet : le Japon met en valeur la Mandchourie « afin de s'assurer auprès de la Chine inorganisée un rôle d'initiateur et de conseiller qui lui vaudrait sa reconnaissance un jour prochain. »⁵⁹ La Société des Nations reconnaît d'ailleurs au Japon ce rôle « pacificateur »⁶⁰ puisque, pour apaiser les tensions, elle prend une résolution qui laisse « la porte ouverte à une action énergique de la part du Japon à l'égard des bandits qui opèrent dans les régions mandchouriennes soumis au contrôle japonais dans la zone du chemin de fer. »⁶¹

Ainsi, Jean-Cyprien Balet résume en une formule rapide le déclenchement de « ce faux conflit sino-japonais »⁶² : « Le Japon, victime de cent agressions de la part de la Chine, était mis sur la sellette pour avoir, comme le baudet de La Fontaine, tondu l'herbe d'un pré qui n'était pas le sien...de la largeur de sa langue. »⁶³ Ainsi, pour ce japonophile, le Japon est celui qu'on accuse de mille maux malgré ses visées pacificatrices et civilisatrices.

La diplomatie française est très partagée en ce qui concerne le soutien des deux belligérants. Certains députés de gauche interpellent Pierre Laval, alors président du Conseil, et reprochent au gouvernement français d'avoir « manqué une occasion précieuse d'incarner les idées bien françaises : la fidélité à la fois jurée et la paix. »⁶⁴ Cette déclaration pro-chinoise est le fait d'anciens dreyfusards, Édouard Herriot, Henri Guernut⁶⁵ et Marius Moutet⁶⁶. Pierre Laval souhaite quant à lui, reporter la discussion d'interpellation à une autre date, et rappelle la prudence de la diplomatie française dans ce conflit : « Il est bon de souligner que [...] la Chine

⁵⁸ « Le Japon et la Société des Nations », *France-Japon* n°20, mai-juin 1937.

⁵⁹ J-C. BALET, *op.cit.* p. 57.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ « Le conseil de la Société des Nations et le conflit sino-japonais », *Le Temps*, 26 janvier 1932.

⁶² J-C. BALET, *op.cit.* p. 119.

⁶³ *Ibid.* p. 111.

⁶⁴ « L'attitude de la France dans le conflit sino-japonais », *Revue de l'Asie française*, février 1932.

⁶⁵ D'origine paysanne, Henri Guernut (1876-1943) fait ses études au lycée Louis Le Grand puis obtient une licence en droit et devient avocat. Secrétaire de la Ligue des droits de l'Homme de 1912 à 1932, il est élu député de l'Aisne en 1928. « GUERNUT Henri - Maitron », consulté le 30 juin 2020, https://maitron.fr/spip.php?article93953&id_mot=.

⁶⁶ Marius Moutet (1876-1968) originaire de Lyon, député socialiste du Rhône, il a fait partie d'une mission en 1917 visant à convaincre l'URSS de s'engager dans la guerre aux côtés de la France. « MOUTET Marius - Maitron », consulté le 11 septembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article123470>.

et le Japon ont reconnu, par des déclarations publiques, notre constante impartialité et le caractère parfaitement amical et désintéressé de nos démarches et de nos conseils. »⁶⁷

À la fin de l'année 1931, les tensions semblent s'apaiser entre la Chine et le Japon. Ce dernier consent à la venue d'une commission d'enquête sous l'égide de la Société des Nations, mais qui « n'interviendrait pas dans les dispositions militaires de l'une ou l'autre partie ni [...] dans les négociations directes entre Tokio et Nankin »⁶⁸, tandis que la Chine accepte elle aussi « tout arrangement raisonnable comportant une coopération neutre sous les auspices de la Société des Nations [...]. »⁶⁹

Aristide Briand s'en félicite chaudement :

« La guerre qui menaçait a été évitée. Une longue vigilance, faite de patience et de ténacité a pu lui être utilement opposée. Les obstacles suscités sur ses pas, aussi fragiles qu'ils fussent, ont du moins endigué et ralenti le cours des événements jusqu'à l'arrêter dans son premier élan, le plus redoutable pour les peuples. »⁷⁰

Pourtant, dès le début de l'année 1932, les Japonais, bien loin de retirer leurs forces, marchent vers Shanghai.

II. L'enlèvement du conflit : durcissement du Japon et faiblesse de la SDN

1) La bataille de Shanghai (1932)

La bataille de Shanghai (janvier-mars 1932)

En effet, dès la fin du mois de janvier 1932, le gouvernement japonais envoie des navires de guerre dans la baie de Shanghai afin de protester contre le boycott des marchandises japonaises, dont la « perle de l'Orient » est l'un des principaux ports importateurs ; les troupes nipponnes qui débarquent à Shanghai ont pour mission « d'assurer la protection du quartier japonais de la concession internationale. »⁷¹ Un correspondant de *L'Action française* en Chine qui signe « Raphael » justifie les manœuvres japonaises :

⁶⁷ « L'attitude de la France dans le conflit sino-japonais » *op.cit.*

⁶⁸ « La SDN et le conflit sino-japonais », *Le Temps* 12 décembre 1931.

⁶⁹ « Le conflit sino-japonais », *op.cit.*

⁷⁰ « La SDN et le conflit sino-japonais », *op.cit.*

⁷¹ « Les événements de Shanghai », *Le Temps*, 29 janvier 1932.

« Dans cette ville où la colonie japonaise ne compte pas moins de 20.000 personnes, les Nippons ont été l'objet du ressentiment populaire. [...] Dans les quartiers de cette concession où sont groupés les Japonais, il arriva maintes fois que des enfants nippons se rendant à l'école furent attaqués à coups de pierres par des coolies⁷² chinois. Des résidents japonais cernés par une centaine d'individus, membres d'associations patriotiques, étudiants, écoliers, vagabonds, frappés, blessés par eux et ne durent avoir la vie sauve qu'à la prompt intervention des policiers de la concession. Mais il faut bien le dire, les coupables furent rarement arrêtés, ils furent encore plus rarement punis. »⁷³

Cependant, à peine ont-ils posé le pied à Shanghai, que les Japonais adressent un ultimatum au maire de la ville.

Une intellectuelle retranscrit jour après jour la forte tension qui bruisse dans la ville de Shanghai. Il s'agit d'Andrée Viollis, qui va couvrir cette première bataille d'une guerre qui ne dit pas son nom pour *Le Petit Parisien*. Andrée Viollis est, d'après sa biographe Anne Renoult « intellectuelle active, féministe, libre-penseuse, engagée et militante. »⁷⁴ Bachelière puis licenciée ès lettres, elle se fait d'abord connaître comme écrivaine et critique littéraire, avant de devenir grand reporter à partir de la Grande Guerre. Son entrée au *Petit Parisien* lui permet d'explorer toutes les facettes du reportage et, en 1929, elle est au faite de sa notoriété. La Chine ne pouvait qu'intéresser cette « grande dame de la presse française »⁷⁵, mariée en secondes noces à Jean Viollis⁷⁶, historien de l'art chinois, conservateur au musée Cernuschi⁷⁷. Peut-être la Chine est-elle une étape du voyage qu'elle effectue en Indochine aux côtés de Paul Reynaud, ministre des Colonies, périple qui l'aiguille vers l'anti-colonialisme. Intrépide, baroudeuse, déjà témoin de la révolte de Kaboul en 1930, elle est à même de comprendre les répercussions politiques et sociales d'une bataille comme celle de Shanghai, et de donner la parole aux Chinois opprimés.

Les articles d'Andrée Viollis sur le conflit à Shanghai commencent le 29 janvier. Elle présente les demandes de l'ultimatum japonais par la bouche de son « voisin chinois » :

« Le plus insolent est l'ultimatum de l'amiral japonais Shiozawa qui est arrivé à Changhai avec des navires de guerre. Cet homme, me dit-il [le maire de Shanghai], demandant non seulement des excuses

⁷² Ce terme signifie « travailleurs agricoles ». Il est employé ici de manière péjorative par mépris envers les Chinois.

⁷³ RAPHAEL, « Lettre de Changhai – Les origines du conflit », *L'Action française*, 7 mars 1932.

⁷⁴ Annie ROQUIER, « Anne Renoult, Andrée Viollis, Une femme journaliste. Presses de l'université d'Angers, 2004, Collection Mnémosyne - Prix 2003, 205 pages », *Genre & Histoire*, n° 2 (3 juin 2008), <http://journals.openedition.org/genrehistoire/302>.

⁷⁵ Bernard LAGUERRE, « Andrée Viollis » dans Jacques JULLIARD et Michel WINOCK, *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 2002.

⁷⁶ Pseudonyme d'Henri d'Ardenne de Tizac.

⁷⁷ « VIOLLIS Andrée [CLAUDIUS JACQUET DE LA VERRYERE Andrée, Françoise, Caroline, (...) - Maitron », consulté le 9 février 2019, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article89762>.

pour les attaques contre les prêtres japonais et pour un article de je ne sais quel journal chinois qui aurait offensé la personne sacrée du mikado, mais il exige la suppression des ligues antijaponaises, du boycott des produits japonais, sans quoi les forces militaires japonaises occuperont divers points stratégiques de Changhai et la cité chinoise elle-même. 500 marins armés et casqués, ont déjà débarqué dans la ville et prennent partout des allures de conquérants. »⁷⁸

Or, à la surprise générale, bien que le maire de Shanghai ait accepté les conditions de l'ultimatum⁷⁹, « arguant de la nécessité pour eux de veiller à l'exécution des conditions admises par les autorités chinoises, les Japonais se sont avancés dans les faubourgs de Chapei, quartier du Nord de Shanghai, situé à proximité du quartier nord de la Concession internationale [...]. À la suite d'un incident de patrouille, des combats se sont engagés entre les soldats nippons et les troupes chinoises. L'état de "situation critique" a été déclaré dans la Concession internationale qui est défendue par des forces régulières de police et des volontaires, en tout une dizaine de milliers hommes. »⁸⁰ Andrée Viollis, revenue à Shanghai après un détour par Nankin, témoigne du désarroi du maire de Shanghai :

« Il explique que, dans l'après-midi du 29, M. Murai⁸¹ avait accueilli avec satisfaction la réponse chinoise, acceptant sans discussion toutes les exigences japonaises. Aussi fut-il fort surpris de recevoir, à 11h25 du soir, la proclamation du commandant-en-chef des forces navales japonaises lui enjoignant de rappeler immédiatement les troupes chinoises aux abords de Chapei. Il fut encore plus surpris et figé en apprenant, à minuit, que les marins japonais venaient de commencer l'attaque. Pouvait-on lui demander de prendre en moins d'une demi-heure des dispositions aussi importantes ? [...] L'on ne peut se défendre de sympathie attristée pour cet excellent homme qui brava les colères de ses concitoyens pour ramener l'ordre et la paix qu'on lui reproche maintenant de n'avoir pas su assurer. [...] »⁸²

La journaliste couvre jusqu'en mars 1932 les combats dans les faubourgs de Chapei, où les troupes japonaises se heurtent à une résistance surprenante des troupes chinoises. Si le correspondant du *Temps*, - il pourrait s'agir d'Henri Champly, écrivain et appartenant au « corps de presse français »⁸³ présent en Chine en 1932 ou de François Chevallier⁸⁴ - estime dans un premier temps qu'« il ne faut accueillir qu'avec les réserves d'usage les informations suivant

⁷⁸ Andrée VIOLLIS, « La colère gronde à Nankin contre les Japonais », *Le Petit Parisien*, 28 janvier 1932.

⁷⁹ C'est-à-dire des excuses pour les sévices dont ont été victimes des ressortissants nippons, le paiement d'une indemnité pour l'attentat perpétré contre plusieurs moines, le châtement des Chinois coupables et la cessation immédiate du boycottage et de l'agitation anti japonaise par la dissimulation des groupements constitués à cet effet. », « Les événements de Shanghai », *op.cit.*

⁸⁰ « Les événements de Shanghai », *op.cit.*

⁸¹ Consul général japonais à Shanghai.

⁸² A. VIOLLIS, « Journée de fièvre et de confusion dans Changhai où crépite la fusillade », *Le Petit Parisien*, 31 janvier 1932.

⁸³ P. FRENCH, *Through the Looking Glass*, *op.cit.* p. 203.

⁸⁴ Correspondant du *Temps* et présent au Japon en 1934 selon *France-Japon* du 15 novembre 1934, mais nous penchons pour la première hypothèse.

lesquelles les Japonais se proposeraient d'entreprendre à Shanghai de véritables opérations de guerre ou d'établir le blocus partiel de la côte chinoise »⁸⁵, Andrée Viollis, elle, dresse une « saisissante image de la guerre »⁸⁶.

Les articles qu'elle propose au *Petit Parisien* décrivent en effet une ville à l'atmosphère rythmée par le bruit des balles et des canons. Lors d'une « promenade » sans doute aux côtés d'Albert Londres, présent lui aussi⁸⁷, qu'elle ne cite pourtant pas, elle dresse le portrait frappant d'une ville en état de siège :

« À chaque croisement, des Japonais, baïonnette au canon, guettent dans une pause d'attente. Encore un croisement. Cette fois on m'arrête. C'est un Japonais en civil. Il porte au bras un ruban rouge. Quand je lui ai montré mon coupe-file, il me dit enfin de la tête : « Dangereux, très dangereux. Vous pouvez passer maintenant. »

Balles qui sifflent...

Comme pour lui donner raison, une balle siffle à nos oreilles. Il part en courant donner des ordres à ses soldats. [...] L'exode des Chinois continue, donnant lieu à des scènes bien curieuses. Paquets et ballots sont déposés par terre et, tandis qu'un soldat les examine minutieusement, le pauvre Chinois, sous la menace d'un revolver se baisse. C'est seulement quand on est bien sûr qu'il ne transporte aucune arme qu'on le laisse filer vers la Concession où il trouvera un refuge chez des parents et des amis. [...]

Nous enfilons une rue bordée de villas roses. Encore une balle, deux, puis toute une volée. Venant du fond de la rue, des soldats japonais, robustes et superbes comme des samourais, leur sabre leur barrant les épaules, courent le dos courbé, à grands pas, actifs, ramassés, musclés, tendus. [...] Il arrive des hommes de tous les côtés et tout à coup, c'est le tic-tac des mitrailleuses qui alterne avec les sifflements des balles. Nous nous collons contre un mur. Des gens galopent, crient, frappent aux portes closes et muettes. Une auto pleine de femmes et d'enfants déverse une famille japonaise en larmes qui se réfugie près de nous. [...]

Une jeune fille gémit, se tord les bras, s'accroche à nous. Un avion tourne au-dessus de nos têtes, dangereusement proche. Il ne manquerait plus qu'une bombe. Le duel dure toujours. [...] Maintenant, c'est l'assaut. Les silhouettes bondissent, croisées en l'air, fracassent des vitrines, sautent à

⁸⁵ « Les événements de Shanghai, *op.cit.*

⁸⁶ A. VIOLLIS, « L'occupation japonaise à Changhai vue par notre envoyée spéciale », *Le Petit Parisien*, 30 janvier 1932.

⁸⁷ Il est présent pour le compte du *Journal* qui l'a autorisé à partir en Chine. Il s'agit de son dernier reportage, publié sous le titre *La guerre à Changhai*. Alors qu'il s'apprête à rentrer en France, son bateau, le Georges-Philipar, coule en Mer Rouge le 16 mai 1932. Alors qu'il avait confié rapporter de Chine un reportage « explosif » on ignore si ce naufrage fut le fait d'un accident ou d'un attentat. (P. ASSOULINE, *Albert Londres, vie et mort d'un grand reporter (1884-1932)*, Paris, Folio, 1990, p. 578.) Andrée Viollis écrit : « Pourtant un de ses amis révéla plus tard que dans un subit accès de mélancolie, il lui avait confié : "je crains que ce ne soit là mon dernier voyage." Boutade, pressentiment ? [...] Il semble bien qu'on ait voulu sauver ses notes et ses documents, c'est le bien le plus précieux des journalistes. » dans « La disparition d'Albert Londres », *Le Petit Parisien*, 14 juin 1932.

l'intérieur, disparaissent. Bientôt elles redescendent, la mine déconfite. Les mystérieux tireurs ont disparu. Mais bientôt, un peu plus loin, la même scène se reproduit sans qu'il y ait cependant rien de pareil. [...] »⁸⁸

Alors que les combats s'apaisent enfin, à la mi-mars 1932, Andrée Viollis met l'accent sur les « 100 000 blessés qu'il a fallu, en quelques jours, hospitaliser, opérer et soigner. La Croix-Rouge chinoise a vraiment fait des prodiges d'activité. »⁸⁹

À l'opposé des sympathies d'Andrée Viollis, favorable aux Chinois et alors que la bataille de Shanghai bat son plein, Jacques Delebecque, journaliste à *L'Action française*⁹⁰, donne du conflit un point de vue favorable aux Japonais :

« Le gouvernement de Tokio, a déclaré officiellement que les événements de Changhai n'avaient aucun rapport avec la question de la Mandchourie et que les opérations engagées ne tendaient qu'à assurer la protection de la vie et des intérêts des résidents japonais. Il n'y a pas de raison pour ne pas l'en croire. Les Japonais sont trop avisés pour s'aventurer de gaieté de cœur dans la fourmilière chinoise. Ils n'ont aucune visée sur le bassin du Yangtse. En Mandchourie, ils ne le cachent pas, c'est une autre affaire. Un risque assez sérieux subsiste pourtant. C'est que les marins et les soldats du mikado ne soient entraînés dans l'engrenage. En matière d'intervention, on va quelquefois beaucoup plus loin qu'on ne le voudrait. Il semble d'ailleurs que le commandement japonais ait sous-estimé la valeur des troupes chinoises qu'il avait devant lui. [...] Qu'on le veuille ou non, en défendant ses intérêts, le Japon défend les nôtres. »⁹¹

Il ajoute en fin d'article : « À Genève, l'Assemblée des augures constate mélancoliquement son impuissance. Elle se cantonne paraît-il, dans le domaine des principes et "s'incline, dit *Le Matin*, devant la force des faits. " »⁹²

Une Société des Nations fustigée par les Français

Il faut bien reconnaître que l'embrasement du conflit à Shanghai marque une première faille de la Société des Nations. Le 1^{er} février 1932, alors que les troupes japonaises ont déferlé sur Chapei, la SDN déclare faire preuve de « prudence », et affirme que « les gouvernements restent absolument libres [...] d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de

⁸⁸ A. VIOLLIS, « Journée de fièvre et de confusion dans Changhai » *op.cit.*

⁸⁹ A. VIOLLIS, « Les lendemains de bataille à Changhai », *Le Petit Parisien*, 14 mars 1932.

⁹⁰ Moins brillant que son frère, Frédéric Delebecque, polytechnicien lui aussi engagé à *L'Action Française*, Jacques Delebecque fut particulièrement actif entre 1940 et 1944 car il fut chargé du « dossier juif » (Laurent JOLY, « D'une guerre l'autre. *L'Action française* et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n° 59-4, n° 4 (2012), pp/ 97-124, <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2012-4-page-97.htm>.) Il fit partie de ces « intellectuels collaborateurs » qui s'exilèrent en Suisse à la Libération (dans Alain CLAVIEN, « Les intellectuels collaborateurs exilés en Suisse », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 67, n° 1 (2002): 84-89, <https://doi.org/10.3406/mat.2002.402395>.)

⁹¹ Jacques DELEBECQUE, « À Changhai », *L'Action française*, 8 février 1932.

⁹² *Ibid.*

la justice. »⁹³ Léon Daudet, s'en gausse dans le style fleuri dont il a le secret⁹⁴. Fondateur du quotidien *L'Action française* en 1904, il y devient un polémiste virulent, et ne manque jamais d'égratigner les dirigeants de la Troisième République, ou les partisans de la Société des Nations genevoise. Pour écrire sa chronique, il s'appuie ici sur les sentiments du délégué chinois à la SDN recueillis par Andrée Viollis :

« Nous avons dit mille fois que le surparlement de Genève, issu du cerveau débile du président Wilson, bien loin d'éteindre les sujets de conflagration, les attisera, à un moment donné, par ses palabres incessantes, génératrices, avec le temps, de frottements et d'irréductibilités redoutables. En douze ans, ce résultat immanquable a été obtenu. [...]

Les Japonais, observateurs méthodiques, ont eu, depuis 1919 tout le loisir d'examiner de près la Babel genevoise, d'en sonder les illusions et les trous, de mesurer le vide derrière les discours et les commissions. L'atmosphère morale de l'institution wilsonienne ne leur a pas davantage échappé. [...] Dans le très intéressant entretien, rapporté au *Petit Parisien* d'hier, de Madame Andrée Viollis avec l'ex-ministre chinois Chen, celui-ci lui a dit : "qui donc peut s'opposer à son action [celle du Japon] ? Est-ce la France, absorbée par sa sécurité et qui n'a guère d'intérêt en Chine ? Est-ce l'Amérique ou bien l'Angleterre, dont les marines ont été amoindries par la conférence de Washington et diverses autres, et qui, toutes deux, sont fort éloignées de la Chine ? Non, aucune de ces trois grandes puissances n'est en mesure d'intervenir en ce moment, même si elle le désirait. Et les Japonais le savent." »⁹⁵

André Tardieu, reconnaît en mars, comme un aveu d'impuissance, que « Le Conseil a fait ce qu'il a pu »⁹⁶ Cet ancien chroniqueur du *Temps*, au parcours éclatant⁹⁷, réélu Président du Conseil pour la troisième fois le 20 février 1932⁹⁸, demeure néanmoins très critique vis-à-vis de la Société des Nations :

« Pendant cette période de complications diplomatiques puis politiques, et enfin de conflit militaire dans l'Extrême-Orient, nous avons, tous, et partout, été saisis d'un grand doute et d'une grande anxiété. [...] Si le Conseil de la Société des Nations n'a pas [...] affirmé une autorité effective dans ces circonstances,

⁹³ « Le conflit sino-japonais », *Le Temps*, 1^{er} février 1932.

⁹⁴ Après des études au lycée Louis-le-Grand, Léon Daudet (1867-1942), est déçu par les études de médecine. Fils de l'écrivain Alphonse Daudet, il a une importante activité littéraire dès 1890. Polygraphe, il écrit des romans satiriques, mais surtout des articles. Il se fait en effet connaître dès 1897 pour des articles antidreyfusards virulents dans *La Libre parole* ou *Le Gaulois*. Il se rallie à l'Action française en 1904, et se spécialise dans les campagnes politiques. Élu député de Paris en 1919, il publie toujours beaucoup. Ses violences verbales continuent dans les années trente où réagit sur les polémiques liées à l'affaire Stavisky ou au Front populaire. Jean EL GAMMAL, « Léon Daudet critique : histoire, littérature, politique » dans Michel LEYMARIE, Jeanyves GUÉRIN, et Olivier DARD, éd., *L'Action française: culture, société, politique*, IV. *Maurassisme et littérature*, Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, 2012, pp. 55-69.

⁹⁵ Léon DAUDET, « De Genève à Shanghai », *L'Action française*, 2 février 1932.

⁹⁶ « Discours d'André Tardieu », *Le Temps*, 27 mars 1932.

⁹⁷ Voir partie 1, chapitre 1.

⁹⁸ André Tardieu est un proche de Clemenceau, mais possède une personnalité trop « anticonformiste » pour véritablement séduire la droite. Il est décrit comme « un conservateur réformiste », et brigue trois mandats en tant que Président du Conseil. Jean-Luc PINOL, « Chapitre V : 1918-1958 Le temps des droites ? », dans J-F. SIRINELLI (dir), *Histoire des droites en France*, t. 1 « Politique », p. 308.

c'est parce que, ainsi que je le disais à la Tribune de Genève au début de février, depuis treize ans qu'a été signé le Pacte de la Société des Nations, c'est dans le sens du moindre effort, dans le sens de la minimisation du pacte et de l'amenuisement de sa substance, que s'est manifestée la politique de Genève. (Vifs applaudissements) »⁹⁹

André Tardieu achève néanmoins son discours sur une note optimiste, affirmant que « l'espoir est acquis que nous ne verrons pas éclater là-bas une guerre qui eût brisé des vies, des intérêts et plus encore des espérances. »¹⁰⁰

2) Du rapport Lytton à la fondation de l'empire du Mandchoukouo: la SDN impuissante

La commission Lytton

On le voit, les hommes politiques français les plus éminents restent prudents sur les suites du différend sino-japonais. Cependant, la Société des Nations semble reprendre l'initiative, avec l'arrivée en Chine de la commission mandatée par la SDN, que le Japon a finalement acceptée fin 1931. Arrivée en Chine le 14 mars 1932¹⁰¹, alors que l'armistice est enfin signé à Shanghai, cette commission a pour but de « mettre fin aux menaces immédiates qui pèsent sur la paix et faciliter la mise en place d'une solution finale aux disputes existant entre les deux pays » (notre traduction)¹⁰² selon les mots d'Aristide Briand, ministre français des Affaires étrangères. La commission est dirigée par le britannique Lord Lytton, secondé par le Général de division Henri Claudel (France), le Comte Aldrovandi (Italie), le Major Général Frank Ross McCoy (États-Unis), et par le Docteur Henrich Schnee (Allemagne).¹⁰³ Les membres de la commission, demeurés six semaines en Chine, ont parcouru les champs de bataille de Chapei et « [ont] pu se rendre compte de la violence des combats qui ont été livrés et comparer les récits des opérations faits par les deux parties. »¹⁰⁴

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Ils sont alors rejoints par les experts japonais et chinois nommés par la commission : Isaburo Yoshida, ambassadeur du Japon et Turquie et Wellington Koo « ancien Premier ministre et ancien ministre des Affaires étrangères ». Dans « Report of the commission of enquiry », Library of Congress [en ligne] <https://www.wdl.org/fr/item/11601/p.9>. Consulté le 12 juillet 2020.

¹⁰² « Report of the commission of enquiry », Library of Congress [en ligne] <https://www.wdl.org/fr/item/11601/p.7>.

¹⁰³ *Ibid.* p. 10.

¹⁰⁴ « La situation en Chine », *Bulletin de l'Association amicale sino-française*, 2^e trimestre 1932.

Le rapport de la commission est donc très attendu par la Chine qui en espère du « répit »¹⁰⁵. Le rapport Lytton est publié en octobre 1932. Or, il ne fait que trahir « l’embarras des enquêteurs de la Société des Nations »¹⁰⁶ comme l’explique Albert Maybon. En effet, l’expertise tente de garder sa neutralité, exposant les points de vue chinois et japonais sur l’incident de Moukden. Les experts estiment que les Japonais « avaient un plan soigneusement préparé pour faire face à de possibles hostilités de la part de la Chine »¹⁰⁷ (notre traduction), cela revient donc à dire que l’incident de Mandchourie avait été prémédité par le Japon. D’autres part elle reconnaît « les intérêts du Japon dans les Trois Provinces de l’Est » (notre traduction), l’autonomie de la Mandchourie, et recommande dans sa conclusion conciliante, l’instauration « d’un régime autonome en Mandchourie »¹⁰⁸ qui deviendrait progressivement « une zone démilitarisée »¹⁰⁹ et la signature de traités sino-japonais de « non-agression et d’assistance mutuelle. »¹¹⁰

Albert Maybon se montre particulièrement acerbe à l’égard de ce rapport, dont la position sur les trois provinces de Mandchourie lui paraît trop tiède mais aussi trop favorable à la République de Nankin, qu’il ne porte pas dans son cœur¹¹¹ : « En vérité, écrit-il, il n’y a pas de milieu ; ou l’indépendance complète, absolue, aussi bien vis-à-vis des Japonais que des Chinois ; ou l’annexion, l’inféodation aux uns et aux autres. La solution proposée – l’autonomie dans le cadre de la souveraineté chinoise – n’en est pas une. Telle avait été précisément la position de la Mandchourie de Tchang Tso Lin [Zhang Zuolin] et de son fils. Est-ce cette satrapie qu’on veut reconstituer ? Les Japonais nous disent que c’est à la faveur du grand désordre qui régnait sur la famille Tchang que les agitateurs nationalistes, les vrais promoteurs des troubles actuels, se sont imposés. »¹¹² Il porte l’estocade en affirmant : « Bien des fois, des commissions, des conférences internationales ont abordé les problèmes extrême-orientaux. Elles apportaient à cet examen un certain sens des réalités. Pour la première fois, il n’a été émis que du vent ! »¹¹³

La création du Mandchoukouo et le départ du Japon de la SDN : la faillite définitive de la Société des Nations

¹⁰⁵ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 8 avril 1933.

¹⁰⁶ A. MAYBON, « Les découvertes du rapport Lytton sur le conflit sino-japonais », *La Dépêche Coloniale*, 6 octobre 1932.

¹⁰⁷ « Report of the commission of enquiry », *op.cit.* p. 69.

¹⁰⁸ *Ibid.* p. 131.

¹⁰⁹ *Ibid.* p. 138.

¹¹⁰ *Ibid.* p. 137.

¹¹¹ Voir ses commentaires sur le Triple Démisme, partie 1 chapitre 3.

¹¹² A. MAYBON, *op.cit.*

¹¹³ *Ibid.*

Il semble en effet que le rapport Lytton tente de freiner les ambitions du Japon, tout en étant obligé de reconnaître la situation particulière de la Mandchourie. Comme le note Alphonse Monestier, « avant que [la commission] eût déposé son rapport, le Japon avait reconnu officiellement le Man Tcheou Kouo »¹¹⁴, le 1^{er} mars 1932, effectivement, alors que la commission posait à peine le pied en Chine, le Japon avait proclamé l'existence d'un nouvel État, le Mandchoukouo, composé des trois provinces de la Mandchourie. Cet État présente alors la façade d'une République, avec Puyi, l'ancien empereur Qing, à la tête de l'Exécutif. Alphonse Monestier confirme que le rapport Lytton se trouve obligé de reconnaître une situation de fait : « Le Man Tcheou Kouo identifié sous contrôle japonais subsiste. »¹¹⁵ Ainsi, en proposant de faire de la Mandchourie un État autonome, la SDN admet que la région n'appartient plus à la Chine, tout en refusant de reconnaître l'autorité japonaise sur ces provinces et en « conseillant aux États membres de ne pas reconnaître le Mandchoukouo »¹¹⁶. Un diplomate chinois fait part avec lucidité de ses inquiétudes et de sa déception quant au rapport Lytton :

« Le voyage de la commission d'enquête de la SDN en Mandchourie n'a été qu'une nouvelle occasion de prolonger le conflit sino-japonais dans l'espoir que le Japon et la Chine modifieraient leur attitude respective et décideraient de régler directement leur querelle. C'était une habile échappatoire de la SDN : elle laissait en présence des adversaires dont l'un avait la force pour lui et l'autre le bon droit, quitte à dire à ce dernier, qui avait mis toute sa confiance en elle, que tout règlement auquel on arriverait n'aurait qu'à être homologué par elle, puisqu'elle était en partie consentante. [...] D'ores et déjà, on peut se rendre compte que [la SDN] cherchera à maintenir une sorte de balance entre les justes revendications chinoises et les prétentions exigeantes d'un Japon conquérant. Ce qu'il faut tout particulièrement redouter, et nous parlons tout aussi bien de la Chine que des autres puissances, c'est que cette politique de ménager la chèvre et le chou n'arrive qu'à faire rebondir, si l'on peut dire, le conflit sino-japonais et lui donner une tout autre allure. [...] »¹¹⁷

Or, dès le début de l'année 1933 il apparaît irrémédiablement que le rapport Lytton est resté « lettre morte ». Yosuke Matsuoka, chef de la délégation japonaise à la Société des Nations annonce : « Le Japon n'a pas intérêt à rester membre de la Ligue¹¹⁸. [...] »¹¹⁹ La menace est à peine voilée. Non seulement le Japon ne semble avoir nulle intention de négocier avec la Chine

¹¹⁴ A. MONESTIER, « L'affaire sino-japonaise, entérinement ou conciliation ? », *La Politique de Pékin*, 21 janvier 1933.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Michel MARBEAU, *La Société des Nations : Vers un monde multilatéral, 1919-1946*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2018. p. 126

¹¹⁷ « La reconnaissance du Mandchoukouo » par Wai Hai Chia, *Bulletin de l'Association amicale sino-française*, 2^e trimestre 1932.

¹¹⁸ Traduction littérale de League of Nation, Société des Nations.

¹¹⁹ « Importante déclaration de M Matsuoka en provenance de Rome, *La Politique de Pékin*, 14 janvier 1933.

selon les préconisations du rapport, mais en plus il met la SDN en demeure de reconnaître le Mandchoukouo. En effet, il est le seul à refuser d'adopter les recommandations du rapport Lytton le 24 février 1933 contre 42 voix pour, signifiant alors diplomatiquement son désaccord avec les conclusions de la commission¹²⁰.

Un mois plus tard, le 27 mars, le Japon claque la porte de la SDN tout en assurant « qu'il continuera à coopérer avec [elle] dans toutes les tentatives faites pour assurer la paix. »¹²¹ La presse japonaise illustre cet incident. On remarque, dans le dessin de presse ci-dessous, que le dessinateur utilise un trait réaliste qui permet d'identifier les personnages. Matsuoka, représentant japonais à la SDN, affable, s'apprête à quitter la rive sur laquelle se trouve un arbre symbolisant la SDN et son représentant – peut-être le belge Paul Hymans qui est alors Président de l'Assemblée générale de la SDN –. Dans le bateau, le petit homme à lunettes est Puyi, président de l'État du Manchoukouo, appelé à devenir l'empereur fantoche de cette « jeune nation ». Le dessinateur a sans doute voulu insister sur les relations cordiales entre la SDN et le Japon. Cependant, deux singes et un serpent se balancent aux branches de « l'arbre » de la SDN. Les singes se moquent des membres de la SDN, car le singe peut être un symbole de bouffonnerie dans la mythologie japonaise. Ici donc, les membres de la Ligue seraient assimilés à des gens sans compétence. Peut-être le singe de gauche est-il parvenu à dérober un fruit au serpent – qui, selon la mythologie japonaise symbolise ce qui est énigmatique et secret – ou bien encore peut-être vole-t-il le fruit des travaux de la SDN en faveur de la paix, que la crise japonaise réduit à néant. Lorsque le Japon quitte la Société des Nations, celle-ci perd « un membre majeur depuis l'origine »¹²², qui a donc contribué à faire fructifier la Ligue. Ce dessin paraît comme d'autres dans *La Politique de Pékin* d'Alphonse Monnestier, qui publie régulièrement des dessins de presse chinois et japonais. Cependant, dans son numéro du 11 février 1933, qui illustre les tensions sur le Mandchoukouo, seuls des dessins provenant de la presse japonaise sont présentés. On sait Alphonse Monestier plutôt favorable aux Chinois dans le conflit sino-japonais. Peut-être a-t-il voulu montrer, en publiant ces dessins aux accents ironiques, que les intellectuels japonais eux-mêmes, observaient avec distance les agissements belliqueux de leur gouvernement.

¹²⁰ Seiichi IWAO et al., « 8. Lytton hōkoku », *Dictionnaire historique du Japon* 14, n° 1 (1988), pp. 3-4, https://www.persee.fr/doc/dhjap_0000-0000_1988_dic_14_1_921_t1_0003_0000_5.

¹²¹ « Dernières nouvelles », *Le Temps*, 28 mars 1933.

¹²² M. MARBEAU, *La Société des Nations*, op.cit. p. 126.



« Dans le même bateau Matsuoka à la Ligue : - "Nous resterons amis à condition que vous reconnaissez la jeune nation. Sinon nous suivrons chacun notre chemin, qu'il soit bon ou mauvais. " »

Figure 5: Le départ du Japon de la SDN

Source : « La satire japonaise (d'après la presse nipponne) », *La Politique de Pékin*, 11 février 1933.

Le chroniqueur du *Temps*¹²³ revient lui aussi le 3 mars sur la portée « considérable » de l'événement. Comme souvent, le chroniqueur adopte une position modérée, visant davantage à éclairer les dessous diplomatiques des négociations qu'à prendre parti.

« La décision du mikado, seul juge de la politique engageant le Japon en matière de traités et de relations extérieures, marque un grave tournant de la collaboration internationale sur le terrain de l'Orient lointain. En réalité, le retrait du Japon est la conséquence directe des erreurs de procédure commises lorsque la SDN fut saisie en septembre 1931 du conflit sino-japonais en Mandchourie. Il est certain que, obligée de juger conformément aux principes du pacte, la Société des Nations, engagée à fond dans une affaire qui n'aurait jamais dû être transportée sur le plan de la politique générale, ne pouvait se prononcer autrement qu'elle ne l'a fait ; mais comme, d'autre part, le gouvernement de Tokio ne pouvait revenir sur la reconnaissance officielle du Mandchoukoo (*sic*) sans répudier toute l'œuvre nipponne accomplie en Mandchourie, sans sacrifier une politique conforme aux intérêts vitaux de l'empire, la rupture était inévitable. Il faut le regretter non seulement en raison de la situation de fait qui se trouve ainsi créée en Extrême-Orient, mais surtout en raison de l'influence de tout premier plan que le Japon exerçait à Genève et dont la Société des Nations se trouvera privée désormais. Il est exact en effet que l'empire du Soleil Levant fut un des premiers et des plus actifs artisans de la Ligue et que, membre permanent du Conseil, il a servi avec un louable zèle par des initiatives souvent heureuses, les causes de la Société. [...] Quoiqu'il en soit, le Japon ayant donné le préavis stipulé par le pacte, se retire du conseil de l'assemblée de Genève, mais restera pourtant en contact avec la société pour les questions d'ordre universel traité sous les auspices

¹²³ Il s'agit peut-être de François Chevallier, correspondant du *Temps* au Japon ou d'Henri Champly.

de celle-ci. L'empire du Soleil Levant se trouvera désormais dans la situation des États-Unis et de l'Union soviétique vis-à-vis de la Société des Nations et il n'est que trop certain que le caractère universel de l'institution en sera singulièrement affecté. Il n'y a plus maintenant que les quatre principales puissances européennes qui siègent à titre permanent au Conseil et par là-même l'action de la Société semble devoir se limiter de plus en plus aux seuls problèmes du monde occidental. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Seule l'expérience encore à faire pourra nous fixer à cet égard. »¹²⁴

Le Français Jean Hugonnot témoigne à son tour des difficultés engendrées par la faillite du rapport Lytton. Jean Hugonnot était enseignant, plusieurs fois sous-admissible à l'agrégation d'histoire et de géographie. En 1933, il a commencé à collaborer à l'influente *Revue du Pacifique* dirigée par Léon Archimbaud¹²⁵. Son analyse des tensions en Extrême-Orient est reconnue, et l'on retrouvera son nom dans une autre revue s'intéressant à la Chine. L'article qu'il propose à *La Politique de Pékin* le 8 avril 1933, témoigne de la hauteur de vue de ce professeur d'histoire-géographie. S'il est un fervent défenseur de la SDN et du respect des pactes pour la sécurité collective, il professe aussi : « La SDN dans l'état actuel des choses ne peut que retarder les guerres ; elle ne peut supprimer leur cause. [...] ». Son article permet par ailleurs de comprendre ce que représente la Mandchourie pour le Japon :

« Chose plus grave, à l'heure où ces lignes paraîtront, le Japon aura quitté la SDN marquant ainsi son mécontentement et son refus de souscrire à la solution proposée à Genève. Les esprits les plus confiants en l'avenir de la SDN ne pourraient nier que c'est la profonde atteinte portée à son prestige. Les dernières paroles prononcées à Genève par le représentant japonais M. Matsuoka viennent de mettre à cet égard en pleine lumière les difficultés de la position de la SDN. "[...] Demandez aux États-Unis d'abandonner le contrôle du canal de Panama, à la Grande-Bretagne, celui de Suez, et vous aurez un parallèle presque exact avec notre situation en Mandchourie." »¹²⁶

Cette citation montre une fois de plus les difficultés de la SDN, ainsi que la position particulière de la Mandchourie. En l'identifiant à deux points névralgiques du commerce mondial, le représentant japonais en fait un instrument de survie de son propre pays. En revanche, en le comparant à des points de passage, Matsuoka refuse de présenter le Mandchoukouo comme une colonie de peuplement, ce qu'il est pourtant. Ainsi, comme l'écrit Michel Marbeau, le départ du Japon consacre la faillite de la SDN qui « s'est bornée à une action platonique. On condamne, mais rien n'est prévu pour faire reculer l'agresseur. »¹²⁷

¹²⁴ « Le Japon et la Société des Nations », *Le Temps*, 30 mars 1933.

¹²⁵ « HUGONNOT Jean, Gilbert - Maitron », consulté le 1 juillet 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article95394>.

¹²⁶ Jean HUGONNOT, « Le conflit sino-japonais et la fédération européenne », *La Politique de Pékin*, 8 avril 1933.

¹²⁷ M. MARBEAU, *La Société des Nations, op.cit.* p. 126.

L'armistice de Tanggu : espoir de paix ou extension des appétits japonais ?

Après son départ de la SDN, le Japon ne ralentit pas ses avancées en Chine puisqu'il s'empare de la province du Jehol¹²⁸, et s'approche toujours plus près de Pékin. Le 31 mai 1933, Chine et Japon signent, à Tanggu, un armistice désiré par le gouvernement chinois. Albert Maybon s'en réjouit et affirme : « Chine et Japon sont sur le chemin de la paix ! Le traité de Tangkou [Tanggu] du 1^{er} juin, qui a posé, comme condition de l'armistice, une évacuation progressive et simultanée de la zone située au sud de la Grande muraille, aura été le prélude de cette entente sino-nipponne qui semble bien être dans la logique des événements. »¹²⁹ Ce japonisant est, comme toujours, très critique à l'égard de la République de Nankin, et conciliant avec les Japonais qui, assure-t-il, « [...] n'ont cherché qu'à battre l'armée qui menaçait le Mandchoukouo et jamais [ils] n'ont songé à s'emparer de la Chine. »¹³⁰ André Duboscq, que l'on sait plutôt favorable à la Chine, accueille, lui aussi, cet armistice avec optimisme : « Il est entendu que l'accord sino-japonais du 31 mai est un accord militaire, une sorte de trêve aux hostilités et que les négociations menées par les gouvernements ne sont pas terminées. [...] Toutefois nous avons le ferme espoir que ces négociations aboutiront et qu'il résultera pour les Chinois et les Japonais des avantages considérables. [...] Si la longueur de ces bonnes relations devait être proportionnée à celle de la période aiguë, on aurait lieu d'être très optimiste. »¹³¹

Pourtant, tous ne partagent pas cet optimisme. Pour Alphonse Monestier, le Japon a « imposé l'armistice de Tangkou » pour faire de la Chine une « chasse gardée »¹³². En effet explique-t-il, si le Japon a bien évacué la « zone démilitarisée » et maintenu ses troupes en deçà de la Grande Muraille, conformément aux termes de l'accord, il a néanmoins fait stationner ses troupes le long de cette frontière. Monestier est l'un des seuls à dénoncer ouvertement les volontés panasiatistes japonaises, dans une formule coupante :

« Toutes les formules redondantes dont il use à satiété : "doctrine Monroe asiatique, panasiatique, l'Asie aux Asiatiques, paix en Extrême-Orient" tout cela n'est que leurre et camouflage de sa part pour mieux réaliser ses vues d'hégémonie sur un voisin impotent, appelé qu'il se croit à remplir une "mission divine" – le Japon étant le peuple élu de la Terre. Ce qu'il veut, c'est asservir à sa politique les dirigeants chinois. »¹³³

¹²⁸ Voir carte 1.

¹²⁹ A. MAYBON, « Chine et Japon vont-ils enfin temporiser ? », *La Dépêche Coloniale*, 31 août 1933.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ André DUBOSCQ, « Perspectives sino-japonaises », *Le Temps*, 3 juin 1933.

¹³² A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 26 août 1933.

¹³³ *Ibid.*

Un homme semble incarner la prépondérance de l'élément militaire sur l'élément civil de la politique japonaise au Japon. Il s'agit du ministre de la guerre, le général Araki, « personnage actuellement le plus important de l'empire tant par le rôle qu'il joue au cabinet Saito que par l'influence qu'il exerce sur la population, particulièrement sur l'armée. »¹³⁴ Araki « estime que le moment est venu pour le Japon de remplir en Asie une mission de sauvegarde de la paix et de l'ordre contre la propagation d'idées subversives. »¹³⁵ En 1933, le Japon repose tout entier sur des valeurs conservatrices dont les piliers sont l'empereur et l'armée. Le Japon estime bien avoir une « mission » - cela rejoint l'appellation de « peuple élu » employée par Monestier - de sauvegarde des intérêts de toute l'Asie et non seulement de ses propres territoires en Chine et en Corée. Le Japon franchit dans ce but une nouvelle étape.

1934-1935 : de nouveaux paradigmes : l'empire du Mandchoukouo et la Chine des Soviets.

Une caricature parue dans la presse chinoise et reproduite le 20 juin 1931 prophétisait : « le bruit court que les Japonais vont faire monter Pou-Yi sur le trône de l'empire. »¹³⁶ La chose est faite trois ans plus tard. Le premier mars 1934, les Japonais mettent le dernier empereur Qing sur le trône du Mandchoukouo, sous le nom dynastique de Kang-Teh, tournant définitivement le dos à la Société des Nations. Comme le sous-entendait déjà la caricature chinoise publiée en 1931, Puyi n'est qu'une marionnette, que les Japonais manipulent dans leur intérêt propre. Les voyages de Puyi au Mandchoukouo sont abondamment mis en scène comme en témoignent les photographies parues dans une nouvelle revue, *France-Japon*. On y trouve par exemple des images de la « première grande revue militaire à Hsinking »¹³⁷, le 10 mars 1934. Le premier numéro de *France-Japon* paraît le 15 octobre 1934, quelques mois après la naissance officielle du nouvel empire. Cette revue aux articles soignés, financée par le comité franco-japonais de Tokyo¹³⁸ peut se targuer d'attirer à elle la fine fleur de *l'intelligentisa* française. Parce qu'elle souhaite, dit-elle « faire une liaison culturelle entre les deux pays et permettre une meilleure

¹³⁴ « Déclaration du ministre de la guerre japonais », *Le Temps*, 3 juin 1933.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ « La satire politique d'après la presse chinoise », *La Politique de Pékin*, 20 juin 1931.

¹³⁷ Ville d'autant plus symbolique qu'elle est la nouvelle capitale de l'État, construite *ex-nihilo*. Selon le correspondant du *Temps* au Japon, c'est sans doute « le plus grand chantier du monde ; et cependant, tout est déjà prévu, tout est à sa place : les bâtiments publics, les banques comme les champs de courses, les terrains de sport, les parcs. » dans F. CHEVALLIER, « Lettre de Mandchourie – impressions d'ensemble », *Le Temps*, 26 octobre 1934.

¹³⁸ « L'idée de créer un comité franco-japonais à Tokio remonte à 1928, lors de la visite à Paris du Comte Soga, en qualité de délégué du Japon à la conférence parlementaire. [...] On trouve autour du prince Iyesato Tokugawa, ancien président de la diète et président du comité franco-japonais, et du vicomte S. Soga président exécutif du comité franco-japonais, un grand nombre de personnalités appartenant au monde politique, industriel, commercial, intellectuel etc. » dans « Le comité franco-japonais de Tokio », *France-Japon* n° 22, septembre-octobre 1937.

compréhension de ces deux peuples »¹³⁹, elle peut compter sur les signatures d'intellectuels importants. Si beaucoup sont politiquement classés à droite, comme Albert Maybon, Claude Farrère ou Abel Bonnard, la revue, qui met aussi en exergue les créations culturelles japonaises et françaises, compte dans ses pages des articles d'Andrée Viollis ou de René Maublanc, agrégé de philosophie et proche du Parti communiste¹⁴⁰ ou encore André Duboscq, que l'on sait observateur attentif des affaires d'Extrême-Orient¹⁴¹. En choisissant de se réunir dans une revue, qui, bientôt, ne comptera plus que des intellectuels ancrés à droite, les personnalités attirées par le Japon choisissent donc perpétuer un mode de rassemblement à but « réflexif »¹⁴². Cette nouvelle revue qui fait ainsi cohabiter les voix des intellectuels français et japonais s'attache à faire du Mandchoukouo une véritable vitrine de modernité, et de la réussite de l'œuvre pacificatrice du Japon. Plusieurs journalistes français liés à la presse conservatrice s'en font l'écho, dans des articles que *France-Japon* retranscrit pour ses lecteurs, en mettant l'accent sur les passages les plus mélioratifs. Ainsi, on trouve dès le premier numéro la reproduction d'un article de François Chevallier, correspondant du *Temps* au Japon. Celui-ci rapporte ses « impressions d'ensemble » du Mandchoukouo. *France-Japon* écrit :

« La conclusion de M. Chevallier est nette : "... Le Mandchoukouo est décidé à devenir un empire équilibré et puissant ; deux ans d'existence montrent que les promesses faites ont été, dans une large mesure, remplies et que les hommes à qui incombe la responsabilité lourde de l'organiser sont sûrs du succès de leur entreprise, parce qu'ils savent que leurs efforts seront conjugués avec ceux d'une grande et puissante nation : le Japon. " »¹⁴³

Un autre journaliste, connu pour son affection envers le Japon est Jean-Cyprien Balet, qui a l'insigne honneur de converser avec l'empereur du Mandchoukouo. Dans une série de quinze articles publiés du 28 mars au 9 avril dans *l'Intransigeant*¹⁴⁴, Balet cherche, dit-il, à vérifier « l'impression qu'après les violents orages de ces dernières années, le calme et la paix ont regagné du terrain »¹⁴⁵ et il affirme : « pour moi, j'ai maintenant la conviction que le Japon

¹³⁹ « Avis aux lecteurs », *France-Japon* n°1, 15 octobre 1934.

¹⁴⁰ Ami de Georges Cogniot, celui-ci le présente comme « archikhube ». Élève de la rue d'Ulm, il étudie le marxisme, tout en ayant comme d'autres, une admiration pour la Révolution d'Octobre. Il n'adhère au Parti Communiste qu'en 1941. « MAUBLANC René, Léon, Gustave - Maitron », consulté le 15 juillet 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article121125>.

¹⁴¹ Liste des auteurs parue dans *France-Japon* n°20, mai-juin 1937.

¹⁴² O. CORPET, « La revue », dans J-F. SIRINELLI (dir), *Histoire des droites en France, t. 2 « Cultures », op.cit.* p. 161.

¹⁴³ « Revue de presse », *France-Japon* n°2, 15 novembre 1934.

¹⁴⁴ Ce journal classé à droite depuis 1898, a pris en 1932, une orientation plus centriste en basculant dans le giron du groupe Louis-Dreyfus. Mais en 1934, il publie une interview d'Hitler, où le chef du gouvernement allemand professe son pacifisme. Cette interview a été fabriquée de toutes pièces par le gouvernement allemand.

¹⁴⁵ J-C. BALET, « Nichiman and Cie – l'expérience japonaise en Mandchourie », *L'Intransigeant*, 28 mars 1935.

mène une expérience *sérieuse* de grande ampleur. »¹⁴⁶ Le japonologue met en avant l'éducation scolaire dans le Mandchoukouo qui se fait en chinois mais « calquée sur les manuels scolaires du Japon, ceux qui ont contribué à former la grande nation jaune que l'univers admire. »¹⁴⁷ Mais surtout, il obtient une entrevue avec l'ex-empereur Puyi, âgé de vingt-neuf ans. La discussion entre les deux hommes paraît dans le dernier épisode de l'enquête de Balet pour *L'Intransigeant*, puis est retranscrite en partie dans *France-Japon*. Cet échange illustre à la fois la position contrainte de Kang-Teh [Puyi], porte-parole docile mais empereur cultivé et sincère, mais aussi le changement de visage de la Mandchourie, que Jean-Cyprien Balet souligne avec emphase :

« - Maintenant, voulez-vous dire à sa Majesté qu'ayant connu la Mandchourie de l'ancien régime, il m'est possible de faire des comparaisons. Or, ce que je viens de voir depuis quelques semaines est prodigieux et prouve que l'ordre et la paix seront assurés, que le peuple au travail a l'air heureux. Des villes géantes, à commencer par la capitale s'élèvent... Mais le développement matériel n'a de bases solides qu'assis sur un égal développement intellectuel et moral.

- Sa Majesté répond que vous dites vrai, et que son grand souci désormais, est d'élever le niveau intellectuel de son peuple sur le modèle des nations occidentales. »¹⁴⁸

La propagande du comité franco-japonais ne se dément pas, puisque *France-Japon* publie à chaque numéro des photographies du territoire japonais, mettant en avant le commerce issu de l'exploitation de ses terres et la modernité des villes nouvelles. En 1937, un concours d'affiches touristiques est même organisé sous la présidence de Paul Colin, artiste peintre nancéien qui ouvre en 1930 la première école d'affichistes¹⁴⁹. Ce concours dont les concurrents « devaient exprimer certaines qualités de ce pays en même temps qu'ils incitaient les touristes à venir le voir et le parcourir »¹⁵⁰ donne au Mandchoukouo l'allure d'une devanture agréable et valorisante.

Ainsi, le conflit sino-japonais passe par plusieurs phases aiguës avant de s'apaiser vers 1935. Il faut dire que Chiang Kai-shek se montre plutôt conciliant envers les Japonais, afin d'avoir le champ libre pour éradiquer les communistes chinois, forcés à la clandestinité depuis 1927. Leurs insurrections suivantes ne mènent qu'à de sanglants échecs qui obligent les survivants à se terrer dans la lointaine province du Jiangxi. L'un des principaux meneurs, Mao Zedong, y

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ J-C. BALET, « Nichiman and Cie – l'expérience japonaise en Mandchourie », *L'Intransigeant*, 30 mars 1935.

¹⁴⁸ J-C. BALET, « Nichiman and Cie – l'expérience japonaise en Mandchourie », *L'Intransigeant*, 9 avril 1935.

¹⁴⁹ <https://madparis.fr/francais/musees/musee-des-arts-decoratifs/dossiers-thematiques/les-grands-noms-de-l-affiche/paul-colin> consulté le 24 juillet 2020.

¹⁵⁰ « Concours d'affiches touristiques sur le Mandchoukouo », *France-Japon* n°19, mars-avril 1937.

établit ainsi la première « République soviétique chinoise », en mai 1931¹⁵¹. Cette base soviétique prend de l'importance dans les années qui suivent, et, pour Chiang Kai-shek, « son écrasement devient prioritaire »¹⁵² faisant passer au second plan la lutte contre le Japon, au bénéfice de celle contre l'ennemi de l'intérieur¹⁵³.

Le conflit sino-japonais qui était latent en 1931, s'est donc brusquement accéléré par de véritables combats meurtriers en 1932 et 1933. De la bataille de Shanghai au fracassant départ du Japon de la SDN, les tensions se sont accrues, sans que la Société des Nations ne parvienne à enrayer l'engrenage du conflit, réduite à l'impuissance par le militarisme conquérant du Japon, et une Chine pas toujours docile. Dans un contexte marqué par le désarroi de la SDN, et la persécution des communistes chinois, de nombreux intellectuels se mobilisent en faveur de la Chine. Ces derniers appartiennent tous à la gauche française, et renouent avec des formes d'engagement déjà éprouvées lors de l'Affaire Dreyfus : un engagement collectif appuyé par quelques grandes figures « prophétiques » – selon la terminologie de Vincent Duclert¹⁵⁴, reprise récemment par Gisèle Sapiro¹⁵⁵ – qui font transiter leurs idées par la presse, mais aussi par de grands rassemblements à vocation mondiale, dans ces années où le fascisme étend peu à peu son ombre sur le monde. Leurs idées politiques font aussi d'eux des soutiens de la Chine soviétique, mettant ainsi en lumière la ligne de fracture interne de la Chine.

III. Les premiers engagements de la gauche française en faveur de la Chine (1932-1936) : un engagement contre le fascisme et pour la défense de l'URSS

1) La lutte contre l'impérialisme : la Chine au cœur de l'idéologie du Komintern (1927-1932)

La Chine, au cœur de la lutte contre l'impérialisme

¹⁵¹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949) op.cit.* p. 123.

¹⁵² *Ibid.* p. 124.

¹⁵³ Voir Partie 2, chapitre 3.

¹⁵⁴ Vincent DUCLERT, « L'engagement scientifique et l'intellectuel démocratique. Le sens de l'affaire Dreyfus », *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 12, n° 48 (1999) pp. 71-94, <https://doi.org/10.3406/polix.1999.1808>.

¹⁵⁵ Gisèle Sapiro parle du « discours prophétique » de certains écrivains qui légitiment le discours d'hommes ou de partis politiques, comme le Parti communiste ou plus tard, le Parti Populaire français. Voir à ce propos Gisèle SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France, de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 2018, p. 25.

Alors que le conflit sino-japonais éclate en 1931, des hommes et femmes de diverses tendances politiques, plutôt ancrés à gauche, tentent de « reconnaître le danger, d’alerter l’opinion et de l’informer. » Cette phrase, prononcée lors d’un meeting le 20 novembre 1931 – deux mois seulement après l’incident de Mandchourie – semble résumer ce que signifie l’engagement intellectuel. En 1927 déjà, l’écrivain Ramon Fernandez soulignait : « L’intellectuel en tant qu’intellectuel ne peut agir sur la vie politique qu’indirectement en créant ou en dégageant une force spirituelle que la politique, même catastrophiste est incapable de produire ou de capter. »¹⁵⁶ Comme le rappelle François Chaubet, les années 1930 obligent les intellectuels à un « choix brutal entre les deux côtés des barricades »¹⁵⁷. C’en est fini de l’indépendance intellectuelle des années 1920. La Chine illustre en effet ce changement de paradigme, puisque toutes les prises de paroles la concernant sont collectives. Par ailleurs, ces mots d’ordres suivent les mots d’ordres édictés par l’Internationale Communiste, le Komintern. La lutte contre « l’impérialisme » émerge distinctement après la Première Guerre mondiale, mais apparaissait déjà dans un pamphlet de Lénine, *L’impérialisme, stade suprême du capitalisme*, publié en 1917. « L’impérialisme » devient alors l’un des mots-clés de la « langue communiste »¹⁵⁸, comme le souligne Marc Lazar en 1998. Cette lutte prend un nouvel essor en 1926. Lors du Sixième Plenum de l’Internationale Communiste à Moscou, « on déclare que le défi le plus crucial est d’empêcher que le communisme international se trouve pris dans "une nouvelle guerre impérialiste" »¹⁵⁹ (notre traduction). C’est pour contrer cela que le communiste allemand Willi Münzenberg, l’un des principaux agents du Komintern fonde, en 1927, une « Ligue contre l’impérialisme » qui a pour but de « jouer un rôle intermédiaire entre le Komintern et les organisations nationalistes dans les colonies »¹⁶⁰. Le Comité français de la Ligue contre l’impérialisme est créé lors du Congrès de Bruxelles qui se tient du 10 au 14 février 1927. Admiré par Henri Barbusse et Romain Rolland lequel voyait en lui « l’artiste en révolution »¹⁶¹, fidèle compagnon de Lénine, Willi Münzenberg est « le véritable inspirateur

¹⁵⁶ Ramon FERNANDEZ, « Intellectualisme et politique », *Europe*, 15 mars 1927, cité par François CHAUBET, *Histoire intellectuelle de l’entre-deux guerres - cultures et politiques*, Paris, Editions Nouveaux mondes, 2006, p. 173.

¹⁵⁷ F. CHAUBET, *op.cit.*

¹⁵⁸ Marc LAZAR, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle. Revue d’histoire* 60, n° 1 (1998), p. 38, <https://doi.org/10.3406/xxs.1998.2756>.

¹⁵⁹ Fredrick PETERSSON, « Imperialism and the communist international », *Journal of Labor and Society* 20, n° 1 (mars 2017), p. 9, <https://doi.org/10.1111/wusa.12277>.

¹⁶⁰ Fredrik PETERSSON, « From Success to Failure? La Ligue Contre l’impérialisme En France, 1927-29 (Unpublished Paper, 2015) », consulté le 28 août 2018, https://www.academia.edu/20425317/From_Success_to_Failure_La_Ligue_contre_limp%C3%A9rialisme_en_France_1927-29_unpublished_paper_2015, p. 5.

¹⁶¹ Yves SANTAMARIA, « Le prototype de toute mission : le comité de lutte contre la guerre dit “Amsterdam-Pleyel” (1932-1936) », *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 71-86.

des compagnons de route » du communisme soviétique. Il est le fondateur d'un très grand nombre de comités au cours des années trente dans les pays d'Europe occidentale. C'est ainsi qu'il entraîne à sa suite Henri Barbusse ou Félicien Challaye, normalien et agrégé de philosophie. Henri Barbusse est quant à lui un intellectuel « organique », encarté au Parti Communiste depuis 1923¹⁶². Auréolé de son prix Goncourt pour *Le Feu* en 1919, Barbusse s'est fait le porte-parole d'un « internationalisme révolutionnaire en phase avec la III^e Internationale communiste. »¹⁶³ Président de la section française de la Ligue anti-impérialiste en 1928 à la demande de Münzenberg, Henri Barbusse est donc un écrivain engagé dès l'après-guerre, qui se conforme aux mots d'ordre de l'URSS¹⁶⁴. Ainsi, au Congrès de Bruxelles il rappelle :

« L'impérialisme c'est l'exploitation. Dans les colonies, l'étranger n'est tortionnaire que parce qu'il est avant tout l'exploiteur, et quand les bêtes de somme se dressent contre les bêtes de proie, c'est un fait social et ce n'est pas comme on veut nous le faire croire, une question de xénophobie et de nationalisme. *Il n'en reste pas moins que l'indépendance nationale est la première étape de l'indépendance humaine.* Il y a bien des formes de colonisation, cette nouvelle forme de l'esclavage. Il n'y a pas seulement la forme courante depuis des siècles de la grande nation qui s'implante par la force du canon, par la mitrailleuse, puis par le bâton, par l'opium et l'alcool, qui massacre ou subjugué l'habitant, qui l'endette, qui l'empoisonne, comme cela se passe aux Indes, en Chine, en Indochine, en Syrie et dans cette Afrique découpée en morceaux réguliers comme une gigantesque pièce de boucherie. Il y a aussi une forme plus perfectionnée par laquelle l'impérialisme impose son joug.

Il ligote les pays par des traités, par des tarifs, par des contrôles, par des monopoles et il les tient liés à sa merci [...]. »¹⁶⁵

Or, la Chine apparaît en filigrane dans ce discours et confirme sa place de « premier plan dans le devoir de solidarité des masses travailleuses »¹⁶⁶. La violente volte-face de Chiang Kai-shek contre les communistes en avril 1927 fait de lui, pour les intellectuels communistes, « le laquais de l'impérialisme ». Au contraire, la délégation chinoise, très nombreuse au congrès de Bruxelles, incarne la « révolution chinoise et « s'attach[e] à montrer qu'en poursuivant l'annulation des traités inégaux, l'abolition des concessions, en s'appuyant sur les masses

¹⁶² R. ROLLAND, « La grande unité », *Clarté*, août 1936.

¹⁶² Romain DUCOULOMBIER, « Henri Barbusse, Staline et le PCF et le Mouvement Amsterdam-Pleyel dans les années 1930 », dans Romain DUCOULOMBIER et Jean VIGREUX (dir), *Le PCF, un parti global (1919-1989), approches transnationales et comparées*, Dijon, Editions universitaire de Dijon, 2019 p. 63 .

¹⁶³ Gisèle SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, op.cit. p. 126.

¹⁶⁴ Néanmoins, la revue *Monde*, qu'il fonde en 1928 s'attire les foudres du Komintern car elle publie aussi des représentants du Parti socialiste. Il est alors accusé de trahison. Bernard FREDERICK, « Confrontation entre Henri Barbusse et le Komintern », *Nouvelles Fondations*, n° 2 (2006), pp. 159-63, <https://doi.org/10.3917/nf.002.0159>.

¹⁶⁵ « Henri Barbusse au Congrès de Bruxelles », LC, O pièce 12877.

¹⁶⁶ W. MÜNZENBERG, « Cinq ans de luttes anti-impérialistes », *Revue anti-impérialiste*, ANOM, 5 SLOTFOM / 28, 1932.

ouvrières et paysannes et en entretenant des relations d'amitié avec l'URSS le mouvement national chinois suivait la voie tracée par Sun Yat Sen. »¹⁶⁷

La Chine soumise à un double impérialisme

Si, en 1927, la Chine est avant tout victime d'un impérialisme européen, dès le commencement du conflit sino-japonais, elle apparaît aux prises avec un double impérialisme : l'impérialisme européen (français et anglais¹⁶⁸) se double, en effet, de l'impérialisme japonais. L'unique numéro de *L'Asie Révolutionnaire*, bulletin écrit à la main de la section d'Extrême-Orient de la Ligue contre l'impérialisme affirme ainsi : « Dans cette guerre contre révolutionnaire, l'impérialisme japonais s'est assuré le soutien de la SDN et en particulier de l'impérialisme français. »¹⁶⁹ Un tract de la section française de la Ligue va même plus loin :

« La comédie du pacifisme joué par Briand ne peut plus tromper personne et les faits prouvent que le gouvernement français est entièrement aux côtés du Japon. Ce n'est plus un secret que le représentant de la France a entièrement soutenu le Japon au cours des entretiens Laval-Hoover à Washington. Le ton de la presse officieuse française à propos du conflit mandchou est aussi démonstratif. Après les protestations du début, on a vite tourné court et on représente aujourd'hui la Chine comme le pays du désordre et de l'anarchie. Le Japon lui, "nation civilisée et notre allié dans la guerre" est lavé de tout péché., Son acte de brigandage contre la Mandchourie est réduit aux proportions d'une "opération de gendarmerie" reconnue comme nécessaire et légitime. Les journaux impérialistes français ne se gênent plus pour déclarer ouvertement que le Japon est désormais « le seul rempart de l'ordre social en Extrême-Orient. »¹⁷⁰

Yves Santamaria explique en effet que Pierre Laval, président du Conseil, prend le parti du Japon en ce qui concerne les chemins de fer chinois détenus par l'URSS. Ainsi, la première lutte des intellectuels de gauche en Chine concerne « une lutte contre l'impérialisme ». Un homme dévoile comment les Japonais tentent de retourner cette notion à leur profit : Georges Béchamp qui est consul de France à Chengdu, capitale du Sichuan, entre 1929 et 1941. Médecin au sein de l'armée rouge puis en Arménie durant sa jeunesse, puis médecin des Messageries maritimes¹⁷¹, il est en contact étroit avec son confrère Jean-Augustin Bussière et leur amie commune, l'exploratrice Alexandra David-Néel. Béchamp continue parallèlement d'exercer la

¹⁶⁷ « Le Congrès anti-impérialiste de Bruxelles », LC, O pièce 12877.

¹⁶⁸ Barbusse attaque aussi l'impérialisme anglais lorsqu'il parle « d'assujettissement par l'opium et des « traités de contrôle. » dans son discours à la Conférence de Bruxelles.

¹⁶⁹ « Le conflit en Mandchourie », *L'Asie Révolutionnaire*, 15 décembre 1931. Dans ANOM 5/SLOTFOM/28.

¹⁷⁰ Tract « La guerre en Mandchourie », La Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, ANOM , III/SLOTFOM/117.

¹⁷¹ « Georges Béchamp - Les Français Libres », consulté le 11 octobre 2019, <http://www.francaislibres.net/liste/fiche.php?index=110101>. Consulté le 29 août 2020.

médecine à la mission médicale de Chongqing¹⁷². Immergé dans la culture chinoise, parlant parfaitement le français, l'anglais, le japonais, le chinois et le russe, il est à même de saisir avec pertinence ce qui se joue dans les relations sino-japonaises. Assistant à une cérémonie célébrant l'anniversaire de l'empereur japonais à l'ambassade de Chengdu et il commente l'attitude de M. Abe, le représentant japonais, qui :

« porte le costume chinois : en somme M. Abe joue le rôle de l'ami convaincu. Il connaît bien ses cousins chinois et sait adopter le ton qui convient. Pour un peu, il se dirait anti-impérialiste ! Cette attitude est fort habile en ce moment. Le Japon est voisin de la Chine et se prédestine à collaborer avec elle, en l'exploitant ! [...] Malgré l'officielle antipathie pour le Japon, il fait vendre les produits de l'industrie nipponne, procure aux acheteurs de ces facilités que seul le Japon sait donner et peut, en vérité, se féliciter des résultats acquis sur place. »¹⁷³

2) 1932-1934 : le comité Amsterdam-Pleyel : engagements prophétiques et collectifs

Une lutte contre la guerre impérialiste...

À partir de 1931, la lutte contre l'impérialisme se double d'une lutte « contre la guerre » dans laquelle la Chine a de nouveau toute sa place. En décembre 1931, c'est-à-dire trois mois seulement après le début du conflit, un ensemble de onze associations féminines et masculines réunissant des organisations pacifistes¹⁷⁴ mais aussi des catholiques sociaux avec la présence de Marc Sangnier¹⁷⁵ avertissait « des dangers de la guerre en Mandchourie »¹⁷⁶ et insistait : « Nous reprochons au Japon de n'avoir pas trouvé d'autres moyens que la guerre (condamnés dans le pacte Briand-Kellogg qu'il a signé) pour résoudre le conflit. »¹⁷⁷

Alors que la Ligue contre l'impérialisme tombe en désuétude, Willi Münzenberg remobilise les intellectuels et notamment les Français autour d'une « lutte contre la guerre ».

¹⁷² Nicole BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 217.

¹⁷³ Georges BÉCHAMP, lettre au Ministère des Affaires étrangères, 2 mai 1931, Ministère des Affaires étrangères, FR MAE 417 QO, dossier 214.

¹⁷⁴ On trouve ainsi à ce meeting les anciens combattants pacifistes, La Ligue des femmes pour la paix et la liberté représentée par Gabrielle Duchêne.

¹⁷⁵ Marc Sangnier (1873-1950), polytechnicien, est le fondateur du Sillon, mouvement catholique progressiste et social. En 1912, Marc Sangnier crée la Ligue de la Jeune République, qui fait partie du Comité Amsterdam-Pleyel. Son engagement aux côtés de la gauche française s'intensifie dans les années 1930. Michel DREYFUS, « SANGNIER Marc », <https://maitron.fr/spip.php?article130431>.

¹⁷⁶ « Que se passe-t-il en Mandchourie ? », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250, décembre 1931.

¹⁷⁷ *Ibid.*

Les années 1932-1935 sont celles des grands engagements collectifs de la gauche française. Willi Münzenberg est à l'origine des deux grands congrès en 1932 et 1933, qui donnent naissance au « Mouvement Amsterdam-Pleyel ». À ses côtés, deux intellectuels français vont se faire les relais de Münzenberg, qui est lui-même le relais du Komintern. Henri Barbusse lui apporte une fois de plus son concours, tandis qu'une autre figure littéraire française prend part aux missions du Mouvement Amsterdam-Pleyel : il s'agit de Romain Rolland. Celui-ci a un parcours bien différent de celui de Barbusse. En 1919, alors que Barbusse lance *Clarté*, Romain Rolland publie « La déclaration d'indépendance de l'Esprit » dans laquelle il interpelle les intellectuels :

« Dégageons l'esprit des compromissions, de ces alliances humiliantes, ces servitudes cachées ! L'Esprit n'est le serviteur de rien. C'est nous qui sommes les serviteurs de l'Esprit. Nous n'avons pas d'autre maître. Nous sommes faits pour porter, pour défendre sa lumière, pour rallier autour d'elle tous les hommes égarés. Notre rôle, notre devoir est de maintenir un point fixe, de montrer l'Étoile polaire, au milieu du tourbillon des passions dans la nuit. Parmi ces passions d'orgueil et de destruction mutuelle, nous ne faisons pas un choix ; nous les rejetons toutes. Nous honorons la seule vérité, libre, sans frontière, sans limite, sans préjugé de race ou de caste. »¹⁷⁸

En 1919, la notoriété de Romain Rolland est supérieure à celle de Barbusse puisqu'il est au début des années 1920, « l'écrivain le plus connu de Bombay à Moscou en passant par San Francisco. Il symbolisait la pensée française et la "conscience européenne" selon l'expression usitée alors. »¹⁷⁹ Contrairement à Barbusse, affilié à un parti politique et à une idéologie, Romain Rolland « incarna la haute figure de l'intellectuel indépendant aux prises avec son temps, guetteur inquiet de l'actualité mondiale depuis sa petite maison de Villeneuve (Suisse). »¹⁸⁰ Prix Nobel de littérature en 1915, il partage le pacifisme de Barbusse mais il est proche des idées humanitaires et non-violentes de Gandhi. Pourtant en 1932, c'en est fini d'être « Au-dessus de la mêlée »¹⁸¹ et de la controverse qui opposa les deux hommes en 1921-1922¹⁸², et qui dévoilait deux formes d'engagement opposées. Inquiet de l'expansionnisme grandissant

¹⁷⁸ R. ROLLAND, *L'Humanité*, 26 juin 1919, cité par Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises, manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990 p. 41-42.

¹⁷⁹ F. CHAUBET, *Histoire intellectuelle de l'entre-deux guerres - cultures et politiques*, op.cit. p. 186.

¹⁸⁰ *Ibid.*

¹⁸¹ R. ROLLAND, *Au-dessus de la mêlée*, publié pour la première fois en 1914 en supplément du Journal de Genève le 22 septembre 1914.

¹⁸² Cette controverse met justement en jeu la responsabilité des intellectuels. Par journaux interposés, les deux hommes s'affrontent, Barbusse fustigeant les Rollandistes pour « la distance qu'ils s'imposent face aux événements, et la fausseté de leur analyse concernant les causes sociales de la guerre et de la misère. » Romain Rolland refuse l'aliénation intellectuelle au Parti communiste. « Il ne croit pas à l'attribution automatique de la vérité, de la justice et du progrès au Parti communiste soviétique » (notre traduction) dans David James FISHER, *Romain Rolland and the politics of intellectual engagement*, Transaction publisher, 2003 p. 93.

du Japon, et de l'ascension du national-socialisme en Allemagne, Rolland commence à abandonner « certaines de ses formules humanitaires pour la paix mondiale. »¹⁸³ (notre traduction), ce que ses amis pacifistes considèrent comme une « trahison »¹⁸⁴. Déjà sympathisant de la cause anti-impérialiste¹⁸⁵, en 1932, Romain Rolland devient lui aussi partisan du communisme dont il pressentait qu'il pourrait « être l'un des bataillons les plus vigoureux dans l'attaque contre le fascisme »¹⁸⁶, idéologie qui représente par ailleurs « une autre forme d'impérialisme »¹⁸⁷. En cela, Rolland incarne la transition d'un intellectuel autonome à un intellectuel que les circonstances lient à des organisations militantes de tous ordres. Face aux menaces qui semblent s'unir au début des années 1930, Willi Münzenberg, Henri Barbusse et Romain Rolland mettent sur pied le premier mouvement de masse de la gauche française qui se matérialise dans les deux congrès tenus à Amsterdam et puis salle Pleyel à Paris, en 1932 et 1933. À cette occasion Romain Rolland érige Henri Barbusse en véritable figure prophétique, initiatrice de l'engagement de la gauche française :

« L'initiative du front mondial contre la guerre impérialiste et le fascisme appartient nettement à Henri Barbusse. C'est lui qui, au printemps 1932, conçut le premier l'idée de convoquer, pour le 28 juin, sanglant anniversaire de Sarajevo, un congrès mondial de tous les partis contre la guerre. L'un des premiers avertis, je me vouai ardemment à la même cause en plein accord avec lui. Lounatcharsky¹⁸⁸ était venu chez moi, à Villeneuve ; je lui fis part de notre projet ; il y intéressa nos amis soviétiques. Je fus chargé de lancer le premier appel du 1^{er} mai : "LA PATRIE EST EN DANGER ! NOTRE PATRIE INTERNATIONALE ..." Et la convocation du 1^{er} juin au congrès : "CONTRE LA GUERRE, RASSEMBLEMENT !" J'y soulignais le caractère vraiment mondial de notre croisade. Pendant les mois qui nous séparaient du congrès, reculé jusqu'au 27 août, il nous fallut lutter contre la mauvaise volonté et la mauvaise foi de certains chefs des organisations antimilitaristes et socialistes internationales, qui tâchèrent de boycotter le mouvement, en le représentant comme l'instrument d'un seul parti. [Henri Barbusse] promenait à travers le monde sa haute figure, hâve et rongée, son long corps maigre et courbé qui semblait toujours sur le point de s'écrouler, mais que soulevait une flamme inextinguible. Je souris avec pitié, avec fierté, en songeant que de [cet] appel est sortie la plus puissante manifestation de masse contre l'impérialisme de tous les pays, qui ait fait entendre sa clameur depuis la guerre, le Congrès

¹⁸³ David James FISHER, *Romain Rolland and the politics of intellectual engagement*, op.cit, p. 153.

¹⁸⁴ Philippe OLIVERA et Nicolas OFFENSTADT, « L'engagement pour la paix dans la France de l'entre-deux-guerres : un ou des pacifismes ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30, n° 1 (1993), pp. 53-56, <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404094>.

¹⁸⁵ Il est le président d'honneur de la Ligue contre l'impérialisme.

¹⁸⁶ *Ibid.* p. 148

¹⁸⁷ *Ibid.* p. 165.

¹⁸⁸ Anatoli Lounatcharski est un intellectuel, essayiste, dramaturge et critique soviétique. Il fut commissaire du peuple à l'instruction publique de 1917 à 1929. Voir Evelyne PIELLER, « Inventer la joie », *Le Monde diplomatique*, 1 juin 2016, <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/06/PIELLER/55771>.

international d'Amsterdam du 27 au 29 août 1932 : 2 200 délégués représentant plus de 30 000 associations, 30 millions d'adhérents. Le Front mondial était fondé. »¹⁸⁹

Le congrès d'Amsterdam qui a réuni 2 187 délégués¹⁹⁰, les 27 et 28 août 1932, pointe du doigt le problème de la Chine puisque, dès le manifeste du Congrès, Henri Barbusse appelle à lutter contre « le dépècement de la Chine dont chaque puissance impérialiste convoite un morceau. »¹⁹¹ Cependant, observe David James Fischer, l'orientation politique du Congrès d'Amsterdam est davantage anti-impérialiste et anti-guerre plutôt qu'antifasciste. « Le fascisme n'est mentionné que deux fois »¹⁹². Ainsi, l'unification de deux termes « guerre et impérialisme » trouve son explication dans le sixième congrès du PCUS de l'été 1928 à qui il incombe de fixer les tâches essentielles de la stratégie et de la tactique communiste dans les « thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste »¹⁹³ qui selon Yves Santamaria, « ont force de loi » jusqu'en 1936.

La Chine dans la revue Front mondial

De fait, la Chine est toujours désignée comme victime d'une guerre impérialiste dans les nombreux articles que lui consacre *Front mondial*, revue créée par Henri Barbusse dont le premier numéro paraît en janvier 1933. Ce journal est l'organe du Comité mondial contre le fascisme visant à relayer « la grande vague d'Amsterdam »¹⁹⁴. Sur les seize numéros de la revue parus entre janvier 1933 et novembre 1935, seuls deux numéros – avril 1933 et juillet 1935 – ne font aucune référence au conflit sino-japonais. Les autres numéros consacrent en moyenne deux articles à la Chine et au Japon. La Chine réunit donc les deux mots d'ordre puisqu'elle est à la fois victime de l'impérialisme japonais et occidental et qu'elle fait face à une guerre sur son sol. C'est donc toujours sous cet angle double qu'Henri Barbusse présente la Chine à travers les articles qu'il lui consacre dans la revue *Front Mondial*. Dès le premier numéro, il unit très clairement les deux termes, et désigne le Japon sous l'expression de « Prussiens d'Extrême-Orient »¹⁹⁵, propre à faire réagir son lectorat. Il est en effet probable que l'humiliation de la guerre de 1870 soit encore présente à l'esprit des lecteurs qui se souviennent immédiatement

¹⁸⁹ R. ROLLAND, « Le peuple chinois lutte victorieusement contre ses bourreaux », *Front mondial*, avril 1935.

¹⁹⁰ Romain DUCOULOMBIER, « Henri Barbusse, Staline et le PCF et le Mouvement Amsterdam-Pleyel dans les années 1930 », dans Romain DUCOULOMBIER et Jean VIGREUX, *op.cit.* p. 63 .

¹⁹¹ « Le manifeste du Congrès mondial contre la guerre impérialiste, Amsterdam, 27,28, 29 août 1932 », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/318.

¹⁹² David James FISHER, *op.cit.* p. 168.

¹⁹³ Y. SANTAMARIA, « Le prototype de toute mission : le comité de lutte contre la guerre dit "Amsterdam-Pleyel" (1932-1936) ». *Communisme*, *op.cit.* p. 77.

¹⁹⁴ Editorial de Henri Barbusse, *Front mondial*, janvier 1933.

¹⁹⁵ H. BARBUSSE, « Des armes pour le Japon ? Non ! », *Front mondial*, mars 1933.

que les Prussiens ont non seulement déclaré la guerre, mais aussi envahi la France. Ils ont donc fait preuve eux aussi d'un impérialisme guerrier.

« Telle est, même pour la grande presse, l'impression qui se dégage des derniers événements d'Extrême-Orient, caractérisés par la nouvelle offensive japonaise. Les prévisions du bureau du Comité mondial qui annonçaient la reprise des hostilités et la transformation de la guerre déjà en cours en une configuration universelle sont donc entièrement confirmées par les faits. Il ne faut attendre de la part des grandes puissances d'Europe et d'Amérique ou de la Société des Nations aucune intervention susceptible d'empêcher le crime terrible qui se prépare. Au contraire. N'importe quelle intervention de ces puissances ne peut qu'aggraver la situation, étant donnés les intérêts multiples et contradictoires qu'ont ces puissances en Extrême-Orient et les traités publics ou secrets par lesquels sont liés au Japon les impérialistes. Quiconque en ce moment fait appel aux grandes puissances ou à leur grand État-major : la Société des nations, sert la cause de l'impérialisme, la cause de la guerre. [...]. Le Comité mondial contre la guerre impérialiste poursuit avec encore plus d'acharnement l'action engagée pour regrouper dans un puissant front unique, toutes les forces anti-impérialistes au Japon, en Mandchourie et en Corée. Le congrès asiatique qu'il prépare apparaît plus [que] jamais [comme] un moyen efficace de mettre obstacle à la guerre en Extrême-Orient et de renforcer les forces pacifiques dans cette partie du monde. Pour que le comité mondial puisse mener à bien cette entreprise capitale, il faut que vous l'aidiez encore davantage, tant au point de vue moral que matériel. Mais cela ne suffit pas : tous les mois des cargaisons de plus en plus importantes de matériel de guerre, quittent les ports d'Europe à destination de l'Extrême-Orient. [...] Vive l'action des masses contre la guerre impérialiste ! »¹⁹⁶

La place centrale de la Chine dans la lutte contre la guerre impérialiste s'exprime grâce au Congrès de Shanghai, qui, comme souhaité dans l'article de Barbusse, réunit des associations chinoises et japonaises de gauche qui se déclarent « opposées au fascisme japonais »¹⁹⁷. Ce congrès convoqué « sur les conseils de Messieurs Rolland et Barbusse sur le modèle de celui d'Amsterdam » témoigne du ressentiment des communistes envers le Guomindang de Chiang Kai-shek, « traître et bourreau du peuple chinois » accusé « de réaliser un front unique » avec les impérialistes. En effet, depuis la violente rupture du Front Uni le 12 avril 1927, Chiang Kai-shek mène une traque sans merci contre les communistes chinois, qu'il oblige à fuir dans les montagnes du Jiangxi¹⁹⁸. Cette « guerre » interne à la Chine est désignée lors du VIII^e plenum du Congrès exécutif de l'International Communiste comme « la guerre impérialiste par excellence. »¹⁹⁹ Le manifeste du Congrès de Shanghai ajoute : « les conquêtes japonaises en Mandchourie et dans la Chine du Nord ont eu pour parallèle l'avance anglaise dans le Thibet,

¹⁹⁶ *Front mondial*, janvier 1933.

¹⁹⁷ « Manifeste du Congrès de Shanghai », *Front mondial*, septembre 1933.

¹⁹⁸ Voir partie 4, chapitre 1.

¹⁹⁹ Jean-Pierre RIVENNE, « Staline "l'homme de la paix" », *Communisme*, n° 18-19 (1988) p. 110.

dans l'ouest et le Nord de la Chine et le resserrement de l'étreinte française sur le Yun-nan »²⁰⁰ mettant une fois de plus en parallèle les impérialismes occidentaux et japonais.

3) 1935 : L'union de la gauche devant la montée des périls : soumission au Komintern ou nouvelles inflexions ?

L'antifascisme, nouveau devoir moral

Si ce vocabulaire reste de mise jusqu'au dernier numéro du journal, on observe peu à peu vers le milieu de l'année 1935 une inflexion de plus en plus nette vers l'antifascisme. Cela tient au contexte mondial et national : l'avènement du national-socialisme en Allemagne ainsi que l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini le 3 octobre 1935 ont rendu encore plus proche la menace fasciste. Les intellectuels perçoivent aussitôt les répercussions des menaces européennes sur la Chine : « La situation en Chine vient donc de s'aggraver de beaucoup par le conflit abyssin. »²⁰¹ Par ailleurs en France même, les événements du 6 février 1934, ont fait peser la menace d'un renversement de la démocratie. Ainsi que l'explique Marc Lazar, cette inflexion vers l'antifascisme est donnée par l'Internationale Communiste elle-même : « L'antagonisme fondamental n'est plus celui qui opposait le socialisme guidé par l'URSS, au capitalisme, mais le fascisme aux forces de la démocratie. L'antifascisme représente la nouvelle version du devoir international. Il contribue également à renforcer le pouvoir de persuasion du communisme et devient l'une des valeurs cardinales de sa culture. »²⁰² D'ailleurs, le Congrès Pleyel, appelé « Congrès contre la guerre et le fascisme »²⁰³ (on remarque donc que l'adjectif « impérialiste » a disparu) qui se tient à Paris du 4 au 6 juin 1933, permet la mise sur pied d'un « front antifasciste », composé de « toutes les grandes organisations ouvrières intellectuelles, politiques, syndicales et pacifistes, dont la liberté et l'existence même sont menacées par les bandes armées du fascisme et par la politique d'appui que le gouvernement leur apporte »²⁰⁴. Comme le souligne Marc Lazar, les intellectuels sont les plus fervents relais de cette lutte contre un nouvel ennemi commun. Le Congrès Pleyel est ouvert aux socialistes, tandis que l'antifascisme regroupe des organisations aussi différentes que le parti radical et radical-socialiste, le parti communiste, le parti socialiste, la CGT, la CGTU, la Ligue des droits de

²⁰⁰ *Front mondial*, septembre 1933, *op.cit.*

²⁰¹ Étienne CONSTANT, « Le Japon profite du conflit italo-éthiopien pour préparer sa "Grande Guerre" », *Front mondial*, novembre 1935.

²⁰² Marc LAZAR, *Le communisme, une passion française*, Paris, Tempus, 2005, 2^e ed. p. 104.

²⁰³ Michel DREYFUS, « Le PCF et la lutte pour la paix du Front populaire à la seconde guerre mondiale », *Communisme*, n° 18-19, 1989 p. 101.

²⁰⁴ « Forces formidables et grandissantes », *Front mondial*, juillet 1935.

l'homme, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et le Comité national de lutte contre la guerre et le fascisme. On observe donc ici l'unification d'une large part de la gauche française sous la bannière de l'antifascisme, alors que l'Internationale Communiste délaisse la ligne « classe contre classe » édictée en 1927²⁰⁵.

Ces années 1934-1935 marquent aussi un engagement plus actif des femmes dans la cause de l'antifascisme et de la défense de la Chine. Un Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme est ainsi mis sur pied en janvier 1934 sous la houlette de Gabrielle Duchêne. Gabrielle Duchêne est une militante communiste aguerrie. Déléguée en URSS de la section syndicale de la CGTU en 1927, elle est choisie par Romain Rolland pour lire le manifeste du Congrès d'Amsterdam²⁰⁶. Ses archives personnelles, conservées à La Contemporaine, révèlent une militante infatigable, qui a « incarné la plus haute pensée féminine au service de la paix et de la liberté »²⁰⁷. Elle prend part à toutes les causes touchant les populations dans les années 1930, de la défense de la Chine à celle des ouvriers portugais. Le comité qu'elle préside avec charisme, peut compter sur l'appui de femmes de sciences comme Marie Curie ou Hélène Langevin, et se targue d'avoir 200 000 adhérentes en France²⁰⁸.

Début 1935, alors que les forces d'Henri Barbusse déclinent, c'est une autre femme qui reprend, dans *Front mondial*, le flambeau des articles dénonçant l'impérialisme japonais et les coups bas de Chiang Kai-Shek. Sous le pseudonyme d'Étienne Constant se cache Sofia Jancu, militante communiste juive d'origine moldave. Passionnée, depuis son plus jeune âge, par la France, « terre de révolution »²⁰⁹, elle entreprend des études d'histoire puis de sociologie à la Sorbonne et adhère au Parti Communiste français en 1933. Maîtresse du député communiste de l'Oise, Gabriel Péri, Étienne Constant est très vite remarquée par Barbusse qui lui propose de devenir la secrétaire à la documentation du Comité mondial. Militante communiste « romantique et passionnée »²¹⁰, elle suit à la lettre les mots d'ordre du Komintern et fait de la défense de la Chine l'un de ses chevaux de bataille. Dans le numéro de février 1935 de *Front mondial*, elle rappelle : « La tâche la plus urgente de tous les antifascistes est de susciter un

²⁰⁵ Stéphane COURTOIS et Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992 p. 99.

²⁰⁶ Note biographique anonyme, IISH, RUP, ARCH 01165, dossier n° 410.

²⁰⁷ André RIBARD, « Hommage au Mouvement Amsterdam-Pleyel » (sd), IISH, RUP *op.cit.*

²⁰⁸ « Les origines du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme », (1932-1936), LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/ 316.

²⁰⁹ « CONSTANT Étienne. Pseudonyme de JANCU Sofia (Sophie), dite aussi GILBERT [...] - Maitron », consulté le 9 février 2019, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article20536>. Claude Penetier, qui rédige cette notice, formule l'hypothèse que c'est aussi par romantisme qu'elle choisit un pseudonyme masculin, à l'instar des femmes écrivains du XIX^e siècle.

²¹⁰ *Ibid.*

vaste courant contre les projets incendiaires des gangsters japonais. Mais nous devons faire plus encore : contraindre les gouvernements qui affirment leur volonté de paix à retirer toute solidarité avec les Japonais. Le Japon se vantait jusqu'ici d'avoir l'appui des grandes puissances. L'opinion antifasciste doit obliger les gouvernements occidentaux à désavouer l'aventure japonaise »²¹¹, tandis que dans le numéro suivant, elle fustige l'attitude de Chiang Kai-shek, toujours identifié comme « le bourreau des Chinois », et accusé de « vendre la Chine aux Japonais [...] pour écraser le communisme. »²¹² En effet, alors que Chiang Kai-shek mène en 1934 sa « quatrième campagne d'encerclement », les communistes sont contraints de fuir la République soviétique du Jiangxi²¹³. Trois groupes quittent le Jiangxi, pour une épopée difficile, qui sera plus tard relue sous le vocable de La Longue Marche²¹⁴. L'année 1934 est donc celle où se rejoignent les impérialismes occidentaux et japonais, appuyés par la trahison de Chiang Kai-shek. Un article de la revue *Commune*, signé par Louis Aragon, Jean-Richard Bloch, André Malraux et Paul Nizan pour la France ainsi que par Maxime Gorki et Alexis Tolstoï pour l'URSS, est on ne peut plus clair :

« À tous les écrivains amis, à tous les savants, à tous les intellectuels d'avant-garde du monde entier, à tous ceux qui défendent la culture et l'humanité !

De la Chine lointaine nous parviennent journalièrement des nouvelles de la guerre déclenchée là-bas par les impérialistes et les militaristes. Les impérialistes japonais se sont taillés une grosse tranche, la Mandchourie et le Jehol dans la chair vive de la Chine et poursuivent leur agression dans ce pays. Les impérialistes américains ouvrent à Tchang Kaï Tchek d'énormes crédits pour sa lutte contre la Chine soviétique. Les troupes des impérialistes français et anglais font irruption tantôt dans le Sud, tantôt dans l'Ouest de la Chine, préparant une base pour son dépècement. [...] Nous sommes touchés de l'appel du Comité exécutif central de la république soviétique de Chine, qui dit : "Aidez-nous à combattre ceux qui veulent nous rejeter en arrière, nous ramener à des conditions d'existence inhumaine, nous priver de la vie". Nous autres, écrivains, savants, intellectuels nous ne pouvons manquer de répondre à cet appel profondément juste, à cette voix des représentants de millions de travailleurs chinois opprimés. Nous suivons avidement le développement de la guerre prodigieuse entre l'armée rouge de Chine et les troupes du Kuomintang qui opèrent sous la direction immédiate de nos compatriotes japonais, anglais, américains, français, italiens, sous la direction des grandes puissances, sous celle surtout de l'ancien commandant en chef de la Reichswehr, du général Seckt (*sic*)²¹⁵, ainsi que de Tchang Kai Tchek, le bourreau du peuple chinois. »²¹⁶

²¹¹ E. CONSTANT, « L'agression japonaise en Chine », *Front mondial*, février 1935.

²¹² « Le peuple chinois lutte victorieusement contre ses bourreaux », *Front mondial*, avril 1935.

²¹³ Jean CHESNEAUX et Françoise LE BARBIER, *Histoire de la Chine - t. 3: la marche de la Révolution (1921-1949)*, Paris, Hatier (Paris, 1975 p. 125.

²¹⁴ Voir partie 4.

²¹⁵ Le général allemand Hans Von Seeckt, réorganisateur de l'armée allemande, fut conseiller militaire de Chiang Kai-shek. (Voir partie 3, chapitre 2).

²¹⁶ « Pour les intellectuels révolutionnaires de Chine », *Commune* n° 11-12, juillet-août 1934.

Dans cet article, qui relaie lui aussi les valeurs véhiculées par l'URSS, identifiant les ennemis et les amis, on observe que Chiang Kai-shek est assimilé aux Allemands et donc en filigrane, aux nazis puisqu'effectivement l'armée du Guomindang a fait appel à des instructeurs allemands. Chiang est donc identifié comme l'ennemi du peuple chinois et pire, à son « bourreau » terme utilisé deux fois dans deux articles différents.

La défense de l'URSS : la ligne de l'Internationale Communiste et la Chine soviétique

Par conséquent on observe que les mots d'ordre de la gauche française évoluent au cours des années 1930, mais sans cesser de se conformer aux mots d'ordre du Komintern. Il est une idée qui revient tout au long de la période : si l'on lutte contre l'impérialisme puis contre le fascisme, on lutte aussi contre l'encerclement de l'URSS. Cette théorie est sous-jacente durant toute la première moitié des années 1930 et ne cesse de parcourir les appels des intellectuels français. Le mot d'ordre « pour la défense de l'URSS » l'emporte dès 1928 au Sixième congrès de l'Internationale communiste²¹⁷ et intègre de ce fait « la vulgate idéologique »²¹⁸ du PCF. L'introduction de cet élément de langage est directement liée aux événements politiques chinois. Dès 1926 en effet, l'URSS craint un possible encerclement au moment de la *Beifa* menée par Chiang Kai-shek, alors que les puissances impérialistes, notamment l'Angleterre, souhaiteraient reprendre la main sur leurs possessions chinoises. La menace se précise en 1927 : en mars de cette même année, la ville de Nankin est soumise à un bombardement qui fait onze morts. Les dirigeants soviétiques estiment qu'il s'agit là d'une provocation impérialiste dans le but de provoquer une nouvelle guerre mondiale²¹⁹. Le coup de force de Chiang Kai-shek contre les communistes chinois vient accréditer la thèse « que la préparation de la guerre est déjà commencée. [...] On prépare un bain de sang plus criminel, plus sanglant, plus horrible qu'en 1914. »²²⁰ Les intellectuels français se font les relais de cette « psychose de l'encerclement » selon la formule de Stefano Cannone. Le champ lexical est ainsi redondant, dans tous les écrits des intellectuels de gauche entre 1930 et 1935. Sur cinquante-huit extraits d'archives entre 1930 et 1935 on trouve cinquante occurrences du substantif « URSS ». Voici les mots-clés auxquels il est le plus fréquemment associé :

²¹⁷ Y. SANTAMARIA, « Le prototype de toute mission : le comité de lutte contre la guerre dit "Amsterdam-Pleyel" (1932-1936) » *op.cit.* p. 78.

²¹⁸ M. LAZAR, « Le parti et le don de soi » *op.cit.* p. 37.

²¹⁹ Stefano CANNONE, « De la "lutte pour la paix" à "la défense de l'URSS" le débat sur le danger de guerre dans le Komintern 1926-1927 », *Communisme*, n° 18-19 (1988) pp50-70.

²²⁰ Comité exécutif de l'Internationale Communiste, cité dans S. CANNONE, *op.cit.*

Mots-clés	Nombre d'occurrences	Citations
« Guerre contre »	8	<p>« Provocation éhontée des puissances impérialistes démontre que guerre contre l'URSS est décidée. » (Télégramme de Romain Rolland, 1^e mars 1932, LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/316)</p> <p>« Selon [l'orateur René Étienne] le régime capitaliste est agonisant et ne s'en relèvera surement pas (<i>sic</i>) de la crise actuelle autrement que par une guerre contre le régime soviétique. » (« Meeting contre la guerre en Mandchourie », ANOM SLOTFOM III/139-140)</p> <p>« Le Japon annonce au monde entier qu'il a l'intention d'abattre la révolution chinoise et de procéder à une guerre d'intervention contre l'Union Soviétique. » <i>L'Asie révolutionnaire</i>, 15 décembre 1931, ANOM, 5 SLOTFOM/28.</p> <p>« En Chine, l'invasion japonaise, les préparatifs d'une guerre contre l'URSS sont soutenus par le KMT », « Manifeste du Congrès de Shanghai », <i>Front mondial</i>, novembre 1933.</p> <p>« Guerre contre l'armée rouge chinoise. », <i>ibid.</i></p> <p>« La délégation constatait [...] que le Japon veut lancer au printemps la guerre contre l'URSS sur un large front, en comptant sur les interventionnismes d'Occident auxquels Hitler s'offre tous les jours comme instrument de croisade contre l'URSS. », <i>ibid.</i></p> <p>« Dans cette guerre contre-révolutionnaire, l'impérialisme japonais s'est assuré le soutien de la SDN et en particulier, de l'impérialisme français. » « Le conflit en Mandchourie », <i>ibid.</i></p>

« Menace »	7	<p>« On comprend dans ces conditions la gravité des événements qui se déroulent dans le Tchahar. Ils sont une menace directe pour l'Union soviétique » ; « La menace contre le territoire soviétique est donc particulièrement précise. » Étienne CONSTANT, « L'invasion japonaise », <i>Front mondial</i>, février 1935.</p> <p>« Menace contre les soviets chinois et l'URSS », tract guerre en Mandchourie ! », 1931, ANOM, III/SLOTFOM/117</p> <p>« L'URSS [...] est un exemple pour tous les peuples colonisés et leur devoir commun est de la préserver contre toutes les menaces des impérialismes coalisés. », Déclaration de R. ROLLAND lu à la première séance du Congrès d'Amsterdam, LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/ 318.</p> <p>« La guerre menace le premier État prolétarien : l'URSS. », Meeting contre la guerre en Mandchourie, <i>op.cit.</i></p> <p>« « N'oublions pas qu'il y a Tanaka visant à accaparer la Sibérie, par conséquent, gros de menaces contre la Russie soviétique. », Ligue française contre l'oppression coloniale, février 1933, ANOM, SLOTFOM III/50.</p> <p>« Le but du Japon de conquêtes en Chine pour dominer l'Asie entière menace en même temps les intérêts anglais, français et l'URSS. », « Les étapes de l'agression japonaise », Conférence internationale des femmes, 28, 29 janvier 1938, F/DELTA/RES/317.</p>
« Encerclement »	2	[Le Japon] complète à l'Extrême-Orient la politique d'encerclement de l'URSS réalisée à l'Occident avec la

		<p>Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. » Tract « guerre en Mandchourie ! », <i>op.cit.</i></p> <p>« Toute la politique anglaise dans le sud-ouest chinois vise à organiser l'encerclement de l'URSS », <i>Front mondial</i>, février 1933.</p>
« Agression »	1	<p>« Volonté de provocation et d'agression des grands impérialismes contre les peuples d'Asie et d'URSS. » Tract « guerre en Mandchourie », <i>op.cit.</i></p>
« Calomnie »	1	<p>« Contre la campagne d'excitation et de calomnie vis-à-vis de l'URSS qui édifie une société socialiste à laquelle nous ne permettrons pas qu'on touche. », Manifeste du Congrès d'Amsterdam, <i>op.cit.</i></p>
« Croisade »	1	<p>« La délégation constatait également que le Japon veut déclencher la guerre contre l'URSS sur un large front, en comptant sur les interventionnismes d'Occident auxquels Hitler s'offre tous les jours comme instrument de croisade contre l'URSS. », <i>Front mondial</i>, novembre 1933.</p>
« Défendre » « Défense de »	6	<p>« Pour la défense de la Russie des Soviets », « Tract guerre en Mandchourie », <i>op.cit.</i></p> <p>« Mobiliser le prolétariat contre la guerre impérialiste, pour le soutien du peuple chinois, pour la défense de l'URSS. », André MARTY, <i>L'Humanité</i>, 13 février 1932.</p> <p>« Les aventuriers japonais [...] viennent d'envoyer une note au gouvernement soviétique protestant contre le droit de légitime défense de l'URSS. », <i>Front mondial</i>, novembre 1933.</p> <p>« Défendre, par des mesures pratiques, l'URSS menacée. »</p> <p>« Cinq ans de lutte anti-impérialiste, par Willi Münzenberg, <i>Revue contre l'impérialisme</i>, 1932.</p> <p>« Lutter contre la guerre, c'est défendre le peuple chinois et</p>

		l'URSS. », <i>Front mondial</i> , février 1935.
Autres mentions	22	

Tableau 2: Substantifs accompagnant le terme « URSS » dans les écrits des intellectuels de gauche

On observe ainsi que 20 occurrences appartiennent au champ lexical de la guerre – c'est-à-dire presque la moitié des apparitions – tandis que six témoignent en contrepoint de la nécessité de défendre l'URSS. Cette défense de l'URSS passe aussi par la défense de la Chine soviétique dont les promoteurs, pour échapper à la traque de Chiang Kai-shek, se sont réfugiés dans les montagnes du Jiangxi. Acculé, le leader des forces communistes Mao Zedong, s'engage en 1935 dans une Longue Marche jusqu'aux montagnes du Yunnan²²¹.

1935 : la naissance d'Association des amis du peuple chinois : continuation des mots d'ordre ou nouvelle inflexion ?

C'est dans cet esprit qu'une nouvelle association voit le jour en 1935. Elle prend le nom d'« Association des amis du peuple chinois » et elle est fondée par un groupe d'intellectuels qui se définissent comme « partisans de Mao Tsö-tong »²²². Un document listant les premiers adhérents à cette association indique : « MM. Louis Laloy, Professeur ; Rivet, professeur ; Levy-Bruhl, professeur ; Augustin Hamon²²³, écrivain ; Andrée Viollis, femme de lettres ; André Malraux, écrivain ; Jean Painlevé, cinéaste²²⁴ ; Dr Elie Faure ; Dr Roubakhine (*sic*)²²⁵ ; René Etiemble ; René Constant²²⁶ »²²⁷.

²²¹ Voir partie 4.

²²² René ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme*, Paris, 1976, quatrième de couverture.

²²³ Écrivain et chargé de cours « HAMON Augustin [Dictionnaire des anarchistes] - Maitron », consulté le 25 juillet 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article153655>. au Collège libre des sciences sociales à Paris et à l'Université libre de Bruxelles. Proche des anarchistes dans sa jeunesse, il se tourne ensuite vers la SFIO de devient « le seul socialiste au secrétariat du Comité Amsterdam-Pleyel ».

²²⁴ Après des études d'histoire à la Sorbonne, Jean Painlevé se spécialise dans le cinéma scientifique et le documentaire. Il choisit de s'engager pour la promotion de ce genre cinématographique en créant l'Institut Cinématographique. Voir Roxane HAMERY « Jean Painlevé et la promotion du cinéma scientifique en France dans les années trente », 1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze [En ligne], 47 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 25 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/1895/328> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.328>.

²²⁵ Alexandre Roubakhine, « échappé d'une prison tsariste » achève ses études de médecine à Paris. Gendre de Gabrielle Duchêne, il est aussi expert de la Société des Nations à Genève.

²²⁶ Il s'agit ici selon toute vraisemblance, d'Étienne Constant. Contrairement à ce qu'indique sa biographie dans le *Dictionnaire du Mouvement ouvrier*, Étienne Constant ne paraît pas être l'unique fondatrice de l'Association des Amis du peuple chinois, mais elle y occupe une place centrale dès 1935, avant d'en devenir la secrétaire en 1938.

²²⁷ « Association des amis du peuple chinois (section française) », ANOM, SLOTFOM III/119.

Certains noms nous sont déjà connus : l'engagement d'Étienne Constant pour la Chine soviétique n'est plus à démontrer ni celui d'Andrée Viollis. On trouve aussi d'autres intellectuels moins ancrés à gauche, mais que leur sensibilité politique porte vers un socialisme humaniste. Ils sont des admirateurs de la Révolution d'Octobre, comme Jean Painlevé, fils de Paul Painlevé, peut-être sensibilisé à la situation de la Chine par son père. Par ailleurs, il est probable que Louis Laloy, le musicologue et professeur à l'IHEC, ait entraîné dans son sillage les autres savants présents, qui eux aussi connaissent l'Asie. Ainsi, les ethnologues Paul Rivet²²⁸ et Lucien Lévy-Bruhl²²⁹ appartiennent eux aussi au cercle des admirateurs de l'URSS²³⁰ sans pour autant être encartés au Parti communiste. Tous deux sont les symboles de cette ouverture d'intellectuels à l'engagement politique. En entrant dans l'Association des amis du peuple chinois, ils quittent leur posture de savant pour prendre celle de savant engagé. Quant à André Malraux, il a obtenu en 1933 le prix Goncourt, notamment pour *La Condition humaine*, réflexion philosophique qui se place dans la Chine à feu et à sang de 1927²³¹. Le linguiste René Étiemble, l'un de ses fondateurs, est revenu sur la naissance de cette association dans son ouvrage *Quarante ans de mon maoïsme* paru en 1976. Cet étudiant de l'École normale supérieure, agrégé de grammaire et sinophone revient sans aménité sur son engagement communiste. Quarante ans plus tard il fustige « les imbéciles qui, en 1934, fondèrent à Paris une association de soutien à Mao Tsö-tong [Mao Zedong] : Louis Laloy le catholique, Malraux le "trotskiste", Vaillant-Couturier du PC français, deux ou trois autres (dont le signataire). »²³²

A posteriori, Étiemble juge donc sévèrement le jeune René qui, lors d'un meeting à la Mutualité le 2 mai 1935, se fait le digne porte-parole des soviets chinois et, par extension, des mots d'ordre véhiculés par le Komintern :

« Parmi les orateurs européens, seule l'allocution prononcée par M. Étiemble secrétaire général de la section française des Amis du peuple chinois a retenu l'attention des auditeurs. Très documenté sur la situation politique en Chine, Étiemble a retracé les diverses péripéties de l'armée rouge chinoise depuis sa création. Il a montré la tactique employée par le général Tchang Lai Check (*sic*) pour combattre les

²²⁸ Paul Rivet, médecin, occupe la chaire d'anthropologie du muséum d'histoire naturelle de 1926 à 1940 puis de 1946 à 1949 » dans Christophe CHARLE et Laurent JEANPIERRE, *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, t. 2, Seuil, Paris, 2016 p. 29.

²²⁹ Avec Marcel Mauss et Paul Rivet, il fonde l'institut d'ethnologie en 1925.

²³⁰ Jean Painlevé fait ainsi parti du Comité national des Amis de l'Union soviétique, au même titre que Gabriel Péri, Jean Perrin ou Pierre Cot selon Georges COGNIOT, *Parti pris (1). D'une guerre mondiale à l'autre* (FeniXX, 1993) p. 257. Paul Rivet écrit à G. Cogniot : « Vous n'ignorez pas que l'URSS nous a devancés dans la voie où je cherche à entraîner l'opinion française. Mon collaborateur est revenu émerveillé de l'effort fait là-bas pour la connaissance des peuples de la grande Union et des peuples exotiques. C'est ce que je veux faire ici. » dans G. COGNIOT, *op.cit.* p. 357

²³¹ Voir partie 4, chapitre 1.

²³² René ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, Paris, Gallimard, NRF, 1976, quatrième de couverture.

rouges et s'est étendu très longuement sur les relations de ce général chinois avec les pays impérialistes européens. Prenant la défense de l'armée rouge chinoise contre l'impérialisme français et l'impérialisme japonais, l'orateur a montré comment l'impérialisme français prépare son intervention en Chine. »²³³

On le voit à travers la parole de René Étiemble, défense de la Chine soviétique et lutte contre l'impérialisme sont encore de mise au milieu de l'année 1935. L'Association se dote dès sa naissance d'un bulletin, sobrement intitulé *Chine* dont les sept premiers numéros (de mars à décembre 1935) font la part belle à la Chine soviétique, consacrant chaque mois des articles à « la vie culturelle dans la Chine soviétique »²³⁴, à un rapport de Mao Zedong²³⁵ ou bien encore à la politique agraire mise en place dans les bases soviétiques²³⁶.

Néanmoins, le vent semble quelque peu tourner au début de l'année 1936. René Étiemble claque alors la porte de l'Association des amis du peuple chinois, quelques mois à peine après sa fondation. Il lui reproche en effet d'être soumise à « à la surveillance attentive d'un "œil de Moscou" alors maîtresse d'un des grands chefs du parti communiste français »²³⁷. Comment ne pas comprendre qu'Étiemble vise ici Étienne Constant et son compagnon Gabriel Péri ? Selon Étiemble, Sofia Janku refuse de publier dans *Chine*, un article provenant de Nankin – donc de l'ennemi juré, Chiang Kai-shek – démontrant que la Russie avait cédé au Japon une partie des chemins de fer de l'Est chinois. Déjà horrifié par les purges staliniennes menées en URSS, à cette date, Étiemble rompt définitivement avec l'URSS stalinienne.

Durant la première moitié des années 1930, on assiste donc à l'engagement d'une large part des intellectuels français en faveur de la Chine. Mais cet engagement semble se conformer aux mots d'ordre successifs édictés par le Komintern, d'une « lutte contre l'impérialisme et la défense de l'URSS » qui se double d'une lutte contre « la guerre » jusqu'à un glissement progressif vers l'antifascisme, dicté par la conjoncture mondiale. Le départ d'Étiemble de l'Association des amis du peuple chinois semble symboliser la fin d'un premier cycle d'engagement de la gauche française. L'année 1936 permet, elle, un nouveau souffle d'engagement en faveur de la Chine. Si la première moitié des années 1930 est dominée par le Comité mondial de lutte contre le fascisme, celui-ci se trouve dépassé par une nouvelle

²³³ « Association des amis du peuple chinois, meeting organisé le 2 mai 1935 par cette association au Palais de la Mutualité », ANOM, SLOTFOM III/119, 9 mai 1935.

²³⁴ *Chine* n°1, mars 1935.

²³⁵ *Chine* n°2, avril 1935.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ R. ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, op.cit. p. 24.

organisation, dont le nom symbolise à lui seul en contrepoint, la nouvelle orientation de l'engagement de la gauche française en 1936 : le Rassemblement Universel pour la Paix.

La première moitié des années 1930-1935 voit donc se mettre en place l'engrenage du conflit sino-japonais. Le Japon militariste n'est pas freiné dans sa soif de conquête par une Société des Nations bien impuissante. La transformation du Mandchoukouo en empire n'est qu'un pied de nez supplémentaire à l'organisation de paix internationale. On observe alors que les intellectuels se font les vecteurs des arguments de défense des deux belligérants, justifiant les attaques japonaises ou les tentatives de défense chinoise. Andrée Viollis témoigne de son effroi devant les exactions commises lors de la bataille de Shanghai, qui n'est qu'un premier écho de la guerre qui s'installe. Alors que la SDN fait défaut, la gauche française commence à se structurer pour venir en aide à la Chine. La particularité de ce premier mouvement d'engagement est qu'il s'agit avant tout d'un engagement collectif, porté par des actions de masse et par la presse. Et surtout, l'engagement des intellectuels de gauche en faveur de la Chine semble toujours guidé par le Komintern et ses *leitmotivs*. La naissance du Rassemblement Universel pour la Paix va ouvrir une seconde période, qui voit les intellectuels de la gauche française s'éloigner peu à peu de la tutelle idéologique de l'URSS, aidés en cela par un contexte chinois et international qui a rapidement changé.

Chapitre 2 : La Chine dans le chaos de la Guerre sino-japonaise (1936-1940)

Ce chapitre s'intéresse aux « années terribles » de la guerre sino-japonaise, avant que celle-ci ne se fonde dans la Deuxième Guerre mondiale. Ces années sont aussi celles d'un véritable engagement de type dreyfusard des intellectuels français en faveur de la Chine, qui, alors que les sujets d'inquiétudes se multiplient de par le monde, mettent sur pied une véritable stratégie d'aide à la Chine.

I. De nouveaux enjeux face à la guerre qui gronde (1936-1937)

1) Protéger la paix : la Chine reléguée au second plan ?

La Paix, nouveau mot d'ordre de la gauche française : de la fondation du RUP à l'Exposition internationale de 1937

Georges Cogniot, normalien, professeur et intermédiaire entre le Komintern et le Comité mondial contre la guerre et le fascisme fondé par Barbusse et Rolland, affirme que ce Comité coexiste avec le Rassemblement Universel pour la Paix, dès la création de cette nouvelle organisation au Congrès de Bruxelles en septembre 1936²³⁸. Cependant, il semble bien que le RUP supplante et englobe le Comité mondial, qui se trouve mis en sommeil jusqu'en 1939. Or, si le Comité mondial se proclamait « contre la guerre », le RUP lui, incarne une idée nouvelle, symbolisée par un basculement du vocabulaire. En effet, pour les forces intellectuelles issues de la gauche, s'ouvre en 1936 une lutte « pour la paix ». Lors du Congrès de Bruxelles qui voit la naissance du RUP sous la présidence du Français Pierre Cot²³⁹ et du Britannique Lord Robert Cecil²⁴⁰, la paix semble le maître-mot que l'on retrouve dans tous les discours. Dans le seul

²³⁸ « Le Comité mondial [...] avait été l'un des premiers à apporter aux actions du RUP son adhésion totale et sa collaboration effective. Mais au sein des masses que le RUP avait mobilisées, un effort restait à faire pour clarifier les idées : c'était le rôle du Mouvement Amsterdam-Pleyel de montrer que le fascisme signifie la guerre ; d'où il suit que l'ennemi est le fascisme. » Dans G. COGNIOT, *Parti pris, op.cit.*, p. 334.

²³⁹ Pierre Cot (1895-1977) est agrégé de droit public, il fait partie dès 1923 d'organisations de soutien à la Société des Nations. De tendance radicale, il devient ministre de l'Air en 1933 puis en 1936 dans le gouvernement de Léon Blum. Il est souvent désigné comme « l'ami des Soviets » par ses opposants et reconnaît lui-même avoir mené une « politique de rapprochement franco-soviétique » (P. COT, *Le procès de la République*, 1944, extrait trouvé dans IISH, RUP ARCH01165, dossier 402). Lord Robert Cecil l'associe à la création du RUP.

²⁴⁰ Lord Robert Cecil est juriste de formation, parlementaire conservateur. Il fut ministre pendant le Premier conflit mondial ainsi que l'un des initiateurs et des plus ardents défenseurs de la SDN. (M. MARBEAU, *La Société des Nations, vers un monde multilatéral, op.cit.* p. 126. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1937.

discours de Pierre Cot, le substantif apparaît quatre fois²⁴¹, tandis qu'Édouard Herriot, maire de Lyon appelle à défendre « cette fleur merveilleuse : la paix »²⁴². À l'issue du Congrès de Bruxelles, les « 4 000 délégués venus de trente-cinq pays et représentant 750 organisations nationales, quarante organisations internationales »²⁴³ ont signé une charte de la paix et proclament : « Notre cri de ralliement a été et demeure : "La paix est en danger, il faut la sauver !" »²⁴⁴ Le Rassemblement Universel pour la Paix se revendique donc comme étant une organisation de masse, qui rassemblerait plus de quatre cents millions d'adhérents²⁴⁵ à travers le monde²⁴⁶ et cherchant à unir « les forces de paix »²⁴⁷. L'organisation se revendique pacifiste et apolitique afin d'unir autour d'elle le plus de monde possible. Elle souhaite unifier autour d'elle « églises, anciens combattants, syndicats, coopératives, associations intellectuelles, féminines, paysannes, de jeunesses, partis politiques, conservateurs, libéraux, démocrates, socialistes et communistes. »²⁴⁸ Le RUP poursuit donc le mouvement d'unification amorcé par Amsterdam-Pleyel, en réunissant en son sein plusieurs organisations de gauche qui possédaient auparavant des réseaux communs mais qui n'interagissaient pas forcément entre elles. Par exemple, vont collaborer au sein du RUP, La Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté, l'Association des amis du peuple chinois, ou La Paix par le droit. Cette volonté d'unité de la gauche est particulièrement sensible en France, au temps du Front Populaire. Ainsi, en France, les appels du RUP sont repris par Marcel Cachin pour le Parti Communiste, Yvon Delbos président du gouvernement parlementaire radical-socialiste, Jules Prudhommeaux, secrétaire de l'association « La Paix par le Droit », Léon Jouhaux pour la CGT, le député Camille Planche pour la SFIO²⁴⁹. Toutes les catégories du Front populaire sont donc représentées.

Malgré l'affirmation d'apolitisme de l'organisation, la question de savoir si le RUP est ou non l'émanation du Komintern agite encore les débats historiographiques. Pour les opposants au Rassemblement pour la Paix, cela ne fait aucun doute : en octobre 1938, Louis-François Auphan écrit dans *L'Action française* :

²⁴¹ « Discours de Pierre Cot », Congrès de Bruxelles 3-6 septembre 1936, IISH, RUP ARCH01165, dossier 66.

²⁴² « Discours d'Édouard Herriot », *ibid.*

²⁴³ « Charte de la paix adoptée par le Congrès » *ibid.*

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ Ce chiffre, repris pourtant tel quel par Rachel Mazuy et Michel Dreyfus, semble très exagéré.

²⁴⁶ Rachel MAZUY, « Le Rassemblement Universel pour la Paix (1931-1939) : une organisation de masse ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30, n° 1 (1993), pp. 40-44, <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404091>.

²⁴⁷ « Charte de la paix », *op.cit.*

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ Michel DREYFUS, « Le PCF et la lutte pour la paix du Front populaire à la seconde guerre mondiale », *Communisme*, n°18-19, 2^e et 3^e trimestre 1988, p. 102.

« D'ailleurs les boute-feux Lord Robert Cecil et Pierre Cot ne sont en l'occurrence que des prête-noms. Leur présence à la tête des comités anglais et français du RUP ne sert qu'à masquer les véritables animateurs de cette organisation qui sont les dirigeants du parti communiste. L'almanach de *L'Humanité* pour l'an 1938 n'indique-t-il pas que le RUP est "une organisation du parti communiste français" » ? »²⁵⁰

À sa naissance, le RUP paraît bien être une émanation du Komintern, dans la lignée d'Amsterdam-Pleyel. Une fois de plus, l'Allemand Willi Münzenberg est à l'initiative du Rassemblement, « sa dernière grande initiative avant sa rupture avec le Komintern »²⁵¹. C'est son ami Louis Dolivet, « propagandiste de génie, lié au milieu genevois »²⁵² qui va convaincre Lord Robert Cecil et Pierre Cot de mettre sur pied ce Rassemblement pour la Paix²⁵³. Par ailleurs, on observe que le RUP se conforme lui aussi aux nouveaux mots d'ordre kominterniens car, explique Jean-Pierre Rivenne, à partir de 1935, on assiste à un bouleversement des mots d'ordre : « Le mot d'ordre de paix devient, dans la lutte contre la guerre, notre mot d'ordre initial »²⁵⁴ affirme l'italien Togliatti au Septième Congrès de l'Internationale Communiste. Romain Rolland, qui a repris le flambeau de Barbusse en lançant en 1936 une nouvelle version de *Clarté* – « C'est dans la clarté que nous voulons mener le combat pour la paix »²⁵⁵ – affirme alors nettement :

« Partout où la liberté est opprimée, où la justice est outragée, nous recevons le soufflet sur notre joue, sur notre tête la hache est levée. Il n'y a qu'un seul grand combat engagé aujourd'hui par toute l'humanité. [...]

C'est ici que nous aurons à déjouer les manœuvres dangereuses de certains éléments du pacifisme, parmi lesquels nous comptons d'anciens amis, qui, par un étrange aveuglement volontaire, ferment les yeux et s'efforcent de nous les fermer sur les dangers amassés par les fascismes du dehors. »²⁵⁶

Quelle place pour la Chine alors que le Japon se tourne vers le fascisme ?

En effet, tandis que la guerre d'Espagne mobilise les intellectuels français depuis juillet 1936, l'union pour les forces de paix semble plus que jamais nécessaire. La presse chinoise, de son côté, applaudit la naissance du RUP en déclarant : « D'ailleurs du point de vue chinois, nous connaissons déjà, par une expérience de cinq ans, le malheur d'être victime d'une agression. Collaborer avec les autres peuples pour faire avancer la cause de la paix, c'est

²⁵⁰ L.F AUPHAN, « Le RUP va-t-il quêter demain pour la guerre ? », *L'Action française*, 29 octobre 1938.

²⁵¹ Annette NOGARÉDE-GROHMANN, « Les réseaux d'intellectuels de l'Entre-deux-guerres : l'exemple de Willi Münzenberg (1889-1940) », *Enquêtes, revue de l'école doctorale 188*, n° 3 (octobre 2018), pp. 1-18.

²⁵² R. MAZUY, « Le Rassemblement Universel pour la Paix (1931-1939) », *op.cit.* p. 41.

²⁵³ Voir à ce sujet Yves SANTAMARIA, *Le Parti Communiste français dans la lutte pour la paix*, thèse soutenue en 1990 sous la direction d'Annie Kriegel.

²⁵⁴ J-P RIVENNE, « Staline "l'homme de la paix" », *Communisme*, *op.cit.* p. 111.

²⁵⁵ R. ROLLAND, « Introduction », *Clarté* n°1, août 1936.

²⁵⁶ R. ROLLAND, « La grande unité », *ibid.*

également travailler pour notre propre sécurité. »²⁵⁷ Le RUP va pouvoir compter sur l'Association des amis du peuple chinois, dont la secrétaire est désormais la communiste Étienne Constant. L'Association a pris de l'ampleur. Selon un rapport du 8 mars 1938, elle regroupe désormais « cinquante-deux organisations syndicales, pacifiques, culturelles et d'anciens combattants, des partis politiques, des organisations de femmes et de jeunes. Elle a l'adhésion de 500 intellectuels et des organisations chinoises en France, le Kuomintang, la fédération chinoise en Europe pour le salut de la patrie, le cercle d'études chinois et l'association des étudiants chinois. L'Association [des amis du peuple chinois] a une section départementale à Nice et des sections nationales existent aux États-Unis, Canada, Mexique, Philippines, en Hollande, ainsi que des organisations amies en Angleterre et en Belgique. »²⁵⁸ De nombreux intellectuels de tous horizons ont rejoint ses rangs depuis 1935. Édouard Herriot, Léon Jouhaux, directeur de la CGT, Marius Moutet, ministre des colonies, Joseph Paul-Boncour, ancien représentant français à la SDN et le député Maurice Viollette²⁵⁹ en sont les présidents. Le comité directeur est formé de treize membres, parmi lesquels Jean Longuet, Gabriel Péri ou Alexandre Varenne ; enfin, le comité d'honneur fait la part belle à des intellectuels plus ou moins politisés : Paul Langevin en fait partie, tout comme Gabrielle Duchêne, Marcel Granet, professeur à l'IHEC, Émile Borel²⁶⁰, compagnon de Paul Painlevé, André Malraux²⁶¹ ou bien encore Marcel Cohen, professeur d'abyssin au Collège de France. Le réseau tissé par l'Association en 1938 est à la fois étendu et serré, reliant des hommes politiques de tous les horizons de la gauche dont la plupart s'étaient déjà engagés en faveur de l'Espagne quelques mois plus tôt²⁶². Les Amis du peuple chinois apporte son concours au RUP sans cesser ses propres publications²⁶³. Si la revue, *Chine* ne paraît qu'une seule fois en 1936, témoignant des

²⁵⁷ « Soutien sans réserve au RUP », extrait du *Shin Pao*, [1936], IISH, RUP, *op.cit.*

²⁵⁸ « Information sur L'Association des amis du peuple chinois », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250, 8 mars 1938.

²⁵⁹ Maurice Viollette (1870-1960), avocat et journaliste spécialiste des questions coloniales à *La Petite République*, il fonde en 1902 *l'Action républicaine* de tendance socialiste puis républicain-socialiste. Député de l'Eure, et maire de Dreux, partisan de la Ligue des Droits de l'Homme, il fait partie du cercle de Marius Moutet, favorable à un colonialisme réformiste, respectueux des droits de l'Homme. Ce proche de Paul Painlevé est nommé gouverneur général de l'Algérie en 1925. Il est à l'origine du projet Blum-Viollette, qui cherchait à mettre en place des réformes en Algérie. Destitué de ses fonctions de maire par le Maréchal Pétain en 1940, Maurice Viollette les retrouve ses mandats une fois la guerre terminée. « VIOLLETTE Maurice - Maitron », consulté le 4 novembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article134877>.

²⁶⁰ Émile Borel (1871-1956) est major du concours d'entrée à l'ENS et à Polytechnique. Docteur en mathématiques, il est nommé à la faculté des sciences de Lille, puis, à l'ENS à partir de 1897. Émile Borel se lance en politique et s'engage pour la SDN et le Cartel des gauches, dans les pas de son aîné, Paul Painlevé. A-L. ANIZAN, *op.cit.* p. 71.

²⁶¹ Membre de l'Association des amis du peuple chinois, [sd] sans doute 1937, CdF, IHEC, Carton 31.

²⁶² Voir par exemple les signataires de la pétition en faveur du peuple espagnol, 1937, A.N, Fonds associations des maisons de la culture, 104 AS 8.

²⁶³ L'Association s'est développée puisqu'elle fait état en 1936, de sections créées aux États-Unis, au Canada, en Angleterre et en Hollande.

difficultés financières²⁶⁴ de l'Association, le ton de ce numéro a changé. Les bulletins de 1935 laissaient une large place à la Chine soviétique de Mao Zedong. L'unique numéro d'avril 1936 s'ouvre lui, sur un article d'Andrée Viollis décrivant la destruction du quartier de Chapei pendant la bataille de Shanghai, qu'elle avait déjà relatée en 1932 dans les colonnes du *Petit Parisien*. Le ton employé ici est radicalement différent, et témoigne de l'angle d'attaque qui sera celui des numéros ultérieurs de *Chine*. Alors que ses articles dans le *Petit Parisien* usaient d'un style vif et factuel, plongeant le lecteur dans la bataille, Andrée Viollis choisit pour *Chine* un style aux accents pathétiques, dévoilant les horreurs des combats :

« Dans les villages incendiés, où s'achevait la bataille, j'ai vu de loin de malheureux paysans qui essayaient de s'échapper de leur maison en flammes rejetés dans le brasier à coups de baïonnette. Dans le champ de course de Changhai, des corps de travailleurs vêtus de toile bleue étaient amoncelés en plusieurs couches, troués de balles, ouverts à coups de sabre ou de baïonnette. Puis, j'ai visité les tranchées de Kianwang, sur plusieurs kilomètres, pleines jusque-là de soldats tués qui avaient héroïquement tenu trente-cinq jours, pieds nus, sans casque, parfois sans fusil et qui n'avaient cédé que faute de munitions ; nuque inclinée, poings qui se tendent noirs et noueux ; tordus, cassés, recroquevillés, ils semblaient déjà faire partie de la terre qui bientôt les recouvrirait. Et au retour, dans les champs, dans les jardins fleuris, j'ai vu des cadavres de femmes, figés dans une attitude d'épouvante et qui serraient leur bébé mort entre leurs bras. Voilà ce que j'ai vu et que je n'oublierai jamais. »²⁶⁵

Étienne Constant, qui proclame elle aussi que « la paix est indivisible »²⁶⁶, se montre particulièrement inquiète de la « gravité de la situation en Extrême-Orient », au moment où le courant ultranationaliste japonais tente un coup d'État le 26 février 1936. Ce courant fascisant « avait eu l'avantage de rappeler au monde civilisé en quoi consistait cet ordre japonais au nom duquel les dirigeants de Tokyo prétendent exercer leur suprématie sur l'Extrême-Orient. »²⁶⁷ Comme le rappelle Pierre-François Souyri cette tentative de putsch échoue, mais « les mouvements fascistes continuent d'inspirer l'idéologie de nombreux dirigeants, notamment des cadres de l'armée »²⁶⁸. Ainsi, au moment où les événements d'Europe tendraient à reléguer le conflit sino-japonais au second plan, la mobilisation continue, bien qu'à bruit plus bas.

²⁶⁴ L'Association explique que « c'est à la suite d'un très gros effort matériel que nous sommes parvenus à publier le premier numéro, et grâce aux sommes recueillies sur des listes de souscription que les amis bienveillants ont bien voulu nous aider à faire circuler. », dans « Aux lecteurs de *Chine* – à nos amis », *Chine*, avril 1936.

²⁶⁵ A. VIOLLIS, « Destruction de Chapei », *Chine*, avril 1936.

²⁶⁶ E. CONSTANT, « La situation actuelle en Chine », *ibid.*

²⁶⁷ *Ibid.*

²⁶⁸ P-F. SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*, *op.cit.* p. 513.

L'exposition internationale : un coup d'épée dans l'eau

Le 4 mai 1937 s'ouvre à Paris l'exposition universelle, dite aussi « Exposition internationale des arts et techniques » à laquelle participent plus de quarante nations²⁶⁹. Cette exposition dans laquelle « le Beau et l'Utile doivent être liés et promouvoir la paix »²⁷⁰ est surplombée par un pavillon de la paix et une colonne de la paix érigés place du Trocadéro, selon la volonté du Président du Conseil français Léon Blum.

« [L'Exposition] se trouverait ainsi placée sous le signe de la paix, et la France, une fois de plus, affirmerait d'une manière éclatante sa volonté pacifique aux yeux du monde. Le monument projeté comporterait extérieurement un haut pylône ou signal décoré de drapeaux de toutes les nations, accompagné, d'une figure symbolique de la paix. Intérieurement, il comprendrait une salle centrale consacrée à l'exaltation de l'œuvre constructive de la paix et des petites salles où seraient réunies et présentées d'une manière saisissante toutes les manifestations de l'activité humaine (art, littérature, etc.) en faveur de cette grandeur. »²⁷¹

Ce pavillon ouvert le 7 juillet 1937, est placé sous le parrainage du RUP. Ironiquement, il côtoie les pavillons de l'Italie fasciste, du Japon ainsi que ceux de l'URSS et de l'Allemagne nazie qui se font face, dans une débauche de moyens architecturaux²⁷². La Chine a refusé de participer de manière officielle à l'Exposition, et se contente d'y envoyer une délégation « composée de personnes francophiles »²⁷³ parmi lesquelles on trouve Li Yuying et Cai Yuapei, chantres de la collaboration franco-chinoise²⁷⁴.

Il est étonnant d'entendre les discours des hommes d'État français alors même que la guerre fait rage en Espagne, en Éthiopie et menace en Chine. Édouard Herriot, maire de Lyon, président de la Chambre des députés, membre du RUP et de l'Association des amis du peuple chinois, se lance dans un discours lénifiant :

« [...] En ce moment même des angoisses étreignent le cœur des pacifistes. Des événements, auxquels tout dernièrement mon ami Blum a fait allusion, se passent qui nous tiennent suspendus et comme en haleine. [...] Je veux dire que pour ma part, je n'éprouve pas le moindre découragement. Je n'ai jamais pensé que l'on pourrait en quelques années, ou peut-être même en quelques décades, faire disparaître des mœurs des hommes la guerre qui n'est pas seulement une barbarie mais qui est aussi une bêtise.

²⁶⁹ « La paix et l'exposition de 1937 », *L'Éveil des peuples*, 6 décembre 1937, IISH, RUP, dossier 136.

²⁷⁰ <https://bibliotheques-specialisees.paris.fr/> consulté le 6 août 2020.

²⁷¹ Lettre anonyme du 14 novembre 1936, IISH, RUP, dossier 138.

²⁷² Voir à ce sujet Pascal ORY, *Les expositions universelles de Paris*, Paris, Ramsay, 1982.

²⁷³ Archives de l'IICI, AG 1- IICI-A-XII-13, lettre du 24 février 1937

²⁷⁴ Voir partie 3, chapitre 1.

(Applaudissements). [...] Toutes les familles du monde veulent la paix ; toutes les mères du monde veulent la paix... (applaudissements) ... tous les travailleurs du monde veulent la paix. »²⁷⁵

Le paradoxe de cette exposition, lancée alors que la guerre fait rage dans le monde, n'échappe pas à certains journaux de droite qui ridiculisent, en les transformant, les discours pacifistes des hommes d'État français et notamment celui de Pierre Cot, ministre de l'Air et président du RUP :

« Monsieur Pierre Cot dont les accents de sincérité bouleversèrent bien des cœurs : "les paroles s'envolent, les actes restent. C'est pourquoi, en ce jour de fête j'ai choisi, non de prononcer un discours, mais plutôt de faire une démonstration. Puisqu'aussi bien je suis ministre de l'Air, c'est de l'avion que je veux vous entretenir et principalement d'un nouveau modèle dit « Morto Pékin » qui peut transporter une charge « utile » de 20 000 kg. [...]" »²⁷⁶

Ces remarques soulignent cruellement l'inutilité certaine d'une telle manifestation ainsi que les menaces qui pèsent sur la Chine. Deux mois plus tard, la Chine bascule dans une terreur sans précédent.

2) La guerre sino-japonaise : de l'étincelle à l'embrasement (1937-1938)

L'incident du Pont Marco-Polo

L'année 1937 est marquée en Extrême-Orient par trois événements majeurs : l'incident du Pont-Marco Polo, la bataille de Shanghai et le massacre de Nankin. L'année 1937 semble alors polariser le monde intellectuel français vis-à-vis du conflit sino-japonais. D'une part les partisans de la Chine glorifient l'unité nationale, d'autre part, les soutiens du Japon relaient la propagande du pays du soleil levant.

L'incident qui ravive les braises toujours vives du conflit sino-japonais est somme toute banal. Il est raconté dans *Le Temps*, qui, du 10 juillet au 15 novembre consacre au moins un article par semaine à la situation en Chine, preuve que les événements d'Extrême-Orient occupent le devant de la scène. Tandis que les Japonais n'ont jamais quitté la Chine du Nord et que « des conflits locaux se produisent avec une fréquence déconcertante »²⁷⁷, « les Japonais

²⁷⁵ « Discours d'Édouard Herriot », retranscrit dans *Le Journal des Nations* (s.d mais sans doute 12 juillet 1937), IISH, RUP, *op.cit.* dossier 136.

²⁷⁶ Roger MONCLIN « Inauguration du Pavillon de la Paix », *La Patrie Humaine*, mai 1937, dans IISH, RUP *op.cit.* dossier 136.

²⁷⁷ « Bulletin du jour- En Extrême-Orient », *Le Temps*, 10 juillet 1937.

font régulièrement des manœuvres militaires au Sud de Pékin, explique le journal. Ces jours-ci le thème de ces manœuvres était une attaque simulée contre la ville de Lou-Ko-Chiaou. La garnison chinoise d'Ouang-Ping crut à une attaque véritable et riposta aussitôt. Il y eut de part et d'autre, des tués et des blessés. L'émotion fut vive, certaines dépêches annonçant même que la loi martiale avait été proclamée à Pékin. »²⁷⁸

Un homme vient alors de débarquer à Pékin qui ne cessera plus d'être un observateur avisé des convulsions de la Chine. Jacques Guillermaz, saint-cyrien de vingt-six ans, a rejoint en mai 1937 son nouveau poste d'attaché militaire à Pékin. Il a déjà l'expérience de l'étranger mais avoue savoir « peu de choses de la Chine. »²⁷⁹ L'incident du Lou-Ko-Chiao, aussi appelé « incident du Pont-Marco Polo » met fin « à la perspective d'un séjour paisible et studieux »²⁸⁰. Pourtant cette fois, les troupes chinoises refusent de se plier aux arguments nippons, et *Le Temps* pressent le durcissement du conflit : « Ce n'est pas à proprement parler la guerre puisque aucune ouverture des hostilités n'a été déclarée de part et d'autre et que les relations diplomatiques entre Nankin et Tokio ne sont pas rompues, mais dans la réalité des choses, cela n'en vaut guère mieux, l'action militaire se développant avec un armement puissant. [...] On ne peut que constater que l'on se bat un peu partout où les forces nipponnes et chinoises sont en contact. »²⁸¹ De fait, le 28 juillet, les Japonais bombardent Pékin. Jacques Guillermaz, chargé de reconnaître la situation au Pont Marco-Polo, accompagné du Docteur Bussière témoigne :

« Le long des routes, nous remontons sans cesse des colonnes de fantassins nippons lourdement équipés : courtes tuniques kaki inspirées des uniformes français du siècle dernier, coiffures souples frappées d'une étoile jaune, casque rond rejeté dans le dos. »²⁸²

L'électrochoc : de la bataille de Shanghai au massacre de Nankin, une polarisation progressive du monde intellectuel français

Mais le contexte a changé. Chiang Kai-shek, qui peut compter sur l'appui des anciens seigneurs de la guerre rentrés dans le rang, et qui a été bousculé par l'incident de Xi'an²⁸³, ne souhaite plus laisser faire les Japonais. Plus encore, comme les Nippons avancent vers Pékin, il semble improbable de laisser l'ancienne capitale entre leurs mains. Chiang choisit donc de

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ Jacques GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, Paris, Robert Laffont, 1989 p. 41.

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ « Les événements d'Extrême-Orient », *Le Temps*, 28 juillet 1937.

²⁸² J. GUILLERMAZ, *op.cit* p. 44.

²⁸³ Voir partie 4.

déplacer le front à Shanghai point d'appui « diplomatique et stratégique »²⁸⁴ comme l'explique Xavier Paulès. La – seconde – bataille de Shanghai démarre le 13 août 1937. « Je la reconnaissais cette guerre ! C'était la guerre, celle que nous avons senti venir en Europe, la même que celle dont nous nous savions de plus en plus menacés en Occident à l'ombre de Hitler. »²⁸⁵ Ainsi s'exprime Robert Guillain, journaliste à l'agence Havas, d'abord à Londres puis à Paris depuis 1935, envoyé par son supérieur dans la « guerre de Chine »²⁸⁶, avide « de rêves d'aventures »²⁸⁷. Guillain ne couvre que les deux derniers mois de la bataille de Shanghai, mais il en comprend l'enjeu, dans cette ville où la « guerre est au bout de la rue » mais où les Occidentaux des Concessions font tout pour « rest[er] en dehors et au-dessus des malheurs de Chine. »²⁸⁸ Pour Jacques Guillerma, cette bataille est un « tournant de l'histoire »²⁸⁹ et c'est aussi notre opinion. C'est en effet lors de cette bataille longue de six mois que se dessinent les nouvelles stratégies d'engagement chinoises mais aussi françaises. À gauche notamment, cette bataille est un électrochoc. Alors que le RUP demeure davantage préoccupé par la guerre d'Espagne, l'Association des amis du peuple chinois, elle, maintient l'actualité autour du conflit sino-japonais. Ce n'est pas un hasard si le bulletin *Chine* reparait précisément en août 1937, coordonné par Louis Laloy. Tout comme Robert Guillain, les membres de l'Association des amis du peuple chinois établissent de manière très claire le lien entre les invasions allemandes, italiennes et japonaises. Un article probablement rédigé par Louis Laloy affirme :

« Lorsque la violence est couronnée de succès, elle exerce une sorte de contagion. Il n'est pas douteux que l'entreprise de violence de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste en Espagne et la passivité de l'Europe en face de cette entreprise ont encouragé l'agression nipponne dans la Chine du Nord. Au surplus l'Allemagne et le Japon sont, depuis plusieurs années, liés par un pacte. Le pacte germano-nippon a été signé contre le bolchevisme²⁹⁰. En fait, il doit permettre au Troisième Reich de réaliser ses ambitions en Espagne et dans l'Europe orientale. Et il doit permettre au Japon de pousser son aventure dans la Chine du Nord.

Il est remarquable que l'incident de Liou-Kou-Tcheou a surgi au moment où l'Allemagne et l'Italie étaient mises en demeure de se prononcer au sujet du retrait des effectifs étrangers en Espagne. D'autre part la presse allemande a depuis le début des opérations du Japon dans la Chine du Nord, consacré des commentaires particulièrement favorables à l'action des nippons. »²⁹¹

²⁸⁴ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 133.

²⁸⁵ Robert GUILLAIN, *Orient Extrême*, Seuil, Paris, 1986, p.31-32.

²⁸⁶ *Ibid.* p. 9.

²⁸⁷ *Ibid.* p. 10.

²⁸⁸ *Ibid.* p. 49.

²⁸⁹ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - mémoires 1937-1989*, op.cit. p. 55.

²⁹⁰ Le pacte anti-Komintern a été signé en novembre 1936.

²⁹¹ « Notre sort à tous est lié à celui de la Chine », *Chine*, août 1937.

Ainsi, c'est toute une stratégie de communication qui commence à s'élaborer. Les amis du peuple chinois ont bien compris, comme Robert Guillain, que l'opinion publique européenne se préoccupe peu des malheurs de la Chine « quand elle-même [est] accablée par les agressions et les menaces de Hitler »²⁹². En octobre 1937, pour la première fois, les partisans de la Chine réunissent avec lucidité guerre d'Occident et d'Orient en une seule guerre totale :

« Les forces japonaises tiennent Shanghai sous le feu de leurs canons et veulent faire de la grande métropole extrême-orientale la base de leurs opérations de conquête. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont déjà péri dans cet enfer. Le choléra et les typhus exercent leurs ravages parmi ceux que les bombes incendiaires ont encore épargnés. La Chine après l'Espagne est la victime douloureuse de la guerre totale, cette forme de barbarie mise à l'honneur par les puissances fascistes.

Les coups de canon de Shanghai, de Canton, de Nankin, ont répondu en écho sinistre aux coups de canon de Guernica, d'Almeria, de Madrid.

En Chine comme en Espagne, un peuple uni autour de son gouvernement défend son indépendance nationale contre l'envahisseur. En Chine comme en Espagne, un peuple fait appel, en face de l'agresseur, à la justice internationale et au respect du droit. »²⁹³

La bataille confirme aussi l'existence du nouveau Front uni, décidé en septembre 1937 entre Chiang Kai-shek et les troupes communistes de Mao Zedong. Les armées de ce dernier intègrent les troupes nationalistes sous le nom de 8^e armée de route. L'URSS devient le nouvel allié. Il fournit à la Chine « 297 avions militaires, 290 canons, 82 tanks, 400 véhicules motorisés »²⁹⁴ sans parler des prêts avantageux et des « 5 000 instructeurs soviétiques » qui viennent prêter main-forte au Guomindang. La bataille de Shanghai illustre la résistance chinoise qui, pour la première fois semble devenir une « nation » selon les mots des partisans de la Chine. Dans son autobiographie parue en 1989, Robert Guillain se souvient de sa découverte de « la force du sentiment patriotique qui animait cette Chine humiliée et misérable. »²⁹⁵ Ce ne sont que les prémices d'un sentiment qui va se développer en 1938. Au patriotisme des Chinois répond celui des Japonais, glorifié par un intellectuel dont le soutien ne se démentira pas. Claude Farrère semble l'archétype de l'écrivain de droite, tel que décrit par Gisèle Sapiro dans *Les écrivains et la politique en France*²⁹⁶. Fervent défenseur du colonialisme, il est partisan du franquisme durant la guerre d'Espagne et soutient l'idéologie fasciste. Il visite le Japon pour la première

²⁹² R. GUILLAIN, *Orient Extrême*, op.cit. p. 42.

²⁹³ « Appel à l'opinion publique française pour l'aide à la Chine attaquée », *Chine*, octobre 1937.

²⁹⁴ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 136.

²⁹⁵ R. GUILLAIN, op.cit. p. 38.

²⁹⁶ Claude Farrère est le représentant le plus affirmé de ce que l'historienne appelle « les notables », Il s'agit de figures du monde littéraire « détenteurs de notoriété de type temporel, ayant commencé leur carrière politique avant la Grande guerre ». Issus du monde de la bourgeoisie, ils fréquentent les réunions mondaines, se montrent aux côtés des grandes figures de leur temps. Gisèle SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France, de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 2018, pp. 78-84.

fois en 1899. Bien que, dans son roman de 1924, *Mes voyages, la promenade d'Extrême-Orient*, il présente la civilisation chinoise de manière positive²⁹⁷, il glorifie la force japonaise dès le début des années 1930. Reçu en grande pompe par le gouvernement japonais en avril 1938²⁹⁸, il « a su toucher le cœur des Japonais »²⁹⁹ dira Louis Ohl, qui retrace ce « voyage ultra-rapide » pour *France-Japon*. Dans son livre *Le Grand Drame de l'Asie*, écrit à la suite de ce voyage, Farrère présente la bataille de Shanghai comme un exemple de l'héroïsme japonais, opposé à la rouerie chinoise :

« Du 13 au 23 août 1937, les fusiliers marins japonais, surpris par l'attaque chinoise déclenchée inopinément contre Shanghai, s'opposèrent à 2 500 hommes d'abord, puis 6 000, puis à 8 000 contre 80 000 qui devinrent bientôt 120 000. En fin de compte, une fois tous les effectifs débarqués, 60 000 japonais repoussèrent 300 000 chinois. Et ces Chinois-là se battaient fort bien et disposaient d'un matériel des plus sérieux, artillerie, avion, abris blindés et camouflés. Ils n'ont pourtant pas tenu contre l'énergie désespérée des fils de samourais. Et la stratégie, quoique indiscutablement dirigée par des chefs habiles, tout droit issus des académies militaires d'Allemagne, fut déjouée du premier coup par la riposte purement japonaise des généraux du mikado, lesquels surent débarquer où il fallait et prendre à revers l'offensive chinoise qui se dessina, massive, vers le milieu de novembre. Aucun doute ne subsiste à l'heure actuelle sur la préméditation chinoise en l'occurrence. [...] Il a fallu l'héroïsme magnifique des premiers effectifs japonais de Shanghai pour ruiner la manœuvre adverse fort bien calculée. »³⁰⁰

Les deux événements de Chine de l'année 1937 ont donc polarisé de manière très nette l'intelligentsia française : à gauche, l'heure est désormais au Front Uni et à l'engagement, tandis que l'Europe se débat dans la guerre d'Espagne. A droite, les intellectuels conservateurs estiment que le Japon est dans son bon droit.

Jusqu'en septembre 1937, les documents du RUP font fort peu état de la Chine. Encouragements et actions concrètes vont avant tout à l'Espagne. Ce sont donc d'autres acteurs qui, dans un premier temps, viennent porter secours aux Chinois. Ils font partie de la catégorie que Christina Leang, auteure d'un ouvrage sur ces Français de Chine appelle « les sauveurs ». Il s'agit par exemple du Docteur Jean-Augustin Bussièrre, médecin de la Légation de France, qui, en 1937, accueille au sein de sa propre maison des blessés de guerre, sans distinction de

²⁹⁷ François POUILLON (dir), *Dictionnaire des orientalistes*, op.cit. p. 410.

²⁹⁸ Il s'entretient avec le prince Konoyé, premier ministre, le vice-ministre des Affaires étrangères, le ministre de la guerre, le chef d'État-major et Hirota, ancien ministre des Affaires étrangères, responsable du massacre de Nankin.

²⁹⁹ Louis OHL, « Claude Farrère au Japon », *France-Japon* n°28, 15 avril 1938.

³⁰⁰ Claude FARRÈRE, *Le grand drame de l'Asie*, Paris, Flammarion, 1938 pp. 51-52.

cause politique³⁰¹. Il en témoigne à travers des photographies personnelles³⁰². Enfin, un autre Français met en place une zone de protection des civils dans Shanghai assiégée. Le Père Jacquinot de Besange, missionnaire jésuite polyglotte – il parle six langues –, également enseignant en sciences³⁰³ et Président du Comité des réfugiés de la Croix-Rouge internationale³⁰⁴ décide, avec l'accord des autorités chinoises et japonaises, de mettre en place une « zone neutre » dédiée aux réfugiés dans le quartier de Nantao, au Nord de la vieille ville chinoise de Shanghai. Cette zone devient « la zone Jacquinot » dans laquelle des religieuses nourrissent et soignent les réfugiés. Le Consul de France à Shanghai, Paul-Émile Naggiar rend hommage au Père Jacquinot :

« Outre les qualités de courage, de discipline et de sang-froid dont la communauté française tout entière a fait preuve pendant cette crise sans précédent, le P. Jacquinot a su faire régner cette autre vertu française : une pitié agissante et la générosité d'un cœur qui, pour le bien, renverse tous les obstacles. Grâce à lui et aux divers membres de son comité, la zone de refuge Jacquinot a pu sauver de la mort des milliers d'innocents. »³⁰⁵

La zone Jacquinot accueille « entre 250 000 et 350 000 réfugiés »³⁰⁶, et son principe est reproduit à Nankin, Canton, Wuhan et Hong Kong.

La bataille de Shanghai, révélatrice avant l'heure de ce que seront les combats ultérieurs de la guerre sino-japonaise, révèle ainsi les initiatives personnelles de Français, présents de longue date en Chine, qui s'attachent à soulager les malheurs de la population.

L'année 1937 s'achève avec le massacre de Nankin, le 13 décembre, qui fait officiellement 300 000 victimes³⁰⁷ dont « 30 000 victimes dans la ville de Nankin ou aux alentours immédiats. »³⁰⁸ Cela signifie que 5 à 8 % de Nankin intra-muros [...] soit en moyenne une

³⁰¹ Christine LEANG, *Embarquement pour la Chine : histoires et destinées françaises dans l'Empire du Milieu* Paris, Éditions Pacifica, 2013 p. 258.

³⁰² Voir annexe 4.A « Photographies amateur ».

³⁰³ « Il était une fois... le Schindler français de Shanghai », Le Souvenir français de Chine, <http://www.souvenir-francais-asie.com/2019/07/13/il-etait-une-fois-le-schindler-francais-de-shanghai/#:~:text=Le%20P%C3%A8re%20Jacquinot,basque%20viss%C3%A9%20sur%20la%20t%C3%AAte.>, consulté le 31 juillet 2020.

³⁰⁴ A. MONESTIER, « La zone des réfugiés de Nantao », *La Politique de Pékin*, 25 décembre 1937.

³⁰⁵ « La zone Jacquinot », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 1938.

³⁰⁶ C. LEANG, *op.cit.* p. 259.

³⁰⁷ Ce chiffre est toujours sujet à controverses, puisque, contrairement à celui des victimes d'Auschwitz, il n'a pas été réévalué. Jean-Louis Margolin s'appuie notamment sur des témoignages occidentaux et japonais, ainsi que sur les archives japonaises pour déterminer le déroulement et les motifs du massacre, afin d'établir des chiffres qui comptabiliseraient les pertes dans les deux armées et dans la population civile. Il établit ainsi toute la difficulté de parvenir à un chiffre de victimes cohérent et juste, d'autant plus que ce massacre fait encore aujourd'hui l'objet d'un fort ressentiment de la Chine envers le Japon. Voir Jean-Louis MARGOLIN, « Une réévaluation du massacre de Nankin », *Perspectives chinoises*, 2005, n° 92, <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/927>.

³⁰⁸ Jean-Louis MARGOLIN, *op.cit.*

famille sur quatre a perdu un de ses membres. »³⁰⁹ Ce massacre, étouffé par la censure japonaise, n'est décrit *qu'a posteriori* dans les milieux intellectuels français. Robert Guillain raconte « une véritable orgie de pillage, de meurtre et de viol [...] sous les ordres du général Matsui »³¹⁰ mais il utilise sans doute ici des connaissances acquises rétrospectivement. Seul un article de *La Politique de Pékin*, rédigé le jour de Noël 1937, est contemporain des faits, et relate en détails « la pathétique chute de Nankin »³¹¹. Cet article fait entendre « le crépitement nourri des mitrailleuses » et décrit « les soldats chinois errants, affamés, désespérés, connaissant le sort irrévocable qui les attendait s'ils tombaient aux mains des Japonais » sans s'appesantir sur les exactions des soldats nippon. Suite à la prise de la capitale chinoise par les soldats de l'empereur, le gouvernement chinois fuit à Chongqing. La capitale du Sichuan devient donc la nouvelle capitale de la République chinoise.

La multiplication des exactions japonaises conduit le RUP et ses organisations satellites à décider d'une stratégie d'aide à la Chine, faite d'engagements concrets et d'une campagne de communication.

II. « Sauver la Chine, c'est sauver la paix » (1938-1940) : un engagement de type dreyfusard au service de la Chine ?

Cette deuxième moitié des années 1930 marque une rupture avec l'implication des intellectuels téléguidée par le Komintern. La création du RUP et la mort d'Henri Barbusse, l'intellectuel du Parti, en 1935, rendent possibles des formes nouvelles d'engagement. Alors que la guerre sino-japonaise franchit un nouveau pas le 7 juillet 1937, les intellectuels de gauche s'éloignent de l'idéologie soviétique pour mettre en place une stratégie particulière d'aide à la Chine. Celle-ci peut être rapprochée de l'engagement « universaliste », c'est-à-dire « intervenant sur tous les fronts et se prévalant du capital symbolique acquis du capital symbolique qu'il a acquis dans sa spécialité »³¹² qui fut celui d'une partie de ces intellectuels, déjà présents lors de l'Affaire Dreyfus. Cette stratégie s'appuie en effet aussi bien sur des

³⁰⁹ *Ibid.*

³¹⁰ R. GUILLAIN, *Orient Extrême, op.cit.* p. 41.

³¹¹ A. MONESTIER, « La pathétique chute de Nankin », *La Politique de Pékin*, 25 décembre 1937.

³¹² Frédérique MATONTI et Gisèle SAPIRO, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 176-177, n° 1 (18 mars 2009), pp. 4-7, <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-4.htm>.

actions matérielles que sur des discours à la forte symbolique. Comme au temps de l’Affaire, les *médias* jouent un rôle clé dans la diffusion de cet engagement. Si la presse demeure un pilier de cette propagande, elle est désormais efficacement secondée par la puissance des images, fixes ou animées. Ces actions, dont il faudra interroger la portée réelle, dévoilent aussi un monde intellectuel qui se fissure entre partisans du Japon et partisans de la Chine à mesure que les exactions japonaises sont connues, entraînant une redéfinition du péril jaune, majoritairement incarné par la Chine depuis le XIX^e siècle.

Mobiliser face à une guerre lointaine

Dès le début de l’année 1938, une véritable stratégie d’aide à la Chine se met en place, majoritairement au sein des forces de gauche et coordonnée par le RUP. Ce mouvement diffère de l’engagement de la première moitié des années 1930 en ce qu’il n’est plus téléguidé par l’URSS. La gauche française élabore ainsi pour la Chine une stratégie d’aide originale, qui s’appuie néanmoins sur l’expérience issue de l’Affaire Dreyfus, mais aussi de l’invasion italienne de l’Éthiopie et de la guerre d’Espagne. En effet, en cette année noire, les sujets d’inquiétudes sont nombreux et la Chine n’en est qu’un parmi d’autres. Déjà en 1938, il semble pour beaucoup que la guerre d’Espagne elle-même « n’intéresse plus [le public] » ni même les intellectuels puisque le jeune Thierry Maulnier, partisan de *L’Action française* livre un article à *La Revue Universelle* portant un titre évocateur, « La démobilisation des écrivains »³¹³. Si même la guerre d’Espagne, conflit aux portes de la France ne mobilise plus les foules³¹⁴, alors qu’espérer pour la Chine qui, selon Jean Hugonnot demeure pour bien des Français, « un pays lointain, aux mystérieuses manières d’être, inclus dans ce vaste Extrême-Orient réputé par simple paresse d’esprit à la fois indéchiffrable et immuable. »³¹⁵ Le Chinois Wellington Koo, devenu représentant de la Chine en France depuis 1936, n’a de cesse d’alerter sur le fait que « la pensée consolante entretenue par quelques-uns que la guerre entre la Chine et le Japon est une guerre qui se passe à plusieurs milliers de kilomètres au loin et qu’elle n’affecte ni l’Europe, ni l’Amérique, est illogique, en même temps qu’erronée. »³¹⁶

La stratégie d’aide non-violente à la Chine se met en place à partir de février 1938. Cette aide est d’abord une aide matérielle, dont le point principal est l’appel au boycott économique du Japon. En plus de ces actions, les intellectuels élaborent une stratégie de communication qui

³¹³ Pierre-Frédéric CHARPENTIER, *Les intellectuels français et la guerre d’Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, Paris, Éditions du félin, 2019 p. 513.

³¹⁴ Cela d’autant plus que la France et l’Angleterre ont choisi de ne pas intervenir en Espagne.

³¹⁵ Jean HUGONNOT, « Affinités franco-chinoises », *Chine* n°4, juillet-août 1938.

³¹⁶ W. KOO, « Toutes les forces de paix doivent venir en aide à la Chine », *Chine*, *ibid.*

s'appuie sur les nouveaux médias en vogue et sur une campagne visuelle dont l'efficacité doit beaucoup à l'expérience de la guerre d'Espagne. On retrouve alors des discours à tonalité dreyfusarde, dans lesquels alliés et ennemis sont porteurs de valeurs antagonistes. Une campagne visuelle choc faisant appel à l'émotion du lecteur, vient incarner ces disparités. Il faudra, dans un dernier temps, s'interroger sur la réussite de cette stratégie d'aide à la Chine.

1) S'engager pour la Chine par les actes

Le boycott privé, action défendue par les intellectuels français

Le RUP, sous l'égide de Pierre Cot pour la section française et de Lord Robert Cecil pour la section anglaise, convoque une « Conférence mondiale pour la Chine et le boycott du Japon » sous le slogan « Sauver la Chine, c'est sauver la paix »³¹⁷. Elle a lieu à Paris, les 12 et 13 février 1938, en présence de « 750 délégués de vingt et un pays et de vingt-cinq organisations internationales. »³¹⁸ Les Français sont représentés par quarante-neuf intellectuels, qui incarnent toutes les tendances du RUP³¹⁹. Le principal point mis au débat est celui du boycott, tant public que privé, des marchandises japonaises. La résolution générale de la conférence est celle-ci :

« Nous faisons donc appel à nos organisations pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour aider la Chine et pour mettre obstacle à l'aide accordée au Japon jusqu'à ce que l'invasion soit terminée et les forces japonaises retirées.

Notamment, nous demandons à nos gouvernements de cesser leur collaboration avec le Japon en lui refusant le matériel de guerre, les facilités financières et les ressources économiques. Nous faisons appel au peuple japonais pour qu'il ne donne pas son appui à l'action dans laquelle il a été engagé par ses chefs militaires – action qui ne peut que détruire son honneur comme ses intérêts –. Nous demandons à toutes les personnes et à toutes les organisations qui aiment la paix de se rallier à ce grand effort non partisan afin de

SAUVER LA CHINE ET DEFENDRE LA PAIX DU MONDE. »³²⁰

Dans un effort de pédagogie, le boycott et son efficacité sont justifiés en ces termes dans le journal pacifiste *Les peuples unis* en janvier 1938 :

« Aujourd'hui on entend principalement par boycottage privé ou populaire une action spontanée des habitants d'un État déterminé pour refuser d'acheter des marchandises provenant d'un autre pays sur

³¹⁷ Slogan déjà utilisé pour l'Espagne. Voir par exemple, Guy SAT, « Jean Guéhenno, un pacifiste à l'épreuve de la guerre d'Espagne », *Aden*, 2010/1 (N° 9), p. 91-102. DOI : 10.3917/aden.009.0091. URL : <https://www.cairn.info/revue-aden-2010-1-page-91.htm> Consulté le 21 août 2020.

³¹⁸ « Save China, save peace », 12 février 1938, IISH, RUP *op.cit.* dossier 129.

³¹⁹ Ils sont indiqués dans l'annexe 4.F, « Membres français du RUP ».

³²⁰ « Déclaration générale de la Conférence », *ibid.*

lequel on désirerait exercer une pression pour des fins politiques. Le boycottage constitue, dans son essence, une mise en interdit effectuée par les consommateurs et peut s'étendre au refus de vendre des produits, de rendre des services ou d'accorder des crédits. Il peut comprendre le refus de vendre ou transporter les armes, munitions et matières premières nécessaires à la guerre : pétrole, métaux divers etc. [...]

La situation géographique et économique du Japon le rend plus vulnérable que les pays d'Europe continentale à une action de cette mesure et [...], d'autre part, il faut bien l'avouer, les mesures de représailles qu'on peut prévoir de la part du gouvernement nippon sont moins menaçantes sinon pour les colonies, du moins pour les métropoles que celles dont notre audacieux et cynique voisin méditerranéen pourrait user contre nous.³²¹ [...] Les devises dont le Japon a besoin pour acheter ses produits proviennent de ses ventes à l'étranger de matières premières comme la soie, de tissu, de coton et d'autres objets manufacturés. Un boycottage effectif de la part de la population des États-Unis et de l'empire britannique fermerait au commerce japonais d'exportation 40,7 % de ses débouchés. [...] »³²²

Les conséquences économiques et humaines de ce boycott, qui importent nécessairement aux partisans de la gauche, sont discutées, puisqu'« un boycottage efficace entraînera nécessairement la fermeture de nombreuses usines japonaises et le chômage de millions d'ouvriers jetés sur le pavé. C'est le peuple travailleur qui en subira les premières conséquences. »³²³ Cette action a beau comporter « des risques »³²⁴, elle est pourtant considérée comme la plus efficace et sans cesse justifiée par les intellectuels engagés pour la Chine.

L'Association des amis du peuple chinois, se fait le porte-parole la plus active du boycott, en distribuant jusqu'à « 250 000 tracts »³²⁵ aux informations très précises agrémentées d'images des produits concernés :

« HALTE AUX BOURREAUX DU PEUPLE CHINOIS ! HALTE AUX INCENDIAIRES JAPONAIS ! Pour arrêter l'invasion de la Chine ! Pour arrêter le massacre des innocents ! Pas d'achat de marchandises japonaises : dont le montant sert à l'achat de canons et d'obus. **Vous pouvez paralyser l'agresseur, en paralysant son commerce.**

Rien du Japon ! Rien pour le Japon !

BOYCOTTONS les marchandises japonaises ! [...]

Remarque

La plupart des marchandises japonaises sont soumises à l'obligation de l'indication d'origine et portent marqué (Japan) ou (Made in Japan) et sont faciles à reconnaître d'après leur fabrication spéciale (articles bon marché nécessitant beaucoup de main-d'œuvre également bon marché.)

³²¹ Cela fait référence à l'Italie fasciste.

³²² « Qu'est-ce que le boycottage ? », *Les Peuples Unis, organe d'éducation et d'action pacifiste*, janvier 1938, IISH, RUP, *op.cit.*, dossier 162.

³²³ *Ibid.*

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ « Information sur l'Association des amis du peuple chinois », *op.cit.*

Certaines marchandises sont marquées du nom du fabricant qu'il ne faut pas confondre avec les noms chinois. Alors que les noms chinois sont composés de plusieurs mots (exemple : Lu Yen ou Pan You Koei), les noms japonais sont formés d'un seul mot (exemple : Hirota ou Matsui). »³²⁶

On peut noter que les noms japonais pris en exemples n'ont pas été choisis au hasard. Ce sont les noms de deux hommes politiques japonais. Le premier est celui du Ministre des Affaires étrangères, et le second est celui du Général responsable du massacre de Nankin. Matsui souhaitait en effet « une offensive éclair contre la capitale chinoise »³²⁷, qui, pensait-il, « permettrait de conclure la guerre en quelques mois. »³²⁸ Les lecteurs de la revue *Chine* ont sans doute vu ces noms dans les actualités cinématographiques ou les journaux.

Le boycott ne cesse d'être défendu comme le moyen de pression le plus utile. En juillet 1938, soit un an après le début de la guerre sino-japonaise, Gabriel Péri l'affirme : « Oui le boycott est efficace »³²⁹. Gabriel Péri est l'un des intellectuels les plus engagés pour la Chine. S'il écrivait déjà des articles favorables à la République du milieu dans *Clarté*, c'est dans le journal *Chine* qu'il va s'en faire le plus ardent défenseur. Décrit comme « enjoué, réfléchi et travailleur dans sa jeunesse »³³⁰, Gabriel Péri ne peut préparer le concours de l'École normale supérieure comme il l'aurait souhaité. Il se tourne vers le Parti communiste dont il devient dès 1921 un dirigeant national. Député communiste de l'Oise et Vice-président de la Commission des Affaires étrangères, il « en impose »³³¹ par sa grande connaissance des événements internationaux. En s'appuyant sur le bulletin de statistique de la SDN il explique dans *Chine* :

« Mais l'étude la plus complète au sujet [du boycott] est celle que vient de publier le bulletin de statistiques de la SDN. En une année le total des exportations japonaises a diminué de 6 % en décembre 1937, de 17 % en janvier 1938, de 18 % en février 1938. [...] Amis de la paix, qu'indignent avec tant de raisons les bombardements des villes ouvertes, les raids meurtriers, les mutilations et les assassinats en masse et qui demandaient : "Que faire pour arrêter cela ?" Voici la réponse : vous avez entre les mains une arme. Elle est efficace. Sa valeur est démontrée par les chiffres. Elle est redoutée par les fauteurs de guerre. C'est une arme pacifique. Nous serions bien coupables si nous ne savions pas où nous ne voulions pas nous en servir. »³³²

³²⁶ Tract accompagnant une lettre de L'Association des amis du peuple chinois du 24 décembre 1937, Collège de France, IHEC, Carton 31.

³²⁷ J-L. MARGOLIN, « Une réévaluation du massacre de Nankin », *op.cit.*

³²⁸ *Ibid.*

³²⁹ Titre de son article dans *Chine* n°3, juin-juillet 1938.

³³⁰ « PERI Gabriel, Joseph, Marie (écrit habituellement PÉRI Gabriel) - Maitron », consulté le 9 février 2019, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24207>.

³³¹ G. COGNIOT, *Parti pris (1). D'une guerre mondiale à l'autre*, *op.cit.* p. 479.

³³² Gabriel PÉRI, « Oui le boycott est efficace », *Chine* n°3, juin-juillet 1938.

En janvier-février 1939 encore, l'Association des amis du peuple chinois demande à la CGT et à « ses 5 millions de syndiqués d'élev[er] sa puissante voix en faveur du boycott »³³³.

Mais qu'en est-il de la réalité effective du boycott en 1938 ? L'Association des amis du peuple chinois affirme :

« Voici quelques chiffres bien éloquents pris dans une statistique publiée par le ministère des finances de Tokio : les exportations du Japon avec les Straits Settlements ont baissé de 75 % ; avec les Indes néerlandaises de 62 % ; avec la Belgique de 53 % ; avec l'Amérique centrale de 53 % ; avec la Hollande de 37 % ; avec la France de 24 % ; et avec les États-Unis de 48 %. Le bulletin de septembre du grand trust japonais Mitsubishi³³⁴ mentionne en parlant de la chute des prix de la soie brute, que le mouvement de boycott est l'un des principaux facteurs qui a précipité la chute jusqu'à la plus basse moyenne connue jusqu'en 1938. Ces chiffres montrent combien le Japon ressent déjà le boycott. »³³⁵

De leur côté, les hommes d'État japonais dénoncent ce boycott dans les pages de *France-Japon*, en estimant qu'il s'agit là d'un acte « xénophobe » : « Les commerçants chinois innocents qui se livraient, sans mauvaise intention au commerce des marchandises japonaises ont été emprisonnés, et ce qui est pis, beaucoup d'entre eux, accusés de trahison ont été mis à mort comme de vulgaires scélérats. »³³⁶ Si l'on s'en tient aux chiffres publiés par *France-Japon* en mai 1938, on observe effectivement un très net ralentissement des exportations japonaises, qui passent de 295 millions de yens en mai 1937 à 230 millions un an plus tard. Quant aux importations, elles ont diminué de moitié en un an³³⁷. Cependant, il paraît difficile d'attribuer cette baisse du commerce extérieur au seul boycott européen et américain, d'autant plus que les industries concernées par le boycott, notamment celles de la soie, et du coton, sont celles qui « furent sacrifiées par le Japon au profit d'une économie de guerre. À leur place, les industries chimiques et surtout métallurgiques prirent un essor prodigieux. »³³⁸ Or, dans cette économie dominée par l'industrie lourde, (elle passe de 35 à 59 % de la production industrielle entre 1932 et 1940)³³⁹, le Japon peut s'appuyer sur ce qu'il appelle sa « sphère de coprosperité » c'est-à-dire les territoires passés sous sa coupe. Le riche État du Mandchoukouo, lui fournit en effet les

³³³ « Nouvelles de France – la campagne pour le boycott et les marchandises japonaises », *Chine* n°8 janvier – février 1939.

³³⁴ Mitsubichi est l'une des plus grandes *zaibatsu* japonaises, ces grandes entreprises de commerce qui entretiennent des liens étroits avec les milieux politiques, diplomatiques et militaires. »

³³⁵ « Nous pouvons faire cesser la guerre en Chine ! », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250.

³³⁶ Vicomte Sukekuni SEGA, « Les hommes d'État d'Europe et d'Amérique ont-ils oublié la guerre des Boxers ? », *France-Japon* n°28, 15 avril 1938.

³³⁷ « Commerce extérieur du Japon en mai 1938 », *France-Japon*, *op.cit.*

³³⁸ Bernard KAYSER, « L'évolution économique du Japon », *L'Information Géographique* 12, n° 5 (1948), pp. 169-74, <https://doi.org/10.3406/ingeo.1948.5396>.

³³⁹ Évelyne DOURILLE-FEER, *L'économie du Japon*, Paris, La Découverte, 2005, p. 16, https://www.cairn.info/feuilleter.php?ID_ARTICLE=DEC_DOURI_2005_01_0006.

deux-tiers de sa production de charbon³⁴⁰, tandis que la Corée lui fournit 510 000 tonnes de minerai de fer en 1934, ce qui est pourtant insuffisant pour couvrir les besoins du pays qui sont de cinq millions de tonnes³⁴¹.

On le voit, le boycott est une action d'envergure menée sous la houlette de deux organismes privés, le RUP et l'Association des amis du peuple chinois. Ils tentent de le mettre en place à une échelle nationale voire mondiale dès le début de l'année 1938.

Cette action se double d'activités de moindre ampleur mais plus tangibles, comme la collecte de fonds et de médicaments.

Des collectes pour venir en aide à une population agressée

Il s'agit là du deuxième type d'action engagé par le Rassemblement Universel pour la Paix et ses satellites. Ces collectes commencent tard, en 1939, alors que la Chine s'enlise dans une guerre longue. C'est dans le numéro de mai 1939 qui commémore « deux années d'agression » que les lecteurs de *Chine* sont, pour la première fois, invités à envoyer « des pansements, de la teinture d'iode, de la quinine ou des médicaments »³⁴². Dans le numéro suivant qui commémore « deux ans d'agression », l'Association des amis du peuple chinois se fait plus pressante :

« À travers cet immense pays, des millions de réfugiés connaissent les horreurs de l'exode et du dénuement, des blessés meurent faute de médicaments, des femmes et des enfants périssent victimes de privations de tous genres. Aucun peuple n'avait encore connu de telles souffrances. Notre conscience ne peut être en paix, tant que nous n'aurons pas tout fait pour cicatriser ces blessures innombrables. Il faut aider la Chine qui défend notre indépendance et notre dignité en se défendant. Elle a besoin de médicaments, des petits enfants ont besoin de soins. Le peuple chinois a besoin de notre solidarité. Alors qu'il s'engage dans la troisième année de guerre, nous faisons appel au sentiment le plus noble des Français et des Françaises, à leur générosité qui a fait de la France une nation aimée de tous les peuples dans le malheur. »³⁴³

Des collectes d'argent qui visent elles aussi à « l'achat de médicaments pour la Chine »³⁴⁴ sont réalisées à intervalles réguliers. L'Association des amis du peuple chinois profite d'événements mondains pour récolter des fonds. Ainsi, en juin-juillet 1939, le grand gala d'amitié franco-chinoise qui rassemble des personnalités du monde artistique et intellectuel comme Wellington Koo, Romain Rolland, Alexandre Varenne, et Louis Laloy permet de

³⁴⁰ Francis RUELLAN, « L'économie japonaise », *L'Information Géographique* 1, n° 6 (1936), pp. 245-55, <https://doi.org/10.3406/ingeo.1936.4805>.

³⁴¹ *Ibid.*

³⁴² *Chine* n°11, mai 1939.

³⁴³ « Nouvelles de France », *Chine* n° spécial 13-14, juillet-août 1939.

³⁴⁴ *Ibid.*

récolter 1 300 francs³⁴⁵. En plus de l'aide financière des intellectuels, des souscriptions sont également lancées et ce dès 1937. Organisations et anonymes envoient ainsi des dons monétaires. La souscription lancée en mai 1939 permet de récolter 3 484 francs provenant aussi bien d'organisations comme « l'Union des syndicats ouvriers et ouvrières métallurgistes et similaires de la région parisienne, 500 Fr », que d'intellectuels comme Francis Jourdain³⁴⁶ membre du RUP ou même de particuliers³⁴⁷. Cette somme est relativement conséquente puisqu'elle correspond à 1730 euros actuels³⁴⁸.

Ces actions se trouvent rehaussées par une stratégie de communication bien rôdée, qui vise à émouvoir l'opinion française.

2) Émouvoir l'opinion : quelle stratégie de communication pour sensibiliser à la guerre en Chine ?

Cette stratégie de communication s'appuie sur plusieurs points. D'une part, afin d'amener l'opinion française à développer une sympathie pour la Chine, il faut développer une idée déjà en germe en 1937 : la Chine est l'amie de la France et elle a sa place dans le camp des démocraties face aux fascismes. *A contrario*, le militarisme japonais est lui identifié aux fascismes italien et allemand. Le Japon militariste est clairement présenté comme une menace pour la paix du monde, et cette position remet sur le devant de la scène la question du « péril jaune », inquiétude latente depuis le XIX^e siècle. Enfin, l'engagement pour la Chine passe aussi par une campagne de communication visuelle mettant en lumière un pays ravagé par la guerre. Déjà entamée en 1937 par certains intellectuels présents en Chine, qui témoignent de ce qu'ils voient à titre personnel, la « guerre par l'image » se trouve amplifiée par la tribune qu'offre la

³⁴⁵ *Ibid.*

³⁴⁶ Francis Jourdain, peintre-décorateur, proche d'Élie Faure et Léon Werth. Il réalise à partir de 1913 des décors de théâtre, et devient l'un des fondateurs de l'Association des amis de l'URSS avec Henri Barbusse. À partir de 1930, il s'engage contre le fascisme. Il est en effet l'un des organisateurs du Congrès d'Amsterdam, et appartient à l'AEAR et à l'Association des maisons de la culture. « JOURDAIN Francis [JOURDAIN René, Marie, André, Achille, Francis] - Maitron », consulté le 16 septembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article88131>.

³⁴⁷ Liste des souscripteurs : « M. Georges Mons, 30 fr ; M. Marcel Cachin, 100 Fr. ; M. Francis Jourdain, 50 francs ; Mme de Saint-Prix, 50 fr ; M. de Monbrion, 1000 Fr ; M. Paul Gsell, 20 fr ; M. Jacques Duclos, 25 francs ; M. Camille Planche, dix francs ; M. Lecomte G, 25 fr ; M. Painlevé, 25 francs ; Mme Jacquier- Cachin, 50 fr ; Mme Agnès Humbert, 25 fr ; M. Lucien Le Foyer, 20 fr ; M. Marcel Willard, 100 fr ; M. Claude Aveline, 20 fr ; MM. A. Kalf-Lenormand, 100 fr ; M. Koechlin, 50 fr ; departimientto centrale dei patroni italiani 100 fr ; Anonyme 15fr ; Cellule 20-68 TCRP, 50 fr ; 20^e section de l'ARAC, 180 fr ; Mme Li Dek Sen, 50 fr ; Mme Romart, 50 fr, Mme Pape 55 fr ; Mlle Charrier-Gramoteau-Touchad, 90 fr ; Mlle Maréchal, 25 fr. Union des syndicats ouvriers et ouvrières métallurgistes et similaire de la région parisienne, 500 Fr. M. Chavines ; 50fr ; M. Mauternach, 15 fr ; M. Valette 20 fr ; M. J. Danhiez, 50 f. M. Alex Guillaïn, 50 fr ; M. Jules Bloch, 26 fr ; Mle Dorleac Madeleine, 100 fr ; M Marquet Pierre, 25 fr, M Pierre Valette, 31 fr ; Mme Th Gourdeaux, 25 fr ; Mme Paul Perrin, 100 fr ; M. Charles Braibant, 50 fr ; M. Tedesco, 100 fr. », *Chine, op.cit.*

³⁴⁸ Selon le convertisseur de l'INSEE.

revue *Chine*. En plus de la presse, le cinéma va, lui aussi, être un puissant relais auprès de l'opinion.

La Chine, pointe avancée de la démocratie en Orient face au Japon lié aux fascismes européens.

En 1898, dreyfusards et antidreyfusards mettaient en avant des valeurs diamétralement opposées : si les partisans de Dreyfus affirmaient être les garants « de la justice et de la vérité », les antidreyfusards défendaient quant à eux l'ordre et la patrie. Une même dichotomie se met en place dans les discours des intellectuels français en faveur de la Chine.

Les articles des intellectuels de gauche en faveur de la Chine insistent notamment à partir du mois de juillet 1938, qui symbolise « un an d'agression »³⁴⁹, sur la nécessaire « solidarité entre nations qui défendent leur indépendance »³⁵⁰ comme le dit Henri Reynaud, secrétaire du RUP français et secrétaire général de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne. Jean Hugonnot approuve : « Chine et France luttent en ce moment pour leur commune liberté, et pour la commune libération des peuples, pour la sauvegarde d'une paix sans cesse mise en péril par le fascisme international. »³⁵¹ Henri Reynaud ajoute :

« Les amis de la paix, qu'angoisse à si juste titre la menace de guerre en Europe centrale, sentent parfaitement que la résistance victorieuse de la Chine est un facteur de paix internationale et qu'elle doit avoir ses répercussions, non point seulement en Extrême-Orient, mais aussi dans le monde entier. C'est donc en raison directe de l'intérêt que nous prenons du sort de la paix en Europe que nous demandons aux amis de la paix de persévérer dans l'œuvre plus que jamais indispensable de soutien au peuple chinois. »³⁵²

À mesure que le fascisme étend son ombre, la résistance de la Chine est assimilée à une lutte pour la sauvegarde de la civilisation dans son ensemble. En effet, un même vocable semble se mettre en place parmi les Français et les Chinois. Pierre-Laurent Darnar, qui assiste à un bombardement japonais sur Canton affirme qu'il « y a une solidarité de fait entre la démocratie française et la République nationale populaire chinoise. »³⁵³ Darnar est alors rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité*. Diplômé de lettres, Darnar « écrivait bien, même brillamment les

³⁴⁹ Titre inscrit en capitale sur la couverture du n°4 de *Chine* juillet-août 1938.

³⁵⁰ Henri REYNAUD, « Nos devoirs envers la Chine agressée », *Chine* n°5, septembre-octobre 1938.

³⁵¹ Jean HUGONNOT, « Affinités franco-chinoises », *Chine* n°4, juillet-août 1938.

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ Pierre-Laurent DARNAR, « La Chine et nous – pour une politique active de soutien », *Chine* n°8, janvier-février 1939.

papiers qu'il signait mais ceux-là seulement et il négligeait complètement l'obscur cuisine du journal. »³⁵⁴ juge, avec sévérité, Georges Cogniot. À l'occasion du premier anniversaire de la revue *Chine*, de nombreux intellectuels français et chinois venus de tous horizons, apportent leurs vœux d'encouragement à la revue ainsi qu'au pays qu'elle défend. Romain Rolland, dont la sympathie pour la Chine ne se dément pas, écrit à cette occasion :

« Dans les jours sombres que traverse l'Occident, nous sentons plus vivement nos liens avec la Chine. La terre entière est devenue un immense champ de bataille, où s'affrontent en deux camps les forces opposées : d'un côté, les empires de proie et de délire de races orgueilleuses ; de l'autre, les grandes démocraties, fondées sur la raison libre et la justice sociale. La Chine innombrable est la plus puissante alliée dans ce combat. Nous lui attestons notre confiance et notre foi. Elle repose en ce qui me concerne, sur une déjà vieille amitié. Depuis longtemps, j'ai été frappé des analogies étroites de substance et de structure de pensée qui apparente l'esprit chinois à l'esprit français : son clair bon sens, sa simple et profonde humanité. Tout ce qui peut nous rapprocher nous enrichit également et sert à notre double et commun développement. »³⁵⁵

Enfin, à la veille des accords de Munich qui avaient pour but de régler la crise des Sudètes et comme l'espéraient les démocraties occidentales, d'éviter la guerre avec les puissances fascistes, un ancien secrétaire de la SDN, Konni Zilliacus, membre du Labour Party britannique, fut de ceux qui prédirent que « la France et la Grande-Bretagne essaieraient de négocier avec l'Italie en sous-main afin de prendre de vitesse les sanctions politiques. »³⁵⁶ (notre traduction). Fervent partisan de l'internationalisme, il a pour la Chine, cette formule empreinte de respect, qui ouvre l'article qu'il publie dans le dernier numéro de *Chine* : « La Chine est aujourd'hui la barrière de la défense de la civilisation contre la barbarie fasciste. »³⁵⁷

Les intellectuels chinois ont, quant à eux, bien compris l'intérêt d'utiliser le même champ lexical, propre à toucher des intellectuels français qui, pour beaucoup d'entre eux sont d'anciens dreyfusards engagés au nom des valeurs de justice et liberté. C'est dans un appel promis à une résonance certaine³⁵⁸, que le maire de Canton appelle à l'aide « devant l'impitoyable barbarie des Japonais qui ruinent l'avenir de l'humanité et les fondements de la civilisation »³⁵⁹. Il affirme : « Nous sommes plus décidés que jamais à accomplir notre devoir solennel pour la défense des principes de liberté et de justice. »³⁶⁰ De son côté, Wellington Koo, représentant de

³⁵⁴ G. COGNIOT, *Parti pris (1). D'une guerre mondiale à l'autre*, op.cit.

³⁵⁵ « Témoignages à l'occasion des un ans de Chine », *Chine* n°10, avril 1939.

³⁵⁶ DONALD S. BIRN, « Konni Zilliacus », *Peace Research* 16, n° 3 (1984) p. 30, <https://www.jstor.org/stable/23609721>.

³⁵⁷ Konni ZILLIACUS, « La Chine alliée et victime », *Chine* n° spécial 13-14, juillet-août 1939.

³⁵⁸ Voir *infra*.

³⁵⁹ « Un nouveau cri d'alarme du maire de Canton », LC 40P1211, *Service Extrême-Orient*, 18 août 1938.

³⁶⁰ *Ibid.*

la Chine en France, se fait l'infatigable défenseur de son pays, dans des discours écrits comme oraux. Il affirme en juillet-août 1938 que « la Chine est devenue aujourd'hui l'avant-garde de la légalité et de l'ordre en Extrême-Orient »³⁶¹ mais confirme quelques mois plus tard « la sympathie de la France pour la cause de la justice et la paix que le gouvernement et le peuple chinois défendent courageusement et résolument par la force des armes. »³⁶²

Les diplomates japonais et leurs soutiens français réagissent à ces propos, par l'intermédiaire de *France-Japon*. En septembre 1937, c'est-à-dire en plein cœur de la bataille de Shanghai, Yotaro Sugiumura, ambassadeur du Japon en France, rappelle lui aussi qu'« en France [...] les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité ont profondément pénétré les esprits et se sont même enracinés dans les mœurs. Les Nippons comme les autres peuples orientaux y sont accueillis en amis et sont heureux de vivre. »³⁶³ On remarque ainsi que le vocabulaire propre à toucher les intellectuels français favorables à la Chine est utilisé aussi bien par les diplomates chinois que japonais. Il s'agit certes d'éléments de langages lexicaux mais qui ne remettent pas en cause l'amitié des peuples français et japonais. Le poète et dramaturge Charles Vildrac qui écrit à la fois dans *Chine* et dans *France-Japon*³⁶⁴ établit ainsi une distinction nette entre « le peuple japonais qui souffre dans sa chair » et « ses maîtres, ces fils de samouraï imbus du code l'honneur [...] s'étant faits bourreaux des femmes et des enfants. »³⁶⁵

Le « circuit de l'agression » : fascisme japonais et fascismes européens

Si la Chine est placée par les intellectuels de la gauche française dans le cercle des nations démocratiques, le Japon militariste, lui, est *a contrario* identifié aux totalitarismes d'Occident, dont l'unité est matérialisée par la signature du « pacte anti-Komintern » entre l'Allemagne et le Japon le 25 novembre 1936. L'Italie de Mussolini s'y joint le 6 novembre de la même année³⁶⁶, donnant corps à l'Axe Rome-Berlin-Tokyo. Si l'ambassadeur du Japon explique cet accord par « une nécessité de se défendre contre l'invasion d'une armée invisible »³⁶⁷, c'est au

³⁶¹ Wellington KOO, « Toutes les forces de paix doivent venir en aide à la Chine », *Chine* n°4 juillet-août 1938

³⁶² « Témoignages à l'occasion des un an de Chine », *ibid.*

³⁶³ Yotaro SUGIUMURA, « Pourquoi la France est-elle pour moi une seconde patrie ? », *France-Japon* n°22, septembre-octobre 1937.

³⁶⁴ Il quitte le comité franco-japonais de France-Japon en novembre 1938 tout comme René Maublanc et Andrée Viollis, *Chine* n°6, novembre 1938.

³⁶⁵ Charles VILDRAC, « Les deux Japans », *Chine* n°6, novembre 1938.

³⁶⁶ Claude DELMAS, (dir) *Pearl Harbor, la guerre devint mondiale*, Paris, Éditions Complexes, 1990, pp. 103-134, <https://www.cairn.info/pearl-harbor--9782870273319-page-103.htm>.

³⁶⁷ Y. YOKOHAMA, « Le Japon et la Société des Nations », 30 janvier 1937 paru dans *France-Japon* n°20, mai-juin 1937.

contraire pour les Français de gauche, la révélation que les maillons d'une même chaîne relient les agressions faites à l'Éthiopie, à l'Espagne puis à la Chine. Ainsi, Henri Reynaud explique clairement :

« Il y a une sorte de circuit de l'agression. L'impunité dont a bénéficié l'agresseur nippon lorsqu'il s'est attaqué à la Mandchourie a eu pour effet d'encourager d'autres aventures : l'aventure italienne en Éthiopie, l'aventure italo-allemande en Espagne. À leur tour ces entreprises de conquête ont enhardi le militarisme à se lancer à la conquête de la Chine. »³⁶⁸

Si les Français ont conscience que le pacte germano-nippon « n'est d'aucun secours au Japon et peine à se matérialiser »³⁶⁹, « le circuit de l'agression » s'élargit encore avec le sacrifice de la Tchécoslovaquie lors de la signature des accords de Munich³⁷⁰. Ce pays vient rejoindre la liste des pays pour lesquels se mobilise le RUP après l'Éthiopie, l'Espagne et la Chine. Un journal pacifiste lié au RUP se fait pressant :

« Ceux qui croyaient que le sacrifice de la Tchécoslovaquie sauverait la paix, apprennent maintenant qu'il a créé la possibilité d'une extension nouvelle en Extrême-Orient. Le fascisme japonais se sent à même d'attaquer des endroits qu'il n'avait jamais osé attaquer auparavant : et même avec un surcroît d'insolence de suggérer des conditions pour la « paix » avec la Chine pareille à celles imposées à la Tchécoslovaquie par Hitler ! [...] La Chine ne sera pas conquise aussi longtemps que ses millions de défenseurs préféreront la mort à la capitulation et au joug fasciste. Et leur résistance est un échec au fascisme dont le monde entier doit être reconnaissant. [...] La Chine appelle. Nous devons répondre ! »³⁷¹

Ainsi, les intellectuels englobent le Japon militariste dans le cercle des puissances fascistes, faisant des guerres de Chine et d'Europe un seul et même conflit. Ce discours se double d'une communication propre à émouvoir l'opinion. Les articles pullulent, pour dénoncer les exactions japonaises en Chine, qui semblent se multiplier à mesure que la guerre devient mondiale.

À ces articles toujours plus nombreux se joint une stratégie fondée sur des « images choc »³⁷² de la Chine martyre. Les images, provenant à la fois d'agences de presse mais aussi de particuliers pour certaines, deviennent parfois animées et illustrent l'importance du cinéma

³⁶⁸ H. REYNAUD, « Nos devoirs envers la Chine agressée » *Chine* n°5, *op.cit.*

³⁶⁹ P-F SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*. *op.cit.* p. 527.

³⁷⁰ Signés entre l'Allemagne, l'Italie, la France et le Royaume-Uni le 30 septembre 1938, ces accords imposent à la Tchécoslovaquie l'annexion du territoire des Sudètes, peuplés majoritairement d'Allemands. Ces accords, qui ont pour but de satisfaire l'Allemagne nazie et d'éviter une guerre européenne, mettent fin à l'indépendance de la Tchécoslovaquie.

³⁷¹ « La Chine appelle ! Nous devons répondre ! », *Le Réveil des Combattants*, du 11 novembre au 10 décembre 1938, IISH, RUP *op.cit.* dossier 190.

³⁷² Christian BIREBENT et Elodie GAVRILOF, *La Chine et le monde de 1919 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2013.

dans l'alerte de l'opinion. Nul doute que cette stratégie qui met en avant des « figures christiques »³⁷³ peut s'appuyer sur les tâtonnements précédents liés à la guerre d'Espagne.

La Chine martyre : nouveaux médias et acteurs, témoins des exactions japonaises

- La Conférence contre le bombardement des villes ouvertes (juillet 1938)

L'appel du maire de Canton, protestant contre le bombardement des villes ouvertes bouleverse la gauche française. Publié dans l'une des revues du RUP intitulée *Service Extrême-Orient*, le 10 juin, ce texte témoigne des horreurs des bombardements aériens :

« La population civile de cette ville ouverte a été l'objet de bombardements systématiques d'avions japonais, dont les bombes tombant du ciel, ont massacré des hommes, des femmes et des enfants. Depuis le 28 mai, 20 raids d'avions ont accompli leur besogne meurtrière dans les arrondissements les plus peuplés de Canton, faisant plus de 1000 morts et blessant 5 500 personnes dans la population civile. Des centaines de mères ont été horriblement écrasées avec leur bébé qu'elles serraient dans leurs bras. Des centaines de foyers, trois églises, six écoles et des hôpitaux principaux de la Croix-Rouge ont été détruits. »³⁷⁴

Une vague d'émotion submerge les plus reconnus des intellectuels français³⁷⁵, et conduit à la deuxième grande conférence du RUP en faveur de la Chine, la Conférence universelle contre le bombardement des villes ouvertes et d'action pour la paix, qui se tient à Paris les 23 et 24 juillet 1938. Cette conférence qui voit « deux millions »³⁷⁶ de femmes protester contre les bombardements, place les membres du RUP devant l'horreur de la guerre en Chine alors que le comité local du Rassemblement Universel à Canton précise :

« Du 28 mai au 28 juin, notre ville a éprouvé cinquante attaques aériennes auxquelles ont participé 500 avions. Plus de 1000 projectiles explosifs et incendiaires ont été lâchés sur des districts à population dense. On a compté plus de 250 foyers étendus de destruction dans les divers secteurs de la ville. Plus de 2 000 maisons civiles et 1 500 boutiques ont été entièrement ou partiellement détruites. Parmi les 10 000

³⁷³ Laurent GERVEREAU, « La guerre n'est pas faite pour les images », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 80, n° 4 (2003) pp. 83-88, <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2003-4-page-83.htm>.

³⁷⁴ « Appel du maire de Canton », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/250, dossier « divers ».

³⁷⁵ Voir 4.C « Témoignages d'écrivains. »

³⁷⁶ Ce chiffre, dans la même veine que les « 400 millions » d'adhérents au RUP, paraît bien emphatique, d'autant plus qu'il ne semble prendre en compte que les femmes « françaises ». On observe d'ailleurs que ce même chiffre est utilisé pour comptabiliser les femmes qui protestent au moment de la Conférence contre le bombardement des villes ouvertes, qui ne concerne pas que les seules Françaises. Il peut donc s'agir d'un effet d'emphase rhétorique. Pour donner un ordre de grandeur en 1936, la section française du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme aurait eu 120 000 femmes adhérentes particulières, 500 000 avec les organisations adhérentes) selon Gabrielle Duchêne. « DUCHÊNE Gabrielle [DUCHÊNE Mathilde, Denise, dite] - Maitron », consulté le 9 février 2019, <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article23137>.

victimes, 55 % sont des femmes et des enfants et 45 % des hommes de la population civile. Outre l'université de Lingnan, vingt autres instituts d'éducation ont été détruits ou endommagés, dont l'université, les écoles primaires et des jardins d'enfants. Le quartier général du corps d'aide médical Tchoung Wah, des camps de réfugiés et l'hôpital militaire ont été bombardés. Les employés des œuvres d'assistance ont été poursuivis à coups de mitrailleuses du haut d'avions. Des infirmières, des boy-scouts ont été ainsi tués ou blessés. Ces attaques délibérément perpétrées contre des femmes, des enfants, des non-combattants, des membres de services d'assistance, sont sans précédent dans l'histoire de l'humanité. »³⁷⁷

La vague d'indignation est telle que même les japonophiles les plus affirmés comme Albert Maybon, doivent reconnaître que « les bombardements répétés et terriblement meurtriers émurent l'opinion internationale. Il y eut des protestations de la France de l'Angleterre auxquelles Tokio répondit en protestant du soin des aviateurs nippons de n'attaquer que les établissements militaires et les villes fortifiées. Lors du bombardement aérien de Canton l'hôpital français Paul Doumer reçut quelque bombes "par erreur" »³⁷⁸. Un autre intellectuel conservateur, Henri Brenier, ancien directeur de la mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine entre 1895 et 1897, licencié en droit et membre de l'Institut³⁷⁹, fait état des pertes japonaises et chinoises à Shanghai et Nankin : « 300 000 peut-être pour les Chinois ; 60 000 sans doute pour les Japonais. Depuis on a donné le chiffre d'au moins 100 000 pour les Japonais et Tsiang Kai Shek a avoué récemment 700 000 tués et blessés depuis le début des hostilités. Il est malheureusement probable qu'il y en ait eu bien davantage. »³⁸⁰

Ces chiffres, qui ne différencient pas soldats et civils, illustrent la violence d'un conflit qui touche d'abord les civils et les endroits qui pourraient apporter de l'aide à la population, comme le laisse entrevoir Albert Maybon. C'est cette population prise sous la mitraille japonaise qui est le sujet des articles et photographies qui paraissent dans *Chine*. Un intellectuel français livre à la presse des portraits particulièrement émouvants de ces innocents soumis à une guerre de plus en plus totale.

Pierre Scize est le premier envoyé spécial du RUP en Chine³⁸¹. Il y reste un mois, entre le 22 avril et le 15 mai 1938, « à Hong-Kong, Hankeou, Canton et dans la zone arrière du front du

³⁷⁷ « Un nouveau cri d'alarme du maire de Canton », *Service Extrême-Orient*, 18 août 1938, LC, 40P1211.

³⁷⁸ A. MAYBON, « Le conflit sino-japonais, quelques faits », *Revue de l'Asie française*, juillet 1938.

³⁷⁹ Né à Shanghai et diplômé de l'École libre des sciences politiques de Paris, Henri Brenier est nommé chef du service économique du gouvernement général d'Indochine entre 1894 et 1914. Directeur honoraire de la chambre de commerce de Marseille, il est également membre fondateur de l'Académie des Sciences coloniales en 1922. Henri Brenier est aussi poète et fut un temps chargé de la rubrique de politique étrangère au *Journal des Débats*. Sur <http://academieoutremer.fr/academiciens/?ald=763>, consulté le 25 août 2020.

³⁸⁰ Henri BRENIER, *Revue de l'Asie française*, mars 1938.

³⁸¹ Suivront le Britannique Vernon Bartlett et l'Américain Edgar A. Mowrer.

Chantoung »³⁸². Journaliste à *Bonsoir*, puis au *Canard Enchaîné* et au *Petit Parisien*, il est revenu mutilé de la Première Guerre mondiale. D'abord partisan du « pacifisme intégral », il s'en éloigne en 1936, s'attirant les foudres de ses anciens amis qui l'accusent de les trahir au profit du « communisme moscoute »³⁸³. Ses reportages pour le RUP, encore empreints du traumatisme de l'ancien combattant³⁸⁴ dressent un portrait profondément humain d'une Chine prise dans les filets de la guerre. Dans un style laissant une large place aux descriptions et retranscriptions de sensations ou de « choses vues », il s'attache à décrire le sort des orphelins :

« Ils sont là, ces 800 gosses entassés, couchant sur des nattes, à même le sol, ou bien assis devant de longues tables dans des classes, ou encore poussant, d'une paire de baguettes rapides, le riz dans leurs petites bouches voraces. Des garçons, des filles, au teint délicat, aux yeux cernés, pour la plupart maigres et tristes... 800 peut-être, à peu près sauvés, vêtus, nourris. Et il y en a plus de cinq cent mille à pourvoir dans toute la Chine. Des orphelins...

Ils habitaient les villes et les villages du Nord, puis la guerre est venue les prendre dans ses effroyables remous. Tous, toutes, avaient une maman, un père, des frères, des sœurs, une maison. La maison a brûlé. Le père est parti au combat. La maman a bien essayé de réunir sa couvée, de fuir avec elle. Mais dans le vent de l'invasion, dans la cohue des routes et des chemins, dans l'incertitude des carrefours, tout cela s'est dispersé, égaré, tout cela tourbillonnait comme feuilles à l'automne. Bientôt, il fallut en recueillir des millions dans les fossés, au coin d'un champ, au fond de misérables abris, des tout-petits perdus qui pleuraient.

- D'où es-tu ?
- De là-bas...

Et les petites mains montraient l'horizon vague où fumaient des villages incendiés. [...]

Aujourd'hui, dans toute la Chine, on essaie d'organiser ce drame de l'enfance errante, on crée de vastes camps, des écoles, des asiles, on voit, phénomène sans précédent, des jeunes filles de bonne famille soigner ces petits misérables, quêter pour avoir des vêtements, des vivres. Parfois, dans ces énormes parcs d'enfants perdus, on voit arriver une femme, une mère, hâve, recrutée de fatigue, de larmes et de faim, qui, sans vouloir manger ni dormir, regarde, regarde avec des yeux de folle, ces petits êtres alignés, cherche, hésite, ferme les yeux parfois pour mieux se souvenir – car ils se

³⁸² Pierre SCIZE, « L'activité du RUP », *Journal des Nations*, [sd].

³⁸³ C'est René Guérin, agrégé de lettres et secrétaire général de la Ligue internationale des combattants de la paix qui est le plus virulent. Dans *Le Barrage*, journal dont il est fondateur il écrit : « J'en pleure de honte, de honte pour toi, Scize. Tu es plus « innocent » encore que criminel, de n'avoir pas compris l'immensité de ta trahison. Je dis trahison, *même si tu es sincère*, à cause de la publicité que tu donnes à ton reniement. S'il m'arrivait à moi, de troquer mon « candide illuminisme » contre tes « certitudes », il me semble que j'aurais alors conscience d'avoir commis une erreur si monumentale, et de si grandes conséquences, que je penserais n'avoir pas assez de tout le reste de ma vie pour la déplorer *en silence*. *Adieu, Scize, définitivement.* » René GUÉRIN, « Pour en finir avec Pierre Scize », *Le Barrage*, [sd] sans doute juillet 1936, dans IISH, RUP, *op.cit.* dossier 174.

³⁸⁴ « Il pleut dans ce coin de Chine comme il pleuvait sur l'Argonne et sur la Woëvre, comme il pleuvait sur les Flandres. », Pierre SCIZE, « Les horreurs de la guerre, *Le Journal des Nations*, 29-30 mai 1938, IISH, RUP, *op.cit.*

ressemblent tous, ces gosses ! – Et du même pas d’automate qui l’amena, repartir vers un autre dépôt...
Une mère qui cherche ses petits !... »³⁸⁵

André Pommery,³⁸⁶ quant à lui, dévoile le sort des femmes chinoises. Dans un article de plus de cinq pages qui ouvre le premier numéro de la repartition de *Chine*, il s’appuie sur des témoins oculaires ainsi que sur les rapports de l’agence Chekiaï, agence de presse du Guomindang, pour décrire la violence hors de contrôle de l’armée japonaise :

« Un soldat japonais qui avait demandé du vin à des femmes dans un village aux environs de Shanghai vendredi dernier, but son vin, puis partant pour satisfaire son autre exigence, tua à coups de baïonnette trois vieilles femmes, transperça de sa baïonnette une jeune fille et tira sur trois hommes qu’il frappa ensuite à coups de baïonnette. Un homme et une femme, survivants de ces massacres, furent transportés dans un état grave à l’hôpital de Shanghai. Cette affaire, à la suite d’autres incidents troublants, a causé l’horreur et une grande agitation à Shanghai. »³⁸⁷

Ainsi, ces témoignages parus dans les journaux utilisent une stratégie fondée sur le *pathos*, afin de heurter les lecteurs et de les amener à réagir³⁸⁸. Mais ces appels à engagements trouvent une forme d’expression bien plus vivante : l’image vient alors au secours des mots.

- Témoigner des malheurs de la Chine : de nouveaux médias

En 1938, l’iconographie est devenue incontournable dans la presse française. Les journaux à forts tirages tels que *Le Petit Parisien* et *Le Journal* observent dès 1931 que le succès de *Paris-Soir*, nouveau venu sur la scène médiatique est « l’application d’une formule neuve, formule photographique donc visuelle. »³⁸⁹ La troisième repartition de *Chine* qui laisse une place majoritaire aux photographies – on en compte par exemple quarante dans le numéro de septembre-octobre 1938, c’est-à-dire plus d’une par page en moyenne – semble reprendre le parti pris de *Paris-Soir*, c’est-à-dire laisser une « réelle autonomie à la photographie en tant que

³⁸⁵ Pierre SCIIZE, « Les horreurs de la guerre », *op.cit.*

³⁸⁶ André Pommery (1901-1990), militant socialiste, maire de Clermont (Oise) en 1937, « POMMERY André - Maitron », consulté le 23 août 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article126842>.

³⁸⁷ André POMMERY, « La guerre totale », *Chine* n°1, avril 1938.

³⁸⁸ Pierre-François SOUYRI explique avec précision les causes de ces débordements de l’armée japonaise, et notamment le carcan d’une armée impériale qui s’appuie sur la terreur qui inflige aux jeunes soldats une pression psychologique intense et de violentes brimades physiques. (P-F SOUYRI, *Nouvelle Histoire du Japon*, *op.cit.* p. 524.) Jean-Louis MARGOLIN évoque pour sa part la valeur « d’exemple » de ces massacres qui devaient mettre les villes chinoises au pas. Afin d’expliquer ces débordements de violence, il insiste aussi sur la conception particulière de la guerre que l’on trouve dans les régimes proches du fascisme : « La victoire doit être absolue, le pays ennemi devant être anéanti ou transformé en une sorte de colonie. Une conception aussi radicale du conflit favorise les déchainements de violence. » J-L. MARGOLIN, « Une réévaluation du massacre de Nankin », *op.cit.*

³⁸⁹ Myriam CHERMETTE, « Le succès par l’image ? Heurs et malheurs des politiques éditoriales de la presse quotidienne (1920-1940) », *Études photographiques*, n° 20 (1 juin 2007) pp. 84-99, <http://journals.openedition.org/etudesphotographiques/922>.

vecteur d'informations »³⁹⁰. Aussi les articles se doublent-ils d'images-chocs, parfois difficilement soutenables, qui révèlent des figures « iconiques », propres à heurter le lecteur et à lui rappeler que se joue en Chine « une lutte du bien contre le mal »³⁹¹. Tout comme c'est le cas durant la guerre d'Espagne, qui est l'une « des plus photogéniques de l'histoire »³⁹², les clichés de la guerre en Chine se multiplient³⁹³. Les quarante photos du numéro de *Chine* de septembre-octobre 1938 se déclinent comme suit :

	En nombre de photos	En pourcentage
Nombre de photos parues dans ce numéro dont :	40	
Photos représentant des femmes	6	15 %
Photos représentant des enfants	7	17 %
Photos mettant en scène des « patriotes chinois » connus ou inconnus	6	15 %
Photos montrant des corps mutilés ou des cadavres	3	7,3 %
Total des images à visée politique	22	55 %
Autres	18	45 %

Tableau 3: Répartition des représentations iconographiques dans le numéro 5 de *Chine*, septembre-octobre 1938

En effet, les lecteurs ne peuvent qu'être frappés par ces photographies d'enfants mutilés, ou de femmes allaitant dans les décombres³⁹⁴ qui « sont un langage immédiatement compréhensible »³⁹⁵ et donnent un visage saisissant d'innocence aux « victimes chinoises qui se montent à près d'un million et près de deux millions de blessés. »³⁹⁶ La légende des photographies, parfois totalement insolite³⁹⁷ accentue le pathétique de la mise en scène, et fait, elle aussi, appel à l'émotion des lecteurs³⁹⁸. Myriam Chermette explique combien les

³⁹⁰ *Ibid.*

³⁹¹ L. GERVEREAU, « La guerre n'est pas faite pour les images ». *op.cit.*

³⁹² P-F. CHARPENTIER, *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre civile par procuration (1936-1939)*, *op.cit.* p. 165.

³⁹³ Il aurait été intéressant de comparer les clichés trouvés dans *Chine* à ceux d'autres périodiques communistes axés sur l'image tels *Regards* ou *Vu*. Cependant, par manque de temps et pour ne pas alourdir une partie déjà très dense, nous avons préféré nous en tenir à l'analyse des seuls clichés contenus dans *Chine*, revue qui a pour avantage de se consacrer exclusivement aux répercussions de la guerre en Chine.

³⁹⁴ Voir annexe 4.B « photographies de presse », photo 3.

³⁹⁵ L. GERVEREAU, « La guerre n'est pas faite pour les images ». *op.cit.*

³⁹⁶ « Nous pouvons faire cesser la guerre en Chine », LC, fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250, décembre 1938.

³⁹⁷ Voir annexe 4.B « photographies de presse », photo 7.

³⁹⁸ Une attention soutenue est aussi portée aux lieux de culture comme les bibliothèques et surtout les universités. L'annexe 4.D présente le traitement qui leur est réservé.

photographies donnent au lecteur l'impression de se trouver « au cœur de l'événement et donnent à voir ce qu'il a sous les yeux. »³⁹⁹ Les yeux attristés d'enfants photographiés en gros plan font appel à l'empathie du lecteur, l'implorant de réagir⁴⁰⁰.

Ces photographies de presse, dont la source n'est jamais donnée dans *Chine*⁴⁰¹, sont des exemples de ce que Cornell Capa – frère du photographe Robert Capa – appelait « la *concerned photography* », c'est-à-dire cet usage de la photographie qui cherche à donner à travers les clichés une « impulsion humanitaire pour éduquer et modifier le monde, pas seulement pour l'enregistrer. »⁴⁰² Les photojournalistes ne sont pas les seuls à poursuivre ce but. Des particuliers s'attachent, quant à eux, à saisir des images de la guerre propres à démontrer la violence du conflit. Ces photographies révèlent aussi l'implication au cœur du conflit d'acteurs qui témoignent en leur nom propre, avec ou sans perspective de publication de leurs clichés. Ainsi, le Chinois Tchen Hoshien choisit-il de témoigner par les mots et l'image du bombardement de Shanghai en août 1937. Tchen Hoshien a pris part à la délégation chinoise lors de l'Exposition Internationale de 1936 et il est membre de la commission nationale chinoise de coopération intellectuelle. Excellent francophone, il entretient des liens étroits avec Li Yuying et avec les dirigeants français de l'Institut de Coopération Intellectuelle⁴⁰³, notamment son directeur, Henri Bonnet. En septembre 1937, il lui fait parvenir neuf photos personnelles de Shanghai sous les bombes, ainsi que sept articles manuscrits décrivant la situation. Il espère qu'Henri Bonnet pourra « communiquer [ces articles] à tous nos amis et surtout à ceux de Genève, et aussi qu'[il pourra] les faire publier dans les revues, dans le plus grand nombre possible de pays. »⁴⁰⁴ Ces photographies prises sur le vif offrent une plongée saisissante dans Shanghai meurtrie, alors que l'auteur choisit lui aussi des photographies montrant réfugiés et blessés⁴⁰⁵. Hoschien Tchen choisit des emblèmes du *Haipai* de Shanghai, c'est-à-dire « l'expression de la culture moderne et cosmopolite de Shanghai »⁴⁰⁶ qui fait d'elle « le Paris de l'Orient ». C'est pourquoi, il privilégie des clichés des Concessions occidentales, notamment le quartier du Bund, et la rue de Nankin, « la plus grande artère commerciale de la ville »⁴⁰⁷

³⁹⁹ M. CHERMETTE *op.cit.*

⁴⁰⁰ Annexe 4.B « photographies de presse », photo 2.

⁴⁰¹ La majorité des photographies provient sans doute de l'agence Chekiai, agence de presse du Guomindang.

⁴⁰² <https://www.icp.org/exhibitions/cornell-capa-concerned-photographer> consulté le 21 août 2020.

⁴⁰³ Voir partie 3, chapitre 2.

⁴⁰⁴ Lettre de Hoshien Tchen à Henri Bonnet, 3 septembre 1937, IICI, AG1-IICI-A-III 55.

⁴⁰⁵ La population des Concessions passe ainsi de 1,7 à 4 millions en quelques semaines à cause de l'afflux de réfugiés. Marie-Claire BERGÈRE, *Histoire de Shanghai*, *op.cit.* p. 305.

⁴⁰⁶ M-C. BERGÈRE, *op.cit.* p. 255.

⁴⁰⁷ M-C. BERGÈRE, « Le développement urbain de Shanghai, un « remake » ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005/1 (n° 85), p. 45-60. DOI : 10.3917/ving.085.0045. URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2005-1-page-45.htm>

« qui aligne plus de deux-cents magasins »⁴⁰⁸ dans laquelle on trouve les Grand Magasins aux façades de styles Beaux-Arts, ou le luxueux Cathay Hotel⁴⁰⁹, haut lieu de rencontre des hautes personnalités internationales. Ces lieux symboliques sont aptes à faire réagir les Occidentaux.

Ces quelques exemples témoignent donc de l'essor spectaculaire de la photographie dans les conflits. Un dernier média, déjà utilisé pour sensibiliser l'opinion au sort des républicains espagnols va aussi profiter à la Chine : il s'agit du cinéma.

Pierre Scize revient de son séjour en Chine avec un film qu'il projette aux membres du RUP le 28 mai 1938⁴¹⁰. Nous n'avons pas retrouvé trace de ce film mais d'autres sont présentés au public comme *La tragédie chinoise*, projeté le 21 octobre 1938 devant plus de « 3 000 personnes »⁴¹¹ dont Paul Langevin, Wellington Koo et les ambassadeurs d'URSS et d'Espagne. Ce film qui semble commenté par l'écrivain Claude Morgan⁴¹² est projeté « plus de vingt-cinq soirées dans Paris et sa banlieue »⁴¹³ et ce jusqu'au début de l'année 1939. Ce film « montre le vrai visage de la Chine, le courage du peuple chinois, victime de l'agression la plus sauvage et la plus inhumaine et [qui] lutte pour son propre salut et pour le salut du monde. »⁴¹⁴ Un troisième film intitulé *Villes bombardées*, tourné par la section cinématographique du RUP présente les villes incendiées d'Espagne, de Mandchourie et d'Éthiopie. Enfin, un dernier film fait forte impression. Il s'agit du film *Les 400 millions*⁴¹⁵ réalisés par le Hollandais Joris Ivens. Celui que l'on surnomme le « Hollandais volant » et qui rencontre sa future épouse, la Française Marceline Loridan en 1963⁴¹⁶, est déjà bien connu pour son documentaire *Terre d'Espagne* qui filmait la résistance des républicains espagnols face aux troupes franquistes. Un an plus tard, il pose ses caméras en Chine pour, dit-il, « retracer l'histoire de 400 millions d'hommes qui, tout en œuvrant pour leur indépendance, luttent en même temps contre l'agresseur avec une foi

⁴⁰⁸ Marie-Claire BERGÈRE, *Histoire de Shanghai*, Paris, Fayard, 2002, p. 256.

⁴⁰⁹ Voir annexe 4.A « photographies amateurs » photo c.

⁴¹⁰ « Retour de Chine – Pierre Scize parle de l'Extrême-Orient tel qu'il l'a vu », LC, *Bulletin d'Extrême-Orient*.

⁴¹¹ « Nouvelles de France », *Chine* n°6, novembre 1938.

⁴¹² Claude Morgan (1898-1980) est le pseudonyme de Claude Lecomte. Après des études de lettres à la Faculté de Paris puis de l'École Supérieure d'électricité, il se spécialise dans le montage et l'installation de stations d'émission et de radiodiffusion. D'abord tenté par les idées de L'Action française, il évolue vers le communisme et adhère au PCF en 1937. À partir de 1930, après la publication de plusieurs romans et récits de voyages comme *Beogard, la cité moderne* ou *Violence*, il devient critique littéraire dans *Vendémiaire* et *Commune*. En 1939, il entre à la rédaction de *Ce Soir* sur proposition de Louis Aragon. Résistant, Morgan devient le directeur des Lettres françaises en 1942. Il a aussi pris part aux Éditions de Minuit aux côtés de Vercors. « Claude Morgan est mort », *Le Monde.fr*, 14 novembre 1980, https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/11/14/claude-morgan-est-mort_2824875_1819218.html. et <http://museedelaresistanceenligne.org/media7084-Claude-Morgan> Consultés le 3 novembre 2020. Il est à noter que c'est ici l'unique mention de cet écrivain en ce qui concerne l'aide à la Chine.

⁴¹³ « Nouvelles de France », *Chine* n°7, 15 décembre-15 janvier 1938.

⁴¹⁴ « Nouvelles de France », *Chine* n°6, *op.cit.*

⁴¹⁵ Pour une analyse détaillée du film, voir annexe 4.E « Analyse du film *Les 400 millions* ».

⁴¹⁶ Voir Brigitte CHAPELAIN, « Marceline Loridan-Ivens (1928-2018) », *Hermès, La Revue* n° 83, n° 1 (29 mai 2019), pp. 267-76, <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2019-1-page-267.htm>.

inébranlable qui plonge ses racines dans sa grande culture traditionnelle. »⁴¹⁷ Ainsi, comme l'explique Anne Kerlan, les images animées ont à la fois une capacité à « restituer la vie »⁴¹⁸ mais sont aussi « techniquement infalsifiables », présentant alors « un caractère d'authenticité absolue »⁴¹⁹. Il est presque certain que les spectateurs de ces films se cantonnent à un cercle de savants intéressés par la Chine, mais les intellectuels ont su se saisir de la puissance de l'image animée « dont l'esprit ne pourra oublier les visions précises telles que lui en présente ce film » tandis que les journaux ne peuvent montrer « qu'une idée incomplète des véritables horreurs de la guerre. »⁴²⁰ Le cinéma, bien plus que l'image fixe, est le média capable de marquer durablement le spectateur, autant par « l'intensité émotionnelle »⁴²¹ des images en mouvements que par le fait que ces images « restent en mémoire plus facilement » selon les mots du réalisateur chinois Cheng Bugao.

- Les nouveaux héros de la Chine

À l'opposé des victimes, d'autres figures émergent. Ce sont celles de la résistance chinoise et de ses chefs. C'est sur eux que va s'appuyer la stratégie de la gauche française pour aider la Chine. Les Français doivent en effet connaître ces nouveaux héros chinois dont les visages anonymes ou connus, ont les honneurs de la presse française. Le premier d'entre eux est bien sûr Chiang Kai-shek, qui illustre à lui seul le revirement de l'Association des amis du peuple chinois depuis 1935. L'homme que le bulletin de 1935 vilipendait violemment et nommait « le bourreau du peuple chinois » devient, à partir de 1937 le héraut d'une Chine unifiée⁴²². Le journal lui ouvre ses colonnes jusqu'à son dernier numéro et Pierre Scize, qui le rencontre à Chongqing, dresse le portrait élogieux d'un homme « qu'une méditation sans repos a affiné jusqu'à l'ascétisme. Les récentes photographies donnent mal l'idée du rayonnement intérieur qui se dégage de sa personne. »⁴²³

Lors de chacune de ses rencontres avec les Français, Chiang Kai-shek insiste sur l'unité nouvelle de la nation chinoise, déjà entamée lors de la bataille de Shanghai. Des anonymes de

⁴¹⁷ « 400 millions par Joris Ivens », *Chine* n°11, mai 1939.

⁴¹⁸ Anne KERLAN « Filmer pour la Nation : le cinéma d'actualité et la constitution d'une mémoire visuelle en Chine, 1911-1941 », *Études Chinoises*, Association française d'études chinoises, 2012, Art et Mémoire en Chine et à Taiwan, XXXI (2). fhalshs-01427154f p. 116.

⁴¹⁹ *Ibid.*

⁴²⁰ Brochure de la Conférence contre le bombardement des villes ouvertes, IISH, RUP, *op.cit.* dossier 191.

⁴²¹ A. KERLAN, « Filmer pour la Nation : le cinéma d'actualité et la constitution d'une mémoire visuelle en Chine, 1911-1941 », *op.cit.* p. 123.

⁴²² Voir notamment le nombre de photographies qui lui sont consacrées dans le tableau 1.

⁴²³ Pierre SCIZE, « « Un gigantesque boycottage peut affaiblir la puissance destructrice de l'agresseur déclare le maréchal Tchang Kai Shek à l'envoyé spécial de *Paris-Soir* et du Rassemblement Universel pour la Paix, Pierre Scize », LC, *Service Extrême-Orient*, *op.cit.*, 30 avril 1938.

tous âges deviennent donc le symbole de cette « unité nationale chinoise »⁴²⁴. Pierre Scize explique : « Cette chose précieuse et rare qui s'appelle l'Unité, elle [la Chine] l'a gagnée par des maux infinis. Mais [...] reconstitué, le bloc chinois est désormais sauvé. »⁴²⁵ Maurice Viollette, ancien gouverneur de l'Algérie, favorable à des réformes coloniales, affirme même : « Il y a désormais une armée chinoise, une nation chinoise, plus encore, une patrie chinoise. »⁴²⁶ Cette unité du peuple chinois est affirmée par Mao Zedong lui-même puisque le leader du Parti communiste chinois affirme « collaborer avec le Kuomintang et les autres partis et groupements pour appliquer les propositions et les mesures concrètes nécessaires à la victoire finale dans la guerre nationale libératrice. »⁴²⁷ Le Japon, ennemi à vaincre en priorité, efface pour un temps les antagonismes entre le Parti communiste chinois et le Guomindang. L'unité de la nation dans l'effort de guerre est abondamment mise en scène par les photographes et cinéastes⁴²⁸ qui mettent un point d'honneur à mettre en avant les visages juvéniles de ces nouveaux héros de la résistance chinoise. Sur le front comme à l'arrière, c'est tout un peuple qui se trouve impliqué dans le soin aux blessés ou le soutien aux soldats et ce, dès le plus jeune âge⁴²⁹. Si cette union nationale est tant mise en scène, c'est parce qu'elle va à l'encontre d'un préjugé commun à l'égard de la Chine, qui estimait que jamais le pays ne parviendrait à devenir un État unifié⁴³⁰. Or, en 1938, même les intellectuels conservateurs doivent reconnaître que « le sentiment national est actuellement fort en Chine, sous l'impulsion du Maréchal Tchang Kai Shek »⁴³¹ venant ainsi battre en brèche l'argument japonais selon lequel la mission du pays du Soleil-Levant est de maintenir « l'ordre et la paix en Extrême-Orient. »⁴³²

Parmi les icônes du peuple résistant mises en avant, on observe une très grande part de femmes. Il nous a donc paru intéressant de nous intéresser à ces héroïnes chinoises, ainsi qu'aux intellectuelles françaises, qui occupent une place particulière dans l'aide à la Chine.

- La place des femmes dans cette stratégie d'aide à la Chine

On est en effet frappé par les très nombreuses photos de presse révélant des femmes en tenue de combat, qui toutes semblent incarnées dans le visage poupin de cette « jeune fille sur

⁴²⁴ Titre d'un article de Pierre SCIZE, *Chine* n°3, juin-juillet 1938.

⁴²⁵ *Ibid.*

⁴²⁶ Maurice VIOLLETTE, « Notre devoir envers la Chine », *Chine* n°3, juin-juillet 1938.

⁴²⁷ MAO Tse Tung, « Unité chinoise, gage de la victoire », *Chine* n°4, juillet-août 1938.

⁴²⁸ Voir annexe 4.B « Photos de presse » et 4.E « Analyse du film *Les 400 millions* ».

⁴²⁹ Voir photographie 12 de l'annexe 4.B.

⁴³⁰ Voir partie 1, chapitre 3.

⁴³¹ Robert de SAINT-PIERRE, « L'évolution du conflit sino-japonais », *Revue de l'Asie française*, mai 1939.

⁴³² M. YOKOHAMA, « Le Japon et la Société des Nations », *op.cit. France-Japon* n°20, mai 1937.

le front » à peine sortie de l'enfance⁴³³. Si Chiang Kai-shek demeure le commandant d'une Chine en armes, deux autres femmes prêtent leur image à la nation résistante. La première est Soong Qingling, « Madame Sun Yat-sen ». La veuve du père de la Nation chinoise est presque toujours montrée dans une position d'action ou au centre des lieux de pouvoir⁴³⁴. Devenue communiste, Soong Qingling arbore toujours une mise simple voire austère, et fait la joie des Amis du peuple chinois qui l'appellent « notre rayon de soleil ». Sa sœur, Soong Meiling est « Madame Chiang Kai-shek ». Élevée aux États-Unis, elle est décidée à « ne pas jouer les seconds rôles »⁴³⁵. Selon son biographe Philippe Paquet, Soong Meiling sait se mettre en valeur et devient la « principale ambassadrice de son mari à l'étranger. »⁴³⁶ Les photographies la dévoilent ainsi toujours bien habillée et souriante, tandis qu'elle sillonne l'Amérique pour sensibiliser au sort de son peuple. On le voit, les femmes tiennent un rôle clé dans la stratégie visuelle qui a pour but de sensibiliser l'opinion à la situation du peuple chinois. Tour à tour présentée comme victime, résistante ou femme d'État, la représentation de la femme chinoise n'obéit pas à une icône monolithique.

Il en est de même pour les intellectuelles françaises qui s'engagent pour la Chine. Elles appartiennent à des assemblées qui se rejoignent au sein du RUP et du périodique *Chine* sans pour autant appartenir toujours aux mêmes cercles d'action. Ainsi, si Étienne Constant et Geneviève Tabouis⁴³⁷ prêtent leur plume à la cause de la Chine, elles ne se joignent qu'épisodiquement aux groupements chapeautés par Gabrielle Duchêne, comme la Ligue des femmes pour la paix et la liberté⁴³⁸. Si l'on retrouve engagées en faveur de la Chine certaines des femmes qui, un an plus tôt se mobilisaient pour l'Espagne, comme Maria Rabaté, présidente du Comité mondial des femmes contre le fascisme, toutes ne participent pas à ces mouvements⁴³⁹. Ces femmes sont de précieux appuis pour le RUP dont elles poursuivent la

⁴³³ Voir photo 10 dans l'annexe 4.B.

⁴³⁴ Voir annexe 4.E, colonne « Arrêt sur images ».

⁴³⁵ « “Madame Chiang Kai-shek. Un siècle d'histoire de la Chine”, de Philippe Paquet : May-ling Soong, éternelle première dame de Chine », *Le Monde.fr*, 17 décembre 2010, https://www.lemonde.fr/livres/article/2010/12/17/madame-chiang-kai-shek-un-siecle-d-histoire-de-la-chine-de-philippe-paquet_1454677_3260.html.

⁴³⁶ *Ibid.*

⁴³⁷ Diplômée de l'École du Louvre, elle préfère le journalisme à l'archéologie « parce mes professeurs étaient antiféministes » dit-elle (« Les nuits de France Culture », 4 février 2018). Introduite dans les cercles diplomatiques internationaux par son oncle, Paul Cambon, elle est engagée en 1933 dans le journal *L'Œuvre*, où elle dévoile en 1934, la réoccupation allemande de la Rhénanie deux jours avant sa réalisation. Elle en tire une grande notoriété, mais demeure lucide et inquiète quant aux dangers du régime nazi. (Note biographique attachée à son fonds personnel aux Archives Nationales, 27 AR 1-269 sur archivesnationales.culture.gouv.fr/).

⁴³⁸ Voir Michel DREYFUS, « Des femmes pacifistes durant les années trente », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 30, 1993 pp. 32-34, <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404089>.

⁴³⁹ Par exemple on n'y trouve pas Clara Malraux, Magdeleine Paz ou Hélène Modiano, citée par P-F CHARPENTIER, *op.cit.* p. 70.

politique en faveur de la paix, sans cesser pourtant d'y faire entendre leur voix particulière. Gabrielle Duchêne, au nom du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme qui représente « un million de femmes françaises » explique que « les femmes jugent sévèrement l'attitude des gouvernements des États démocratiques qui rivalisent de faiblesse pour ne pas dire de lâcheté devant le crime des agresseurs encouragés par une politique de passivité. »⁴⁴⁰ Afin de sensibiliser au sort de la Chine, des conférences sont organisées comme celle des 28 et 29 janvier 1938, dont le rapport est présenté par Hélène Langevin, physicienne et fille de Paul Langevin. Dans cette conférence à tonalité soviétique, la physicienne explique : « Un autre pays est en lutte pour sa liberté contre le fascisme étranger : c'est la Chine. Là aussi les femmes ont un rôle important à jouer, et elles savent prendre une part active à la libération de leur pays. Certaines y ont même des responsabilités très importantes, la femme de Tchang Kai Shek, et la veuve de Sun Yat Sen. »⁴⁴¹ Hélène Langevin présente donc les figures féminines chinoises comme des icônes du féminisme, se battant non seulement pour leur pays mais aussi pour leur liberté propre.

Pourtant, c'est un autre rôle de la femme qui est mis en avant par les intellectuelles françaises. Afin d'émouvoir l'opinion, elles font avant tout appel à la fonction maternelle des femmes, notamment lors de dates lourdes de sens. Ainsi, à Noël 1938, elles encouragent le boycott dans des tracts sans équivoques⁴⁴² et un an plus tard, elles supplient :

« Les fêtes de Noël et du nouvel an sont les fêtes de l'enfant et de la famille. Ceux qui vous sont chers vous sont plus chers encore dans ces journées de joie paisibles. Vous fermez vos portes et fenêtres aux bruits du dehors. L'esprit et le cœur en paix, vous vivez ces jours seulement pour les vôtres. Devons-nous oser, dans de pareils moments, vous rappeler que par-delà les terres et les océans, vivent des frères et sœurs, vivent des petits qui ne connaîtront aucune des joies que vous allez distribuer généreusement à ceux qui vous entourent ? [...]

Pouvez-vous refuser d'avoir envers eux un geste de bonté, dans ces journées consacrées à l'amour du prochain ? Nous souhaitons du fond du cœur que dans chaque maison française où se dressera l'arbre de Noël, une pensée aille vers le peuple chinois et que de la main des grands comme de celle des petits, tombe une offrande généreuse pour ceux qui souffrent en Chine. »⁴⁴³

Cette stratégie est utilisée dans la presse mais aussi au cours de réunions publiques comme lors de la Conférence mondiale contre le bombardement des villes ouvertes à laquelle

⁴⁴⁰ « Séance de clôture », Premier congrès français du RUP, 25,26, 27 septembre 1937, LC, O 264635.

⁴⁴¹ Conférence internationale du Rassemblement mondial des femmes, rapport présenté par Hélène Langevin, LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/316, 28-29 janvier 1938.

⁴⁴² Annexe 4.B, photo 6.

⁴⁴³ La Rédaction, « Par amour pour les vôtres », *Chine* n° 7, décembre-janvier 1939.

participent « deux millions de femmes françaises » représentées par quatorze organisations féminines⁴⁴⁴ qui :

« Stigmatisent l'infamie des bombardements opérés sur les populations civiles de Chine et d'Espagne républicaine. Elles lancent au monde un suprême cri d'alarme et de révolte et appellent toutes les femmes, tous les hommes dignes de ce nom, au secours de l'enfance qu'on assassine, au secours de l'humanité menacée dans ce qu'elle a de plus précieux et de plus vulnérable. Hommes, femmes de tous les partis et sans parti, pensez aux enfants martyrs. Pensez aussi à vos enfants que votre inactivité condamne peut-être. Êtes-vous sûrs que demain vos mains suppliantes ne se tendront pas en vain vers une aide qu'on ne vous apportera pas... car l'indifférence appelle l'indifférence et la lâcheté n'a que la lâcheté pour écho. »⁴⁴⁵

L'engagement des femmes françaises pour la cause chinoise laisse ainsi apparaître une stratégie de communication bien rôdée. Si les têtes de file sont des femmes d'actions, elles choisissent de mettre en avant le rôle de mère et de protectrice, plus apte à rassembler les femmes de tous horizons.

L'engagement pour la Chine repose donc sur des acteurs divers, d'abord individuels puis plus organisés, sous l'égide du RUP, organisation internationale privée. On peut légitimement s'interroger sur le retentissement réel de ces actions en faveur de la Chine. L'engagement intellectuel français est-il parvenu à influencer sur le conflit sino-japonais ?

3) Quelle est la portée réelle de l'engagement en faveur de la Chine ?

Une stratégie confinée à l'impuissance ?

« La sympathie française va à la Chine »⁴⁴⁶ affirme Geneviève Tabouis dans le numéro 5 de la revue *Chine*. Cependant, force est de constater que les dernières prises de paroles

⁴⁴⁴ Ces organisations englobent des femmes de tous statuts. On y trouve ainsi, la syndicaliste Bernadette Cattaneo, secrétaire du Comité mondial des femmes contre le fascisme, Rose Étienne, Syndicat des fonctionnaires, Mme Anthony pour la Jeune République, Mme Frêche de la fédération des coopératives, Mme Germaine Hubert, Jeunesse laïque et républicaine, Mme Gamotteau et Mme Langevin du RUP, Mme Anthony, pour la Fédération de la Jeune République, Mme Madeleine Braun, Entr'aide européenne, Mme Josset, Ligue pour le droit des femmes, en ce qui concerne les mouvement à tendance politique ; on trouve aussi : Mme Elisabeth Cassou, secrétaire générale des Anciens combattants, Mme Coteny, des veuves de guerre, Mme Laguerre, ligue des mères et éducatrices.

⁴⁴⁵ « Deux millions de femmes protestent », Conférence universelle contre le bombardement des villes ouvertes », LC, *Service Extrême-Orient*, op.cit. 5 juillet 1938.

⁴⁴⁶ *Chine* n°5, septembre-octobre 1938.

publiques en faveur de la Chine illustrent à elles seules l'impuissance de la mobilisation française.

Les dernières protestations du Rassemblement Universel pour la Paix concernent un massacre des troupes japonaises dans la concession anglaise de Tientsin en juin 1939, dénoncé par le RUP comme « la preuve d'une guerre plus large et de l'activité de l'Axe comme une seule entité. » (Notre traduction)⁴⁴⁷. Mais la signature du Pacte germano-soviétique, le 23 août 1939 porte un coup fatal à l'organisation de Pierre Cot et Lord Robert Cecil. C'est donc le Comité mondial contre le fascisme, sous la houlette de son président Paul Langevin, qui reprend la main, et organise la dernière manifestation de grande ampleur où la guerre sino-japonaise est abordée, avant que la France ne bascule à son tour dans un conflit devenu mondial. La Conférence internationale sur les problèmes actuels de la démocratie, la paix et la défense de la personne humaine s'ouvre à Paris les 13 et 14 mai 1939. Dans un « appel aux intellectuels, [...] savants, artistes, écrivains, techniciens, étudiants »⁴⁴⁸ auquel répondent notamment l'écrivain Julien Benda, Gabrielle Duchêne, Jean Painlevé, Louis Aragon, Marcel Cachin, Maurice Viollette et Gabriel Cudenet⁴⁴⁹, Paul Langevin retrouve les accents du Mouvement d'Amsterdam pour dénoncer « le fascisme, le plus grand des périls qui menace aujourd'hui aussi bien la paix que la liberté de l'homme. »⁴⁵⁰ Des résolutions sont prises pour aider quatre pays : l'Éthiopie, l'Espagne, la Chine et la Tchécoslovaquie.

Il semble intéressant de comparer les résolutions prises par le RUP lors de la première grande conférence d'aide à la Chine en février 1938, et celles décidées lors de cette dernière conférence, c'est-à-dire un an et demi plus tard :

Résolutions prises lors de la conférence pour l'aide à la Chine et le boycott du Japon , février 1938 ⁴⁵¹	Résolutions prises lors de la conférence pour la paix et le respect de la personne humaine de mai 1939
a) une large campagne contre le bombardement des villes ouvertes en Chine b) l'organisation d'un service d'information sur les dévastations de l'invasion japonaise en Chine et les souffrances de la population chinoise c) appel aux grandes organisations ? d) des démarches auprès des divers	« Insister pour que les gouvernements démocratiques réalisent les décisions déjà arrêtées par la SDN sur l'aide à apporter à la Chine par tous les États membres ; <i>Obtenir des crédits gouvernementaux en faveur du gouvernement chinois, destinés au ravitaillement de la population.</i>

⁴⁴⁷ « The significance of Tientsin », 21 juin 1939, IISH, RUP *op.cit.* dossier 130.

⁴⁴⁸ « Appel aux intellectuels », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, GF/DELTA/RES/00087.

⁴⁴⁹ Vice-président de la Ligue des droits de l'Homme, directeur politique du *Petit Journal* entre 1936 et 1937, et Président du Parti radical.

⁴⁵⁰ « Appel aux intellectuels », *op.cit.*

⁴⁵¹ *Chine* n°1, avril 1938.

<p>parlements pour l'adoption de crédits pour aider la population civile en Chine</p> <p>e) <i>l'organisation de la nationale de solidarité dans les divers pays pour des demandes publiques d'aide de vivres, souscription etc.</i></p> <p>f) <i>l'organisation d'un congrès international pour l'aide à la population civile et avec l'accord de la Grande république en Extrême-Orient et fixation de la date de ce congrès vers le mois de juin 1938.</i></p>	<p><i>Obtenir l'aide financière, les matières premières et l'outillage nécessaire aux coopératives industrielles grâce auxquels le peuple chinois reconstruit la vie économique des régions dévastées par la guerre. Obtenir que soit organisé sur une échelle beaucoup plus grande le secours en vivres et en matériel sanitaire aux innombrables blessés, aux 400 000 orphelins, aux 6.000.000 réfugiés.</i></p> <p>Développer rapidement l'organisation des hôpitaux internationaux en Chine.</p> <p>Obtenir la livraison de canons anti-aériens et de masques à gaz pour protéger la population civile.</p> <p>Obtenir des gouvernements démocratiques l'embargo complet sur le matériel de guerre.</p> <p><i>Développer davantage le boycottage des marchandises japonaises (en particulier de la soie) »</i></p> <p>[...]</p> <p>Prendre des mesures efficaces pour faire connaître au peuple nippon, trompé par son gouvernement, le véritable caractère de l'agression japonaise à la Chine. »⁴⁵²</p>
--	--

Tableau 4: Comparaison des résolutions d'aide à la Chine prises en février 1938 et mai 1939

On remarque des similitudes entre les deux déclarations. La même rhétorique est employée, insistant encore et encore sur les souffrances de la population (**notée en gras dans ce tableau**). Les demandes d'aide à la Chine (*affichées en italique dans ce tableau*), semblent se répéter alors que les besoins augmentent, prouvant que l'aide apportée par les organisations intellectuelles n'est pas assez « efficace ». La résolution adoptée en mai 1939 donne l'une des raisons de cette impuissance. Les actions entreprises par les intellectuels français par l'intermédiaire d'organisations privées, (le RUP ou l'Association des amis du peuple chinois) se heurtent à une inertie, voire à une opposition des pouvoirs publics, qui viennent sérieusement freiner l'efficacité des actions. En creux, c'est donc la politique étrangère française dans la guerre sino-japonaise qui se dessine.

Le boycott est l'arme la plus utilisée pour gêner les velléités guerrières du Japon. En juin 1939, le communiste Georges Cogniot en démontre encore l'efficacité en déclarant :

⁴⁵² « Résolution sur l'aide efficace aux pays victimes de l'agression », LC, Fonds Gabrielle Duchêne, GF/DELTA/RES/0087.

« L'indice japonais de la production de l'industrie textile a diminué de 19,8 % ; celui des cotonnades de 25 % ; celui de la soie artificielle de 35 % ; celui des lainages de 20 % etc. La production n'a pas seulement diminué dans le textile mais aussi dans la minoterie, dans les raffineries de sucre et la plupart des autres branches de l'industrie. La diminution générale de la production des objets de première nécessité pendant la première année de guerre (juillet 1937 à juillet 1938) a été en moyenne de 24 %. »⁴⁵³

Pourtant, ces chiffres sont à nuancer. Tout d'abord, les exportations du Japon vers la France ne représentent que 24% contre 48% pour les États-Unis. Ces chiffres illustrent une réalité : en France, le boycott privé initié par le RUP et ses satellites, ne s'est jamais transformé en un boycott public, c'est-à-dire organisé par l'État français. Le boycott privé qui fait appel à l'implication de la société civile, est plus difficile à mettre en œuvre. Il faut, pour qu'il soit suivi, que les citoyens aient acquis un haut degré de conscience politique, ce qui semble difficile à réaliser. Dès le début de l'année 1939, Pierre-Laurent Darnar, rédacteur en chef de *L'Humanité* mettait déjà en garde :

« Le peuple de France et son élite intellectuelle doivent exercer une pression croissante sur un gouvernement qui semble inconscient du péril ou trop complaisant à l'agresseur. Et, en attendant le désirable boycott officiel du commerce avec le Japon déjà en difficulté, et que ces sanctions mettraient vite hors d'état de nuire – de nous nuire ! – il faut renforcer partout le boycott privé des marchandises nippones. »⁴⁵⁴

Six mois plus tard, les déclarations de la Conférence pour le respect de la personne humaine, qui par trois fois interpelle les « gouvernements démocratiques », montre que le boycott public n'est réalisé ni en France ni en Angleterre.

La neutralité frileuse de la diplomatie française face au Japon

Déjà en décembre 1938, Louis Laloy révèle que plusieurs caisses de médicaments à destination de la Chine, récoltées par la section anglaise de l'Association des amis du peuple chinois « sont actuellement bloquées à Hong-Kong car l'autorisation de transit via l'Indochine leur a été refusée. »⁴⁵⁵ À l'été 1939, la pression s'accroît encore. Au moment où les collectes de fonds et de médicaments s'intensifient, le Ministre de l'intérieur refuse d'autoriser L'Association des amis du peuple chinois à mener une collecte nationale « à l'occasion des deux ans de la guerre en Chine, pour secourir les blessés et les orphelins chinois. »⁴⁵⁶ La raison invoquée illustre toute l'ambivalence de la stratégie diplomatique française : une telle collecte

⁴⁵³G. COGNIOT, « L'enjeu des ambitions nippones », *Chine* n° 12, juin 1939.

⁴⁵⁴P-L DARNAR, « La Chine et nous – pour une politique active de soutien », *Chine* n°8, janvier-février 1939.

⁴⁵⁵Lettre de Louis LALOY, 17 décembre 1938, LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/250.

⁴⁵⁶« L'aide aux blessés et aux orphelins chinois est interdite en France ? » *Chine, ibid.*

serait « contraire à l'attitude de neutralité qu'il convient d'observer dans le conflit d'Extrême-Orient. »⁴⁵⁷ Dans la guerre sino-japonaise, la politique du gouvernement français est donc « la volonté de neutralité entre la Chine et le Japon. »⁴⁵⁸ Cette politique, est avant tout guidée par la volonté de préserver les possessions françaises en Asie et notamment l'Indochine. Le juriste Jean Escarra fournit ainsi quelques clés de compréhension. Ce grand connaisseur de la Chine se rend à Hankeou en mai 1938, et livre à son retour un rapport sur l'état des forces chinoises et la politique des puissances. La position actuelle de la France est « très difficile et il nous [est] impossible de nous montrer plus pro-chinois étant donné l'attitude du Japon à notre égard »⁴⁵⁹ affirme-t-il. En effet, du fait de ses possessions indochinoises, la France se voit prise en tenaille : d'un côté les troupes nationalistes de Chiang Kai-shek réclament à la France, aide et appui ; le président du Conseil Édouard Daladier promet ainsi « un crédit de 4 millions de francs pour porter assistance à la Chine »⁴⁶⁰ (notre traduction) au groupe parlementaire franco-chinois formé à la Chambre des députés⁴⁶¹. Mais dans le même temps, il faut tenter de préserver les possessions indochinoises, alors que le Japon ne cache plus ses visées sur ces territoires⁴⁶² dans le but d'étendre sa sphère de « coprosperité ».

Henri Hoppenot, ambassadeur de France à Pékin entre 1933 et 1937⁴⁶³, décrit lui-même la valse-hésitation de la politique diplomatique française, alors que le Japon exige fin 1938, que la France « mett[e] un terme au trafic d'armes qui empruntait la voie ferrée du Yunnan⁴⁶⁴ pour ravitailler les troupes de Tchang Kai-Chek »⁴⁶⁵ :

« Si nous refusons au gouvernement central chinois des facilités de transit au moment où les autres voies sont coupées [...] nous ferions naître de justes griefs contre l'Indochine et contre nous, et nous provoquerions un mécontentement que nous pourrions payer cher à l'avenir. [...] Si au lieu de tenir tête

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ J. BINOCHÉ, « La politique extrême-orientale française et les relations franco-japonaises de 1919 à 1939 ». *op.cit* p. 284.

⁴⁵⁹ Jean ESCARRA, « La résistance chinoise vue de Han-K'ou (31 Mai 1938) », *Politique étrangère* 3, n° 4 (1938): 360-69, <https://www.jstor.org/stable/42668920>. p. 368.

⁴⁶⁰ « The Franco-Chinese parliamentary group », 1^{er} juin 1939, IISH, RUP, *op.cit*, dossier 162.

⁴⁶¹ Ce groupe formé le 10 juin 1939 compte, selon les archives du RUP, 380 députés. Selon Jacques Binoché, il en regrouperait plutôt 118 sur 600 (Jacques BINOCHÉ, *op.cit.* p. 268.) Ce groupe est mené par deux hommes : Léon Archimbaud, ⁴⁶¹ membre de l'Association des amis du peuple chinois, rédacteur en chef de *La Revue du Pacifique*, spécialisée dans les questions extrême-orientales. Archimbaud est nommé sous-secrétaire d'État aux colonies en 1930 puis devient Président du groupe radical-socialiste à la Chambre des députés. Le deuxième homme est Marius Moutet, député socialiste puis ministre des colonies à partir de 1936 dans les deux cabinets Blum.

⁴⁶² Seiichi IWAO et al., « 7. France », *Dictionnaire historique du Japon* 5, n° 1 (1980) p. 11 , https://www.persee.fr/doc/dhjap_0000-0000_1980_dic_5_1_882_t2_0006_0000_6.

⁴⁶³ Bernard BRIZAY, *La France en Chine du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 2013, p. 372.

⁴⁶⁴ Ligne de chemin de fer de plus de 800 kilomètres, décidée en 1884 par le directeur général de l'Indochine Paul Doumer, qui relie Haïphong en Indochine à Kunming dans le Yunnan chinois.

⁴⁶⁵ S. IWAO et al., « 7. France » *op.cit.*

aux Japonais nous voulons négocier avec eux, il n'en sera pas moins nécessaire de renforcer d'abord la défense de l'Indochine, sinon nous aborderons les négociations en infériorité [...] et les Japonais répondront à nos promesses par des menaces, comme ils l'ont fait au début du conflit sino-japonais. »⁴⁶⁶

Et, comme l'avait prédit Hoppenot, le Japon met ses menaces à exécution. Malgré l'occupation par la France des îles Paracels pour contrer l'expansion nippone, le Japon occupe dès février 1939 la totalité de l'île d'Hainan, située à seulement trois-cents kilomètres des côtes indochinoises et « qui ravitaillait la Chine. »⁴⁶⁷ Le Japon remporte alors le bras de fer timidement engagé par la France.

Ainsi, alors que la France s'apprête à sombrer à son tour dans le second conflit mondial, force est de constater la relative impuissance des actions en faveur de la Chine. Malgré l'impulsion d'organisations de masse comme le Rassemblement Universel pour la Paix, les litanies des discours révèlent combien les actions entreprises sont peu tangibles. De plus, elles permettent de montrer les réticences de l'État français qui approuve « moralement la Chine », mais « sacrifie petit à petit ses principes par prudence vis-à-vis du Japon et pour la sauvegarde de ses intérêts. »⁴⁶⁸

Le conflit sino-japonais a révélé un Japon cruel et entreprenant, cherchant à étendre sa sphère d'influence au détriment des puissances européennes. La question du « péril jaune », qui parcourt en sous-main les questions asiatiques depuis la deuxième moitié du XIX^e revient donc sur le devant de la scène à la fin de la décennie 1930. Les affrontements à ce sujet sont encore vifs au sein du monde intellectuel français, alors que la guerre sino-japonaise semble esquisser un changement de référence.

4) La résurgence d'un nouveau « péril jaune » ?

La Chine incarnation du péril jaune du XIX^e siècle à 1930

« On s'imagine assez volontiers, en Europe, qu'à travers quelques ruines et désastres, "l'action militaire japonaise" finisse par apporter et valoir au pays chinois "l'ordre et la tranquillité". On se rappelle le temps où la guerre civile sévissait et multipliait ses désastres. On rappelle les énormes méfaits du banditisme. Et en tous les cas, on croit pouvoir se féliciter qu'avec les Japonais tous les maux auront disparu. Il faut

⁴⁶⁶ Henri HOPPENOT, « Note sur la position de la France dans le conflit sino-japonais », 31 octobre 1938, AMAE, 270 PAAP Henri Hoppenot, dossier 6.

⁴⁶⁷ J. ESCARRA, « La résistance chinoise vue de Han-K'euou (31 Mai 1938) », *op.cit.* p. 368.

⁴⁶⁸ J. BINOCHE, « La politique extrême-orientale française et les relations franco-japonaises de 1919 à 1939 », *op.cit.* p. 266.

déchanter car, la vérité est tout autre. À l'exception de Pékin et de Tientsin, partout où sont les Nippons il n'y a que désordre et anarchie. »⁴⁶⁹

Cette formule du journaliste Francis Borrey, dont on connaît les accointances avec la Chine, résume à elle seule le bouleversement des représentations du Japon en Occident. Ce pays incarne, dès l'invasion de la Mandchourie en 1931, le nouveau visage du « péril jaune ».

Le « péril jaune » est une notion ancienne, ancrée dans les mentalités européennes depuis 1895. François Pavé, qui a observé les représentations du péril jaune à travers la documentation personnelle de Paul d'Estournelles de Constant, député de la Sarthe de 1895 à 1924, et ancien diplomate spécialiste des questions relatives aux relations internationales, distingue trois types de « péril jaune » : le péril jaune démographique, militaire et économique⁴⁷⁰.

A la fin du XIX^e siècle, l'Europe craint à la fois d'être dépassée économiquement par une Chine qui déverserait ses capitaux sur une Europe « en déclin »⁴⁷¹. Mais elle a aussi très peur d'être envahie par des Asiatiques perçus comme « nombreux donc dangereux »⁴⁷² et incarnant donc un péril démographique⁴⁷³. Ces inquiétudes prennent, au cours de la première moitié du XX^e siècle, des visages mouvants, au gré des pays asiatiques qui se trouvent sur le devant de la scène. La réussite japonaise face aux Russes en 1904 vient alimenter le fantasme d'une possible union de la Chine, de l'Inde et du Japon qui viendraient alors déferler sur l'Europe⁴⁷⁴.

Mais au tournant du siècle, c'est bien la Chine qui personnifie les trois aspects du péril jaune. La sauvagerie de la guerre des Boxers a figé dans l'imaginaire collectif le cliché d'une Chine « xénophobe, barbare et peu civilisée »⁴⁷⁵ alors que pour la France, une possible invasion militaire de l'Indochine par sa voisine chinoise demeure possible. Mais selon François Pavé, le

⁴⁶⁹ Francis BORREY, « Au sujet de la guerre sino-japonaise », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 1938.

⁴⁷⁰ François PAVÉ, « Le péril jaune à la fin du XIX^e siècle, fantasme ou inquiétude légitime ? », thèse sous la direction de Nadine VIVIER, Université du Maine, 2011, p. 8.

⁴⁷¹ Marion GASPARD, « Péril chinois et déclin de l'Europe », *Revue économique* Vol. 66, n° 5, 7 septembre 2015, pp. 933-66, <https://www.cairn.info/revue-economique-2015-5-page-933.htm>.

⁴⁷² Yukiko YAMASAKI « Représentations françaises du Japon et des Japonais », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 34, n° 2, 1 décembre 2011, pp. 15-29, <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2011-2-page-15.htm>.

⁴⁷³ Ces inquiétudes d'un possible déclin européen rejoignent la « querelle Orient/Occident », de l'entre-deux guerres, mise en scène par André Malraux dans son essai, *La tentation de l'Occident* (1926). Les intellectuels de gauche, tel Romain Rolland, refusent de consacrer la supériorité de l'Occident sur l'Asie et défendent un « panhumanisme », tandis que d'autres intellectuels classés à droite comme Jacques Maritain, redoutent une « poussée d'orientalisme » qui viendrait mettre en péril les civilisations occidentales. Voir par exemple G. SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, op.cit. chapitres 8 et 9.

⁴⁷⁴ Pierre SINGARAVÉLOU dans Christophe CHARLE et Laurent JEANPIERRE, *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, t. 2, Paris, Seuil, 2016, p. 392.

⁴⁷⁵ C. BIREBENT et E. GAVRILOF, *La Chine et le monde de 1919 à nos jours*, op.cit. p. 96.

péril militaire est surtout vu comme une possible invasion de la métropole ce qui paraît fort improbable. Ce fantasme est pourtant encore de mise en 1912, moment où la Chine, devenue République, est perçue comme « unie et menaçante »⁴⁷⁶. La couverture du supplément illustré du *Petit Journal* du 29 octobre 1911, visible dans l'article de Benjamin Gilles, fait apparaître les modernisations d'une armée chinoise, qui est parvenue à renverser l'ordre impérial séculaire et dont on pourrait craindre par la suite le déferlement des « 350 millions » de Chinois sur l'Europe, illustrant à la fois le péril jaune démographique et militaire.

Les difficultés que connaît la jeune Chine républicaine viennent remettre sur le devant de la scène la représentation d'une Chine anarchique et désorganisée⁴⁷⁷. Par ailleurs, la montée du communisme fait de la République du milieu le siège d'un nouveau « péril rouge » à partir des années 1920. Le communisme devient donc le nouveau péril asiatique⁴⁷⁸.

Un nouveau péril jaune japonais ?

Nous avons déjà mis en évidence que, face au chaos chinois et aux « bandits communistes » chinois, le Japon bénéficiait de la sympathie de la presse française qui le présente dès l'épisode des 21 demandes (1915), comme une nation organisée, pourvoyeuse de stabilité pour la Chine. Cette représentation du Japon comme « gendarme de l'Extrême-Orient »⁴⁷⁹ continue d'être mise en valeur pour justifier le déclenchement de la guerre sino-japonaise. Marcel Denis⁴⁸⁰ explique par exemple en 1938 dans les colonnes de *France-Japon* :

« Il ne faut pas s'y tromper : à travers les Chinois, ce sont les communistes que les Japonais combattent. En agissant ainsi, le Japon ne pratique pas une politique d'expansion, il se défend, il défend son existence même. Il défend en même temps – il faut le souligner – les intérêts européens en Extrême-Orient. Imagine-t-on par exemple, le péril que représenterait pour l'Indochine française, une Chine bolchevisée et dans la main des communistes ? Notre magnifique colonie serait rapidement contaminée et enlevée à la métropole. Au lieu de reprocher au Japon son intervention en Chine, il y aurait lieu de l'en féliciter, car il défend là-bas la civilisation contre la barbarie communiste. »⁴⁸¹

⁴⁷⁶ Benjamin GILLES, « De l'insurrection au péril jaune : *Le Petit Journal* et la révolution de 1911, From uprising to "yellow peril" : the *Petit Journal* and the revolution of 1911 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 109-110 (2013), pp. 40-45, <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2013-1-page-40.htm>.

⁴⁷⁷ Voir partie 1, chapitres 2 et 3.

⁴⁷⁸ Voir partie 4.

⁴⁷⁹ Y. YAMASAKI, « Représentations françaises du Japon et des Japonais », *op.cit.*

⁴⁸⁰ Nous n'avons pas trouvé de notes biographiques nous permettant de savoir avec précision qui était Marcel Denis, dont le nom n'apparaît qu'une fois dans *France-Japon*.

⁴⁸¹ Marcel DENIS, *France-Japon* n°33, 15 septembre 1938.

Par ailleurs, dès 1905, le Japon justifie son invasion de la Corée puis de la Mandchourie par une nécessité démographique, due à la hausse constante de sa population et l'étroitesse de son archipel. Albert de Pouvourville, chroniqueur au *Figaro* et observateur attentif des affaires d'Extrême-Orient se fait l'écho de cet argument dans *France-Japon* :

« Si le Japon est allé en Corée et en Mandchourie, c'est qu'il ne pouvait pas faire autrement, c'était par nécessité ethnique et sociale. La nation japonaise mourrait dans ses îles, aujourd'hui, demain, faute de nourriture. Inutile d'alourdir cette constatation par des chiffres : les statistiques en sont partout. Les îles du Japon ne sont pas partout habitables : montagnes, volcans, séismes. Là où c'est habitable, la densité de population est telle que la Belgique semble, en comparaison, un pays désert. Et, tous les ans, le problème devenait plus angoissant. Voulez-vous, âmes sensibles, empêcher la femme japonaise de faire des enfants ? Ou voulez-vous tuer les enfants en surnombre ? C'est là pourtant que nous en étions : et je vous l'atteste il n'y avait pas de quoi rire. »⁴⁸²

Cependant, cette surpopulation alarmante du Japon est aussitôt remise en cause par les diplomates chinois et leurs soutiens français. Ainsi, Wellington Koo démontre :

« On a souvent dit que la pression de la surpopulation du Japon, avec une augmentation à raison de 800 000 habitants par an, a poussé ce pays à chercher un exutoire dans ce nouveau territoire [la Mandchourie]. Ce n'est là qu'un prétexte pour se rallier les sympathies et tromper l'opinion publique des autres pays. [...] Trente ans après sa conquête et son annexion par le Japon, la Corée n'a que 500 000 résidents japonais. Depuis un quart de siècle, le Japon a exercé une influence prédominante dans le sud de la Mandchourie, et cependant 300 000 Japonais à peine y vivent. [...] De plus le peuple japonais lui-même, par suite de l'industrialisation très poussée de son pays, ne pense pas nécessaire de le quitter pour aller s'installer à l'étranger. [...] »⁴⁸³

À sa suite, ses amis partisans de la Chine insistent : « La densité de la population du Japon n'est pas aussi grande que les militaristes nippons veulent le faire croire. La densité de la population de 1920 à 1930 est de 150 à 175 habitants (recensement du 1^{er} octobre 1930 publié dans le *Japon-Tokei Yoka* par kilomètre carré, comparée à celle des autres puissances telles que la Belgique (272 habitants par kilomètre carré, recensement de 1930). La densité de la population au Japon est loin d'être la plus forte. »⁴⁸⁴

Si le Japon n'a nul besoin de s'étendre à cause d'une pression démographique, c'est donc qu'il poursuit un autre but. Selon les intellectuels français, en 1938, ce serait la domination du monde, rien que cela. C'est pourquoi la menace du péril jaune est réactivée par les intellectuels

⁴⁸² Albert de POUVOURVILLE, « Le grand drame de l'Asie », *France-Japon* n°35, 15 novembre 1938. Il paraphrase ici Claude Farrère.

⁴⁸³ Wellington KOO, « L'armée du Japon en Chine », *Chine*, octobre 1937.

⁴⁸⁴ « Le Japon a-t-il besoin du territoire chinois pour éviter sa surpopulation ? », *Chine, ibid.*

de la gauche française dans une tentative d'aide à la Chine. Cette menace serait cette fois incarnée par le seul Japon.

C'est dans cette intention que le Rassemblement Universel pour la Paix édite en novembre 1938, une brochure de quatre-vingt-seize pages, intitulée *Le péril jaune* et à la couverture évocatrice :

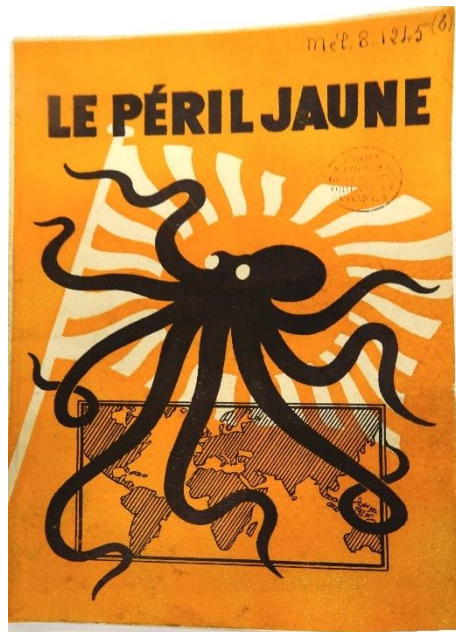


Figure 6: Couverture de la brochure "*Le péril jaune*", éditée par le RUP en novembre 1938

Source : BULAC, BIULO MEL.8.1245 (6).

La brochure tente clairement de démontrer la volonté d'hégémonie mondiale de l'empire japonais symbolisée par une pieuvre qui étend ses tentacules sur le monde entier.

Afin d'appuyer leurs démonstrations, les auteurs de la brochure choisissent de s'appuyer sur un document controversé⁴⁸⁵, mais très en vogue à l'époque. Il s'agit du « mémoire Tanaka »⁴⁸⁶ dont la brochure du RUP présente un extrait, particulièrement mis en valeur⁴⁸⁷ :

« À l'avenir, si nous voulons contrôler la Chine, il nous faudra avant tout écraser les États-Unis, comme nous l'avons fait de la Russie dans le passé. Mais pour conquérir la Chine, il nous faudra conquérir d'abord la Mandchourie et la Mongolie. Pour conquérir le monde entier, la conquête de la Chine est une condition préalable. Si nous parvenons à conquérir la Chine, les autres pays d'Asie et ceux de la mer du

⁴⁸⁵ Joseph Paul-Boncour balaie la question de son authenticité d'un revers de main en déclarant : « Un homme important, un dirigeant actuel de la presse japonaise a clamé ses intentions avec un lyrisme guerrier. [...] Voilà qui rend assez inopérantes les discussions sur l'authenticité ou la non-authenticité du fameux plan Tanaka. », « M Joseph Paul-Boncour », *Le péril jaune*, BULAC, BIULO MEL.8.1245 (6).

⁴⁸⁶ Ce document aurait été présenté à l'Empereur le 25 juillet 1927 par le Premier ministre Tanaka. On sait aujourd'hui qu'il s'agit d'un faux, possiblement créé de toutes pièces par le Guomindang.

⁴⁸⁷ L'italique est celui du document d'origine.

Sud nous craindront et se rendront à nous. À ce moment-là, le monde entier verra que l'Asie orientale nous appartiendra et n'osera plus violer nos droits. Ceci est le projet que l'empereur Meiji nous a légué et dont la réalisation est essentielle à notre existence nationale. »⁴⁸⁸

C'est alors Édouard Herriot⁴⁸⁹ qui se charge d'expliquer ce nouveau péril jaune militaire. Profondément sinophile, il œuvre pour le développement des échanges franco-chinois en facilitant l'implantation à Lyon de l'Institut Franco-chinois. « Grand ami de la Chine »⁴⁹⁰ et de ses défenseurs, il est également membre du RUP, et président d'honneur de l'Association des amis du peuple chinois. Il écrit dans la brochure :

« L'empire du Soleil Levant se propose de placer la Chine sous son autorité, avec la perspective d'assurer dans l'avenir une autre victoire : celle de la race jaune sur la race blanche. Si l'Occident et les puissances qui le représentent à Genève se satisfont de l'impuissance de la Société des Nations, elles ne manqueront pas d'en subir dans un avenir immédiat les redoutables effets. Le monde se transformera sans lui et malgré lui. La force reprendra son empire sur le droit. Quand on s'en rendra compte, il sera trop tard. »⁴⁹¹

Édouard Herriot choisit donc de jouer sur la corde sensible des Occidentaux en prédisant un nouveau péril jaune militaire conduit par le Japon impérial et militariste. Les intellectuels français partisans de la Chine choisissent d'exhiber à nouveau une peur ancestrale. Cela fait partie de la stratégie d'aide à la Chine élaborée par la gauche intellectuelle française, tandis que l'intelligentsia conservatrice se fait la porte-parole des arguments japonais.

À partir de 1936, l'engagement des intellectuels français en faveur de la Chine connaît donc un tournant. Alors qu'ils se défont progressivement de l'emprise soviétique, les intellectuels de la gauche française élaborent une stratégie originale pour venir en aide à la Chine. Cette stratégie d'engagement complet présente des similitudes avec l'engagement des intellectuels lors de l'Affaire Dreyfus, cela d'autant plus que certains partisans de la Chine sont d'anciens dreyfusards. Une nouvelle organisation de masse, le Rassemblement Universel pour la Paix, se charge de coordonner les actions en faveur de la Chine, du boycott à des collectes directes, à

⁴⁸⁸ « Extraits du Mémoire Tanaka présenté à l'Empereur le 25 juillet 1927 », dans *Le péril jaune*, BULAC, *op.cit.*

⁴⁸⁹ Édouard Herriot (1872-1957) bénéficie d'une aura politique inégalée. Normalien et agrégé de lettres, cet ancien dreyfusard est l'un des piliers de la Troisième République. Élu maire de Lyon en 1905, il est celui qui reconstruit le parti radical moribond après la Première Guerre mondiale. En 1923, son parti s'associe à la SFIO pour former le Cartel des gauches. Il occupe à partir de là les postes les plus élevés dans des gouvernements successifs. Président du Conseil à trois reprises entre 1924 et 1932, il fut aussi ministre de l'instruction publique (1926) puis ministre d'État en 1934. Président de la Chambre des députés ainsi que sénateur du Rhône depuis 1912, il est aussi l'auteur d'une abondante œuvre littéraire qui lui permet d'entrer à l'Académie française en 1946. <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/edouard-herriot> consulté le 3 novembre 2020.

⁴⁹⁰ « Information sur L'Association des amis du peuple chinois et sur son activité », *Chine* n°1, avril 1938.

⁴⁹¹ « M. Édouard Herriot », *Le péril jaune*, *op.cit.*

mesure que la guerre s'enlise. Par ailleurs, là où l'idéologie soviétique prédominait jusqu'en 1935, on trouve une rhétorique plus semblable à celle utilisée par les dreyfusards, identifiant la Chine à la démocratie et à la liberté, et le Japon au militarisme et au totalitarisme. L'image, animée ou fixe, vient mettre en lumière une Chine exsangue mais combative, dont les visages projettent le spectateur au cœur d'une nation en construction. La réactivation du péril jaune, angoisse ancienne désormais incarnée par le Japon, témoigne, elle aussi, d'un monde intellectuel qui se fracture entre les partisans du Japon et ceux de la Chine. Pourtant, malgré un engagement conséquent, on ne peut que constater la relative impuissance de la gauche française. Entravée par la politique française qui cherche à ménager le Japon, il semble bien que l'assistance française à la Chine dépasse difficilement le plan moral. Parallèlement à cette guerre lancée contre elle par son voisin japonais, la République de Nankin est le théâtre de fractures internes où les frères ennemis s'affrontent jusqu'à ce que la Chine sombre dans le volcan du second conflit mondial.

Chapitre 3 : D'autres enjeux : d'une lutte fratricide à l'entrée dans la Seconde Guerre mondiale (1927-1946)

Tandis que la tension monte entre la Chine et le Japon, le Guomindang, désormais à la tête de la République, doit faire face à des divisions internes au sein de son propre parti. Le jeu trouble des adversaires de Chiang Kai-shek est analysé par les intellectuels spécialisés dans le monde asiatique. Rival frustré de Chiang Kai-shek, Wang Jingwei choisit, en 1940, le ralliement à la collaboration japonaise. C'est donc lui qui fait basculer la Chine dans la Deuxième Guerre mondiale, qui apparaît comme la deuxième période d'engagement pour les intellectuels français. En effet, certains d'entre eux choisissent d'apporter leur concours à la France Libre depuis la Chine. La fin du second conflit mondial permet de rétablir les relations diplomatiques et intellectuelles entre deux pays pareillement meurtris.

I. Les Français face aux luttes internes du Guomindang

Tandis que la Chine se débat dans la guerre sino-japonaise, les tensions internes au pays semblent s'apaiser. Communistes et parti Guomindang font fi de leurs divisions pour poursuivre un même but : l'unité du pays et la lutte contre l'envahisseur. Au sein même du Guomindang pourtant, les fractures ouvertes par la mort de Sun Yat-sen n'attendent qu'à s'ouvrir de nouveau. Dès l'instauration de la République de Nankin, Chiang Kai-shek doit lutter contre un autre leader du Guomindang, Wang Jingwei. La décennie de Nankin est aussi celle de la rivalité entre ces deux hommes, qui ne cessent de se livrer une guerre plus ou moins ouverte selon les circonstances. Les intellectuels français les plus au fait des soubresauts intérieurs de la Chine se font l'écho de cet antagonisme entre les deux tendances du Guomindang. Nous avons choisi de traiter cette rivalité sur un seul axe, et non dans des sous-parties chronologiques intégrées aux chapitres précédents, afin de retracer les divers moments de tension ; cela permettra de voir s'ils sont traités de la même manière d'une année à l'autre, et si les affinités des intellectuels français envers l'un ou l'autre des deux hommes se modifient. Alors que ces tensions font peu à peu place à l'angoisse d'une guerre externe, les intellectuels français s'intéressent de près au Mouvement pour la Vie Nouvelle, lancé en 1934 par Madame Chiang Kai-shek.

1) Deux tendances du Guomindang s'affrontent durant la décennie de Nankin (1926-1931)

Portraits de Wang Jingwei

Wang Jingwei et Chiang Kai-shek, « rivaux de la première heure »⁴⁹², s'affrontent dès 1926. L'un et l'autre représentent des tendances opposées du Guomindang. Le premier incarne en 1926 une gauche plus ou moins radicale, tandis que le second incarne ce que les intellectuels français voient comme « l'aile droite » du Guomindang. Contrairement à Chiang Kai-shek qui, en 1926 est encore un nouveau venu sur la scène chinoise, Wang Jingwei peut se targuer de liens anciens avec Sun Yat-sen⁴⁹³. Il est d'ailleurs reconnu par les intellectuels français, écrivains et diplomates, comme son « disciple le plus authentique. »⁴⁹⁴ En effet, Wang Jingwei a fait partie de la Ligue jurée de Sun Yat-sen dès sa création et a même tenté « d'assassiner le prince régent Zaïfeng » en 1910⁴⁹⁵. Ce fidèle lieutenant de Sun Yat-sen était présent le jour de sa mort et il semble que ce soit lui qui ait rédigé le testament du fondateur du Guomindang⁴⁹⁶. Jean Rodes, ancien correspondant du *Temps*, le rencontre à Canton en 1931 et en dresse le portrait physique suivant :

« C'était un homme de haute taille, paraissant avoir trente-cinq ans, mais qui en réalité en a environ quarante-cinq. Ce n'est pas le jeune éphèbe rougissant que l'on a dit. Sans doute il a cette politesse souriante et comme un peu gênée du Chinois, mais son visage reprend tout de suite après les premières salutations, une expression sérieuse et même dure. »⁴⁹⁷

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'homme est le principal rival de Chiang Kai-shek, mais il est parfois rejoint dans sa lutte par deux autres personnages, Hu Hanmin, considéré comme le bras droit de Sun Yat-sen, et Eugène Chen, chinois d'origine anglaise qui semble l'une des figures des plus marquantes pour les intellectuels français. Cela peut s'expliquer par l'ascendance d'Eugène Chen, né dans les Antilles anglaises et qui, jusqu'à son premier voyage en Chine en 1912, n'avait pas de prénom chinois⁴⁹⁸. Facilement reconnaissable avec son bouc et ses petites lunettes rondes, Eugène Chen est aussi l'un des hommes les plus à gauche du Guomindang. Il est présenté par Albert Maybon comme « fidèle aux principes moteurs de la

⁴⁹² A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 13 novembre 1927.

⁴⁹³ Afin d'asseoir sa position, Chiang Kai-shek se marie en 1927 avec Soong Meiling, sœur de Soong Qingling, la veuve de Sun Yat-sen. Ainsi, il tisse un lien familial avec le père de la République Chinoise.

⁴⁹⁴ *Revue de l'Asie française*, « Le gouvernement de Nankin », juin 1927.

⁴⁹⁵ « WANG Jingwei 汪精衛 - Maitron », consulté le 25 août 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article184448>.

⁴⁹⁶ Affirmation du colonel Roques dans « Note sur le parti Kuomintang », 20 décembre 1927, ANOM, SLOTFOM VIII/6.

⁴⁹⁷ Jean RODES, *À travers la Chine actuelle*, Paris, Fasquelle, 1932, p. 138.

⁴⁹⁸ Il est donc appelé en Chinois « Chen Youren », transcription phonétique de son prénom « Eugène ».

révolution à la fois communiste et nationale, fidèle allié de Moscou, ennemi de la bourgeoisie, ami du prolétariat. »⁴⁹⁹

Les affrontements entre Wang Jingwei et Chiang Kai-shek visent à la conquête du Guomintang. Afin d'évincer son rival, Wang Jingwei s'appuie sur tous les alliés possibles. Cependant, ces périodes de conflits ouverts, suivies avec attention, dans des revues spécialisées, par les intellectuels français les plus au fait de la politique intérieure de la Chine, sont entrecoupées de périodes de collaboration entre les deux chefs.

Le gouvernement de Wuhan face au gouvernement de Nankin (1926-1927)

La première dissidence de Wang Jingwei a lieu durant la *Beifa*, l'expédition punitive de Chiang Kai-shek contre les seigneurs de la guerre. On s'en souvient, le gouvernement du Guomintang avait quitté Canton, trop excentré, pour s'installer à Wuhan. Le gouvernement de Wuhan était alors dominé par l'aile gauche du Guomintang, avec notamment Hu Hanmin et Eugène Chen. La violente exclusion des communistes par Chiang Kai-shek les 12 et 13 avril 1927, provoque une union de circonstance entre les communistes chinois et l'aile gauche du Guomintang incarnée par Wang Jingwei, de retour de l'étranger, tandis que Chiang, de son côté, forme un gouvernement à Nankin. Chen Duxiu, leader des communistes et Wang Jingwei rédigent alors une « déclaration conjointe » et proclament :

« Ce dont la Chine a besoin pour le moment c'est d'un gouvernement démocratique de toutes les classes qui ont souffert aux mains des anti-révolutionnaires. La Chine n'a pas besoin de la dictature du prolétariat. Il est vrai que les partis communistes et les Kuomintang ont des programmes différents, mais le point essentiel pour les deux partis est qu'ils soient dirigés par un esprit de coopération sincère dans leur lutte en vue d'une Chine unique. [...] »

Maintenant que Changhaï, base de l'impérialisme étranger en Chine, est sous le contrôle des Kuomintang ceux-ci tiennent les contre-révolutionnaires dans leur étreinte. [...]

Camarades, nos ennemis nous attaquent non seulement par la force mais aussi par la propagande, visant à la désintégration du mouvement Kuomintang national. Ils ont adopté la politique d'attaquer le parti par ses membres mêmes. Nous devons nous tenir fermement sur les principes révolutionnaires. Camarades, ne faites pas le jeu de nos ennemis. Ne considérez pas les autres dans le mouvement national avec soupçon, présentez un front uni contre tous les ennemis. Ils ne peuvent arrêter les progrès du mouvement national. Souvenez-vous que bien que nous ayons des programmes politiques différents nous sommes fondamentalement unis. »⁵⁰⁰

⁴⁹⁹ A. MAYBON, « Qu'est-ce que le nationalisme chinois ? » *Revue de l'Asie française*, juin 1927.

⁵⁰⁰ « Déclaration conjointe des Partis communistes et Kuomintang », *La Politique de Pékin*, 17 avril 1927.

Les intellectuels français se font un devoir d'expliquer les circonvolutions de la politique chinoise, parfois en laissant transparaître leur désapprobation pour ce qui concerne notamment le choix de Wang Jingwei de s'allier aux communistes chinois. Le colonel Roques, attaché militaire français en Chine, explique ainsi :

« Wang, d'un point de vue plus particulier, juge que la discipline du parti communiste russe et l'organisation politique des Soviétiques, lui permettent surtout d'assurer plus facilement le contrôle du parti Kuomintang, si toutefois il parvient à les lui imposer. Ce n'est pas qu'une sympathie naturelle l'incline vers le communisme. Comme la plupart des politiciens chinois, une pensée, un système ne vaut pour lui, qu'autant qu'il favorise la réalisation de ses projets égoïstes. »⁵⁰¹

Alphonse Monestier, directeur de *La Politique de Pékin*, que l'on sait très anti-communiste, commente, lui aussi sévèrement, la décision de Wang Jingwei de se rallier au communisme et prend parti pour son adversaire :

« Ce sera, pour les purs Kuomintang une grande cause de désappointement que cette attitude de Wang Ching Wei [Wang Jingwei]. Ils avaient espéré que le grand disciple de leur chef, éclairé désormais par les dangers que le parti Communiste faisait décidément courir au pays, n'hésiterait pas à faire machine en arrière et se défendrait de lui prêter aucun appui. Il semble qu'il n'en soit rien. Wang Ching Wei, nature droite et limpide mais dogmatique, n'a pas su répudier les tendances rouges qui l'avaient compromis l'an dernier et avant, car déjà lors de la mort de Sun Yat-sen, on l'avait accusé d'avoir manipulé le testament du grand chef pour le faire servir à la cause nationaliste dans le sens de ses propres vues, en y ajoutant une clause relative à l'entente avec Moscou. Combien nous lui préférons l'attitude plus compréhensive et moins sectaire de Chiang Kai Chi ! [Chiang Kai-shek] »⁵⁰²

Alphonse Monestier s'attache à documenter « les errements de Wang Chin Wei, qui, en continuant de mener une politique extrémiste achève la ruine des provinces sous la juridiction de Ou-han [Wuhan]⁵⁰³ jusqu'au jour où, tant sous l'action des chefs militaristes de son propre parti que de celle du régime de Nankin, il doit se désolidariser d'avec les communistes, les traquer à son tour et se débarrasser enfin de Ou-han, de Borodine, Gallens et compagnie ainsi que de leurs acolytes. C'est là un tournant. »⁵⁰⁴ En effet, Wang Jingwei n'apprécie pas le moins du monde le rôle de meneur de la révolution agraire que voudrait lui faire jouer l'Internationale Communiste et chasse les communistes chinois et russes de Wuhan⁵⁰⁵. Dans le même temps, Chiang Kai-shek choisit de s'effacer de la scène chinoise afin de ne pas « s'immiscer

⁵⁰¹ ROCQUES, « Note sur le parti Kuomintang », 20 décembre 1927, *op.cit.*

⁵⁰² A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 1^{er} mai 1927.

⁵⁰³ Les provinces effectivement sous l'influence du gouvernement de Wuhan étaient très réduites : il s'agit du Hubei, du Hunan, et du Jiangxi. X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 89.

⁵⁰⁴ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 6 novembre 1927.

⁵⁰⁵ Y. CHEVRIER, « WANG Jingwei 汪精衛 - Maitron », *op.cit.*

ouvertement dans ces intrigues. »⁵⁰⁶ Il se rend au Japon, mettant au jour « ses sympathies à l'égard de ce pays. »⁵⁰⁷ Le jeune général en profite donc pour asseoir sa stature internationale puisqu'il est reçu au cours de ce voyage par le Premier ministre japonais Giichi Tanaka, « après avoir fait du tourisme dans les monts d'Unzen [...] avec un cortège de 15 limousines, à l'instar d'un chef d'État en voyage officiel. »⁵⁰⁸

Chiang Kai-shek, auréolé d'une légitimité nouvelle revient à Nankin le 11 novembre, en position « d'ultime recours »⁵⁰⁹. Après une politique « brouillonne et dans des sens divers », Wang Jingwei télégraphie à Chiang Kai-shek qu'il souhaite « reprendre sa place dans le gouvernement nationaliste et demande à Nankin, qui l'accepta, la convocation d'une conférence des comités directeurs du Kuomintang. »⁵¹⁰

C'est donc le gouvernement nationaliste au complet qui ouvre une nouvelle page de la République chinoise, perçue comme étant celle de l'unité⁵¹¹. Chiang Kai-shek semble tenir en main à la fois les seigneurs de la guerre rebelles et les factions rivales au sein de son propre parti. Mais cette unité de façade n'a qu'un temps.

Hu Hanmin, de la collaboration à la rupture

Hu Hanmin est l'autre rival de Chiang Kai-shek, mais aussi de Wang Jingwei. Il partage avec ce dernier sa proximité de longue date avec Sun Yat-sen, bien qu'il soit écarté de sa succession. Son passé glorieux fait de lui « le représentant de la pure doctrine de Sun Yat Sen »⁵¹² et il est le seul à pouvoir disputer à Wang Jingwei sa « place de tout premier plan »⁵¹³ au sein du Guomindang. Fin lettré, il est considéré comme étant de droite⁵¹⁴, ce qui fait le jeu de Chiang Kai-shek.

Dès l'instauration d'un gouvernement unifié à Nankin en 1927, Hu Hanmin est en effet nommé président du Yuan exécutif⁵¹⁵, en reconnaissance de son « hostilité à l'égard du leader d'extrême gauche Wang Ching Wei »⁵¹⁶. Alphonse Monestier ajoute à ce sujet : « Si durant la

⁵⁰⁶ Alain ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, Paris, Payot, 2016, p. 152.

⁵⁰⁷ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 13 novembre 1927.

⁵⁰⁸ Alain ROUX, *op.cit.* p. 147.

⁵⁰⁹ *Ibid.*

⁵¹⁰ « La politique nationaliste et les événements de Nankin », *La Revue de l'Asie française*, septembre-octobre 1927.

⁵¹¹ Voir partie 2, chapitre 3.

⁵¹² « Mort de Hou Han Min », *Revue de l'Asie française*, juin-juillet 1936.

⁵¹³ « Les idées de Monsieur Wang Ching Wei », *Le Temps*, 3 mars 1937.

⁵¹⁴ A. ROUX, *op.cit.* p. 182.

⁵¹⁵ Le principal des cinq conseils (*Yuan*). Hu Hanmin occupe un poste équivalent à celui de Premier Ministre.

⁵¹⁶ J-J. VIDAL, « Chronique, la situation en Chine », *Bulletin de l'Association amicale sino-française*, 2^e trimestre 1932.

dernière guerre civile [Hu Hanmin] avait soutenu [Chiang Kai-shek] à fond c'était surtout pour faire pièce à son vieil ennemi Wang Ching Wei, qu'il ne cessa jamais de poursuivre de ses traits les plus acérés. »⁵¹⁷ Cependant, la collaboration de façade entre Hu Hanmin et Chiang Kai-shek achoppe sur un point d'organisation politique : Chiang Kai-shek a réuni une Convention du Guomindang, et souhaite mettre en place une Constitution provisoire. Hu Hanmin s'y oppose et affirme, selon la *Politique de Pékin* que « cette constitution provisoire est inutile et qu'elle n'est pas de la compétence de la Convention nationale »⁵¹⁸. Les intellectuels français ne semblent voir dans ces divergences qu'une lutte d'ego : « Ce n'est un secret pour personne que Hou Han Min ne suivait Tchang Kai Shek que contraint et forcé et qu'il manœuvrait en dessous pour diminuer son action et paralyser son pouvoir. »⁵¹⁹ écrit Alphonse Monestier, tandis que Jean Rodes précise : « Hou Han-Min [...] s'était opposé à la Convention du peuple, parce que, telle qu'elle était constituée, elle ne devait servir qu'à accroître les pouvoirs du généralissime et à consolider sa dictature. »⁵²⁰

Cette Constitution provisoire viendrait en effet mettre un terme à ce que Sun Yat-sen appelait le temps de la « tutelle politique », période transitoire dont le but est d'éduquer le peuple à élire ses représentants, avant l'élection d'un nouveau gouvernement. L'adoption d'une Constitution marquerait alors la fin de cette période de tutelle et consacrerait donc le triomphe de Chiang Kai-shek au sein du parti nationaliste. Or selon Alphonse Monestier, Chiang peut s'appuyer sur la population : « Dans toutes les classes de la société, il n'y a qu'un cri pour demander l'établissement d'une Constitution provisoire qui établisse les droits de l'homme. »⁵²¹

Chiang Kai-shek fait mettre son rival Hu Hanmin en résidence surveillée le 28 février 1931 et l'oblige à démissionner du Yuan exécutif. Bientôt, il semble que l'état de santé de Hu Hanmin se dégrade. Alors que Chiang « nie toute pression de sa part », c'est le général Brissaud-Desmaillet, ancien conseiller du gouvernement chinois, qui commente l'attitude du généralissime envers Hu Hanmin :

« À vrai dire nous n'avons jamais cru que le généralissime ait nourri de sinistres desseins à l'endroit de Hou Han Min. Si ce dernier est tombé malade, soit de colère rentrée comme il arrive souvent aux Chinois qui ont perdu la face, soit d'épuisement nerveux comme il est vraisemblable, après le long surmenage

⁵¹⁷ A. MONESTIER, « Hou Han Min », *La Politique de Pékin*, 7 mars 1931.

⁵¹⁸ *Ibid.*

⁵¹⁹ *Ibid.*

⁵²⁰ J. RODES, *À travers la Chine actuelle*, *ibid.* p. 130.

⁵²¹ *Ibid.*

auquel il s'est livré, un tel accident ne pouvait faire partie du programme de Tchang Kai chi auquel il n'aurait pu que nuire. Et, disons-le hautement, Tchang Kai Chi qui a le courage d'affronter ses ennemis en face, n'est pas le spadassin que d'aucuns voudraient nous faire croire. [...]

Mais pour être un grand cœur, Chang Kai chi n'en est pas moins politicien et un politicien émérite, et à ce titre, il n'échappe pas à la règle commune des combinaisons. Qu'il ait forcé la main à Hou Han Min pour avoir sa démission, cela ne fait de doute à personne. »⁵²²

Cet événement est celui qu'attendait Wang Jingwei pour reprendre la main. En mai 1931, un gouvernement dissident se met en place à Canton, réconciliant Hu Hanmin et son rival du Guomindang « sous la même bannière »⁵²³ : celle d'une « rébellion uniquement dirigée contre un homme : Chang Kai-shek, à qui on attribuait les projets ambitieux d'un nouveau Yuan-Chi-Kai⁵²⁴. »⁵²⁵

Du gouvernement dissident de Canton à la réconciliation face à la menace japonaise (1931)

Ce gouvernement dissident regroupe les partisans de Wang Jingwei : parmi eux on trouve Sun Fo, le fils de Sun Yat-sen et Eugène Chen, nommé Ministre des Affaires étrangères de ce gouvernement. On connaît l'importance de Canton, ville rebelle qui fut plusieurs fois le siège d'un gouvernement d'opposition⁵²⁶, en plus d'être la ville natale de Sun Yat-sen et Hu Hanmin. Eugène Chen semble être l'un des membres les plus en vue de ce gouvernement dissident. Cultivé, et acerbe, ce chinois d'origine anglaise est aussi, en tant que Ministre des Affaires étrangères, le principal interlocuteur des Français se rendant à Canton. C'est donc lui qu'Andrée Viollis souhaite voir lors de son passage en Chine en 1932. Les membres du gouvernement de Canton réclament la démission de Chiang Kai-shek et Wang Jingwei affirme à Jean Rodes :

« Nous exigeons une démission totale. Nous n'acceptons pas plus Chiang Kai-shek comme généralissime que comme président. »⁵²⁷ Il ajoute : « À Nankin prévaut la dictature, ici l'esprit révolutionnaire démocratique. »⁵²⁸

Pourtant, le chef du gouvernement de Canton est obligé de revenir très vite sur ses propos. En effet, le 18 juillet 1931 c'est l'incident de Moukden, étincelle de la guerre sino-japonaise. Dès lors, l'unité est de mise contre les Japonais, et les gouvernements de Canton et Nankin

⁵²² G. BRISSAUD-DESMAILLET, « Hou Han Min et Tchang Kai-Chek », *La Politique de Pékin*, 14 mars 1931.

⁵²³ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 23 mai 1931.

⁵²⁴ Qui a tenté de rétablir l'empire à son profit, voir partie 1, chapitre 1.

⁵²⁵ J. RODES, *op.cit.* p. 130.

⁵²⁶ Notamment celui de Sun Yat-sen face à Yuan Shikai voir partie 1, chapitre 2.

⁵²⁷ J. RODES, *ibid.* p. 139.

⁵²⁸ « Le gouvernement dissident de Nankin », *Revue de l'Asie française*, septembre-octobre 1931.

déclarent leur réconciliation nationale lors d'une conférence à Shanghai. Alphonse Monestier s'en félicite : « La menace du Japon ! Mot magique ! Il n'a pas fallu moins que ça pour faire enterrer – momentanément du moins – la hache de guerre et l'on peut mesurer l'étendue de la haine qu'inspire le Japon en Chine à l'immensité de la difficulté ainsi surmontée tout d'abord. »⁵²⁹

Si la réconciliation entre Wang Jingwei et Chiang Kai-shek est teintée d'une grande méfiance, les deux hommes font front commun à mesure que le Japon étend son emprise sur la Chine. Wang Jingwei, nommé président du Yuan exécutif puis Ministre des Affaires étrangères lance en 1933 un nouveau mot d'ordre : « Achevons l'unification par la reconstruction. »⁵³⁰ À ce propos il est intéressant de voir le changement d'attitude d'Alphonse Monestier vis-à-vis du leader de l'aile gauche du Guomindang. Si en 1927 le journal médit sur celui qui s'est allié aux communistes, cinq ans plus tard, *La Politique de Pékin* fait de Wang Jingwei son directeur d'un jour. Le ton employé par Alphonse Monestier est alors bien différent :

« Une fois n'est pas coutume. Pour aujourd'hui nous passerons la main avec avantage à notre éminent confrère Wang Ching-ouei [Wang Jingwei], qui, non content d'occuper les importantes fonctions de président du Yuan exécutif, donne hebdomadairement à la *People's Tribune*, en des articles brillants et pondérés, les fruits de ses méditations sur les problèmes politiques de l'heure. Ses vues sont toujours instructives, non moins par le point de vue philosophique qui l'inspire que par le degré d'information dont elles témoignent, et pour cause, il est dans le secret des dieux. [...] »⁵³¹

De fait, le gouvernement de Canton a fait long feu, puisqu'il n'a duré que quelques mois. Malgré un ultime mouvement de révolte dans le Fujian autour de Sun Fo en novembre 1933 aux allures de pétard mouillé, l'heure semble enfin être à l'unité interne du Guomindang, au tournant de ces années 1930, qui sont aussi celles où le Japon élargit son emprise sur la Chine du Nord. Wang Jingwei se montre un collaborateur docile de Chiang Kai-shek. Ils partagent tous deux la conviction que la Chine est trop faible pour se mesurer au Japon dans une guerre déclarée. C'est donc Wang qui orchestre notamment les relations de compromis avec le Japon⁵³². Il reçoit aussi avec affabilité, les envoyés français, comme Fernand Maurette, sous-directeur du bureau international du travail, envoyé en Chine par l'Institut International de Coopération Intellectuelle⁵³³.

⁵²⁹ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 21 novembre 1931.

⁵³⁰ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 24 juin 1933.

⁵³¹ A. MONESTIER, *La Politique de Pékin*, 19 août 1933.

⁵³² X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 105.

⁵³³ Fernand Maurette, dans le rapport qu'il envoie la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle écrit « Nous avons eu des entretiens très utiles avec le président du conseil, Monsieur Wang Ching Wei, à la courtoisie

Ces dissensions politiques désormais aplanies⁵³⁴, Chiang Kai-shek a les mains libres pour modeler une politique à son image. En 1934, il lance le « Mouvement pour la Vie Nouvelle » qui a pour but de remettre les Chinois sur les rails de la morale confucéenne. Les intellectuels se rendent en Chine pour témoigner de cette nouvelle philosophie.

2) Du Mouvement pour la Vie Nouvelle à l'ultime trahison de Wang Jingwei (1934-1938) : la victoire de la force ?

Le Mouvement pour la Vie Nouvelle

- Un Mouvement fondé sur une réorganisation des mœurs

Le Mouvement pour la Vie Nouvelle est lancé en février 1934 par Chiang Kai-shek et sa femme, Soong Meiling. Cette dernière a converti son mari à un protestantisme « moralisateur »⁵³⁵, qui, selon le grand écrivain chinois Hu Shih,⁵³⁶ a tout à voir avec « les principes spartiates qu'il veut inculquer au pays. »⁵³⁷ Il s'agit en effet pour le couple dirigeant d'instaurer une idéologie pour contrecarrer le communisme dont les idées se répandent dans la Chine entière. Ce sera un nouvel « ordre moral » fondé sur des valeurs confucéennes, qui doit permettre une « renaissance » de la Chine, face au savoir occidental aliénant⁵³⁸. Ce n'est donc pas un hasard si le Mouvement pour la Vie Nouvelle est lancé depuis le Jiangxi, première base de la République soviétique, que les communistes chinois ont dû fuir sous la pression des nationalistes.

Madame Chiang Kai-shek, qui devient l'âme véritable du Mouvement à partir de 1936, explique que celui-ci cherche à faire revivre « les quatre grandes vertus traditionnelles de la Chine [...] : l'étiquette, la justice, l'intégrité et la conscience. »⁵³⁹ Comme l'explique Arif Dirlik, ces quatre principes, présentés comme d'antiques vertus chinoises, garantissent « une

et la compréhension de qui nous nous permettons de rendre ici un respectueux hommage, avec le ministre de l'industrie, le ministre des voies et communications ainsi qu'avec les représentants des divers comités nationaux du fond de l'indemnité dit des boxeurs. » dans IICI, AG 1-IICI-A-I-135 1934.

⁵³⁴ Chiang Kai-shek est d'autant plus libre qu'en 1935, Wang Jingwei est grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat. Il part se faire soigner en Europe, laissant Chiang Kai-shek prendre la tête du gouvernement. Y. CHEVRIER, « WANG Jingwei 汪精衛 - Maitron » *op.cit.*

⁵³⁵ A. ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, *op.cit.* p. 164.

⁵³⁶ Éduqué aux États-Unis, Hu Shih est professeur en philosophie. Initiateur du Mouvement du 4 Mai 1919, Hu Shih a notamment contribué durant cette période, à établir le langage vernaculaire comme le langage officiel à l'écrit.

⁵³⁷ Marc CHADOURNE, « La Vie Nouvelle en Chine – à Nankin », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 2^e trimestre 1935.

⁵³⁸ A. ROUX, *op.cit.* p. 213.

⁵³⁹ « Le Mouvement de la Vie Nouvelle par Madame Tchang Kai-Shek », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 1938.

conduite adéquate en accord avec les lois naturelles et sociales et la discipline nationale. »⁵⁴⁰ (notre traduction). Le premier principe « Li » en chinois, que l'on traduit ici par « étiquette », c'est-à-dire le « respect des convenances » comme le traduit Alain Roux, est le plus important parmi les quatre édictés par Madame Chiang Kai-shek. Il fait référence à l'un des concepts centraux du confucianisme, ici appelé « l'étiquette », autrement dit les « bonnes manières ». C'est donc un moyen de discipliner les Chinois, tout en « interférant dans la vie privée des citoyens »⁵⁴¹.

C'est de cette réalité que témoigne un jeune écrivain français présent sur place, Marc Chadourne. Celui-ci, décrit par Auguste Wilden, Ministre de la France en Chine, comme un homme « de culture, droit, honnête et passionné »⁵⁴², est un voyageur infatigable et qui publie des ouvrages à chaque retour de voyage. En 1935, il réalise pour *Paris-Soir* un « voyage d'enquête » en Chine, et ce sont probablement ses articles que l'on trouve retranscrits dans le *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*. Marc Chadourne témoigne ainsi de l'atmosphère propagée par le Mouvement de la Vie Nouvelle dans les grandes villes chinoises. On remarque que ce mouvement s'immisce dans tous les aspects de la vie des Chinois y compris dans la sphère privée. Mademoiselle Wong, jeune étudiante de Pékin, présente à Marc Chadourne quelques-uns des quarante préceptes édictés par Chiang Kai-shek :

« : 1° les vêtements doivent être propres et portés d'une façon correcte ; 2° correctement boutonnés ; 3° le chapeau doit être mis selon un angle convenable ; 4° les souliers correctement attachés ; 5° il faut manger d'une manière raisonnable et modérée ; 7° ne pas gaspiller le riz ; 9° la maison et les chambres doivent être tenues en ordre, etc. »⁵⁴³

Madame Chiang Kai-shek va plus loin encore en affirmant en 1938 :

« Dès son arrivée à Woosung, sur l'embouchure du fleuve sur lequel Shanghai est bâtie, le voyageur (s'il lit la langue chinoise) est assailli par les devises du Mouvement qui exhortent à être propre, digne simple et honnête. S'il poursuit sa route jusqu'à Chinkiang et Nankin, il retrouve ces maximes affichées aux poteaux télégraphiques, à la moindre place disponible, dans les autobus, les bateaux et autres véhicules publics. [...] Dans les agglomérations, un inspecteur sanitaire visite chaque semaine chaque maison et y appose une affiche avec mention "propre" "à peu près propre" ou "sale" suivant le cas. »⁵⁴⁴

⁵⁴⁰ Arif DIRLIK, « The Ideological Foundations of the New Life Movement: A Study in Counterrevolution », *The Journal of Asian Studies* 34, n° 4 (1975), p. 965, <https://doi.org/10.2307/2054509>.

⁵⁴¹ Zhang QIANG, « "A Watch Dropped in the Desert": Journey to a War and the New Life Movement », *ATHENS JOURNAL OF HISTORY* 1, n° 2 (31 mars 2015), p. 151, <https://doi.org/10.30958/ajhis.1-2-4>.

⁵⁴² Lettre de A. WILDEN à Aristide Briand, 12 août 1930, MAE, FRMAE 417 QO, dossier 214.

⁵⁴³ Marc CHADOURNE, « La Vie Nouvelle en Chine – à Pékin », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 2^e trimestre 1935.

⁵⁴⁴ « Le Mouvement de la Vie Nouvelle par Madame Tchang Kai-Shek », *op.cit.*

Malgré les dénégations de Madame Chiang Kai-shek, le Mouvement pour la Vie Nouvelle vise donc bien à abolir la sphère privée de l'individu, pour lui substituer un esprit de corps, au service d'un État assaini et moderne.

Ce Mouvement pour la Vie Nouvelle est accueilli favorablement par l'économiste et journaliste Henri Brenier qui, en 1938 dans la conservatrice *Revue de l'Asie française*, y voit l'un des ciments du patriotisme chinois en construction :

« Ce sentiment patriotique trouvera, il faut l'espérer pour la Chine, un aliment dans le mouvement pour la « vie nouvelle » qui avait été lancé par le généralissime Tsiang [Chiang Kai-shek] et sa femme en 1934. C'était, après la période d'extraordinaire anarchie intellectuelle et morale qui avait régné pendant plusieurs années, à la suite de la Grande guerre, et parmi la jeunesse des deux sexes, un retour aux traditions et aux vertus nationales, un élan vers une réforme des mœurs et vers un réel progrès social (et pas seulement scientifique et technique), sur le sérieux et l'étendue desquels nous avons des témoignages concordants, si certaines de ces manifestations prêtèrent un peu à sourire et si cette croisade a surtout atteint les grandes villes. »⁵⁴⁵

Et donc, si le Mouvement pour la Vie Nouvelle dit s'appuyer sur d'anciennes valeurs de la civilisation chinoise, il est en fait profondément lié aux fêlures issues de la République. Si Qiang Zhang voit une contradiction « irréconciliable entre le mode de vie ancien hérité de l'ancienne civilisation chinoise et le mode de vie moderne exhibé par l'Occident »⁵⁴⁶, pour Arif Dirlik, il s'agit au contraire de « faire de la Chine l'égale de l'Occident en termes de civilisation »⁵⁴⁷ (notre traduction).

Or, l'union de la Chine qui se réalise à partir de 1937 est aussi rendue possible par un autre pilier du Mouvement pour la Vie Nouvelle car ce mouvement met en place une « militarisation » de la société, dont le but final est que « tous les citoyens autant que chacun d'entre eux (*each and every citizens*) "protègent la race et défendent la nation" ». Cette militarisation de la société est notamment incarnée par les « Chemises bleues », milice secrète de Chiang Kai-shek qui fait office de police politique, selon le sinologue Jacques Gernet⁵⁴⁸. Cette organisation, qui rappelle bien sûr les chemises brunes hitlériennes ou les chemises noires de l'Italie mussolinienne, est à elle seule le symbole de la « fascination de Chiang pour

⁵⁴⁵ Henri BRÉNIER, «Le patriotisme nouveau-né et le Mouvement pour la Vie Nouvelle », *Revue de l'Asie française*, mars 1938.

⁵⁴⁶ Z. QIANG, « "A Watch Dropped in the Desert" », *op.cit.* p. 156.

⁵⁴⁷ A. DIRLIK, « The Ideological Foundations of the New Life Movement », *ibid.* p. 963.

⁵⁴⁸ Jacques GERNET, *Le monde chinois*, t. 10, Armand Colin, Paris, 1999, p. 549.

l'Allemagne nazie et dans une moindre mesure pour l'Italie fasciste. »⁵⁴⁹ L'air du temps est donc aux pouvoirs forts adossés à l'armée, et la Chine ne fait pas exception.

- Un fascisme chinois ?

La question de savoir s'il existe un fascisme chinois est posée sans détour par Marc Chadourne à Wang Jingwei, lors d'une entrevue en 1935. Cet homme continue donc d'être notre fil conducteur au cœur des soubresauts politiques de la Chine en ces années 1930. Malgré une gêne visible⁵⁵⁰, le ministre chinois des Affaires étrangères balaie cette question d'un revers de main. Marc Chadourne insiste :

« -Et les chemises bleues ? J'ai ouï parler d'actes de répression extrêmement sévères commis par ces organisations secrètes.

- Le général Chiang Kai Shek n'a pas reconnu l'activité secrète des "chemises bleues" qui, à l'origine, n'ont été créées que pour maintenir une discipline plus forte dans l'armée. D'ailleurs les "chemises bleues" n'ont aucun rapport avec le Mouvement. »⁵⁵¹

L'idée que le Mouvement pour la Vie Nouvelle serait une facette chinoise du fascisme semble imprégner les connaisseurs de la Chine. Elle est notamment défendue en 1935 par les intellectuels de la gauche française. René Étiemble qui, à ce moment-là, fait encore partie de l'Association des amis du peuple chinois raconte en 1976 : « Je l'attaquais chaque fois ce Tchang ou Tchiang, dès que j'en avais l'occasion, lui et sa Nouvelle vie, son Sin cheng-houo⁵⁵², son fascisme que bénissaient équitablement les jésuites français et les missionnaires protestants. »⁵⁵³ Si à cette époque ses collègues des Amis du peuple chinois font eux aussi allusion à « la formation d'organisation de chemises bleues ou de bandes fascistes basées sur les méthodes de dictature économique de Mussolini et d'Hitler »⁵⁵⁴, ils n'y reviennent pas, alors que cet argument aurait eu sa place dans leur argumentaire visant à faire de Chiang Kai-shek le laquais de l'impérialisme. Le Mouvement pour la Vie Nouvelle se poursuit jusqu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, mais les intellectuels de gauche ne font plus jamais mention d'un quelconque fascisme du régime chinois.

⁵⁴⁹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 253.

⁵⁵⁰ « Faut-il voir comme on l'assure, une tendance au fascisme dans la « Nouvelle Vie » ? Je n'ai pu me retenir de demander au président du Conseil s'il est acquis au nouvel ordre moral instauré à Nanchang par le général Chiang Kai Shek. Une légère rougeur colore les joues de M Wang Chin Wei. M Tsen-tsong-ming, son ministre des chemins de fer qui nous sert d'interprète me transmet une réponse circonstanciée. », Marc CHADOURNE, « La Vie Nouvelle à Nankin », op.cit.

⁵⁵¹ *Ibid.*

⁵⁵² *Xin Shenghuo* 新生活 : Vie Nouvelle.

⁵⁵³ R. ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, op.cit. p. 436.

⁵⁵⁴ « La Chine et les puissances impérialistes », *Front mondial*, mars 1934.

Xavier Paulès et Alain Roux, estiment quant à eux que l'on peut difficilement parler de fascisme chinois. En effet, « On retrouve [dans les discours de Chiang Kai-shek], toutes les composantes associées au concept de fascisme, mais chaque fois affectées d'une particularité qui les distingue. »⁵⁵⁵ Il manque ainsi, dans le Mouvement de la Vie Nouvelle, certains éléments constitutifs de l'idéologie fasciste comme la volonté de créer un homme nouveau et un endoctrinement massif de la population, ce que n'atteint jamais la Vie Nouvelle, et une attention à la jeunesse⁵⁵⁶. Alain Roux ajoute que le nationalisme proclamé par Chiang est d'ordre « défensif » et non agressif comme le nazisme du Troisième Reich⁵⁵⁷. Pourtant, les « chemises bleues », milice secrète formée notamment des diplômés des six premières promotions de l'académie de Huangpu, démontrent l'ambiguïté d'un régime qui n'hésite pas à recourir à la violence et à l'intimidation pour affermir son autorité.

Par ailleurs, Chiang Kai-shek cherche bien à mettre en place un régime autoritaire fondé sur l'ordre et l'armée, mais le culte du chef y est moins prononcé que dans les fascismes occidentaux. Ainsi explique Alain Roux, Chiang « se laisse rarement qualifier de "chef", préférant se faire appeler "le président du conseil" ou "le président de la République". »⁵⁵⁸ Si l'écrivain chinois Hu Shih estime que Chiang Kai-shek pourrait souhaiter devenir « un dictateur », il pense aussi qu'il « lui faudrait [pour cela] une victoire héroïque. [...] Une simple réforme des mœurs ne peut suffire à faire de lui un héros. »⁵⁵⁹ En outre, à partir de 1936, c'est d'ailleurs son épouse qui devient la véritable figure du Mouvement, lui volant la vedette.

Le Mouvement pour la Vie Nouvelle, qui possède à première vue des similitudes avec les fascismes occidentaux présente pourtant des facettes originales, que les intellectuels français perçoivent. Plus que de créer un Homme nouveau il s'agit d'une réforme des mœurs chinoises, « tant sur le plan hygiénique que sur le plan du comportement pour revitaliser la nation »⁵⁶⁰. Mais ce mouvement souligne que la Chine, comme d'autres pays, est attirée par une idéologie fondée sur la force.

Wang Jingwei, qui revient en Chine en février 1937 après être parti en Allemagne se faire soigner⁵⁶¹, est celui qui choisit de devenir l'auxiliaire au Japon de tendance fasciste. Il fait donc

⁵⁵⁵ A. ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, *op.cit.* p. 195.

⁵⁵⁶ X. PAULÉS, *op.cit.* p. 254.

⁵⁵⁷ A. ROUX, *op.cit.* p. 195.

⁵⁵⁸ A. ROUX, *ibid.*

⁵⁵⁹ Marc CHADOURNE, « La Vie Nouvelle en Chine – à Nankin », *op.cit.*

⁵⁶⁰ A. DIRLIK, *ibid.* p. 945.

⁵⁶¹ En décembre 1935, Wang Jingwei est grièvement blessé dans une tentative d'assassinat (voir MC Bergère).

définitivement basculer la Chine dans la Seconde Guerre mondiale, dans un ultime antagonisme avec son frère ennemi, Chiang Kai-shek.

L'ultime trahison de Wang Jingwei : le gouvernement de collaboration avec les Japonais (1938-1940)

Lorsqu'il rentre dans son pays après avoir reçu des soins à la suite de l'attentat dont il a été victime, Wang Jingwei expose la ligne de sa politique étrangère. En ce début d'année 1937, elle repose encore sur la conciliation avec le Japon :

« La Chine, dit M. Wang, est prête à coopérer sur une base de réciprocité avec tout pays qui n'a aucun dessein agressif. Pour les nations qui se sont montrées agressives, comme cela est prouvé par leurs actes, la Chine désire sincèrement montrer la plus grande patience, dans l'espoir que l'agresseur reviendra à des meilleurs sentiments, de manière que les deux pays puissent s'engager sur la route de la coexistence et de la coprosperité. »⁵⁶²

À cette date, Wang Jingwei s'oppose fermement à la formule : « La résistance à l'agression étrangère doit venir en premier lieu, et le rétablissement de l'ordre à l'intérieur en second lieu. »⁵⁶³ Marginalisé par sa longue absence qui a laissé à son rival tout le temps de concentrer en ses mains l'essentiel du pouvoir, il est désavoué par Chiang Kai-shek qui, à partir de la bataille de Shanghai, choisit « la résistance jusqu'au bout »⁵⁶⁴. David Serfass retrace les étapes du glissement de Wang Jingwei vers la collaboration avec le Japon et il raconte ainsi les réunions informelles de Wang avec les « partisans de la paix ». Wang demeure donc sur la ligne directrice du Guomindang qui avait cours avant le Front Uni, car il doute de la « sincérité des communistes à s'allier avec le gouvernement central dans sa lutte contre la puissance étrangère. »⁵⁶⁵ La conclusion du second Front Uni lui donne tort et amplifie les inquiétudes des partisans du « Mouvement de paix ».

Des négociations de paix avec le Japon s'engagent en novembre 1938. Un mois plus tard, Wang Jingwei quitte Chongqing pour aller négocier la paix. Exclu à vie du Guomindang, il aurait pu choisir de se réfugier en Europe comme il l'avait fait plus tôt. Mais un événement le jette sur la voie de la collaboration. Alors que Wang Jingwei est à Hanoï avec des collaborateurs, « dans la nuit du 20 mars 1939, un commando nationaliste chargé de l'assassiner pénétra dans

⁵⁶² « Les idées de Monsieur Wang Ching Wei, *Le Temps*, 3 mars 1937.

⁵⁶³ *Ibid.*

⁵⁶⁴ David SERFASS, « Résister ou négocier face au Japon: La genèse du gouvernement de collaboration de Nankin (janvier 1938-avril 1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 125 (2015) pp. 121-32, <https://www.jstor.org/stable/24674903>.

⁵⁶⁵ « Les idées de Monsieur Wang Ching Wei », *op.cit.*

sa villa et tua un homme qui se révéla être Zeng Zhongming [Tsen Tsonming]»,⁵⁶⁶ fidèle secrétaire de Wang Jingwei et l'un des passeurs culturels entre la France et la Chine. Wang Jingwei atterrit à Tokyo le 31 mai 1939, officialisant son rattachement au Japon.

Comme on pouvait s'y attendre, son attitude est unanimement condamnée par la gauche française qui, sur la ligne édictée par Chiang Kai-shek, fait de lui le traître par excellence. Un article de *Chine* non signé⁵⁶⁷ affirme : « Le traître sait que tous ses anciens amis se sont détournés de lui, que son nom est abhorré et qu'il est cité partout comme synonyme de trahison de la patrie. »⁵⁶⁸ L'un des piliers de l'Association des amis du peuple chinois, Alexandre Varenne écrit que Wang Jingwei est un personnage « d'une profonde amoralité [et] d'une ambition terrible. »⁵⁶⁹ Alexandre Varenne est docteur en droit, originaire de Clermont-Ferrand⁵⁷⁰. Nommé gouverneur de l'Indochine par Paul Painlevé en 1925⁵⁷¹, il n'a de cesse de défendre la sécurité de la perle de l'empire français en Asie.

En juin 1939, dans l'article non-signé mais qui semblait bien au courant des dessous des manœuvres de Wang Jingwei on trouve :

« Il voudrait que les Japonais suppriment les différents gouvernements fantoches et n'en constituent qu'un seul dont lui, Wang Chin Wei, serait le dirigeant. Le traître sait pourtant que lorsqu'il a voulu acheter les journaux de Changhai, ceux-ci ont repoussé avec dégoût ses propositions. »⁵⁷²

Pourtant, l'entrée de plain-pied de Wang Jingwei dans la collaboration se matérialise le 30 mars 1940, lorsqu'il prend la tête d'un régime collaborateur appelé « Gouvernement national réorganisé », « contestant à Chongqing l'héritage du Parti nationaliste. »⁵⁷³ C'est d'autant plus vrai que ce gouvernement à la solde des Japonais choisit symboliquement de s'établir à Nankin, capitale désertée par le Guomindang depuis la fin de l'année 1937. Wang Jingwei fait aussitôt siens les mots d'ordre du Japon, affirmant que « la Chine et le Japon, tels deux frères réconciliés,

⁵⁶⁶ D. SERFASS, « Résister ou négocier face au Japon », *op.cit.*

⁵⁶⁷ C'est assez rare pour être souligné.

⁵⁶⁸ « Un traité au pilori », *Chine* n°12, juin 1939.

⁵⁶⁹ Alexandre VARENNE, « La France devant la menace japonaise », *Chine* n°13-14, juin-juillet 1939.

⁵⁷⁰ Alexandre Varenne (1870- 1947) adhère au Parti Socialiste Français de Jean Jaurès en 1902, et lance le journal *L'Ami du Peuple* deux ans plus tard. Très engagé dans le socialisme auvergnat – sa région natale – il est élu député socialiste du Puy-de-Dôme en 1906. Élu vice-président de la Chambre des députés en 1924, ce qui marque un tournant dans sa vie politique, il est nommé gouverneur général de l'Indochine en octobre 1925 jusqu'en 1930. Il est partisan de réformes en Indochine, et d'un socialisme « réaliste et constructeur ». À partir de 1928, ses relations avec la SFIO sont fluctuantes et ne lui permettent pas d'être élu sénateur. À partir de 1936, il se consacre à son journal, *La Montagne*, qui devient « l'un des bastions de la résistance. » « VARENNE Alexandre, Claude - Maitron », consulté le 5 novembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article133748>.

⁵⁷¹ <https://www.fondationvarenne.fr/qui-sommes-nous/notre-histoire/alexandre-varenne/> consulté le 26 août 2020.

⁵⁷² « Un traité au pilori », *op.cit.*

⁵⁷³ David SERFASS, « Le gouvernement collaborateur de Wang Jing-Wei, aspects de l'Etat d'occupation durant la guerre sino-japonaise », thèse sous la direction d'Yves CHEVRIER, Paris, EHESS, 2017, p. 24.

établiront un ordre nouveau en Asie orientale. »⁵⁷⁴ Il reprend le slogan japonais d'un monde « dans ses huit directions sous un seul toit », c'est-à-dire d'un ordre nouveau grâce à « l'union indéfectible du Japon, de la Mandchourie et de la Chine. »⁵⁷⁵

La création de ce nouvel État est commentée par André Duboscq pour *Le Temps* :

« Les Japonais savent bien que le gouvernement de Wang Ching Wei sera précaire tant qu'il ne s'exercera que sur une partie du territoire chinois, et que la paix sera impossible tant que cet état de choses subsistera. Aussi l'attitude qu'ils font tenir à Wang Ching Wei est-elle qualifiée de provisoire en attendant la fusion des deux gouvernements en un seul. »⁵⁷⁶

Du côté de *L'Europe nouvelle* aussi on a conscience de la faiblesse de ce gouvernement, que Chongqing considère être « une organisation fantoche créée et contrôlée par les militaristes japonais comme un instrument pouvant leur servir à usurper les droits de souveraineté de la Chine ainsi qu'à détruire son indépendance et son intégrité territoriale. »⁵⁷⁷

L'article de *L'Europe nouvelle* pointe les faiblesses du gouvernement collaborateur qui ne contrôle dans les faits qu'une très petite partie du territoire chinois (une partie des provinces du Jiangsu, Zhejiang, Anhui et Hubei), ainsi que la région de Canton⁵⁷⁸ :

« Ce fut certes une grande réussite pour les Japonais, que d'attirer dans leur camp une personnalité de l'importance de M. Wang Ching Wei. Mais cette opération, qui n'aboutit qu'à discréditer ce dernier, ne résout rien. Et le gouvernement qu'il vient de créer n'a pour tout fondement que la force des armées japonaises. »⁵⁷⁹

C'est donc fait. Wang Jingwei, intellectuel et ancien homme d'action, rival toujours déçu de Chiang Kai-shek a accepté de devenir le pantin des ennemis de la Chine. La création de ce nouvel État au cœur d'une guerre devenue mondiale, illustre une fois de plus la division du monde en deux blocs. Les intellectuels s'attachent en effet à décrire les attitudes des puissances face au nouveau gouvernement. Si « l'Italie comme pour le Mandchoukouo a aussitôt adopté une ligne de conduite des plus amicales »,⁵⁸⁰ l'Allemagne fait de son côté « de grands efforts pour décider le Japon, sinon à se ranger ouvertement à ses côtés, du moins à modifier sa conception de la neutralité dans un sens favorable à Berlin. »⁵⁸¹ À l'autre bout de l'échiquier

⁵⁷⁴ Revue de l'Asie française, mars 1940.

⁵⁷⁵ P-F. SOUYRI, *Nouvelle histoire du Japon*, op.cit.. p. 530.

⁵⁷⁶ A. DUBOSCQ, « Un événement et des rumeurs en Extrême-Orient », *Le Temps*, 9 avril 1940.

⁵⁷⁷ « Les réactions de Chongqing », *La Revue de l'Asie française*, février 1940.

⁵⁷⁸ D. SERFASS, op.cit. p. 25

⁵⁷⁹ N.B « Le gouvernement de M. Wang Ching Wei », *L'Europe Nouvelle*, 6 avril 1940.

⁵⁸⁰ « Attitude des puissances étrangères », *Revue de l'Asie française*, mars 1940.

⁵⁸¹ J. DELEBECQUE, « Complications asiatiques », *L'Action française*, 27 mars 1940.

international, les États-Unis « ont dès le premier jour, annoncé tenir le gouvernement de Chongqing comme le seul gouvernement de la Chine. »⁵⁸²

Cet article sur « l'attitude des puissances étrangères » face au gouvernement collaborateur de Wang Jingwei est le dernier de *La Revue de l'Asie française*, engloutie comme d'autres par la Seconde Guerre mondiale. L'éternel rival de Chiang Kai-shek est donc, concrètement et symboliquement, le trait d'union entre la guerre sino-japonaise et le second conflit à vocation mondiale. Si Wang a toujours souhaité une Chine respectable et respectée, il se perd lui-même dans les affres de la collaboration. Il nous faut donc à présent aborder le rôle de la Chine dans la guerre, mais sous un angle particulier qui voit certains intellectuels se muer en hommes d'action sur le lointain territoire de la République du Milieu.

II. Chine et France durant le second conflit mondial et ses suites : résistance et fraternité (1940-1946)

Le second conflit mondial sera traité ici sous l'angle de la résistance française organisée depuis la Chine, car on retrouve des hommes qui font le choix de la Résistance à titre individuel ou qui s'insèrent dans des Mouvements plus structurés en faveur de la France libre. La prise de contact difficile avec le gouvernement de Nankin révèle en creux la politique de Vichy et la place centrale de l'Indochine. Enfin, au sortir de la guerre, une même fraternité d'expérience resserre les liens intellectuels entre les deux pays.

1) Résister depuis la Chine : l'engagement pour la France libre en terre chinoise

Nous avons fait le choix de ne pas retracer chronologiquement les événements de la Seconde Guerre mondiale en Chine à travers les journaux français, comme nous l'avions fait pour le premier conflit mondial. Il nous a paru plus pertinent de mettre un coup de projecteur sur ce que la Chine représente pour certains intellectuels français. En effet, il apparaît dès 1940 que la Chine, qui à ce moment-là entretient encore des relations diplomatiques avec Vichy, devient une base arrière de la résistance française puisque de très nombreux intellectuels français présents en Chine se sont engagés pour la France libre. Nous suivrons donc un mouvement de résistance particulier, « France Quand Même » né à Shanghai en 1940. Malgré des informations lacunaires, nous pourrions aussi retracer le parcours de quelques intellectuels français qui

⁵⁸² « Attitude des puissances étrangères », *op.cit.*

s'engagent de manière individuelle dans la résistance. Jacques Guillermaz, adjoint de l'attaché militaire à l'ambassade de France en Chine, est l'un de ceux qui permet de faire le lien entre ces personnes. La mission de Guillermaz est de « [s'] informer au jour le jour du développement des opérations, tenir l'ordre de bataille des forces engagées de part et d'autre [et] apprécier les méthodes de "pacification" japonaise en Chine du Nord. »⁵⁸³ À la fois spectateur et acteur, il est le trait d'union entre la France et la Chine, mais aussi, l'homme qui fait le lien entre les Français de Chine dont il connaît, à l'époque ou *a posteriori*, les actions. Par son activité, il se trouve au cœur des relations diplomatiques, et par son souhait de rejoindre la Résistance dès l'appel du 18 juin⁵⁸⁴, il est particulièrement à même de révéler les acteurs et les organismes de la France libre en Chine.

Parmi ces derniers, il nous faut revenir dans un premier temps sur le Mouvement de résistance « France Quand Même », mis en place à Shanghai.

France-Quand Même, un mouvement de Résistance française à Shanghai

L'Indochine, et les concessions françaises en Chine sont au cœur de la politique chinoise de Vichy. On a vu déjà le problème que posait le ravitaillement des troupes de Chiang Kai-shek par le chemin de fer du Yunnan. Le 16 juin 1940, le Général Catroux, gouverneur de l'Indochine, se résout à fermer la frontière indochinoise sous la pression des Japonais. Chiang Kai-shek, basé dans sa nouvelle capitale Chongqing constamment bombardée, rompt alors les liens commerciaux avec la France. En se soumettant à l'ultimatum japonais, la politique française de Vichy « s'engage dans un processus d'abandon irréversible, s'aliénant [Chongqing] »⁵⁸⁵. Au moment où l'armistice est signé par la France le 16 juin 1940, le nouveau gouverneur nommé en Indochine est Jean Decoux, un vichyste convaincu. Henri Cosme, ambassadeur de France en Chine depuis 1939 est, quant à lui, partisan de la reconnaissance du régime de Wang Jingwei⁵⁸⁶. Ce contexte défavorable n'empêche pas la création d'« un groupe ardent de patriotes, qui, ne voulant pas accepter la défaite, alors que nos alliés britanniques continuaient la lutte, s'élevèrent contre la capitulation et décidèrent de continuer la lutte »⁵⁸⁷ dans la Concession française de Shanghai. Le comité de Shanghai compte peu de membres mais il est placé sous l'égide d'un personnage volontaire et dynamique : Roderick Egal, négociant de commerce. Bien connu à

⁵⁸³ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, op.cit. p. 56.

⁵⁸⁴ *Ibid.* p. 68.

⁵⁸⁵ Fabienne MERCIER, « 1940-1944 : Quelle politique chinoise pour l'État français ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 172 (1993) p. 127, <https://www.jstor.org/stable/25730988>.

⁵⁸⁶ J. GUILLERMAZ, op.cit. p. 99.

⁵⁸⁷ « » « France Quand Même », Comité Français Libre de Chine », <http://www.france-libre.net/comite-fl-chine/>, consulté le 22 juin 2019.

Shanghai, Egal est spécialisé dans l'importation de vins et d'alcools français ainsi que de produits de son Sud-Ouest natal⁵⁸⁸. Il s'entoure de figures shanghaiennes comme Meunier, directeur de la banque franco-indochinoise ou Robert Jobez, directeur de la police municipale de Shanghai. En août 1940 est lancé un bulletin hebdomadaire d'une dizaine de pages, envoyé dans « les grandes villes de Chine, en Indochine et au Japon, à Hong-Kong de même qu'aux autres groupements du Pacifique et d'Amérique. »⁵⁸⁹ Louis Ohl, rédacteur de l'article qui ouvre le premier numéro ronéotypé du périodique, donne l'explication de l'appellation « France Quand Même » : saluant la décision du général Catroux, gouverneur de l'Indochine, de rejoindre de Gaulle⁵⁹⁰, il écrit : « Quel magnifique exemple et quelle leçon vous avez ainsi donné aux Français, général Catroux ! Nous vous saluons bien bas parce que vous honorez la France et que vous voulez aussi – comme tant d'autres – la sauver "Quand Même" ! »⁵⁹¹ Louis Ohl n'est pas un inconnu. Spécialiste du Japon, il fut le correspondant du *Petit Parisien* au pays du *Soleil-Levant*, ainsi qu'un collaborateur régulier de *France-Japon*⁵⁹². Sa participation au mouvement France Quand Même, qui se « refuse de s'identifier à un parti politique quelconque »⁵⁹³, nous permet de constater que certains intellectuels, malgré leur japonophilie, n'ont pas souhaité se ranger aux côtés des forces conservatrices.

Le bulletin, créé à des fins de propagande, dont Roderick Egal est l'une des principales plumes, s'intéresse à la fois à l'évolution des événements en France, mais aussi dans une moindre mesure à la manière dont ces événements sont retranscrits par d'autres journaux français en Chine. Son principal opposant est *Le Journal de Shanghai*, avec qui Roderick Egal ferraille féroce, par la presse autant que par les émissions radiophoniques que le mouvement organise chaque soir sur les ondes anglaises puis américaines⁵⁹⁴. Un ancien membre du mouvement de résistance se souvient : « Le ton des émissions fut quelquefois violent. C'était en effet des convaincus qui parlaient et il s'agissait de secouer la torpeur qui

⁵⁸⁸ Claude JAECK, « Français libre de Shanghai : Roderick Egal, gaulliste de la première heure et incorruptible », *Le Souvenir Français de Chine* (blog), consulté le 27 août 2020, <http://www.souvenir-francais-asie.com/2010/06/24/roderick-egal-gaulliste-de-la-premiere-heure-et-incorruptible/>.

⁵⁸⁹ « France Quand Même », Comité Français Libre de Chine », *op.cit.*

⁵⁹⁰ Le Général Catroux, désavoué par Vichy, a pour projet de rejoindre la France via Singapour, territoire britannique. Il profite de cette escale pour rejoindre de Gaulle à Londres.

⁵⁹¹ Louis OHL, « France Quand Même », *France Quand Même* n°1, 15 août 1940.

⁵⁹² C'est lui par exemple qui couvre la visite de Claude Farrère en Chine en 1938 (voir page 59).

⁵⁹³ « Rubrique "Masques à gaz" », *France Quand Même*, n°24, 1^{er} février 1940.

⁵⁹⁴ « La voix des Français libres de Shanghai de France Quand Même se fait entendre aux postes suivants : station X C D N "la voie de la démocratie" tous les soirs (dimanche excepté) de 19h30 à 20 heures. Station X M H A "la voie de l'Asie" tous les soirs (dimanche excepté) de 21h30 à 22 heures. Les émissions de la station XMHA opérant sur ondes courtes sont à la fois destinées à des amis de Shanghai et des amis de l'extérieur. »

régnait sur Shanghai »⁵⁹⁵. *Le Journal de Shanghai* est, pour les résistants, un propagateur complaisant de cette inertie des Français de Shanghai, à l'abri dans les Concessions.

Le Journal de Shanghai, fondé en 1927, dans la Concession française par le fantasque linguiste et aventurier Jean Fontenoy sur lequel nous reviendrons, passe peu de temps après aux mains de Georges Moresthe, ancien chroniqueur du *Petit Parisien*. Les deux périodiques s'accusent ainsi mutuellement de nuire aux intérêts français.

« Nous savons ce que signifient les insinuations du journal de Shanghai. Elles ont pour but de faire entendre qu'il y a deux sortes de Français : ceux que l'on place sous l'étiquette : Front populaire, ces pouilleux, ces galeux dont nous vient tout le mal, et les autres. Comme il l'a bien dit souvent, le Mouvement France Quand Même refuse de s'identifier à un parti politique quelconque et de participer à aucune agitation politique. Tant que l'Allemand souille notre pays de sa présence, il y a mieux à faire. Il ne lui est pourtant pas interdit de regretter que la feuille française locale vienne hypocritement fausser des vérités trop évidentes.

Ce n'est pas tel ou tel groupe de Français qui porte la responsabilité du désastre mais ce sont tous les Français qui, trop heureux, amollis par une vie trop facile, n'ont pas voulu prendre en main la politique de leur pays et ont abandonné leur sort à un millier d'acrobates professionnels qui, tout en les amusant, les ont trompés. [...] »⁵⁹⁶

Les partisans de France Quand Même poursuivent aussi de leur vindicte l'un des partisans de la collaboration avec l'Allemagne nazie, Jacques Doriot. Celui-ci s'était rendu en Chine en 1927, pour couvrir l'insurrection communiste de Shanghai pour le compte de *L'Humanité*⁵⁹⁷. Exclu du Parti communiste en 1935⁵⁹⁸, Doriot choisit une trajectoire diamétralement opposée. En juin 1936, il fonde en effet le Parti Populaire Français (PPF), parti « d'imprégnation fasciste »⁵⁹⁹ qui s'engage dans une politique collaborationniste dès la défaite de 1940. Pour France Quand Même, il ne fait aucun doute que Doriot a choisi la voie des partis fascistes. Par suite d'une interview du leader du PPF par un journaliste japonais, Roderick Egal ironise :

« [S]i nous comprenons bien Jacques Doriot, ce maréchal Pétain est encore bien trop timide et si ses idées concordent dans l'ensemble avec celle de Jacques Doriot et Hitler, elles auraient une meilleure chance de succès si on remplaçait les Laval et les Beaudoin par Jacques Doriot lui-même. »⁶⁰⁰

⁵⁹⁵ <https://www.france-libre.net/france-quand-meme-chine/> Consulté le 27 août 2020.

⁵⁹⁶ « Rubrique Masques à gaz », *op.cit.*

⁵⁹⁷ Voir partie 4, chapitre 1.

⁵⁹⁸ Jean-Paul BRUNET, *Jacques Doriot*, Paris, Balland, 1986, p. 194.

⁵⁹⁹ René RÉMOND, « Burrin Philippe, La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 14, n° 1 (1987) pp. 119-20, https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1987_num_14_1_1874_t1_0119_0000_2.

⁶⁰⁰ « Où l'on voit le maréchal en très mauvaise compagnie », *France Quand Même* n°11, 26 octobre 1940.

Les activités de France Quand Même, qui cherche à recruter des volontaires pour rejoindre de Gaule à Londres sont compliquées par l'inertie des membres de la police et de la municipalité de Shanghai, ainsi que par la traque des autorités vichystes. Roderick Egal est arrêté le 5 avril 1941 à Shanghai sur une accusation fallacieuse⁶⁰¹. Libéré grâce à une intervention britannique, mais déchu de sa nationalité française par les autorités vichystes, il ne revient à Shanghai que quelques jours, avant de partir pour Hong Kong afin de lutter contre les Japonais aux côtés des Anglais⁶⁰².

Après le départ de son fondateur, les activités de France Quand Même deviennent d'autant plus difficiles que le 28 juillet 1941 « a été signé à Vichy un accord entre le gouvernement français et le Japon consacrant l'abandon pur et simple de l'Indochine à ce dernier. »⁶⁰³ C'est alors de la métropole que vient « un vent nouveau, chargé d'énergie et d'espoir »⁶⁰⁴. Le mouvement se félicite de l'essor de la Résistance française en reproduisant un tract circulant en France intitulé « Appel d'un groupe d'intellectuels français » dans lequel on trouve :

« En France, toujours dans les grandes choses qui ont secoué la conscience humaine, une voix s'est élevée, la voix des serviteurs et ouvriers de la pensée—soit d'un homme : Michelet, Hugo – soit d'un groupe : écrivains, universitaires, savants. Seraient-ils aujourd'hui résignés au silence, les représentants de la tradition sacrée ? Non. En dépit de l'oppression sans cesse aggravée, ils ont trouvé le moyen de se concerter pour lancer, sur un fragile papier, à leur pays et au monde l'appel nécessaire. Non, amis de la France et de partout, no (*sic*) maîtres-valets d'un jour, législateurs dociles et publicistes à gages, ne représentent pas l'âme de la nation et nous ne les servirons pas. Nous n'acceptons ni le renoncement, ni surtout le reniement, ni la loi du vainqueur, ni surtout sa doctrine ; nous ne sommes ni avec les résignés, qui s'accommodent de l'ignominie, ni non plus avec les patients, qui attendent le salut d'un miracle auquel ils n'auront pas collaboré. Car nous pensions, selon la parole d'un grand Anglais, qu'une défaite qu'on n'accepte pas, c'est déjà le commencement d'une victoire. »⁶⁰⁵

Il est probable que les membres de France Quand Même ont trouvé dans cet appel d'un groupe d'intellectuels français résistants⁶⁰⁶ un écho à leur propre mouvement. Par ailleurs, ils espèrent aussi peut-être que cet appel sera un aiguillon pour les Français de la Concession

⁶⁰¹ Il est accusé d'avoir « provoqué et favorisé la désertion de marins du corps des « équipages de la flotte » dans C. LEANG, *Embarquement pour la Chine*, *op.cit.* p. 147.

⁶⁰² Il est fait prisonnier par les Japonais et reste en captivité dans la colonie britannique du 20 décembre 1941 au mois d'octobre 1945 dans C. JAECK, « Français libre de Shanghai », *op.cit.*

⁶⁰³ « L'Indochine est arrachée à l'Empire français », *France Quand Même* n°51, 4 août 1941.

⁶⁰⁴ « Réflexions », *France Quand Même* n°62, 20 octobre 1941.

⁶⁰⁵ « Appel d'un groupe d'intellectuels français », *France Quand Même* n°51, *op.cit.*

⁶⁰⁶ Peut-être s'agit-il d'un groupe soudé autour du poète Robert Desnos. Desnos qui écrit le journal *Aujourd'hui* dans lequel il parvient à déjouer la censure allemande, connaît bien les « publicistes à gages » évoqués ici. Ce n'est là qu'une hypothèse.

française de Shanghai qui appartiennent pour la plupart à des catégories aisées de citoyens, diplomates ou négociants.

Le déclenchement de la Guerre du Pacifique avec l'attaque japonaise de la flotte américaine à Pearl Harbour, le 7 décembre 1941 oblige néanmoins le mouvement à « réduire et camoufler »⁶⁰⁷ ses activités, car la menace d'une dénonciation est devenue trop importante.

Nous avons ainsi choisi de détailler quelque peu l'activité d'un réseau de résistance français depuis la Chine. Si l'on ne peut pas tout à fait considérer Roderick Egal comme un intellectuel, l'appui d'un homme comme Louis Ohl au mouvement ainsi que les joutes avec *Le Journal de Shanghai* témoignent néanmoins d'un réseau d'hommes et de femmes cultivés, aptes à s'emparer des médias à leur disposition pour faire vivre la résistance française bien loin de la métropole. En plus de ce réseau structuré, d'autres intellectuels s'engagent dans la Résistance depuis la Chine de manière individuelle et il nous a semblé pertinent de revenir sur le parcours de certains d'entre eux.

Itinéraires individuels de résistants français en Chine

L'armistice de juin 1940 pousse de nombreux intellectuels français d'Extrême-Orient à entrer en résistance. C'est le cas de Georges Béchamp. Ce médecin polyglotte que nous avons déjà rencontré⁶⁰⁸, fut un fidèle serviteur de l'État français en tant que Consul de France à Chengdu. Il bénéficie de la confiance des milieux diplomatiques français et chinois, et crée, en 1939, « un hospice pour orphelins victimes de la guerre »⁶⁰⁹ où une centaine d'enfants peut ainsi être soignée gratuitement. En 1940, Georges Béchamp fait le choix de la France libre. Il fait alors savoir qu'il a « clos définitivement ses relations avec Vichy et qu'il laisse la mission médicale de Chengdu à des confrères canadiens. »⁶¹⁰ Une note de l'amiral Darlan, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Vichy, précise :

« Le 21 février dernier, l'ambassadeur de France en Chine, de passage à Shanghai, signalait au département que le Dr Béchamp semblait éprouver quelque peine à se rallier au nouveau régime de la France. [...] À la suite des informations que lui transmettait son représentant à Chongqing, et d'après lesquelles l'action de M. Guibaut [délégué du Général de Gaulle en Chine], affilié au mouvement de la

⁶⁰⁷ <https://www.france-libre.net/comite-fl-chine/>, *op.cit.*

⁶⁰⁸ Voir page 211.

⁶⁰⁹ Lettre de l'Amiral Darlan du 18 juillet 1941, citée par Jacques DUMAZY, « Hommage au Docteur Béchamp, Consul de France à Chengdu (1929-1941) », *Le Souvenir français* n°35, décembre 2009.

⁶¹⁰ C. LEANG, *Embarquement pour la Chine*, *op.cit.* p. 140.

"France Libre" paraissait être dirigée en sous-main par le gérant de notre Consulat de Chengdu, il se voyait obligé de l'inviter à lui télégraphier sans équivoque une déclaration de loyalisme. »⁶¹¹

Déchu de sa nationalité française comme le fut Roderick Egal, Georges Béchamp passe dans la clandestinité. Arrêté alors qu'il tente de rejoindre Jean Escarra, l'envoyé de De Gaulle à Chongqing, via la zone occupée, Béchamp est remis aux autorités chinoises d'Indochine. Le 14 avril 1942, malgré un état de santé défaillant, il est condamné à quinze ans de travaux forcés pour trahison et détenu à la Maison Centrale de Hanoï. Il partage la cellule de Pierre Boulle, futur auteur de *La Planète des Singes* et du *Pont de la rivière Kwai*⁶¹², qui assiste à son agonie. Transféré en mars 1944, à l'hôpital de Saïgon dans les cellules pénitentiaires de l'établissement, « il faut attendre cinq mois pour qu'il bénéficie des mêmes soins que les malades ordinaires. »⁶¹³ Il meurt le 20 juillet 1944.

Un autre homme, qui ne cesse d'être un pont entre la France et la Chine, s'engage lui aussi pour la France libre sur le territoire chinois. Il s'agit du juriste Jean Escarra, conseiller de Chiang Kai Shek de 1921 à 1938 et qui rallie la France libre en 1941. Le Général de Gaulle en fait son chef de services des Affaires extérieures, et l'envoie en mission en Chine en septembre 1941 avec pour but de rallier l'appui de Chiang Kai-shek, et de faire accepter à Chongqing « la présence d'une petite mission de la France libre. »⁶¹⁴ Charles de Gaulle écrit :

« J'attends beaucoup de la mission Escarra, en particulier des contacts avec le gouvernement Chiang Kai-shek. Nous n'avons que sympathie pour ce gouvernement Si je puis rencontrer un jour Escarra, je lui donnerai une lettre pour Chiang Kai-shek. C'est à mon avis un élément essentiel pour reprendre l'Indochine. »⁶¹⁵

Escarra devient un rouage essentiel des timides relations entre Chongqing et la France libre, de même qu'il semble devenir l'un des coordonnateurs de la résistance française en Chine. De ce fait, il est en contact direct avec De Gaulle, ainsi qu'avec les représentants de la France libre à Singapour et tous ceux « susceptibles de coordonner directement son action avec la sienne. »⁶¹⁶

⁶¹¹ « Hommage au Docteur Béchamp, *op.cit.*

⁶¹² En ce qui concerne les activités de résistance et l'influence de l'Asie sur les écrits de Pierre Boulle, on pourra se reporter à C. LEANG, *Embarquement pour la Chine*, *op.cit.* et à Yann QUERO, « L'influence de l'Asie sur les écrits de science-fiction de Pierre Boulle », *ReS Futuræ. Revue d'études sur la science-fiction*, n° 6 (15 décembre 2015), <http://journals.openedition.org.bases-doc.univ-lorraine.fr/resf/703>.

⁶¹³ C. LEANG, *Embarquement pour la Chine*, *op.cit.* p. 141.

⁶¹⁴ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, *op.cit.* p. 105.

⁶¹⁵ Charles DE GAULLE, Lettre à René Cassin, 21 août 1941, citée par N.BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*. <https://books.openedition.org/pur/65279?lang=fr> consulté le 27 août 2020.

⁶¹⁶ N. BENSACQ-TIXIER, *ibid.*

Les négociations avec le gouvernement de Chongqing sont difficiles, les Chinois souhaitant préserver leurs relations avec le gouvernement de Vichy, qu'ils reconnaissent comme seul gouvernement officiel de la France. Le 31 janvier 1942, Escarra informe enfin De Gaulle d'un succès en demi-teinte. Guillermaz explique : « Les Chinois, représentés par Wu T'ieh-Tch'eng [Wu Tiecheng], alors secrétaire général du Kuomintang (et non par le Ministère des Affaires étrangères), consentirent finalement, par l'accord secret du 22 janvier 1942, à l'envoi d'un groupe de quatre personnes : un délégué, un officier, un secrétaire, un correspondant de presse. »⁶¹⁷

La reconnaissance de la France libre par le gouvernement nationaliste chinois ne se fait donc pas officiellement. La mission envoyée en Chine est coordonnée par André Guibaut, et s'étoffe au fil du temps avec notamment Pierre Boule – avant que celui-ci ne soit fait prisonnier – et Robert Jobez, chef de la police de Shanghai et membre de France Quand Même⁶¹⁸. Si Jean Escarra quitte Chongqing le 4 juillet 1942 pour Alger, Jacques Guillermaz, lui, rejoint officiellement le camp de la France libre le 1^{er} mai 1942, tout en restant dans la capitale chinoise.

Ainsi se dessine en filigrane le réseau de la France libre en terre chinoise. Si certains hommes appartiennent à un mouvement de résistance comme France Quand Même à Shanghai, beaucoup d'autres s'engagent dans la résistance de manière individuelle, et se voient confier, grâce à leur grande connaissance de la diplomatie en Extrême-Orient, des missions officielles. Certains, comme Georges Béchamp, paient de leur vie cet engagement au service, à la fois de la France et de la Chine et sont autant de traits d'union entre les deux pays. Au moment où le gouvernement français rétrocède les Concessions françaises au gouvernement de Wang Jingwei le 30 juillet 1943, Chiang Kai-shek se tourne lentement vers la France libre, jusqu'à reconnaître le GPRF, le 10 octobre 1944. Ce jour-là, qui est aussi symboliquement celui de la fête nationale chinoise, Chiang Kai-shek « qui n'avait jamais fait publiquement preuve d'amabilité avec la France précise que "l'esprit français est plus proche de la mentalité chinoise que l'esprit anglo-saxon. La Chine désire que la France continue de former les spécialistes dont la Chine a besoin." »⁶¹⁹ Un diplomate français semble lui aussi considérer que cette date est « un tournant »⁶²⁰ comme l'écrit Hua Lin, et qu'elle inaugure une nouvelle période des relations franco-chinoises. Ainsi, le gouvernement chinois qui favorisait jusque-là les rapports diplomatiques avec les Américains, se tourne vers la France et accepte, à la fin de l'année 1944,

⁶¹⁷ J. GUILLERMAZ, *op.cit.*

⁶¹⁸ N. BENSACQ-TIXIER, *op.cit.*

⁶¹⁹ Hua LIN, *Chiang Kai-shek, De Gaulle contre Hô Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 61.

⁶²⁰ *Ibid.* p. 62

la venue d'une mission officielle dirigée par Georges Picot. Un diplomate français anonyme écrit alors : « Il me semble se manifester maintenant un désir d'étendre les relations avec les cultures européennes. Les sentiments sympathiques dans les relations sino-françaises ne demanderaient pas mieux que de se réveiller. »⁶²¹

Cette fraternité exaltée dans les discours diplomatiques, est aussi affirmée par les intellectuels français avant même l'achèvement définitif du second conflit mondial.

2) Fraternité franco-chinoise au sortir de la guerre (1945-1946)

Paul Langevin, lettre à un ami chinois

Le 7 juillet 1945, Paul Langevin envoie une lettre émouvante à son élève, le brillant Ouang Te Tchao [Wang Dezhao]⁶²². On connaît l'attrait pour la Chine de cet éminent physicien, compagnon de travail de Pierre et Marie Curie, professeur au Collège de France. Bien qu'il ne prenne sa carte au Parti qu'en 1944⁶²³, Langevin est un compagnon de route du communisme et il effectue plusieurs voyages en URSS entre 1928 et 1932. Intellectuel engagé depuis l'Affaire Dreyfus et horrifié comme ses collègues par les atrocités de la Première Guerre mondiale, il souhaite « humaniser la science »⁶²⁴. Il s'engage pour la Chine dès 1932, au sein du Mouvement Amsterdam-Pleyel et devient le président du Comité mondial contre la guerre et le fascisme qui en découle après la mort d'Henri Barbusse. Par ailleurs, 1932 fut aussi l'année de son voyage d'éducation en Chine, sous l'égide de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Ce voyage, rappelle-t-il dans la lettre, a « coïncidé exactement avec le début de l'agression japonaise contre la Mandchourie en septembre 1931 »⁶²⁵. Cet humaniste est donc à même de saisir les douleurs connues par la Chine alors que la France panse à peine ses propres plaies.

Paul Langevin établit ainsi un parallèle touchant entre la France et la Chine :

« Je rappellerai dans un instant l'expérience personnelle qui m'a montré combien, malgré leur distance dans l'espace, réduite chaque jour par le perfectionnement des moyens de communication, nos deux pays sont proches l'un de l'autre et combien la compréhension et l'amitié réciproque sont faciles entre eux.

⁶²¹ 8 novembre 1944, ANOM, 1-AFF POL 2652.

⁶²² Arrivé en France en 1934, il entre à l'École supérieure de physique et de chimie industrielle que dirige Paul Langevin. Il a travaillé sur la radioactivité, l'électronique et l'acoustique.

http://english.ioa.cas.cn/pe/cm/200908/t20090831_35037.html consulté le 29 août 2020.

⁶²³ « Hommage à Pal Langevin et à Jean Perrin », *L'Humanité*, 15 novembre 1948.

⁶²⁴ F. CHAUBET, *Histoire intellectuelle de l'entre-deux guerres - cultures et politique*, op.cit. p. 27.

⁶²⁵ Paul LANGEVIN, Lettre à Ouang Te Tchao, 7 juillet 1945. Fonds personnel de Paul-Éric Langevin.

Promoteurs de la civilisation, l'un en Orient, l'autre en Occident, ils ont en commun les qualités de sensibilité et d'inventivité qui sont à la source de la création dans tous les domaines, le sens de l'humain et un amour profond de la paix, pour l'instauration de laquelle ils ont déjà consenti tant de sacrifices. Un sort commun a également voulu qu'ils aient, l'un à l'Est l'autre à l'Ouest, un voisin agressif et belliqueux, et aient été soumis à de semblables épreuves. Celle dont nous sortons à peine, aura été encadrée, chers amis chinois, par la dernière des vôtres, commencée deux ans plus tôt. Notre libération qui nous permet d'être aujourd'hui réunis, pour mettre en commun nos souvenirs et nos expériences, n'aura précédé que de très peu la vôtre. Nous comptons bien, l'an prochain, fêter votre victoire avant que revienne le présent anniversaire.

Nous trouverons alors la possibilité, attendue des deux côtés avec tant d'impatience, de reprendre les relations interrompues par la guerre, de rétablir les liens anciens, et de nouer des liens nouveaux, de toutes sortes et de plus en plus nombreux, entre nos deux Républiques. »⁶²⁶

Nous avons ainsi choisi de citer un long extrait de cette lettre inédite, parce qu'elle symbolise à notre sens toute la philosophie de Paul Langevin. Ce n'est pas un hasard si celui-ci choisit d'écrire sa lettre le 7 juillet 1945, c'est-à-dire 8 ans jour pour jour après le déclenchement de la guerre sino-japonaise. Cet intellectuel pacifiste fait de la France et la Chine deux ambassadrices de la paix, idée que l'on trouvait déjà dans les discours des intellectuels de gauche à partir de 1936. Enfin, au moment où il écrit ces lignes, la guerre fait encore rage dans le Pacifique, laissant la Chine en proie aux bombardements et à l'incertitude.

Cette déclaration « fraternelle »⁶²⁷ d'amitié faite par Paul Langevin dans un cadre privé, est aussi réitérée dans un cadre plus officiel, dans le cadre de la reprise des relations intellectuelles entre la France et la Chine.

La fraternité des relations officielles franco-chinoises

La reprise des relations internationales, que Paul Langevin appelle de ses vœux, se fait quelques jours seulement après l'armistice officiel de la guerre du Pacifique, par le biais de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Le Chinois Li Yuying, infatigable apôtre de la coopération intellectuelle franco-chinoise et délégué auprès de l'IICI, s'emploie en effet à renouer les liens entre l'IICI et la Commission nationale chinoise de coopération intellectuelle « qui n'[a] pas interrompu son activité. »⁶²⁸ La Chine a participé à la Conférence de San Francisco, achevée le 25 juin 1945, qui avait pour but de rédiger une charte des Nations Unies, que la Chine, « première victime de l'agression d'une puissance de l'Axe, eut l'honneur de

⁶²⁶ *Ibid.*

⁶²⁷ *Ibid.*

⁶²⁸ Lettre de Jean Lorotte, président à Wu Shi Fee, président de la Commission internationale chinoise, le 31 août 1945, IICI, Relations avec la commission nationale chinoise de coopération intellectuelle AG1-IICI-A-III 55.

signer la première. »⁶²⁹ Les délégués chinois à l'Institut International de Coopération Intellectuelle sont, pour certains, les mêmes que lors de la fondation de la Commission nationale chinoise en 1933. On y retrouve Li Yuying, Wi Shi Fee, son président, ainsi que Tchen Hoshien, secrétaire de la Commission, celui-là même qui avait transmis des photographies de Shanghai sous les bombes⁶³⁰. La Chine est donc apte à reprendre sa place dans les relations internationales, à la grande satisfaction des Français qui félicitent les représentants chinois pour « cette fidélité à notre idéal commun. »⁶³¹

En 1946, la fraternité entre la Chine est encore de rigueur et s'incarne pleinement lors d'une cérémonie de commémoration. Le monde de la sinologie française a en effet payé un lourd tribut à la Seconde Guerre mondiale. L'IHEC a perdu quatre de ses sinologues les plus brillants : Marcel Granet en 1940, Louis Laloy en 1944⁶³², ainsi que Paul Pelliot et Henri Maspero, tous deux décédés en 1945. La commémoration se tient le 14 décembre 1946 en présence de Marius Moutet, directeur de la Société franco-chinoise d'éducation et ministre des colonies du gouvernement Léon Blum dans la récente Quatrième République. Étaient aussi présents le mathématicien Émile Borel, qui avait participé à la mission Painlevé en 1921, et Qien Tai, qui fut le représentant de la Chine auprès du Comité Français de Libération Nationale en 1943, et qui est, depuis 1944, ambassadeur de Chine en France⁶³³. Avec des mots proches de ceux de Paul Langevin, les trois hommes rendent hommage à la fraternité des deux États, éprouvés par une même guerre.

Marius Moutet affirme :

« Par [ces sinologues], la France a mieux connu, a mieux compris la Chine et n'est-ce point cette connaissance et cette culture qui portent à l'amitié, de telle sorte que, quand nos deux pays ont été soumis aux mêmes épreuves, ils se sont trouvés tout naturellement réunis pour lutter contre les mêmes ennemis ? Les mêmes ennemis, c'est-à-dire la fausse culture, celle qui n'est mise qu'au service de la force brutale, la fausse civilisation, celle dont Duhamel dit "qu'elle n'est pas plus dans l'autoclave monstrueux sur son

⁶²⁹ « 1945 : La Charte de San Francisco », <https://www.un.org/fr/sections/history-united-nations-charter/1945-san-francisco-conference/index.html>, consulté le 29 août 2020. Cette charte est l'acte de naissance de l'ONU qui, le 19 octobre 1945 prend une résolution autorisant l'UNESCO à utiliser les pouvoirs de l'IICI, actant ainsi la disparition de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Dans Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée - La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, p. 178.

⁶³⁰ « Fondation de la Commission nationale chinoise de Coopération intellectuelle », IICI, *ibid.*

⁶³¹ Lettre de Jean Lorotte à Wu Shi Fee, *op.cit.*

⁶³² Dans le document retranscrivant les discours tenus lors de la commémoration, il est nommé par erreur Henri Laloy, 14 décembre 1946, CdF, carton 30.

⁶³³ H. LIN, *Chiang Kai-shek, De Gaulle contre Hô Chi Minh*, *op.cit.* p. 62.

trône, que dans les pinces brillantes dont se serviraient les chirurgiens, la civilisation qui n'est pas sans doute cette pacotille terrible et qui, si elle n'est pas dans le cœur de l'homme n'est nulle part." »⁶³⁴

Émile Borel, professeur à la Sorbonne et au Collège de France, président de nombreuses associations scientifiques et ancien résistant⁶³⁵ renchérit :

« Si l'institution de Genève [la Société des Nations] avait agi comme elle aurait dû en face de l'agression japonaise, puis en face de l'agression italienne en Éthiopie, de terribles malheurs auraient été évités. Mais l'impunité des agresseurs a été un encouragement pour l'Allemagne et c'est après une longue et terrible lutte que nos deux pays, avec l'aide de nos puissants alliés, ont pu remporter la victoire et reconquérir leur indépendance. Les relations avec l'Extrême-Orient, interrompues pendant de longues années, deviennent peu à peu moins difficiles.

Il va donc être possible de reprendre la tâche qui incombe à notre Institut et de travailler efficacement au rapprochement de nos deux pays dans le domaine de la haute culture. Nous savons que nous pouvons compter pour nous aider, sur l'appui du Gouvernement chinois et de son ambassadeur. Nous continuerons également à travailler en plein accord avec la Société franco-chinoise d'éducation dont je suis heureux de saluer le Président, Ministre de la France d'Outre-mer, dont la présence est un témoignage de la sympathie du gouvernement français et nous est ainsi doublement précieuse. »⁶³⁶

Ces paroles, dont nous avons trouvé d'autres échos parmi les intellectuels du RUP ou de L'Association des amis du peuple chinois, nous semblent les plus à même de conclure cette partie. Émile Borel semble ainsi embrasser à la fois les engagements passés – politiques comme intellectuels – qui unissent France et Chine depuis 1920, mais il fait aussi le pari de l'avenir au moment où, comme nous l'avons vu, les relations intellectuelles reprennent.

Marius Moutet comme Émile Borel sont donc deux des principaux promoteurs des relations intellectuelles tissées entre la France et la Chine depuis 1920. L'un et l'autre donnent aussi la prépondérance aux enjeux éducatifs qui sont, de 1920 à 1946, au cœur des relations intellectuelles franco-chinoises.

Ainsi, la Chine que nous avons présentée ici, est une fois de plus une Chine de conflits, en proie à des soubresauts, internes lorsque les deux rivaux du Guomindang se font face, et externes, lorsque la guerre sino-japonaise se mue en un conflit devenu mondial. Les intellectuels français sont les observateurs avisés des tiraillements internes du Guomindang, et d'un mouvement de contrôle de la société chinoise, dont la parenté avec les fascismes européens

⁶³⁴ « Discours de M. Marius Moutet », 14 décembre 1946, CdF, carton 30.

⁶³⁵ Jean JOLLY (dir), *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, Presses Universitaires de France, vol. t. I, Paris, 1972, p. 67.

⁶³⁶ *Ibid.*

les interroge. À l'heure de la Seconde Guerre mondiale, l'engagement est à nouveau de mise, et certains intellectuels se muent en hommes d'action, faisant de la Chine un territoire de résistance française. Ces derniers illustrent combien les relations intellectuelles franco-chinoises ne se sont jamais rompues. Distendues par la guerre, elles reprennent dès son achèvement, à l'occasion notamment de la commémoration du décès de quatre sinologues, dont Louis Laloy qui fut aux côtés de la République chinoise, de sa naissance en 1912, à la guerre sino-japonaise et qui « était tellement imprégné de notre vieille civilisation morale qu'il s'en était fait une règle de vie. »⁶³⁷

*

Ces années 1930 sont donc celles de l'engagement des intellectuels français, au sens sartrien du terme. Déçus par la faillite de la Société des Nations qui ne parvient pas à enrayer le conflit sino-japonais, certains intellectuels mettent sur pied des mouvements collectifs qui se substituent à elle. D'abord téléguidés par le Komintern jusqu'en 1935, ces hommes et femmes de gauche, portés par des figures prophétiques, se défont progressivement de la tutelle communiste, pour mettre en place une stratégie de grande ampleur à partir de l'année 1938. Ces intellectuels retrouvent alors l'élan de leurs années d'engagement dreyfusard pour construire une stratégie d'aide matérielle à la Chine, doublée d'une campagne de communication qui privilégie l'image, fixe et animée associée à des formules aptes à toucher l'opinion. Cet engagement de masse, qui fait suite à celui déjà déployé pour l'Espagne et l'Éthiopie n'a que peu d'influence sur le déroulement du conflit sino-japonais, mais témoigne du changement d'attitude des intellectuels, en ce tournant des années 1930. Il n'est plus temps d'être « au-dessus de la mêlée ». Il faut au contraire faire front contre les fascismes en Europe comme en Asie. Il est aussi question de fascisme dans le Mouvement pour la Vie Nouvelle lancé par Chiang Kai-shek et dans le choix fait par Wang Jingwei, le grand rival de Chiang Kai-shek au sein du Guomindang, d'une collaboration avec le Japon. La Seconde Guerre mondiale ouvre donc un second temps de l'engagement, temps durant lequel les intellectuels prennent le parti de la France Libre depuis la Chine. À la fin de la guerre, les liens sont plus serrés que jamais entre des pays soumis aux mêmes épreuves. Les sinologues français pleurés par les deux pays en 1946 sont les représentants les plus éclatants de la proximité intellectuelle, et notamment des

⁶³⁷ « Discours de Tsien Tai », ambassadeur de Chine, 14 décembre 1946, *op.cit.*

échanges éducatifs entre les deux pays. Ces échanges, qui se mettent en place dès la première décennie de la jeune République chinoise, mettent-ils la Chine « à l'école de la France »⁶³⁸, comme les savants français se prennent à le rêver en 1921 ?

⁶³⁸ *Le Radical*, 13 avril 1920, AN, Fonds Painlevé, 313 AP/203.

PARTIE 3 : ÉDUQUER LA CHINE

Les enjeux éducatifs sont au cœur des relations franco-chinoises de la naissance de la République en 1912 à ses derniers soubresauts en 1949. Le Mouvement du 4 mai 1919 érige la France en modèle à suivre, alors que la jeunesse chinoise manifeste pour plus de démocratie, et que la littérature chinoise délaisse la langue classique pour la langue vernaculaire. De son côté la France déploie en Chine une politique diplomatique visant au rayonnement français, sous des dehors universalistes non exempts de relents coloniaux. Fort logiquement, les intellectuels français sont les médiateurs désignés de cette diplomatie culturelle, que nous avons choisi de traiter dans une « perspective circulatoire »¹, semblable à celle utilisée par Ludovic Tournès dans son étude sur les relations franco-américaines après la Première Guerre mondiale. Cela signifie que nous n'étudierons pas seulement les chemins de la France vers la Chine, mais chaque fois que cela sera possible il faudra, comme le dit Ludovic Tournès, s'intéresser aux « acteurs du processus. »² En effet, il sera question dans cette partie de circulations internationales comme transnationales sous toutes les facettes que celles-ci peuvent recouvrir : circulations géographiques, mais aussi représentations réciproques, rôle des acteurs des deux États dans les relations, qui peuvent être celles d'auxiliaires de l'action française en Chine mais aussi celles d'une « réaction »³ et d'un rejet, parfois violent. Ainsi, il y a bien des échanges entre la France et la Chine au niveau éducatif et pas seulement une simple « diffusion »⁴ à sens unique de la culture française vers une Chine qui ne serait qu'un réceptacle. Si les échanges franco-chinois sur le plan intellectuel sont toujours asymétriques au cours de la période, les appropriations, déceptions et réactions chinoises, font de la Chine une actrice pleine et entière de cette diplomatie culturelle.

Le chapitre 1 nous permettra d'observer la dynamique des échanges éducatifs franco-chinois durant la période de l'après-guerre. Des initiateurs de ces échanges en France comme en Chine aux réalisations parfois contrariées d'Instituts franco-chinois, nous verrons les principaux traits. Ce chapitre tentera aussi de décortiquer les représentations franco-chinoises, entre admiration de façade et image rêvée de l'autre, alors que la France tente tant bien que mal de garder un pied en Chine. Enfin, ce sont ces mêmes représentations qui n'ont pas évolué

¹ Ludovic TOURNÈS, *Sciences de l'homme et politique - Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, Classiques Garnier, Paris, 2011, p. 14.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Voir à ce sujet la communication de François CHAUBET, « L'Alliance française et la reconstruction d'un réseau mondial (1945-1955) » dans Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Anne DULPHY et Pascal ORY (dir), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle - De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, pp. 491-498.

depuis le XIX^e siècle, qui expliquent les résistances de la jeunesse chinoise face à une France paternaliste.

Le chapitre 2 sera davantage centré sur la deuxième période majeure d'échanges intellectuels franco-chinois : la décennie 1930. Cette dernière est celle des échanges intellectuels coordonnés par la Société des Nations, réduite à l'impuissance sur la scène internationale, et qui envoie en Chine des intellectuels français de renom en qualité d'experts, afin de conseiller la Chine dans la refonte de son système éducatif. Les regards français posés sur la Chine demeurent quant à eux encore imprégnés de la « mission civilisatrice » de la France en Chine, dont les développements les plus fructueux ont eu lieu dix ans plus tôt. Cependant, dans le même temps, les Français constatent les progrès de la Chine, et certains portent sur elle un regard compatissant, voire admiratif. Les conseillers étrangers en Chine sont aussi les vecteurs d'une concurrence culturelle, que le gouvernement chinois orchestre sciemment, cette fois-ci. L'étude du positionnement de deux sinologues qui épaulent la République chinoise de sa naissance à sa mort achèvera cette partie sur les circulations intellectuelles entre la France et la Chine.

*

Chapitre 1 : « La Chine à l'école de la France »

L'éducation, clé de l'influence française en Chine

La période de la République de Chine est l'âge d'or des circulations intellectuelles entre la France et la Chine. Au sortir de la Première Guerre mondiale, la France tente vainement de se faire une place sur le marché chinois. Face à des voisins européens trop puissants, la France, drapée dans les certitudes d'un universalisme aux vertus civilisatrices, se met en devoir de redonner éclat à son « rayonnement intellectuel », c'est-à-dire à « l'expansion de sa langue et de sa pensée »⁵, initiée par les missionnaires jésuites. Les représentants du monde intellectuel français se persuadent que la France contribuera ainsi à former les futurs dirigeants de la République de Nankin. De la mission Painlevé à la fin de la République, les échanges franco-chinois en matière d'éducation révèlent une palette d'acteurs intellectuels français et chinois, des collaborateurs les plus zélés à la résistance plus ou moins active de la jeunesse chinoise. Bien loin de n'être que de passifs réceptacles d'un enseignement paternaliste, les échanges franco-chinois et leur difficile consolidation illustrent les fragilités d'une « influence intellectuelle dont tout le monde se fiche à l'exception des reporters-poètes et des libraires »⁶ selon les mots volontairement cruels de Pierre Assouline. Si l'Institut Franco-Chinois de Lyon ou l'Université Franco-Chinoise de Pékin deviennent les vitrines d'échanges franco-chinois réussis, d'autres instituts sont l'objet d'une lutte entre deux nationalismes, ou bien deviennent le révélateur d'un paternalisme aux accents colonialistes qui, bien loin d'emporter l'adhésion des jeunes Chinois, devient le terreau d'un communisme appelé à des lendemains victorieux.

I. Des premiers échanges intellectuels franco-chinois à la mission Painlevé

1) L'éducation, arme diplomatique française en Chine depuis l'empire Qing

En 1848, les Jésuites français, missionnaires présents en Chine depuis le XVI^e siècle fondent le Collège de Saint-Ignace, à Shanghai. Les professeurs y mêlent dès 1898 un

⁵ A. DULPHY, *op.cit.* p. 29.

⁶ Pierre ASSOULINE, *Albert Londres, vie et mort d'un grand reporter, 1884-1932*, Gallimard, Folio, 1990, p. 246

enseignement occidental à l'étude des textes classiques chinois⁷. En 1903, un Chinois nommé Ma Xiangbo, lettré chrétien formé à Saint-Ignace et retourné à la vie séculière, fonde l'Université Aurore, qui dispense en français un enseignement de lettres-droit ou sciences-médecine. Parmi les professeurs, on trouve le père Jacquinet de Besange, créateur de la « zone Jacquinet » dans Shanghai en guerre. Université d'excellence, l'Aurore forme les têtes pensantes du pays. « Entre 1917 et 1937, 120 médecins sortent de cette Université »⁸ quand d'autres étudiants deviennent diplomates, recteurs d'Université ou professeurs en médecine⁹. Dans un article d'un journal suisse datant de 1920 on peut lire :

« À Changhai, le centre de la culture française est l'Université Aurore, subventionnée sur les fonds de l'indemnité des Boxers. Cette université qui s'élève en plein quartier de la Concession française comprend les quatre facultés de médecine, de lettres, de droit et de génie civil. Elle groupe 44 étudiants. Le plus grand nombre vient parachever ses études dans les Universités françaises. [...] On le voit, la pénétration de la culture française en Chine est profonde. »¹⁰

Le rayonnement culturel de la France en Chine est donc ancien et solidement implanté. Cependant, la période républicaine est celle d'une intensification de ces échanges culturels, qui débute réellement au moment de l'entrée de la Chine dans le premier conflit mondial. À partir de 1916, un homme va en effet devenir le pivot des échanges intellectuels entre la France et la Chine. Il s'agit de Li Yuying¹¹.

Li Yuying, chantre de la collaboration franco-chinoise : portrait en clair-obscur

Li Yuying est un personnage incontournable lorsque l'on aborde la question des échanges éducatifs entre la France et la Chine. Il semble en effet appartenir de près ou de loin à tous les organismes promoteurs d'échanges franco-chinois¹². Au cours de la période, son nom ne cesse d'apparaître. On le voit au fil des ans d'abord impliqué dans un congrès fédéral des œuvres

⁷ Bernard BRIZAY, *La France en Chine du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 2013, p. 455.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ « La culture et l'enseignement français en Chine », *Le Journal français*, 1920, CdF, IHEC, carton 31.

¹¹ « Li Yuying » est son nom de naissance. Il est parfois appelé « Li Shizheng », son nom d'adulte, mais n'apparaît jamais sous cette dénomination dans les sources.

¹² Ce ne sont pas moins de onze organisations ou institutions culturelles qui sont sous l'administration directe ou indirecte de Li Yuying à Pékin : Le Comité de direction pour la renaissance culturelle et économique de Peiping ; le musée de l'ancien palais impérial ; l'Institut national des Arts et des sciences ; l'Université Franco-Chinoise ; l'Association pour le développement des œuvres intellectuelles et économiques de Chine ; l'Association chinoise des amis de la paix ; le conservatoire de musique et de déclamation ; le *Museum* d'histoire naturelle ; trois collèges d'enseignement secondaire ; la section agricole. ESPCI, Fonds Paul Langevin, 1938, en ligne sur https://bibnum.explore.psl.eu/s/psl/recherche?itemSet%5Bids%5D%5B0%5D=249135&limit%5Bdcterm%5Bct_ss%5D%5B0%5D=%C3%89ducation.

sino-françaises en 1918¹³, puis membre de la commission nationale chinoise de coopération intellectuelle dès 1933, fondateur de l'association de coopération sino-internationale pour le développement intellectuel, économique et social¹⁴, du Comité France-Chine, et enfin représentant de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle chinoise à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Désigné par le sinologue Paul Demiéville comme un « coryphée du régime du Kuomintang »¹⁵, il occupe aussi des fonctions politiques et universitaires, en tant que membre du comité central du Guomindang en 1937¹⁶, professeur à l'Université de Pékin, puis Président de l'Académie de Pékin¹⁷.

Li Yuying, qui apparaît donc comme le médiateur incontournable des échanges franco-chinois sur le plan éducatif, est également la figure par excellence du républicain chinois. Son grand ami, le musicologue Louis Laloy fait de lui le portrait suivant :

« Né à Pékin dans une ancienne famille qui avait donné de hauts fonctionnaires à l'empire, il avait renoncé à tous les avantages de postes et de carrière dont il pouvait profiter pour mener à l'étranger une infatigable propagande se réduisant lui-même à la misère afin de mettre le peu dont il disposait au service de la cause sacrée. Ses traits fins semblaient taillés dans l'ivoire, tant son visage demeurait impassible, mais éclairé, s'il levait les paupières, d'un regard où brûlait une flamme dans l'ombre. Il parlait peu, et lentement, mais toujours pour affirmer une conviction qui n'admettait ni doute, ni réserve. »¹⁸

Li Yuying appartient en effet à une famille de lettrés d'empire. En 1902, il accompagne le nouveau Ministre de Chine à la Légation de Paris. Resté en France, il prend part à un groupe anarchiste chinois qui traduit dans son journal, « des écrits des trois grandes figures de l'anarchisme du moment : Pierre Kropotkine, Errico Malatesta et Élisée Reclus. »¹⁹ Déjà, l'éducation apparaît fondamentale à ces derniers, car « si les masses peuvent être gagnées à la cause révolutionnaire, alors la révolution sociale se fera de manière pacifique et les buts anarchistes seront atteints progressivement. »²⁰ En 1906, Li Yuying suit les cours de l'École

¹³ Liu HO « Situation actuelle de la culture française dans la République de Chine », *Annales franco-chinoises* n° 15, 3^e trimestre 1930.

¹⁴ « Fondation de la commission nationale chinoise de coopération intellectuelle », IICI, AG1-IICI-A-III 55.

¹⁵ Note de Paul DEMIÉVILLE, 15 décembre 1949, AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 396.

¹⁶ « Une interview du Professeur Li Yu Yuang sur la guerre en Chine et l'aide que les pays démocratiques peuvent apporter à la Chine », *Chine*, octobre 1937.

¹⁷ « Nouvelles de France », *Chine* n°8, janvier-février 1939.

¹⁸ Louis LALOY, *Miroir de la Chine, présages, images, mirages*, Paris, Desclées, 1933, p. 13.

¹⁹ Jean-Jacques GANDINI, « L'anarchisme, face cachée de la révolution chinoise. Une étape décisive dans l'histoire des idées politiques en Chine », *Perspectives chinoises* n°16, juin 1993, consulté le 24 juin 2019, https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_1993_num_16_1_1674, p. 37.

²⁰ *Ibid.*

pratique d'agriculture à Montargis puis de biochimie à l'Institut Pasteur. Le militaire et journaliste Francis Borrey, qui fait partie de son cercle de connaissances, raconte :

« Ces trois années passées à Montargis confirmèrent la formation intellectuelle et morale de Li Yu Ying. De son séjour, il gardera un pli pour la vie : le goût de la recherche scientifique, de la curiosité désintéressée et de la pensée libre [...], s'ajustant à une âme vraiment confucéenne, c'est-à-dire sans parti pris ni sectarisme, c'est-à-dire encore véritable pensée libre. »²¹

1906 est aussi l'année où Li Yuying adhère à la Ligue jurée, dirigée par Sun Yat-sen²² et où il fonde une petite école d'agriculture à la Garenne-Colombe.

Revenu en Chine peu avant la révolution de Wuchang²³, Li Yuying devient professeur à l'Université de Pékin, et fonde avec le concours de Cai Yuanpei, recteur de cette même Université, « des organismes d'accueil et de coordination de la Chine vers la France, pour rendre possible le départ des étudiants. »²⁴ Ainsi, l'anarchisme prôné par Li Yuying dans sa jeunesse peut-il être considéré pour une part comme la graine du communisme chinois, puisque certains jeunes Chinois appelés aux plus hautes fonctions au sein du Parti communiste, partent se former en France grâce à ces organismes. Ces premiers échanges franco-chinois trouvent l'appui de Georges Dubail et Stephen Pichon, ministres plénipotentiaires en Chine respectivement entre 1898 et 1901 et 1902 et 1905. En effet, à peine rentré en France, Georges Dubail crée une Association amicale franco-chinoise qui est chargée d'accueillir en France les étudiants envoyés par Li Yuying. « L'Association dispose d'une bibliothèque et assure la diffusion d'un bulletin »²⁵ auquel collabore Arnold Vissière²⁶, que son immense connaissance « de la langue chinoise parlée et du style des affaires »²⁷ pare d'une « autorité incomparable »²⁸, reconnue en France comme en Chine.

²¹ Francis BORREY, « Une œuvre sino-française et franco-chinoise », *Le Journal des Débats*, 27 novembre 1925.

²² « LI Shizeng 李石曾 - Maitron », consulté le 3 septembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article182347>.

²³ Voir partie 1, chapitre 1.

²⁴ Kaixuan LIU et Wenrui BI, 27. "Apprendre le marxisme à Paris : les étudiants communistes chinois en France (1919-1925)" Dans: *Marx, une passion française*, La Découverte, 2018, pp. 330 -338, <https://www.cairn.info/marx-une-passion-francaise--9782707149077-page-330.htm>.

²⁵ N. BENSACQ-TIXIER, « Georges Dubail et les Associations franco-chinoises », *La Chine une passion française: archives de la diplomatie française - XVIII^e-XXI^e siècle*, Loubatières, Portet-sur-Garonne, 2014, p. 22.

²⁶ Arnold Vissière (1858-1930) : formé à l'École des Langues Orientales en chinois, il fut interprète de la Légation de France, mais aussi Consul à Tientsin jusqu'en 1899. À son retour en France, il occupe la chaire de chinois aux Langues Orientales avant de revenir en Chine pour être nommé ministre plénipotentiaire le 1^{er} février 1916. Émile GASPARDONE, « Nécrologie – Arnold Vissière », *BEFEO*, N°30, 1930, p. 650.

²⁷ Édouard Chavannes, cité par Émile GASPARDONE, *op.cit.*

²⁸ Paul Boyer, directeur de l'École des Langues Orientales, cité par Gaspardone, *ibid.*

Dès la fin de l'empire, Li Yuying peut donc compter sur un tissu d'amitiés franco-chinoises, cependant encore embryonnaire. Les soubresauts des premières années de la République chinoise vont lui permettre de faire fructifier son réseau de connaissances.

Li Yuying appartient en effet au cercle des intellectuels français de Pékin, de ceux qui se retrouvent dans la demeure du Docteur Jean-Augustin Bussière. Aisément reconnaissable avec sa barbe courte, son front haut et ses cheveux mi-longs, Li reçoit tous les intellectuels français venant en Chine, fait la navette entre Paris et Nankin, sans oublier de s'afficher auprès des membres du Gouvernement de Nankin auquel il appartient. À première vue, il semble donc unanimement apprécié, des Français comme des Chinois. Francis Borrey, on l'a vu, ne tarit pas d'éloges sur son « grand ami »²⁹, quand Arnold Vissière voit en lui « un savant humanitaire »³⁰ et que Tchen Hoschien, qui est son collaborateur au sein de la commission nationale chinoise de coopération intellectuelle, affirme : « Son idéal, c'est la paix humaine, le savoir et l'équité, aussi l'appelle-t-on là-bas [en Chine], comme on appelait à Athènes, Socrate. »³¹

Mais ce portrait presque hagiographique est écorné par quelques notes qui révèlent l'ambiguïté du personnage. Peu nombreuses et parfois obscures, elles viennent néanmoins nuancer ce portrait du chantre de la collaboration franco-chinoise.

Une lettre d'Alexis Leger – Saint-John Perse –, secrétaire d'ambassade à Pékin, à Paul Painlevé, le 4 août 1926 met ainsi en évidence, des liens entre Li Yuying et l'Union soviétique représentée par l'ambassadeur soviétique en Chine, Lev Karakhan. Li Yuying se serait ainsi associé aux Soviétiques pour inciter à une manifestation d'étudiants à Pékin visant à dénoncer l'impérialisme et les traités inégaux, le 13 mars 1926. Les Français, embarrassés par le statut particulier de Li Yuying, ne peuvent néanmoins tolérer cette agitation aux relents communistes, alors que l'inquiétude d'un possible « péril rouge » chinois agite les chancelleries européennes³². Alexis Leger note : « Nous ne pouvions le couvrir de notre protection au moment où le gouvernement de son pays le recherche pour avoir excité la jeunesse contre ces traités dont nous n'admettons pas qu'on discute. »³³ Son ami, le Docteur Jean-Augustin Bussière tente de jouer les intermédiaires, mais Li Yuying semble se dérober, puisqu' « au moment où le Docteur Bussière retournait à l'hôpital, [Li Yuying] avait disparu : il avait franchi

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Arnold VISSIÈRE, « L'Université franco-chinoise de Pékin », *Bulletin franco-chinois* n°1, février 1927, dans A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

³¹ « Li Yu Ying, l'apôtre de la culture franco-chinoise nous dit sa foi au triomphe pacifique de la Chine » (dans *Le Progrès* du 7 décembre 1932), retranscrit dans *Les Annales franco-chinoises*, 4^e trimestre 1932.

³² Voir partie 4.

³³ Lettre d'Alexis Leger à Paul Painlevé, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/ 205, 4 août 1926.

la courte distance qui, sans sortir du quartier diplomatique, le mettait sous couvert soviétique. »³⁴

Nous n'avons pas trouvé d'autres documents qui attesteraient d'une connivence entre Li Yuying et les Soviétiques, et Li évolue, à partir de 1927, vers l'aile droite du Guomindang, jusqu'à être honoré par le Parti nationaliste³⁵. Il devient en effet l'un des défenseurs les plus zélés du Parti. Une mésaventure arrivée au journaliste Marc Chadourne, prouve le revirement politique de l'intellectuel chinois.

Marc Chadourne souhaitait mettre en place une « revue franco-chinoise bilingue » littéraire, avec le concours de Li Yuying, de son pendant féminin, la jeune Soumé Tcheng³⁶ et du directeur du *Journal de Shanghai*, Jean Fontenoy. Cependant, comme le raconte le journaliste, la création de cette revue achoppe rapidement :

« La simple perspective³⁷ de la collaboration éventuelle d'écrivains sans activité politique mais suspecte à Nankin, comme M U-she [Hu Shih] fit remettre en cause les principes directeurs de la revue. [...] Quelques heures avant mon départ pour Pékin [où il avait été invité par Soumé Tcheng et Li Yuying], Monsieur Fontenoy, plusieurs fois relancé, me dit-il, par Mademoiselle Tcheng, m'avertit qu'elle souhaitait que j'abandonne l'affaire. [...] Déjà la veille, un jeune secrétaire chinois de Nankin, désigné par Mademoiselle Tcheng et Monsieur Li Yu Ying comme futur rédacteur en chef, était venu retirer tous les articles en chinois sous le prétexte d'en réviser la traduction. »³⁸

Li Yuying se fait ainsi le serviteur du régime de Nankin, en écartant le grand écrivain Hu Shih, très critique à l'égard d'une possible dictature de Chiang Kai-shek³⁹. Le Ministre français en Chine, Auguste Wilden, commente à la suite de cette note : « Croyant trouver chez ses associés chinois l'esprit généreux et désintéressé qui l'anime lui-même, [Marc Chadourne] s'est heurté partout à l'esprit le plus étroit et le plus sec. »⁴⁰

Une note du conseiller d'ambassade Jacques Royer du 11 mars 1950 est à ce propos révélatrice de la méfiance dans laquelle semblait tenu Li Yuying, autant par la diplomatie française que par des membres du gouvernement de Nankin auquel il appartient. Cette note, envoyée au moment où la France tente de rétablir ses relations avec la Chine de Mao Zedong

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Avec trois de ses proches qui l'accompagnent depuis ses années anarchistes, Cai Yuanpei, Wu Zhui et Zhang Renjie, Li Yuying est honoré du titre « d'ainé du Parti. », « LI Shizeng 李石曾 - Maitron », *op.cit.*

³⁶ Formée en France et docteure en droit, il en sera question dans le II.

³⁷ Souligné dans le texte.

³⁸ Note de Marc Chadourne à Auguste Wilden, 12 août 1930, AMAE, FRMAE, 417 QO, dossier 214.

³⁹ Voir partie 2, chapitre 3.

⁴⁰ Note d'Auguste Wilden à Aristide Briand, *ibid.*

illustre aussi le devenir de Li Yuying, qui choisit de s'exiler « en Suisse, aux États-Unis »⁴¹ puis à Taïwan, où se réfugient les dirigeants de Nankin à partir du 10 décembre 1949⁴².

« L'ancien libéraire Li Yu Ying qui, depuis 1945 aurait pu jouer un rôle utile d'intermédiaire, de médiateur, n'a guère pensé qu'à ses intérêts personnels immédiats, d'ailleurs considérables, et a suivi, avec un entêtement sénile, l'extrême-droite du Kuomintang. Malgré nos conseils, il a fait échouer toute tentative de nationaliser l'université franco-chinoise de Pékin, ce qui était et ce qui reste la seule formule pour assurer l'existence de cet établissement⁴³. Ce "spécialiste" du rapprochement intellectuel et économique franco-chinois n'a pas été plus efficace que par le passé. Le sobriquet dont l'avait affublé M. Chu Chia Hua, ministre de l'éducation nationale "d'emplâtre culturel" (*Wen Hoa Kao Yeou*) était sévère mais non sans quelque justesse. À moins d'un rétablissement acrobatique, il semble être définitivement éliminé. »⁴⁴

Cette note, qui se situe à l'extrême fin de notre champ chronologique révèle plusieurs choses : d'une part, elle est à mettre en relation avec les autres lettres diplomatiques précitées, et révèle que Li Yuying semble faire l'objet d'une certaine méfiance au sein de la diplomatie française tout au long de la période. Les ambassadeurs français expriment aussi peut-être un certain agacement devant la dépendance de la politique française à l'égard de cet homme, sans qui il est certain que l'influence éducative française en Chine n'aurait pu prendre une telle ampleur. Par ailleurs, Li Yuying ne semble pas davantage apprécié par ses collègues au gouvernement de Nankin. Nous verrons que les initiatives dont il fut à l'origine dans le domaine de l'éducation n'ont pas toujours été considérées d'un bon œil par le gouvernement chinois, qui percevait les jeunes étudiants chinois « retour de France » selon l'expression usitée alors, comme un facteur d'agitation sociale.

Alors que voilà tracé le portrait de l'apôtre de la coopération franco-chinoise, plusieurs éléments se font jour. Très apprécié dans les milieux intellectuels français en Chine, Li Yuying fait office de trait d'union entre son pays et les intellectuels français qui s'y intéressent. Ce lettré cosmopolite est en effet à l'origine de l'immense majorité des œuvres éducatives franco-chinoises. Il est aussi l'un des exemples d'une trajectoire politique originale, basculant de l'anarchisme vers la droite du gouvernement de Nankin. Artisan du développement de l'influence éducative française en Chine, il n'en reste pas moins une personnalité controversée, en butte à la méfiance et aux critiques émanant des diplomaties françaises et chinoises. Toutefois, son aura au sein du monde intellectuel français et ses amitiés haut-placées vont lui

⁴¹ « LI Shizeng 李石曾 - Maitron » *op.cit.*

⁴² Alain ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, Paris, Payot, 2016, p. 439.

⁴³ Nous reparlerons de la fermeture définitive de l'Université franco-chinoise de Pékin dans la partie 5.

⁴⁴ Note de Jacques ROYER, AMAE, FRMAE, 239 QO-DGRT, dossier 383, 11 mars 1950.

permettre de déployer ses talents de persuasion et de chanter de la collaboration franco-chinoise. La période républicaine, apparaît alors comme l'âge d'or de la coopération intellectuelle entre la France et la Chine.

Les premiers échanges franco-chinois orchestrés par Li Yuying dès la naissance de la République chinoise

Les premières œuvres de Li Yuying se mettent en place dès 1912, année de naissance de la République chinoise. Cai Yuanpei, ministre de l'éducation du gouvernement de Sun Yat-sen, s'exile à Paris lorsque Yuan Shikai est nommé Président de la République chinoise. Il fonde alors avec Li Yuying, « l'Association pour les études dans la frugalité en France », qui devient « le Mouvement études-travail » : de jeunes étudiants chinois viennent en France pour étudier, et s'emploient parallèlement dans les usines pour subvenir à leurs besoins. Cette première vague du Mouvement étude-travail, trouve, comme en 1906, l'appui d'intellectuels français. C'est ici l'universitaire Charles Maybon – frère du chroniqueur de *L'Asie française*⁴⁵ –, qui y apporte son concours, en dispensant des cours de français pour les Chinois volontaires à un départ pour la France :

« Répondant à l'appel de Monsieur Li Yu Ying, des étudiants chinois s'étaient fait inscrire pour continuer leurs études en France. La plupart n'avaient que des connaissances rudimentaires de la langue française. Monsieur Li s'entendit avec Monsieur Charles Maybon qui dirigeait à ce moment-là l'école municipale française et c'est dans la salle des réunions de l'alliance française, alors située derrière cette école que jeunes chinois et chinoises désireux d'aller étudier en France reçurent des leçons complémentaires. »⁴⁶

Ces premiers échanges fonctionnent bien puisque ce sont 140 jeunes Chinois qui vont profiter de cette opportunité entre 1912 et 1914⁴⁷.

Stoppé dans son élan par le conflit mondial, Li Yuying reprend ses efforts en 1916, avant même que la Chine ne s'engage dans la Première Guerre mondiale⁴⁸. Exilé de Chine par suite de l'échec de la Seconde révolution qui avait raffermi le pouvoir de Yuan Shikai, Li Yuying se

⁴⁵ Charles Maybon (1872-1926) est le frère d'Albert Maybon. Professeur dans des écoles d'Hanoï et à l'École Française d'Extrême-Orient à partir de 1905, « il souhaitait que les jeunes professeurs formés dans cette université allassent porter nos pensées françaises dans les chaires des universités chinoises » selon Louis FINOT dans sa « Nécrologie de Charles B. Maybon », *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, 1926. Charles Maybon « qui avait acquis, tant par ses lectures que par l'observation directe, une connaissance solide des choses chinoises » prend la direction de l'École française de Shanghai en 1911. Auteur de deux thèses, l'une sur les rapports européens avec l'Annam du XVI^e siècle au XIX^e siècle. Il devient en 1920, directeur de l'Institut technique franco-chinois de Shanghai. (voir infra). <https://www.efeo.fr/biographies/notices/maybon.htm> Consulté le 6 septembre 2020.

⁴⁶ Dr WAI, *Annales franco-chinoises* n°12, 4^e trimestre 1927.

⁴⁷ « Les Chinois en France », *Les Cahiers du Comité d'Histoire*, Cahier n°18 (2004), p. 16.

⁴⁸ Voir partie 1, chapitre 2.

réinstalle à Paris, et choisit de participer à sa manière au triomphe du camp de la démocratie comme il le dit lui-même⁴⁹. Il s'en explique dans un livre intitulé *La guerre européenne*⁵⁰, dont *La Politique de Pékin* donne quelques extraits :

« L'Allemagne est un pays de fortes armées ; la France est la terre classique de la Démocratie et de la Liberté !

Cette guerre peut ainsi donc être considérée comme une lutte entre l'impérialisme et le républicanisme. Nous avons travaillé pour la cause républicaine de la Chine, nous ne voulons pas voir pâlir le républicanisme français ni qu'il soit vaincu par l'impérialisme allemand. Nous aimons la République Chinoise (*sic*), nous devons aimer aussi la République Française qui est la sœur aînée de toutes les républiques du monde. Souhaiter la victoire des armées françaises, c'est souhaiter la victoire du républicanisme ! Nous devons immédiatement en mettant la force au service du droit, et de la France héroïque et démocratique, nous ranger au côté des alliés pour faire triompher notre bel idéal, garantir les nations petites et les nations faibles contre les impérialistes, contre les grands, contre les puissants ! »⁵¹

À partir de ce moment, les actions de Li Yuying sont de deux ordres : tout d'abord il « orchestre le recrutement de la main d'œuvre chinoise »⁵² pour la France à partir de 1916 par le biais de « l'Association d'études frugales », et il est soutenu en cela par le gouvernement français⁵³. Il aurait ainsi recruté 5 000 travailleurs entre août et septembre 1916, en leur offrant un contrat de travail dans lequel « les travailleurs chinois bénéficieraient de conditions de travail et de salaires identiques à ceux de leurs homologues français »⁵⁴, tout en veillant à leur bonne moralité. Par ailleurs, dans le même temps, Li Yuying poursuit son œuvre éducative. Il fonde en 1916 la Société Franco-chinoise d'Éducation (SFCE) avec l'aide de « personnalités unanimement reconnues », selon les mots de Tsen Tsonming, autre trait d'union franco-chinois et soutien du régime de Nankin. Parmi elles, il cite : « MM. Leygues, Honnorat, Herriot, Aulard, et Moutet du côté français, MM. Tsai [Cai Yuanpei], Wang CT, Tchang Ki⁵⁵, Li Yu Ying et Tsu du côté chinois. »⁵⁶ Fidèle aux principes de moralité édictés par Li Yuying et Cai Yuanpei,

⁴⁹ « Une interview du Professeur Li Yu Yang sur la guerre en Chine, et l'aide que les pays démocratiques peuvent apporter à la Chine. » *op.cit.*

⁵⁰ Sans doute publié en 1916 ou 1917, car il appelle la Chine à se ranger « aux côtés des Alliés », *La Politique de Pékin*, 18 décembre 1927.

⁵¹ « Extraits de Li Yu Ying, *La guerre européenne* », *La Politique de Pékin, op.cit.*

⁵² « LI Shizeng 李石曾 - Maitron » *op.cit.*

⁵³ En ce qui concerne les travailleurs chinois en France durant la Première Guerre mondiale, se reporter à la Partie 1, chapitre 2.

⁵⁴ Sylvie DÉMURGER, Martin FOURNIER, et Annie AU-YEUNG, « Assistance et éducation des travailleurs chinois pendant la Grande Guerre - Le rôle du Mouvement Travail-Études », in Li MA (ed), *Les travailleurs chinois dans la Première Guerre Mondiale*, CNRS Editions, 2012, p. 9, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00642494>.

⁵⁵ Président du Sénat chinois.

⁵⁶ TSEN Tsonming, « Les relations intellectuelles entre la France et la Chine », [sd], CdF, fonds IHEC.

cette association avait pour but « l'extension des relations entre la France et la Chine et spécialement pour le développement moral, intellectuel et économique de celle-ci par la science et les idées françaises. »⁵⁷ Selon *L'Action française*, Cai Yuanpei précise même : « que la culture française convenait mieux que tout autre à la tournure d'esprit chinoise et aux aspirations de la Chine moderne »⁵⁸, des paroles que l'on retrouvera dans ses discours, à l'occasion du Mouvement du 4 mai 1919.

Les promoteurs français de cette œuvre de collaboration franco-chinoise sont des intellectuels appartenant au monde universitaire comme, le président de l'Association, Alphonse Aulard, normalien, agrégé de lettres, puis premier détenteur de la Chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne en 1891⁵⁹. Il est épaulé par des hommes politiques intéressés par la Chine et par le déploiement de l'influence française dans la jeune République, comme André Honnorat⁶⁰, Georges Leygues⁶¹ qui occupe des postes ministériels depuis 1895, Édouard Herriot et Marius Moutet. L'implication de ce dernier au sein de la Société Franco-Chinoise d'Éducation ne se dément pas jusqu'en 1949⁶². Cette Société, qui vient prendre la place de l'Association amicale franco-chinoise tombée en désuétude, continue de faire vivre le Mouvement études-travail.

Selon un article de la revue américaine *Far Eastern Review*, retranscrit par *La Revue de l'Asie française*, les deux actions de Li Yuying, l'envoi de main d'œuvre chinoise en France durant la Première Guerre mondiale et celui d'étudiants, sont directement liées :

« Il n'est pas non plus improbable que le mouvement était accru par le récit qu'ont fait de la vie française des centaines de milliers de coolies qui ont travaillé en France à l'intérieur. C'était le premier contact des coolies avec les joies d'une visibilité, une bonne paie, des logements confortables et des relations avec une race blanche qui les acceptait sur un pied d'égalité. Il est très probable aussi que le gouvernement a

⁵⁷ G. BRISSAUD-DEMAILLET, « Rapport sur les principales œuvres franco-chinoises », *op.cit.*

⁵⁸ « Une Société d'Éducation Franco-chinoise », *L'Action française*, 5 avril 1916.

⁵⁹ Georges RENARD, « Alphonse Aulard », *Revue d'Histoire du XIX^e siècle - 1848* 25, n° 126 (1928), pp. 129-31, https://www.persee.fr/doc/r1848_1155-8806_1928_num_25_126_1126.

⁶⁰ André Honnorat (1868-1950) : Député des Basses-Alpes, ministre de l'Instruction publique entre 1920 et 1921, puis sénateur. Il connaît bien Paul Appel, secrétaire et ami de Paul Painlevé. *Dictionnaire des parlementaires français*, Presses Universitaires de France, vol. t. IV, Paris, 1972 p. 1969.

⁶¹ Georges Leygues (1857-1933) a été successivement ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (1894), ministre de l'Intérieur, ministre des Colonies (1906), chargé du portefeuille de la Marine dans le « grand ministère de la Guerre et de la Victoire » mené par Clemenceau en 1917. Il devient Président du Conseil de septembre 1920 à janvier 1921. Enfin, il redevient ministre de la Marine dans le cabinet Briand et ce, jusqu'à sa mort. Jean JOLLY (dir). t.IV *op.cit.* p. 2275-2279.

⁶² Voir partie 5.

encouragé ce mouvement afin d'attirer du travail dans ses usines pendant la période de reconstruction et pour apprendre de cette façon à des milliers d'ouvriers chinois les procédés français de travail. »⁶³

La Revue de l'Asie française reconnaît que l'article donne une vision trop idyllique de la France, mais se félicite de cet écho d'outre-Atlantique, favorable à son influence. La revue ne peut que souscrire à un tel article dont le ton enthousiaste met l'accent sur la bienveillance française durant la Première Guerre mondiale, à l'égard des soldats chinois, appelés avec dédain « coolies ». L'éducation semble donc le levier principal de la puissance française en Chine depuis la fin de l'empire Qing. Au sortir de la Première Guerre mondiale, la France cherche à renforcer encore cette prépondérance éducative. C'est un intellectuel français « complet » à l'aura indiscutable, qui va se faire le héraut de la collaboration intellectuelle franco-chinoise.

2) La mission Paul Painlevé en Chine (1920-1921) : les ambiguïtés d'un voyage

Paul Painlevé, figure de proue de l'engagement intellectuel

Si c'est Paul Painlevé qui se charge de la mission en Chine, c'est parce qu'aucun autre intellectuel français ayant une réputation semblable à la sienne n'a accepté cette mission. Pour représenter la France en Chine, il fallait en effet « l'un des plus grands savants du monde, de la famille des Curie, Einstein et Bergson, dont il est un grand ami personnel. »⁶⁴ Paul Painlevé bénéficie d'une aura scientifique et politique, que son poste de Ministre de la guerre en 1917 n'a fait qu'étoffer. En 1898, alors que ce normalien semblait promis à une éclatante carrière scientifique⁶⁵, l'Affaire Dreyfus fait de Painlevé l'une des figures de proue de « ces intellectuels qui désertèrent leur tour d'ivoire pour descendre dans la rue. Depuis, il est resté parmi le peuple [...] ». ⁶⁶ Cette définition même de l'intellectuel engagé, celui qui fait « le lien entre le savoir et la cité, entre les pratiques scientifiques et une conscience de citoyenneté »⁶⁷ révèle un homme à « l'ascendant intellectuel »⁶⁸ inégalé mais aussi « un homme d'action intrépide, résolu »⁶⁹. Paul Painlevé, contrairement à d'autres intellectuels, s'engage tardivement dans l'Affaire

⁶³ « Les étudiants chinois en France », *Revue de l'Asie Française*, novembre 1920.

⁶⁴ «London Press» [sd], A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/44.

⁶⁵ Maître de conférences à Lille puis à la Sorbonne à 28 ans,

⁶⁶ Les Hommes du jour, 7 mai 1912, A.N, Fonds Painlevé 313 AP/44.

⁶⁷ Vincent DUCLERT, « Paul Painlevé et l'Affaire Dreyfus », dans Claudine FONTANON et Robert FRANK (dir), *Paul Painlevé (1863-1933), un savant en politique*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005. p. 26.

⁶⁸ Note d'Émile Borel à l'Académie des sciences, [sd], *ibid.* 313 AP/18.

⁶⁹ Daniel BERTHELOT, note sans titre, sans date, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/18.

Dreyfus. Il fait ainsi « confiance à l'armée chargée d'instruire le procès »⁷⁰, jusqu'en 1899. À cette date, le jeune mathématicien de 35 ans, choisit en effet de témoigner lors du procès de Rennes, le 7 septembre 1899, afin de remettre en cause, par des preuves scientifiques, l'expertise d'Alphonse Bertillon⁷¹. C'est donc bien l'Affaire qui marque le « point de passage entre la science et la politique »⁷² à laquelle il prend part en 1910, sous l'étiquette de républicain socialiste indépendant⁷³. Ministre de la Guerre en 1917, « c'est lui qui a désigné le Général Pétain comme Général en chef et le Général Foch comme chef d'État-major »⁷⁴ précise une note anonyme, manière de dire que Painlevé a grandement participé à la victoire de la France lors de la Grande Guerre. En 1919, redevenu député d'opposition de centre gauche⁷⁵, il apparaît donc comme la figure même de l'intellectuel engagé, puisqu'il est à la fois « homme du culturel » et « homme du politique. »⁷⁶ Du fait de ses très nombreux postes au sein de différents ministères et de ses connaissances scientifiques, Paul Painlevé dispose donc de la « double autorité, technique et morale »⁷⁷ que requièrent les Chinois. Sa renommée est telle que Painlevé semble être « non seulement le seul Français mais aussi le seul étranger pouvant adresser avec succès une demande directe au Gouvernement chinois, c'est-à-dire sans l'intermédiaire des diplomates français et chinois »⁷⁸ selon le Chinois Han Rujia, qui est son interprète lors de sa venue en Chine et va participer de manière active⁷⁹ à la fondation de l'Institut de Hautes Études chinoises. La personnalité de Paul Painlevé se trouve ainsi tout entière contenue dans cette citation de son ami Daniel Berthelot⁸⁰ :

⁷⁰ Anne-Laure ANIZAN, *Paul Painlevé : science et politique de la Belle Époque aux années trente*, Collection « Histoire », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 46.

⁷¹ Alphonse Bertillon est expert en criminologie, désigné par la cour militaire en 1894. Il avait conclu à la culpabilité d'Alfred Dreyfus en estimant que son écriture était la même que celle du « bordereau », élément forgé de toutes pièces par l'armée française pour accuser Dreyfus d'avoir transmis des informations à l'armée allemande. Il avait pour cela développé la théorie de « l'autoforgerie » : Dreyfus aurait manipulé son écriture à l'aide d'un gabarit, mais des ressemblances graphologiques demeureraient reconnaissables pour un lecteur averti. (Voir Roger MANSUY et Laurent MAZLIAK *L'analyse graphologique controversée d'Alphonse Bertillon dans l'affaire Dreyfus, Aux origines de la police scientifique*, Éditions Karthala, 2011, <https://www.cairn.info/aux-origines-de-la-police-scientifique--9782811105501-page-354.htm>.) Cette thèse est déconstruite point par point par Paul Painlevé et son maître, le mathématicien Henri Poincaré.

⁷² V. DUCLERT, *op.cit.* p. 27.

⁷³ Anne-Laure ANIZAN, « Paul Painlevé, parlementaire et leader politique », dans Cl. FONTANON, R. FRANK, *op.cit.* p. 59.

⁷⁴ Biographie de Paul Painlevé, [sd], A.N, *ibid.*

⁷⁵ A-L. ANIZAN, *Paul Painlevé, op.cit.* p. 243.

⁷⁶ Selon la définition de l'intellectuel donné par Pascal ORY et Jean-François SIRINELLI dans *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 11.

⁷⁷ « La mission Painlevé en Chine, mai à octobre 1920 », *op.cit.*

⁷⁸ « Notification au ministère de la guerre : projet de filiale de l'Université de Paris en Chine », 1926, 313 AP/204.

⁷⁹ Parfois trop, nous le verrons par la suite.

⁸⁰ Frère de Philippe Berthelot, secrétaire général du Quai d'Orsay, Daniel Berthelot est aussi le fils de l'éminent physicien Marcelin Berthelot. Voir à ce sujet Jean-Luc BARRÉ *Philippe Berthelot, le seigneur chat (1866-1934)*, Paris, Plon, 1988.

« Passionnément soucieux de la gloire et du renom de la France, de son influence et de son rayonnement dans le monde, de ses traditions généreuses, rien de ce qui intéresse notre pays ne le laisse indifférent. Aussi, à aucune époque de sa vie, son labeur de savant, ne lui a-t-il fait oublier ce devoir de citoyen. [...] En lui croissait de jour en jour l'irrésistible besoin de se dévouer tout entier à cette grande tâche de faire passer dans la réalité, le rêve idéal de justice et de fraternité qui le hantait. »⁸¹

C'est donc pour continuer de contribuer, dit-il, « au rayonnement de la France » que Paul Painlevé accepte de se rendre en Chine en mai 1920. Cette mission est d'autant plus importante qu'elle constitue la toute première visite d'une personnalité française de premier plan dans ce pays⁸². Le voyage est donc abondamment commenté et relayé dans la presse favorable à l'homme d'État républicain. Pourtant, ce départ pour la Chine est aussi l'occasion de nuancer les portraits mélioratifs et admiratifs dressés par ses amis ou par des journalistes. En effet, les partisans de *L'Action française* lui vouent une haine tenace et profitent de son départ pour remettre au goût du jour un scandale politique datant de la guerre. Léon Daudet, directeur de *L'Action française* et député de Paris, estime que Paul Painlevé « s'enfuit en Chine »⁸³ pour éviter de rendre des comptes sur une trahison au profit de l'Allemagne lorsqu'il était Ministre de la Guerre. Daudet affirme de fait détenir

« [...] un dossier saisissant, où l'on voit ce misérable intervenir officiellement en faveur d'un agent de l'Allemagne, dénoncé par l'ambassadeur d'Angleterre, Lord Bertie au Lieutenant-Colonel Goubet⁸⁴. Si Painlevé s'imagine échapper par la fuite à la publication de cette œuvre, écrasante et inédite de son ignominie, il se trompe. »⁸⁵

Un mois plus tard, alors que Paul Painlevé et son équipe ont embarqué au Havre pour une tournée passant par l'Amérique et le Japon avant de rejoindre la Chine, Léon Daudet se fait injurieux et qualifie Painlevé de « putois mathématique », en menaçant : « Painlevé devra revenir de la Chine un jour ou l'autre. Il me retrouvera et mes dossiers seront là. »⁸⁶ Marianne

⁸¹ Daniel BERTHELOT, note sans titre, sans date, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/18.

⁸² Marianne BASTID-BRUGUIÈRE, « Le voyage en Chine de Paul Painlevé en 1920 », dans Cl. FONTANON, R. FRANK, *op.cit.* p. 83.

⁸³ Léon DAUDET, « Painlevé s'enfuit en Chine », *L'Action française*, 20 mai 1920.

⁸⁴ Léon Daudet fait sans doute référence à l'Affaire Malvy, du nom du Ministre de l'Intérieur entre 1914 et 1917. Daudet accuse celui-ci d'avoir fourni « des renseignements à l'Allemagne sur des projets militaires et diplomatiques français et d'avoir favorisé des mutineries, notamment au chemin des dames. » À sa demande, le 4 octobre 1917, la lettre de Daudet est lue devant la Chambre des députés par Paul Painlevé, alors Président du Conseil et ministre de la Guerre. Malvy est finalement déclaré innocent du crime de trahison mais condamné au bannissement pour « avoir méconnu, violé et trahi les devoirs de sa charge. » Daudet accuse Painlevé d'avoir protégé Malvy lorsqu'il était Président du Conseil. <https://www.senat.fr/evenement/archives/D40/malvy1.html> Consulté le 9 septembre 2020.

⁸⁵ L. DAUDET, « La forfaiture en fuite – une mission en Chine », *L'Action française*, 13 avril 1920, A.N Fonds Painlevé, 313 AP/203.

⁸⁶ L. DAUDET, « Painlevé s'enfuit en Chine », *op.cit.*

Bastid-Bruguière formule pour sa part l'hypothèse que « Paul Painlevé éprouve [...] brusquement le besoin d'échapper quelques mois à l'atmosphère écœurante des calomnies et des coups bas. »⁸⁷ Mais les raisons de la mission sont avant tout financières et politiques et témoignent des attentes des représentants français et chinois.

La mission Painlevé en Chine : des relations diplomatiques à plusieurs facettes

La mission de Paul Painlevé en Chine qui débute en 1921 est une initiative chinoise. En effet, explique une note classée « secret », Yeh Kung-Cho [Ye Gongcho], « Conseiller d'État, ancien ministre des travaux publics »⁸⁸ vient à Paris en 1919, « pour une mission officielle envoyée en même temps que la délégation de la paix par le président de la République chinoise. »⁸⁹ « À la fin du printemps 1919, [Ye Gongcho] demande officiellement à Monsieur Painlevé dans une lettre conçue en des termes les plus chaleureux, de venir en Chine pour présider un grand conseil technique d'unification et de développement des chemins de fer chinois, conseil où l'Amérique et l'Angleterre devaient également avoir un représentant de premier plan. »⁹⁰ La Chine affirme ainsi vouloir développer la « formation intellectuelle et technique des jeunes générations, [les] relations économiques avec l'Occident, [l'] unification technique des chemins de fer existant, et [le] développement de lignes nouvelles. [...] »⁹¹ Mais Marianne Bastid-Bruguière a bien montré que les Chinois espèrent surtout un appui de la France par l'intermédiaire de Paul Painlevé, au sujet de leurs revendications sur le Shandong, au Congrès de Versailles⁹².

Du côté de Painlevé, les ambiguïtés de la mission sont aussi décelables. L'homme politique fait grande publicité de son départ en Chine, puis de son retour de voyage, dans une volonté « d'entretenir l'intérêt médiatique suscité depuis l'automne 1919 »⁹³, année du début de la campagne électorale que Painlevé mène sous l'étiquette de « concentration républicaine. ». Les raisons qu'il donne de ce départ pour la Chine divergent pourtant. À *L'Europe Nouvelle*, il affirme « le caractère privé de son voyage ». « Mes intentions ? Créer des liens intellectuels entre la France et la Chine. »⁹⁴ Ce voyage serait donc absolument « désintéressé » comme il aime à le répéter. Pourtant, à son retour, il affirme dans une conférence devant la Chambre de

⁸⁷ M. BASTID-BRUGUIÈRE, *op.cit.* p. 90.

⁸⁸ « Mission de Monsieur Painlevé » (classé secret), 313 AP/203.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ « La mission Painlevé en Chine, mai à octobre 1920 », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/203.

⁹² M. BASTID-BRUGUIÈRE, *op.cit.* p. 87-88.

⁹³ A-L. ANIZAN, *Paul Painlevé, op.cit.* p. 254.

⁹⁴ « La mission Painlevé en Chine », *L'Europe nouvelle*, 30 mai 1920.

commerce belge : « Il y a dix-huit mois, j'étais chargé, par le gouvernement français, d'une importante mission en Extrême-Orient. Quel en était le but escompté ? Tout simplement de chercher les débouchés commerciaux. [...] »⁹⁵ En effet, le premier but recherché est de trouver des débouchés économiques. La France espère ainsi faire de la Chine un territoire d'exportation pour sa colonie indochinoise. Cependant, devant le peu de résultats obtenus, Painlevé cherche, dans un second temps, à rehausser le prestige intellectuel de la France.

Marianne Bastid-Bruguière explique cette contradiction comme une manœuvre politique de Paul Painlevé, « qui ne veut rien devoir au Bloc national »⁹⁶ alors au pouvoir. Nous y voyons aussi pour notre part, les manœuvres de la diplomatie française à l'égard de la Chine, qui oscille entre idéalisme et réalisme. La France représentée par Painlevé affirme haut et fort obéir à un idéal universaliste, mais cherche néanmoins à étendre ses débouchés économiques à l'instar de sa rivale anglaise. Les Chinois sont d'ailleurs bien conscients de ces faux-semblants puisque aucun membre du gouvernement chinois n'est présent pour accueillir la mission à son arrivée en Chine⁹⁷. D'autre part, le Français ne fait aucune allusion publique au fait que les droits de la Chine n'ont pas été reconnus par le traité de Versailles.

Cette mission est donc marquée par des ruses diplomatiques tant françaises que chinoises. Les deux pays espèrent de cette mission bien plus que de simples relations intellectuelles, mises en valeur par les discours. Un autre homme semble révéler les tiraillements de la mission Painlevé. Il s'agit du poète Abel Bonnard, qui accompagne la mission.

Abel Bonnard « en Chine » : entre empathie et supériorité

La mission coordonnée par Paul Painlevé est en effet composée de Joseph Nadal, « ingénieur en chef des chemins de fer de l'État »⁹⁸, et de trois représentants du monde intellectuel : Germain Martin, « professeur à la Faculté de droit »⁹⁹ du condisciple de Painlevé à l'École Normale Supérieure, le grand mathématicien Émile Borel, et enfin Abel Bonnard « homme de lettres et poète bien connu. »¹⁰⁰ Ce dernier personnage est un homme des salons mondains, « le causeur le plus étincelant de l'entre-deux-guerres. »¹⁰¹ Il a fait de brillantes

⁹⁵ Conférence de Paul Painlevé, retranscrite dans le journal belge *Les Nouvelles*, 15 novembre 1921. A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/203.

⁹⁶ M. BASTID-BRUGUIÈRE, *op.cit.* p. 90.

⁹⁷ *Ibid.* p. 94.

⁹⁸ « La mission Painlevé en Chine, mai à octobre 1920, *op.cit.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Jacques MIÈVRE, « L'évolution politique d'Abel Bonnard (jusqu'au printemps 1942) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 27, n° 108 (1977) : 1-26, <https://www.jstor.org/stable/25728877>.

études à Louis Le Grand puis à l'École du Louvre, ce qui pourrait expliquer que Painlevé l'ait choisi comme compagnon. Politiquement, il est pourtant l'exacte antithèse de Paul Painlevé, puisqu'il se retrouve dans un « nationalisme de tradition maurassienne »¹⁰² et ne cessera de se réclamer d'une politique de droite¹⁰³, jusqu'à devenir Ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Vichy de 1942 à 1944¹⁰⁴. De ce séjour de huit mois dans la République du milieu il tire un livre, intitulé *En Chine*, couronné du Grand prix de l'Académie française en juin 1924. Ce livre est encensé par la critique, de *L'Action française* qui estime qu'Abel Bonnard « nous instruit [sur] la politesse chinoise, l'impassibilité chinoise »¹⁰⁵ à *L'Action*, journal radical et anticlérical, qui loue « le style net de l'ouvrage, une clairvoyance et une intelligence hors de pair. »¹⁰⁶

Pendant près d'un an, Abel Bonnard a parcouru la Chine, de Pékin à Canton et de Shanghai à Chongqing. Bien que ce ne soit là « que la Chine des Européens » comme le souligne *L'Œuvre*¹⁰⁷, Bonnard se dit « à la recherche de l'âme chinoise ». Il s'attache à décrire avec poésie et précision les Chinois qu'il croise, posant sur eux un regard curieux et attentif. Il rencontre des Chinois ayant vécu en France – un poète ou un soldat –. Il décrit aussi des scènes de vie aperçues dans les rues de Pékin, propres à la fois à témoigner de la modernité de la Jeune-Chine, mais aussi à ravir ses lecteurs avides d'une Chine pittoresque, encore engluée dans des coutumes ancestrales. Cette vision est conforme à celle, issue du XIX^e siècle, qui voit traditionnellement la Chine comme « l'autre absolu »¹⁰⁸. Il n'oublie pas cependant de peindre avec empathie la misère des campagnes chinoises, comme ici près de Tientsin :

« Certains, plus pauvres, s'éloignaient à pieds, le père portant sur l'épaule le long bambou qui est en usage ici, aux extrémités duquel étaient deux paniers, dont chacun contenait un enfant, la mère, un peu en retard, clopinant sur ses moignons triangulaires¹⁰⁹, et quand je pensais qu'elle devait faire ainsi des lieues et des lieues, je ne pouvais m'empêcher de prendre en aversion cette coquetterie de marquise infligée à des

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ Il est par ailleurs collaborateur de la revue *France-Japon* en 1937. (*France-Japon* n°20, mai 1937.)

¹⁰⁴ Il développe alors une sorte d'idéologie de l'éducation qui estime qu'il est inutile d'instruire le peuple – encore moins les femmes – car pour lui l'intelligence ne mène qu'à « la guerre civile des esprits ». Voir à ce propos Jean-Michel BARREAU, « Abel Bonnard, ministre de l'Éducation nationale sous Vichy, ou l'éducation impossible », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine* 43, n° 3 (1996) pp. 464-78, <https://doi.org/10.3406/rhmc.1996.1829>.

¹⁰⁵ « Revue de presse », *L'Action française*, 31 mars 1924.

¹⁰⁶ Émile HENRIOT, « Un voyage en Chine », *L'Action*, 6 mars 1924.

¹⁰⁷ « Les livres de la semaine », *L'Œuvre*, 9 septembre 1924.

¹⁰⁸ Christian MORZEWSKI et Linsen QIAN, *Les écrivains français du XX^e siècle et la Chine*, Université d'Artois, Presses universitaires de Nankin, Presses universitaires d'Artois, 1999, p. 9.

¹⁰⁹ C'est ici une référence à la coutume des « pieds bandés », pratique née sous les Tang au X^e siècle. Cette tradition qui visait à empêcher que les pieds des femmes ne dépassent 7,5 cm était d'abord réservée aux classes aisées puis s'est répandue dans l'ensemble de la population. Cette pratique a été interdite dès 1912, mais « il fallut attendre 1949 pour voir enfin appliquer l'interdiction. » Yan LAN, *Chez les Yan*, Paris, Allary Editions, 2017, p. 155-156.

pauvresses. Ils allaient vers le Nord, vers la Mandchourie où ils pouvaient espérer de trouver des terres, mais non des maisons, et où il était fatal que beaucoup mourussent de faim ou de froid pendant l'hiver. »¹¹⁰

Mais par ailleurs, le but premier d'Abel Bonnard est bien de se renseigner sur la santé de l'influence française en Chine. Ses guides chinois sont les missionnaires, premiers propagateurs de la langue et de l'influence françaises en Chine. Abel Bonnard en fait les gardiens de « l'esprit français »¹¹¹. L'homme de lettres en profite pour comparer les méthodes de colonisation britanniques et françaises, affirmant que cette dernière est « moins efficace sur le plan économique mais beaucoup plus désintéressée et soucieuse de l'éducation et la promotion des colonisés. »¹¹² Il ne se départit donc pas d'une représentation supérieure de la culture française, qui, « plus elle précisera les principes dont elle s'inspire [...] plus elle imposera sa grandeur au monde. »¹¹³ En cela, Abel Bonnard incarne les préjugés de son époque, partagés par l'immense majorité de l'intelligentsia française. Son ouvrage, *En Chine*, qui fait suite à son voyage commencé avec la mission Painlevé illustre donc lui aussi les ambiguïtés de la mission, à la fois sincèrement intéressée par la Chine mais aussi avide de développements économiques et éducatifs. La photographie ci-dessous et sa légende résumant bien ces deux facettes :

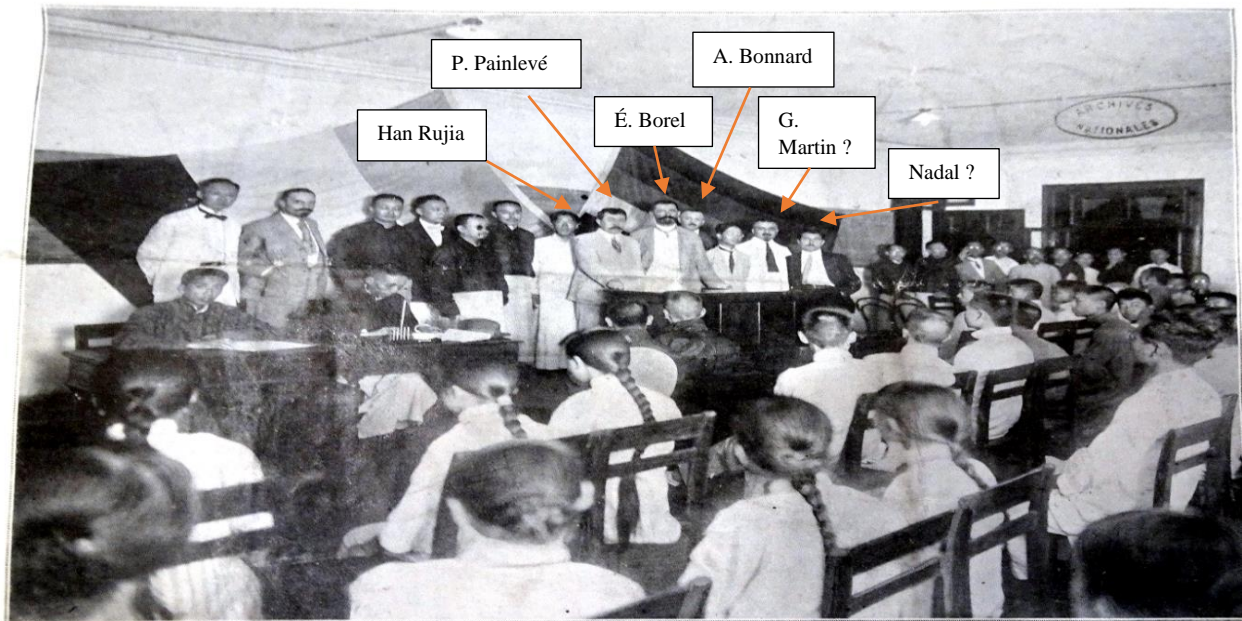


Figure 7: La mission Painlevé devant des étudiants et étudiantes de Shanghai en janvier 1921

« Conférence faite par M. Painlevé à Shanghai à des élèves-professeurs d'école normale.

¹¹⁰ *Ibid.* p. 145.

¹¹¹ *Ibid.* p. 273.

¹¹² Abel BONNARD, *En Chine* cité par J. MIÈVRE, *op.cit.*

¹¹³ A. BONNARD, *En Chine*, *op.cit.*

Derrière M. Painlevé et à sa droite se tient son interprète, un jeune savant chinois, docteur ès-sciences de la faculté de Paris ; à gauche de M. Painlevé, M. Borel puis M. Lion [sans doute Liang Shiyi, directeur de la banque industrielle de Chine à Shanghai], un peu plus loin, l'avant-dernier de la tribune, le R.P Bergougnoux, l'un des plus actifs et des plus intelligents de nos missionnaires. »¹¹⁴

Source : *L'Illustration*, 1^e janvier 1921, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

Cette photo, prise du fond de la salle semble placer au premier plan les étudiants et étudiantes chinois, rendant les visages des Européens sur l'estrade difficiles à discerner. Pourtant, il est probable que ces jeunes gens ont eu devant eux les cinq représentants de la mission : Paul Painlevé, Émile Borel, Abel Bonnard, Germain Martin et Joseph Nadal. La légende donnée par *L'Illustration* est intéressante, car elle semble tenter d'unir par les personnages qu'elle cite, tous les leviers de l'influence française en Chine : un levier économique (la banque industrielle de Chine, par le biais de son représentant chinois), un levier intellectuel symbolisé par Painlevé et Borel, au détriment des autres représentants de la culture française comme Abel Bonnard, qui est présent mais non cité dans la légende ; le rappel de l'influence passée et présente des missionnaires en Chine avec la mise en valeur du Père Bergougnoux¹¹⁵ qui a droit à deux adjectifs mélioratifs. Enfin, deux Chinois sont mis à l'honneur. L'un est le directeur de la banque industrielle de Chine, donc un proche collaborateur de la France ; l'autre, derrière Painlevé est son interprète, symbole de la réussite de l'éducation française puisqu'il est « docteur ès-sciences de la faculté de Paris ». Il s'agit vraisemblablement de Han Rujia. Les hommes cités sont donc tous des modèles de la science française, et de ce fait des exemples vivants de la réussite de la collaboration franco-chinoise, présentée aux jeunes hommes et femmes appelés eux aussi à être les vecteurs de cette influence.

La mission Painlevé ainsi que le comportement de ses principaux protagonistes, Français tout autant que Chinois, illustrent donc toute la complexité des échanges culturels qui, « répondent [...] à des impératifs nationaux, en dépit d'énoncés affichant les idéaux universalistes de paix et d'amitié entre les peuples. »¹¹⁶

¹¹⁴ La légende est celle qui accompagne la photographie dans *L'Illustration*.

¹¹⁵ Il s'agit sans doute de Jean Bergougnoux, (1887-1968) jésuite envoyé en 1912 en mission dans la province du Yunnan. Entre 1921 et 1925, il est procureur de la mission de Kunming. <https://www.irfa.paris/fr/notices/notices-necrologiques/bergougnoux-jean-1887-1968>

¹¹⁶ Anne-Marie MATARD-BONNUCI, « Introduction », dans Marie-Anne MATARD-BONUCCI Anne DULPHY et Pascal ORY (dir), *op.cit.* p. 249.

3) Au retour de la mission Painlevé, les réussites des Instituts franco-chinois

Former des étudiants destinés aux études supérieures

La diversité des œuvres d'éducation franco-chinoises qui prennent naissance dès la mission Painlevé, révèlent que la France tente d'exercer son influence éducative sur toutes les catégories d'étudiants chinois. Pour ceux issus des classes les plus aisées aptes à faire des études supérieures, sont créés l'Institut des Hautes Études Chinoises et l'Institut Franco-Chinois de Lyon ; L'enseignement supérieur technique n'est pas oublié, avec l'Institut technique franco-chinois de Shanghai. Pour ce qui concerne les Chinois d'origine plus modeste, c'est le mouvement études-travail lancé par Li Yuying en 1906 et qui reprend vigueur en 1921, qui va permettre à ces jeunes gens d'étudier en France. Certains intellectuels chinois prennent une part active à ces institutions, endossant le rôle de passeurs culturels, parvenant alors à instaurer une véritable coopération franco-chinoise.

- L'Institut Franco-Chinois de Lyon

L'une des réussites les plus éclatantes de la collaboration intellectuelle franco-chinoise est la fondation de l'Institut Franco-Chinois de Lyon, le 8 juin 1921. L'initiative doit beaucoup à Li Yuying et Cai Yuanpei du côté chinois, et au volontarisme d'Édouard Herriot, maire de Lyon. L'attrait de ce dernier pour la Chine est ancien, comme le révèle le bulletin de l'Institut, intitulé *Les Annales franco-chinoises* :

« Dès 1906, alors qu'il présidait le comité lyonnais de la mission laïque, Monsieur Herriot cherchait à orienter une partie de l'action de la mission laïque vers la Chine. La révolution chinoise n'existait pas alors, même en germe ; mais pour ceux qui, comme Monsieur Herriot, suivaient de près les événements d'Extrême-Orient, la transformation de la Chine ne faisait pas de doute et Monsieur Herriot sut le deviner et prévoir le rôle désintéressé que la France pourrait jouer. Lorsque cette idée de rapprochement intellectuel franco-chinois eut pris corps, lors de la fondation de l'institut franco-chinois en 1921, la ville de Lyon prêta son concours à sa formation et préleva sur son budget une subvention pour aider l'institut à ses débuts. »¹¹⁷

Herriot est secondé par le socialiste lyonnais Marius Moutet et par Paul Joubin, recteur de l'académie de Lyon, ainsi que par le docteur Jean Lépine, médecin à la faculté des sciences de Lyon. La direction de l'Institut est bi-nationale, portée par le Lieutenant-Colonel Favre, saint-cyrien connaisseur de la Chine, et par le Chinois Liou Ho, l'un des premiers propagateurs de

¹¹⁷ « Édouard Herriot », *Annales franco-chinoises* n°5, 1^e trimestre 1928.

l'éducation française. Ce dernier est arrivé en France en 1913 par le biais de la première vague du Mouvement études-travail, et s'est formé aux collèges de Montargis et de Saint Maixent.¹¹⁸ « À partir de 1916, il organise des cours de français et assure parmi ses compatriotes dépayés un bon moral, condition nécessaire au travail. De 1919 à 1921, M. Liou Ho, membre du conseil d'administration de la société franco-chinoise d'éducation, fut chargé de placer 1500 étudiants dans divers établissements scolaires industriels. »¹¹⁹

Le maire de Lyon propose de mettre « à la disposition du ministère de l'Instruction publique »¹²⁰ le fort Saint-Irénée afin d'y accueillir les étudiants venant de Chine. La presse lyonnaise se félicite du nouvel emploi de ce fort désaffecté :

« L'ancien fort Saint-Irénée [...] étale comme une menace vaine ses poternes rongées de mousse, ses fossés ravalés, ses artileries dépouillées des artileries de l'autre siècle. Il n'est plus qu'un bâtiment de paix, et au-dessus de la porte d'entrée s'inscrit avec orgueil : "Institut Franco-Chinois de l'Université de Lyon". »¹²¹

Il faut dire que la ville de Lyon dispose de nombreux atouts, comme le rappelle Tcheng Loh, ambassadeur de France en Chine, dans une lettre de bienvenue aux *Annales franco-chinoises*.

« La grande et superbe ville de Lyon était parfaitement bien choisie. Lyon, seconde ville de France, mais la première au point de vue des relations commerciales entre la France et la Chine, devait, en effet, devenir le terrain sûr où nos relations intellectuelles et scolaires pouvaient se resserrer plus étroitement encore. Lyon, pays de la soie comme la Chine ; nos deux pays sont en effet situés à chacune des extrémités de la grande voie Serica ! »¹²²

D'un point de vue culturel, Lyon est aussi l'une des pointes avancées de la connaissance française de l'Asie. Émile Guimet, passionné d'arts asiatiques y a fondé un musée, et une chaire professorale de chinois a été créée dès 1900, « renforçant l'enseignement de la langue et de la culture chinoise au plus haut niveau. »¹²³ Le professeur Maurice Courant occupe cette chaire à l'Université de Lyon depuis 1913. Formé par Édouard Chavannes, comme les autres sinologues de sa génération, il est aussi l'un des fondateurs de l'Institut puisqu'il représente le recteur Paul Joubin lors d'une entrevue avec Li Yuying, et avait auparavant esquissé le projet d'un Institut d'études chinoises à Pékin. Maurice Courant devient le premier directeur de l'Institut franco-

¹¹⁸ « M. Liou-Ho », *La Politique de Pékin*, 9 septembre 1927.

¹¹⁹ *Annales franco-chinoises* n° 23, 3^e trimestre 1932.

¹²⁰ Maurice COURANT, « L'Association universitaire franco-chinoise (origine, but et résultats) », *Annales franco-chinoises* n°1, mars 1927.

¹²¹ « *Lyon républicain* « Les Chinois du fort Saint-Irénée, futurs ambassadeurs de la pensée française », retranscrit dans *Les Annales franco-chinoises* n° 16, 4^e trimestre 1930.

¹²² « Lettre de S.E.M Tcheng-Lo, Ministre de Chine à Paris », *Annales franco-chinoises* n°1, mars 1927/

¹²³ <http://www.institut-franco-chinois-lyon.com/#!/origine-de-lifcl-1921-1950> consulté le 20 septembre 2020.

chinois de Lyon, avant d'être remplacé par le commandant Favre en 1927¹²⁴. Il demeure alors secrétaire de l'Institut et rédacteur des *Annales franco-chinoises* jusqu'à sa mort en 1935.

Les objectifs de l'Institut Franco-Chinois de Lyon sont clairement établis par Maurice Courant :

« Ce que nous souhaitons donner aux meilleurs de nos étudiants, c'est bien moins un recueil de faits que l'usage d'une méthode. Observation exacte, classement des faits selon leurs liens naturels, soumission à la vigie ; ce que l'on sait, savoir qu'on le sait ; ce qu'on ignore, savoir qu'on l'ignore. Ces principes de dialectique, nos jeunes amis les appliqueront d'abord à des sujets chinois où ils se trouveront plus à l'aise ; ils nous instruiront, mais travailleront aussi pour eux-mêmes, appliquant leur critique personnelle, apprenant à distinguer dans le trésor de leur civilisation ce qu'il y a de moins bon et ce qu'il y a d'excellent (et il y en a beaucoup.)

En un mot, ce que nous désirons, c'est d'initier les étudiants à juger sur leur conscience éclairée. En quelques années, après le premier feu d'enthousiasme pour les notions toutes faites importées du dehors, ils verront qu'il y a du bon dans la vieille Chine et qu'il faut le garder soigneusement. »¹²⁵

On retrouve dans cette explication une méthode visant à développer l'esprit critique, dans la droite ligne des enseignements des philosophes des Lumières et de la science positiviste du XIX^e siècle dont les Chinois cultivés sont si friands. Mais il faut, pour cela, des étudiants triés sur le volet.

En septembre 1921, un convoi de 120 étudiants arrive dans les locaux de l'Institut Franco-Chinois. Ces étudiants ont été recrutés « en raison de leurs grades universitaires, [ou] par le moyen de concours ouverts dans plusieurs villes de Chine ». Ils doivent avoir une « connaissance approfondie du français, puisque les étudiants chinois doivent se mêler aux étudiants français et suivre les mêmes cours qu'eux ; connaissance suffisante pour la littérature, l'histoire, les sciences et autres grandes études et programmes secondaires. »¹²⁶ L'enseignement dispensé à l'IFCL s'adresse ainsi à une élite dont « les éléments de choix [...] constitueront les cadres de la Chine républicaine »¹²⁷. Ceux-ci seront capables « de diriger le développement de la Chine dans le sens qu'exigent les circonstances actuelles, aussi bien sur le terrain industriel, commercial et artistique, que sur le terrain scientifique »¹²⁸, comme l'expliquent Édouard Herriot et Maurice Courant. Le journal *Lyon-Républicain* affirme pour sa part : « Leurs sciences, leurs grades, les imposeront aux leviers de commande de l'État énorme,

¹²⁴ Daniel BOUCHEZ, « Un défricheur méconnu des études extrême-orientales : Maurice Courant (1865-1935) », *Journal asiatique*, 1983, p. 43 à 150.

¹²⁵ Maurice COURANT, « Nouvelles de l'Institut », *Annales franco-chinoises* n°3, troisième trimestre 1927.

¹²⁶ M. COURANT, « L'Association universitaire franco-chinoise », *op.cit.*

¹²⁷ *Le Radical*, 13 avril 1920, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/203.

¹²⁸ M. COURANT, « L'Association universitaire franco-chinoise », *op.cit.*

encore déchiré par les querelles. Les longues années de calme et de sérénité vécues chez nous leur donneront alors le goût et la force d'apporter le même bonheur à leur pays. »¹²⁹

On le voit bien, l'Institut Franco-Chinois de Lyon semble être un levier parfait pour permettre à la France d'exercer son influence politique, économique et culturelle sur les destinées de la Chine, par le truchement de ses dirigeants futurs, qu'on espère formés « à l'école de la France »¹³⁰.

Il semble que l'Institut Franco-Chinois atteigne ses objectifs, et forme en effet les futurs dirigeants de la Chine. En 1927, c'est-à-dire six ans après la création de l'IFCL, Li Shou-Houa, Recteur de l'Université franco-chinoise de Pékin, affirme : « Le résultat de nos élèves à l'institut franco-chinois de Lyon est très brillant. Il y a déjà onze docteurs, dix-sept licenciés, douze ingénieurs, soixante-dix-sept étudiants ayant reçu divers diplômes ou certificats d'études supérieures de divers établissements d'enseignement supérieur de Lyon. »¹³¹ En 1930 et alors que l'IFCL abrite 286 étudiants, d'autres sont retournés en Chine (on appelle ces étudiants les « retour de Chine », ou *returned students*). Liou Ho, secrétaire général de l'Institut, fait un bilan de la situation devant le deuxième Congrès international des amitiés françaises, à Liège :

« Les postes occupées par les anciens élèves de l'institut (Lyon) rentrés en Chine témoignent une fois de plus du succès. Quatre-vingt-quatre sont pourvus de situations importantes, à savoir :

Professeur de l'université centrale de Nankin : cinq

Professeur de l'université nationale de Peiping : trois

Professeur de l'université du travail de Shanghai : quatorze

Professeur de l'université nationale Sun Yat Sen de Canton : neuf

Professeur de l'université nationale Tchou-Kyang : un

Professeur de l'université nationale de Setchouan [Sichuan] : un

Professeur de l'université franco-chinoise de Peiping : trois

Professeur de l'université de Ngan Houei [Anhui] : un

Professeur de l'université de Tsing Houa à Peiping : un

Institut central des recherches : deux. »¹³²

L'itinéraire de certains de ces *returned students* éclaire sur la réussite de l'IFCL.

¹²⁹, « Les Chinois de Saint-Irénée », *Lyon Républicain*, *op.cit.*

¹³⁰ *Le Radical*, *op.cit.*

¹³¹ « Nouvelle de Chine », *Annales franco-chinoises* n°1, *op.cit.*

¹³² Liou HO, « Situation actuelle de la culture française dans la République de Chine (deuxième Congrès international des amitiés françaises à Liège) », *Annales franco-chinoises* n°15, 3^e trimestre 1930.

La Politique de Pékin met ainsi en lumière le parcours de Hung Fu, qui soutient en 1932 une thèse sur « la géographie du thé », sous la direction du professeur André Allix¹³³ à la faculté de lettres de Lyon. Hung Fu est vraisemblablement l'un des premiers étudiants de ce professeur, tout comme il est « le premier des étudiants pensionnaires de l'Institut Franco-Chinois de Lyon qui soit venu demander à notre Université une formation géographique »¹³⁴. Le parcours de ce jeune Chinois peut permettre de mieux comprendre d'où venaient les étudiants de l'IFCL. Hung Fu est un « ancien étudiant de l'Université de Yenching [arrivé] en France en 1928 comme boursier du gouvernement provincial du Fou-kien. [Fujian]. »¹³⁵ La thèse de Hung Fu est considérée comme étant de très bonne facture par les géographes français puisqu'elle parvient à renouveler les connaissances sur un objet qui n'avait jusque-là « pas encore été abordé du point de vue géographique. »¹³⁶ Comme beaucoup de ses compatriotes, Hung Fu choisit de rentrer en Chine le 14 juillet 1933¹³⁷ et devient professeur à la prestigieuse université nationale de Tsinghua¹³⁸, à Pékin¹³⁹. Les géographes de la faculté de Lyon font part de leur satisfaction à voir Hung Fu ainsi que d'autres de ses collègues passés par l'Institut franco-chinois mener « des publications, [des] travaux [...] selon la méthode de la géographie française et lyonnaise. »¹⁴⁰ L'itinéraire de Hung Fu semble donc illustrer celui de la jeune élite de Chine formée à l'Institut franco-chinois. Étudiant boursier, Hung Fu dispose déjà d'un solide bagage universitaire, acquis à l'Université de Yenching à Pékin. Sans doute y a-t-il appris le français, qu'il a pu approfondir par des cours du soir, une fois arrivé en France. Sa thèse, appréciée et valorisée par les géographes français lui permet de devenir professeur à l'université de Pékin. Ce *returned student* est donc un symbole de réussite pour l'Institut Franco-Chinois et un relais efficace des méthodes scientifiques françaises.

Comme le souligne la bibliothèque du fonds chinois de Lyon, l'Institut Franco-Chinois de Lyon atteint sans conteste l'objectif qu'il s'était fixé de former une élite chinoise. En effet,

¹³³ André Allix (1899-1966) choisit de suivre des études de géographie sous la direction de Raoul Blanchard, géographe lui-même élève de Paul Vidal de la Blache. Après l'obtention de l'agrégation de géographie, il est nommé à la Faculté des Lettres de Lyon qui crée pour lui une chaire de géographie régionale. Il soutient en 1929 une thèse de doctorat sur le Massif de l'Oisans. André GIBERT, « André Allix », *Géocarrefour* 41, n° 2 (1966), pp. 95-98, https://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1966_num_41_2_2594.

¹³⁴ André ALLIX, « Hung Fu, La géographie du thé », *Géocarrefour* 9, n° 3 (1933), pp. 283-86, https://www.persee.fr/doc/geoca_1164-6268_1933_num_9_3_5601.

¹³⁵ « La Chine à l'étranger – un fécond retour », *La Politique de Pékin*, 9 septembre 1933

¹³⁶ A. ALLIX, « Hung Fu, La géographie du thé ».

¹³⁷ « La Chine à l'étranger, un fécond retour », *op.cit.*

¹³⁸ L'Université de Tsinghua a été créée en 1911, sous la dynastie Qing. Elle est l'un des centres d'échange sino-américains.

¹³⁹ « Institut de Géographie et Institut des Études Rhodaniennes », *Géocarrefour* 11, n° 3 (1935), pp. 376-78, https://www.persee.fr/doc/geoca_1164-6268_1935_num_11_3_6448.

¹⁴⁰ *Ibid.*

entre 1921 et 1946, « sur les 473 étudiants inscrits à l'Institut Franco-Chinois de Lyon, un quart a soutenu une thèse de doctorat »¹⁴¹ ; ces jeunes étudiants étrangers ont donc réussi à atteindre le plus haut grade universitaire français. Pourtant, tous ne trouvent pas forcément à s'employer facilement en Chine, car il y a « pléthore de diplômés » et la Chine a davantage besoin « de scientifiques et de médecins que d'historiens ou de spécialistes de la culture chinoise formés en France. »¹⁴² Mais plusieurs de ces étudiants chinois permettent cependant des découvertes fondamentales dans le domaine de la radioactivité, de l'urbanisme ou de l'architecture¹⁴³. Hung Fu est quant à lui la preuve que des études de lettres peuvent aussi être un moyen de participer à la formation de l'élite chinoise. Ce faisant, il incarne pleinement le rôle de diffuseur de la culture française en Chine.

- L'Université franco-chinoise de Pékin

La mission Painlevé donne un nouveau souffle à un projet lancé par Li Yuying et Cai Yuanpei dès 1919 : la création d'une Université franco-chinoise à Pékin (appelée alors Peiping). Jean Rodes raconte les premiers pas de cette Université, « résultats de longs travaux qui commencèrent aussitôt après la révolution de 1911-12, sous la direction de M. Painlevé, du côté français et de M. Li Yu Y[i]n, du côté chinois. »¹⁴⁴

Lors de sa venue en Chine, Paul Painlevé obtient pour ce projet « une subvention annuelle de 500 000 francs accordés par le gouvernement chinois, sous réserve d'une subvention égale de la part du gouvernement français. »¹⁴⁵ Cette Université franco-chinoise voit le jour sur décision de Li Yuying « en collaboration avec Monsieur d'Hormon »¹⁴⁶. André d'Hormon, que l'on voit ici apparaître, est conseiller du gouvernement chinois depuis 1911. Homme de l'ombre, il se révèle pourtant indispensable, « favorisant les relations politiques et intellectuelles entre

¹⁴¹ « Les études suivies », <https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources/ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/les-etudes-suivies/> consulté le 23 septembre 2020.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Voir notamment le parcours de Lin Keming, formé au sein de l'Institut d'architecture de Lyon, qui participe en 1932 à l'élaboration du mausolée Sun Yat-sen et marque durablement la ville de Canton par ses réalisations architecturales influencées par l'éducation reçue en France. <https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/les-etudes-suivies/article/lin-keming-1901-1999?lang=fr> Consulté le 23 septembre 2020.

¹⁴⁴ J. RODES, « L'Université franco-chinoise de Peiping », *op.cit.*

¹⁴⁵ « Les résultats de la mission Painlevé », *Revue de l'Asie Française*, avril 1920.

¹⁴⁶ Liou HO, « Situation actuelle de la culture française dans la République de Chine – deuxième congrès international des amitiés françaises à Liège, *Annales franco-chinoises* n°15, 3^e trimestre 1930.

les deux pays. »¹⁴⁷ C'est lui qui sera à l'origine du Centre d'études sinologiques de Pékin, qui prendra place au sein de l'Université franco-chinoise en 1943¹⁴⁸.

L'Université franco-chinoise se développe au cours des années 1920-1930, avec la création en son sein de « quatre instituts, quatre collèges de langue française et quatre écoles primaires mixtes. »¹⁴⁹ Liou Ho et Georges Dumas¹⁵⁰ expliquent de concert le développement de l'Université : L'Institut Lamark « spécialisé dans la science biologique »¹⁵¹ voit le jour en 1922, suivi par l'Institut Curie en 1925, dédié aux mathématiques et à la chimie. Cette année 1925 voit le déménagement de l'Université depuis les collines à l'Ouest de Pékin jusqu'au centre de la nouvelle ville universitaire chinoise. Un nouveau bâtiment est alors créé pour l'Institut Voltaire, consacré à la littérature française ainsi que pour l'institut Auguste Comte, dédié à la philosophie et aux sciences économiques¹⁵². La direction de cette université de grande ampleur est d'abord confiée à Li Shou-hua, troisième de ses fondateurs, avant de revenir à Li Lin-yu. Le succès de l'Université franco-chinoise, qui parvient même à obtenir du gouvernement chinois « le don d'un terrain et de bâtiments contigus à ceux déjà occupés »¹⁵³ ne se dément pas, puisque « le nombre des élèves, qui était de 185 en 1922, a atteint, en 1930, le chiffre important de 1.367. »¹⁵⁴

Selon les intellectuels français, ce succès de l'Université franco-chinoise de Pékin, fait d'elle « l'élément [...] le plus important du système d'institutions, qui, sous le nom d'université franco-chinoise est entretenue à la fois sur les fonds affectés aux œuvres franco-chinoises sur la tranche indemnité des Boxers¹⁵⁵ et sur le budget du gouvernement national. »¹⁵⁶ Le directeur de l'Université, Li Lin-yu, renchérit :

« Parmi tous les établissements d'éducation [...] qui proposent aux étudiants chinois l'exemple, les leçons et l'assistance d'une civilisation étrangère, l'université franco-chinoise présente la notable particularité de s'être, dès son origine, vouée spontanément à l'influence de la pensée, de la science et des libérales

¹⁴⁷ Note anonyme sur André d'Hormon (s.d, probablement 1954), AMAE, 239 QO DGRST, dossier 383.

¹⁴⁸ Voir partie 5.

¹⁴⁹ Liou HO, « Situation actuelle de la culture française en Chine », *op.cit.*

¹⁵⁰ Georges Dumas (1866-1946) est un psychologue et voyageur, qui a séjourné « quelque peu en Chine » et dans les pays d'Amérique latine. Il a notamment été chargé de fonder un Institut de l'Université de Paris à Buenos-Aires et l'Institut franco-chilien de la Haute Culture. On comprend qu'il se soit intéressé à des projets de même envergure en Chine. Dans Henri WALLON, « La vie et l'œuvre de Georges Dumas », *Enfance* 21, n° 1 (1968), pp. 119-41, <https://doi.org/10.3406/enfan.1968.2453>.

¹⁵¹ Arnold VISSIÈRE, « L'Université franco-chinoise de Pékin », *Bulletin de l'Association franco-chinoise*, 1927.

¹⁵² Issu de A. VISSIÈRE, « L'Université franco-chinoise de Pékin », *op.cit.*, LIOU HO, *op.cit.* et Georges DUMAS, 26 novembre 1930, AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 213.

¹⁵³ J. RODES, *op.cit.*

¹⁵⁴ J. RODES, *ibid.*

¹⁵⁵ Indemnité consentie par la Chine à la France en 1901, après la révolte des Boxers. (Voir partie 1, chapitre 1.)

¹⁵⁶ G. DUMAS, 26 novembre 1930.

traditions françaises. Ses fondateurs n'ont pas été entraînés à ce libre choix par la pression des circonstances mais s'y sont portés et tenus par l'effet d'une préférence mûrement calculée. »¹⁵⁷

Charles Grosbois, directeur de l'École française de Shanghai¹⁵⁸ nuance quelque peu la réussite de l'Université franco-chinoise, en précisant que cette dernière n'a formé que « 107 étudiants diplômés »¹⁵⁹, et qu'elle est donc loin de pouvoir rivaliser avec les universités anglo-saxonnes.

Néanmoins, L'Université de Pékin, seule université laïque de langue française, est sans aucun doute l'une des vitrines de l'enseignement français en Chine. C'est en son sein que l'on reçoit les grands savants français de passage en Chine, comme Paul Pelliot et Paul Langevin en 1931¹⁶⁰. Cette Université franco-chinoise se trouve en effet au centre de la toile éducative française en France comme en Chine puisqu'elle relie à la fois « l'Université franco-chinoise de Canton, la faculté de pharmacie de Shanghai et l'Université franco-chinoise d'outre-mer, elle-même formée de l'Institut Franco-Chinois de Lyon »¹⁶¹.

En effet, certains de ces jeunes Chinois, formés aux méthodes françaises, viennent achever leurs études à l'Institut Franco-Chinois de Lyon, avant parfois de devenir eux-mêmes professeurs à l'Université franco-chinoise, parachevant ainsi les « circulations transnationales » telles que mises en valeur par Ludovic Tournès, à propos des échanges intellectuels entre la France et les États-Unis au sortir de la Première Guerre mondiale¹⁶². Leur parcours exemplaire peut s'appuyer sur des enseignants de qualité, proches des fondateurs des débuts. C'est notamment le cas de Jacques Reclus, qui officie à l'Université franco-chinoise en tant que professeur de français. Celui-ci est le neveu du géographe Élisée Reclus et il rencontre Li Yuying au collège de Montargis où il enseigne le solfège aux étudiants¹⁶³. Proche du Mouvement anarchiste chinois, Jacques Reclus part enseigner le français à l'Université nationale du travail de Shanghai. Déçu que celle-ci ne devienne pas « le foyer libertaire que ses promoteurs avaient espéré », Jacques Reclus enseigne ensuite à Nankin puis à l'Université

¹⁵⁷ Cité par J. RODES, *op.cit.*

¹⁵⁸ « CTHS - GROSBOIS Charles Louis Jean », consulté le 4 octobre 2020, <https://cths.fr/an/savant.php?id=104652#>.

¹⁵⁹ Charles GROSBOIS, « Le problème de la langue française en Chine », 1930, ESPCI, Fonds Paul Langevin, *op.cit.*

¹⁶⁰ Voir partie 3, chapitre 2 et partie 4, chapitre 2.

¹⁶¹ G. DUMAS, *op.cit.*

¹⁶² Ludovic TOURNÈS, Sciences de l'homme et politique – Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle, Paris, Classiques Garnier, 2011, p. 14.

¹⁶³ Jacques GUILLERME, « Jacques Reclus (1894-1984) », *Études chinoises. 漢學研究* 3, n° 1 (1984), p. 113 https://www.persee.fr/doc/etchi_0755-5857_1984_num_3_1_1013.

franco-chinoise de Pékin¹⁶⁴. Là, il devient « l'un des instigateurs les plus actifs » d'un journal en français intitulé *Le Petit Peipinois*. Dans le premier numéro¹⁶⁵ qui date de 1932, c'est-à-dire au cœur de la guerre sino-japonaise, Jacques Reclus retrouve ses accents anarchistes en déclarant : « Ne craignons pas d'insister : nous attachons le plus haut prix à notre absolue indépendance sur le terrain politique. »¹⁶⁶ En cela, ce petit journal se distingue d'autres parutions visant à promouvoir l'amitié intellectuelle franco-chinoise et qui se défendent de parler de politique dans leur bulletin¹⁶⁷.

Ainsi, les instituts franco-chinois dont l'objectif est de former l'élite chinoise de la République de Nankin semblent atteindre leur but. Fondés pour rivaliser avec l'influence grandissante des fondations étrangères et notamment américaines, ces établissements révèlent un véritable réseau éducatif transnational qui relie les grandes métropoles chinoises aux deux cœurs économiques français, Lyon et la région parisienne.

Cependant, l'influence française souhaite englober aussi de jeunes chinois moins aptes à suivre des études universitaires d'un niveau élevé. La mission Painlevé va là aussi donner un souffle nouveau aux projets caressés par Li Yuying dès ses années de formations françaises.

Former des ouvriers qualifiés ou non qualifiés

- L'Institut technique de Shanghai

L'Institut d'industrie et de commerce franco-chinois de Shanghai est inauguré en mars 1921. Comme pour l'Institut Franco-Chinois de Lyon, la direction est binationale. Elle est confiée au Chinois, Tsu Min-Yi, et au Français Charles Maybon. Cet institut est placé dans un endroit symbolique, en tous points conforme à la volonté d'hégémonie française en Chine. En effet l'Institut technique s'installe dans les locaux de « l'ex-école allemande des médecins et ingénieurs de Shanghai »¹⁶⁸, ce qui représente une victoire symbolique sur l'ennemi de la dernière guerre. *La Revue de l'Asie française* va même plus loin et précise que les directeurs chinois et français ont changé le nom de l'établissement, appelé en chinois « t'ong houei t'ong houei, constitué par l'association de deux caractères chinois, dont le premier, "tong" veut dire

¹⁶⁴ « RECLUS Jacques, Alphonse, René [Dictionnaire des anarchistes] - Maitron », consulté le 25 septembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article155578>.

¹⁶⁵ Il s'agit du seul numéro que nous ayons retrouvé.

¹⁶⁶ « Ce que nous sommes et ce que nous voulons », *Le Petit peipinois* n°1, mars 1932, trouvé dans un courrier d'Auguste WILDEN à André TARDIEU, ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil, 13 mars 1932, AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 214.

¹⁶⁷ Voir notamment *L'Ami*, cité *infra*.

¹⁶⁸ « Un exemple de collaboration franco-chinoise – l'ex-école allemande de médecins et ingénieurs de Changhai », *Revue de l'Asie Française*, février 1921.

"pénétrer, entretenir des rapports", et le second "houei" "bienfaisant, derniers résultats". L'union de ces deux caractères évoque le souvenir d'une phrase bien connue de Confucius : "t'ong chang houei kong" qui veut dire : "l'existence des relations commerciales (entre les pays) aide au développement de l'industrie" »¹⁶⁹. Par conséquent, le nom du nouvel institut est non seulement un hommage à la culture chinoise mais aussi l'affirmation d'une collaboration bienfaisante. Comme pour les autres instituts, la Chine s'engage à prendre à sa charge la moitié des dépenses de l'institut, soit « 60 000 dollars de frais d'ouverture et 65 000 dollars de dépenses courantes. »¹⁷⁰ *L'Asie française* se réjouit de voir amorcée « la collaboration pécuniaire [...] avant la collaboration intellectuelle »¹⁷¹ et lors de l'inauguration de l'institut, Charles Maybon, ancien directeur de l'école municipale de Shanghai et frère du japonologue et journaliste Albert Maybon, se réjouit de voir bientôt « les machines françaises en mouvement, visiter les ateliers où retentit le bruit des outils joyeusement maniés. »¹⁷²

Comme d'autres, l'institut fait bien vite face à des difficultés, notamment financières et doit se restructurer pour assurer sa mission. Si à l'ouverture il accueille « 300 étudiants »¹⁷³, une lettre de Painlevé indique, dès 1922, que l'Institut doit se réorienter « sous la forme d'une école technique, avec un recrutement limité (120 élèves répartis en trois promotions) qui serait à la fois une école des travaux publics et une école des arts et métiers. »¹⁷⁴

L'Institut technique de Shanghai parvient au bout de quelques années à se restructurer et, semble-t-il, à assurer sa mission de propagande puisqu'un représentant français en Chine explique à Aristide Briand :

« Quant à la nouvelle école franco-chinoise, il a été décidé qu'elle serait un établissement d'enseignement technique secondaire ; elle a pris le titre d'institut technique et commercial franco-chinois. Elle doit former des techniciens, contremaîtres, chefs d'ateliers, conducteurs de travaux versés dans la pratique des arts mécaniques, de la construction et de l'expression des chemins de fer ; elle formera des comptables, des interprètes, des employés de commerce. [...] La durée des études doit être de trois ans pour la partie commerciale, cinq ans pour la partie industrielle. [...] »¹⁷⁵

¹⁶⁹ « L'inauguration de l'Institut franco-chinois d'industrie et de commerce de Changhai », *Revue de l'Asie Française*, juin 1921.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² « Inauguration de l'Institut franco-chinois d'industrie et de commerce de Changhai », *op.cit.*

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Brouillon de lettre de Raymond Poincaré, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères à Monsieur le sous-secrétaire d'État à l'enseignement technique, 30 juin 1922, AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 209.

¹⁷⁵ LAGARDE à Briand « Note sur l'Institut franco-chinois de Shanghai », AMAE, FRMAE, 417 QO, dossier 214, 10 janvier 1929 ? (date difficilement lisible).

Une note de Georges Brissaud-Desmaillet à l'intention de Paul Painlevé, visant à dresser un bilan des œuvres franco-chinoises en Chine et en France, se félicite de l'installation à Shanghai de cette « véritable école d'arts et métiers ¹⁷⁶ » qui dispense un enseignement concret et utile pour la Chine :

« [La Chine] n'a que faire des sciences théoriques ; pour le moment les cerveaux des étudiants ne sont pas assez ouverts aux études de mathématiques supérieures pour suivre la marche rapide des savants étrangers ; ce qu'il lui faut, c'est la possibilité d'utiliser pratiquement à son profit les découvertes incessantes faites dans les laboratoires d'étude. Il faut qu'elle porte son maximum d'efforts sur l'enseignement professionnel technique et qu'elle crée des laboratoires d'application et des ateliers-écoles. Et c'est pourquoi la majeure partie des subventions accordées à l'institut technique de Shanghai et à celui de Lyon devrait être consacrée à l'extension et le perfectionnement du matériel et de l'outillage des ateliers déjà existants. »¹⁷⁷

Alors que l'Institut Franco-Chinois de Lyon visait à former les Chinois à des études supérieures parfois abstraites, l'Institut technique de Shanghai forme lui aussi à des études supérieures, mais dans un cadre plus pratique et plus recherché par la Chine, si l'on en croit les considérations contenues dans le Fonds chinois de la bibliothèque de Lyon. Il ne s'agit plus ici de former l'élite dirigeante de la Chine, mais de former des ouvriers qualifiés, c'est-à-dire des étudiants d'une catégorie sociale moins aisée. La Société Franco-Chinoise vise elle aussi une catégorie de population moins encline à suivre des études supérieures de très haut niveau.

La Société Franco-Chinoise d'Éducation : une association qui parvient à se maintenir jusqu'aux dernières heures de la République de Chine

Les étudiants chinois désargentés ont été les premiers à bénéficier d'échanges avec la France, grâce au Mouvement études-travail, mis en place par Li Yuying. La Société Franco-Chinoise d'Éducation, dont nous avons auparavant retracé la naissance en 1916, semble prendre elle aussi un nouvel essor au retour de Paul Painlevé en France.

En effet, le 14 mai 1921 se tient la première séance du Comité franco-chinois de patronage des étudiants chinois en France, émanation de la Société Franco-Chinoise d'Éducation. Ce Comité franco-chinois « de direction des étudiants ouvriers-chinois en France » a pour objectif de prendre en charge « le Mouvement des étudiants et élèves-ouvriers, mouvement devenu très

¹⁷⁶ G. BRISSAUD-DESMAILLET, « Rapport sur les principales œuvres franco-chinoises », s.d., A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/217.

¹⁷⁷ *Ibid.*

important depuis notre Victoire. »¹⁷⁸ Il s'agit aussi de reprendre les échanges franco-chinois sur des bases plus saines, puisque les étudiants arrivés en 1916 avaient dû faire face à des conditions de vie très difficiles. Le but avoué du nouveau Comité de patronage est aussi de sélectionner les étudiants, « afin de ne faire venir qu'une élite de jeunes gens qui, du point de vue de notre influence en Chine, serait du meilleur rendement intellectuel et industriel. »¹⁷⁹

De fait, le Comité s'adresse aux étudiants chinois dès 1921 en ces termes :

« Le comité est tout disposé à vous aider. Étudiants, il vous facilitera les études. Elèves-ouvriers, il s'efforcera de vous procurer des emplois dans l'industrie, le commerce, les mines, tout en vous donnant la possibilité de vous perfectionner en langue française.

Le comité sera heureux de vous suivre dans vos diverses professions ou dans vos études, de vous prouver que la France, renommée dans le monde pour son désintéressement, son accueil hospitalier, pour sa bonne formation intellectuelle, scientifique, morale, professionnelle, est une amie cordiale pour ceux qui lui demandent son appui et lui accordent sa confiance. [...] [Le comité] doit toutefois vous rappeler qu'en échange des avantages certains qui vous sont offerts, vous devez vous montrer des étudiants et des élèves ouvriers sérieux.

Tous, vous êtes venus en France pour y acquérir des connaissances, pour bien travailler, de manière à être utiles à votre pays lors de votre retour en Chine. »¹⁸⁰

Les présidents du Comité sont Tcheng Loh, ambassadeur de Chine en France et Eugène Bradier, Consul de France, inspecteur des étudiants chinois¹⁸¹. Le Comité, officiellement créé le 13 juin 1921, est constitué de personnalités françaises et chinoises appartenant au monde politique et industriel. Il regroupe donc des personnalités officielles et particulières. Les présidents d'honneurs sont Paul Painlevé, le sénateur Hugues Le Roux¹⁸², Philippe Berthelot, secrétaire général du Quai d'Orsay, du côté français, Chi Chi Chen, ancien Président du Conseil du Gouvernement chinois, Tcheng Loh, du côté chinois. Enfin, on retrouve à la vice-présidence trois des promoteurs des échanges intellectuels franco-chinois : les Lyonnais Édouard Herriot et Paul Joubin, ainsi que Cai Yuanpei. Des liens sont établis avec l'Institut Franco-Chinois de Lyon, créé en parallèle puisque les membres honoraires sont Maurice Courant, professeur à l'Université de Lyon, Arnold Vissière, ministre plénipotentiaire et Alphonse Aulard, déjà à l'origine de la fondation de la Société Franco-Chinoise d'Éducation, ainsi que Soumé Tcheng,

¹⁷⁸ Première séance du Comité franco-chinoise de patronage des étudiants chinois en France, 14 mai 1921, AMT 47 AS 1, dossier A1-1.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ Lettre du Comité de Patronage franco-chinois aux jeunes Chinois (1921), AMT, 47 AS 2, dossier B-6, collègue de Montélimar.

¹⁸¹ Parmi les personnes les plus souvent présentes aux réunions on trouve aussi :

¹⁸² Hugues Le Roux (1860-1925), journaliste au *Matin* puis au *Temps*, se spécialise dans les ouvrages de voyages et dans les ouvrages concernant les colonies françaises. Proche des cercles officiels et de Paul Painlevé, il est partisan de la « mission civilisatrice française » dans les colonies. Il est élu sénateur en 1920.

qui représente les femmes chinoises. Enfin, les très nombreux représentants du monde industriel¹⁸³ témoignent de la volonté d'échanges affirmée par ce nouveau comité, qui espère ainsi placer plus facilement les étudiants chinois.

Ce Comité est donc dirigé à parts égales entre Français et Chinois et fait en sorte de ne pas reproduire les erreurs de la Société Franco-Chinoise d'Éducation en s'assurant l'appui des grands industriels. Il semble en effet que l'attrait pour la France des jeunes étudiants chinois soit très grand, puisque, le 4 mars 1922, soit un an à peine après la naissance du Comité, son secrétaire, Jean Audinet annonce que le comité possède « 1.209 dossiers individuels. »¹⁸⁴

Pourtant le Comité doit très vite se transformer, ce qui témoigne à la fois de son succès et de ses difficultés financières. Le 28 avril 1923, le Comité de patronage franco-chinois fusionne avec l'Association amicale franco-chinoise, fondée par Georges Dubail et Arnold Vissière en 1906, et qui végétait jusque-là. Hugues Le Roux témoigne, par une formule étonnante, de sa satisfaction à voir les deux comités se réunir :

« M. Le Roux expose qu'il est allé voir avec M. Vissière, président de l'association amicale franco-chinoise, pour l'entretenir de la fusion éventuelle de cette association avec le comité. Il a reçu de M. Dubail l'accueil le plus cordial. Nous étions dit-il dans le cas d'un jeune homme qui a demandé une demoiselle en mariage et nous avons eu le sentiment que nous étions agréés. Je pense donc voir prononcer la fusion le 5 mai prochain. »¹⁸⁵

En juillet 1924 lors d'une réunion du Comité à laquelle Paul Painlevé est exceptionnellement présent, le président du Comité, Eugène Bradier, tente de démontrer les succès du Comité de patronage :

« [Après la création du Comité], les jeunes gens reprennent confiance, les uns continuent, sans plus de craintes leurs études supérieures, quelques-uns sont mis au collège, la plupart sont placés dans l'industrie, leur esprit est calme. L'association amicale et de patronage franco-chinois [...] a rempli le rôle de pacificateur. [...] Aussi le nombre des jeunes gens inscrits n'a-t-il cessé d'augmenter. Au 31 décembre 1923 il était de 1867. »¹⁸⁶

¹⁸³ On trouve : un représentant du Ministre de commerce, M. Croier ministre plénipotentiaire, directeur de l'Office national du commerce extérieur ; un représentant du ministère du travail M. Picquemard, conseiller d'Etat, directeur du travail ; un représentant des établissements Schneider et Cie ; de la Compagnie des Forges et aciéries de la marine et Homécourt ; M. Daum, ingénieur en chef, attaché à la direction de la compagnie ; un représentant de la banque de l'Indochine ; M. Saint-Pierre, ancien directeur de cette banque à Pékin. « Fondation officielle du Comité franco-chinois de patronage des étudiants chinois en France », 13 juin 1921, AMT, *op.cit.*

¹⁸⁴ « Séance du 4 mars 1922 », AMT, *op.cit.*

¹⁸⁵ « Séance du 28 avril 1923 », AMT, *op.cit.*

¹⁸⁶ « Assemblée générale du 18 juillet 1924 », AMT, 47 AS 1, dossier A1-2.

Le Comité est mis en sommeil pendant une dizaine d'années, vaincu sans doute, par les difficultés financières (voir *infra*). Pourtant, il réapparaît en 1936, et se targue de posséder

« 2.136 dossiers d'étudiants chinois. Parmi les étudiants déjà rapatriés il en est dont l'influence s'exerce dans les conseils du gouvernement de Nankin et des gouvernements provinciaux. Il en est qui sont ingénieurs ou professeurs. L'association compte parmi ses adhérents des diplômés de la faculté des lettres, de la faculté des sciences, de la faculté de droit, de la faculté de médecine, de l'école des sciences politiques, de l'école des mines, de l'école polytechnique, de l'école des travaux publics, de l'école spéciale d'électricité, des écoles professionnelles des arts et métiers. Plusieurs sont sortis des Beaux-Arts. »¹⁸⁷

Il est difficile de savoir quelle est la part de vérité dans ces paroles d'Édouard Del Perrugia, qui a remplacé Eugène Bradier à la tête de l'Association en 1938. Del Perrugia a séjourné en Chine « où il a dirigé, à l'intérieur du pays, d'importants travaux publics. »¹⁸⁸ Le chiffre de plus de deux mille étudiants nous semble exagéré, d'autant plus que nous n'avons pas retrouvé d'autres sources le confirmant et que les archives laissent apparaître une béance de plus de dix ans, ce qui n'est pas en faveur de la bonne santé du Comité. En outre, Édouard Del Perrugia ne cite aucun nom d'étudiant chinois passé par le Comité pour appuyer ses dires. Par ailleurs, les métiers qu'il cite sont des professions intellectuelles supérieures, correspondant davantage au cursus proposé par l'Institut Franco-Chinois de Lyon que par le Comité de patronage.

La Société Franco-Chinoise d'Éducation semble reprendre ce nom et survivre jusqu'en 1949, sous la présidence du Lyonnais Marius Moutet¹⁸⁹, mais demeure tout au long de son existence, sujette à des difficultés financières sur lesquelles nous allons revenir. On peut néanmoins constater que les années fastes du Comité de patronage sont bien celles qui suivent la mission Painlevé, qui redonne un coup de fouet à la SFCE. La refondation du Comité fait espérer une meilleure gestion des étudiants chinois en France, et les intellectuels français poursuivent leur implication dans la formation de ces jeunes gens au profil moins favorisé que certains qui entrent à l'IFCL.

On voit donc qu'au retour de la mission Painlevé, l'action éducative en France se projette vers toutes les catégories possibles d'étudiants, des ouvriers qualifiés ou non, à ceux souhaitant suivre des études supérieures, avec la fondation d'Instituts en France comme en Chine.

¹⁸⁷ « Le Comité franco-chinois et l'Association amicale franco-chinoise », 1936, AMT, 47 AS 1, dossier A1-2.

¹⁸⁸ « Pourquoi le nouveau bulletin de l'Association ? », *Bulletin de l'Association franco-chinoise*, 1940, AMT, 47 AS 1, dossier A1-4.

¹⁸⁹ « Rapport moral de la Société Franco-Chinoise d'Éducation », 1949, AMAE, 239 QO-DGRST, dossier 381.

Les jeunes chinoises, des passeuses culturelles ?

Les échanges franco-chinois en matière d'éducation bénéficient en grande partie à de jeunes hommes. Cependant, bien que beaucoup moins nombreuses, les Chinoises ne sont pas oubliées, et certaines d'entre elles sont appelées à de prestigieux destins.

- Soumé Tcheng, symbole du rapprochement intellectuel et politique avec la République de Nankin

C'est le cas de Zheng Yuxiu, que les Français appellent « Soumé Tcheng ». Cette dernière apparaît très jeune comme une femme de caractère, et représente, pour les intellectuels français, le pendant masculin de Li Yuying. En effet tout comme lui, Soumé Tcheng se montre une grande promotrice des échanges éducatifs franco-chinois, dont elle fut l'une des premières femmes chinoises à bénéficier. Son ami le musicologue Louis Laloy dresse de Soumé Tcheng le portrait suivant :

« Sa famille est une des premières de la province, très attachée aux traditions. Ayant refusé d'épouser le fiancé qui lui était destiné, la désobéissante a dû faire neuf pas à genoux devant sa grand-mère, pour obtenir son pardon. Affiliée au parti révolutionnaire, elle fut au nombre de ces jeunes filles intrépides dont plusieurs ont payé de leur vie les actes séditieux qu'elles ont toujours fidèlement accomplis. Elle a échappé, non sans peine, à la police impériale. Réfugiée à Paris, elle éblouit tous ceux qui l'approchent de sa grâce ardente. »¹⁹⁰

Un article d'*Excelsior* qui lui est consacré précise les engagements politiques de Soumé Tcheng :

« Elle prit malgré son jeune âge, audacieusement part au mouvement qui aboutit à la révolution de 1911. Elle transporta des bombes dans des valises. Elle porta sous sa blouse, dans sa ceinture, des cartouches de dynamite. Elle avait alors dix-sept ans. Mademoiselle Tcheng, voyagea ensuite au Japon et vint consacrer à Paris 4 années à l'étude des sciences occidentales. »¹⁹¹

Comme le précisent Geneviève Barman et Nicole Dulioust, Soumé Tcheng correspond donc bien au profil des jeunes étudiantes qui viennent en France, qui « étaient assez nombreuses à avoir déjà milité au sein de sociétés d'études révolutionnaires. [...] Grâce à leur formation antérieure, à leur plus grande maturité humaine et politique et à l'aide particulière qu'elles

¹⁹⁰ L. LALOY, *Miroir de la Chine, présages, images, mirages, op.cit.*, p. 14.

¹⁹¹ « Mlle Soumé Tcheng », *Excelsior*, article retranscrit dans *Les Annales franco-chinoises* n°22, 2^e trimestre 1922.

reçurent en France, elles furent [...] proportionnellement plus nombreuses que les hommes à accéder aux études supérieures. »¹⁹²

Soumé Tcheng arrive en France dès 1912 par le biais de la première vague du Mouvement Études-travail pour suivre des études de droit. Elle fait ensuite partie de la délégation chinoise à la Conférence de la Paix. À partir de 1920, la jeune femme choisit de venir en aide à la Société Franco-Chinoise d'Éducation, afin d'amener d'autres jeunes chinoises à suivre son exemple. Elle cherche alors à assurer la subsistance en France des jeunes chinoises, dont les conditions de vie sont tout aussi difficiles que celles de leurs collègues masculins. La jeune femme prend la parole à cet effet lors la première séance de la Société Franco-Chinoise d'Éducation refondée :

« Mlle Soumé Tcheng croit de son côté devoir appeler l'attention du comité sur les jeunes filles chinoises en France au nombre de 30 à 35. Grâce à la générosité de Mmes Berthelot et Hugues Le Roux, ces jeunes filles ont de quoi subvenir jusqu'au 15 juillet. Mais qu'arrivera-t-il ensuite ? Il faut prendre dès maintenant des mesures. [...] »¹⁹³

Soumé Tcheng est donc une femme engagée, décrite par Louis Laloy comme possédant « une éloquence invincible [...] capable de mettre en larmes l'assistance de la Sorbonne par son émotion à déclarer la fraternité humaine. »¹⁹⁴

Soumé Tcheng et les étudiantes chinoises peuvent compter sur l'aide de Madame Le Roux, épouse du sénateur normand Hugues Le Roux, proche de Paul Painlevé et ayant lui-même séjourné quelques jours à Pékin. Il fait naturellement partie de la Société Franco-Chinoise d'Éducation. Sa femme quant à elle « venait de perdre ses fils à la guerre et elle reporta sur les jeunes gens désemparés qui faisaient appel à elle un amour maternel désormais sans objet. »¹⁹⁵

C'est d'ailleurs Hugues Le Roux qui annonce, en juin 1923, que Soumé Tcheng a soutenu son doctorat en droit ce qui fait d'elle « la première femme chinoise qui soit parvenue à son doctorat »¹⁹⁶, mais aussi « la première femme juriste de Chine. »¹⁹⁷

¹⁹² Geneviève BARMAN et Nicole DULIOUST, « Un groupe oublié : les étudiantes-ouvrières chinoises en France », *Études chinoises* VI, n° 2 (1987) p. 10, <http://rousseauetudes.free.fr/articleetudiantechinoise.html>.

¹⁹³ Compte-rendu de l'Assemblée générale de la Société franco-chinoise d'éducation, AMT, 47 AS 1, dossier A1-1, 14 mars 1921.

¹⁹⁴ L. LALOY, *op.cit.*

¹⁹⁵ *Ibid.* p. 20.

¹⁹⁶ Compte-rendu de la séance du 23 juin 1923, AMT, 47 AS 1, dossier A1-2.

¹⁹⁷ G. BARMAN et N. DULIOUST, *op.cit.* p. 12.

Cependant elle ne s'en tient pas là puisque, rentrée à Shanghai, elle devient conseillère municipale de la ville en 1927, et s'emploie à aplanir « les difficultés entre l'administration chinoise nouvelle [du gouvernement de Nankin] et la Concession française. »¹⁹⁸

Soumé Tcheng devient l'envoyée spéciale du nouveau gouvernement de Chiang Kai-shek en France en 1928. À son arrivée en France, la jeune femme est interviewée par *Le Petit Parisien*, dans un article que l'on peut juger condescendant, mais conforme aux idées de l'époque. En effet, le journaliste se montre soulagé qu'il n'y ait « rien de viril, d'autoritaire ni même de garçonnier chez cette entraînéeuse d'hommes et cette femme de gouvernement. Rien de pédant chez cette doctoresse, la première de son pays. Et pour compléter cette série de contrastes, bien que femme et avocate, elle n'est pas bavarde. »¹⁹⁹ L'article est agrémenté d'une photographie représentant la jeune femme. Celle-ci porte les cheveux courts à la mode garçonne, symbole « de l'indépendance qu'elle [tient] à manifester²⁰⁰. Soumé Tcheng est donc une figure très médiatique. À son retour en Chine début 1929, Soumé Tcheng reçoit même la Légion d'honneur des mains de Jacques Meyrier, Consul de France à Shanghai. Celui-ci fait d'elle l'emblème de l'amitié franco-chinoise :

« [...] En vous conférant la croix de chevalier de la Légion d'honneur, le gouvernement français a voulu vous donner une marque de sa haute estime et de sa profonde amitié. Il a voulu aussi vous remercier pour tout ce que vous avez fait pour consolider et améliorer les relations amicales entre la Chine et la France. [Cette amitié], vous l'appuyez aussi, et plus encore, d'une compréhension politique des affinités morales qui unissent le peuple chinois et le peuple français, et de la collaboration féconde qui peut et doit exister entre les deux grandes Républiques, celle d'Occident et celle Extrême-Orient. »²⁰¹

Soumé Tcheng est donc perçue en France comme une figure originale et symbolique. Elle a su se défaire très tôt de l'étai de la tradition chinoise qui voulait au contraire faire d'elle une épouse pour suivre une destinée jalonnée d'éclats. Elle incarne à la fois la réussite de l'éducation française et un espoir de collaboration politique et intellectuelle, à l'instar de son double masculin, Li Yuying. Néanmoins, tout comme lui, Soumé Tcheng souhaite avant tout servir les intérêts du gouvernement de Nankin. La venue en France de cette femme connue du monde intellectuel français et plus largement de la population française est une opération de communication visant à légitimer le gouvernement fragile de Chiang Kai-shek aux yeux de la

¹⁹⁸ « Légion d'honneur remise à Mlle Soumé Tcheng », *Annales franco-chinoise* n°9, 1^{er} trimestre 1929.

¹⁹⁹ Jacques DE COYE, « Mlle Soumé Tcheng, envoyée du gouvernement nationaliste chinois, est arrivée à Paris », *Le Petit Parisien*, 26 avril 1928.

²⁰⁰ G. BARMAN et N. DULIOUST, *op.cit.* p. 19.

²⁰¹ « Légion d'honneur remise à Mlle Soumé Tcheng – discours de M. Meyrier, Consul de France », *Annales franco-chinoises* n°9, *op.cit.*

France. Soumé Tcheng demeure fidèle à la ligne politique édictée par Nankin, parfois au détriment de la « fraternité franco-chinoise » qu'elle ne cesse pourtant de vanter. Son opposition au projet de revue franco-chinoise souhaitée par Marc Chadourne en témoigne²⁰².



Figure 8: Soumé Tcheng représentée dans *Le Petit Parisien*, 26 avril 1928.

Une autre jeune femme venue étudier en France a les honneurs de la presse française. Sa thèse fait forte impression et lui permet d'entrer en contact avec un écrivain français de renom.

- Zhang Ruoming et André Gide

Zhang Ruoming est, elle aussi, une militante politique. Elle participe au Mouvement du 4 Mai 1919 aux côtés du futur dirigeant communiste Zhou Enlai²⁰³, et arrive en France par le biais du Mouvement études-travail en 1921. Elle est admise à l'Institut Franco-Chinois de Lyon en 1928 après avoir réussi « le concours d'entrée réservé aux étudiants déjà présents en France. »²⁰⁴ D'après Geneviève Barman et Nicole Dulioust, elle bénéficie même d'une subvention de 2 000 dollars chinois²⁰⁵. Zhang Ruoming poursuit en France son action politique commencée en Chine, fustigeant les étudiants-ouvriers chinois qui « demandent une bourse en prétextant qu'il est difficile de trouver du travail alors qu'en réalité, ils ont quitté celui qu'ils avaient. »²⁰⁶ En parallèle, elle prépare à l'Institut Franco-Chinois une thèse intitulée « André Gide – essai d'analyse psychologique. »²⁰⁷ Elle soutient en 1931 et a aussitôt les honneurs des intellectuels français. Jean Rodes, l'ancien correspondant du *Temps*, qui officie désormais au

²⁰² Voir partie 3 chapitre 1, p. 312.

²⁰³ « Zhang Ruoming », <https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources/ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/les-etudes-suivies/article/zhang-ruoming-1902-1958?lang=fr> consulté le 24 septembre 2020.

²⁰⁴ Jean RODES, « L'Université franco-chinoise de Peiping », *Le Journal*, 18 septembre 1931, retranscrit dans *Les Annales franco-chinoises* n°20, 4^e trimestre 1931.

²⁰⁵ N. BARMAN, N. DILIOUST, *op.cit.* p. 14.

²⁰⁶ *Ibid.* p. 21.

²⁰⁷ Jean RODES, « L'Université franco-chinoise de Peiping », *Le Journal*, 18 septembre 1931, *op.cit.*

Journal consacre au moins deux articles à ce travail universitaire qu'il qualifie d'étude « curieuse assurément, ne serait-ce que par le choix du sujet »²⁰⁸. Dans un deuxième long article, Jean Rodes revient à « l'étude si fouillée »²⁰⁹ de Zhang Ruoming. Les réponses de la jeune femme aux questions du journaliste, témoignent une fois encore de la grande connaissance des auteurs français acquise par certains Chinois. Jean Rodes demande :

« - Comment vous est venue l'idée de ce sujet de thèse ? Vous a-t-il été suggéré, par un de vos maîtres par exemple, ou bien l'avez-vous choisi entièrement de vous-même ?

- De moi-même entièrement, sans avoir reçu, ni sollicité, à ce sujet, le moindre conseil. Le premier livre d'André Gide qui m'était tombé entre les mains, *La Porte étroite*, m'avait plu infiniment. Voulant tout connaître de lui j'ai ensuite lu les autres peu à peu. »²¹⁰

Le journaliste clôt son interview par une lettre qu'André Gide a adressée à Zhang Ruoming, qui lui avait envoyé sa thèse. Peut-être l'écrivain a-t-il été initié à la Chine par son oncle, Charles Gide, professeur d'économie au Collège de France et qui est vice-président de l'Association économique franco-chinoise en 1927²¹¹. Mais cette lettre est le seul témoignage que nous ayons retrouvé, d'un intérêt de l'écrivain français envers la Chine²¹².

« Chère Madame, vous ne sauriez croire quel réconfort, quelle tranquille assurance m'apporte votre beau travail. Je le lis, en rentrant de voyage (il m'attendait à Paris) aussitôt après un article de revue qui s'intitule "Oraison funèbre pour André Gide" où l'auteur, à la suite de Massis²¹³ et de quelques autres, tente d'établir et de prouver que j'ai vraiment cessé de vivre, si tant est que j'aie jamais vraiment vécu. De sorte qu'il me semble renaître à travers vos pages, que je reprends conscience de mon existence grâce à vous. [...] Combien je vous sais gré de cette lumière que vous apportez sur mon œuvre ! Il me semble que c'est à un ami que j'écris, car vraiment le "merci" que je vous adresse vient de mon cœur. »²¹⁴

Attaqué par l'extrême-droite notamment pour ses positions anticolonialistes dans ses ouvrages *Voyage au Congo* (1927) et *Retour du Tchad* (1928), André Gide livre une confession touchante de ses états d'âmes et de ses difficultés. En adoubant le travail de Zhang Ruoming,

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ J. RODES, « Mlle Tchang Lomine et sa thèse sur André Gide », *Le Journal*, 19 septembre 1931, retranscrit dans *Les Annales franco-chinoises* n°21, 1^{er} trimestre 1932.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Communiqué* du 1^{er} juin 1927, « Comité d'honneur de l'Association économique franco-chinoise », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

²¹² André Gide s'est jusque-là engagé avec prudence, confiant en 1933 : « je n'entends rien à la politique. » L'irruption de la Seconde Guerre mondiale le pousse à essayer de s'engager plus activement au service des réfugiés, mais il avoue ses difficultés. Voir Christophe PROCHASSON, « Jalons pour une histoire du « non-engagement » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 60, n° 1 (1998), p. 106, <https://doi.org/10.3406/xxs.1998.2761>.

²¹³ Henri Massis, intellectuel d'extrême-droite proche de Charles Maurras. Il est notamment l'un des auteurs de des deux « enquêtes Agathon » en 1911 et 1913.

²¹⁴ André GIDE à Zhang Ruoming, 12 janvier 1931, retranscrit dans *Les Annales franco-chinoises*, *op.cit.*

Gide établit un pont de plus entre les intellectuels chinois et français, et vient corroborer l'idée selon laquelle les Chinois de l'Institut franco-chinois sont la future élite dirigeante de la Chine.

4) Les difficultés des œuvres franco-chinoises

L'argent, un problème récurrent

Cependant, tous les instituts d'éducation fondés à la suite du voyage de Paul Painlevé, se heurtent au même problème. Les difficultés financières d'une Chine déchirée par la guerre civile entre seigneurs de la guerre rivaux, couplées à une mauvaise volonté manifeste des dirigeants chinois, impliquent que la France doit majoritairement porter seule le poids financier des instituts et la subvention des jeunes Chinois sur son sol. Paul Painlevé avait pourtant obtenu la promesse d'un financement assez important par le gouvernement chinois qui serait de « 100 000 francs pour l'Institut des Hautes Études Chinoises à Paris ; 1 500 000 francs à l'organisation universitaire chinoise de Lyon accordés par la Chine du Sud. »²¹⁵ Les instituts doivent être financés à parts égales entre la Chine et la France.

Charles Maybon, directeur de l'Institut technique de Shanghai n'a pourtant que peu d'illusions sur la capacité de la Chine à contribuer à l'entretien des instituts. Il écrit à Paul Painlevé :

« J'ose espérer, Monsieur le président, que vous aurez pu obtenir le relèvement de la subvention française : il faudrait qu'elle atteignît le million pour compenser en partie la carence probable du gouvernement de Pékin. [...] À supposer que la France donne 1 million de francs l'année prochaine, il n'est pas possible que pareil effort soit renouvelé. Du côté chinois, qu'attendre ? Vous savez que l'anarchie règne à Pékin... Si quelqu'un ramène l'ordre, n'y a-t-il pas à craindre que ce soit le militaire²¹⁶, et le militaire a une singulière appétence pour le dollar... tous les engagements pris par le gouvernement de contribuer à notre entretien seront sans grande valeur... [...] »²¹⁷

En effet, les subventions chinoises pour les instituts se font attendre, comme le démontrent plusieurs courriers émanant de Paul Painlevé ou de Tcheng Loh, ambassadeur de Chine en France. En 1925, soit quatre ans après la création des divers instituts et comités de patronage, Paul Painlevé écrit à Ye Gongcho, celui-là même qui avait organisé son voyage en Chine :

« En effet, depuis 1920, aucune des promesses de subvention du gouvernement chinois n'a été exécutée. En fait on a eu en Europe, pendant ces dernières années, l'impression que la Chine était dans un grand

²¹⁵ « Les résultats de la mission Painlevé », *op.cit.*

²¹⁶ Les seigneurs de la guerre.

²¹⁷ Lettre de Charles MAYBON à Paul Painlevé, A.N, fonds Painlevé, 313 AP/ 205, 1921.

désordre politique et financier et il est parfois difficile de faire comprendre au public que ce ne sont là que des difficultés passagères. Malgré cela les œuvres franco-chinoises ont été maintenues par les efforts des Français, et la subvention du gouvernement français a été partiellement versée. Il est indispensable que la Chine montre qu'elle peut de son côté soutenir ces œuvres, et que les subventions soient versées, au moins partiellement. »²¹⁸

Les subventions finissent par arriver avec des années de retard puisque, six mois plus tard, Han Rujia, représentant chinois auprès de Paul Painlevé, lui annonce que le « gouvernement chinois décide de payer [la] subvention retardée de 250 000 dollars pour [la] filiale de l'Université de Paris à Pékin ; [...] pour l'Institut des Hautes Études Chinoises de Paris, [la] totalité des cinq annuités à l'exception de 5 000 francs. »²¹⁹

Pourtant en 1926, Brissaud-Desmaillet observe encore que, en ce qui concerne l'Institut technique de Shanghai, « c'est la France qui en a fait tous les frais jusqu'à présent, soit 4 millions de francs (1 million par an). »²²⁰

La France semble donc assumer la majeure partie de l'entretien des instituts franco-chinois nécessaires à son influence. Cependant, il faut nuancer cette affirmation. Le financement français repose en grande partie sur l'argent hérité de l'indemnité des Boxers, consentie par la Chine en 1901²²¹. Les États-Unis furent les premiers à proposer à la Chine un échange : ils devaient restituer à la Chine leur indemnité « au cours d'une période de 39 ans tandis que la Chine, pour exprimer sa reconnaissance, se devait d'envoyer chaque année 100 étudiants dans les écoles et universités américaines. »²²² La Chine récupère ainsi ces fonds, mais est obligée de les utiliser à des fins éducatives. C'est pour implanter leur influence que les États-Unis choisissent d'installer à Pékin une école préparatoire, le *Tsing-Hua College*, en 1911. « Le rôle de Tsing-Hua était [...] de préparer les étudiants chinois souhaitant faire un deuxième cycle aux États-Unis. »²²³

Charles Maybon, en 1921, estime lui aussi que le salut des œuvres françaises « repose sur une combinaison [...] qui reposerait sur l'abandon, en faveur des instituts, d'une portion de

²¹⁸ « Lettre de Paul Painlevé à Yeh Kung Cho », 16 février 1925, A.N, fonds Painlevé, 313 AP/204.

²¹⁹ Télégramme de Hain Jou Kia [Han Rujia] à Paul Painlevé, le 24 août 1925, *ibid.*

²²⁰ G. BRISSAUD-DEMAILLET, « Rapport sur les principales œuvres franco-chinoises », *op.cit.*

²²¹ Voir partie 1, chapitre 1.

²²² Hongling LIANG « La colonialité intellectuelle dans l'histoire de la Chine moderne : de la « Bourse scolaire de l'indemnité des Boxers » à l'Institut franco-chinois de Lyon », *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化. Journal of Global Cultural Studies*, n° 9 (1 décembre 2014), <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/transtexts/515>.

²²³ H. LIANG, *op.cit.*

l'indemnité des Boxers. »²²⁴ De fait, cette solution est approuvée par la France qui choisit, comme les États-Unis, de rembourser cette indemnité à la Chine, en l'affectant aux œuvres d'éducation franco-chinoises. Mais, tout comme la Chine, la France de 1921 doit faire face à une grave crise économique, et peine à rembourser cette dette. De fait, alors que le gouvernement chinois augmente la subvention de l'Institut des Hautes Études Chinoises de 20 000 à 100 000 francs, le gouvernement français ne l'imite pas, ce qui met un coup d'arrêt au financement chinois de l'IHEC²²⁵. Ce n'est qu'en 1925 qu'un accord est trouvé, permettant d'allouer le remboursement de l'indemnité des Boxers aux œuvres franco-chinoises : cet accord prévoit que les œuvres franco-chinoises seront financées à parts égales entre la France et la Chine. C'est l'Institut des Hautes Études Chinoises qui bénéficie le plus de cet accord. Lors d'une séance du Comité d'administration de l'IHEC, Paul Painlevé, président de l'Institut « rappelle qu'une somme de 3 millions de dollars, reliquat des fonds Boxers, a été partagée également entre la France et la Chine. C'est sur la part française de 1 500 000 dollars qu'a été prélevé pour une année un crédit de 10 000 dollars dont nous devons présenter un état d'emploi au Ministère des Affaires étrangères. »²²⁶ Au terme de l'accord signé en 1925, « un million de francs-or, environ 200 000 dollars, seraient alloués chaque année pour les projets éducatifs et culturels franco-chinois. »²²⁷ Les financements des instituts et Comité franco-chinois demeurent un problème durant toute la période, et il semble que les Chinois tentent de renégocier l'accord de 1925²²⁸.

Le financement des œuvres franco-chinoises représente donc un bras de fer entre les deux pays, et révèle aussi une tension entre deux nationalismes.

L'une des institutions franco-chinoises est particulièrement en difficulté du fait du manque de subventions. Il s'agit du Comité de patronage franco-chinois, chargé de l'entretien des jeunes ouvriers chinois en France. Ces derniers sont les premières victimes de ces difficultés financières majeures, qui viennent alourdir des conditions de vie déjà difficiles.

²²⁴ Lettre de Ch. MAYBON à Paul Painlevé, *op.cit.*

²²⁵ « Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Études Chinoise, séance du mardi 3 novembre 1926, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/204.

²²⁶ *Ibid.*

²²⁷ L. HONGLING, *op.cit.*

²²⁸ « Vous voudrez bien [...] obtenir des Chinois qu'ils renoncent à leurs prétentions de modifier une procédure qui est acquise définitivement en comptabilité publique et qu'il m'est impossible de laisser mettre en cause. » Par ailleurs, Briand insiste sur le fait qu'une « subvention de 350 000 francs devra être obtenue pour l'Institut des Hautes Études Chinoises de Paris. » Lettre d'Aristide BRIAND à A. WILDEN, 12 juin 19321, AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 229.

Les conditions de vie difficiles des jeunes Chinois en France

La Société Franco-Chinoise d'Éducation, ancêtre du Comité de patronage franco-chinois a dû faire face à de grandes difficultés pécuniaires. Les étudiants arrivés en 1920 étaient au nombre d'un millier, et n'ont pu « en raison de la crise du chômage » trouver des places dans les usines. La Société Franco-Chinoise d'Éducation a dû alors assumer « les frais d'entretien de ces jeunes gens (150 000 francs par mois) et se trouvait dans l'impossibilité d'y faire face. »²²⁹

Cependant, au retour de la mission Painlevé et alors que le Comité de patronage reprend la main, l'optimisme est de mise puisque ce sont plus de 750 000 francs qui vont être versés au Comité de patronage de la part de divers organismes français et chinois, augmentés de 300 000 autres francs promis par le gouvernement chinois²³⁰.

Las, les espoirs d'un financement régulier s'épuisent très vite lorsqu'il faut financer près de 2 000 jeunes étudiants²³¹. En effet, fin 1922 déjà, le Comité de patronage de l'Association franco-chinoise demande à Édouard Herriot, président d'honneur « de porter de 50.000 à 100.000 francs la subvention de [son] département à cette œuvre. »²³²

Ce sont nécessairement les étudiants chinois désargentés qui subissent de plein fouet ces difficultés financières. La France connaît, dès 1919, une violente crise économique, qui entraîne une inflation des prix : le prix d'un kilogramme de pain à Paris passe de 0,50 franc en janvier 1920 à 1,20 franc en août 1921²³³. De plus, la production européenne, retardée et amputée par la guerre, ne peut rivaliser avec celle des pays épargnés par le conflit : les exportations européennes sont en baisse et ne parviennent pas à rembourser leurs dettes. Cela entraîne donc un « chômage de masse »²³⁴ avec un pic à 700 000 chômeurs en mars 1921²³⁵,

²²⁹ Première séance du Comité de patronage franco-chinois, 14 mai 1921, AMT, 47 AS 1, dossier A1-1.

²³⁰ « Le gouvernement chinois a autorisé en mars un emprunt de 250.000 francs. Il a promis 50.000 piastres (environ 300.000 F.). La mission de M Chu Chi Chien qui a passé ces jours derniers à Paris, a remis à la légation de Chine 50 autres mille piastres. Quelques gouvernements provinciaux ont accordé des bourses. Le département donnera 100.000F. La banque de l'Indochine en a donné 50.000. La compagnie générale d'Extrême-Orient en versera autant.

²³¹ Eugène Bradier indique qu'au 31 décembre 1923, 1 867 jeunes gens étaient inscrits à l'Association amicale et de patronage franco-chinois, AMT, 47 AS 1, dossier A1-2.

²³² Lettre d'Édouard HERRIOT, (s.d, sans doute 1922), AMT, 47 AS 1, dossier A1-2.

²³³ Pierre PROUST, « Le prix du kilogramme de pain à Paris de 1880 à 1936 », *Journal de la société statistique de Paris*, tome 78 (1937), p. 106, en ligne sur http://www.numdam.org/article/JSFS_1937__78__105_0.pdf consulté le 15 octobre 2020 .

²³⁴ Olivier FEIERTAG, « Réguler la mondialisation : Albert Thomas, les débuts du BIT et la crise économique mondiale de 1920-1923 », *Les cahiers Irice* n°2, n° 2 (2008): 127-55, <https://www.cairn.info/journal-les-cahiers-irice-2008-2-page-127.htm>.

²³⁵ Pierre VILLA, « Chômage et salaires en France sur longue période », *Economie et Statistique* 282, n° 1 (1995), p. 53, <https://doi.org/10.3406/estat.1995.5953>.

avec un taux de chômage de 7,3 %²³⁶. Si ce taux n'a rien à voir avec celui des années 1930 (il atteint 61,1 % en 1936²³⁷), il contraste avec le taux de chômage historiquement bas d'avant 1914 (moins de 0,5 % de la population active)²³⁸. Il est donc plus difficile encore d'employer de jeunes étrangers dans les usines du groupe Schneider par exemple, l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois avec ses usines du Creusot et de Harfleur.

Le Comité de patronage se retrouve bientôt face aux mêmes difficultés que la Société Franco-Chinoise d'Éducation. On peut le voir dans les courriers échangés entre les dirigeants de la Société Franco-Chinoise d'Éducation et les principaux des collèges où sont placés les étudiants. La lettre du principal du collège de Nyons, dans la Drôme, possiblement adressée à Arnold Vissière, explique par exemple :

« Lors de mon passage à Paris vous avez bien voulu me dire, en ce qui concerne les étudiants chinois que vous feriez le nécessaire pour me payer, pour le mois de mars puisque la légation avait pris à sa charge le mois de mars (*sic*). Je me suis mis en rapport avec le nouveau comité qui s'est constitué, il ne m'a pas encore répondu. Mais je vous fais connaître qu'il m'est dû, pour mars, la somme de 75F par étudiants et pour ceux qui sont partis la semaine dernière 75F. Je me permets de croire Monsieur le Ministre que vous pourrez me faire parvenir cette somme au plus tôt. »²³⁹

Dès juillet 1921, c'est-à-dire deux mois à peine après la création du nouveau comité, celui-ci se voit dans l'obligation de baisser de moitié la subvention accordée aux étudiants chinois : ceux-ci qui survivaient avec 6 francs par jour doivent maintenant subsister avec 3 francs par jour²⁴⁰ à cause « du nombre accru de jeunes gens nécessiteux. »²⁴¹ Ceci dans un contexte économique défavorable où la France, exsangue après quatre ans de guerre, connaît une très forte inflation. De quoi, décourager encore un peu plus ces jeunes Chinois qui, pour beaucoup, supportent mal cette vie en France, entre le dur labeur dans les usines Schneider ou Hutchinson, (usine de caoutchouc près de Montargis), le manque d'argent et les cours du soir qu'ils peinent

²³⁶ N.B : Il est difficile de comparer les taux de chômage des années 1920 et 1930 aux taux actuels, car les modes de calculs diffèrent.

²³⁷ P. VILLA, « Chômage et salaire en France sur une longue période », *Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales*, n°12, novembre 1994, <http://www.cepii.fr/%5C/francgraph/doctravail/pdf/1994/dt94-13.pdf> consulté le 6 décembre 2020.

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ Lettre du principal du collège de Nyons à Alphonse Aulard (s.d) AMT, 47 AS 3, dossier B6-45 (collège de Nyons).

²⁴⁰ Le kilo de pain valant 1,20 francs en août 1921 représenterait donc presque 50% de leur pécule.

²⁴¹ Lettre du Comité de patronage des étudiants franco-chinois au principal du collège de Montargis, 21 juillet 1921, AMT, 47 AS 2, dossier B6-2, collège de Montargis.

à suivre²⁴². Une lettre, écrite dans un français approximatif, et adressée à la femme du principal du collège de Montargis, témoigne de ces difficultés :

« Nos cher principal et Madame, avez-vous déjà reçu la lettre que nous vous avons donné (*sic*) la semaine passée ? Nous espérons bien que vous nous donnerez une réponse. Maintenant nous ne voulons pas bien travailler à l'usine du Creusot parce que, le travail est très fort ; nous ne supportons pas encore ; [...] Nous avons entendu que le Comité peut payer les sommes si les étudiants encore au Collège, est-ce vrai ? Nous vous prions essayer pour nous demander si possible. Aujourd'hui nous recevons une lettre de notre pays natal dans laquelle nous dit vouloir nous aider chacun 500 dollars pour étudier au collège chaque année. C'est bien sûr ; mais il faut attendre quatre mois pour qu'il en a envoyé en France. Croyez Principal et Madame, nous sommes très malheureux encore longtemps à l'usine ! Vous devez nous secourir dans votre bon cœur. Vos dévoués et respectueux élèves. »²⁴³

Nous avons ainsi souhaité dresser un large panorama des échanges entre la France et la Chine. Ces échanges à caractère intellectuel connaissent un nouvel essor à la suite de la mission Painlevé en Chine, mais étaient déjà en germe grâce à la présence de missionnaires français, présents depuis le XVIII^e siècle. L'étude de la création des principaux instituts franco-chinois révèle les acteurs de ces échanges, tant Français que Chinois, ainsi que la construction progressive d'un véritable réseau d'institutions, point de passage des circulations franco-chinoises. Ces instituts témoignent de la volonté de la France d'attirer à elle une jeunesse chinoise aux profils très divers, de l'ouvrier peu qualifié aux futurs dirigeants de la République de Chine. On observe que ce sont les établissements conduisant aux études supérieures qui fonctionnent le mieux, sans doute parce que leurs pensionnaires, à Lyon comme à Pékin, disposaient de subventions personnelles et gouvernementales. Les mutations de la Société Franco-Chinoise d'Éducation mettent au jour le fort attrait pour la France d'une jeunesse chinoise encore bouillonnante de l'esprit du 4 Mai, mais ne peuvent cacher les difficultés financières majeures et les tiraillements nationalistes entre la France et la Chine. En effet, ces établissements sont les bastions d'une influence française en Chine qui doit faire face à des adversaires bien plus solidement installés. Cependant la jeunesse chinoise, et avec elle la

²⁴² Paul LABBÉ, secrétaire de l'Alliance française qui dispense les cours du soir aux étudiants chinois explique à Eugène Bradier : « [...] Les étudiants que vous nous avez adressés étaient au début du mois de décembre 1921 au nombre de 41. Ce chiffre a été peu à peu réduit à celui de 4. Or il a paru presque dès le début à notre directeur des cours, que les étudiants chinois, du moins dans la classe des commençants ne pouvaient pas sans de graves inconvénients pédagogiques, être mêlés aux étudiants des autres nationalités. Il est impossible de leur appliquer les mêmes méthodes pédagogiques et leurs progrès ne vont pas à la même allure. [...] Notre directeur a donc jugé nécessaire de créer une classe séparée pour les étudiants chinois commençant et de désigner un professeur spécial pour cette classe. », Paul LABBÉ à E. BRADIER s.d sans doute 1922), AMT, 47 AS 5, dossier B14-1, Alliance française.

²⁴³ Lettre à Mme Mainard, 18 [mois illisible] 1921, AMT, 47 AS 2, dossier B6-3.

République de Nankin, n'entendent pas s'accommoder sans mot dire de cette influence encore mâtinée de colonialisme. L'influence française connaît donc aussi des résistances chinoises.

II. L'influence de la France en Chine par le biais de l'éducation

1) La diplomatie culturelle : la « politique du pauvre »²⁴⁴ ?

La santé de l'influence française en Chine ne cesse d'agiter les milieux intellectuels, depuis la naissance de la République de Chine jusqu'en 1940²⁴⁵. Il s'agit en effet pour la France de se maintenir en Chine afin de préserver ce qu'on appelle en 1920 « les intérêts français », c'est-à-dire à la fois la permanence économique et territoriale française en Chine, mais aussi le cadre de vie des nationaux français dans le pays. Cela est d'autant plus important que la France est bel et bien une « puissance asiatique »²⁴⁶ et qu'elle se doit de protéger sa colonie indochinoise, perle de son empire d'Asie, qui est « une colonie politique de la France, mais économique des Chinois »²⁴⁷ comme le souligne Robert de Caix dans *La Revue de l'Asie française* dès 1912.

Une pénétration commerciale vouée à l'échec

Pourtant, la pénétration française au niveau commercial et industriel en Chine est bien moindre que celle de l'Angleterre par exemple. Cette dernière bénéficie d'une pénétration économique en Chine très ancienne. La Grande-Bretagne a entamé des relations commerciales avec la Chine dès le XVII^e siècle, et n'a pas hésité à recourir à la contrebande pour écouler l'opium en Chine malgré l'interdiction de cette drogue, à partir de 1816²⁴⁸. Cette opération lui a permis d'équilibrer sa balance commerciale avec la Chine. Les guerres de l'opium (1842 et 1860) lui ont acquis de multiples ports ouverts ainsi que l'île de Hong Kong. Au sortir de la Première Guerre mondiale, la France a beau promettre qu'elle « cherchera à reconquérir sa part

²⁴⁴ Anne DULPHY, « Introduction », dans Marie-Anne MATARD-BONUCCI, Anne DULPHY et Pascal ORY (dir), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle - De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Peter Lang, Bruxelles, 2010, p. 27.

²⁴⁵ Cependant, il ne s'agit là que d'une préoccupation marginale dans la vie politique française. « Affaires de spécialistes, d'intellectuels ou de marginaux de la politique, [les colonies] restèrent en dehors du champ de préoccupations majeures, des majorités comme des oppositions. » Marc MICHEL, « Chapitre V : La colonisation », dans J-F. SIRINELLI, *Histoire des droites en France*, t. 3, « Sensibilités », Paris, Gallimard, 2006, p. 141.

²⁴⁶ François PAVÉ, « Le péril jaune à la fin du XIX^e siècle : fantasme ou inquiétude légitime ? », thèse sous la direction de Nadine VIVIER, Université du Maine, 2011, p. 58.

²⁴⁷ Robert de CAIX, « Les intérêts français en Chine », *Revue de l'Asie Française*, mars 1912.

²⁴⁸ Ali LAÏDI, « 16 - Les guerres de l'Opium », dans *Histoire mondiale de la guerre économique*, 2016, p. 277-91, <https://www.cairn.info/histoire-mondiale-de-la-guerre-economique--9782262069285-page-277.htm>.

dans le commerce mondial dès qu'elle le pourra »²⁴⁹ elle ne dispose pas d'une assise économique équivalente à celle de l'Angleterre ou de l'Allemagne, qui fournit par exemple « du matériel aéronautique »²⁵⁰ à la République du milieu avant la Première Guerre mondiale. En 1916, la Chambre de commerce française en Chine tente de voir dans la Première Guerre mondiale une opportunité pour la France de s'insérer dans les réseaux économiques chinois, voire de prendre la place laissée vacante par l'Allemagne vaincue :

« En attirant l'attention des pouvoirs publics et des grandes institutions commerciales et économiques sur ce qui est non pas seulement utile, mais nécessaire pour que le commerce français atteigne en Chine le développement et l'importance auxquels il a si légitimement droit, la Chambre française de commerce de Chine estime donc remplir un devoir. [...] C'est ainsi qu'il y aura lieu d'appeler l'attention sur la situation faite respectivement au commerçant chinois en France généralement en tout territoire français et au commerçant français en Chine. S'il est une mesure logique entre toutes à réclamer, c'est assurément celle de l'égalité de traitement. Or le gouvernement français a fait preuve jusqu'ici de l'esprit le plus large à l'égard des nationaux chinois non seulement dans la métropole mais encore dans ses colonies et notamment en Indochine ; il est donc équitable que le commerçant français cesse de rencontrer en Chine des restrictions aussi nombreuses à son droit de propriété et à sa faculté de résidence et de déplacement. [...] »²⁵¹

Conscient des faiblesses de leur pays sur le plan économique, les intellectuels français estiment que l'influence française en Chine doit passer par un autre biais, pour lequel elle dispose de « meilleures armes »²⁵² que l'Allemagne et l'Angleterre : selon le sinologue Henri Cordier, professeur à l'École Française d'Extrême-Orient, il s'agit de la sphère « religieuse et intellectuelle »²⁵³. Dans l'immédiat après-guerre, cette pénétration intellectuelle est précisément vue comme un levier de pénétration économique. Les étudiants chinois venant en France pourraient être appuyés « par de grandes firmes qui, grâce à l'influence française seront les premières à retirer des profits substantiels »²⁵⁴ et ce serait là une ouverture « d'un pays de 450 millions d'habitants à l'exportation française. » Les étudiants chinois sont donc considérés comme de possibles intermédiaires afin de développer le commerce français à destination de la Chine. Par ailleurs, veut croire la revue américaine *Far Eastern Review*, « 10 000 Chinois, bien au courant des outils français, feront plus, pour que la France gagne le marché métallurgique

²⁴⁹ « Les étudiants chinois en France », *Revue de l'Asie française*, novembre 1920.

²⁵⁰ Nicole BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, sur <https://books.openedition.org/pur/65267>.

²⁵¹ « Rapport de la Chambre de commerce française en Chine », 1916, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/129.

²⁵² Henri CORDIER, « l'Université française de Chang-Hai », *Revue de l'Asie française*, octobre 1918.

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ R. DE CAIX, *ibid.*

de la Chine, que les 20 000 étudiants qui sortent des universités américaines avec leur grade de philosophie ou en jurisprudence. »²⁵⁵

Mais cette percée économique semble ne pas fonctionner, puisqu'en 1936, Albert de Pouvourville se doit d'avouer que « nous n'avons pour ainsi dire plus d'intérêts commerciaux en Chine. L'Angleterre, les États-Unis et le Japon se partagent la Chine entre trois morceaux qui ne sont pas égaux. »²⁵⁶

L'éducation : miettes d'influence

La France doit donc avant tout miser sur une influence qui serait d'ordre intellectuel et linguistique, sous peine de se voir définitivement expulsée de Chine. La culture devient donc, après la Première Guerre mondiale, « un instrument de politique extérieure, comme "quatrième arme" de la puissance [...] développée pour combler les faiblesses du pays dans d'autres domaines. »

En 1919, le sinologue Marcel Granet affirme :

« L'éducation de la Jeune Chine est devenue pour certains pays un précieux moyen d'influence en Chine. [...] Il est cependant des moments où tous les Français, au Parlement comme dans la presse, cherchent le moyen de développer l'action française à l'étranger, tous sentent qu'il y aurait lieu de faire quelque chose en Chine. »²⁵⁷

La tâche n'est pas aisée car la France souffre d'un retard vis-à-vis des autres puissances : « Depuis des décennies l'enseignement de l'anglais s'est imposé au détriment du français [...]. Alors qu'il existe en Chine quarante-trois collèges et universités de langue anglaise [...] l'enseignement du français est donné seulement dans les écoles des missionnaires »²⁵⁸. « Il est évident que pour le maintien de notre influence, l'enseignement du français est indispensable »²⁵⁹ affirme encore Georges Béchamp, Consul de France à Chengdu en 1931. Le voyage de Painlevé, et les créations d'Instituts d'études supérieures qui vont suivre ont donc pour but de développer des œuvres sino-françaises de qualité.

²⁵⁵ Cité par *La Revue de l'Asie française*, novembre 1920, *op.cit.*

²⁵⁶ Albert de POUVOURVILLE, « La propagande antifrançaise en Chine », *La Dépêche Coloniale*, 10 juin 1936, ANOM, SLOTFOM V/4.

²⁵⁷ Marcel GRANET, « Note relative à la création d'un Institut français à Pékin », 1919, CdF, IHEC, carton 31.

²⁵⁸ N. BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, *op.cit.*

²⁵⁹ Lettre de Georges BÉCHAMP, 17 mars 1931, AMAE, FRMAE 417QO dossier 214.

Néanmoins la concurrence reste rude tout au long de la période, car le Japon et surtout les États-Unis, demeurent les principaux pays d'accueil des étudiants chinois : en 1920, le journal suisse intitulé *Le Journal français* précise :

« Sur les 659 personnalités qui constituent en ce moment l'élite chinoise, 266 sont allées faire des études à l'étranger et [...], sur ces 266, le Japon en a reçu 39 %, les États-Unis 34 %, l'Angleterre 12 %, la France 10 %, l'Allemagne 5 %. »²⁶⁰

L'Indochine est un point d'observation privilégié de la lutte d'influence à laquelle la France doit faire face. En 1919, alors que Paul Joubin, recteur de l'Université de Lyon se rend en Chine pour poser les fondations de l'IFCL, Georges Maspero²⁶¹ gouverneur de la région de Cochinchine et issu d'une grande lignée d'orientalistes se montre pressant :

« Américains et Japonais rivalisent d'efforts financiers pour créer les organismes utiles à assurer en Chine la maîtrise de leurs méthodes scientifiques et le succès de leur enseignement national. Les Américains entr'autres, se proposeraient de créer une Université sino-américaine à Pékin. Or les Chinois, par leur civilisation où les qualités universitaires priment sur toutes les autres, seraient enclins à préférer la civilisation française dont les sinologues sont les premiers savants du monde. [...] Ils demandent donc que le gouvernement français ne se laisse pas devancer par les autres nations et dans ce but ils proposent d'ouvrir à Pékin, non pas une Université à proprement parler mais un organisme dans le genre des Écoles Française d'Athènes, du Caire et d'Extrême-Orient. »²⁶²

En 1928, c'est-à-dire environ dix ans après la fondation de ses principaux instituts, la France semble avoir réussi à recruter davantage que le Japon puisque l'on compte 1 200 étudiants chinois en France, 3 000 aux États-Unis, 1 000 au Japon et 400 en Allemagne. »²⁶³ En 1936, « sur 624 personnalités, 262 ont terminé leurs études dans les universités anglaises, 217 aux États-Unis, 77 au Japon, 43 en France, 18 en Allemagne, 6 en Belgique et 3 en Russie. »²⁶⁴

²⁶⁰ Le Journal Français, « La culture et l'enseignement du français en Chine », s.d, IHEC, carton 30.

²⁶¹ Georges Maspero (1872-1942) est le fils de l'égyptologue Gaston Maspero et le demi-frère du sinologue Henri Maspero. Diplômé « de chinois et d'annamite », Georges Maspero débute comme chancelier-stagiaire à Phnom Pen. A partir de 1901 il poursuit sa carrière en Cochinchine, devenant gouverneur de plusieurs provinces. Gouverneur intérimaire de Cochinchine entre 1918 et 1920, il devient ensuite président du consortium chargé de « renflouer la banque industrielle de Chine ». Il ne cesse dès lors d'être en relation avec le Quai d'Orsay tout en poursuivant ses propres travaux de recherches, notamment la réédition de son ouvrage *La Chine*, parue en 1918. Il meurt d'un cancer du poumon. Éveline PORÉE-MASPERO, « Nécrologie de Georges Maspero (1872-1942) », *Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient*, 1943, pp. 155-161.

²⁶² Lettre de Georges MASPERO, gouverneur de la Cochinchine à M. le gouverneur de l'Indochine, 20 septembre 1919, EFEO, Carton III.

²⁶³ Jacques WEBER et François SESMAISON (de), *La France en Chine (1843-1943)*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 171.

²⁶⁴ D'après des chiffres donnés par DEL PERRUGIA, « Pour la sauvegarde de nos intérêts en Chine », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 1937.

Les États-Unis peuvent notamment s'appuyer sur le puissant réseau de la Young Men's Christian Association (YMCA), qui a mis en place des établissements d'enseignement dans les villes chinoises depuis 1901. Cette association protestante fondée en 1844, organise pour les jeunes Chinois éduqués des compétitions sportives, mais aussi « des réunions trait[ant] de la doctrine du christianisme social, de l'idée que l'Église de la Réforme oblige tout fidèle à un engagement actif de solidarité avec les plus démunis, en vue de parvenir à une plus grande justice sociale. »²⁶⁵ À la faveur de la Première Guerre mondiale, l'Association a ensuite recruté des travailleurs chinois en France pour le compte des Britanniques²⁶⁶. L'Association américaine est donc solidement implantée en Chine, et ne regarde pas à la dépense puisque, selon un article de *L'Europe nouvelle*, elle compte en Chine 100 000 membres pour lesquels « la dépense s'élève annuellement à plus d'un million de dollars. »²⁶⁷

L'argent est le nerf de la guerre dans la lutte pour l'influence éducative et la France ne dispose pas des largesses américaines : en 1927, elle consacre ainsi 25 000 dollars-or à l'Institut Franco-Chinois de Lyon. « Ce chiffre correspondait à dix pour cent de la somme annuelle disponible pour l'Université Tsinghua, remboursée par les Américains. » précise Liang Hongling²⁶⁸.

Aussi, le seul moyen pour les intellectuels français de conserver un semblant d'influence en Chine, est-il de persuader les Chinois que la civilisation française est la mieux à même de l'éduquer, grâce à des qualités qui seraient communes à la Chine et à la France. En 1919, Marcel Granet reconnaît la suprématie économique américaine avec laquelle la France « ne peut rivaliser » mais affirme que son pays dispose de solides atouts sur le plan intellectuel :

« Une des caractéristiques de l'éducation moderne de la jeune Chine telle que la fait en particulier l'Amérique, est d'être pratique jusqu'à l'excès et de faire table rase du passé chinois. Tous ces jeunes gens, parce qu'ils s'organisent en *debating societies* et signent des manifestes collectifs pour diriger la politique gouvernementale, s'imaginent avoir touché le fond de la société occidentale alors qu'ils n'en n'ont reçu qu'un léger vernis. Par contre ils ont perdu la plupart des qualités qui firent autrefois la grandeur de leur pays. [...] C'est là, dans l'étude des traditions et du passé chinois et dans leur conciliation avec les exigences de la Vie moderne que la France peut jouer un rôle propre et singulièrement fécond. »²⁶⁹

²⁶⁵ Lan YAN, *Chez les Yan*, Paris, Allary Editions, 2017.

²⁶⁶ Li MA, « La place de la religion dans l'éducation par le YMCA des travailleurs chinois de la Grande Guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 235, n° 3 (1 novembre 2009), pp. 101 - 115, <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2009-3-page-101.htm>.

²⁶⁷ « La Chine s'éveille », *L'Europe Nouvelle*, 1928, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

²⁶⁸ L. HONGLING, « La colonialité intellectuelle dans l'histoire de la Chine moderne », *op.cit.*

²⁶⁹ M. GRANET, *op.cit.*

Pourtant, les difficultés économiques que connaît la France portent préjudice à son influence en Chine, comme le prouvent les articles désespérés d'Édouard Del Perrugia, publiés en 1940, dans lesquels il montre la concurrence au niveau européen :

« Les pays qui nous disputent l'influence en Chine s'attachent à attirer dans leurs écoles et dans leurs universités les étudiants chinois. À Londres, à Berlin leur nombre est passé depuis quelque temps de 50 à 400 ; les universités italiennes qui n'en recevaient que très peu sont depuis quelque temps de plus en plus fréquentées. Les facilités et les privilèges qui seront demandés par l'Italie au Japon s'étendront au domaine intellectuel, culturel et politique. [...]

Une des causes essentielles de l'influence anglo-américaine en Chine réside dans l'intérêt qu'ont su porter les Anglo-Américains à la jeunesse chinoise qui fréquentait leurs universités. Loin de rencontrer l'affreuse misère qu'ils connaissent parfois chez nous, tout est fait pour que ces jeunes gens puissent emporter de leur séjour à l'étranger un souvenir et une amitié vivants. »²⁷⁰

La principale cause du déclin de la France, pourtant « privilégiée », tient selon lui au « souvenir des jours de misères, souvenirs qui domineront durant leur vie ce qu'ils doivent en réalité à notre culture »²⁷¹, référence à peine voilée aux difficultés pécuniaires de la Société Franco-Chinoise d'Éducation puis du Comité de patronage franco-chinois au début des années 1920. Il estime donc que les étudiants chinois ne sont pas assez entourés et soutenus, et plaide pour la création de bourses.

Édouard Del Perrugia termine son article par une tirade qui résume à elle seule ce que représente l'influence française en Chine :

« Assisterons-nous impassibles à cette désertion des élites chinoises, nous qui avons en Chine l'influence la plus ancienne, influence due au prestige de la France, au service des œuvres du Ministère des Affaires étrangères, au nombre de nos missionnaires et au rayonnement du génie de notre race ? »²⁷²

Cette formule pourrait tout entière résumer notre chapitre. L'influence intellectuelle en Chine n'est finalement qu'une influence *a minima*, avec peu de retombées concrètes attendues. Mais elle flatte les Français, qui, nous le verrons, se croient toujours chargés d'une mission civilisatrice envers la Chine. Cette influence doit cependant lutter contre d'autres concurrents, et notamment le poids lourd américain.

La France dispose cependant de certains atouts qui font rêver l'élite de la jeunesse chinoise. Afin d'asseoir son influence, elle joue beaucoup sur la proximité intellectuelle entre les deux

²⁷⁰ É. Del PERRUGIA, *op.cit.*

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² *Ibid.*

pays. Cependant, les intellectuels français continuent de porter sur la Chine un regard empreint d'une supériorité colonialiste.

2) Représentations franco-chinoises : sincérité ou faux-semblants ?

La France vue de Chine : une France rêvée

Le développement de l'influence intellectuelle française en Chine peut s'appuyer sur une représentation favorable de la France au sein de l'élite chinoise. En effet pour les jeunes intellectuels chinois, la France, ressortie victorieuse du premier conflit mondial, est parée de toutes les vertus. Les jeunes intellectuels chinois adhèrent à une vision universaliste de la France, qui serait la terre de la liberté et du progrès hérités du siècle des Lumières. Tout comme Chen Duxiu qui, en 1915 célébrait la France comme la patrie « de l'évolutionnisme et du socialisme »²⁷³, un autre jeune homme fait connaître son amour pour la France. Il s'agit de Tsen Tsonming que nous avons déjà croisé. Arrivé en France à l'âge de 11 ans, il s'implique dans la Société Franco-Chinoise d'Éducation et en devient le correspondant à l'Université de Pékin. Il écrit en 1921 :

« Notre admiration pour la France ne date pas d'aujourd'hui. Nous pouvons dire d'une façon générale que la République chinoise est née d'après les idéals et les théories des grands écrivains français du XVIII^e siècle comme Jean-Jacques Rousseau, Montesquieu, Voltaire et les Encyclopédistes. Or nous voulons non seulement que les grands penseurs français soient les professeurs de nos jeunes républicains, nous voulons encore que les éminents savants français soient les maîtres de nos jeunes gens. »²⁷⁴

Il est à noter que cette citation est reprise par *L'Illustration*, qui rend compte du voyage de Paul Painlevé en Chine et souligne :

« Le Chinois est très sensible au caractère *d'humanité* qui est le propre du génie français. En particulier les philosophes de notre XVIII^e siècle, Voltaire, Rousseau, les Encyclopédistes, jouissent dans les milieux cultivés de Chine d'une vogue insoupçonnée. Ceux-là même qui ne savent pas le français en citent de mémoire de longs passages, d'après la traduction anglaise. »²⁷⁵

Le voyage de Paul Painlevé révèle donc aux médias français une Chine intellectuelle et curieuse, loin de la vision figée d'un pays barbare héritée du XIX^e siècle. Cela montre aussi que les journaux français sont totalement passés à côté du bouleversement des événements du 4 Mai

²⁷³ Voir partie 1, p. 126.

²⁷⁴ TSEN Tsonming, « Les relations intellectuelles entre la France et la Chine », AMT, 47 AS 2, B6-3.

²⁷⁵ « Un coup d'œil sur la Chine moderne », *L'Illustration*, 1^{er} janvier 1921, 313 AP/205.

1919²⁷⁶, durant lesquels professeurs et écrivains chinois cherchent à renverser l'ancien esprit de la Chine en empruntant à l'Occident « ses idées, ses techniques et ses chemins littéraires. »²⁷⁷ Cet intérêt de l'*intelligentsia* chinoise pour la France ne se dément pas, et constitue l'un des piliers des manifestations du 4 Mai 1919, pendant lesquelles la jeunesse pékinoise s'engage pour la démocratie.

Le mouvement du 4 Mai est aussi à l'origine d'un bouleversement de la littérature chinoise. Non seulement des intellectuels comme Hu Shih plaident pour la multiplication des ouvrages en langue vernaculaire, mais aussi des écrivains chinois appelés à une renommée littéraire internationale, découvrent les grands écrivains français du XIX^e siècle et forgent leur propre style littéraire sur le modèle d'Émile Zola ou Victor Hugo. C'est le cas du grand écrivain Ba Jin²⁷⁸, étudiant anarchiste ayant appris le français et l'anglais à l'Université de Chendgu, qui choisit en 1927 de venir étudier en France. Il lit *Les Rougon-Macquart* sur le bateau qui l'amène à Marseille, et écrit entre 1938 et 1940, une trilogie « inspirée de Zola », décrivant « la décadence d'une ancienne famille de nobles et la prise de conscience d'une jeune génération révoltée »²⁷⁹. En 1980, Ba Jin explique encore : « J'ai appris en France à écrire des romans. Je n'oublie pas que mes professeurs sont Rousseau, Hugo, Zola et Romain Rolland. »²⁸⁰

Comme on le voit, la France demeure un pays rêvé pour les jeunes intellectuels chinois. Les grands maîtres littéraires français sont bien « les maîtres des jeunes gens » comme le dit Tsen Tsonming, lui aussi bercé par ces idéaux.

Au moment de la visite de Paul Painlevé, le prestige de la France repose aussi sur un événement bien plus récent, dont Tsen Tsonming se fait de nouveau l'écho : « La France, qui, avec son courage et sa patience a vaincu l'Allemagne militariste et impérialiste nous apparaît bien héroïque et mérite notre respect »²⁸¹ tandis que *L'Illustration* ajoute : « La France est, en

²⁷⁶ La partie 1 chapitre 2 le montre à notre sens.

²⁷⁷ Christian MORZEWSKI et Linsen QIAN, *Les écrivains français du XX^e siècle et la Chine*, Université d'Artois, Presses universitaires de Nankin, Presses universitaires d'Artois, 1999, p. 231. En ligne sur <https://books.openedition.org/apu/9978>

²⁷⁸ Ba Jin (1904-2005) est d'abord un sympathisant anarchiste. Son premier roman, *Destruction*, ébauché en France, lui vaut une reconnaissance littéraire. Il devient une figure de la résistance à l'occupant japonais, et dans un premier temps, est accepté par le régime communiste. Mais, comme son compatriote Mao Dun, il devient la cible des mouvements « anti-droitiers » de la Révolution culturelle, après une critique de « la lourdeur de l'attitude officielle face à la création littéraire. » Après un bref retour en grâce, il est banni définitivement après de nouvelles critiques, et envoyé en camp de rééducation par le régime communiste. Il est réhabilité en 1977 et achève sa vie sous les honneurs du régime, en devenant président de l'Association des écrivains chinois en 1981. François GODEMONT, « notice BA Jin 巴金 (LI Feigan 李芾甘 dit) », <https://maitron.fr/spip.php?article180795>, consulté le 28 octobre 2020.

²⁷⁹ C. MORZEWSKI et L. QIAN, « Les écrivains français du XX^e siècle et la Chine ». *ibid.*

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ TSEN Tsonming, *op.cit.*

Chine, le pays de la victoire de la Marne et de la déclaration des Droits de l'Homme. »²⁸² De leur côté, les rédacteurs de *La Revue de l'Asie française* commentent :

« Ont-ils [les étudiants chinois] tiré de l'histoire de la Grande Guerre cette conclusion que les études étaient plus fortes et meilleures dans notre pays qu'ailleurs ? Ils ont compris, en tous les cas, quel intérêt présentait pour leur jeunesse le spectacle d'un peuple très éprouvé par la guerre, mais désireux de se relever et de reprendre sa place dans le monde. »²⁸³

Ainsi la France se glorifie du regard admiratif que porte sur elle la Chine. Cependant, l'admiration ne semble pas à sens unique. La période républicaine est en effet truffée de déclarations d'amitié franco-chinoises, et de l'exaltation des valeurs communes aux deux États.

La Chine vue de France : des affinités intellectuelles qui conduisent à une aide humanitaire durant la guerre sino-japonaise

Les représentations de la Chine divergent parmi les intellectuels. Certains ont conservé une vision héritée du XIX^e dans laquelle la Chine représente l'altérité absolue, à l'image de Victor Segalen, qui refuse de se défaire de l'attitude de « l'exote ». Mais l'adoption du régime républicain en Chine rapproche *de facto* la Chine de la France. Le regard que les intellectuels français portent sur la Chine évolue de ce fait, notamment à partir des années 1920 et la mise sur pied des « œuvres intellectuelles franco-chinoises », (selon l'appellation de l'époque). Toutes ont pour but affiché de « contribuer au rapprochement intellectuel entre la France et la Chine, de faire naître et d'entretenir entre Français et Chinois des relations d'estime mutuelle, de cordialité et de solidarité, propres à les faire se mieux connaître et apprécier »²⁸⁴ comme le proclament par exemple, les statuts du nouveau Comité de patronage franco-chinois.

Les intellectuels français établissent en effet une camaraderie de caractères entre la France et la Chine. Abel Bonnard, classé politiquement à droite, écrit :

« Il existe entre la France et la Chine, en dépit de différences immenses, des affinités réelles : les deux nations ont le même fonds agricole, le même goût de la politesse, la même finesse de sentiment, la même aversion pour la plus grossière charlatanerie. »²⁸⁵

Quatorze ans plus tard, le professeur Jean Hugonnot, membre de l'Association des amis du peuple chinois, parle à son tour des « affinités franco-chinoises » : « Entre la France et la Chine,

²⁸² « Un coup d'œil sur la Chine moderne », *L'Illustration*, *op.cit.*

²⁸³ « Les étudiants chinois en France », *Revue de l'Asie française*, novembre 1920.

²⁸⁴ Article 1 des statuts de l'Association amicale et de patronage franco-chinoise », AMT, 47 AS 1, dossier A1-1.

²⁸⁵ Abel BONNARD, *En Chine*, Fayard, Paris, 1924, p. 227.

l'étrangeté n'est [...] qu'apparente »²⁸⁶, affirme-t-il. Dans un long article, il rappelle, comme Abel Bonnard que « du peuple français on a pu dire qu'il était, avant tout, un peuple de paysans et d'artisans [...] Ce qui est vrai de la France l'est encore plus de la Chine ; avec ses 450 millions d'êtres humains, la Chine est demeurée jusqu'ici une immense paysannerie. »²⁸⁷ Il ajoute à cela un goût « du travail bien fait, de la "belle ouvrage" » commun aux deux peuples : « comment dès lors ne pas rapprocher [l]es artisans français de ces artisans chinois travaillant la laque, le bronze, la porcelaine, de tous ces humbles ouvriers d'arts disséminés dans les plus modestes villages de l'immense Chine [...]. »²⁸⁸ Enfin, il établit un parallélisme entre les caractères chinois et français, rejoignant en cela aussi Abel Bonnard :

« En effet, l'on peut parler de la sagesse chinoise, comme on a pu évoquer la sagesse française ; le Chinois comme le Français est un être qui regarde la vie en face, sans puérité, sans hypocrisie, avec peu d'illusions ; vous pouvez causer avec lui : il a quelque chose à dire, car il a réfléchi sur les problèmes de la vie ; [...] chez les deux peuples un même sens critique aiguisé, dans l'observation extraordinaire ; le bon sens est certainement en Chine comme en France, la chose du monde la mieux partagée. »²⁸⁹

De son côté, Paul Painlevé n'oublie pas l'apport considérable de la philosophie et l'économie chinoise qui « façonnèrent [l]es préceptes [de] ce qui devait devenir les principes de la Révolution »²⁹⁰ établissant donc une filiation entre la Révolution française et la révolution chinoise, qui, toutes deux, ont modifié le visage des États. Le député communiste Georges Cogniot reprend cette idée dix ans plus tard en commentant : « Tous les Français amis du progrès ont conscience du rôle que les idées [de la noble culture chinoise] et de telles affinités ont joué dans la préparation intellectuelle de la Révolution. »²⁹¹

On le voit, la proclamation de l'amitié franco-chinoise devient presque un lieu commun pour les intellectuels issus de l'ensemble de l'échiquier politique.

Si ces affinités intellectuelles sont souvent utilisées comme un prétexte pour légitimer l'action éducative et civilisatrice de la France²⁹², elles peuvent aussi donner lieu à de véritables déclarations d'amitiés, surtout dans les moments difficiles. C'est ce qui se passe dans les

²⁸⁶ Jean HUGONNOT, « Affinités franco-chinoises », *Chine* n°4 juillet-août 1938.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ Paul PAINLEVÉ, « L'idéalisme chinois », *Communiqué*, 16 septembre 1925. A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/204.

²⁹¹ Georges COGNIOT, « « Noblesse de la Chine », *Chine* n°2, mai 1938.

²⁹² Georges Brissaud-Desmaillet, dans son rapport sur les œuvres franco-chinoises estime que « de toutes les nations, la France est celle dont l'esprit se rapproche le plus de l'esprit chinois. C'est celle qui se fait le plus rapidement aimer. Nos intérêts coïncident. », Rapport de G. BRISSAUD-DESMAILLET, 1925, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/217.

nombreuses « associations amicales sino-françaises » qui voient le jour durant la guerre sino-japonaise. L'Association sino-française de Shanghai est créée en 1933, sous la présidence de Charles Grosbois. Diplômé de lettres et de musique, celui-ci est directeur de l'école française de Shanghai, puis « responsable de la surveillance et de l'organisation des établissements européens et américains et des 290 établissements chinois »²⁹³ de la ville. Il est donc un pilier des œuvres franco-chinoises à Shanghai. Charles Grosbois affirme en 1934 que le but premier de l'Association est de « travailler au rapprochement culturel de la France » afin « d'amélior[er] les relations franco-chinoises. »²⁹⁴ Cette association, qui cherchait à suivre et aider « les anciens étudiants de langue française » porte aussi assistance à la Chine au moment de l'acmé de la guerre sino-japonaise, en 1938. Le Chinois Tsi Tche, chargé de mission et membre de l'Association, explique :

« Nous avons pensé que notre association devait elle aussi prendre part à l'accomplissement de ce devoir humanitaire. En dehors des 200 dollars que l'association elle-même a souscrits, nous avons ouvert depuis le 4 novembre dernier, une souscription parmi nos membres. [...] Aujourd'hui le montant de cette souscription se monte à 721 dollars et 50 cents en ajoutant la somme donnée par l'association nous arrivons à un total de 921 dollars et 50 cents. »²⁹⁵

Le rapprochement intellectuel franco-chinois conduit donc à un engagement plus politique d'aide à la Chine agressée au moment de la guerre sino-japonaise. Les jeunes Chinois l'ont bien compris et font eux aussi appel à l'amitié franco-chinoise à cette même période.

Le 1^{er} février 1938, des étudiants chinois de l'Université de Yenching font paraître un minuscule périodique, justement intitulé *L'Ami*. Ce journal de cinq pages affirme ne pas avoir d'intentions politiques et avoir pour but « de développer les relations amicales et l'entente culturelle entre la France et la Chine. »²⁹⁶ Tout en revenant sur « les coutumes, les usages, la littérature, les arts, les conditions sociales et les civilisations des deux grandes nations » les étudiants chinois font néanmoins remarquer « qu'il y a un rapport intime entre le but du périodique et la fraternité internationale. »²⁹⁷ Cette formule n'apparaissait pas dans les deux premiers numéros du journal, parus en décembre 1937 ; ceux-ci sont placés sous la protection du Docteur Jean-Augustin Bussière, médecin à la légation de France et à l'hôpital de Pékin, qui

²⁹³ « CTHS - GROSBOIS Charles Louis Jean », *op.cit.*

²⁹⁴ Bulletin de l'Association amicale sino-française de Shanghai n°2, mars 1934.

²⁹⁵ Bulletin de l'Association amicale sino-française de Shanghai n°12, décembre 1938.

²⁹⁶ « Lisez l'Ami », *L'Ami*, 1^{er} février 1938, CdF, Carton 32.

²⁹⁷ *Ibid.*

affirme que « cette initiative qui ne doit rien à la propagande, subtil poison des relations internationales, [l'a] bien agréablement touché. »²⁹⁸

L'appel à la « fraternité internationale » dans le numéro de février 1938, est à notre sens fortement lié aux difficultés de la Chine dans la guerre sino-japonaise, et c'est un moyen détourné pour les étudiants d'appeler la France à l'aide.

Les œuvres franco-chinoises sont donc un angle d'observation des représentations franco-chinoises. Les analogies entre les deux pays ainsi qu'une admiration réciproque sont bien réelles, et témoignent de représentations positives. Celles-ci prennent parfois un tour politique, lorsqu'elles servent de prétexte à la mission éducatrice de la France dans la décennie 1920, ou lorsqu'elles relaient une action d'ordre plus politique dix ans plus tard, en plein cœur de la guerre sino-japonaise. Pourtant, malgré ces déclarations d'amitié, les œuvres franco-chinoises demeurent imprégnées du sentiment de supériorité d'ordre colonial de leurs fondateurs.

Mais demeure en France, une vision toujours empreinte de colonialisme et de paternalisme

La mission Painlevé en Chine révèle crûment que la France continue d'observer la Chine avec un regard empreint de colonialisme. Le journal *Le Radical*, qui suit le voyage de Paul Painlevé en Chine, l'exprime de manière directe :

« La Chine républicaine a les yeux tournés vers la France : c'est de la France qu'elle attend les conseils, les directions, l'aide nécessaire à l'évolution qu'elle a commencé d'accomplir. Pour la Chine comme pour les autres nations qui se réveillent, qui naissent à une vie nouvelle, la France apparaît la grande éducatrice. Je dis la France républicaine. [...] Voilà la Chine à l'école de la France ; voilà la France dans son vrai rôle, le rôle d'éducatrice. »²⁹⁹

La France du début de la décennie 1920 se croit donc toujours investie d'une mission « civilisatrice »³⁰⁰ héritée du XIX^e siècle, dont le caractère forcément « désintéressé »³⁰¹ est répété à qui mieux mieux par les intellectuels français, de droite comme de gauche, d'Abel Bonnard à Paul Painlevé ou Eugène Bradier, et jusqu'à *L'Europe nouvelle*, hebdomadaire pourtant sensible aux idées de la Société des Nations récemment créée. Cette unité de discours aux accents ferrystes montre combien la France est persuadée depuis le début de l'aventure

²⁹⁸ *L'Ami*, 15 décembre 1937. AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 594.

²⁹⁹ B. GUINAUDEAU, *Le Radical*, 13 avril 1920. A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/203.

³⁰⁰ *L'Europe nouvelle*, 30 mai 1921, A.N, Fonds Painlevé, *ibid.*

³⁰¹ Terme employé par exemple par Paul Painlevé lors de la fondation de l'Institut-Franco-Chinois de Lyon, (*Annales franco-chinoises* n°6, 2^e trimestre 1928), par Eugène Bradier, président du Comité de patronage franco-chinois en 1921 (AMT, 47 AS 8, C4/III Usine de Harfleur), et Abel Bonnard, *En Chine, op.cit.* p. 304.

coloniale d'être chargée de l'antique mission de « sauver la grandeur humaine et susciter dans l'action des héros futurs, qu'ils osent penser fièrement »³⁰², selon les derniers mots d'Abel Bonnard dans son ouvrage *En Chine*. La République française « sœur aînée »³⁰³ de la République chinoise a par conséquent le devoir de l'éduquer moralement.

Les élites chinoises elles-mêmes se font les porte-voix de cette idée, en reprenant le même vocabulaire que leurs homologues français. Le juriste Wang Chung-Hui, Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Sun Yat-sen puis Ministre de la justice sous Yuan Shikai, Président de l'Université Fudan, et président du Yuan judiciaire en 1928 s'exprime ainsi :

« Durant toute notre révolution, durant les dix-sept années du régime républicain, durant nos dernières luttes, nous avons toujours trouvé la France calme, réfléchie et ne cherchant nullement à entraver notre essor, notre réveil national, notre modernisation. Nous avons toujours trouvé son appui moral ; nous avons senti l'influence de sa main amie dans de nombreuses circonstances, circonstances quelquefois douloureuses et cela a été un réconfort pour nous, un encouragement ; [...]

La France est notre véritable éducatrice dans notre modernisation ; nous ne parlons pas ici du machinisme, mais bien au sens moral, social et politique. Elle influe et elle influera sur notre élite, sur nos jeunes générations intellectuelles et cette culture française servira de porte d'entrée à la plus grande pénétration économique française. »³⁰⁴

La France aurait donc une mission d'éducatrice auprès d'une Chine considérée comme « en retard » parce qu'elle commence à peine, après les convulsions du début de la République, à réorganiser son système d'enseignement. Si les élites chinoises semblent à première vue partager les emphatiques vues françaises, les étudiants chinois venant en France se heurtent, eux, de plein fouet, au regard paternaliste de leurs « bienfaiteurs »³⁰⁵ français ainsi qu'aiment à se nommer les chaperons des Chinois en France. Ni les étudiants-ouvriers de la Garenne-Colombe, ni les pensionnaires du Fort de Saint-Irénée à Lyon n'y échappent. Les adjectifs employés à leur sujet sont ici révélateurs. Les étudiants chinois sont « entêtés »³⁰⁶ selon le principal du collège de Montélimar qui ne cesse de se plaindre à Bradier mais surtout beaucoup trop indépendants. Ils veulent par exemple décider eux-mêmes du règlement intérieur de la

³⁰² Abel BONNARD, *En Chine*, Paris, Fayard, 1924, p. 358.

³⁰³ P. PAINLEVÉ, « L'idéalisme chinois », *Communiqué*, 16 septembre 1925. A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/204.

³⁰⁴ « Discours de M. WANG Chung-hui », *Annales franco-chinoises* n°6, 2^e trimestre 1928.

³⁰⁵ Règlement intérieur de la maison des étudiants chinois, 47 AS 1, A1-2.

³⁰⁶ Lettre du principal du collège de Montélimar à Eugène Bradier, 8 avril 1921, AMT, B6-3 Collège de Montélimar.

« maison des étudiants chinois » et refusent ainsi d'accepter « le droit au contrôle »³⁰⁷ de leurs responsables, ou bien encore ils « sortent quand ils le veulent »³⁰⁸ de l'Institut Franco-Chinois.

L'un des plus condescendants est sans aucun doute Eugène Bradier, inspecteur des étudiants chinois en France et président du Comité de patronage. Ancien interprète au consulat de Shanghai, il a également secondé Arnold Vissière en Chine. Il promet aux étudiants chinois un « intérêt paternel »³⁰⁹ mais les estime bien ingrats :

« Il n'en est pas moins vrai que les élèves-ouvriers chinois sont très versatiles et qu'ils quittent les usines dans lesquelles on a eu souvent bien de la peine à les placer, pour la seule raison que ces usines ont cessé de leur plaire. D'autre part ces jeunes gens ont parfois quant aux salaires des prétentions quelque peu exagérées. Ainsi on en a vu qui gagnaient 20 à 25F par jour et qui estimaient leurs gains insuffisants. »³¹⁰

Si Eugène Bradier n'a pas entièrement tort, il oublie de mentionner les conditions de travail et d'existence difficiles des jeunes expatriés, dans une France où le prix du pain a presque triplé en quelques mois.

Il n'est jusqu'à Georges Béchamp, que l'on sait pourtant attentif aux populations chinoises, qui n'avoue : « Je ne connais rien pour ma part de plus antipathique que l'étudiant chinois. »³¹¹ Il nuance par la suite ce jugement en reconnaissant que certains vivent en France « misérablement »³¹² mais maintient que beaucoup des étudiants venus en France sont « indésirables »³¹³, notamment les plus politisés d'entre eux.

Les représentations franco-chinoises oscillent entre une véritable complicité et des faux-semblants. Si les élites chinoises semblent reconnaître à la France la mission civilisatrice dont elle se gargarise, il ne faut pourtant pas s'y tromper. Les Chinois ne sont aucunement dupes du prétendu désintéressement de la France, qu'ils accueillent avec « une parfaite indifférence habillée d'une affable courtoisie. »³¹⁴ L'amitié et la déférence sont présentes dans des discours qui n'ont pour but pragmatique que de flatter des officiels français. De son côté la France entretient elle-même des relations ambiguës avec la Chine. Les intellectuels français qui reconnaissent une fraternité entre la France et la Chine n'hésitent jamais à voler à son secours au nom d'une amitié proclamée de part et d'autre. Cependant, ils continuent de porter un regard

³⁰⁷ Règlement intérieur de la maison des étudiants chinois, *op.cit.*

³⁰⁸ Rapport du préfet du Rhône, 16 mars 1922, SLOTFOM V/9.

³⁰⁹ Lettre du Comité de Patronage Franco-Chinoise (1921), *op.cit.*

³¹⁰ Assemblée générale du 18 juillet 1924, AMT, 47 AS 1 A1-2.

³¹¹ Lettre de Georges BÉCHAMP, 17 mars 1931, AMAE, FRMAE, 417 QO, dossier 214.

³¹² *Ibid.*

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ M. BASTID-BRUGUIÈRE, « Le voyage en Chine de Paul Painlevé en 1920 », Cl. FONTANON et R. FRANK, *op.cit.*, p. 97.

condescendant encore imprégné d'une supériorité coloniale sur la jeunesse venue se former chez elle. C'est ce paternalisme, lié à une certaine déception des Chinois vis-à-vis d'une France longtemps imaginée, qui sème les graines d'une résistance chinoise face aux ambitions éducatives de la France. Loin de n'être que de dociles faire-valoir de l'influence française, les intellectuels chinois font aussi preuve de nationalisme. Ces résistances prennent des formes diverses : opposition diplomatique visant à freiner un processus d'accord mais aussi actes isolés ou collectifs dont le but est de déstabiliser la puissance dominante.

III. Les résistances chinoises à l'influence française en Chine

1) Le nationalisme chinois face à la France

La difficile naissance de l'Institut des Hautes Études Chinoises : une opposition diplomatique

L'ouverture de l'Institut des Hautes Études aurait dû se faire dès le retour en France de la mission Painlevé, comme ce fut le cas pour l'Institut Franco-Chinois de Lyon par exemple. L'IHEC est d'ailleurs officiellement fondé le 21 décembre 1921³¹⁵. Pourtant, jusqu'en 1927, il ne possède qu'une seule chaire, celle de Marcel Granet. Les premiers cours de cet institut, qui matérialisent la réalité de son fonctionnement, ne datent que de l'année 1926-1927³¹⁶. Comment justifier un tel retard ? Il peut être expliqué d'une part par des problèmes financiers. Comme nous l'avons vu précédemment, l'IHEC ne se met à fonctionner qu'à partir du moment où il peut s'appuyer sur l'indemnité des Boxers. Mais il ne s'agit pas uniquement d'un problème de trésorerie. Il semble que le développement de l'IHEC soit freiné par les ambitions personnelles d'un homme, Han Rujia, qui cherche à mettre l'IHEC sous sa coupe. L'IHEC peut donc être considéré comme un enjeu de pouvoir entre le nationalisme chinois, représenté par Han Rujia – qui sert aussi ses intérêts personnels – et la recherche d'influence française par le biais de l'éducation.

Han Rujia avait été l'interprète de Paul Painlevé durant son voyage en Chine. Originaire de Canton, c'est un proche de Ye Gongcho, l'homme à l'initiative de la venue de Painlevé. Formé à Bruxelles puis à Paris, Han Rujia connaît Paul Painlevé depuis 1912³¹⁷. À ce titre, il bénéficie

³¹⁵ Statuts de l'Institut des Hautes Études Chinoises, CdF, carton 1.

³¹⁶ « Livret de l'Institut des Hautes Études Chinoises – année scolaire 1926-1927 », CdF, *ibid.*

³¹⁷ Cl. FONTANON et R. FRANK, *Paul Painlevé (1863-1933), un savant en politique*, op.cit. p. 87.

de l'oreille et de la confiance de l'homme d'État dont il use et abuse. Décrit par Pierre-Étienne Will comme « d'un nationalisme ardent jusqu'à l'agressivité »³¹⁸, il est considéré par la légation de Chine comme « un intrigant passionné et dangereux, très militant en Chine contre la France et les Français mais habile en France à capter la confiance des milieux parisiens qu'il exploite à des fins personnelles. »³¹⁹ Alors qu'il provoque un incident lors de la venue de Painlevé, en « insultant violemment le directeur français du chemin de fer du Longhai »³²⁰, Paul Painlevé s'obstine à se porter garant de son intégrité. « Monsieur Hain Jou Kia [Han Rujia] et Monsieur Li Hy Ling [Li Yuying] (*sic*) sont deux Chinois de très bonnes et anciennes familles, tous deux absolument désintéressés, et épris des principes de notre Révolution, et qui sont tous les deux venus en France en 1911 après la révolution chinoise pour organiser des relations diplomatiques entre la France et l'Occident. »³²¹

Pourtant, les intrigues d'Han Rujia autour de l'Institut des Hautes Études Chinoises sont conformes au portrait défavorable que l'on fait de lui dans les cercles diplomatiques. L'homme affirme avoir été nommé « le 23 juillet 1925, comme directeur représentant du gouvernement chinois » de l'IHEC alors qu'en mars de la même année, une note d'Alexis Leger indique que « la légation de Chine déclare n'avoir reçu aucune indication officielle ou officieuse, au sujet de sa mission ni n'avoir eu de contact avec lui-même depuis trois ans. »³²²

Aurolé de la confiance de Painlevé, Han Rujia lui envoie des lettres fleuves qui montrent qu'il tient avant tout à garder l'IHEC sous sa férule, afin d'assurer ses propres intérêts et ceux du gouvernement chinois. Il cherche notamment à diminuer l'influence des sinologues français au sein de l'Institut. Dès 1921, le Comité d'administration de l'Institut ne compte aucun sinologue. Composé de Maurice Croiset³²³, Émile Borel, Paul Appel³²⁴, Han Rujia, Paul Painlevé et du recteur Lopic, il est « composé majoritairement d'éminents sorbonnards et d'académiciens sans connexion particulière avec la Chine. »³²⁵. Han Rujia cherche aussi à

³¹⁸ Pierre-Étienne WILL, « Paul Pelliot et l'Institut des Hautes Etudes Chinoises (1919-1945) », s.d [en ligne sur https://www.academia.edu/10076526/Paul_PELLIOT_ET_IINSTITUT_DES_HAUTES_%C3%89TUDES_CHINOISES_1919_1945].

³¹⁹ « Note pour le cabinet du Ministre », A.N Fonds Painlevé, 313 AP/204, 19 février 1925.

³²⁰ M. BASTID-BRUGUIÈRE, *op.cit.* p. 97.

³²¹ Paul PAINLEVÉ, lettre au Ministre des Affaires étrangères, A.N, Fonds Painlevé, *op.cit.*, 7 mars 1925.

³²² Lettre d'Alexis Leger à Paul Painlevé, 9 mars 1925, *ibid.*

³²³ Agrégé de lettres, il est nommé maître de conférences à l'École normale supérieure en littérature grecque puis professeur au Collège de France, de 1893 à 1930.

³²⁴ Paul Appel est un ami intime de Paul Painlevé. Normalien et agrégé de mathématiques, il mène une brillante carrière universitaire. Lorsque Painlevé est élu président du Conseil, Paul Appel devient son directeur de cabinet. Il est ensuite élu député de la Manche à partir de 1928. A- N. ANIZAN, *Paul Painlevé, op.cit.* p. 70.

³²⁵ P-E WILL, *op.cit.* p. 275.

s'assurer de la prépondérance des Chinois et d'un personnel qui lui est favorable dans les enseignants de l'Institut. Il fait part à Paul Painlevé de ses « observations » :

« L'enseignement ne peut être monopolisé par MM. Pelliot, Granet... etc. Il doit y avoir six professeurs français, un dans chacune des cinq facultés, et un à l'École normale supérieure. Déjà la candidature de M. Emile Borel a été acceptée par le Conseil d'administration en ce qui concerne la faculté des sciences ; et celle de M. Li Yu Ying en ce qui concerne la faculté de médecine a même été ratifiée par le conseil de l'université de Paris.

C'est en prenant comme base, les indications de votre lettre du 9 janvier 1922 au ministre de l'argent public de Chine, que la subvention chinoise a été portée à 100 000 Fr. Les sommes ainsi réunies devaient servir à rémunérer six professeurs français et six répétiteurs chinois, deux secrétaires (français et chinois), répartition juste et équitable. N'estimez-vous pas que MM. Nadal, Taton, Crémail pourraient faire d'utiles conférences sur les chemins de fer chinois et que Monsieur Germain-Martin serait un excellent candidat pour la faculté de droit ? »³²⁶

Les noms cités par Han Rujia lui sont acquis, puisque Nadal Crimail et Taton ont tous deux été nommés ingénieurs en Chine au moment de la mission Painlevé. Dans une autre lettre, il ajoute :

« En ce qui concerne l'Institut des Hautes Études Chinoises de l'Université de Paris, on semble vouloir appliquer une règle exactement contraire en imposant que l'enseignement de la sinologie, élaboré au cours de soixante siècles soit donné exclusivement par des Français qui ont consacré à peine quelques dizaines d'années à une telle étude et qui ignorent même, pour la plupart, la langue chinoise. Et l'on va dans cette voie jusqu'à éliminer le concours indispensable et modeste d'assistants chinois. Si une telle élimination se réalisait, je crains que le gouvernement chinois ne fasse de même en Chine et ne substitue à son tour des professeurs chinois aux professeurs français. »³²⁷

Ce qui paraît inadmissible pour Han Rujia est de laisser enseigner sa propre civilisation par des Français. Son nationalisme le pousse à faire preuve d'une mauvaise foi facilement démontrable, dans le seul but de tenir à l'écart les deux principaux représentants de la sinologie française. Il s'agit de Marcel Granet et Paul Pelliot. Tous deux ont été les élèves d'Édouard Chavannes. Marcel Granet, spécialiste de la Chine ancienne, réalisait déjà des conférences pour l'IHEC en 1921. Paul Pelliot, quant à lui, est considéré comme « le plus grand sinologue du monde »³²⁸. Pourtant, Paul Pelliot n'obtient qu'un rôle de « vice-président du conseil consultatif » de l'IHEC, ce qui fait de lui un simple « conseiller » de l'Institut³²⁹. Ce comité

³²⁶ Lettre de Han Rujia, 5 novembre 1926, *ibid.*

³²⁷ Lettre de Han Rujia à Paul Painlevé, 29 octobre 1926, *ibid.*

³²⁸ LI Yuying à propos de Paul Pelliot, *Annales franco-chinoises* n°25, 1^{er} trimestre 1933.

³²⁹ Lettre de Han Rujia, 29 octobre 1926, *op.cit.*

consultatif contient d'ailleurs les principaux sinologues français : Pelliot, Laloy ainsi que « tous les sinologues français et les personnalités françaises et chinoises s'intéressant à la Chine. »³³⁰

Mais, de tous les sinologues, c'est Paul Pelliot qui fait les frais de la haine de Han Rujia. Ce dernier ne recule devant aucune diffamation pour nuire à la réputation du sinologue. Il va même jusqu'à feindre de parler au nom d'un « sinologue anglais de quatre-vingt-cinq ans et de soixante-cinq années de carrière » qui aurait dit : « N'est-il pas absurde de vouloir représenter toute la sinologie de six mille ans et dans le monde entier par un sinologue français ? »³³¹

Han Rujia est démenti par le sinologue anglais en question, et ce d'autant plus que ces accusations ne sont absolument pas crédibles. Elles illustrent simplement la jalousie du Chinois à l'égard de Paul Pelliot, « l'autorité ultime en matière de sinologie française. »³³² Depuis la mort de son maître Édouard Chavannes, Paul Pelliot est en effet l'un des plus flamboyants visages de la sinologie française. En 1908, dans la grotte de Dunhuang, aux confins de la Chine occidentale, il examine « des dizaines de milliers de manuscrits récemment découverts dans une grotte scellée » qui vont bouleverser les connaissances sur la Chine médiévale³³³. Son intérêt insatiable le porte vers la Chine mais aussi vers les études « turques, iraniennes, mongoles, vietnamiennes ou cambodgiennes. »³³⁴ Il parle quatre langues « la chinoise, la russe, l'anglaise et la turque »³³⁵. Il est membre de multiples sociétés savantes, en France comme à l'étranger : il intègre l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres en 1922, la Commission du *Journal Asiatique* en 1922, mais aussi l'Académie des Sciences à Leningrad. « Il avait en outre reçu le titre de docteur *Honoris causa* de plusieurs universités, parmi lesquelles [...] celle de Harvard aux États-Unis et celle de Cambridge en Angleterre. »³³⁶ Sans doute Han Rujia est-il jaloux de l'aura internationale de Pelliot, qui semble chercher, de son côté, à reprendre la main sur l'IHEC³³⁷.

L'Institut des Hautes Études Chinoises finit par échapper à Han Rujia, puisqu'il est officiellement refondé le 5 février 1927 avec le sinologue Marcel Granet comme administrateur.

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ Lettre de Han Rujia, s.d, *op.cit.*

³³² P-E WILL, *op.cit.* p. 275.

³³³ Jean-Pierre DRÈGE, « Paul Pelliot, de l'histoire à la légende », *La lettre du Collège de France*, n° 25 (1 mars 2009), pp. 30-31, <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/lettre-cdf/532>.

³³⁴ *Ibid.*

³³⁵ Roger Lévy, « Paul Pelliot et la politique étrangère », *Politique étrangère* 10, n° 3 (1945) pp. 211, <https://doi.org/10.3406/polit.1945.5560>.

³³⁶ Robert DES ROTOIRS à propos de Paul Pelliot, s.d, CdF, IHEC, carton 1.

³³⁷ Une lettre de Han Rujia à Paul Painlevé le 8 mars 1927 fait état de prétendues « intrigues » du sinologue qui auraient pour but « d'organiser un Institut chinois sous le patronage du Quai d'Orsay. », Lettre de HAN Rujia à Paul Painlevé, 8 mars 1927, A.N ? Fonds Painlevé, *op.cit*

Le « Comité de direction d'études » qui l'assiste, n'est composé que de spécialistes de l'Asie³³⁸, contrairement au premier comité. Ce conseil d'administration donne corps à l'IHEC en programmant notamment les cours qu'il dispensera.

Dans une lettre fleuve, Han Rujia va même jusqu'à réclamer « la dissolution de l'Institut », au motif que :

« les décisions du 5 février 1927 n'accordent pas un même nombre de places aux Français et aux Chinois. Le comité de direction des études ne comporte aucun membre chinois. Or, il a toujours été stipulé que dans tous les organes il devait y avoir des Français et des Chinois en nombre égal : ainsi il a été fait, à une voix près, pour le conseil d'administration et pour le conseil consultatif. Dans le même esprit, pourquoi un administrateur français et pas d'administrateur chinois ? »³³⁹

Enfin, dans un effort désespéré de faire pencher à nouveau la balance en sa faveur, il multiplie les dénigrement à l'encontre de Marcel Granet et Paul Pelliot, désormais directeurs de l'IHEC. Il remue ciel et terre pour que le conseil d'administration soit déclaré irrégulier, et va même jusqu'à solliciter Charléty, recteur de l'Académie de Paris, pour une peccadille :

« Avec la décision de 4 membres, on a nommé monsieur Granet comme administrateur de l'Institut des Hautes Études Chinoises et son nom figure sur le bas de l'affiche collée sur les murs de la Ville de Paris à côté du nom de Monsieur Painlevé et de celui de Monsieur le recteur. Je désire vivement que vous me fassiez savoir si la nomination de Monsieur Granet est irrégulière et si l'affichage de son nom, comme indiqué ci-dessus, est illégal vis-à-vis de la législation française. »³⁴⁰

Mais comme toujours, c'est Paul Pelliot qui a droit aux dénonciations les plus acerbes. Cette fois, dit Han Rujia, « on ne saurait imposer aux membres Chinois l'obligation de siéger avec Monsieur Pelliot qui a giflé en plein banquet le vieux sinologue Fargenelle (*sic*). Ce serait presque une insulte à la morale chinoise. »³⁴¹

Cette anecdote qu'Han Rujia développe dans deux lettres différentes fait référence à une querelle interne au monde de la sinologie : Fernand Farjenel, professeur « au Collège Libre des Sciences Sociales » – donc en marge du système universitaire – attaque le jeune Paul Pelliot ainsi que son maître, Édouard Chavannes, à qui il reproche un contresens sur une traduction du chinois. Il va même plus loin en qualifiant les deux maîtres de la sinologie française de « faux

³³⁸ On y trouve Boyer, administrateur des Langues Orientales, Louis Finot, spécialiste de la civilisation indochinoise, et des sinologues Louis Laloy, Paul Pelliot et Henri Maspero. (Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Études Chinoises, 5 février 1927, CdF, Carton 1.)

³³⁹ Lettre de HAN Rujia, s.d mais sans doute 1927.

³⁴⁰ Lettre de HAN Rujia à Charléty, 13 avril 1927, A.N, Fonds Painlevé, *op.cit.*

³⁴¹ Lettre de HAN Rujia, s.d, *op.cit.*

érudits » ce qui provoque la colère de Pelliot, qui le gifle³⁴². Si Paul Pelliot a effectivement le sang chaud, Fernand Farjenel, que nous avons déjà croisé lors de l'un de ses voyages dans la jeune Chine républicaine, n'est pas exempt de tous reproches.

Ces attaques pusillanimes témoignent de la perte de contrôle d'Han Rujia sur l'IHEC, Institut dont il aurait aimé faire « sa chose »³⁴³. Cette pression, qui a empêché l'IHEC de prendre son essor entre 1921 et 1927, témoigne de l'âpre lutte entre deux nationalismes, ici incarnés par Han Rujia d'une part et les sinologues français d'autre part. En effet, le Chinois, représente ici la Chine républicaine, qui tente de contrôler un établissement franco-chinois sur le sol français, tandis qu'en Chine même, les dirigeants cherchent à garder la main sur les établissements français, notamment l'Université Aurore. En 1927 encore, la République de Nankin impose à l'établissement jésuite d'enseigner « les trois principes de Sun Yat-sen »³⁴⁴ tandis que deux ans plus tard, le fleuron de l'enseignement français en Chine « se heurte à l'hostilité du gouvernement chinois qui affecte de dénier toute valeur aux diplômes délivrés par elle. Les conséquences de cet état de choses rejaillissaient sur les jeunes gens qui sortent de l'Aurore, se voient refuser tout accès aux fonctions officielles de leur pays. »³⁴⁵

Les Instituts français en Chine font donc l'objet de freins qui sont liés aux enjeux propres aux deux pays. La France cherche à étendre son influence, mais la Chine souhaite de son côté contrôler ces instituts et brider leur expansion. Mais les instances officielles et les représentants ne sont pas les seuls à tenter de contrecarrer l'influence française. Les étudiants chinois en France s'élèvent contre le paternalisme français par divers moyens.

2) Les étudiants se rebellent contre le paternalisme français : la France, terreau du communisme chinois ?

Les gouvernants chinois, provinciaux et nationaux, nourrissent une grande méfiance à l'égard des étudiants chinois formés en France. Jean Audinet, directeur commercial de la Compagnie générale d'Extrême-Orient, qui est aussi secrétaire du Comité de patronage franco-chinois s'en fait l'écho au retour d'un voyage en Chine : « Les officiels chinois sont encore sous l'impression que ces jeunes gens sont des bolchevistes. D'autre part, ils ne voient pas

³⁴² Pierre SINGARAVELOU, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956)*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 222.

³⁴³ P-E WILL, *op.cit.*

³⁴⁴ Lettre d'Auguste WILDEN à A. BRIAND, « L'enregistrement de l'Université Aurore au Ministère chinois de l'Instruction publique », s.d mais sans doute 1927, AMAE, FRMAE, 417 QO, dossier 214.

³⁴⁵ Lettre d'A. WILDEN à A. BRIAND, 11 décembre 1930, *ibid.*

comment les employer à leur retour de Chine ; ils prétendent qu'ils ne trouveront pas d'emploi et que ce seront des aigris, dangereux pour l'ordre public. »³⁴⁶ Il apparaît que les dirigeants chinois sont loin d'avoir tort.

La France, « école des révolutionnaires chinois »³⁴⁷ ?

En ces années 1920, le communisme russe se répand à grande allure parmi les pays colonisés et notamment en Chine, où Sun Yat-sen accepte l'aide soviétique en 1923. La France, et Paris en particulier, deviennent le point de ralliement d'un microcosme dans lequel gravitent les futurs leaders de l'anticolonialisme, Hô-Chi Minh ou Zhou Enlai. La France a donc servi de terreau pour plusieurs jeunes Chinois amenés à de grandes responsabilités durant la République populaire de Chine : il s'agit de Deng Xiaoping, futur successeur de Mao Zedong, Zhou Enlai, Premier ministre de Mao et enfin de Cai Hesen, l'idéologue du régime. Le parcours de Deng Xiaoping a retenu notre attention, parce que son nom de l'époque Deng Xixian – maladroitement retranscrit en « Ten Si Hien » – est visible de nombreuses fois dans les archives de la Société Franco-Chinoise d'Éducation, conservées aux Archives du Monde du Travail³⁴⁸.

Le parcours de Deng Xiaoping, débarqué en France à 16 ans en octobre 1920, par le biais du Mouvement études-travail, a été bien décortiqué par Nicole Dulioust et Geneviève Barman, malgré la discrétion de Deng Xiaoping au sujet de ses « années françaises »³⁴⁹. Il est né dans le Sichuan, l'une des régions dont part la majorité des candidats au départ pour la France (279 en 1916³⁵⁰). À son arrivée en France, Deng est envoyé au collège de Bayeux, en Normandie puis, poussé par les nécessités financières, à l'usine Schneider du Creusot. Pour Nicole Dulioust et Geneviève Barman, « cette expérience [...] lui a ouvert les yeux sur la condition ouvrière. »³⁵¹ Certains étudiants chinois heurtés par le contact avec cette vie rude, « vont progressivement se tourner vers les théories critiques du système, notamment celles de Karl Marx. »³⁵² Après avoir quitté le Creusot le 25 avril 1921³⁵³, Deng Xixian rejoint l'usine Hutchison à Chalette, près de

³⁴⁶ Séance du Comité de direction du Comité de patronage, 18 juillet 1924, 47 AS 1, dossier A1-2.

³⁴⁷ Titre d'un documentaire intitulé « Le Mouvement Travail-Études : école des révolutionnaires chinois ? » réalisé en co-production française et chinoise pour les 55 ans de l'établissement des relations sino-diplomatiques, et diffusé simultanément sur les chaînes française et chinoise. (mars 2019).

³⁴⁸ Deng Xiaoping fait même l'objet d'une note erronée dans l'inventaire du fonds : il est dit que son nom apparaît dans le dossier consacré au collège de Montargis, alors que Deng Xiaoping a fréquenté le collège de Bayeux, où son nom apparaît bien.

³⁴⁹ Geneviève BARMAN et Nicole DULIOUST, « Les années françaises de Deng Xiaoping », *Revue d'histoire du Vingtième Siècle*, 20, n° 1 (1988), pp. 17-34, <https://doi.org/10.3406/xxs.1988.2793>.

³⁵⁰ TSEN Tsonming, « Les relations intellectuelles entre la France et la Chine », AMT, 47 AS 2, B6-3, Collège de Montélimar.

³⁵¹ G. BARMAN et N. DULIOUST, *ibid.* p. 21.

³⁵² K. LIU et BI, 27. *Apprendre le marxisme à Paris*, *op.cit.*

³⁵³ AMT, 47 AS 8 : Usine Schneider, C/4 III : Usine du Creusot.

Montargis, ville où s'est créée une petite cellule communiste, sous la houlette de Cai Hesén, ami de Mao Zedong. Deng Xixian devient en 1922, « l'un des plus jeunes membres »³⁵⁴ de ce nouveau groupe. Il y fait ses premières armes, en tant que responsable de la fabrication du journal *La Lumière Rouge*, dont Zhou Enlai, 24 ans, est le rédacteur en chef. « Responsable de la fabrication du journal – ce qui lui vaut le surnom de "es-ronéotypie" – Deng devient rapidement coordonnateur du travail de propagande et rédacteur lui-même d'articles enflammés. »³⁵⁵ En juin 1923, Deng Xiaoping est élu « membre du comité permanent de la Ligue des jeunes socialistes d'Europe »³⁵⁶ ce qui consacre ses nouvelles responsabilités au sein du Parti communiste chinois. Pour Geniève Dulouist et Nicole Barman, il ne fait aucun doute que « les années 1922-1923 et le passage à Chalette ont probablement décidé d'un grand destin politique »³⁵⁷, et son expérience française a semé les graines d'un engagement futur.

En France, les jeunes communistes chinois sont les auteurs de troubles, parfois violents, qui viennent porter atteinte à l'ordre établi par les administrations chinoises et françaises. En bousculant une hiérarchie établie par les puissances tutélaires ou bien les personnes qui les représentent, ils marquent une résistance parfois violente à l'influence française.

La Marche sur Lyon : se révolter contre la vitrine de l'influence française

Le premier de ces incidents est connu sous le nom de « Marche sur Lyon ». 106 étudiants venus en France par le Mouvement études-travail souhaitent « leur intégration à l'Institut Franco-Chinois de Lyon »³⁵⁸, établissement nouvellement créé où l'on n'entre que sur concours ou recommandation. Selon Gregory Lee, « Deng Xiaoping [...] faisait lui-même partie de ceux qui militaient contre la politique discriminatoire que représentait la décision de privilégier l'ouverture d'une grande école pour l'élite chinoise à Lyon plutôt que de soutenir les étudiants plus modestes appartenant au Mouvement-Études-Travail. »³⁵⁹

Ainsi une note, probablement d'Eugène Bradier, fait état qu'« une centaine de jeunes Chinois venus de différents centres (La Garenne, Montargis, Château-Thierry, Saint-Servan) groupés et conduits par une poignée d'agitateurs se sont rendus le 19 septembre [1921] à Lyon, avec l'intention d'entrer sans examen et au besoin, passer par la force à l'Institut franco-

³⁵⁴ G. BARMAN et N. DULIOUST, *ibid.* p. 21.

³⁵⁵ M. DÉTRIE, *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*, *op.cit.* p. 68.

³⁵⁶ G. BARMAN et N. DULIOUST, *ibid.* p. 27.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ Gregory LEE, « La « Marche sur Lyon » ou le conte des deux forts », *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化. Journal of Global Cultural Studies*, n° 9 (1 décembre 2014), <https://doi.org/10.4000/transtexts.514>.

³⁵⁹ *Ibid.*

chinois. »³⁶⁰ Parmi les « agitateurs », on trouve Cai Hesen et Chen Yi, futur maire communiste de Shanghai, lui aussi formé en France. Le préfet du Rhône apporte des précisions, deux ans après l'incident :

« Groupés en "association de Postcolaires chinois sans ressources", ces élèves ouvriers décidèrent "un mouvement direct" pour revendiquer l'Institut Franco-Chinois de Lyon. Sur un mot d'ordre, 106 d'entre eux quittèrent La Garenne, Fontainebleau, Château-Thierry, Saint-Germain en Laye, Le Creusot, Montargis, arrivèrent à Lyon le 21 septembre, se présentèrent au fort Saint Irénée, siège de l'Institut et s'y installèrent avec la résolution d'y rester. Invités à rejoindre immédiatement leur résidence respective, ils s'y refusèrent obstinément en affirmant hautement leurs droits sur l'Institut. Le Secrétaire Général pour la Police dut recourir à la force pour leur faire vider les lieux et sur leur refus de reprendre le train les fit transporter, faute d'autres logements disponibles, dans les dépendances du fort de Montluc où le gîte et la nourriture leur furent assurés. »³⁶¹

Grégory Lee a montré combien la répression de ces étudiants se fit avec la « complicité ou tout du moins l'indifférence des autorités chinoises. »³⁶² Ces dernières laissent les Français faire un exemple en expulsant aussitôt les étudiants protestataires. Cette expulsion expéditive est d'ailleurs traitée en une ligne sèche dans la lettre de Bradier : « Tous ceux qui avaient pris part à la manifestation de Lyon ont quitté la France le 15 octobre 1921 à bord du steamer Paul-Lecat. »³⁶³ Le préfet du Rhône fait quant à lui état d'un transfert de nuit « à la gare des Brotteaux, et le 14 au matin, ils étaient embarqués à Marseille sur le Paul-Lecat. »³⁶⁴ Le fait que les étudiants aient été transportés de nuit, accentue l'impression d'une punition sans appel contre ceux qui avaient osé troubler l'ordre public, et protester contre les modalités d'entrée jugées inégalitaires à l'Institut de Lyon, vitrine de l'influence française.

L'attentat contre Tcheng Loh : se révolter contre un auxiliaire de l'influence française

Pourtant, c'est précisément au Fort Saint-Irénée, sur les hauteurs lyonnaises, que semble s'infiltrer la menace bolcheviste. En mars 1922, le préfet du Rhône informe le Ministre de l'Intérieur de la découverte d'une « brochure tendancieuse » chez un pensionnaire de l'Institut-Franco-Chinois de Lyon.

« D'après les renseignements qui ont été donnés de diverses sources, les étudiants et étudiantes chinois de l'institut ont des tendances plus avancées et manifestent un penchant pour les théories extrémistes et soviétiques. Ils reçoivent des correspondances et des brochures venant de Russie et d'Allemagne ; ils sont

³⁶⁰ Note anonyme, 12 janvier 1922, AMT, 47 AS A1-2.

³⁶¹ « Rapport du Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur », 27 mars 1922, ANOM, SLOTFOM VIII/1-4.

³⁶² G. LEE, *ibid.*

³⁶³ Note anonyme, 12 janvier 1922, *op.cit.*

³⁶⁴ « Rapport du Préfet du Rhône », *op.cit.*, 27 mars 1922.

en rapport avec l'association des étudiants chinois post-scolaires installés en France, avec les Chinois de l'Institut belge de Charleroi et il est probable qu'ils sont en relation avec les étudiants chinois qui, au nombre de 3000, se trouveraient en Russie. »³⁶⁵

Or, quelques jours après ce rapport, Tcheng Loh, Ministre de Chine en France est victime d'une tentative d'attentat perpétrée par un jeune Chinois du nom de Lee Ho Ling. Tcheng Loh est le représentant officiel de la Chine en France, et il est, à ce titre, très apprécié des intellectuels français. Il échange des lettres personnelles avec Paul Painlevé et se trouve en photographie à l'Association Albert Kahn. Le 20 mars 1922, Lee Ho-Ling tire sur la voiture de Tcheng Loh, qui n'est pas blessé. L'événement fait les gros titres de la presse française. *Le Petit Parisien* rapporte qu'on trouve « dans une valise » appartenant à Lee Ho-Ling, « un chargeur garni de ses six projectiles, ainsi qu'une boîte de cartouches de 6mm35 [...] et une photographie de Lénine. »³⁶⁶

Tsen Tsonming, interrogé par *Le Progrès de Lyon* insiste sur le fait que l'acte de Lee-Ho-Ling est celui « d'un impulsif, aux idées très avancées »³⁶⁷ et dédouane l'IFCL de toute influence néfaste. Le jeune homme a en effet été formé au Collège de Montargis sans « passer par Lyon. »³⁶⁸ Lee Ho-Ling, qui s'est constitué prisonnier le 21 mars, affirme avoir agi ainsi pour protester contre le manque de « mansuétude »³⁶⁹ de Tcheng Loh, qui a contribué à expulser « 150 étudiants » de l'Institut Franco-Chinois de Lyon. Selon ses propres mots, Tcheng-Loh représente un « tyran »³⁷⁰ qui est sans doute au service d'une autre puissance, qu'il se garde de citer. Par ailleurs, bien que le jeune homme se défende d'appartenir à un quelconque parti politique, son passage par le berceau communiste montargois laisse peu de doute sur ses motivations. Cette infiltration du communisme au sein des instituts franco-chinois est donc une résistance directe au paternalisme français, ce qui ne laisse pas d'inquiéter certains intellectuels. André Duboscq met ainsi Paul Painlevé en garde contre « les éléments dangereux »³⁷¹ qui pourraient se glisser parmi « les contingents de Chinois qualifiés d'étudiants. »³⁷²

L'influence française fait donc face, à des résistances, parfois feutrées lorsqu'elles émanent des dirigeants chinois qui cherchent à freiner les démarches. Les créations d'instituts voient ainsi s'affronter la volonté d'expansion française et le nationalisme chinois ; elles rétablissent

³⁶⁵ « Rapport du Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur », 16 mars 1922, ANOM, SLOTFOM V/19.

³⁶⁶ « Un attentat manqué contre le Ministre de Chine », *Le Petit Parisien*, 22 mars 1922.

³⁶⁷ « L'attentat contre le Ministre de Chine, ce qu'on en dit au Fort Saint-Irénée », *Le Progrès* 23 mars 1922.

³⁶⁸ *Ibid.*

³⁶⁹ « « Un attentat manqué contre le Ministre de Chine », *op.cit.*

³⁷⁰ *Ibid.*

³⁷¹ Lettre d'André DUBOSCQ à Paul Painlevé, 24 juin 1925, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

³⁷² *Ibid.*

donc la Chine dans un rôle actif face à ces instituts qui émanent d'une puissance étrangère. À plus grande échelle, ce sont les acteurs de ces instituts, les étudiants chinois, qui se révoltent contre le paternalisme français. Manifestations, marches, attentats, sont des tentatives de se dresser contre cette France qui fait de son influence éducative un biais de « colonialité intellectuelle »³⁷³. André Malraux, dans son ouvrage *Les Conquérants* paru en 1928, premier de ses romans asiatiques à s'interroger sur la révolution, résume cruellement l'incompréhension entre l'Europe et la jeunesse chinoise :

« L'Europe croit conquérir tous ces jeunes gens qui ont pris ses vêtements. Ils la haïssent. Ils attendent d'elle ce que les gens du peuple appellent ses secrets : des moyens de se défendre contre elle. »³⁷⁴

L'étude des leviers de l'influence française en Chine révèle tout d'abord une France à la traîne vis-à-vis de ses puissants voisins européens et américains. Devant le peu de résultat de sa pénétration économique, la France doit se résoudre à n'exercer sur la Chine qu'une influence intellectuelle, appuyée par les établissements tenus par les Jésuites. Dès lors, les intellectuels français glorifient la mission civilisatrice de la France qui aurait pour devoir d'éduquer la jeune République chinoise. Les créations d'instituts franco-chinois se multiplient en France comme en Chine, révélant une volonté d'apporter la culture française à toutes les catégories d'étudiants chinois. Si certains intellectuels chinois se font les relais de cette idéologie visant à célébrer la grandeur de la France, le paternalisme français se heurte à des résistances, allant du ralentissement diplomatique à des actes isolés mais violents, comme des tentatives d'attentat. Les Chinois ne sont donc pas les élèves dociles espérés par les intellectuels français, qui reconnaissent néanmoins des affinités particulières entre les deux États. En s'élevant contre la « mission civilisatrice » d'une France condescendante, les jeunes intellectuels chinois font preuve d'une pensée autonome, précisément irriguée aux sources culturelles françaises. L'étude de l'influence française, mélange d'admiration, d'échanges intéressés et de résistance, permet donc d'incarner la « perspective circulatoire » dont parlait Ludovic Tournès, en ce qu'aucun des acteurs n'a finalement de supériorité avérée sur l'autre. Bien au contraire les circulations intellectuelles et géographiques mettent au jour des représentations franco-chinoises, qui parfois évoluent. Certains jeunes Chinois, bercés par les idéaux du 4 Mai 1919, vont déchanter, et faire de la France un lieu où amorcer un nouvel ordre social communiste, appelé à s'opposer à l'Occident.

³⁷³ L. HONGLING, « La colonialité intellectuelle dans l'histoire de la Chine moderne », *op.cit.*

³⁷⁴ André MALRAUX, *Les Conquérants*, cité par Tristan d'HUREL, *La Chine vue par les écrivains français (anthologie)*, Christian de Bartillat, 2004, p. 289.

Chapitre 2 : Conseiller la Chine

Dix ans après la venue en Chine de la mission Painlevé, d'autres intellectuels vont poursuivre l'œuvre de conseils à la République chinoise. Les années 1930 sont ainsi une intense période de circulations intellectuelles, tant sur le sol français que chinois. Si ces missions sont d'abord à l'initiative de la France, la Société des Nations va bien vite prendre la main sur l'organisation de ces échanges. En parallèle, des intellectuels français apportent une aide pérenne au Gouvernement de Nankin en formation.

I. Circulations intellectuelles franco-chinoises : de la mission Georges Margouliès à celle des éducateurs chinois en France (1931-1932)

Le précédent : la mission Georges Margouliès (février – septembre 1931)

En février 1931, le Ministère français de l'Instruction publique envoie Georges Margouliès pour une mission de six mois en Chine. Georges Margouliès est sinologue, chargé de cours à l'École des Langues Orientales et traducteur d'ouvrages chinois. Il a pour objectif « d'étudier les méthodes employées pour la langue écrite en Chine. »³⁷⁵ Margouliès s'emploie à visiter les grands centres universitaires chinois et à nouer des contacts avec le Ministère chinois de l'Instruction publique. Il en tire des conclusions sur l'évolution de la Chine et de l'influence française. Il précise d'une part qu'« une organisation vaste large, de propagande de la culture française en Chine, s'impose et qu'on ne saurait guère en retarder davantage la création. »³⁷⁶ D'autre part, ses questionnements au sujet de la Chine révèlent qu'en ce début d'année 1931, prédomine toujours la perception d'une Chine « en guerre civile »³⁷⁷, alors à la fois menacée par les seigneurs de la guerre toujours en activité, puis par le gouvernement dissident de Wang

³⁷⁵ Georges MARGOULIÈS, « Rapport sur l'enseignement de la langue écrite en Chine » au Ministère de l'Instruction publique, 15 janvier 1931, ESPCI, fonds Paul Langevin.

³⁷⁶ G. MARGOULIÈS, « Rapport à propos de la création d'une maison franco-chinoise à Pékin », s.d, AMAE, *op.cit.*

³⁷⁷ Communication de G. MARGOULIÈS, lors d'une conférence portant sur « la Chine actuelle dans son effort d'unification – communications du R.P. Robert ; Kuangson Youg, délégué spécial en Europe du ministre des affaires étrangères de Chine ; Georges Margouliès chargé d'un cours libre à l'École des Langues Orientales ; le Contre-Amiral Mouget », 9 février 1931, ESPCI, Fonds Paul Langevin.

Jingwei³⁷⁸. Il tire de son voyage des conclusions importantes sur la place de l'éducation en Chine, qui est « facteur d'unité nationale. »³⁷⁹

« L'éducation chinoise nationale est essentiellement morale et à peu près identique par toute la Chine. Je ne parle évidemment pas de l'instruction pratique. L'instruction peut différer énormément, mais pour ce qui est de l'éducation, tout Chinois tant soit peu lettré se rappelle pour chaque cas particulier de sa vie le même précepte des livres canoniques ou des ouvrages classiques qu'il récite par cœur dans son enfance. Tout Chinois, même illettré, se rappelle pour un même cas le même fait historique qui est cité comme exemple d'un sentiment ou d'un précepte moral, qu'il connaît par des conteurs, par l'imagerie, par le théâtre populaire. »³⁸⁰

L'éducation va en effet être perçue par le gouvernement de Nankin, comme un moyen d'unifier et de moderniser la jeune République chinoise. La mission de Georges Margouliès et les contacts tissés durant son séjour en Chine, vont s'avérer primordiaux pour la France. Les conclusions tirées par le sinologue vont ainsi inciter la France à conforter sa place de conseillère auprès du gouvernement chinois. La mission Margouliès nous apparaît donc comme la racine des missions françaises en Chine durant les années 1930. Alors que le voyage du sinologue était une initiative nationale, c'est sous l'égide de la Société des Nations que vont se dérouler les missions suivantes. Les intellectuels français vont aussi découvrir une Chine au contexte politique bien différent de celui décrit par Georges Margouliès.

1) L'IICI, nouveau réceptacle des échanges franco-chinois

L'Institut International de Coopération Intellectuelle : une création française

Les échanges intellectuels franco-chinois, un temps freinés par les difficultés financières et politiques du gouvernement de Nankin, qui doit faire face à la dissidence de Canton dès sa création, reprennent au début des années 1930, dans un cadre différent de celui des années 1920. Les échanges franco-chinois étaient alors organisés au niveau national par l'État chinois et l'État français. Dix ans plus tard, cette collaboration intellectuelle est prise en charge par un nouvel organisme, international celui-ci. Il s'agit de l'Institut International de Coopération Intellectuelle (IICI), fondé à Paris en 1926. Il est une branche de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle (CICI), qui est elle-même une émanation de la Société des Nations. Dès lors, tandis que la Société des Nations échoue à enrayer le conflit sino-japonais ainsi que

³⁷⁸ Voir partie 2, chapitre 3.

³⁷⁹ Communication de G. MARGOULIÈS, *op.cit.* p. 36.

³⁸⁰ *Ibid.*

ses ramifications européennes, la création de l'IICI lui permet de développer les échanges intellectuels internationaux, qu'elle espère facteurs de paix. Une note de 1929 rappelle les circonstances de la naissance de l'IICI :

« La Société des Nations est née avec fracas – au sens de la grosse caisse et les cymbales – pour résoudre à la fois tous les grands problèmes de la politique internationale. Elle ne l'a pas pu, mais elle a réalisé en compensation, quelque chose de beaucoup plus intéressant sur quoi elle ne comptait pas, c'est-à-dire la solution de nombreux problèmes du travail, de l'éducation, de la coopération intellectuelle, sociale et pédagogique, qui représentent les aspects intimes, cachés, féminins, tout en profondeur, de la fraternité mondiale. [...] C'est en effet à l'école et à l'atelier qu'il convient de préparer la paix du monde, en éduquant l'esprit encore souple de l'enfant en convertissant la force de la matrice en une puissance dirigée contre la force elle-même. »³⁸¹

Ce nouvel organisme est une création française. Au sein de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle, la France est en effet représentée par le philosophe Henri Bergson, professeur au Collège de France, et par Marie Curie, Prix Nobel de physique, et qui travaille dans le même laboratoire que Paul Langevin³⁸². En 1924 la France propose d'ajouter à cette Commission un Institut International de Coopération Intellectuel. Le projet est notamment porté par Édouard Herriot et Paul Painlevé. Il s'agit, explique Jean-Jacques Renollet, « d'une nouvelle méthode politique qui consiste à chercher les moyens d'établir une paix européenne, beaucoup moins par la revendication des intérêts nationaux français, que par l'élaboration d'une constitution européenne. »³⁸³ Il s'agit aussi « d'attirer doucement vers Paris l'activité de la CICI »³⁸⁴, comme l'explique Julien Luchaire, premier directeur de l'IICI. Normalien et agrégé de lettres, directeur de l'Institut de Florence de 1908 à 1918, celui-ci obtient un poste au Ministère de l'Instruction publique en 1920³⁸⁵ avant de devenir le premier directeur de l'IICI. En 1924, par la voix d'Édouard Herriot, la France offre à la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle « un secrétariat permanent »³⁸⁶. Elle met aussi à disposition « un bâtiment du Palais-Royal, [et une] subvention annuelle d'au moins 2 millions de francs. [...] »³⁸⁷ Comme le souligne Martin Grandjean, la création de l'IICI, devenue officielle en 1926, avec Julien Luchaire comme directeur et Paul Painlevé comme administrateur, est encore une

³⁸¹ « L'Institut de Coopération Intellectuelle », 1^{er} novembre 1929, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/270.

³⁸² Martin GRANDJEAN, « Les réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels dans l'entre-deux guerres », Thèse soutenue à L'Université de Lausanne, 2018, p. 167.

³⁸³ Jean-Jacques RENOLIET, *L'UNESCO oubliée - la Société des Nations et la coopération intellectuelle 1919-1946*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1999, p. 45.

³⁸⁴ M. GRANDJEAN, *op.cit.* p. 344.

³⁸⁵ *Ibid.*

³⁸⁶ Roger LÉVY, « La Coopération intellectuelle », note trouvée dans A.N, Fonds Painlevé, *op.cit.*

³⁸⁷ *Ibid.*

manière de contribuer au rayonnement de la France, patrie de la raison et des intellectuels. Roger Lévy, rédacteur en chef de *L'Europe nouvelle* entre 1922 et 1928 puis professeur d'histoire contemporaine de l'Extrême-Orient à l'École nationale de la France d'Outre-mer (1933)³⁸⁸ affirme :

« À notre époque, le travailleur intellectuel ne peut vivre dans une Thébaidé : il n'y a plus d'ermite, et encore moins de tour d'Ivoire, les affaires intellectuelles et les affaires publiques se mêlent et se rejoignent... Par leurs connaissances, par leur diffusion et par la coopération méthodique des intellectuels, on améliorera lentement, mais sûrement, la politique du monde. »³⁸⁹

L'Institut de Coopération Intellectuelle serait donc un vecteur d'engagement intellectuel, parce qu'il institue une plus grande circulation des connaissances. La République de Nankin désormais installée, ne tarde pas à réaffirmer sa volonté d'échanges.

L'IICI, saisie par la Chine

Cependant la prépondérance française au sein de l'IICI est contestée par d'autres États³⁹⁰. Cela conduit au départ de Julien Luchaire en 1930³⁹¹. C'est le nouveau directeur de l'organisme, le Français Henri Bonnet, membre du secrétariat de la Société des Nations depuis 1920, qui va superviser les échanges franco-chinois.

En effet, le 10 avril 1931, le Comité exécutif de l'IICI annonce avoir été saisi d'« une requête de la Chine qui a sollicité du Comité du Conseil de la Société des Nations une technique pour la réorganisation de son instruction publique et pour développer les échanges intellectuels avec l'étranger. »³⁹²

Un second rapport faisant le bilan de l'activité de l'IICI en 1931 montre que la Chine sollicite ces échanges avec insistance. En effet le rapport fait état de « deux demandes successives de collaboration avec le gouvernement chinois. »³⁹³ Celui-ci suggérait

« un échange de professeurs et demandait notamment à la Société des Nations d'envoyer en Chine, pour enseigner pendant deux ans à l'université de Nankin, un professeur de littérature anglaise et un professeur de géographie et un professeur de géologie. L'Institut de Coopération Internationale est encore en pourparlers, d'accord avec le secrétariat de la SDN et avec diverses universités pour obtenir les noms de professeurs remplissant les conditions voulues et sera sans doute en mesure de les faire connaître à la

³⁸⁸ « Roger LÉVY », <http://www.academieoutremer.fr/academiciens/?aId=485> .

³⁸⁹ R. LÉVY « La Coopération intellectuelle », *op.cit.*

³⁹⁰ Notamment l'Allemagne et l'Angleterre, hostiles à « l'autonomie de la France vis-à-vis de Genève. (Julien LUCHAIRE, « La crise de 1930 », A.N, Fonds Institut International de Coopération Intellectuelle, 313 AP/271.)

³⁹¹ Voir à ce sujet J-J. RENOLIET, *op.cit.* p. 122-124.

³⁹² Comité Exécutif de l'IICI, 10 avril 1931, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/271.

³⁹³ Rapport de l'année 1931, *ibid.*

commission à la prochaine session. Le gouvernement chinois envisageait dès lors des échanges intellectuels plus actifs entre la Chine et les autres états membres de la SDN. »³⁹⁴

Par ailleurs, la Chine demande « à la SDN d'aider le gouvernement chinois à trouver des conseillers qui aideraient à perfectionner le système d'enseignement et à développer les échanges entre les centres intellectuels en Chine et les pays étrangers. »³⁹⁵

Cette demande du gouvernement chinois est qualifiée de « la plus haute importance » par le directeur de l'IICI car « c'est la première fois qu'une demande de cette importance lui est adressée par un gouvernement membre de la Société »³⁹⁶ mais aussi parce que « malgré les difficultés inévitables d'une mise en train, [la Chine] a aujourd'hui monté un mécanisme qui peut faciliter considérablement les contacts et les échanges en matière artistique, littéraire et scientifique. »³⁹⁷ Il s'agit en effet d'une demande « sans précédent pour l'IICI qui lui a permis de devenir davantage consciente de ses relations avec les gouvernements, ce que l'IICI n'avait pas sérieusement pris en compte jusqu'alors. (Notre traduction.) »³⁹⁸

Le contexte dans lequel se trouve la République de Nankin peut bien évidemment expliquer l'insistance de la Chine. D'une part le gouvernement de Chiang Kai-shek, désormais installé, peut s'atteler à des réformes internes, comme celle de l'enseignement. Il s'agit de poursuivre la modernisation engagée sous l'empire par les Nouvelles Politiques, à une époque où les écoles traditionnelles reposant sur « l'apprentissage par cœur des Classiques du canon confucéen »³⁹⁹ représentent encore un tiers des écoles primaires du pays⁴⁰⁰. D'autre part, alors que la SDN n'est pas parvenue à endiguer le conflit sino-japonais⁴⁰¹, la venue d'intellectuels européens sur le sol chinois peut faire d'eux des témoins de la guerre larvée contre les Japonais et des exactions de ces derniers. Pour l'Institut International de Coopération Intellectuelle, il s'agit de maintenir intact le prestige de la SDN en affirmant sa neutralité⁴⁰². Par conséquent, les échanges intellectuels par le biais de l'IICI, sont étroitement liés à des visées géopolitiques, malgré l'affirmation d'apolitisme de l'IICI.

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ *Ibid.*

³⁹⁶ *Ibid.*

³⁹⁷ *Ibid.*

³⁹⁸ Takashi SAIKAWA, « From intellectual Co-operation to International Cultural Exchange : Japan and China in the International Committee on Intellectual Co-operation of the League of Nations (1922-1939) » (Heidelberg, 2014), p. 194.

³⁹⁹ Voir à ce sujet Yan LAN, *Chez les Yan*, *op.cit.* L'auteure y décrit un cours pendant lequel le maître demande à l'un des enfants de réciter *Le Canon en Trois Caractères*, p. 147-150.

⁴⁰⁰ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, Les Belles Lettres, Paris, 2019, p. 310.

⁴⁰¹ Voir partie 2 chapitre 1.

⁴⁰² J-J. RENOLIET, *op.cit.* p. 117.

L'homme qui représente la France dans cette mission de l'IICI en Chine, est aussi l'un de ceux qui unit le mieux les enjeux politiques et intellectuels.

2) Paul Langevin et Henri Bonnet en Chine

Paul Langevin : éducation et politique

- Paul Langevin, symbole de l'excellence académique française

Paul Langevin est l'un des quatre experts nommés par l'IICI⁴⁰³ pour une mission dont le but est d'étudier le fonctionnement de l'enseignement public en Chine et « éventuellement de donner des conseils pour son perfectionnement »⁴⁰⁴ comme l'explique lui-même le physicien, dans une conférence en 1933. Paul Langevin et ses compagnons arrivent en Chine en septembre 1931, comme cela avait été envisagé par l'IICI, et en repartent le 15 décembre. C'est l'occasion pour Paul Langevin de visiter les grandes villes chinoises, de Pékin à Canton, ainsi que les centres d'enseignement⁴⁰⁵. Paul Langevin est, de plus, parfaitement conscient de la situation politique dans laquelle se trouve la Chine, aux prises avec une guerre sino-japonaise encore feutrée⁴⁰⁶. En cela, il se distingue de bien des experts envoyés par le successeur de l'IICI, l'UNESCO, qui vingt ans plus tard, envoie sur le terrain des experts « sans aucune préparation ni connaissance du contexte. »⁴⁰⁷ Son humanisme et son traumatisme d'ancien combattant ne peuvent le laisser insensible au sort de la Chine. Dans ses discours et conférences, éducation et politique sont donc intimement liées, et il met l'accent sur l'une ou sur l'autre de ces valeurs, selon le public auquel il s'adresse. Le sinologue Georges Margouliès facilite son voyage en l'introduisant auprès de Chinois rencontrés lors de sa propre mission. Tout comme Paul

⁴⁰³ Les autres membres sont : les professeurs Carl Brecker, de l'université de Berlin, ancien Ministre de l'instruction publique de Prusse ; Falski, directeur de l'enseignement primaire au ministère de la station publique de Pologne ; Langevin, du Collège de France ; Tawney, de la *London School of Economics and sciences*, accompagnés de M. Franck P Walters chef de cabinet secrétaire général de la SDN. Cette mission fut rejointe un peu plus tard, en Chine, par le baron Sardi, représentant de l'institut international du cinématographe éducatif et de Monsieur Henri Bonnet, directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. IICI, AG 1-IICI- B-3 : L'IICI et la réorganisation de l'instruction publique en Chine (1932).

⁴⁰⁴ « L'enseignement en Chine- Conférence faite au Musée pédagogique par M. P. Langevin, professeur au Collège de France », Fonds personnel de Paul-Éric Langevin, disponible en ligne sur <https://fr.calameo.com/books/0060711928f2a470292eb> consulté le 8 octobre 2020.

⁴⁰⁵ T. Saikawa énumère l'Université de Nankai à Tientsin, l'Université de Pékin, ainsi que les universités privées, l'Université de Hangzhou, les écoles catholiques et protestantes de Shanghai, les écoles primaires, et secondaires de Nankin, et enfin celles de Suzhou, p. 199-201.

⁴⁰⁶ Son état d'esprit le distingue même des experts envoyés par le successeur de l'IICI, l'UNESCO, qui vingt ans plus tard, envoie sur le terrain des experts « sans aucune préparation ni connaissance du contexte. ». Voir Chloé MAUREL, « La diplomatie culturelle de l'Unesco (1950-1947) dans Marie-Anne MATARD-BONUCCI Anne DULPHY et Pascal ORY (dir), *op.cit.* p. 484.

⁴⁰⁷ L'impressionnante quantité de documents préparatoires à ce voyage est consultable dans le fonds Paul Langevin de l'ESPCI.

Langevin, le sinologue est bien conscient que le contexte politique de la Chine a évolué, rendant plus compliqué le voyage de l'homme de sciences :

« Monsieur, j'espère que vous avez fait bon voyage et que la Chine, malgré les événements récents et les difficultés graves qui l'assombrissent actuellement n'a pas déçu votre attente. J'espère aussi que vous avez vu les personnalités que je me suis permis de vous indiquer et que vous avez obtenu de tous les renseignements nécessaires. »⁴⁰⁸

Le physicien français se rend ainsi à Pékin, puis « près de Paotingfou – centre de propagande pour les masses – avec le groupe dont il fait partie. [...] Après un séjour de deux ou trois jours, le groupe se rendra à Hankéou où il restera plusieurs jours. De là, il gagnera Nankin d'où il se rendra à Canton, préalablement à son départ pour l'Europe. »⁴⁰⁹ La mission de Paul Langevin est compliquée par la situation de guerre, comme l'explique Auguste de Wilden, ministre de France en Chine :

« Le professeur Langevin, du Collège de France, est arrivé avant-hier à Pékin venant de Nankin. Il est chargé de faire une enquête sur l'instruction publique. Mais, comme en raison du conflit sino-japonais la plupart des classes sont désertées par les étudiants, on n'a pu, jusqu'à maintenant, que lui montrer des établissements vides. En revanche, il a reçu à cette invitation à dîner et à des réceptions en son honneur par les différentes personnalités touchant l'instruction publique pour que tout son temps soit pris. »⁴¹⁰

Cette révélation du Ministre de Chine en France va à l'encontre du *Journal de Shanghai*, qui affirme en décembre 1931 que Paul Langevin et ses collègues ont visité « des centaines d'universités et de collèges. »⁴¹¹ Dans une conférence donnée à la Ligue des droits de l'homme en février 1932, Paul Langevin demeure prudent, expliquant « que ses indications seront incomplètes, fragmentaires car il est resté là-bas seulement trois mois et en outre, il n'a pas pu pénétrer très avant à l'intérieur des terres, les communications étant difficiles et le temps lui faisant défaut. »⁴¹² Il est donc probable que *Le Journal de Shanghai* exagère quelque peu.

Malgré tout, Paul Langevin offre une vision optimiste de la structuration de l'enseignement en Chine. Dans une conférence en 1933, il précise que « ces impressions », partagées par ses collègues, « ne sont pas seulement des impressions personnelles, mais on peut dire qu'elles représentent en quelque sorte "l'opinion des Occidentaux" sur l'effort qui se fait actuellement en Chine pour réaliser une synthèse de la magnifique civilisation ancienne de ce pays et des

⁴⁰⁸ Lettre de G. MARGOULIÈS à Paul Langevin, 32 octobre 1931, ESPCI, fonds Paul Langevin, *op.cit.*

⁴⁰⁹ « Présence en Chine d'intellectuels français », *Annales franco-chinoises* n°20, 4^e trimestre 1931.

⁴¹⁰ Auguste de WILDEN à Aristide Briand, 14 octobre 1931, AMAE, FRMAE, 417 QO, dossier 214.

⁴¹¹ « Un entretien avec le Professeur Langevin », *Le Journal de Shanghai*, 9 décembre 1931.

⁴¹² « Nos meetings – impressions de Chine », *Cahiers de la Ligue des Droits de l'Homme*, 20 mars 1932.

nécessités de la civilisation actuelle. »⁴¹³ Lors de l'interview donnée au *Journal de Shanghai*, il met l'accent sur « les progrès remarquables accomplis dans tous les grands centres et ce, en dépit des circonstances troublées et de toutes les difficultés au milieu desquelles se débattaient les dirigeants du pays. »⁴¹⁴ Deux ans plus tard lors d'une conférence en France il insiste : « Il est réellement remarquable qu'au milieu des difficultés innombrables et si diverses qui l'assaillaient, le gouvernement chinois soit parvenu à créer, déjà, en quelques années, des écoles pour huit millions d'enfants. »⁴¹⁵ Comme Paul Painlevé avant lui, Langevin loue « une grande application au travail, une intelligence vivace et une grande faculté d'assimilation aiguillonnée par une volonté tenace d'apprendre et de savoir. »⁴¹⁶ Il salue « le magnifique effort accompli en Chine pour remédier à l'absence d'éducation de la masse » puisque l'enseignement primaire est passé à 11 millions d'élèves au moment de la venue de Paul Langevin, et à 500 000 pour le secondaire au début des années 1930⁴¹⁷. Langevin précise que l'éducation en Chine s'intéresse aussi aux adultes, notamment dans le centre de Ting-Hsien, près de Pékin. L'éducation en Chine est par ailleurs de mieux en mieux organisée. Au modèle impérial fondé sur l'apprentissage des caractères à travers trois textes piliers de la pédagogie, s'est substitué, depuis les réformes entreprises par les Qing, un nouveau modèle copiant celui de l'Occident, d'un enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Le physicien soulève néanmoins des difficultés liées à l'organisation chinoise et au difficile contexte national :

« Le problème de l'enseignement se complique en Chine du fait de l'immense étendue du pays et de la proportion encore énorme des illettrés. Il ne faut pas songer à créer un organisme centralisé ; il faut seulement s'attacher à construire des bases solides, en tirant parti de ce qui a été réalisé au cours de ces dernières années. Ce point de départ nettement établi, les institutions actuelles se développeront à vue d'œil et feront tâches d'huile dans tout le pays. Ce qu'il faut avant tout, c'est une période de paix et dans des conditions normales on peut envisager avec optimisme la solution du problème. »⁴¹⁸

Par ailleurs, il révèle, lors de sa conférence deux ans plus tard, que les Chinois « cherchent plutôt à nous imiter, à manipuler nos appareils plutôt qu'à comprendre [et qu'il faut] créer dans

⁴¹³ « L'enseignement en Chine- Conférence faite au Musée pédagogique par M. P. Langevin, professeur au Collège de France », *op.cit.*

⁴¹⁴ « Un entretien avec le Professeur Langevin », *op.cit.*

⁴¹⁵ « L'enseignement en Chine- Conférence faite au Musée pédagogique par M. P. Langevin, professeur au Collège de France », *op.cit.*

⁴¹⁶ « Un entretien avec le professeur Langevin », *op.cit.*

⁴¹⁷ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 308.

⁴¹⁸ « Un entretien avec le professeur Langevin », *op.cit.*

la langue chinoise un vocabulaire technique. »⁴¹⁹ Le rapport rendu à l'IICI, dont il est l'un des rédacteurs, propose ainsi de « renforcer l'autorité du Ministère de l'Éducation » et « d'adosser les réformes aux traditions locales de la Chine. » Comme l'explique Takashi Saikawa, c'est une attaque en règle contre « l'Américanisation superficielle » de l'enseignement en Chine. Le rapport conclut, comme le faisait déjà Marcel Granet en 1919, que les « conditions culturelles de l'Europe sont plus favorables à la Chine car [...] les Européens tout comme les Chinois, doivent toujours tenir compte de traditions particulières vieilles de plusieurs milliers d'années. »⁴²⁰

On remarque donc que le rapport final rédigé par la mission européenne se situe toujours dans une concurrence culturelle, dont la Chine est le terrain. Mais la personnalité de Paul Langevin semble pourtant détonner. Le conseiller de la Légation de France en Chine remarque :

« Ce n'est pas uniquement par sa haute compétence que notre compatriote a été remarqué. C'est aussi par la noblesse et la générosité de ses aspirations vers un ordre meilleur. La chaleur avec laquelle il a soutenu ces idées sur ce point, lui a gagné aisément l'estime profonde de ceux qui l'ont écouté, si bien qu'il parle ici entouré d'un grand respect. »⁴²¹

L'éminent physicien reste avant tout fidèle à sa posture d'humaniste engagé, et se montre très attentif aux difficultés politiques que connaît la Chine au moment de son voyage. Si le conseiller de la légation de Chine est certain que « l'impression que Monsieur Langevin laisse ici [...] servira grandement au rayonnement de la France en ce pays »⁴²², l'engagement du savant en faveur de la Chine entraîne quelques crispations côté français.

- Paul Langevin, intellectuel engagé pour la Chine

Dès son arrivée à l'Université Franco-Chinoise de Pékin, le physicien est accueilli en grande pompe par un comité composé « de l'élite scientifique de l'Université. »⁴²³ Le Recteur de l'Université Franco-Chinoise de Pékin, Li Lin-yu rappelle :

« Notre accueil eût été bien plus joyeux, si la pensée de chacun de nous n'était point préoccupée par la grave crise que traverse notre pays. Cependant, malgré les récents événements qui ont révolté toutes les consciences, nous nous sommes efforcés partout de continuer la grande œuvre de l'instruction et de poursuivre le développement de la science et de ses applications. Le professeur Langevin a pu s'en rendre

⁴¹⁹ « L'enseignement en Chine- Conférence faite au Musée pédagogique par M. P. Langevin, professeur au Collège de France », *op.cit.*

⁴²⁰ T. SAIKAWA, *op.cit.* p. 204.

⁴²¹ Monsieur LARGARDE, conseiller de la légation de France en Chine à Monsieur WILDEN, 29 janvier 1932, AMAE, FRMAE, 417 QO.

⁴²² *Ibid.*

⁴²³ Du côté français sont présents : Louis Laloy, Élie Faure, Jean Lépine, André D'Hormon, le Docteur Jean-Augustin Bussièrre, Alphonse Monestier, Jacques Reclus (voir photo infra).

compte en parcourant notre pays. À l'heure où la vicissitude des événements remplit notre esprit d'inquiétude, sa venue est pour nous un grand réconfort moral et un encouragement pour continuer notre œuvre pacifique. »⁴²⁴

Paul Langevin répond aussitôt à ces remarques, tant d'un point de vue scientifique que politique. Ébloui par la beauté de l'art pékinois et rappelant, comme d'autres, que la France et la Chine ont en commun « le goût des idées générales et le culte de la Raison », il ne peut qu'être touché par les noms donnés aux composantes de l'Université Franco-Chinoise, et notamment le nom de « Curie » pour le bâtiment dédié à la chimie. Mais il se permet aussi des allusions plus politiques. Il dit par exemple que « ce décor n'était pas sans lui rappeler celui de Paris en 1914, où les gens étaient en habits de fête, en attendant que le danger fût passé. »⁴²⁵

Cette phrase souligne que Langevin a sans aucun doute pris conscience que c'est bien une guerre qui est en train de se jouer en Chine. L'analogie avec la Première Guerre mondiale européenne qui l'a profondément marqué et poussé vers le pacifisme, est aussi un hommage au courage du peuple chinois qui continue de vivre.

De fait, Langevin prend fait et cause pour la Chine et tente d'influer sur la position diplomatique française quant au conflit sino-japonais. Il le révèle dans la lettre à son élève, Wang Dazhao en 1945 :

« L'arrivée à Shanghai de la mission dont je faisais partie a coïncidé exactement avec le début de l'agression japonaise contre la Mandchourie en septembre 1931. J'ai vécu très intensément cette période, j'ai partagé la douleur et l'indignation du peuple chinois devant l'injustice de l'acte et les atrocités qui l'accompagnaient. J'ai partagé aussi un moment son espoir que la Société des Nations voudrait et pourrait intervenir pour rétablir la justice. Nous étions précisément là quatre Européens envoyés par Genève à la demande du gouvernement chinois pour l'aider éventuellement de nos conseils dans l'admirable effort qu'il avait entrepris depuis vingt ans pour développer l'instruction publique à tous les degrés. D'accord avec l'ambassadeur de France d'alors, M. Wilden, en qui j'avais trouvé un grand ami de la Chine qu'il connaissait profondément, j'ai pensé que le mandat avec lequel j'étais m'autorisait à faire tout l'effort qui dépendait de moi pour obtenir une intervention de la société des nations et j'ai insisté dans ce sens auprès de notre grand Briand qui se trouvait alors à Genève. »⁴²⁶

Dans sa conférence pour la Ligue des droits de l'Homme en 1932, Langevin aborde majoritairement son voyage en Chine sous l'angle du conflit sino-japonais, propre à intéresser son auditoire. Il se fait alors l'avocat des arguments chinois⁴²⁷, affirmant comme eux que le

⁴²⁴ « Présence en Chine d'intellectuels français », *op.cit.*

⁴²⁵ *Ibid.*

⁴²⁶ Lettre de Paul LANGEVIN, à Wang Dazhao, 7 juillet 1945, fonds personnel de Paul-Éric Langevin.

⁴²⁷ Voir partie 2, chapitre 1.

conflit est dû aux « empiètements successifs du Japon, auxquels la Chine n'a pas voulu répondre par la violence »⁴²⁸ et fustigeant l'absence d'intervention de la France à la SDN.

Pourtant, malgré ce que semble ressentir Langevin, ses interventions en faveur des Chinois sont perçues avec agacement par les diplomates français présents en Chine. Auguste Wilden, ambassadeur de France en Chine estime que Langevin « semble croire aveuglément tout ce que lui racontent ses amis chinois » (pique non dissimulée à Li Yuying) et ne juge pas le conflit de façon « objective »⁴²⁹. Une seconde lettre écrite après le départ du savant affirme que Langevin a été manipulé par les Chinois :

« Il ne faut malheureusement pas juger ce que pensent les Chinois sur notre compte par les propos que peut tenir un grand savant dont la seule présence ici flattait leur amour-propre et qui ne leur a jamais caché la profonde généreuse sympathie qu'il éprouvait pour leur cause. Monsieur Langevin a vu surtout la Chine dans son rôle de victime : elle peut en jouer beaucoup d'autres – malheureusement moins attrayants et plus dangereux. »⁴³⁰

On s'aperçoit donc qu'en se mêlant de politique, Paul Langevin a dévié de sa mission première, qui était bien le rayonnement intellectuel de la France. Étant donné qu'il prend parti pour la Chine, les diplomates français estiment même qu'il l'a desservie, puisqu'il affirme la légitimité des revendications chinoises et rompt avec la neutralité affichée par l'organisme international qui l'envoie. Paul Langevin, sincère et humaniste, n'a, semble-t-il, pas perçu cet agacement. Lui-même pourtant, poursuit le dialogue culturel avec la Chine entamé par Paul Painlevé dix ans plus tôt. Même si Paul Langevin conserve son statut de figure surplombante, venant dispenser à la Chine, les connaissances françaises, son positionnement personnel l'éloigne du « paradigme colonial. »⁴³¹

⁴²⁸ « Nos meetings – impressions de Chine », *op.cit.*

⁴²⁹ Auguste WILDEN à Aristide BRIAND, 14 octobre 1931, AMAE, FRMAE, 417 QO.

⁴³⁰ Auguste WILDEN à Aristide BRIAND, 7 février 1932, *ibid.*

⁴³¹ É. LOYER, *op.cit.* p. 402

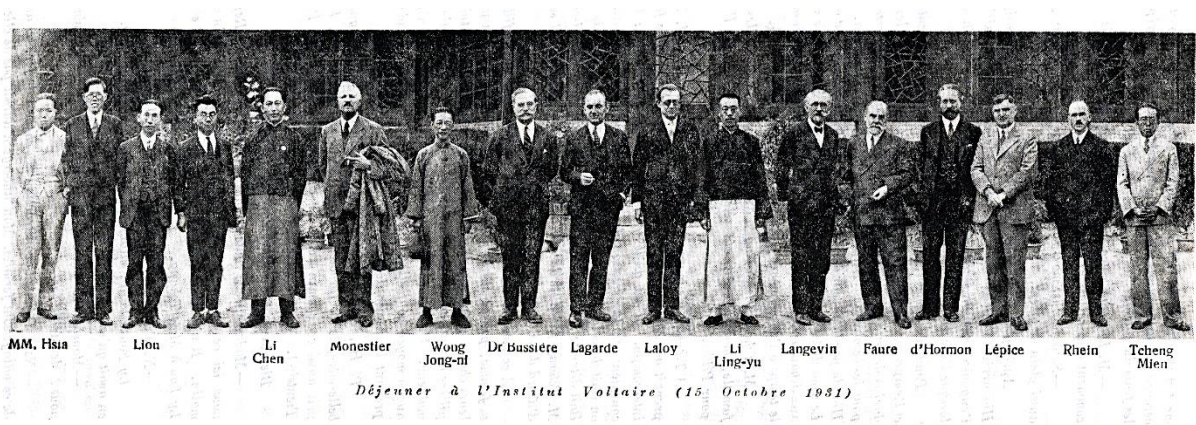


Figure 9: Réception en l'honneur de Paul Langevin à l'Université Franco-Chinoise de Pékin

Source : *La Politique de Pékin*, 24 octobre 1931

On reconnaît sur cette photo certains des hommes qui font le lien entre la France et la Chine : on peut les répartir par catégories professionnelles. Il y a là :

- Des professeurs français et chinois ; Liou, est peut-être Liou Ho, directeur de l'Institut Franco-Chinois de Lyon ; Louis Laloy, professeur à l'IHEC ; Li Lin-yu, recteur de l'Université Franco-Chinoise de Pékin.
- Des conseillers ou des proches du gouvernement chinois : Le Docteur Jean-Augustin Bussière, médecin à la légation de France ; André d'Hormon, conseiller français du gouvernement chinois.
- Les représentants diplomatiques : Ernest Lagarde, directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères ; David Rhein, secrétaire-interprète à Pékin⁴³².
- Des personnalités du monde intellectuel : Élie Faure, médecin, écrivain et critique d'art, ancien dreyfusard très engagé à gauche, membre de l'Association des amis du peuple chinois en 1935. Il accomplit en 1931 un tour du monde, et s'arrête quelques semaines en Chine. Il prend *a posteriori* le contrepied de la « mission civilisatrice » française, estimant que « La Chine serait encore aujourd'hui à la tête des civilisations humaines si elle n'avait dû, à partir du dix-neuvième siècle, suivre la contagion des fausses valeurs occidentales. Multiplication des missions, des écoles chrétiennes, traités inégaux, canonnières et bombardements, tel fut l'apport des civilisés, – des barbares occidentaux. »⁴³³ ; Alphonse Monestier, directeur de *La Politique de Pékin*.

⁴³² N. BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, op.cit.

⁴³³ « Les arts », *Chine* n°3, mai 1935.

Henri Bonnet et la coopération intellectuelle

La mission Paul Langevin en Chine est rejointe en décembre 1931 par le Français Henri Bonnet, directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Celui-ci effectue là son deuxième voyage en Chine, le premier datant de 1928⁴³⁴. Henri Bonnet est dans les arcanes de la Société des Nations depuis 1920. Proche de Jean Monnet avec qui il se lie à Genève, il partage avec lui ses espoirs en vue de la création d'une Communauté européenne⁴³⁵. Autant dire que ce normalien et agrégé d'histoire connaît donc parfaitement les ressorts des échanges intellectuels lorsqu'il prend la tête de l'IICI en 1930. Il s'attelle à resserrer les liens intellectuels avec la Chine.

Il explique au Journal de Shanghai :

« La Chine prendra part désormais aux travaux des nombreux comités de la SDN qui tendent à créer une coopération entre les États membres de la SDN, en matière d'enseignement, d'échange de personnel savant, d'administration des Beaux-Arts et des musées, d'organisation des recherches scientifiques ; cette coopération s'étend même entre les ministères de l'Instruction publique des différents États. »⁴³⁶

Il prévoit notamment une coopération accrue de la Chine dans « l'immense domaine de l'Art et des recherches archéologiques »⁴³⁷, domaine que Victor Segalen avait investi en son temps.

Face aux journalistes chinois, il prend bien soin d'insister sur les progrès de la Chine en matière d'éducation, comme le fait Paul Langevin. Une fois publié le rapport co-écrit avec Langevin et ses collègues, Henri Bonnet le commente dans *L'Europe nouvelle* de manière plus nuancée. Son article souligne les difficultés de l'enseignement secondaire pour lequel « on voit trop souvent encore [...] des classes où l'élève suit péniblement, sur un livre de langue anglaise qu'il comprend mal, les explications d'un professeur contraint de paraphraser lui-même ce texte au lieu de le faire comprendre. »⁴³⁸ Mais, alors que l'on a vu la méfiance des autorités chinoises pour les étudiants chinois revenant de l'étranger, Henri Bonnet, valorise au contraire « ces écoles d'agriculture ou de sériciculture que dirigent des étudiants revenus de France ou d'Amérique, où se forment les contremaîtres, des chefs d'exploitations rurales, où des jeunes gens et des jeunes filles, sortant de l'école primaire reçoivent des connaissances techniques

⁴³⁴ « La coopération intellectuelle entre la Chine et la SDN », *Le Journal de Shanghai*, 12 décembre 1931.

⁴³⁵ Pierre MILLET, « Henri Bonnet (1888-1978), ambassadeur de France », *La Revue des Deux Mondes*, novembre 2016, en ligne sur <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/075934f2fd465e7b6005296def60d926.pdf>, consulté le 11 octobre 2020.

⁴³⁶ *Ibid.*

⁴³⁷ *Ibid.*

⁴³⁸ Henri BONNET, « La réorganisation de l'enseignement en Chine. », *L'Europe nouvelle*, 12 novembre 1932.

suffisantes pour introduire ensuite dans leur province des éléments d'organisation et de progrès. »⁴³⁹ On note que ces remarques, semblent répondre aux conseils prodigués par Georges Brissaud-Desmaillet dix ans plus tôt⁴⁴⁰. Le rapport, tout en reconnaissant les progrès de la Chine, permet de les relier à la présence des Occidentaux et donc, *a fortiori*, aux œuvres franco-chinoises.

La mission en Chine lancée par la SDN en 1931 est donc emmenée par deux figures intellectuelles françaises. Dix ans après les fondations d'instituts franco-chinois, elle permet de voir quel regard est porté sur l'éducation en Chine. Le regard des experts a évolué depuis la mission Painlevé. Plus nuancé et positif envers la Chine, et davantage en empathie avec la situation politique de la Chine, les intellectuels parviennent, semble-t-il, à poser un diagnostic assez juste de l'état de l'enseignement en Chine.

3) Les intellectuels chinois en France : une mission de retour

Dans le sillage de la mission conduite par Paul Langevin, une mission de retour d'intellectuels chinois en France est décidée par le gouvernement de Nankin. Cette mission qui a pour but de visiter « les principaux centres éducatifs et universitaires européens »⁴⁴¹ ne tarde pas, puisque les éducateurs chinois partent en août 1932, soit sept mois après que Paul Langevin et Henri Bonnet ont quitté la Chine. Les hommes désignés pour accomplir cette mission demeureront pour plusieurs d'entre eux les correspondants d'une Chine en guerre et remettront sur pied les échanges intellectuels entre la Chine et l'Europe après la guerre⁴⁴². Il s'agit de :

Chi-Pao-Chang, Docteur de l'Université de Columbia, directeur du collège de l'éducation à Nankin ;

Shi-Kou Lee, professeur à l'université nationale de Peiping qui a étudié à Harvard ;

You-Shou Kuo, Docteur ès lettres à la Sorbonne, il aussi étudié à la London School of Economic et à l'Université de Zurich. Il est directeur du département de l'éducation supérieure au Ministère de l'instruction publique de Nankin ;

Chia-Huang Lee, a étudié en Allemagne à l'Université d'Iéna. Il est « l'auteur des publications sur des questions pédagogiques ».

⁴³⁹ *Ibid.*

⁴⁴⁰ Voir page 334.

⁴⁴¹ « La mission des éducateurs chinois en France », *Annales franco-chinoises* n°24, 4^e trimestre 1932.

⁴⁴² Voir partie 2, chapitre 3.

Hoshien Tchen est Docteur en droit de l'Université de Paris ; c'est un ancien commissaire d'instruction dans la région du Kiangsu [Gansu] en Chine.⁴⁴³ Celui-ci ne semblait pas faire partie de la délégation initiale, et rejoint ses collègues à Varsovie, selon les informations données par Falski, rédacteur du rapport des experts de la première mission aux côtés de Paul Langevin⁴⁴⁴. Hoschien Tchen révèle dans une lettre à Henri Bonnet que l'indispensable Li Yuying est aussi du voyage⁴⁴⁵.

La Chine a donc envoyé ses meilleurs ambassadeurs, symboles des échanges intellectuels fructueux entre la Chine, l'Europe et les États-Unis. Henri Bonnet commente : « La mission est composée d'hommes jeunes et brillants, qui retireront sans aucun doute de grands bénéfices de leur mission de cinq mois, notamment en ce qui concerne l'éducation publique des pays qu'ils vont visiter. »⁴⁴⁶ (notre traduction).

Les archives de l'IICI regorgent de lettres croisées entre les protagonistes intellectuels des différentes nations visitées par les Chinois. En tant que directeur de l'IICI, Henri Bonnet est destinataire de toutes ces missives, qui permettent de réaliser davantage dans quelles conditions se font ces missions éducatives officielles⁴⁴⁷. Nous avons ainsi tenté de retracer l'itinéraire des intellectuels chinois lors de ce voyage au pas de course dans les grands centres éducatifs d'Europe. Ils semblent arriver à Genève, siège de la Société des Nations, le 31 août 1932. S'ensuivent des voyages dans l'Europe de l'Est et du Nord (Pologne puis Danemark⁴⁴⁸), puis

⁴⁴³ D'après une lettre à destination de Henri Picht, secrétaire principal de l'Institut du 7 septembre 1932 (signature de l'expéditeur illisible). IICI, AG 1- IICI-A-I-135 (1,2,3,4) : relations avec le gouvernement de la Chine.

⁴⁴⁴ Lettre de Picht à Falski, [sd, sans doute septembre 1932], IICI, *op.cit.*

⁴⁴⁵ « Je viens de recevoir un télégramme de M. Liyuying (*sic*) qui va arriver à Venise avec les membres de la mission des études d'éducation en Europe le 29 courant. » Lettre de Hoschien Tchen à Henri Bonnet, 25 août 1932, IICI, *op.cit.*

⁴⁴⁶ Lettre d'Henri Bonnet au professeur américain James T. Shotwell, 24 novembre 1932.

⁴⁴⁷ Cette lettre de Bonnet au bourgmestre de Vienne précise par exemple : « La mission chinoise a l'intention de visiter également entre les 20 et 28 janvier 1933, les institutions scolaires de Vienne, connaissant l'effort magnifique qui a été accompli dans cette ville. L'Organisation Internationale de Coopération Intellectuelle, sous les auspices de laquelle s'accomplit le voyage d'études de la mission chinoise, vous saurait gré de lui faire savoir s'il vous serait possible de recevoir la mission chinoise à l'époque mentionnée (20- 28 janvier 1933). Il s'agirait d'établir par avance un projet de programme détaillé de cette visite. Ce programme devrait comporter, selon le désir de la mission, quelques visites des institutions scolaires qui font la renommée de Vienne, une ou deux conférences où des spécialistes expliqueraient les principes pédagogiques et l'organisation de ces institutions, en donnant en même temps aux éducateurs chinois l'occasion de présenter leurs observations de poser des questions. La mission serait heureuse de faire la connaissance de certaines personnalités pouvant leur donner d'utiles conseils pour la réorganisation de l'instruction publique en Chine. » (H. BONNET au bourgmestre de Vienne, 25 octobre [1931 ?], IICI, *op.cit.*)

⁴⁴⁸ Le Danemark ne semble pas avoir été prévu au départ par les responsables de l'IICI et provient d'un souhait des éducateurs chinois. (Lettre du 31 août 1932 à H. Picht, IICI, *op.cit.*)

ils visitent l'Allemagne, la France et enfin l'Autriche, dont ils semblent repartir le 28 janvier 1933. Ils passent une dizaine de jours dans chaque pays⁴⁴⁹.

Alors que la mission des experts européens est relativement vague, et a pour but de conseiller la Chine, les objectifs de la mission chinoise sont plus précis. Le but principal de la mission serait « d'étudier les manuels scolaires européens en vue de les utiliser pour la rédaction de nouveaux manuels scolaires chinois. »⁴⁵⁰

À leur arrivée à Paris le 11 novembre 1932, la mission chinoise est reçue par Paul Langevin et Henri Bonnet le jour-même. Les membres de la mission chinoise se rendent à Lyon le 27 novembre⁴⁵¹. Les archives de l'IICI sont hélas fort lacunaires, et nous n'avons pas trouvé de détails sur le programme des éducateurs chinois durant leur séjour en France.

Cependant, cette mission des intellectuels chinois en Europe, dont 24 jours en France – du 11 novembre au 5 décembre – illustre la réalité des circulations intellectuelles rendues possibles par l'IICI. En tant que directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle, l'importante correspondance du Français Henri Bonnet témoigne des échanges épistolaires entre les différents représentants, déjà sollicités pour la mission de 1931, et de la complexité d'organisation d'une mission comme celle-ci.

Un dernier expert français, Fernand Maurette, est envoyé en Chine sous la tutelle de l'IICI. Il clôt le cycle français entamé en 1931 sous l'égide de Georges Margouliès.

II. Des conseillers en Chine : influences croisées, de la dernière mission ponctuelle française aux conseillers ancrés en Chine

La fin de la première moitié des années 1930 voit s'achever le cycle des « experts » français envoyés en Chine par l'IICI. Cependant d'autres personnalités, plus au fait des convulsions de la Chine, demeurent aux côtés des dirigeants chinois et marquent durablement la jeune République de leur empreinte.

⁴⁴⁹ D'après une lettre à A. Dopsch, président de la commission nationale autrichienne de coopération intellectuelle du 25 octobre 1932, IICI, *op.cit.*

⁴⁵⁰ Lettre du 21 août 1932

⁴⁵¹ « La mission des éducateurs chinois en France », *op.cit.*

1) La fin du cycle français : la mission de Fernand Maurette (1934)

Les années 1930 sont bien celles d'un nouvel essor de la coopération intellectuelle franco-chinoise sous l'égide de l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Si la mission à laquelle participe Paul Langevin est celle qui a le plus de retentissement en Chine, une seconde mission française se met en place en 1934. Son objectif est précisément d'« informer des progrès accomplis depuis trois ans et de la mesure dans laquelle ces progrès allaient dans la direction indiquée par les experts. »⁴⁵² Par ailleurs, le gouvernement chinois semble désireux de « suggestions » pour réaliser le programme de réformes proposées par Paul Langevin et ses pairs.

Cette dernière mission est confiée à Fernand Maurette. Ce géographe, normalien, agrégé en 1903 est spécialiste de l'Afrique⁴⁵³. Condisciple d'Albert Thomas à l'École normale supérieure, Fernand Maurette le rejoint à Genève où il dirige la division des recherches du Bureau International du Travail (BIT), organisme créé en 1919 dont Albert Thomas est le premier directeur. Le BIT est l'un des pôles de l'Organisation Internationale du Travail, il est chargé des questions relatives à l'organisation du travail, à la protection des travailleurs et à la coopération technique entre les membres, dans une volonté de « justice sociale et de paix durable »⁴⁵⁴.

Comme en 1931, l'envoi de Fernand Maurette fait suite à une demande de la Chine, qui, en janvier 1934, sollicite la venue d'un expert en matière d'éducation. Fernand Maurette paraît être le candidat idéal, grâce à « l'expérience des problèmes de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire, qu'il a acquise au cours de sa carrière, avant son entrée au Bureau International du Travail. »⁴⁵⁵ De plus, il est impliqué dans l'IICI puisqu'il y représente le Bureau International du Travail depuis 1924. Il est donc le candidat parfait pour une collaboration entre l'IICI et le BIT en vue d'une « amélioration de l'enseignement technique, qui est au premier plan du programme de restructuration chinoise »⁴⁵⁶. Fernand Maurette va

⁴⁵² « Rapport de M. Fernand Maurette, sous-directeur du Bureau International du Travail à la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle sur sa mission en Chine », IICI, AG 1-IICI-A-I-135 (1, 2, 3, 4)

⁴⁵³ P. DUPUY et Lucien GALLOIS, « Fernand Maurette (1879-1937) », *Annales de géographie* 47, n° 266 (1938), pp. 199-202, https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1938_num_47_266_11843.

⁴⁵⁴ Thomas CAYET, « Le Bureau international du travail et la modernisation économique dans les années 1920 : esquisse d'une dynamique institutionnelle », *Travail et Emploi*, n° 110 (30 mars 2007), pp. 15-25, <https://doi.org/10.4000/travailemploi.4561>.

⁴⁵⁵ IICI, AGI IICI A I 135 1,2,3,4.

⁴⁵⁶ *Ibid.*

ainsi incarner la « coopération technique »⁴⁵⁷, stratégie mise en place par le BIT en perte de vitesse en ces années 1930.

De février à mars 1934, Fernand Maurette se rend « à Canton, à Shanghai, à Hang-Tcheou [Hangzhou] et à Nankin, et s'entretient avec le Président du Conseil Wang Jingwei, dont il loue à plusieurs reprises les hauteurs de vues, mais aussi de Li Yuying, toujours présent⁴⁵⁸. Il poursuit son voyage par un passage par le Japon, jusqu'en avril 1934. Comme Paul Langevin et ses collègues, Fernand Maurette souligne « les progrès remarquables faits par le gouvernement chinois dans le champ de l'éducation publique »⁴⁵⁹, qu'il détaille pour l'enseignement supérieur, secondaire et primaire. Il remarque par exemple que, conformément aux propositions du comité d'experts de 1931, « l'œuvre de simplification et de concentration des universités est en bonne voie », puisque l'on passe en effet de 59 universités publiques ou privées à 41⁴⁶⁰. Il salue également l'effort entrepris pour l'éducation des adultes, encore embryonnaire lors de la venue de Paul Langevin, mais qui, en 1934, toucherait 4 millions d'adultes selon des chiffres transmis par le Ministère de l'Éducation nationale chinois. Son rapport est donc pondéré et encourageant à l'égard du gouvernement chinois. Pourtant, lors de conférences, Fernand Maurette est bien moins optimiste. Il perpétue l'image d'une Chine arriérée, allant jusqu'à dire : « J'imagine que les choses devaient se passer ainsi en France au moment de la Guerre de Cent ans. »⁴⁶¹ Son rapport a beau noter l'effort de qualification des maîtres par « des cours d'été dans les centres universitaires ou par des livres rédigés par une commission spéciale soit (*sic*) par correspondance »⁴⁶², il déplore néanmoins le manque de maîtres qualifiés dans les écoles alors que « aujourd'hui encore les neuf dixièmes des Chinois ne savent pas lire. »⁴⁶³

Une fois de plus la mission Maurette met en exergue l'ambivalence des missions françaises. Sollicitées par le gouvernement chinois, les émissaires français choisissent souvent de mettre en avant les difficultés de la Chine dès leur retour en France, perpétuant « l'apparemment [...] entre échange culturel et échange colonial » selon la formule d'Emmanuelle Loyer⁴⁶⁴. Le périodique *La Journée industrielle* retranscrit l'une des conférences faites par Maurette, qui

⁴⁵⁷ T. CAYET « Le Bureau international du travail et la modernisation économique dans les années 1920 », *op.cit.*

⁴⁵⁸ Télégraphe de l'agence Chekiai, 17 mars 1934, IICI, AGI IICI A-I-135 1,2,3,4.

⁴⁵⁹ IICI, *ibid.*

⁴⁶⁰ « Rapport de M. Fernand Maurette, sous-directeur du Bureau International du Travail à la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle sur sa mission en Chine », IICI, *ibid.*

⁴⁶¹ Pierre WALINE « Un voyageur français en Chine », *La Journée industrielle*, 25 janvier 1935.

⁴⁶² « Rapport de M. Fernand Maurette, sous-directeur du Bureau International du Travail à la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle sur sa mission en Chine, *op.cit.*

⁴⁶³ P. WALINE, *op.cit.*

⁴⁶⁴ Emmanuelle LOYER, « Les acteurs-introduction », Marie-Anne MATARD-BONUCCI Anne DULPHY et Pascal ORY (dir), *op.cit.*, p. 399.

résume ainsi ses impressions au retour de Chine : « Une Chine contemporaine, dévastée par les guerres, disloquée par les rivalités de ses chefs, abandonnée au brigandage, sans communication, sans échanges, sans capitaux. »⁴⁶⁵ Malgré quelques *satisfecit* officiels au gouvernement de Nankin, la Chine qu'il décrit semble n'avoir pas évolué depuis l'époque des seigneurs de la guerre. Ces ressentis sont sans doute en partie exacts en ce qui concerne la Chine profonde, mais continuent de témoigner d'un possible sentiment de supériorité par rapport à la Chine, qui serait alors soutenue et tutorée par les experts de la Société des Nations après l'avoir été par la République française à l'époque de Painlevé.

Par ailleurs Fernand Maurette achève son rapport par quelques conseils visant à rendre plus efficiente la présence d'étudiants chinois au sein des universités étrangères – notamment françaises –. Il préconise que ces études doivent les préparer à « des professions dans lesquelles ils ont le plus de chances de trouver un emploi à leur retour en Chine, et qu'ils trouvent, pendant leur séjour en Europe, le moyen de se procurer [...] une préparation adéquate à l'entrée dans la carrière qui s'ouvrira à eux au moment de leur retour. »⁴⁶⁶ Ces remarques, que l'on trouvait déjà dans les écrits d'Eugène Bradier, illustrent combien l'insertion des jeunes Chinois « retour de France » comme on les appelle, demeure problématique, dix ans après la fondation des œuvres franco-chinoises.

C'est pour une plus grande efficacité que Fernand Maurette propose la création par le gouvernement de Nankin d'« une espèce d'office de placements intellectuel et technique. »⁴⁶⁷ C'est là un moyen de renforcer la prépondérance du BIT sur les étudiants chinois, puisque cet organisme serait en charge, en coopération avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle à Paris, de permettre aux étudiants chinois d'acquérir « les connaissances techniques et la pratique qui leur permettraient de devenir de bons professionnels. »⁴⁶⁸ On s'aperçoit donc que si, dans les années 1920 et jusqu'au début des années 1930, la formation et la prise en charge des étudiants chinois relevaient d'initiatives nationales, c'est-à-dire d'organismes patronnés et subventionnés par le gouvernement français, une décennie plus tard, c'est un organisme international qui prend le relais sur le même plan. C'est dans le cadre de cet organisme que les intellectuels français sont érigés en conseillers de la Chine.

Le rapport de Maurette conclut de concert avec le gouvernement de Nankin que « de nouvelles missions d'études générales, du genre de celle que la Société des Nations a envoyées

⁴⁶⁵ *Ibid.*

⁴⁶⁶ « Rapport de M. Fernand Maurette, *op.cit.*

⁴⁶⁷ *Ibid.*

⁴⁶⁸ *Ibid.*

il y a trois ans, n'étaient pas nécessaires. »⁴⁶⁹ Le gouvernement chinois souhaiterait de son côté, la venue d'une « éminente personnalité, jouissant d'une autorité internationale et capable de rester auprès du Gouvernement chinois pendant plusieurs années » plutôt que des missions ponctuelles. La mission de Fernand Maurette clôt donc à notre sens un cycle français en trois actes, débuté avec la venue du physicien Paul Langevin en 1931. À travers les intellectuels envoyés en Chine par le biais de l'IICI, la France se positionne donc comme la conseillère de la Chine en matière d'éducation, comme elle le fait depuis le début des années 1920.

Cependant, la Chine ne reçoit pas que des conseillers ponctuels. Au cours de la période républicaine, d'autres hommes se présentent comme des tuteurs au long cours du gouvernement chinois, en ce qu'ils répondent aux critères d'excellence rappelés par le gouvernement de Nankin en 1934. Ces personnalités, qui peuvent apporter leur expertise dans le domaine, militaire, juridique ou éducatif, ne sont pas uniquement françaises, ce qui témoigne une fois encore d'une lutte d'influence entre nations dont la Chine serait le territoire. Cependant, deux intellectuels français, Jean Escarra et André d'Hormon, vont durablement marquer de leur empreinte les relations intellectuelles franco-chinoises. L'un de ces hommes appuie la République de Chine à sa naissance, tandis que l'autre est un homme de l'ombre du gouvernement de Nankin.

2) Les conseillers étrangers en Chine

Les conseillers étrangers en Chine : tensions et idéologies avec l'exemple du baron Von Seeckt, conseiller allemand de Chiang Kai-shek

À notre sens, une histoire globale des conseillers français auprès des gouvernements successifs de la République chinoise reste à écrire. Ce travail serait sans doute ardu, car il est certain que ces hommes de l'ombre, dissimulés à l'abri des pouvoirs, n'ont pas vocation à divulguer les conseils et les conversations partagés avec les divers représentants du pouvoir chinois. Des conseillers étrangers, des Soviétiques comme Borodine et Gallens⁴⁷⁰, ou des Allemands comme Von Seeckt, se succèdent auprès des dirigeants de la République chinoise. Pour les commentateurs français, le choix de tel ou tel conseiller provenant d'une nation étrangère signifie que le dirigeant chinois apporte ostensiblement son soutien à la politique du pays choisi. On le voit particulièrement lorsque Chiang Kai-shek fait appel au général allemand

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ Nous y reviendrons dans la partie 4.

Von Seeckt qui devient son conseiller militaire en chef en 1933, sans toutefois représenter officiellement le gouvernement allemand⁴⁷¹. Hans Von Seeckt bénéficie par ailleurs d'une grande aura puisqu'il est considéré comme le créateur de l'armée allemande d'après-guerre. Son rôle de conseiller auprès de Chiang Kai-shek, de 1933 à 1935, est abondamment commenté par les intellectuels français⁴⁷². Pour les uns, plutôt situés dans le camp conservateur, le choix des conseillers est une fois encore l'un des leviers d'une lutte d'influence que mènent entre eux les pays européens, d'autant plus sensible qu'en janvier de cette année 1933, le Maréchal Hindenburg, président de la République de Weimar, a fait d'Adolf Hitler son chancelier. Le général Von Seeckt, avait, « en apparence, approuvé le nouveau régime de Berlin »⁴⁷³.

La baron-colonel Henri de Lapomard, diplômé de Saint-Cyr, attaché militaire français en Chine de 1914 à 1916, puis au Japon et en Indochine⁴⁷⁴, voit dans cette alliance sino-allemande, une menace à double titre : il s'agit tout d'abord d'un affront à la France qui est une « puissance asiatique »⁴⁷⁵, cela d'autant plus que la Chine fait appel à l'ennemi héréditaire « ce pays que les traités ont disqualifié pour une mission de ce genre, et au choix duquel la France aurait opposé sa voix exclusive si la Chine « amie » l'avait consultée. »⁴⁷⁶ Il ajoute :

« Le militarisme allemand a donc partie liée avec le militarisme chinois. Soixante officiers ou sous-officiers du Reich se trouvent à Nankin et l'ancien commandant de la Reichswehr⁴⁷⁷, le général Von Seeckt, coordonne leurs efforts. De Nankin, les officiers allemands essaient dans les provinces en qualité de conseillers techniques. »⁴⁷⁸

Il est donc bien question ici d'influence, jusque dans les provinces chinoises, dans lesquelles les missionnaires français sont parmi les rares à répandre l'influence civilisatrice de la France.

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, les tenants du Parti communiste français dénoncent eux aussi cette nomination du général allemand auprès de la Chine. Il s'agit pour eux

⁴⁷¹ Hsi-Huey LIANG, « La Chine et l'équilibre des pouvoirs européens en 1936 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 7, n° 1 (1986), pp. 9-12, <https://doi.org/10.3406/mat.1986.401428>.

⁴⁷² Hans Von Seeckt n'est pourtant ni le premier conseiller allemand en Chine, ni le dernier. Avant lui, Max Bauer est déjà conseiller militaire de Chiang Kai-shek de 1926 à 1929. Puis à sa suite, le général Von Falkenhausen. (Voir à ce sujet : Françoise MOREAU, « Berlin et la Chine (1919-1939) » dans Gilbert KREBS, *Berlin, carrefour des années 20 et 30*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1992, en ligne sur <https://books.openedition.org/psn/6496> consulté le 14 octobre 2020.)

⁴⁷³ H-H LIANG, *ibid.* p. 11.

⁴⁷⁴ « Le colonel de Lapomard », *La France militaire*, 13 décembre 1928.

⁴⁷⁵ LAPOMARÈDE, « La politique de la France en Extrême-Orient », *Revue de l'Asie Française*, juin 1933.

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ Armée de la République de Weimar.

⁴⁷⁸ *Ibid.*

d'une collusion en vue d'anéantir les bastions de la Chine soviétique. Conrad Ulrich, l'un des principaux contributeurs à la revue d'Henri Barbusse, *Front mondial*, écrit en 1933 :

« Pour mieux réussir dans la campagne d'écrasement des soviets chinois, les États-Unis l'Angleterre, la France, le Japon et l'Allemagne hitlérienne ont trouvé, malgré leurs contradictions inéluctables, une plateforme commune, dans la politique générale de conquête et de pillage impérialiste. Le bombardement de régions chinoises par des avions américains, anglais et français soutenus par des canons et mitrailleuses fournies par Schneider Creusot et Skoda sous la direction du général von Seeckt, de l'Allemagne hitlérienne, a déjà commencé. [...] »⁴⁷⁹

On retrouve la thématique de l'entente de Chiang Kai-shek avec les puissances européennes impérialistes, qui vise à l'anéantissement des bases communistes. Deux ans plus tard, la revue *Chine*, qui est encore ouvertement partisane de Mao Zedong affirme clairement que Von Seeckt guide Chiang Kai-shek dans sa tactique d'épuisement « qui consiste à vouloir refouler peu à peu l'armée rouge du territoire qu'elle contrôle et à l'acculer dans une zone étroite où elle serait exterminée. »⁴⁸⁰

On s'aperçoit ainsi que le choix d'un conseiller étranger par un gouvernement représente pour les autres pays européens, un obstacle à leur propre influence.

Deux conseillers français à travers les périodes

La France n'est pourtant pas en reste. De Georges Brissaud-Desmillet à Jean Escarra, elle aussi envoie des hommes auprès de la jeune République chinoise. Qui plus est, deux médecins ont les honneurs de soigner les dirigeants de la République chinoise : il s'agit de Victor Segalen, médecin à la légation de France jusqu'en 1913⁴⁸¹, date à laquelle il est remplacé par Jean-Augustin Bussière, qui ne quitte la Chine que contraint et forcé en 1953.

Jean-Augustin Bussière ne dévoile à aucun moment dans les lettres personnelles que nous avons consultées, les discussions qu'il aurait pu avoir avec les présidents de la République chinoise qu'il a soignés, de Li Huanhong à Cao Kun (1924)⁴⁸². En cela il s'en tient à la discrétion de son ami le plus cher, qui est aussi sans doute le conseiller français à être demeuré

⁴⁷⁹ Conrad ULRICH, « Il faut défendre la Chine soviétique », *Front mondial*, octobre 1933.

⁴⁸⁰ « Le mois politique en Chine », *Chine* n°1, mars 1935.

⁴⁸¹ On sait combien Victor Segalen a adulé Yuan Shikai, seul garant à ses yeux, « de l'admirable fiction du fils du Ciel ». L'interview que Yuan Shikai donne à Victor Segalen témoigne d'une connivence entre les deux hommes. L'écrivain lui pose des « questions particulièrement délicates » auxquelles Yuan répond, et, à la fin, Yuan Shikai [lui] ten[d] la main d'un geste franc. » Victor SEGALEN, *Œuvres complètes*, « Une conversation avec Yuan -Che K'ai », Paris, p. 906 et 904.

⁴⁸² Jean-Louis BUSSIERE, « Jean-Augustin Bussière 1872-1958), un trait d'union entre la France et la Chine », *Histoire des Sciences médicales*, T. LII, n°1, 2018, <https://www.biusante.parisdescartes.fr/sfhm/hsm/HSMx2018x052x001/HSMx2018x052x001x0099.pdf>.

le plus longtemps en Chine. André d'Hormon, sinologue et sinophile, traducteur à la fin de sa vie du *Rêve dans le pavillon rouge*⁴⁸³ est présent en Chine depuis 1906. Il vit avec elle les grands bouleversements de son histoire, notamment son basculement vers une République⁴⁸⁴. Sur le trajet de son retour forcé en France en 1954, il est interviewé par le journaliste Pierre Faucon et raconte avec nostalgie cette Chine qui « a été toute sa vie »⁴⁸⁵.

« En ce qui me concerne personnellement, les premières années du nouveau régime furent une période d'intense activité. D'abord secrétaire du président du conseil, je devins le conseiller politique de celui-ci, puis du président de la République. Jusqu'en 1916, je fus ainsi mêlé de très près à la politique de la Chine. J'ai donc très bien connu à cette époque Sun Yat Sen, Yuan Shi Kai et les autres dirigeants. Mais enfin, il me fallut bien constater que les dirigeants du régime étaient incapables de sortir la Chine de son ornière et de la remettre sur le chemin du progrès. Dès lors, j'ai cessé d'apporter ma collaboration à un régime dont je ne pouvais approuver les réalisations. »⁴⁸⁶

L'homme, si secret qu'il se cache derrière un pseudonyme⁴⁸⁷ et a brûlé ses carnets personnels avant son départ de Chine, n'en dira pas plus. Il demeure néanmoins un indispensable homme de confiance durant la période de Chiang Kai-shek, puisqu'il a participé à la création de l'Université Franco-Chinoise de Pékin, et aplani les difficultés entre les intellectuels français et la République de Nankin⁴⁸⁸.

Un autre homme semble se tenir bien souvent aux côtés du gouvernement chinois. Il s'agit du juriste Jean Escarra. Toujours présenté comme « conseiller du gouvernement chinois »⁴⁸⁹, Jean Escarra devient conseiller de ce gouvernement en 1921 jusqu'en 1924, « puis de 1926 à 1928, en 1934 »⁴⁹⁰, mais aussi, comme nous l'avons vu, en 1938 lors de sa visite à Hankeou, et en 1942. Celui qui refuse d'accepter la dénomination de « sinologue » a pourtant eu un ascendant considérable sur la jeune République, puisqu'il a contribué à établir la réforme du droit chinois à partir de 1929, réforme qui eut cours jusqu'en 1949. Il explique dans son ouvrage *Le droit chinois* :

⁴⁸³ *Le Rêve dans le pavillon rouge* est un classique de la littérature chinoise, écrit au milieu du XVIII^e siècle par Cao Xueqin.

⁴⁸⁴ Durant la révolution de 1911, il est le guide du jeune Marcel Granet. (Voir Marianne Bastid-Bruguière, « La mutinerie du 29 février 1912 à Pékin vue par Marcel Granet », *Études chinoises*, 1987 (6), (1) p. 101.

⁴⁸⁵ Claude EDELMANN, « Un industriel subventionne le décloisonnement des esprits », *Lecture pour tous* n°72, décembre 1959, fonds de l'abbaye de Royaumont.

⁴⁸⁶ « Un irremplaçable témoignage, – "Aujourd'hui pour moi, l'aventure commence" », interview d'André d'Hormon par Pierre FAUCON, journal inconnu, s.d (1954), fonds personnel de Jean-Louis Bussière.

⁴⁸⁷ Son vrai nom est André Yacinthe Roquette.

⁴⁸⁸ Voir partie 3, chapitre 1.

⁴⁸⁹ Comme par exemple dans une lettre de l'IICI du 25 mars 1933, AGI IICI A-I-135 1,2,3,4

⁴⁹⁰ A.F.P HUSLEWÉ, M.H VAN DER VALK « Jean Escarra (1855-1955) », *T'oung Pao*, vol 44, livre 1/3 (1956), p. 305.

« Pendant un séjour en Chine, du 25 juin au 25 octobre 1933, j'ai eu, parallèlement à mes fonctions de conseiller du Gouvernement national, deux missions à remplir. L'une, dont j'étais chargé par le ministère français de l'Éducation nationale, avait pour objet l'étude du fonctionnement des institutions législatives et judiciaires de la Chine (arrêté ministériel du 18 mai 1933). L'autre, que m'avait confiée l'Institut international de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, portait sur l'état actuel de l'enseignement et de la science du droit en Chine (lettre du directeur de l'Institut en date du 21 avril 1933). D'accord avec les deux institutions ci-dessus mentionnées, j'ai consigné dans un rapport unique le résultat de mes recherches. Le Gouvernement chinois m'ayant prié de procéder pour son compte à une étude sur les mêmes objets, ce rapport lui a été soumis. J'ai profité d'un nouveau séjour en Chine, du 4 septembre au 13 novembre 1934, pour une mise au point définitive. »⁴⁹¹

Escarra est donc un trait d'union de plus entre le gouvernement chinois et l'IICI, et comme d'autres, lui apporte son concours dans ces années où la République de Nankin tente de mettre en place de nouvelles institutions. Les conclusions d'ordre juridique de Jean Escarra ont été développées avec précision par Hélène Sominan-Gineste dans « Jean Escarra, un juriste français en Chine républicaine »⁴⁹². Comme d'Hormon, son poste de conseiller auprès de Chiang Kai-shek en fait l'un des ambassadeurs privilégiés des œuvres éducatives franco-chinoises. C'est à lui, par exemple, que s'adresse « M. Kuo, conseiller de l'ambassade de Chine pour lui signifier que "le ministère de l'éducation nationale à Han-K'euou avait demandé à l'ambassade de faire le nécessaire pour organiser l'aide aux étudiants chinois en France." »⁴⁹³

Le rôle de conseiller de Jean Escarra, qui s'affirme d'une « neutralité absolue à l'égard de tous les gouvernements, français ou chinois »⁴⁹⁴ a sans doute favorisé l'aide aux étudiants chinois toujours dans le besoin, de la part de la République de Nankin. S'il est un soutien de la République de Nankin, Escarra ne semble pas porter Li Yuying dans son cœur, et a sans doute deviné le double visage du promoteur des échanges franco-chinois. En effet, en tant que juriste, il se trouve au cœur des diplomaties françaises et chinoises, et n'est pas sans connaître la méfiance des diplomates français pour Li Yuying⁴⁹⁵. Pourtant, l'action politique menée par Jean Escarra va toujours dans le sens d'une amélioration des relations entre la France et la Chine. Il écrit à Marcel Granet :

⁴⁹¹ Jean ESCARRA, *Le droit chinois*, 1936.

⁴⁹² Hélène SIMONIAN-GINESTE, « Jean Escarra, un juriste français en Chine républicaine », dans Lycette CONDÉ, Variations juridiques sur le thème du voyage *IFR, acte de colloque de l'IFR*, Toulouse, Presses Universitaires de Toulouse, en ligne sur <https://books.openedition.org/putc/858?lang=fr>.

⁴⁹³ Lettre de Jean ESCARRA à Marcel GRANET, s.d sans doute 1938, CdF, IHEC, Carton 17.

⁴⁹⁴ *Ibid.*

⁴⁹⁵ Voir partie 3 chapitre 1.

« Je crois pouvoir insister pour que l'entraide aux étudiants chinois ne soit pas compromise par des considérations aussi mesquines que celles de notre politique intérieure et que les étudiants groupés autour d'une association ignorée de l'administration ne subissent de ce chef aucun désavantage. »⁴⁹⁶

L'action de Jean Escarra en tant que conseiller prend donc plusieurs visages. Il est au service du gouvernement de Nankin, qu'il guide dans la refonte de son système juridique. Mais, comme André d'Hormon, son rôle dépasse bientôt celui de seul conseiller au service d'un gouvernement. Intellectuel dont l'expertise n'est plus à démontrer, il devient un trait d'union et un médiateur entre les deux gouvernements, dont le rôle prend corps notamment en ce qui concerne les œuvres franco-chinoises.

Ainsi, les conseillers français en Chine sont de deux sortes : certains effectuent en Chine des voyages ponctuels au cours des années 1930, alors qu'en parallèle demeurent dans les pays des conseillers attitrés, qui connaissent la Chine en profondeur. Après les multiples circulations intellectuelles des années 1920, les échanges reprennent à partir de 1931, lorsque d'éminents intellectuels viennent apporter à la Chine demandeuse, des conseils en matière d'éducation. Contrairement à la décennie 1920, ces missions se font sous l'égide de la Société des Nations, via le jeune organisme de Coopération Intellectuelle. Alors que le conflit sino-japonais gronde déjà, Paul Langevin incarne l'intellectuel complet, sensible aux malheurs de la Chine, comme à ses efforts de restructuration éducative. La mission qu'il dirige est suivie de deux autres qui incarnent la vitalité des échanges intellectuels franco-chinois. La présence de conseillers étrangers en Chine est donc un autre levier de l'influence européenne sur ce pays, qui, décidément, semble toujours faire confiance aux idéaux éducatifs de la France pour la guider.

*

La Chine républicaine est perçue par les promoteurs des échanges intellectuels franco-chinois comme un espace de rayonnement et de prestige, d'autant plus que « l'arme culturelle » est depuis longtemps implantée en Chine, par le truchement des missionnaires. Cette diplomatie culturelle, relancée après la victoire de 1918, a pour but de compenser la faiblesse de la France dans d'autres domaines. Persuadés du bienfondé de la mission civilisatrice de la France, des intellectuels français sont des médiateurs naturels de ces échanges. Cependant, l'étude des circulations intellectuelles, géographiques et des représentations mutuelles a révélé que les

⁴⁹⁶ Lettre de Jean Escarra à Marcel Granet, *op.cit.*

relations entre les deux pays sont bien plus complexes et bien moins déséquilibrées qu'il n'y paraît. Les acteurs chinois peuvent se révéler des auxiliaires de l'implantation française en Chine, mais la jeunesse chinoise éduquée, bercée d'idéaux universalistes, choisit quant à elle de matérialiser sa déception en se rebellant contre une France paternaliste. La naissance des instituts franco-chinois ne se fait pas sans difficultés, témoignant à la fois de l'orgueil français et du nationalisme chinois, qui refuse de n'être qu'un réceptacle d'une « civilisation » française persuadée de sa propre grandeur. Les représentations franco-chinoises évoluent quant à elles légèrement au cours des années 1930. Les conseillers venus épauler la Chine dans la refonte de son enseignement sont de hautes personnalités intellectuelles, capables, pour certains, de se défaire d'une vision colonialiste de la Chine, même si les représentations dissymétriques demeurent palpables dans les discours. Tandis que la République de Chine exploite à son profit la sourde concurrence entre conseillers étrangers européens, elle est travaillée en son sein par une force nouvelle, bientôt observée avec angoisse par le monde occidental, et notamment la France. Le communisme s'implante lentement dans la Chine républicaine, et gagne peu à peu en légitimité. Cette tendance idéologique qui menace directement les intérêts français en Asie, est aussi celle qui jette une lumière crue sur des clivages intellectuels déjà en germe en 1920.

**PARTIE 4 : POLITISER LA CHINE,
REFUSER LES CONTINGENCES
POLITIQUES**

Le tournant des années 1920 marque une fracture au sein des forces politiques chinoises. Venu à bout des seigneurs de la guerre, Chiang Kai-shek s'attelle à unifier la Chine sous un parti unique, le Guomintang. L'année 1927 voit la naissance officielle du gouvernement de Nankin, mais cette année est aussi, parallèlement, celle de la renaissance d'une autre force politique, qui n'était jusque-là qu'un parti modeste (123 membres seulement au troisième congrès du PCC en juin 1923).¹ Décimé par le coup de Shanghai et la rupture de l'alliance avec le Guomintang, le Parti communiste chinois doit se réinventer. Bien qu'il ne s'agisse pas ici de revenir à une lecture marxiste de l'histoire chinoise, qui tend à relire la période de la République de Chine comme celle d'une ascension constante du PC chinois, l'implantation du communisme en Chine soutenu par l'URSS, et ses chances de succès, deviennent un sujet fondamental d'interrogation pour les intellectuels, sujet qui polarise encore un peu plus le milieu intellectuel français. Certains savants, qui pensaient jusque-là que la Chine était « immuable », dans une vision de la Chine impériale du XIX^e siècle, prennent conscience que le pays aux 400 millions d'habitants a désormais une place prépondérante dans la lutte entre fascisme et communisme. Tandis que le monde intellectuel français se politise et se divise aux premières lueurs de la décennie 1930, certains intellectuels semblent quant à eux, refuser de prendre part à ces engagements politiques dans leur propre pays. Alors que ses voyages au Congo puis en URSS ont poussé André Gide à « des incursions dans la littérature engagée »², les explorateurs de la Chine entre 1931 et 1937, s'y rendent dans un but résolument apolitique. La Chine offrirait-elle alors un miroir inversé capable de questionner les objets et les formes de l'engagement, puisque les explorateurs ne peuvent se tenir à distance des soubresauts politiques qui agitent la République ?

Le chapitre 1 étudiera les grandes étapes de l'implantation du communisme en Chine, à travers les yeux des intellectuels français. Des premiers émissaires soviétiques à la Longue Marche, certains intellectuels français perçoivent les spécificités que tend à revêtir le communisme chinois. Si certains applaudissent, d'autres intellectuels y voient la concrétisation d'un péril rouge qui fait vaciller l'influence française. La révolution de Shanghai et ses conséquences, que nous tenons pour le point de bascule du mouvement communiste chinois, occupe une place importante dans les écrits des intellectuels français, qui l'interprètent de manière idéologique ou romancée, selon leurs propres convictions.

¹ Jean CHESNEAUX, Françoise LE BARBIER, *Histoire de la Chine*, t.3, Paris, Hatier, 1975, p. 36.

² René RÉMOND. « Les intellectuels et la politique » *Revue française de science politique*, 9^e année, n°4, (1959), www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1959_num_9_4_403029, p. 873.

Le chapitre 2 s'intéressera à ces intellectuels qui semblent refuser l'engagement durant la décennie 1930. Sinologues et explorateurs paraissent pourtant les mieux à même de saisir les tourments de la Chine en guerre. Mais dans un monde polarisé entre fascisme et communisme, certains savants refusent de prendre parti pour la Chine. Cependant, il s'agira d'aller plus loin et de se demander si le non-engagement politique ne révélerait pas, pour ce qui concerne la France, d'autres facettes de l'engagement, en faveur de la France ou bien encore une implication qui serait plus culturelle que politique. Enfin, les explorateurs, drapés dans leurs objectifs scientifiques, se trouvent rattrapés à leur corps défendant par les vicissitudes du pays qu'ils parcourent.

*

Chapitre 1 : L'implantation du communisme en Chine : les intellectuels face à la « Chine rouge »

Ce chapitre aura pour but d'observer la place du Parti communiste chinois sur la scène politique chinoise, puis la perception qu'en ont les intellectuels français. En effet, plusieurs événements changent la destinée de ce qui n'est en 1921 qu'un Parti d'intellectuels. De la rupture avec le Guomindang à l'incident de Xi'an, le PCC va devoir se réinventer sur des bases qui lui appartiennent en propre. C'est précisément ce communisme chinois original qui va interpellé les intellectuels français. L'implantation du communisme en Chine devient sujet de débat dès 1924, révélant soutien ou angoisses face à une idéologie qui pourrait se révéler une menace pour l'influence française en Chine.

I. Du massacre de Shanghai à l'incident de Xi'an : le Parti communiste chinois sur le devant de la scène idéologique

Fondé officiellement le 1^e juillet 1921 par Chen Duxiu et Li Dazhao, le Parti communiste chinois, est un « parti faible »³ qui ne peut éviter de s'appuyer sur « son aîné », le Parti Guomindang. La révolution de Shanghai et ses suites sanglantes vont paradoxalement le pousser à se réinventer sous la coupe d'hommes nouveaux, qui vont échafauder une doctrine propre au PCC. Si l'on doit se garder de lire l'histoire du Parti communiste chinois comme celle d'une ascension continue, force est de constater qu'à partir de 1927, le développement du communisme en Chine devient l'une des préoccupations premières des intellectuels français intéressés par la Chine. De la révolution de Shanghai à l'incident de Xi'an, les observateurs et experts français participent eux aussi à la création de la mystique du Parti communiste chinois.

1) 1927, la révolution de Shanghai et ses conséquences au prisme des récits : voix croisées pour un point de bascule

La Chine de 1927 : point de rencontre de trois intellectuels aventuriers

La révolution de Shanghai est un moment charnière pour le Parti communiste chinois. En avril 1927, ce dernier compte près de 100 000 membres⁴ et étend son influence sur 2 800 000

³ Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, vol. 1, Paris, Payot, 1975, p. 71.

⁴ *Ibid.* p. 90.

ouvriers syndiqués et 9 700 000 paysans⁵. Le PCC échappe pourtant de peu à l'anéantissement les 12 et 13 avril 1927. Ce coup de force contre ses anciens alliés communistes assoit Chiang Kai-shek et le Guomindang comme seule alternative possible à la gouvernance de la Chine. Dans le même temps, le pouvoir du Parti nationaliste est contesté par la dissidence de Wuhan, allié au conseiller soviétique Borodine, dont le but affirmé est « l'élimination politique de Chiang. »⁶ Le coup de Shanghai met donc fin au Front Uni, et décapite le Parti communiste chinois. Cet épisode, constitué d'idéaux révolutionnaires, de trahison et de répression violente, fut propice au roman, au témoignage, ou bien encore au témoignage romancé. Trois hommes ont livré leur vision de la révolte de Shanghai et du revirement de Chiang Kai-shek qui s'ensuivit. Deux d'entre eux, Jacques Doriot et Jean Fontenoy, étaient présents en Chine en 1927, ce pays réunissant les destins étrangement parallèles de deux hommes qui pourtant, ne s'appréciaient guère. Le troisième est André Malraux. Malgré une légende solidement installée, celui-ci n'était pas à Shanghai en 1927, ni davantage à Canton en 1925. En 1933, année de la parution de son roman, *La Condition humaine*, qui a pour toile de fond la révolution de Shanghai, il reçoit le prix Goncourt pour « ses trois romans asiatiques »⁷, c'est-à-dire *Les Conquérants* (1928), *La Voie royale* (1930) et *La Condition humaine*.

Les points communs entre ces trois figures, ainsi que la place de la révolution de Shanghai, qui marque un tournant dans leur parcours personnel, nous permettent de les réunir dans cette évocation de la Chine de 1927. Un rapide portrait des trois hommes permettra tout d'abord de mettre en lumière certaines de leurs ressemblances.

Jacques Doriot est ouvrier métallurgiste dans plusieurs usines de Saint-Denis. C'est le Parti communiste qui va faire de lui un homme de mots. Il représente les jeunesses communistes à Moscou durant vingt mois de 1921 à 1923, ce qui forge en lui l'homme politique engagé. En effet, il s'emploie alors à « améliorer son instruction », apprend le russe et l'allemand, « apprend à parler lors des meetings, faisant plus de cinq cents discours dans toutes les régions de la Russie. »⁸ À Moscou, dans les entrailles de l'Internationale communiste, Jacques Doriot acquiert donc des savoirs et des savoir-faire. À son retour en France, le jeune homme s'essaye aux discours écrits en publiant deux brochures – dont l'une sous son nom véritable, *L'Armée et la défense du capitalisme*, adaptation des « schémas bolcheviques à l'état pur »⁹, et qui se fait

⁵ *Ibid.*

⁶ X. PAULÈS, *La République de Chine, (1912-1949)*, Paris, Les Belles lettres, p. 88.

⁷ *Ibid.* p. 236.

⁸ Jean-Paul BRUNET, *Jacques Doriot*, Paris, Balland, 1986, p. 31.

⁹ *Ibid.* p. 40.

remarquer pour un style virulent, que Jacques Doriot emploie aussi dans les meetings. Pour le sortir de prison, les membres du PCF¹⁰, le font élire député de la Seine en 1924. Déjà impliqué dans le soutien aux insurgés marocains lors de la guerre du Rif (1924), Doriot suit à la lettre la ligne du Parti, qui a fait de l'anticolonialisme son nouveau cheval de bataille.

Celui qui, de l'avis d'un camarade communiste est « né pour l'aventure »¹¹, est envoyé en Chine en mars 1927, au sein d'une « délégation ouvrière internationale », décidée par Staline lui-même¹². Jacques Doriot retranscrit ses impressions de Chine, au moment où commence la révolution de Shanghai. Jacques Doriot et ses camarades s'en tiennent à la doctrine édictée par Staline lors du VII^e plenum du Komintern (1926) : les communistes chinois doivent rester au sein du Kuomintang afin « d'intensifier leurs actions à l'intérieur de ce parti »¹³. Il n'est donc pas question de mettre en garde les communistes chinois contre une volte-face de Chiang Kai-shek, qui pourtant se fait jour au cours de leur voyage¹⁴. Jacques Doriot participe donc indirectement au massacre de Shanghai par fidélité à Staline. Cet « ébranlement »¹⁵ constitue, selon son biographe Jean-Paul Brunet, la première fêlure qui amènera Doriot à rompre avec l'engagement communiste pour basculer à l'extrême-droite lorsqu'il fonde le Parti Populaire Français en 1936. Acclamé par le Parti communiste à son retour en Chine, le militant fait pourtant vivre la révolution et sa chute dans une série d'articles publiés dans *L'Humanité* à partir de juillet 1927.

Jean Fontenoy suit la même trajectoire politique que Jacques Doriot. Incarnation de « l'écrivain-aventurier »¹⁶ selon son biographe Philippe Vilgier, Jean Fontenoy est aussi celui des trois hommes qui a les liens les plus étroits avec la Chine. Comme Jacques Doriot, il commence par travailler en usine. Séduit par le bolchévisme, après le Premier conflit mondial, il se forme à l'École des Langues Orientales, dont le directeur, Paul Boyer, le tient pour un élève « brillant et prometteur »¹⁷. Le jeune homme, épris d'aventures, ouvre le bureau de l'agence de presse Havas à Moscou en 1924. Il ne cesse alors de parcourir le monde. Havas l'envoie en Chine en janvier 1927. Jean Fontenoy, qui a appris le russe et le chinois, est à Shanghai en 1927, après un détour par Canton. Il raconte le massacre des communistes dans son ouvrage *Shanghai secret*. Jean Fontenoy s'établit ensuite à Shanghai et fonde, à la fin de

¹⁰ Jacques Doriot avait publié des articles contre la guerre du Rif, appelant les soldats à désobéir.

¹¹ *Ibid.*, p. 27.

¹² *Ibid.*, p. 87.

¹³ Cité par Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, vol. 1, Paris, Payot, 1975, p. 135.

¹⁴ *Ibid.*, p. 88.

¹⁵ *Ibid.*, p. 89.

¹⁶ Philippe VILGIER, *Jean Fontenoy, aventurier, journaliste, écrivain*, Versailles, Via Romana, 2012, p. 9.

¹⁷ *Ibid.*, p. 39.

l'année 1927, *Le Journal de Shanghai*, journal « des intérêts français » dans la Concession française. Fontenoy en est le directeur, et rédige des articles « non conformistes et frondeurs. »¹⁸ Il est parallèlement nommé, à vingt-neuf ans « conseiller du gouvernement de Nankin au ministère des communications »¹⁹ puis conseiller politique de Chiang Kai-shek, ce qui lui permet d'assister aux conseils du gouvernement²⁰. Le Français, apprécié de ses interlocuteurs pour son « intelligence renforcée d'intuition »²¹, évolue donc dans les circonvolutions de la République de Nankin en formation, des bureaux de Chiang Kai-shek et Hu Hanmin à ceux des divers seigneurs de la guerre. Déçu par le communisme comme Jacques Doriot, l'infatigable Jean Fontenoy qui ne cesse de parcourir l'URSS puis l'Amérique latine, se tourne en 1935, vers « les partis et mouvements qui professent un anti-bolchevisme sans faille, sont partisans d'un État fort prenant en compte les intérêts de la nation et capables de promouvoir la révolution sociale qu'attendent les masses populaires. »²² Fontenoy évolue de fait vers le fascisme, prend sa carte au PPF de Jacques Doriot, et collabore à *Je suis partout* de juin 1937 à mars 1940²³. Fontenoy est également proche du sinologue Jean Ajalbert, neveu de Fernand Farjenel, adversaire de Paul Pelliot²⁴. Collaborationniste convaincu, aventurier et radical jusqu'au bout, Jean Fontenoy fuit en Allemagne en août 1944, quelques jours avant la libération de Paris. Il trouve la mort durant la bataille de Berlin, en avril 1945.

Comme lui, André Malraux peut être qualifié d'écrivain-aventurier. Davantage que la Chine, qu'il ne visite qu'à l'occasion d'un voyage d'agrément de cinq jours en compagnie de sa femme Clara²⁵, André Malraux a parcouru l'Indochine. Responsable de pillages de temples khmers en 1923, il fonde par la suite avec Clara le journal *L'Indochine* dont le premier numéro paraît à Saïgon le 17 juillet 1925, qui demande des réformes pour l'Indochine. Les Malraux observent ainsi « à partir d'un poste d'observation de première ligne »²⁶ une Chine en plein bouleversement après la mort de Sun Yat-sen. La Chine est aussi le terreau de la légende de Malraux qui, avant même d'être allé en Chine, « racont[e] si bien la révolution qu'il n'a pas vécue, et laiss[e] croire qu'il était membre actif du Guomindang sur lequel à l'époque [son ami]

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.* p. 85.

²⁰ Philippe Vilgier précise que les documents font défaut pour décrypter la période chinoise de Jean Fontenoy, *ibid.* p. 14. La rumeur lui prête néanmoins une liaison avec Mme Chiang Kai-shek, *ibid.* p. 87.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.* p. 144.

²³ *Ibid.* p. 219.

²⁴ Voir partie 3, chapitre 1.

²⁵ Il est probable que ce soit ce voyage que mentionnent *Les Annales franco-chinoises* en 1931 : « Un romancier, André Malraux va sans doute se documenter sur place pour donner une suite aux *Conquérants*. Il ne pouvait mieux choisir son temps. », *Annales franco-chinoises*, n°20, 4^e trimestre 1931.

²⁶ Dominique BONA, *Clara Malraux*, Paris, Grasset, 2009, p. 219.

Monin et les Chinois de Cholon lui avaient simplement apporté des informations. »²⁷ De l'Indochine à la Chine, l'écrivain affirme même, dans ses *Antimémoires*, avoir servi d'intermédiaire entre le mouvement d'Hô Chi Minh et le Guomindang²⁸. La Chine révolutionnaire est donc celle qui apporte à André Malraux la consécration littéraire, en même temps que l'aura d'une légende tenace.

La Chine constitue par conséquent une étape dans le parcours personnel de ces trois hommes et les fait basculer vers une dimension nouvelle. Le pays révèle aussi ce goût de l'aventure, qui les réunit, par-delà les clivages de leurs trajectoires politiques. La révolution de Shanghai peut parallèlement être considérée comme un point de bascule du mouvement communiste chinois. Les trois auteurs cités en donnent chacun une vision particulière, idéologique pour Doriot, aventurière pour Fontenoy, philosophique pour Malraux.

La Chine en révolution vue par Doriot et Malraux

- Le précédent de 1925

La révolution de Shanghai prend place durant la *Beifa*, expédition de Chiang Kai-shek contre les seigneurs de la guerre. Elle est précédée de plusieurs coups d'éclats communistes, notamment en mai 1925. Alors que Sun Yat-sen vient de mourir, des soulèvements faisant suite à la mort d'un ouvrier chinois, éclatent dans la Concession internationale de Shanghai. Des officiers anglais tirent sur la foule pour rétablir l'ordre. Des professeurs chinois expliquent dans une lettre mal traduite, parvenue jusqu'à Paul Painlevé :

« Le pays entier n'a jamais été excité jusqu'alors. Que les étudiants exprimeraient sympathie (*sic*) pour les ouvriers opprimés, est, de notre point de vue bien naturel, et nous considérons que tirer des coups sur le peuple sans arme et innocent sans avis suffisant est un crime intolérable. »²⁹

Tcheng Loh lui-même, pourtant représentant de la Chine en France, s'exprime à ce moment-là sur le fait que :

« Si la Chine est aujourd'hui troublée, la faute en est aux impérialistes internationaux, uniquement. Et si le peuple chinois se soulève aujourd'hui, c'est uniquement contre ces impérialistes qui l'exploitent et qui l'oppriment et non pas contre tous les étrangers, comme l'affirment la plupart des journaux, qui se plaisent à voir dans le moindre geste de protection de défense légitime, un mouvement de xénophobie ! Non, la révolte qui soulève le peuple chinois n'est pas un mouvement xénophobe mais un mouvement anti-

²⁷ *Ibid.* p. 181.

²⁸ Perrine SIMON-NAHUM, *André Malraux, l'engagement politique au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 34.

²⁹ Lettre des professeurs de l'Université du Sud-Est, Nankin », 10 juin 1925, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

impérialiste, et somme toute, ce que veut la Chine, c'est "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" que toutes les nations civilisées reconnaissent et proclament. »³⁰

La rhétorique communiste peut donc s'appuyer sur des précédents et sur la violence des puissances dominantes, particulièrement visibles à Shanghai. En 1927 les communistes, réunis en syndicats, prennent la ville de Shanghai qui était aux mains des seigneurs de la guerre. Poursuivant le combat entamé à Canton en 1925, les syndicats déclarent la « grève générale » et demandent des mesures politiques et sociales « b) [...] continuation de la propagande anti-impérialiste, élimination des militaristes c) formation d'un gouvernement du peuple, liberté de parole et liberté de la presse e) une journée de huit heures f) augmentation des salaires, reconnaissance des Unions, un meilleur traitement pour les ouvriers [...] i) même traitement pour les hommes et les femmes. »³¹

- La révolution de 1927

Jacques Doriot, lors de son intervention au cirque de Paris, retranscrite par *L'Humanité* aurait reçu l'ovation d'une foule en délire. Il rappelle qu'il a assisté en Chine à « plus de 200 meetings »³² et montre, dans son style exalté, le dynamisme des syndicats chinois :

« Le moteur de la révolution chinoise [...] c'est la classe ouvrière. Il [Doriot] parle de l'héroïsme des révolutionnaires chinois. Des ouvriers armés de bâtons se sont lancés à l'attaque d'un train blindé à Shanghai et en ont chassé les Russes blancs. À Canton, pendant quinze mois, les piquets de grève ont maintenu le boycott de Hong-Kong ! Ils gardaient 150 km de côtes et faisaient la chasse aux fraudeurs. »³³

Il ajoute que c'est l'Internationale communiste qui :

« préconisa et obtint le rassemblement, sous le drapeau du Kuomintang, des quatre classes révolutionnaires de l'époque : la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, les paysans, les ouvriers, mettant comme condition la liberté du développement des organisations paysannes et ouvrières et l'indépendance des communistes.

En 1927, au moment du coup d'État de Tchang Kai Shek, les résultats de cette tactique purent être jugés. Malgré des luttes internes au sein du Kuomintang, entre la bourgeoisie et le prolétariat, la moitié de la Chine avec 200 millions d'habitants se trouvait sous l'obédience du Kuomintang ; 3 millions d'ouvriers étaient organisés et 10 à 15 millions de paysans s'organisèrent dans les unions paysannes. Le parti communiste passait de 900 à 52 000 membres [...]. »³⁴

³⁰ Lettre de Tcheng Loh à Paul Painlevé, 21 juin 1925, *ibid.*

³¹ « La grève à Changhai », *La Politique de Pékin*, 20 février 1927.

³² « Doriot a parlé au Cirque de Paris ! » *L'Humanité*, 18 juin 1927.

³³ *Ibid.*

³⁴ Jacques DORIOT, « Les principales étapes de la révolution chinoise », *L'Humanité*, 19 décembre 1927.

Les chiffres des organisations ont beau être fortement exagérés, Jacques Doriot met bien en valeur la dynamique révolutionnaire et syndicale enclenchée par le PCC.

C'est précisément ce que raconte André Malraux, qui situe l'incipit de *La Condition humaine* le 21 mars 1927, soit la veille de l'insurrection. Le jeune sino-japonais Kyo³⁵, chargé par le Parti communiste chinois de la « coordination des forces insurrectionnelles »³⁶ déclare « attendre les ordres du Comité central »³⁷.

L'insurrection est l'occasion pour Malraux de montrer la collusion entre Chiang Kai-shek et les puissances européennes, symbolisées dans le roman par le Français Ferral, représentant du Consortium franco-chinois, qui observe la tension avec cynisme :

« Shanghai aux mains de l'armée révolutionnaire, il faudrait que le Kuomintang choisît enfin entre la démocratie et le communisme. Les démocraties sont toujours de bons clients. Et une société peut faire des bénéfices sans s'appuyer sur les traités. Par contre, la ville soviétisée, le Consortium franco-asiatique – et avec lui tout le commerce français de Shanghai – s'écroulait. »³⁸

Chez Malraux, les figures du révolutionnaire, incarnées par plusieurs personnages du roman sont des figures torturées loin d'un idéalisme sans peur exalté par Jacques Doriot. Un passage mettant en scène deux des héros révolutionnaires, Kyo, et Tchen, qui ouvre le roman, illustre le désarroi des révolutionnaires :

« La Révolution avait poussé sa grossesse à son terme : il fallait maintenant qu'elle accouchât ou qu'elle mourût. En même temps que le rapprochait de Tchen la camaraderie nocturne, une grande dépendance pénétrait Kyo, l'angoisse de n'être qu'un homme, que lui-même. [...] On pouvait léguer ce cadavre à la prochaine vague insurrectionnelle, au lieu de le laisser se liquéfier dans les astuces. Sans doute étaient-ils tous condamnés : l'essentiel était que ce ne fût pas en vain. »³⁹

Cette conception de la révolution, presque désabusée, ne plaît pas à certains critiques littéraires affiliés au Parti communiste qui « not[ent] par ailleurs le manque de sympathie réelle manifestée par Malraux envers les paysans et les ouvriers. »⁴⁰

Au contraire, Jacques Doriot livre une vision exaltée de la révolution, retranscrite sans nuance par *L'Humanité*, et galvanise la foule aux cris de : « "Battez-vous comme des lions pour

³⁵ Qui serait inspiré par Zhou Enlai, qui a libéré Shanghai des seigneurs de la guerre. Malraux en a fait un personnage métis, l'un des rares personnages principaux qui ne soit pas européen. Marianne SITU, « La représentation de la Chine dans *Les Fils du ciel* de Victor Segalen et *La Condition humaine* de Malraux » Ottawa, Université d'Ottawa, 1994, p. 341.

³⁶ André MALRAUX, *La Condition humaine*, Gallimard, Paris, 1946 pour la présente édition, p. 22.

³⁷ *Ibid.* p. 24.

³⁸ *Ibid.* p. 71.

³⁹ *Ibid.* p. 128.

⁴⁰ P. SIMON-NAHUM, *op.cit.* p. 48.

défendre la révolution russe ! Battez-vous comme des lions pour défendre la révolution chinoise !" C'est un sermon grave, c'est le don total de la foule qui y répond »⁴¹. Alphonse Monestier, qui reprend le compte-rendu de la conférence donnée par *Le Journal*, se moque des « inepties avec lesquelles Doriot bourre le crâne de ses auditeurs. »⁴²

À l'inverse, André Malraux, qui refuse toute interprétation politique de son roman, présente une vision retenue et pessimiste de la révolution, ce qui fait dire à un chroniqueur de la revue *Commune* :

« Il est difficile de ne pas voir l'opposition entre le pessimisme radical de Malraux et de ses personnages, et la joie de vivre du révolutionnaire, la volonté joyeuse de fonder un ordre nouveau, où la vie la plus pleine doit être assurée à tous les travailleurs, où les souffrances réelles engendrées par l'ordre ancien doivent disparaître ; [...] si l'on insinue que la révolution est l'œuvre de quelques individus angoissés, la révolution devient totalement incompréhensible. »⁴³

La révolution de Shanghai est donc menée par les syndicats ouvriers dans la ville. Si Jacques Doriot excite les foules après le revirement de Chiang Kai-shek, Malraux, à travers la voix de Kyo, insinue dès le début du livre la possibilité que « le Kuomintang, Shanghai prise, n'essayât d'écraser ses alliés communistes... »⁴⁴. Le 12 avril 1927, Chiang Kai-shek lance une purge des communistes, mettant fin au premier Front Uni.

Le coup de poignard du 12 avril 1927 se trouve au cœur des écrits et réflexions de Doriot, Fontenoy et Malraux

Plus encore que la révolution proprement dite, c'est le massacre de Shanghai qui a retenu l'attention des intellectuels français. Il faut dire que les nuits du 12 et 13 avril 1927 sont particulièrement sanglantes. Chiang Kai-shek lance « la chasse aux communistes » qui se poursuit tout l'été ailleurs dans le pays. On parle de 40 000 victimes communistes suite à cette purge⁴⁵. Dix ans plus tard, André Pierre⁴⁶ parle du « coup d'État de Tchang Kai Chek », qui « procéda à l'épuration sévère du Kuomintang, à l'expulsion des communistes de Shang-Hai,

⁴¹ « Doriot a parlé au cirque de Paris », *op.cit.*

⁴² « M. Doriot fait au Cirque de Paris le récit de son équipée en Extrême-Orient », *La Politique de Pékin*, 17 juillet 1927.

⁴³ R. JOLY, « À propos de La Condition humaine », *Commune* n°1, juillet 1933.

⁴⁴ A. MALRAUX, *La Condition humaine*, *op.cit.* p. 42.

⁴⁵ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.*, p. 89.

⁴⁶ Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de lettres et polyglotte (anglais, russe, allemand), André Pierre (1889-1966) commence par être secrétaire de rédaction au *Temps*. Il se spécialise dans les questions diplomatiques et notamment liées à la Chine. Il a été chroniqueur dans des journaux de droite et de gauche, comme *Le Figaro* (en 1949) *Le Monde* (en 1964). https://data.bnf.fr/fr/11999500/andre_pierre/ consulté le 19 novembre 2020.

de Nankin, de Canton, et enfin à la répression du mouvement communiste dans toutes les villes où il avait connu une certaine expansion. »⁴⁷

Dans son livre *Shanghai secret*, petit ouvrage de 80 pages paru en 1938, Jean Fontenoy raconte cette nuit du 12 avril :

« Je parviens à la gare du Nord, longtemps avant l'assaut. Un millier de communistes (communistes ?... Les pauvres bougres !...) l'occupent, que cernent des « volontaires ». Des fusils à répétition poursuivent les fuyards. Un petit canon fait sauter le toit, morceau par morceau et, près de moi, un coolie consciencieux vide une bande après l'autre, sur la grande baie du premier. Je suppose qu'il en a reçu l'ordre et m'étonne. Il y a un mouvement, un flux vers la droite. La gare réplique et trois des nôtres tombent sur le pavé tandis qu'un groupe se lance à vitesse. Alors, par la grand'porte, un homme, deux, trois, sortent ; puis dix, vingt, trente autres, sortent de la gare courant sus à nos gens, les prenant à revers. »⁴⁸

Dans cet extrait au style vif et enlevé, qui met en scène des situations historiques comme le fait André Malraux⁴⁹, Fontenoy laisse entendre que la purge est sans état d'âme, puisqu'elle inclut aussi toutes les personnes suspectées de communisme, rassemblées à la gare de Shanghai sans autre forme de procès. D'ailleurs Fontenoy fait le choix de décrire la mise à mort des communistes condamnés à la gare de Shanghai, en y insérant une référence ambiguë au roman de Malraux :

« Malheureuse gare ! [...] Elle est vouée, décidément, au plus piteux des rôles. Cette nuit, elle n'a pas besoin, pour perdre son crépi, du train blindé que M. Malraux, dans *La Condition humaine*, y introduit. Il suffit de Pi et des siens, un Pi encore plus maigre, plus ébouriffé que la veille. M'ayant reconnu, il songe à sa FACE, à son commandement. Un démon se saisit de lui. [...] Il hurle des ordres. Au moment de lancer ses hommes en avant, on le voit présider au nettoyage des quais, des couloirs, des bâtiments secondaires, aligner les vaincus le long d'un mur et commander le feu. Ses viseurs manquent le but ; les fusillés, mi-narquois, mi-furieux, les insultent, eux et leurs familles. Pi se fâche, court de l'un à l'autre, les achève. »⁵⁰

Cette scène ressemble à s'y méprendre à celle décrite par André Malraux dans son roman trois ans plus tôt, et l'on se demande finalement qui des deux a véritablement assisté à la scène. Fontenoy choisit un style marqué par l'action, teinté de distance et d'ironie, tandis qu'en décrivant la fin de deux de ses personnages principaux, Kyo et Katow, tous deux révolutionnaires, Malraux poursuit sa réflexion sur le sens de l'engagement révolutionnaire,

⁴⁷ André PIERRE, « L'URSS et le parti communiste de Chine », *Politique étrangère* t. 2, n° 3 (1937), p. 253, <https://doi.org/10.3406/polit.1937.5598>.

⁴⁸ Jean FONTENOY, *Shanghai Secret*, Paris, Grasset, 2014, pour la présente édition, p. 57.

⁴⁹ P. SIMON-NAHUM, *op.cit.* p. 48.

⁵⁰ Jean FONTENOY, *op.cit.*

ainsi que l'attitude à tenir face à la mort⁵¹. Lui aussi s'attarde sur « la gare de Chapei »⁵² dans laquelle se trouve un train. La présence de ce train permet à Malraux de mettre en scène la torture promise aux communistes raflés : « ...ne fusillent pas, ils les foutent vivants dans la chaudière de la locomotive. [...] Et maintenant, voilà qu'ils sifflent ! »⁵³ Des deux révolutionnaires, seul Katow accepte ce dernier supplice, Kyo ayant choisi le cyanure. André Malraux invente ici une situation limite pour magnifier le suicide de Katow, héros tragique de la condition humaine. La remarque de Fontenoy pourrait être lue comme une critique indirecte de Malraux, à qui il reproche d'en faire trop. En effet, nous n'avons pas retrouvé d'autres mentions de ce genre de torture et même Jacques Doriot n'en parle pas.

À l'issue du 12 avril, les communistes français mettent sur pied la rhétorique faisant de Chiang Kai-shek le bourreau de Shanghai – à laquelle Malraux semble donc discrètement souscrire⁵⁴ –. Dans un article remis à *L'Humanité* avant son arrestation par la police française, Jacques Doriot fait explicitement de la police française de la Concession l'auxiliaire du massacre de Chiang Kai-shek, répondant ainsi à Jean Fontenoy qui se demande dans *Shanghai secret* si « France et Angleterre fournissent les armes »⁵⁵ qui ont servi à la répression. Cela lui permet aussi de mettre en lumière la part de l'impérialisme dans le massacre de Shanghai. Doriot rapporte ses échanges avec des ouvriers chinois et évoque « l'espionnage anti-syndical » mis en place par Chiang Kai-shek. Cet extrait donne une idée de l'ambiance à Shanghai :

« La police de la concession internationale, la police de la concession française surtout, aidaient Chang Kai Shek dans sa sanglante besogne de répression. Pendant notre conversation nos camarades sont nerveux. Le moindre bruit dans le couloir les inquiète : " Nous ne sommes pas tranquilles. La police française a permis aux policiers chinois d'arrêter les révolutionnaires sur la concession. Un accord a, paraît-il, été passé entre eux." Ainsi, Hwong Shu Hwa président de l'union des syndicats de Shanghai fut arrêté le 10 avril et fusillé. Ho, le représentant de l'union des étudiants fut arrêté le 13 avril et tué. Sun Ping Wen (que j'avais connu à Canton comme président de la section politique de l'armée) fut arrêté à bord d'un bateau français et fusillé. »⁵⁶

Cette purge fait dire à Gabriel Péri avec un titre qui s'étale sur trois colonnes : « Chang Kai Shek a trahi la Révolution Chinoise (*sic*) ». L'article est l'occasion de tester une rhétorique déjà bien en place au PCF, sur les pas de Moscou : Chiang Kai-shek est « l'homme de paille de la

⁵¹ Interrogation déjà au cœur de deux précédents romans asiatiques. Voir P. SIMON-NAHUM, *op.cit.* p. 41.

⁵² A. MALRAUX, *La Condition humaine, op.cit.* p. 252.

⁵³ A. MALRAUX, *op.cit.*

⁵⁴ Malraux s'est rapproché du marxisme mais se tient à distance de toute idéologie.

⁵⁵ J. FONTENOY, *Shanghai Secret, op.cit.*

⁵⁶ J. DORIOT, « À travers la révolution chinoise – Il a suffi que Tchang Kai Shek assassine les ouvriers de Shanghai pour qu'il ait les faveurs de la police française », *L'Humanité*, 16 août 1927.

bourgeoisie chinoise et a pris la responsabilité de trahir avec elle la Révolution »⁵⁷ à l'optimisme de rigueur : « la révolution continue, elle vaincra ! »

Pourtant, malgré l'optimisme affiché par les intellectuels communistes, le PPC est décapité. Aidé par le recul, Jean Fontenoy commente ce que représente la nuit du 12 avril :

« Le plus grave événement depuis l'armistice a ensanglanté cette nuit : Moscou a perdu la Chine et ses derniers espoirs de révolution mondiale. L'avenir de l'U.R.S.S., tourneboulé, Staline se consolidera dans sa forteresse solitaire. »⁵⁸

Avec le massacre de Shanghai, Chiang Kai-shek exclut du Guomindang les communistes que Sun Yat-sen y avait acceptés. Cet événement a en effet des conséquences profondes, tant pour le Parti communiste chinois presque annihilé que pour son homologue français. Comme le note Jean Fontenoy, le coup de Shanghai fracture l'Internationale Communiste. Ces divisions ricochent sur le Parti communiste français.

La révolution de Shanghai marque ainsi un tournant pour Jacques Doriot, Jean Fontenoy et André Malraux, tous trois aventuriers. Pour Doriot et Fontenoy, proches ou adeptes du communisme, le coup du 12 avril constitue un « ébranlement » profond, qui joue un rôle dans leur rupture, certes ultérieure, avec le communisme stalinien, surtout pour Jacques Doriot. *La Condition humaine*, permet à Malraux de poursuivre ses réflexions sur l'individu et l'engagement révolutionnaire et apporte à son auteur la consécration littéraire.

Véritable coup de théâtre dans la vie de ces trois hommes, la révolution de Shanghai oblige par ailleurs le PCF et le PCC à se repositionner. Le coup du 12 avril jette ainsi une lumière crue sur les dissensions du Parti communiste français, au moment où la bolchevisation voulue par Staline bat son plein.

2) Après le 12 avril 1927 : répression de Chiang Kai-shek, fractures et idéologies du communisme français

⁵⁷ Gabriel PÉRI, « Chang Kai Shek a trahi la Révolution Chinoise », *L'Humanité*, 16 avril 1927.

⁵⁸ J. FONTENOY, *op.cit.* p. 58.

La répression de Chiang Kai-shek contre les communistes : fracture du communisme français

La répression contre les communistes se poursuit au-delà de la nuit du 12 avril 1927. Henri Cosme, futur gouverneur d'Indochine, livre ses réflexions en 1928. Il est alors chargé d'affaires de la République française en Chine.

« Quand on porte sa réflexion sur ces événements, on est frappé de constater que les plus ardents à poursuivre les communistes sont ceux-là mêmes qui, hier encore, donnaient la main aux agents de Moscou : il y a là une de ces contradictions dont l'histoire de ces dernières années donne de nombreux exemples et l'on est tenté quand on analyse cette situation, de voir dans ce brusque revirement un signe nouveau de la versatilité chinoise. Il a cependant coulé beaucoup de sang cette fois-ci et il n'est pas douteux que ceux qui ont dirigé la répression auront de la peine à s'en laver les mains. Le fossé s'est profondément creusé entre les chefs du parti Kuomintang et ceux de Moscou et il n'est peut-être pas sans intérêt d'étudier les répercussions que peut avoir cet état de choses sur la politique de ce pays. »⁵⁹

Le coup de force du Guomindang met effectivement au jour les fractures entre les partisans de Trotsky et ceux de Staline, au sein de l'Internationale communiste et de ses branches françaises et chinoises. Chen Duxiu, fondateur du Parti communiste chinois, illustre ce déchirement. Bien qu'il n'ait pas été raflé au lendemain de l'insurrection de Shanghai, celui-ci, est bien l'une des victimes collatérales de la terreur blanche anticommuniste. En août 1927, Chen Duxiu est condamné par son propre parti pour avoir « transformé une tactique prévoyant des actions communes avec la bourgeoisie nationale dans l'intérêt du peuple chinois, en une tactique subordonnant le prolétariat et les masses laborieuses aux intérêts de la bourgeoisie nationale »⁶⁰ selon les mots du Chinois Van Min, secrétaire général du Parti communiste chinois. En un mot, Chen Duxiu est tenu pour responsable de l'échec de la révolution de 1927, par le parti qu'il a lui-même créé. Déçu, il se « convertit au trotskysme », et il est exclu du Parti communiste chinois le 15 novembre 1929. Fait prisonnier par le Guomindang à l'ambassade de Russie à Pékin en 1932⁶¹, il est condamné « à treize années d'emprisonnement »⁶². Comme le dit fort justement Yves Chevrier, son nom est aussitôt frappé de *damnatio memoriae*, chez les communistes chinois⁶³ comme chez leurs homologues français du PCF. Son arrestation illustre

⁵⁹ Henri COSME au Ministre des Affaires étrangères, Pékin, 27 janvier 1927, ANOM, SLOTFOM III/69.

⁶⁰ VAN MINE « Quinze années de lutte pour l'indépendance et la liberté du peuple chinois », *La Correspondance internationale*, 26 septembre 1926.

⁶¹ Selon A. MONNESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 17 avril 1927.

⁶² Yves CHEVRIER, « De l'occidentalisme à la solitude : Chen Duxiu et l'invention de la modernité chinoise », *Études chinoises*, n° 3 (1984), p. 8.

⁶³ La mémoire de Chen Duxiu n'a pas été réhabilitée par le Parti communiste chinois.

donc la scission à l'œuvre entre trotskystes et staliniens, au sein du mouvement communiste français et international.

Au moment où le PCF emprunte la voie du durcissement décidée par Moscou, les partisans français de Trotsky, exclus du Parti communiste ou en passe de l'être, règlent leurs comptes avec leurs amis d'hier, restés fidèles à la politique de Staline. Leur périodique, *La Vérité*, fondé en 1929 se trouve sous la direction d'Alfred Rosmer, Pierre Frank ou encore Jeanne Despallière⁶⁴. Au lendemain de l'arrestation de Chen Duxiu en octobre 1932, la rédaction du journal interroge dans son article en première page : « Qu'est devenu Tchen Dou Siou ? » L'arrestation du communiste chinois est l'occasion pour les trotskystes de régler leurs comptes avec le PCF et son organe, *L'Humanité*, demeuré muet sur le sort du fondateur du PC chinois :

« L'Humanité se tait sur l'arrestation de l'ancien secrétaire du P.C chinois. Nous avons élevé une ardente protestation contre l'arrestation à Changhai de notre camarade Tchen Dou Siou [Chen Duxiu] et sa livraison au gouvernement de Nankin. Jusqu'à présent, L'Huma (*sic*) s'est tue à ce sujet, abandonnant ainsi à la clique de Tchang Kai Chek le fondateur et l'ancien secrétaire du P.C chinois qui lutte maintenant dans les rangs de l'opposition de gauche. Les staliniens en Chine ne se gênent pas, eux, pour calomnier Tchen Dou Siou et nos camarades. »⁶⁵

Deux mois plus tard, alors qu'un communiste chinois a été libéré, les trotskystes insistent :

« Dans les geôles du Kuemintang à Nankin, notre camarade Tchen-Dou Siou est toujours emprisonné, en butte aux pires traitements⁶⁶. À l'heure qu'il est, L'HUMANITÉ (*sic*) n'a pas encore soufflé mot à son sujet, le livrant ainsi à la répression de Tchang Kai-Chek ! [...] Seuls les stipendiés de Staline n'osent élever la voix de peur de perdre leur prébende. »⁶⁷

Il est vrai que *L'Humanité* ne mentionne nulle part le nom de Chen Duxiu, restant fidèle à la ligne édictée par le PC chinois de tendance stalinienne. On remarque cependant que malgré des divergences affirmées, trotskystes et membres du PC français dénoncent tous deux les exactions du gouvernement de Nankin. En 1934, la revue *Commune*, revue de l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires (AEAR) publie une tribune « pour les intellectuels révolutionnaires de Chine », signée par le poète Louis Aragon, les écrivains Paul Nizan, Jean-Richard Bloch, fidèles à la ligne du PCF ainsi qu'André Malraux. Pourtant Malraux a publié

⁶⁴ Voir à ce sujet Jean HENTZGEN, « Du trotskysme à la Social-démocratie: le courant lambertiste en France jusqu'en 1963 » Thèse sous la direction de John BARZMAN, Le Havre, Le Havre Normandie, 2019.

⁶⁵ « L'impérialisme s'acharne sur le prolétariat colonial », *La Vérité*, 22 décembre 1932.

⁶⁶ Chen Duxiu est en fait incarcéré à « la prison modèle » de Nankin, grâce aux interventions de Soong Qingling, Cai Yuanpei et Hu Shih. Il est donc relativement bien traité. Y CHEVRIER, *op.cit.* p. 32.

⁶⁷ « Avec Nuauping, réclamez la libération de Tchen Dou-Siou ! », *La Vérité*, 16 février 1933.

cette année-là dans *Marianne*⁶⁸, un long texte favorable à Trotsky⁶⁹, ce qui explique que René Étiemble le qualifie de « trotskyste »⁷⁰ lors de la création de l'Association des amis du peuple chinois. Intéressé par le marxisme, Malraux prend le parti de Trotsky lorsque celui-ci est expulsé de France en 1934⁷¹. Ces amitiés qui paraissent antinomiques du point de vue communiste, illustrent le compagnonnage lointain de Malraux avec les théories communistes.

Les intellectuels français, appuyés par les signatures des écrivains soviétiques Maxime Gorki et Alexis Tolstoï fustigent la répression féroce des nationalistes à l'égard des intellectuels chinois : « Liberté de parole et de la presse à nos confrères chinois ! Mettons fin aux arrestations et assassinats d'intellectuels, d'écrivains, de professeurs, de l'élite de la culture chinoise ! »⁷² Cette plaidoirie générale où n'est cité aucun nom rejoint les appels des trotskystes français. Ainsi, les partisans du communisme, fracturés entre staliniens et une faction trotskyste minoritaire⁷³, s'attachent à défendre les intellectuels chinois. Malraux, « plus romancier que militant »⁷⁴, fait office de trait d'union entre les deux tendances irréconciliables. Cependant, si les communistes chinois sont les premières victimes de la « terreur blanche »⁷⁵ orchestrée par Chiang Kai-shek, les intellectuels européens présents en Chine et suspectés de communisme n'y échappent pas.

Le cas Ruegg

Tandis que les communistes et apparentés français se tiennent cois sur l'arrestation de Chen Duxiu, ils s'engagent au contraire dans une campagne importante pour faire libérer deux agents communistes infiltrés, arrêtés à Shanghai en 1931. Ceux qui se font appeler Paul et Gertrud Ruegg sont tous deux agents du Komintern de longue date, et connus sous diverses identités⁷⁶.

⁶⁸ Journal d'une douzaine de pages lancé en 1932, par Gaston Gallimard, éditeur d'André Malraux. C'est un hebdomadaire de la gauche modérée qui eut une audience limitée mais qui exerça une grande influence auprès des intellectuels français et étrangers. <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/marianne> consulté le 21 janvier 2021.

⁶⁹ Malraux rompt avec Trotsky en 1937, lorsqu'il refuse de témoigner au procès de l'homme politique russe. Jean-Paul Sartre commente en 1948 : « Malraux estimait Trotsky, il l'aurait suivi s'il avait réussi à modifier le cours des événements dans l'URSS et dans le monde. Mais il ne croyait plus à sa réussite. Il croyait par ailleurs au sens révolutionnaire du régime de l'URSS. [...] Maurice MERLEAU-PONTY, « Communisme, anticommunisme », *Les Temps modernes*, juillet 1948.

⁷⁰ « Malraux le trotskyste », René ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, Gallimard, NRF, Paris, 1976, quatrième de couverture.

⁷¹ P. SIMON-NAHUM, *op.cit.* p. 42.

⁷² « Pour les intellectuels révolutionnaires chinois », *Commune* n°11-12, juillet-août 1934.

⁷³ La Ligue communiste se voudrait indépendante du PCF mais ne compte que 113 militants en 1935. Jean HENTZGEN, « Du trotskysme à la Social-démocratie: le courant lambertiste en France jusqu'en 1963 », *op.cit.* p. 40.

⁷⁴ P. SIMON-NAHUM, *ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Leurs vrais noms sont Jacob Rudnik et Tatiana Moiseeko-Velikaïa.

D'origine suisse et russe⁷⁷, ils sont « arrêtés dans la concession interne de Shanghai et livrés par la police anglaise, contre tout droit, aux autorités chinoises de cette même ville. Un procès leur fut intenté à Nankin pour « haute trahison et communisme »⁷⁸. L'Allemand Willi Münzenberg, toujours aux commandes de l'action des intellectuels français réunis dans le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, lance aussitôt une campagne appelant à leur libération. De 1933 à 1935, les communistes français s'engagent pour leur libération.

Une note tapuscrite retrouvée dans les archives de Gabrielle Duchêne ajoute :

« Paul et Gertrud Ruegg avaient été tout d'abord condamnés à mort. Ce ne fut que par l'action mondiale de protestations qu'ils furent arrachés aux bourreaux du gouvernement de Nankin. La sentence fut commuée en réclusion perpétuelle.

Mais que signifie "réclusion perpétuelle" ? Cela signifie, étant donné l'état des prisons chinoises et le régime, qu'au lieu d'être condamnés à une exécution rapide, Gertrud et Paul Ruegg sont condamnés à une lente agonie. Depuis seize mois, ils sont isolés en cellule et ne peuvent se parler que pendant dix minutes par jour. Depuis seize mois, leur santé décline, leurs forces diminuent. »⁷⁹

Les intellectuels de gauche se réunissent en un comité européen pour la libération de Paul et Gertrud Ruegg. On trouve dans ce rassemblement : « André Gide, André Malraux, Henri Barbusse, Francis Jourdain, Mmes Gabrielle Duchêne et Léo Wanner, les professeurs Prenant et Wallon »⁸⁰. En parallèle, un Comité de défense des prisonniers politiques, piloté par Lucien Lévy-Bruhl, Marc Sangnier et Paul Genty se rend à la légation de Chine. En tant que Présidente de la Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté, Gabrielle Duchêne est particulièrement active pour la libération des Ruegg. Elle souhaite mettre sur pied une délégation composée d'intellectuelles parmi lesquelles Andrée Viollis, [Marie] Lahy-Hollebeque, agrégée de l'Université et Sasia Erlich, avocat à la cour⁸¹. Le cas Ruegg, offre à ces hommes et femmes opposés à Chiang Kai-shek une preuve de plus que celui-ci est bel et bien un « bourreau », selon le vocable très usité à gauche. Un article stéréotypé, sans doute écrit par Marius Magnien⁸² fait des Ruegg l'emblème de la collusion du Guomindang avec les puissances impérialistes :

⁷⁷ Brigitte STUDER, *Un parti sous influence : le Parti communiste suisse, une section du Komintern*, Lausanne, L'âge d'homme, 1994, p. 537.

⁷⁸ « Information sur le cas Ruegg, 9 janvier 1933, LC, fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/318.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ « Il faut agir rapidement pour sauver Paul et Gertrud Ruegg », *L'Humanité*, 11 janvier 1934.

⁸¹ « Intensifions l'action pour arracher Paul Ruegg aux geôles du Kuomintang », *L'Humanité*, 19 janvier 1934.

⁸² Cet article est signé M.M.

« Ce sont les camarades Paul et Gertrude (*sic*) Ruegg, que le Kuomintang maintient en prison dans ses geôles de tortures de Nankin, parce que les impérialistes ont peur de leur activité syndicale parmi les masses travailleuses d'Extrême-Orient. »⁸³

Pourtant, les actions en faveur du couple s'essoufflent rapidement. Lucien Lévy-Bruhl et son comité se contentent d'envoyer un télégramme au Gouvernement de Nankin⁸⁴ resté sans réponse. La grande organisation du Comité mondial contre le fascisme, dont fait partie la majorité des défenseurs des Ruegg, se contente de lettres de supplices, tandis qu'Henri Barbusse n'a plus la force de le diriger. Citons en exemple cette lettre, envoyée à la légation de Chine à Paris et au délégué chinois de Genève :

« Nous apprenons que le gouvernement de Nankin refuse la permission de visites médicales pour Paul Ruegg et son transfert à l'hôpital. Il est impossible que le gouvernement de Nankin puisse refuser à un homme d'être soigné. [...] Au nom du Comité mondial qui compte des millions d'adhérents dans le monde entier, nous vous informons du profond écho qu'a dans l'opinion publique le sort de Paul et de Gertrude Ruegg »⁸⁵.

Tandis qu'un autre document érige les Ruegg en « martyrs, prisonniers qui combattent avec un courage admirable à l'intérieur du cachot fasciste de Nankin. »⁸⁶

Ces formules creuses sont loin de l'élan d'Amsterdam-Pleyel. Seul l'un des représentants de la délégation envoyé par le Comité en Chine, Lord Marley, parvient à les voir, sans pour autant parvenir à faire évoluer la situation. La campagne de libération en faveur des Ruegg, sans doute orchestrée une fois de plus par Willi Münzenberg, n'a donc que peu d'écho. Avant l'engagement pour la Chine réunifiée de 1938, elle témoigne finalement du manque d'unité de ce courant du monde intellectuel français et de sa complète obéissance au Komintern, puisque même le très peu politisé André Gide, mêle un moment sa voix au concert de protestations. La « terreur blanche » qui s'étend sur toute la Chine au lendemain du coup de Shanghai révèle donc les fractures au sein du PCF. D'une part, les trotskystes s'inquiètent du sort de Chen Duxiu ; d'autre part, les soutiens du Komintern, majoritaires et manipulés par sa tête pensante, Willi Münzenberg, se mobilisent pour la libération de deux agents suisses, retenus par le

⁸³ M.M [sans doute Marius Magnien], ouvrier du bâtiment de formation, se forme à Moscou, à l'École léniniste internationale qui cherche à former les cadres du parti pour ses sections nationales. Il devient spécialiste des questions extérieures, et notamment de l'Extrême-Orient, dans *L'Humanité* à partir de 1929. Il est le correspondant du Journal en Chine populaire à partir de 1950. « MAGNIEN Marius [MAGNIEN Baptiste, Louis, Jules dit Félix, dit Marius] (...) - Maitron », consulté le 13 novembre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article75678>.

⁸⁴ « Comité de défense des prisonniers politiques », *L'Éveil des peuples*, 28 janvier 1934.

⁸⁵ « L'action internationale doit sauver Paul Ruegg à Nankin », *L'Humanité*, 11 avril 1935.

⁸⁶ « Gertrud et Paul Ruegg sont en danger de mort – Nous exigeons leur libération immédiate ! », S.d, LC, fonds Gabrielle Duchêne, *op.cit.*

Guomindang. Ces deux affaires témoignent du durcissement de Chiang Kai-shek à la suite des événements de Shanghai. Le début des années 1930 est donc celui des premiers mouvements collectifs intéressés par la Chine. Porté par un communisme sans nuance comme l'est à cette époque l'Association des amis du peuple chinois, les affaires témoignent aussi de la continuité du travail du Komintern en Chine.

Tandis que le PCF s'efforce de réagir, le Parti communiste chinois décapité tente de rassembler ses forces. Passés dans la clandestinité dès août 1927, et après l'échec de plusieurs soulèvements, les membres survivants se réfugient dans les montagnes du Jiangxi.

3) Se relever : de la République soviétique du Jiangxi à l'incident de Xi'an : comment le Parti communiste chinois est-il perçu ?

Le coup de poignard de Shanghai a donc abouti à une marginalisation du Parti communiste chinois par les forces de Chiang Kai-shek. Pourtant c'est à ce moment-là que les intellectuels français de tous bords commentent la renaissance de ce parti. Le Parti communiste chinois semble alors perçu par les intellectuels de droite comme de gauche comme un mouvement structuré et enraciné qui étend son emprise territoriale et idéologique dans les campagnes, et qui résiste victorieusement aux campagnes militaires entreprises par les nationalistes. À gauche, cela s'explique par un soutien idéologique aux soviets de Mao, financés par l'URSS. À droite, la peur de l'invasion semble prendre le pas sur toute autre considération. Chiang Kai-shek est alors considéré comme impuissant face à l'implantation durable du communisme en Chine.

Le soutien de l'Association des amis du peuple chinois à un communisme paysan en Chine

Après l'échec de la révolution de Shanghai, les communistes chinois tentent de gagner d'autres villes à leur cause, comme Nanchang, puis Canton en décembre 1927⁸⁷. Mais un homme a bien compris qu'après Shanghai, le Parti communiste chinois ne pouvait être celui des ouvriers.

Mao Zedong, élu au Comité central du PPC en 1928⁸⁸ est l'auteur d'un rapport sur « le mouvement paysan du Hunan⁸⁹ ». Mao est convaincu qu'en Chine le combat révolutionnaire

⁸⁷ Jean CHESNEAUX et Françoise LE BARBIER, *Histoire de la Chine - t. 3 : La marche de la Révolution (1921-1949)*, op.cit. 1975, p. 92.

⁸⁸ J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, op.cit. p. 180.

⁸⁹ Sa région natale.

doit s'appuyer sur les paysans des campagnes, et non sur les ouvriers des villes comme en URSS. Ces campagnes, qui vont précisément offrir « un refuge aux militants communistes massacrés dans les villes. »⁹⁰ La base communiste principale est celle du Jiangxi, où Mao Zedong s'installe avec une partie de l'Armée rouge en 1929. D'autres bases rouges moins importantes voient le jour en Chine centrale. Mao Zedong va s'attacher à mettre en place une politique agraire favorable aux paysans pour s'assurer de leur soutien.

Les intellectuels français ont des avis très tranchés sur ces territoires des « soviets chinois », comme ils les appellent. La première mouture de *Chine*, qui n'est, encore, en 1935, qu'un bulletin ronéotypé aux articles anonymes, a beau affirmer qu'elle souhaite « révéler honnêtement ce qui se passe en Chine »⁹¹, le fait est qu'elle appuie avec conviction les théories du communisme paysan de Mao Zedong. Chacun des sept premiers numéros de *Chine* (de mars à décembre 1935), comporte une rubrique portant sur « la Chine soviétique ». Le numéro 2 d'avril 1935 donne par exemple un extrait d'un rapport de Mao Zedong, « Président du Comité exécutif de la République soviétique chinoise au deuxième congrès des soviets chinois (22 janvier 1934) :

« Par suite de la juste direction des soviets et de l'initiative de larges masses paysannes, l'ancienne productivité a été rétablie dans la plupart des endroits ou même dépassée. Sur cette base, les conditions d'existence des paysans ont été considérablement améliorées. Autrefois les paysans devaient se nourrir pendant des mois uniquement de l'écorce des arbres et de cosses de blé. Cela a, aujourd'hui, complètement disparu, il n'y a plus de famine dans les territoires soviétiques. Les conditions d'existence des paysans s'améliorent d'année en année. Ils ne sont plus habillés de haillons. Ils mangent de plus en plus de viande, ce qui était autrefois un luxe.

La plus grande partie de leurs revenus, les soviets la tirent des confiscations et des réquisitions chez les exploités. [...]

La production agraire a réalisé de grands progrès dans le territoire soviétique en 1933, elle a augmenté par rapport à l'année précédente d'environ 15 %. Dans le territoire soviétique du Foukien-Tchékiang-Kiangsi [Fujian-Zhejiang-Jiangxi], l'augmentation est de 20 %. Après la restauration du pouvoir soviétique, la production agraire a diminué par suite des luttes constantes au cours des premières années, puis grâce à la juste répartition des terres, à la politique des soviets et l'enthousiasme croissant des masses, la production s'est accrue constamment. »⁹²

Les membres de l'Association des amis du peuple chinois se font les relais de la politique agraire de Mao Zedong au sein des soviets chinois, dont ils reproduisent pour leurs lecteurs, les

⁹⁰ Lucien BIANCO, « D'une révolution à l'autre », « La Chine 1912-2012 d'un empire à l'autre », *Les collections de l'Histoire*, octobre 2012, p. 25.

⁹¹ « Aux lectrices, aux lecteurs, aux amis du peuple chinois », *Chine* n°6, septembre-octobre 1935.

⁹² « Documents sur la Chine soviétique », *Chine* n°2, juillet 1935.

principaux textes législatifs, à commencer par ceux réglementant la politique agraire. Ils soutiennent les « réquisitions chez les exploités », c'est-à-dire la redistribution des terres des riches aux paysans pauvres des régions les plus sous-développées du Jiangxi⁹³, afin de redistribuer les terres aux petits paysans, et ainsi, obtenir leur soutien. Dans un article intitulé « Communisme et question agraire en Chine » paru dans *L'Ère Nouvelle*⁹⁴, le musicologue Louis Laloy, l'un des principaux fondateurs de l'Association des amis du peuple chinois commente :

« L'avantage des communistes, c'est que partout où ils s'établissent, leur premier soin est d'exproprier les grands ou les moyens propriétaires, pour répartir leurs domaines entre les fermiers. Assurément, la méthode est brutale. Mais elle donne satisfaction au plus grand nombre. »⁹⁵

Dans une série d'articles parus au mois de juillet 1935, ce grand connaisseur de la Chine s'attache à décrypter les transformations de la Chine, sans parti pris. Quoiqu'il soit sans doute favorable à la Chine soviétique puisqu'il a participé à la création d'une association « de soutien à Mao Tsö-tong »⁹⁶, ses articles de *L'Ère Nouvelle* utilisent un ton modéré, et semblent avant tout chercher à expliquer ces transformations au lecteur. Cependant, une expression du sinologue est reprise trois fois par ses amis de *Chine*, qui se gargarisent de la formule. Louis Laloy écrit ainsi : « Le communisme chinois se trouve en Chine, des alliés prêts à l'accueillir, ce sont des paysans. »⁹⁷ Les rédacteurs de *Chine* profitent de cette formule pour se féliciter des progrès de l'Armée rouge chinoise, alors que Chiang Kai-shek a lancé sa « cinquième campagne d'encerclement » en septembre 1933. En octobre 1935, alors que les communistes, acculés, entament la dernière étape de la Longue Marche qui doit les mener à Yan'an, l'Association des amis du peuple chinois écrit :

« La tactique de ces derniers [les communistes chinois] est la mobilité extrême, la méthode du coup porté rapidement et à l'improviste à l'ennemi en un point et le lendemain en un autre point éloigné, l'abandon momentané d'un district conquis pour en conquérir rapidement un nouveau. Ainsi les armées de Tchang Kai Shek sont défaites les unes après les autres et partout le levain communiste est semé. On peut dire qu'à l'heure présente, les deux tiers du territoire chinois ont vu les troupes rouges passer et jeter les bases de la Chine soviétique. Cette chronique [...] des luttes de l'armée rouge (*sic*) chinoise nous montre que

⁹³ L. BIANCO, *op.cit.*

⁹⁴ Ce journal sous-titré « Organe de l'entente des gauches », est fondé en 1919 par deux blessés de guerre socialistes, Yvon Delbos (qui est notamment ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement de Léon Blum puis ministre de l'Éducation nationale de 1939 à 1940) et Gaston Vidal. C'est un journal proche du Parti radical au tirage faible mais qui « exerce une influence importante sur le monde parlementaire. » <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/ere-nouvelle> consulté le 8 novembre 2020.

⁹⁵ Louis LALOY, « Communisme et question agraire en Chine », *L'Ère Nouvelle*, 23 juillet 1935.

⁹⁶ R. ÉTIEMBLE, *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*, *op.cit.* Voir partie 2, chapitre 1.

⁹⁷ L. LALOY, *ibid.*

le mouvement soviétique chinois a non seulement gagné en ampleur mais encore que ce développement continue à progresser. Pour nous l'expliquer, rappelons-nous les paroles écrites par le professeur Louis Laloy dans *L'Ère Nouvelle* : "Le communisme chinois se trouve en Chine même des alliés prêts à l'accueillir, ce sont les paysans." »⁹⁸

Pourtant, comme le rappelle Lucien Bianco, l'adhésion paysanne aux troupes communistes ne s'est pas faite si facilement. En 1927, au moment où les communistes décapités prennent le maquis, « les paysans accueillent fraîchement les premières distribution de terres »⁹⁹, ce qui fait dire à Mao qu' « en quelque lieu qu'elle se rende, l'armée rouge trouve les masses froides et réservées. »¹⁰⁰ Par ailleurs, les communistes chinois sont loin d'avoir étendu leur domination sur « les deux-tiers » du pays comme veut le faire croire l'Association des amis du peuple chinois. En 1935, la principale zone des soviets chinois se trouve sur les confins du Jiangxi et du Fujian. D'autres bases ont été créées au Hunan ainsi qu'à Changsha et dans le Sichuan. Comme le précise Xavier Paulès, « ce développement des soviets ruraux ne concerne que le nord du pays. Le Sud n'en compte pas. »¹⁰¹

Les soviets chinois ou « bases rouges chinoises » sont donc considérés comme des terrains d'expérimentations positives pour les intellectuels français proches du communisme, qui fondèrent l'Association des amis du peuple chinois en 1935. Cette idée s'implante dans les esprits, puisque trois ans plus tard, et alors que le contexte est désormais celui de la guerre sino-japonaise et du Front Uni, une conférence du Rassemblement mondial des femmes, présidé par Gertrude DUBY¹⁰², rappelle quelques lois du « district soviétique » qui s'est particulièrement étoffé grâce à sa lutte contre le Japon :

« Distribution de la terre, abolition de l'usure, révision des impôts, élimination des groupes privilégiés. Une vie nouvelle pour la femme, tous les domaines de l'activité lui sont ouverts, 30% des députés sont des femmes. Nouvelle loi pour le mariage. La polygamie n'existe plus. »¹⁰³

⁹⁸ « Les mouvements de l'armée rouge chinoise dans les deux-tiers de la Chine », *Chine* n°6, septembre-octobre-novembre 1935.

⁹⁹ Lucien BIANCO, « La résistible ascension de Mao Zedong », *Le Figaro Histoire*, novembre 2020, p. 64.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 123.

¹⁰² Gertrude DUBY (1901-1993) est une femme politique, journaliste et ethnologue d'origine suisse. Elle a adhéré au Parti communiste allemand en 1933. Fervente opposante au nazisme, elle vit à Paris de 1934 à 1939, avant de s'enfuir au Mexique, où elle étudie et protège la tribu des Lacandons. « DUBY-Blom, Gertrude », hls-dhs-dss.ch, consulté le 8 novembre 2020, <https://hls-dhs-dss.ch/articles/022738/2011-06-16/>. Consulté le 8 novembre 2020.

¹⁰³ « Conférence internationale du Rassemblement mondial des femmes », 28-29 janvier 1938, LC, Fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/317.

Durant cette première moitié des années 1930, les intellectuels français proches du communisme offrent donc un soutien important aux soviets chinois qu'ils espèrent voir devenir des centres de nouvelles réformes sociales.

Mais, les dix années de 1927 et 1937 sont celles d'une traque sans merci de Chiang Kai-shek des bases soviétiques chinoises et son armée, l'Armée rouge. Cette guérilla civile est perçue de manière diamétralement opposée par les intellectuels proches de la gauche de l'échiquier politique et par leurs adversaires conservateurs. Cependant, nous verrons que l'achèvement de cette traque et l'épopée de la Longue Marche, sont finalement fort peu connus et commentés par les intellectuels français à l'époque des faits. De quoi relativiser encore un peu plus la portée de cette marche, que l'on a pendant longtemps considérée comme héroïque, à travers la réécriture qu'en a faite le parti communiste chinois.

Guérilla entre Chiang Kai-shek et l'Armée rouge : de la première République soviétique dans le Jiangxi à la Longue Marche

- Les succès communistes : la naissance de la République du Jiangxi

Ce qui intéresse les intellectuels français est de savoir si les campagnes successives menées par Chiang Kai-shek contre les bases soviétiques vont aboutir. Du côté communiste, l'Armée rouge est commandée d'abord par Mao Zedong, de plus en plus indispensable¹⁰⁴, puis renforcée, à partir de mai 1928 par les 2 000 hommes de Zhu De¹⁰⁵ et de Peng Dehuai. L'Armée rouge s'implante donc progressivement, jusqu'à ce que cette implantation se concrétise par la naissance de la première République soviétique chinoise, dont la capitale est Ruijin, dans le Jiangxi le 7 novembre 1931, « date anniversaire de la révolution russe »¹⁰⁶.

L'Armée rouge mène ainsi plusieurs insurrections, au moment même où Chiang Kai-shek doit faire face à la dissidence de Wuhan¹⁰⁷. Alphonse Monestier, le très anti-communiste directeur de *La Politique de Pékin* rappelle la défection de deux généraux du Guomindang, qui « au début d'août 1927 tentaient un coup de main. Ils pillaient [...] Nantchang [...] mais ils échappaient à toute poursuite, et s'enfonçant vers le sud du Kiangsi [Jiangxi] et l'ouest du Hounan [Hunan], ils se joignaient aux bandes de communistes notoires, Chu-teh [Zhu De] et

¹⁰⁴ La République soviétique du Jiangxi va permettre à Mao Zedong de renforcer progressivement sa place de leader au sein du PCC. Il va « allier l'expérience traditionnelle et les insurrections populaires chinoises, la tactique révolutionnaire moderne et les données géographiques et humaines de son pays, au point d'apparaître comme un penseur et un praticien militaire original de classe internationale. » J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 181.

¹⁰⁵ Zhu De apparaît dans le film de Joris Ivens, *Les 400 millions*, voir annexe 4.E.

¹⁰⁶ Comme le précise le manifeste du premier congrès des Soviets reproduit par *La Revue de l'Asie Française*, dans son article « propagande bolchévique » en février 1933.

¹⁰⁷ Voir partie 2, chapitre 3.

Mao Cheh-tung [Mao Zedong], ils formaient avec eux les noyaux de la fameuse armée rouge. (*sic*) »¹⁰⁸

Un autre homme habitué de la Chine fait vivre l'implantation de l'Armée rouge dans le Hunan. Jean Rodes est l'envoyé spécial du *Journal* en Chine en 1931 pour son ultime mission dans ce pays¹⁰⁹. Il décrit l'avancée dans la région de Changsha de cette armée, l'une des bases communistes :

« Nous entrons du reste, dans la région la plus dangereuse, par suite de la présence, non loin des deux rives, des deux plus fortes bandes « rouges ». Sur la rive droite, celle de Chou Teh et sur la gauche celle de Ho Lung. Chou Teh est un ancien étudiant d'Allemagne et Ho Lung a servi comme officier dans l'armée de Tchang Kai chi [Chiang Kai-shek] durant la période révolutionnaire du généralissime sudiste. Deux mois auparavant il tenait plusieurs villes riveraines. »¹¹⁰

Ces chroniques permettent donc de voir que l'Armée rouge et notamment l'un de ses dirigeants, Zhu De, s'implantent progressivement au sud du pays.

À partir de novembre 1930, les armées de Chiang Kai-shek renforcent les « campagnes d'encerclement » contre les communistes. Mais, alors que le Japon envahit la Mandchourie, il apparaît vite que la troisième campagne (lancée en juin 1931) est vouée à l'échec, comme les deux précédentes. Une note anonyme à destination du Ministère des Affaires étrangères explique :

« Dans ce pays accidenté, communistes et bandits sont insaisissables. Ils glissent à travers les mailles très lâches du filet que tend Tchang Kai Shek et vont se réfugier ailleurs, quelquefois dans une région que l'armée régulière les a précédemment contraints à évacuer. [...] D'ores et déjà, la grande campagne entreprise par Tchang Kai Shek pour "exterminer" le communisme paraît vouée à l'échec et on doit se demander si cet échec ne sapera pas définitivement l'autorité du Général Président, déjà discutée dans le nord et méconnue à Canton. »¹¹¹

Deux mois plus tard, profitant que le gouvernement de Nankin soit déstabilisé par l'invasion japonaise, la première République soviétique voit le jour au Jiangxi.

¹⁰⁸ Alphonse MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 4 juillet 1931.

¹⁰⁹ Hervé BOUILLAC, « Jean Rodes ou l'impossible destin d'un "voyageur-psychologue" (1867-1947) », Mémoire de Master 2 sous la direction Nicolas ADELL, Toulouse, Toulouse- le Mirail, 2014, p. 28.

¹¹⁰ Jean RODES, « Le désert sur le fleuve », *Le Journal*, 28 août 1931.

¹¹¹ Note anonyme, 7 octobre 1931, ANOM, SLOTFOM VIII/1-4.

En décembre 1931, Gabriel Péri se réjouit dans *L'Humanité* : « les districts du Kiangsi [Jiangxi] consolident leurs positions. »¹¹² Il ajoute que « Tchang Kai Shek et son équipe [sont] aujourd'hui balayés par la vague révolutionnaire » :

« Il n'y a qu'une force d'émancipation et de libération, c'est celle des soviets chinois. Ainsi s'explique le renforcement continu des districts soviétiques et les succès de l'armée rouge. La dernière en date des victoires des révolutionnaires est la consolidation de Sui-Djin [Ruijin] qui est devenue capitale de la région soviétique du Kiangsi méridional et la menace rouge sur la grande ville de Nantchang. »¹¹³

Contrairement à ce qu'affirme Gabriel Péri dans le même article, les intellectuels ne restent pas muets devant cette création. Bien au contraire, la « République soviétique du Jiangxi » fait couler beaucoup d'encre du côté des intellectuels conservateurs. Un an après la fondation de cette entité, *La Revue de l'Asie française* observe avec crainte :

« Cette province [le Jiangxi] et le Foukien [Fujian] à l'exception de Fou-tcheou [Fuzhou] sont complètement soviétisés. [...] Ainsi le territoire où s'exerce l'autorité soviétique est autrement important que celui qui obéit au gouvernement de Nankin. [...] Un vaste territoire communiste s'est créé qu'il sera bien malaisé de détruire. »¹¹⁴

Une carte issue du même numéro, fait apparaître une large zone « soviétisée » ou « sous influence soviétique » allant du Guangdong au sud du Sichuan, jusqu'à l'ouest du Zhejiang. La dissidence politique de Wuhan dans le Hubei, est également mentionnée comme « zone soviétisée ».

¹¹² Gabriel PÉRI, « La France est à la tête de l'entreprise de dépècement de la Chine », *L'Humanité*, 28 décembre 1931.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ « La Chine soviétisée », *Revue de l'Asie française*, novembre 1932.

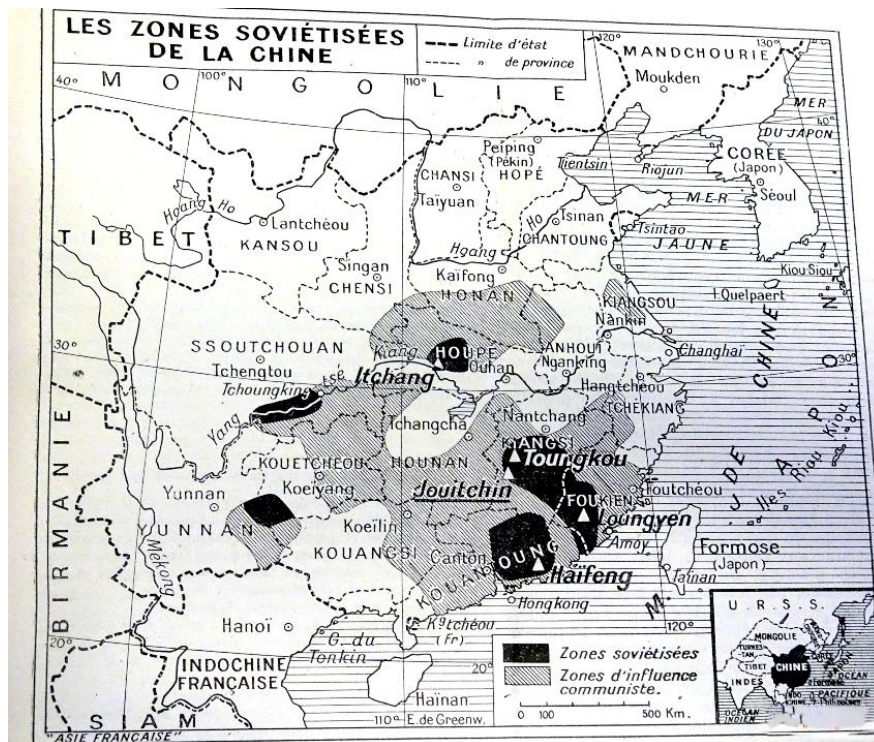


Figure 10 : La "Chine soviétisée" d'après La Revue de l'Asie française, novembre 1932

Il semble que les « zones d'influence soviétiques » aient été en réalité plus morcelées que ce qu'illustre cette carte¹¹⁵ qui présente une large zone Sud-Est sous l'influence soviétique de manière uniforme et continue. Mais cette carte permet de mettre en valeur la crainte d'un « péril rouge », avec une Chine qui risquerait de passer entièrement sous la coupe soviétique, avec un centre politique qui serait celui des dissidents de Wuhan.

Cependant cette influence, bien que de plus en plus profondément incrustée, est bien loin de concerner « 70 à 80 millions d'habitants »¹¹⁶ comme souhaitent le faire croire les intellectuels communistes. La République du Jiangxi, autour de sa capitale de Ruijin, compte 3 millions d'habitants¹¹⁷ et aurait couvert à son apogée environ 150 000 km² pour millions d'habitants.

¹¹⁵ Jean Chesneaux dénombre une dizaine de bases soviétiques, en plus de la République du Jiangxi, qui communiquent entre elles « de façon précaire », ce qui permet d'appuyer l'idée d'une influence soviétique discontinue.

¹¹⁶ Ce chiffre, cité par Gabriel Péri dans l'article de *L'Humanité*, *op.cit.* est repris par la suite dans les périodiques d'obédience communiste.

¹¹⁷ J. CHESNEAUX et F. LE BARBIER, *Histoire de la Chine - t. 3: La marche de la Révolution (1921-1949)*, *op.cit.* p. 112.

À partir de septembre 1933, Chiang Kai-shek lance une cinquième campagne d'encerclement¹¹⁸ afin de venir à bout des communistes. Celle-ci fait l'objet d'une préparation minutieuse « dans tous les domaines » et représente une action « militaire, politique et économique prolongée. »¹¹⁹

- La fuite des communistes : la Longue Marche ou la naissance d'un mythe

Les intellectuels français affiliés à l'Union soviétique perçoivent le changement d'attitude de Chiang Kai-shek. Bien loin du triomphe manifesté par Gabriel Péri en décembre 1932, les articles parus dans *Front mondial* en octobre 1933, sont au contraire alarmistes : « Il faut sauver la Chine soviétique » proclame désormais Conrad Ulrich¹²⁰, dans un titre en exact contrepoint de celui de Péri un an plus tôt :

« Les militaristes contre-révolutionnaires de la Chine ont commencé la sixième¹²¹ campagne contre les régions soviétiques chinoises. Dans les cinq campagnes antérieures, l'armée des militaristes sous la direction de Tchang Kai Shek fut battue. L'armée rouge chinoise a pris la défense de la liberté, conquis au prix de très grands sacrifices, de 80 millions d'habitants de la Chine soviétique. Malgré la supériorité technique de l'armée des militaristes, l'armée rouge s'est avérée comme une force invincible. [...] L'enseignement tiré par les grandes puissances des défaites de Tchang Kai Shek les a forcés de créer le front commun des cinq plus grandes puissances impérialistes pour aider Tchang Kai Shek en les dotant des armes les plus modernes et de chefs qualifiés ; pour mieux réussir dans la campagne d'écrasement des soviets chinois, les États-Unis, l'Angleterre, la France, le Japon et l'Allemagne hitlérienne ont trouvé, malgré la contradiction inéluctable, une plate-forme commune, dans la politique générale de conquête et de pillage impérialiste. [...] Le soutien de la lutte et de la défense de la Chine soviétique est la tâche la plus importante à l'heure actuelle. Cela signifie la lutte dans son propre pays, contre ses propres impérialistes. Dans les ports, au chemin de fer, dans les usines de guerre des États-Unis, de l'Angleterre et de la France, dans les camps de concentration de l'Allemagne, dans les mines de guerre de Tchecoslovaquie, dans l'armée du Japon, dans les usines et dans les rues des villes et des villages des états capitalistes, il faut accentuer la lutte, ce sont les centres d'agitation et d'action pour la défense de la Chine soviétique. La solidarité internationale avec la Chine soviétique exige de boycotter et d'arrêter les transports d'armes à destination de l'Extrême-Orient, de manifester en masse dans les rues contre les incendiaires impérialistes. [...] »¹²²

¹¹⁸ La quatrième a lieu entre mai 1932 et février 1933 et représente une déroute pour les nationalistes. Plus de 20 000 soldats nationalistes sont faits prisonniers. Pour un déroulement précis des campagnes d'encerclement, se reporter à J. GUILLERMAZ, *op.cit.* pp. 229-242.

¹¹⁹ *Ibid.* p. 238.

¹²⁰ Conrad Ulrich est le nom d'emprunt du Hongrois Sandor Nogardi, qui travaillait à Paris au secrétariat du Comité Amsterdam-Pleyel. Marcel Cachin, « Carnets Marcel Cachin. Année 1947 », in *Carnets. Tome IV : 1935-1947*, éd. par Sophie CEURÉ et al., Histoire, Paris, CNRS Éditions, 2020), p. 402, <http://books.openedition.org/editions-cnrs/35277>.

¹²¹ Il s'agit en fait de la cinquième.

¹²² K. ULRICH, « Il faut sauver la Chine soviétique », *Front mondial*, octobre 1933.

La tactique de Chiang Kai-shek a en effet changé. Il s'est adjoint les services du général allemand Von Seeckt¹²³ et fait édifier « des fortins sur plusieurs lignes concentriques autour des positions communistes, resserrant un étaiu qui finit par asphyxier les assiégés. »¹²⁴ Le 15 octobre 1934, la première armée de front, menée par Mao Zedong et Zhu De, quitte la base soviétique du Jiangxi. C'est le début de ce qui sera appelée la Longue Marche, qui s'achève en octobre 1935 avec la création de la nouvelle base rouge de Yan'an, dans la province du Shaanxi.

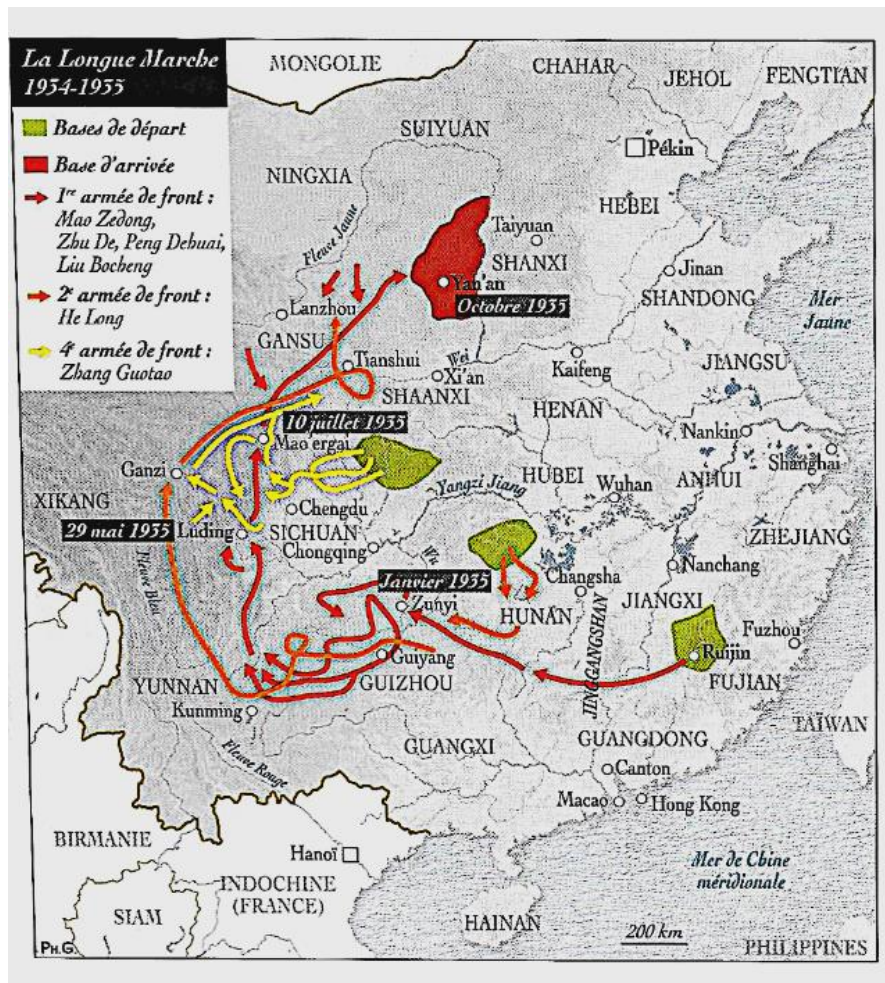


Figure 11: Le trajet des armées communistes durant la Longue Marche

Source : « Comment les communistes ont pris le pouvoir en Chine », *Le Figaro Histoire*, novembre 2020, p. 77.

La mystique de cette longue déroute, semble s'être mise en place avant même l'achèvement de la Longue Marche. Ainsi, en mai 1935, les partisans de Mao Zedong rassemblés dans l'Association des amis du peuple chinois font état de la réunification de la première armée de

¹²³ Voir partie 3, chapitre 2.

¹²⁴ Philippe PAQUET, « La marche de l'Histoire », *Le Figaro Histoire*, octobre-novembre 2020, p. 76.

front menée par Zhu De et Mao Zedong et de la quatrième armée de front. Ces intellectuels s'appuient pour cela sur l'article dithyrambique du *China Workers Correspondence*, dont l'Association des amis du peuple chinois de la très communiste Étienne Constant partage les vues :

« Aujourd'hui, vient de s'achever la deuxième étape de cette marche extraordinaire, une étape marquée par de grandes batailles dans le Kwétcheou [Guizhou], le Yunnan, le Sikiang [Xikang] et aux accès du Setchouan. Aux 1500 kms de la première étape s'en sont ajoutés 800 à 1000 accomplis par l'armée rouge en avril, mai et juin 1935, sur des routes extrêmement difficiles. [...] Avançant peu à peu dans la direction du Nord, l'armée rouge de Tchoudé [Zhu De] et Mao Tsé Doung [Mao Zedong] s'est dirigée vers les régions prolétariennes situées au sud de la capitale Tchengtou [Chengdu] dans la province du Setchouan [Sichuan], la plus grande et la plus riche de Chine. »¹²⁵

La mythologie de la Longue Marche, cette marche « extraordinaire » est donc d'ores et déjà mise en place, alors qu'il faudra encore six mois à Mao et ses troupes pour rejoindre Yan'an, nouveau centre de décision communiste, au Nord de la province du Shaanxi.

Des Français se font aussitôt les fervents propagateurs de cette odyssee au cours des années 1930. Trois ans après son achèvement, et alors que le contexte politique a gommé les divisions entre nationalistes et communistes chinois, voici que Gertrude Duby use et abuse des superlatifs pour présenter la Longue Marche en 1938 :

« Cette marche qui est appelée, par les grands stratèges militaires, la plus "héroïque et la plus grandiose de l'histoire". Pour éviter d'être écrasée par une force militaire infiniment supérieure, l'armée rouge entreprit cette marche au nord de la Chine, vers la frontière des parties occupées par le Japon (de Fukien [Fujian] au Shensi [Shaanxi] avec beaucoup de contremarches). Cette masse humaine couvrit 6 000 miles (1 miles : 1 km 600), deux fois la longueur du continent américain, à travers les montagnes inexplorées et les plus grandes guerres de l'Asie. »¹²⁶

On remarque que, de 1935 à 1938, les communistes français mettent l'accent sur le nombre de kilomètres parcourus par les troupes communistes. On considère aujourd'hui qu'elles ont parcouru environ 10 000 kilomètres¹²⁷, ce qui rend les chiffres de Gertrude Duby à peu près exacts. Cette « fuite en avant »¹²⁸, selon l'expression de Philippe Paquet, n'a donc pas attendu l'accession au pouvoir du Parti communiste chinois pour être érigée en véritable épopée. Dès 1935, cette marche appartient déjà à la mystique du communisme chinois, amplement relayée

¹²⁵ « Nouvelles de la Chine soviétique », *Chine* n°5, juillet-août 1935.

¹²⁶ G. DUBY, *op.cit.*

¹²⁷ Les chiffres divergent, allant de 6 000 à 15 000 km. Jacques Guillermaz s'en tient au chiffre de 12 000 km. J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 254.

¹²⁸ P. PAQUET, *ibid.*

par les tenants français du communisme. Les recherches récentes considèrent aujourd'hui cette marche avec un regard nuancé, dégagé de toute idéologie. Compte tenu des conditions dantesques de cette marche, Philippe Paquet la considère comme un « exploit surhumain » mais il s'agit avant tout « d'un chemin de croix en direction de l'Ouest puis du Nord, pour échapper à l'anéantissement », rappelle Xavier Paulès¹²⁹. Au cours de cette débandade, les chefs du Parti communiste chinois se déchirent et c'est Mao Zedong, un temps écarté de la direction du Parti, qui en sort vainqueur. Les divisions du PC chinois ne sont jamais mentionnées par les partisans du communisme français, qui sont sans doute peu au courant de ces dissensions internes et qui semblent suivre avec difficulté l'avancée des armées rouges chinoises. Alors que les communistes chinois sont enfin parvenus à leur nouvelle base de Yan'an, la revue *Chine*, en proie à des difficultés financières¹³⁰, n'en fait pas mention, et précise même :

« Les nouvelles parviennent difficilement de Chine. Celles qui passent la censure de Shanghai, Nankin ou de Pékin sont loin d'exprimer la réalité. En ce qui concerne les mouvements de l'armée rouge chinoise, il ne parvient, en Europe, que des renseignements fragmentaires ou tendancieux ne reflétant nullement l'ampleur de ces mouvements, l'étendue considérable sur laquelle ils s'opèrent, ni les grands succès obtenus par les différents corps de troupes rouges dans le Sud-Ouest, l'Ouest et le Nord-Ouest du Céleste empire. »¹³¹

Est-ce pour cela que, du côté des intellectuels conservateurs, il est très peu question de cette Longue Marche ? *La Revue de l'Asie française* préfère se consacrer à l'invasion japonaise de la Mandchourie, et se contente d'un entrefilet en janvier 1935, au moment de la première étape de la Longue marche dans le Guizhou. Cet article est sévère vis-à-vis de Chiang Kai-shek et rejoint l'idée d'un Parti communiste organisé, et d'une Marche qui aurait pour unique but de faire la jonction avec les forces communistes de l'Ouest de la Chine, mettant en valeur l'idée d'un Parti fort et unifié, disposant de bases arrière structurées :

« On se rappelle que, sous la pression du corps expéditionnaire de Nankin et des divisions de Canton, les Rouges, comme pris dans un étau, furent contraints d'évacuer les deux provinces où ils régnaient en maîtres depuis cinq ans. Le 11 novembre, Jouikin [Ruijin], centre du vaste territoire soviétisé, était tombée aux mains du gouvernement. Cette contrée, dont le relief avait arrêté, lors des précédentes campagnes, la marche des soldats de Chang Kai Shek, put être tout entière reconquise et pacifiée.

Dans leur retraite, les communistes se partagèrent en deux colonnes : l'une se dirigeant vers le Kouangtong [Guangdong], l'autre vers le sud-ouest du Hounan [Hunan] [...]. C'est là qu'ils se sont fixés

¹²⁹ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 125.

¹³⁰ Le numéro 6 est l'avant dernier numéro de la première version de *Chine*. Le bulletin reparait une fois en 1936, puis d'août à novembre 1937, avant de devenir le périodique régulier et engagé de la guerre sino-japonaise.

¹³¹ « Les mouvements de l'armée rouge chinoise », *Chine* n°6, *op.cit.*

et leur position paraît d'autant plus forte que le contact a été établi avec les insurgés du Setchouan. [Sichuan] [...].

Ainsi, conclut le journal avec dédain, le danger communiste n'a pas encore été supprimé. Il n'a fait que se déplacer. Tel est le résultat de la dernière campagne de Nankin. »¹³²

Cet article, qui préjuge de l'échec de Chiang Kai-shek avant même l'achèvement de sa campagne, révèle que la mythologie de la Longue Marche est adoptée par les intellectuels de gauche français avant même l'achèvement de cette dernière. Cette légende contribue à diffuser l'idée, amplement utilisée par la suite par le Parti communiste chinois¹³³, que ce dernier n'a pas été marginalisé par Chiang Kai-shek, qui, d'après les commentaires français, est perçu comme peu efficace dans sa lutte contre les communistes. À droite comme à gauche, le Parti communiste chinois semble donc considéré comme le vainqueur de la guérilla qui l'oppose à Chiang Kai-shek. Les intellectuels de droite notamment, craignent en effet une véritable invasion communiste et consacrent à ce danger un nombre croissant d'articles. À gauche les intellectuels français se font les porte-parole du communisme paysan décidé par Mao Zedong, et minimisent les victoires de Chiang. Peut-être est-ce un moyen, encouragé par la presse étrangère communiste, de masquer le caractère désespéré de cette Marche. Cependant il semble que les intellectuels de droite ne perçoivent pas non plus le caractère éperdu de cette fuite, réécrite comme une épopée héroïque, et qui est l'une des fondations du Parti communiste chinois décimé¹³⁴ qui reconstruit ses forces à Yan'an.

Mais alors que la création de la République du Jiangxi avait été attentivement suivie par les intellectuels français de tous bords, la base soviétique de Yan'an ne fait l'objet d'aucun commentaire ou reportage. Il faut dire qu'en cette fin d'année 1935, le Japon s'avance en Chine du Nord, attisant les tensions et les craintes d'un nouveau conflit. Par ailleurs, l'excentrement des communistes à Yan'an, loin de ses bases premières, dans une « bourgade perdue au beau milieu de nulle part, et dont les habitations troglodytiques trahissaient l'arriération »¹³⁵ consacre malgré tout la victoire de Chiang Kai-shek, ce qui fait dire à Jacques Guillermaz dans son

¹³² « Résultat de la dernière campagne anti-communiste », *Revue de l'Asie française*, janvier 1935.

¹³³ Mao Zedong « élargit démesurément la Longue Marche », et en fait « un manifeste, un instrument de propagande et une machine à semer. [...] Elle a fait savoir aux quelques deux cents millions d'habitants des onze provinces traversées que l'Armée rouge est la seule voie de leur libération. » Mao Zedong, *Œuvres choisies*, t. 1, cité par J. GUILLERMAZ, *ibid.* p. 264.

¹³⁴ Le nombre de morts de la Longue marche diverge. On estime par facilité que 100 000 militaires et civils ont pris la route en octobre 1934, et que six mois plus tard, il n'en reste plus qu'un tiers.

¹³⁵ P. PAQUET, *op.cit.* p. 79.

autobiographie que « depuis le repli dans une étroite région du Shensi à l'issue de la Longue marche, ce mouvement [communiste] semblait très affaibli et inquiétait beaucoup moins. »¹³⁶

Pourtant, le Parti communiste chinois va pourtant s'imposer comme une force qui compte, et qui semble ne plus pouvoir être « supprimée », venant battre en brèche l'espoir des chroniqueurs de *L'Asie française*. Un dernier événement qui a lieu avant la réunification de façade entre PCC et Guomindang à la faveur de Front Uni, vient confirmer que le Parti communiste chinois est désormais ancré dans les territoires et les événements politiques de Chine.

L'incident de Xi'an : les communistes chinois maîtres du jeu politique ?

Cet « incident » qui a pour personnages principaux le « petit Napoléon »¹³⁷ Zhang Xueliang, fils du défunt seigneur de la guerre de Mandchourie, Zhang Zuolin d'une part, et Chiang Kai-shek d'autre part, met en jeu toutes les tensions présentes sur la scène chinoise en cette fin d'année 1936. L'historiographie récente minore le rôle de l'incident de Xi'an dans la mutation de la politique suivie par Chiang Kai-shek, qui délaisse la lutte contre les communistes au profit de celle contre le Japon, mais cet événement est abondamment commenté par les intellectuels français. La presse modérée cherche surtout à en connaître les tenants et les aboutissants, tandis que les intellectuels plus marqués politiquement, désignent comme responsables chacun des deux commanditaires de l'incident, incarnant les deux pinces qui prennent à ce moment-là la Chine en tenaille.

La Revue de l'Asie française évoque de manière factuelle, « le coup de force de Zhang Xueliang », jeune général aux accointances changeantes¹³⁸ et dont Chiang Kai-shek voulait vérifier la loyauté¹³⁹ :

« Le 11 décembre, Tchang Kai Shek qui s'était rendu au quartier général de Tchang Sue Liang [Zhang Xueliang], commandant-en-chef des forces de répression anticommunistes¹⁴⁰, a été fait prisonnier par les hommes de ce dernier, à Sian Fou [Xi'an] capitale du Chensi [Shaanxi]. Le chef rebelle fit savoir à Nankin qu'il réclamait : le déclenchement immédiat des hostilités contre le Japon ; la reprise des territoires

¹³⁶ Jacques GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - mémoires 1937-1989*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 30.

¹³⁷ La formule est de Georges Brissaud-Desmillet, « rapport du 1^{er} août 1927 », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/317.

¹³⁸ Zhang Xueliang qui avait pourtant juré fidélité à Chiang Kai-shek, cherchait à reprendre son indépendance. Il avait pris contact avec Zhou Enlai et « n'appliquait à la zone rouge qu'un blocus modéré. » J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, vol. 2, Paris, Payot, 1975, p. 280

¹³⁹ J. GUILLERMAZ, Vol. 2, *ibid.*

¹⁴⁰ À la mort de son père, Zhang Xueliang s'est en effet rallié à Chiang Kai-shek. Celui-ci lui confie la mission de mettre en place les mesures d'éradication des communistes dans les provinces sous son contrôle.

"abandonnés" en Mandchourie ; le retour à la politique de Sun Yat Sen qui reconnaissait le communisme. »¹⁴¹

L'arrestation de Chiang Kai-shek provoque une onde de choc qui se répand à travers la presse française. Mais les événements demeurent imprécis et sujets à caution. Contrairement à d'autres de ses confrères, le responsable des articles portant sur l'Asie dans *L'Action française*, Jacques Delebecque invite, avec une rare clairvoyance, à « accueillir avec prudence les informations et surtout les affirmations touchant les affaires de Chine. »¹⁴² Il précise :

« Nous ne voulons pas dire que l'influence de Moscou ne se fera pas sentir côté chinois. Mais on ne possède pas d'éléments d'appréciation suffisants pour assurer que la révolte de Tchang Hsue Liang [Zhang Xueliang] et l'arrestation de Tchang Kai Shek ont été machinées par les Soviétiques. Que ceux-ci tentent de tirer parti du trouble causé par les événements, est tout à fait vraisemblable. Qu'ils soient les auteurs et les responsables directs du développement brusque inattendu qu'ont pris les choses, c'est encore douteux. »¹⁴³

Par ailleurs il note que « malgré les inquiétudes qu'ils affichent, les Japonais, au fond d'eux-mêmes, ne sont peut-être pas fâchés de la mésaventure dont [Chiang Kai-shek] est victime ou complice. Bien fin en somme, celui qui aujourd'hui peut expliquer le vrai sens de cet imbroglio. »¹⁴⁴

Georges Le Fèvre¹⁴⁵, l'un des participants de la Croisière Jaune Citroën en 1932¹⁴⁶, et qui a semble-t-il rencontré Zhang Xueliang peu de temps après la mort de son père, donne une explication psychologique à cette action de Zhang Xueliang qui favorise les communistes chinois. Ce serait un coup de force contre les Japonais, qui sont impliqués dans la mort de Zhang Zuolin :

« Pour lui, l'ennemi extérieur a favorisé l'attentat de son père. Il a diminué son héritage et lui a fait perdre la province du Jehol. Titres suffisants à sa rancune. Être contre les Japonais, c'est être pour les Rouges. Événements d'hier qui peuvent expliquer une politique d'aujourd'hui. »¹⁴⁷

¹⁴¹ « Le coup de force de Tchang Sue Liang », *Revue de l'Asie française*, décembre 1936.

¹⁴² Jacques DELEBECQUE, « Que se passe-t-il en Chine ? », *L'Action française*, 16 décembre 1936.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Georges Le Fèvre (1892-1968) commence sa carrière de journaliste au lendemain de la Grande Guerre. Ses articles dans les grands journaux deviennent des livres, comme *L'épopée du Caoutchouc* qui met en scène l'Indochine des années 1920. En 1930, il est choisi par les Georges-Marie Haardt et André Citroën, pour être l'historiographe de la Croisière jaune, qui traverse l'Asie.

¹⁴⁶ Voir partie 4, chapitre 2.

¹⁴⁷ Georges LE FÈVRE, « Le prix du sang », *Le Journal*, 16 décembre 1936.

Cependant, pour les chroniqueurs les plus ancrés dans des positions politiques, l'enjeu est plutôt de savoir de qui Zhang Xueliang est le pantin, des communistes ou des Japonais. Pour Saint-Brice, chroniqueur à *L'Asie française* et au *Journal*, l'affaire est vite entendue : « La capture de Tchang par les communistes » s'étale sur cinq colonnes. Saint-Brice écrit : « Les Soviets ne pouvaient souhaiter un meilleur instrument pour se prêter à leur caprice au moment où ils multiplient les efforts en vue de provoquer une guerre entre la Chine et le Japon. »¹⁴⁸

Du côté des communistes français, l'argument développé par Marius Magnien est totalement inverse. Ce dernier tente de démontrer dans un long article que « Tchang Sue Liang [est] l'instrument du Japon ». Il explique :

« La provocation apparaît nettement dans la façon dont a été présentée, dès la première heure, la révolte de Sianfou [Xi'an].

Tchang Sue Liang [Zhang Xueliang] réclame "l'alliance défensive et offensive avec l'URSS pour combattre le Japon. " Immédiatement les dépêches de Tokio – et de Berlin – lancent que c'est l'URSS qui a fomenté la révolte pour soumettre la Chine et attaquer le Japon ! Rien que cela éclairerait le sens véritable du coup de force du Shensi [Shaanxi] monté par le Japon contre le gouvernement de Nankin qui résiste aux oppresseurs nippons, contre le Front populaire chinois antijaponais et contre l'URSS en vertu du pacte nippo-hitlérien. »¹⁴⁹

Marius Magnien reprend ici les arguments de la presse soviétique qui « attribue sans sourciller le complot aux Japonais désireux de saboter l'œuvre d'unification entreprise par le Généralissime. »¹⁵⁰

Pour les uns, l'incident de Xi'an est donc une manœuvre communiste, tandis que leurs adversaires mettent en avant l'union des fascismes pour l'expliquer, mettant en place la dichotomie qui fera les beaux jours des hommes et femmes de gauche un an plus tard¹⁵¹.

Chiang Kai-shek est libéré le 21 décembre, par l'intermédiaire du PCC. Le Parti communiste chinois obéit ainsi aux directives émanant de Moscou. Le Komintern a en effet compris que Chiang Kai-shek était le seul capable d'unir la Chine derrière un front anti-japonais. Xi'an marque donc le point de départ d'une nouvelle alliance entre Guomindang et communistes. Certains intellectuels ont perçu avant même la libération du chef du Guomindang,

¹⁴⁸ SAINT-BRICE, « Les Soviets veulent déclencher une guerre en Extrême-Orient », *Le Journal*, 14 décembre 1936.

¹⁴⁹ Marius MAGNIEN, « Tchang Sue Liang, instrument du Japon, ne brisera pas l'union du peuple chinois », *L'Humanité*, 16 décembre 1936.

¹⁵⁰ J. GUILLERMAZ, Vol. 2, *op.cit.* p. 282.

¹⁵¹ Voir partie 2, chapitre 2.

ce qui allait se jouer au niveau de la politique intérieure de la Chine, comme à l'échelle internationale. Dès le 15 décembre 1936, Geneviève Tabouis prophétise dans *L'Œuvre* :

« En tout cas, les faits récents vont imprimer à la politique chinoise un tour résolument antijaponais, en même temps qu'ils vont marquer la fin de la lutte en Chine contre le communisme, en provoquant par là même un resserrement de la politique intérieure avec Moscou. »¹⁵²

Quelle est la portée réelle de l'incident de Xi'an ? Selon les chroniqueurs français, il semble que cet événement ait permis aux communistes de revenir dans le jeu politique.

En décembre 1936, Marius Magnien évoque la création d'un « Front populaire » chinois « englobant dans ses rangs jusqu'à des généraux gouvernementaux [...] pour la lutte de la libération nationale. »¹⁵³ *La Revue de l'Asie française* confirme elle aussi l'existence d'un « Front populaire », proposé par les communistes chinois au gouvernement de Nankin, « l'aile droite étant représentée par le Kuomintang, l'aile gauche par les Rouges. Les chefs communistes [...] se montraient animés de l'esprit le plus conciliant, prêts à rabattre de leurs visées politiques pour mieux faciliter l'union qu'ils préconisaient avec les nationaux. »¹⁵⁴ Par ailleurs, le gouvernement japonais lui-même estime qu'« il est incontestable que, peu après l'incident [de Xi'an], les éléments communistes, de plus en plus influents au sein du gouvernement de Nankin prirent la direction de la campagne de perturbations dans la Chine du Nord et dans le Mandchoukoo sous le drapeau du "Front populaire antijaponais" [...]. »¹⁵⁵ Les dirigeants communistes et notamment Zhou Enlai ont en effet pris une part active dans les tractations entre Zhang Xueliang et Chiang Kai-shek. Mao Zedong rappelle : « Chiang Kai-shek ne doit pas oublier que s'il a pu quitter Sian [Xi'an] en toute sécurité, c'est grâce à la médiation du Parti communiste [...] qui a préconisé un règlement pacifique, [...] dans le seul intérêt de l'existence de la nation. »¹⁵⁶

De l'avis général, l'incident de Xi'an semble donc permettre aux communistes de reprendre pied dans le jeu politique de la Chine. Malgré tout, dans un premier temps, Chiang Kai-shek refuse l'alliance et il s'avère même que « le comité exécutif du Kuomintang a pris la décision de poursuivre sa campagne contre les Rouges » rapporte *La Revue de l'Asie française*, qui ajoute avec satisfaction :

¹⁵² Geneviève TABOUIS, « Tchang Sueh Liang serait prisonnier à son tour ? », *L'Œuvre*, 15 décembre 1936.

¹⁵³ M. MAGNIEN, *op.cit.*

¹⁵⁴ « Nankin et la politique communiste », *op.cit.*

¹⁵⁵ « Note du gouvernement impérial du Japon », *France-Japon* n°24, 15 décembre 1937.

¹⁵⁶ Mao ZEDONG, *Œuvres choisies*, t.1, cité par J. GUILLERMAZ, *ibid.* p. 282-83.

« Malgré ce savant maquillage des communistes patriotes, en citoyens partisans d'un régime constitutionnel, le comité central exécutif a repoussé le concours d'un parti qui obéit aux ordres de l'étranger, qui constitue une minorité en marge des lois nationales. »¹⁵⁷

Pourtant, Chiang Kai-shek finit par se résoudre à la matérialisation du Front Uni en juillet 1937. Même si l'historiographie actuelle minore le rôle de l'incident de Xi'an dans la décision de Chiang Kai-shek de s'allier aux communistes pour résister au Japon, les intellectuels français de l'époque présentent cet événement comme un retour des communistes sur le devant de la scène politique chinoise. Leurs réflexions, parfois péremptoires, illustrent les forces qui s'affrontent en Chine. Si pour la majorité, Xi'an est une manœuvre communiste, les Français de gauche soutiennent que, malgré son expérience personnelle, Zhang Xueliang a accepté d'être l'instrument du Japon. En confiant aux communistes chinois l'initiative de la révolte de Zhang Xueliang et la création d'un « Front Populaire », certains devinent que la politique de Chiang Kai-shek va pencher par tactique, vers l'union nationale anti-japonaise.

Entre 1923 et 1936, le Parti communiste s'impose comme une force indispensable sur la scène politique chinoise. Le coup de Shanghai va paradoxalement forger la légende de ce parti politique, qui n'était qu'un simple groupuscule à sa création. Son implantation progressive dans les territoires chinois ainsi que la tutelle de Moscou à partir de 1923 donnent à l'idéologie communiste une importance nouvelle. Il semble ainsi important de voir les différentes manœuvres menées par l'URSS pour implanter le communisme en Chine, afin de comprendre les peurs et les espoirs que cette idéologie suscite chez les intellectuels français.

II. Des « griffes rouges sur l'Asie » à l'appui à la Chine soviétique : crainte, déni, appui chez les intellectuels français

1) Sun Yat-sen et les émissaires soviétiques : quel regard porté sur les premières manœuvres soviétiques en Chine ?

La diplomatie soviétique en terre chinoise (1921-1925)

La création du Parti communiste chinois, par Chen Duxiu, Li Dazhao et un petit groupe d'adhérents dont le jeune Mao Zedong, ne fait pas réagir en 1921. À peine le nom de Chen

¹⁵⁷ « Nankin et la politique communiste », *Revue de l'Asie française*, mars 1937.

Dixiu est-il cité lors de son arrestation en 1927, lorsqu'Alphonse Monestier évoque « la propagande des Yoffe [Ioffé], des Karakhan [qui] eurent, dès le début, une complicité des plus propices en la personne de deux professeurs de l'Université nationale de Pékin, Li Ta-tchao [Li Dazhao] et Chen Tou-hsiou [Chen Duxiu]. »¹⁵⁸ Pourtant, dès 1921, des conseillers soviétiques prennent contact avec les deux fondateurs du PC chinois¹⁵⁹ et, selon Jérémie Tamiatto, c'est le russe Voitinsky qui est à l'origine du premier groupuscule communiste de Chine, avant la fondation du PCC¹⁶⁰.

Nous avons vu combien la nomination de conseillers étrangers par la Chine avait de l'importance pour les puissances occidentales¹⁶¹. En 1923, c'est l'URSS qui semble tenir le haut du pavé. Dans une Chine aux gouvernements provinciaux multiples, l'Union soviétique a un représentant auprès du gouvernement de Pékin, en la personne d'Adolf Ioffe, qui est le premier chargé de resserrer les liens entre l'URSS et la Chine. *La Revue de l'Asie française* commente : « Le contact entre la Russie soviétique et la Chine se fait de plus en plus intime. [...] Enfin Ioffe est installé à Pékin avec un état-major nombreux, actif, habile et largement pourvu d'or. Son œuvre marche rapidement. »¹⁶²

Ioffe est ensuite remplacé à Pékin par l'Arménien Lev Karakhan, décrit par Francis Borrey comme « aimable et doux »¹⁶³ mais aussi rusé, et tout entier dévoué à mettre en place en Chine « une alliance formelle entre les deux peuples », dirigée contre leur « oppresseur commun » qui sont « les puissances impérialistes, France, Grande-Bretagne, États-Unis, Japon. »¹⁶⁴. Selon *L'Europe nouvelle*, Karakhan parvient, après plusieurs difficultés, à faire admettre à la Chine, « l'existence de relations normales entre la Chine et les Soviets. »¹⁶⁵

Selon plusieurs sources diplomatiques françaises, Karakhan cherche aussi à créer des appuis communistes dans les universités chinoises. En 1924, *La Revue de l'Asie française* note que les « étudiants sont les plus solides suppôts du bolchévisme »¹⁶⁶, alors que Georges Brissaud-Desmaillet, présent sur place confirme que :

¹⁵⁸ Alphonse MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 7 août 1927.

¹⁵⁹ Voir à ce sujet Jérémie TAMIATTO, « Des révolutionnaires entre deux mondes », *Monde(s)* N° 10, n° 2 (19 décembre 2016), pp. 51-68, <https://www.cairn.info/revue-mondes-2016-2-page-51.htm>.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ Voir partie 3, chapitre 2.

¹⁶² « Difficulté de la situation de Tsao Koun », *La Revue de l'Asie française*, janvier 1924.

¹⁶³ Francis BORREY, « Interview de M. Karakhan, ambassadeur des Soviets en Chine », *Le Journal des Débats*, 1^{er} décembre 1924.

¹⁶⁴ « La mission Karakhan », *L'Europe nouvelle*, 18 juin 1925.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ « Difficulté de la situation de Tsao Koun », *op.cit.*

« L'énorme développement donné en Russie, depuis la fin de la guerre, à l'enseignement du chinois, faisait prévoir l'intervention certaine et efficace de l'Union soviétique en Chine. L'ambassadeur Karakhan n'ayant pu créer à Pékin l'agitation longuement préparée, Moscou a dirigé et concentré ses diplômés chinois sur Canton. Aujourd'hui ce n'est pas dans un but d'intérêt linguistique et littéraire qu'un État donne un grand développement à l'étude de la langue d'un pays voisin et la rend obligatoire à tous les degrés de l'échelle sociale, pour les carrières commerciales, industrielles et militaires. »¹⁶⁷

Cela explique aussi pourquoi la France tient tant à faire venir la jeunesse chinoise dans ses universités. L'Union soviétique et la menace qu'elle fait peser sur la Chine rendent urgent de contrer cette influence.

Dans le même temps, en effet, les Soviétiques travaillent sur un deuxième front. À l'automne 1923, ils envoient deux émissaires soviétiques, Borodine et Gallens, à Canton, le fief de Sun Yat-sen. Dès lors la « situation à Canton » fait l'objet de bien plus d'intérêt que la situation à Pékin chez les intellectuels français¹⁶⁸. L'année 1923 représente « une année charnière. »¹⁶⁹ puisque, par l'intermédiaire des conseillers et diplomates soviétiques, la Chine « qui était à l'écart des perspectives révolutionnaires russes, intègre progressivement l'espace révolutionnaire. »¹⁷⁰ Abel Bonnard, dans son récit *En Chine* affirme lui aussi : « À mesure qu'il devient plus clair que le bolchevisme a échoué comme révolution communiste, c'est dans son caractère asiatique qu'il retrouve de la vigueur. »¹⁷¹ En effet, précise Yves Chevrier, « jusqu'en 1922, l'Orient révolutionnaire est un Orient sans la Chine. Elle [...] est considérée comme endormie, à la différence de l'Inde, de Java et du Japon, dont les actifs représentants [...] savent faire tinter l'effervescence nationaliste. »¹⁷² L'arrivée des conseillers russes en Chine va faire d'elle le cœur de la « lutte anti-impérialiste ».

De fait, les envoyés soviétiques à Canton vont s'atteler à refonder le Guomindang de Sun Yat-sen. Ils vont aussi être à l'origine de la formation de l'armée du Huangpu, dirigée par le jeune Chiang Kai-shek¹⁷³. Mais, plus encore que les réalisations concrètes des Russes, c'est la posture de Sun Yat-sen qui est le plus abondamment commentée par les intellectuels, aussi bien au moment des faits que de manière rétrospective. La position de Sun, souvent mal comprise, est néanmoins observée avec acuité par les intellectuels français. Selon le degré de

¹⁶⁷ Georges BRISSAUD-DESMAILLET, « Rapport du 5 novembre 1926 », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/217.

¹⁶⁸ La Revue de l'Asie française consacre chaque jour une rubrique à « la situation à Canton »

¹⁶⁹ J. TAMIATTO, *op.cit.*

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Abel BONNARD, *En Chine*, Paris, Fayard, 1924, p. 126.

¹⁷² Yves CHEVRIER, « Mort et transfiguration : le modèle russe dans la révolution chinoise », *Extrême-Orient, Extrême-Occident* n° 2 (1983), p. 51, <https://doi.org/10.3406/oroc.1983.887>.

¹⁷³ Voir partie 1, chapitre 3.

compréhension des protagonistes, Sun Yat-sen est considéré comme partisan du communisme par certains, quand d'autres intellectuels, aidés par le recul historique ou une meilleure connaissance des faits, décèlent la distance du Chinois vis-à-vis de l'idéologie marxiste.

Sun Yat-sen et le communisme : des intellectuels français perplexes

La Revue de l'Asie française explique le ralliement de Sun Yat-sen aux envoyés soviétiques sur un plan idéologique :

« On s'explique qu'un professionnel de l'insurrection comme Sun Yat Sen ait été frappé par le succès rapide de la révolution russe. Il lui apparaît que ce succès avait été dû à la puissance d'une mystique qualité d'organisation du parti bolchevique. Jusque-là "démocrate social", partisan d'une république nationale, unitaire et parlementaire, le fondateur du Kuomintang se rallia sans réserve à l'internationalisme soviétique. »¹⁷⁴

Cependant, plusieurs intellectuels français ne semblent pas immédiatement déceler les véritables motifs d'alliance de Sun Yat-sen avec l'URSS qui se fait par l'intermédiaire de Borodine. En 1924 selon *La Revue de l'Asie française* « Sun Yat-sen ne dissimule nullement ses sympathies bolchévistes. »¹⁷⁵ Nationaliste, celui-ci se convertit en effet à la « lutte contre l'impérialisme » prônée par Borodine, et Canton devient le foyer « d'une véritable éclosion d'unions dites ouvrières ; des "piquets de grève" s'exerçaient à la lutte contre "l'impérialisme" étranger dont la Grande-Bretagne était la représentation symbolique. »¹⁷⁶

Il faut dire que les discours de Sun Yat-sen peuvent prêter à confusion. André Pierre rapporte qu' :

« À la veille de sa mort survenue le 12 mars dernier, Sun Yat Sen envoyait une adresse à Moscou dans laquelle il s'exprimait en ces termes : "Je laisse après moi un parti qui travaillera d'accord avec vous pour la libération de la Chine et des autres pays opprimés. J'ai ordonné à ce parti de rester en contacts permanents avec vous et espère que le moment viendra bientôt où l'URSS statuera en la personne d'une Chine puissante et libre son alliée et son amie, et que nos deux pays iront main dans la main jusqu'à la victoire." »¹⁷⁷

L'Europe nouvelle, l'organe de Louise Weiss, spécialisé dans les questions de politique étrangère, semble pourtant comprendre (avant bien d'autres) les modalités de l'action de Sun

¹⁷⁴ « Le gouvernement sudiste de Outchang et les événements de Hankéou », *La Revue de l'Asie française*, mai 1932.

¹⁷⁵ « Sun Yat Sen et la révolution mondiale », *La Revue de l'Asie française*, avril 1924.

¹⁷⁶ « Le gouvernement sudiste de Outchang et les événements de Hankeou », *op.cit.*

¹⁷⁷ André PIERRE, « Le Kuomintang et ses rapports avec la IIIe Internationale », *L'Europe nouvelle*, 18 juillet 1925.

Yat-sen, qui laisse Borodine et Gallens réorganiser le Guomindang sur le modèle structuré de l'Internationale Communiste. *L'Europe nouvelle* souligne en effet l'opportunisme de Sun Yat-sen :

« Sun Yat Sen à Canton a sympathisé avec Moscou parce que la politique des Soviets coïncidait avec la sienne, pour les idées autant que pour la rivalité directe avec les généraux maîtres du nord du pays. »¹⁷⁸

Comme le note Marie-Claire Bergère, il serait « déplacé » de questionner la sincérité de Sun Yat-sen. « L'efficacité politique autorise tous les chemins de traverse. »¹⁷⁹

Deux ans plus tard, un mois avant le coup de Shanghai, *L'Humanité* célèbre à grands cris Sun Yat-sen « leader de la Jeune-Chine ». Le rassemblement, qui comporte des membres du Guomindang, célèbre le premier Front Uni. Gaston Monmousseau¹⁸⁰, dans une rhétorique très soviétique salue « le camarade Sun Yat-sen » et ajoute :

« Camarades du Kuomintang, [...] porte-flambeaux de ce prolétariat qui s'éveille, qui accomplit un premier pas vers la révolution, qui cherche encore sa voie, qui ose à peine croire que l'heure approche de la libération, vous, mes camarades, qui vous êtes situés à l'avant-garde, ah ! Ne détachez jamais les yeux de ce prolétariat, pensez toujours qu'il est la ressource suprême de l'émancipation du peuple chinois, qu'il porte en lui les forces indispensables pour ouvrir à la jeune Chine les voies de l'émancipation totale. Soyez les bâtisseurs de cette révolution basée sur le prolétariat. »¹⁸¹

Il faut attendre les premières années de 1930 pour que certains intellectuels français parviennent à déceler les véritables motivations de Sun Yat-sen. Comme l'avait noté Louise Weiss, celui-ci cherche avant tout « les subsides des puissances étrangères. »¹⁸²

En janvier 1933, F. Tailhardat vient ainsi nuancer les articles de *L'Asie française* parus neuf ans plus tôt :

« Notons ici, toutefois, que Sun Yat Sen ne s'est rallié au bolchevisme qu'après avoir fait des démarches auprès des autres pays. [...] C'est seulement après l'échec de toutes ces tentatives que Sun Yat Sen s'est

¹⁷⁸ Louise WEISS, « La Chine et les puissances », *L'Europe nouvelle*, 18 juillet 1925.

¹⁷⁹ Marie-Claire BERGÈRE, *Sun Yat-sen*, Paris, Fayard, 1994, p. 336.

¹⁸⁰ Gaston Monmousseau (1883-1960) gérant du journal *La Vie ouvrière* est secrétaire général de la CGTU depuis 1922. Reçu par Lénine lors d'un voyage en URSS, il adhère officiellement au Parti communiste en 1925. C'est lui qui entérine le ralliement de la CGTU au PCF en septembre 1929. <https://maitron.fr/spip.php?article6826>, notice MONMOUSSEAU Gaston, Léon, René. Pseudonyme : Brécot Jean par Georges RIBEILL, version mise en ligne le 30 juin 2008, dernière modification le 23 mai 2020.

¹⁸¹ « Une foule enthousiaste célèbre Sun Yat Sen leader de la jeune Chine - des délégués du Kuomintang et des peuples opprimés exaltent le réveil des esclaves de l'impérialisme », *L'Humanité*, 12 mars 1927, ANOM, SLOTFOM VIII/6.

¹⁸² Xavier PAULÈS, « La Chine des guerres de l'opium à nos jours », *La Documentation photographique* n° 8093, juin 2013, p. 30.

décidé à se rapprocher des Soviets, en la personne de Monsieur Karakhan qui avait remplacé à Pékin M. Ioffé en qualité d'envoyé soviétique. [...] »¹⁸³

Tandis que du côté de *L'Action française*, Jean Guérin, qui s'interroge sur « l'impérialisme moscovite » précise :

« Il voulut organiser une armée à l'européenne. Il fit appel à l'Angleterre, aux États-Unis. Devant l'absence de réponse favorable, Sun Yat Sen, chef du Kuomintang, se tourna vers les Soviets. Occasion inespérée. Ceux-ci fournirent à Canton armes et munitions ; mais surtout ils y envoyèrent une mission militaire et des conseillers politiques. Ces derniers organisèrent un remarquable comité de propagande révolutionnaire dont l'influence ne tarda pas à se manifester pour arriver à son apogée en 1925 avec les crimes anarchistes, les attaques des concessions de Shameen (Canton), Hankeou, Tientsin et surtout la promulgation du fameux décret de boycott d'abord contre Hong Kong [...] et plus tard contre les Japonais. »¹⁸⁴

En effet, comme le souligne Marie-Claire Bergère, Sun a perdu l'appui que les puissances occidentales lui avaient fourni lors de ses premiers coups d'éclat au début du XX^e siècle. Même l'opinion américaine ne lui est plus favorable¹⁸⁵, dérouterée, sans doute, par les habits de chef de guerre dont Sun Yat-sen s'est affublé. Dans un article de 1960, Roger Lévy écrit : « Il ne s'agit pas tant de préparer la Chine à un régime soviétique, que de recevoir de la Russie les conseillers militaires, les armes, les munitions que n'ont consentis ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne, ni les autres puissances maintes fois sollicitées. »¹⁸⁶ Jean Guérin fait donc preuve de téléologie, en réexpliquant l'alliance de Sun Yat-sen avec les Soviets à la lueur de la guerre sino-japonaise qui, en août 1932, fait rage au cœur de Shanghai.

La réorganisation du Guomindang sur le modèle soviétique, ainsi que la création de l'armée de Huangpu, sous l'égide du jeune Chiang Kai-shek assisté du communiste Zhou Enlai et du Russe Gallens, font l'objet de peu de commentaires à chaud. En revanche, André Duboscq tente de comprendre les liens entre le triple démisme¹⁸⁷ et le communisme, selon les points de vue de Sun Yat-sen puis de Chiang Kai-shek. Selon le journaliste, le troisième principe de Sun Yat-sen, c'est-à-dire « le bien-être du peuple »¹⁸⁸ aussi appelé « démisme vital » est à rapprocher du communisme qui représenterait « l'idéal du troisième principe »¹⁸⁹. Sun Yat-sen répète en effet

¹⁸³ F. TAILLARDAT, « Les intrigues soviétiques en Extrême-Orient », *Revue de l'Asie Française*, janvier 1933.

¹⁸⁴ Jean GUÉRIN, « L'Impérialisme moscovite », *L'Action française*, 20 août 1932.

¹⁸⁵ M-C. BERGÈRE, *Sun Yat-sen, op.cit.* p. 339.

¹⁸⁶ Roger LÉVY, « Le souvenir de Sun Yat-sen et la République populaire de Chine (1886-1960) », *Politique étrangère* 25, n° 5 (1960), p. 499, <https://doi.org/10.3406/polit.1960.2395>.

¹⁸⁷ Doctrine de Sun Yat-sen. Voir partie 1, chapitre 3.

¹⁸⁸ Voir partie 1, chapitre 3.

¹⁸⁹ André DUBOSCQ, « Les trois principes de Sun Yat-sen », *Le Temps*, 9 juillet 1928.

dans plusieurs conférences « le démisme vital c'est le socialisme, appelé aussi communisme. »¹⁹⁰ Or, au lendemain de l'insurrection de Shanghai et de la sanglante répression contre les communistes, Chiang Kai-shek affirme : « Nous ne tolérons pas le communisme », ce qui semblerait, selon Duboscq, être en rupture avec les principes de Sun Yat-sen... L'orientaliste se lance donc dans des explications peu convaincantes sur le fait que Sun Yat-sen érige le communisme comme un principe, une « idée pure », qui n'aurait pas vocation à être appliquée de manière concrète. Dans les faits, Sun Yat-sen ne croit pas à la doctrine marxiste de la lutte des classes, et a modifié son credo après une altercation avec Borodine, afin de « sauver son alliance avec les Soviétiques. »¹⁹¹

On le voit, l'alliance de Sun Yat-sen avec les Soviétiques, matérialisée par son alliance avec Borodine et Gallens laisse les intellectuels français plus que perplexes. Même après la mort du républicain chinois, il leur faut un recul de plusieurs années pour déceler les motivations opportunistes de Sun Yat-sen, encore qualifié de « fumeux »¹⁹² par Henri Brenier en 1938. Cependant, l'arrivée du Russe Borodine – dont la présence en Chine est beaucoup plus commentée que celle de son compatriote Gallens – marque bien un tournant pour la République de Chine puisqu'elle institue une alliance entre nationalistes et communistes chinois (le premier Front Uni) et refonde le Guomindang sur la base d'un parti politique structuré. Le communisme soviétique s'est donc infiltré en Chine. La question de savoir si la Chine pouvait ou non devenir communiste agite par conséquent les intellectuels dès 1920. Là encore, il est intéressant de constater que les positions sont plutôt tranchées, et mêlent déni ou grands espoirs.

2) Déni du communisme ou crainte de l'invasion : l'opposition entre deux tendances intellectuelles

Au cours de la période, l'implantation du communisme en Chine devient de plus en plus tangible. S'il n'était à sa naissance qu'un mouvement intellectuel, le communisme de tendance marxiste s'incarne peu à peu dans la politique chinoise, à la faveur des manœuvres russes qui soutiennent le Front Uni, puis de la dissidence de l'aile gauche du Guomindang. Soutenus par Borodine, Wang Jingwei et l'aile gauche du Guomindang installent un gouvernement concurrent à Wuhan¹⁹³. Les intellectuels français, qui observent les soubresauts chinois depuis

¹⁹⁰ Cité par M-C. BERGÈRE, *Sun Yat-sen, op.cit.*, p. 430.

¹⁹¹ *Ibid.*

¹⁹² Henri BRENIER, « Le communisme chinois », *La Revue de l'Asie française*, mars 1938.

¹⁹³ Voir partie 2, chapitre 3.

des points d'observation plus ou moins proches de la Chine, font donc part de leur ressenti personnel. Bien souvent, ce ressenti est rendu public, soit parce qu'il fait l'objet d'articles de presse – qui témoignent donc du fait que cette question demeure actuelle tout au long de la période –, soit parce qu'il apparaît dans des notes diplomatiques et témoigne donc d'une inquiétude en lien avec la politique asiatique de la France. Les divisions des opinions au sein des intellectuels français, qui ne peuvent être restreintes à une opposition entre la droite et la gauche, illustrent le fait, que, contrairement à ce qu'a longtemps affirmé l'historiographie chinoise et occidentale, l'implantation du communisme en Chine ne fut ni rapide ni évidente. À partir de là, la « bolchevisation »¹⁹⁴ ou la « soviétisation » de la Chine, comme la nomment les intellectuels anticommunistes divise les milieux intellectuels, qui s'interrogent ou s'inquiètent quant à sa survenue.

« *Le communisme peut-il s'implanter en Chine ?* »

- Le rôle des paysans chinois dans l'expansion du communisme : des opinions opposées

A peine les émissaires russes ont-ils posé le pied en Chine que la question d'une possible bolchevisation de la Chine agite déjà les milieux intellectuels. Certains intellectuels chinois ont un avis très tranché sur la question. En août 1924, des journalistes chinois du journal *Sine Ching*, journal chinois de langue française, ferraillent avec l'un des hommes les plus inquiets de l'expansion communiste, le médecin français Aimé-François Legendre. Ce médecin détaché à Chengdu¹⁹⁵ parcourt la Chine depuis 1902, pour le compte de diverses missions scientifiques, comme celle de 1911 pour le compte de la Société de géographie¹⁹⁶ et multiplie les articles alarmistes dans la presse conservatrice. Les journalistes chinois lui reprochent de ne pas comprendre que « le véritable caractère et la vraie mentalité de la masse chinoise sont aux antipodes du communisme. » En se fondant sur les grands principes du communisme russe, ils démontrent féroce­ment que la doctrine n'a aucun avenir en Chine :

« [Le bolchevisme] ne forcera pas la Grande muraille et ne convertira pas la Chine qui manque des conditions essentielles pour l'inauguration d'une politique communiste : les capitalistes pour exciter la haine de la classe prolétaire, les ouvriers pour exercer la dictature, les moyens de transport pour distribuer

¹⁹⁴ Le terme vient de l'adjectif « bolchevique », qui désigne les partisans de la conception politique de Lénine de la « dictature du prolétariat ».

¹⁹⁵ Aimé-François Legendre (1867-1951) est médecin des troupes coloniales. Détaché en Chine à Chengdu, il fonde une école de médecine impériale, et explore le Sud-Ouest chinois (Sichuan, Yunnan) jusqu'en 1931 au cours de onze missions (A-F LEGENDRE, « Les récents progrès du bolchevisme » dans *L'Ami du peuple*, 13 janvier 1931, ANOM, SLOTFOM V/4). Il écrit dans plusieurs périodiques, notamment *Le Mercure de France*, mais aussi *France-Japon*, qu'il rejoint dès sa création en 1935.

¹⁹⁶ Voir Aimé-François Legendre, « Nouvelles de sa mission en Chine », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 55, n° 2 (1911), pp. 193-94, <https://doi.org/10.3406/crai.1911.72798>.

les vivres. En effet, la grande industrie n'a pas encore mis en valeur les richesses naturelles que notre pays possède. [...] Quant aux quelques intellectuels qui font, pour ainsi dire, le métier de communistes, ils sont de purs snobs, avides de nouveautés, insoucieux des intérêts de leur pays et, par conséquent, rejetés de tous ceux qui veulent la paix du monde et l'indépendance nationale. En effet, ils sont plus disciples de Tolstoï que de Lénine, plus fanfarons que véritables amis de Moscou, plus littérateurs que révolutionnaires, et ne constituent pas un danger sérieux. »¹⁹⁷

Les intellectuels chinois font ici preuve de bons sens, en rappelant qu'en 1924, le communisme n'est encore qu'un mouvement minoritaire, porté par une poignée d'intellectuels. Par ailleurs, il leur semble en effet peu probable que « la dictature du prolétariat » qui aboutirait à « la grève de masse en vue de prendre le pouvoir »¹⁹⁸ puisse advenir en Chine, pays où les travailleurs de l'industrie représenteraient tout au plus en 1924, 1,5 millions à 1,8 millions de travailleurs¹⁹⁹. L'inquiétude pourrait alors venir de la réaction de la masse paysanne dans un pays à « 80% agricole »²⁰⁰ et dont la condition « s'est continuellement dégradée en Chine » depuis la révolution républicaine, selon Jean Chesneaux²⁰¹. Pour cette raison, les intellectuels français s'interrogent sur le rôle que la paysannerie chinoise pourrait jouer dans l'expansion du communisme en Chine.

Abel Bonnard estime quant à lui qu'il y a deux options :

« Ceux qui se payent d'idées reçues répondent qu'il existe trop de petits agriculteurs, possesseurs d'un bout de terre, pour que le communisme puisse s'établir. Les observateurs sont moins décisifs : ils savent ce qu'endurent les paysans et craignent qu'à la fin, excédés de maux, ils ne se livrent aveuglément à qui leur promettra un sort meilleur. »²⁰²

À partir de là, deux visions s'affrontent sur le possible ralliement des paysans au communisme. Pour Georges Brissaud-Desmaillet, contrairement à ce que sous-entend Bonnard, il y a peu de risque que la paysannerie rejoigne le communisme :

« La masse du peuple chinois, agricole pour les 85 %, est plutôt indifférente. Elle ne souhaite qu'une chose : être le moins possible brutalisée et pillée par la soldatesque, et moins pressurée par les fonctionnaires. Le nationalisme ne fleurit que dans l'armée et dans la jeunesse universitaire : parmi les

¹⁹⁷ Note du journal *Sine Ching*, Paris, le 25 août 1924, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

¹⁹⁸ Y. CHEVRIER, « Mort et transfiguration », *op.cit.*

¹⁹⁹ J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, vol. 1, *op.cit.* p. 49.

²⁰⁰ X. PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, *op.cit.* p. 204.

²⁰¹ Jean CHESNEAUX, *Le mouvement paysan chinois (1840-1949)*, chapitre 5 - Les paysans et la révolution de 1924-1927 », *Points Histoire*, 1976, 86-110, <https://www.cairn.info/le-mouvement-paysan-chinois-1840-1949--9782020044424-page-86.htm>.

²⁰² A. BONNARD, *En Chine*, *ibid.*

soldats qui veulent vivre sans travailler, parmi les étudiants qui voudraient jouir de la vie le plus vite et le plus commodément possible. »²⁰³

Il est vrai que les soucis principaux des paysans sont de se protéger des pillages des armées des seigneurs de la guerre et des abus des collecteurs d'impôts « envoyés tantôt par le gouvernement central, tantôt par les autorités provinciales et les cliques militaires, qui les contrôlent tour à tour. »²⁰⁴

De même le sinologue Henri Cordier, dont les propos sont repris par *Le Temps* en 1922, estime que le communisme n'est rien d'autre qu' « une nouvelle expérience d'une doctrine politique » et que « le peuple [...] laissera avec indifférence les expérimentateurs à leurs expériences et ne sera pas subjugué par eux. »²⁰⁵

Cependant Alphonse Monestier, foncièrement anticommuniste, est bien moins optimiste. Il écrit ainsi :

« C'est un triste destin pour la Chine que cette succession ininterrompue de guerres civiles qui la saignent à blanc et l'emportent vers des fins tragiques redoutables. Nous autres, étrangers, [...] nous ne sommes entraînés d'un côté ni de l'autre, et voudrions bien voir la fin des tribulations qui égarent ce grand pays et qui non seulement retardent le développement de son domaine économique grâce auquel il peut devenir sans rival au monde, mais encore risquent de l'entraîner vers l'abîme du communisme. »²⁰⁶

En 1932, les partisans de *L'Action française* estiment eux aussi, dans une formule à l'emporte-pièce que la Chine est « la patrie du communisme, [car] elle a toujours été le pays du brigandage et de la JACQUERIE (*sic*). »²⁰⁷ Henry Fontanier, agrégé d'histoire et membre de la commission des colonies²⁰⁸ met lui aussi en garde contre la vision stéréotypée d'une Chine immuable, peuplée « de paysans laborieux, vivant péniblement de leur travail, mais supportant avec une patience toute évangélique les dures privations de l'existence. »²⁰⁹ Mais prévient-il, « elle est, depuis des siècles, ravagée par de formidables jacqueries dont celle des "sourcils

²⁰³ Georges BRISSAUD-DESMAILLET, « Rapport du 17 décembre 1926 », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/217.

²⁰⁴ J. CHESNEAUX, « *Les paysans et la révolution de 1924-1927* », *op.cit.*

²⁰⁵ « Les Chinois et le bolchevisme », *Le Temps*, 21 janvier 1922.

²⁰⁶ Alphonse MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 16 mai 1927.

²⁰⁷ Jean GUÉRIN, « L'impérialisme moscovite en Chine », *L'Action française*, 20 août 1932.

²⁰⁸ Henry Fontanier (1880-1938) : Agrégé d'histoire et de géographie, Henry Fontanier est député socialiste en 1924, puis membre de la commission des affaires étrangères, de celle de la marine et du suffrage universel, de celle de l'Algérie, des colonies et du protectorat. Il demeure dans ces commissions durant ses deux mandats de député, et jusqu'en 1936. Il est donc un spécialiste des questions étrangères. Jean JOLLY (dir), *Dictionnaire des parlementaires français*, Presses Universitaires de France, vol. t. IV, Paris, 1972, p. 1707-1708.

²⁰⁹ Henry FONTANIER, *Les Annales coloniales*, 14 janvier 1927. ANOM, SLOTFOM III/69.

rouges" est la plus connue et la plus grave²¹⁰. » La souffrance de ces populations pourrait conduire selon Fontanier, « à la confiscation des terres à la façon dont elle s'est faite en Russie. Les bolcheviks estiment qu'elle n'est pas impossible : comme l'esprit des paysans, a évolué, ils entrevoient déjà la révolte des masses se soulevant pour chasser les étrangers et les grands propriétaires. »²¹¹

Plus tard, Lucien Bianco a invité à relativiser cette perception, en rappelant que les émeutiers « visent tout au plus à redresser un tort, mettre fin à un abus local, combattre un empiètement sur leurs privilèges ancestraux »²¹², bien loin d'un quelconque enthousiasme « révolutionnaire ».²¹³ Cependant, l'idée qui prédomine chez les intellectuels des années 1920, est bien que le communisme pourrait se servir des jacqueries paysannes pour s'implanter.

Face à cet argument, un autre, mentionné par Abel Bonnard, contient au contraire l'idée que les paysans ne donneront pas leur appui au communisme. En effet, le communisme se heurterait, en Chine, à la méfiance des agriculteurs « possédant un bout de terre », c'est-à-dire les propriétaires terriens. La doctrine communiste, qui prône l'abolition de la propriété privée desservirait donc trop les intérêts paysans. Dans les premières années de la décennie 1920, c'est cette idée qui est défendue par les intellectuels chinois. L'ancien ministre de l'Instruction publique Tzang Yuan estime ainsi que « en Chine, malgré l'action de quelques rares, très rares agitateurs intellectuels, le bolchevisme n'est pas à redouter, mille fois moins qu'en Europe. »²¹⁴ En effet explique-t-il, « une propagande communiste auprès du peuple n'a guère de chance de succès, car le peuple tient à sa terre, chacun a son lopin et écarte systématiquement toute discussion politique. »²¹⁵ Par ailleurs, dans une lecture succincte de la pensée de Lénine, il affirme que « la Chine a déjà expérimenté le communisme, vers la fin du XI^e siècle »²¹⁶, puisque « les terres, les puits étaient alors en commun »²¹⁷, ce qui n'a pas laissé de « bons souvenirs. »²¹⁸

Ces remarques qui expriment des points de vue opposés montrent qu'en 1924, il était difficile de prévoir l'essor du mouvement paysan dans le communisme chinois, d'autant que,

²¹⁰ La révolte des « sourcils rouges » fait en réalité référence à plusieurs révoltes paysannes qui eurent lieu en 17 après J-C dans les provinces du Shandong et du Jiangxi, sous la dynastie des Xin puis des Han. Ces révoltes s'unissent et se soumettent un moment à l'empereur en place, avant de reprendre en 24 après J-C.

²¹¹ *Ibid.*

²¹² L. BIANCO, <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/2006/germmgrhispo06/txt/bianco.pdf> consulté le 29 novembre 2020.

²¹³ H. FONTANIER, *ibid.*

²¹⁴ TZANG Yuan, « Influence missionnaire et influence bolchévique au pays chinois », *Communiqué*, 15 octobre 1926, A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/204.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ *Ibid.*

jusqu'en 1927 et avec l'échec de la révolution de Shanghai, le communisme chinois considère les paysans comme une sorte « d'arrière-garde »²¹⁹ des insurrections des villes, laissant la paysannerie chinoise « en dehors du mouvement » selon la formule de Lucien Bianco²²⁰.

- Le communisme et sa nature en Chine

Si certains s'interrogent sur la place de la masse paysanne chinoise dans le développement du communisme, d'autres intellectuels estiment que, par sa nature idéologique même, le marxisme ne peut s'implanter durablement en Chine. En 1935, alors que les communistes chinois s'agitent dans le Jiangxi, le sinologue Paul Pelliot affirme encore :

« Je ne crois pas que le communisme doive s'implanter, de par (*sic*) sa nature, en Chine. Les communistes ont su organiser leurs armées et adopter une tactique bien définie et appropriée ; de là, le fait de certains succès et de la résistance actuelle. De plus ils ont profité des divisions de leurs adversaires. Mais si les troupes provinciales ont été souvent insuffisantes, les troupes gouvernementales, telles qu'elles sont organisées maintenant, doivent en venir à bout. »²²¹

Henri Cosme, chargé d'affaire en Chine en 1929 estime lui aussi que le communisme ne répond pas à la pensée chinoise qui serait « essentiellement réfractaire à une propagande doctrinale du communisme. Leur religion des ancêtres, leur organisation de la famille, le caractère patriarcal de l'administration communale doit leur inspirer *a priori* une répulsion profonde à l'égard du communisme. »²²² Mais son analyse est plus précise que celle de Paul Pelliot. Cosme souligne ainsi le « travail de propagande des agents de Moscou »²²³ qui ne s'attardent pas sur la doctrine communiste. Pour plus d'efficacité, les agents de Moscou, cherchent à exciter « tous les courants de haine, d'envie et de révolte et les faire confluer en un fleuve plus ou moins trouble qui chaque jour grossit jusqu'à ce qu'il déborde et emporte tout. »²²⁴ Henri Cosme conclut avec lucidité : « On ne peut manquer de penser que l'ère du communisme n'est pas close, que la Chine sera le théâtre d'autres troubles dont le gouvernement des Soviets sera encore une fois l'inspirateur. »²²⁵

Ainsi, au cours de la période, les intellectuels français estiment dans leur majorité que le communisme aura bien du mal à s'implanter en Chine. La réflexion de Pelliot témoigne du fait

²¹⁹ Lucien BIANCO, « Les paysans et la révolution : Chine, 1919-1949 », *Politique étrangère* 33, n° 2 (1968), p. 119, <https://doi.org/10.3406/polit.1968.6119>.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ « Interview de Paul Pelliot », *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, 1935.

²²² « La situation politique en Chine, année 1929 », ANOM, SLOTFOM VIII/1-4.

²²³ Henry COSME, « Lettre au Ministre des Affaires étrangères », 27 janvier 1928.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ *Ibid.*

qu'en 1935, le Parti communiste chinois décimé ne peut représenter une menace sérieuse face au puissant Guomindang. L'originalité du communisme chinois, devenu « itinérant et instable »²²⁶ à la suite du coup de Shanghai puis qui se « territorialise »²²⁷ dans la campagne du Jiangxi, ne pouvait être envisagé au début des années 1920, où seul existait le modèle du communisme soviétique, fondé sur le prolétariat. Si les intellectuels français ont bien perçu le rôle clé que les 85% de paysans pourraient jouer dans le développement de cette idéologie, l'idée qui prédomine est encore celle d'une masse trop écrasée de traditions pour constituer une menace sérieuse. Cependant, d'autres intellectuels estiment en revanche avec angoisse que l'implantation du communisme en Chine est une véritable « invasion ».

« *Le péril rouge* » : pour certains, une réalité sans nuance

Au « péril jaune » déjà incarné par la Chine pour certains intellectuels classés à droite, s'ajouterait donc une possible invasion de la Chine par le « péril rouge » bolchevique.

L'un des plus fervents propagateurs de cette idée est Aimé-François Legendre. Ce médecin français à Chengdu considère très souvent les Chinois comme des inférieurs et la Chine comme un Etat arriéré, ce que *L'Humanité* traduit par : « Il y a [pour lui] une hiérarchie des espèces et des races. [...] Les uns sont faits pour commander, les autres pour obéir. »²²⁸ Dans un article de vingt pages paru dans *La Revue de l'Asie française* en 1924 - c'est-à-dire en pleine période des seigneurs de la guerre - Legendre considère que la Chine a régressé, et qu'elle est :

« rev[enue] à l'époque féodale de son histoire, à la rupture de toute unité politique et morale. [...] Cette inquiétante évolution s'aggrave du fait que le Bolchevik est entré en scène et se pose en champion de la Chine, lance un défi à tous les "impérialismes d'Europe et d'Amérique". Il cherche visiblement une entente durable avec les Chinois, négocie même des traités : hier avec Pékin, aujourd'hui avec Moukden, avec Tchang Tsolin. [Zhang Zuolin]. Il n'est pas moins agissant dans le sud, où il a trouvé en Sun Yat Sen son meilleur allié. Avec le fanatisme des grands révolutionnaires, le bolchevik montre une soif ardente de domination, révèle l'âme d'un Tamerlan. »²²⁹

L'évocation de Tamerlan, conquérant d'origine mongole qui étendit son territoire jusqu'aux confins de l'Inde et de l'Iran est reprise dans un autre article de Legendre avec l'expression de « hordes rouges »²³⁰ et symbolise bien le champ lexical de l'invasion, utilisé par les intellectuels

²²⁶ Yves CHEVRIER, « La résistible ascension de Mao », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 13, n° 1 (1987), p. 8, <https://doi.org/10.3406/xxs.1987.1821>.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ Jean FRÉVILLE, « L'impérialisme sans masque », *L'Humanité*, 23 février 1932.

²²⁹ Aimé-François LEGENDRE, « La situation en Chine », *La Revue de l'Asie française*, septembre-octobre 1924.

²³⁰ A-F LEGENDRE, « La propagande bolcheviste en Chine », *La Politique de Pékin*, 7 octobre 1931.

de tendance conservatrice. Le directeur de *La Politique de Pékin*, Alphonse Monestier parle lui de « vague rouge »²³¹, Georges Brissaud-Desmaillet de « péril rouge »²³².

Aimé-François Legendre ne cesse d'alerter sur le « danger bolchevique » et les intellectuels de droite semblent s'affoler de plus en plus au début des années 1930. Cela peut se comprendre puisqu'à cette date, l'aile gauche du Guomindang, guidée par Wang Jingwei, a fait défection et a fait de Canton, sa « ville révolutionnaire »²³³. Aimé-François Legendre rapporte ses impressions de sa « onzième mission en Asie » en 1931 :

« Cette fois, ce qui m'a le plus frappé, le plus impressionné, c'est l'emprise réelle, indéniable du bolchevisme, non seulement sur les masses amorphes et si pauvres de l'Inde et de la Chine, mais encore sur la jeunesse lettrée de ces grands pays y compris le Japon.

Les progrès de Moscou sont considérables depuis 1925, malgré son échec partiel en Chine en 1927. Mais depuis deux ans surtout, les Soviets marchent à pas de géants, imprègnent, intoxiquent de leur doctrine la majeure partie des masses asiatiques surtout celle de la Chine ; mais l'Indochine, Java et l'Inde anglaise ne sont pas moins touchées ; l'anarchie y régnerait ainsi qu'en Chine si le Français, l'Anglais et le Hollandais ne veillaient pas sur ces pays, n'y maintenaient l'ordre et la prospérité. »²³⁴

On voit donc ici que Legendre réunit le péril jaune et le péril rouge. Cet homme aux idées bien arrêtées en profite aussi pour se faire l'apôtre des puissances occidentales coloniales, qui seraient, elles, garantes de l'ordre établi.

Le Japon, qui envahit la Chine dès 1931, prétend lui aussi « rétablir l'ordre » pour le bien de la Chine « soviétisée ». Cet argument obtient aussitôt le soutien des intellectuels français conservateurs. Charles Péchin, député de Paris²³⁵ appuie ces déclarations en affirmant : « Le bolchevisme menace non seulement les possessions japonaises mais aussi les nôtres, nous en avons des preuves formelles. Si les Soviets n'avaient pas trouvé devant eux les Japonais en Chine, il y a longtemps que nos colonies d'Extrême-Orient seraient bolchevisées. »²³⁶ Dans le même journal, Marcel Denis, que nous avons déjà mentionné²³⁷ livre un article sans nuance présentant le Japon comme seul rempart contre « la barbarie communiste »²³⁸ :

²³¹ A. MONESTIER, « La situation », *La Politique de Pékin*, 22 mai 1927.

²³² G. BRISSAUD-DESMAILLET, « Rapport sur la situation politique en Chine », 17 décembre 1926, *op.cit.*

²³³ Jean RODES, *À travers la Chine actuelle*, Paris, Fasquelles, 1932, p. 130.

²³⁴ A-F. LEGENDRE, « Les progrès récents du bolchevisme en Asie », *L'Ami du Peuple*, 13 janvier 1931, ANOM, SLOTFOM V/4.

²³⁵ Charles PÉCHIN (1871-1949), médecin de profession, devenu député de la Seine entre 1928 et 1932, puis 1932 et 1936. Proche de la Ligue des patriotes dans sa jeunesse, il s'inscrit au groupe du centre républicain. Jean JOLLY (dir), *Dictionnaire des parlementaires français de 1889 à 1940*, t. VII, p. 2630-31.

²³⁶ Charles PÉCHIN, « Le rôle du Japon en Extrême-Orient », *Revue France-Japon*, n°5, février 1935.

²³⁷ Voir partie 2, chapitre 2, p. 271.

²³⁸ Marcel DENIS, *France-Japon*, n°33, 15 septembre 1938.

« Les communistes qui, on le sait, poursuivent un but grandiose, la maîtrise du monde, étendent leurs tentacules en Asie comme en Europe. Ils n'ont pas manqué de profiter de la situation difficile de la Chine. Ils se sont infiltrés dans ce chaos social formé par les débris de ce qui fut le plus grand des empires. Ils ont réussi par l'intrigue et l'argent, à mettre à la tête d'un gouvernement chinois des gens influencés par les idées bolcheviks. Ce gouvernement de Chang Kai Shek dont l'autorité ne s'est jamais étendue au dixième de la Chine, a poursuivi deux buts : la Bolchévisation du pays et la lutte contre le Japon. En présence de cette situation, très brièvement et très schématiquement exposée, que devaient faire les Japonais ? Devaient-ils laisser les Russes bolcheviser la Chine comme l'Orient en éliminant bien entendu le Japon ?

Impossible ! C'était pour les Japonais un véritable suicide. Il fallait donc intervenir et voilà pourquoi le Japon s'est opposé en Chine à la sournoise et dangereuse manœuvre soviétique. »²³⁹

On peut remarquer ici que la rhétorique utilisée par Marcel Denis reprend à contre-sens, celle des intellectuels de gauche durant la même période : eux aussi utilisent l'image de la pieuvre étendant ses tentacules sur le monde, mais c'est pour désigner le péril jaune japonais²⁴⁰. Dans les discours de gauche, c'est la Chine du Front Uni qui forme un rempart à la « barbarie » japonaise. Durant les années 1930, péril rouge et péril jaune deviennent ainsi des instruments de propagande, utilisés par des tenants de la Chine comme par des partisans du Japon.

Les intellectuels français les plus à droite de l'échiquier politique, vont jusqu'à estimer que le communisme chinois envahit le territoire de la France métropolitaine. Au début des années 1920, la création des Instituts franco-chinois créés en France devient pour eux un prétexte à l'excitation de toutes les haines envers les Juifs et les étrangers. Il est donc intéressant de voir comment *L'Action française* perçoit la création de l'Institut des Hautes Études Chinoises en 1921. Pour l'auteur de l'article, l'écrivain Maurice Talmeyr²⁴¹, cette « Sorbonne Chinoise (*sic*) »²⁴², aurait été fondée par le Juif Albert Kahn et aurait pour seul but de « lancer sur nous [la France] toute une légion d'initiateurs et d'animateurs bolchevistes ! »²⁴³

« On me contait l'histoire de cette Sorbonne asiatique dont le premier effet, et le plus clair, sera d'attirer chez nous pour en inonder les étudiants français toute une nuée d'étudiants jaunes, cinq à six mille d'après *L'écho de Chine* et *La Revue indochinoise* trois à quatre mille d'après d'autres informateurs. Douze cents

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ Voir figure 6, p. 273.

²⁴¹ Pseudonyme de Marie-Justin-Maurice Coste (1850-1931), formé chez les Jésuites, et admirateur de Victor Hugo, il collabore à de très nombreux journaux « ayant l'étiquette de l'ordre social » tels que *La Croix*, *Le Figaro*, ou *L'Intransigeant*. Il couvre les procès Malvy et Caillaux. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages conservateurs comme *La Franc-maçonnerie et la Révolution française* (1905) dans lequel il estime que la Révolution française a été organisée par la Franc-maçonnerie. (« Maurice Talmeyr », *La Croix*, 11 octobre et 4 novembre 1931.)

²⁴² Maurice TALMEYR, « Les agents de Lénine – les dessous d'un Institut », *L'Action française*, ANOM, SLOTFOM VIII/1-4.

²⁴³ *Ibid.*

selon les plus faibles supputations. Or pour qui connaît la Chine, c'est tout simplement cinq à six mille, trois à quatre mille ou, ce qui reste assez joli, douze cents missionnaires du bolchevisme dont on va empoisonner la jeunesse de nos écoles.

- La Chine, me rappelait un orientaliste a toujours été, de tout temps, l'océan des sociétés secrètes, avec tout ce qui est l'espri (*sic*) et la perfidie de ces sociétés-là. Or, tout ce bouillonnement d'occultismes divers est devenu aujourd'hui un bouillonnement bolcheviste, une marée révolutionnaire qui menace de se déverser sur le monde entier !? [...]

Où donc, et de qui, avait bien pu naître cette étrange idée d'une Sorbonne chinoise, logée dans celle de Gerson, et qui s'expliquait si peu, malgré toute la réclame et tout le retentissement menés autour de sa naissance ? Le sait-on ? Et pourrait-on le dire ? Eh ! Bien, oui, on le sait, et le véritable père de l'institut chinois ne serait autre que Monsieur Albert Kahn, spécialiste en fondation d'un certain ordre [...]. Est-ce que l'œil de Moscou et l'œil du Kahn ne vous semblent pas décidément les deux yeux de la même figure, et cette figure ne vous paraît-elle pas être celle du Ghetto ! »²⁴⁴

Le philanthrope juif Albert Kahn est en effet le créateur d'une bourse d'étude. Il est proche du milieu des intellectuels favorables à la Chine, tels Paul Painlevé, Paul Appel (membre d'honneur de la Société Autour du monde) ou Tcheng Loh, dont on peut voir des portraits pris à sa fondation « Autour du monde ». Cependant, le nom d'Albert Kahn n'apparaît jamais dans les archives de l'IHEC, et il est possible que les élucubrations de Maurice Talmeyr se fondent sur une rencontre entre Albert Kahn et les fondateurs de l'IHEC en 1920²⁴⁵ (mais l'homme est surtout viscéralement antisémite). Cet article nous permet de voir que la crainte du péril rouge n'a pas commencé avec l'arrivée des émissaires soviétiques en Chine.

L'article de Maurice Talmeyr souligne aussi un fait intéressant. Dès 1920, c'est-à-dire trois ans seulement après le choc de la révolution russe, l'expansion du communisme est perçue comme un danger pour l'influence française en Asie, avec des répercussions en France – car il serait facteur de désordres étudiants²⁴⁶ –, mais avec aussi des conséquences en Indochine, terrain d'observation idéal. Le « péril rouge » incarne donc non seulement une peur de l'invasion bolcheviste, mais il représente aussi une peur de la contagion de l'Indochine par la Chine soviétisée. Or, sous l'effet du communisme, Chine et Indochine secouent avec force le joug colonial.

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ Jeanne BEAUSOLEIL, *Albert Kahn – Chine 1909-1934 - Catalogue des photographies et des séquences filmées du musée Albert Kahn*, 2 vol, Musée Albert Kahn, 2001, t. 2, p. 18.

²⁴⁶ Voir partie 3, chapitre 1.

3) La crainte de la contagion : le communisme chinois, une menace pour l'influence française

La peur de la contagion en Indochine

En tant que puissance asiatique, la France scrute l'expansion du communisme en Chine avec d'autant plus d'inquiétude que celui-ci prend racine dans la province du Guangdong, à 800 kilomètres d'Hanoi. Puisque « l'Indochine est particulièrement ouverte vers la Chine » qui « l'encercle de trois provinces limitrophes »²⁴⁷, selon les mots de l'ancien gouverneur d'Indochine, Alexandre Varenne, cette « partie de la France »²⁴⁸ est particulièrement vulnérable à une contagion communiste. La diplomatie française craint en effet que l'agitation chinoise ne menace sa mainmise en Indochine, joyau de l'empire français en Asie alors que, sous l'action de l'anti-impérialisme, Chine et Indochine secouent le joug colonial.

Le devenir de la colonie préoccupe peu les hommes politiques métropolitains, puisque les débats sur les questions coloniales demeurent « rares voire inexistantes »²⁴⁹ à la Chambre des députés. Pourtant, dès le début des années 1920, les intellectuels conservateurs s'inquiètent de l'expansion du bolchevisme en Indochine. La récente révolution chinoise a déjà fait peser un fort climat d'insécurité sur la colonie française. La France devient un point de ralliement pour la jeunesse anticolonialiste des pays conquis. Pour preuve, cette brochure intitulée « Histoire des pays conquis » retrouvée chez un Chinois étudiant à l'Institut-Franco-Chinois de Lyon²⁵⁰ en 1922. Cette brochure « tendancieuse »²⁵¹ serait l'œuvre « d'Annamites révolutionnaires » selon le préfet du Rhône, et met en avant la cruauté des Français envers le peuple indochinois. Le préfet souligne que la brochure reprend une série d'articles écrits par « le prince Cuong Dê, révolutionnaire annamite réfugié en Chine, qui faisait parvenir en France et sans doute dans la colonie, ses critiques de toutes natures contre les Français. »²⁵² Avant même l'arrivée des émissaires de l'URSS, la Chine est donc une terre d'accueil pour certains lettrés vietnamiens qui remettent en cause le colonialisme de la France.

²⁴⁷ Alexandre VARENNE, « La France devant le conflit sino-japonais », *Chine* n°2, mai 1938.

²⁴⁸ Selon les mots de LAPOMARÈDE, « La politique de la France en Extrême-Orient », *Revue de l'Asie Française*, juin 1933.

²⁴⁹ Marc MICHEL, « Chapitre V : La colonisation », dans J-F SIRINELLI, *Histoire des droites en France*, t. 3, *op.cit.* p. 141.

²⁵⁰ Qui a pour but de former l'élite de la nation chinoise. Voir partie 3, chapitre 1.

²⁵¹ « Rapport du préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur, Lyon, le 16 mars 1922 », ANOM, SLOTFOM III/139-140.

²⁵² « Traduction de la brochure intitulée "Histoire des pays conquis au dernier siècle" », note ajoutée à « Rapport du préfet du Rhône », *op.cit.*

La structuration d'un bolchevisme orchestrée par l'URSS en Chine intensifie les liens entre communistes chinois et indochinois. En effet, à partir de 1923, Canton, capitale où s'est réfugié Sun Yat-sen, devient une base arrière des révoltés indochinois. *La Revue de l'Asie française* raconte par exemple comment de jeunes « annamites »²⁵³ ont été arrêtés à la frontière, au moment où ils s'apprêtaient à passer en Chine :

« Malgré leurs dénégations, les renseignements recueillis laissent à penser qu'ils se rendaient à Canton pour y suivre les cours de quelque école révolutionnaire. N'a-t-on pas trouvé chez l'un d'eux un règlement de la future armée annamite de l'indépendance, dont on avait entendu parler dans une affaire du même genre ? [...] Les jeunes annamites qui se dirigent sur Canton y reçoivent des subsides pour suivre les cours des écoles communistes fondées sur les assises de la Troisième Internationale et d'une école militaire créée par la « ligue des peuples opprimés ». [...] En tout cas, il est certain qu'il existe une vaste entreprise de subversion, ayant des rameaux en Indochine même et qui se propose de détruire l'influence française dans ce pays. Et la tête de cette organisation est évidemment à Canton. Il est même à peu près certain que le gouvernement bolchevique n'y est pas étranger. [...] »²⁵⁴

Les Français ont raison de se méfier. Canton va en effet devenir le socle de la résistance communiste indochinoise, par le biais d'un certain Nguyen Ai Quoc, étudiant en France passé par Moscou, qui parvient dans la capitale du Guangdong en 1925²⁵⁵. C'est à Canton que celui-ci, qui ne s'appelle pas encore Hô Chi Minh, va fonder le parti Tanh Niên. Ce parti va participer au Guomindang et « s'en servir pour former trois cents jeunes Vietnamiens qui font la navette entre leur pays et Canton entre 1925 et 1927. »²⁵⁶ Une note de renseignement anonyme datée de 1931 précise :

« Les annamites révolutionnaires qui ont émigré en Chine depuis 1920, ont toujours trouvé aux environs de Canton un accueil amical. Lorsque l'agitateur communiste annamite Nguyen Ai Quoc arrive dans cette ville au mois de janvier 1926 en compagnie du Russe Borodine, il s'occupe de grouper ses compatriotes. À cette organisation établie selon les principes de Moscou, il apporte sa foi et son activité révolutionnaire. Ils font une section annamite des peuples opprimés qui ne tarde pas à devenir le parti révolutionnaire de la jeunesse annamite. »²⁵⁷

²⁵³ Adjectif qualifiant les populations de l'Indochine, que ceux-ci soient originaires ou non de la province de l'Annam.

²⁵⁴ « Les Annamites dans les écoles communistes de Canton », *La Revue de l'Asie française*, mars 1924.

²⁵⁵ « Une histoire accélérée de la résistance vietnamienne à l'Empire français », RetroNews - Le site de presse de la BnF, 25 septembre 2019, <https://www.retronews.fr/colonies/interview/2019/09/25/resistance-vietnamienne-francois-guillemot>.

²⁵⁶ François GUILLEMOT, *Viêt-Nam, fractures d'une nation : Une histoire contemporaine de 1858 à nos jours* Paris, La Découverte, 2018, p. 48.

²⁵⁷ « Situation en Chine », 7 octobre 1931 », ANOM, VIII/1-4.

La France tente bien « d’extirper le bolchevisme de Canton et de la province de Canton »²⁵⁸ cette même année, avec l’appui du seigneur de la guerre du Yunnan, « Tang-Ki-Yao »²⁵⁹, afin de « préserver indirectement l’Indochine de la propagande soviétique qui a établi son quartier général à Canton »²⁶⁰. Mais force est de constater que ces tentatives sont un échec. Comme le constate avec angoisse Albert de Pouvourville, ancien soldat au Tonkin, le communisme a étendu ses « griffes rouges » sur l’Asie et « l’activité empoisonnée [de Moscou] s’est attaquée à la France en Indochine et à la Grande-Bretagne dans son empire hindou. »²⁶¹

À partir de 1927 en effet, la résistance au colonialisme français en Indochine prend le chemin du communisme. L’Indochine suit en cela une pente parallèle à celle de sa voisine chinoise. Une collaboration avec les autorités françaises est d’abord mise en place par les lettrés vietnamiens sur le modèle du 4 Mai 1919 chinois. Mais l’échec du « réformisme colonial »²⁶² un temps incarné par le gouverneur d’Indochine Alexandre Varenne, ne se montre pas à la hauteur des espoirs de réformes²⁶³ et conduit une nouvelle génération d’intellectuels vietnamiens, souvent formés à l’étranger, à envisager un nouveau mode d’action, radical et révolutionnaire. À partir de 1927, les émissaires des pays colonisés se retrouvent aux côtés des intellectuels français de gauche, dans des réunions visant à combattre l’impérialisme. Dès lors, Chine communiste et Indochine sont intimement liées.

En février 1927, dans une réunion coordonnée par la Ligue contre l’impérialisme et l’oppression coloniale²⁶⁴, le représentant de la Chine affirme :

« qu’en poursuivant l’annulation des traités inégaux, l’abolition des concessions, en s’appuyant sur les masses ouvrières et paysannes et en entretenant des relations d’amitié avec l’URSS le mouvement national chinois [...] ne s’inspirait pas d’un nationalisme étroit : le désir de voir tous les peuples opprimés profiter de leur expérience apparaissait dans tous les discours des délégués chinois, mais aussi la volonté très nette que cette expérience ne s’arrête pas après la conquête de l’indépendance. »²⁶⁵

L’été suivant, une école d’été est organisée à Gland (Suisse) par la Ligue des femmes pour la paix et la liberté²⁶⁶. Cette école d’été est présidée par le couple Félicien et Jeanne Challaye, et accueille les principaux représentants des colonies. Après Nehru qui explique « les procédés

²⁵⁸ Georges BRISSAUD-DESMAILLET, « Rapport du 15 décembre 1925 », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/217.

²⁵⁹ *Ibid.* Voir à ce sujet l’annexe 3.C « La Chine morcelée des seigneurs de la guerre et le début de la *Beifa* à travers les cartes de G. Brissaud-Desmaillet. »

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ Albert de POUVOURVILLE, *Griffes rouges sur l’Asie*, Paris, Baudinière, 1933, sur microfiches.

²⁶² François GUILLEMOT, *op.cit.* p. 39.

²⁶³ Voir Dominique BONA, *Clara Malraux, op.cit.* p. 184.

²⁶⁴ Voir partie 2, chapitre 2.

²⁶⁵ « Le congrès impérialiste de Bruxelles », 10 au 14 février 1927, O pièce 12877 numéro spécial, 1927.

²⁶⁶ Voir partie 2, chapitre 2.

de colonisation des Anglais aux Indes »²⁶⁷, le représentant de l'Indochine emboîte le pas aux réclamations chinoises et fait connaître :

« la terreur qui règne en son pays [...] les emprisonnements qui pleuvent sur les intellectuels annamites ; la presse bâillonnée, les réunions publiques interdites pour permettre des dividendes plus copieux aux marchands d'alcool et aux autres capitalistes représentants de la colonisation française en Indochine. »²⁶⁸

De son côté, Jacques Doriot, présent en Chine en mars 1927 à la demande de Staline, semble en profiter pour se rendre en Indochine. Il y rencontre « Nguyen Ai Quoc qui le f[ait] entrer en relation avec le groupement de réfugiés indochinois. »²⁶⁹ Le communiste français exalte la jeunesse vietnamienne aux mots de « Travaillez pour la révolution en Chine comme pour votre propre révolution car l'émancipation de la Chine rendra votre propre émancipation plus facile, et la victoire du peuple chinois sera aussi une victoire pour le peuple annamite »²⁷⁰.

La fondation du Parti communiste vietnamien, rebaptisé « Parti communiste indochinois » à la demande du Komintern est actée en octobre 1930, avec à sa tête l'agent de Moscou Hô Chi Minh. Pour les intellectuels de droite, la menace a donc pris corps, tandis qu'à gauche, cette expansion vient réaliser les espérances soviétiques d'une expansion communiste par le biais des pays colonisés. Les années 1930 sont bien celles d'une « explosion révolutionnaire en Indochine », qui mobilise les intellectuels français²⁷¹, jusqu'aux premières lueurs du fascisme²⁷². Malgré sa marginalisation, le Parti communiste chinois continue, selon de faire peser une menace sur l'Indochine, en aiguillonnant le ressentiment antifrançais dans les provinces chinoises voisines de l'Indochine, ainsi qu'en témoigne Pierre Pasquier²⁷³, gouverneur de l'Indochine entre 1928 et 1934 :

« Au Setchouan [Sichuan], les Rouges arborent un peu partout un drapeau avec cette inscription rappelant le leitmotiv de l'heure : « quartier général de la résistance contre les taxes » [...] Ce problème [...] revêt une gravité particulière pour l'Indochine, voisine par la frontière du Nord des rivages de la mer jusqu'au Mékong, d'une Chine où le bolchevisme gagne chaque jour du terrain. »²⁷⁴

²⁶⁷ Jeanne CHALLAYE, « Le problème colonial au cours international de Gland », 1927, LC, 8 P2362.

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ Note de renseignements anonyme, s.d, ANOM, SLOTFOM XVIII/1-3.

²⁷⁰ « Situation en Chine », *op.cit.*

²⁷¹ Voir notamment une évocation du « Comité d'amnistie et de défense des Indochinois et peuples colonisés » fondé en 1933, dans lequel on trouve Félicien Challaye, Andrée Viollis, Marius Moutet, Paul Langevin, Henri Barbusse, Romain Rolland et Gabrielle Duchêne dans Amaury LORIN et Christelle TARAUD, *Nouvelle histoire des colonisations européennes (XIX^e-XX^e siècles): Sociétés, cultures, politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 147.

²⁷² Voir partie 3, chapitre 2.

²⁷³ Pierre Pasquier (1877-1934) succède à Alexandre Varenne comme gouverneur de l'Indochine.

²⁷⁴ Pierre PASQUIER, « Note documentaire sur la situation politique et économique de la Chine », ajout à une lettre au Ministre des colonies, 6 décembre 1933, ANOM, SLOTFOM VIII/1-4.

Mais la guerre sino-japonaise qui s'élargit en 1937, ainsi que le Front Uni en Chine, font passer le communisme au second plan. Intellectuels de droite et de gauche ont désormais une crainte commune : la menace japonaise sur la perle de l'empire français²⁷⁵. Le « péril rouge » est donc pour un temps écarté. Cependant le Parti communiste indochinois d'Hô Chi Minh profite de ces années d'affaiblissement de la Chine puis de la France pour renforcer sa propre position (le Parti compterait 2 000 militants répartis en 150 cellules en 1939²⁷⁶). Pour preuve de la confiance des partisans d'Hô Chi Minh, on peut citer une brochure publiée à Hanoï par « la fraction légale du Parti communiste indochinois » intitulée « Le conflit sino-japonais, qui sauvera la Chine ? » dans laquelle on trouve cette critique à la Chine initiatrice :

« En apparence indépendante, la Chine n'est qu'une semi-colonie, économiquement et politiquement rattachée aux puissances impérialistes. Celles-ci se partagent son territoire, exploitant son prolétariat, maintiennent son peuple dans une existence extrêmement malheureuse sous le joug d'un intolérable servage. »²⁷⁷

Bien que ce vocabulaire de « semi-colonie » rejoigne celui utilisé par le Guomindang lui-même, et que ce tract vise avant tout à galvaniser la population indochinoise²⁷⁸, il s'agit aussi d'un pied de nez d'une colonie à une « semi-colonie » qui, malgré son étendue se trouve alors prise sous le feu des « impérialismes » européens et japonais, selon la rhétorique communiste.

Ainsi, le communisme qui s'enracine en Chine sème la révolte en Indochine. Tandis que la gauche intellectuelle française se range sur la ligne anticolonialiste de Moscou, à droite et au sein du Ministère des colonies, on observe avec angoisse cette contagion du péril rouge, qui menace le joyau de l'influence française en Asie. Cela est d'autant plus inquiétant qu'en Chine même, les communistes chinois du maquis s'en prennent aux missionnaires, symboles séculaires de l'implantation française en Chine.

Les exactions des communistes chinois contre les missionnaires français

Les missionnaires français sont les témoins les plus anciens de la présence française en Chine. Jésuites et lazaristes se sont fondus dans la population chinoise, y compris dans les régions les plus reculées de Chine qu'ils furent, jusqu'au XIX^e siècle, parfois les seuls à

²⁷⁵ Voir partie 2, chapitre 2.

²⁷⁶ F. GUILLEMOT, *op.cit.* p. 65.

²⁷⁷ Lettre du gouverneur général de l'Indochine au Ministre des colonies, 5 novembre 1937, ANOM, SLOTFOM V/19.

²⁷⁸ Il est rédigé en *quoc ngu*, transcription de la langue vietnamienne en caractères romains. Cette langue était perçue par les lettrés vietnamiens comme un instrument de l'éducation de masse, comme le fut en Chine le passage à la langue vernaculaire. <https://indomemoires.hypotheses.org/tag/quoc-ngu> consulté le 2 décembre 2020.

connaître. Pour les Français, le père Huc, lazariste présent en Chine à partir de 1839 fait figure de modèle. Ce dernier part évangéliser la Mandchourie, et va jusqu'aux frontières de la Mongolie puis du Tibet²⁷⁹. Il raconte son voyage dans plusieurs ouvrages parus en 1854, qui connaissent un succès considérable : Huc est décoré de la légion d'honneur, son ouvrage est couronné par le Grand prix de l'Académie française et se voit traduit en six langues²⁸⁰. Le critique littéraire Albert Thibaudet fait d'Abel Bonnard un « émule du père Huc »²⁸¹ pour « une mission éminemment laïque » lors de la parution de son ouvrage *En Chine*. Il faut dire que Bonnard rend un vibrant hommage aux missionnaires qui lui servent de guide durant son séjour en Chine. Décrivant une classe de français enfantine dont le professeur est un lazariste, il s'exclame : « Ainsi, les enfants d'un village perdu, que jamais l'influence de la France n'aurait touché autrement, sont atteints par le rayon de notre langage. Telle est l'œuvre des missionnaires. »²⁸² À la fin de l'ouvrage, Abel Bonnard rappelle l'œuvre des Jésuites à Shanghai qui ont « apporté les lumières des sciences et sont restés fidèles à cet esprit »²⁸³, notamment avec l'Université Aurore et l'observatoire Zikawei. Ainsi des campagnes chinoises les plus reculées aux villes les plus cosmopolites, les missionnaires sont les piliers les plus anciens de l'influence française en Chine. Ils ont su s'intégrer à la population en lui venant en aide, par le biais « d'œuvres de bienfaisance »²⁸⁴, léproseries, écoles ou d'hôpitaux.

- Les missionnaires français et les « bandes rouges »

Le directeur général des Missions Étrangères de Paris, Monseigneur de Guébriant précise en effet que les « quelques 1 500 missionnaires et les 2 000 membres du clergé indigène »²⁸⁵ sont « implicitement et parfois explicitement, acceptés à peu près partout sauf dans les zones soviétisées. »²⁸⁶ Les communistes chinois réfugiés dans les maquis s'en prennent aux religieux français. Leurs exactions font les gros titres de la presse à grand tirage dans la métropole, et sont aussi relatées par des missionnaires survivants dans *Les Annales des Missions étrangères de Paris*. Les exactions des « brigands ou bandes rouges » ainsi que les appellent les

²⁷⁹ Bernard BRIZAY, *La France en Chine du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 2013, p. 17.

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ Albert THIBAUDET, « La Chine dans les lettres françaises, le père Huc, Abel Bonnard, Gilbert de Voisins, Victor Segalen, Santander et Claudel », A.N, Fonds Painlevé, 313 AP/205.

²⁸² A. BONNARD, *En Chine*, *op.cit.* p. 140.

²⁸³ *Ibid.* p. 273.

²⁸⁴ Pierre DELONCLE, « Les intérêts français en Chine », *La Dépêche Coloniale*, 6 octobre 1925, ANOM, SLOTFOM III/69.

²⁸⁵ « La crise actuelle vue par Msg de Guébriant », *La Revue de l'Asie française*, juillet 1932.

²⁸⁶ « Impression d'un récent voyage en Chine par Msg de Guébriant », radio conférence donnée le 30 octobre 1932, Institut de Recherches France-Asie, 1933.

missionnaires, illustrent le climat de terreur qui règne dans les provinces de Chine. Un missionnaire anonyme du Sichuan raconte :

« En 1933 lors de l'invasion des rouges dans la province du Setchouan [Sichuan], j'ai vécu six mois à proximité des bandes communistes. Au mois de juin, des chrétiens des environs m'alertèrent : "Père, les Rouges arrivent, il faut fuir." En abandonnant tout, nous partîmes aussitôt : le temps pressait, il ne restait plus qu'une issue pour échapper aux brigands. Plusieurs centaines de familles me suivirent et pendant treize mois, nous errâmes de-ci de-là, dans la province, toujours sur le qui-vive, dénués de tout, exposés aux intempéries, accablés de fatigue et de soucis. [...] Ces dernières années, nos missions ont beaucoup souffert des bandits communistes : plus de 2 000 chrétiens de notre vicariat de Chengtu [Chengdu] y ont péri, dont plusieurs centaines dans les districts du Nord que j'ai dû abandonner. »²⁸⁷

De fait, certains missionnaires sont faits prisonniers par les « troupes rouges », dont les comportements violents ne sont pas en accord avec les préceptes de l'Armée rouge, qui met un point d'honneur à discipliner ses hommes²⁸⁸. Ces soldats se sont sans doute ralliés au communisme par opportunisme, et font régner « la terreur rouge » dans les campagnes chinoises. L'action des Chinois bolcheviques est assimilée à de la « xénophobie » par les instances les plus élevées des missions étrangères²⁸⁹ du Père Léon Robert à Mgr de Guébriant, qui reprennent alors une terminologie issue de la révolte des Boxers. Le témoignage du Père François-Marie Crocq est des plus éloquentes. S'il n'est pas à proprement parler un intellectuel, ses études au séminaire ainsi que sa présence depuis trente ans dans la province du Guangxi²⁹⁰, font de lui un témoin fiable. Dévoué corps et âme à sa mission d'évangélisation, il est retenu prisonnier par les communistes du 20 février au 19 mars 1930. Sauvé par un officier communiste auquel il a autrefois rendu service, le témoignage du religieux révèle le fonctionnement de l'un des premiers soviets chinois, alors même que la république du Jiangxi n'a pas encore vu le jour :

²⁸⁷ « Chine : après cinquante années de mission », irfa, <https://www.irfa.paris/fr/annales/chine-apras-cinquante-anna-c-es-de-mission> consulté le 2 décembre 2020.

²⁸⁸ Pour cela, les soldats de l'Armée rouge doivent suivre « les trois règles et les huit recommandations », parmi lesquelles : « Obéir aux ordres, ne rien prendre aux masses, ne serait-ce qu'un fil ou une aiguille, ne pas frapper les gens, ne pas les insulter, ne pas maltraiter les prisonniers. » J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, Vol. 1, *op.cit.* p. 190.

²⁸⁹ Le mot est utilisé par le Père Léon Robert, en 1927 : « L'action bolchevique en Chine, la révolution chinoise dans son caractère xénophobe est une création de la Russie soviétique. » dans « Au comité de l'Asie française – un discours du R.P. Robert, *La Politique de Pékin*, 16 octobre 1927, puis par Mgr Guébriant dans « La crise actuelle vue par Mgr Guébriant », *op.cit.*

²⁹⁰ François-Marie Crocq (1875-1953) est entré au séminaire en 1895. Ordonné prêtre, il apprend le chinois, puis part le 24 octobre 1900 pour la province du Guangxi. « En 1930, il [est] arrêté par les communistes pour avoir tenté d'évangéliser les Tchang-Mao Yao » <https://www.irfa.paris/fr/notices/notices-biographiques/crocq> consultée le 2 décembre 2020.

« Quelques minutes après je comparais devant les Soviétiques réunis : paysans, ouvriers, soldats²⁹¹. Après m'avoir enlevé ma montre, mes lunettes, ma coiffure, les objets de piété et une partie de mes habits, avec une dextérité qui montre une grande expérience dans cet art, ces forcenés me lièrent solidement à une colonne, puis me frappèrent et m'insultèrent pendant plus de deux heures consécutives. Finalement ils me condamnèrent à mort parce que missionnaire prêchant une religion perverse, parce qu'étranger et anticommuniste avéré. [...] Devant moi, il n'y avait pas des juges mais seulement des bourreaux. Chaque fois qu'il s'agissait de la religion, on eût dit que tout l'enfer était déchaîné. De quoi ne m'ont-ils pas accusé ? Ils m'ont reproché d'ensorceler le peuple, de les détacher de la nation chinoise ; d'avoir fait massacrer des milliers de Boxers, leurs dignes frères (en 1900 je n'étais pas encore en Chine), d'arracher les yeux des morts pour en composer des filtres, d'obliger les chrétiens à s'agenouiller pour prier, que sais-je encore ? [...] Ma barbe elle-même fut déclarée symbole impérialiste. On essayait de me l'arracher, de la couper, de la brûler... [...]

L'arrivée inattendue d'un chef des soviétiques accompagné de plusieurs officiers de la bande rouge, les arrêta : "Une nation civilisée, s'écria le chef, n'a pas le droit de torturer les prévenus, elle se contente de les mettre à mort, déliez cet homme." Or, ses officiers et leurs chefs revenaient de ma résidence qu'ils avaient pillée et détruite. [...]

Mais bientôt entraîné par les soldats, il me fallut de nouveau comparaître devant le "tribunal". Celui-ci venait en effet, d'être régulièrement (?) constitué par l'assemblée des soviétiques, paysans, ouvriers et soldats. Flanké d'un greffier et deux assesseurs, un homme au regard haineux, tenant une règle à la main, présidait. [...]. Il se lève et déclare : au nom de la nouvelle société communiste, je confisque tous vos biens, vos maisons et propriétés, et à partir d'aujourd'hui vous n'aurez plus aucun droit. [...] »²⁹²

D'après ce témoignage, les soviétiques chinois sont donc constitués des trois classes de la révolution. En 1930, les soviétiques chinois ne sont pas encore structurés, et les préceptes visant à y instaurer l'ordre n'en sont qu'à leurs balbutiements²⁹³. Le simulacre de procès est révélateur des éléments de langage appris par les communistes : l'ennemi à abattre est l'impérialisme, qui serait guidé par l'argent. À l'inverse, les maquisards se réclament des Boxers, ces paysans qui ont causé la mort de plusieurs Occidentaux à Pékin à la fin de l'empire Qing. Le témoignage du prêtre, dont nous ne citons ici qu'un extrait, s'attarde aussi sur les sévices qu'il a subis. Il a notamment manqué d'être fusillé et précise que les communistes utilisent pour cela le terme « monter en grade »²⁹⁴, le tout « sans laisser de traces. »²⁹⁵ Ce témoignage saisissant révèle

²⁹¹ Ces trois catégories sont celles qui sont alliées au sein du communisme : en Chine, au paysan et à l'ouvrier s'est ajouté le soldat, qui souffre depuis toujours en Chine d'une réputation exécrationnelle à cause de la mauvaise tenue des troupes.

²⁹² François-Marie CROCQ, « Un mois chez les communistes en Chine », *Annales des Missions étrangères de Paris*, Irfa, <https://www.irfa.paris/fr/annaes/un-mois-chez-les-communistes-en-chine-du-20-fa-c>.

²⁹³ J. Guillermaç précise que « ce n'est guère qu'à partir de la formation du Gouvernement soviétique chinois, à la fin de 1931, qu'un certain ordre, qu'une certaine unité commenceront à prévaloir. » J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 187.

²⁹⁴ *Ibid.*

²⁹⁵ *Ibid.*

aussi l'incroyable discipline instaurée progressivement par les dirigeants chinois au sein de leur parti. L'attitude violente et rustre des communistes présentés ici, contraste en effet fortement avec l'attitude respectueuse des soldats de l'Armée rouge, qui entrent dans les villes en 1947²⁹⁶.

Les premiers soviets communistes paysans commettent des exactions dont les premières victimes sont les missionnaires, pivots de l'influence française. Mais la guerre sino-japonaise et l'avènement du second Front Uni en 1937 modifient les événements, et mettent provisoirement fin à la lutte entre missionnaires et communistes.

- La guerre sino-japonaise change la donne

Ce changement d'attitude prend corps avec le Père Léon Robert, supérieur des Missions Étrangères de Paris depuis 1935. Le missionnaire salue le premier anniversaire de la revue *Chine*, publiée par l'Association des amis du peuple chinois, auparavant favorable à Mao Zedong²⁹⁷. Le Père Robert rend hommage à Chiang Kai-shek, chrétien protestant :

« Tchang Kai Shek a cette foi ardente qui soulève les montagnes, la foi du chrétien constructeur, que l'adversité n'abat point et que les revers ne découragent point parce qu'il puise sa force à la source de la Vie Eternelle. Jamais la Chine ne sera servante d'aucune nation. Elle est nécessaire au monde et puisqu'elle doit exister, elle doit être indépendante. C'est aujourd'hui la Passion et demain la Résurrection. »²⁹⁸

La figure de Chiang Kai-shek, qui unifie la Chine sous son nom, est donc gage de soutien pour les missionnaires, premiers spectateurs des vicissitudes politiques du pays, qui ne peuvent qu'espérer la fin des souffrances chinoises. Certains des hommes de Dieu s'engagent même physiquement afin de libérer la Chine.

Le cas le plus édifiant est celui du Père Vincent Lebbe. Ce Lazariste d'origine belge²⁹⁹ « prend part, de façon très engagée, au nom de l'Évangile, à la promotion du patriotisme chinois. »³⁰⁰

²⁹⁶ Voir partie 5.

²⁹⁷ Voir partie 2, chapitres 1 et 2.

²⁹⁸ « Témoignages à l'occasion des un ans de Chine », *Chine* n°10, avril 1939.

²⁹⁹ Vincent Lebbe (1877-1940), né à Gand, est un prêtre lazariste arrivé à Pékin en 1901. Il apprend la langue et l'écriture chinoise, et étudie les textes anciens. En 1919, il appuie Mgr de Guébriant dans sa promotion des prêtres indigènes. Celui qui se dit « prêtre chinois, de l'Église de Chine » n'a de cesse de se rapprocher du peuple chinois. « Jean-Pierre DUTEIL, Les chrétiens en Chine de 1800 à 1950 - Clio - Voyage Culturel », consulté le 3 décembre 2020, https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/les_chretiens_en_chine_de_1800_a_1950.asp. et Robert GUELLEY, « La spiritualité du Père Lebbe », *Revue Théologique de Louvain* 21, n° 4 (1990), p. 456, <https://doi.org/10.3406/thlou.1990.2466>.

³⁰⁰ R. GUELLEY, *op.cit.* p. 457.

En effet, durant la guerre sino-japonaise, ce prêtre, qui a choisi d'acquérir la nationalité chinoise en 1927, entre à la Croix-Rouge, dès l'incident du Pont Marco-Polo. Il organise « rapidement un groupe d'ambulances avec 500 collaborateurs de la 29^e armée, celle-là même qui cinq ans plus tôt avait victorieusement tenu tête aux Japonais à Changhai. »³⁰¹ Mais il choisit d'aller encore plus loin, en se joignant aux forces communistes de la huitième armée, commandée par Zhu De, le bras droit de Mao Zedong. Dans un article anonyme peut-être écrit par Étienne Constant³⁰², la revue *Chine* fait part de son admiration : « Personne ne s'attendait à ce qu'un vieillard de soixante-deux ans en robe de prêtre résistât à cette tâche surhumaine. Il tint le coup pourtant pendant plus de dix mois. [...] Aujourd'hui, il est lieutenant-colonel. »³⁰³ Vincent Lebbe scelle la réconciliation entre les missionnaires et les communistes chinois. Il précise :

« Nous sommes prêts à donner notre vie pour la même cause, pour le salut du peuple chinois et l'amour pour ce peuple nous unit plus fortement que les liens de famille. Et pourtant, si on m'avait dit, il y a quelques années que j'arriverai à m'entendre avec les communistes, je ne l'aurais pas cru possible. Nous nous haïssions. Nous nous faisons la guerre à mort. Pourquoi ? Simplement parce qu'ils ne nous connaissaient pas et que nous ne les connaissions guère mieux. Il y avait entre nous un abîme. Je ne sais pas si vous croyez au diable, [...], moi j'y crois et je l'imagine fort habile à détruire l'œuvre de notre seigneur par tous les moyens. [...] Tout ce qui empêche les gens de mieux se connaître, tout ce qui les pousse à la haine, à la guerre, est son œuvre. Quand les hommes se connaissent, ils se comprennent. J'en avais l'exemple sous nos yeux : voici les hommes de la huitième armée qui viennent à la messe, de même que j'assiste, moi, à leur réunion. Nous sommes devenus amis. »³⁰⁴

L'alliance entre les communistes et le Père Lebbe ne dure pourtant pas. Arrêté par ses anciens alliés alors qu'il était en mission dans le Hubei à la demande de Chiang Kai-shek, il est fait prisonnier le 9 mars 1940³⁰⁵. Libéré grâce à l'intervention du chef du Guomindang, il meurt peu après sa libération.

L'itinéraire du Père Vincent Lebbe est néanmoins original à tous propos. Chinois au plus profond de lui-même, cet homme de Dieu est aussi un homme d'action, qui incarne la trêve momentanée instaurée par la nécessité de la guerre sino-japonaise entre communistes d'une part, et nationalistes et missionnaires d'autre part. Admiré par les intellectuels de la gauche

³⁰¹ « Pour l'indépendance de la Chine, la vie héroïque du Père Lebbe », *Chine* n°12, juin 1939.

³⁰² Cette dernière est secrétaire de l'Association des amis du peuple chinois, et a déjà écrit un article relatant avec émotion « le sort fait à l'Église en Chine par le fascisme japonais », *Chine* n°1, avril 1938.

³⁰³ *Ibid.*

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ R. GUELLUY, « La spiritualité du Père Lebbe » *ibid.*

française, il a sciemment choisi de devenir un « homme du politique » et de quitter son simple poste d'observation de la vie chinoise.

La mue du Parti communiste chinois achève de rendre caduc le mythe de la « Chine immuable », qu'on trouve encore sous la plume de certains intellectuels de droite jusque dans les années 1930. Proche de l'annihilation en 1927, le PCC forge sa propre légende, et conquiert peu à peu sa place dans le jeu politique de la Chine. Cette Chine dans laquelle s'est implantée l'idéologie communiste est désormais politisée, et attire les regards et les intellectuels français. Les questionnements sur l'expansion communiste dans un pays qui était jusque-là demeuré à l'écart de la révolution russe, contiennent en eux-mêmes bien des enjeux. De la place des masses paysannes dans le développement du communisme en Chine à la peur d'un péril rouge, le communisme chinois bouscule les intellectuels français, qui s'opposent autour de cette question. La guerre sino-japonaise fait passer la question communiste au second plan, pour laisser place à un engagement pour la Chine ou au contraire, pour son adversaire japonais. Dans cette décennie où, lit-on parfois, « qui n'est pas fasciste est presque forcément communiste et inversement »³⁰⁶, certains intellectuels français peuvent-ils refuser « d'entrer en politique »³⁰⁷ ?

³⁰⁶ D. BONA, *Clara Malraux, op.cit.* p. 262.

³⁰⁷ P. ORY et J-F. SIRINELLI, *Les intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 11

Chapitre 2 : Refuser l'engagement ? Les intellectuels et intellectuelles français(es) à la marge du politique

Alors que le monde intellectuel français se polarise fortement au début des années 1930, au rythme des guerres qui déchirent l'Asie puis l'Europe, certains intellectuels semblent se tenir aux marges de tout engagement de nature politique, notamment en faveur de la Chine. Nous nous intéresserons ici à la position de deux catégories d'intellectuels, les universitaires et les explorateurs. La Chine pourrait-elle révéler la position particulière de ces hommes et femmes qui, par leurs connaissances ou leurs missions au cœur du pays, pourraient être les plus à même de témoigner de la position du pays, pris dans l'étau de la guerre sino-japonaise ? Plutôt que de voir un refus de l'engagement, le positionnement de certains intellectuels face à la Chine pourrait éclairer sous un jour nouveau l'itinéraire d'universitaires, qui choisissent une démarche plus scientifique qu'universaliste, tandis que les explorateurs, pris dans les rêts d'une Chine en mouvement, deviennent, parfois malgré eux, les témoins des bouleversements politiques du pays.

I. Refuser d'être des « hommes du politique » ? L'engagement en question

1) « Servir son pays » : des sinologues en résistance pour la France (1940-1945)

On aurait pu penser que les plus prompts à commenter les bouleversements de la politique chinoise, et notamment les soubresauts du mouvement communiste, seraient ceux qui avaient consacré leur vie à l'étude de la Chine, c'est-à-dire les sinologues, regroupés dans l'Institut des Hautes Études Chinoises. Si certains, comme Louis Laloy, le font effectivement, les deux directeurs de l'IHEC, Paul Pelliot et Marcel Granet se font plus discrets. Ni l'un ni l'autre ne commentent l'actualité de la République chinoise, depuis 1912, jusqu'à leurs morts respectives, en 1945 et 1940. Marcel Granet fait partie de l'Association des amis du peuple chinois dès sa création en 1935, puis par la suite du Comité directeur de l'Association en novembre 1937³⁰⁸, et enfin, du Comité d'honneur, lors de la reparation de *Chine* en avril 1938³⁰⁹. Cependant, il ne signe aucun article dans le périodique renouvelé, n'est présent à aucun des rassemblements et

³⁰⁸ *Chine*, numéro spécial, supplément du bulletin, novembre 1937.

³⁰⁹ *Chine* n°1, avril 1938.

galas de charité organisés par l'Association, ni ne participe aux souscriptions lancées pour venir en aide à la Chine durant la guerre sino-japonaise.

Paul Pelliot, de son côté, semble se tenir soigneusement à l'écart des événements de Chine. La preuve la plus éclatante en est donnée à l'occasion de son voyage dans la République du milieu en 1933, alors qu'il n'a pas remis les pieds « sur le sol chinois depuis treize ans. »³¹⁰ À ce moment même, la guerre sino-japonaise est une réalité, puisque la bataille de Shanghai s'est achevée quelques mois plus tôt. En accueillant le sinologue français à l'Université franco-chinoise de Pékin, Li Yuying fait aussitôt allusion au contexte politique troublé que connaît son pays :

« Ce soir nous souhaitons la bienvenue à M. Paul Pelliot, le plus grand sinologue du monde. [...] Actuellement, nous traversons une période difficile : nous luttons pour notre existence même. C'est dans ces circonstances critiques que nous recevons un grand ami : non seulement pour nous une consolation mais encore un encouragement et sa présence renforce notre confiance en nous-mêmes. Ceux qui veulent nous accabler par des moyens perfides et des intrigues déloyales ne peuvent tromper l'opinion que momentanément, non pas toujours. [...] Nous sommes sûrs qu'après son retour en France, M. Pelliot fera connaître la vraie situation de notre peuple pour éclairer l'opinion mondiale sur ceux qui ont tort et ceux qui ont raison. »³¹¹

Les derniers mots du professeur chinois, véritable pilier des échanges intellectuels entre la France et la Chine³¹² ne peuvent être perçus que comme un appel à l'engagement de Paul Pelliot, qui aurait pour tâche de faire connaître la situation difficile des Chinois. Cela supposerait donc que Paul Pelliot accepte de devenir un intellectuel « universaliste », c'est-à-dire « intervenant sur tous les fronts et se prévalant du capital symbolique qu'il a acquis dans sa spécialité »³¹³, sur le modèle de Paul Langevin par exemple³¹⁴. Or, la réponse de Paul Pelliot semble aussitôt décevoir les espoirs de Li Yuying. Le sinologue explique ainsi :

« Vous avez ajouté que j'étais venu à un moment critique. Je ne l'ai pas fait exprès. Mais je suis heureux d'être auprès de vous. [...] Vous m'avez demandé mon appui. Il vous est acquis bien que je ne sache pas encore comment vous le manifester. En tout cas c'est mon désir de m'initier à tout ce que je puis, à m'enquérir de l'état de l'opinion chinoise et de l'effort chinois, et de les faire connaître pour faire rendre justice à tout ce que je sens ici et

³¹⁰ « Paul Pelliot à l'Université franco-chinoise », *Annales franco-chinoises* n°25, 1^{er} trimestre 1931.

³¹¹ *Ibid.*

³¹² Voir partie 3, chapitre 1.

³¹³ Frédérique MATONTI et Gisèle SAPIRO, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 176-177, n° 1 (18 mars 2009), pp. 4-7, <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-4.htm>.

³¹⁴ On se souvient notamment de son engagement pour la Chine lors de sa mission en 1931. (Voir partie 3, chapitre 2.)

qui n'est pas seulement dans le progrès des choses matérielles mais encore et surtout dans le domaine des choses intellectuelles et civiques. C'est dans ce sentiment et dans un esprit d'union dans le devoir civique que je vous demande de lever votre verre. »³¹⁵

La formule de Paul Pelliot, avouant qu'il n'est pas venu sciemment en pleine guerre sino-japonaise, est révélatrice du souhait du sinologue de s'en tenir « au domaine des choses intellectuelles et civiques. » Cela signifie que Paul Pelliot préfère rester un intellectuel « spécifique »³¹⁶, qui limite ses prises de position à son propre domaine de compétences, c'est-à-dire celui de la science. Cette position respecte celle d'une représentation de la science issue de la première moitié du XX^e siècle qui voudrait que « la supériorité morale de la science épuise toute autre tentative d'intervention. »³¹⁷ Paul Pelliot semble donc se placer dans la lignée de ces savants en sciences sociales qui « n'abordent les batailles sociales qu'avec les plus extrêmes précautions [...]. »³¹⁸

Paul Pelliot pourtant, n'a jamais rechigné à être un « homme d'action »³¹⁹ comme le dit l'indianiste Jean Filliozat lors de l'hommage funèbre rendu au sinologue. À la mort de Pelliot, Georges Salles décrit un homme à « l'allure militaire d'entraîneur d'hommes. Le pas rapide, la tête droite, le ton haut, la voix forte, [sa] venue changeait le tempo de tout ce à quoi [il] particip[ait]. »³²⁰ La légende de Paul Pelliot s'appuie d'ailleurs sur l'un de ses exploits, sans cesse retracé par ses collègues. En 1900 le jeune sinologue est à Pékin quand éclate l'insurrection des Boxers :

« Pendant l'été 1900, une bande de Boxers assiège un jour la légation de France à Pékin, et s'apprête à l'incendier. Quelques Français sont retranchés derrière un mur, percé de meurtrières, le fusil au poing. Que va-t-il advenir de cette faible troupe ? Soudain Pelliot (il en est, et il a 22 ans) se dresse debout sur le mur et parle aux assaillants. La horde fanatique, d'abord décontenancée par cette audace, hésite à tirer contre la cible vivante qu'il leur offre ; puis ressaisis et raillant, ces hommes le défient, il y va, il leur parle ; et l'ennemi, vaincu par l'admiration, se retire. »³²¹

³¹⁵ « Paul Pelliot à l'Université Franco-Chinoise », *op.cit.*

³¹⁶ F. MATONTI et G. SAPIRO, « L'engagement des intellectuels », *op.cit.*

³¹⁷ Christophe PROCHASSON, « Jalons pour une histoire du « non-engagement » », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 60, n° 1 (1998), p. 104, <https://doi.org/10.3406/xxs.1998.2761>.

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ Jean FILLIOZAT, « Paul Pelliot, honneur de la sinologie française », CdF, 16 CDF 334 Fonds Pelliot.

³²⁰ <http://www.gis-reseau-asie.org/fr/les-sept-vies-du-mandarin-francais-paul-pelliot-ou-la-passion-de-lorient> consulté le 3 décembre 2020.

³²¹ Edmond FARAL devant le cercueil de Paul Pelliot, 1945, CdF, *ibid.*

Cette histoire semble même être enjolivée à la gloire du sinologue, amplifiant sa légende. Dans l'article qu'il consacre à la mort de son maître, Paul Demiéville, élève et successeur de Paul Pelliot à l'IHEC précise encore l'anecdote :

« Par-dessus les barricades du quartier des légations, il prend langue avec les assiégeants. "Tout va bien, leur dit-il dans le plus pur chinois, mais nous manquons de glace pour nos sorbets." Et sous les yeux de ses compagnons stupéfaits, il disparaît parmi les Chinois qui, médusés, le conduisent auprès de leur général ; celui-ci lui bourre les poches de pêches et de melons et laisse entendre qu'il est prêt à négocier. »³²²

L'affaire des Boxers est d'ailleurs le seul événement politique chinois sur lequel nous ayons retrouvé les commentaires de Pelliot lui-même. Il fait preuve de clairvoyance en décelant les instigateurs et les principales causes de la révolte. Dans une lettre au directeur de l'EFEO il dit à propos des Boxers :

« Cette association d'hystériques, d'hallucinés, de convulsionnaires, de fanatiques et de fumistes, est secrètement encouragée en sous-main par le gouvernement chinois. [...] Le résultat [de la politique suivie par les étrangers] a été le plus formidable et le plus aveugle effort qu'ait jamais fait le parti vieux chinois³²³ pour se débarrasser de l'ingérence européenne. Il y a trois semaines en effet, des placards commençaient à être affichés dans Péking, dénonçant les Européens comme les auteurs responsables de tous les maux dont souffre la Chine depuis quelques années. Ce sont les Européens qui ont fait la mévente des grains, ce sont eux qui empêchent de pleuvoir, ils ont fixé le télégraphe, établi le chemin de fer si bien que pour quelques cents versés à une compagnie, on ruine les voituriers qui mettaient trois ou quatre jours à convoier le voyageur de T'ien-Tsin [Tientsin] à Peking. Bien plus, ils empoisonnent les puits, et c'est là pour qui se rappelle T'ien-Tsin l'accusation la plus grave lancée contre nous. Bref, les méfaits du diable étranger avaient lassé la patience du ciel. »³²⁴

Paul Pelliot n'est donc pas un homme à refuser l'engagement, y compris physique. Par ailleurs, contrairement à ce qu'il semble vouloir faire croire dans sa réponse à Li Yuying, il suit avec attention les soubresauts politiques de la Chine depuis son plus jeune âge, et notamment l'évolution du communisme. Ses brefs commentaires en réponse à l'interview du *Bulletin de l'Association franco-chinoise* le prouvent³²⁵. En outre, une note anonyme datant probablement de 1949 et qui cherche à brosser un portrait du nouveau maître de la Chine, Mao Zedong, souligne :

³²² Paul DEMIÉVILLE, « Paul Pelliot », *L'Illustration*, 10 novembre 1945, CdF, *ibid.*

³²³ Fait référence à « la vieille Chine », donc la Chine impériale.

³²⁴ Lettre de Paul PELLIOT au directeur de l'EFEO, CdF, Fonds Paul Pelliot, 49 CDF 11/20.

³²⁵ Voir partie 4, chapitre 1, p. 447.

« Pour écrire une biographie idéale de Mao Tsé Toung, il serait nécessaire de posséder en plus des qualités ordinaires de l'historien, une compétence particulière dans les questions chinoises et en matière de communisme. Actuellement, depuis la mort de Paul Pelliot, seuls certains pères jésuites et l'équipe des "Études" répondent à ces conditions difficiles. »³²⁶

Le refus de Paul Pelliot de prendre position en faveur de la République de Chine fait-il donc de lui un intellectuel qui « refuse l'engagement » quand d'autres de ses collègues, tels Louis Laloy ou Jean Escarra, représenteraient pour leur part des intellectuels engagés ? Il n'en est rien. On remarque en effet qu'à l'IHEC, la norme est plutôt de ne pas s'engager en faveur de la Chine. Sur les dix intervenants au sein de l'IHEC lors de son ouverture en 1927³²⁷ seuls deux (Louis Laloy et Jean Escarra) font preuve d'un engagement humanitaire et politique pour la Chine³²⁸. Il semble en effet que les sinologues, et Paul Pelliot en tête, réservent leur engagement à leur propre pays. La Seconde Guerre mondiale ne peut laisser insensibles les intellectuels sinologues, qui, pour la plupart, ont été soldats lors du premier conflit mondial. Il leur apparaît donc impensable de ne pas prendre fait et cause pour leur pays envahi.

Édouard Chavannes, le précurseur

Cette implication en faveur de la France, qui nous le verrons va revêtir plusieurs formes, prend peut-être aussi exemple sur l'attitude du Maître incontesté de la sinologie française, Édouard Chavannes. Ce dernier a en effet formé ou influencé toute la génération de sinologues arrivée à maturité en 1940, c'est-à-dire Paul Pelliot, Marcel Granet, Henri Maspero³²⁹, ou encore l'archéologue et conservateur du musée Guimet Joseph Hackin. Chavannes est donc la figure tutélaire de ces hommes qui se placent déjà dans ses pas sur le plan scientifique.

Or, Édouard Chavannes a surtout observé la Chine de l'empire Qing, sans jamais se permettre de donner un avis personnel sur les changements du pays. Il en suivait toutes les intrigues, comme en témoignent ses notes personnelles, denses et foisonnantes³³⁰. En plus de ses descriptions des événements politiques rédigées sur des feuilles volantes, quelques

³²⁶ « Biographie de Mao Tse Toung », anonyme, s.d [sans doute 1949], ANOM, INDO HCI // 663.

³²⁷ Les professeurs titulaires sont : Marcel Granet (civilisation chinoise), Paul Pelliot (Philologie, littérature et art chinois). Les chargés de cours sont : Louis Laloy (Esthétique chinoise), Édouard de Mestre (Histoire économique de la Chine moderne et contemporaine), Georges Dubarbier (Histoire politique et diplomatique de la Chine moderne et contemporaine). Les chargés de conférences (une à six conférences prévues) sont : André Duboscq, Jean Escarra, Marcel Leger, le Dr Gauducheau. Affiche, « l'Institut des Hautes Études Chinoises, année 1926-1927 », CdF, IHEC, carton 1.

³²⁸ Voir partie 2.

³²⁹ Alfred MERLIN, « Notice sur la vie et les travaux de M. Henri Maspero, membre de l'Académie », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 95, n° 4 (1951), pp. 416 - 26, <https://doi.org/10.3406/crai.1951.9830>.

³³⁰ Conservées au Musée Guimet dans des fonds en cours de classement.

annotations plus personnelles que l'on trouve dans de petits carnets ont sans doute été utilisées pour écrire certains de ses ouvrages.

Cependant, lors de la Première Guerre mondiale, le sinologue souhaite se mettre « au service de son pays »³³¹, et exprime le regret « de n'être pas allé faire le conflit de face comme simple soldat. » « Si je n'avais été certaine que sa santé délicate ne lui aurait pas permis de tenir plus de 8 jours dans les tranchées, je ne me serais pas opposée à son désir, tant je le sentais sincère et ardent ! »³³² écrit son épouse, un an après la mort du sinologue. Chavannes trouve donc un autre moyen de venir en aide à la France, qui correspond davantage à sa santé fragile ainsi qu'à ses compétences.

Il choisit en effet de faire « des lectures commentées à des soldats convalescents »³³³ de sa ville de Fontenay-aux-Roses. La scène est racontée avec émotion par une jeune femme, Adrienne Gigout, sans doute amie du couple, dans un document écrit le 31 janvier 1918³³⁴ :

« Celui qui parle est membre de l'Institut, professeur au Collège de France, il s'adresse à des fils de paysans, pour la plupart mais la barrière est rompue, l'union est faite dans un accord réciproque : celui qui se donne entièrement est heureux de la confiance de ces simples. Ce qu'il dit, familièrement, affectueusement, c'est un commentaire de la lecture qu'il va faire ou qu'il a faite, tantôt "saison des semailles" d'où certains soirs une leçon de morale est tirée. [...] Les champs en friches sont nombreux dans la campagne environnante, il faut les cultiver. Tantôt c'est un conte de Daudet ou des poésies de guerre comme la "Passion de notre frère le Poilu" dite dans un tel élan de sympathie et de fierté que bien des yeux dissimulent mal des larmes. [...] Ceux qui écoutent sont mis à l'honneur dans un hommage qui ne se lasse pas. Des révoltés s'apaisent au rythme de ces vers qui chantent leur douleur. Ces simples sont touchés, remercient : parfois une admiration s'exprime en éclats, une voix s'élève dans les rangs : "c'est bien parlé". On rit mais c'est si touchant. [...] »³³⁵

Cet éloge insiste sur le fait que l'érudit parvient à se mettre au niveau de son public « simple » et utilise des éléments du quotidien de ses auditeurs. De plus, Adrienne Gigout donne à Chavannes un rôle de quasi-thaumaturge, puisqu'elle le présente comme apaisant la colère des soldats blessés en leur redonnant une dignité que les horreurs de la guerre et de graves blessures ont mise à mal. Le portrait d'Édouard Chavannes est donc bien celui du scientifique qui vient au milieu d'un auditoire qui ne lui est pas acquis. Le sinologue compense donc le fait

³³¹ Lettre de Mme Chavannes, peut-être à Léon Arousseau, 23 décembre 1919, Musée Guimet, fonds Chavannes.

³³² *Ibid.*

³³³ *Ibid.*

³³⁴ C'est-à-dire trois jours après la mort d'Édouard Chavannes. Ce document est peut-être l'éloge funèbre que la jeune femme écrit pour l'enterrement du sinologue. Il est en effet rédigé sur des feuilles à petits carreaux d'une écriture appliquée. C'est donc un document personnel, sans doute remis plus tard à sa veuve, Alice Chavannes.

³³⁵ Adrienne Gigout, 31 janvier 1918, MG, Fonds Chavannes.

de ne pouvoir être soldat par la faculté d'apporter du réconfort à ceux qui ont pris les armes. Adrienne Gigout va même jusqu'à dire qu'il a « aimé [sa patrie] jusqu'à mourir de ses souffrances. »³³⁶

Cet engagement pour la France demeure sans doute dans l'esprit de deux de ses disciples et collègues les plus brillants, Joseph Hackin et Paul Pelliot. Lors du second conflit mondial, ces derniers s'engagent dans la Résistance de manière plus ou moins active. Leurs choix éclairent deux formes de l'engagement.

Les sinologues dans la Seconde Guerre mondiale

- Paul Pelliot : la résistance intellectuelle

Dans sa jeunesse, Paul Pelliot se distinguait par son courage physique, sans dédaigner les coups de poings, comme lors de l'affaire Farjenel³³⁷. Avec l'âge il semble néanmoins délaissier ces actions spectaculaires pour d'autres plus symboliques, qui correspondent davantage à la posture de l'intellectuel spécifique.

Paul Pelliot s'engage dès 1940 en faveur de la Résistance. Edmond Faral³³⁸, qui fut son collègue au Collège de France, l'exprime devant le cercueil du sinologue :

« En 1940, une effroyable tornade s'abat sur la France. L'ennemi est là, occupant victorieux, courtoisement insolent, diaboliquement calculateur. Ah ! Pelliot, comme votre courage s'est aussitôt mis, si simplement et si résolument au service du vrai, du seul devoir ! [...] Du premier jour, votre choix a été fait, ou plutôt (car vous n'avez pas eu l'idée d'un choix) votre position a été prise. »³³⁹

Selon les dires de Robert des Rotours³⁴⁰, directeur de l'IHEC entre 1946 et 1959³⁴¹ Paul Pelliot prit même « une part active à la Résistance, ayant presque toujours contact avec les Français qui préparaient la lutte de Londres ou d'Alger. »³⁴² Nous aurions tendance à estimer, à la suite de Louis Reno, que le sinologue « joue un rôle certain dans le ralliement des milieux

³³⁶ *Ibid.*

³³⁷ Voir partie 3, p. 368.

³³⁸ Edmond Faral (1882-1958), Normalien et agrégé de grammaire, est nommé professeur au Collège de France en 1925 à la chaire de « littérature latine du Moyen âge », puis membre de l'Institut. Il est spécialiste de littérature médiévale. Julia BASTIN, « Edmond Faral (1882-1958) », *Revue belge de Philologie et d'Histoire* 36, n° 2 (1958), pp. 739-42, https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_1958_num_36_2_5384.

³³⁹ Edmond FARAL lors de la mort de Paul Pelliot, CdF, Fonds Pelliot, 16 CDF 334.

³⁴⁰ Robert des Rotours (1891-1980) est un sinologue, élève d'Édouard Chavannes. Diplômé de l'École des Langues Orientales, il s'est rendu en Chine de 1920 à 1922. Spécialiste de la dynastie Tang, il n'a jamais occupé de postes universitaires mais a contribué aux cours de l'IHEC et en a accepté la présidence en 1946. Jacques GERNET, « Robert des Rotours », *T'oung Pao*, Vol. LXVII (1981), p. 1.

³⁴¹ Louis HAMBIS, présentation de l'IHEC, CdF, IHEC.

³⁴² Robert DES ROTOURS, CdF, carton 30, 1945.

universitaires de la résistance »³⁴³, sans que ce rôle soit forcément majeur. En effet Paul Pelliot « poursuit les séances de la Société Asiatique » sans en demander l'autorisation aux occupants Allemands³⁴⁴. Edmond Faral confirme que les « collègues du Collège de France »³⁴⁵ se retrouvent « au moins une fois par semaine »³⁴⁶ autour de Paul Pelliot à partir de l'été 1940. Celui-ci, a sans doute convaincu certains de ses collègues au cours de ces réunions grâce à « l'indépendance de [son] jugement, à [sa] droiture, à [son] inébranlable fermeté. »³⁴⁷ Cette position lui correspond bien mieux qu'un engagement actif dans un mouvement politique. D'ailleurs ces actes de résistance lui valent quelques tourments, que l'historien spécialiste de l'Asie, René Grousset³⁴⁸, rappelle à son tour : « Nul n'a oublié sa conduite durant l'occupation : incarcéré par les Allemands, menacé par eux, jamais il ne plia. »³⁴⁹ Comme un ultime pied de nez à l'occupant, « aux heures de la libération », l'illustre savant hisse le drapeau français sur le musée d'Ennery³⁵⁰, dont il est le conservateur.

Ainsi, le prince des sinologues délaisse l'engagement pour la Chine pour se consacrer à sa propre patrie. Il mène des actions de résistance feutrées, en accord avec sa posture du savant. Son choix est à confronter avec celui d'une résistance active fait par un autre de ses collègues, Joseph Hackin, lui aussi érudit et conservateur de musée.

- Joseph Hackin : le choix de la résistance active

Originaire du Luxembourg mais naturalisé français dès 1912³⁵¹, Joseph Hackin est diplômé de l'École des Hautes Études pour le tibétain et le sanscrit. Élève d'Édouard Chavannes et de l'indianiste Sylvain Lévi, il devient en 1913, conservateur du Musée Guimet³⁵², musée dans

³⁴³ Louis RENO, « Notice sur la vie et les travaux de M. Paul Pelliot, membre de l'Académie », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 94, n° 2 (1950), p. 142.
https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_1950_num_94_2_78515.

³⁴⁴ *Ibid.*

³⁴⁵ E. FARAL, CdF, *op.cit*

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ E. FARAL, *ibid.*

³⁴⁸ René Grousset (1885-1952). Professeur d'histoire-géographie à l'École des Langues Orientales, il est nommé par la suite conservateur-adjoint du musée Guimet. Il est ensuite conservateur du Musée Cernuschi puis du Musée Guimet. Membre de la Société asiatique, il entretient des relations étroites avec les sinologues de l'IHEC. <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/rene-grousset> consulté le 9 décembre 2020.

³⁴⁹ René GROUSSET, « La mort de Paul Pelliot », *Le Figaro*, 31 octobre 1945, CdF, Fonds Pelliot, 16 CDF 334.

³⁵⁰ Musée dépendant du Musée Guimet, qui abrite la collection d'œuvres japonaises et chinoises d'Adolphe-Phillipe d'Ennery (1811-1899), journaliste, dramaturge et romancier et de son épouse, Clémence. Cette collection, léguée à l'État à la mort d'Adolphe d'Ennery, contient 6 300 œuvres. <https://www.guimet.fr/musee-dennery/histoire-du-musee-dennery/> consulté le 9 décembre 2020.

³⁵¹ Adolphe François Paul LODS, « Éloge funèbre de M. Joseph Hackin, correspondant de l'Académie », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 88, n° 3 (1944), p. 406.
https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_1944_num_88_3_77790.

³⁵² *Ibid.*

lequel il donne une place importante à l'art bouddhique³⁵³. Archéologue de l'Afghanistan entre 1924 et 1940³⁵⁴, Joseph Hackin participe aussi en Chine, à la Croisière Jaune lancée par André Citroën en 1932³⁵⁵. Il dispense également des cours à l'École du Louvre, et devient, en 1932, directeur de la Maison franco-japonaise de Tokyo.

L'engagement pour la France Libre de Joseph Hackin et de son épouse Ria, elle-même archéologue et photographe officielle des missions de son mari³⁵⁶, est rappelé par le périodique *Aspects de la France*. Ce périodique, qui a succédé à *L'Action française* au sortir de la guerre, semble ici récupérer à son profit le dernier écrit d'Hackin, intitulé *Sur la mission de la France*. Le journal en extrait le passage suivant :

« L'effort de reconstruction, écrivait Hackin, exige de tous ceux qui se groupent autour du chef un désintéressement total. Nos partisans ne doivent pas être des clients, mais des apôtres. Ils doivent éviter la formation de clans, de coteries et de chapelles, n'avoir pour objet que le salut du pays, l'intégrité de l'Empire, le reclassement des valeurs morales. La tâche du redressement moral et de la reconstruction matérielle mettra la nation dans la nécessité de se soumettre à des disciplines strictes. Les dérèglements de la pensée et du langage doivent être réprimés. Le sens de la mesure devra reprendre ses droits. »³⁵⁷

Et le journal d'estimer que : « Non, il n'y avait pas de différence entre le langage d'Hackin et celui d'un chef des chantiers de jeunesse – ce chantier créé par le Maréchal et interdit par les Allemands en zone occupée. »³⁵⁸

Pourtant Joseph Hackin avait « refusé le poste de ministre à Caboul que le maréchal Pétain lui demandait d'accepter »³⁵⁹ et avec son épouse, il rejoint le Général de Gaulle à Londres, où tous deux sont à l'origine des futurs Comités de libération, masculins et féminins³⁶⁰. Hackin s'exprime à la radio de Londres, « à visage découvert »³⁶¹, précise son collègue René Grousset, dans un hommage ému. Chargé d'une mission politique et diplomatique en trente étapes passant par l'Inde, la Chine, le Moyen-Orient et l'Océanie³⁶², le couple Hackin périt en mer le 24 février 1941, « à la suite du torpillage de son bateau »³⁶³ comme le précise *France Quand Même*,

³⁵³ R. L., « Joseph Hackin (1887-1941) », *Revue Archéologique* 23 (1945), pp. 126 - 28, <https://www.jstor.org/stable/41751526>.

³⁵⁴ *Ibid.*

³⁵⁵ Voir partie 4, chapitre 2.

³⁵⁶ « Exposition « De l'Asie à La France Libre » - Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie », consulté le 28 août 2020, <https://www.aphg.fr/Exposition-De-l-Asie-a-La-France-Libre>.

³⁵⁷ « Sur Joseph Hackin », *Aspects de la France*, 10 juillet 1947.

³⁵⁸ *Ibid.*

³⁵⁹ *Ibid.*

³⁶⁰ « Exposition « De l'Asie à La France Libre » - Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie ». *op.cit.*

³⁶¹ R. GROUSSET, « Un savant français : Joseph Hackin », *La Revue de Paris*, avril 1945.

³⁶² <https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/joseph-hackin> consulté le 27 août 2020.

³⁶³ *France Quand Même* n°42, juin 1941.

journal de la résistance française à Shanghai, quelques mois après la tragédie. Le décès de Joseph Hackin semble être resté longtemps incertain, puisque René Grousset admet « le cherch[er] du regard dans les rangs »³⁶⁴ des compagnons du Général de Gaulle à la Libération de Paris.

Joseph Hackin a donc payé de sa vie son engagement dans la Résistance française. Au contraire de Paul Pelliot, l'archéologue s'est engagé corps et âme pour « rétablir [...] l'esprit français dans la plénitude de sa souveraineté »³⁶⁵, et il est donc « mort pour la France. »³⁶⁶

À l'instar de Joseph Hackin, deux autres sinologues décèdent durant le second conflit mondial. Henri Maspero semble s'être engagé dans la Résistance, mais ce sont les activités clandestines de son fils qui vont le conduire à la mort. Marcel Granet quant à lui, apparaît plutôt comme une victime collatérale du conflit.

- Henri Maspero et Marcel Granet : des sinologues « morts pour la France » ?

Dans un article pour le journal *La Fraternité*, Paul Pelliot écrit, le 18 mai 1945 :

« Cher Henri Maspero, vous êtes bien, comme Hackin et tant d'autres, mort pour la France, et nous gardons pieusement votre souvenir et votre exemple. Pour l'instant, nous pensons à vous et aux vôtres avec douleur et aussi avec colère envers vos bourreaux. »³⁶⁷

Henri Maspero provient d'une longue lignée de scientifiques³⁶⁸. D'abord intéressé par l'Égypte comme son père, Henri Maspero se forme à l'École Française d'Extrême-Orient, et y devient professeur en 1911, à la suite de Paul Pelliot. En Indochine, Maspero dit chercher à « pénétrer à fond les mentalités d'Extrême-Orient »³⁶⁹. Les compétences d'Henri Maspero, tout à la fois linguiste et historien de l'Extrême-Orient, lui offrent en 1920, « la chaire de chinois [du Collège de France] laissée vacante par la mort d'Édouard Chavannes, et qui était auparavant celle d'Abel Rémusat et de Stanislas Julien. »³⁷⁰ Maspero se consacre dès lors exclusivement à l'étude de la Chine ancienne et de la religion chinoise, notamment le Taoïsme.

³⁶⁴ R. GROUSSET, *op.cit.*

³⁶⁵ *Ibid.*

³⁶⁶ A. LODS, « Éloge funèbre de M. Joseph Hackin, correspondant de l'Académie », *op.cit.*

³⁶⁷ Paul PELLIOT à propos d'Henri Maspero, *La Fraternité*, 18 mai 1945, CdF, Fonds Pelliot non classé.

³⁶⁸ Son père, Gaston Maspero est égyptologue et son demi-frère, Georges, est gouverneur de l'Indochine par intérim (voir partie 3).

³⁶⁹ A. MERLIN, « Notice sur la vie et les travaux de M. Henri Maspero, membre de l'Académie », *op.cit.*

³⁷⁰ P. PELLIOT à propos d'Henri Maspero, *op.cit.*

Henri Maspero et son épouse sont arrêtés par les Allemands le 28 juillet 1944 « en raison de la conduite héroïque de leur fils dans la Résistance. »³⁷¹ Jean Maspero, dix-neuf ans, refuse en effet « absolument de jouer au planqué »³⁷² et s'engage dans la Résistance malgré les inquiétudes de son père qui « acceptait pour lui-même, dans ses propres activités, des dangers qu'il n'acceptait pas pour son enfant. » Selon son plus jeune fils François, Henri Maspero contacte « une filière de maquisards » qu'il connaissait « du fait de ses propres activités »³⁷³ afin d'y envoyer son fils, Jean.

Le plus jeune fils d'Henri Maspero, François, raconte l'irruption de la Résistance dans la maison familiale :

« L'amoncellement des tracts et le stockage des stencils, le passage des amis, le soir, qui prenaient des airs entendus sur lesquels il était impossible de se méprendre, l'hébergement de certains autres qui devenait plus fréquent, la valse des bicyclettes d'origine inconnue, puis la découverte d'un pistolet, plus tard. »³⁷⁴

François Maspero est arrêté en même temps que ses parents, puis relâché. Henri Maspero meurt à Buchenwald, « affaibli par ses longs séjours en Extrême-Orient et par un labeur excessif ainsi que par les privations. »³⁷⁵ Paul Pelliot affirme qu'au moment où on l'emmenait vers l'Allemagne³⁷⁶, Henri Maspero aurait dit : « Dites à mon fils que je ne regrette rien de ce qu'il a fait. »³⁷⁷ Dans *Le sourire du chat*, roman autobiographique qui s'achève par le retour de sa mère après la libération du camp, son fils cadet François dépeint le professeur du Collège de France comme un homme résolu, lui-même impliqué dans la Résistance, et qui refuse de fuir malgré le danger : « [Son père] a dit qu'il ne fuirait pas. Il ne fuirait pas devant les boches. »³⁷⁸ Henri Maspero assume et couvre les actes de résistance de son fils aîné, et semble mener lui-même des actes de résistance dont ses collègues ne font pas mention, préférant dire qu'il est mort pour avoir protégé son fils. Henri Maspero choisit donc lui aussi de s'engager pour la France et non pour la Chine.

³⁷¹ Paul DEMÉVILLE à propos de Paul Pelliot et Henri Maspero, *L'Illustration*, 10 novembre 1945, CdF, Fonds Paul Pelliot, 16 CDF 334.

³⁷² François MASPERO, *Le Sourire du Chat*, Média Diffusion, 2014, p. 34.

³⁷³ *Ibid.* p. 36.

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ Discours de Robert DES ROTOIRS, à la cérémonie de commémoration de la mort de Louis Laloy, Henri Maspero et Marcel Granet, 14 décembre 1946, CdF, IHEC, carton 30.

³⁷⁶ Son épouse survit aux camps de concentration mais, en mai 1945, Paul Pelliot rapporte que « déportée dans un camp de l'Allemagne orientale où l'on l'obligea à des travaux pénibles sans la nourrir, [il s'agit de Ravensbrück] elle a été délivrée par l'armée russe dans un tel état de faiblesse, qu'on ne peut songer encore à la rapatrier. » Paul Pelliot, *op.cit.*

³⁷⁷ P. PELLIOT, *op.cit.*

³⁷⁸ F. MASPERO, *op.cit.* p. 112.

Il faut enfin dire un mot de Marcel Granet. Le directeur de l'IHEC, disparu prématurément en novembre 1940 n'a pu prendre aucun engagement durant la Résistance. Cependant, ses collègues et disciples associent son nom à celui de Maspero et Pelliot, car ils voient dans les tourments causés par la guerre, la cause directe de la mort du sinologue.

Paul Demiéville écrit ainsi que Granet « grand blessé de l'autre guerre [...] ne survécut pas au chagrin de celle-ci »³⁷⁹ tandis que Robert des Rotours, qui a succédé à Granet à la tête de l'IHEC précise :

« La guerre en effet, et surtout le désastre de 1940 avait été, pour lui tout particulièrement, une terrible épreuve. Sa nature ardente ne put supporter une telle humiliation et sa santé en fut fortement ébranlée. Finalement, le 25 Novembre 1940, au soir en rentrant d'une visite au Ministère de l'éducation nationale, il fut pris d'un violent malaise, puis expira presque aussitôt. »³⁸⁰

Marcel Granet est donc lui aussi dépeint comme un patriote, que son attachement aux destinées de la France a conduit à la mort.

Comment expliquer que ces sinologues semblent refuser de s'engager pour la Chine ? Jacques Guillermaz, saint-cyrien devenu sinologue, note que les spécialistes de la Chine liés au monde contemporain sont peu nombreux au sein des institutions universitaires, alors que « les périodes anciennes étaient bien servies. »³⁸¹ Pelliot, Maspero et Granet sont en effet tous trois des spécialistes de la Chine antique, notamment Marcel Granet qui « maîtrisait mal le chinois »³⁸² et « ne quitta jamais la Chine antique. »³⁸³ Ces sinologues dont l'un n'est pas sinophone, sont donc bien moins aux prises avec l'actualité chinoise que ne l'est par exemple, le juriste Jean Escarra, lui aussi chargé de cours à l'IHEC. On peut ajouter que les trois hommes sont issus de cette génération revenue horrifiée de la Première Guerre mondiale, et que la Seconde leur semble d'autant plus intolérable.

Cependant, l'étude précise du parcours de ces sinologues, invite à différencier leurs positions. En effet, si Paul Pelliot refuse de s'engager dans la guerre sino-japonaise, Marcel Granet fait preuve d'une implication différente.

³⁷⁹ P. DEMIÉVILLE, *Les Nouvelles littéraires*, 1^{er} novembre 1945, CdF, Fonds Pelliot 16 CDF 334.

³⁸⁰ Discours de R. DES ROTOURS, *op.cit.*

³⁸¹ Jacques GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - mémoires 1937-1989*, *op.cit.* p. 65.

³⁸² Yves GOUDINEAU, « Marcel Granet (1884-1940), un ethnographe de la Chine ancienne », *Préfaces*, n° 7, mai 1988.

³⁸³ *Ibid.*

2) L'engagement par le biais culturel : Marcel Granet

Marcel Granet sollicité

Le directeur de l'IHEC fait partie de l'Association des amis du peuple chinois depuis sa fondation en 1935. Il reste membre du Comité directeur en octobre 1937³⁸⁴, puis du Comité d'honneur de la revue *Chine*, lors de sa reparution en 1938. Cependant, Marcel Granet ne signe aucun article dans *Chine*, ne fait aucune conférence lors des galas organisés par l'Association (contrairement à Louis Laloy et Paul Langevin³⁸⁵), ni ne participe aux souscriptions en faveur de la Chine. En tant que directeur de l'IHEC, il est néanmoins sollicité personnellement par la Croix-Rouge de Hankeou en novembre 1937 : celle-ci lui demande son appui,

« convaincus que tout appel vraiment humain ne peut manquer de trouver un écho auprès de vous et que vous voudrez bien nous aider, soit en ouvrant une souscription parmi les professeurs et élèves de votre institut, soit de toute autre manière que vous jugerez la mieux à même de pouvoir aider ce malheureux pays et d'ajouter en même temps au prestige de notre France. Nous osons espérer que vous ne refuserez pas au groupe français qui vous sollicite le concours bienveillant de votre haute autorité et de votre puissante influence et, vous exprimant à l'avance notre sincère reconnaissance pour tout ce que vous voudrez bien faire, vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération distinguée. »³⁸⁶

Si nous ne connaissons pas la réponse de Marcel Granet, il est probable que les arguments développés par cette demande et notamment le « prestige de la France » auquel Granet contribue à la tête de l'IHEC³⁸⁷, ont pu faire mouche. Ces arguments rejoignent en effet la forme d'implication de Marcel Granet, qui est celle d'un engagement appartenant à la sphère culturelle.

Du fait de ses responsabilités administratives, Marcel Granet est témoin des inquiétudes et des drames des étudiants chinois qui ont laissé leur famille dans le brasier de la guerre sino-japonaise. Souvent sans ressources, ces étudiants, parmi les plus brillants et dont la parfaite connaissance du français fait d'eux les élites que les intellectuels français souhaitent former, sollicitent Granet pour une aide pécuniaire ou pour un travail. L'un d'eux, nommé Jiao Han Yui, originaire de la province de Guangxi apprend « la destruction totale de [sa] maison et la dispersion de toute [sa] famille dont ne [lui] parvient depuis un an, aucune nouvelle » après le

³⁸⁴ *Chine*, supplément du bulletin, novembre 1937.

³⁸⁵ Louis Laloy participe au cycle de conférences « La Chine maîtresse de son destin » et s'exprime sur « Le théâtre chinois hier et aujourd'hui. » le 10 février 1939, *Chine* n°9, mars 1939 et préside le Gala d'amitié franco-chinoise en juillet 1939 (*Chine* n° 13-14, juillet-août 1939). Paul Langevin intervient lors d'une conférence avec d'autres orateurs en octobre 1938 fait une conférence sur « L'enseignement en Chine et son rôle dans l'essor de la culture et de la démocratie » le 3 mars 1939 (*Chine* n° 6, novembre 1938 et *Chine* n°10, avril 1939).

³⁸⁶ Comité directeur de la Croix-Rouge centrale, 6 novembre 1937, CdF, IHEC, Carton 31.

³⁸⁷ Voir partie 3, chapitre 1.

bombardement de la province par les Japonais. Sans ressource, le jeune homme a dû « renoncer à poursuivre [ses] études et à achever [sa] thèse, qui était déjà presque terminée. »³⁸⁸ Marcel Granet réussit à lui procurer « un emploi à l'Institut des Hautes Études Chinoises »³⁸⁹ sans que l'on sache précisément en quoi celui-ci consiste.

Dans une lettre à l'écriture soignée, un autre étudiant « licencié en Sciences économiques de l'Université de Changhai »³⁹⁰ arrivé en France en 1936 avec sa femme, elle-même « diplômée de la Faculté de lettres de Chine à Peiping »³⁹¹ lance un appel au monde intellectuel français après avoir exposé sa situation :

« Originaire de Ngan-Houi [Anhui] ma famille habite toujours à Han-Tcheou [Hangzhou], ville récemment détruite et occupée par les troupes japonaises. Depuis elle ne m'a plus donné le moindre signe de vie. En fuite ou en captivité nous l'ignorons, mais à cause de ce brusque changement imprévu, nous, ma femme et moi, tombons dans une situation pécuniaire très difficile et devant un avenir bien noir. Nous savons que le monde intellectuel de la France, vu l'état pénible où se trouvent les étudiants chinois résidant en France à l'heure actuelle, est alerté pour s'occuper de cette jeunesse en détresse. »³⁹²

L'implication dans le domaine culturel : Marcel Mauss, un point de contact avec le milieu socialiste

Il est probable que, touché par ces nombreuses lettres, Marcel Granet tente d'aider les étudiants chinois les plus méritants. Il peut compter en cela sur le soutien du socialiste Marius Moutet, ancien ministre des colonies et devenu président de la Société Franco-Chinoise d'Éducation, en 1938, semble-t-il. Sans doute les deux hommes se connaissent-ils, grâce au réseau de sensibilité socialiste dans lequel baigne Marcel Granet. Le sinologue est en effet le disciple de Marcel Mauss³⁹³, neveu du sociologue Émile Durkheim. Mauss et Granet entretiennent une relation étroite, comme en témoigne leur riche correspondance, à tel point qu'Yves Goudineau, biographe de Granet, estime que celui-ci « est l'alter ego de Marcel Mauss, celui qui incarne le mieux le passage entre une sociologie encore fortement teintée par le XIX^e et l'anthropologie moderne »³⁹⁴. C'est notamment le cas grâce à son ouvrage *La Pensée*

³⁸⁸ Lettre de Jiao Han Yui à Marcel Granet, 1939, CdF, IHEC, Carton 17.

³⁸⁹ *Ibid.*

³⁹⁰ Lettre de Dju Fah Gsin à Marcel Granet, 19 février 1938, CdF, *ibid.*

³⁹¹ *Ibid.*

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ Marcel Mauss (1872-1850) est agrégé de philosophie à l'Université de Bordeaux (en compagnie du futur communiste Marcel Cachin, avec qui il rompt en 1920) où il suit les cours de son oncle, Émile Durkheim. Il suit ensuite des formations en philologie, d'histoire des religions, et d'ethnologie religieuse. Il fonde avec son oncle l'Institut d'ethnologie de l'Université de Paris en 1925. Il est Élu au Collège de France en 1930 à la chaire de sociologie. Marcel FOURNIER et Jean-Christophe MARCEL, « Présentation : Avec Mauss, et au-delà de Mauss I », *Sociologie et sociétés* 36, n° 2 (2004), pp. 5-14, <https://doi.org/10.7202/011043ar>.

³⁹⁴ Y. GOUDINEAU, *op.cit.*

chinoise, qui permet « une description quasi ethnographique de la société chinoise archaïque, à partir de l'interprétation de faits arrachés aux textes. »³⁹⁵ Marcel Mauss est un socialiste engagé. Contrairement à son oncle Émile Durkheim qui, « au début du siècle avoua[t] à peine [ses] sympathies socialistes »³⁹⁶, Marcel Mauss est proche de Jean Jaurès, et estime que politique et sociologie sont étroitement imbriquées. En effet, pour Mauss, au contraire de son oncle, « décider d'être socialiste n'est pas dissociable du fait de comprendre scientifiquement le développement social »³⁹⁷, grâce à la sociologie. Pour Mauss, engagement socialiste et sociologie sont donc liés par nature, et il est fort probable que Granet ait partagé ces sentiments politiques. Ainsi, malgré son adhésion à l'Association des amis du peuple chinois dès sa création alors qu'elle se revendique encore partisane de Mao Zedong, il est probable que Marcel Granet, guidé en cela par son maître, ait entretenu des liens avec les figures socialistes de l'époque, notamment Marius Moutet.

Pourtant, ce n'est pas sur le terrain politique que Granet choisit de s'engager. Le directeur de l'IHEC prend part au bureau de la Société Franco-Chinoise d'Éducation en 1938, aux côtés de Marius Moutet³⁹⁸, Paul Pelliot et Georges Dubarbier, professeur à l'Institut-Franco-Chinois de Lyon. C'est par l'intermédiaire de cette Société que va se mettre en place une aide humanitaire aux étudiants chinois les plus méritants, à laquelle Marcel Granet participe. Dans le rapport d'activité de la Société Franco-Chinoise d'Éducation de 1938, Marius Moutet indique :

« Nous avons pensé que la seule manière d'exprimer notre solidarité et notre sympathie à nos amis chinois cruellement éprouvés était, en cette année tragique pour eux, de chercher à coopérer aux œuvres de secours ; secours aux étudiants de France, lesquels à la veille d'achever leurs études se sont trouvés privés de moyens d'existence.

En ce qui concerne le premier point de ce programme, Monsieur le professeur Granet s'était adressé à notre comité signalant la situation de certains étudiants particulièrement intéressants. »³⁹⁹

³⁹⁵ *Ibid.*

³⁹⁶ Ch. PROCHASSON, « Jalons pour une histoire du «non-engagement» », *op.cit.* p. 104.

³⁹⁷ Bruno KARSENTI, « Une autre approche de la nation : Marcel Mauss », *Revue du MAUSS* n° 36, n° 2 (2010), pp. 283-94, <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2010-2-page-283.htm>.

³⁹⁸ La famille Moutet est impliquée dans cette aide à la Chine puisque l'épouse de Marius Moutet et son fils Gustave se sont rendus en Chine à l'hiver 1937, et ont porté une lettre de soutien à Chiang Kai-shek. Madame Moutet préside également le Comité amical féminin franco-chinois avec l'épouse du diplomate Wellington Koo. « Rapport moral et financier de la Société Franco-Chinoise d'Éducation en 1938 », AMAE, FRMAE 417 QO, dossier 396.

³⁹⁹ « Rapport moral et financier de la Société Franco-Chinoise d'Éducation, *op.cit.*

La Société Franco-Chinoise d'Éducation met donc sur pied un plan d'aide pour les étudiants chinois, en collaboration avec l'IHEC. Dans une lettre au Ministère de l'Instruction publique de février 1938, Marius Moutet précise :

« La Société Franco chinoise d'Éducation dont je suis le président avec M. Édouard Herriot, s'occupe, comme vous le savez, depuis plus de trente ans, des étudiants chinois en France. À la suite de la situation tragique en Chine, certains étudiants chinois se sont trouvés dans une situation financière lamentable, n'ayant ni les ressources pour rentrer en Chine ni pour terminer leurs études. D'accord avec l'Institut des Hautes Études Chinoises et l'Institut-Franco-Chinois de Lyon et le consulat de Chine, notre Société a conçu un projet pour venir en aide à ces étudiants. Il s'agirait d'étudier soigneusement chaque cas, de recueillir les renseignements précis sur les ressources réelles des sollicitants et sur leur valeur au point de vue des études. En possession de ces renseignements nous envisagerions le rapatriement des uns (facilité par le passage à bord des paquebots) et le soutien matériel en vue de l'achèvement des études en France de quelques candidats particulièrement intéressants. Bien entendu nous ne saurions entreprendre cette enquête qu'avec votre approbation et votre appui matériel. »⁴⁰⁰

On le voit, la SFCE travaille en symbiose avec l'IHEC, incarné par Marcel Granet. Or, tout comme les actions de l'Association des amis du peuple chinois prennent de l'ampleur à mesure que la guerre s'éternise, la Société Franco-Chinoise diversifie elle aussi ses activités afin d'amplifier son aide aux étudiants chinois. En effet, « dans les premiers mois de l'année 1939, l'activité de la Société se résumait notamment à manifester par des moyens d'ordre moral et matériel la sympathie pour la Chine durement éprouvée »⁴⁰¹, particulièrement grâce à la vente « de vignettes et cartes postales, porte-bonheur, dessinés par de jeunes artistes, étudiants chinois, et vendus par eux dans diverses réunions, spectacles, soirées, etc... »⁴⁰². Mais en mars 1939, la SFCE décide d'organiser une manifestation publique en hommage à la culture chinoise. Cet événement qui rappelle ceux organisés par l'Association des amis du peuple chinois, recueille le soutien du ministère de l'Instruction publique espéré par Marius Moutet, puisque Jean Zay, Ministre de l'Instruction publique, accorde « son patronage à cet hommage à la culture chinoise. »⁴⁰³ L'objectif de ce rassemblement, présidé par Marcel Granet, Li Yuying et Marius Moutet, est de récolter des fonds pour la Chine en guerre, et peut notamment s'appuyer sur un inédit : « La projection de plaques de couleurs provenant de la collection de la ville de Paris, [...] n'ayant encore jamais été montrées en public. »⁴⁰⁴ Marcel Granet s'implique

⁴⁰⁰ Lettre de Marius Moutet au Ministère de l'Instruction publique, 9 février 1938, CdF, IHEC, Carton 1.

⁴⁰¹ « Rapport moral et financier de la Société Franco-Chinoise d'Éducation, année 1939 », AMA, FRMAE, 417 QO, dossier 396.

⁴⁰² *Ibid.*

⁴⁰³ *Ibid.*

⁴⁰⁴ *Ibid.*

personnellement en prononçant une conférence, chose qu'il n'a jamais faite pour les Amis du peuple chinois. Le rapport ne mentionne pas la somme récoltée à l'issue de la manifestation, mais précise que celle-ci a été versée « aux œuvres de secours aux intellectuels en Chine. »⁴⁰⁵

L'engagement de Marcel Granet pour la Chine, s'inscrit donc dans une implication de type culturel, ce qui fait du sinologue, un intellectuel « spécifique ». On peut penser que ses sympathies socialistes l'ont naturellement porté vers la Société Franco-Chinoise d'Éducation, présidée par Marius Moutet. Marcel Granet préfère donc apporter un appui à une association culturelle d'aide à la Chine, plutôt qu'à l'Association des amis du peuple chinois, très politisée et liée au PCF, que le sinologue ne soutient qu'avec distance.

L'itinéraire de plusieurs sinologues nous amène donc à questionner ce qui pourrait apparaître à première vue comme un refus de l'engagement. S'il est vrai que certains sinologues de l'IHEC semblent manifester de l'indifférence à l'égard de la Chine, refusant d'endosser le rôle d'intellectuels « universalistes » au contraire de ceux engagés dans l'Association des amis du peuple chinois, on remarque dans un deuxième temps que leur engagement prend d'autres formes, ou s'intéresse à d'autres sujets que la Chine. Patriotes et profondément marqués par la Première Guerre mondiale, c'est pour sauver la France que certains choisissent d'entrer en Résistance, jusqu'à le payer de leur vie. Par ailleurs il est probable que ces hommes, moins politisés que d'autres inscrits dans une mouvance politique de gauche, se sentent mal à l'aise dans le monde intellectuel polarisé de l'entre-deux guerres. À partir de 1933, il devient en effet difficile de ne pas prendre parti pour une idéologie politique. Au moment de l'accession d'Hitler au pouvoir, « l'engagement » devient « associé au communisme »⁴⁰⁶, et les intellectuels qui se rapprochent de cette tendance rejettent comme fascistes toutes les autres formes d'implication, tandis qu'une troisième voie « entre liberté et esprit partisan »⁴⁰⁷ semble difficile. Le processus qui conduit à la formation du Front populaire en 1936 parvient néanmoins à réunir communistes, socialistes et radicaux. Fidèles à la prudence des universitaires qui les ont formés, les sinologues ne sont que très peu à s'engager par l'action pour la France comme pour la Chine. Ils préfèrent pour la plupart apporter un soutien qui passe par la sphère du culturel, s'en tenant à leur propre domaine de connaissance et d'expertise.

⁴⁰⁵ *Ibid.*

⁴⁰⁶ Hélène BATY-DELALANDE, « De l'"engagement" chez les écrivains avant Sartre : essai de généalogie lexicale », *Les Temps Modernes* n° 635-636, n° 1 (2006), pp. 207-48, <https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2006-1-page-207.htm>.

⁴⁰⁷ André Gide essaie notamment d'incarner cette position. Dans H. BATY-DELALANDE, *op.cit.*

Les sinologues adoptent donc des attitudes diverses face aux objets et aux degrés de l'engagement. Mais qu'en est-il d'autres intellectuels qui se rendent dans la Chine assiégée pour les besoins d'un voyage ?

II. Les explorateurs dans la Chine en guerre : une simple toile de fond ?

1) La Croisière jaune : des scientifiques et les aléas d'une expédition en terre chinoise (1931-1932)

Une mission scientifique qui rehausse le prestige français

Au printemps 1931, André Citroën, industriel reconnu, lance la Croisière jaune. Cette expédition n'est pas son premier essai. En décembre 1922, Citroën est à l'origine de la première traversée du Sahara en véhicules autochenilles sortis des usines Citroën, « prologue à la Croisière noire »⁴⁰⁸, appelée aussi « Expédition Citroën Centre-Afrique ». L'objectif de cette Croisière noire était « d'ouvrir l'Afrique à l'automobile » avec un trajet de 200 000 kilomètres « de Colomb-Béchar à Tananarive. »⁴⁰⁹

Par la suite, l'industriel souhaite se lancer à l'assaut de l'Asie, avec son collaborateur Georges-Marie Haardt⁴¹⁰, qui avait déjà dirigé la Croisière noire en compagnie de Louis Audouin-Dubreuil⁴¹¹. Il rêve alors de « retrouver les anciennes pistes de la "Route de la Soie" suivie jadis par [...] le voyageur vénitien Marco Polo »⁴¹², mais aussi « d'ouvrir à la circulation ce long couloir au long duquel s'effectuaient alors les échanges commerciaux entre la Chine, la Perse, l'Arabie, et même l'Europe. »⁴¹³ Enfin, il souhaite encore que l'automobile puisse jouer « un rôle de liaison entre des peuples qui s'ignorent »⁴¹⁴, tandis que son ami Georges-Marie

⁴⁰⁸ Jacques WOLGENSINGER, « Préface », dans Fabien SABATÈS, *Croisières héroïques Citroën - Afrique-Asie (1924-1932)*, Eric Baschet Édition, Les Grands Reportages de l'Histoire, 1984, p. 3.

⁴⁰⁹ André CITROËN, « Préface à l'édition de 1933 » dans Georges Le FÈVRE, *La Croisière jaune: Expédition Citroën Centre-Asie*, 1933, L'Asiathèque, 1990 pour la présente édition, p. 10.

⁴¹⁰ Georges-Marie Haardt (1884-1932), d'origine belge, a été naturalisé français en 1929. Il gravit les échelons de la société Citroën jusqu'à devenir numéro 2 de l'entreprise en 1923. Il conduit les deux premières expéditions Citroën en compagnie de Louis Audouin-Dubreuil. G-M Haardt meurt en mars au retour de l'expédition, d'une pneumonie contractée durant la Croisière jaune. <https://laventurepeugeotcitroends.fr/gmarie-haardt/> consulté le 11 décembre 2020.

⁴¹¹ Louis Audouin-Dubreuil (1887-1938) est un officier français aviateur, qui a choisi d'être nommé en Tunisie. Il quitte l'armée pour prendre part à la première expédition Citroën de la traversée du Sahara en autochenilles. Suivront ses participations à la Croisière noire et la Croisière jaune.

⁴¹² A. CITROËN, *ibid.*

⁴¹³ *Ibid.* p. 11.

⁴¹⁴ *Ibid.*

Haardt espère que cette mission pourra « faire connaître ces régions mystérieuses de l'Asie centrale et par-là même les faire aimer [afin] d'apporter notre modeste concours à cette grande idée de rapprochement de l'Occident et de l'Orient, sans laquelle il n'est plus désormais de politique féconde pour les hommes de demain. »⁴¹⁵

André Citroën est amplement soutenu par la Société de Géographie, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère des Colonies et celui des Postes et télégraphes ainsi que par la *National Geography Society* de Washington. Aux objectifs économiques et commerciaux de la mission se mêlent des objectifs « scientifiques et artistiques » :

« [L'] étude des monuments épars le long du trajet, vestiges de domination grecque et romaine, de l'art persan, des temples de l'Inde, de la Chine, des monastères bouddhiques, des races diverses que l'on devrait rencontrer en route ; expérience intéressante de TSF dans des conditions particulièrement difficiles ; d'autre part le cinématographe et les appareils d'enregistrement sonores qui, pour la première fois, allaient tourner aux mains d'opérateurs expérimentés, dans des pays à peu près inconnus, doivent recueillir une curieuse et inédite documentation. »⁴¹⁶

Enfin et ce n'est pas là le moindre des objectifs, la mission « Citroën centre Asie », prouesse humaine, technique et technologique, qui emporte avec elle pas moins de 41 autochenilles⁴¹⁷ dont une voiture TSF et une voiture cinéma, a aussi pour but de magnifier l'influence française. Elle est, selon les mots de Georges-Marie Haardt « une grande œuvre de propagande nationale ». L'expédition est ainsi enregistrée, filmée, et dessinée. La maison cinématographique Pathé-Nathan, qui subventionne l'expédition y voit l'occasion de « constituer une documentation scientifique qui soit, pour le public, la plus belle illustration de ce voyage et permettre de se rendre compte des secrets du continent asiatique et des difficultés surmontées par les valeureux explorateurs. »⁴¹⁸ La formule, employée par André Citroën, d'une Asie exotique et mal connue montre que les conceptions orientalistes héritées du XIX^e siècle demeurent très fortes.

La Croisière jaune se scinde en deux groupes. L'un, commandé par Louis Audouin-Dubreuil part de Beyrouth. C'est le groupe « Pamir ». L'autre dirigé par le lieutenant Victor Point part de Pékin. C'est le groupe « Chine ». Les deux missions doivent se retrouver dans la région « centre-Asie du Sinkiang » (appelée aussi Turkestan chinois) en Chine.

⁴¹⁵ « Une belle réception au Consulat général de France pour la mission Centre-Asie », *Le Journal de Shanghai*, 6 mars 1932.

⁴¹⁶ « La mission Citroën-Centre Asie – De la Syrie à l'Indochine », EFEO, Carton XLII, dossier 24.

⁴¹⁷ Dont 7 autochenilles pour le groupe « Chine ».

⁴¹⁸ A. CITROËN, dans Fabien SABATÈS, *Croisières héroïques Citroën - Afrique-Asie (1924-1932)*, *op.cit.* p. 9.

Nous nous intéresserons ici au groupe « Chine », qui a pour mission de traverser le désert de Gobi. Les voitures ont en effet à leurs bords certains des plus grands spécialistes de l'Asie, qui, grâce à leurs compétences, peuvent appartenir à la sociabilité intellectuelle. Bien qu'ils n'incarnent pas de fonction politique, ils sont des témoins avertis dont les observations semblent devoir être prises en compte. D'autres personnes, que l'on n'aurait pas forcément qualifiés de savants, illustrent néanmoins l'importance du réseau diplomatique lors de cette mission.

Les savants embarqués dans la Croisière jaune

Le groupe Chine peut en effet s'appuyer sur la compétence de savants. Approché, Paul Pelliot a décliné l'invitation⁴¹⁹, mais suit attentivement l'avancée de l'épopée, comme en témoignent les quelques télégrammes de Victor Point retrouvés dans ses archives personnelles. Ella Maillart a souhaité participer à l'expédition, mais elle est refusée au motif que « aucune femme n'est admise à se joindre à l'expédition. »⁴²⁰

D'autres savants acceptent quant à eux de prendre place dans les autochenilles. Le premier est le Père Pierre Teilhard de Chardin. Prêtre Jésuite, il est tout à la fois géologue et paléontologue. Teilhard de Chardin a une posture originale : jésuite, il est avant tout un homme de sciences, « acquis à l'évolutionnisme »⁴²¹ c'est-à-dire « qu'à ses yeux l'univers n'est plus un cosmos immobile mais une cosmogénèse, et tout se déploie dans un espace-temps biologique »⁴²², cette théorie venant contredire les préceptes religieux, qui estimaient que le cosmos créé par Dieu était un tout fini. C'est pour « éviter qu'il ne répande un mauvais prosélytisme auprès de ses élèves [que] l'ordre des Jésuites lui demande dès 1926 d'abandonner l'enseignement et le pousse à retourner en Chine poursuivre ses recherches archéologiques. »⁴²³ En 1926, titulaire d'un doctorat, il retourne donc en Chine et participe aux fouilles de Choukoutien qui permettent la découverte du sinanthrope de Pékin. Le Jésuite est donc à la fois un scientifique et un religieux, que ses conceptions originales placent à l'écart de sa compagnie. C'est un scientifique éminent, « dont la réputation s'étend de New-York à Londres »⁴²⁴.

⁴¹⁹ Une lettre de Louis Finot l'interroge après son refus : « Pourquoi la SDN ne vous nomme-t-elle pas consultant technique de la commission d'études en Mandchourie qui en aurait sans doute bien besoin ? » Cette commission est celle qui conduira au rapport Lytton. Lettre de Louis FINOT à Paul Pelliot, 29 octobre 1931, CdF, Fonds Pelliot non classé, carton 5.

⁴²⁰ Marie-Ève THÉRENTY, *Femmes de presse, femmes de lettres - De Delphine de Girardin à Florence Aubenas*, CNRS éditions, Paris, 2019, p. 205.

⁴²¹ Claude CUENOT, *Pierre Teilhard de Chardin - Les grandes étapes de son évolution*, Paris, Plon, 1958, p. 50.

⁴²² *Ibid.*

⁴²³ Christine LEANG, *Embarquement pour la Chine : histoires et destinées françaises dans l'Empire du Milieu*, Paris, Éditions Pacifica, 2013, p. 98.

⁴²⁴ G. LE FÈVRE, *op.cit.* p.229.

Le groupe Chine est mené par un jeune homme de trente ans, le lieutenant de vaisseau Victor Point. Ce dernier avait « déjà commandé pendant deux ans une canonnière sur le haut Yang-Tse pendant les troubles communistes de 1926 en Chine. »⁴²⁵ Victor Point est adopté par le secrétaire du Quai d'Orsay Philippe Berthelot et son épouse Hélène, après que sa mère a sombré dans la folie et son père dans l'oubli⁴²⁶. Sont adjoints au groupe Chine : Jean Carl⁴²⁷, adjoint de Joseph Hackin, le conservateur du musée Guimet et spécialiste de l'Asie centrale, lui-même parti avec le groupe Pamir ainsi que le naturaliste André Reymond et Georges Le Fèvre⁴²⁸, historiographe de la Croisière jaune.

Quelques représentants du monde intellectuel français prennent donc part à cette aventure dans une Chine déchirée. Notes et correspondances révèlent d'ailleurs que les difficultés et turpitudes rencontrées par les voyageurs ainsi que la guerre en toile de fond, sont perçues comme des anecdotes et les aléas d'un voyage de grande ampleur. Cependant, les voyageurs et surtout ceux du groupe « Chine », sont sans cesse rattrapés par les difficultés politiques et la méfiance des gouvernements chinois, nationaux comme provinciaux. Bien malgré eux, ils se trouvent donc au cœur des tensions d'une Chine encore tiraillée entre le gouvernement central et des provinces relativement autonomes, ainsi que face au nationalisme sourcilleux du Guomindang.

La mission prise au piège des jeux de pouvoirs en Chine

Les Chinois observent en effet avec méfiance le déroulement de la Croisière jaune. Georges Le Fèvre évoque les freins mis par les officiels chinois : l'expédition devra avoir « un directeur français et un directeur chinois », « tout ce qui pouvait mettre en jeu directement ou indirectement la défense nationale et la souveraineté de la Chine était interdit : pas de levers d'itinéraire ; pas de fouilles archéologiques de grande envergure ; un membre de l'état-major chinois contrôlerait la prise de vue cinématographique, etc, etc... »⁴²⁹

⁴²⁵ G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 30.

⁴²⁶ Jean-Luc Barré affirme même que « sa ressemblance avec Philippe est trop saisissante pour n'avoir pas alerté la bonne société parisienne. », faisant ainsi de Victor Point le fils naturel de Philippe Berthelot.

⁴²⁷ Jean Carl collabore avec Joseph Hackin depuis 1928, et il est son adjoint en tant que Directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan. Jean Carl devient lui aussi résistant, et se donne la mort en 1941, après le décès du couple Hackin. <https://af.ambafrance.org/Joseph-1886-1941-et-Ria-Hackin-1905-1941> consulté le 11 décembre 2020.

⁴²⁸ Géographe de formation, Georges Le Fèvre (1892-1968) est aussi journaliste pour la presse générale (*Le Figaro*, *Le Petit Parisien*...) Il a participé à une mission scientifique au Groenland. Son ouvrage sur la Croisière jaune paru en 1933 lui vaut un prix en 1934. L. AUDOUIN-DUBREUIL dans G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 23.

⁴²⁹ G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 30.

Par ailleurs, dans les journaux chinois, la colère gronde devant cette expédition étrangère qui vient une fois de plus affirmer la supériorité de l'Europe sur la Chine, qui plus est, sur son propre territoire. Les Occidentaux sont soupçonnés en effet de « prospect[er] pour des terrains miniers ou pétrolifères, pour enlever à la Chine ses richesses. »⁴³⁰ Le journal *Tchang Sin* donne une idée de l'état d'esprit de l'opinion chinoise :

« La société des automobiles Citroën a jadis organisé sa "croisière noire" qui, traversant le continent africain, a levé des cartes, pris des photographies et saisi par le film ce que les mœurs locales pouvaient lui offrir de plus mauvais dans le but d'en composer des scènes de cinéma de nature à provoquer les moqueries des spectateurs européens et américains. Voici qu'aujourd'hui, la même maison organise une « croisière jaune » [...] qui doit maintenant passer par l'Asie centrale pour atteindre le Sin Kiang [Xinjiang] et la Chine. En cours de route, la mission lèvera des plans, tracera des cartes stratégiques et filmera les mœurs mauvaises, constituant ainsi les éléments d'une propagande hostile et d'une prochaine usurpation. L'arrivée de cette "croisière jaune" en Chine représente donc pour nous un grand danger. La section de Paris a décidé de télégraphier et d'écrire au comité central en lui demandant de donner des ordres au Ministre des Affaires étrangères et au gouvernement provincial du Sin Kiang pour que les passeports soient annulés et que l'entrée dans le pays soit absolument refusée à la mission Citroën. »⁴³¹

Cependant, la Croisière jaune représente, pour le Guomindang, un moyen d'affirmer son autorité face aux dirigeants français de la mission, mais aussi et surtout une opportunité de reprendre la main sur la province du Sinkiang [Xinjiang]⁴³², qui lui a prêté une allégeance de façade⁴³³. Les savants chinois qui rejoignent le groupe « Chine » ne se privent pas pour faire sentir aux Français qu'ils ne sont pas maîtres en terre chinoise : Tsu Ming Yi, chef de la délégation chinoise, docteur en médecine et directeur de l'Institut franco-chinois de Pékin, est accompagné du général Yao, « ancien élève de Saint-Cyr », délégué par le Maréchal Chiang Kai-shek auprès du Maréchal King, gouverneur du Xinjiang. Les deux hommes sont donc formés en France, mais, comme beaucoup de leurs compatriotes⁴³⁴, se dévouent corps et âmes à leur propre gouvernement. Pour preuve la première expression de Tsu Ming-Yi, membre du comité central du Guomindang, devant les explorateurs français :

⁴³⁰ *Ibid.* p. 29.

⁴³¹ « La Croisière jaune », *Tchang Sin*, 28 mars 1931, ANOM, SLOTFOM III/50.

⁴³² La province du Xinjiang, au Nord-Ouest de la Chine, aux confins du Tibet relie la Chine à l'Asie centrale (Afghanistan, Kazakhstan, Pakistan, Tadjikistan), mais aussi à la Russie, la Mongolie et l'Inde. La province a une population majoritairement musulmane (ouïghoure).

⁴³³ Le Maréchal King, président du Xinjiang a fait parvenir à Chiang Kai-shek « un bloc de jade sur lequel avait été gravé le cachet du gouvernement de Nankin. » G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 151.

⁴³⁴ Voir partie 3, chapitre 1.

« Honneur à la République et au Kuomintang qui réussiront, j'en suis sûr, à délivrer la patrie du joug des traités inégaux conclus avec les étrangers qui ne cherchent qu'à nous dépouiller de nos richesses ! »⁴³⁵

Le ton est donc donné, et les provocations des membres chinois, racontées en détails par Georges Le Fèvre, aboutissent à une gifle de Victor Point à l'un des zoologues chinois. Vexés d'avoir « perdu la face »⁴³⁶, deux membres chinois quittent l'expédition, alimentant encore l'hostilité à l'égard des Français, et donnant l'occasion au gouvernement de Nankin de « faire sentir aux Européens son prestige absolu et souverain. »⁴³⁷

En plus de se trouver en butte au nationalisme chinois, les membres du groupe « Chine » deviennent un enjeu de pouvoir pour le seigneur du Turkestan chinois. Ce dernier, le Maréchal-Président King fait en effet savoir qu'il « trouve étrange qu'une délégation politique de Nankin soit placée à la tête de l'Expédition scientifique française »⁴³⁸, marquant ainsi son hostilité au pouvoir central, dont l'expédition devient l'otage. King refuse de délivrer les laisser-passer et retient les membres du groupe « Chine » prisonniers à Urumqi, capitale du Xinjiang. Une lettre de Joseph Hackin à Paul Pelliot fait ainsi état du retard du groupe « Chine » :

« [Victor] Point est encore à Ouroumski [Urumqi] où il négocie, c'est vous dire que les dispositions des autorités locales chinoises ne brillent pas par leur excès de bienveillance. »⁴³⁹

Comme nous en informe un autre télégramme, le groupe « Chine » se voit « privé de l'usage de son poste de radio, les autorités de cette province ayant, en raison de la situation politique, établi une censure sur les communications en général. »⁴⁴⁰ Le groupe « Chine » doit en effet ruser pour informer le groupe Pamir mené par Georges-Marie Haardt de ses déboires et pour que ces derniers viennent les retrouver à Urumqi. Le seigneur du Xinjiang ne les laisse repartir qu'en échange de trois de leurs voitures autochenilles et deux postes de TSF. Le Maréchal King y voit le moyen de « maintenir une liaison entre la capitale et la zone armée »⁴⁴¹ où il lutte contre les peuples musulmans. Les voitures serviraient aussi à « améliorer les communications intérieures » de la province et permettraient au Maréchal King d'étendre sa domination sur son propre territoire.

⁴³⁵ Cité par G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 136.

⁴³⁶ Il s'agit du déshonneur suprême pour un Chinois.

⁴³⁷ « Le Gouvernement chinois et la Croisière jaune », *La Revue de l'Asie française*, juillet-août 1931.

⁴³⁸ G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 156.

⁴³⁹ Lettre de Joseph HACKIN à Paul Pelliot, 9 août 1931, CdF, 49 CDF 28/3, correspondances.

⁴⁴⁰ « Télégramme du 11 novembre 1931 », CdF, 49 CDF 28/1 : Communiqués et télégrammes adressés par la mission Citroën Centre-Asie ».

⁴⁴¹ G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 219

Joseph Hackin, qui a sans doute saisi les dessous des difficultés du groupe « Chine » ne met pourtant à aucun moment en question la position française au sein de la mission, car il est préoccupé par ses propres avancées scientifiques. Il écrit à René Grousset :

« Nous abordons la Chine pendant une période bien ingrate, car il est de toute évidence que cette réaction nationaliste ne durera pas indéfiniment. L'Europe comprendra que c'en est fini de son hégémonie militaire et la Chine réalisera que ces punitions et ces brimades à l'égard des Européens bien intentionnés ne pourront que lui nuire. Il y aura donc moyen de s'entendre ; mais il faut du temps et de la patience, nous en aurons sans avoir la certitude de faire fléchir la mauvaise volonté des autorités du Turkestan. »⁴⁴²

On s'aperçoit donc que la mission scientifique voulue par André Citroën et qui proclame une fois de plus que « ses travaux sont précisément désintéressés »⁴⁴³, se trouve prise malgré elle dans la complexité géopolitique chinoise. L'expédition cristallise en effet des enjeux de pouvoirs emboîtés : à l'échelle internationale (entre la Chine et la France), à l'échelle nationale (entre le gouvernement central et une province mal contrôlée, qui perçoit la venue de Chinois sur son sol comme une tentative de reprise en main), et enfin à l'échelle locale, puisque le Xinjiang n'est qu'imparfaitement tenu en main par le Maréchal King, qui doit lui-même faire face à des révoltes musulmanes et à du brigandage dans sa province. Ainsi, les explorateurs français se trouvent pris au piège de l'écheveau de la politique chinoise, ce qui révèle que le temps des seigneurs de la guerre n'est pas si loin, et que des dissidences viennent craqueler la belle façade de l'unité chinoise.

*La guerre sino-japonaise : dernières images d'une Chine « protoplasmique »*⁴⁴⁴

Si les membres de la mission se trouvent au cœur des tensions internes chinoises, ils demeurent éloignés du conflit majeur qui embrase pourtant la Chine en 1931, et dont ils ne prennent connaissance qu'à leur arrivée à Pékin. Les formulations de Le Fèvre et de Georges-Marie Haardt montrent combien les voyageurs ont été tenus éloignés des fracas du monde : « Que s'était-il donc passé dehors, depuis si longtemps ? La crise financière mondiale se révélait chronique, les Japonais avaient envahi la Mandchourie et bombardaient Shanghai. »⁴⁴⁵ Plus loin, Le Fèvre avoue leur ignorance de la situation chinoise :

⁴⁴² Lettre de Joseph HACKIN à René Grousset, 26 août 1931, MG, fonds Hackin, carnets.

⁴⁴³ G. LE FÈVRE, *op.cit.* p. 136.

⁴⁴⁴ Le mot est de Georges Le Fèvre qui, dans les dernières pages de son ouvrage, après une brève description de la bataille de Shanghai, écrit : « C'est la Chine, encore et toujours elle, que nous avons traversée de l'ouest à l'est pendant de longs mois, comme une masse protoplasmique sans y laisser un sillage. » *ibid.* p. 425-426.

⁴⁴⁵ *Ibid.* p. 381.

« Privés de journaux depuis très longtemps, nous ne savions pas au juste ce qui se passait en Mandchourie. Audouin-Dubreuil demanda quelques précisions :

- Alors vous vous battez contre les Japonais ? »⁴⁴⁶

La naïveté de la question, alors que la bataille de Shanghai fait rage depuis plusieurs mois⁴⁴⁷ illustre l'isolement des voyageurs, qui se trouvaient aux confins de la Chine, dans une région excentrée qui n'est pas encore atteinte par la guerre. Une photographie montrant un épais panache de fumée au-dessus de Shanghai est légendée ainsi : « Shanghai est en feu. Morizet aura le courage de descendre filmer les combats et l'exode. »⁴⁴⁸ L'un des cinéastes de l'expédition, André Morizet, intercale au milieu des images d'une Chine pittoresque quelques extraits de la fuite des Shanghaïens, entrecoupés de visages angoissés et de bombes qui explosent. Mais sur le film de dix-sept minutes montré au public au retour de l'expédition, ces images durent une trentaine de secondes à peine⁴⁴⁹.

Ainsi, les membres de la mission sont témoins des tensions internes de Chine, notamment entre Chinois et musulmans dans la province du Xinjiang qu'ils traversent. Mais ils restent ignorants du conflit international qui ravage la Chine dès le début de leur mission. En cela ils témoignent de la position particulière du voyageur, qui, isolé, a une connaissance précise de son terrain à l'échelle locale, mais que son mode de vie tient à l'écart des grands bouleversements. Ils témoignent néanmoins des tensions internes chinoises et de la position toujours sourcilleuse du Guomindang à l'égard d'Occidentaux chargés d'une mission commerciale et scientifique.

Les péripéties du groupe « Chine », qui projettent les intellectuels français au cœur d'un pays encore instable et écartelé, semblent perçues comme les aléas attendus d'un voyage. Les membres de la mission ne se départissent pas de la neutralité affirmée au début de leur voyage. Dans une lettre, Georges Le Fèvre, chargé de relater l'épopée à Joseph Hackin montre bien qu'il considère que ce voyage a toutes les qualités du bon roman d'aventures qu'il s'apprête à rédiger :

« Je me trouve devant une matière beaucoup plus dense, devant des péripéties beaucoup plus captivantes dans le groupe Chine que dans le groupe Pamir. Je fais exception pour le raid himalayen qu'il faut gonfler. Il est hors de doute que de son vivant Haardt eût réduit l'importance du groupe Point. La vérité des faits nous pousse logiquement à rétablir l'équilibre. Notre voyage (sauf en Afghanistan où le caractère d'un

⁴⁴⁶ *Ibid.* p. 388.

⁴⁴⁷ Voir partie 2, chapitre 1.

⁴⁴⁸ Fabien SABATÈS, *op.cit.* p. 271.

⁴⁴⁹ De 15'49 à 16'12. Voir le film d'André Sauvage et Léon Poirier, *La Croisière jaune*, 1934, <https://www.youtube.com/watch?v=N95WoV2hudA>, consulté le 12 décembre 2020.

pays beaucoup moins connu est réellement attachant) ne sort pas, de Beyrouth à Sinagar, d'une atmosphère de super camping. Il faut donc l'aborder avec une grande habileté et injecter dans l'ensemble de l'ouvrage une forte dose d'aventure chinoise. »⁴⁵⁰

Le récit de Georges Le Fèvre fait donc apparaître en creux les dimensions géopolitiques, qui ne deviennent que les aléas d'un voyage hors normes, et ajoutent au pittoresque du récit.

Une autre voyageuse hors du commun peut nous renseigner sur ce que signifient pour elle les événements chinois.

2) Alexandra David-Néel : une exploratrice qui fuit la guerre en Chine (1937-1940)

Une intellectuelle atypique

Alexandra David-Néel est sans conteste l'archétype de l'exploratrice. Mais elle est aussi une intellectuelle autodidacte, « ouverte à toutes les connaissances »⁴⁵¹ selon sa biographe Joëlle Désirée-Marchand. Elle étudie dans sa jeunesse les sciences religieuses, la philosophie, suit divers enseignements au Collège de France⁴⁵² et à l'École des Hautes Études, sans passer aucun diplôme. Éclectique et particulière, elle estime que « la culture est une acquisition personnelle et n'a aucunement besoin de la reconnaissance officielle que sont les diplômes », ce qui la placera toujours au ban des universitaires⁴⁵³. Jamais elle ne sera reconnue comme une « intellectuelle orientaliste »⁴⁵⁴ ainsi qu'elle le souhaite. Elle n'est donc pas une universitaire, mais sa formation, ses connaissances, de même que ses commentaires sur la situation chinoise, permettent de lui appliquer ce qualificatif. L'Asie va en effet faire d'elle une experte, grâce à un premier voyage en Inde en 1890, qui l'ouvre au bouddhisme. Alexandra David⁴⁵⁵ se plonge alors dans l'étude du sanscrit et « des textes canoniques de l'hindouisme »⁴⁵⁶. Elle y consacre ses premiers articles dans *L'Étoile socialiste – revue populaire hebdomadaire du socialisme international*, puis dans le journal *La Fronde*⁴⁵⁷. Ses articles donnent naissance à des ouvrages

⁴⁵⁰ Lettre de G. LE FÈVRE à Joseph Hackin, s.d mais vraisemblablement en août ou septembre 1932, puisqu'il y parle de la mort de Victor Point, qui s'est suicidé par amour, le 8 août 1932. MG, fonds Hackin, carton II, n°91.

⁴⁵¹ Joëlle DÉSIÉRE-MARCHAND, *Alexandra David-Néel, vie et voyages*, Paris, J'ai lu, 2011, p. 25.

⁴⁵² Notamment ceux de l'indianiste Sylvain Lévi, membre de l'École Française d'Extrême-Orient et collègue d'Édouard Chavannes, qu'Alexandra rencontre en 1910. J. Gilles VAN GRASDORFF, *Alexandra David-Néel*, Paris, Pygmalion, 2011, p. 120.

⁴⁵³ *Ibid.* p. 36.

⁴⁵⁴ *Ibid.* p. 69.

⁴⁵⁵ Elle se marie avec Philippe Néel en 1904.

⁴⁵⁶ Gilles VAN GRASDORFF, *op.cit.* p. 99.

⁴⁵⁷ Marie-Ève THÉRENTY, *Femmes de presse, femmes de lettres - De Delphine de Girardin à Florence Aubenas*, *op.cit.* p. 189.

savants, comme *Le Bouddhisme du Bouddha*, l'un de ses livres majeurs⁴⁵⁸, qui va permettre de vulgariser la doctrine du bouddhisme. Elle estime d'ailleurs qu'il lui revient de « parler de la philosophie hindoue vivante »⁴⁵⁹, alors que les spécialistes de l'Extrême-Orient ne délivrent selon elle qu'une érudition sèche et morte. »⁴⁶⁰ C'est bien pour continuer de voir vivre la philosophie, que cette amie du géographe Élisée Reclus s'enfonce au cœur de l'Asie. Elle retourne en Inde pour une enquête sur le Védantisme en 1911, et rencontre le Dalaï-lama, chef spirituel du bouddhisme. Ce voyage, de l'Inde à l'Himalaya lui permet de rencontrer certains de ses maîtres spirituels, mais aussi des professeurs de tibétain. La femme aux semelles de vent est donc bien une intellectuelle puisqu'elle cherche sans cesse à approfondir ses connaissances et à développer de nouvelles compétences. Elle choisit par exemple de faire une retraite dans un monastère lamaïste du Sikkim, afin de percer les « mystères du bouddhisme tantrique »⁴⁶¹. Elle part ensuite pour le Japon et la Corée, effectue un premier séjour en Chine (1917), où elle évolue loin du quartier des légations, et passe deux ans dans un monastère à 2 500 kilomètres de Pékin⁴⁶². Elle y acquiert le surnom de « dame Lama ». Enfin, après un périple de trois ans, elle atteint Lhassa, capitale interdite du Tibet. Elle devient ainsi la première femme à poser le pied dans la capitale tibétaine, un exploit relayé à son retour en France sous la forme d'un « roman vécu »⁴⁶³. Alors que les invitations et les honneurs se multiplient, l'exploit d'Alexandra David-Néel fait d'elle « une sommité mondiale. Elle a reçu la légion d'honneur et plusieurs prix. »⁴⁶⁴ C'est enfin la reconnaissance tant attendue, comme le prouve cette lettre d'Aimé de Fleuriau, ministre plénipotentiaire à Pékin, sans doute adressée au gouverneur de l'Indochine :

« Cette lettre vous sera remise ou transmise par Madame David-Néel que je connais depuis bien des années et qui vient de se vouer à l'étude du bouddhisme d'abord aux Indes, ensuite au Thibet. Je vous avais parlé d'elle pendant votre visite à Pékin [...]. Elle est restée deux mois à Lhassa et m'écrit de Gyantzé pour me demander de lui envoyer à Calcutta une lettre de recommandation pour vous. Je le fais bien volontiers en vous demandant de faciliter son séjour en Indochine, je crois pouvoir vous assurer que Mme David-Néel vous intéressera beaucoup. »⁴⁶⁵

⁴⁵⁸ J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 98.

⁴⁵⁹ Alexandra DAVID- NÉEL, « Lettre du 10 août 1911 », citée par *ibid.* p. 104.

⁴⁶⁰ J. DÉsirÉ-MARChAND, *ibid.*

⁴⁶¹ A. DAVID-NÉEL, Carnets, 27 octobre 1914, cité par J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 178.

⁴⁶² J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 242.

⁴⁶³ M.E. THÉRENTY, *op.cit.* p. 191.

⁴⁶⁴ G. VAN GRASDORFF, *op.cit.* p. 383.

⁴⁶⁵ Lettre d'Aimé de FLEURIAU, 17 juin 1924, EFEO, Carton XLIII, dossier 24.

Les connaissances théologiques d'Alexandra David-Néel lui offrent donc l'opportunité d'être dorénavant prise au sérieux dans les milieux intellectuels. Il nous semblait donc important de revenir brièvement sur le parcours atypique de cette exploratrice, en ce qu'elle se démarque volontairement des autres orientalistes. Elle ne détient pas une culture universitaire, mais des « connaissances vivantes », qu'elle va chercher toujours plus loin en Asie.

En 1937, cette infatigable voyageuse de soixante-neuf ans pense à retourner en Asie afin « d'élargir ses connaissances sur l'ancien taoïsme »⁴⁶⁶ mais aussi pour continuer d'alimenter sa légende et sa propre légitimité. Elle arrive à Pékin en janvier 1937 et y reste cinq mois. Alors que la guerre sino-japonaise commence officiellement en juillet 1937, Alexandra David-Néel, toujours en partance, se trouve pourchassée par une guerre qui se rapproche. Les lettres qu'elle échange avec Jean-Augustin Bussière, médecin de la légation de France à Pékin et l'un de ses plus fidèles amis en Chine, illustre à la fois les préoccupations matérielles d'une voyageuse mais aussi des préoccupations liées à un conflit qui la poursuit et qu'elle ne peut éviter. Les lettres conservées par Jean-Augustin Bussière concernent le périple de deux ans de l'exploratrice. Partie de Pékin, elle rejoint Wutai Shan (dans la province du Shanxi), « l'une des montagnes sacrées de la Chine »⁴⁶⁷ où l'on vénère un boddhisattva important, puis elle ne cesse de fuir jusqu'aux marches tibétaines, à Tatsienlou. Ces lettres, où les commentaires triviaux se mêlent à des considérations et des observations sur la situation, retracent donc une fuite toujours plus au sud dans une Chine à feu et à sang,

⁴⁶⁶ J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 405.

⁴⁶⁷ *Ibid.* p. 416.

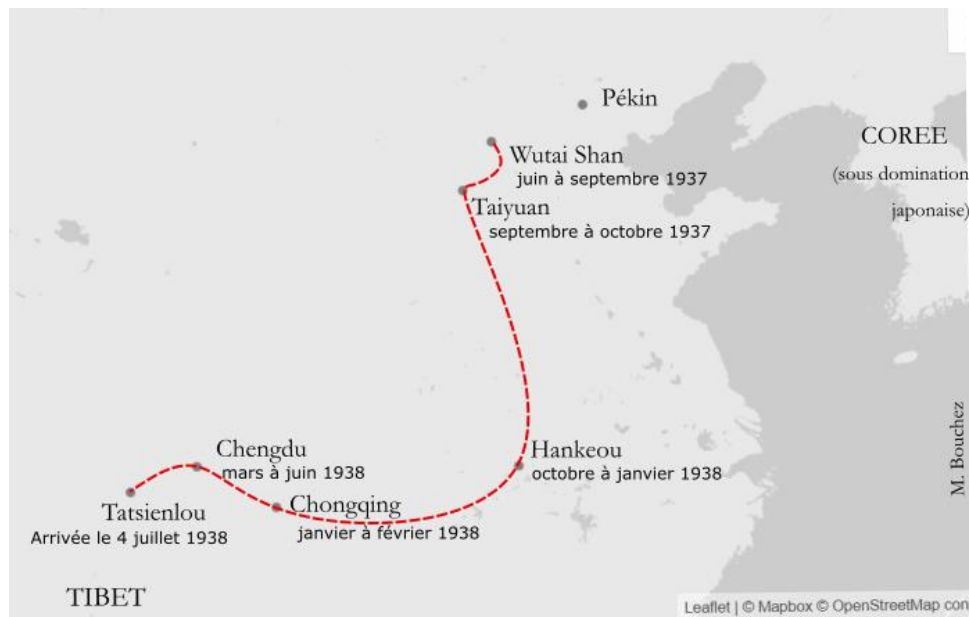


Figure 12: Carte du trajet d'Alexandra David-Néel d'après les lettres conservées par J-A. Bussière (1937-1939)

Sources : Fonds Jean-Louis Bussière , lettres du 16 octobre 1937 au 20 août 1940 ; J. DÉsirÉE-MARChAND, Alexandra David-Néel, *op.cit.* pp. 413-456.

Les inquiétudes d'une voyageuse

Dans les sept lettres d'Alexandra David-Néel que contenait le fonds Bussière, apparaît bien vite la préoccupation première d'Alexandra : son inquiétude pour ses effets personnels. La question de ses bagages apparaît dans chacune de ces sept lettres, souvent avec forces recommandations. Le 16 octobre, alors qu'elle quitte Taiyuan, elle regrette :

« Onze⁴⁶⁸ colis de bagages que j'avais enregistrés pour Hankow [Hankeou] n'y sont point arrivés et il ne me reste rien de tout ce que j'avais emporté de Pékin pour passer l'été et, éventuellement, l'hiver, à Wu Tai Shan si je trouvais là, un intéressant champ de travail. Il faut avouer que je n'ai guère de chances ! Tandis que l'on met à l'abri les bagages que j'ai à Pékin, je perds les autres. Le dommage est important, surtout au prix actuel du dollar chinois. Il ne me reste absolument rien que les vêtements que j'avais sur moi pour voyager et il en est de même de mon fils. Aventure de guerre, mais peu agréable aventure. »⁴⁶⁹

La question des bagages, perdus ou ouverts, est primordiale pour Alexandra. Celle-ci fait de Jean-Augustin Bussière le gardien de ses effets en lui demandant « d'envoyer un homme de confiance, avec une lettre de l'ambassade et une carte, pour prendre ces 11 colis »⁴⁷⁰ afin de les

⁴⁶⁸ A. David-Néel souligne elle-même ces mots.

⁴⁶⁹ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, 16 octobre 1937, Fonds Bussière.

⁴⁷⁰ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, 12 novembre 1937, Fonds Bussière.

ramener à Pékin. « La lettre de l'ambassade permettra que les colis soient ouverts »⁴⁷¹, précise-t-elle.

Le 5 septembre 1939, alors qu'elle a laissé une partie de ses bagages à Taiyuan, que les missionnaires quittent en hâte, elle assaille Jean-Augustin Bussière de questions :

« J'ai appris que les missionnaires baptistes avaient quitté Taiyuan et naturellement je me suis inquiétée de mes bagages. Est-ce qu'on n'a rien pu sauver de ceux qui étaient chez eux ? A-t-on perdu tout espoir d'en sauver quelque chose ? »⁴⁷²

Enfin, dans une lettre datée d'août 1940, alors qu'elle se trouve enfin au monastère de Tatsienlou, l'angoisse ne la quitte pas :

« Mr Stonlake m'a écrit que, pressentant que les Japonais voudraient ouvrir les valises, en cours de route, il en aurait enlevé les charnières et qu'il aurait déposé ces charnières dans la valise. Curieux procédé. Si la visite avait été demandée, on aurait pu – comme je l'aurais suggéré par lettre – casser les cadenas et les remplacer ensuite, à mes frais. Ce qui m'intéresse c'est de savoir si les valises étant arrivées à Pékin, on les a refermées. Il y a lieu de craindre que si, depuis plusieurs mois elles sont restées ouvertes, les boys les auront allégées de la meilleure partie de leur contenu. Vous voudrez bien peut-être, vous rappeler ce rosaire tibétain orné de têtes de mort en ivoire auquel je tiens énormément. »⁴⁷³

Un tel attachement aux choses matérielles peut surprendre de la part d'Alexandra David-Néel, rompue aux aléas du voyage et habituée à peu de confort. Mais elle donne elle-même l'une des raisons qui explique pourquoi elle tient tant au contenu de ses valises : ses bagages représentent bien souvent tout son savoir, les livres ou objets offerts. Elle y attache aussi des souvenirs personnels et l'avancée des Japonais en Chine l'inquiète.

Elle fait ainsi de Jean-Augustin Bussière son dépositaire, en lui demandant de :

« vider son compartiment [à la banque], en mettre le contenu dans une petite boîte et le garder sur vous. Il est probable que si les choses en venaient à une guerre avec le Japon, l'ambassade quitterait la Chine et les Français en seraient expulsés. Il s'agirait donc de faire sortir la dite petite boîte en l'emportant avec vous.

J'ai songé à vous envoyer la clé du compartiment avec cette lettre et puis j'ai craint qu'elle ne se perde, ce qui serait fâcheux, surtout si mes prévisions pessimistes ne se réalisent pas, ce que je souhaite. Je garde donc la clé mais il ne serait pas le moins du monde difficile de faire ouvrir la porte du compartiment en cas de danger et je joins un mot vous autorisant à le faire. »⁴⁷⁴

⁴⁷¹ *Ibid.*

⁴⁷² Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, 5 septembre 1939, Fonds Bussière.

⁴⁷³ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, 20 août 1940, Fonds Bussière.

⁴⁷⁴ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, 12 novembre 1937, *ibid.*

Elle explique que ce coffre contient des objets ayant appartenu à des proches, des témoignages de reconnaissances institutionnelles comme « la médaille d'or que m'a donnée la Société de Géographie »⁴⁷⁵, de l'argent et des objets ramenés de ses voyages.

C'est donc toute sa vie et ses espoirs qu'Alexandra David-Néel confie au docteur Bussière. On perçoit que les aléas du voyage, déjà très importants, sont amplifiés par les difficultés de la guerre. Celle qui partait pour un voyage d'études est donc rattrapée par les contingences du conflit. « Mue par l'exigence du voyage », Alexandra David-Néel, bien qu'étrangère à la politique ne peut rester insensible à ce qu'elle voit.

L'exploratrice rattrapée par la guerre

Dans ses lettres à Jean-Augustin Bussière, les considérations matérielles côtoient des descriptions de la situation en Chine ou des réflexions sur la guerre en cours. L'exemple le plus saisissant est la description de la gare de Taiyuan, au moment où les habitants fuient les bombardements japonais :

« Depuis que j'avais quitté Wu Tai Shuan [Wutai Shan], les scènes terribles n'avaient pas manqué, mais cette fois, ce fut un véritable cauchemar. Une foule de fugitifs se ruait affolée sur le train – le dernier à partir disait-on – les enfants hurlaient, les gens s'entassaient les uns sur les autres, ou apportaient des blessés sanglants. J'ai vu des cadavres abandonnés sur le quai des gares. Sur les toits des voitures se trouvaient autant de voyageurs qu'à l'intérieur, les hommes s'agrippaient à la locomotive... Tous ces gens fuyaient dans le sud, tandis que les gens des environs de Shih Kia Chuang fuyaient vers le nord. La confusion était épouvantable. Cette horde de malheureux entassés dans les trains, sans pouvoir se mouvoir n'avait plus rien d'humain ; non seulement les enfants mais aussi les grandes personnes faisaient leurs besoins sous eux faute de pouvoir sortir ou s'approcher des fenêtres. Les environs de la gare à Shih Kia Chuang avaient été fortement bombés (*sic*), tout était en ruine, les avions surplombaient la localité, les Japonais arrivaient. »⁴⁷⁶

Ce récit écrit sur le vif donne une vision saisissante de l'exode, capturé dans les grandes villes par les caméras des cinéastes de la Croisière jaune ou l'appareil photo de Tchen Hoschien⁴⁷⁷, et il aurait pu trouver sa place dans les colonnes de *Chine*, la revue de l'Association des amis du peuple chinois. Alors que Pékin est tombée aux mains des Japonais le 29 juillet, et que les Nippons avancent inexorablement vers le sud du pays, Alexandra parvient à se hisser dans le dernier train pour Hankeou, où il lui arrive une mésaventure dont elle ne parle pas dans sa lettre au Docteur Bussière. Heurtée à la bouche par un brancard de blessés, « elle s'évanouit

⁴⁷⁵ *Ibid.*

⁴⁷⁶ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, le 16 octobre 1937, *op.cit.*

⁴⁷⁷ Voir Annexe 4.A, « Photographies amateur », photo d.

sans bruit dans l'indifférence générale, il fait si sombre, puis revient à elle, la bouche ensanglantée. »⁴⁷⁸

Ses lettres suivantes décrivent une fuite toujours plus au sud : « J'ai quitté Hankow [Hankeou] que les Japonais commençaient à bombarder. Pendant un moment, l'on y a craint que les Japonais n'occupent promptement la ville et je ne voulais pas, si la chose arrivait, me trouver bloquée de façon à ne plus pouvoir circuler. »⁴⁷⁹ Après avoir entendu les bruits de pas des Japonais qui défilent sous ses fenêtres, Alexandra décide de « fuir par le fleuve en direction de l'ouest »⁴⁸⁰. Son objectif est double : fuir les bombardements mais aussi continuer ses recherches orientalistes, et qu'Hankeou n'est pour cela d'aucun intérêt.

Son objectif final est donc fixé en avril 1938. Alexandra David-Néel affirme vouloir se rendre à Tatsienlou :

« Je pourrai, paraît-il, y rencontrer plusieurs lettrés tibétains et obtenir un logement dans un monastère lamaïste. Je pourrai sans doute me fixer là jusqu'à la fin de la guerre et continuer certaines études dans les bibliothèques des monastères. »⁴⁸¹

Mais le chemin pour y parvenir est semé d'embûches. Elle quitte Hankeou par le fleuve Yangzi, reste peu de temps à Chongqing, capitale de la Chine libre, rebuée par « la ville [qui] dépasse en saleté et en puanteur tout ce que j'ai vu de pire en Chine. »⁴⁸² Arrivée à Chengdu, elle y retrouve son ami le docteur Georges Béchamp, qui l'y a « invitée ». Elle peut compter sur l'hospitalité du médecin qui lui procure un pavillon dans lequel elle avait déjà séjourné lors de sa précédente venue « il y a quinze ans. »⁴⁸³ Mais elle est peu rassurée par les sentiments anti-étrangers qui « se développent rapidement. »

« Les enfants commencent sous l'œil de leurs parents à crier "diables étrangers", des Américains ont été ennuyés par la police et menacés par des soldats me raconte-t-on. Ici quoiqu'il en soit, l'attitude du peuple est fort différente d'il y a quinze ans. Elle n'engage pas à se créer un "home" en Chine, ni sans doute nulle part ailleurs en Orient. »⁴⁸⁴

Sans doute meurtrie d'être considérée comme une étrangère, l'exploratrice repart et arrive enfin à Tatsienlou le 4 juillet 1938, « après un voyage de dix jours à travers la montagne »⁴⁸⁵.

⁴⁷⁸ J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 434.

⁴⁷⁹ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. BussiÈre, le 21 janvier 1936, *op.cit.*

⁴⁸⁰ J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 436.

⁴⁸¹ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. BussiÈre, le 21 janvier 1938, *op.cit.*

⁴⁸² Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. BussiÈre, *ibid.*

⁴⁸³ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. BussiÈre, le 4 avril 1938, *op.cit.*

⁴⁸⁴ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. BussiÈre, le 21 janvier 1938, *op.cit.*

⁴⁸⁵ A. DAVID-NÉEL, lettre à son mari du 7 juillet 1938, citée par J. DÉsirÉ-MARChAND, *op.cit.* p. 445-446.

Si son arrivée ne marque pas la fin de ses péripéties, elle est « provisoirement en sécurité », logée par la mission catholique, ce dont témoigne l'une des dernières lettres au Docteur Bussière que nous avons consultée :

« Je suis toujours à Tatsienlu [Tatsienlou]. Mgr. Valentin m'y a loué une cabane à la lisière de la campagne et proche de l'hôpital de la mission. Comme je suis de longue date habituée à me passer de confort je me suis trouvée bien en ce domicile rustique que j'ai très sommairement meublé. Je compte y rester jusqu'à ce que le calme revienne en Chine et en Europe. Voyager en temps de guerre n'est ni prudent ni agréable, j'en ai fait l'expérience en quittant le Chansi [Shanxi]. »⁴⁸⁶

À soixante-dix ans, l'infatigable voyageuse peut donc s'établir à Tatsienlou. Ses lettres à Jean-Augustin Bussière témoignent à la fois d'un réseau de connaissances serrées à travers la Chine, d'une résistance à toute épreuve, d'un refus d'avouer que ce voyage en quête de connaissance est bien une fuite en avant, face à l'avancée des Japonais.

Alexandra David-Néel parsème ses lettres de réflexions sur les guerres de Chine et d'Europe. Contrairement aux explorateurs de la Croisière jaune, elle semble bien au courant des secousses qui précèdent le second conflit mondial. Elle évoque ses pressentiments en novembre 1937 :

« Je crains qu'un jour ou l'autre, cette guerre de Chine n'entraîne des complications et que la France n'y soit mêlée. Les Japonais menacent le chemin de fer français et sont devenus tellement exaltés qu'ils ne se gêneraient peut-être pas pour jeter quelques bombes en Indochine. Je lis, aujourd'hui, dans le journal qu'ils ont de nouveau attaqué des bateaux anglais à Wuhu, même des gun-boats, tuant un homme de l'équipage et en blessant d'autres, les gun-boats ont tiré sur les avions. Il est difficile que ces choses ne s'enveniment pas. »⁴⁸⁷

La possibilité d'une guerre en Europe semble la préoccuper davantage que celle qui se joue en Chine puisqu'elle fait preuve d'un cynisme étonnant en ajoutant :

« Il me semble, aussi, puisque la Chine doit être mangée qu'on aurait pu y jouer les Allemands contre les Japonais et promettre aux Italiens un substantiel morceau de Chine et une colonie. Cela les aurait "occupés" et les aurait engagés à se tenir tranquille en Europe. »⁴⁸⁸

La Chine, en effet, l'intéresse bien moins que le Tibet, qui a proclamé son indépendance en 1912. Si, comme les partisans de l'Association des amis du peuple chinois, elle établit un lien entre les événements de Chine et ceux de l'Europe, elle ne semble pas avoir perçu la mise en place de la résistance chinoise, alors que la bataille de Shanghai bat son plein. Cela peut

⁴⁸⁶ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, le 16 décembre 1939, *op.cit.*

⁴⁸⁷ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, le 12 novembre 1937, *op.cit.*

⁴⁸⁸ *Ibid.*

s'expliquer par le fait qu'elle s'intéresse davantage au Tibet qu'à la Chine. Cela est confirmé par une lettre d'août 1940. Tandis que la guerre semble désormais constituer pour elle une toile de fond presque habituelle : « De la guerre, rien à dire. Elle n'est pas près de finir, j'imagine »⁴⁸⁹, la guerre en Europe occupe ses pensées. C'est sans doute parce que son mari, Philippe Néel, lui relate le déroulement de la guerre en Europe « presque au jour le jour. »⁴⁹⁰ Au lendemain de l'armistice, David-Néel confie avec lucidité à son ami Bussière :

« Pouvait-on imaginer quelque chose de plus épouvantable que notre défaite. Elle a des causes secrètes qui viendront au jour plus tard. Je doute que la majorité des Français s'y résigne. Cette guerre qui paraît terminée ne l'est pas véritablement. L'état de l'Europe est trop chaotique pour que rien s'y puisse stabiliser (*sic*). Il y aura des surprises, des coups de théâtre, des sursauts imprévus ; nous aurons peut-être bientôt assez d'intelligence et d'énergie pour nous reprendre et en profiter. Du moins il faut l'espérer. »⁴⁹¹

Comme toujours, les réflexions politiques d'Alexandra David-Néel se mêlent à des inquiétudes personnelles et matérielles – dans cette lettre, la possibilité que sa maison de Digne-les-Bains, dans laquelle réside son mari, soit confisquée par les Italiens qui occupent partiellement les Basses-Alpes depuis le 24 juin 1940 –. Néanmoins, les expériences d'Alexandra David-Néel, qui a déjà passé la Première Guerre mondiale en Chine, lui permettent de considérer le conflit mondial avec clairvoyance.

Cette exploratrice portée par son désir de savoir et de voyages est donc rattrapée par la guerre, ou même par les guerres pourrait-on dire. Si ses lettres au Docteur Bussière témoignent de préoccupations matérielles et d'espoirs de recherches sur le bouddhisme, elles cachent mal que la voyageuse se trouve prise dans les bombardements japonais, et que son excursion jusqu'à la frontière tibétaine a tout d'une fuite éperdue. Les lettres d'Alexandra David-Néel témoignent aussi du progrès des transports et des moyens de communication depuis les aventures de la Croisière jaune cinq ans plus tôt. Bien que toujours en partance, la voyageuse est au courant de l'avancée des Japonais. Elle se trouve bien malgré elle soumise à l'avancée d'une guerre dont elle observe et comprend les enjeux. Éloignée, lorsque le conflit atteint le continent européen, elle en pressent néanmoins les tendances. Tout comme les voyageurs de la Croisière jaune, elle ne peut donc faire abstraction du contexte politique de la Chine en 1937. Elle se trouve « embarquée » dans un pays à feu et à sang, qu'elle décrit et commente, tout comme Victor Segalen, lui aussi porté par la littérature, le faisait dans ses propres lettres. Vingt ans plus tard, le destin d'Alexandra David-Néel rejoint celui de Victor Segalen. Venue en Chine, pour une

⁴⁸⁹ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, le 8 juin 1938, op.cit.

⁴⁹⁰ J. DÉSIÉ-MARCHAND, *op.cit.* p. 450.

⁴⁹¹ Lettre d'A. DAVID-NÉEL à J-A. Bussière, le 20 août 1940, op.cit.

part, dans un but intellectuel, elle est comme lui, rattrapée par les soubresauts politiques de la Chine, qui ne peuvent la laisser indifférente.

L'étude de deux missions d'exploration en Chine au moment de la guerre sino-japonaise, la Croisière jaune d'une part, et le second voyage d'Alexandra David-Néel d'autre part, permet donc d'observer le statut particulier des voyageurs face aux mutations politiques de la Chine. Notre analyse permet aussi d'éclairer ce que sous-tend la notion d'intellectuel. Les intellectuels qui se rendent en Chine pour une mission d'ordre culturel n'ont, dans un premier temps, aucun désir de se mêler de la politique de la Chine. Mais leurs longs trajets au cœur du pays font d'eux les témoins d'une Chine en mouvement. Les explorateurs, qui pour certains sont des intellectuels qualifiés d'autodidactes, se trouvent pris dans les rets d'une Chine en mouvement, parfois malgré eux. Les savants de la Croisière jaune deviennent même un enjeu de pouvoir dans une Chine encore fragmentée, tandis qu'Alexandra David-Néel ne peut faire abstraction de la guerre qui fait rage en Chine. Ces hommes et femmes préoccupés de culture à des titres divers, sont donc pris au piège des soubresauts politiques du pays, perçus différemment en 1932 et 1937. L'étude de ces deux voyages permet donc aussi d'observer les profondes mutations qu'a connues la Chine en l'espace de cinq ans. Si les membres de la Croisière jaune sont marqués par la guerre civile plus que par la guerre sino-japonaise, celle-ci est une réalité en 1937.

*

La Chine des décennies 1920 et 1930 est donc bien un pays qui se politise. L'éclosion d'un Parti communiste chinois à la trajectoire originale ainsi que la guerre sino-japonaise placent la Chine au cœur des tensions politiques mondiales. La Chine aimante les regards des intellectuels et des voyageurs français, qui observent tout d'abord la trajectoire du communisme en Chine. Celle-ci devient un véritable objet de débat, ravivant à la fois les espoirs des intellectuels de gauche, et les craintes des tenants d'une droite conservatrice qui craignent une invasion et une contagion de la Chine rouge à l'Indochine. Alors que la guerre sino-japonaise et le Front Uni, font passer ces questionnements au second plan, la polarisation du monde intellectuel français se poursuit, entre l'engagement en faveur de la Chine ou de son agresseur, le Japon. Pourtant, dans ces mêmes années, des sinologues préfèrent s'en tenir à un engagement « scientifique » en faveur de la Chine, rejetant l'implication « universaliste » des intellectuels de gauche les plus politisés. Parmi ces hommes de sciences plusieurs mourront « pour la France », dans des actes de résistance contre l'occupant allemand. Les explorateurs dévoilent quant à eux une Chine en mouvement. Partis à la recherche de connaissances, les savants de la Croisière jaune

tout comme Alexandra David-Néel se trouvent pris dans les filets de la géopolitique chinoise. Ces hommes et femmes se trouvent donc rattrapés par la politique chinoise à leur corps défendant.

Il fallait sans aucun doute, laisser une large place à la perception des intellectuels français face à la trajectoire du Parti communiste chinois. Alors que les antagonismes s'étaient calmés à la faveur de l'alliance entre Guomindang et PCC, c'est bien ce « Parti d'intellectuels » qui sort grandi de la guerre sino-japonaise. L'idéologie et les tactiques mises en place pendant les années de maquis dans le Jiangxi puis à Yan'an, vont être le terreau de la conquête du pouvoir par le PCC. Plus que d'une victoire communiste, l'entrée dans les villes « libérées » par l'Armée rouge en 1947 représente l'échec de Chiang Kai-shek qui entraîne la République chinoise dans sa chute. Robert Guillain devine le basculement en cours en 1949 :

« Il est temps pour nous de repenser la Chine et le premier cliché à abandonner, c'est celui de la Chine interchangeable. La plus vieille race du monde est entrée dans une crise de jeunesse. Ceux qui mènent aujourd'hui son histoire ont trouvé pour rompre avec une tradition millénaire d'immobilité, un outil puissant : le marxisme. ⁴⁹²

⁴⁹² Robert GUILLAIN, *Orient Extrême*, Paris, Points actuels, 1989, p. 207-208.

**PARTIE 5 : BASCULER « D'UNE CHINE
À L'AUTRE »¹.
DE LA CHUTE DU GUOMINDANG À
L'AVÈNEMENT DE LA « NOUVELLE
DÉMOCRATIE » (1945-1949)**

¹ Titre d'un recueil de photographies d'Henri Cartier-Bresson, paru en 1954 et préfacé par Jean-Paul Sartre.

La concorde de circonstance qui régnait entre Parti communiste et Parti Guomindang vole en éclat dès la fin de la guerre du Pacifique en 1945, jetant la Chine dans une nouvelle guerre civile. Jusqu'en 1945, le Guomindang semble sûr de l'emporter, aidé en cela par les États-Unis. Pourtant, dès 1948, les défaites militaires et politiques s'accumulent, révélant un Parti sclérosé. L'exil à Taïwan de Chiang Kai-shek et de ses plus proches collaborateurs signe la « fin du règne continental du Guomindang »². Les intellectuels et artistes français, journalistes ou photographes se sont précipités en Chine dès l'annonce de l'agonie du régime et perçoivent le basculement d'une Chine à l'autre. Tout comme au moment de l'avènement d'une République en 1911, ces hommes ne sont pas tous en capacité d'analyser précisément les événements. Robert Guillain et Jacques Guillermez le peuvent grâce à leur expérience ancienne de l'Asie et de la Chine. Mais la plupart des correspondants des journaux français se positionnent davantage en tant qu'observateurs. Par ailleurs, comme ce fut le cas en 1911, ils ignorent quelle forme prendra le régime à venir et font part de leurs hypothèses. Les intellectuels présents dans cette cinquième partie font donc preuve de moins d'engagement que ceux évoqués dans les parties précédentes. Cependant, comme leurs collègues qui avaient rendu compte de la transition entre l'empire Qing et la République, les correspondants de la presse française se placent en qualité de témoins de la chute d'un régime et de la naissance d'un autre. Il nous semblait donc important de leur laisser la parole, car celle-ci permet de comprendre jour après jour comment le PCC installe son pouvoir en Chine, et quelle en est l'image transmise aux lecteurs français.

Alors que la République de Chine vit ses derniers mois, les communistes entrent dans les villes conquises. Les Français voient alors la mise en place du régime communiste chinois à l'échelle d'un pays de 450 millions d'habitants. Dans une époque où les deux blocs se dessinent progressivement, la forme du communisme chinois fait l'objet de toutes les interrogations, tout comme la position que prendra la Chine communiste dans la guerre d'Indochine, qui met la France aux prises avec la volonté d'indépendance de sa dernière colonie asiatique. Ces premiers mois du régime communiste sont scrutés par les intellectuels français qui observent l'installation des piliers d'une Chine nouvelle. Le PCC doit faire face à un enjeu de taille. Alors qu'il ne commandait que quelques bases rouges au Jiangxi, il doit à présent imposer sa politique à tout un pays. Le déploiement progressif des doctrines de Mao Zedong peut être divisé en deux phases : la première, de mai 1948 à juillet 1949, se caractérise par sa modération. Mais à partir de juillet 1949, Mao Zedong dessine les contours d'une Nouvelle démocratie aux allures totalitaires, proche des méthodes de l'URSS stalinienne.

² Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, Les Belles Lettres, Paris, 2019, p. 191.

Le chapitre 1 traitera du développement de la guerre civile entre 1945 à 1949. De l'échec de l'aide américaine aux dernières tentatives de Chiang Kai-shek pour sauver un pouvoir figé dans ses dérivés, les intellectuels français cherchent à comprendre ce basculement des forces.

Le chapitre 2, qui s'ouvre avec l'arrivée de l'Armée populaire de libération dans les villes chinoises, permettra de voir que la forme que s'appête à prendre le communisme chinois est l'un des enjeux de la Guerre froide. Journalistes et photographes vont vivre l'évolution de la Chine qui, entrée dans la « Nouvelle démocratie », passe en quelques mois d'une relative modération à un raidissement brutal de sa politique intérieure et extérieure.

*

Chapitre 1 : « Ils arrivent ! »³ L'entrée des communistes dans les villes chinoises

Lorsque la Seconde Guerre mondiale prend fin, les regards des intellectuels français ne se tournent pas tout de suite vers la Chine. Chiang Kai-shek y apparaît triomphant, auréolé de sa participation à la conférence du Caire, en compagnie de Roosevelt et Churchill, en novembre 1943. Pourtant, dès 1945, les diplomates en poste en Chine soulèvent les difficultés de la conjoncture, et ce alors que les premières fissures apparaissent dans la façade du Front Uni entre le Guomindang et le Parti communiste chinois.

De 1945 à 1949, la Chine entre donc dans une nouvelle guerre civile entre ces deux partis rivaux. Cette opposition est soutenue en sous-main par les États-Unis, qui fournissent au Guomindang aide logistique et liquidités, comme par l'URSS qui finit quant à elle par appuyer le PCC, au début de 1949 seulement, « lorsque la cause du Guomindang lui apparaît à peu près perdue. »⁴ Il y a donc, de nouveau, opposition entre deux idéologies, et les communistes français ne se privent pas pour réenclencher la dénonciation de Chiang Kai-shek, redevenu à leurs yeux « laquais de l'impérialisme », comme en 1935. Dix ans plus tard, l'impérialisme occidental a seulement changé de tête d'affiche.

Qui sont les mieux à même d'observer cette Chine qui continue de se déchirer après le second conflit mondial ? Dans un monde qui se polarise dès 1945, année où frémit déjà la Guerre froide, il nous a paru important de donner la parole aux correspondants de plusieurs grands journaux : les communistes de *L'Humanité*, les intellectuels plus conservateurs du *Figaro*, et enfin, le regard de Robert Guillain, « spécialiste éprouvé de l'Asie, observateur aigu, narrateur impartial, commentateur consciencieux »⁵, qui livre pour *Le Monde* ses ressentis sur une Chine qui se trouve bientôt entièrement « libérée » par l'Armée rouge chinoise. Si ces chroniqueurs ne font pas tous preuve de la même impartialité que celle de Robert Guillain, ils répondent de différentes manières aux mêmes interrogations, soulevant des enjeux géopolitiques déjà en germe en 1945, et qui sont amenés à se cristalliser avec la Guerre froide. Par ailleurs, contrairement à *La Revue de l'Asie française*, engloutie comme bien d'autres périodiques par la Seconde Guerre mondiale, ces journaux sont demeurés fidèles aux principes

³ Robert GUILLAIN, *Orient Extrême*, Paris, Points actuels, 1989, p. 195.

⁴ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, op.cit. p. 170.

⁵ Edgar FAURE, « La Chine neuf ans après », journal inconnu, 1966, A.N, Fonds Yves Hervouët, 590 AP/40.

qui les animent depuis 1911 – *Le Monde* ayant pris la relève du *Temps* qui, parce qu’il avait rallié le gouvernement de Vichy, se saborde en 1942⁶ –. Ainsi, tout comme *Le Temps* qui était « largement ouvert sur l’étranger »⁷ et dont le « Bulletin de l’étranger » fut une source que nous avons citée à de nombreuses reprises, *Le Monde* laisse lui aussi une large place à l’actualité à l’étranger. Nous avons abondamment utilisé les ressources de ces périodiques, sources de première main, et avons sélectionné les articles traitant uniquement de la Chine. À ces articles de différentes tendances viendront se mêler les voix de quelques diplomates ou artistes, qui, à travers leurs mots ou leur appareil photographique, présentent cette Chine qui se trouve au bord du gouffre.

I. Le retour des tensions entre les rivaux historiques

1) De la fracture du Front Uni à l’échec des négociations

Le Front Uni entre partis nationaliste et communiste chinois n’est qu’un front de façade. Il suffit, pour le comprendre, de lire ce qu’écrit Mao Zedong dans un rapport pour le Septième Congrès du PCC, en avril 1945. Si le leader communiste affirme que « c’est vers l’unité que le peuple chinois doit tendre ses efforts »⁸, il affirme aussi que c’est le Guomintang qui a « saboté la résistance du pays » et pointe du doigt Chongqing :

« Dans la partie de la Chine soumise au contrôle du Kouomintang règne la dictature, dictature des grands capitalistes. Il s’ensuit un manque complet d’unité, non seulement entre le peuple, l’armée et le gouvernement, mais au sein du gouvernement lui-même dont la plupart des membres suivent une politique égoïste et antidémocratique.

Comparaison - le Kuomintang occupe les régions les plus riches et peut recevoir l’aide étrangère. Malgré cela il y règne de désastreuses conditions d’existence et sa force militaire ne cesse de diminuer. En Chine du Nord, moins favorisée économiquement et privée d’appui extérieur, la population est convenablement nourrie et vêtue, le travail ne manque pas et surtout la liberté règne, ce qui ne fait qu’augmenter sa volonté de vaincre, donc sa force. »⁹

⁶ Les directeurs du journal approuvent l’abandon de la Tchécoslovaquie à Hitler en 1938, et sabordent *Le Temps* en 1942. À la Libération, son matériel est confisqué au profit du *Monde*, qui paraît depuis 1944. Ce nouveau journal a été fondé par Hubert Beuve-Méry, ancien correspondant du *Temps* à Prague qui démissionne à l’annonce des accords de Munich. <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/temps> consulté le 27 février 2020.

⁷ Pierre ALBERT, « Fondation du quotidien *Le Temps* », <https://francearchives.fr/commemo/recueil-2011/39844> consulté le 28 décembre 2020.

⁸ « Résumé d’un rapport de Mao Tse-Tung au 7^e Congrès du Parti communiste chinois (24.4.1945) », ANOM, 1 AFF-POL 2652.

⁹ *Ibid.*

Le Septième Congrès qui « crée pour la première fois le poste de Président du Comité central »¹⁰, poste dévolu à Mao Zedong, marque donc la fin de la relation compliquée avec le Guomindang. Déjà en 1944, un journaliste anglais note que « l'alliance pour le temps de guerre entre Chiang Kai Shek et les communistes chinois du nord du Chenai a été jusqu'ici marquée par des conflits. »¹¹ Il ajoute néanmoins :

« Si la guerre civile éclatait, les communistes, évalués à 450 000 hommes¹² auraient sans doute du mal à s'en sortir. Ils n'ont que de vieux fusils et d'antiques mitrailleuses, ramassées un peu partout chez les Chinois et les Japonais. Ils sont concentrés surtout autour de Yen-an. Leurs guérillas sont éparpillées un peu partout en Chine du Nord et en Chine centrale. Chiang Kai Shek a 4 millions d'hommes de première ligne et autant de réserves, tous bien armés, avec de l'artillerie et de l'équipement motorisé et 200 à 300 avions de chasse et de bombardement léger dernier modèles pilotés par les aviateurs formés aux USA. [...] »¹³

Mao Zedong revendique quant à lui « 1 200 000 membres »¹⁴, ce que confirme Jacques Guillermaz. On s'aperçoit donc que les forces communistes sont sous-évaluées par les journalistes, puisque le Guomindang incarne toujours le parti majoritaire. En 1945, sa victoire ne semble pas faire de doutes.

2) L'échec des négociations américaines

Le général Marshall, envoyé du Président américain Truman, cherche à réconcilier les deux forces afin de faire une Chine « forte, unie, démocratique, dans l'intérêt du monde, de la paix, des Nations Unies. »¹⁵ Mais il se heurte à l'hostilité des deux partis qui se disputent les territoires anciennement sous domination japonaise. Parmi ceux-ci, le territoire clé de la Mandchourie, ancien Mandchoukouo, et dont l'URSS détient encore une partie. L'attaché d'ambassade Jacques Guillermaz, qui a suivi le déménagement de l'ambassade de France de Chongqing à Nankin, relève sans aménité la naïveté des Américains qui « ne comprirent [pas] le caractère inexpiable de la lutte qui opposait depuis vingt ans nationalistes et communistes. »¹⁶

¹⁰ Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*, Vol. 2, Paris, Payot, 1975, p. 374.

¹¹ « Chiang et les communistes chinois », *News Review*, Londres, 1944, ANOM, *op.cit.*

¹² Le Parti communiste serait en fait passé de 800 000 membres en 1940 à 1 211 128 en avril 1945, J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 364.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ « Rapport de Mao Tse-Tung », *op.cit.*

¹⁵ J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 389.

¹⁶ Jacques GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 156.

À ses côtés, le nouvel ambassadeur de France, Jacques Meyrier¹⁷, est lui aussi témoin de ces nouveaux heurts. Ambassadeur de France à Shanghai puis à Chongqing, qui reste capitale de la Chine jusqu'en mai 1946¹⁸, il assiste aux négociations entre communistes et nationalistes, supervisées par les États-Unis. Lorsque les Russes quittent la Mandchourie, les communistes chinois en profitent pour occuper la ville de Changchun. Jacques Meyrier commente :

« Lorsque, le 23 mars, le ministre des Affaires étrangères chinois déclara au PCC avoir enfin reçu officiellement de l'ambassade soviétique l'assurance que le retrait des troupes russes de Mandchourie serait terminé avant le 30 avril, le ton de communication ne reflétait pas, tant s'en faut, l'optimisme qui logiquement était de mise. Le voile d'inquiétude qui pèse sur la Mandchourie depuis l'entrée des armées russes dans ce territoire était en effet loin de se lever. Le gouvernement soviétique allait bien en fait rendre la Mandchourie à la Chine, conformément à ses promesses. Mais la Chine communiste devait être l'unique bénéficiaire de cette opération. Sans doute les unités gouvernementales qui se dirigeaient au début de mars vers Moukden avaient-elles eu le tort de profiter de leur avance pour entamer un mouvement tournant contre les unités communistes stationnées au Jhol [Jehol] ; Yen-an [Yan'an, utilisé pour désigner les communistes] ne devait en effet pas manquer de tirer argument de pareilles infractions à l'esprit de l'accord du 10 janvier. Déclarant celui-ci violé, les généraux de Mao-Tze Tung poussèrent incontinent en Mandchourie du Nord, derrière le rideau commode offert par la ligne avancée de l'armée soviétique, une masse d'environ 500 000 hommes. Convenablement équipés et largement pourvus d'armes japonaises, ceux-ci allaient bientôt se révéler les maîtres aux moins apparents de la situation. »¹⁹

L'Américain Georges Marshall ne ménage pas ses efforts pour amener les « pourparlers à reprendre entre les adversaires »²⁰. Mais le cessez-le-feu, obtenu de haute lutte, ne règle pas les différends entre les rivaux, qui se poursuivent sur les plans militaire comme politique, ce dont témoignent les brèves notes de Jacques Meyrier.

En novembre, le Guomindang projette de réunir l'Assemblée nationale en vue de faire voter une nouvelle constitution. Il s'agit en effet de faire entrer la République de Chine dans une nouvelle phase de son développement, suivant les étapes préconisées par Sun Yat-sen²¹. En mettant sur pied un gouvernement constitutionnel, la période de tutelle politique du Guomindang prendrait fin, attestant de la marche de la Chine vers la démocratie.

¹⁷ Jacques Meyrier est un grand connaisseur de la Chine. Consul de Shanghai de 1920 à 1938, puis directeur général des Affaires étrangères, il est élevé à la dignité d'ambassadeur. Nommé ambassadeur de France à Chongqing, il y parvient le 5 janvier 1946. Nicole BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, [en ligne].

¹⁸ À cette date le gouvernement nationaliste se réinstalle à Nankin.

¹⁹ Rapport de Jacques MEYRIER au ministre des Affaires étrangères, 22 mai 1946, ANOM, 1 AFF-POL/3441.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Sun Yat-sen avait prévu que la démocratie ne pouvait se mettre en place en Chine qu'après une période d'apprentissage, sous la tutelle politique du Parti nationaliste. Voir partie 1, chapitre 1.

« Cédant aux fortes pressions exercées sur lui depuis trois jours, le généralissime Tchang Kai Shek, alors qu'il avait dans l'après-midi d'hier, confirmé qu'il présiderait la séance d'inauguration de l'Assemblée nationale ce matin à 11 heures, a accepté tardivement dans la soirée de retarder jusqu'au 15 novembre cette cérémonie. [...] Ce bref ajournement a pour but, selon le communiqué officiel du gouvernement, de permettre l'arrivée à Nankin de tous les représentants des provinces et d'accorder un nouveau délai pour présenter leur liste aux tiers partis qui ne l'ont pas encore fait. Les communistes qui n'ont pas été consultés sur l'ordre de cessation des hostilités, ne cachent pas leur irritation et maintiennent leurs positions de principe en ce qui concerne l'Assemblée. »²²

Pourtant, malgré cette concession, ni les communistes, ni leurs alliés de la Ligue démocratique²³ ne paraissent à l'Assemblée, conscients que les représentants à l'Assemblée nationale et au Yuan exécutif sont de toute façon très peu nombreux et parfois nommés par le Guomintang qui favorise ses alliés émanant des petits partis²⁴. Pour les communistes, « la convocation de l'Assemblée nationale [...] constituait une rupture définitive des négociations. »²⁵ Une note diplomatique, probablement écrite par Jacques Meyrier, précise :

« Le Généralissime, dans son discours inaugural, tout en réaffirmant encore une fois sa volonté d'union, a saisi cette occasion de rejeter sur les communistes la responsabilité de la division de la Chine en deux États rivaux.

La réaction de Yen-an a eu toute la vigueur que sa prise de position antérieure laissait prévoir. Dénonçant la réunion de l'Assemblée comme une violation directe des accords de conciliation de février dernier, mettant fin à ceux-ci, le gouvernement communiste a rappelé ses représentants à Tchongking [Chongqing] et a retiré ses délégués des différentes commissions mixtes de pacification. »²⁶

La rupture entre PCC et Guomintang semble donc consommée. La mission du Général Marshall en Chine est un échec, et celui-ci quitte le pays le 7 janvier 1947. Dans le communiqué officiel annonçant son départ, Georges Marshall dénonce « la suspicion complète, presque insurmontable dans laquelle se tiennent réciproquement le Parti communiste chinois et le Kuomintang » comme « le plus grand obstacle à la paix. » Il précise sa pensée, donnant ainsi une idée des rapports exécrationnels entre les deux maîtres de la Chine :

²² « Situation politique en Chine », Note de J. MEYRIER, 12 novembre 1946, ANOM, *ibid.*

²³ La Ligue démocratique, petit parti qui ne compte que 2 500 membres est néanmoins fortement implantée dans les milieux universitaires, journalistiques et les milieux d'affaires. Elle s'est rapprochée du PCC en 1940, et ses dirigeants « croyaient défendre les mêmes objectifs que les communistes en ce qui concernait l'avenir « démocratique du pays. En fait, la Ligue démocratique sert à son insu la politique du PCC. Marie-Claire BERGÈRE, Lucien BIANCO, Jürgen DOMES, *D'une révolution à l'autre : 1895 - 1949, La Chine au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 228.

²⁴ À savoir le Parti de la Jeune Chine et le Parti-démocrate socialiste. Voir à ce sujet Marie-Claire BERGÈRE *et al.*, *D'une révolution à l'autre : 1895 - 1949, op.cit.* p. 225.

²⁵ Alain ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao, op.cit.* p. 399.

²⁶ Note de renseignements anonyme, novembre 1946, ANOM, 1 AFF-POL 2652.

« Non seulement les chefs du parti nationaliste sont absolument opposés à toute forme communiste de gouvernement et ceux du parti communiste sont des marxistes convaincus, déterminés à établir en Chine une forme communiste de gouvernement, mais les uns comme les autres n'ont aucune confiance dans la sincérité que l'autre parti apporterait à la mise à exécution de toute formule transactionnelle envisagée. Chacun craint le pire de la part de l'autre. »²⁷

Henri Bonnet, directeur de l'Institut de Coopération Intellectuelle, qui commente le communiqué, souligne la déception de Marshall :

« L'impression de désenchantement, d'amertume et de rancœur malgré la sérénité volontaire du ton qui se dégage de ce document, est assez poignante aux dires des amis qui connaissent bien les sentiments de cet homme froid et maître de lui mais intérieurement passionné, et qui sont au courant de ses réactions privées ces derniers temps. La déclaration est une expression extrêmement mesurée de sa pensée. »²⁸

Henri Bonnet se livre à une analyse lucide de ce que signifie l'échec de l'envoyé américain :

« Mais il demeure un point apparent, c'est que désormais, la fin de la politique de médiation consacrée par le départ du Général enlève aux États-Unis leur meilleure chance d'action sur le facteur communiste chinois. [...] Du côté communiste en revanche, [...] le départ du Général Marshall marque sans doute pour l'influence soviétique en Chine une promesse nouvelle et consacre certainement pour les États-Unis un recul, sans doute inévitable. »²⁹

À l'aube de la Guerre froide, tous les pions semblent déjà en place, mais l'échec chinois ne cessera plus de hanter Marshall³⁰. En octobre 1948, Pierre Courtade³¹, spécialiste de l'Asie dans *L'Humanité* y revient, et sous-entend que les manœuvres de Marshall en Chine ne visaient qu'à préparer le plan Marshall, annoncé par son concepteur le 5 juin 1947, soit six mois après son retour de Chine :

²⁷ Notes et commentaires d'Henri BONNET à Francis Lacoste (qui a dirigé le bureau diplomatique de Pékin en 1938), 8 janvier 1947, ANOM, 1 AFF-POL 3441.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ À tel point qu'en août 1949, l'administration américaine publie un livre blanc sur la politique chinoise des États-Unis, affirmant que « l'échec du Guomindang est dû avant tout à sa corruption interne et à ses propres erreurs », ce qui revient à nier que l'échec du parti nationaliste serait aussi celui de la politique américaine. Voir à ce sujet Juliette BOURDIN, « Chapitre II. Les États-Unis et la guerre civile chinoise », dans *Entre porte ouverte et « porte fermée » : La politique chinoise des États-Unis du XIX^e au XXI^e siècle*, Monde anglophone, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2018, pp. 99-109, <http://books.openedition.org/psn/7718>.

³¹ Pierre Courtade (1915-1963) est professeur d'anglais puis rédacteur au *Progrès* de Lyon. En 1948, il est orienté vers la rubrique « Internationale » de *L'Humanité*, ce qui lui permet d'être à la fois reporter, chef de service, éditorialiste et correspondant à l'étranger. Il occupe aussi des fonctions importantes au sein du PCF auquel il adhère en 1946 seulement. Il est par exemple l'un des sept membres de la nouvelle section de politique extérieure auprès du Comité central, animée par Marius Magnien, et placée sous la direction de Maurice Thorez. Il est élu membre du Comité central du PCF en 1954. <https://maitron.fr/spip.php?article20925>, notice COURTADE Pierre [COURTADE-CABESSANIS Pierre, Henri, dit] par Alexandre Courban, version mise en ligne le 25 octobre 2008.

« Envoyé en Chine en 1945 le général Marshall y conçut les "idées" qu'il devait par la suite, tenter d'appliquer à l'Europe. Tandis qu'il feignait de travailler à l'unité de la nation en prenant personnellement une part active aux négociations qui se déroulaient à Peiping entre les représentants des forces démocratiques et les délégués du Kuomintang, il encourageait en sous-main les éléments les plus réactionnaires du gouvernement de Chang Kai Shek.

Ceux-ci, forts de l'appui américain, rompirent l'armistice et déclenchèrent la guerre civile lorsque le général Marshall les eut convaincus que les armes, les munitions, les dollars, les conseillers militaires et les policiers américains pouvaient suffire à briser la résistance d'un peuple. [...]

Le traité de commerce sino-américain de 1945 ouvrait largement la Chine aux entreprises et aux investissements des capitalistes américains (articles 2 et 5). Il prétendait établir entre la Chine et l'Amérique une "égalité de droits" qui n'était, en fait, qu'une grossière supercherie, étant donné que la Chine n'avait aucun moyen de lutter à armes égales sur le plan commercial avec les États-Unis. Enfin, les commentateurs autorisés du département d'État comme D. Nelson, ancien conseiller auprès du gouvernement chinois pour la production du matériel de guerre, insistaient lourdement sur le fait que les États-Unis se proposaient d'empêcher le développement de l'industrie lourde qui eût assuré l'indépendance économique et par conséquent politique de la Chine.

On reconnaîtra là les principes fondamentaux de ce qui devait devenir par la suite "le plan Marshall". »³²

On remarque ici que la rhétorique communiste n'a guère changé depuis 1935. Le Guomindang, soutenu désormais par l'impérialisme américain, est toujours désigné comme l'unique « fauteur de guerre ». Les communistes français utilisent d'autant plus la rhétorique chère à l'URSS, que le PCF n'est plus en odeur de sainteté auprès du « grand frère soviétique ». Malgré sa forte position du Parti communiste en France en 1947, le Kominform accuse en effet les communistes français d'avoir « versé dans une sorte de nationalisme, au détriment des intérêts du mouvement communiste international. »³³ Cela d'autant plus que la doctrine Jdanov, édictée en septembre 1947 en réponse au plan Marshall, vient incarner la fracture entre les deux blocs. Puisque la France s'est rangée aux côtés des Américains, le PCF se trouve en situation de faiblesse aux yeux du Komintern. Afin de racheter sa faute, le Parti communiste français se doit donc de dénoncer à tout va l'impérialisme américain, et cela se fait tant sur le plan international, qu'en France même, où la littérature américaine est par exemple qualifiée d'« immorale » par les dirigeants du PCF³⁴.

Avant même le déclenchement de la Guerre froide, la Chine semble donc avoir été l'un des « points chauds » du conflit, et devient, pour les communistes, l'une des nouvelles explications au plan Marshall d'aide à l'Europe. En effet, en avril 1948, l'administration américaine a lancé

³² Pierre COURTADE, « La leçon de Moukden », *L'Humanité*, 20 octobre 1948.

³³ François DOSSE, *La saga des intellectuels français*, Paris, Gallimard, 2018, p. 195.

³⁴ *Ibid.* p. 196.

un plan d'aide à la Chine de « 400 millions de dollars américains, dont 125 sont mis à la libre disposition du gouvernement nationaliste en prévision d'achat d'armes. »³⁵ Le député communiste et directeur de *L'Humanité*, Marcel Cachin écrit dans ses carnets personnels : « Échec américain en Chine, d'où le plan Marshall : essayer de dresser l'Europe contre l'URSS. »³⁶ L'icône de cette alliance entre Guomindang et États-Unis est Soong Meiling³⁷, c'est-à-dire Madame Chiang Kai-shek, « la plus américaine des Chinoises »³⁸ qui a passé dix ans de sa vie aux États-Unis³⁹. Elle est abondamment caricaturée par *L'Humanité* qui affirme même qu'elle « va tenter de convaincre MM. Truman et Marshall de la nécessité de porter l'aide américaine à 5 milliards de dollars et même de faire intervenir directement l'armée américaine. En contrepartie, elle est prête à accorder tout ce que les États-Unis demanderont. »⁴⁰ Mais, comme le souligne Marie-Luise Näth, cette aide américaine, « intervient beaucoup trop tard pour avoir des répercussions quelconques sur la situation. »⁴¹

L'année 1947 en Chine est peu commentée par les intellectuels français, notamment dans la presse. Deux éléments peuvent expliquer cela. Tout d'abord, explique Jacques Ayencourt dans la revue *Esprit*⁴², « La France a perdu la position qu'elle occupait en Extrême-Orient »,⁴³ puisqu'elle a en effet rétrocédé ses concessions à la Chine en 1943. Par ailleurs, les intellectuels sont sans doute davantage préoccupés par l'enchaînement des événements sur la scène

³⁵ M-C. BERGÈRE, L. BIANCO, et J. DOMES, *D'une révolution à l'autre*, op.cit. p. 225.

³⁶ Sophie CŒURÉ et al. (ed), « Marcel Cachin, Carnets. Année 1947 », in *Carnets. Tome IV : 1935-1947*, éd. par Sophie CŒURÉ et al., Paris, CNRS Éditions, 2020, 1049-1190, <http://books.openedition.org/editions-cnrs/35277>.

³⁷ Meiling qui s'était installée à Riverdale chez sa sœur Ailing, reste aux États-Unis en 1949, de même que son frère, l'homme politique T.V. Soong. A. ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, op.cit. p. 432.

³⁸ « “Madame Chiang Kai-shek. Un siècle d'histoire de la Chine”, de Philippe Paquet : May-ling Soong, éternelle première dame de Chine », *Le Monde.fr*, 17 décembre 2010, https://www.lemonde.fr/livres/article/2010/12/17/madame-chiang-kai-shek-un-siecle-d-histoire-de-la-chine-de-philippe-paquet_1454677_3260.html.

³⁹ Voir partie 2, chapitre 2.

⁴⁰ « Sou-tcheou libérée », *L'Humanité*, 30 novembre 1948.

⁴¹ M.C. BERGÈRE, L. BIANCO, et J. DOMES, *ibid.*

⁴² Fondée en 1932 notamment par Emmanuel Mounier, agrégé de philosophie, et compagnon de Sartre et Raymond Aron, *Esprit* se veut « une revue internationale et s'est toujours intéressée à ce qui se passe hors de l'hexagone. » La personnalité originale d'Emmanuel Mounier, qui dédaigne une carrière universitaire prometteuse pour lancer la revue, est aussi marquée par « sa haute spiritualité, [sa] fidélité à son Église. » Le positionnement de la revue, qui regroupe à la fois des intellectuels de gauche et des intellectuels catholiques, est donc d'ores et déjà original. Il n'est donc pas étonnant qu'à sa création, la revue cherche une troisième voie entre le libéralisme d'une part, et « les masses enrôlées dans le communisme » d'autre part. Sollicité par Jacques Maritain, Mounier refuse de faire d'*Esprit* une revue catholique, et s'attache à maintenir une stricte indépendance de pensée, en affirmant faire une revue « révolutionnaire ». Cependant, selon Michel Winock, « si *Esprit* a historiquement compté, c'est pour beaucoup à ses origines chrétiennes qu'il le doit, [...] puisqu'il a disposé d'un noyau de fidélité dans une famille religieuse donnée. » Après la guerre, la revue est refondée et s'oriente vers le centre gauche, soutenant les communistes dans quelques-unes de leurs actions jusqu'en 1947, où la révélation des méthodes staliniennes amène les chroniqueurs de la revue à prendre définitivement leur distance avec le communisme. « *Esprit*, une revue dans l'histoire (1932-2002) », 2002, <https://esprit.presse.fr/historique> consulté le 10 janvier 2021 et Michel WINOCK, « *Esprit* : des intellectuels dans la cité (1930-1950), Paris, Seuil, 1996, p. 30, 41.

⁴³ Jacques AYENCOURT, « Ce qui se passe en Chine », *Esprit*, mai 1947.

européenne, par le soulèvement de la Grèce soutenue par l'URSS⁴⁴, tandis que se met en place la doctrine de l'endiguement souhaitée par le président Truman, dont le plan Marshall est l'un des rouages essentiels.

De plus, le Guomindang est aux abois. Chiang Kai-shek, acculé, « est seul et sa politique se fait de plus en plus dictatoriale »⁴⁵ selon Jacques Ayencourt, qui revient à plusieurs reprises sur « la brutalité de sa politique, et la répression policière » pour tenter de garder un pouvoir qui ne serait plus qu'illusoire. Il est vrai que Chiang multiplie les assassinats politiques, et laisse les dérives de l'armée impunies. Chiang Kai-shek apparaît de plus en plus comme « un dirigeant autoritaire dépassé par la complexité des décisions qu'il lui fallait prendre dans une solitude grandissante. »⁴⁶ Le chroniqueur d'*Esprit* explicite : « La domination effective du gouvernement est sans cesse menacée, [...] il n'est pas toujours obéi par les gouverneurs régionaux, [...] les étudiants⁴⁷, les futures élites sont de tendance communiste. »⁴⁸ Ce tableau rappelle celui que dressaient les intellectuels français à l'époque des seigneurs de la guerre. L'année 1948 va achever de disloquer la Chine nationaliste.

3) L'année 1948 : le renversement des forces

L'année 1948 replace la Chine au premier plan des préoccupations des intellectuels français, car elle marque un véritable renversement de la conjoncture. Comme le supposait Henri Bonnet, le retrait américain de Chine laisse la voie libre aux communistes.

Une note de renseignements de mai 1948 fait un bilan chiffré de ce renversement des alliances :

« Depuis qu'à l'automne 1947 les communistes ont porté en Chine centrale leur principal effort de guerre, ils ont pris l'initiative et ne l'ont point perdue. Toutefois les communistes ne peuvent immédiatement tirer parti de leur avantage. Dans l'ensemble, leurs effectifs et leurs armements restent inférieurs à ceux des nationalistes. Bien qu'ils aient capturé de nombreuses armes et s'entraînent à les utiliser, leur manque d'aviation et de matériel d'appui les rend mal préparés à l'attaque de points très forts tels Moukden ou

⁴⁴ Marcel Cachin établit d'ailleurs un parallèle entre la Chine et la Grèce en affirmant penser « aux combattants du peuple chinois et aux dirigeants de leur nouvelle démocratie populaire. [...] Salut aussi à nos amis de Grèce qui, depuis huit ans, luttent avec un héroïsme sans précédent pour la liberté de leur peuple. », « Allocution de Marcel Cachin lors de la manifestation d'union pour la paix à Vincennes », *L'Humanité*, 5 septembre 1949.

⁴⁵ J. AYENCOURT, *op.cit.*

⁴⁶ A. ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, *op.cit.* p. 403.

⁴⁷ Alain Roux explique en effet que les étudiants sont les plus bruyants au régime du Guomindang, ils « envahissaient à l'occasion les rues en vagues contestataires, bruyantes et colorées. » A. ROUX, *op.cit.* p. 409. L'activisme étudiant « contre la faim et la guerre civile » prend de l'ampleur en mai et juin 1947.

⁴⁸ *Ibid.*

Pékin. Le but de plus en plus apparent du commandement communiste est l'extension du théâtre d'opérations et des guérillas à l'ensemble du territoire chinois, à l'exclusion de quelques centres autour des grandes villes. [...]

Les communistes constituent maintenant un « régime » organisé géographiquement et socialement en profondeur pour la guerre, et non une simple armée. La croissance indiquée ci-dessus de leurs effectifs⁴⁹ et l'extension des territoires qu'ils occupent ont naturellement posé de graves problèmes de discipline et de structure que le haut commandement communiste s'efforçait de résoudre. D'importantes purges ont eu lieu dans le parti. [...] »⁵⁰

Ce diplomate anonyme – peut-être Jacques Meyrier – observe donc avec acuité la structuration de l'armée communiste, qui peut compter sur les armes américaines prises aux armées nationalistes.

Le diplomate n'est pas le seul à percevoir ce basculement des forces. En octobre, Robert des Rotours, administrateur de l'IHEC, s'inquiète de la situation du sinologue Louis Hambis⁵¹, qui dirige alors le Centre d'études sinologiques de Pékin. Robert des Rotours utilise une expression particulièrement pertinente, mais qui illustre aussi les craintes qui étreignent les universitaires français :

« Je crains bien ne plus pouvoir correspondre longtemps avec Pékin car les événements semblent actuellement devoir se précipiter. Vous aurez probablement des moments difficiles à passer mais nous devons espérer que tout finira par s'arranger.

[...] Si vous avez encore quelques loisirs avant l'invasion, je vous signale que le dernier numéro de *Yen King Hio Pao* que je possède est le numéro 31. Or j'ai vu aujourd'hui le numéro 34 chez Monsieur Demiéville. Pourriez-vous me faire parvenir les 3 derniers numéros manquants avant que le rideau de fer ne s'abaisse sur Pékin ?

Je suivrai dans les jours qui vont venir, avec anxiété et en pensant à vous, les événements militaires du Nord de la Chine mais je pense qu'il n'y a pas grand danger pour vous en restant auprès du consulat [...]. »⁵²

Cet extrait est particulièrement signifiant, puisque l'on y retrouve les deux facettes de l'implication des sinologues. Ils sont préoccupés d'une part par les difficultés d'ordre

⁴⁹ La note précise « il y a deux ans les forces régulières communistes ne dépassaient guère 400 000 hommes ; elles ont aujourd'hui doublé et leurs milices diverses probablement triplé. »

⁵⁰ Note de renseignements sur les événements en Extrême-Orient et dans le Pacifique, ANOM, 1 AFF-POL 2562.

⁵¹ Louis Hambis (1906-1978) est élève de Paul Pelliot. Il est chargé de l'enseignement du mongol à l'École des Langues orientales. En 1947 il est nommé administrateur du centre d'études sinologiques de Pékin. À son retour en France en 1950 il devient chargé de recherches à l'IHEC – dont il est le directeur de 1959 à 1973 – et au CNRS. En 1952, il est nommé directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, pour la section des études mongoles. Il est enfin élu au Collège de France en 1965. Monique MAILLARD, « Louis Hambis (1906-1978) », *Arts Asiatiques* 37, n° 1 (1982), pp. 53-53, https://www.persee.fr/doc/arasi_0004-3958_1982_num_37_1_1157.

⁵² Robert DES ROTOURS à Louis Hambis, 30 octobre 1948, CdF, IHEC, carton 31.

intellectuel, ici, la recherche d'un ouvrage scientifique. Mais contrairement à Paul Pelliot qui ne donnait que rarement son avis sur les changements politiques de la Chine⁵³, y compris dans des correspondances privées, Robert des Rotours s'inquiète grandement de l'avancée communiste qu'il juge inéluctable. Il utilise pour cela l'expression « rideau de fer » que l'on doit à Churchill et qui, un an avant le début effectif de la Guerre froide, coupe le monde en deux. Des Rotours craint donc que la Chine, devenue communiste, ne se coupe à son tour de l'Occident, et il s'inquiète pour les œuvres françaises et ses ressortissants. S'il faut attendre encore quelques mois avant que les communistes n'entrent dans Pékin, la bataille de Moukden de novembre 1948 montre que le sinologue, même éloigné, a pris conscience de ce qui se jouait en Chine. Cette lettre tend à montrer aussi que la nouvelle génération de sinologues se détache de la neutralité politique qu'avait observée la génération précédente, formée par Édouard Chavannes, vis-à-vis de la Chine.

La bataille de Moukden, à l'automne 1948, accentue en effet plus encore ce basculement de forces. Pour les intellectuels communistes, elle est d'ailleurs perçue comme la première estocade au régime nationaliste. En effet, comme le relève Kaixuan Liu, le premier article sur la Chine publié par le mensuel communiste *Démocratie nouvelle*⁵⁴ dirigé par Jacques Duclos date de novembre 1948⁵⁵. Cet article est dû à Marius Magnien, qui commentait déjà les décisions des hommes politiques chinois lors de l'incident de Xi'an⁵⁶ en 1936. Lorsque Moukden, capitale de la Mandchourie, tombe aux mains des communistes le 2 novembre 1948, au prix d'un âpre combat qui, de fait, n'a jamais cessé depuis les incursions communistes de 1946, Marius Magnien exulte : « La chute de Moukden a sonné le glas de Tchang Kai Chek. »⁵⁷ C'est d'autant plus une bonne nouvelle pour les partisans du PCF que « la Mandchourie venait de coûter au gouvernement plus de trente bonnes divisions, dont la moitié équipée à l'américaine. »⁵⁸ La défaite de Moukden représente donc, pour le PCF, l'anéantissement des « impérialistes [qui] avec la Chine, vont perdre l'Asie. »⁵⁹ La victoire de Moukden illustre encore une fois le perfectionnement des Armées rouges, sous le commandement de Lin Biao⁶⁰.

⁵³ Voir partie 4, chapitre 2.

⁵⁴ Périodique fondé en 1947, la revue est présentée par le PCF comme « un lieu de rencontres » des Partis communistes internationaux, et publie des articles de plusieurs des dirigeants communistes mondiaux.

⁵⁵ Kaixuan LIU, « Le miroir chinois », thèse sous la direction de Marc LAZAR, Science Po Paris, 2018, p. 35.

⁵⁶ Voir partie 4, chapitre 1.

⁵⁷ Marius MAGNIEN, « Tchang Kai Chek et les États-Unis battus en Chine », *Démocratie nouvelle* n°11, novembre 1948.

⁵⁸ J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 414.

⁵⁹ Marius MAGNIEN, *ibid.*

⁶⁰ Lin Biao (1907-1971) est formé à l'académie militaire de Huangpu. Il participe à la *Beifa*, puis rejoint les troupes communistes de Zhu De. Il va s'imposer comme « l'un des praticiens les plus doués de la guérilla, dans l'esprit préconisé par Mao Zedong. » Durant la Longue Marche, il dirige l'avant-garde des troupes jusqu'au Shaanxi.

Si, en mai 1948 Jacques Guillermaz les estimait peu aptes à prendre « des points très forts », force est de constater que six mois plus tard, c'est toute la Chine du Nord qui se trouve aux mains des communistes. Ces derniers ont de plus « l'avantage du nombre et de l'armement »⁶¹.

La victoire communiste de Moukden marque donc un véritable tournant dans la politique de la Chine, puisqu'elle illustre l'échec de Chiang Kai-shek et de ses alliés américains, échec impensable deux ans plus tôt. Le dirigeant chinois tente de ranimer les soutiens américains en sa faveur en disant que la victoire communiste de Moukden :

« risquerait de marquer le début virtuel d'une nouvelle catastrophe mondiale. Il est évident que la Corée ne pourrait plus rester indépendante et que la paix ne pourrait plus être maintenue dans l'Est de l'Asie. Pour éviter au monde la catastrophe d'une troisième guerre mondiale, il faut absolument venir à notre secours. »⁶²

Pourtant, la victoire communiste en Mandchourie marque bien « la fin d'un monde et la naissance d'un autre »⁶³, selon les mots de Pierre Assouline dans sa biographie consacrée au photographe Henri Cartier-Bresson. Ce dernier, prévenu par un télégramme de *Life* que « le Guomindang n'en n'a plus pour longtemps »⁶⁴ arrive en Chine en cette fin d'année 1948. Il va saisir sur ses planches-contacts, les derniers jours du Guomindang, et ce basculement vers un nouveau monde.

II. L'entrée des communistes dans les villes : la fin d'un monde et la naissance d'un autre

Journalistes, écrivains et photographes français se précipitent en Chine alors que les événements s'accroissent en janvier 1949. De janvier à mai 1949, trois des plus grandes villes du pays passent sous le joug communiste. À Pékin, Nankin puis Shanghai, les intellectuels français, qui se sont rendus en Chine en toute hâte, retranscrivent les événements. Dans leurs articles comme dans leurs images, deux mondes n'en finissent plus de s'affronter. À l'apathie

Blessé en 1938, il va se soigner en URSS. Après la capitulation japonaise, il est à l'origine de toutes les grandes victoires communistes, de l'offensive de Mandchourie à la victoire de Moukden. Il s'efface un temps pour mieux revenir en 1958. Ce tacticien se rend indispensable à Mao, mais surestime ses propres forces. Tandis que Mao, trouve que le militaire commence à lui faire de l'ombre, Lin Biao est accusé de trahison et éliminé en 1971. Jean-Luc DOMENACH, « LIN Biao 林彪 - Maitron », consulté le 27 janvier 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article182717>.

⁶¹ J. GUILLERMAZ, *ibid.*

⁶² Cité par M. MAGNIEN, *op.cit.*

⁶³ Pierre ASSOULINE, *Henri Cartier-Bresson : l'œil du siècle*, Paris, Gallimard, 2009, p. 264.

⁶⁴ *Ibid.* p. 263.

résignée du Guomindang succède l'entrée triomphale de l'Armée populaire de libération⁶⁵ dans les villes libérées. Plutôt que d'utiliser un plan chronologique qui suivrait l'avancée des communistes, nous avons ici préféré un plan thématique, afin de faire se répondre les témoignages qui illustrent une unité de perception, quelle que soit la ville libérée.

1) La déroute du Guomindang

À la suite de leur victoire en Mandchourie, les communistes lancent une offensive sur les deux grandes villes du Nord de la Chine, Tientsin et Pékin. Tientsin capitule le 15 janvier, laissant aux communistes la voie libre vers Pékin, défendue par un fidèle du Guomindang, le général Fu Zuoyi. L'envoyé spécial du *Figaro*, Jacques Sallebert⁶⁶, est l'un des premiers à parvenir à Pékin. Il donne une description saisissante des troupes du Guomindang qui préfèrent négocier leur reddition, afin d'épargner Pékin « admirable ville d'art »⁶⁷. Jacques Sallebert commente :

« Actuellement, des conversations sont en cours avec les communistes sur le plan local de Pékin avec l'assentiment de Fou Tso Hi [Fu Zuoyi], chef militaire. On a bon espoir d'aboutir. Les communistes doivent comprendre l'intérêt qu'il y a pour eux de s'entendre avec Fou Tso Hi dont le rayonnement considérable dépasse le cadre de la Chine du Nord. [...]

Chacun abandonne Tchang Kai Shek, sauf Fou Tso Hi, qui, ne sachant comment se rendre sans perdre la face, prétend résister par obéissance au généralissime mais favorise quand même les négociations. »⁶⁸

Un autre français rend compte avec éloquence de l'atmosphère de la « souricière »⁶⁹ pékinoise : l'écrivain Paul Tillard. Ce membre du Parti communiste, ancien déporté, reprend son métier de journaliste au sortir de la guerre. Il se rend en Chine en 1949 pour les besoins de son roman *Le montreur de marionnettes* qui paraît en 1956. Il croise à Shanghai Robert Guillain qui estime que le roman parvient, grâce à l'emploi du point de vue interne, à « cette chose rare : plonger d'emblée son lecteur dans une Chine vraie, le transporter dans un Pékin réel. »⁷⁰ Dans son roman, Paul Tillard dresse un portrait sensible des soubresauts de la Chine depuis la guerre

⁶⁵ Nouveau nom de l'Armée rouge chinoise.

⁶⁶ Jacques Sallebert (1920-2000) est diplômé de la première promotion de l'Institut des Hautes Études Cinématographiques en 1946. Il devient correspondant de guerre pour les journaux *Le Monde*, *Combat*, *Le Figaro*. Il a couvert les conflits en Corée, en Chine et en Yougoslavie. À son retour de Chine en 1949, il est choisi pour lancer le premier journal télévisé. D'après « Jacques Sallebert », *Le Monde.fr*, 30 novembre 2000, https://www.lemonde.fr/archives/article/2000/11/30/jacques-sallebert_3628333_1819218.html.

⁶⁷ Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti Communiste Chinois. Vol. 2: De Yanan à la conquête du pouvoir (1935 - 1949)*, *op.cit.* p. 414.

⁶⁸ Jacques SALLEBERT, « Pékin est devenue une souricière où chacun souhaite la fin du cauchemar », *Le Figaro*, 18 janvier 1949.

⁶⁹ J. SALLEBERT, *op.cit.*

⁷⁰ « L'écrivain Paul Tillard est mort », *Le Monde.fr*, 30 juillet 1966, https://www.lemonde.fr/archives/article/1966/07/30/l-ecrivain-paul-tillard-est-mort_2691944_1819218.html.

sino-japonaise jusqu'à la fin de l'année 1949, à travers les yeux de Liou, vieux montreur de marionnettes habitant les quartiers pauvres de Pékin⁷¹. Ignorant tout de la politique, Liou ne fait qu'observer et subir les changements de cap, espérant toujours un mieux-vivre pour lui et les siens. Paul Tillard décrit la débâcle des unités du Guomindang à travers les yeux de son héros, au moment où les communistes se rapprochent de Pékin :

« L'une après l'autre, de plus en plus nombreuses, les troupes du Kuo-min-tang sauvées de la débandade, et d'autres que l'on repliait en hâte avant qu'elles ne passent dans les rangs des communistes, entraient dans la ville. Elles défilaient pitoyables, le long des rues, dans l'indifférence générale. »⁷²

Dans le même temps, le parti nationaliste connaît aussi une débâcle politique, puisque « dans les milieux dirigeants de la capitale, la fuite est devenue une obsession. »⁷³

En 1954, alors qu'il rédige la préface du recueil de photographies d'Henri Cartier-Bresson, *D'une Chine à l'autre*, le philosophe Jean-Paul Sartre, qui ne s'est encore jamais rendu en Chine⁷⁴, revient sur l'entrée des troupes communistes dans Pékin :

« Pour la première fois, une capitale attend le bon plaisir de la campagne : l'Histoire apparaîtra sous la forme d'un cortège paysan. [...] Là-haut, l'œil d'Amérique s'affole et tourne. Mais on sait depuis longtemps que les communistes ont gagné. Les riches pestent contre Tchang Kai-shek autant que contre Mao Tsé-toung ; les paysans veulent rentrer chez eux : puisque tout est aux mains des communistes, autant les trouver au village qu'à la ville ; les ouvriers et les pauvres commencent à espérer : les mille attentes singulières du temps de la Répétition se sont rapprochées et fondues en un seul espoir. »⁷⁵

Henri Cartier-Bresson ne capte pourtant pas les dernières images du Pékin nationaliste. La veille de l'entrée des communistes dans la ville, le 31 janvier, il a pris l'avion pour Shanghai puis pour Nankin, capitale du Guomindang, dans laquelle il passe quatre mois⁷⁶. Ses images témoignent elles aussi de la lente désagrégation du gouvernement nationaliste, qui une fois de plus, préfère la négociation devant l'avance inéluctable de ses ennemis. Les journalistes de *L'Humanité*, journal qui ne dispose pas d'un correspondant sur place, font leurs gros titres du départ de Chiang Kai-shek, « criminel de guerre n° 1 »⁷⁷ qui démissionne le 21 janvier 1949 afin de permettre la reprise des contacts entre partis nationaliste et communiste. Si *L'Humanité*

⁷¹ Les personnages gravitant autour de Liou illustrent la difficulté des temps. Sa fille se suicide après avoir été violée par les Japonais. Son fils, enrôlé par les communistes, trouve la mort dans une embuscade

⁷² Paul TILLARD, *Le montreur de marionnettes*, Paris, René Julliard, 1956, p. 237.

⁷³ « L'Armée populaire a pénétré dans Pékin où les combats se poursuivent », *L'Humanité*, 3 janvier 1949.

⁷⁴ Il s'y rend l'année suivante avec Simone de Beauvoir, à l'invitation des dirigeants de la République populaire de Chine.

⁷⁵ Jean-Paul SARTRE, « D'une Chine à l'autre », *Situations*, V, Paris, Galimard, NRF, 1964, p. 21.

⁷⁶ P. ASSOULINE, *Henri Cartier-Bresson : l'œil du siècle*, op.cit. p. 246.

⁷⁷ « Ultimes manœuvres de la clique nationaliste acculée au désastre militaire - Tchang Kai Shek démissionne – les armées populaires se préparent à foncer en Chine du Sud », *L'Humanité*, 24 janvier 1949.

y voit « une ultime manœuvre »⁷⁸ du Guomindang, Jacques Sallebert estime, quant à lui, que la passation de pouvoir est actée :

« On a l'impression qu'à Nankin et à Shanghai comme à Pékin, un arrangement local évitera des opérations militaires meurtrières et que l'accord final sur le plan national est très proche, malgré l'intransigeance exprimée à la radio communiste. D'après les milieux autorisés, la guerre civile chinoise aboutira pratiquement à un changement de gouvernement sans discontinuité dans la politique. Cette solution est avantageuse pour les communistes, car ainsi seront simplifiés tous les problèmes de la reconnaissance sur le plan international. »⁷⁹

Henri Cartier-Bresson illustre « le calme avant la tempête »⁸⁰ en saisissant ces militaires du Guomindang qui s'amuse d'un petit cirque ambulant⁸¹. Le photographe apporte un soin tout particulier à la formulation de ses légendes « détaillées, rédigées par ses soins en anglais sur du papier pelure. »⁸² Son reportage de dix mois en Chine paraît dans le magazine américain *Life* sous le titre évocateur « The last days of Péking », qui était déjà en soi une « orientation impérative »⁸³ du journal américain.

Robert Guillain est le dernier à parvenir en Chine, dans le dernier avion pour Shanghai, qui atterrit le 24 avril 1949. Dans cette ville, qui est aussi la plus européanisée de la Chine, Robert Guillain décrit une cité mollement défendue par « la Grande muraille de Shanghai, interminable barrière de piquets de bois blanc, espacés de trente centimètres, qui ceinturaient la ville sur une vingtaine de kilomètres. [...] Valeur défensive : zéro. »⁸⁴ Mais le summum est atteint lorsque Guillain découvre qu'il y a certes des négociations, « pour éviter le combat. Avec qui négocie-t-on ? Avec l'adversaire ? Non pas ; avec les défenseurs »⁸⁵ écrit-il dans un article pour *Le Monde* du 3 mai 1949. Dans son autobiographie rédigée en 1989, le journaliste du *Monde* amplifie cet épisode par l'expression suivante :

« Changhai assiégée négociait sa reddition prochaine. Négociait avec qui ? Avec le général ennemi, commandant des troupes "rouges", le célèbre Chen Yi ? Non pas ! Shanghai négociait avec ses propres

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ J. SALLEBERT, « La Chine est mûre pour un changement de politique », *Le Figaro*, 27 janvier 1949.

⁸⁰ Pierre-Jean AMAR, Philippe CHE, *La Chine : vue par Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Werner Bischof, Guy Le Querrec, Patrick Zachmann, Marc Riboud : un choix de photographies*, créaphis éditions, 2004, p. 4.

⁸¹ Voir annexe 5 : « De la fin d'un monde à l'arrivée des "martiens" sous l'œil de Cartier-Bresson », photo a.

⁸² P. ASSOULINE, *ibid.* p. 261.

⁸³ Henri CARTIER-BRESSON, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU, *Henri Cartier-Bresson : Chine 1948-1949*, 1958, Paris, Fondation HCB, Delpire, 2019, p. 15.

⁸⁴ Robert GUILLAIN, *Orient Extrême*, Paris, Seuil, 1986, p. 190.

⁸⁵ Robert GUILLAIN, « Qu'ils arrivent le plus tôt possible – Dans le tourbillon de l'inflation, Changhai négocie sa reddition avec...ses défenseurs. » *Le Monde*, 3 mai 1949.

défenseurs pour qu'ils s'abstiennent de tout zèle et qu'ils aient le bon goût de déguerpir sans tambour ni trompettes. »⁸⁶

À la neutralité du style journalistique qu'il utilisait quand il était en poste, Robert Guillain a préféré ici un style plus mordant et ironique, qui met encore plus en valeur la débandade du Guomindang. Chiang Kai-shek prépare son départ dès le 22 janvier 1949. Tandis que le Guomindang n'en finit plus de tomber en déliquescence, l'Armée populaire de libération communiste mène une avancée triomphale, dans des villes qui s'ouvrent devant elle.

2) L'entrée des communistes en libérateurs

La joie des communistes français à travers l'exemple de Marcel Cachin

Les communistes français de *L'Humanité* relatent à distance chaque avancée de l'Armée rouge, qui dès le 15 décembre 1948 « resserr[e] irrésistiblement son étreinte autour de Peiping » et qui a « libéré les faubourgs [...] de l'ancienne capitale. »⁸⁷ Étienne Fajon⁸⁸ se réjouit un mois plus tard du « rythme accéléré » des succès de ce qu'il appelle « les forces démocratiques ». Il fonde de grands espoirs sur les victoires communistes :

« Les victoires des libérateurs de la Chine revêtent une importance internationale exceptionnelle. Elles ouvrent la voie à la démocratie politique et économique la plus large dans un pays qui compte 450 millions d'habitants, près du quart de la population de la terre – et qui était soumis jusqu'alors à la dictature d'une clique féodale et capitaliste corrompue, vendue corps et âme à l'impérialisme américain. »⁸⁹

Comme souvent la démesure et l'emphase sont de mises, à grands renforts de chiffres spectaculaires : voici comment est présentée l'entrée dans Nankin, désertée par le gouvernement nationaliste le 22 avril 1949 :

« Après quatre jours d'offensive l'armée populaire chinoise peut déjà donner un sensationnel bulletin de victoire. Elle a libéré avec la capitale Nankin un territoire de 50 000 km² où vivent près de 10 millions d'habitants. Elle contrôle tous les ports du Yangtse Kiang sur une longueur de 1 300 kilomètres. Un million de ses soldats ont franchi le fleuve et marchent à vive allure à la fois sur Changhai dont ils ont

⁸⁶ R. GUILLAIN, *Orient Extrême*, *op.cit.* p. 191.

⁸⁷ « Brisant les dernières résistances autour de l'ancienne capitale impériale, l'armée populaire chinoise est entrée dans les faubourgs de Pékin », *L'Humanité*, 15 décembre 1948.

⁸⁸ Étienne Fajon (1906-1991) est instituteur, il adhère au Parti communiste en 1927. Son ascension au sein du Parti est relativement lente, il est notamment responsable de l'éducation des militants communistes à partir de 1935. Il est élu député à Saint-Denis en 1936, mandat qu'il retrouve après la Seconde Guerre mondiale. À partir de 1948, il dirige *L'Humanité* aux côtés de Marcel Cachin. La mort de Maurice Thorez l'amène à occuper des fonctions importantes au sein du secrétariat du Comité central à partir de 1954. « FAJON Étienne, Louis, Henri - Maitron », consulté le 10 janvier 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article24040>.

⁸⁹ Étienne FAJON, « Les victoires de la Chine populaire », *L'Humanité*, 24 janvier 1949.

atteint les faubourgs, et vers le Sud de la Chine. Après avoir libéré les villes de Sou-Tcheou [Suzhou] (300 000 habitants), Tchen Yi [Chen Yi] a atteint les faubourgs de l'énorme agglomération de Changhai. La loi martiale y a été proclamée mais cela n'empêche nullement les partisans de préparer la libération de la ville en désorganisant les dispositifs des forces ennemies. »⁹⁰

Cette Une du quotidien communiste multiplie donc les chiffres destinés à démontrer que l'emprise communiste s'étend. Le passage du fleuve Yangzi, est également un fait majeur, puisqu'il constitue un « obstacle passif immense »⁹¹ que les communistes franchissent sans encombre. Mais c'est bel et bien l'entrée de l'Armée populaire de libération dans Shanghai qui fait l'objet du plus grand nombre de commentaires. C'est Marcel Cachin, l'un des piliers du PCF, mais aussi l'un des plus anciens défenseurs de la Chine qui prend alors la parole dans les colonnes de l'hebdomadaire. En 1949 Marcel Cachin va avoir quatre-vingts ans. Ce licencié de philosophie qui fut un temps l'ami de Marcel Mauss⁹², mène durant toute sa vie une carrière politique active de député, d'abord au sein de la SFIO puis du Parti communiste à partir de 1920. Dès 1914, il effectue plusieurs missions à l'étranger (Italie, Russie). Il adhère à la Troisième Internationale lors du Congrès de Tours, et il est élu au Comité directeur du Parti communiste. Directeur du journal *L'Humanité* à la mort de Jean Jaurès, Cachin devient « l'une des personnalités les plus en vue » au moment du Congrès Amsterdam-Pleyel⁹³. C'est également à partir de cette date qu'il s'engage pour la Chine, notamment au sein du Comité français du Rassemblement Universel pour la Paix de septembre 1937. Lors de la séance de clôture, il rappelle que :

« Nous avons délibéré pendant que le canon tonnait en Espagne et en Chine. Nous avons pris nos décisions pendant que les bombes écrasaient les villes, tuaient par milliers les non-combattants, les femmes, les enfants, les vieillards.

Le monde civilisé élève enfin depuis quelques jours et d'une manière très générale, sa protestation indignée contre ces artisans criminels de la guerre totale dont les populations civiles et religieuses de Guernica ont naguère éprouvé les horreurs. Les guerres en cours, en effet, sont des guerres totales. Guerres totales celles qui n'ont d'autres lois que de jeter l'épouvante au cœur des peuples pour les contraindre à la servitude. »⁹⁴

⁹⁰ « Tandis qu'à Nankin s'organise le nouveau pouvoir démocratique, les forces populaires chinoises ont atteint les faubourgs de Changhai », *L'Humanité*, 25 avril 1949.

⁹¹ J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti Communiste Chinois*. Vol. 2. *op.cit.* p. 423.

⁹² Voir partie 4, chapitre 2.

⁹³ « CACHIN Marcel [CACHIN Gilles, Marcel] - Maitron », consulté le 5 janvier 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article18297>.

⁹⁴ « Marcel Cachin, député communiste de la Seine », séance de clôture du premier congrès français du RUP, 25, 26, 27 septembre 1937, LC, O 264635.

En 1949, celui qui est toujours directeur de *L'Humanité* se fend de trois articles triomphants aux titres évocateurs : « Dans la Chine victorieuse ! » (27 avril), « Tempête sur l'Asie » (3 mai) et enfin « Vive la Chine héroïque ! » (27 mai). Dans son article du 27 avril, il estime que la conquête de la Chine du Nord par « l'armée de libération chinoise » n'est que la continuité de la Longue Marche et des premières républiques soviétiques du Jiangxi. Déjà en 1947, le dirigeant communiste semble s'identifier aux communistes chinois. Dans son journal où il retranscrit ses impressions en style télégraphique, il a ainsi cette formule étonnante :

« Deux zones en Chine : l'Enfer et le Paradis. Notre armée née de l'expédition de 12 000 kilomètres⁹⁵. En huit ans, nous avons libéré 140 millions d'hommes dont 1 500 000 ouvriers (80 % ruraux). Armée : 8^e et 4^e armées, plus de 1 million ; milices populaires, deux millions. Certains avions se rendent à nous. Un million de communistes, parti marxiste-léniniste ; diminution des fermages ; épuration, à chaque laboureur sa terre. »⁹⁶

L'utilisation du « nous » montre que Cachin semble identifier PCC et PCF, dans l'idéal de fraternité communiste, et ne plus voir dans la Longue Marche et la mise en place des républiques soviétiques, qu'une extension des doctrines marxistes. Cela explique aussi son enthousiasme lorsque Shanghai est « libérée » à son tour. D'une part, la prise de Shanghai signifie pour lui que :

« Désormais l'armée de libération [est] en marche vers les anciennes provinces du Sud, le Kiang-si [Jiangxi], le Hounan où naquit la république populaire triomphante. Il n'est pas présomptueux de penser que tout le sud chinois qui a déjà vu la « *commune de Canton* » va accueillir avec enthousiasme les soldats de l'armée républicaine démocratique. »⁹⁷

Il établit donc un lien direct entre l'établissement d'une commune autonome sous le gouvernement de Sun Yat-sen, alors allié aux Soviétiques⁹⁸ et « l'avancée triomphale des troupes de Mao Tse-Toung et de Chu Teh [Zhu De] »⁹⁹, venant ainsi forger à son tour la légende d'une ascension continue du Parti communiste chinois.

Mais c'est véritablement l'entrée des troupes communistes chinoises dans Shanghai qui semble marquer un tournant. Cachin va jusqu'à dire que :

« C'est un des événements les plus importants de l'histoire contemporaine. Ses conséquences seront décisives pour l'avenir de l'humanité. Depuis l'entrée de l'Armée rouge à Berlin en 1945, rien ne peut

⁹⁵ Il fait ici référence à la Longue Marche de 1934.

⁹⁶ Sophie CŒURÉ *et.al.*, « Marcel Cachin, Carnets. Année 1947 », *op.cit.*

⁹⁷ M. CACHIN, « Dans la Chine victorieuse », *L'Humanité*, 27 avril 1949.

⁹⁸ Voir partie 4, chapitre 1.

⁹⁹ M. CACHIN, « Tempête sur l'Asie », *L'Humanité* 3 mai 1949.

être cité de plus élevé dans l'ordre militaire que cette victoire de Mao Tsé toung et de Tchou Teh [Zhu De]. »¹⁰⁰

Or, le député communiste n'est pas le seul à discerner l'importance de la prise de Shanghai pour l'escarcelle communiste. L'entrée des communistes dans la « perle de l'Orient » révèle à l'Occident les nouveaux socles de l'Armée populaire de libération, et au-delà, de ce nouveau régime qui prend naissance en Chine.

D'autres visions d'intellectuels sur l'entrée de l'Armée populaire de libération dans les grandes villes

Dans un article du 11 juin 1949, Robert Guillain utilise l'expression « les martiens à Changhai » pour désigner les soldats communistes qui entrent dans les villes. Il attribue cette formule à « l'un des meilleurs observateurs des affaires chinoises »¹⁰¹, c'est-à-dire Charles Grosbois, chargé d'une mission culturelle depuis 1946, comme il le révèle dans son autobiographie¹⁰². Et effectivement l'Armée qui entre dans les villes chinoises se révèle bien différente de ce à quoi s'attendait la population, même si, selon leurs points d'observation, les intellectuels français ne donnent pas une image uniforme de l'Armée populaire de libération qui entre dans les villes conquises. Robert Guillain assiste en effet à l'arrivée « d'une troupe aguerrie, disciplinée, experte dans le combat de rue. »¹⁰³ À Shanghai, Pékin ou Nankin les scènes se répètent. Ces soldats se distinguent par leur équipement rudimentaire, que Cartier-Bresson met en évidence dans une photographie poétique¹⁰⁴. Paul Tillard décrit ces soldats d'un nouveau genre à travers les yeux de son personnage, le montreur de marionnettes Liou :

« Ceux qui auraient voulu crier leur joie se taisaient encore, et ceux qui pensaient toujours que les communistes étaient des bandits les contemplaient avec stupeur. Leurs armes n'étaient même pas terrifiantes, portées par ces hommes las, marchant d'allure égale, interminablement, sans arrogance, avec une extraordinaire impression de grandeur, comme des paysans se rendant au travail. »¹⁰⁵

Jacques Guillermaz, présent à Nankin le 24 avril, décrit la même scène mais de manière bien moins méliorative que Paul Tillard. Il confie en effet son étonnement devant ces troupes « mal équipées, uniformes jaune moutarde, très fatiguées [...], au pas de route et plutôt en désordre, elles passaient en silence et paraissaient épuisées. Ce n'était pas une entrée victorieuse

¹⁰⁰ M. CACHIN, « Vive la Chine héroïque ! », *L'Humanité*, 27 mai 1949.

¹⁰¹ R. GUILLAIN, « Les martiens à Changhai : disciplinés et incorruptibles, les communistes déconcertent la population. », *Le Monde*, 11 juin 1949.

¹⁰² R. GUILLAIN, *Orient Extrême*, op.cit. p. 201.

¹⁰³ R. GUILLAIN, article sans titre, *Le Monde*, 27 mai 1949.

¹⁰⁴ Annexe 5, photo e.

¹⁰⁵ P. TILLARD, op.cit. p. 251.

dans une grande capitale conquise mais la fin d'une longue et pénible étape. »¹⁰⁶ Cette lassitude est perceptible dans l'image saisie par le Leica d'Henri Cartier-Bresson, où le soldat de tête avance les yeux baissés. L'épouse du photographe, Ratna, évoque elle aussi « de longues colonnes aux visages tendus et graves sans jamais un sourire les éclairant ; une triste absence de la bonhomie si caractéristique des Chinois. »¹⁰⁷ Jean-Paul Sartre commente ces images en mettant l'accent sur « la solitude et l'angoisse de ces paysans au cœur d'une ville superbe et pourrie. »¹⁰⁸ De son côté, Robert Guillain ajoute :

« Il est impossible de distinguer qui commande car les officiers partagent strictement la vie des hommes et portent des uniformes strictement semblables à ceux des simples soldats ; une armée où les troupes font l'exercice, défilent au pas, chantent en chœur à toute occasion – leurs chants rappelant d'ailleurs étrangement ceux qu'on entendait naguère en France occupée. Héberger des Martiens pensent les Chinois est une expérience surprenante mais pas forcément rassurante. À chaque étape d'ailleurs, cette armée arrivée pauvre repart rééquipée de pied en cap dans des camions américains, avec des armes et des équipements d'artillerie américains : héritage des troupes du Kuomintang que les vieux fusils ont mis en déroute. [...] »¹⁰⁹

Pour Marcel Cachin, l'entrée des armées communistes à Shanghai frappe à cause de ces « soldats paysans » qui « défilent en bon ordre sur le fameux "Bund" international où se dressent les banques cosmopolites et les comptoirs des plus grands hommes d'affaires du monde impérialiste. »¹¹⁰

Par ailleurs, les journalistes communistes évoquent toujours l'arrivée de l'Armée populaire de libération accompagnée de scènes de liesse populaire. Ainsi à Nankin,

« toute la population était massée sur les trottoirs et criait sa joie d'être enfin délivrée de la terreur. Les ouvriers, les étudiants parcouraient la ville en cortèges, brandissant des pancartes où l'on pouvait lire "Vive Mao Tse Toung, vive l'Armée populaire !" Quelques heures après les rues étaient pavoisées de drapeaux aux couleurs de la Chine démocratique. »¹¹¹

D'autres intellectuels sont bien plus mesurés. Jacques Guillermaz évoque quant à lui l'attitude « réservée » de la population de Nankin, dont l'étonnement est en effet visible dans les regards des citoyens de Nankin¹¹² qui se pressent pour accueillir les « soldats de la nouvelle

¹⁰⁶ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine*, *op.cit.* p. 196.

¹⁰⁷ Lettre de Ratna CARTIER-BRESSON à Nicole Cartier-Bresson, sœur d'Henri, 14 octobre 1949, de Batavia, en Indonésie. Dans H. CARTIER-BRESSON, M. FRIZOT, et Y. SU, *Henri Cartier-Bresson*, *op.cit.* p. 284.

¹⁰⁸ J.-P. SARTRE, « D'une Chine à l'autre », *op.cit.* p. 23.

¹⁰⁹ R. GUILLAIN, « Les martiens à Changhai », *op.cit.*

¹¹⁰ M. CACHIN, « Vive la Chine héroïque », *op.cit.*

¹¹¹ « Tandis que Nankin organise le nouveau pouvoir démocratique, les forces populaires chinoises ont atteint les faubourgs de Changhai. », *L'Humanité*, 25 avril 1949.

¹¹² Annexe 5, photo d.

armée populaire » selon la légende choisie par Cartier-Bresson. Les clichés saisis par le photographe semblent corroborer la version de Jacques Guillermaz qui ne fait pas état d'une foule en délire. De son côté, Robert Guillain fait de Shanghai le point de bascule de deux mondes qui se croisent. Alors que les nationalistes fuient, « la ville entière avait arboré, sur commande, les drapeaux à étoile bleue sur fond rouge et des banderoles félicitant les héros [nationalistes] victorieux. »¹¹³ Le lendemain, lorsque les communistes entrent dans la « perle de l'Orient », ce sont « les drapeaux rouges [qui] flottent partout »¹¹⁴ mais il s'agit en fait « des mêmes drapeaux aux fenêtres »¹¹⁵ comme le précise le reporter du *Monde* en 1989, dans la préface de l'ouvrage de Cartier-Bresson *L'autre Chine* : « On avait seulement enroulé légèrement le drapeau sur sa hampe pour que le coin bleu et son soleil¹¹⁶ disparaissent. »¹¹⁷ Cette anecdote sur les drapeaux est signifiante et éclaire sous un jour moins glorieux les descriptions enthousiastes de *L'Humanité*. Ces drapeaux réutilisés par la population illustrent également de manière symbolique ce passage d'un monde à l'autre.

On observe ainsi que la réaction de la population est différente à Nankin et à Shanghai. Peut-être la bonne réputation de l'Armée populaire l'a-t-elle précédée, peut-être aussi est-ce lié à l'exaspération de la population de Shanghai, épuisée de la crise monétaire qui ravage la ville, et qui, selon Guillain « attend[ait] avec impatience d'être libérée ».

Les commentateurs et intellectuels français ne donnent donc pas tous la même image de l'Armée populaire de libération, ainsi que des réactions des populations dans les villes chinoises. Faut-il voir dans la bonne tenue des troupes de Shanghai l'effet d'une remontrance des chefs communistes après le « désordre » relatif des troupes à Nankin ? Dans tous les cas, l'Armée populaire qui prend la main sur les villes chinoises n'est plus l'armée de brigands qui faisait régner la terreur en 1930. Les usages de cette Armée populaire n'en finissent plus de surprendre les Chinois et les Occidentaux.

¹¹³ R. GUILLAIN, article sans titre, *Le Monde*, 27 mai 1949.

¹¹⁴ R. GUILLAIN, « L'avance des communistes après la prise de Changhai », *Le Monde*, 28 mai 1949.

¹¹⁵ R. GUILLAIN, « Préface » dans Henri CARTIER-BRESSON, *L'autre Chine*, Centre national de la Photographie, Paris, 1989, p. 7-8.

¹¹⁶ Emblèmes du Guomindang.

¹¹⁷ R. GUILLAIN, « Préface », *ibid.*

3) L'Armée populaire de Libération : des « martiens » en Chine ?

L'Armée populaire de libération : une discipline militaire en rupture avec les pratiques des seigneurs de la guerre...

Les soldats communistes rompent en effet avec l'image péjorative du soldat issue de l'époque des seigneurs de la guerre qui est encore dans l'esprit de tous les Chinois. Le vieux Liou, héros du roman de Paul Tillard rappelle ainsi l'adage populaire : « Avec du bon fer, on ne fait pas des clous ; avec un bon fils on ne fait pas un soldat »¹¹⁸ illustrant la méfiance avec laquelle les communistes sont accueillis :

« Un soldat reste un soldat, même s'il défile dans un ordre parfait. Que ceux-là soient mieux que le Kuo-min-tang, on ne pouvait en douter, du premier coup d'œil. Mais un autre vieux proverbe ne disait-il pas "Le bois mangé des termites n'est bon qu'à faire du feu et le fils paresseux, qu'à faire un soldat." »¹¹⁹

Par ailleurs, la méfiance des habitants de la Chine du Nord peut aussi être expliquée par le fait que le gouvernement nationaliste a fait courir le bruit que les soldats communistes étaient des « mangeurs d'enfants »¹²⁰ comme le rapporte un « Français de Changhai » à qui *Le Figaro*¹²¹ donne la parole.

Pourtant, ces soldats d'un nouveau genre se distinguent tout d'abord par leur discipline et leur probité. Paul Tillard, toujours proche de ses personnages, illustre à plusieurs reprises l'état d'esprit des soldats qui, à la grande surprise de Liou « nettoient les cours et les ruelles » ou bien encore qui offrent du riz, produit rare pour la population pauvre de Pékin, contre un bol d'eau¹²². *L'Humanité* reproduit quant à elle avec un plaisir non dissimulé les impressions « des correspondants à Shanghai des agences américaines ou anglaises, [qui] ont généralement très peu de sympathie pour les forces populaires chinoises :

UNITED PRESS : "Il faut d'ailleurs reconnaître que les hommes de Mao Tsé toung ne ressemblent pas à des conquérants brutaux comme les décrivaient les nationalistes." [...]

REUTER : "Les soldats populaires ont fait preuve, dans leur ensemble, d'une discipline parfaite." »¹²³

¹¹⁸ P. TILLARD, *op.cit.* p. 151.

¹¹⁹ *Ibid.* p. 258.

¹²⁰ « À Shanghai – Comment, de ma fenêtre, j'ai vu les nationalistes céder la place aux hommes de Mao Tsé-Toung », article anonyme, *Le Figaro*, 8 novembre 1949.

¹²¹ Cet hebdomadaire est devenu le principal journal des « académiciens et des spectateurs engagés » après la Libération. Il tire alors à 50 000 exemplaires. Jean-Marie CHARON, Jean-Luc POUTHIER, « Chapitre IV : La presse » dans Jean-François SIRINELLI (dir), *Histoire des droites en France*, t. 2, *cultures*, Paris, Gallimard, 1992, p. 140.

¹²² P. TILLARD, *op.cit.* pp. 253-254.

¹²³ « Comment ils jugent les soldats de Mao Tse Toung », *L'Humanité*, 27 mai 1949.

Robert Guillain, observateur attentif des nouvelles inflexions chinoises, va même plus loin :

« Des soldats chinois qui savent combattre, qui, après la victoire ne pillent pas, ne fusillent pas, qui se couchent sur les trottoirs sans envahir les logis, qui refusent poliment le thé ou le bol de riz offerts par les habitants, qui paient leur place dans les tramways, les trains, les cinémas. Ce sont des soldats tombés d'une autre planète. »¹²⁴

Après avoir repris cette formule au terme près dans son autobiographie, le reporter se permet même quelques anecdotes que la concision d'un article de presse ne lui permettait pas. En voici une : « Des soldats campent devant une banque. Les employés les invitent à l'intérieur. Réponse : surtout pas, il y a de l'argent dedans, nous aurions des tas d'ennuis... »¹²⁵

Dans un article de 1952, Charles Grosbois revient sur « l'emprise morale »¹²⁶ du Parti communiste sur ces « rudes paysans du Nord, tannés par les intempéries ». Mao Zedong et Zhu De, ont donc transformé les brigands indisciplinés des années 1930 en soldats pour qui « la discipline est consentie comme naturelle »¹²⁷ et dont « le sentiment d'honneur est intensément développé »¹²⁸. Zhu De, le créateur de l'Armée rouge, devenu « commandant en chef de l'Armée populaire de libération »¹²⁹ a mené, avant sa conversion au communisme, la vie d'un « petit seigneur de la guerre : beuverie et banquet, opium et concubines, corruption et népotisme. »¹³⁰ Mais l'entrée au Parti communiste marque pour lui le début d'une vie nouvelle, marquée par « la frugalité et l'endurance »¹³¹, qui servira d'exemples à ses troupes. « C'est lui qui a constitué une armée communiste au chef et au soldat disciplinés : sa tactique a décontenancé ses adversaires ; elle consiste à porter toutes ses forces contre les points faibles et à se retirer quand l'ennemi apparaît plus fort, à ne pas chercher à s'emparer des grandes villes et à conserver les petits bourgs et les villages. »¹³² explique le témoin cité par *Le Figaro*. Zhu De, fils de paysans ruinés est « probablement resté l'un d'eux »¹³³ et a donc su s'attirer l'estime de ses hommes et les modeler à son image.

L'armée façonnée par Mao Zedong et Zhu De tranche avec les armées des seigneurs de la guerre. Mao s'élève en effet contre « l'esprit de corps, les exploits individuels, l'esprit

¹²⁴ R. GUILLAIN, « Les martiens à Shanghai », *op.cit.*

¹²⁵ R. GUILLAIN, *Orient-Extrême*, *op.cit.* p. 202.

¹²⁶ Charles GROSBOIS, « La Chine en nouvelle démocratie », *Politique étrangère* 17, n° 2 (1952), p. 41, <https://doi.org/10.3406/polit.1952.6245>.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ « Les chefs communistes de la Chine vus par un témoin », *Le Figaro*, 31 mai 1949.

¹³⁰ « ZHU De 朱德 - Maitron », consulté le 8 janvier 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article185416>.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² « Les chefs communistes de la Chine », *op.cit.*

¹³³ *Ibid.*

mercenaire », c'est-à-dire tout ce qui caractérisait les armées brutales des années 1920. Au contraire, dans l'Armée de libération, les généraux « obéissent tous aux ordres reçus et ne considèrent pas – contrairement à un grand nombre de généraux nationalistes – que leurs troupes leur appartiennent en propre. »¹³⁴

Ces soldats communistes, globalement perçus comme ordonnés et sobres, contrastent d'autant plus avec les soldats du Guomindang, dont les journalistes français dressent un portrait désastreux. Au moment où l'Armée populaire de libération entre dans Shanghai, Robert Guillain décrit « les défenseurs de la ville en train de déguerpir », grâce à :

« des milliers de poussettes et de vélos-poussettes tirés par les coolies mobilisés dont la galopade et le pédalage effrénés ramenaient des milliers d'officiers et de soldats juchés sur leurs bagages. À la différence de la Marne¹³⁵ ce défilé ne se dirigeait pas vers le front mais en revenait. [...] »¹³⁶

La fuite des soldats du Guomindang, ou des anciennes « chemises bleues » de Chiang Kai-shek se poursuit bien après la proclamation de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949. Le correspondant du *Figaro* au Tonkin, François Gall, voit arriver les soldats nationalistes qui passent la frontière de l'Indochine :

« À quelques mètres de moi, marchent les débris de l'armée nationaliste chinoise qui ont franchi la frontière du Tonkin. "Six mille hier, huit mille aujourd'hui... Nous en attendons dix mille demain" me dit le chef de poste français. [...] »

Les nationalistes chinois traînent des monceaux de bagages hétéroclites où l'on découvre même des fagots de bois. D'autres, retrouvant l'ambiance des rizières et leur âme de paysans, portent leurs fardeaux sur des fléaux de bambous. »¹³⁷

Le contraste entre les deux armées est donc saisissant, et c'est cela que les intellectuels et observateurs français choisissent de développer.

Mao Zedong est donc parvenu à modeler l'Armée rouge à l'exact antipode des soldats et des fonctionnaires du Guomindang, pour qui « la vénalité est une institution universelle »¹³⁸. C'est cette représentation que Henri Cartier-Bresson illustre avec la photo du général Ma Hung-Kouei, Général bien en chair qui, précise la légende, « gouvernait en souverain le Nord-Ouest

¹³⁴ *Ibid.*

¹³⁵ Il fait référence aux taxis de la Marne, amenés sur le front en 1914.

¹³⁶ R. GUILLAIN, article sans titre, *Le Monde*, 27 mai 1949.

¹³⁷ François GALL, « J'ai vu les nationalistes chinois portant des parapluies bleus et des fagots de bois », *Le Figaro*, 21 décembre 1949.

¹³⁸ J. AYENCOURT, *Esprit*, *op.cit.*

chinois. Ses secrétaires étaient vêtues en infirmières. Il adorait les ice-creams et en avait près de lui des seaux entiers. Il en offrait à ses hôtes »¹³⁹.

...qui se révèle également une arme de propagande parmi les masses

Au contraire l'Armée rouge de Mao, rebaptisée « Armée populaire de libération » a enfin fait sienne les « trois règles et les huit recommandations », que Cartier-Bresson rappelle en légende de l'une de ses photographies¹⁴⁰. Les dirigeants communistes, parmi lesquels Mao et Zhu De, offrent donc à la face du monde une armée entièrement métamorphosée, qu'ils ont su remodeler militairement et politiquement et à qui les années de maquis et la guerre sino-japonaise ont donné un esprit de corps idéologique. Conscient que l'Armée rouge, notamment à partir de la période de la République du Jiangxi, se compose à 68 % de paysans¹⁴¹, Mao et les siens établissent une discipline qui s'exprime par des « formules claires, faciles à retenir. »¹⁴² Au sein de l'Armée rouge, discipline et éducation militaire vont de pair, en donnant au soldat une « conscience de classe » qui a pour objectif de « mener la propagande parmi les masses, de les armer, de les aider à créer le pouvoir révolutionnaire »¹⁴³ selon la formule de Mao Zedong. Or, les observateurs français confirment que cette politique fonctionne à merveille. Le montreur de marionnettes de Paul Tillard estime que « l'Armée populaire écartait les barrières d'un nouveau monde. Dans ce quartier où les Chinois n'étaient jamais admis autrement que comme domestiques, les communistes venaient d'entrer, aussi simplement que le soleil écarte les voiles de l'Aurore. »¹⁴⁴ Mais c'est surtout la libération de Shanghai qui illustre le changement de paradigme lié à l'identification du soldat aux masses populaires. Lors de la fête célébrant l'entrée des communistes à Shanghai, les portraits de Mao et de Zhu De sont portés en triomphe et exhibés lors de meetings¹⁴⁵. Robert Guillain brosse un portrait saisissant des nouveaux héros de la Chine populaire :

« L'armée de la libération est décidément impressionnante. Trempés jusqu'aux os mais impassibles, défilant sans bruit de bottes car cette armée est chaussée de pantoufles, ces bataillons sortis du fond des campagnes chinoises sont impeccables en uniformes de coton olive clair et pourvus d'un armement flambant neuf. [...] Les civils se mettent enfin en marche ; [...] La parade s'est transformée en un concert d'acclamations mutuelles entre les trois soutiens du régime : l'armée, les ouvriers et la jeunesse. [...]

¹³⁹ Henri CARTIER-BRESSON, *L'autre Chine*, Centre national de la Photographie, Paris, 1989, p. 19-20.

¹⁴⁰ Annexe 5, photo e.

¹⁴¹ Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois. Vol.1: Des origines à la république soviétique chinoise (1921-1934)*, Paris, Payot, 1975, p. 189.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Mao ZEDONG, *Œuvres choisies*, cité par J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 190.

¹⁴⁴ P. TILLARD, *op.cit.* p. 258-59.

¹⁴⁵ Voir annexe 5, photo h.

Changhai acclame le « soldat du peuple » comme le premier de ses héros et la Chine nouvelle, oubliant la tradition ancienne qui plaçait le militaire plus bas que terre est en train de prendre goût aux armes et aux uniformes. »¹⁴⁶

À travers l'armée, Mao Zedong met donc en place les ingrédients de la « Nouvelle démocratie », celle qui va former les racines de l'idéologie de la Chine populaire.

Ainsi, l'entrée des troupes de l'Armée populaire de libération dans les grandes villes chinoises ne fait-elle qu'entériner la chute du Guomindang, dont les intellectuels français perçoivent la déliquescence dès le départ américain de janvier 1947. L'entrée des communistes à Shanghai, surtout, semble marquer le basculement d'un monde à l'autre, ce qui fait dire à Jacques Sallebert, à l'aube de l'année décisive : « la Chine est mûre pour un changement de politique. Le Kuomintang a fini son temps. »¹⁴⁷

¹⁴⁶ R. GUILLAIN, « Le défilé de la victoire à Changhai – la Chine nouvelle prend goût aux armes et aux uniformes », *Le Monde*, 9 juillet 1949.

¹⁴⁷ J. SALLEBERT, « La Chine est mûre pour un changement de politique », *op.cit.*

Chapitre 2 : De la faillite du Guomindang à la Chine de la « Nouvelle démocratie » : expliquer la Chine nouvelle

L'entrée triomphale des soldats communistes dans les agglomérations symbolise donc l'ouverture d'un nouveau monde. À partir de ce moment, les intellectuels français cherchent à comprendre comment le parti nationaliste, qui paraissait victorieux quelques années plus tôt a pu perdre toute crédibilité, tout en rendant compte des premiers pas du PCC à la tête du pays. Ce chapitre analyse donc la transition d'un régime à un autre. De la faillite du Guomindang à la mise en place progressive d'une « Nouvelle démocratie » voulue par Mao Zedong, la Chine change de visage.

I. L'échec du Guomindang et les nouveaux maîtres de la Chine : cerner les enjeux et les acteurs

1) Pourquoi les communistes sont-ils accueillis en libérateurs ?

La faillite financière du Guomindang

Dès l'entrée de l'Armée populaire de libération, la question est sur toutes les lèvres : comment expliquer que les communistes aient été accueillis à bras ouverts par la population, qui, très vite, s'accommode de ces nouveaux dirigeants ?

En 1949, la faillite du Guomindang est complète. Ratna Cartier-Bresson, épouse du photographe, évoque « l'odeur de la misère [qui] pèse lourd dans les rues [de Shanghai], où l'on avance comme dans une procession macabre. »¹⁴⁸ Si les militaires désertent les villes, c'est le cas aussi des hommes politiques. Dix jours après la proclamation de la République populaire de Chine par Mao Zedong sur la place Tian'anmen qui rend à Pékin son statut de capitale, le correspondant du *Figaro* à Canton, Pierre Bertrand, écrit :

« Les rumeurs les plus diverses circulent au sujet du sort du gouvernement nationaliste. Toutefois celui-ci a pris la décision de faire savoir aux légations étrangères qu'il avait l'intention de quitter Canton avant

¹⁴⁸ Lettre de Ratna CARTIER-BRESSON, *ibid.*

deux semaines et de se transporter à Tchoung-king [Chongqing] qui fut la capitale chinoise pendant la Deuxième Guerre mondiale. »¹⁴⁹

De plus, la situation financière de la Chine est désastreuse, et c'est à Shanghai, l'ancienne perle de l'Orient que s'illustre le mieux la faillite du régime. Cette ancienne ville de l'argent et du luxe est frappée de plein fouet par l'inflation galopante. Un « observateur français » témoigne dans *Esprit* :

« Le mois dernier, le dollar américain est passé en dix jours de 6.500 dollars chinois à 19.000 au change noir et le cours officiel a fait un bond, non moins officiel, de 3.500 à 12.000. [...] Ici tout s'achète et tout se vend, les consciences, les armées, les licences d'importation, le secours des pompiers, les diplômés universitaires, la police, les visas de sortie, les levées d'écrous, tout, absolument tout. »¹⁵⁰

Ravagée par la guerre contre le Japon, l'économie chinoise ne parvient pas à se relever. Chiang Kai-shek décide alors une réforme « draconienne » de la monnaie. En août 1948, la nouvelle monnaie devient « le yuan-or, 4 yuan-or équivalent à un dollar américain. »¹⁵¹ Mais les spéculateurs, dont certains membres de la famille de Chiang, ne cessent de dévaluer la monnaie, qui finit, selon les mots du correspondant spécial du *Figaro*, par ne plus avoir « la moindre signification. »¹⁵²

C'est ce même état d'esprit que reflète le Leica d'Henri Cartier-Bresson. Dans une lettre à ses parents écrite à son arrivée à Shanghai, il raconte, dans une syntaxe qui garde l'empreinte de ses longues années passées en Amérique :

« Je ne suis pas encore très habitué avec les histoires d'argent il ne faut changer que ce dont on a besoin pour la journée car ça monte et ça varie à chaque instant, dans la rue tous les camelots etc. savent toujours le cours à la minute même ; le matin il faut attendre au téléphone très longtemps souvent pour le courant, c'est à cause du nombre des communications ce sont tous les gens en train de faire les cours de la monnaie qui se le communiquent ; l'autre jour j'étais dans le bureau de *Life* et n'ai pu en sortir pendant une heure, il y a une banque revendant de l'or à côté et les gens avaient débordé de la rue dans l'entrée de l'immeuble et comme un bâton pris dans un remou (*sic*) qui ne peut retourner dans le courant, ces gens étaient là, collés, les gens dehors aussi ; on ne voyait que deux malheureuses têtes avec des contorsions (*sic*) qui parfois dépassaient une masse faite de tout leur corps à la fois, quelle chance j'ai d'être ici, une chose dont je ne reviens pas encore c'est l'ampleur (*sic*) du morceau et de l'enjeu. »¹⁵³

¹⁴⁹ Pierre BERTRAND, « Fuite éperdue de la population de Canton », *Le Figaro*, 10 octobre 1949.

¹⁵⁰ J. AYENCOURT, *op.cit.*

¹⁵¹ M-C. BERGÈRE, Lucien BIANCO, et Jürgen DOMES, *D'une révolution à l'autre*, *op.cit.* p. 226.

¹⁵² Stewart ALSOP, « La peur règne dans Changhai assiégée », *Le Figaro*, 14-15 mai 1949.

¹⁵³ H. CARTIER-BRESSON, « Lettre à ses parents, 1^{er} janvier 1949, dans H. CARTIER-BRESSON, M. Y. SU, *Henri Cartier-Bresson*, *op.cit.* p. 27.

C'est cette ambiance survoltée qu'il capte dans sa photo « Le Gold Rush », exemple le plus saisissant de ce qu'il appelle « l'instant décisif »¹⁵⁴.

Robert Guillain illustre la situation de manière très imagée, en rappelant qu'il circulait toute la journée avec « un énorme sac en toile de jute : c'était notre porte-monnaie, tout gonflé de liasses de billets. Chaque liasse en forme de brique valait au moins une centaine de millions de "gold yuan". [...] Tel jour la livre de beurre se vendait un demi-million, quatre jours plus tard, six millions. »¹⁵⁵ La photographie de Cartier-Bresson ainsi que le témoignage de Guillain révèlent la lassitude des Shanghaïens, et *a fortiori*, des autres citoyens, alors que, selon l'américain Stewart Alsop¹⁵⁶ dont *Le Figaro* obtient des articles exclusifs, « les usines n'ont plus d'argent pour payer leurs ouvriers, les ouvriers ne peuvent plus acheter leur riz. »¹⁵⁷ L'une des photographies d'Henri Cartier-Bresson illustre la difficulté des temps : il s'agit de celle de ces enfants « polis »¹⁵⁸ qui attendent patiemment la distribution de riz. La tristesse de leur regard saisie par le Leica évoque d'autres images d'enfants en détresse durant la guerre sino-japonaise¹⁵⁹. Ces photographies mises en parallèle offrent un triste panorama de la Chine du Guomintang, qui n'a pas su se relever après la guerre sino-japonaise. Pour Jean-Jacques Brieux¹⁶⁰ journaliste à *Esprit*, les années qui vont « de l'installation du gouvernement à Chunking [Chongqing] à son effondrement »¹⁶¹ sont définitivement celles qui emportent le Guomintang, qui était pourtant parvenu à apaiser et unir la Chine désarticulée des seigneurs de la guerre :

« Ce fut alors le triomphe de la corruption, de la désorganisation, de la persécution arbitraire. Dans son ensemble, l'action gouvernementale se montra alors presque toujours contraire aux intérêts de la masse chinoise. »¹⁶²

¹⁵⁴ Voir annexe 5, photo b.

¹⁵⁵ R. GUILLAIN, *Orient Extrême*, *op.cit.* p. 193.

¹⁵⁶ Stewart Alsop (1914-19174) est un journaliste américain qui écrit pour le *New Herald Tribune*, *The Saturday Evening Post* et *Newsweek*. Diplômé de Yale, il devient membre de l'Office of Strategic Service (OSS) et il est parachuté en France en 1944, afin d'aider la Résistance française. Après la guerre, il est l'auteur de très nombreux articles, dont certains co-écrits avec son frère Joseph. https://en.wikipedia.org/wiki/Stewart_Alsop consulté le 12 janvier 2021.

¹⁵⁷ S. ALSOP, *op.cit.*

¹⁵⁸ Annexe 5, photo c.

¹⁵⁹ Voir par exemple, annexe 4.B, photo 2.

¹⁶⁰ Jean-Jacques Brieux (1921- ?) a fait des études de sociologie, droit et sciences politiques à l'université de Paris, puis à l'Institut d'Arts et archéologie. Blessé durant la Seconde Guerre mondiale, il part pour les Indes et l'Indochine, « séjourne longtemps en Chine puis boucle son tour du monde en revenant par les Philippines et les États-Unis. » Jean-Jacques BRIEUX, *La Chine, du nationalisme au communisme*, Paris, Seuil, 1950, biographie en fin d'ouvrage.

¹⁶¹ J-J. BRIEUX, « Bilan du Kuomintang », *Esprit*, octobre 1949.

¹⁶² *Ibid.*

Les troupes communistes, sont au contraire disciplinées et respectueuses des Chinois des villes, qu'ils soient riches ou pauvres. Elles sont donc perçues par les habitants des villes chinoises comme des libérateurs, d'autant que leur gestion des villes conquises ne cesse d'étonner les intellectuels français les moins à gauche.

Administrer les villes libérées : le test de Shanghai

Selon certains observateurs, la fuite des nationalistes de Shanghai et la prise de la ville par les communistes allaient conduire à un effondrement de la ville, voire du pays entier. Stewart Alsop, dont les propos sont retranscrits dans *Le Figaro*, donne ainsi une vision apocalyptique de ce que pourrait être la Chine à l'arrivée des communistes :

« Cette peur est créée par deux faits que chacun des 6 millions d'habitants de Changhai, qu'il s'agisse de l'Américain le plus prospère ou du coolie le plus misérable ne peut ignorer. Le premier est que les communistes vont venir et que rien les empêchera de venir (*sic*). La cité attend leur entrée, vivant entre-temps comme un animal dont le cerveau a été privé de ses organes essentiels. Le deuxième fait, presque aussi évident que le premier, est qu'il y aura une famine et que cette famine sera suivie d'émeutes sanglantes. La seule question que les gens se posent est de savoir si la chute dans le chaos aura lieu avant ou après l'entrée des communistes. Pour le moment, Changhai, où la puissance et l'influence américaine ont dominé et d'où elles seront bientôt balayées, vit encore grâce aux États-Unis. Sans les sacs alimentaires américains, sans le coton et le mazout américains nécessaires à l'industrie, la plus grande partie de Changhai mourrait déjà de faim. Mais même si l'aide américaine pouvait continuer, il n'est pas exclu que le chaos vienne avant l'arrivée des assaillants. »¹⁶³

On retrouve dans ce texte des relents du « péril rouge »¹⁶⁴, d'autant plus compréhensible qu'en bon américain, Alsop ne peut imaginer que la Chine survive sans l'aide de son pays. Mao Zedong et les dirigeants du Parti communiste chinois, eux, affirment le contraire, qui « tient en une phrase : "Nous n'avons pas besoin des étrangers." »¹⁶⁵ selon un autre chroniqueur du *Figaro*, Pierre-Jean Paris, qui met en garde les Européens contre un optimisme exagéré. Selon lui, la Chine communiste serait en mesure de se libérer de sa dépendance économique vis-à-vis des Américains et des Européens.

Ces derniers estiment pourtant que les communistes ne sauront pas administrer Shanghai, et encore moins la Chine entière. Stewart Alsop écrit à ce sujet :

« Les communistes sauront-ils administrer Changhai ?

¹⁶³ S. ALSOP, *op.cit.*

¹⁶⁴ Voir partie 4, chapitre 1.

¹⁶⁵ Pierre-Jean PARIS, « La politique de Mao Tse Toung se précise : "L'aide étrangère ne sera qu'un pis- aller" », *Le Figaro*, 24 mai 1949.

Un exemple suffit : quand les communistes arriveront, l'ECA¹⁶⁶ va se retirer. Or la compagnie électrique de Changhai est une société américaine ; elle fournit les quatre-cinquièmes du courant de la ville et les centrales fonctionnent avec le mazout de l'ECA. Les communistes n'ont pas de mazout. En attendant qu'ils aient fait venir du Nord le charbon nécessaire à la marche des centrales, Changhai sera privée d'eau, de lumière et de téléphone. Les neuf-dixièmes de l'industrie seront réduits à l'inaction. Changhai sera réduite à la mort, ou peu s'en faut.

Aussi, les experts chevronnés en affaires chinoises vous répètent volontiers : "Les communistes ruineront Changhai et Changhai ruinera les communistes."

L'administration de la ville sera une rude épreuve pour Mao Tsé toung et ses hommes, spécialistes de la guérilla. »¹⁶⁷

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, les chroniqueurs de *L'Humanité* donnent quant à eux une vision totalement opposée de l'entrée des communistes à Shanghai :

« À l'heure actuelle, tous les services publics fonctionnent et les commerçants ont retiré de leur devanture les assemblages de planches qui devaient les protéger du pillage. Ils assistent les larmes aux yeux, devant leurs magasins, à l'enthousiasme populaire qui se manifeste avec une grande ferveur. »¹⁶⁸

Les communistes français en profitent pour souligner « la déconvenue des rédacteurs du monde entier [qui] ne peut plus être dissimulée. [...] *L'Aurore* a parlé hier de la "ruée communiste" ! On peut y lire que les États-Unis ont "tracé dès maintenant une frontière idéale au-delà de laquelle l'action communiste devrait se traduire par une réaction américaine." »¹⁶⁹

Alors, qu'en est-il réellement ? Stewart Alsop écrit son article avant l'entrée de l'Armée populaire de libération dans Shanghai et *L'Humanité* n'a pas de correspondant en Chine, mais Robert Guillain, observateur aiguisé de cette Chine prête à basculer dans un nouveau monde, donne sans doute une vision plus impartiale de l'administration communiste dans les premiers jours qui suivent la prise de Shanghai. Le correspondant du *Monde*, qui avait déjà décrit l'Armée nouvelle, s'attache à décrire « l'expérience décisive qui commence : l'installation du communisme dans les grandes villes. »¹⁷⁰

Il établit un parallèle entre la discipline militaire de ces « martiens » et celle que l'on trouve aussi dans l'administration :

¹⁶⁶ ECA : Administration de Coopération Économique. Cette administration a pour mission d'aider à la « renaissance économique » de la Chine. Elle reporte ensuite ses efforts sur l'Europe et les territoires d'Outre-mer. John ORCHARD, « Le programme de l'ECA pour le développement des territoires d'outre-mer », *Politique étrangère* 15, n° 2 (1950), pp. 153-64, <https://doi.org/10.3406/polit.1950.5752>.

¹⁶⁷ S. ALSOP, *op.cit.*

¹⁶⁸ « Accueil inoubliable », *L'Humanité*, 27 mai 1949.

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ R. GUILLAIN, Article sans titre, *Le Monde*, 4 juin 1949.

« Mais voici encore une surprise : les martiens ne sont pas seulement dans l'armée, ils apparaissent aussi dans la nouvelle administration. Rien n'est venu jusqu'ici démentir la réputation de celle-ci auprès des chinois et des étrangers : chacun lui découvre décidément des vertus insolites d'incorruptibilité et d'austérité souvent même une efficacité peu banale en Chine. »¹⁷¹

Shanghai fait donc figure de test grandeur nature pour Mao Zedong qui s'emploie à démentir les craintes des Européens et des Américains :

« Pour résoudre ces problèmes, les communistes vont-ils infliger à Shanghai une période de répression et de terreur ? C'est ce qu'on imagine sans doute à l'étranger au vu des nouvelles de Chine. Mais il n'y a en réalité rien de tel, pas de camps de concentration, pas de régime policier »¹⁷² écrit Robert Guillain dans son autobiographie.

Dès lors que le Parti communiste chinois s'impose comme un acteur incontournable de la vie politique chinoise – c'est-à-dire dès le milieu de l'année 1947 –, les intellectuels français cherchent à comprendre sur quel socle repose le communisme chinois, qui pourrait diriger la Chine. Pour cela, les diplomates s'appuient sur les principales lois instaurées par Mao dans les premières bases rouges communistes du Jiangxi à partir de 1931. Par ailleurs, plusieurs notes visent à présenter les nouveaux maîtres de la Chine.

2) Connaître le nouvel acteur de la politique nationale chinoise : considérations sur le Parti communiste chinois

Dans un premier temps, les diplomates montrent, une volonté de cerner les contours sociaux du Parti communiste chinois, puis progressivement, tandis que dans le même temps, le PCC assoit son emprise sur la Chine, plusieurs journalistes dressent un portrait des principaux dirigeants du Parti communiste chinois.

Quelles sont les principales caractéristiques du Parti communiste chinois ?

- Comprendre la « réforme agraire »

Une note diplomatique du 11 juin 1946 dresse une liste des principaux points de doctrine du Guomindang et du « Parti Kan Chan Tang¹⁷³ (Communiste Yenan) ». ¹⁷⁴ La note insiste sur la « réforme agraire » dont le principal intérêt serait « de favoriser l'accès à la petite propriété

¹⁷¹ R. GUILLAIN, « Les martiens à Shanghai, *op.cit.*

¹⁷² R. GUILLAIN, *Orient Extrême, op.cit.* p. 204.

¹⁷³ « *Gongchandang* » 共产党, c'est-à-dire « Parti communiste chinois » en mandarin.

¹⁷⁴ « Notes sur les partis politiques chinois », ANOM, 1 AFF-POL 3441, 11 juin 1946.

en réduisant la charge des impôts, en réduisant les taxes d'intérêts, en réduisant le loyer des terres. »¹⁷⁵ Cette réforme agraire, mise en place dans les territoires sous domination communiste semble en effet le principal point d'intérêt des intellectuels français. On se souvient notamment des articles consacrés à cette réforme dans les premiers numéros de *Chine*, revue de l'Association des amis du peuple chinois. Dans son ouvrage *La Démocratie nouvelle* paru en 1940, Mao Zedong en dessinait les grandes lignes en affirmant :

« Cette République adoptera certaines mesures indispensables pour confisquer la terre des propriétaires fonciers, laquelle sera distribuée entre les paysans sans terre ou peu pourvus de terre, afin de réaliser le mot d'ordre du Dr Sun Yat-sen "la terre à ceux qui la travaillent", d'abolir les relations féodales à la campagne, et de transférer la propriété de la terre aux paysans. À la campagne, l'existence des exploitations des paysans riches sera autorisée. Tel est le principe de "l'égalisation des droits sur la propriété de la terre", dont l'interprétation s'exprime dans le mot d'ordre : "la terre à ceux qui la travaillent". »¹⁷⁶

Dans cet ouvrage, écrit durant la guerre sino-japonaise, Mao Zedong se présente donc comme le fidèle disciple de Sun Yat-sen, dont il ne ferait qu'appliquer les principes. En 1948, l'ambassadeur Jacques Meyrier tente à son tour d'expliquer la réforme agraire, à partir d'un discours du chef du PCC, prononcé à la radio :

« Une importante partie du discours est consacrée à la réforme agraire et au programme économique du parti communiste. On y note le souci de rallier au parti la masse chinoise des petits propriétaires et de la petite et moyenne bourgeoisie. Traçant l'évolution de la question agraire depuis 1931 [...] Mao Tze Tung pose les deux principes nouveaux qui doivent désormais prévaloir :

- 1) distribuer des terres aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles, groupés en comités avec les paysans moyens ;
- 2) ménager les intérêts des paysans moyens à qui des concessions devront être faites. Rappelant la purge réalisée dans les rangs du parti afin de réaliser plus sûrement les buts de nouvelle révolution démocratique, à savoir l'élimination du féodalisme et du monopole du capital, du propriétaire terrien et de la grande bourgeoisie, Mao Tze Tung affirme que cette révolution n'a nullement pour objet d'éliminer "le capitalisme en général, ni la petite et moyenne bourgeoisie" »¹⁷⁷.

Le leader du PCC s'en tient encore à la ligne édictée dans son ouvrage *La Démocratie nouvelle* qui présente une ligne économique modérée, afin de n'inquiéter ni les Chinois, ni les Occidentaux. Cependant, le chroniqueur du *Figaro* Pierre-Jean Paris note une inflexion en mai 1949. Les communistes sont sur le point de se rendre maîtres de Shanghai et le mot d'ordre est

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ MAO Tse-Toung, « La démocratie nouvelle », janvier 1940, éditée en 1952 dans MAO Tse-toung, *Œuvres choisies*, t.2. [en ligne] http://marxisme.fr/download/Mao_Tsetoung_La_democratie_nouvelle.pdf.

¹⁷⁷ J. MEYRIER, Note du 8 janvier 1948, ANOM, 1 AFF POL 2652.

désormais de « contrôler les campagnes par la ville. » Cela signifie que le communisme prôné par Mao Zedong n'est plus « exclusivement agraire »¹⁷⁸, ce qui inquiète aussitôt les intellectuels de droite, soucieux que le communisme, qui ne concernait jusque-là que les campagnes, puisse aussi réussir dans les villes.

- Les réformes sociales et la place des femmes

Dans la note diplomatique de 1946, un deuxième point majeur caractérise le *Gongchandang*. C'est celui des « réformes sociales ». Parmi celles-ci, l'auteur de la note donne quelques précisions sur l'« émancipation de la femme : liberté du choix du conjoint, loi sur la monogamie ; liberté politique ; liberté militaire. »¹⁷⁹ Là semble résider en effet l'un des points les plus novateurs du PCC. Héroïnes de la guerre sino-japonaise¹⁸⁰, les femmes chinoises continuent d'être encensées par le Parti communiste chinois qui, selon *L'Humanité* proclame par exemple « debout les femmes, aidez à reconstruire Changhai. »¹⁸¹ Le journal communiste français affirme à plusieurs reprises que « les femmes ont été d'ardents soutiens » de l'armée populaire de Mao Zedong. « Déjà en Chine libre, plus de 1 300 femmes sont maîtres dans les campagnes ; 600 000 paysannes dirigent des entreprises rurales. Avec la réforme agraire, la paysanne est devenue maîtresse de sa terre. »¹⁸² L'égalité des sexes « traverse voire sature le discours et l'iconographie officielle »¹⁸³ maoïste. Dès l'époque de la République soviétique du Jiangxi, des lois sont mises en place qui établissent une plus grande égalité de la femme et de l'homme. Ainsi la loi sur le mariage de 1934 permet « d'établir la liberté de choix en matière de divorce et précise qu'en ce cas [...] les enfants sont automatiquement confiés à la mère, le père devant quant à lui reverser une contribution financière. »¹⁸⁴ L'égalité des hommes et des femmes est inscrite dans la Constitution qui affirme que « les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes dans les domaines politique, économique, culturel, éducatif et social »¹⁸⁵. Cependant, la « femme vertueuse »¹⁸⁶ maoïste demeure toujours dévouée à son rôle d'épouse

¹⁷⁸ P.-J. PARIS, « Mao Tse-Toung précise sa politique : l'aide étrangère ne sera qu'un pis-aller », *op.cit.*

¹⁷⁹ « Notes sur les partis politiques chinois », *op.cit.*

¹⁸⁰ Voir partie 2, p. 260.

¹⁸¹ « Accueil inoubliable », *L'Humanité*, *op.cit.*

¹⁸² « Comme un volcan... », *L'Humanité*, 30 janvier 1949.

¹⁸³ Tania ANGELOFF, « Le féminisme en République populaire de Chine : entre ruptures et continuités », *Revue Tiers Monde* n°209, n° 1 (9 mai 2012), pp. 89-106, <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-1-page-89.htm>.

¹⁸⁴ Charlotte DUFFOUR, mémoire de master 2 sous la direction de Shi LU, « L'évolution de la position sociale des femmes en Chine au XX^e siècle », Lyon, IEP Lyon, 2006, [en ligne], p. 46.

¹⁸⁵ T. ANGELOFF, *op.cit.*

¹⁸⁶ C. DUFFOUR, *ibid.* p. 35.

et au Parti communiste, et Tatiana Angeloff ajoute que « la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes est principalement comprise comme une extension de la lutte des classes. »¹⁸⁷

On voit donc que les intellectuels français n'ont qu'une vision superficielle ou orientée idéologiquement, de ce que représente la Chine communiste. Il est vrai que les « bases rouges » du Jiangxi puis de Yan'an constituent la seule expérience connue de la Chine communiste et sont encore difficiles à appréhender en Occident.

Présenter le principal dirigeant du Parti communiste chinois : portraits évolutifs de Mao Zedong

Tandis que diplomates et journalistes, cherchent à mettre en avant les principales caractéristiques que pourrait revêtir un régime chinois communiste, on observe un intérêt de plus en plus important pour le chef du Parti communiste chinois.

Une note datant de 1946 dresse de Mao Zedong le portrait suivant :

« Mao Tze Tung : Né au Hunan en 1893. Fils de paysans, restera imprégné d'influences paysannes. Étudiant à Chang Sha [Changsha], puis à l'université nationale de Pékin. Études littéraires, historiques et géographiques sérieuses. Adhère en 1911 au mouvement révolutionnaire dans le sillage de Sun Yat Sen. En 1927 se sépare du KMT et devient de suite le grand leader du parti communiste chinois : c'est un des fondateurs du parti, organisateur de l'armée rouge. En 1937, alliance avec le KMT contre l'ennemi japonais. En 1940, à la suite d'incidents avec le KMT il décide de redonner au PCC une autonomie politique, militaire et territoriale à peu près complète. En août 1946, il représente le gouvernement du Yenan [Yan'an] dans les conversations de Tchongking [Chongqing]. Mao Ze Tung a une grosse popularité qu'il entretient soigneusement. Aspect bourru et grossier qui cache une personnalité assez fine. »¹⁸⁸

Cette dernière remarque sur les caractéristiques psychologiques de Mao Zedong est complétée par une note anonyme étonnante, retrouvée dans des papiers diplomatiques consacrés à l'Indochine. Le portrait « physique et moral » donné de lui est plutôt péjoratif et semble s'appuyer sur les déclarations d'un délégué du Komintern en Chine en 1927 :

« Mao Tsé toung est un homme grand et lourd, au teint basané, dont le front haut et les yeux rusés sont la seule beauté ; il a plutôt le type chinois du nord, n'était sa figure large où les ethnologues décèlent les caractères indonésiens et même négroïdes (mélanséniens). Il n'est pas élégant et porte en tout temps, soit la traditionnelle robe bleue, soit la veste à col droit qu'affectionne Staline et son imitateur Ho Chi Minh. Il mange peu et boit encore moins. Sa nourriture, très frugale, est celle des paysans chinois. Une seule passion physique : la cigarette ce qui vaut tout de même mieux que l'opium à quoi s'adonne Ho Chi Minh.

¹⁸⁷ T. ANGELOFF, *ibid.*

¹⁸⁸ « Notes sur les partis politiques chinois », *op.cit.*

C'est un fin lettré et un grand orateur, disent les chinois. Mais Monsieur N. Roy [...] le tient pour un orateur médiocre ayant cependant un timbre de voix plus agréable que ne l'ont généralement les Chinois et faisant moins de gestes en parlant. Borodine le jugeait ainsi : "un personnage difficile, typiquement chinois. " Tel est, en effet, son trait dominant, par lequel il s'oppose à Sun Yat Sen. »¹⁸⁹

Cet aperçu biographique teinté de commentaires à connotation raciale, qui date à notre avis de 1948 ou 1949, reprend les principaux traits développés par Jean Nane. Ce « témoin », interviewé par *Le Figaro*, semble avoir côtoyé de près les principaux chefs du PCC. Il donne de « la personnalité la plus importante du Parti communiste chinois » les caractéristiques suivantes :

« Fils d'un paysan aisé du Hounan [Hunan], il n'a jamais quitté la Chine. D'un aspect négligé, toujours habillé d'un costume de coton bleu, il fume interminablement des cigarettes. Il possède une forte culture classique et compose des poèmes, admirés unanimement dont une partie a été éditée sous le titre "Poèmes du vent et du sable". Théoricien du communisme, il a expliqué sa tactique et ses procédés dans "La nouvelle démocratie" en 1940 et "Un gouvernement de coalition" en 1945 : ces deux textes sont tenus comme classiques. »¹⁹⁰

On s'aperçoit donc que les journalistes et diplomates décrivent la personnalité de Mao Zedong de plus en plus précisément au fur et à mesure des années. Des observateurs perçoivent que ce fils de paysans est bien plus fin que son origine pourrait le laisser paraître de prime abord. Il faut attendre le numéro spécial de juin 1950 pour que les intellectuels communistes du périodique *Démocratie nouvelle*, dressent à leur tour un portrait de celui qui est le Président de la République populaire de Chine depuis le 1^{er} octobre 1949. En effet, si *L'Humanité* diffuse nombre de photographies de Mao, nous n'avons pas trouvé d'articles biographiques sur le chef du PCC.

Le portrait tracé en 1950 par Dominique Desanti¹⁹¹ est ici fidèle aux canons communistes¹⁹², et met particulièrement l'accent sur Mao Zedong en tant qu'intellectuel. Sous la plume de Dominique Desanti, le jeune Mao Zedong est un fils de paysans pauvres qui s'élève socialement par le biais de l'éducation :

¹⁸⁹ « Biographie de Mao Tse Toung », note anonyme, s.d, ANOM, INDO HCI//663.

¹⁹⁰ « Les chefs communistes de la Chine vus par un témoin », *Le Figaro*, 31 mai 1949.

¹⁹¹ Dominique Desanti (1919-2011) est d'abord étudiante en faculté de lettres. Elle adhère en 1936 à l'Union fédérale des étudiants, proche du Parti communiste. Pendant la guerre, Dominique Desanti et son mari, le philosophe Jean-Toussaint Desanti (1914-2002), rédigent avec Jean-Paul Sartre et Maurice Merleau-Ponty le périodique *Socialisme et liberté*.

¹⁹² Sans doute s'est-elle documentée grâce à la biographie d'Edgar Snow, *Étoile rouge sur la Chine (Red Star over China)*, parue en 1938. L'interview de Mao Zedong, qui constitue le matériau principal de cette biographie, permet au Chinois de « commencer à élaborer une histoire finalisée de sa vie. » Alain ROUX, *Le singe et le tigre : Mao, un destin chinois*, Paris, Larousse, 2009, p. 11.

« Il avait travaillé la terre, le dos égratigné, sous la surveillance des gardiens appointés par le seigneur. Le soir, il s'essayait à la difficile lecture de cette langue écrite chinoise, différente de la langue parlée, et dont le sens lui échappait. »¹⁹³

Mao Zedong est bien un fils de paysan, qui « partage avec les 22 à 23 millions de personnes qui cultivent alors les 200 000 km² du Hunan la monotonie des travaux et des jours, [...] l'angoisse des récoltes ruinées par une gelée tardive de printemps ou emportée par une crue estivale consécutive à un typhon. »¹⁹⁴ Mais, contrairement à ce qu'indique Dominique Desanti, il naît dans une famille de paysans aisés, qui dispose d'une ferme vaste avec un toit en tuiles. Cependant, le jeune homme grandit en effet « dans un univers culturellement très pauvre »¹⁹⁵ Mao souhaite alors s'arracher à cet univers et « négocie du temps libre pour se livrer à cette lecture qui le passionne. »¹⁹⁶ Refusant sa condition paysanne, il entre à l'école d'instituteurs de Changsha en 1911. Entre mars 1912 et l'automne 1913, il parfait son éducation en autodidacte, passant ses journées à la bibliothèque provinciale de Changsha.

Selon Dominique Desanti, Mao décida d'être « le savant de la révolution » et « s'amusait, quand ses études très sérieuses lui en laissaient le loisir, à écrire des poèmes de forme parfaite et classique mais où intervenaient les hommes et les faits de tous les jours. »¹⁹⁷ Dominique Desanti ne cesse de tresser les louanges de ce « poète dirigeant »¹⁹⁸ qui aurait été à 25 ans « bibliothécaire adjoint » de l'Université de Pékin¹⁹⁹. Elle conclut en une phrase qui rassemble toutes les légendes de Mao Zedong et fait de lui le fondateur de la pensée de la Chine nouvelle :

« C'est le fils du demi-esclave du Hounan, le vagabond, le poète, le général, le philosophe qui déjà dans la légende chinoise, remplace Confucius. C'est Mao Tsé Toung. »²⁰⁰

¹⁹³ Dominique DESANTI, « Mao Tsé Toung, l'homme qui donna la Chine au peuple », *Démocratie nouvelle*, numéro spécial, juin 1950.

¹⁹⁴ A. ROUX, *Le singe et le tigre*, *op.cit.* p. 35.

¹⁹⁵ *Ibid.* p. 35.

¹⁹⁶ *Ibid.* p. 38.

¹⁹⁷ Dominique DESANTI, « Mao Tsé Toung, l'homme qui donna la Chine au peuple », *op.cit.*

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Le sinologue André d'Hormon, directeur de l'Institut d'études sinologiques de Pékin confirme que Mao Zedong a bien travaillé à la bibliothèque de l'Université franco-chinoise de Pékin, mais au poste de « garçon de bibliothèque », ce qui n'a rien à voir avec le poste de bibliothécaire adjoint. Dans Claude EDELMANN, « Un industriel subventionne le "décloisonnement" des esprits », *Lecture pour tous* n°72, décembre 1959, Fonds Abbaye de Royaumont.

Alain Roux précise que le jeune homme touche alors un salaire de 8 yuans par mois, ce qui est peu, et qu'il « tient le registre des inscriptions et prêts de quinze périodiques chinois et étrangers. Le poste est si humble que personne ne lui répond quand il cherche à engager la conversation avec son terrible accent du sud. » (A. ROUX, *op.cit.* p. 60.)

²⁰⁰ D. DESANTI, *ibid.*

L'image de Mao le poète fait les beaux jours des intellectuels des lettres françaises. En mars 1950, une série de conférences, à laquelle est conviée la veuve de Paul Langevin qui « a dit l'amitié que son mari portait au peuple chinois »²⁰¹ s'achève avec la lecture des poèmes de Mao Zedong.

Six mois après sa prise de pouvoir et la naissance effective de la République populaire de Chine, des intellectuels communistes français ont donc hissé Mao Zedong aux rangs des plus grands philosophes chinois, dont la pensée a irrigué la Chine du Guomindang. Comme le souligne Alain Roux, « en ajoutant à sa dimension de chef de guerre celle de poète et de lettré [...] Mao Zedong [...] entrait dans le cercle des personnalités respectables. »²⁰²

On s'aperçoit donc que certains intellectuels français ont tenté très tôt de dresser des portraits du principal théoricien du communisme chinois. Si son image évolue au gré du renforcement de l'importance du Parti communiste chinois sur la scène nationale, ils observent chez Mao une apparente contradiction entre sa mise simple, que certains attribuent à des origines paysannes glorifiées, et la sensibilité littéraire et intellectuelle du leader du PCC.

Le régime instauré par Mao Zedong provoque lui aussi son lot d'interrogations, lors de l'installation du communisme dans les villes chinoises. Quelle va donc être la nature du communisme au pouvoir en Chine ?

3) Quel communisme pour la Chine nouvelle ?

Comme le souligne Kaixuan Liu, « les Français²⁰³ [...] posent tous la question de savoir si les communistes chinois sont les mêmes que les Soviétiques. »²⁰⁴ En effet, en 1949, l'Asie est déjà l'un des points chauds de la Guerre froide, avec le déroulement de la guerre d'Indochine sur le continent. Les intellectuels occidentaux ont conscience que le positionnement de la Chine et son appui à l'un ou l'autre des deux blocs peuvent être primordiaux. À partir de 1948, la question est la suivante : les communistes chinois suivront-ils la droite ligne de l'URSS ou vont-ils au contraire élaborer un communisme différent, et se placer ainsi en dissidence, comme l'a fait Tito en Yougoslavie ? Dès 1946, les milieux diplomatiques s'interrogeaient sur les

²⁰¹ Courrier des cercles, *Les lettres françaises*, 23 mars 1950.

²⁰² Alain ROUX, *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*, Paris, Payot, 2016, p. 390.

²⁰³ Sans doute compris ici dans son sens le plus général, cet adjectif désigne la globalité de la population française, et pas seulement les diplomates.

²⁰⁴ Kaixuan LIU, sous la direction de Marc LAZAR, « Le miroir chinois. - Les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politiques diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980 », Paris, IEP de Paris, 2018, p. 28.

différences et similitudes du communisme chinois avec le communisme soviétique. La note du 11 juin 1946 liste les points de contacts et formule surtout la question suivante : « en quoi le parti Kan Chan Tang s'éloigne-t-il du communisme²⁰⁵ [?] » Les différences semblent plus nombreuses que les ressemblances. Les diplomates français qui s'appuient sur l'observation du communisme chinois mis en place dans les bases rouges, et sur les écrits de Mao Zedong, espèrent fortement que celui-ci se détournera du marxisme. Ainsi, dès 1946, il est noté que les points de divergences seraient : « l'abandon de la lutte des classes » et « la protection du capitalisme et de l'initiative privée qui ont encore un rôle à jouer pour développer l'industrie. »²⁰⁶ Ces deux doctrines illustreraient donc une divergence importante avec le communisme stalinien, dérivé du marxisme, pour qui la révolution est précisément faite au nom de la lutte des classes²⁰⁷. De même, on se souvient que dans son ouvrage *La Nouvelle démocratie*, Mao Zedong se présente comme disciple de Sun Yat-sen. En 1946, cela fait dire aux diplomates français que « le communisme chinois s'inspire beaucoup plus de la doctrine de Sun Yat Sen que des idées de Marx ou de Lénine. »²⁰⁸

Il semble donc que le communisme chinois soit dans un premier temps difficilement classable. En mai 1949 Maurice Ferro²⁰⁹ fait part de la perplexité du département d'État américain, qui tente de « résoudre l'énigme de l'appartenance de Mao Tse Toung. Est-il plus stalinien que chinois ou bien son communisme serait-il si malaisé à définir qu'il faille en désespoir de cause le qualifier de "sui generis" ? »²¹⁰ Ainsi, le communisme chinois pourrait-il prendre une voie qui lui est propre, comme l'a fait Tito, dissident de l'URSS en Yougoslavie ?

La possibilité d'un titisme chinois ?

La possibilité d'un « titisme chinois » ou du moins, d'un communisme à la forme originale, qui serait davantage chinoise que soviétique, est formulée à mots couverts par Jacques Sallebert, dès février 1949, dans *Le Figaro* :

²⁰⁵ Sous-entendu « soviétique ».

²⁰⁶ « Note sur les partis politiques chinois », 11 juin 1946, *op.cit.*

²⁰⁷ Voir Grégory DUFAUD, « Classe et nation dans l'Union soviétique de l'entre-deux-guerres. Politiques, logiques et conséquences de la justice sociale », *Histoire, économie société*, 30^e année, n° 3 (27 septembre 2011), pp. 141-55, <https://www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2011-3-page-141.htm>.

²⁰⁸ « Note sur les partis politiques chinois », 11 juin 1946, *op.cit.*

²⁰⁹ Maurice Ferro (1907-2000) est né au Caire. Avocat de formation, il est ensuite nommé correspondant du *Monde* en Égypte après la Seconde Guerre mondiale, avant d'être promu en 1947 au poste de Washington qu'il occupe jusqu'en 1953. « Maurice Ferro, ancien journaliste au « Monde » et à l'ORTF », *Le Monde.fr*, 4 septembre 2000, https://www.lemonde.fr/archives/article/2000/09/04/maurice-ferro-ancien-journaliste-au-monde-et-a-l-ortf_91111_1819218.html.

²¹⁰ Maurice FERRO, article sans titre, *Le Monde*, 12 mai 1949.

« Quelle sera l'attitude des nouveaux maîtres de la Chine dans quelques années ? Seront-ils communistes avant d'être Chinois ou Chinois avant d'être communistes ? Se montreront-ils conciliants ou intransigeants ? »²¹¹

La formule « Chinois avant d'être communistes » relève de l'hypothèse d'un communisme particulier à la Chine, différent de celui du grand frère soviétique. Deux mois plus tard, Robert Guillain évoque la possibilité d'un éventuel titisme chinois :

« On veut croire que le communisme ne parviendra pas à endoctriner la Chine et que l'URSS ne réussira pas à contrôler aussi étroitement cet immense pays que les démocraties populaires en Europe orientale. On mise sur la traditionnelle faculté asiatique d'absorber et de neutraliser toute idéologie étrangère par la force de l'inertie. On espère une sorte de "sinisation" du communisme qui mettrait en difficulté le futur Tito Chinois avec les dirigeants de Moscou. »²¹²

Plusieurs éléments tendraient en effet à laisser entrevoir la possibilité d'un communisme chinois plus modéré que le marxisme stalinien. Tout d'abord, comme le souligne Robert Guillain, les communistes chinois semblent symboliquement marquer leurs distances avec les Soviétiques lors de leur entrée dans les villes chinoises puisqu'ils arborent un drapeau rouge qui « ne porte pas de faucille ni de marteau. » Si Mao Zedong est présenté comme « le véritable Lénine chinois, [...] les images de Staline [...] n'ont pas encore paru. »²¹³ Le chef du Parti communiste chinois tendrait donc à se placer dans les pas du père du communisme soviétique – et embrasserait la doctrine marxiste, contrairement à ce que pouvaient penser les diplomates français en 1946 –, mais, dans un premier temps, ne prêterait pas forcément allégeance à Staline. En juillet 1949, le correspondant du *Figaro* à Londres, Pierre Bertrand, met en avant une autre dimension du communisme de Mao Zedong. Le leader chinois semble revendiquer des droits personnels sur Formose et Hong Kong, se détachant donc de l'aide de l'URSS pour sa politique étrangère. « On se demande toutefois, si, sans aller jusqu'au "titisme", Mao n'a pas voulu signifier à la Russie tout autant qu'à l'Occident que la Chine nouvelle entend poursuivre une diplomatie de grande puissance. »²¹⁴

Robert Guillain, quoique prenant acte du fait que c'est bien la doctrine marxiste qui irrigue le communisme chinois, affirme : « Tout cela ne signifie cependant pas que la Chine nouvelle

²¹¹ J. SALLEBERT, « Les premières nouvelles de Moukden, Tientsin et Kalgan, où les communistes chinois implantent avec prudence un nouveau régime. », *Le Figaro*, 15 février 1949.

²¹² R. GUILLAIN, « Les communistes chinois demandent aux anglo-saxons de retirer leurs forces armées », *Le Monde*, 3 mai 1949.

²¹³ R. GUILLAIN, article sans titre, 4 juin 1949, *op.cit.*

²¹⁴ Pierre BERTRAND, « La Chine communiste entend "libérer" l'Asie de toute emprise étrangère... », *Le Figaro*, 4 juillet 1949.

se réclamant, s'inspirant du modèle soviétique sera pour Moscou un vassal fidèle ni même un allié facile. »²¹⁵

Par conséquent, selon les observateurs français, il semblerait que le communisme chinois possède de réels points de divergences avec le communisme soviétique, ce qui est porteur d'espoir en ces temps de Guerre froide, où tout basculement idéologique est fondamental dans la bipolarisation que connaît le monde. Cependant, Robert Guillain lui-même, met très vite en garde ses lecteurs contre l'hypothèse « dangereuse » d'un titisme chinois :

« Elle amène déjà les pays occidentaux à s'imaginer la Chine retombant dans l'état d'où elle sort et devenant accommodante ou même "achetable". En réalité, disent les observateurs évoqués ci-dessus, si la Chine devait aller vers le titisme, ce serait bien plutôt par un durcissement de son nationalisme et l'Occident n'aurait pas lieu de s'en féliciter. Le temps dira si ces divers avertissements sont justifiés. Il était au moins nécessaire de les enregistrer, même si l'histoire devait après tout donner raison à ceux qui croient encore – et ils restent nombreux – que ce ne seront pas les martiens qui avaleront la Chine mais la Chine qui absorbera les martiens. »²¹⁶

Un communisme chinois fidèle à l'orthodoxie soviétique ?

En 1948, André Pierre, journaliste au *Monde*, spécialiste de l'Union soviétique, estime quant à lui que « les communistes chinois [qui] cachent actuellement leur jeu pour rallier le plus grand nombre de partisans [...] sont les disciples fidèles de la doctrine marxiste-léniniste élaborée à Moscou. »²¹⁷ Cependant, du côté communiste, la perplexité semble aussi être de mise face à l'attitude de Mao Zedong. Comme le souligne Kaixuan Liu, « c'est seulement lorsque les communistes chinois sont jugés par le PCF ou plus précisément par le PCUS²¹⁸, comme de « vrais marxistes-léninistes », que les informations sur le PCC seront autorisées (*sic*) à être largement répandues et étudiées au sein du PCF. »²¹⁹

À notre sens, la bascule est faite le 30 juin 1949, lorsque Mao Zedong prononce un discours intitulé « De la dictature démocratique populaire ». Jean-Jacques Brioux explique l'importance de ce texte « bref, mais qui est comme un condensé de la pensée communiste chinoise. D'abord il répond aux nombreux écrivains, journalistes, diplomates américains qui croyaient ne voir en Mao qu'un "réformateur agraire", ensuite il répond à ceux [...] qui affectaient de voir en lui un

²¹⁵ R. GUILLAIN, *ibid.*

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ André PIERRE, « Mao Tse-Tung s'inspire de la doctrine marxiste-léniniste », *Le Monde*, 29 décembre 1948, cité par Kaixuan LIU, « Le miroir chinois. - Les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politique diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980 », *op.cit.* p. 30.

²¹⁸ Parti communiste de l'Union soviétique.

²¹⁹ K. LIU, *op.cit.* p. 34.

marxiste non-orthodoxe, un Tito en puissance. »²²⁰ *L'Humanité* retranscrit ce discours sur sept colonnes dans son numéro du 21 juillet 1949²²¹. Le leader communiste se proclame « du côté socialiste »²²². Ce discours, fait état d'un durcissement des vues de Mao Zedong, qui affirme que « la Chine appartient intégralement au camp révolutionnaire international soviétique, ayant à sa tête l'Union soviétique. »²²³ S'il fait bien référence à Sun Yat-sen, c'est au personnage de 1924 qui dirigeait « le premier congrès du Kuomintang auquel participaient les communistes »²²⁴, c'est-à-dire au moment où le parti nationaliste est refondé sous la houlette des émissaires soviétiques.

Au même moment, André Pierre, s'appuyant sur le même discours, confirme dans *Le Monde* que la politique intérieure de Mao est « en tous points conforme au stalinisme » et que les slogans qui clament « Vive l'alliance amicale de la Chine et de l'Union soviétique ! Vive la défense commune de l'Extrême-Orient par l'URSS et la Chine communiste ! »²²⁵ viennent confirmer l'alliance souhaitée par Mao Zedong.

Lors de la proclamation de la République populaire de Chine, il ne fait plus de doute, du moins pour le PCF, que la Chine communiste est définitivement considérée comme l'héritière du marxisme. Ainsi, Maurice Thorez, dirigeant du PCF adresse au « Camarade Mao Tse tong »,

« ses félicitations les plus chaleureuses pour la proclamation de la République du peuple chinois. Ce grand événement d'une portée politique considérable consacre l'échec des plans de domination sur la Chine des impérialistes américains et anglais ; il concrétise le passage de l'ensemble de la Chine avec son demi-milliard d'habitants dans le camp de la démocratie et de la paix à la tête duquel se trouve la grande Union Soviétique de LÉNINE et de STALINE. »²²⁶

Les intellectuels proches du Parti communiste restent, quant à eux, relativement silencieux au moment de la proclamation de la République populaire de Chine. *Les Temps modernes* n'en parlent pas, et, dans *Les Lettres françaises* on trouve un seul article à ce sujet, signé du poète Pierre Seghers²²⁷. Après avoir ironisé sur le départ précipité des Européens qui fuient Shanghai, devenue communiste, le poète commente :

²²⁰ Jean-Jacques BRIEUX, *La Chine, du nationalisme au communisme*, op.cit. p. 284.

²²¹ « La dictature de la démocratie populaire par Mao Tsé-toung », *L'Humanité*, 21 juillet 1949.

²²² *Ibid.*

²²³ J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti Communiste Chinois*. Vol. 2, op.cit. p. 441.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ André PIERRE, « Mao Tse-Toung précise sa pensée », *Le Monde*, 20 juillet 1949.

²²⁶ « Le Comité central du Parti communiste français salue la proclamation de la République du peuple chinois », *L'Humanité*, 1^{er} octobre 1949.

²²⁷ Pierre Seghers (1906-1987) est poète et éditeur. En 1932, il rencontre le graveur Louis Jou qui l'encourage à publier son premier recueil, *Bonne-Espérance*. (1938). Seghers devient éditeur durant l'occupation pendant laquelle il publie Aragon, Éluard et Mauriac. Après la Libération, il poursuit son travail d'édition avec une

« Toutes les forces jeunes, toutes les forces créatrices de la nouvelle République populaire chinoise se débarrassent des punaises. Ce sont deux mondes qui se séparent. [...] Des généraux-patrons-de-casinos à Mao Tse Toung, on appréciera la distance. Exactement celle qui sépare "Après nous la nourriture..." de "Après moi, la Chine". »²²⁸

Il faut attendre juin 1950, pour trouver un second article revenant sur la naissance de la République populaire de Chine. L'écrivain Claude Roy²²⁹ décrit alors avec emphase le tournant historique qu'a vécu la Chine :

« De la terrasse du palais impérial qui domine Pékin, s'il considère la ville étendue à ses pieds et au loin l'horizon de l'ancien Empire du Milieu, Mao Tzé Toung ne porte pas sur ce spectacle le regard d'un homme dont la tâche est accomplie. Après trente ans de luttes et de guerres civiles, la paix enfin conquise et le pouvoir assuré, la plus grande des tâches s'offre à lui et à ses compagnons. »²³⁰

Ce silence au moment des faits, qui peut paraître surprenant, concernant les intellectuels les plus à gauche, s'explique peut-être justement par une inquiétude vis-à-vis du régime chinois qui semble, dans un premier temps, ne pas se ranger totalement aux côtés du communisme stalinien. Par ailleurs, à une époque où règne « la psychose de la guerre »²³¹, les compagnons de route français demeurent fidèles à l'URSS, dans un moment où le Komintern réunit les communistes internationaux sur le modèle des Congrès des années trente. Le Congrès mondial des partisans de la paix, qui réunit une cinquantaine de pays dans la salle Pleyel, est présidé par l'éminent physicien français Frédéric Joliot-Curie²³². Une large part des intellectuels de la gauche française sensibles à la cause de la paix y participent, mais les partisans de la revue

collection intitulée « Poètes d'aujourd'hui » qui connaît un fort succès et lui permet de diversifier ses publications. Adhérent au PCF de 1946 à 1953, il s'en éloigne après des voyages dans les pays de l'Est. Pascal MERCER, dans Jacques JULLIARD et Michel WINOCK, *Dictionnaire des intellectuels français*, Paris, Seuil, 2002, pp. 10421-1042.

²²⁸ Pierre SEGHERS, « DDT sur la Chine », *Les Lettres françaises*, 6 octobre 1949.

²²⁹ Claude Roy (1915-1997) est à la fois poète, romancier, critique littéraire et journaliste. Militant au sein de l'Action française dans sa jeunesse, il collabore à *Je suis partout*, jusqu'en 1942, où il entre dans la Résistance. Cette expérience décisive le pousse à adhérer au PCF en 1943. Il collabore ensuite avec les journaux de gauche, publie des recueils de poésie, des romans et des essais littéraires. Déçu par l'invasion soviétique de la Hongrie en 1956, il quitte le Parti communiste deux ans plus tard, et défend alors le « socialisme à visage humain ». Sheila HALLSTED-BAUMERT, *Dictionnaire des intellectuels français*, *op.cit.* pp. 1011-1012.

²³⁰ Claude ROY, « Clefs pour la Chine », *Les Lettres françaises*, 29 juin 1950.

²³¹ M. WINOCK, « *Esprit* » : *des intellectuels dans la cité (1930-1950)*, *op.cit.* p. 295.

²³² Frédéric Joliot-Curie (1900-1958) est physicien, formé par Paul Langevin. Il est le mari d'Irène Joliot-Curie, fille de Pierre et Marie Curie, et obtient avec elle le Prix Nobel de physique en 1935 pour la découverte de la radioactivité artificielle. Professeur au Collège de France, il travaille ensuite sur les réactions nucléaires. Il adhère comme Paul Langevin aux diverses organisations antifascistes des années 1930, puis entre dans la Résistance à l'automne 1940. Il adhère au PCF en 1942. Fondateur du CNRS à la Libération, il devient, en 1950, Président du Conseil mondial de la paix et lance l'Appel de Stockholm, qui exige « l'interdiction absolue de l'arme atomique » à une époque où l'URSS vient de se doter de l'arme nucléaire. Profondément communiste, il entre au Comité central du PCF en 1956. Michel PINAULT, dans *Dictionnaire des intellectuels français*, *op.cit.* p. 633-634.

Esprit sont fortement déçus par « les mœurs staliniennes »²³³ du Congrès, dont les discours ne s'éloignent pas des éléments de langage communistes. C'est donc la preuve qu'en 1949, pour les intellectuels proches du Parti communiste, l'URSS demeure l'unique « lueur à l'Est ».

Douze jours après la naissance de la République populaire de Chine, Robert Guillain parvient à quitter la Chine nouvelle. Le reporter, qui vit au rythme du pays depuis six mois, confirme qu'en Chine s'est installé :

« un authentique système communiste mené par des révolutionnaires qui ont 25 ans d'expérience et dont les équipes dirigeantes sont vraiment des "durs" et des "purs". [...] Dans ce pays de la confusion et de l'absence de logique, une minorité, employant l'outil marxiste, copiant soigneusement les leçons de la Révolution russe, cette minorité-là possède un levier formidable pour soulever la masse passive des Chinois. »²³⁴

Au lendemain de la proclamation de la République populaire de Chine, les intellectuels français communistes rejettent avec véhémence la possibilité d'une dissidence politique chinoise. Au Congrès des partisans de la paix, Frédéric Joliot-Curie estime d'une part qu'il y a « des centaines de millions d'hommes qui, sous des gouvernements hostiles et oppresseurs se groupent et agissent pour empêcher le retour de la guerre, [auxquels] viennent s'ajouter les forces immenses des peuples épris de paix qui se sont déjà libérés : l'Union Soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Albanie...et la Chine. »²³⁵ D'autre part, « la collusion avec le camp impérialiste »²³⁶ du dissident Yougoslave Tito, fait peser selon lui la menace d'une « guerre préventive. »²³⁷

Un mois plus tard, Pierre Courtade vient définitivement battre en brèche l'hypothèse d'un titisme chinois abhorré qui « ferait de la Chine une nouvelle Yougoslavie » :

« Les manifestations de l'amitié sino-soviétique qui se déroulent actuellement, les positions de principe fermes et claires prises par Mao Tsé toung et les dirigeants chinois sur les questions comme celle de la dictature de la démocratie populaire et l'internationalisme prolétarien couvrent de ridicule ceux qui espèrent en un "titisme" chinois. »²³⁸

²³³ M. WINOCK, « Esprit » des intellectuels dans la cité, *op.cit.* p. 300.

²³⁴ R. GUILLAIN, « Le marxisme parviendra-t-il à façonner la masse passive des Chinois ? », *Le Monde*, 13 octobre 1949.

²³⁵ Frédéric JOLIOT-CURIE, « Le discours de Joliot-Curie », *Les Lettres françaises*, 3 novembre 1949.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ P. COURTADE, « L'amitié sino-soviétique », *L'Humanité*, 20 décembre 1949.

Robert Guillain continue d'étudier la question de la nature du communisme chinois quelques mois plus tard, pour un article dans la prestigieuse revue *Politique étrangère*²³⁹. Comme il le notait déjà dans son dernier article au moment de son départ de la Chine,

« le marxisme-léninisme [...] est réservé aux meneurs de la nation, à ces trois millions que compte aujourd'hui le parti communiste – chiffre bien réduit au milieu des 450 millions de Chinois. [...] Même [...] facilitée par des objectifs moins ambitieux que ceux du communisme, la "captation" des masses reste à faire. [...] »²⁴⁰

Si Jean-Jacques Brioux estime en octobre 1949 que le Parti communiste a su, au contraire du Guomindang, « ne jamais se séparer des masses et conserver la plateforme la plus large comprenant non seulement ces 85% de la masse chinoise, mais aussi les ouvriers, les intellectuels, les petits commerçants, les gens des professions libérales »²⁴¹, d'autres estiment qu'il a encore fort à faire pour s'imposer. Il nous faut justement étudier les méthodes du Parti communiste chinois pour obtenir l'adhésion des masses, mais aussi quelle est sa politique vis-à-vis de l'étranger. D'abord conciliante et mesurée, la politique de Mao Zedong tend pourtant à se durcir très vite.

II. La modération communiste à l'intérieur et à l'extérieur ?

1) Le Parti communiste et les étrangers en Chine : de la modération au durcissement de la politique

Rassurer les étrangers

Lorsque l'Armée populaire de libération délivre les villes chinoises, le péril rouge, ainsi que d'autres exactions commises près de cinquante ans plus tôt occupent encore l'esprit de la majorité des Occidentaux. Mao Zedong en est conscient, et, durant cette première phase d'occupation, son Parti se distingue par sa modération vis-à-vis des étrangers. Jacques Sallebert rapporte ainsi les paroles du consul de France à Pékin qui fait part de son soulagement :

« La seule chose dont on puisse être à peu près certain, me disait le consul de France à Pékin, c'est que jusqu'à aujourd'hui les communistes ont respecté les ressortissants étrangers ; les consulats continuent à

²³⁹ En plus de Robert Guillain, on y trouve la signature d'autres intellectuels français spécialistes de la Chine comme Henri Brenier, André Pierre, Charles Grosbois ou Jean Escarra. Le fait que Guillain y collabore lui aussi, confirme son statut d'intellectuel.

²⁴⁰ R. GUILLAIN, « Problèmes de la Chine communiste », *Politique étrangère* 15, n° 1 (1950), pp. 37-44, <https://doi.org/10.3406/polit.1950.2772>.

²⁴¹ J.-J. BRIEUX, « Le bilan du Kuomintang », *op.cit.*

fonctionner normalement et les biens étrangers n'ont subi aucun dommage de la part de l'administration nouvelle. »²⁴²

La même modération est observée à Nankin où le consul Jacques Meyrier ne peut croire Jacques Guillermaz qui lui annonce l'arrivée des communistes :

« "Monsieur l'ambassadeur, les communistes sont là ! " "Impossible, je le saurais." me répondit-il. De son balcon, je lui montrai une sentinelle communiste déjà en faction à l'entrée de sa résidence. C'était le cas pour toutes les ambassades. »²⁴³

Dans tous les journaux de droite comme de gauche on se félicite « qu'aucun étranger ne soit molesté ». Robert Guillain observe quant à lui que les étrangers de Shanghai continuent de jouir de leur liberté : « Les déclarations officielles proclament et répètent que les vies et les biens des étrangers sont sauvegardés. Pas de couvre-feu, pas de censure pour les journalistes étrangers. [...] »²⁴⁴ Plus encore, « les étrangers seront invités à participer à la reconstruction du pays. [...] Certains commerçants sont mêmes déjà partis pour la Chine du Nord, de Hong Kong où fonctionne déjà une mission d'achat officieuse. »²⁴⁵

Certains sont pourtant moins bien traités, en accord avec les visées communistes : des facilités sont accordées aux banques anglaises et belges mais « refusées aux banques françaises et américaines. »²⁴⁶ Jacques Guillermaz fait lui aussi état d'un incident à l'ambassade américaine de Nankin où « un petit groupe de soldats communistes fit irruption dans la chambre à coucher du Dr Leighton Stuart, l'ambassadeur des États-Unis, sans toutefois le molester. »²⁴⁷ Comme le souligne le correspondant du *Figaro*, les États-Unis sont à la fois les anciens alliés de Chiang Kai-shek et les initiateurs du bloc « impérialiste » dans la Guerre froide.

De la même manière, la politique étrangère menée par le PCC se caractérise par sa modération, avant d'évoluer vers une ligne plus dure.

L'attitude de la Chine communiste vis-à-vis des puissances étrangères est fondamentale pour la France qui, bien qu'elle ait dû renoncer à ses concessions, est liée à la Chine à cause de l'Indochine voisine, qui connaît une guerre coloniale sur son territoire depuis 1945.

²⁴² J. SALLEBERT, « Premières nouvelles de Moukden, Pékin, Tientsin et Kalgan, où les communistes chinois implantent avec prudence un nouveau régime. », *op.cit.*

²⁴³ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, *op.cit.* p. 198.

²⁴⁴ R. GUILLAIN, article sans titre, 4 juin 1949, *op.cit.*

²⁴⁵ « Les chefs communistes de la Chine vus par un témoin », *Le Figaro*, *op.cit.*

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ J. GUILLERMAZ, *ibid.* p. 198.

L'Indochine est la première terre d'exode des Chinois apeurés par l'avancée de l'Armée rouge. Jean Sallebert qui est à Saïgon, écrit le 10 janvier 1949 :

« Des milliers de Chinois fuient devant la guerre et viennent frapper à la porte de l'Indochine. Si nous respectons les accords de Tchoung King [Chongqing], nous devons les accepter, mais nous risquons d'accueillir ainsi de nombreux éléments peu désirables, pour le grand mécontentement des annamites. Le problème est très sérieux et demande à être résolu avec décision car au rythme actuel de l'immigration (environ 20 000 par mois), Cholon deviendra rapidement la véritable capitale d'Indochine. »²⁴⁸

Le retour au monde binaire

Cependant, après la modération des premiers mois de la mise en place de la Chine communiste, le durcissement de la politique de Mao Zedong éclate en juin 1949, une fois encore à l'occasion du 28^e anniversaire du Parti communiste chinois, à travers son article « De la dictature démocratique ». Le lexique est alors en tous points celui de l'Internationale communiste. Mao affirme clairement que « la troisième voie n'existe pas. Nous sommes contre la clique réactionnaire de Tchiang Kai-chek, qui se range du côté des impérialistes. »²⁴⁹ Les mots « impérialisme » et « impérialiste » reviennent à 34 reprises dans ce court article, ce qui montre bien que l'Occident est redevenu l'ennemi principal. Mao met en garde à deux reprises contre « les réactionnaires chinois et étrangers, c'est-à-dire les impérialistes et leurs chiens de garde. »²⁵⁰ La France fait l'objet de la méfiance des communistes chinois, puisqu'elle appartient au camp impérialiste et qu'elle mène, depuis deux ans, « une guerre coloniale en Indochine, [ce que] la Chine honnissait. »²⁵¹

Par conséquent, si durant les premiers mois, Mao Zedong et ses acolytes se montrent conciliants vis-à-vis des étrangers, dès la proclamation de la République populaire de Chine, le journaliste Pierre Bertrand note dans *Le Figaro* le retour de la normalisation communiste :

« On apprend de Shanghai que le maire communiste de cette ville interdit l'activité "professionnelle" aux correspondants des agences et journaux n'appartenant pas à des pays qui entretiennent des relations

²⁴⁸ J. SALLEBERT, « Les Chinois qui fuient la guerre viennent frapper aux portes de l'Indochine et la tragédie de « l'Exodus » se renouvelle en Extrême-Orient », *Le Figaro*, 10 janvier 1949.

²⁴⁹ « Mao Zedong : De la dictature démocratique populaire – 1949 - Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste [Belgique] », consulté le 20 janvier 2021, <http://www.centremlm.be/Mao-Zedong-De-la-dictature-democratique-populaire-%E2%88%92-1949>.

²⁵⁰ « La dictature de la démocratie populaire par Mao Tsé-toung », *L'Humanité*, 21 juillet 1949.

²⁵¹ Jiayi GAO, « Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations sino-françaises (1949-1969) » sous la direction de Olivier Wieviorka et Shen Zhihua, Le Mans, 2011, p. 31.

diplomatiques avec le nouveau gouvernement de Pékin. Décision qui revient à supprimer des informations n'émanant pas de journalistes liés à l'URSS ou à ses satellites. »²⁵²

Le maire de Shanghai est Chen Yi, ancien étudiant « retour de France ». Tout comme Deng Xiaoping, il est venu en Chine par le biais du Mouvement étude-travail, et s'est intéressé au communisme durant son séjour dans l'usine Schneider, du Creusot²⁵³. Il a pris part à la « Marche sur Lyon » en compagnie de Deng Xiaoping²⁵⁴. Nommé assistant du département politique de l'académie militaire de Huangpu, il collabore ensuite avec Chiang Kai-shek et prend part à la *Beifa*. « Partisan fidèle des maoïstes »²⁵⁵, Chen Yi est l'un des chefs de l'Armée rouge, et livre des combats acharnés, avant de prendre la tête de la quatrième armée lors de la guerre sino-japonaise. C'est lui qui mène la bataille qui ouvre aux communistes la route de Shanghai en janvier 1949. Il devient alors chef militaire de cette ville, la plus européanisée de Chine, ainsi que chef militaire de la Chine de l'Est. Ce militaire a donc fréquenté de très près les « impérialistes » et Mao ne peut douter de la loyauté de cet homme dévoué au Parti communiste.

Robert Guillain témoigne lui aussi des tracasseries administratives qui retardent son départ de Shanghai puis de la Chine, et qui sont symptomatiques d'une administration rigide et tatillonne, ainsi que de la désorganisation de la Chine :

« Les chinoïseries par lesquelles j'ai dû passer pour obtenir l'"exit visa" indispensable au capitaliste impérialiste qui veut sortir de Chine ont dépassé de loin toutes les formalités que j'ai subies autrefois au Japon. Vingt-cinq visites à la police nouvelle du régime libérateur, représentant à chaque fois plusieurs heures perdues, m'ont enfin assuré à la veille du départ, le précieux papier. Mon "cas" était visiblement une excellente occasion pour des policiers chinois soucieux de bien montrer que la Chine est désormais libre et démocratique. J'étais sans visa d'entrée ou plus exactement sans visa de résidence, étant arrivé en pleine débandade nationaliste. Il m'a donc fallu porter les péchés du Kuomintang : je ne pouvais sortir, n'étant jamais entré. On ne me connaissait pas. Il a fallu des enquêtes, des traductions de mes télégrammes, des détails sur *Le Monde*, ses opinions, son directeur, lettres d'excuses (m'excuser de n'être pas en règle avec... l'ancien régime, c'est d'une logique très chinoise.) »²⁵⁶

Douze jours après la proclamation de la République populaire de Chine, l'attitude des communistes chinois suit désormais l'orthodoxie soviétique. La politique étrangère va

²⁵² P. BERTRAND, « Fuite éperdue de la population de Canton », *Le Figaro*, 10 octobre 1949.

²⁵³ Geneviève BARMAN et Nicole DULIOUST, « Les années françaises de Deng Xiaoping », *Revue d'histoire du Vingtième Siècle*, 20, n° 1 (1988): 17-34, <https://doi.org/10.3406/xxs.1988.2793>.

²⁵⁴ Voir partie 3, chapitre 1.

²⁵⁵ « CHEN Yi 陳毅 - Maitron », consulté le 20 janvier 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article180830>.

²⁵⁶ R. GUILLAIN, « Le marxisme parviendra-t-il à façonner la masse passive des Chinois ? », *Le Monde*, *op.cit.*

permettre à Mao Zedong se s'élever graduellement durant ses premiers mois au pouvoir. La situation de l'Asie de cette année 1949 est dominée par la guerre d'Indochine.

2) L'Indochine : de la prudence de Chiang Kai-shek à l'affirmation de Mao Zedong comme un acteur de la Guerre froide

Dès le départ des Japonais de son sol, l'Indochine va redevenir une pièce maîtresse des relations sino-françaises, depuis les dernières années du régime du Guomindang, jusqu'aux premiers mois de l'installation de Mao Zedong au pouvoir. Davantage encore que la situation en Chine, c'est donc la situation en Indochine qui occupe le devant de la scène asiatique entre 1945 et 1947.

L'indépendance indochinoise, clé des négociations entre la Chine nationaliste et la France (1945-1948)

Le 28 août 1945, le Vietnamien Hô Chi Minh avait formé un gouvernement communiste, actant la naissance de la République démocratique du Vietnam²⁵⁷. Les troupes du Guomindang avaient aussitôt déferlé dans la région du Tonkin afin de faire barrage à une propagation du communisme dans leur propre pays. Dès lors, Hô Chi Minh cherche à se débarrasser des nationalistes chinois en manœuvrant avec la diplomatie française. Bien qu'il ait juré de « ne pas pactiser avec la France »²⁵⁸, il mène des négociations secrètes avec Jean Sainteny, le représentant diplomatique de De Gaulle. Bien que la guerre coloniale d'Indochine ait commencé le 23 septembre 1945, avec la reconquête par la France de la province de la Cochinchine, les négociations se poursuivent.

Dans ce contexte, la France signe un accord avec Chiang Kai-shek. Le traité franco-chinois signé le 28 février 1946, « consacre la rétrocession définitive des concessions françaises. En contrepartie de l'abandon de l'extraterritorialité et du retour des concessions, la Chine accepte de retirer ses troupes du Tonkin dès que les troupes françaises auront pris la responsabilité du Nord de l'Indochine. »²⁵⁹ Cet accord qui rend à la France ses possessions indochinoises, est accueilli avec intérêt par les Chinois frontaliers.

Paul Bouffanais, consul de France à Kunming, capitale du Yunnan, commente :

²⁵⁷ François GUILLEMOT, *Viêt-Nam, fractures d'une nation : une histoire contemporaine de 1858 à nos jours* Paris, La Découverte, 2018, p. 85.

²⁵⁸ *Ibid.* p. 87.

²⁵⁹ N. BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*.

« Quant à l'accord sur la question sino-indochinoise il est diversement accueilli. Si, d'une façon générale, constatant qu'il n'y a plus de litige entre la France et la Chine, on suppose tous les profits que les deux pays doivent tirer de leur coopération en Extrême-Orient et dans le monde, on ne renonce pas toujours sans regret à un beau rêve d'expansion.

Les milieux yuannais (*sic*), tant officiels que privés sont les plus sincères à se réjouir de notre retour au Tonkin : ils ont salué dans l'accord du 26 février l'espoir d'un retour à la prospérité d'avant-guerre, la fin prochaine de l'isolement économique du Yunnan. Ils savent que nous sommes prêts à les aider et comptent plus sur nous que sur les autorités centrales dont les préoccupations vont ailleurs. »²⁶⁰

Cependant, la presse chinoise, à Kunming comme à Shanghai, s'élève contre l'attitude des Français, qui « oppriment les ressortissants chinois et Indochinois. » « La France, qui a propagé le nationalisme et les doctrines révolutionnaires, s'efforce de réprimer ces tendances en Indochine. »²⁶¹ De son côté, le gouvernement du Guomindang observe une neutralité prudente, affirmant « sympathiser » avec les peuples qui combattent pour leur indépendance mais « attache[r] une importance encore plus grande au maintien des relations confiantes avec la France et que c'est sans porter atteinte à l'amitié qui existe entre les deux pays que les problèmes d'ordre secondaire doivent être réglés. »²⁶²

La situation au Vietnam est donc critique. D'une part, le pays est fracturé entre communistes du Parti communiste indochinois, et nationalistes, qui, avec le départ des troupes du Guomindang, perdent un allié de poids. D'autre part la France du Général de Gaulle n'a pas reconnu l'indépendance du Vietnam en 1945 et continue de ne pas comprendre les velléités d'indépendance vietnamiennes. Un article de janvier 1950, paru dans *Les Temps modernes*²⁶³ met bien en évidence l'état d'esprit des Français résidant en Indochine au moment de l'indépendance. La romancière Monique Lange²⁶⁴ raconte :

²⁶⁰ P. BOUFFANAIS, à Jacques Meyrier, 9 mars 1946. ANOM, 1 AFF-POL/3441.

²⁶¹ M. BOUFFANAIS, chargé du consulat général de France à Kunming à Jacques Meyrier, 22 mai 1946, ANOM, *ibid*.

²⁶² Télégramme de J. MEYRIER, 17 mars 1947, ANOM, 1 AFF-POL 2652.

²⁶³ Revue fondée par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir en octobre 1945. La revue se donne pour but « d'apporter de l'intelligence au monde ». La revue publie de grands noms littéraires comme Raymond Aron, Michel Leiris, Maurice Merleau-Ponty ou Albert Camus. La revue papier s'éteint en 2018, après la mort de Claude Lanzmann qui la dirigeait. En mai 2019, les membres du Comité de rédaction de la revue, rappelant que *Les Temps modernes* avaient pour volonté de « penser l'histoire en même temps qu'on la fait », s'interrogent sur la manière de poursuivre les réflexions fécondes entamées par Sartre en 1945. <https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-de-la-philosophe/le-journal-de-la-philosophe-du-jeudi-09-mai-2019> consulté le 21 janvier 2021 et https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/02/le-but-des-temps-modernes-etait-d-apporter-une-intelligence-globale-du-monde_5457197_3232.html consulté le 27 février 2021.

²⁶⁴ Monique Lange (1926-1996), est apparentée à Henri Bergson. Elle passe son enfance en Indochine. De 1949 à 1963, elle a travaillé dans l'édition chez Gallimard. Romancière et scénariste, elle collabore avec les cinéastes Henri-Georges Clouzot ou Roberto Rossellini. <https://www.humanite.fr/node/141412> consulté le 21 janvier 2021.

« J'ai grandi dans ce pays sous l'occupation japonaise. Comme nous étions occupés, je ne pensais pas une seconde qu'il pouvait être malheureux de notre occupation à nous. Le malentendu est monstrueux et cette guerre sera laide. »²⁶⁵

La guerre coloniale débutée en 1945 dans le sud du Vietnam, s'impose au nord, en décembre 1946. Les agents viet-minh²⁶⁶ font évacuer Hanoï de force et le gouvernement de Hô Chi Minh prend le maquis, appelant à une résistance populaire : « Que celui qui a un fusil se serve de son fusil, que celui qui a une épée se serve de son épée ! Et si l'on n'a pas d'épée, qu'on prenne des pioches et des bâtons ! »²⁶⁷

*L'inquiétude des intellectuels français face à l'avancée du communisme
chinois (juillet-octobre 1949)*

La guerre d'Indochine devient donc le point chaud des événements d'Asie. Les succès des troupes de Mao Zedong sont alors commentés par certains intellectuels français au prisme de l'Indochine.

C'est notamment la vision de personnalités communistes françaises, qui, depuis 1946, apportent ouvertement leur soutien à Hô Chi Minh, et ont refusé de voter les crédits pour la guerre d'Indochine en 1947. Étienne Fajon estime que les victoires obtenues par la Chine populaire doivent permettre « d'imposer sans délai à notre gouvernement marshallisé la fin de la guerre injuste d'Indochine, où quiconque voit désormais qu'elle ne peut avoir d'autre issue que la légitime indépendance du peuple vietnamien, uni derrière le président Ho Chi Minh. »²⁶⁸

À mesure que la guerre s'enlise et qu'il devient clair que le communisme s'installe en Chine, la situation de l'Indochine inquiète les hommes politiques français qui connaissent bien le pays. En effet, cette colonie est redevenue cruciale pour la France meurtrie de l'après-guerre, et les responsables politiques de droite comme de gauche proclament que « l'Union française e[st] destinée à préserver l'image de la France comme puissance mondiale. »²⁶⁹ Lors du Congrès national du Parti socialiste (du 15 au 18 juillet 1949) les partisans de l'Union française, dont certains sont au gouvernement, prennent acte de la posture de Mao Zedong, dont il est

²⁶⁵ Monique LANGE, « Jeunesse coloniale », *Les Temps modernes*, février 1950.

²⁶⁶ Organisation militaire et paramilitaire affiliée au Parti communiste indochinois.

²⁶⁷ HÔ CHI MINH, « Appel à la résistance nationale », 20 décembre 1946, cité par F. GUILLERMOT, *op.cit.* p. 94.

²⁶⁸ Étienne FAJON, « Les victoires de la Chine populaire », *L'Humanité*, 24 janvier 1949.

²⁶⁹ Formule de Georges Bidault, Président du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) et membre du Mouvement Républicain Populaire, cité par M. MICHEL, dans J-F. SIRINELLI, *Histoire des droites en France*, t. 3, *op.cit.* p. 149.

désormais vain d'espérer un possible titisme. Georges Richard²⁷⁰, le dernier trésorier-payeur de l'Indochine, est très clair à ce sujet : « Cette avance de Mao Tsé Toung en Asie, c'est l'avance du Stalinisme en Asie. Je pourrais me tailler un succès facile comme les camarades hier en vous donnant des détails qui vous démontreraient que le régime de Mao Tsé toung n'a rien à envier en pittoresque et en dureté au régime stalinien. »²⁷¹ Marius Moutet qui, en 1949, est ministre de la France d'Outre-mer et a joué un rôle important lors des négociations de 1946 avec Hô Chi Minh, va jusqu'à parler d'une « tempête sur l'Asie. »²⁷² Il ne mâche pas ses mots à l'encontre des membres du PCF « qui exploitent l'idéologie de la paix » et affirme :

« En Asie, c'est une sorte de racisme de Grande Asie que le communisme chinois a hérité du Japon ; c'est l'idée des indépendances nationales, mais, faites bien attention, aussitôt que l'indépendance nationale est reconnue, et qu'un gouvernement national est institué, qu'est la politique du parti communiste ? C'est de lutter contre ce gouvernement national et d'essayer de l'abattre. C'est la situation en Birmanie, c'est la situation en Malaisie, c'est la situation aux Indes. [...] J'ai dit l'autre jour au conseil de la République : méfiez-vous, lorsque les communistes vous accusent de faire une chose, c'est qu'ils veulent et vont la faire ; quand ils ne le font pas et quand ils vous accusent de préparer la guerre, ce sont eux qui la préparent, quand ils ne la font pas et actuellement il n'y a que les partis communistes qui fassent la guerre à travers le monde ! Voilà la vérité. (Applaudissements).

Ils veulent que nous trahissions avec Ho Chi Minh parce qu'ils savent bien qu'Ho Chi Minh, ancien élève de Moscou comme Mao Tsé-toung etc. est un communiste de stricte obéissance. [...]

Est-ce que nos camarades qui ont l'habitude de voir tout de même les problèmes politiques ne se rendent pas compte que l'avance (*sic*) des armées de Mao Tsé-toung du côté de Hong-Kong ou du côté de Shanghai ou du côté de Tonkin ne sera pas de nature à créer des difficultés d'ordre international qui peuvent presque immédiatement déclencher un conflit mondial ? »²⁷³

On le voit, alors que la Guerre froide trace une ligne infranchissable entre communistes français partisans de l'URSS et les hommes politiques d'une autre obéissance, les avancées du communisme en Chine et au Vietnam sont imbriquées. Dans les premiers mois de l'avancée des troupes de Mao Zedong, une partie des diplomates français avait pu envisager la

²⁷⁰ Georges Richard (1893-1963) est député socialiste du Pas-de-Calais de 1919 à 1932. Après cette date, il entre dans l'administration coloniale. Il est nommé aux fonctions de trésorier-payeur des Pays d'Outre-mer, et exerce cette charge au Togo puis au Laos et au Vietnam. « GEORGES Richard, dit RICHARD Georges - Maitron », consulté le 22 janvier 2021, <https://maitron.fr/spip.php?article76225>.

²⁷¹ Georges RICHARD, « Discussion sur l'Union française », 41^e Congrès national du Parti socialiste, Paris, 15 au 18 juillet 1949. Séance du 18 juillet 1949. En ligne sur <http://archives-socialistes.fr/themes/archives/static/pdfviewer/?src=http%3A%2F%2Farchives-socialistes.fr%2Fapp%2Fcdn.sk%3Fa%3Dm%26d%3D54660#>

²⁷² Marius MOUTET, *ibid.*

²⁷³ *Ibid.*

reconnaissance de la Chine nouvelle si « la Chine avait pris une position correcte »²⁷⁴. Mais, au milieu de l'année 1949, les causes du Viet-Minh et du communisme chinois semblent unies.

L'entrée de la Chine communiste dans la guerre d'Indochine : Mao Zedong en chef de guerre (octobre 1949-janvier 1950)

C'est précisément la guerre du Vietnam qui donne à Mao Zedong l'occasion de s'affirmer sur la scène internationale. Comme l'on pouvait s'y attendre, ce sont les communistes français qui mettent le plus en valeur cette attitude du leader chinois. La guerre d'Indochine devient leur cheval de bataille notamment à la fin de l'année 1949, d'autant plus que ce conflit est influencé par l'installation d'une République populaire soviétique chez le voisin chinois. En effet, dès octobre 1949, l'union est faite entre les deux républiques : Hô Chi Minh, envoie deux délégués pour demander « au Comité central du PCC de lui fournir armes, munitions, produits pharmaceutiques et assistance économique. »²⁷⁵ En lui accordant son aide, Mao Zedong « s'acquitte de son devoir internationaliste »²⁷⁶ et prend sa part de responsabilité dans ce qu'il appelle « la révolution asiatique »²⁷⁷. Les rédacteurs de *L'Humanité* s'empressent de retranscrire le télégramme de Mao à Hô Chi Minh :

« Ensemble, la Chine et le Viet-nam sur le front de la lutte anti-impérialiste. Avec le développement victorieux de la lutte pour la libération des deux peuples, l'amitié entre nos deux nations se resserrera chaque jour. Meilleurs vœux pour la consolidation de l'union entre les peuples chinois et vietnamiens. Mes meilleurs vœux pour le succès complet de la cause de l'indépendance de la démocratie de la république démocratique du Viet-Nam. »²⁷⁸

L'Indochine est d'autant plus cruciale pour le PCC, que c'est là que se sont réfugiés plusieurs milliers de soldats nationalistes, et les communistes français se félicitent de l'intransigeance de Mao Zedong. André Marty, figure du Parti communiste français souligne lors du Comité central :

²⁷⁴ Kaixuan LIU, *op.cit.* p. 40.

²⁷⁵ J. GAO, « Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations sino-françaises (1949-1969) ». *op.cit.* p. 29.

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ « La Chine et le Vietnam combattent ensemble sur le front de la lutte anti-impérialiste télégraphie Mao Tsé toung à Hô Chi Minh », *L'Humanité*, 4 novembre 1949.

« Chacun a apprécié la déclaration de Mao Tsé toung disant que les armées populaires chinoises poursuivraient les armées nationalistes chinoises jusqu'en Indochine si le fantoche Bao Daï²⁷⁹ leur donnait asile. »

La Chine communiste s'est libérée de la tutelle étrangère, et s'apprête à aider l'Indochine à faire de même. Aux premières lueurs de l'année 1950, Mao reconnaît le gouvernement de la République démocratique du Vietnam incarné par Hô Chi Minh ²⁸⁰, et entre à son tour dans la guerre d'Indochine. L'entrée de la Chine communiste dans cette guerre coloniale en change le visage. Comme le souligne François Guillermet, « il ne s'agit plus d'une guérilla mais de guerre révolutionnaire dans le sens maoïste du terme : une guerre totale où le politique guide le militaire. »²⁸¹ C'est le moment que choisit le sociologue Raymond Aron pour s'exprimer sur le communisme chinois. Il note qu'« il semblait jusqu'à présent que la guerre de Chine intéressât peu le public français. Il a fallu l'arrivée des troupes de Mao Tse Tung à la frontière de l'Indochine pour secouer cette indifférence. »²⁸² L'unification des buts du Viet-Minh et de la Chine viendrait donc matérialiser « le Kominform en Asie »²⁸³, qu'il prévoyait déjà en octobre 1948. De la même manière, les intellectuels appartenant au comité de rédaction des *Temps modernes*, restés silencieux au moment de l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong, réagissent davantage sur le rôle de la Chine dans la guerre d'Indochine. Dans le numéro de janvier-juin 1950, la journaliste et poétesse Claudine Chonez²⁸⁴ s'interroge :

« Que le communisme ait fait, grâce à la guerre, en trois ou quatre ans, les progrès qu'il eut normalement mis un quart de siècle à accomplir en ce pays féodal, cela est bien certain. Où en sera-t-on à la paix ? Quel sera le rôle de Mao Tsé tung ? Bien difficile de prédire. [...] Songez qu'aucun jeune nationalisme n'est

²⁷⁹ Bao Daï est l'ex-empereur du Vietnam (il a abdiqué le 25 août 1945 pour laisser la place à la République démocratique du Vietnam). Il est donc le dernier à régner sous la colonisation française. Pour contrer le gouvernement Hô Chi Minh, qui a pris le maquis, et les partisans les plus farouches de l'indépendance vietnamienne, la France met sur pied un État nationaliste concurrent, dirigé par l'ancien empereur Bao Daï, associé à la France dans le cadre de l'Union française. Cet État « instable et doté d'un régime politique inachevé » survit jusqu'en 1954. Voir F. GUILLEMOT, *Viêt-Nam, fractures d'une nation*, op.cit. pp. 97-105 .

²⁸⁰ « La reconnaissance inopinée d'Hô Chi Minh par le gouvernement de Péking, le 18 janvier, a constitué le point tournant des relations de la France et de la nouvelle Chine. », note de Robert JOBEZ, consul de France à Hong-Kong, au Ministre des Affaires étrangères, 23 octobre 1950, ANOM, INDO HCI//663.

²⁸¹ *Ibid.* p. 100.

²⁸² Raymond ARON, « Révolution en Asie », *Le Figaro*, 5 janvier 1950.

²⁸³ Raymond ARON, « La toile d'araignée, le Kominform en Asie », *Le Figaro*, 11 octobre 1948.

²⁸⁴ Claudine Chonez (1906-1995) suit des cours aux Beaux-Arts de Paris pour devenir sculptrice. Tout d'abord proche de l'extrême-droite (elle publie par exemple un reportage sur les jeunesses hitlériennes dans *L'Intransigeant* en 1935), elle devient correspondante de guerre durant la Seconde Guerre mondiale, et se rapproche d'Elsa Triolet et Louis Aragon en devenant compagne de route du PCF. Elle publie dans des revues comme les *Lettres françaises*, ou *Libération*. https://fr.wikipedia.org/wiki/Claudine_Chonez consulté le 21 février 2021 et Marie-Ève THÉRENTY, *Femmes de presse, femmes de lettres*, Paris, CNRS édition, 2019, p. 350.

tout à fait libre aujourd'hui, d'ingérence étrangère. Et aussi qu'il y a une attraction naturelle entre les révoltes des peuples opprimés et la révolution... »²⁸⁵

On peut donc observer avec quelle vitesse la Chine de Mao Zedong s'impose comme un acteur incontournable de la Guerre froide. La guerre coloniale du Vietnam donne au Président chinois l'occasion de se présenter en chef d'État, et comme le nouveau guide des peuples opprimés d'Asie. Dès les premiers mois de l'année 1950, c'est-à-dire deux mois seulement après sa fondation, la République populaire s'impose sur l'échiquier mondial. Les intellectuels sont donc rapidement fixés sur ce que représente la politique de Mao Zedong sur le plan extérieur. De la même manière, les six derniers mois de l'année 1949 vont laisser apparaître les véritables contours de la « dictature démocratique populaire ».

3) Instauration d'une « dictature populaire » : quel visage pour la Chine nouvelle ? (1949-1950)

La politique étrangère de Mao Zedong peut donc être divisée en deux périodes : une certaine modération jusqu'en juillet 1949, avec des paroles encourageantes envers les étrangers résidant en Chine et une volonté de « tendre la main » à l'Occident selon l'expression de Robert Guillain²⁸⁶. Mais le ton change à partir de juillet 1949, moment où Mao Zedong affirme sa pleine adhésion au bloc de l'URSS, et adopte donc des principes intransigeants face à l'« impérialisme » étranger.

Les intellectuels qui assistent aux premiers pas de la Chine nouvelle se considèrent comme les mieux à même de témoigner de l'installation d'un régime communiste dans l'un des pays les plus peuplés du monde (450 millions d'habitants en 1949). Journalistes et diplomates font donc part de leurs ressentis, depuis les premiers pas du régime en mai 1949 jusqu'au début de l'année 1950.

Les premiers pas prudents de la Nouvelle démocratie

Nous avons déjà vu que le Parti communiste chinois installe son régime à pas mesurés, afin de se différencier de l'URSS stalinienne. La Chine de la « Nouvelle démocratie » se donne pour but de « transformer une Chine politiquement opprimée et économiquement exploitée en une Chine politiquement libre et économiquement prospère. De plus nous voulons transformer la

²⁸⁵ Claudine CHONEZ, « Petit réquisitoire indochinois », *Les Temps modernes*, janvier-juin 1950.

²⁸⁶ R. GUILLAIN, « Mao Tse Tung pratique la politique de la "main tendue" », *Le Monde*, 17 juin 1949.

Chine, ignorante et arriérée sous la domination de l'ancienne culture, en une Chine éclairée et avancée, où dominera la culture nouvelle. »²⁸⁷ Ces paroles sont encore très proches de celles de Sun Yat-sen ou de Chiang Kai-shek qui dénonçaient les « traités inégaux » imposés à la Chine par l'Occident au XIX^e siècle. Dans ce texte qui date de 1940, Mao Zedong semble d'ailleurs se placer dans les pas de Sun Yat-sen : « Lorsque le Dr. Sun Yat-sen dit : "La révolution n'est pas encore achevée, nos camarades doivent poursuivre leurs efforts", il avait précisément en vue cette révolution démocratique bourgeoise ». Mao estime comme Sun Yat-sen que la révolution socialiste doit se faire en plusieurs phases. En mai 1949, c'est cette idéologie-là qui domine – Robert Guillain en parle comme d'un « gant de velours »²⁸⁸. Le reporter du *Monde* témoigne ainsi du fait que :

« En attendant Changhai constate que la révolution ne lui est administrée qu'à doses prudentes. [...] La ville n'a pas connu la crainte. Pas l'ombre de terreur politique, pas d'exécutions, presque pas d'arrestations [...]. »²⁸⁹

Le second point important de la Nouvelle démocratie, est que, contrairement au stalinisme, Mao Zedong n'instaure pas de lutte des classes. Il appelle au contraire à « l'unité de toutes les classes révolutionnaires chinoises »²⁹⁰, c'est-à-dire : « le prolétariat, la paysannerie, les intellectuels et les autres fractions de la petite bourgeoisie. »²⁹¹ On voit donc que les intellectuels et la petite bourgeoisie sont considérés par Mao comme faisant partie du peuple, et que le seul ennemi est la grande bourgeoisie, liée au capitalisme.

Robert Guillain revient sur ces éléments dans un article datant de 1950, qui montre encore combien le communisme chinois inocule prudemment la doctrine aux masses :

« À la masse [...], on ne lui en demande pas trop. On lui propose simplement la nouvelle démocratie, qui combine un socialisme modéré avec la notion de dictature du prolétariat et la pratique de la NEP léniniste²⁹². On appelle les capitalistes à collaborer aux fondations de l'édifice socialiste qu'on édifiera plus tard : on leur promet protection, pourvu qu'ils admettent désormais que les classes laborieuses,

²⁸⁷ MAO Zedong, « La Démocratie nouvelle », *op.cit.*

²⁸⁸ R. GUILLAIN, « Changhai ou la révolution invisible – force et faiblesse du gant de velours », *op.cit.*

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ MAO Zedong, « La Démocratie nouvelle », *op.cit.*

²⁹¹ *Ibid.*

²⁹² « Nouvelle Politique Économique » lancée par Lénine en 1921 en URSS. Selon Nicolas Werth, cette période qui va de 1921 à 1927, est celle d'une « pause, une trêve. » La Nouvelle Politique Économique était pensée comme une alliance entre ouvriers et paysans, « pour une politique de développement équilibrée dans laquelle l'industrie et l'agriculture devaient s'épauler. » Cette politique utopiste est considérée par Lénine comme celle d'une coopération visant à inculquer sans brusquerie les idées communistes dans les campagnes. Si elle semble porter ses fruits au niveau industriel, elle révèle aussi les faiblesses structurelles de la paysannerie russe, sans parvenir à nourrir sa population. Nicolas WERTH, « Chapitre II - Les années de la NEP (1921-1928) », *Que sais-je ?* 5^e éd. (6 juin 2017), pp. 32-50, <https://www.cairn.info/histoire-de-l-union-sovietique-de-lenine-a-staline--9782130792901-page-32.htm>.

représentées par le Parti communiste, ont désormais la direction de l'État dont ils ne seront plus que des "employés". »²⁹³

Robert Guillain et Jacques Guillermaz ne se contentent pas d'observer la mise en place de la Nouvelle démocratie communiste. Leur expérience de l'Asie et de la Chine leur permet à tous les deux de définir les causes sous-jacentes de cette modération apparente des communistes chinois. Dès le 4 juin, Robert Guillain prévient ses lecteurs de ne pas s'y laisser prendre :

« En conclure que déjà le nouveau régime abandonne ses principes intransigeants pour des solutions de compromis, qu'il va s'amollir à mesure que son territoire s'accroît et que sa tâche se complique ; bref, croire que le communisme fera comme le Kuomintang qui passa de la pureté révolutionnaire à la réaction corrompue, ce sont peut-être des illusions dangereuses disent beaucoup d'observateurs des mieux renseignés et des plus avertis, ce sont en tout cas des conclusions prématurées.

[...] Les ménagements envers le capitalisme constituent une politique depuis longtemps prévue. [...] Mais Mao répète à satiété que la « nouvelle démocratie » c'est-à-dire la phase modérée du régime n'est qu'une période préparatoire : le but jamais perdu de vue c'est l'instauration d'un vrai socialisme, autrement dit, d'un socialisme sur le modèle soviétique. »²⁹⁴

Par ailleurs Jacques Guillermaz qui observe les événements depuis Nankin, souligne une autre raison de la modération du PCC, sans doute aidé en cela par ses recherches sur la Chine et un recul historique de quarante ans :

« Il s'agissait, sans compromettre le Parti qui souhaitait conserver son autorité et sa pureté, de rassurer les populations, d'obtenir leur adhésion sans réserve au nouveau régime et à la nouvelle idéologie. Mais le Parti savait aussi qu'il manquait d'expérience et de cadres qualifiés pour prendre immédiatement et correctement en charge l'administration de grandes agglomérations. Conscient de ses faiblesses sur ce point, il devait d'abord observer et se montrer prudent. »²⁹⁵

En effet note Gilles Guiheux, « la plupart des fonctionnaires reste en poste ; seul un petit nombre, les plus liés au Guomindang, sont destitués et détenus. Dans la police par exemple, à l'échelle de tout le pays, 60% des forces [...] sont maintenues à l'issue d'un programme de "reconstruction éducative". »²⁹⁶

²⁹³ R. GUILLAIN, « Problèmes de la Chine communiste », *op.cit.* p. 39.

²⁹⁴ R. GUILLAIN, article sans titre, *Le Monde*, 4 juin 1949, *op.cit.*

²⁹⁵ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, *op.cit.* p. 202.

²⁹⁶ Gilles GUIHEUX, *La République populaire de Chine : histoire générale de la Chine (de 1949 à nos jours)*, Paris, Les Belles Lettres, 2018, p. 21.

D'abord Parti des villes à sa création en 1921, le PCC est devenu par la force des choses le Parti des campagnes, et avance avec prudence lors de sa prise des villes. Il en faut en effet pour obtenir l'adhésion des masses, qui, selon Robert Guillain « reste à faire »²⁹⁷ en 1950.

...À la dictature populaire

- La dictature du peuple et l'écrasement des « réactionnaires »

Cependant, les choses changent en juillet 1949. Selon la formule de Robert Guillain, « le régime nouveau est un régime souple appliqué par des durs. »²⁹⁸ En effet, alors que le Parti communiste prend ses marques et que la victoire finale est de plus en plus certaine, « la pensée et les intentions de Mao Tse-tung [...] commençaient à s'éloigner de la "Néo-Démocratie" et de l'esprit de conciliation qu'elle impliquait. »²⁹⁹ Mao revient alors au pragmatisme, et estime qu'il est temps d'adapter la « Nouvelle démocratie » édictée en 1940 aux « deux bouleversements politiques survenus entre-temps : la défaite du Japon, puis celle du Guomindang. »³⁰⁰ Une fois de plus, c'est son discours en forme d'oxymore, « De la dictature démocratique populaire » qui fixe la nouvelle direction de la politique chinoise. Comme le souligne Robert Guillain, celle-ci délaisse la modération des premiers temps pour exprimer clairement une nouvelle intransigeance :

« [On nous dit] "Vous exercez une dictature. Mes bons messieurs, vous avez raison, c'est exactement ce que nous faisons. Toute l'expérience accumulée par le peuple chinois au cours de plusieurs dizaines d'années nous enseigne à appliquer la dictature démocratique populaire, c'est-à-dire à priver les réactionnaires du droit à la parole et à ne réserver ce droit qu'au peuple. »³⁰¹

Un peu plus loin il précise ce qu'est le peuple :

« En Chine, dans la phase actuelle, le peuple, c'est la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale. Sous la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste, ces classes s'unissent, forment leur propre État, élisent leur propre gouvernement et exercent la dictature sur les valets de l'impérialisme, c'est-à-dire sur la classe des propriétaires fonciers et sur la bourgeoisie bureaucratique, ainsi que sur ceux qui représentent ces classes, les réactionnaires du Kuomintang et leurs complices. Elles exercent sur eux leur oppression, ne leur permettant que de marcher droit, sans tolérer

²⁹⁷ R. GUILLAIN, « Problèmes de la Chine communiste », *ibid.*

²⁹⁸ R. GUILLAIN, *Orient Extrême*, *op.cit.* p. 206.

²⁹⁹ J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti Communiste Chinois*. Vol. 2, *op.cit.* p. 440.

³⁰⁰ Alain ROUX et Xiaohong XIAO-PLANES, *Histoire de la République populaire de Chine : de Mao Zedong à Xi Jinping*, Paris, Armand Colin, 2018, en ligne sur <https://www-cairn-info.bases-doc.univ-lorraine.fr/histoire-de-la-republique-populaire-de-chine--9782200614881.htm> .

³⁰¹ « MAO Zedong : De la dictature démocratique populaire – 1949 - Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste [Belgique] ».

de leur part aucun propos ou acte contre le pouvoir établi. Tout propos ou acte de ce genre sera aussitôt réprimé et puni. »³⁰²

Jean-Jacques Brieux résume : « la dictature populaire c'est le gouvernement du peuple, par le peuple...et contre ce qui n'est pas le peuple. »³⁰³

Du côté des communistes français, on applaudit cette nouvelle formule qui « s'est révélée plus forte que les dollars. »³⁰⁴ Robert Guillain, quant à lui, observe se mettre en place l'oxymore « dictature démocratique », en septembre 1949, au moment où le gouvernement central a proclamé la naissance de la République populaire. Le nouveau régime semble bien respecter une démocratie de façade puisque « l'Assemblée actuelle de Pékin donne assez bien un avant-goût du futur système. Elle a fait place à la "troisième force" des partis modérés non communistes. Le PCC y figure modestement comme un parti parmi les autres. Mais nul ne saurait douter que le parti n'y soit en fait tout puissant. »³⁰⁵ Guillain précise :

« En dépit de ses méthodes prudentes la nouvelle démocratie sera bien, comme l'exposa maintes fois son théoricien et chef Mao Tse Tung, une "dictature démocratique" donc une dictature. Sa constitution et son gouvernement de l'aveu du chef lui-même, feront des libertés démocratiques le privilège des classes sur lesquelles le régime veut s'appuyer – paysans ouvriers, intellectuels et bourgeoisie capitaliste moyenne – mais refuseront ces libertés, même conçues comme elles le sont "à la chinoise", aux éléments réfractaires au régime. »³⁰⁶

- La propagande : d'une infiltration en douceur à une emprise totale sur la population

Le principal levier pour parvenir à cette « dictature du peuple » est révélé par Mao Zedong lui-même : « c'est la persuasion et non la contrainte »³⁰⁷. C'est donc la propagande qui doit permettre la « captation des masses » selon l'expression de Robert Guillain mais aussi « la rééducation des réactionnaires. »³⁰⁸

Une fois de plus, diplomates et journalistes témoignent de ce changement d'ambiance. Dans les premiers temps de l'arrivée des communistes dans les villes, la propagande se fait « par des chansons »³⁰⁹ à la gloire de Mao et de Zhu De et par une infiltration d'hommes « invisibles »³¹⁰

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ J.-J. BRIEUX, *La Chine, du nationalisme au communisme*, *op.cit.* p. 331.

³⁰⁴ P. COURTADE, « L'amitié sino-soviétique », *op.cit.*

³⁰⁵ R. GUILLAIN, « Après la proclamation du Gouvernement central, la "dictature démocratique" de la Chine nouvelle prend corps, *Le Monde*, 27 septembre 1949.

³⁰⁶ *Ibid.*

³⁰⁷ « Mao Zedong : De la dictature démocratique populaire – 1949 - Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste [Belgique] ».

³⁰⁸ *Ibid.*

³⁰⁹ R. GUILLAIN, *Orient Extrême*, *op.cit.* p. 206.

³¹⁰ R. GUILLAIN, « Changhaï ou la révolution invisible – force et faiblesse du gant de velours », *op.cit.*

qui vont « capter, domestiquer, dominer l'énorme masse. »³¹¹ Ratna Cartier-Bresson, qui a quitté la Chine avec son mari quelques jours avant la proclamation de la République populaire de Chine, se laisse aller à un commentaire personnel : « La plus grande activité des étudiants, c'est l'indoctrination (*sic*) par le chant. Je n'avais jamais su combien cela peut être bête de chanter tout le temps. »³¹² Par la jolie formule « le dragon est en train de disparaître et est remplacé par l'étoile »³¹³, la photographe témoigne elle aussi du fait que « les nouveaux règlements commencent à fleurir dans tous les domaines, le Parti déjà tisse sa toile dans toutes les couches de la vie changhaïenne, la propagande envahit tout »³¹⁴. Jacques Guillermaz explique quant à lui que :

« Cette propagande eut d'abord assez peu d'effets. La population se moquait de la naïveté, des balourdises des soldats communistes venus de lointaines campagnes arriérées et que la vue de l'électricité et de l'eau courante plongeait dans la stupeur et l'admiration. Elle faisait de mauvais et intraduisibles jeux de mots à propos de la terminologie marxiste. Certains se rassuraient jusqu'à l'imprudence : "C'est donc cela le riz de la Libération !" protestait un ami chinois devant la médiocrité du riz qui nous était servi dans un restaurant de la ville ; remarque qui, proférée devant un étranger, pouvait facilement passer pour contre-révolutionnaire. »³¹⁵

La fracture entre les villes développées et occidentalisées et les soldats venus des campagnes n'est pas prête à se résorber. Il faut donc mettre les villes au pas, ce qui se fait par une intensification spectaculaire des moyens de propagande. Un article de Robert Guillain , qu'il nous faut citer longuement, raconte ce « serrage de vis » :

« Quant à la masse de la population changhaïenne, le parti communiste resserre lentement ses mailles sur elle. Cela se fait par la prolifération des organisations contrôlées par le parti : le jour viendra où tout Changhaïen finira par se trouver enrôlé dans quelque groupement ou encerclé par le réseau omniprésent des syndicats, cellules, comités, amicales, associations, groupes d'études etc. Parviendrait-il à fuir tout cela qu'il serait rejoint d'une autre façon : par la propagande. La marée submerge tout. Elle s'infiltré par chacune des organisations ci-dessus évoquées, et déborde la presse désormais entièrement contrôlée. Mais le plus surprenant c'est d'observer à Changhaï un phénomène qui se produit aujourd'hui à travers la Chine entière. Les trois cents millions de chinois des régions "libérées" sont littéralement mis à l'école. Depuis les professeurs des universités convoqués pour des "périodes" où ils apprennent gravement leurs leçons et préparent leurs discours de marxisme, jusqu'aux ouvriers des usines subissant après leur travail des conférences quotidiennes, ou aux villageois auxquels un étudiant explique les nouveaux slogans, la

³¹¹ R. GUILLAIN, *Orient Extrême, ibid.*

³¹² Lettre de Ratna CARTIER-BRESSON, *op.cit.*

³¹³ *Ibid.*

³¹⁴ R. GUILLAIN, « Changhaï ou la révolution invisible – force et faiblesse du gant de velours », *op.cit.*

³¹⁵ J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989, op.cit.* p. 203.

Chine entière apprend le catéchisme de la "nouvelle démocratie" vu à travers les écrits de Mao Tse Tung. »³¹⁶

En avril 1950, Claude Roy revient sur cette remarque du correspondant du *Monde*, pour dresser un portrait à la gloire de Mao Zedong³¹⁷ :

« On peut faire de l'ironie sur cette immense tâche, à laquelle Mao Tsé Toung et ses compagnons se sont attelés : apprendre à un peuple tout entier la science de vivre. *Apprendre*. Apprendre aux hommes les moyens de se libérer, d'être plus heureux. »³¹⁸

Robert Guillain, quant à lui, décortique le fonctionnement de la propagande chinoise, qui s'attache à « rééduquer » les masses, depuis les classes dites « réactionnaires » comme les professeurs d'université jusqu'au prolétariat. Le Leica d'Henri Cartier-Bresson saisit le gigantisme de cette propagande avec une photo évocatrice³¹⁹ : l'homme semble encerclé par de gigantesques affiches à la gloire de la révolution – on reconnaît sur celle de gauche un soldat (à droite), un ouvrier dans le coin gauche, ainsi qu'une femme, à qui nous avons déjà vu que le régime portait une attention particulière. Ainsi, selon les directives de Mao Zedong, les moyens de coercition violents [...] sont rarement employés. »³²⁰ Ce sont principalement les étudiants et les jeunes, qui contestaient déjà bruyamment les inflexions autoritaires du Guomindang, qui se chargent de « convaincre » la population et c'est ce que révèlent les photographies prises par Henri Cartier-Bresson. Ses clichés montrent principalement des visages jeunes dans des manifestations à la gloire du Parti communiste, tandis que l'une de ses photos représente des enfants en train de lire les écrits du Président Mao³²¹, ce qui prouve combien le régime s'attelle à enrôler toute la population, et en particulier la jeunesse.

Au lendemain de la proclamation de la République populaire de Chine, Robert Guillain conclut son dernier article en nommant enfin ce qu'est devenue la Chine communiste : « On constate ici une fois de plus l'effrayante efficacité des méthodes totalitaires »³²² écrit-il. Si certains pensent encore que le communisme peut « s'enchinoiser », Guillain témoigne de la puissance de la propagande communiste, « qui apporte quelque chose comme une "foi". De

³¹⁶ R. GUILLAIN, « 300 millions de Chinois ânonnent le catéchisme de la Nouvelle Démocratie », *Le Monde*, 8 septembre 1949.

³¹⁷ Ces articles parus dans *Les Lettres françaises* du 13 avril au 29 juin 1950, retracent l'ascension de Mao Zedong ainsi que l'édification du Parti communiste chinois, dans une lecture hagiographique des événements. Ces articles vont ensuite être rassemblés dans son ouvrage *Clefs pour la Chine*, qui paraît en 1953.

³¹⁸ Claude ROY, « 450 millions d'hommes se libèrent », *Les Lettres françaises*, 13 avril 1950.

³¹⁹ Voir annexe 5, photo l.

³²⁰ J-J. BRIEUX, *La Chine, du nationalisme au communisme*, *op.cit.* p. 331.

³²¹ Voir annexe 5, photo k.

³²² R. GUILLAIN, « Le marxisme parviendra-t-il à façonner la masse passive des Chinois ? », *op.cit.*

l'avis des "vieux de la Chine" on n'avait jamais vu des Chinois se mettre au travail comme ceux-là ni jamais eu comme aujourd'hui l'impression que le désintéressement et l'incorruptibilité des chefs pourraient bien durer. »³²³ Jean-Jacques Brieux semble lui beaucoup plus optimiste. Revenant sur l'échec de l'Occident à offrir une « planche de salut » aux Chinois, il écrit en février 1950 :

« De quoi seront faits les lendemains du communisme en Asie ? Nul ne le sait mais, un fait est certain, c'est que par lui ou avec lui, des millions d'hommes en Asie sont en train de franchir le seuil de la famine, de l'insécurité, de l'abjection, pour prendre en main leur destin d'hommes. »³²⁴

Par cette synthèse, le journaliste acte le basculement de la Chine d'un monde à l'autre, c'est-à-dire le passage d'une République dont les travers ont ruiné le pays à la nouvelle ère qui s'ouvre avec la Chine communiste.

La faillite du Guomindang, impuissant à enrayer la corruption et l'inflation galopante, laisse le champ libre à la Chine communiste de Mao Zedong. Des intellectuels français observent deux périodes dans la politique intérieure et extérieure impulsée au pays. Les plus fins connaisseurs demeurent toutefois dans l'expectative de la forme que va prendre le régime chinois. Jusqu'en juillet 1949, la politique du Parti communiste chinois se caractérise par une modération rassurante, tant envers les étrangers qu'au sein de son propre pays, ce qui donne à certains l'espoir que la Chine ne suivra pas en tous points la ligne stalinienne. Mais à l'été 1949, le régime se replace dans un communisme orthodoxe. Malgré cela, les intellectuels de gauche s'intéressent davantage au rôle de la Chine dans les guerres d'Indochine et de Corée, plutôt qu'à la création d'un nouveau pays communiste en Asie. La Nouvelle démocratie installée par le PCC va alors prendre peu à peu les caractéristiques d'un régime totalitaire, et basculer dans la violence.

*

La proclamation de la République populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949 semble donc achever le basculement d'une Chine à l'autre. La Chine de Mao Zedong se tient désormais ouvertement dans le camp stalinien, et s'attelle à devenir à son tour une puissance. La majorité des intellectuels français témoins de cette transition ont quitté la Chine avant même la proclamation de cette République populaire. Pourtant, en cette fin d'année 1949, quelques étrangers, parmi les plus anciens présents en Chine, demeurent encore dans le pays. Le dernier

³²³ *Ibid.*

³²⁴ J-J BRIEUX, « IV. La Chine de Mao Tse tung : les réalisations », *Esprit*, février 1950.

médecin français quitte la Chine en 1954. Nous avons donc souhaité suivre ces intellectuels durant leurs dernières années au sein d'un pays qu'ils habitaient, pour certains, depuis quarante ans.

ÉPILOGUE : QUITTER LA CHINE (1950-1953)

Les premières années du régime communiste sont, selon les mots de Gilles Guiheux, « des années de transition »¹ marquées par « les hésitations du régime dans le choix d'une voie nouvelle. »² Ces premières années sont celles de la conquête du pouvoir par le Parti communiste chinois et de son implantation progressive dans la société. Cette période d'acclimatation pourrait avoir deux bornes chronologiques finales. Jacques Guillerma choisit l'année 1953, qui marquerait la fin des transformations de fond de la société chinoise (transformations politiques, économiques, sociétales et culturelles). Les quelques intellectuels français encore présents en Chine début 1950 vont donc vivre de plein fouet cette « mise au pas de la société » qui se donne pour mission de fonder « un homme nouveau ». Durant ces trois années, la Chine prend progressivement les traits d'un régime totalitaire. Les institutions culturelles françaises et leurs pensionnaires vont subir les brimades d'une administration endoctrinée. Mais Gilles Guiheux, dans son ouvrage récent sur la République populaire de Chine, suggère que cette période de transition peut aussi aller jusqu'en 1957 qui ouvre les années de dérives les plus violentes du maoïsme, depuis le Grand Bond en avant jusqu'au mouvement de rectification des Cent fleurs³.

Jean-Augustin Bussière, dernier intellectuel français présent en Chine, est expulsé à l'été 1954. Afin de nous permettre de comprendre ce que représente l'exil pour ces personnalités françaises, nous avons en effet choisi d'aller au-delà de l'année 1953 dans notre épilogue. La période 1950-1954 est ainsi marquée par une hostilité de plus en plus grande à l'égard des étrangers, tandis que le régime communiste chinois érige à son tour violence et contrainte comme des piliers de sa politique.

*

¹ G. GUIHEUX, *La République populaire de Chine*, *op.cit.* p. 16.

² *Ibid.*

³ En 1956, Mao Zedong prononce un discours dont la phrase la plus connue est « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent. » Ce discours souhaite lancer « un nouvel âge d'or de la production culturelle ». Les intellectuels sont invités à user de leur liberté de création et à critiquer les cadres afin d'améliorer le fonctionnement de la bureaucratie. D'abord timide, les critiques des intellectuels sur le Parti communiste sont de plus en plus virulentes à partir de mai 1957. Mao prône alors une répression féroce des intellectuels qui prend le nom de « mouvement anti-droitier ».

Le 8 septembre 1949, Robert Guillain se montre inquiet :

« On est tenté de conclure de tous ces phénomènes si peu chinois que la révolution atteindra bientôt son point de saturation au-delà duquel ses méthodes se retourneront contre elle-même. Il est plus prudent cependant de constater que dans le vide et le chaos laissés par le Kuomintang l'efficacité des méthodes marxistes se trouve décuplée, que la force du nouveau régime lui vient en partie de l'élan du nationalisme chinois maintenant capté à son profit, et surtout qu'il garde en réserve pour le cas où les choses tourneraient mal, la "manière forte" dont il évita jusqu'ici de se servir. »⁴

I. La Chine populaire : un régime totalitaire

1) Violence et mise au pas des intellectuels

Violence et société nouvelle

Le régime communiste chinois, sous des dehors policés, tend en effet peu à peu à dévoiler un visage bien moins lisse et à renforcer le contrôle de sa population. Or, malgré la bonne tenue affichée des soldats, il semble que cela ne soit pas nouveau.

Dans *L'Humanité* du 3 décembre 1948, Marius Magnien s'insurge contre la « calomnie »⁵ d'un article publié dans *L'Aube* par le journaliste et ancien résistant Jean Dannenmüller⁶. Dans son papier, publié sous le titre « Horreurs sur la Chine », le journaliste donne la parole à « un voyageur, ancien officier de l'Armée rouge soviétique, qui revient de Chine. »⁷ Ce témoin est également un intellectuel, qui a enseigné dans les principales universités chinoises, « des deux côtés : chez Mao Tsé toung et chez Tchang Kai Shek. »⁸ Il décrit l'atmosphère terrible des régions « libérées » passées sous contrôle communiste :

« [Les autochtones des villes libérées] subissent la terreur. Le terrain à peine conquis, les comités de vigilance deviennent des comités d'action. Les cadres communistes sortent de la collectivité, du maire à l'instituteur. Les enfants, à partir de 12 ou 13 ans sont embrigadés, fanatisés et armés. On leur donne des "responsabilités" c'est-à-dire le droit de tenir en échec tous ceux qui résisteraient à leurs caprices. Puis on les envoie dans l'armée. J'en ai vu douze, voilà quelques semaines, dans les environs de Moukden, qui refusaient d'obéir à cet ordre. On a rassemblé le village sur la place. Et leurs têtes, devant la foule silencieuse et armée, commencèrent à tomber. L'un d'eux sortit du rang : il avait changé d'avis, il acceptait de partir. On le contraignit à le prouver en tranchant lui-même la tête de deux de ses camarades.

⁴ R. GUILLAIN, « 300 millions de Chinois anonnent le catéchisme de la Nouvelle démocratie », *op.cit.*

⁵ Marius MAGNIEN, « Basse calomnie de *L'Aube* contre la Chine héroïque », *L'Humanité*, 3 décembre 1948.

⁶ Jean Dannenmüller (1913-1998) a été militant au Sillon de Marc Sangnier. Il est journaliste à *La Vie catholique* puis à *L'Aube*. Sous l'Occupation, il est le secrétaire particulier de Georges Bidaut, dirigeant du Conseil National de la Résistance à la mort de Jean Moulin. Interné à Dachau, Jean Dannenmüller s'en échappe par deux fois. https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Dannenmuller consulté le 23 janvier 2021.

⁷ Jean DANNENMÜLLER, « Horreurs sur la Chine », *L'Aube*, 2 décembre 1948.

⁸ *Ibid.*

Il le fit. Il est maintenant compromis. Il ne pourra vivre sans châtement que sous le régime de Mao Tsé toungh. J'ai vu aussi des mères exécuter leurs enfants ou des enfants exécuter leur mère... Comme cette pauvre femme qui allait mourir pour avoir prétendu qu'elle avait vu passer un avion américain. Au dernier moment, elle se ravisa : "c'était peut-être un Russe." "Sûr ?" "Sûr !" Elle dut décapiter de ses propres mains son gamin qui avait répandu la nouvelle. »⁹

Jean Dannenmüller clôt ce témoignage saisissant par une formule choc : « Hitler n'était qu'un apprenti ! »¹⁰ qui est aussi le surtitre de l'article. Vouée aux gémonies par Marius Magnien, qui minimise les faits¹¹ cette formule glaçante dessine pourtant les contours du régime chinois. À partir de 1950 en effet, ce dernier en vient à se calquer sur les régimes totalitaires déjà connus des intellectuels français, comme l'URSS stalinienne.

En effet, dès 1950, Mao s'attèle à rééduquer sa population. Diplomates et intellectuels français insistent sur deux points majeurs : la contrainte imposée aux populations chinoises et notamment aux intellectuels, ainsi que l'effroyable bilan humain auquel ont conduit les réformes économiques à marche forcée.

Un rapport diplomatique datant de 1953 rappelle que Mao Zedong lance dès le 24 juin 1950, une réforme qui vise « la refonte idéologique des divers types d'intellectuels »¹². Le Président de la République populaire de Chine souhaite : « Redonner au peuple chinois, encore trop enclin à rechercher les produits étrangers, self-respect et confiance en ses propres capacités [...] »¹³. Le diplomate français précise pour sa part :

« Nul n'est en mesure de servir utilement le pays s'il n'a pas préalablement rejeté ces défroques du passé ; une fois s'être laissé "laver le cerveau", et sa mentalité entièrement rénovée, tout sacrifice paraîtra alors facile : médecin pourvu d'une abondante clientèle, il demandera à partir pour le front de Corée ; étudiant habitué à la vie trépidante des grandes villes, il acceptera d'un cœur léger d'être envoyé à la campagne pour éduquer les masses rurales ; ingénieur, d'entreprendre au fin fond d'une province reculée la construction d'un barrage, d'une route ; mendiants, vagabonds, d'aller manier la pelle sur les rives du Fleuve Jaune ; il sera devenu, dans toute l'acceptation du terme, un "homme nouveau". [...] Critique, autocritique, étude attentive du marxisme-léninisme et de son application aux problèmes spécifiques de

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Magnien retourne les arguments énoncés par le témoin de Dannenmüller, en les mettant en parallèle avec les exactions du régime de Chiang Kai-shek : « La haine du peuple chinois est, en effet, plus redoutable que la bombe atomique. Et c'est pourquoi on ment pour aider Tchang et les capitalistes de Wall Street battus en Chine, alors que la très chrétienne *Aube* n'a jamais élevé la voix contre les atrocités, les crimes du régime de Nankin. » M. MAGNIEN, *op.cit.*

¹² « 3^e année de la néo-démocratie en Chine, rapport », février 1953, AMAE, 239 QO-DGRST, dossier 379.

¹³ *Ibid.*

la révolution chinoise, "le maotsetungisme" [...] et la généralisation de ses méthodes a fait de la Chine en même temps qu'une école, un immense confessionnal. »¹⁴

En affirmant vouloir créer « un homme nouveau », le régime chinois adopte l'une des principales caractéristiques des régimes totalitaires, ce qui n'était pas le cas de la Chine du Guomindang, État autoritaire mais non totalitaire¹⁵. À partir de juin 1950, Mao s'attelle en effet à rebâtir les bases de la société chinoise, faisant voler en éclat certains des principes sur lesquels elle reposait depuis des millénaires. Sa « loi sur le divorce », dont il a déjà été question, donne une plus grande liberté à la femme, mais vient aussi mettre à mal le principe de la grande famille patriarcale. Ce modèle, déjà adopté dans les « bases rouges », fait dire au témoin de Jean Dannemüller : « [L'idée de famille, si vieille, si incrustée en Chine] est pour Mao Tse tung un bastion à détruire. Il veut que la paternité disparaisse. Il veut que la maternité devienne un incident. »¹⁶

En plus de ces lois et de la loi agraire, Mao Zedong lance parallèlement des « campagnes de masses », moyen privilégié pour le Parti de mobiliser la population et de lui imposer ses décisions. Ces campagnes, qui mobilisent tout ou partie de la population, sont un moyen « d'éliminer ceux qui sont considérés comme les ennemis du régime »¹⁷. « La campagne pour éliminer les contre-révolutionnaires » vise particulièrement les intellectuels, jugés trop inféodés au pouvoir du Guomindang et aux puissances étrangères. Le décret du 21 février 1951 lance « plusieurs mois de terreur rouge afin d'extirper les contre-révolutionnaires et leurs complices. »¹⁸ Sont définis comme contre-révolutionnaires « ceux qui collaborent avec l'impérialisme, corrompent les fonctionnaires, espionnent, participent à des manifestations, sabotent la propriété publique, incitent les masses à se rebeller contre le gouvernement, franchissent illégalement les frontières internationales ou s'échappent de prison. »¹⁹ Décidée officiellement le 21 février 1951, cette campagne a déjà connu une première salve dès octobre

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Voir à ce sujet les réflexions sur le « fascisme chinois », partie 2.

¹⁶ J. DANNEMÜLLER, « Horreurs sur la Chine », *op.cit.*

¹⁷ G. GUIHEUX, *La République populaire de Chine, op.cit.* p. 29.

¹⁸ A. ROUX et X. XIAO-PLANES, *Histoire de la République populaire de Chine: de Mao Zedong à Xi Jinping, op.cit.*

¹⁹ Nathanael AMAR, « Violences de masse en République Populaire de Chine depuis 1949 | Sciences Po Violence de masse et Résistance - Réseau de recherche », 3 janvier 2013, [violences-de-masse-en-republique-populaire-de-chine-depuis-1949.html](https://www.violences-de-masse-en-republique-populaire-de-chine-depuis-1949.html).

1950, lorsque Mao entérine la « Directive du Double-dix »²⁰ qui marque une première accélération de la « campagne de suppression des contre-révolutionnaires. »²¹

Jacques Guillermaz a quitté la Chine le 22 janvier 1951, pour une mission à Hong Kong²², conscient de la menace qui pèse sur les étrangers résidant en Chine. Dans un rapport du 15 février 1951, il dresse un tableau saisissant de « l'ambiance dans laquelle vivent les populations chinoises sous le nouveau régime. »²³

Il décrit tout d'abord une société quadrillée, où surveillance et contraintes se retrouvent à chaque échelon administratif :

« [À Nankin] à côté des organismes administratifs habituels, régionaux ou municipaux, il existe un bureau central de la sécurité publique. Ce bureau dépend des bureaux de sécurité de quartier, lesquels n'ont rien de commun avec les commissariats de police qui continuent à exister. Enfin de chaque *Fen Chu*²⁴ dépendent des *Hsiao Tsu* ou petits comités en général sept ou huit par *Chu*. Véritables comités de vigilance, ils sont composés d'un habitant de la rue, ou de plusieurs rues. Soigneusement choisis et en général membres du parti, ces citoyens zélés, responsables vis-à-vis du *Fen Chu*, sont les surveillants, les dénonciateurs de la population, dont ils prétendent être les guides et les indicateurs. Leurs pouvoirs, quoique illégaux, sont quasi discrétionnaires. Une, deux ou trois fois par semaine, des membres du *Hsiao Tsu* souvent aussi du *Fen Chu*, procèdent à des visites domiciliaires qui sont inmanquablement l'occasion de longs interrogatoires entremêlés de propagande et de bons conseils. [...] »²⁵

À cette surveillance de tous les instants et de tous les actes de la vie quotidienne s'ajoute une propagande omniprésente :

« Sans parler de la presse uniformément communiste, de la radio, des campagnes d'affiches, des défilés, des meetings de quartier qui s'adressent à tout le monde et préparent d'autant plus commodément le terrain, qu'aucune opposition ne peut s'exprimer, l'action intérieure des syndicats utilise des moyens particuliers. [...] Prendre part à ces meetings, mouvements, défilés, est naturellement une stricte obligation, sous peine de renvoi ou pire. Par contre un zèle opportun peut assurer l'élévation à des emplois plus importants et mieux rémunérés. »²⁶

²⁰ Référence à la révolution du 10 octobre 1911 qui a permis la naissance de la République de Chine, puisqu'il s'agit de traquer les anciens fonctionnaires du régime déchu.

²¹ J. GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois*. Vol.1: *Des origines à la république soviétique chinoise (1921-1934)*, op.cit. p. 36.

²² J. GUILLERMAZ, *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*, op.cit. p. 213.

²³ J. GUILLERMAZ, « Note pour le secrétariat général permanent de la Défense nationale. Objet : ambiance de la Chine nouvelle », Hong Kong, 15 février 1951.

²⁴ « *Chu* » veut dire « district ».

²⁵ J. GUILLERMAZ, op.cit.

²⁶ J. GUILLERMAZ, op.cit.

Les intellectuels chinois, premières victimes des campagnes de masse

La création d'un homme nouveau ne peut se faire que par la violence. La « rééducation » touche particulièrement les intellectuels chinois, que le régime souhaite absolument récupérer²⁷. Le temps n'est plus où les intellectuels étaient considérés comme appartenant au peuple chinois, au même titre que les ouvriers et les paysans. Bien au contraire, les universitaires, mais aussi les « ingénieurs, médecins, artistes, gens de professions libérales » bien qu'ils aient « fort peu de sympathie pour l'arbitraire Kuomintang »²⁸, sont aussi « sans conteste hostiles au régime [communiste], que beaucoup affectent pourtant de suivre. »²⁹ Les professeurs d'université sont les plus mal lotis, « mal payés, ils voient leur prestige sacrifié aux attentions dont le gouvernement entoure leurs élèves. » Ils sont déconsidérés par le régime qui privilégie « les formations pratiques et techniques au détriment des arts libéraux. »³⁰ Les professeurs d'université sont contraints à des « confessions publiques, à laquelle assistent [leurs] étudiants, non comme simples auditeurs mais comme juges. » Ils sont aussi les premiers à subir un stage rééducatif à Pékin ou Suzhou : lever à six heures, éducation physique, conférences subies et faites, discussions "libres", présentation de thèses, etc.... Le stage dure de six mois à un an, après quoi l'on peut être admis aux syndicats, et éventuellement trouver un emploi. »³¹ Il s'agit en effet, selon les directives de Mao Zedong de faire d'eux des « hommes nouveaux »³².

L'attaché d'ambassade français achève son paragraphe consacré aux brimades infligées aux intellectuels par ces mots :

« À l'un d'eux qui me conta par le menu une séance d'autocritique à laquelle il avait assisté, je fis la réflexion suivante : "Comment expliquez-vous que la notion de "face" si puissante chez vous vous fasse accepter de tels procédés ?" Il n'hésita pas à me répondre : "Mais les communistes ont très bien prévu cela, ils nous persuadent que la face consiste aujourd'hui à s'auto-critiquer, plus on se critique, plus on doit être fier de soi..." »

Je dédie les paragraphes qui précèdent aux "intellectuels" qui, en s'affirmant communistes nient sans même le savoir l'intellectualité même. »³³

²⁷ Parmi les justifications qui peuvent expliquer cette volonté du régime communiste de formater les intellectuels chinois à son image, Jacques Guillermaz estime que le PCC agit surtout par nécessité : les intellectuels dits « supérieurs » (issus des universités et des grandes écoles) sont encore très peu nombreux comparés aux besoins du pays. En 1956, pour plus de 600 millions d'habitants, la Chine ne dispose que de 100 000 intellectuels « supérieurs. » Dans Jacques GUILLERMAZ, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, vol. 1, Petite bibliothèque Payot, Paris, Payot, 1979, p. 69.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ G. GUIHEUX, *La République populaire de Chine*, *op.cit.* p. 30.

³¹ J. GUILLERMAZ, *op.cit.*

³² Il est difficile de ne pas voir dans ces mesures, un prélude à la Révolution culturelle, mise en place en 1966.

³³ *Ibid.*

La « nouvelle société communiste » vit donc dans la terreur. Mao Zedong s'attèle à démanteler tout ce qui faisait le socle de la société traditionnelle, « l'individualisme » jusqu'ici outrancier, la tendance à « l'à peu près », le fatalisme serein, et s'efforce de créer à leur place les notions de « collectivités, d'exactitude, de croyance. »³⁴ Les campagnes agraires, ou anti-réactionnaires invitent la population à se déchaîner contre les propriétaires terriens ou les intellectuels et font des millions de morts et de prisonniers. Simone de Beauvoir affirme sans sourciller que « les condamnations à mort sont très rares »³⁵ et que « les peines sont de [...] de dix ans de prison au maximum »³⁶, citant un article du Règlement général de 1950. Pourtant, on parle de près de 3 millions de personnes exécutées, lynchées ou suicidées durant la réforme agraire³⁷ et de 2 600 000 personnes arrêtées dans les quelques semaines qui suivent le décret de février 1951³⁸. À ce même moment, trente intellectuels de gauche rédigent un « appel de Français indépendants »³⁹ et demandent « de rendre possible, sous une forme acceptable pour tous, l'entrée de la Chine populaire à l'ONU. [...] Qu'une nation dans la population compte plus de 450 millions d'habitants se voie systématiquement exclue des instances internationales reste injustifiable »⁴⁰ ajoutent-ils. Cela équivaut à demander la reconnaissance par la France de la Chine populaire. En réponse, François Mauriac fustige les soutiens français au régime maoïste, qui a déjà commencé ses purges en mai 1950 et rappelle :

« Tous les totalitarismes tendent à la mise au pas de leurs intellectuels – à cette mise au pas définitive qu'est la mort. Car il ne sert à rien de crier à un intellectuel : "tu n'as pas la parole !" Il ne sert à rien de le réduire au silence, l'intellectuel étant par définition – même s'il est lâche – "l'homme qui n'en pense pas moins". Voilà pourquoi en pays totalitaire il a fallu en abattre un si grand nombre. [...] »⁴¹

Un an et demi après sa proclamation, le PCC a déployé à grande échelle terreur et propagande, jetant bas le masque mesuré adopté aux premiers mois du pouvoir. Comme le

³⁴ *Ibid.*

³⁵ S. de BEAUVOIR, *La Longue marche*, *op.cit.* p. 370.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Nathanael AMAR, « Violences de masse en République Populaire de Chine depuis 1949 | Sciences Po Violence de masse et Résistance - Réseau de recherche ». <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/violences-de-masse-en-republique-populaire-de-chine-depuis-1949>.

³⁸ « 712 000 suspects furent condamnés à mort soit 1,24 pour mille. [...] 1 900 000 personnes furent condamnées à de lourdes peines de prison, et beaucoup furent internées dans les goulags chinois, les *laogai*. A. ROUX et X. XIAO-PLANES, *Histoire de la République populaire de Chine : de Mao Zedong à Xi Jinping*, *op.cit.*

³⁹ Cet appel est signé par Henri Aigueperse, René Bonnisset, Pierrette Houquet du syndicat national des instituteurs ; Charles d'Aragon, député ; Colette Audry, Claude Aveline, Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, Docteur Léon Boutbien, Jean Cassou, Louis Darius, André Denis, député ; André Gide, Jean-Jacques Gruber, Jean Guéhenno, Daniel Guérin, JM Krust, Maurice Lacroix, Adrien Lavergne de la fédération de l'éducation nationale ; Louis Martin Chauffier, Louis Massignon, Odette Merlat, Emile Mithout, abbé Pierre-Groues député ; Raymond Queneau, Paul rivet, député ; Charles Ronsac, Jean Rous, Jean-Paul Sartre, Vercors. « Appel de Français indépendants », *Le Figaro*, 22 mai 1950.

⁴⁰ « Appel de Français indépendants », *Le Figaro*, 22 mai 1950.

⁴¹ François MAURIAC, « Le pauvre intellectuel communiste », *Le Figaro*, 22 mai 1950.

prévoyait Robert Guillain, la révolution s'impose dans la violence et souffle tout sur son passage.

2) Un régime solide malgré la violence dont il fait preuve

À mesure que le régime s'engluait dans le sang, diplomates et intellectuels s'interrogent sur sa viabilité. Il semble donc intéressant de voir le portrait qu'ils dressent de la Chine communiste et des réformes imposées à marche forcée.

Un rapport fait état des « problèmes de la Chine populaire de janvier à mars 1950 ». Ce rapport met en avant deux « catastrophes » : une catastrophe économique avec notamment « une famine qui gagne de l'Est chinois vers le centre et le sud. [...] Selon Lin Piao [Lin Biao], plus de 10 millions de Chinois seraient affectés par la famine en Chine du Sud. »⁴² Cependant, la Chine communiste hérite là de la mauvaise gestion du Guomindang, même s'il est probable que certaines mesures communistes comme « la levée en masse, les acquisitions outrancières pour nourrir l'armée et les grandes villes »⁴³ aient aggravé la situation. Le régime lance donc en juin 1950 sa réforme agraire qui redistribue les terres, avec un minimum indispensable à chacun. Les paysans pauvres voient en conséquence leur parcelle un peu augmentée et la réforme semble porter ses fruits. Jacques Guillermaz observe ainsi que la production de céréales passe de 138 millions de tonnes avant-guerre, à 154 millions de tonnes en 1952, à la fin de cette réforme agraire⁴⁴. Il semble donc que, pour quelques années, le régime soit parvenu à rehausser le niveau de vie de ses habitants. Simone de Beauvoir, qui se rend en Chine pour six semaines en 1955, affirme encore : « Entre 1950 et 1955, [le régime chinois] a fait, pour aider l'agriculture, un effort considérable ; il a dépensé 4.600 millions de yens : prêts, travaux hydrauliques, secours aux sinistrés, etc. »⁴⁵

Pourtant, malgré la volonté de « perturber au minimum la production en cours »⁴⁶ cette réforme modifie profondément « le paysage social des campagnes ». En effet, avec la disparition des propriétaires fonciers, la réforme agraire met fin à la solidarité interne des clans et brise l'unité des villages, socle de l'existence des paysans chinois. Or, dès mars 1950, la diplomatie française relève la « catastrophe sociale » sans pour autant s'attarder sur ce qu'elle

⁴² « Les problèmes de la Chine populaire – aperçu de la situation de janvier à mars 1950 », ANOM, INDO HCI//663.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ J. GUILLERMAZ, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, vol. 1, *op.cit.* p. 44.

⁴⁵ Simone de BEAUVOIR, *La Longue marche*, Paris, Gallimard, 1957, p. 109.

⁴⁶ *Ibid.*

implique, se contentant de parler d'une « recrudescence du banditisme », selon la formule encore bien ancrée du « bandit chinois ». Cela peut se comprendre par le fait que les grandes lois comme la loi sur le mariage (mai 1950) ou la loi agraire n'ont pas encore été promulguées. Le diplomate français qui écrit ce rapport perçoit cependant déjà certaines forces du régime, qui apparaît stable :

« La situation est donc catastrophique : elle n'est nullement désespérée. Rien dans les faits qui précèdent ne menace le régime.

- parce qu'il a une armée solide de plus de 5 millions d'hommes
- parce qu'ayant le soutien des intellectuels il peut former des cadres jeunes et dynamiques pour remplacer les incapables du précédent régime gardés faute de mieux
- parce qu'il sait ce qu'il veut et applique une doctrine qui a fait ses preuves grâce à une police politique implacable.

Il est même possible que, en plus des précédents russes, le nouveau régime ne soit pas fâché du tout (*sic*) de la tournure que prennent les événements qui lui permettent :

- de résorber un surplus de population
- de détruire les inassimilables
- d'appliquer des réformes agraires profondes dans des buts théoriquement sociaux. »⁴⁷

Deux mois avant l'application des principales lois de la Chine populaire, les diplomates français, qui l'observent depuis six mois ont, semble-t-il, bien compris les forces sous-jacentes du régime. Un an plus tard, Jacques Guillermaz revient sur les forces du régime désormais bien en place malgré son totalitarisme :

« On ne saurait dire que le régime actuel ait réussi à s'assurer l'enthousiasme ou simplement la faveur de la population. Il a probablement contre lui la grande majorité de l'opinion des villes, ouvriers compris, tandis que l'opinion des campagnes peut être considérée comme neutre. Par contre il a su s'allier la jeunesse intellectuelle, probablement la jeunesse tout court, et a maintenu sur l'armée et le Parti une totale autorité. Enfin malgré quelques tendances à l'embourgeoisement de certains cadres, il a pu, par le dynamisme, la probité, l'ascétisme même de ses fonctionnaires, acquérir un prestige qui, joint à de peu scrupuleuses méthodes de contrôle, le fait redouter des masses. [...]

Je crois [...] que le communisme peut compter en Chine sur de puissantes forces latentes, qui depuis 1895, ont tenté sans succès de s'extérioriser. Les Chinois connaissent leurs propres faiblesses comme un malade sa maladie, ils savent qu'ils n'accompliront rien que sous contrainte, et il est probable que les résultats acquis feront finalement accepter la brutalité des méthodes. [...] C'est pourquoi [...] je ne pense point que [l'] impopularité actuelle [du régime] puisse entraîner son

⁴⁷ « Rapport sur la situation de la Chine populaire », *op.cit.*

effondrement. Il a au contraire manifesté suffisamment sa puissance pour que l'on puisse croire à sa solidité, et croire qu'il est en mesure de faire appliquer son ambitieux programme. »⁴⁸

Le militaire, appelé à devenir un sinologue éminent, établit donc un pont entre la fin de l'empire Qing, (période marquée par la soumission aux puissances étrangères⁴⁹ ainsi que par l'émergence d'un fort sentiment nationaliste⁵⁰) et la mise en place de cette Chine nouvelle qui, malgré sa brutalité, semble enfin redonner au pays l'occasion de tracer sa propre destinée. Bien que le peuple soit « sous la contrainte », celle-ci émane de ses propres dirigeants, et non d'une puissance étrangère.

Au début de l'année 1951, la Chine maoïste s'affirme donc comme un régime terrible mais solide, qui modèle la nouvelle société grâce à la persuasion et à la violence, aussi grâce à un nationalisme savamment distillé. Après les paroles conciliantes de 1949, qui appelaient les étrangers à prendre part à la construction de cette Chine nouvelle, il apparaît vite que les étrangers ne sont pas les bienvenus dans ce pays qui semble enfin disposer de lui-même. Les intellectuels et les institutions françaises, véritables piliers de pénétration intellectuelle à défaut d'être économique⁵¹, ne vont pas tarder à en faire les frais.

II. Des exactions contre les institutions culturelles françaises à l'expulsion des intellectuels français de Chine

1) Les exactions contre les institutions culturelles françaises

Un an après la proclamation de la République populaire de Chine, le Consul de France à Hong Kong, Norbert Jobez, dresse un bilan en demi-teinte des relations franco-chinoises. Si ces relations sont « loin d'être aussi tendues que celle de l'Amérique »⁵², la reconnaissance du gouvernement d'Hô Chi Minh par celui de Mao Zedong a jeté un froid sur les relations sino-françaises. Malgré tout, en octobre 1950, le Consul estime que « la situation de nos nationaux

⁴⁸ J. GUILLERMAZ, « Note pour le secrétariat général permanent de la Défense nationale. – Objet : ambiance de la Chine nouvelle. », *op.cit.*

⁴⁹ 1895 est la date de la défaite de la Chine face au Japon, lors de la première guerre sino-japonaise.

⁵⁰ Voir à ce sujet M-C. BERGÈRE, L. BIANCO, et J. DOMES, *La Chine au XX^e siècle. - D'une révolution à l'autre*, *op.cit.* p. 87-117.

⁵¹ Voir partie 3, chapitre 1.

⁵² « Note de M. Norbert Jobez, Consul de France à Hong Kong à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, 23 octobre 1950, ANOM, INDO HCI//663.

n'est pas plus mauvaise que celle des autres ressortissants étrangers [...] Des visas d'entrées en Chine ont été accordés à certains Français, professeurs, médecins et hommes d'affaires. » Si les intellectuels français semblent dans un premier temps trouver grâce aux yeux du gouvernement communiste de la Chine, la situation se tend brusquement deux mois plus tard.

En décembre 1950, une campagne de masse fixe comme but de « supprimer les institutions culturelles, pédagogiques et sociales "gérées par des étrangers ou avec des capitaux étrangers". »⁵³ À la suite de cette campagne, « toutes les institutions à contrôle occidental passent sous l'autorité des organisations de masse. »⁵⁴ La France, qui s'enorgueillit depuis les années 1920 de son ancrage intellectuel en Chine, va subir de plein fouet les brimades du régime maoïste.

La destinée du Centre d'études sinologiques de Pékin

L'un des cas les plus emblématiques est celui du Centre d'études sinologiques de Pékin. Créé tardivement, ce centre est pourtant un vieux rêve du sinologue Paul Pelliot. Dès 1919, celui-ci « avait formé le projet d'un Institut de Péking qui "aurait pour but de grouper Chinois et Français dans un même esprit de recherches érudites, selon les méthodes de la science moderne." »⁵⁵ Louis Hambis, futur directeur de l'IHEC précise, dans une communication pour l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, en janvier 1950, qu'il s'agissait, dans l'esprit de Pelliot, « de créer une institution semblable à l'École de Rome ou celle d'Athènes, la civilisation chinoise présentant un intérêt aussi important que les civilisations méditerranéennes. »⁵⁶

Ce projet d'envergure, qui se présentait, en quelque sorte, comme le pendant de l'Institut des Hautes Études Chinoises en territoire chinois, a dû attendre plus de vingt ans pour prendre corps, et le fera « sous une forme beaucoup plus modeste »⁵⁷ de l'aveu même de Louis Hambis.

Le Centre d'études sinologiques de Pékin est officiellement créé en novembre 1941, et souhaite « mettre en place une collaboration étroite et effective avec « l'ensemble des institutions françaises fondées pour l'étude de la Culture en Extrême-Orient [dont] l'institut

⁵³ G. GUIHEUX, *La République populaire de Chine, op.cit.* p. 24.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Charles GROSOBOIS, « Note sur le Centre sinologique de Peiping », 24 novembre 1946, CdF, IHEC, Carton 1.

⁵⁶ Louis HAMBIS, « Le Centre d'études sinologiques de Pékin, ses rapports avec les grandes institutions scientifiques chinoises », *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 95, n° 1 (1951), p. 15, <https://doi.org/10.3406/crai.1951.9681>.

⁵⁷ *Ibid.*

indochinois pour l'étude de l'Homme. »⁵⁸ Cependant, à ses débuts, le Centre d'études sinologiques n'est qu'un modeste groupe d'études logé dans les locaux de l'Université Franco-Chinoise de Pékin. Il prend de l'ampleur à partir de 1942, date où plusieurs enseignants de l'IHEC font le voyage pour prendre part à ce groupe d'études. Une note précise :

« Le Centre compte maintenant 3 sections qui sont en pleine voie de développement. [...] Le mois prochain aura lieu, grâce aux documents déjà réunis, une première exposition. Elle aura pour thème l'usage rituel des images populaires. Les travaux en cours ont déjà permis de renouveler les relations intellectuelles franco-chinoises. En vue d'assurer la stabilité du nouvel organisme et sa libre activité, la collaboration de savants japonais a été directement sollicitée. »⁵⁹

Parmi les chercheurs de l'IHEC qui rejoignent le Centre d'études sinologiques de Pékin, on peut citer Maxime Kaltenmark⁶⁰, qui arrive en 1943, ainsi que Rolf Stein⁶¹ (arrivé en 1946) et Alexis Rygaloff⁶², tous deux formés à l'IHEC.

Le Centre sinologique de Pékin acquiert une existence légale en 1946 lorsqu'il est transféré dans les locaux de l'ancienne caserne française et reçoit le titre de « Centre d'études sinologiques de l'Université de Paris à Pékin. » Deux ans plus tard, il est rattaché à l'Université française⁶³.

Le premier artisan de cette réussite, celui qui s'attelle à coordonner les recherches du groupe d'études ainsi qu'à établir des liens avec les autres institutions françaises comme l'Université française n'est autre qu'André d'Hormon. Ce personnage énigmatique, qui se place délibérément aux marges de la science académique française, n'a de cesse d'intriguer ses collègues. Charles Grosbois observe :

⁵⁸ Lettre de J.P. DUBOSC, administrateur du Centre franco-chinois d'études sinologique de Pékin à Paul Lévy, directeur de l'Institut Indochinois des sciences de l'Homme, 13 novembre 1941, EFEO, Carton XXIV, dossier 36.

⁵⁹ « Lettre de l'État français à propos du Centre d'études sinologiques de Pékin », 6 janvier 1942, CdF, Carton 31.

⁶⁰ Maxime Kaltenmark (1910-2002) est né à Vienne mais il est formé en France. Il devient l'élève de Marcel Granet à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE). Passionné de religion chinoise comme son Maître, il poursuit son travail de recherche au décès de Granet. En 1946, il est nommé au Centre d'études sinologiques de Pékin, dont il devient le directeur en 1950. À l'arrêt du Centre, il revient en France, et il est nommé directeur d'études à l'EPHE. Kristofer SCHIPPER, « Maxime Kaltenmark (1910-2002) », *Annales de l'École pratique des hautes études* 114, n° 110 (2001): 21-23, <https://doi.org/10.3406/ephe.2001.11884>.

⁶¹ Rolf Stein (1911-1999), d'origine juive allemande se réfugie en France en 1933. Diplômé de chinois et de japonais de l'Université de Berlin, il suit ensuite des cours de chinois, de tibétain et de mongol à l'IHEC. Licencié ès-lettres à la Sorbonne en 1937, il est naturalisé français en 1939. Mobilisé durant la Seconde guerre mondiale, il est envoyé au Vietnam, comme traducteur à l'État-major. Après son séjour au Centre d'études sinologiques de Pékin, il est nommé professeur de chinois à l'EFEO en 1949, et enfin à l'École pratique des Hautes Études, de 1951 à 1975. <https://www.efeo.fr/biographies/notices/stein.htm>.

⁶² Alexis Rygaloff (1922-2007) est sinologue formé à l'IHEC. Il a été professeur à l'École des Langues Orientales et a assuré de 1971 à 1984, la direction du Centre de recherches linguistiques sur l'Asie orientale dans le cadre du CNRS. http://anciens.inalco.free.fr/Orients/orients_2014-06.pdf consulté le 29 janvier 2021.

⁶³ L. HAMBIS, « Le Centre d'études sinologiques de Pékin, ses rapports avec les grandes institutions scientifiques chinoises », *op.cit.* p. 15.

« M. d'Hormon lui-même n'est pas un créateur. C'est un homme qui sait admirablement bien le chinois parlé et écrit mais qui n'a pas encore utilisé ses connaissances pour fournir une œuvre de science. »⁶⁴

En 1949, alors que d'Hormon a été proposé à la Légion d'honneur, ses collègues de l'IHEC, qui appartiennent aussi au Conseil d'administration du Centre d'études sinologiques, découvrent avec stupéfaction que le nom « d'Hormon n'est qu'un pseudonyme »⁶⁵ et que ce dernier « détenait déjà le titre de chevalier de la Légion d'honneur » sous son véritable nom, André Roquette. « Informé de ce fait, le Conseil d'administration émet le vœu qu'en raison des services qu'il a rendus à la science française en prenant une part active à la fondation et aux travaux du centre d'études sinologiques de Pékin, M. Roquette, dit M. d'Hormon soit promu au grade d'officier de la Légion d'honneur. »⁶⁶

L'ancien conseiller du gouvernement chinois va se battre corps et âme pour tenter de préserver le Centre d'études des vicissitudes de la politique chinoise.

Tandis que l'avancée des troupes de Mao Zedong ébranle déjà la République de Chine moribonde, les inquiétudes des sinologues français se portent sur le Centre sinologique de Pékin. Louis Hambis explique qu'il est nommé administrateur du Centre en 1948 par Paul Demiéville « qui craignait des complications en Chine. »⁶⁷ Bloqué à Pékin en raison de l'avancée des troupes communistes, Louis Hambis continue ses travaux de recherches, et s'emploie à rassurer le directeur de l'IHEC, Robert des Rotours :

« Nous sommes de nouveau isolés. La correspondance et les colis postaux à destination de l'étranger étant à nouveau suspendus, je ne sais quand ma lettre partira. La situation à Pékin est très calme et à part certaines difficultés matérielles, tout s'est bien passé jusqu'à présent. »⁶⁸

Pourtant, après la proclamation de la République populaire de Chine, la situation ne cesse de se dégrader.

Le 27 décembre 1950, le gouvernement chinois promulgue ainsi un « décret prescrivant l'enregistrement des établissements culturels étrangers, ceux-ci ayant à fournir leurs comptes financiers pour examen, et devant faire la preuve qu'ils pourront désormais se suffire à eux-mêmes sans aide extérieure. »⁶⁹ Ce décret, qui place les établissements français dans une

⁶⁴ Ch. GROSBOIS, *op.cit.*

⁶⁵ « Conseil d'administration du Centre d'études sinologiques de Pékin », séance du 15 novembre 1950, AMAE, 239 QO DGRST, dossier 383.

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ L. HAMBIS, *op.cit.* p. 16.

⁶⁸ Lettre de Louis HAMBIS à Robert DES ROTOURS, 3 mai 1949, CdF, IHEC, Carton 31.

⁶⁹ « Conseil d'administration convoqué en urgence le 13 janvier 1951 », AMAE, 239 QO DGRST, dossier 383.

situation financière et administrative précaire est une manière, pour le gouvernement chinois, de reprendre la main sur ces établissements tenus par des étrangers. Le premier centre français à en faire les frais est l'Institut Pasteur de Shanghai, saisi au motif que « cet établissement dont les bâtiments appartenaient en 1937 à la municipalité de Shanghai, devait revenir au peuple chinois [...] en vue de libérer le peuple chinois des impérialistes étrangers. »⁷⁰ L'Institut Pasteur est brutalement réquisitionné le 18 décembre 1950, comptes et courriers sont confisqués, et les membres de l'Institut expulsés⁷¹.

Les membres du Centre sinologique de Pékin savent qu'un sort semblable attend leur institution. Dans un télégramme inquiet du 12 janvier 1951, Paul Demiéville, Président du Conseil d'Administration avec Maxime Kaltenmark et André d'Hormon remarque par exemple :

« La fondation ne paraît jamais avoir reçu de statut définitif susceptible d'être présenté aux autorités. [...] La rémunération du personnel français ne figure pas sur la comptabilité de l'établissement, ce qui ne peut que tendre à donner du poids à la fiction qu'essayera sans doute de soutenir l'administration indigène qu'il s'agit véritablement en l'espèce d'une œuvre chinoise aidée par nous à fonds perdus et sur l'activité de laquelle (bibliothèques, matériel etc.) nous n'avons aucun droit valable. »⁷²

Les intellectuels français ont donc bien compris les manœuvres entreprises par les autorités. Puisque le Centre n'a pas été nationalisé⁷³, il sera considéré comme une œuvre purement chinoise, devant elle aussi être rendue au peuple chinois. La question du rapatriement de certains des membres en France ainsi que la fermeture du centre se pose dès cet instant⁷⁴ mais Maxime Kaltenmark temporise en affirmant qu'une telle fermeture serait « prématurée »⁷⁵. Il compte en effet sur les connaissances et les relations d'André d'Hormon pour « l'accomplissement des formalités administratives qui aideront l'œuvre à se tirer de ce pas dangereux. »⁷⁶

C'est donc sans doute André d'Hormon qui mène les démarches d'enregistrement du Centre auprès du « bureau spécial d'enregistrement » de la municipalité de Pékin. La demande est déposée le 23 février 1951, et le Centre adresse ensuite « cinq rapports trimestriels sur ses

⁷⁰ « La situation en Chine », s.d [sans doute décembre 1950 ou janvier 1951], AMAE, *ibid.*

⁷¹ D'après le témoignage de « Madame Fournier », dans une lettre à sa mère, le 18 décembre 1950, AMAE, *ibid.*

⁷² « Télégramme du 12 janvier 1951 », AMAE, *op.cit.* dossier 383.

⁷³ Selon Jacques Royer, conseiller d'ambassade, il aurait pu l'être, de même que l'Université franco-chinoise de Pékin. Jacques Royer affirme que c'est Li Yuying qui a fait échouer la nationalisation, ce qui peut se concevoir au vu du nationalisme de ce dernier. Note de Jacques ROYER, Shanghai, 11 mars 1950, AMAE, *ibid.* dossier 383.

⁷⁴ « Conseil d'administration en urgence », *op.cit.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Télégramme du 12 janvier 1951, *op.cit.*

travaux et sur la comptabilité. »⁷⁷ Les choses semblent aller dans le bon sens puisqu' « une autorisation du même bureau a été demandée et obtenue chaque fois qu'il s'est agi de changer en monnaie chinoise toutes les sommes arrivant de Paris pour le compte du centre » explique Robert Ruhlmann⁷⁸, le nouvel administrateur du Centre en 1953. Pourtant, le 9 novembre 1953, celui-ci est convoqué par la municipalité de Pékin. On lui apprend que :

« La demande d'enregistrement du centre n'était pas approuvée par les autorités municipales ; que par conséquent il devait être immédiatement mis fin à son activité (c'est-à-dire aux recherches et publications sinologiques), et que le centre devait cesser d'exister avant l'expiration d'un délai d'un mois ; enfin que, dans cet intervalle, nous devions présenter au dit bureau, et faire approuver par lui des propositions concernant les dispositions que nous comptons prendre à l'égard de la bibliothèque, des collections et du mobilier du centre. »⁷⁹

Ruhlmann rend ensuite compte au jour le jour de la procédure de fermeture du Centre sinologique, et des tracasseries administratives infligées aux Français qui y travaillent : on lui demande l'état des caisses, le catalogue de la bibliothèque et les pièces justificatives du prêt au centre des livres de la banque franco-chinoise, et de fournir en outre « le plus tôt possible, la liste détaillée du matériel. » Le 20 novembre, les autorités chinoises intimant au sinologue l'ordre de quitter la Chine avant le 15 décembre puisque « la fermeture du Centre nous enlève notre profession, et que les étrangers sans profession ne sont pas admis à résider en Chine. »⁸⁰ Malgré tout, ce n'est que le 3 décembre que le bureau « accepte nos propositions, et donne son agrément à la vente du matériel et à l'envoi en France des livres et collections du centre "dans les limites où les règlements douaniers en permettront la sortie de Chine." »⁸¹ À la fin de l'année 1953, les intellectuels français résidant encore en Chine se comptent sur les doigts d'une main. André d'Hormon, qui a vu avec douleur « cet édifice, patiemment monté au cours de longues années, et au prix de beaucoup d'efforts [...] s'effriter pièce par pièce »⁸², est encore de ceux-là.

⁷⁷ « Lettre de R. Ruhlmann, 9 novembre 1953 », AMAE, *ibid.*

⁷⁸ Robert Ruhlmann (1920-1984) est normalien, agrégé de lettres puis diplômé de chinois en 1945. Il part à Pékin en 1947 pour faire ses recherches au sein du Centre sinologique. Sinophone autant que sinologue, il devient professeur de chinois à l'École des Langues Orientales à son retour en France en 1954, puis il est chargé de l'Inspection générale du chinois au Ministère de l'Éducation Nationale à partir de 1970. Il est aussi un intellectuel engagé, dans la Résistance à la fin de la Seconde Guerre mondiale puis contre la guerre du Vietnam. Marie-Claire BERGÈRE, « Robert Ruhlmann (1920-1984) », *Études chinoises. 漢學研究* 3, n° 1 (1984), pp. 114-15, https://www.persee.fr/doc/etchi_0755-5857_1984_num_3_1_1014.

⁷⁹ Lettre de R. RUHLMANN, *op.cit.*

⁸⁰ Lettre de R. RUHLMANN à Paul Demiéville », 5 décembre 1953, AMA, *ibid.*

⁸¹ *Ibid.*

⁸² « Un irremplaçable témoignage – "aujourd'hui pour moi, l'aventure commence" » par Pierre FAUCON – journal sans nom (sans doute vietnamien), 17 avril 1954, Fonds Jean-Louis Bussière.

Comme beaucoup d'autres, le Centre sinologique de Pékin fait les frais d'une politique maoïste de plus en plus intransigeante, calquée sur les canons soviétiques. Commencée en 1951, la politique de « refonte » des intellectuels se durcit encore en 1952, avec plusieurs campagnes de masses comme celle des Trois puis des Cinq Anti⁸³. Ces deux campagnes visent d'abord les fonctionnaires et les cadres puis « leurs éventuelles corrupteurs, la bourgeoisie industrielle et marchande. »⁸⁴ Les intellectuels chinois sont quant à eux invités à mener « leur propre rééducation » et « confier à la presse le récit contrit de leurs erreurs "bourgeoises" passées. »⁸⁵ L'un des écrivains les plus renommés du pays, Hu Shih, initiateur du Mouvement du 4 Mai 1919, est violemment attaqué lors d'un séminaire consacré à la « critique de Hu Shih » en décembre 1951. Il est notamment accusé d'être « vendu à l'impérialisme américain⁸⁶ »⁸⁷. Comme le souligne Jacques Guillerma, les communistes ne peuvent tolérer sur leur sol les « impérialistes » français qui tentent d'imposer à la Chine une « influence culturelle rivale »⁸⁸, incarnée ici par le Centre sinologique de Pékin.

Le sort de l'Université catholique de Tientsin

Il faut à présent dire un mot du devenir de l'un des piliers de l'influence française en Chine. L'Université catholique de Tientsin, va, elle aussi, subir les foudres du régime, d'autant plus qu'elle est tenue par des missionnaires, et que la religion, qui plus est étrangère, est rejetée par les communistes. En 1964, le linguiste René Étiemble justifie encore ces exactions en affirmant :

« L'Église catholique s'est compromise avec Tchang Kai-shek dont elle nourrissait l'indigeste doctrine. [...] Si elle est traitée avec la plus grande rigueur, elle le doit aux missionnaires européens, trop souvent solidaires des intérêts capitalistes et trop dociles à la politique trop américaine du Saint-Siège. »⁸⁹

Les missionnaires, premières victimes des communistes chinois mal dégrossis des campagnes dans les années 1930, vont en effet continuer d'être la cible du régime communiste

⁸³ La campagne des Trois Anti a lieu de décembre 1951 au 30 avril 1952. La campagne des Cinq Anti démarre en janvier 1952, jusqu'en 1953. La première campagne s'attaque à la corruption, au gaspillage, et cherche à « redresser les anciens cadres hérités du précédent gouvernement. (Les 3 Anti). Elle est relayée par la campagne des Cinq-Anti, c'est-à-dire « les pots de vin, la fraude, l'évasion fiscale, le détournement des biens de l'État et l'obtention illégale des secrets de l'État. » D'après J. GUILLERMAZ, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, vol. 1, *op.cit.* p. 39.

⁸⁴ J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 39.

⁸⁵ *Ibid.* p. 75.

⁸⁶ Hu Shih avait occupé des fonctions diplomatiques au sein du gouvernement du Guomindang, malgré sa défiance envers Chiang Kai-shek, et en 1951, il se trouvait comme lui à Taïwan. Ambassadeur aux États-Unis de 1938 à 1942, il devient le Président de l'*Academia Sinica* à Taiwan. Bernard BRIZAY, « ombres chinoises », *Le Figaro histoire*, n°52, octobre- novembre 2020, p. 84.

⁸⁷ G. GUIHEUX, *La République populaire de Chine*, *op.cit.* p. 31.

⁸⁸ J. GUILLERMAZ, *op.cit.* p. 73.

⁸⁹ René ÉTIEMBLE, *Connaissons-nous la Chine?*, Paris, Gallimard, NRF, 1964, p. 162.

au pouvoir. Le Père Louis Watine⁹⁰, qui enseigne à l'Université de Tientsin, nous apprend ainsi le sort réservé à l'Université et aux prêtres qui y travaillent. Le 12 décembre 1949, dans une lettre à sa mère, le prêtre fait état des brimades infligées par les étudiants de Tientsin aux missionnaires. Ces derniers occupent les locaux de l'Université pour leurs réunions, « crient qu'il faut des règlements dans l'école pour empêcher l'impérialisme des Pères, mais eux-mêmes ne se soumettent pas au règlement » :

« Contre les murs, ils apposent des affiches manuscrites bourrées de mensonges, de calomnies ou de demi-vérités contre les Pères, contre l'Église. C'est effrayant de constater comment la vérité peut n'avoir aucun droit, tandis que l'erreur, le mensonge, se voient tout permis ; ils appellent cela "Lumière, Vérité, Progrès." [...] À ce moment, nouvelles revendications de la minorité qui prétend faire la loi : retrait de trois Pères occupant des places dans l'administration. [...] En outre ils ont des plans à longue échéance. La chapelle doit devenir gymnase couvert ; la maison des Pères n'a pas de raison d'être affectée à cet usage et certains demandent avec un air d'indignation : "Que font les Pères dans l'Université qu'ils ont améliorée après l'avoir fondée ?" [...] Ce qui les irrite, c'est le succès du cours de religion où de nombreux étudiants sont inscrits. Ils veulent le faire sauter en criant à "l'impérialisme" pour ce cours entièrement libre (que dire alors du cours de matérialisme qui leur est imposé ?) »⁹¹

Ces brimades bravaches infligées par les étudiants communistes aux missionnaires témoignent de l'endoctrinement de la jeunesse, savamment orchestré par le Parti. Depuis l'expérience acquise dans les bases révolutionnaires, c'est à « la jeunesse de conduire la révolution. »⁹² Les étudiants sont donc l'un des bras zélés du régime, et participent aux séances de critiques visant à dénigrer leurs anciens professeurs. Cependant, il ne s'agit encore que de tracasseries qui ne mettent pas en danger la vie des religieux. Une seconde lettre de Louis Watine qui date de février 1951, témoigne des pressions exercées sur les Pères. Louis Watine confie vivre :

« des enquêtes policières à deux ou trois heures du matin. Nous revivons la période du Petit Père Combes et des inventaires⁹³. [...] Ici, on continue les enquêtes sur notre Recteur. C'est clair, prochainement on intentera une action contre lui et [ils] le mettront (*sic*) "dedans" ou "dehors". Ils ne le laisseront pas continuer son apostolat et ses charités. Cependant notre sort est bénin. Nous avons des nouvelles de Sienshien, le P. Laplaz écrit qu'il ne peut plus sortir de la maison. Pour les Pères chinois, c'est plus tragique, il y a quelques jours deux ont été arrêtés à Tientsin et à la maison-mère, un a été arrêté le jour

⁹⁰ Missionnaire jésuite emprisonné en Chine entre 1951 et 1954. Il en a tiré un ouvrage intitulé *Les droits de la Chine communiste*, paru en 1955.

⁹¹ Lettre de Louis WATINE à sa mère, 12 décembre 1949, AMAE, 239 QO-DGRST, dossier 381.

⁹² G. GUIHEUX, *La République populaire de Chine*, *op.cit.* p. 388.

⁹³ La loi de séparation de l'Église et de l'État, votée en 1905, prévoit un inventaire des biens mobiliers des établissements publics du culte. Cet inventaire commencé en 1906, provoque de violents conflits et des résistances face aux forces de l'ordre, accusées de profaner les Églises et les biens du clergé.

de Noël. Pas de nouvelles depuis. Un frère, dit-on, est condamné aux travaux forcés "pour avoir répandu des rumeurs." »⁹⁴

Ainsi, au moment où le Centre sinologique de Pékin doit se mettre en règle, les missionnaires français sont fortement incités à quitter le pays, tandis que leurs homologues chinois sont envoyés aux *laogai*, les camps chinois, dont l'existence est confortée par Mao lui-même⁹⁵. À l'étranger, elle ne fait d'ailleurs aucun doute⁹⁶.

À l'issue de l'année 1953, la Nouvelle démocratie maoïste projetée dès 1940, semble avoir fait son temps. Le régime s'est appuyé sur une violence institutionnalisée, dont les étrangers sont victimes certes moins que les Chinois assimilés aux réactionnaires. Jean-Augustin Bussière et André d'Hormon, dont les destinées fraternelles sont solidement nouées par leurs décennies passées en Chine, se voient contraints par la force de quitter la Chine devenue populaire.

2) « Ce départ est pour moi un déchirement »⁹⁷ : Les derniers intellectuels français quittent la Chine populaire

Expulsés de Chine

En 1953, les deux amis inséparables, Jean-Augustin Bussière et André d'Hormon, refusent de quitter ce pays qu'ils côtoient depuis respectivement quarante et quarante-huit ans. La position délicate d'André d'Hormon, qui ne bénéficie plus de la protection du Centre sinologique de Pékin, inquiète ses collègues universitaires, qui multiplient les demandes d'aide à l'attention du gouvernement français.

Déjà en 1950, une lettre anonyme rappelait l'apport d'André d'Hormon à la sinologie, puisqu'on lui « doit la grande majorité de ces admirables traductions non signées de poètes

⁹⁴ Lettre de Louis Watine, 6 février 1951, AMAE, *ibid.*

⁹⁵ « Le grand nombre de criminels emprisonnés qui attendent d'être jugés constitue une importante force de travail. Pour les rééduquer, résoudre les problèmes de l'encombrement des prisons et ne pas permettre que les contre-révolutionnaires emprisonnés soient nourris à ne rien faire, il faut immédiatement instituer un système de rééducation par le travail. » Mao Zedong, le 15 mai 1951, cité par A. ROUX, *Le singe et le tigre*, *op.cit.* p. 550.

⁹⁶ Un numéro de la « Special Vietnam press » du 6 septembre 1951 révèle : « Pour les gens vivant en dehors de la Chine, ceci ne constitue pas une nouvelle sensationnelle, car il est de notoriété publique que de grands camps avaient été établis près de Tientsin et de Pékin, depuis quelques mois déjà. Les voyageurs de Shanghai à Hong Kong peuvent aussi voir des prisonniers travaillant sous la garde de soldats armés le long de la ligne de chemin de fer. On ignore aussi le sort des millions de paysans que les communistes ont recrutés pour les travaux de digue et d'irrigation. Il fut officiellement admis en avril que cinq millions de gens étaient employés aux seuls travaux d'adduction d'eau. Il fut admis à la réunion de Hankow [Hankéou] que le pays offrait beaucoup de possibilités pour une utilisation effective des condamnés aux travaux forcés. » *Vietnam Press* du jeudi 6 septembre 1951 (édition du soir), ANOM, INDO HCI//663.

⁹⁷ André d'HORMON dans « Un irremplaçable témoignage – "aujourd'hui pour moi, l'aventure commence" » par Pierre Faucon, *op.cit.*

chinois qui ont constitué, tant que ces périodiques ont paru, l'intérêt principal des revues "études françaises" et "lectures chinoises", et qui réussissent avec un surprenant bonheur à couler une surprenante fidélité au modèle dans le moule d'un idiome poétique qui préserve les sonorités essentielles de l'originale. »⁹⁸ André d'Hormon se trouve déjà dans une situation financière délicate à cause « des ultimes manœuvres financières de l'ancien gouvernement [et du] renforcement inattendu de la monnaie chinoise »⁹⁹ comme le confie Jean-Augustin Bussière. Mais, habitué « à une existence de moine »¹⁰⁰ comme il le dit lui-même, d'Hormon refuse de quitter la Chine à la fermeture du Centre sinologique de Pékin. Il explique ainsi sa situation à l'arrivée des communistes :

« Enfin les communistes sont venus. Eux aussi m'ont examiné de très près. Cependant je n'ai jamais été inquiété car j'avais des protections discrètes mais efficaces. Je crois que j'ai recueilli la récompense des efforts de toute une vie. Beaucoup de mes anciens élèves avaient adhéré au parti communiste et occupaient des postes très importants. Mais [le Centre d'études sinologiques] disparu je restais officiellement « sans profession ». C'est une qualification qui équivaut à une condamnation à l'exil. Plus ou moins officieusement, on m'a assuré que je pouvais rester. On me l'a même demandé. Mais, en même temps, on me faisait comprendre que partir était nécessaire. »¹⁰¹

André d'Hormon dit avoir pris lui-même la décision de partir, sans doute en juin 1954, « parce que l'œuvre de toute ma vie est ruinée, anéantie. Je ne pouvais plus rester alors que tout ce qui avait été ma raison de demeurer en Chine était démoli, pièce à pièce. »¹⁰² En affirmant partir « de [s]on plein gré », il va à l'encontre des paroles de l'une de ses connaissances, ambassadeur à New Dehli qui affirme dans une lettre du 9 juin 1954 que « M. d'Hormon vient d'être expulsé. »¹⁰³ Peut-être est-ce un moyen pour André d'Hormon de continuer à garder en main son destin propre. Cependant, le fait qu'il n'ait « même pas eu à faire ses bagages »¹⁰⁴ accrédite la thèse d'une expulsion brutale de Chine. Le sinologue laisse en Chine tout ce qu'il possède, et espère revoir un jour « trente-quatre caisses de livres en souffrance à Pékin. »¹⁰⁵ Profondément attaché à son anonymat, il ordonne que l'on brûle tous ses papiers et carnets personnels.

⁹⁸ Lettre anonyme au Ministère des Affaires étrangères, 14 octobre 1950, AMAE, *op.cit.* dossier 383.

⁹⁹ Lettre de Jean-Augustin BUSSIÈRE à Roland de Margerie, 10 décembre 1951, Fonds Jean-Louis Bussière.

¹⁰⁰ Dans « Un irremplaçable témoignage », *op.cit.*

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid.*

¹⁰³ Lettre de Stanislas (? signature illisible), 9 juin 1954, AMAE, *ibid.*

¹⁰⁴ « Un irremplaçable témoignage », *op.cit.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

Le savant qui rentre en France en cet été 1954, est désormais « sans famille, sans ressources et dans un grand abandon »¹⁰⁶. Au journaliste Pierre Faucon qui l'interviewe, sans doute à l'occasion d'une escale en Indochine, il confie douloureusement :

« Où vais-je ? Que vais-je faire ? Je n'en sais rien. À soixante-treize ans, pour moi, c'est maintenant que commence l'aventure. Ma vie désormais, n'a plus de sens. Je suis en deuil de moi-même. »¹⁰⁷

Son grand ami, Jean-Augustin Bussière, médecin à la Légation de France puis à l'hôpital Saint-Michel depuis 1913, éprouve le même déchirement. Dès 1951, ses enfants insistent pour qu'il rentre en France. Il refuse et s'en explique dans une lettre à son ami Roland Margerie, ancien Consul de France à Shanghai, en affirmant : « Mon intérêt personnel aussi bien que le leur et le présent état des choses exigent ou du moins justifient que, déchargé de toute attache officielle, j'achève librement comme je le désire, de remplir la mission à laquelle je me suis voué. »¹⁰⁸ Alors que la situation des étrangers est déjà critique, comme nous l'avons vu, il explique :

« Si je quittais aujourd'hui la Chine, le prix du fret étant extravagant, je devrais m'en aller avec quelques malles et valises, abandonnant tout, perdant le fruit de trente-huit ans de travail pour débarquer en France sans un sou vaillant et sans toit. Et si j'y venais à demander du travail, j'ai quatre-vingts ans, on me rirait au nez. Telles sont mes raisons d'attendre ici ce que l'avenir peut apporter de changement à une situation si défavorable. »¹⁰⁹

Alors que tous ses collègues étrangers quittent la Chine, Jean-Augustin Bussière reste le dernier étranger à son poste et espère ne pas être expulsé « en raison de [s]on âge, des services passés et actuels, de la pénurie de praticiens qualifiés. »¹¹⁰

Hélas, tout comme à André d'Hormon, les autorités chinoises font subrepticement comprendre au médecin qu'il est devenu indésirable, malgré son autorisation d'exercer :

« Le mois dernier je fus convoqué au Wei-Tchen-Tchu où il me fut dit qu'en raison de mon âge, de ma santé et du peu de malades que je soignais, l'administration estimait que je devais me reposer complètement, cesser définitivement. »¹¹¹

¹⁰⁶ Lettre de Stanislas (?), *ibid.*

¹⁰⁷ « Un irremplaçable témoignage », *op.cit.*

¹⁰⁸ Lettre de Jean-Augustin BUSSIÈRE à Roland de Margerie, *op.cit.*

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ Lettre de J-A. BUSSIÈRE au Ministre des Affaires étrangères, 4 juillet 1954, fonds Jean-Louis Bussière.

Il quitte la Chine accompagné par sa jeune épouse, Wu Sidan¹¹², de cinquante ans sa cadette. Elle est enceinte de leur premier enfant, un garçon, qui naîtra en France. Jean-Augustin Bussière est alors « l'avant dernier Européen à quitter la Chine »¹¹³. Voilà le couple expulsé de leur patrie ou pays d'adoption, comme le fut André d'Hormon un mois plus tôt, après avoir eux aussi subi les brimades des communistes chinois¹¹⁴. Toute une vie est à refaire.

Un douloureux exil

À son arrivée en France, André d'Hormon a trouvé refuge à l'Abbaye de Royaumont, où il logera jusqu'à sa mort, en 1964. Cette abbaye devenue laïque, a été rachetée en 1905 par un industriel. On y a soigné d'abord les blessés de la Grande Guerre avant qu'Henry Goüin, petit-fils du premier acquéreur, ne décide d'en faire le lieu « d'une œuvre durable qui puisse sauver, protéger, favoriser les meilleurs éléments de notre civilisation. »¹¹⁵ Depuis 1937, l'abbaye accueille donc des intellectuels venus y chercher « le calme et les contacts ». L'abbaye attire par exemple Paul Claudel, le Père Teilhard de Chardin, Maurice Merleau-Ponty ou encore le jeune romancier Alain Robbe-Grillet. L'endroit est donc tout trouvé pour André d'Hormon, qui entrepose progressivement dans l'abbaye « près de huit mille livres chinois »¹¹⁶ et peut ainsi se consacrer à ses œuvres littéraires. Il mêle ainsi le plaisir du partage intellectuel de haute volée avec son tempérament solitaire. Le sinologue peut dans ces conditions travailler à sa grande œuvre : la traduction d'un classique de la littérature chinoise ancienne : *Le Rêve du*

¹¹² Jean-Augustin Bussière a épousé Sidan en secondes noces le 27 septembre 1953. Il a deux filles, Suzanne et Geneviève, d'une première union. Même d'Hormon ne semblait pas au courant de ce mariage puisqu'il écrit aux filles du médecin : « Vendredi dernier votre père et Seutan [Sidan] sont venus m'apprendre qu'un prêtre suisse les a secrètement unis l'un à l'autre par le sacrement du mariage dès le 27 septembre de l'année dernière et que l'heure semble venue de confirmer légalement cette union et d'en divulguer la nouvelle, Seutan [Sidan] ayant tout lieu de croire qu'elle va devenir mère. » Lettre d'André d'HORMON aux filles de J-A. Bussière, 12 mars 1953, fonds Jean-Louis Bussière.

¹¹³ Jean-Louis BUSSIÈRE, « Jean-Augustin Bussière (1872-1958), un trait d'union entre la France et la Chine », *Histoire des sciences médicales* t. LII, 2018, <https://www.biusante.parisdescartes.fr/sfhm/hsm/HSMx2018x052x001/HSMx2018x052x001x0099.pdf>.

¹¹⁴ Jean-Louis Bussière confie à propos de sa mère, Wu Sidan : « Elle a subi un lavage de cerveau par les communistes. C'était une anti-communiste convaincue mais elle avait souffert. » Entretien réalisé le 5 décembre 2018.

¹¹⁵ Claude EDELMANN, « Un industriel subventionne le "décloisonnement" des esprits », *Lecture pour tous* n°72, décembre 1959. Fonds Abbaye de Royaumont.

¹¹⁶ Le nombre étonne au vu du prix important du frêt. Mais l'article étant écrit en 1959, soit six ans après le retour d'André d'Hormon en France, il est probable que le sinologue ait progressivement réussi à récupérer certains de ses livres restés en Chine.

pavillon rouge de Cao Xueqin¹¹⁷ avec l'aide de l'un de ses anciens élèves, Li Zhihua [Li Tchehoua]¹¹⁸.

Jean-Augustin Bussière, quant à lui, « débarque à Marseille sans le sou en octobre 1954, sa jeune épouse en robe chinoise à un bras, une cage à oiseaux dans l'autre comme un vieux mandarin du céleste empire. »¹¹⁹ André d'Hormon, qui leur écrit dès leur arrivée en France, laisse transparaître dans ses lettres les douleurs de l'exil, dont il devine que la jeune Sidan va elle aussi souffrir :

« J'éprouve une grande tristesse chère Seu Tan [Sidan] à ne pas pouvoir vous embrasser dès votre arrivée en France. Je souhaite que vous trouviez le bonheur que vous méritez. Peut-être aussi allez-vous connaître des instants de chagrin, de lassitude et de découragement. Si alors le cœur vous en dit, écrivez-moi en chinois (mais en traçant régulièrement les caractères), et ne craignez pas de vous confier sincèrement à moi. Sachez que vous trouverez toujours en moi, quoi qu'il puisse advenir, un fraternel ami, affectueux et fidèle. »¹²⁰

Les lettres suivantes, échangées entre d'Hormon et le couple Bussière, donnent à percevoir « l'accablement » des uns et des autres, malgré l'installation confortable des Bussière à Châteauneuf-les-Bains. Nous ne possédons pas les lettres des Bussière, mais André d'Hormon écrit à Sidan : « Je ne comprends que trop aisément la tristesse qui doit vous envahir quand vous pensez aux choses familières que vous avez laissées là-bas. »¹²¹ À Jean-Augustin il confie :

« Ne soyez pas surpris de l'accablement que vous éprouvez, que je n'ai pas moi-même encore cessé d'éprouver. Ce n'est pas impunément qu'on subit la brutale rupture de toute une existence, les atroces déchirements, et les lourdes fatigues, et les violentes émotions d'un aussi cruel dépaysement. »¹²²

Plusieurs mois après son arrachement à la Chine, la mélancolie semble ne jamais quitter André d'Hormon, et il se livre douloureusement à son ami :

« N'est-il pas un peu agaçant d'entendre constamment "Cheer up ! La Vie est Belle ! Il faut voir la vie en rose !" , quand on a des raisons d'être sûr qu'il n'y a là, au fond, que parade ou crânerie ? Vous me pressez

¹¹⁷ Voir à ce sujet le docu-fiction consacré à la vie d'André d'Hormon à Royaumont. « La mystérieuse vie d'André d'Hormon, pionnier de l'amitié sino-française », film de JING Lu et CHI Wang, ICTV, 2015.

¹¹⁸ Li Zhihua (1915-2015) a fait ses études supérieures au département français de l'Université franco-chinoise de Pékin, où il a pour maître André d'Hormon. Il poursuit ses études à l'Institut-Franco-Chinois de Lyon, et devient répétiteur à l'École des Langues Orientales en 1948. Il effectue ainsi toute sa carrière universitaire en France, puisqu'il est ensuite nommé maître-assistant à l'Université Paris-VIII. Li Zhihua est aussi un grand traducteur, et consacre 27 ans à la traduction du *Rêve dans le pavillon rouge*, commencée avec André d'Hormon. L'ouvrage paraît en 1981. <https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/les-collections-du-fonds-chinois/article/le-fonds-li-tche-houa> consulté le 3 février 2021.

¹¹⁹ Jean-Louis BUSSIÈRE, « Jean-Augustin Bussière (1872-1958), un trait d'union entre la France et la Chine ».

¹²⁰ Lettre d'A. d'HORMON à J.A Bussière et Wu Sidan, 27 octobre 1954, Fonds Jean-Louis Bussière.

¹²¹ Lettre d'A. d'HORMON à J.A Bussière et Wu Sidan, 6 décembre 1954, Fonds Jean-Louis Bussière.

¹²² *Ibid.*

de changer de lunettes ! Mais mes yeux, car c'est avec mes yeux que je regarde, dois-je en changer ? Vous me pressez de vous aimer en aimant la vie ! Mais quelle vie ? La mienne pourrait être supportable si je ne m'occupais que d'elle. Mais la vôtre mais celle de Geneviève¹²³ ne me paraissent pas en tous points réjouissantes ni celle de tant et tant d'autres. Quant à "La Vie" en général, elle est pour l'heure tout simplement atroce. (Je note en marge de ma page 1, un quatrain que j'abandonne à vos critiques) : [...]

"Ils te diront : la vie est belle. Mais regarde
Les preuves de leur poids dans la fange, et n'attends
Que la rigueur de notre hiver et ce printemps,
Pour d'autres qui viendra peut-être mais qui tarde." »¹²⁴

La naissance du petit Jean-Louis Bussière en 1955 vient éclairer les jours du vieil ami, qui pourtant ne peut s'empêcher de s'inquiéter : « N'oubliez pourtant pas l'un et l'autre, qu'on ne commet pas toujours impunément de trop grandes imprudences et qu'un peu de sagesse s'impose quand il s'agit de bâtir la maison du bonheur. »¹²⁵

*

Avec l'expulsion de Jean-Augustin Bussière, la Chine populaire ferme ses portes aux étrangers, voilant aux yeux du monde, la violence qui règne au cœur du pays. Les émissaires du PCC se sont attelés à faire disparaître de leur pays toute présence étrangère, tandis que le régime cherche à modeler par la violence des hommes nouveaux. Jean-Augustin Bussière et André d'Hormon, qui ont dédié leur vie à la Chine, échangent sur les affres de l'exil, et terminent tous deux leur vie loin de leur pays d'adoption.

¹²³ Fille de Jean-Augustin Bussière.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ A. D'HORMON, lettre aux Bussière, 22 juillet 1955, fonds Jean-Louis Bussière.

CONCLUSION

En 1955, la Chine populaire entrouvre de nouveau ses portes aux intellectuels français, mais uniquement dans le cadre de voyages officiels, organisés par le nouveau régime. Simone de Beauvoir, qui se rend en Chine en compagnie de Jean-Paul Sartre cette année-là, explique ainsi que « Pendant la conférence de Bandoeng [Bandung], Chou En-laï [Zhou Enlai]¹ a lancé un appel qu'il a étendu au monde entier : "Venez voir." »²

La Chine est désormais entrée dans l'ère d'une économie planifiée, ayant pour but de « doubler la production industrielle », qui doit augmenter de « 14,3 % par an. »³ Répondant à l'invitation du gouvernement chinois, le philosophe Paul Ricoeur⁴ se rend dans le pays pour quelques semaines en janvier 1956, et confie ses impressions à la revue *Esprit*, avec un article intitulé « Chine, porte ouverte ». Ce voyage est d'une telle importance qu'*Esprit* accompagne les reportages « d'un cahier de photos, pour donner à nos lecteurs l'image préalable de ce grand spectacle humain qui a séduit là-bas nos amis par tout ce qu'il présente de richesse ancestrale et de joie nouvelle. »⁵ Conscient que bien des choses « demeure[nt] caché[es] au visiteur étranger, dans la mesure même où les réalisations sont offertes et manifestes »⁶, Paul Ricoeur fait preuve d'une extrême prudence, et décrit l'atmosphère « gaie et riieuse » qu'il ressent à son arrivée à Pékin tout en lui ajoutant des « conjectures » à propos de la violence étatique qui est cachée à sa vue. Cependant, les impressions de Ricoeur sont avant tout positives. Le philosophe salue les réalisations de la réforme agraire, et surtout la « pédagogie » du régime chinois à l'égard des masses, ce qui laisse à penser que la captation des masses, dont parlait Robert Guillaud, continue d'avoir lieu.

Six mois plus tard, Ricoeur revient lui-même sur cet article écrit à son retour de Chine, dans une « note critique sur "Chine, porte ouverte" ». S'il fait preuve de plus de sévérité envers le régime chinois, le philosophe réaffirme « les possibilités nouvelles et les libertés nouvelles qui

¹ Zhou Enlai a été nommé Premier ministre de la République populaire de Chine dès le 1^{er} octobre 1949.

² Simone de BEAUVOIR, *La Longue marche*, Paris, Gallimard, 1957, p. 7.

³ Jacques GUILLERMAZ, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, vol. 1, Paris, Payot, 1975., p. 102.

⁴ Paul Ricoeur (1913-2005) est philosophe, professeur à l'Université de Strasbourg (1948), puis à la Sorbonne en 1956. Intellectuellement proche d'Emmanuel Mounier, Paul Ricoeur est un philosophe engagé, attiré par la phénoménologie, le symbolisme. Il est à la fois profondément marqué par le socialisme et fort attaché à la défense des libertés et à l'héritage des Lumières. Johann MICHEL, « Le libéralisme politique de Paul Ricoeur à l'épreuve des totalitarismes », *Cités* n° 33, n° 1 (9 avril 2008), pp. 17-30, <https://www.cairn.info/revue-cites-2008-1-page-17.htm>.

⁵ « La Chine ouvre la porte », *Esprit*, janvier 1956.

⁶ *Ibid.*

sont conquises par cette Révolution qui s'appelle elle-même libération »⁷. Il s'oppose en cela aux articles très critiques de Robert Guillain, qu'il qualifie de « désobligeants »⁸. Économiquement, le philosophe estime donc que la « révolution socialiste » est une chance pour la Chine, bien que celle-ci « ne doi[ve] pas se faire sans souffrance, sans déchirement, sans pressions économiques, psychologiques, de tous ordres »⁹.

Mais c'est surtout sur le « coût humain de la dictature »¹⁰ que le philosophe apporte des précisions. Après avoir confronté son témoignage à celui « d'autres Européens ayant séjourné longtemps en Chine », il avoue : « Il est probable que j'aie sous-estimé dans mon article les aspects oppressifs du régime. »¹¹ Sans doute a-t-il été influencé par des reportages photographiques qui dénonçaient nettement la brutalité du régime. Un numéro spécial du magazine *Réalités*¹², paru lui aussi en juin 1956, souligne par exemple « l'annihilation féroce, suave, impitoyable de l'individu. »¹³ Dans son second article, Paul Ricoeur, philosophe libéral, s'alarme ainsi du « non-respect de certaines libertés fondamentales »¹⁴, et notamment de celle de la liberté de pensée. Il écrit :

« Cette "réforme de la pensée" est un piège terrible car elle mêle de façon perverse éducation et répression ; sous prétexte de remplacer la seconde par la première, elle contamine la première par la seconde ; dès que la réforme de la pensée consiste à briser la volonté en tant que puissance de croire, la rééducation se mue en son contraire, en torture morale. »¹⁵

La Chine populaire peut donc apparaître en clair-obscur aux intellectuels français. L'ambivalence dont fait preuve Paul Ricoeur illustre les hésitations du monde intellectuel qui n'a pas encore d'idée tranchée sur la Chine populaire. En 1956, la Chine socialiste représente encore l'espoir d'une libération d'un peuple à l'échelle d'un pays de 600 millions d'habitants. Mais, malgré les consignes des guides zélés du régime, la violence étatique affleure sous le vernis de la réussite. Paul Ricoeur nous offre un regard externe, rendu plus précis parce qu'il s'est bien rendu en Chine populaire, témoigne de ce qu'il y a vu, et qu'il fait preuve d'un regard critique sur sa propre analyse. Il oscille entre fascination et condamnation, entre espoir et

⁷ Paul RICOEUR, « Note critique sur "Chine, porte ouverte", *Esprit*, juin 1956.

⁸ *Ibid.*

⁹ P. RICOEUR, « Chine porte ouverte », *Esprit*, janvier 1956.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ P. RICOEUR, « Note critique sur "Chine, porte ouverte" », *op.cit.*

¹² Magazine fondé en 1946 de tendance libérale. On y trouve des chroniques économiques et politiques aussi bien que des reportages photographiques.

¹³ H. CARTIER-BRESSON, M. FRIZOT, et Y. SU, *Henri Cartier-Bresson, Chine 1948-1949; 1958, op.cit.* p. 229.

¹⁴ Johann MICHEL, *op.cit.*

¹⁵ Paul RICOEUR, « Note critique sur "Chine porte ouverte" », *op.cit.*

inquiétude. En cela, Paul Ricoeur à la fois modéré et intéressé, nous semble incarner le trait d'union entre la période de la République de Chine, et celle, plus étudiée, qui commence dix ans après les articles du philosophe dont nous venons de parler. La Chine maoïste de la Révolution culturelle attire en effet sans nuance certains intellectuels de gauche.

En prenant du recul sur son propre témoignage, Paul Ricoeur admet que la posture de l'observateur n'est pas la plus fiable en ce qui concerne la Chine populaire. Il en revient alors à la figure du scientifique, c'est-à-dire celle du « savant », en confrontant son témoignage à d'autres. Le philosophe n'est pas totalement ébloui par la fascination pour la Chine populaire qui emporte les intellectuels les plus reconnus, et ce dès 1957. De René Étiemble¹⁶ à Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir – qui publie son témoignage sur la Chine populaire à cette date –, les intellectuels qui voyagent en Chine communiste dans les premiers temps de l'économie planifiée puis du « Mouvement des Cent fleurs et des Cent écoles » se laissent prendre à cette « lune de miel franco-chinoise », étudiée par Kaixuan Liu¹⁷. Ainsi, même un sinophone comme René Étiemble, qui quitte la Chine en juin 1957, soit quelques jours avant la répression sanglante du Mouvement des Cent fleurs, veut croire à la libéralisation du régime. Il écrit : « Quand je quittai Pékin, on avait rendu leurs chaires aux professeurs brimés. [...] Si les *cent écoles* continuent de rivaliser [...], ce sera pour le mieux et de la science chinoise et de la science universelle. »¹⁸

Dans la mesure où il fait davantage preuve d'un regard critique sur la Chine populaire¹⁹, le philosophe Paul Ricoeur nous semble le plus à même de clore l'étude de la genèse de la République populaire.

Les quarante années de la République de Chine permettent donc d'illustrer les différentes attitudes des intellectuels français vis-à-vis de cette période. L'évolution des regards portés sur la République de Chine permet, parallèlement, de suivre les bouleversements politiques du pays.

¹⁶ René Étiemble soutient farouchement Mao Zedong depuis 1935 (voir partie 2). En 1964, il écrit encore : « Je ne me suis jamais repenti d'être resté fidèle à Mao Tsé Toung quand même. » (ÉTIEMBLE, *Connaissons-nous la Chine ?*, Paris, Gallimard, 1964, p. 1.) Sa profonde détestation de Chiang Kai-shek peut expliquer son manque de clairvoyance sur lequel il revient en 1976, dans son ouvrage *Quarante ans de mon maoïsme*.

¹⁷ Voir Kaixuan LIU, « Le miroir chinois », chapitre « II. La lune de miel franco-chinoise et les interrogations (1954-1957) », pp. 94-161.

¹⁸ ÉTIEMBLE, *Connaissons-nous la Chine ? op.cit.* p. 171.

¹⁹ Contrairement, par exemple, à Simone de Beauvoir, qui n'a de cesse de louer « cette "longue marche" qui achemine pacifiquement la Chine vers [...] un avenir sans limite. » et affirme : « Nous avons passé de longs moments seuls avec des Chinois sachant l'anglais ou le français. Quand les visites étaient préparées, on ne nous le cachait pas. [...] On ne nous a pas caché la Chine, [...] on nous l'a montrée. » S. de BEAUVOIR, *op.cit.* quatrième de couverture et p. 17 et p. 484. Pour une analyse plus poussée de son témoignage, voir K. LIU, *op.cit.*

Un rapide panorama de l'histoire de cette République nous permet de dégager deux tendances politiques : les premières années de ce régime (jusqu'en 1919) tout comme ses dernières années (de 1947 à 1949) nous semblent pouvoir être mises en parallèle. Ces années sont des années de passage d'un régime à un autre, ce qui soulève bien des interrogations. Il est difficile pour les correspondants des journaux – les premiers sur place – de formuler autre chose que des hypothèses ou des descriptions des événements en cours, en les comparant éventuellement à des événements du passé (la guerre des Boxers par exemple). C'est pourquoi il nous semble pertinent d'avoir, dans la première et la dernière partie de notre thèse, donné la parole à un certain nombre d'observateurs, dont tous ne sont pas à proprement parler des intellectuels. Ces deux parties sont celles où les intellectuels « observent » la République naissante, puis vivent « le basculement » d'un régime à l'autre, avant de « quitter » la Chine devenue communiste.

Les décennies 1920 à 1940 ouvrent d'autres problématiques. Ces années sont en effet marquées par trois tendances concomitantes. D'une part, elles permettent une consolidation d'une « culture politique post-impériale »²⁰ dans la Chine républicaine. Si Yuan Shikai en jette les premières bases, celle-ci se met en place à partir de 1927, lorsque le gouvernement de Nankin, mené par Chiang Kai-shek, s'attèle à l'unification de la Chine. La mue en un État stable est difficile, et continue d'alimenter les fantasmes relatifs à une Chine désunie et anarchique, ce que semblent valider les luttes intestines des seigneurs de la guerre. La période des seigneurs de la guerre puis celle de l'instauration du gouvernement nationaliste de Nankin en 1927 requièrent une véritable connaissance de la Chine, afin d'aller au-delà des représentations négatives. De Georges Brissaud-Desmaillet à Francis Borrey en passant par Albert Maybon, tous les intellectuels et commentateurs que nous citons se sont déjà rendus en Chine, ou analysent les événements depuis le pays même. L'heure n'est plus aux conjectures sur la forme de la République, mais au contraire à l'explication des principes politiques et philosophiques sur lesquels repose le nouveau gouvernement. Au cours des années 1930, ces mêmes intellectuels rendent compte de l'unité en marche, qui s'effectue durant la guerre sino-japonaise et continuent de témoigner de la construction du pays sous la houlette de Chiang Kai-shek, qui aborde en vainqueur l'immédiat après-guerre. Ces années sont aussi celles de la montée en puissance du Parti communiste chinois, qui d'un obscur parti intellectuel né dans les faubourgs de Shanghai en 1921, s'affirme comme une force politique indispensable dans la lutte contre le Japon. Ces deux décennies semblent donc être des années d'édification pour la Chine

²⁰ Xavier PAULÈS, *La République de Chine (1912-1949)*, Paris, Les Belles Lettres, 2019, p. 229.

républicaine, bien qu'il ne s'agisse évidemment pas d'un mouvement ascendant continu. Mais, comme le souligne Xavier Paulès, la tendance est bien à la création d'un État fort en Chine, qui se caractérise par « une extension de son périmètre d'action »²¹. D'autre part, ces années où les intellectuels cernent mieux la Chine républicaine sont aussi celles de l'action politique : des intellectuels « s'engagent » pour la Chine, quand d'autres semblent refuser cette implication politique, au moment où le Parti communiste chinois fait ses armes. Enfin, ces années sont transcendées par les échanges éducatifs franco-chinois, qui érigent des intellectuels en éducateurs de la Chine.

Ce bref résumé des différents soubresauts politiques que connaît la Chine durant la période républicaine va nous permettre, dans un second temps, de chercher à vérifier la validité des hypothèses formulées en introduction. Celles-ci étaient résumées par deux questions : quelles furent les attitudes des intellectuels français face à la République de Chine mais aussi, en quoi l'intérêt pour la République chinoise permet-il de s'interroger sur la définition de l'intellectuel ?

Quelles attitudes intellectuelles à l'égard de la Chine républicaine ?

On peut, dans un premier temps, affirmer que la Chine attire le regard des intellectuels français, *a fortiori* lorsqu'elle devient républicaine, c'est-à-dire plus proche du système politique français. Nous allons tenter d'établir une typologie des visions portées sur la République de Chine. Ces dernières transcendent bien souvent les ruptures chronologiques.

Un premier regard serait celui hérité du XIX^e qui plaque diverses **représentations** sur la République en gestation.

Ces représentations de la Chine peuvent être négatives. Elles concernent des intellectuels qui ne croient pas aux chances de réussite de la République et considèrent encore que celle-ci ne saura se défaire de son anarchie endémique, comme Albert Maybon ou Alexis Leger. La « sauvagerie » de la Chine, est encore alléguée par des intellectuels de droite, parfois peu au fait de la réalité chinoise, comme Charles Maurras, ou qui voient arriver dans ce pays un « péril rouge » avec l'émergence du communisme chinois en 1920, c'est le cas d'Aimé-François Legendre ou d'Alphonse Monestier. Enfin, la Chine est encore un territoire sur lequel on « projette son propre rêve »²² comme l'ont fait deux écrivains de renom, Victor Segalen et

²¹ *Ibid.* p. 255.

²² *Ibid.*

André Malraux, étudiés dans une thèse par Marianne Situ²³. Ces représentations négatives maintiennent la Chine dans son carcan de l'ailleurs absolu²⁴ dont les représentations seraient négatives ou alimentées par les rêves des écrivains. Enfin, la Chine est aussi considérée comme une semi-colonie, et elle est perçue avec une certaine condescendance par les intellectuels français. Cette vision est déjà perceptible lors du Congrès de la paix en 1919, mais se vérifie particulièrement dans les échanges intellectuels franco-chinois. La France se sent investie d'une mission civilisatrice vis-à-vis des jeunes Chinois qu'elle espère reconnaissants. Cet idéal, à certains égards colonialiste, imprègne les entreprises d'échanges intellectuels qui prennent leur essor en 1921. Ces idées sont véhiculées par l'élite française, dont l'un des représentants est Paul Painlevé, comme par l'élite chinoise, grâce à Tsen Tsonming. Les actes de résistance des jeunes Chinois confrontés à la dure réalité de la vie quotidienne en France durant la crise des années vingt, témoignent de la fin des illusions d'une France, pays des Lumières. Cet imaginaire se brise contre les velléités d'une puissance paternaliste, qui considère encore ces jeunes Chinois comme des « dominés ». Il n'est pas étonnant de s'apercevoir que ces perceptions qui plaquent une image sur la Chine, sont généralement le fait de personnalités ayant passé peu de temps en Chine, tel Paul Painlevé, ou bien de certaines autres, comme Victor Segalen, qui demeurent drapé dans son idéal littéraire. Ce regard est aussi le plus commun parce qu'il est profondément ancré dans les représentations depuis plusieurs siècles. Enfin, le fait de porter un regard empreint de sa propre culture n'exclut pas une véritable connaissance factuelle des événements que connaît la Chine. C'est particulièrement visible au moment des rivalités des seigneurs de la guerre : Albert Londres prend le parti de se jouer de ces représentations avec un style drolatique, mais il n'en suit pas moins les événements de très près, au même titre que Pierre Deloncle par exemple.

Un second type de regard porté sur la République chinoise peut-être qualifié de « **fraternel** ». Il est le fait d'intellectuels qui soutiennent la République de Chine dans son développement, ou qui l'observent de plus loin avec bienveillance. Ici, pourraient se retrouver la majeure partie des intellectuels de gauche. Favorables à la République dès sa création, hommes et femmes de gauche font de la Chine assiégée par le Japon l'une de leurs priorités, vingt ans plus tard. Enfin, certaines de ces personnalités, comme Claude Roy²⁵ ou Marcel

²³ Marianne SITU, « La représentation de la Chine dans “Les Fils du ciel” de Victor Segalen et “La Condition humaine” de Malraux » Thèse sous la direction de Robert Major, Université d'Ottawa, 1994.

²⁴ Christian MORZEWSKI et Linsen QIAN, *Les écrivains français du XX^e siècle et la Chine*, Université d'Artois, Presses universitaires de Nankin, Presses universitaires d'Artois, 1999, p. 3.

²⁵ Claude Roy a adhéré au Parti communiste en 1943 seulement. Jusqu'à cette date, il était proche des milieux d'Action française, notamment de Lucien Rebatet et Robert Brasillach. Il a écrit dans le journal *Je suis partout* de 1937 à 1941.

Cachin, soutiennent Mao Zedong, de sa marche vers le pouvoir en 1947 à son implication dans les guerres d'Indochine et de Corée. On observe à ce propos une évolution des soutiens, du moins en apparence. Jusqu'en 1931, la gauche française de tendance communiste défend les communistes chinois. Nous avons vu que le Front Uni permet une alliance tactique, puisqu'à partir de 1937, Chiang Kai-shek comme Mao Zedong font l'objet d'appuis. Cette unité de façade ne survit pas à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous classons aussi dans cette catégorie des intellectuels « fraternels », certains des amis de la République chinoise, moins sensibles à des préoccupations politiques, qui entretiennent des relations étroites avec les dirigeants du pays et les conseillent. C'est le cas d'André d'Hormon, de Jean Escarra, d'Alphonse Monestier, de Louis Laloy, de Jean-Augustin Bussière, des missionnaires à l'image du Père Lebbe ou du Père Jacquinot, ou encore, dans une moindre mesure, comme nous l'avons démontré plus haut, de Paul Painlevé.

Enfin, on ne peut faire l'impasse sur des commentaires de nature moins tranchée, que nous qualifierions donc « **d'informatifs** » ou encore de « **critiques** ». Ils sont généralement le fait d'intellectuels qui ne prennent pas ou peu parti, et préfèrent expliquer les événements. On retrouve ici les correspondants des journaux, de Jean Rodes à Robert Guillain en passant par Francis Borrey et André Duboscq ou Jacques Sallebert. Nous classons également dans cette catégorie Jacques Guillermaz, car il fait preuve de neutralité dans les écrits que nous avons trouvés, jusqu'en 1951, bien que la désolation soit perceptible dans le rapport que nous avons retrouvé²⁶. Nous intégrons aussi dans ce groupe Georges Brissaud-Desmaillet, bien que ce dernier ajoute souvent des commentaires personnels à ses rapports. Mais ce militaire de terrain se distingue par la précision de ses données. Nous incluons également dans cette catégorie les sinologues comme Édouard Chavannes, Georges Dubarbier ou Léon Arousseau qui, par leurs ouvrages et articles expliquent les mutations de la Chine en cours. Paul Ricoeur, qui fait preuve de recul sur ses propres travaux, nous semble appartenir à cette catégorie. De la même manière, nous inclurons dans cet ensemble les sinologues qui font mine de se désintéresser de la politique, tels Paul Pelliot ou Marcel Granet. Nous classerions aussi ici les explorateurs, bien obligés malgré eux de prendre parti dans les soubresauts de la Chine, mais qui en profitent pour porter un regard distancié sur leur propre pays comme Alexandra David-Néel.

Cette typologie n'a pas vocation à être un cadre étriqué qui viendrait cataloguer sans nuance les positions des intellectuels français. Nous avons au contraire souhaité conduire une analyse à hauteur d'individus, et nous espérons être parvenue à montrer les ambivalences d'intellectuels

²⁶ Voir partie 5, chapitre 2.

comme Paul Painlevé ou Paul Pelliot, ou encore Li Yuying. Ce sont ces mêmes nuances qui permettent à nos intellectuels français de naviguer parfois d'une catégorie à l'autre, et qui nécessitent à présent d'étudier ce que signifie être un intellectuel lorsque cette notion est confrontée à la Chine républicaine.

Comment l'intérêt pour la République de Chine éclaire-t-il la définition de l'intellectuel ?

La définition de l'intellectuel donnée par l'Institut International de Coopération Intellectuelle vers 1925, qui indiquait vingt-et-un champs de pensées ou d'exercices pouvant être reliés à ce terme, invitait dès l'introduction, à retenir une définition large de l'intellectuel. À notre sens, notre étude a pu confirmer cet élargissement du champ, qui nous semblait d'autant plus légitime que le terme « intellectuel » est bien reconnu dans une acception large par l'Organisme de Coopération Intellectuelle durant notre période.

Nous souhaitons donc revenir sur un certain nombre d'interrogations, posées dès l'introduction. La première demandait s'il était pertinent d'inclure pleinement les journalistes dans notre objet d'études. Ici, il nous semble que le choix des personnalités qui commentent à la fois l'installation de la République chinoise (partie 1) et son effondrement (partie 5) viennent confirmer cette hypothèse. La mise en place du nouveau régime républicain, puis celle de la Chine populaire nous sont en effet transmis par les observateurs présents sur place, c'est-à-dire essentiellement, par les envoyés spéciaux des grands journaux. En 1911, Jean Rodes tout comme Robert Guillain en 1949, s'interrogent sur la forme que va prendre le nouveau régime chinois (les fondements d'une République pour le premier, les contours du communisme pour le second). Les correspondants des journaux sont de ceux qui ont de la Chine une connaissance avérée. Ces journalistes sont donc, par essence, « ceux qui transmettent et représentent le monde » selon la définition que le philosophe Régis Debray donne de l'intellectuel²⁷. En effet, alors que la presse écrite reste le média le plus massivement diffusé, c'est à travers les reportages ou les commentaires sur la Chine que les lecteurs peuvent se représenter la République du milieu. C'est pourquoi nous avons parfois fait le choix d'ajouter aux voix des envoyés spéciaux celles de journalistes moins connus, lorsque leurs propos étaient particulièrement clairs ou représentaient une opinion largement partagée, même si nous

²⁷ Christian MORZEWSKI et Linsen QIAN, *Les écrivains français du XX^e siècle et la Chine*, Université d'Artois, Presses universitaires de Nankin, Presses universitaires d'Artois, 1999, p. 231.

reconnaissons à ce propos, avoir sans doute accordé une trop large place à des commentateurs anonymes dans le chapitre traitant de la Première Guerre mondiale. Ces hommes sont, lors de la naissance comme lors de la mort de la République chinoise, dans l'attente des événements, que certains se contentent parfois de décrire au jour le jour, comme on le voit notamment lors de l'entrée de la Chine dans la Première Guerre mondiale. Mais leur fonction de témoins ou de « transmetteurs », font d'eux des observateurs dont il nous semblait impossible de nous passer.

À partir de là, est-il possible de mettre en place une typologie des intellectuels s'intéressant à la Chine, comme nous l'avons fait précédemment pour ce qui concernait les attitudes de ces mêmes intellectuels vis-à-vis de la République chinoise ? Dans une recherche de typologie permettant d'englober ce que sont les intellectuels, les trois postures évoquées par Nathalie Heinich, c'est-à-dire celles de chercheur, expert et penseur, peuvent servir de points d'appui. Nous avons donc souhaité, à l'intérieur de ces trois catégories, distinguer plusieurs sphères de sociabilité, afin de dessiner plus précisément les réseaux apparus dans cette thèse, regroupant les intellectuels s'intéressant à la Chine. Bien que plusieurs réseaux prennent forme, nous espérons avoir montré qu'il n'y a aucune homogénéité des postures dans les « sociétés intellectuelles » dont nous faisons état. Notre étude a également tenté de s'intéresser à ces hommes et ces femmes qui font office de traits d'union, non seulement entre la France et la Chine, mais aussi entre plusieurs cercles de sociabilité.

Les intellectuels s'intéressant à la Chine peuvent donc, dans un premier temps, être des « **chercheurs** », c'est-à-dire, selon Nathalie Heinich avoir le rôle « de comprendre et d'expliquer le monde grâce à des méthodes spécifiques »²⁸. Nous classons dans cette catégorie une première sphère de sociabilité constituée par les *savants*, *les universitaires*, que l'on trouve dans les instituts franco-chinois comme l'IHEC ou l'Institut-Franco-Chinois de Lyon. Nous souhaitons aussi y adjoindre Alexandra David-Néel, qui est une orientaliste autodidacte, mais que ses compétences et ses relations avec les plus grands sinologues rattachent à ce cercle, de même que certains intellectuels de la Croisière jaune, à l'instar du Père Teilhard de Chardin. Enfin, Jacques Guillermez et Jean-Jacques Brioux, tous deux devenus spécialistes de la Chine après avoir exercé un autre métier nous semblent aussi entrer de plain-pied dans cette catégorie.

Dans cette même catégorie des chercheurs, nous pourrions aussi inclure une deuxième sphère qui serait celle des « *connaisseurs* » de la Chine ou « *considérés comme tels* ». Elle rassemblerait ceux qui en outre, se seraient rendus dans le pays. Cette catégorie comprendrait

²⁸ Nathalie HEINICH, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, n° 2 (1 décembre 2002), p. 118, <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7084>.

donc des missionnaires comme le père Léon Robert ou le Père Lebbe, mais aussi les orientalistes de tendance conservatrice qui écrivent dans *La Revue de l'Asie française* ou dans *La Revue franco-chinoise* comme Albert Maybon. Il s'agit aussi des envoyés spéciaux des journaux à fort tirage, qui sont allés en Chine et livrent une analyse pertinente des faits qu'ils relatent. Des figures aussi diverses qu'Alphonse Monestier, Marc Chadourne, Jean-Cyprien Balet, Jean-Jacques Brioux ou Jean Sallebert entrent dans cette sphère. D'autres sont perçus comme des connaisseurs de la Chine à leur époque, bien que leur connaissance réelle du pays soit parfois limitée. Nous ajouterions donc ici des personnalités comme Claude Farrère, Jean-Paul Sartre, Abel Bonnard, André Malraux. En effet, malgré des connaissances sur la Chine qui peuvent apparaître comme superficielles, surtout pour Malraux et Sartre, en 1949, ces deux derniers auteurs continuent d'être des références pour qui veut connaître la Chine. Le photographe Henri Cartier-Bresson, que nous classerions lui aussi dans cette catégorie, explique ainsi dans une lettre à ses parents :

« Il y a tant de reportages à faire en Chine actuellement. Je suis entrain (*sic*) de finir le livre d'un garçon que Louis et moi avons connu à Cambridge, un anthropologiste Geoffrey Gorer : *The American people*. [...] Je commence à lire le livre d'Abel Bonnard sur la Chine (de 1924) puis je prendrai *La Condition humaine* et *La connaissance de l'Est* (*sic*) de Claudel. »

Il y a là aussi une forte hétérogénéité dans cette catégorie, car on ne peut comparer des articles comme ceux de Robert Guillain, au *Grand drame de l'Asie*, de Claude Farrère, qui propose avant tout une représentation de la Chine et des Japonais.

Un intellectuel peut aussi être un « **expert** », c'est-à-dire, selon la définition donnée par Nathalie Heinich, celui qui utilise ses connaissances pour répondre à des domaines pratiques²⁹. Nous intégrons dans cette posture les hommes et femmes qui appartiennent à la *sphère liée à l'éducation*, et même plus largement les conseillers de la République chinoise. Nous y placerions des personnalités aussi diverses que Victor Segalen ou Jean Fontenoy, (respectivement conseillers de Yuan Shikai et Chiang Kai-shek), Paul Painlevé ainsi que Paul Langevin (qui appartiennent aussi à la sphère précédente), Eugène Bradier, Hugues Le Roux, Fernand Maurette, Georges Margouliès, André d'Hormon et Jean-Augustin Bussière, pour les liens privilégiés que celui-ci a entretenus avec les premiers présidents de la République de Chine. Dans cette sphère entrent bien sûr aussi les jeunes intellectuelles et intellectuels chinois tels que Zhang Ruomin ou Soumé Tcheng.

²⁹ N. HEINICH, *op.cit.* p. 119.

En ce qu'ils sont aux prises avec les difficultés du pays, la sphère de sociabilité des *diplomates*, nous semble pouvoir être incluse dans cette catégorie des « experts ». Un homme comme Jacques Guillermaz y côtoie des personnalités comme André Tardieu, qui commente les premiers pas de la République de la Chine dans *Le Temps*, Saint-John Perse, les consuls de France, Georges Brissaud-Desmaillet ou Jean-Jacques Vidal. Ils ont en effet pour tâche de réguler les relations diplomatiques entre les Républiques française et chinoise, et, de fait, se heurtent bien souvent aux tensions internationales entre les deux pays. Nous avons choisi de leur accorder peu de place, puisque les diplomates se trouvaient déjà au cœur de deux ouvrages précédents. Mais peut-être la consultation des fonds « Asie-Océanie » des Archives du Ministère des Affaires étrangères, aurait-elle pu étoffer la partie 5, notamment concernant la proclamation de la République populaire, le 1^{er} octobre 1949.

Enfin, les « **penseurs** » sont ceux qui font usage de leur notoriété pour « critiquer une situation au nom de certaines valeurs »³⁰. Ici, la sphère de sociabilité des *intellectuels de gauche* semble évidente. Par-delà les clivages professionnels et politiques, ces hommes et femmes ont la capacité de s'unir dans de grandes organisations : le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, puis le Rassemblement Universel pour la Paix. Que l'on parle d'Andrée Viollis, d'Édouard Herriot, ou de Gabriel Péri, leur capacité d'union dans de grands rassemblements, déjà visible au temps de l'Affaire Dreyfus³¹, contraste avec l'hétérogénéité des intellectuels conservateurs, que l'on retrouve à la fois dans les colonnes de *France-Japon*, comme dans celle de *La Revue de l'Asie française*, ou dans la presse à fort tirage. À ce propos, il nous semble qu'une piste de recherche ultérieure intéressante pourrait justement être d'approfondir les regards des intellectuels de droite sur la Chine. Nous adjoignons aussi à cette catégorie des penseurs, certains intellectuels, qui, à notre sens, se placent davantage dans la posture du penseur que de celle du chercheur. Il s'agit du juriste Jean Escarra, qui choisit une attitude d'intellectuel impliqué dans le second conflit mondial, au contraire de ses collègues de l'IHEC. Les médecins Georges Béchamp et Jean-Augustin Bussière³² partagent des caractéristiques communes avec les penseurs, en ce qu'ils risquent leur vie (ou la perdent) au nom de valeurs humanistes. Comme les intellectuels de gauche, ils s'engagent pour la Chine, y compris physiquement, et partagent les valeurs de fraternité et de respect des Chinois qui sont celles d'hommes comme Louis Laloy ou Édouard Herriot. Jean-Augustin Bussière et Georges

³⁰ N. HEINICH, *ibid.*

³¹ Avec notamment la création de la Ligue des droits de l'Homme.

³² Jean-Augustin Bussière n'hésitait pas à effectuer à vélo le trajet de Pékin jusqu'à Yan'an pour aller soigner des communistes chinois en pleine guerre sino-japonaise, les médicaments cachés dans l'armature de sa bicyclette. Témoignage de Jean-Louis Bussière, 5 décembre 2018.

Béchamp sont néanmoins des personnalités moins connues, qui demanderaient à être étudiées davantage. Le très riche fonds personnel de la famille Bussière ouvre ainsi bien des portes à de futures recherches portant sur le personnage de Jean-Augustin Bussière lui-même, ou bien encore, à une possible étude portant sur les actions des médecins étrangers en Chine. Enfin, les personnalités de Jean Escarra ou Louis Laloy, qui endossent personnellement plusieurs attitudes les plaçant à l'écart de leur cercle de sociabilité professionnel (tous deux s'engagent pour la Chine, durant la guerre sino-japonaise) pourraient inviter les chercheurs à se pencher davantage sur leurs parcours, en recherchant leurs archives personnelles ou en interrogeant d'éventuels descendants³³.

Comme on le voit, ces catégories sont hétérogènes et un même intellectuel peut appartenir à plusieurs sphères de sociabilité et endosser plusieurs postures.

Certaines personnalités font le lien entre toutes ces catégories. Le Chinois Li Yuying peut, à notre sens, être considéré comme le pivot des relations intellectuelles franco-chinoises. Ce promoteur acharné des échanges éducatifs entre la France et la Chine est aussi un interlocuteur privilégié pour les intellectuels de gauche engagés pour la Chine. Sans doute la consultation d'archives du Ministère des Affaires étrangères en Chine aurait-elle permis de compléter utilement notre connaissance de ses actions, bien que les archives françaises soient assez prolixes à son propos. Le pendant français de Li Yuying pourrait être, dans une moindre mesure, André d'Hormon. Celui-ci assiste en effet aux deux basculements de l'histoire de la Chine : le basculement de l'empire à une République puis celui d'une République à une République populaire. Conseiller de Sun Yat-sen puis de Yuan Shikai jusqu'en 1916, il préfère par la suite s'impliquer dans les relations franco-chinoises. André d'Hormon ne s'étend pas sur ses activités durant la guerre sino-japonaise, mais laisse entendre « quelques bons tours joués à l'occupant »³⁴ japonais, qui le fait « surveiller de très près » ce qui témoigne donc d'un probable engagement. Enfin, il connaît personnellement certains dirigeants communistes dont Mao Zedong lui-même dans sa jeunesse, et son départ de la Chine tant aimée vient achever notre propos.

³³ Jean Laloy, fils de Louis Laloy, est diplômé de russe à l'École Orientale. Devenu diplomate, il semble avoir des idées politiques proches de celles de son père, qui était un catholique de gauche. Il est en effet collaborateur de la revue *Esprit* sous le pseudonyme de Jean Gauvain. Proche de Jacques Maritain, Jean Laloy, intellectuel de renom, est également professeur à l'IEP de Paris. Michel WINOCK, « *Esprit* » : *des intellectuels dans la cité (1930-1950)*, Paris, Seuil, 1996, p. 255.

³⁴ Pierre FAUCON, « Un irremplaçable témoignage – "aujourd'hui pour moi, l'aventure commence" », journal inconnu, 17 avril 1954, fonds Jean-Louis Bussière.

Afin de nuancer encore la définition de l'intellectuel et justifier notre démarche, il nous paraît important de revenir sur deux aspects laissés en suspens dans l'introduction. S'intéresser à la République chinoise permet d'interroger la définition de l'intellectuel. La presse et les livres étant encore les principaux médias utilisés par les intellectuels pour faire connaître leurs opinions sur la République chinoise, il nous semble pertinent de nous questionner sur le statut de l'écrit. Nous reviendrons enfin sur ce que représente la notion d'engagement intellectuel lorsque l'on parle de la République chinoise.

Le statut de l'écrit

La multiplicité des attitudes des intellectuels par rapport à la Chine, invite à s'intéresser dans un second temps, aux médias utilisés pour transmettre leurs représentations et commentaires. Tout au long de la période, l'écrit reste le média le plus utilisé, même si la place de l'image, fixe ou animée, va croissant. Quelle est donc la place de l'écrit dans la définition de l'intellectuel ? Toutes les figures que nous avons rencontrées sont des hommes et femmes de mots. Même un homme qui ne rentre pas vraiment, pour de multiples raisons, dans la définition de l'intellectuel, comme Jacques Doriot, s'est essayé au livre, et envoie régulièrement des articles à *L'Humanité*. Gabrielle Duchêne, activiste politique, connaît la puissance des discours, et ce n'est pas un hasard si elle est invitée à ouvrir la première séance du Congrès d'Amsterdam. Les quatre brochures d'une cinquantaine de pages trouvées dans les archives du RUP³⁵, ainsi que les reparutions successives du journal *Chine* indiquent que l'écrit reste le mode de transmission traditionnel.

Mais justement, de quel écrit parle-t-on ? Écrire un article de journal a-t-il la même valeur qu'écrire un ouvrage ? On remarque que, bien souvent, les journalistes qui accèdent dans une certaine mesure au statut de « chercheurs » comme défini ci-dessus, sont ceux qui ont parallèlement écrit plusieurs ouvrages. Albert Maybon réserve ses articles à la presse spécialisée conservatrice, comme *La Revue de l'Asie française*. Si les études qu'il a suivies nous sont inconnues, contrairement à celles de son frère Charles Maybon, Albert Maybon est bien un orientaliste³⁶, dont la connaissance du japonais en fait un savant. Il publie d'ailleurs plusieurs livres sur le Japon. Néanmoins il commente aussi bien souvent les affaires de Chine. Sa compétence en la matière est confirmée dès 1908 par un livre intitulé *La Politique chinoise*,

³⁵ « Rassemblement Universel pour la Paix » (1936), dossier 21 ; « Une idée fait son chemin » (juillet 1936), dossier 41 ; Brochure de la conférence pour les villes ouvertes (juin 1938), dossier 191 ; Brochure contre le RUP (1941), dossier 399. IISH, ARCH01165.

³⁶ Son nom n'apparaît pourtant pas dans *Le dictionnaire des orientalistes* de François Pouillon.

qui, selon Stephen Pichon, qui fut Ministre de France à Pékin de 1897 à 1901, « contenait les meilleures réponses aux questions qu'on se posait partout sur la révolution qui venait de coûter le trône au dernier descendant des Tsing [Qing]. »³⁷ En 1914, Albert Maybon est envoyé en Chine républicaine par le Ministère des colonies, et en tire le livre *La République chinoise*. Comme lui, Jean Rodes ou Marc Chadourne se démarquent par leurs nombreux livres qui reçoivent de très bonnes critiques. Ces ouvrages imprimés assoient la position de leurs auteurs en tant qu'experts, tout autant que la légitimité et le sérieux de la presse pour laquelle ils écrivent en parallèle.

Par ailleurs, les intellectuels les plus spécialistes de l'Asie, tout comme ceux dont la notoriété en tant qu'intellectuels est reconnue, écrivent bien souvent dans des revues, davantage que dans la presse à fort tirage. En effet, explique Michel Winock dans son étude de la revue *Esprit*, « la revue est moins soumise à la loi du marché, à l'actualité, au rythme syncopé de la presse quotidienne. [C'est un] nouveau cénacle indépendant, lieu de rencontres et d'échanges, où se tissent des solidarités, voire des complicités. »³⁸ C'est précisément le cas des nombreuses revues s'intéressant à la Chine, depuis *La Revue de l'Asie française*, revue généraliste à caractère colonial, jusqu'à *La Revue franco-chinoise* qui rassemble des personnalités aussi éclectiques que Louis Laloy, Albert Maybon ou le général Vidal. Face à *France-Japon*, lieu d'échanges intellectuels et culturels entre les deux pays, le bulletin *Chine* ronéotypé des années 1934-1935, choisit lui aussi de se muer en une revue en améliorant sa mise en page, et en faisant appel à des chroniqueurs impliqués, qui signent leurs articles.

Ce qui peut également faire d'un homme un intellectuel, c'est aussi le fait qu'il manie à l'écrit un style immédiatement reconnaissable. Albert Londres est de ceux-là. À première vue, ce n'est pas son « niveau d'éducation élevé » qui fait de lui un intellectuel. Selon son biographe, Pierre Assouline, il « n'est pas fait pour les études »³⁹ et entre à la comptabilité Asturienne des Mines alors même qu'il n'a pas « les diplômes requis »⁴⁰ pour cela. Mais ses articles révèlent, non seulement des qualités d'enquêteur indéniables, mais aussi de véritables talents littéraires. Ainsi explique Pierre Assouline, Albert Londres choisit un style littéraire différent pour chacun de ses articles. Les articles consacrés à la Chine des seigneurs de la guerre, devenus un ouvrage intitulé *La Chine en folie*, ne dérogent pas à cette recherche de style. Durant tout son livre,

³⁷ Stephen PICHON, « Préface » dans Albert MAYBON, *La République chinoise*, Paris, Armand Colin, 1914, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5609202r.texteImage>. p. VII.

³⁸ Michel WINOCK, « *Esprit* » : *des intellectuels dans la cité (1930-1950)*, Paris, Seuil, Points Histoire, 1996, p. 13.

³⁹ Pierre ASSOULINE, *Albert Londres, vie et mort d'un grand reporter, 1884-1932*, Paris, Gallimard, 1990, p. 27.

⁴⁰ *Ibid.*

Albert Londres adopte un style burlesque, avec des dialogues très longs, des interjections (« gnafrons »), des successions de questions, comme pour faire vivre au lecteur cette Chine dans laquelle il ne sait plus où donner de la tête.

Étudier les réactions des intellectuels sur la Chine permet donc de s'interroger sur le statut de l'écrit, qui est encore le premier média de diffusion en cette première moitié du XX^e siècle. Le travail de l'écrit, nous autorise à inclure pleinement dans notre étude des hommes comme Albert Londres qui, si l'on s'en tient à la définition de Christophe Charle, ne possèdent pas *a priori* les caractéristiques de l'intellectuel. Cependant, Pascal Ory lui-même semble prendre en compte l'importance de l'écrit, et le considérer comme un engagement à part entière. En effet, écrit-il dans la préface du livre de Pierre-Frédéric Charpentier, « les textes sont des actes. »⁴¹ Par conséquent, écrire, serait déjà s'engager, ce qui nous amène à notre dernier point d'analyse.

L'engagement intellectuel à la lumière de la Chine républicaine

Les regards portés sur la République chinoise nous permettent également de moduler notre définition de l'engagement intellectuel. En effet, les décennies 1920 et 1930 sont aussi celles des conflits ; conflits internes à la Chine comme durant les guerres civiles entre les seigneurs de la guerre, la lutte d'anéantissement de Chiang Kai-shek contre les communistes chinois, puis la confrontation entre Chiang Kai-shek et Wang Jingwei, et les conflits externes marqués par la guerre sino-japonaise qui se voit engloutie par la Seconde Guerre mondiale. Mais c'est aussi durant cet entre-deux-guerres que les échanges intellectuels entre la France et la Chine sont les plus intenses, et leurs promoteurs, envoyés en Chine dans un but éducatif, se trouvent bien souvent pris malgré eux dans les filets des tensions chinoises. Ces conflits internes et externes ne peuvent laisser indifférents les intellectuels français. Ils provoquent donc des « implications » intellectuelles qui représentent, selon nous, des degrés divers de l'engagement. L'engagement de type sartrien, que nous avons appelé aussi « universaliste », se déploie durant la guerre sino-japonaise, grâce aux efforts d'une large part de la gauche française. Il s'agit d'un engagement rappelant celui des intellectuels durant l'Affaire Dreyfus puisqu'il dépasse les simples compétences intellectuelles. En plus de s'engager en faveur de la Chine par les mots, les intellectuels de gauche s'engagent en faveur de la Chine par des actes – boycott, formation d'associations, collectes etc. – et s'appuient sur leur notoriété pour faire vibrer ce combat. C'est le cas de Paul Langevin ou Romain Rolland par exemple. Mais, dans le même temps, cette

⁴¹ Pascal ORY, « Préface », dans Pierre-Frédéric CHARPENTIER, *La drôle de guerre des intellectuels français : 1939-1940*, Histoire, mémoire et patrimoine, Panazol, Lavauzelle, 2008, p. 9.

période de paroxysme des tensions qu'est la guerre sino-japonaise révèle aussi le refus de l'engagement de certains intellectuels, comme chez Paul Pelliot ou bien encore Alexandra David-Néel, qui préfèrent se draper dans la posture de l'intellectuel « spécifique », c'est-à-dire celle d'homme du culturel et non celle d'homme du politique. Pourtant, et c'est à notre sens un point important, notre étude révèle que la réalité est moins linéaire. L'implication en faveur de la Chine peut aussi être plus « distanciée »⁴², selon la terminologie utilisée par Norbert Élias. Les intellectuels français comme Marcel Granet ou Marius Moutet choisissent de demeurer dans le champ du culturel en venant en aide aux étudiants chinois méritants. Enfin, le « détachement »⁴³ vis-à-vis de la Chine dont semblent faire preuve Paul Pelliot et Alexandra David-Néel, dissimule en fait un engagement ou une inquiétude pour la France, soumise elle aussi à une occupation ennemie. Par conséquent, nous estimons que la Chine interroge fructueusement la définition de l'intellectuel comme étant l'homme qui passe du monde du culturel au monde politique. En effet, bien que l'implication de certains intellectuels se cantonne aux limites du culturel, cet engagement demeure opérant. Leurs actions d'aide aux jeunes Chinois sont des décisions personnelles, mais n'en demeurent pas moins une implication réelle. De la même manière, le refus d'autres savants d'entrer en politique, ne saurait leur retirer le qualificatif « d'intellectuel », et invite à observer un engagement en faveur de leur propre pays, qui apparaît précisément lorsque l'on étudie leur refus d'implication en faveur de la Chine.

Enfin, les échanges interculturels entre la France et la Chine, menés pour certains par des intellectuels français, peuvent également être considérés comme des actes engagés, en ce que les intellectuels des deux camps y voient un moyen de rehausser ou de construire le prestige de leur propre pays, c'est-à-dire, de s'impliquer dans les relations internationales. Cette forme d'engagement permet de mettre au jour les représentations croisées des intellectuels français et chinois, en donnant la parole aux uns comme aux autres. Dans la lignée des travaux s'intéressant aux représentations de la Chine, comme la thèse de François Pavé⁴⁴, ces échanges interculturels interrogent la « mission civilisatrice de la France », et les résistances des Chinois face au regard paternaliste de certains intellectuels français. Cependant, la figure de Paul Langevin, humaniste amoureux de la Chine tranche avec cette vision dominante. Nous espérons pouvoir un jour

⁴² Norbert ÉLIAS, *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993, p. 63.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ François PAVÉ, « Le péril jaune à la fin du XIX^e siècle, fantasme ou inquiétude légitime ? », sous la direction de Nadine VIVIER, Université du Maine, 2011 .

consulter ses carnets personnels se rapportant à son voyage de 1931 pour donner une vision complète de l'expérience chinoise du physicien.

De manière générale, les intellectuels chinois eux-mêmes ne sont pas dupes et, malgré leur admiration pour la France des Lumières, la dure réalité des conditions de vie en France va venir au contraire nourrir leur résistance et leur nationalisme. La France paternaliste devient ainsi l'une des terres d'apprentissage marxiste de certains jeunes hommes appelés à de hautes fonctions politiques dans l'appareil gouvernemental de la Chine populaire. C'est précisément à ces jeunes gens que fait référence le Président chinois Xi Jinping en 2014, à l'occasion du cinquantenaire de la reconnaissance par la France de la République populaire de Chine :

« De nombreux dirigeants de la vieille génération du Parti communiste chinois, vous le savez, ont fait des études en France. Zhou Enlai, Deng Xiaoping, Cai Hesen, Chen Yi et Nie Rongzhen, pour ne citer que les noms les plus illustres. C'est pour cette raison que dès mon jeune âge, je m'intéresse beaucoup à la culture, à l'histoire, à la philosophie, à la littérature et à l'art français. Une plongée dans l'histoire moderne et contemporaine de la France, notamment dans l'histoire de la Révolution française, a approfondi ma réflexion sur les lois de l'évolution politique de la société humaine. »⁴⁵

On trouvera dans notre thèse, plusieurs échos avant-coureurs de ces formules. Dès les années 1920, de jeunes intellectuels Chinois attachés au régime républicain, comme Chen Duxiu ou Tsen Tsonming, ont considéré la France comme un modèle. Ces jeunes Chinois issus des idéaux du 4 Mai 1919 ont en partie contribué à façonner la Chine actuelle. Malgré sa relecture marxiste, cette remarque du Président chinois révèle, en creux, que la période Républicaine est bien celle d'un tournant pour l'histoire de la Chine. Les intellectuels français se sont révélés des observateurs attentifs et parfois impliqués des soubresauts de cette période à la fois troublée et riche, de l'histoire chinoise, que les recherches historiques les plus récentes s'attachent à réhabiliter.

⁴⁵ Discours du Président Xi Jinping, 27 mars 2015 sur <http://lyon.china-consulate.org/fra/zxxx/t1147413.htm> consulté le 6 février 2020.

ANNEXES

Annexe 1 : Repères chronologiques de l’histoire chinoise et des activités des intellectuels français liées à la Chine

Il nous a paru intéressant d’intercaler, entre les événements de la politique chinoise, des indications sur l’activité des intellectuels français en lien avec la Chine, ainsi que quelques parutions d’ouvrages cités dans ce travail. Ces éléments sont notés en police « Arial ».

1911

10 octobre 1911 : révolution de Wuchang.

1912

1^{er} janvier : proclamation de la République.

13 février : abdication de Puyi et début officiel de la République.

Jean Rodes est en Chine pour *Le Temps*.

25 août : fondation du Guomindang.

Georges Brissaud-Desmaillet est conseiller militaire du gouvernement chinois.

Octobre : Victor Segalen devient le médecin personnel de Yuan Keting, fils de Yuan Shikai.

1913

Arrivée en Chine de Jean-Augustin Bussière qui succède à Victor Segalen comme médecin de la légation de France. Il est aussi médecin conseiller de la présidence chinoise jusqu’en 1924.

12 juillet : Seconde révolution contre Yuan Shikai.

7 octobre : Yuan Shikai est élu Président.

1914

1^{er} février – 23 août : expédition archéologique à travers la Chine de Victor Segalen, accompagné de Gilbert de Voisins et Jean Lartigue. La mission est écourtée par la guerre.

Parution de *À Travers La Révolution chinoise* de Fernand Farjanel.

Parution *La Chine en Révolution* d’Edmond Rottach.

Parution de *La République chinoise* d’Albert Maybon.

1915

Janvier : les 21 demandes japonaises sont envoyées à la Chine.

7-9 mai : ultimatum japonais.

12 décembre : Yuan Shikai rétablit une monarchie constitutionnelle.

1916

6 juin : mort de Yuan Shikai.

1917

Entrée de la Chine dans la Première Guerre mondiale.

25 février 1917 : Victor Segalen arrive à Tientsin en tant que médecin militaire chargé de recruter des travailleurs chinois pour les usines françaises d'armement.

1919

18 janvier : Conférence de la paix à Paris. Elle aboutit à la rétrocession des possessions allemandes du Shandong au Japon.

4 Mai : révolte des étudiants et intellectuels chinois à la suite des 21 demandes du Japon.

Mai : Victor Segalen est retrouvé mort.

28 juin : la Chine décide de ne pas signer le traité de Versailles.

1920

Mars : défaite de la clique de l'Anhui.

1921

9 avril : Sun Yat-sen est élu président du gouvernement de Canton.

23 juillet : fondation du Parti communiste chinois à Shanghai.

Mission de Paul Painlevé en Chine. Il est accompagné de Nadal, d'Émile Borel, Abel Bonnard et Germain Martin.

Fondation de l'Institut Franco-Chinois de Lyon.

Fondation de l'Institut des Hautes Études Chinoises.

Fondation de la Société Franco-Chinoise d'Éducation.

1922

Janvier : Conférence de Washington.

Avril-mai : première guerre Zhili/Fengtian. Défaite de la clique du Fengtian.

1923

Janvier : Sun Yat-Sen fonde un nouveau gouvernement à Canton.

Janvier : accord Sun-Joffé : alliance de Sun Yat-sen avec l'Union soviétique. Envoi de conseillers soviétiques, Borodine et Gallens.

Le Guomindang (Parti nationaliste) est refondé sur les bases d'un parti organisé sur le modèle de l'Internationale Communiste.

Cao Kun (Zhili) se fait élire président suite à une élection truquée.

Mai : fusion de l'Association amicale franco-chinoise créée en 1907 avec le Comité franco-chinois de patronage des jeunes Chinois en France. Ces deux groupements deviennent l'Association amicale et de patronage franco-chinoise.

1924

20-30 janvier – avril 1927 : premier front uni Guomindang/PCC.

Première guerre Zhili/ Fengtian.

Albert Londres est en Chine pour le compte du *Petit Parisien*.

Mars-novembre : Francis Borrey est en Chine pour le compte du *Journal des débats*.
Création de l'Institut International de Coopération Intellectuel (IICI).
23 octobre : défection de Feng Yuxiang et défaite de Wu Peifu (Zhili).

1925

12 mars : mort de Sun Yat-sen.
30 mai : la police britannique tire sur des manifestants chinois, ce qui provoque une vague anti-impérialiste dans tout le pays.

1926

Fondation de la Ligue contre l'impérialisme.
Juillet : début de la *Beifa* contre les seigneurs de la guerre.
Défaite de Wu Peifu. Zhang Zuolin (clique du Fengtian) installe son gouvernement à Pékin.

1927

Janvier : le gouvernement du Guomindang quitte Canton pour s'installer à Wuhan. Le gouvernement est dominé par l'aile gauche du parti, hostile à Chiang Kai-shek.
Jacques Doriot est en Chine pour *L'Humanité*.
21 mars : victoire de la 3^e insurrection ouvrière dans les quartiers sous administration chinoise de Shanghai.
Jean Fontenoy crée *Le Journal de Shanghai* et devient conseiller de Chiang Kai-shek.
12 avril 1927 : coup de force de Chiang Kai-shek et expulsion des communistes du Guomindang. Fin du premier Front Uni.
18 avril : création d'un gouvernement central à Nankin dominé par Chiang Kai-shek.
Union de circonstance entre le gouvernement de Wuhan, dirigé par Wang Jingwei, et les communistes, menés par Chen Duxiu.
Premiers cours à l'IHEC.
7 août : conférence extraordinaire du PCC qui destitue Chen Duxiu.

1928

4 juin : mort de Zhang Zuolin dans un attentat fomenté par les Japonais.
8 juin : Pékin est prise par les alliés du Guomindang.
20 juin : Pékin change de nom et devient Peipin. La capitale est transférée à Nankin.
Congrès de Bruxelles : fondation de la Ligue anti-impérialiste.

1930

1930-1934 : campagnes de Chiang Kai-shek contre les communistes.

1931

28 février : Hu Hanmin est placé en résidence surveillée.
Mai : un gouvernement dissident est fondé à Canton. Parmi ses membres, Sun Fo, Wang Jingwei, Eugène Chen et Hu Hanmin.

18 septembre : incident de Moukden : les Japonais envahissent la Mandchourie.
Novembre : La base du Jiangxi devient la 1^{ère} République soviétique chinoise.
Parution de *Que veut le Japon ? Que veut la Chine ?* de Jean-Cyprien Balet.

1932

Andrée Viollis et Albert Londres sont en Chine.
Mort d'Albert Londres après le naufrage du *Georges-Philippart*.
Voyage de la Croisière jaune initiée par André Citroën.
Janvier : retour au pouvoir de Chiang Kai-shek.
28 janvier-mars : bataille de Shanghai ; le Japon se heurte à une vive résistance chinoise.
1^{er} mars : fondation du Mandchoukouo.
Mars : la commission Lytton est en Chine.
Alliance Chiang Kai-shek/ Wang Jingwei.
27-29 août : Congrès d'Amsterdam.
Mission des éducateurs français en Chine (dont Paul Langevin) sous l'égide de l'IICI.
28 septembre-28 janvier 1933 : mission d'éducateurs chinois en Europe.
Octobre : parution du rapport Lytton.
Parution de *À travers la Chine actuelle* de Jean Rodes.

1933

Janvier : premier numéro de *Front mondial*, revue dirigée par Henri Barbusse.
Fondation de la Commission Nationale chinoise de Coopération Intellectuelle par Wu Shi Fee, Cai Yuanpei et Li Yuying.
Parution de *La Condition humaine* d'André Malraux, couronnée du Prix Goncourt.
27 mars : le Japon se retire de la SDN.
31 mai : Armistice de Tanggu entre la Chine et le Japon.
4-6 juin : Congrès Pleyel.
Parution de *Miroirs de Chine* de Louis Laloy.

1934

Ella Maillart est au Mandchoukouo pour *Le Petit Parisien*.
Février : Lancement du Mouvement pour la Vie nouvelle en Chine, par le couple Chiang Kai-shek.
1^{er} mars : Puyi est placé sur le trône du Manchoukouo sous le nom de Kang Theh.
Juin : mission en Chine de Fernand Maurette, sous-directeur du bureau international du travail.
Octobre : début de la Longue Marche.
Fondation de « l'Association des amis du peuple chinois » par René Étiemble, Louis Laloy et Étienne Constant (entre autres).
Naissance de la revue politique et culturelle *France-Japon*.

Le Mandchoukouo devient un empire, dont le dirigeant fantoche est Puyi, dernier empereur Qing.

1935

Janvier : Mao s'impose à la tête du PCC.

Mars : Jean-Cyprien Balet est au Mandchoukouo et rencontre Puyi.

2^e trimestre : Marc Chadourne est en Chine pour le compte de *Paris-Soir*.

Octobre : fin de la Longue Marche.

1^{er} novembre : attentat contre Wang Jingwei.

12-25 décembre : incident de Xi'an.

Lancement de la revue *Chine* revue de l'Association des amis du peuple chinois.

1936

3-6 septembre : Fondation du Rassemblement Universel pour la Paix au congrès de Bruxelles.

25 novembre : Pacte anti-Komintern signé par le Japon et l'Allemagne. L'Italie s'y joint en septembre 1937.

1937

Mai : Jacques Guillermez arrive à Pékin en qualité d'attaché militaire.

4 mai-27 novembre : Exposition internationale des arts et des techniques à Paris.

7 juillet 1937 : incident du pont Marco-Polo qui marque le début de la guerre sino-japonaise.

13 août-novembre : bataille de Shanghai.

13 décembre : massacre de Nankin.

Le gouvernement chinois quitte Nankin pour Chongqing.

Première reparution de *Chine*.

Alexandra David-Néel est en Chine.

Parution de *La Chine passé et présent* de Jean Escarra.

1938

12-13 février : Conférence mondiale du RUP pour l'aide à la Chine et le boycott du Japon.

Joris Ivens est en Chine pour son film *Les 400 millions*.

Avril : Deuxième reparution de *Chine*.

6 avril victoire chinoise de Taierzhuang.

Avril : Claude Farrère est au Japon où il est reçu par les représentants du gouvernement japonais.

22 avril- fin mai : Pierre Scize est le correspondant du RUP en Chine.

Mai : le juriste Jean Escarra est envoyé à Hankeou par le gouvernement chinois pour une mission de quinze jours.

10 juin : Appel du maire de Canton.

23-24 Juin : Conférence universelle du RUP contre le bombardement des villes ouvertes et d'action pour la Paix.

18 août : Deuxième appel du maire de Canton.

Novembre : Parution de la brochure *Le péril jaune*, éditée par le RUP.

18 décembre 1938 : défection de Wang Jingwei qui s'allie aux Japonais.

1939

Février : l'île d'Hainan est totalement occupée par les Japonais.

20 mars 1939 : Tentative d'assassinat contre Wang Jingwei.

Mai : Conférence pour la démocratie et la défense de la personne humaine sous l'égide du Comité mondial contre le fascisme.

31 mai : Wang Jingwei atterrit au Japon, officialisant son ralliement à la collaboration.

10 juin : Formation d'un groupe franco-chinois à la Chambre des députés sous la direction de Léon Archimbaud et Marius Moutet.

23 août : Signature du Pacte germano-soviétique.

1940

Mort du sinologue Marcel Granet.

Fondation du mouvement de résistance France Quand Même à Shanghai.

Janvier : Mise en avant par Mao des thèses de la « Nouvelle démocratie ».

30 mars : proclamation du gouvernement collaborateur « national réorganisé » par Wang Jingwei à Nankin.

1941

24 février : mort de Joseph Hackin lors du torpillage de son bateau.

21 mars : Le médecin Georges Béchamp, consul de France à Chengdu, ferme le consulat pour marquer sa rupture avec les autorités vichystes.

5 avril : Roderick Egal, membre du réseau de résistance France Quand Même est arrêté à Shanghai.

1^e mai : ralliement officiel de Jacques Guillermez à la France Libre.

28 juillet : un accord entre le gouvernement de Wang Jingwei et les Japonais cède l'Indochine au Japon.

11 septembre – 4 juillet 1942: Jean Escarra devient le représentant de la France libre en Chine.

7-8 décembre : attaque de la flotte américaine par les Japonais à Pearl Harbour.

1943

11 janvier : fin de l'extraterritorialité française et des Concessions qui sont remises au gouvernement de Wang Jingwei.

1944

4 mars : mort de Louis Laloy.

20 juillet : mort de Georges Béchamp dans une prison indochinoise après son arrestation lors d'une mission pour la Résistance.

10 octobre : le gouvernement chinois reconnaît le GPRF.

Décembre : une mission menée par Georges Picot est envoyée en Chine.

1945

6 août : bombardement d'Hiroshima.

28 août-10 octobre : négociations Mao/ Chiang Kai-shek.

2 septembre : signature de l'armistice qui met fin à la guerre du Pacifique.

Mort du sinologue Paul Pelliot.

1946

14 décembre : Cérémonie d'hommage à Paul Pelliot, Marcel Granet, Henri Maspero et Louis Laloy.

19 décembre : mort de Paul Langevin.

1949

22 janvier : Pékin tombe aux mains des communistes.

24 avril : Nankin est aux mains des « Armées de libération » communistes.

25 avril 1949 : les armées communistes entrent dans Shanghai.

Mai-octobre : Robert Guillain est en Chine pour *Le Monde*.

30 juin : discours de Mao intitulé « De la dictature démocratique populaire ».

1^{er} octobre : la République populaire de Chine est proclamée.

10 décembre : Chiang Kai-shek et son gouvernement quittent Chongqing pour Taïwan.

1951

Jacques Guillermaz quitte la Chine.

1953

3 décembre : Fermeture du centre d'études sinologiques de Pékin.

1954

Expulsion d'André d'Hormon.

Jean-Augustin Bussière et sa femme Sidan, quittent la Chine.

1955

Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir sont en Chine à l'invitation du gouvernement chinois.

1956

Le philosophe Paul Ricoeur est en Chine pour un voyage organisé par l'association « France-Chine ».

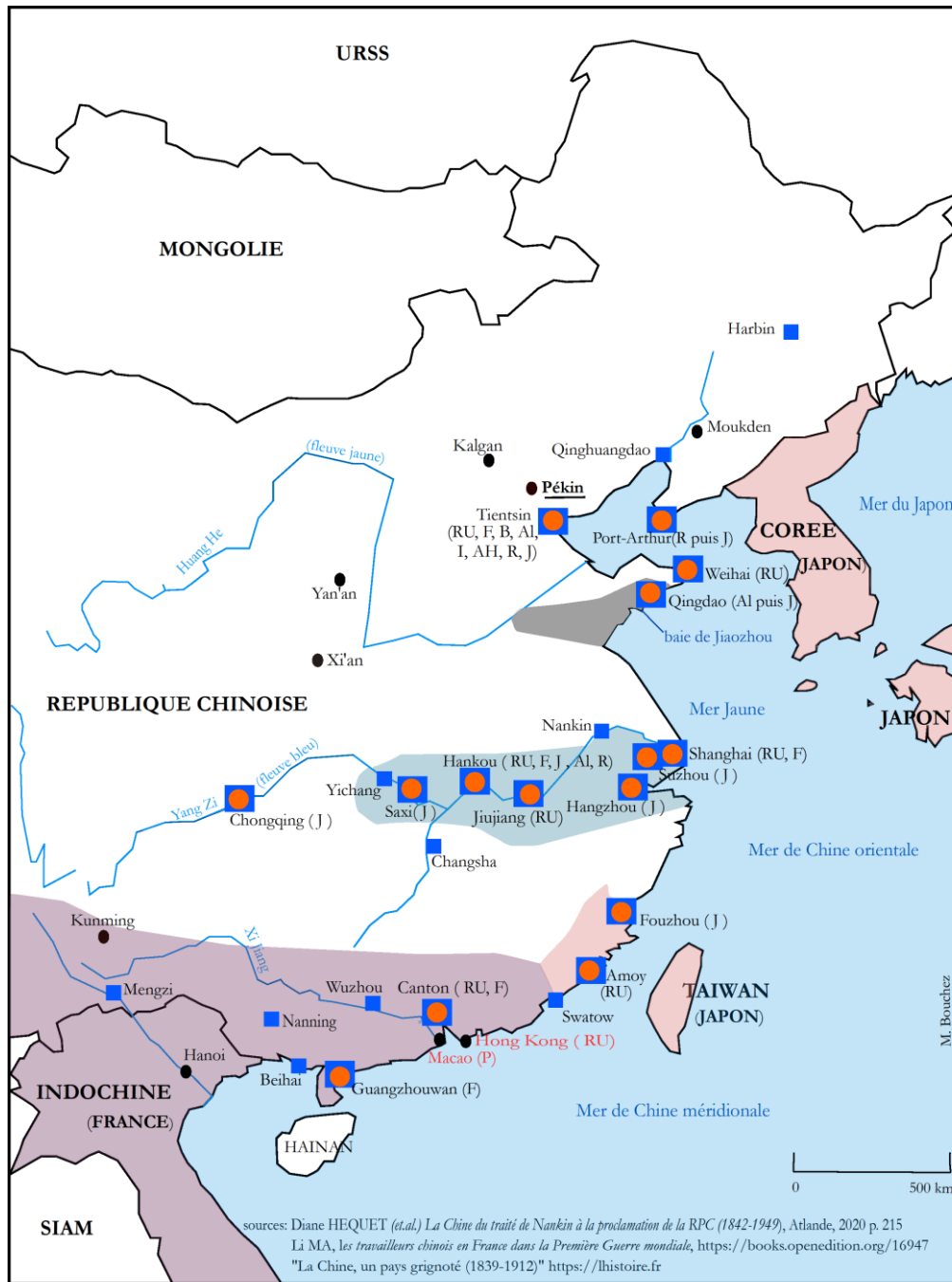
1957

12 mars : Lancement de la campagne des « Cent fleurs ».

17 mai-3 juin : René Étienne se rend en Chine à l'invitation du gouvernement chinois.

8 juin : Mouvement « anti-droitier ».

Annexe 2 : La Chine dépecée : Les possessions étrangères en Chine du milieu du XIX^e siècle à 1914

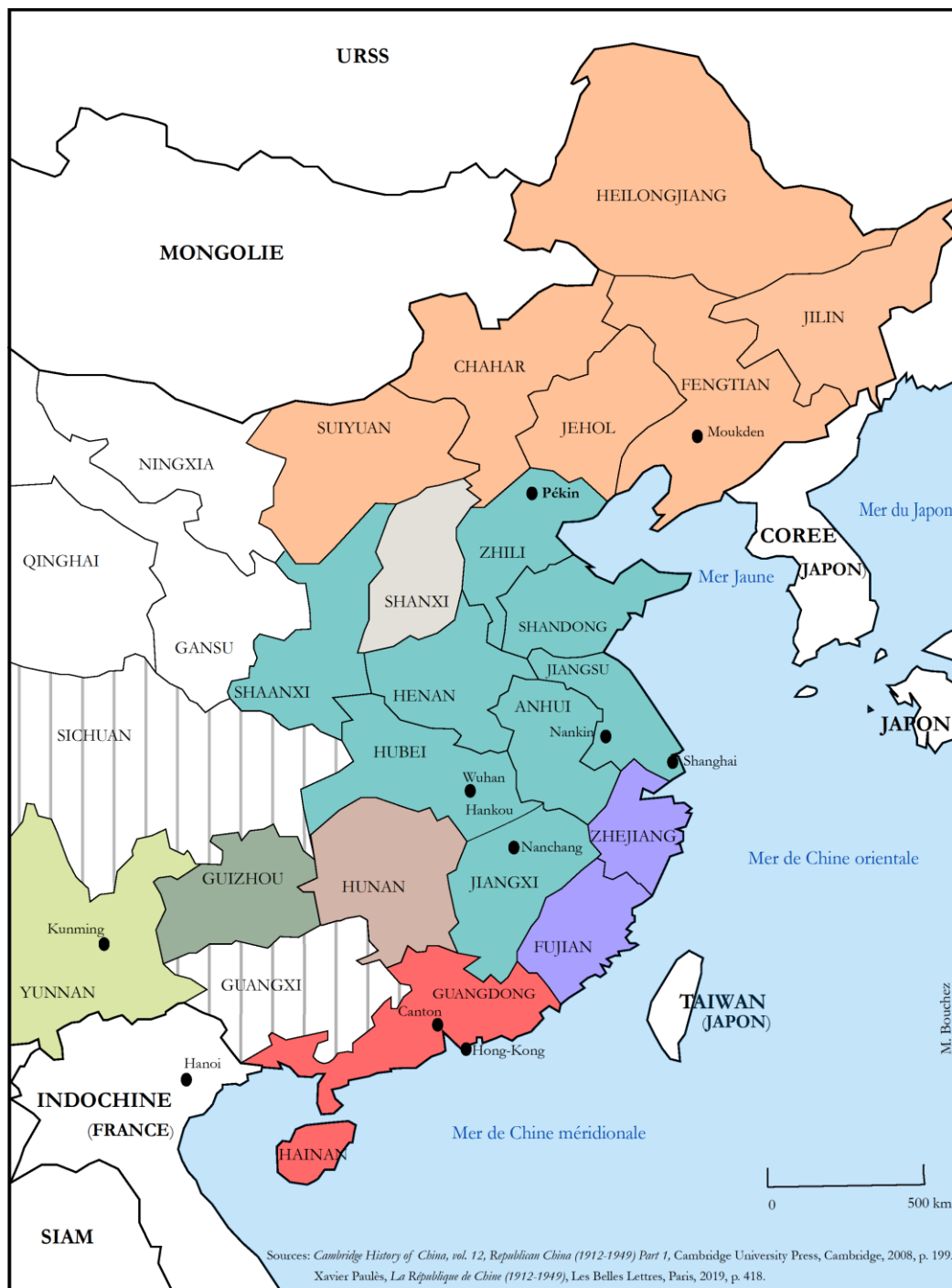


<p>Zones d'influence</p> <ul style="list-style-type: none"> britannique française allemande japonaise 	<p>Territoires chinois concédés aux puissances étrangères</p> <ul style="list-style-type: none"> Concessions étrangères et territoires à bail autre ville chinoise importante <p style="color: red; font-weight: bold;">Hong-Kong: Colonie européennes</p> <p>détenu(e)s par:</p> <p>Al: Allemagne; AH: Autriche-Hongrie; B: Belgique; F: France; J: Japon; P: Portugal; R: Russie; RU: Royaume-Uni</p> <ul style="list-style-type: none"> principaux ports ouverts
--	--

Figure 13: Les possessions étrangères en Chine du milieu du XIX^e siècle à 1914

Annexe 3 : La Chine des seigneurs de la guerre

Annexe 3.A : Zones des principaux seigneurs de la guerre en 1922



- | | |
|---|---|
| Clique du Fengtian (Zhang Zuolin) | Tang Jiyao |
| Clique du Zhili (Wu Peifu, Cao Kun) | Zhao Hengti |
| Clique de l'Anhui (Duan Qirui) | Liu Xianshi |
| Sun Yat-sen | Fragmentée |
| Yan Xishan | ville importante |

Figure 14: Zones d'influence des principaux seigneurs de la guerre en 1922

Annexe 3.B : Zones des principaux seigneurs de la guerre en 1926

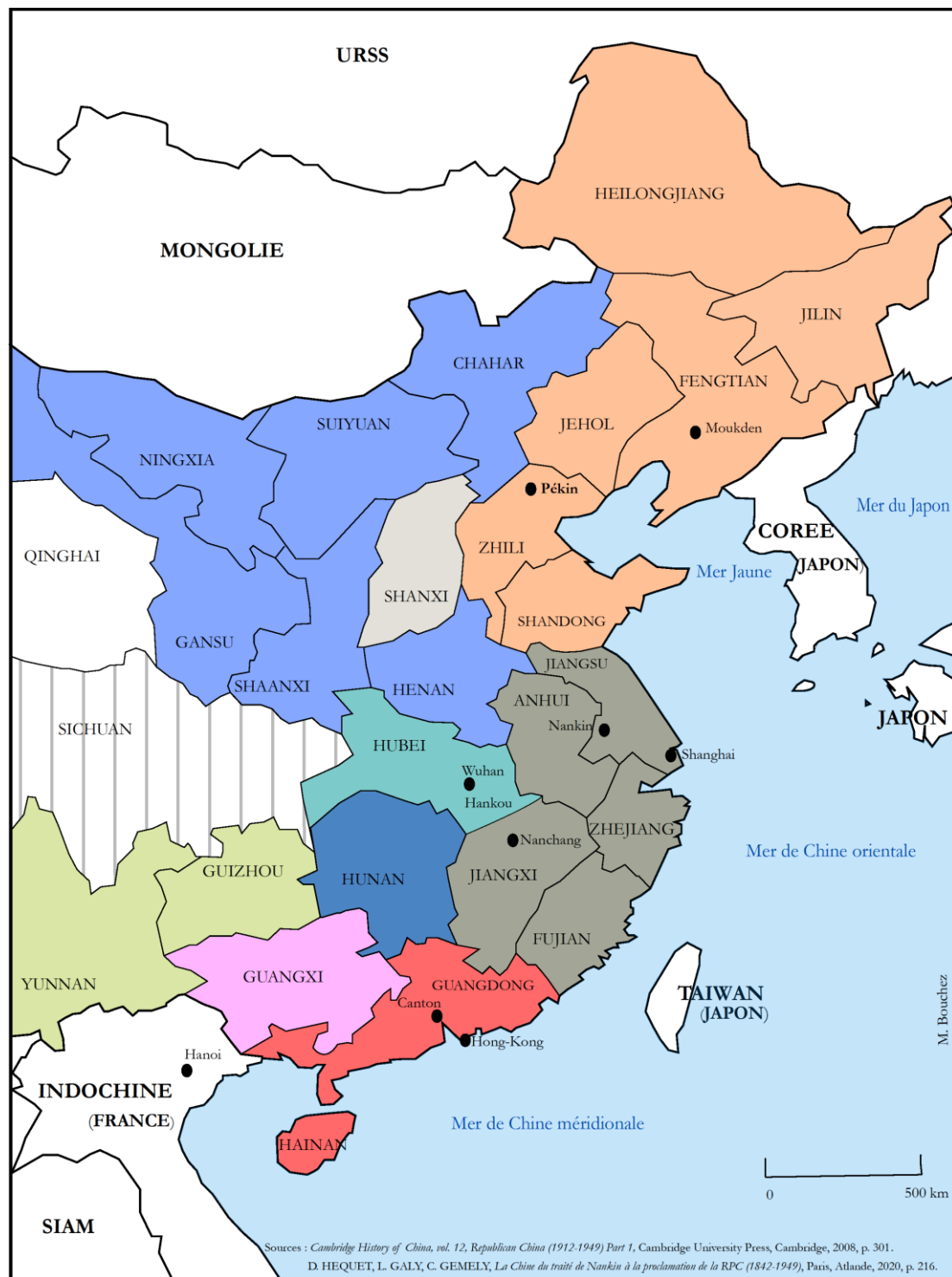
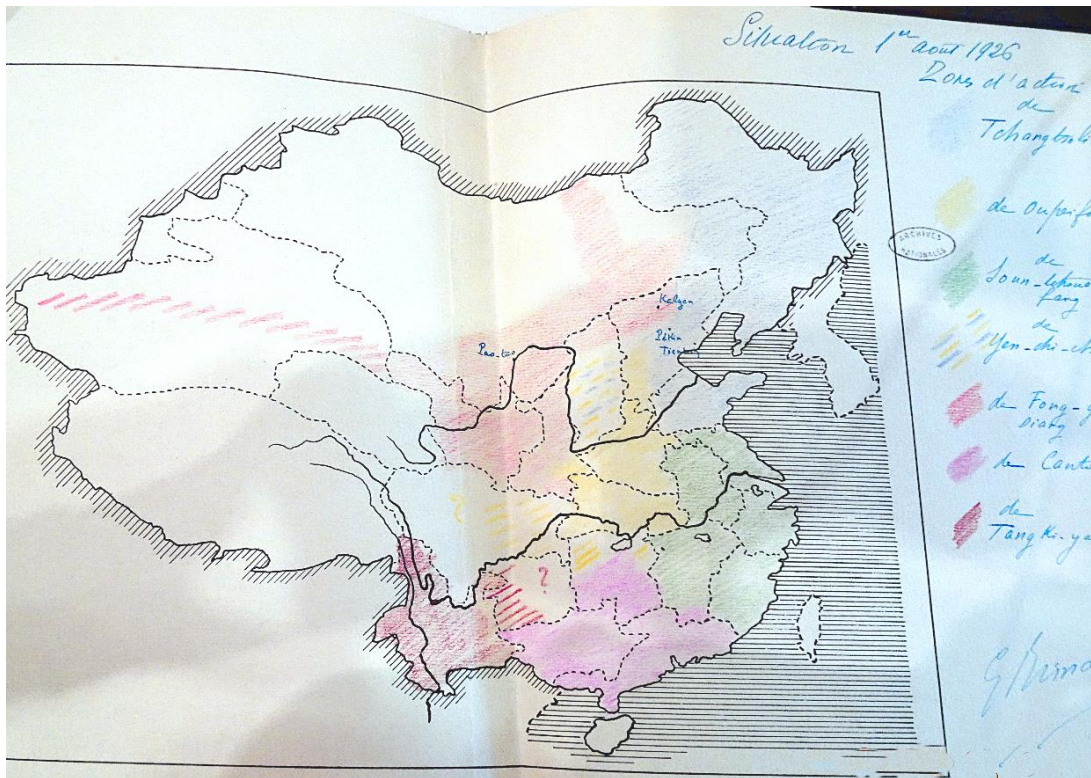
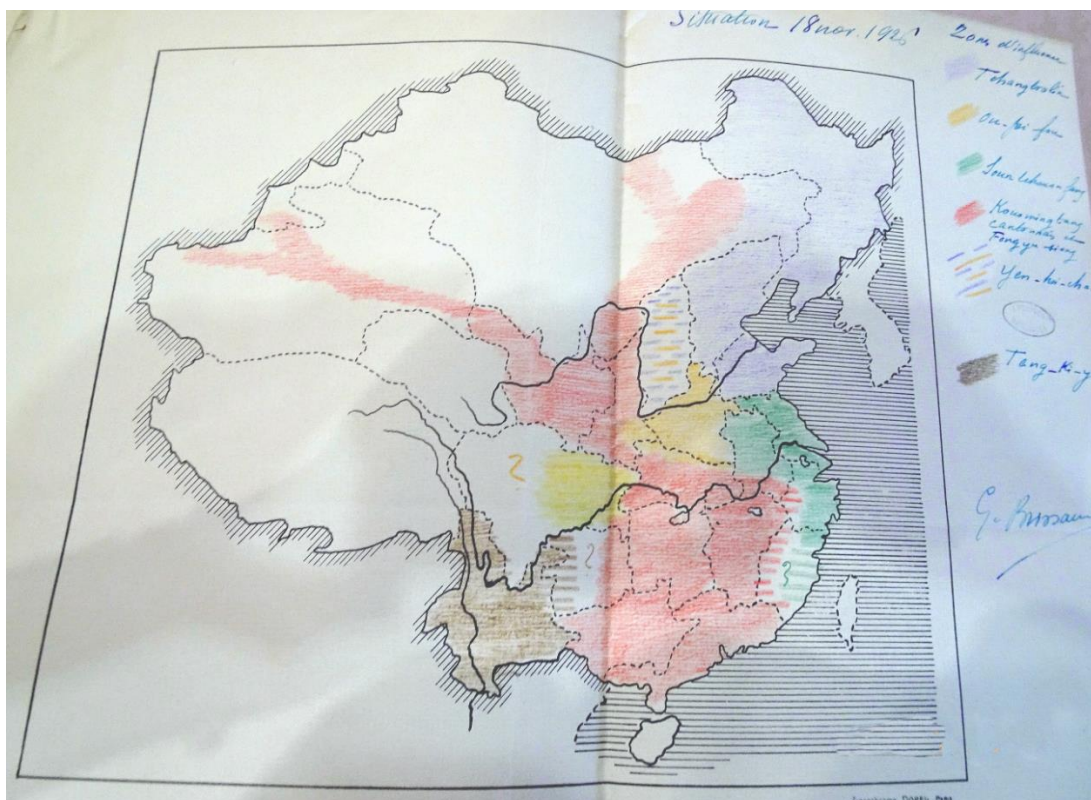


Figure 15: Zones d'influence des principaux seigneurs de la guerre en 1926



- Zones d'action de :
- Tchang Tso Lin
 - Ou pei-fou
 - Soun-Tchouan-fang
 - Yen-Chi-chan
 - Fong Yu-siang
 - Canton
 - Tang Ki-Yao

Figure b : Situation au 1^{er} août 1926



- Zone d'influence
- Tchang Tso Lin
 - Ou pei-fou
 - Soun-Tchouan-fang
 - Kuomintang cantonais et Feng Yu-siang
 - Yen-Chi-chan
 - Tang Ki-Yao

Figure c : Situation au 18 novembre 1926

Source : A.N Fonds Painlevé, 313 AP/217

Remarques :

Ces cartes, quoique presque entièrement muettes, donnent une idée du morcellement de la Chine, visible d'une année à l'autre. Si, en 1925, le gouvernement central est encore matérialisé à Pékin, Georges Brissaud-Desmaitel ne le mentionne plus un an plus tard, attestant de la décomposition avancée du pays. Le terme « anarchie » ainsi que les provinces marquées d'un point d'interrogation illustrent la fragmentation qui se poursuit au cœur même des provinces. (Figures a, b et c).

En 1926 on observe la mainmise d'autres seigneurs que ceux des cliques rivales du Zhili et du Fengtian. Il s'agit de Sun Chuangfang [Soun Tchouang-fang] dans les provinces centrales et Yen Shixan [Yen Chi-chan] dans le Shanxi. (Figure b).

Brissaud-Desmaitel ne respecte pas vraiment de charte graphique, même si les deux cartes de l'année 1926 sont plus unifiées. Le militaire mentionne le gouvernement de Canton sous trois appellations différentes qui révèlent l'évolution de la perception de Brissaud-Desmaitel à propos du gouvernement de Sun Yat-sen. La mention « gouvernement bolchéviste » en 1925 témoigne de l'arrivée des émissaires soviétiques. Un an plus tard le gouvernement de Canton devient « le Kuomintang » c'est-à-dire un parti unifié par les Soviétiques et reconnu comme tel.

La figure c illustre la campagne de la *Beifa* menée par Chiang Kai-shek à partir de 1926. Feng Yuxiang est définitivement assimilé au Guomindang par Brissaud-Desmaitel, ce qui n'est pas le cas dans la carte b, six mois plus tôt. Cela pourrait montrer que Brissaud ne sait pas vers qui tendent les sympathies de Feng Yuxiang, hésitations perceptibles aussi dans les contradictions de Francis Borrey.

Ces cartes dévoilent aussi la scission Nord-Sud, la première décelée par les Français, avec les deux cliques Zhili/Fengtian au Nord, et au Sud, le gouvernement de Canton un temps allié à celui du Yunnan.

Enfin, on observe l'importance de la province du Yunnan : la France s'est attirée les bonnes grâces de son dirigeant, le maréchal Tang Jiyao [Tang Ki Yao]. Un temps adjoint de Sun Yat-sen, ce dernier est déçu de n'être pas reconnu par le Guomindang après la mort de son leader et cherche l'appui de Zhang Zuolin. Le consul de France au Yunnan, Albert Bodard, estime que le maintien de Tang Jiyao est le meilleur moyen d'assurer l'ordre dans la province, bien qu'il trouve ce personnage « quelque peu fantaisiste voire fou. »¹ En effet, Tang Jiyao rêve un temps

¹ Nicole BENSACQ-TIXIER, *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, en ligne sur <https://books.openedition.org/pur/65279?lang=fr>.

d'unifier sous son égide les provinces sudistes². Lorsque la *Beifa* commence, Tang Jiyao est finalement allié à Wu Peifu. Les positions du maître du Yunnan illustrent donc les alliances mouvantes durant toute la période des *dujuns*. Les Français profitent néanmoins qu'il reste en place pour essayer de le garder dans leur camp. En effet, le Yunnan est limitrophe de l'Indochine française, et il est donc fondamental que la France s'assure du calme de cette région dont les troubles pourraient déborder sur la colonie française.

² *Ibid.*

Annexe 3.D : Pactes et traités de paix intéressant la Chine (1919-1928)

Extraits du Pacte de la Société des Nations³

Signé le 28 Juin 1919 à Paris⁴

Les Hautes Parties contractantes,

Considérant que, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations :

De ne pas recourir à la guerre,

D'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur, D'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règles de conduite effectives des gouvernements,

De faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés,

Adoptent le présent Pacte qui institue la Société des Nations.

ARTICLE X. Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menaces ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

ARTICLE XI. 1 - Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elles affectent directement ou non l'un des membres de la Société, intéressent la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations. En pareil cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout Membre de la Société.

2 - Il est, en outre, déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations

³ Nous avons choisi, à l'instar de J-C BALET dans *Que veut le Japon, que veut le Chine ?*, éditions du Temps présent, Paris, 1931, de ne retranscrire que les dispositions du Pacte pouvant s'appliquer au cas du conflit sino-japonais.

⁴ Tiré de J-C BALET, *op.cit.* et <https://mjp.univ-perp.fr/traites/sdn1919.htm> consulté le 1^{er} juillet 2019.

internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend.

ARTICLE XII. 1 - Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure d'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

2 - Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend.

ARTICLE XIII. 1 - Les Membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale ou judiciaire et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage.

2 - Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale judiciaire, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout pays qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

3 - La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la Cour désignée par les Parties ou prévues dans leurs conventions antérieures.

4 - Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ARTICLE XV. 1 - S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. À cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

2 - Dans le plus bref délai, les Parties doivent communiquer l'exposé de leurs causes avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

3 - Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'il comporte et les termes de ce règlement.

4 - Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce. [...]

7 - Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous les Membres autres que les représentants de toute partie au différend, les Membres de la Société des Nations se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaires pour le maintien du droit et de la justice. [...]

9 - Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties ; cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil.

10 - Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12 relatives à l'action et au pouvoir du Conseil, s'appliquent également à l'action et au pouvoir de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des Représentants des Membres de la Société représentés au conseil majorité des autres membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des représentants des Parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses Membres autres que les représentants des Parties.

ARTICLE XVI. 1 - Si un membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12,13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tout rapport entre leurs nationaux et ceux de l'État en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet État et ceux de tout autre État, membre ou non de la Société.

2 - En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers gouvernements intéressés les effectifs militaires, navales ou aériens par lesquels les Membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

3 - Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'État en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leurs territoires des forces de tout membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

4 - Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable la violation d'un engagement résultant du pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.

Traité de Washington dit traité des neufs Puissances

Signé à Washington le 6 Février 1922⁵.

Les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal ;

Désireux d'adopter une politique de nature à stabiliser les conditions d'Extrême-Orient, à sauvegarder les droits et intérêts de la Chine et à développer les relations entre la Chine et les autres Puissances sur la base de l'égalité des chances ;

Ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné leurs plénipotentiaires respectifs :
[...]

ARTICLE I. Les Puissances contractantes, autres que la Chine conviennent :

1° De respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2° D'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un gouvernement stable et efficace ;

⁵ <https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bpt6k56130954/f181.image> consulté le 1^{er} juillet 2019.

3° D'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application, sur tout le territoire de la Chine, le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ;

4° De s'abstenir de tirer avantage des circonstances en Chine pour rechercher des droits ou privilèges spéciaux susceptibles de porter atteinte aux droits des ressortissants d'États amis ; elles s'abstiendront également de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité des dits États amis ;

ARTICLE II. Les Puissances contractantes conviennent de ne participer à aucun traité, accord, arrangement ou entente, soit conclus entre elles, soit conclus séparément ou collectivement avec une ou plusieurs puissances, qui porterait atteintes ou contreviendrait aux principes déclarés dans l'article premier.

ARTICLE III. En vue d'appliquer avec plus d'efficacité les principes de la porte ouverte ou de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine, les puissances contractantes, autre que la Chine, conviennent de ne pas rechercher ni aider leurs ressortissants à rechercher :

a) La conclusion d'un accord qui tendrait à établir en faveur de leurs intérêts des droits spéciaux supérieurs à ceux des autres touchant le développement commercial ou économique dans une région déterminée de la Chine ;

b) L'obtention de monopole ou traitement préférentiel de nature à priver les ressortissants d'autres puissances du droit d'entreprendre en Chine toute forme légitime de commerce ou d'industrie, ou de participer, soit avec le gouvernement chinois, soit avec des autorités locales, à toute catégorie d'entreprises ayant un caractère public, ou de monopoles ou traitements préférentiels qui, en raison de leur portée, de leur durée ou de leur étendue territoriale, seraient de nature à constituer en pratique une violation du principe de la chance égale. Toutefois le présent accord ne devra pas être interprété comme interdisant l'acquisition de tels biens ou droits qui pourraient être nécessaires soient à la conduite d'entreprises particulières commerciales, industrielles ou financières, soit à l'encouragement des inventions et recherches. La Chine s'engage à adopter les principes ci-dessus comme guides en ce qui concerne la suite à donner aux demandes de droits et privilèges économiques de la part de gouvernement ressortissants de tous pays étrangers, qu'ils soient ou non Parties au présent traité.

ARTICLE IV. Les Puissances contractantes conviennent de ne pas donner leur appui à des accords qui seraient conclus entre leurs ressortissants respectifs avec l'intention d'établir au

profit de ces derniers des sphères d'influence ou de leur assurer des avantages exclusifs dans des régions déterminées du territoire chinois.

ARTICLE V. La Chine s'engage à n'appliquer ni permettre, sur aucun chemin de fer chinois, aucune discrimination injuste d'aucune sorte. En particulier il ne devra pas y avoir de discrimination directe ou indirecte, quelle qu'elle soit, en matière de tarifs ou de facilités de transport qui soit basé : soit sur la nationalité des voyageurs ; soit sur le pays dont ils viennent ; soit sur celui de leur destination ; soit sur l'origine des marchandises, le caractère des propriétaires, ou le pays de provenance ou de destination ; soit sur la nationalité du navire ou sur le caractère du propriétaire du navire ou de tout autre moyen de transport à l'usage des voyageurs ou des marchandises employé avant ou après le transport par chemin de fer chinois. Les autres Puissances Contractantes prennent de leur côté un engagement similaire concernant les lignes chinoises de chemin de fer sur lesquelles soit elles-mêmes, soit leurs ressortissants seraient en mesure d'exercer le contrôle en vertu d'une concession, d'un accord spécial ou autrement.

ARTICLE VI. Les Puissances Contractantes, autres que la Chine, conviennent de respecter pleinement, au cours des guerres auxquelles la Chine ne participera pas, les droits de cette dernière en tant que puissance neutre ; la Chine d'autre part, déclare que lorsqu'elle sera neutre, elle observera les règles de la neutralité.

ARTICLE VII. Les Puissances contractantes conviennent que, dans le cas où une situation se produirait qui, dans l'opinion de l'une ou l'autre d'entre elles, comporterait l'application des stipulations du présent traité et en rendrait la discussion désirable, les Puissances Contractantes en cause échangeraient à cet égard de franches et complètes communications.

ARTICLE VIII. Les Puissances non-signataires du présent Traité, dont le gouvernement est reconnu par les Puissances qui y adhèrent et qui ont des relations par traité avec la Chine, seront invitées à adhérer audit présent Traité. Dans ce but le gouvernement des États-Unis fera aux puissances non-signataires les communications nécessaires ; il informera les Puissances Contractantes des réponses reçues. L'adhésion de toute Puissance deviendra effective dès réceptions des notifications faites à cet égard par le gouvernement des États-Unis.

ARTICLE IX. Le présent Traité sera ratifié par les Puissances Contractantes selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues. Il prendra effet à la date du dépôt de ratification, dépôt qui sera effectué à Washington, le plutôt qu'il sera possible.

Le gouvernement des États-Unis remettra aux autres Puissances Contractantes une copie authentique du procès-verbal de dépôt des ratifications.

Le présent Traité, dont les textes français et anglais feront foi, restera déposé dans les archives du gouvernement des États-Unis ; les expéditions authentiques en seront remises par ce gouvernement aux autres Puissances Contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Traité.

Fait à Washington le six Février mil neuf cent vingt-deux.

Charles EVANS HUGHES

Henry CABOT LODGE

Oscar W. UNDEWOOD

Elihu ROOT

Baron de CARTIER DE MARCHIENNE

Arthur James BALFOUR

LEE OF FAREHAM

A.C GEDDES

R.L BORDEN

G.F PEARCE

John W SALMOND

V.S SINISTRA SASTRI

Sao-Ke Alfred SZE

V.K WELLINGTON KOO

CHUNG-HUI WANG

A. SARRAUT

JUSSEBAND

Carlo SCHANZER

V. Rolandi RICCI

Luigi ALBERTNI

T. KATO.

Pacte Briand-Kellogg dit aussi traité de Paris

Signé le 27 août 1928 à Paris⁶.

Le Président du Reich allemand, le Président des États-Unis d'Amérique, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande des territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur Japon, le Président de la République de Pologne, le Président de la République tchécoslovaque,

Ayant le sentiment profond du devoir solennel qui leur incombe de développer le bien-être de l'humanité ;

Persuadés que le moment est venu de procéder à une franche renonciation à la guerre, comme instrument de politique nationale afin que les relations pacifiques et amicales existantes actuellement entre leur peuple puissent être perpétuées ;

Convaincus que tous changements dans leurs relations mutuelles ne doivent être recherchés que par des procédés pacifiques et être réalisés dans l'ordre et dans la paix, et que toute Puissance signataire qui chercherait désormais à développer ses intérêts nationaux en recourant à la guerre devra être privée du bénéfice du présent traité ;

Espérant que, encouragés par leur exemple, toutes les autres nations du monde se joindront à ces efforts humanitaires et, en adhérant au présent traité dès qu'il entrera en vigueur, mettront leurs peuples à même de profiter de ses bienfaites stipulations, unissant ainsi les nations civilisées du monde dans une renonciation commune à la guerre comme instrument de leur politique nationale ;

Ont décidé de conclure un traité et à cette fin ont désigné comme leurs plénipotentiaires respectifs ; savoir :

Le Président du Reich allemand,

M. le Docteur Gustav Stressemann, ministre des Affaires étrangères.

⁶ <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1928briand-kellogg.htm> consulté le 1^{er} juillet 2019

Le Président des États-Unis d'Amérique,

L'Honorable Frank B. Kellogg, secrétaire d'État.

Sa Majesté le Roi des Belges,

M. Paul Huymans, ministre des Affaires étrangères, ministre d'État,

Le Président de la République française,

M. Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères,

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et les territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, pour la Grande-Bretagne et Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas individuellement membres de la Société des Nations,

Le Très Honorable Lord Cushendum, chancelier du duché de Lancastre, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères par intérim,

Pour le Dominion du Canada,

Le Très Honorable William Lyon Mackenzie King, premier ministre et ministre des Affaires extérieures,

Pour le Commonwealth d'Australie,

L'Honorable Alexander John McLachlan, membre du conseil exécutif fédéral,

Pour le Dominion de Nouvelle-Zélande,

L'Honorable Sir Christopher James Parr, haut-commissaire de la Nouvelle-Zélande en Grande-Bretagne,

Pour l'Union de l'Afrique du Sud,

L'Honorable Jacobus Stephanus Smitt, haut-commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud en Grande-Bretagne,

Pour l'État libre d'Irlande,

M. William Thomas Cosgrove, président du Conseil exécutif,

Pour l'Inde,

Le Très Honorable Lord Cushendum, chancelier du duché de Lancastre, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères par intérim,

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Le Comte Gaetano Manzoni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris,
Sa Majesté l'Empereur du Japon,
Le Comte Ushida, conseiller privé,
Le Président de la République de Pologne
M. A. Zaleski, ministre des Affaires étrangères,
Le Président de la République Tchécoslovaque,
M. le Docteur Eduard Benes, ministre des Affaires étrangères.

ARTICLE PREMIER. Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

ARTICLE II. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

ARTICLE III. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes désignées dans le préambule conformément aux exigences de leurs constitutions respectives, et il prendra effet entre elles dès que tous les instruments de ratification auront été déposés à Washington.

Le présent traité, lorsqu'il aura été mis en vigueur ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent, restera ouvert aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour l'adhésion de toutes les autres Puissances du monde. Chaque instrument établissant l'adhésion d'une Puissance sera déposé à Washington et le traité, immédiatement après ce dépôt, entrera en vigueur entre la puissance de son adhésion et les autres Puissances contractantes.

Il appartiendra au gouvernement des États-Unis de fournir à chaque gouvernement désigné dans le préambule et à tout gouvernement qui adhérera ultérieurement au présent traité une copie certifiée conforme dudit traité et de chacun des instruments de ratification ou d'adhésion. Il appartiendra également au gouvernement des États-Unis de notifier télégraphiquement auxdits gouvernements chaque instrument de ratification ou d'adhésion immédiatement après le dépôt.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, établi en langue française et en langue anglaise, les deux textes ayant force légale, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, le vingt-sept août mil neuf cent vingt-huit.

Gustav Stresemann

Frank B. Kellogg

Paul Huymans

Aristide Briand

Cushendun

W.L. Mackenzie King

A.J McLachlan

C.J. Parr

J.S. Smir

Liam T. MacCosgair

Cushendum

G. Manzoni

Uchida

Auguste Zaleski

Dr. Eduard Benes

Annexe 4 : La Guerre Sino-Japonaise

Annexe 4.A : Montrer la guerre – photographies amateur

NB : Les légendes sont celles inscrites par les auteurs au dos des photographies.



Photo a : « Campagnarde de Yang Feng, tête de ligne des caravanes de la Haute Asie. »

Elle fut blessée durant le combat de Nankeou. Il [un soldat japonais] entre dans sa cour, tue d'un coup de feu le chien qui aboyait, tire sur le beau-frère de la femme qui s'avancait pour faire taire le chien. Cet homme eut la poitrine traversée, mourut sur le coup et la balle alla frapper la femme au genou.

Évacuée par mon infirmerie-ambulance sur Pékin le 4 septembre 1937, elle est repartie chez elle après un mois de traitement ayant évité l'amputation. »

Mémoires de Pékin, J-A Bussière, un humaniste français en Chine, (Catalogue de l'exposition du Centre culturel des amis de la nouvelle Europe, Gentilly), 2015, p. 33.



Photo b : « Shanghai août 1937 – Le secours est promptement organisé [pour] les victimes du Grand Magasin Sincère (Concession Internationale). »

TCHEN Hoshien, IICI, AG 1-IICI-A-III-55



Photo c : « Le Cathay Hôtel après le bombardement japonais – Shanghai août 1937. »

TCHEN Hoshien, *ibid.*



Photo d : « Shanghai, septembre 1937 – Évacuation des réfugiés par voies fluviales, organisé par des comités vers un endroit plus sûr. (Sur le Bund, Concession française). »

TCHEN Hoshien, *ibid.*

« En s'attaquant à Shanghai l'agresseur espérait se rendre plus rapidement maître de la situation. Une difficulté gêne ses opérations. C'est la présence des étrangers ; l'évacuation de ces derniers lui donnerait une plus grande liberté dans ses manœuvres ; il essaie d'y arriver en créant pour y parvenir la terreur, bombardant les concessions, incendiant les biens et les immeubles dans Shanghai sans distinction de nationalité, attaquant les non-combattants sur des lieux situés en dehors des zones militaires. [...]

L'idée japonaise de ruiner le port de Shanghai, port non seulement chinois mais international serait mieux fondée si ce port était exclusivement chinois. Les étrangers n'évacuent pas ; leur présence à Shanghai est nécessaire pour assurer leurs intérêts en Chine ; de plus cette ville est défendue avec acharnement, la force morale entretient ces armées admirables, soutient ces soldats héroïques qui luttent contre 70.000 soldats japonais (les meilleurs du Japon) non seulement pour la défense du territoire envahi, mais également pour sauvegarder les intérêts des puissances étrangères en Chine, car le triomphe de l'agresseur serait déplorable pour le monde entier, voilà ce qu'il faut comprendre dans le conflit actuel sino-japonais. »

Extrait d'un article manuscrit de TCHEN Hoshien, « Shanghai en flammes et victime de l'invasion japonaise », 2 septembre 1937, IICI, *ibid.*

Annexe 4.B : Montrer la guerre dans la presse¹ : L'exemple de *Chine*

Bourreaux et victimes



Photo 1 : « Après l'assassinat, l'incendie et le pillage, les envahisseurs admirent leur œuvre. »

Chine n° 1, avril 1938



Photo 2 : « Un petit réfugié : si jeune et déjà tant de tristesse. »

Chine n° 2, mai 1938



Photo 3 : *Chine* n° 3, juin-juillet 1938

¹ Il aurait été intéressant de comparer les images sélectionnées dans *Chine*, à des photographies à la Une d'autres périodiques de la presse de gauche, tels *Regards* ou *Vu*. Le temps nous a ici manqué.



Photo 4 : *Chine* n° 5,
septembre-octobre 1938

Un enfant chinois ; les militaires nippons lui ont fracassé le crâne



Photo 6 : appel aux dons,
Chine n° 4, juillet-août 1938

Photo 5 : « **Durant toute une année, les militaires japonais ont assassiné, pillé, incendié...** »

Chine n° 3, juillet-août 1938



Photo 7 : « Le beau rire d'un enfant chinois qui a échappé aux bombardements japonais. »

Chine n° spécial 13-14, juillet-août 1939

Héros d'une nation en armes



Photo 8 : Couverture de *Chine*, n° 13-14, juillet-août 1939

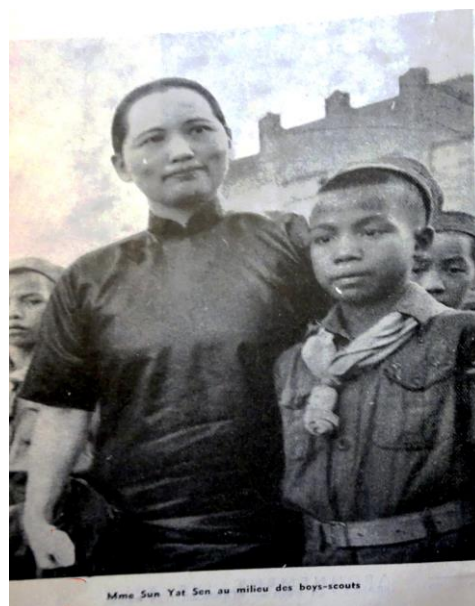


Photo 9 : « Mme Sun Yat Sen au milieu des boyscouts. »

« Notre rayon de soleil », *Chine* n° 8, janvier-février 1939



Photo 10 : *Chine* n° 12, juin 1939

Une nation unie dans l'effort de guerre



Photo 11 : « **Jeune fille chinoise sur le front.** »

Chine n° 2, mai 1938



Photo 12 : Couverture de *Chine* n° 7, 15 décembre 1938-15 janvier 1939



Photo 13 : « Un bataillon de femmes à l'instruction. »

Chine n° 3, juin-juillet 1938

Le capitaine aviateur, TIU TZUNG WU,
qui descendit dans un seul raid onze appareils japonais.



Photo 14 : « Le capitaine aviateur Tiu Tzung Wu qui descendit dans un seul raid onze appareils japonais. »

Chine n° 6 novembre 1938



Des jeunes lycéennes apportent leur contribution à l'œuvre de défense nationale

Photo 15 : « Des jeunes lycéennes apportent leur contribution à l'œuvre de défense nationale. »

Chine n° 10, avril 1939

Annexe 4.C : Témoignages de sympathie d'intellectuels français après le bombardement des villes ouvertes (juillet 1938)

« Lorsque je lis dans les chroniques que, dans la première moitié du onzième siècle, le Concile de Verdun sur Doubs, soucieux de protéger les civils contre les violences de la guerre, défendait qu'on incendiât les maisons, qu'on détruisît les moulins, qu'on assaillît ceux qui transportaient les produits de leurs vendanges et lorsque je lis dans les journaux du vingtième siècle le récit du bombardement des villes ouvertes, comment ne pas conclure que le haut moyen-âge, organisateur de la paix de Dieu et de la trêve de Dieu, était plus propice que ne l'est notre époque, dite scientifique, à l'atténuation des maux de la guerre. »

Georges Goyau, secrétaire perpétuel de l'Académie Française.

Élève de l'École normale supérieure, « éminence du catholicisme social. » Il contribue à *La Revue des Deux Mondes* depuis 1894 et il est élu à l'Académie française en 1922. En 1928, il devient professeur d'histoire des missions catholiques à l'Institut catholique de Paris².

« Le bombardement de villes ouvertes, les massacres d'enfants, de femmes et de vieillards, les persécutions religieuses, le supplice des adversaires politiques, tous ces attentats à la liberté de vivre, de croire et de penser, tous ces crimes contre la civilisation nous ramènent aux plus sauvages époques de barbarie. Qui ne s'associerait pas à votre généreuse protestation ? »

Pierre Mortier

Journaliste, romancier, auteur dramatique, Pierre Mortier a dirigé le journal *Gil Blas* avant la Première Guerre mondiale. Il est également président de la Société des gens de lettres de 1922 à 1936. Il est élu député radical-socialiste de Seine-et-Marne en 1932. Il appartient alors à la commission des Affaires étrangères, à celle de l'Algérie et du protectorat. Battu aux élections législatives de 1936, il retourne à la littérature, et fait paraître des nouvelles dans *Le Figaro*, *Le Journal*, *Comoedia*, *Le Théâtre*³.

² GOYAU Georges (1869-1939), <https://www.universalis.fr/encyclopedie/georges-goyau/> consulté le 30 juillet 2020.

³ Jean JOLLY (dir), *Dictionnaire des parlementaires français*, Presses Universitaires de France, vol. t. VII, Presses Universitaires de France, Paris, 1972, p. 2527.

« Si les bombardements aériens sont toujours un crime contre la civilisation, ils deviennent le plus lâche et le plus ignominieux des assassinats quand ils s'exercent sur un adversaire incapable d'y répondre. »

Jean Rostand

Licencié ès sciences et biologiste, il livre une œuvre scientifique « exceptionnellement abondante », tout en s'adonnant parallèlement à la littérature, notamment la littérature moraliste. Il est élu à l'Académie Française en 1959 où il est reçu par Jules Romains⁴.

« Devant les crimes de la "guerre totale" l'indifférence monstrueuse d'une partie de l'opinion européenne est une complicité qui sera peut-être punie de mort. D'aussi grandes civilisations que la nôtre ont disparu corps et biens à des époques où la science n'était pas, comme elle l'est aujourd'hui, au service de la destruction. La nôtre périra par manque d'amour. »

François Mauriac de l'Académie française

« Je suis pénétré d'horreur par le bombardement des villes ouvertes et par le lâche massacre des populations. Je m'associe aux protestations du RUP.

Mais permettez-moi de vous dire que vous n'humaniserez pas la guerre ! On ne l'humanisera jamais.

Il faut la rendre impossible. Si l'unique moyen est la contrainte acceptée de la sécurité collective, faites campagne pour l'organiser. Ou le monde civilisé s'y résoudra, ou bien il périra. »

Romain Rolland

« Les peuples assistent impassibles à la cruelle expérimentation de nouveaux procédés de guerre, dont l'emploi généralisé aboutirait au suicide collectif de la civilisation et de l'humanité. Les progrès de la science devraient, en facilitant la production, enlever tout prétexte de guerre ;

⁴ <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/jean-rostand> consulté le 30 juillet 2020.

les hommes seront-ils assez fous pour n'y rechercher que les moyens de détruire d'innocentes victimes ? »

Émile Borel président de l'union internationale des associations pour la SDN.

« Souvent dans les récits des "temps barbares" on lit que les guerriers vainqueurs passaient au fil de l'épée tous les habitants d'une ville.

Quand j'étais enfant, cette phrase me faisait frémir d'horreur. Notre "extrême civilisation" a bien renchéri sur ces atrocités inexplicables et, aujourd'hui, lorsque les reportages photographiques des quotidiens me montrent les massacres causés par les avions dans les villes ouvertes, je suis repris par le glacial frisson de mon enfance. »

Jules Romains président du « Pen-club »

(1885-1972) Poète, dramaturge et agrégé de philosophie, auteur de *Knock ou le Triomphe de la médecine*, Jules Romains milite au Parti radical et se lie d'amitié avec Daladier. Partisan de l'amitié avec l'Allemagne malgré son antifascisme, il est élu à l'Académie française en 1946⁵. Il est président du Pen-club international entre 1936 et 1941, une association qui promeut la littérature et la liberté d'expression, et dont la charte pose comme principes « la libre transmission de la pensée dans chaque nation et entre toutes les nations. »⁶

« Dans les premiers temps de l'aviation, les hommes enthousiastes s'écriaient : "des ailes, des ailes, voici des ailes !" Aujourd'hui, quand on voit un avion traverser le ciel, chacun pense : voici des bombes ! Et l'on songe à des morts affreuses d'enfants, de femmes et de vieillards. RUP (*sic*) nous invite à une protestation qui semble limitée au bombardement des villes ouvertes, mais c'est contre toute la guerre qu'il faut protester, contre toutes ces horreurs. La guerre prochaine serait un tremblement de civilisation, un raz de barbarie qui engloutirait vainqueurs et vaincus à moins que, dans le monde entier, ne se fasse tout de suite la mobilisation des consciences. »

Maurice Donnay

Chansonnier puis auteur dramatique, élu en 1907 à l'Académie française, il meurt en 1945⁷.

⁵ <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/jules-romains>, consulté le 30 juillet 2020.

⁶ <https://pen-international.org/fr/who-we-are/the-pen-charter> consulté le 30 juillet 2020.

⁷ <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/maurice-donnay>, consulté le 30 juillet 2020.

« Protestons ! Protestons ! Je ne crois pas que ce soit tout à fait vain. Il n'y a pas d'homme insensible à la réprobation de l'humanité entière. Mais le vrai remède est dans la résistance indomptable des peuples ainsi assaillis. Admirons les Républicains espagnols et les Chinois ! Aidons-les ! La cruelle tactique doit apparaître aussi inutile que répugnante. »

Louis Lapicque professeur honoraire de physiologie générale à la Sorbonne, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine

Physiologiste de renom, docteur en médecine puis en sciences (1897), professeur au Muséum national d'histoire naturelle, il quitte cette chaire pour celle de la Sorbonne en 1919. Il fait aussi partie des dreyfusards, à Paris et dans sa Lorraine natale.

« Toute guerre est la barbarie organisée. La technique moderne permet aux sadistes fanatiques de nos temps de renchérir sur la barbarie des temps passés.

Les Italiens en Éthiopie, les Japonais en Chine, les rebelles espagnols, assistés par les dictatures d'Italie et d'Allemagne, en offrent des exemples qui font frémir d'horreur tout être pensant et sensible.

Il est bon et juste d'élever des protestations indignées contre ces procédés inhumains.

Mieux vaut encore de prendre, envers soi et envers l'humanité, l'engagement solennel de ne négliger aucun effort pour obtenir que les nations adjurent de semblables procédés par l'interdiction absolue de la guerre des airs, assurée par la suppression contrôlée de la fabrication des armes et de tout entraînement à leur emploi. »

Dr Christian L Lange

Prix Nobel de la Paix en 1921, Christian Lous Lange est un homme politique norvégien, docteur de l'Université d'Oslo en 1919. Il est l'auteur d'une *Histoire de l'Internationalisme* en trois volumes. Partisan du pacifisme, il croit en « la liberté d'expression, la liberté de commerce, au suffrage universel, à la mobilité du travail et aux droits des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes. » (notre traduction)⁸. Il connaît bien le conflit sino-japonais pour avoir fait partie du Comité consultatif qui informa le Conseil de la SDN du déroulement du conflit sino-japonais en 1933.

⁸ <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/1921/lange/biographical/>, consulté le 30 juillet 2020.

« Je réponds bien tardivement à votre lettre du 30 juin. Mais est-il nécessaire de répondre pour condamner les sauvages bombardements des villes ouvertes, les assassinats absurde (*sic*) de femmes, d'enfants et de vieillards ? Tous les hommes civilisés ne devraient-ils pas être unanimes à réprouber les procédés de la barbarie fasciste ?

Votre action contribuera, j'espère, à ouvrir les yeux de ceux que la passion politique aveugle encore au point d'en faire les avocats des assassins. »

Marcel Prenant

Né à Nancy en 1893 il entre à l'École normale supérieure en 1911. Reçu premier à l'agrégation de Sciences naturelles, il entre au Parti Communiste après le Congrès de Tours. Professeur à la Sorbonne, il est l'un des animateurs du Comité de Vigilance Antifasciste. Résistant durant la Deuxième Guerre mondiale, il survit à la déportation⁹.

« La terrible responsabilité de notre époque sera d'avoir laissé prendre à la guerre des formes nouvelles. À son antique horreur, nous avons laissé s'ajouter des horreurs que les hommes n'avaient jamais connues. La malédiction des enfants de nos enfants pèse déjà sur nous. Il n'est que temps de racheter ces crimes - l'hypocrisie monstrueuse des uns, l'indifférence des autres, notre faiblesse à tous. - N'ayons plus de repos avant d'avoir arraché à la guerre les armes nouvelles que nous lui avons laissé prendre. Ce sera la première victoire qui nous rendra digne de la vaincre complètement. »

André Chamson

Né dans les Cévennes en 1900, il est diplômé de l'École des Chartes en 1920. Fondateur de l'hebdomadaire *Vendredi* en 1935 aux côtés de Jean Guéhenno et Andrée Viollis, il connaît son baptême du feu durant la guerre d'Espagne. Il appartient aux divers rassemblements intellectuels des années 1930, de l'Association pour les maisons de la culture, à l'AEAR, et au Pen Club¹⁰.

Source : IISH, RUP, ARCH 01165, dossier 189.

Remarques : Ces témoignages n'englobent pas tous les membres français du RUP qui signent d'autres pétitions. On remarque que les chrétiens sociaux joignent leurs voix à celle du

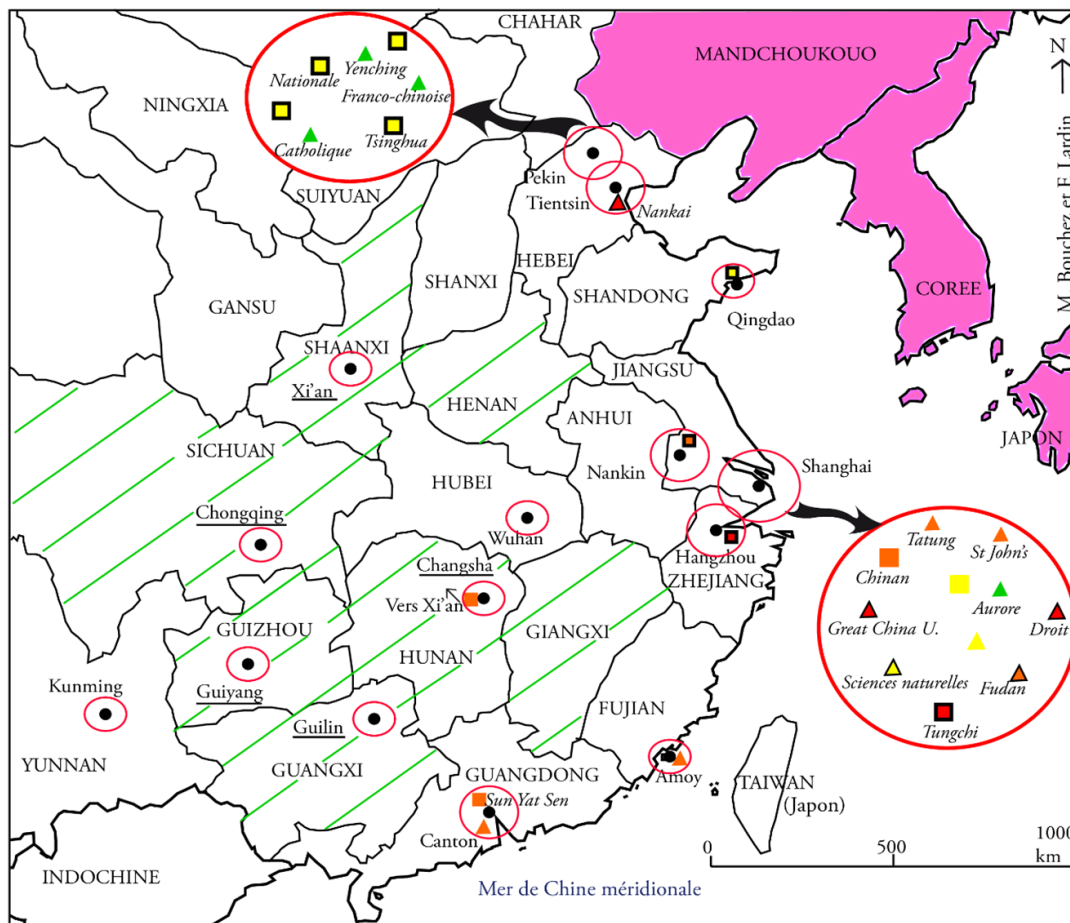
⁹ « M. Marcel Prenant est mort », *Le Monde*, 20 juillet 1983, https://www.lemonde.fr/archives/article/1983/07/20/m-marcel-prenant-est-mort_2836968_1819218.html consulté le 30 juillet 2020.

¹⁰ <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/andre-chamson>, consulté le 30 juillet 2020.

RUP pour la défense de l'Espagne et de la Chine. Les hommes cités ici font partie de la notabilité intellectuelle¹¹, auréolés de leurs prix ou de leur statut d'Immortels. Sollicités par le RUP, ils incarnent un engagement par les mots, en faveur de la Chine. Tous appartiennent néanmoins aux mêmes réseaux ; loin du possible conservatisme de l'Académie française, ces hommes poursuivent les valeurs des engagements dreyfusards, que certains d'entre eux, comme François Mauriac ou Louis Laponce, endossaient déjà à la fin du XIX^e siècle. On observe que les hommes de sciences sont aussi écrivains, et c'est par ce biais que leur engagement se manifeste. Ainsi, ces appels réunissent plusieurs générations d'intellectuels, les uns tirant leurs convictions de l'Affaire Dreyfus, les autres de l'horreur de la Première Guerre mondiale.

¹¹ Gisèle SAPIRO, *Les écrivains et la politique en France de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 2018, p. 86.

Annexe 4.D : Les universités chinoises dans la guerre (1937-1939)



Sources : André VICTOR, "Les Universités dans la guerre", *Chine* n°4, juillet-août 1938.

"Tables showing translocation and destruction of Chinese college and Universities", annexe à Yuan Tong LI, directeur de la bibliothèque nationale de Peiping, "la destruction des bibliothèques chinoises durant l'invasion japonaise - rapport préliminaire", EFEO, carton XXIV.

Légende de la carte :

I. Population et territoires

- Villes principales
- Population (en millions d'habitants)
 - 3 millions
 - Entre 1 et 3 millions
 - Moins d'un million
- Limites des provinces de la Chine pendant la République à partir de 1933
- Frontières des pays limitrophes
- Territoires sous domination japonaise

II. Destrutions touchant des universités nationales

- Entièrement détruite
- Partiellement détruite
- Réquisitionnée ou occupée par les Japonais
- Transférée
- Chinan Nom des universités

III. Destrutions touchant des universités privées

- ▲ Entièrement détruite
- ▲ Partiellement détruite
- ▲ Réquisitionnée ou occupée par les Japonais
- ▲ En état de fonctionnement partiel ou total
- △ Transférée
- Fudan Nom des universités

IV. De nouveaux centres universitaires à l'intérieur du pays

- ▨ Régions accueillant les universités transférées
- Xi'an Nouveaux centres universitaires
- Vers Xi'an Centre universitaire transféré une 2ème fois

Figure 16: Les universités de Chine dans la guerre sino-japonaise : destruction et nouveau (1937-1939)

Les universités sont, après les populations, une autre cible de l'aviation japonaise. Les intellectuels français favorables à la Chine en font donc l'un de leurs chevaux de bataille. La destruction ou la migration contrainte des universités chinoises devient l'un des volets de la stratégie d'aide à la Chine portée par le RUP et l'Association des Amis du peuple chinois. Ces établissements sont en effet symboliques à un double niveau : d'une part ils représentent le creuset d'élévation intellectuelle de la jeunesse chinoise, et ils sont les symboles « d'un pays héritier d'une des plus grandes civilisations »¹² comme le rappelle Louis Laloy. Les bombardements des institutions culturelles chinoises sont donc particulièrement relayés par les intellectuels français, plus encore que celui des hôpitaux. Les intellectuels présents au sein du RUP et l'Association des Amis du peuple chinois, admirateurs de la civilisation chinoise, ne peuvent rester insensible devant le saccage des « trésors d'art, des universités, des églises, des bibliothèques [...] livrées aux flammes. »¹³ De plus, la plupart des hommes et femmes de gauche favorables à la Chine sont des pacifistes, durablement marqués par leur expérience de la Première Guerre mondiale, qui a vu fondre les effectifs des étudiants partis au front¹⁴, tandis que certaines universités françaises ont dû subir l'occupation allemande¹⁵. Le saccage des universités de Chine devient donc un argument supplémentaire pour démontrer la barbarie du militarisme japonais. Étienne Constant a par exemple cette formule sibylline : « La destruction des universités chinoises par l'aviation japonaise donne [...] une idée assez précise de cette civilisation. »¹⁶ D'autre part, puisque la France a adossé son influence au développement des échanges intellectuels franco-chinois et à la création d'instituts franco-chinois en Chine, la destruction d'établissements dirigés par des Occidentaux est une attaque directe contre l'influence française dans le pays.

I. Les universités de Chine pilonnées par les Japonais

1) Des universités réduites en miettes : une civilisation contre une autre

¹² Lettre de Louis LALOY (s.d, probablement 1938), LC, fonds Gabrielle Duchêne, F/DELTA/RES/ 250.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ À la faculté de Lille, touchée par la mobilisation générale ainsi que par les évacuations, sur les 1401 étudiants inscrits dans les facultés lilloises en 1913, il n'en reste plus que 71 en 1915, à la reprise des cours. Jean-François CONDETTE, « L'Université de Lille dans la Première Guerre mondiale 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 197 (2000), p. 84, <https://www.jstor.org/stable/25732656>.

¹⁵ C'est le cas de l'Université de Lille, peuplée de soldats allemands et dont certains locaux et matériels sont réquisitionnés. (J-F CONDETTE, *op.cit.*)

¹⁶ Étienne CONSTANT, « La Chine n'est pas vaincue ! La Chine vaincra ! », *Clarté*, avril 1937.

En ce qu'elles représentent la culture chinoise, mais aussi la jeunesse, future élite dirigeante du pays, les universités de Chine subissent de plein fouet les bombardements japonais. Les intellectuels chinois se font les porte-voix des destructions des lieux d'enseignement supérieurs, qui ont pour but selon eux « de "forcer la Chine à se mettre à genoux" – pour employer des termes du premier ministre Konoyé. »¹⁷

Dès la réparation de *Chine* en octobre 1937, les intellectuels français renchérissent :

« Les aviateurs japonais détruisent méthodiquement tous les centres culturels chinois, les écoles, les bibliothèques, les universités, les hôpitaux, les centres de culture sociale. L'un des premiers actes des soldats japonais après l'occupation de Tientsin a été d'incendier délibérément au moyen de grandes quantités de pétrole l'université renommée de Nankai et l'école moyenne qui est rattachée. Depuis, beaucoup d'autres collèges et écoles ont été partiellement ou entièrement détruits par des bandes d'avions japonais. Dans le nombre se trouvent l'école de filles Tsonging, à Nantungchow, l'école de filles de Balwin à Kiangsi [Giangxi], l'institut des cultures et l'école normale d'éducation rurale de Nanchang, l'université centrale nationale, son école supérieure expérimentale, l'école pour les enfants des martyrs de la révolution à Nankin, et l'université nationale de Tungchi à Woosung. Il est remarquable que tous les établissements aient été l'objet d'attaques aériennes et que, sauf l'université nationale de Tungchi, ils étaient tous situés à des centaines de kilomètres du théâtre des hostilités. »¹⁸

Cet article, probablement écrit par Louis Laloy qui est alors secrétaire de l'Association des amis du peuple chinois, met aussitôt l'accent sur le nombre d'établissements scolaires détruits, sans se priver de détails. En décembre 1937, on compte déjà « vingt-trois universités et écoles supérieures chinoises détruites »¹⁹. Plus de « de 20 millions de dollars de dommages sont causés aux institutions culturelles pendant cette période par les bombardements japonais » entre juillet 1937 et avril 1938²⁰. Ce dernier mois est une période terrible pour les universités, puisque Georges Cogniot mentionne « quarante bombes lancées sur l'Université du Hunan », en précisant : « la bibliothèque est complètement détruite, et partiellement des laboratoires et les pavillons d'étudiants. Il y eut plus de 100 victimes et l'université subit une perte de 2 millions de dollars. Un grand nombre de bombes atteignirent (*sic*) également l'université de Tsing Houa [Tsing-hua], transférée en raison de la guerre de Pékin dans les environs de Tchang-Cha [Changsha]. Les avions descendirent très bas et mitraillèrent les étudiants. »²¹ Les universités incarnent donc elles aussi la lutte pour la civilisation, déjà mentionnée dans les discours.

¹⁷ « Appel au monde entier, appel à tous ceux qui prennent à cœur la cause de la civilisation », LC, fonds Gabrielle Duchêne, *ibid.*

¹⁸ « L'œuvre d'extermination des armées japonaises – Le sanglant mois de septembre », *Chine*, octobre 1937

¹⁹ « Lettre à la ligue des femmes pour la paix », 8 décembre 1937, LC, fonds Gabrielle Duchêne, *op.cit.*

²⁰ André VICTOR, « Les Universités dans la guerre », *Chine* n° 4, juillet-août 1938.

²¹ Georges COGNIOT, « Noblesse de Chine », *Chine* n°2, mai 1938.

2) La relative préservation des universités étrangères

Si les bombardements japonais n'épargnent aucun centre universitaire, même les plus reculés où les universités de Chine ont trouvé refuge, on peut néanmoins constater que les universités étrangères semblent mieux préservées des bombardements que les universités chinoises. La carte ci-dessus l'illustre assez clairement. Les universités françaises en particulier, semblent épargnées, puisque les deux principaux instituts français – l'Université Aurore à Shanghai et l'Université franco-chinoise à Pékin – peuvent continuer de fonctionner normalement, sans même subir une occupation japonaise, contrairement à l'Université Tsinghua, fondée par les Américains²², qui choisit de migrer à l'intérieur des terres. Cependant, la situation est demeurée précaire tout au long de la guerre. Une note de Charles Grosbois²³ rédigée en 1946 précise à ce sujet que c'est l'installation du Centre d'études sinologique de Pékin dans les locaux de l'Université franco-chinoise en 1943 « qui a évité les conséquences désastreuses d'une occupation ennemie. »²⁴

Les universités anglo-saxonnes sont davantage touchées, notamment à Shanghai, pilonnée par l'aviation japonaise. L'Université Saint-John, fondée par les missionnaires américains, subit par exemples les dommages collatéraux des bombardements. Cependant, ce sont bien les universités chinoises qui sont les cibles privilégiées de l'aviation japonaise. Le rapport préliminaire de Yuan Tong Li, directeur de la bibliothèque nationale de Pékin, dont sont également tirées la plupart des informations présentes sur la carte, précise :

« À l'exception des institutions savantes missionnaires et semi-étrangères, toutes les institutions nationales furent mises dans l'impossibilité de fonctionner normalement et durent chercher refuge dans l'intérieur. À Changhai les bibliothèques eurent un sort pire encore. La déplorable destruction des bâtiments du centre civique ayant coûté plus de 20.000.000 dollars fut constatée dès les premiers jours de l'invasion armée. [...] La perte la plus grave et la plus irréparable pour le monde sinologue fut la destruction et le pillage de la Sinological Library de Nankin. »²⁵

En effet, des universités chinoises parmi les plus prestigieuses comme la très ancienne Université Fudan de Shanghai, ou encore l'Université Nankai de Tientsin, détruite « avec un esprit de haine »²⁶ affirme Hoschien Tchen dans un article pour la Société des Nations, sont

²² Voir partie 3, chapitre 1.

²³ Voir partie 3.

²⁴ Charles GROSBOIS, « Note sur le centre d'études sinologiques de Pékin », 24 novembre 1946, CdF, IHEC, Carton 1.

²⁵ Rapport préliminaire de Yuan Tong LI, s.d sans doute 1938, EFEO, Carton XXIV, dossier 36.

²⁶ TCHEN Hoschien, « : invasion de la Chine par l'armée japonaise. Où va-t-elle ? Tientsin et détruit et ses habitants massacrés par les bombardements et depuis un régime de terreur comme à Peiping », article du 30 août 1937 à l'attention d'Henri Bonnet, IICI, AG1-IICI-A-III 55.

systématiquement réduites en miettes. Une fois de plus, le fait que les universités occidentales soient relativement préservées accrédi-te la thèse d'une volonté d'extermination de la civilisation chinoise, propre à révolter les intellectuels français.

Face à cette destruction de leur patrimoine culturel et intellectuel, les universités chinoises s'organisent. Certaines font le choix de migrer à l'intérieur des terres, plus loin de la ligne de front, et surtout, elles deviennent le foyer de la résistance étudiante. Tout comme ils relaient la résistance du peuple chinois et de ses nouveaux héros, les intellectuels français se font l'écho de la résistance des universités de Chine face au militarisme japonais.

II. Les universités de Chine, terreau de résistance

1) La migration des universités et ses répercussions

Afin de préserver leur enseignement, les universités chinoises choisissent de se retirer à l'intérieur des terres, à l'instar du gouvernement de Chiang Kai-shek, réfugié à Chongqing, dans la province du Sichuan. La carte illustre le recul progressif des centres universitaires de Pékin, Shanghai, Tientsin et Canton, vers les régions les plus à l'Ouest, qui étaient jusque-là dépourvues de centres universitaires. Les délégués chinois du RUP se réjouissent de cet élan qui voit les « les intellectuels, les éléments progressifs et les universitaires trouve[r] un abri même dans l'ouest lointain, au Chenghe. Il n'y a pas de raison pour que la Chine ne tienne pas indéfiniment, si seulement les Chinois gardent leur esprit d'unité nationale et restent fidèle à leur chef Tchang kai Shek. »²⁷

Les intellectuels français écrivant dans *Chine* s'associent à cet optimisme, et y voient un moyen de propager la résistance chinoise dans les provinces reculées. André Victor²⁸ écrit :

« Ce transfert de centres universitaires revêt une importance considérable non seulement parce qu'il traduit le ferme désir de la république chinoise de préserver ses centres de culture mais aussi par le fait que l'établissement de tels centres, dans les provinces qui en étaient dépourvues jusqu'à maintenant, permet un contact plus étroit entre la jeunesse intellectuelle et les masses paysannes. Professeurs et étudiants peuvent ainsi non seulement travailler dans les centres universitaires mais encore participer à une grande campagne parmi les masses paysannes, en popularisant la politique du gouvernement et en développant la conscience nationale des masses, condition première d'une résistance efficace à l'armée

²⁷ « Mé-morandum présenté à la conférence universelle d'action pour la paix et contre le bombardement des villes ouvertes par la délégation chinoise à la conférence », IISH, RUP, *op.cit.*, dossier 189.

²⁸ Nous n'avons pas trouvé d'éléments biographiques concernant cette personne, et il n'écrit qu'une seule fois dans *Chine*.

japonaise. Ce transfert des universités à l'intérieur a posé aussi le problème d'une réforme du système d'éducation supérieure, en l'adaptant aux conditions de guerre. »²⁹

Les universités chinoises se restructurent tant bien que mal, bien qu'elles soient toujours bombardées, même après leur déplacement. La ville de Changsha, capitale de la province du Hunan, accueille dans un premier temps « les universités de Nankai, Tsing-Hua, et National Peiking University ». Mais ce centre est bombardé à son tour, obligeant les universités à se retirer plus au Nord, à Xi'an. En 1944, Irène Ward, membre conservatrice du Parlement britannique entre 1931 et 1945, se rend dans la Chine résistante de Chongqing. Elle donne un aperçu de l'esprit de résistance chinoise.

« On ne peut imaginer les conditions, presque intolérables, dans lesquelles travaillent étudiants et professeurs. Et pourtant, rien en Chine ne m'a plus impressionnée que l'esprit du monde universitaire. Sans parler de logements bondés, manquant de chauffage, d'éclairage, de confort, la nourriture était souvent rare, et la malnutrition trop fréquente chez les éducateurs comme parmi leurs disciples. Ces effrayantes conditions n'empêchaient pas telle université de recevoir 10 000 demandes pour 600 places libres au prochain semestre. Quant aux bibliothèques, à l'équipement, les universités réfugiées les avaient naturellement abandonnés à l'ennemi lors de leur fuite. [...] »³⁰

2) Les étudiants chinois, ferment de résistance et d'union nationale

Malgré ces conditions difficiles, la jeunesse étudiante chinoise devient l'un des fers de lance de la résistance face au Japon. En plus de répandre l'unité nationale dans des provinces jusque-là peu touchées par les décisions émanant du pouvoir central, ces jeunes Chinois éduqués forment des bataillons militaires prêts à monter au front. Georges Cogniot s'enthousiasme :

« Sur tous les points du territoire ont surgi des "détachements de jeunes volontaires antijaponais", qui harcèlent, épuisent et détraquent la lourde machine de guerre nipponne. Les exemples sont innombrables. Telle cette "armée des étudiants" formés par la jeunesse universitaire de Peiping, renforcée par l'afflux des jeunes paysans, qui tient hardiment la campagne depuis neuf mois. [...] Dans cette émulation qui anime les jeunes générations toute entière, les jeunes filles manifestent un enthousiasme aussi intense. »³¹

André Victor confirme que les étudiants « se sont enrôlés très nombreux même avant l'introduction du service militaire obligatoire, dans les écoles militaires spéciales et dans les écoles de pilote aviateurs³². Il ajoute :

²⁹ A. VICTOR, *op.cit.*

³⁰ Traduction d'un article d'Irène Ward, paru dans *The Spectator*, 17 mars 1944, ANOM 1-AFF-POL 2652.

³¹ G. COGNIOT, *op.cit.*

³² La photo 14 de l'annexe 4.B montre l'un de ces jeunes aviateurs.

« Les étudiants considèrent comme une tâche très importante, l'organisation et l'éducation des masses, en développant l'unité nationale.

Mais tout en accomplissant ces tâches, les étudiants n'oublient pas leurs études. Une résolution du congrès national des étudiants de Chine, réuni en février à Hankeou précise à cet égard : [...] le gouvernement, les autorités universitaires et les étudiants font tout pour continuer et rénover la vie culturelle menacée par la guerre, tout en l'adaptant aux nécessités de l'heure. »³³

En somme la destruction des universités par l'aviation japonaise est bien un argument de plus, développé par les intellectuels français dans leurs demandes d'aide à la Chine. Ceux-ci relaient les paroles des intellectuels chinois afin de chiffrer des dégâts toujours plus importants, qui témoignent de la barbarie japonaise. Cependant cela est aussi l'occasion de célébrer l'unité nationale et l'implication de la jeunesse éduquée vers les masses, question à laquelle de nombreux intellectuels de tendance communiste sont sensibles. La jeunesse issue du 4 Mai 1919 devient ainsi le visage d'une résistance chinoise héroïque. Lieux de culture et de la jeunesse, les universités de Chine et leurs bombardements sont donc l'un des piliers de stratégie de communication d'aide à la Chine.

³³ A. VICTOR, *ibid.*

Annexe 4.E : La guerre sino-japonaise à travers la caméra de Joris Ivens : analyse du film *Les 400 Millions* (1938)




Joris Ivens né à Nimègue en 1898 est un documentariste hollandais. En 1938, il habite aux États-Unis, ce qui explique les références propres à intéresser un public américain. Déjà réalisateur de films sur le communisme russe (*Le Chant des héros*, 1930) ou la guerre d'Espagne (*Terre d'Espagne*, déjà avec John Ferno, 1937), il « met sa caméra au service des peuples en lutte, de la construction du socialisme »³⁴.





En 1937, ses liens avec la France sont encore ténus³⁵ mais *Les 400 millions* semble incarner à la perfection le regard à la fois admiratif et horrifié porté par les intellectuels de gauche de tous pays à l'égard de la Chine prise dans l'étau japonais. Par ailleurs, Les Amis du peuple chinois consacrent une recension élogieuse au film dans le n° 9 de *Chine* (mars 1939). C'est pourquoi il a paru ici pertinent de se livrer à une analyse détaillée de la construction du documentaire que l'on peut considérer comme représentatif d'une vision internationale des intellectuels de gauche à propos de la Chine assiégée.






Séquences	Sous-séquences	Extraits de Voix off	Arrêt sur image(s)	Quelques commentaires
Séquence 1: "Skys	Introduction	"China was forced into this war to protect her national independence, its freedom and its precious culture." [...] Europe and Asia have become the western and eastern front of the same assault on democracy."		Ivens souscrit à l'idée que l'Europe et l'Asie sont intrinsèquement liées et que le conflit ne peut se confiner à l'Extrême-Orient. L'Espagne déjà en guerre l'a confirmé. La menace est symbolisée par les avions bombardiers japonais qui semblent les seuls maîtres du ciel.





³⁴ http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_auteur_liste/3833 consulté le 5 août 2019.





³⁵ Il épouse la Française Marceline Loridan en 1963 et s'installe en France en 1967.






<p>become your enemy”</p> <p>Début à 7’06 min</p>	<p>Bombardement japonais et ses conséquences</p>	<p>“In the city of Shanghai 20 000 killed”, Canton 20 000” [...] All civilian not soldiers. [...] 150 000 dead.”</p>	 <p>2’53</p> <p>4’32</p>	<p>Dans cette séquence, 12 plans sont consacrés à des morts ou blessés. Ils sont le plus souvent filmés en gros plan et on assiste à la remontée d’un corps qui dure 10 secondes (5’23 à 5’33). La volonté de montrer la barbarie japonaise rejoint ici les images publiées dans la revue <i>Chine</i>, à ceci près qu’Ivens ne focalise pas sa caméra sur les femmes et les enfants.</p>
	<p>La fuite des villes vers la Chine intérieure.</p>		 <p>6’03</p>	<p>La foule quitte les villes. Une femme qui ne peut pas marcher s’enfuit à quatre pattes.</p>
<p>Séquence 2 : La Chine intérieure, berceau de la Chine éternelle</p> <p>7’06 à 12’27</p>	<p>Les symboles de la Chine des empereurs et philosophes.</p>	<p>“Here are the graves of the old kings.”</p>	 <p>8’38</p>	<p>Ces statues de pierre font échos aux sages chinois, tels que Confucius et Lao Zi.</p>
	<p>Marco Polo et les savoir-faire chinois.</p>	<p>”And he returned with his camels loaded with tea, jewels, gunpowder, medicines, carving of precious jade, paintings made on silk [...]”</p>		<p>Marco Polo rappelle la rencontre de la Chine et de l’Occident, avec un personnage sans doute connu du public américain. Le commentaire insiste sur ce que l’explorateur ramène de son voyage en Chine, mettant alors en valeur les savoirs faire techniques chinois (soie, poudre, médicaments...) et artistiques.</p>

	Le Yang Tse : Symbole des forces vives de la Chine.	“Long generations of hard work. The earth, the wind and the water. The announce of the living China.”		Les rizières et les laboureurs symboles de la Chine éternelle sont filmés en plan large.
Séquence 3 : la Chine nouvelle 12'27 à 19'39	Les 3 principes de Sun Yat-sen, fondements de la République.	“China sinks down, she is robbed by Japan and by the Western Powers without resistance. But China begins to shake off the dust of the last century. The new voice arises out of the movement of the people. Dr Sun Yat Sen.”		Le nom du père de la République chinoise est associé visuellement à l'éclat d'un rayon de soleil. Un peu plus tard Sun Yat-sen est défini comme « the Washington of their Republic. »
				Dans le prolongement du pavillon de style traditionnel apparaît un pont moderne en acier.
	L'expansion du Japon soumis au militarisme.	“The people [of Japan] were no different than the Chinese. They had the same desires than the Chinese: food, work, peace. [...] 1895: the beginning of Japan's divine mission Step by step [...] perhaps the whole word!”		Les militaires japonais en tenue d'apparat saluent l'empereur. Cette image revient deux fois.

Séquence 4 : structuration de la résistance chinoise 19'39 à 27'03	<p>“We must learn to resist!”</p>		 <p style="text-align: center;">19'39</p>	<p>Comme Les Amis du peuple chinois, Ivens insiste sur l'importance des femmes dans la résistance chinoise. Il n'est pas anodin que les harangues de cette jeune fille ouvrent la nouvelle séquence.</p>
	<p>L'union de tout le peuple sous un même drapeau.</p>	<p>“One fifth of mankind under one flag.”</p>	 <p style="text-align: center;">20'34</p>	
	<p>La Chine aidée ses grandes personnalités : Mme Chiang Kai-shek, Mme Sun Yat-sen.</p>	<p>Madame Chiang Kai-shek, “the most famous woman in her country.”</p> <p>“The spirit of the Nation is typified by this brave woman: the widow of Dr Sun Yat Sen.”</p>	 <p style="text-align: center;">25'24</p>  <p style="text-align: center;">27'13</p>	<p>Les deux personnalités féminines chinoises bénéficient toutes deux de plusieurs gros plans. Mme Chiang Kai-shek est représentée (en blanc) comme une femme d'action présidant une réunion ou signant un chèque d'aide aux orphelins. Mme Sun Yat-sen incarne « l'esprit de la nation ». Elle est montrée en position de conseillère.</p>
	<p>L'appui international à la Chine : une manifestation à New-York.</p>		 <p style="text-align: center;">25'09</p>	<p>Les images ramenant le spectateur américain à son environnement familier sont rares. Elles apparaissent à deux reprises dans le film. La 1^{ère} fois pour rappeler que les États-Unis fournissent des armes à la Chine, la 2^e fois ici, précédée d'un plan des gratte-ciel new-yorkais, pour rappeler l'engagement d'une partie du peuple américain en faveur de la Chine. Ces manifestations de soutien</p>

				rappellent celles organisées par Les Amis du peuple chinois en France.
	Les orphelins		 26'03	Plusieurs plans sont consacrés à ces petits orphelins, garçons et filles. On les voit dans leurs activités quotidiennes. Le repas occupe 8 plans ; il est d'autant plus important que le ravitaillement est difficile. Comme dans <i>Chine</i> , les enfants occupent une place importante car ils sont propres à toucher l'opinion.
Séquence 5 : Naissance d'une nation 27'12 à 40'44	Première rencontre des délégués du conseil du peuple : le personnel politique de la République de Chine.		 28'10	Présentation des hommes politiques les plus connus de la Chine : Chiang Kai-shek qui ne fait que passer, H.H Kung, ministre des finances. Ici Feng Yuxiang « le général chrétien » ancien « seigneur de la guerre » rallié à Chiang Kai-shek.
	L'effort de guerre de tout un peuple.	“The people in the most distant village are involved in the defense of China.”	 27'33	Les portraits de Sun Yat-sen et Chiang Kai-shek, respectivement fondateur et dirigeant de la Chine sont portés par toute une foule. Les caractères des banderoles sont ceux du triple démisme de Sun Yat-sen: bien-être du peuple (民生); nationalisme (民主) et démocratie. (民族). On peut voir aussi le mot « République chinoise (民国) » à droite.
	Le Front uni : l'armée rouge de la Chine soviétique est incorporée dans les troupes nationales.		 31'18	On observe ici que les deux drapeaux, celui du Parti communiste chinois et celui de la République chinoise dirigée par le parti nationaliste Guomindang sont unis sous la tutelle de Sun Yat-sen. Cette mise en scène symbolise le front uni anti-japonais et le ralliement des troupes communistes réfugiées à Yan'an depuis 1928, au parti Guomindang.

	<p>Le général Zhu De, figure de l'armée rouge chinoise.</p>		 <p>31'37</p>	<p>Présentation du général Chu Teh [Zhu De] en plan-séquence. Ce général, compagnon de Mao Zedong qu'il rejoint dès 1928 dans les montagnes de Yan'an, mène une partie de la Longue Marche et est considéré comme le fondateur de l'Armée rouge chinoise. Cette séquence dévoile par la suite la tactique de guérilla suivie par l'Armée rouge.</p>
<p>Une armée de mieux en mieux entraînée.</p>	<p>"China gets back her sky!"</p>		 <p>34'48</p>	<p>Un jeune militaire entre dans un char d'assaut. On trouve une photo d'un jeune homme lui ressemblant dans <i>Chine</i>. A noter que les hommes que l'on voit s'entraîner dans cette séquence proviennent des troupes communistes. Dans d'autres séquences on voit des soldats portant les deux uniformes.</p> <p>La formule de la voix off est à mettre en parallèle avec celle de la première séquence. En se modernisant et en apprenant à piloter des avions, la Chine redevient « maîtresse des cieux », c'est-à-dire métaphoriquement, de son destin.</p>
<p>Un conseil militaire sous la direction de Chiang Kai-shek.</p>			 <p>36'43</p>	<p>Chiang Kai-shek, chef de la République chinoise, est filmé en gros plan. Ce conseil est très certainement mis en scène pour le cinéaste. Cette séquence est la seule où Chiang Kai-shek apparaît longuement.</p>
<p>L'avance des troupes japonaises alors que s'organise la résistance chinoise.</p>			 <p>39'13</p>	<p>Les cartes émaillent les propos du cinéaste. Celle-ci indique les avancées japonaises (en noir) et les poches de résistance chinoises (en blanc).</p>

<p>Séquence 6 : la bataille de Taerchwang 40'44 à fin</p>	<p>Taerchwang est un district situé à mi-chemin entre Tientsin et Nankin. Sur la route vers cette ville, le cinéaste filme le village de Qisin, détruit par les bombes japonaises.</p>	<p>“Where they cannot conquer, they kill. That is their custom.”</p>	 <p>42'48</p>	<p>Comme au début du film, les cadavres illustrent la barbarie japonaise.</p>
	<p>L'attaque chinoise en riposte.</p>	<p>” We are learning to talk back the Emperor of Japan.”</p>	 <p>46'05</p>  <p>49'50</p>	<p>Joris Ivens montre les préparatifs de la bataille de Taerchwang à laquelle il semble avoir assisté (il utilise sans cesse le pronom « nous ») ainsi que la riposte chinoise. La scène est dominée par le grondement des canons ainsi que par une musique saccadée au moment des tirs. Les Chinois encerclent les Japonais, en mitraillant par devant alors qu'une troupe prend les Japonais à revers. On voit ici la fuite des Nippons.</p>
	<p>“Taerchwang is taken ! » : la première victoire chinoise.</p>		 <p>51'16</p>	<p>Le drapeau de la République flotte à nouveau sur Taerchwang.</p> <p>Ivens utilise beaucoup les images du drapeau ou des banderoles flottant au vent, symbole de la nation victorieuse.</p>
	<p>“A great people. »</p>	<p>« Here is a great people, one fifth of the humane race, fighting in defense of their freedom, their fine culture, their independence, against the pitiless attack of undeclared war. Will these people win? They believe they can. They say it may take</p>	 <p>51'56</p>	<p>Les dernières images du film illustrent la célébration de la victoire de Terchwang. On voit dans cette séquence un jeu sur les lumières des flambeaux qui, dans la nuit, font ressortir les bannières et les visages des Chinois. La caméra fixe capte les caractères qui se détachent sur les tissus.</p> <p>Le commentaire répond directement à l'introduction qui évoquait aussi la culture chinoise et</p>

		<p>them ten years more and they fully realise the suffering they have to endure but they have weapons to fight with and they understand why they are fighting. In the end, those are the things that mean victory.”</p>	<p>l’indépendance du pays. Mais alors que l’introduction faisait état d’un pays attaqué, il est question ici d’une culture victorieuse. La voix off donne la signification du titre. (« one fifth of the humane race.”)</p> <p>L’ultime mot « victoire » clôt l’angle de vue du film, résolument optimiste et proche des opinions chinoises, que l’on retrouve dans les lettres officielles envoyées aux Français.</p>
--	--	---	--

Tableau 5: Analyse du film *Les 400 millions de Joris Ivens*

Remarques globales : Joris Ivens signe un film vibrant d’optimisme. Par un mouvement ascendant, il montre comment un peuple qui semble à genoux sous les bombes (séquence 1) parvient en fait à se relever pour former une nation. (Séquences 5 et 6). Il traduit ici en images mouvantes les articles de l’Association des amis du peuple chinois. Comme eux, il s’attache à rendre familier tout un peuple, des dirigeants aux anonymes. Il a passé un certain temps aux côtés de la Chine soviétique comme le montrent les scènes d’entraînement des combattants³⁶ et l’utilisation du pronom « nous », grâce auquel le cinéaste s’inclut personnellement dans cette nation en devenir.

³⁶ Jacques WALTER dans Miao CHI *et al.*, *La Révolution culturelle en Chine et en France*, Riveneuve, 2017, rapporte qu’à cette occasion, il a offert sa caméra aux cinéastes de l’armée rouge. Entre 1972 et 1975, il filme avec son épouse la révolution culturelle chinoise « avec empathie » (Marceline Lordian-Ivens, *Le Nouvel Observateur*, 15 juin 2015), dans une série de douze films, *Comment Yukong déplaça des montagnes*. Pour Vincent LOWY, « le programme des deux cinéastes est alors on ne peut plus clair. Il s’inscrit dans un effort de promotion de la Révolution culturelle qui les a déjà conduits à publier dans les Cahiers du cinéma en 1972 un vaste compte-rendu intitulé « la Révolution culturelle dans les studios de Chine. » » in M. CHI *et al.* *Ibid.* p. 161.

Annexe 4.F : Membres français du RUP présents à la Conférence mondiale pour l'aide à la Chine et pour le boycott du Japon (« Sauver la Chine c'est sauver la paix ! »), 12 et 13 février 1938, British Industries House, Londres

- M. Georges Rivollet : Anciens combattants
- M. Piveteau : *ib.*
- M. Chardine : *ib.*
- M. René Cassin : *ib.*
- M. Bolot : *ib.*
- M. Jean Duclos : *ib.*
- Maître Corell : *ib.*
- M. le Colonel Aviateur Ducas : *ib.*

- M. Jouhaux : CGT.
- M. Racamond : *ib.*
- M. Georges Dumoulin : *ib.*
- M. Semard : *ib.*
- M. Ehlers : *ib.*
- M. Oreste Capocci : *ib.*

- M. Prache : Coopérateurs
- M. Ernest Poisson : *ib.*

- M. Moreau : Paysans
- M. Rius : *ib.*

- M. Anxionas : Parti radical
- M. Gabriel Delattre (M.P)³⁷ : *ib.*
- M. Albert Bayet : *ib.*
- M. Boussoutrot (M.P, chairman of Aviation Commission of Chamber of Deputies): *ib.*

- M. Jean Longuet : Parti Socialiste
- M. Grumbach (M.P): *ib.*
- M. Pierre Bloch (M.P): *ib.*

- M. Marcel Cachin : Parti communiste
- M. Gabriel Pare (*sic*)³⁸ (M.P): *ib.*

³⁷ M.P : Membre du Parlement.

³⁸ Il s'agit de Gabriel Péri.

- M. Édouard Jonas : Union socialiste et républicaine

- M. Émile Borel : Association pour la SDN
- Mme Malaterre-Sellier : *ib.*
- M. et Mme. Prudhommeaux : *ib.*
- M. de Montbrison : *ib.*
- M. Jean Dupuy : *ib.*

- M. Labarthe : Director of National School of Physics and Chemistry

- M. Jolio (*sic*) – Curie: Nobel Prize Winner
- M. Jean Perrin: *ib.*

- Mme. Vimeux: Women’s Co-operative Guilds

- Mme. G. Duchêne : Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme
- Mme. Bernadette Cattaneo : *ib.*
- Mme. Maria Rabaté : *ib.*

- M. Alexandre Varenne : Amis du peuple chinois
- M. Le Professeur Louis Laloy : *ib.*
- Mme Andrée Viollis : *ib.*
- M. (*sic*) Étienne Constant : *ib.*

- M. le Pasteur Jezequel : I.P.C. French Comitee³⁹
- M. H. Raynaud : *ib.*
- M. Guy Menant : *ib.*
- M. Louis Dolivet : *ib.*

- M. L. Zoretti : Teachers’International Trade Secretariat.

Source : « Sauver la Chine, c’est sauver la paix », Conférence mondiale d’aide à la Chine, 12-13 février 1938, IISH, ARCH 01165, dossier 163.

³⁹ Comité français du RUP.

Annexe 5 : La fin d'un monde : l'arrivée des communistes dans les villes sous l'œil d'Henri Cartier-Bresson (1948-1949)

N.B : Les légendes sont celles indiquées par Henri Cartier-Bresson. Le photographe accorde un soin tout particulier à ses légendes, qu'il voit comme faisant partie intégrante du travail de photojournaliste.

La lente décomposition du Guomindang

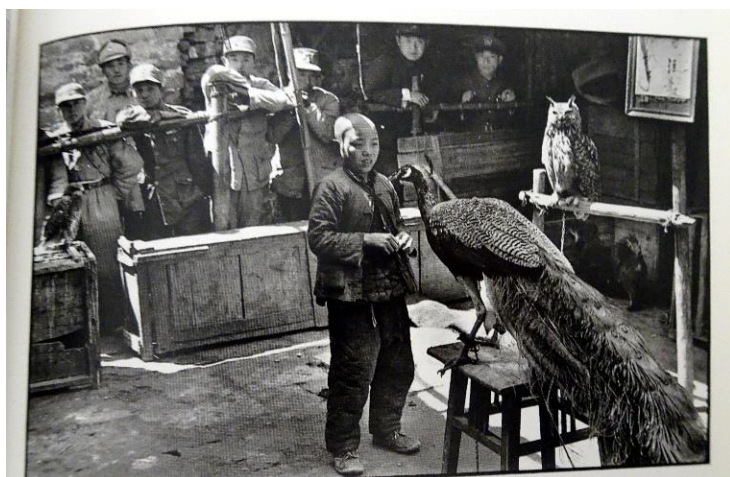


Photo a : Nankin, mi-avril 1949. Les derniers jours du Kuo-min-tang. Les nationalistes tuent leurs loisirs dans un petit cirque ambulante. Désœuvrement, attente, indécision, bousculades. L'atmosphère est la même qu'à Pékin, dans la semaine qui précédait la chute de la ville.



Photo b : Shanghai. Décembre 1948.

La ruée vers l'or. Devant les banques du Bund, des queues formidables se sont établies qui ont envahi les rues voisines, interrompant tout trafic. Une dizaine de personnes devait périr dans les bousculades. Le Kuomintang avait décidé de répartir certaines réserves d'or à 40 grammes par tête. Certaines personnes attendirent plus de 24 heures pour échanger leurs billets. L'ordre était mollement assuré par une police dont les équipements disparates provenaient des diverses armées qui s'étaient, depuis quinze ans, intéressées à la Chine.

Photo c : Enfants attendant une distribution de riz. Ils sont doux et polis, mais sur leur visage, on discerne pourtant une tristesse vieille de plusieurs siècles.



L'arrivée des « martiens » dans les villes chinoises



Photo d : Les premiers soldats de la nouvelle armée populaire arrivent dans Nankin à pied. On les acclame mais on les regarde aussi avec une curiosité un peu inquiète.



Photo e : Les soldats de la nouvelle armée ont un équipement assez rudimentaire. Mais ils chantent les trois commandements : 1. Ne prend même pas du fil et une aiguille. 2. Le peuple, considère-le comme ta famille. 3. Tout ce que tu as pu emprunter, tu dois le rendre.

De nouvelles têtes, de nouvelles coutumes...



Photo g : une boutique de portraitistes à Shanghai dans le quartier de Nantao. Dans la vitrine des portraits d'anciens chinois, d'un fameux acteur comique, de l'ancien maire de Shanghai K.V, d'un bébé joufflu. Comme nouveauté, un portrait de Mao Zedong.



Photo h : Meeting à Shanghai sous le portrait des deux leaders.

De nouveaux dogmes, gages de stabilité



Photo i : Shanghai 1949. Le panneau est dirigé « contre le capitalisme bureaucratique, contre le féodalisme et contre l'impérialisme. »



Photo j : Fête célébrant l'entrée solennelle de l'armée à Shanghai le 1^{er} août 1949. Un délégué syndical tient un agrandissement d'un billet de banque de la nouvelle monnaie.

Qui s'affichent aux yeux de tous

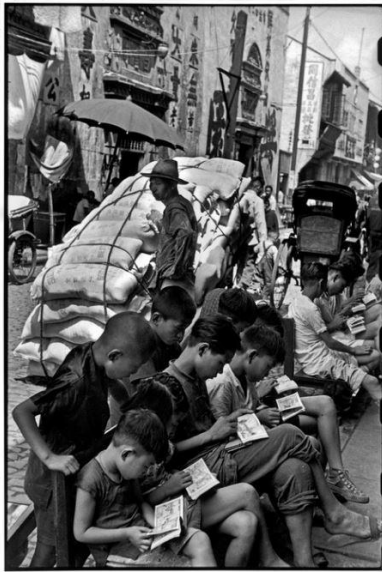


Photo k : Bibliothèque ambulante à Shanghai. 1949. Les enfants y sont de très bons clients et le nouveau gouvernement éditait pour eux des romans illustrés.

Photo 1 : Juin 1949. Certains soldats s'habituent aux gigantesques affiches, d'autres les regardent avec étonnement.



Sources : Philippe CHE et Pavillon de VENDOME, *La Chine: vue par Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Werner Bischof, Guy Le Querrec, Patrick Zachmann, Marc Riboud: un choix de photographies*, creaphis editions, 2004, pp. 27-28, 32, ; Henri CARTIER-BRESSON, *L'autre Chine*, Paris, Centre national de la photographie, 1989, pp. 28, 50, 51-52, 62, 63, 78, 79, 81.

Remarques :

Le premier séjour d'Henri Cartier-Bresson en Chine constitue « l'acmé »¹ de sa carrière. L'année précédente il a fondé l'agence Magnum, avec Robert Capa et Chim, ce qui fait de lui un photographe indépendant, « libre de ses engagements, propriétaire de ses négatifs. »².

¹ Henri CARTIER-BRESSON, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU, *Henri Cartier-Bresson : Chine 1948-1949, 1958*, Paris, Fondation HCB, Delpire, 2019, p. 7.

² *Ibid.* p. 11.

Lorsque les fondateurs de l'agence se répartissent le monde, c'est tout naturellement que Cartier-Bresson choisit l'Asie, encouragé en cela par sa femme, Ratna, d'origine indonésienne³.

Alors qu'il vient de saisir les derniers instants de Gandhi en Inde, il est missionné par le magazine *Life* pour un « essai photographique » - c'est-à-dire la forme la plus aboutie du reportage⁴ - dans la Chine nationaliste, et y reste dix mois. À travers ce choix de photographies du spécialiste de « l'instant décisif »⁵, nous avons voulu montrer le véritable passage d'un monde à l'autre, en utilisant des photographies qui peuvent se répondre. Les photographies g et h par exemple illustrent les changements de dirigeants, tout comme la photographie j peut être mise en relation avec la photographie b qui illustre le désordre monétaire à Shanghai. Cette photographie du « Gold Rush » témoigne aussi de l'importance des visages au moment du déclenchement, « à ce que cet indice spécifiquement humain peut signifier, pour celui qui le regardera et se sentira concerné par l'image. »⁶ Enfin, Henri Cartier-Bresson capture les ressorts du nouveau régime : une propagande tout en démesure largement diffusée qui s'adresse à toutes les catégories de la population chinoise (photos i, j, k).

La stupéfiante photographie g expose « les principaux repères et phantasmes du peuple chinois [...] portrait d'empereur trônant au fond, sous le plafond ; à l'extérieur, le portrait d'un acteur comique américain. [...] »⁷ ou bien des anciens dirigeants du Guomindang comme le maire de Shanghai. Enfin, le portrait de Mao Zedong, placé en devanture est donc une « nouveauté », qui vient compléter cette galerie qui semble symboliser à elle seule toute l'histoire de la République de Chine.

En 1949, Henri Cartier-Bresson n'est pas encore « l'intellectuel engagé »⁸ qu'il devient progressivement à partir de son voyage en URSS en 1953. Mais il est depuis sa jeunesse « un intellectuel-artiste » qui fait de la photo... »⁹ Le fait que Jean-Paul Sartre préface son ouvrage *D'une Chine à l'autre* en 1954, tend à faire de la Chine un autre territoire du « chassé-croisé »¹⁰ entre le photographe et l'écrivain engagé. Henri Cartier-Bresson retourne en Chine en 1956

³ Pierre ASSOULINE, *Henri Cartier-Bresson : l'œil du siècle*, Paris, Gallimard, 2009, pp. 245-.

⁴ Henri CARTIER-BRESSON, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU, *ibid.* p. 15.

⁵ Cette expression est tirée des mémoires du Cardinal de Retz. L'expression caractérise le style de Cartier-Bresson, qui préfère pourtant parler d'« images à la sauvette », titre de l'un de ses ouvrages parus en 1957. Henri CARTIER-BRESSON, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU, *op.cit.* p. 11.

⁶ *Ibid.* p. 29.

⁷ Philippe CHE et Pavillon de VENDOME, *La Chine : vue par Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Werner Bischof, Guy Le Querrec, Patrick Zachmann, Marc Riboud : un choix de photographies*, Creaphis éditions, 2004, p. 6.

⁸ Jean-Pierre MONTIER, « Henri Cartier-Bresson, figure de l'« intellectuel » ? », *Études photographiques*, no 25 (5 mai 2010), pp. 146-79, <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/etudesphotographiques/3042>.

⁹ Henri CARTIER-BRESSON, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU, *op.cit.* p. 33.

¹⁰ Jean-Pierre MONTIER, « Henri Cartier-Bresson, figure de l'« intellectuel » ? », *op.cit.*

pour « établir par les photographies les rapports qui demeurent entre ce qui reste de la société ancienne et les développements actuels, les usines, les communes. »¹¹ Il n'est nullement naïf de cette Chine maoïste. « On cherchait à orienter mon réalisme »¹² avoue-t-il. Comme souvent, son Leica parvient à contourner la censure, et à capter la marche forcée de cette Chine nouvelle, à l'aube du Grand Bond en avant. Quand on lui demande « comment sont les Chinois ? », il a cette formule : « en un mot, ils ont 3 000 ans plus dix. »¹³ Le peuple de la Chine reste immuable à travers les changements, et malgré ce passage d'un monde à l'autre qu'il a su saisir.

¹¹ Henri CARTIER-BRESSON, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU, *op.cit.* p.

¹² « Les Chinois au X de leur révolution », *Paris Match*, 3 janvier 1959, dans *ibid.* p 280.

¹³ *Ibid.*

Annexe 6 : Tableau de correspondance des orthographes des noms propres

Provinces

Pinyin	Orthographe française	Orthographe anglaise
Anhui	Ngan-hoei ; Ngan-houi	Anhwei
Chahar (disparaît sous la République populaire)	Chahar, Tchahar	Chahar
Fengjian		Fengtien
Fujian	Fukien, Fokien	Fukien
Gansu	Kiangsu	Kansu
Guangdong	Kouangtoug ; Kuangtong	Kwantung
Guangxi	Kouangsi	Kwangsi
Guizhou	Kouei-tcheou ; kwetcheou	Kweicheow
Heilongjiang		Heilungkiang
Hubei	Houpei,	Hupei
Hunan	Hounan ; Hou-nan	Honan
Hunan	Hunan, Hounan	Hunan
Jehol (disparaît sous la République populaire)	Jehol	Jehol
Jiangsu	Kiang-sou	Kiangsu
Jiangxi	Kiangsi ; Kiang-si	Kiangsi
Manzhouguo	Mandchoukoo	Mandchoukoo
Ningxia (disparaît sous la république populaire)	Ningsia	Ningsia
Shandong	Chan-toug ; Chantung	Shantung
Shanxi	Shansi ; Shan-si	Shansi
Shaanxi	Shaansi, Chensi	Shensi
Sichuan	Se-tchan ; Setchouan ;	Szechuan
Suiyuan	Suiyuan	Suiyuan
Xinjiang	Sinkiang ; Sin Kiang	
Yunnan	Yunnan, Yun-nan	Yunnan
Zhejiang	Tche-kiang	Chekiang
Zhili puis Hebei	Tchili, Chili ; Hopé, hopei	Hopei

Villes

<i>Pinyin</i> (transcription phonétique actuelle)	Orthographe(s) française(s)	Orthographe anglaise
Beijing	Pékin ; Peiping ; Peiking	Peking
Chengdu	Chengdu, Tcheng-tou ; Tchengtou	Chengtu
Chongqing	Tchong-King ; Tchonking ; Tchoung- King	Chungking
Fuzhou	Fou-tcheou	Fushow
Guangdong	Canton	Canton
Hangzhou	Hang-tcheou	Hangchow
Hankou	Hankeou, Hankou, Hancheou,	Hanchow
Jiaozhou	Kiao-tcheou	
Mukden	Moukden	Mukden
Nanjing	Nankin	Nanking
Qingdao	Tsing-Tao	Tsingdao
Shanghai	Chang-hai ; Changhai ; Shanghai	Shanghai
Tianjin	Tientsin ; Tien-tsin	Tientsin
Urumqi	Oroumski	
Xi'an	Sian, Tchian ; Sian Fou ; Sianfou	Sian
Yan'an	Yanan, Yan'an	Yenan

Personnes et noms propres

Nous n'avons mentionné ici que les personnages dont l'orthographe prenait plusieurs formes et dont nous connaissions le *pinyin*.

Pinyin	Orthographe(s) française(s)	Fonctions
Cai Yuanpei	Tsai Yuanpei ; Tsai Yuanpe	Recteur de l'Université de Pékin.
Cao Kun	Tsao Koun	Seigneur de la guerre et président de la République chinoise.
Chen Duxiu	Tchen Tou-s'iou ; Chen Tou-hsiou; Tchen Dou- siou	Fondateur du Parti communiste chinois.
Chen Yi	Chen Yi ; Tchen Yi	Maire communiste de Shanghai.
Chiang Kai-shek	Tchang Kai Shek ; Tchang kai she, Chang Kai chi	Chef du Kuomintang et dirigeant de la république

		chinoise entre 1927 et 1949.
Deng Xixian	Ten Si Hien	Nom de naissance de Deng Xiaoping, successeur de Mao Zedong à la tête de la République populaire de Chine.
Duan Qirui	Touan Chi Jouei; Toan Ki Joei ; Tuan Tsi Jouei	Seigneur de la guerre, premier ministre de la République chinoise.
Feng Yuxiang	Fong Yu Siang ; Fong Yu-hsiang	Seigneur de la guerre dit « le général chrétien ».
Guomintang	Kuomintang ; Kuo Min Tang ; Kuo-min-tang	Parti nationaliste
Han Rujia	Han Jou-kia ; Hain Jou-kia	Intermédiaire entre Paul Painlevé et le gouvernement chinois lors de la création de l'IHEC.
Li Huanhong	Li Huan-hong ; Li Yuanhong	Vice-président puis éphémère président de la République chinoise.
Li Yuying	Li Yuyin ; Li Yu-yang	Promoteur des échanges intellectuels franco-chinois
Mao Zedong	Mao Tse Toung ; Mao Tsé tung; Mao Tsö-tong; Mao Che-tung; Mao Tse Doung; Mao Tze-tung.	Leader du Parti communiste chinois à partir de 1935.
Sun Yat-sen dit aussi Sun Wen	Sun Yat Sen; Souen Ouen	Père de la République chinoise. Premier de ses présidents.
Von Seeckt	Von Seckt	Général allemand conseiller de Chiang Kai-shek.
Wang Jingwei	Wang Ching wei; Wang Chin Wei; Ouang Ching Wei	Dirigeant de l'aile gauche du Guomintang.
Wu Peifu	Ou Peï Fou ; Ou Pe fou ; Ou peifou	Seigneur de la guerre.
Yuan Shikai	Youan Chi Kai, Yuan Che K'ai, Yuan Shi Kai	Président puis empereur de la République chinoise.

Ye Gongcho	Ye Kung-cho	Ami de Paul Painlevé et ministre des communications.
Zhang Xueliang	Tchang Hsue Liang ; Tchang Sue Liang; Tchang Sueh Liang	Fils de Zhang Zuolin.
Zhang Zuolin	Tchang Tso Lin ; Tchang So Lin; Tchang Tsolin	Seigneur de la guerre régnant sur la Mandchourie.
Zhenting Thomas Wang	Chenting Thomas Wang, C.T Wang	Représentant diplomatique de la Chine.
Zen Zhongming	Tsen Tsonming	Passeur culturel entre la Chine et la France ; collaborateur de Wang Jingwei.
Zhu De	Tchou Teh ; Tchou Te ; Chu Teh ; Chou Teh ; Tchoudé	Chef de l'armée rouge communiste.
Zhang Ruoming	Tchang Lomine	Étudiante chinoise qui a soutenu une thèse sur André Gide.
Zheng Yuxiu	Soumé Tcheng	Activiste politique venue suivre des études en France.

SOURCES

Sources manuscrites¹

Plusieurs fonds d'archives recelaient des documents à la fois publics et privés. Pour une plus grande clarté de lecture et pour éviter les redondances, nous avons choisi de classer les sources par lieux de conservation.

I. Archives nationales

1) Archives nationales de France – Pierrefitte-sur-Seine

Fonds publics

Fonds de l'association des maisons de la culture (1930-1931)

104 AS 8 : Manifestes, pétitions et déclarations diverses émanant de l'Association : Comité mondial contre la guerre et le fascisme, RUP... (novembre 1936- juin 1936).

Fonds École des Langues orientales (INALCO)

62AJ/13 : Professeurs, chairs et cours : chaire de chinois (1930).

Fonds privés

Fonds Yves Hervouët

590 AP/ 40 : Documentation sur l'Extrême-Orient et la Chine (1931-1989)

Fonds Paul Painlevé

313 AP/ 18 : Notes et articles de presse sur Painlevé :

L'Action française, « L'imprudent astrologue » par Charles Maurras, 1^{er} septembre 1924.

Le Pays de France, « Paul Painlevé ministre de la guerre », 28 juin 1917.

Masques et Figures, « Un précurseur », s.d.

Times, « M. Painlevé and Einstein », 1927.

313 AP/19 : Articles sur la mort de Painlevé (1933-1938)

313 AP/44 : Papiers personnels de Paul Painlevé, carrière administrative et scientifique – correspondance.

313 AP/ 139 : Rapports de la France avec ses alliés : dossier Chine (1916-1917)

313 AP/203 : Mission Painlevé en Chine (18 mai-30 octobre 1920).

L'Action française, « Painlevé, la forfaiture en fuite- une mission en Chine » par Léon Daudet, 13 avril 1920.

L'Écho de Chine, « Résumé des impressions de M. Painlevé sur la Chine », 14 septembre 1920.

L'Europe Nouvelle, « La mission Painlevé en Chine », 30 mai 1921.

Le Cri de Marseille, janvier 1921

¹ Devant leur très grand nombre, il nous a semblé pertinent de faire apparaître les brochures et articles de presse trouvés dans les cartons.

La Politique de Pékin, « Congrès des œuvres sino-françaises », 4 juillet 1920.
Le Journal de Pékin, « Congrès des œuvres sino-françaises », 22 juin 1920.
Le Midi colonial, 3 juin 1921.
Le Radical, 13 avril 1920.
313 AP/ 204 : Instituts et établissements chinois (années 1920).
Supplément du *Temps*, septembre 1919.
Communiqué du 1^{er} septembre 1925.
Communiqué du 16 septembre 1925.
Communiqué du 15 octobre 1926.

313 AP/ 205 : Affaires chinoises (suite du voyage de Painlevé)
Bonsoir, « Une heure avec M Painlevé », 1^e novembre 1921.
Bulletin franco-chinois n° 1, février 1927.
Communiqué du 15 mai 1927.
Communiqué du 1^{er} juin 1927.
Communiqué du 15 juin au 1^{er} juillet 1927.
L'Europe Nouvelle, « la Chine et les Puissances » par Louise Weiss, 18 juillet 1925.
L'Illustration, « un coup d'œil sur la Chine moderne », 1^e janvier 1921.

313AP/ 206 : Correspondances (1921-1922).
313 AP/ 212 : Correspondances (1914-1929).
313 AP/217 : Dossiers thématiques - notes de Brissaud-Desmaillet sur la situation en Chine (1925-1926).
313 AP/ 223 : Dossiers thématiques - Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du citoyen (1925-1929) ; Société des Nations : Commission Internationale de Coopération Intellectuelle (1925-1929).
313 AP/ 224 : Dossiers thématiques – cours de Granet à l'Université de Paris (1925).
313 AP/ 225 : Dossiers thématiques - commandant Francis Borrey en mission en Chine (1926).
313 AP/ 270 : Commission internationale de Coopération intellectuelle créée au sein de la SDN à Genève (1925-1930).
313 AP/ 271 : Institut international de Coopération intellectuelle créée à Paris en 1925 (1925-1932).

2) Archives nationales du monde du travail – Roubaix

Fonds privés

47 AS : Association de patronage des étudiants-ouvriers chinois en France.

47 AS 1 :

A/1 : Documents administratifs généraux du comité franco-chinois et de l'association amicale et de patronage franco-chinoise (1921-1940).

A/2. Documents de la Société franco-chinoise d'éducation (1920-1921).

A/3. Documents divers du Comité franco-chinois de patronage des jeunes Chinois en France et de l'Association amicale et de patronage franco-chinoise (1921-1940).

47 AS 2

B/6. Collèges

B/6-2. Collège de Montargis (Loiret) 1921-1922. 1925².

B/6-3. Collège de Montélimar (Drôme) 1921.

B/6-10. Collège de Bayeux (Calvados) 1921

47 AS 3

B/6-18. Collège Jean de la Fontaine à Château-Thierry (Aisne) 1921-1922.

B/6-45. Collège de Nyons (Drôme) 1921.

47 AS 5

B/14. Instituts

47 A 8

C4/ MM Schneider et Cie [métallurgie générale].

C/4-II. Usines de Harfleur, du Havre, du Hoc (Seine-Inférieure). 1921.

C/4-III. Usines du Creusot (Saône-et-Loire) 1920-1925.

3) Archives d'Outre-mer – Aix-en-Provence

Fonds publics

Service de liaison avec les originaires des territoires français d'outre-mer (SLOTFOM)

SLOTFOM I/ 2 : Notes de renseignements, coupure de presse (1919-1921).

L'Action française, « le bolchévisme exotique » par Abel Manouvriez, 8 juin 1920.

SLOTFOM III/12 : Manifestation chinoise, réunion des étudiants socialistes (1931).

SLOTFOM III/50 : Ligue française contre l'impérialisme et l'oppression coloniale (1930-1933).

SLOTFOM III/69 : Notes de diplomatiques, coupures de presse (1924-1928).

L'Homme libre, « les Soviets adressent un ultimatum à la Chine – la France pourrait être entraînée à entrer dans ce conflit », 21 mars 1924.

La Dépêche coloniale :

« La Chine sera-t-elle "soviétisée" ? la lutte contre les puissances "impérialistes" par Albert Maybon, 20 novembre 1924.

« Où en est la Chine ? » par Pierre Deloncle, 11 septembre 1926.

« Les intérêts français et étrangers en Chine – 1^e partie » par Pierre Deloncle, 6 octobre 1925.

« Les intérêts français et étrangers en Chine – Conclusion » par Pierre Deloncle, 10 octobre 1925.

Le Journal de Genève, « La conférence de Pékin », 26 octobre 1925.

Le Journal des débats, « Une interview de M Karakhan, ambassadeur des Soviets en Chine » par Francis Borrey, 1^e décembre 1924.

Le Journal des débats, article de Francis Borrey. 16 décembre 1925.

Le Temps, « La Chine en face des Puissances » par André Duboscq, 1^e juillet 1925.

Les Annales coloniales, article d'Henry Fontanier, 14 janvier 1927.

SLOTFOM III/92 : Ligue internationale des femmes, tracts (1927-1928).

SLOTFOM III/ 113 : Ligue anti-impérialiste, meeting communiste (1932).

² Ici l'inventaire fourni par les ANMT comporte une erreur : Deng Xiaoping, sous le nom de Ten Si Hien [Deng Xixian] y est indiqué comme ayant suivi des études au collège de Montargis. Dans les faits, il a fréquenté le collège de Bayeux, où son nom apparaît bien.

III/ SLOTFOM/ 117 : tracts de la CGTU, tracts contre la guerre en Mandchourie (1929-1937).
SLOTFOM III/119 Les Amis du peuple chinois, associations d'intellectuels : (1935-1936).
SLOTFOM III/ 139-T40 : Meetings contre la guerre en Mandchourie, appel de la CGTU (1933-1938).
SLOTFOM III/141 : Lettres du CAI³.
SLOTFOM IV 8-9 : Banque industrielle de Chine (1921).
SLOTFOM V/4 : Institut de Coopération Intellectuelle, presse (1927-1936).

L'Ami du peuple, « Les récents progrès du bolchévisme » par A-F Legendre, 13 janvier 1931

La Dépêche coloniale :

« Les découvertes du rapport Lytton sur le conflit sino-japonais par Albert Maybon, 6 octobre 1932
« Chine et Japon vont-ils enfin temporiser ? » par Albert Maybon, 31 août 1933.
« La propagande antifrançaise en Chine » par A. de Pourville, 15 avril 1934.
« À Monsieur Marius Moutet, ministre des colonies », 10 juin 1936.

SLOTFOM V/ 12 : Manifeste du comité exécutif du Kuomintang, tract distribué aux Indochinois (1927-1928).

SLOTFOM V/ 19 : Brochure vietnamienne, rapport du préfet du Rhône presse (1922-1935).

Front mondial, Henri Barbusse rédacteur en chef n° 1, janvier 1933 à n° 16, novembre 1935.

SLOTFOM VIII/ 1-4 : Échanges diplomatiques, situation politique en Chine, notes de renseignements, lettre de Han Jou-Kia, (1921- 1933), coupures de presse

L'Action française, « Les agents de Lénine – les dessous d'un institut », 14 février 1921.

Le Petit Parisien, « Une communication de M. Painlevé sur le rôle à jouer par la France en Chine », 4 mars 1921.

Le Progrès, « L'attentat contre le ministre de Chine, ce qu'on en dit à l'Institut franco-chinois du fort Saint-Irénée », 23 mars 1922.

La Liberté, « Incident à la légation de Chine », 3 mars 1927.

SLOTFOM VIII/ 6 : Notes de renseignements, déclaration du Kouomintang, coupure de presse (1929-1932).

L'Humanité, « Une foule enthousiaste célèbre Sun Yat-sen leader de la jeune Chine – des délégués du Kouomintang et des peuples opprimés exaltent le réveil contre l'impérialisme », 12 mars 1927.

SLOTFOM XVIII 1-3 : Le communisme en Asie, à propos du Japon et de l'Indochine (1928-1936).

3 SLOTFOM/ 39 : Rapport d'information (1927).

5 SLOTFOM/ 28 : Club des indépendants, Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, presse (1931-1932).

SOS comité d'action contre la guerre en Mandchourie (janvier 1932).

Direction des affaires politiques

1 AFF-POL/ 91 : Échanges diplomatiques, coupures de presse (1922-1932).

L'Humanité, « La pittoresque élection du président chinois » [1923]⁴.

³ Service de Contrôle et d'Assistance aux Indigènes.

⁴ La date n'est pas indiquée sur le document, mais l'élection dont il est question, celle de Cao Kun à la présidence la république chinoise a lieu en 1923.

1 AFF-POL/ 2652 : Notes sur la situation en Chine, traduction d'articles de journaux étrangers, échanges diplomatiques (1942-1948).

1 AFF-POL/ 3441 : Échanges diplomatiques (1945-1947).

Haut-commissariat en France pour l'Indochine

INDO HCI// 660 : Notes de Laveysièrè relatives à la Chine populaire (1949-1950).

INDO HCI// 663 : Échanges diplomatiques relatifs à la Chine populaire (1949-1951).

4) Archives diplomatiques et du Ministère des affaires étrangères –
La Courneuve

Archives publiques

Service des Œuvres françaises à l'étranger – œuvres diverses (1912-1940) 417 QO

207—218 Chine

207 : Presse chinoise, articles contre la France, propagande allemande, étudiants chinois en France (1912-1917).

209 : Écoles de Shanghai (1918-1922).

212 : Institut technique franco-chinois de Chang-hai, notices relatives aux établissements d'enseignement d'influence française (1924-1929).

214 : Dossier général, université l'Aurore, mission Margouliès et observatoire Zi-Ka-Wei (1930-1932).

219-221 : Siam.

220 : Institut des hautes études chinoises, associations, amicales et universités franco-chinoises (1930-1932).

221 : Allocations en Extrême-Orient, étudiants chinois en France (1930-1932).

264-455 : Section des écoles et des établissements français à l'étranger- dossiers pays.

393-400 : Chine

396 : Instituts Franco-Chinois de Lyon et de Shanghai, Institut des Hautes Études Chinoises de l'université de Paris, Association amicale et de patronage franco-chinois, École de Médecine de Tien-Tsin, Société Franco-Chinoise d'Éducation (1932-1935).

511-595 : Section des œuvres diverses–dossiers pays

594 : Chine - dossier général, affaires diverses, conférences, expositions (1932-1936), librairie, musique et théâtre (1932-1940).

Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques -enseignement (1941-1969) 239QO

379-387 : Chine

379 : Affaires politiques - dossier de correspondance générale (1943-1969).

381 : Biens français en Chine - confiscation par le régime communiste des établissements scolaires et hospitaliers appartenant aux missions religieuses (1948-1966).

383 : Établissements d'enseignement – universités (1949-1966) ; centre culturel de Pékin (1950-1967) ; centre d'études sinologique de Pékin (1949-1967).

Archives privées :

Papiers d'Henri Hoppenot (1891-1977) 270 PAAP

Dossier 6 : Sous-direction d'Asie, correspondance officielle : position de la France dans le conflit sino-japonais (juillet-octobre 1938).

II. Archives d'établissements publics

1) Bibliothèque Universitaire des Langues et Civilisations (BULAC) – Paris

Fonds public

Le péril jaune, brochure éditée par le Rassemblement Universel pour la Paix, Genève, Novembre 1938, BIULO MEL.8.1245 (6).

2) Collège de France – Paris

Fonds publics

Institut des Hautes Études Chinoises (IHEC)

Carton 1 : Histoire, statuts et fonctionnement de l'Institut des Hautes Etudes chinoises (1920-1927).

Carton 9 : Dossiers individuels des professeurs (1926).

Carton 10 : Cours et examens (1927-1936).

Carton 30 : Activités extérieures : concert de musique chinoise, commémoration du 14 Décembre 1946 pour les sinologues disparus (1929-1946).

Carton 31 : Correspondance de Marcel Granet, Édouard de Mestre, Robert des Rotours, Paul Pelliot (1920-1955).

Carton 32 : Correspondances de l'IHEC (1926-1948).

Fonds privés

Fonds Mauss-Hubert

57 CDF 59 Maurice Courant.
57 CDF 67-5 : Granet Marcel à Marcel Mauss.
57 CDF 67-6 : Lettre de Marie Granet à Marcel Mauss (1943).
57 CDF 68-3 Joseph Hackin 1932-1939.
57 CDF 86-19 : Pelliot Paul 1927-1939 (reçues).
57 CDF 104-45 : Lettre envoyée par Mauss à Marcel Granet.
57 CDF 104 Lettre à Marie Granet.
57 CDF 108-14 Lettre envoyée à Henri Maspero.
57 CDF 108-29 : Lettres d'Édouard Mestre.
57 CDF 120-14 : Lettre de Chavannes à H. Hubert.
57 CDF 127-18 : Lettre de Granet à Henri Hubert.

Fonds Paul Pelliot

Correspondance générale 49 CDF 11/20.

49 CDF 11/7 à 10 : Correspondance 1910-1919.
49 CDF 11/11 à 19 : Correspondance 1920-1929.

49 CDF 11/20 à 64 : Correspondance générale année 1930-1946.

49 CDF CDF 17 : Correspondance de Mme veuve Pelliot.

49 CDF 28 : La Croisière jaune – Expédition Citroën centre Asie (3e mission Haardt-Audouin).

49 CDF 28/1 : Communiqué et télégrammes adressés par la mission.

49 CDF 28/2 Iconographie.

49 CDF 28/3 Correspondance 1930-1932.

16 CDF 334 Pelliot Paul (1878-1945) chaire de langues, histoire, archéologie de l'Asie centrale (1911-1945) [dossier administratif].

Fonds Paul Pelliot- non classés

Carton 4 : Photographies.

Carton 5 : Articles et lettres divers.

Carton 6 : *ibid.*

Carton 7 : Passeport de Paul Pelliot.

Carton 9 : Articles et lettres divers.

Carton 12 : Agendas personnels de Paul Pelliot et de son épouse.

3) La Contemporaine (ex-BDIC) – Nanterre

Fonds publics

4 P 12114 : Service Extrême-Orient/ Rassemblement Universel pour la Paix – International Peace Campaign (1938)

O 264635 : Premier congrès français du Rassemblement Universel pour la Paix, Paris, septembre 1937.

Fonds privés

Fonds Gabrielle Duchêne

F/DELTA/RES 250 Chine : Correspondances, appels, documents divers (1931-1939)

Les Amis du peuple chinois.

Comité d'action contre la guerre en Mandchourie.

Brochure : compte-rendu de la conférence internationale de Londres pour la défense et l'indépendance de la Chine (12-13 février 1938).

Documents relatifs à la guerre sino-japonaise.

Documents relatifs à la Chine.

F/DELTA/RES/316 Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme : Textes divers concernant la naissance du comité, rapports sur la conférence de Charlotte Haldane, le rassemblement mondial des femmes, conférences et tracts (1932-1938).

F/DELTA/RES/317 Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, section française : textes divers, rapports et correspondances (1932-1938).

F/DELTA/RES/318 Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme : manifeste du congrès mondial des femmes, cas des époux Ruegg (1932-1939).

GF/DELTA/RES/0087 Conférence internationale sur les problèmes actuels de la démocratie, la paix et la défense de la personne humaine : interventions des participants (13 et 14 mai 1939).

4) École Française d'Extrême-Orient – Paris

Fonds publics

Carton I.A: Correspondances avec des organismes scientifiques et sociétés savantes : correspondances, nomination des membres de l'EFEO (1907-1930).

Carton II : Correspondance avec des savants des organismes scientifiques et des sociétés savantes : correspondances, congrès des orientalistes (1899- 1920).

Carton III : Relations avec les pays étrangers ; correspondances personnelles des directeurs de l'EFEO avec des scientifiques et des savants (1899-1940).

Carton XX : Relations extérieures : correspondances avec A. David-Neel ; croisière jaune (1920-1946).

Carton XXI : Relations extérieures ; recherches scientifiques (1926-1940).

Carton XXIII : Coopération avec des chercheurs extérieurs à l'EFEO (1909-1954).

Carton XXIV : Correspondance avec des scientifiques, des organismes de recherches des sociétés savantes notamment à propos de l'Institut franco-chinois de Pékin (1921-1954).

Carton XXV : Relations avec des institutions et des sociétés savantes européennes : Institut de Coopération Intellectuelle (1936-1943).

Carton XXXII : Fonctionnement de l'EFEO – relations avec la presse (1934-1944).

Carton XLIII : Congrès internationaux sur les sciences anthropologiques et ethnologiques – congrès des orientalistes (1948).

« Pour la première fois le congrès des orientalistes se tient à Paris », *Le Figaro*, 24 juillet 1948.

Carton C1 : Dossier personnel de Victor Goloubew : conférences et voyages (Chine, Japon) (1921-1940).

Carton D1 : Suite du dossier Goloubew : papiers personnels (1926-1940).

5) École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la ville de Paris (ESPCI) – Fonds Paul Langevin⁵

[En ligne sur <https://bibnum.explore.psl.eu/s/psl/item-set/249135>]

Fonds public sur le voyage en Chine de Paul Langevin

Boîte 23, dossier 1 : Correspondance avec des scientifiques chinois

Boîte 24 : Correspondance avec des scientifiques français, chinois et étrangers ainsi qu'avec des hommes politiques français et chinois.

Boîte 25, dossier 1 : Notes de travail de Paul Langevin.

Boîte 25, dossier 2. : Rapports scientifiques (Ch. Grosbois, G. Margouliès, Li Yuying) et correspondance.

Boîte 26, dossier 2 : « Liste des organismes et institutions culturelles et d'enseignement qui sont sous l'administration directe et indirecte de monsieur Li Yu Ying ».

Boîte 27 : « La Chine actuelle dans son effort d'unification – Communication du R.P. Robert, Kuangson Young, délégué spécial en Europe du Ministère des Affaires Étrangères de Chine ; G. Margouliès, chargé d'un cours libre à l'École des Langues Orientales.

6) Institut International de coopération intellectuelle (IICI) 1923-1949

[En ligne sur <https://digital.archives.unesco.org/en/collection/iici-documents/>]

Fonds publics

⁵ Nous n'avons consulté que les fonds portant sur le voyage en Chine de Paul Langevin (1931-1932).

Sous-série AG 1-IICI-A Correspondance relative aux commissions nationales, délégués d'Etats et Affaires générales de la Direction

AG 1- IICI-A-I-135 (1,2,3,4) : Relations avec le gouvernement de la Chine (1932-1945)⁶.

Sous-série AG A1-IICI-A-III : relations avec les commissions nationales

Relations avec la commission nationale chinoise de coopération intellectuelle (1933-1946).

Sous-série AG 1-IICI-A-XI : Pays – relations diverses avec personnalités, institutions, associations nationales

AG 1-IICI-A-XI-32 : Relations avec la Chine (1931-1945).

Sous-série AG 1-IICI-A-XII : participation de l'IICI aux congrès et expositions

AG 1- IICI-A-XII-13 : Exposition internationale de Paris 1937 - participation de la Chine (1935-1937).

Sous-série AG 1-IICI-C 1933 : Questions universitaires

AG 1-IICI-C 1933-66 : *The reorganisation of education in China, letter dates 15 March, addressed by J.C James Yen, General director, Chinese National Association of the Mass Movement Education, Ting Hsien, to the League of Nation's mission of educational experts.*

Document

AG 1-IICI- B-3 : L'IICI et la réorganisation de l'instruction publique en Chine (1932).

7) Musée Guimet

Fonds privés

Fonds Édouard Chavannes (non classé)

Correspondance (1916-1918).

Carnets personnels (1912-1917).

Notes à propos des événements politiques en Chine (1917).

Fonds Joseph Hackin

Carton I n° 91 : Correspondance (1930-1932).

Carton II n° 91 : Correspondance avec des membres de la Croisière jaune.

Carton II n° 92 : Correspondance et agendas personnels (1931-1932).

Boite I : Carnets de voyages (1930-1937).

Boite II : Carnets de voyage (1921-1941).

⁶ Les archives ne vont en fait que jusqu'en 1934. Il est possible que tous les dossiers n'aient pas été numérisés.

8) Archives du Parti socialiste – Fondation Jean Jaurès

41^e Congrès national socialiste de Paris du 15 au 18 juillet 1949 – Séance du 18 juillet 1949. En ligne sur <http://archives-socialistes.fr/themes/archives/static/pdfviewer/?src=http%3A%2F%2Farchives-socialistes.fr%2Fapp%2Fcdn.sk%3Fa%3Dm%26d%3D54660#> consulté le 1^{er} février 2020.

III. Archives étrangères

1) International Institute of Social History – Amsterdam, ARCH01165

Fonds public

Fonds du Rassemblement Universel pour la Paix

- Les origines du RUP (mai 1923- mai 1938).
19. Documents concernant la prise de position d'Amsterdam-Pleyel, les projets d'un rassemblement des forces de paix et d'un fonds mondial de la paix (octobre 1935-janvier 1936).
- Centre parisien pour le RUP (décembre 1935-Avril 1936).
21. Brochure *Rassemblement Universel pour la Paix*, éditée par le Centre parisien (1935).
22. Brochure *le monde entier pour la Paix* (1935).
23. Brochure *les peuples répondent : OUI !* (1936).
24. Coupures concernant le Centre parisien (1935-1936).
25. Liste des adhésions (Fin mars 1936).
- Comité international, le conseil général et le comité exécutif (mars-juillet 1936).
28. Dossier sur les séances du Conseil général et du Comité Exécutif, Paris (12-13 juin 1936).
- Préparation du Congrès international (décembre 1935-septembre 1936).
34. La paix est en danger ! Un appel à Genève, Paris (mai-juillet 1936).
41. Brochure *Une idée fait son chemin* (juillet 1936).
46. Agence télégraphique du RUP, éditions française, Paris (juillet-août 1936).
- Congrès international de Bruxelles, (3-6 septembre 1936).
57. Liste des délégués et comités nationaux et des organisations nationales et internationales adhérentes et observatrices (1936).
59. Programme des travaux. Brochures imprimées (1936).
66-69. Dossiers sur les séances plénières.
75. Documents concernant la Commission des lettres, des sciences et arts et ses sous-commissions (1936).
87. Documents concernant la Commission des organisations des femmes (Gabrielle Duchêne, 1936).
101. Résolutions et apports du Congrès Universel pour la Paix (3-6 septembre 1936).
104. Le RUP et son action dans le monde. ATRUP, publié par le secrétariat international, Bruxelles (1936).

- RUP international après le congrès international (mai 1936-juin 1940).
 - 127-131 Agence télégraphique du RUP/ ATRUP éditions française et anglaise.
 - 127. Agence télégraphique RUP/ATRUP, édition française.
 - 128. Agence télégraphique du RUP, édition anglaise (février – juillet 1937).
 - 129. Agence télégraphique du RUP, édition anglaise (janvier-mai, novembre, décembre 1939).
 - 130. Agence télégraphique du RUP, édition anglaise (janvier-août 1939).
 - 132. Coupures de presses françaises et britanniques (septembre 1938- août 1939).
 - 133. Articles concernant le RUP (janvier 1937-juillet 1937).
 - 136-140. Dossier sur le Pavillon de la Paix à l'Exposition Internationale, Paris (mai 1936-juin 1940).
 - 141. « Les forces religieuses » et les « plébiscites nationaux » (1937).
 - 142-143. Dossiers sur l'action en faveur de l'Espagne républicaine (1937-1939).
 - 145. Dossier sur les actions auprès du Président du Conseil de la Société des Nations (26 mai 1937), et à propos de la XVIIIe Assemblée de la Société des Nations 16 septembre 1937).
 - 147-159. Dossiers sur les relations avec des organisations internationales.
 - 149. Comité mondial contre la guerre et le fascisme (mai-juin 1938).
 - 157. Comité International des Femmes contre la guerre et le fascisme (mars 1937-juin 1938).
 - 159. Union Internationale des Associations pour la Société des Nations, Genève (septembre 1936-mars 1937).
 - 161-180. Documents concernant la campagne pour l'aide à la Chine et le boycott du Japon (juillet 1936-août 1939).
 - 161. Documents et coupures concernant le conflit sino-japonais (août 1937-août 1939).
 - 162. Dossier sur la conférence mondiale d'aide à la Chine et le boycott du Japon, Londres, 12-13 février 1938.
 - 163. Documents pour la Conférence.
 - 164. « Sauver la Chine c'est sauver la Paix, memorandum pour le boycott », édité par le secrétariat international, Genève (février 1938).
 - 168. Résolutions de la Conférence (septembre 1938).
 - 169-170 Coupures de presse à propos de la Conférence (février-mars 1938).
 - 174. Dossier sur Pierre Scize, envoyé spécial du RUP en Chine (juillet-février 1938).
 - 176. dossier sur l'appel du maire de Canton contre les bombardements japonais (juin-octobre 1938).
 - 178-180. *Service Extrême-Orient* (avril-juin 1938).
 - 188-191. Dossier sur la Conférence universelle contre le bombardement des villes ouvertes et d'action pour la Paix, Paris, 23-34 juillet 1938, Maison de la Mutualité.
 - 188. Dossier concernant la préparation de la Conférence (juin-juillet 1938).
 - 189. Programme et résolutions.
 - 190. Documents sur le film « villes martyres ».
 - 191. Brochure *au secours des victimes de l'agression. Débats de la Conférence Universelle*. Editée par le RUP, Genève.
- Le RUP dans les pays individuels (janvier 1936-janvier 1939)
 - 221-228. Le RUP en Chine.
- Sources et études (1940-1995)
 - 399. Brochure *Révélation sur les origines de la guerre*, anonyme, publiée par les Edition du Réveil, Paris (1941).

400. Dossier du Bulletin de l'Association d'Études et d'Informations Politiques. Internationales sur Louis Dolivet (1941-1987).
401. Brochure *Le bolchévisme et la ploutocratie anti-juive* par Paul Chack, publiée par les Nouvelles Etudes Françaises, Paris (1942).
402. Extraits de l'ouvrage de Pierre Cot *Le procès de la République* (1944).
407. Données biographiques de militants français provenant du Dictionnaire du Mouvement Ouvrier.
410. Dossier sur Gabrielle Duchêne (1954-1986).
416. passages sur le RUP français et international dans les livres de Georges Lefranc, Antoine Prost, Jean Lacontore et Pascal Ory dans *Relations internationales*, n° 53, 1988.
425. Extraits de la thèse d'Yves Santamaria, *Le Parti Communiste français dans la lutte pour la Paix (1932-1936)* publié en 1991.
426. Articles sur Willi Münzberg parus dans le colloque *Willy Münzberg, un homme contre*. Aix en Provence, 1993.

IV. Fonds de particuliers

1) Fonds appartenant à Jean-Louis Bussière

« Pour moi tout commence », article de Pierre FAUCON, 17 avril 1954, journal inconnu.

Correspondance d'André d'Hormon, de Jean-Augustin Bussière et de sa fille Suzanne (1937-1965).

Correspondance d'Alexandra David-Neel (1937-1940).

2) Fonds appartenant à Paul-Éric Langevin⁷

Lettre de Paul Langevin à Ouang Te Tchao, 7 juillet 1945.

Sources imprimées

Nous présentons ici les journaux consultés *in extenso* sur une période donnée. Les autres proviennent d'une sélection fournie par Retronews.fr.

I. Presse générale

Le Petit Parisien (1926 ; 1932).

1) Journaux orientés à gauche

Clarté (Août 1936-juin 1939).

Commune (1934-1935).

Esprit (1947 ; 1949 ; 1956).

L'Humanité (1911 ; 1912 ; 1915 ; 1927 ; 1937 ; 1945).

⁷ Cette lettre a été retransmise à Paul-Éric Langevin par un descendant de Ouang Te Tchao. Il me l'a fait parvenir. Le reste des archives détenues par le petit-fils de Paul Langevin n'était malheureusement pas accessible.

Le Monde (janvier à octobre 1949).

Les Temps modernes (1947-1951).

Les Lettres françaises (octobre 1949-décembre 1950).

Organe des combattants de la Paix et de la Liberté (1950)⁸.

2) Journaux orientés à droite

L'Action française (1911-1945)

Aspects de la France (suite de *L'Action française* : (1947)

Le Figaro (1912 ; 1915 ; 1932 ; 1948-1950).

L'Intransigeant (1935).

Le Temps (1911 ; 1912 ; 1916 ; 1924 ; 1927 ; 1931 ; 1932).

II. Presse consacrée à l'Asie et à l'influence française

1) Presse de tendance conservatrice

Revue de l'Asie française (1912-1940) : BULAC, Paris ; Bibliothèque universitaire de l'Institut d'Études politiques, Paris.

2) Presse (orientée à gauche) anti-colonialiste

Journal des peuples opprimés (octobre 1934) – La Contemporaine, Nanterre.

Bulletin de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme n° 1 (1927) – La Contemporaine, Nanterre.

Bulletin de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme numéro spécial (1927) – La Contemporaine, Nanterre.

3) Revues universitaires et culturelles

Annales franco-chinoises – revue de l'institut franco-chinois de Lyon (n° 1 Mars 1927-n° 30 2^e trimestre 1934) – Bibliothèque municipale de Lyon, fonds chinois.

Annales des missions étrangères de Paris (1912-1943) [en ligne sur <https://www.irfa.paris/fr/annales>].

Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient (1911-1935) [en ligne sur persée].

Bulletin de l'Association amicale sino-française (1912-1949) - Bibliothèque nationale de France.

Bulletin de l'Association amicale sino-française de Shanghai (n° 1 Novembre 1933 à n° 12 décembre 1938) – Bibliothèque municipale de Lyon, fonds chinois.

Revue France-Japon (1934-1940⁹) – Bibliothèque nationale de France.

⁸ Organe pacifiste, sans rapport avec le mouvement anticomuniste Paix et Liberté qui naît en 1951.

⁹ Le tome consacré à l'année 1939-1940 n'était pas en état d'être consulté.

III. Presse consacrée exclusivement à la Chine

1) Périodique publié en France

Chine – bulletin puis périodique de l'Association des amis du peuple chinois (1935-1936 ; 1937 ; avril 1938-1939) : La contemporaine, Bibliothèque municipale de Lyon, fonds chinois ; Musée du Quai Branly.

2) Journaux français publiés en Chine

France Quand Même (1940-1941) : BnF.

La Politique de Pékin – Alphonse Monestier (dir) : (1927 ; 1931 ; 1933 ; 1937) : Bibliothèque municipale de Lyon, fonds chinois.

Le journal de Shanghai (1931 ; 1932) [en ligne].

IV. Ouvrages et articles à caractère de sources

Nous avons ici indiqué tous les ouvrages et articles contemporains de notre période. Les mémoires de certains intellectuels ne s'y trouvent pas car nous considérons que ces écrits ont été remaniés *a posteriori*. On trouvera donc également dans cette rubrique plusieurs articles en hommage à des personnalités disparues écrits au lendemain de leur mort.

1) Ouvrages

BALET, Jean-Cyprien. *Que veut le Japon, que veut la Chine ?* Paris. Éditions du Temps présent, Fayard. Paris, 1924. 358 p.

BRIEUX, Jean-Jacques. *La Chine, du nationalisme au communisme*. Paris. Seuil, 1950. 445 p.

DUBARBIER, Georges. *La Chine contemporaine politique et économique*, Paris. P. Geuthner, 1926. 373 p.

ESCARRA, Jean. *La Chine : passé et présent*. Paris. Armand Colin, 1949 (pour la présente édition). 224 p.

ESCARRA, Jean. *Le droit chinois*. Paris. Éditions Henri Vetch, 1936. 466 p.

FARJENEL, Fernand. *À travers la Révolution chinoise*. Paris. Plon, 1914.
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54159019>. 458 p.

FARRÈRE, Claude. *Le grand drame de l'Asie*. Paris. Flammarion, 1938. 197 p.

FONTENOY, Jean. *Shanghai secret*. Paris. Grasset, 1938. 82 p.

LALOY, Louis. *Miroir de la Chine, présages, images, mirages*. Paris, Desclées, 1933. 340 p.

LE FÈVRE, Georges. *La Croisière jaune : Expédition Citroën Centre-Asie*. Paris. L'Asiathèque, 1933. (1990 pour la présente édition). 487 p.

LONDRES, Albert. *La Chine en folie*. Paris, Albin Michel. Consulté le 12 octobre 2019.
https://fr.wikisource.org/wiki/La_Chine_en_folie. 185 p.

- MAILLART, Ella. *Envoyée spéciale en Mandchourie*. Genève, Éditions Zoé, 2005 (pour la présente édition). <https://lire.amazon.fr/?asin=B00CGS7YTE>. 176 p.
- MALRAUX, André. *La Condition humaine*. Paris. Gallimard, 1946. 284 p.
- MAYBON, Albert. *La République chinoise*. Paris. Armand Colin, 1914. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5609202r.texteImage>. 305 p.
- MAO, Tse-Toung. *La démocratie nouvelle*, 1940. Édition conforme à l'édition de 1952. 27 p. http://marxisme.fr/download/Mao_Tsetoung_La_democratie_nouvelle.pdf.
- POUVOURVILLE, Albert de. *Griffes rouges sur l'Asie*. Paris. Baudinière, 1933. 256 p.
- RODES, Jean. *À travers la Chine actuelle*. Paris. Fasquelles, 1932. 194 p.
- ROTTACH, Edmond. *La Chine en révolution*. Paris. Perrin et Cie, 1914. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54106239.texteImage>. 269 p.
- SARTRE, Jean-Paul. *Qu'est-ce que la littérature ?* Paris. Gallimard. Folio Essai, 1948.
- SEGALEN, Victor, et MANCERON, Henry. *Trahison fidèle - correspondance 1907-1918*. Paris. Seuil, 1978. 260 p.
- SEGALEN, Victor, *Œuvres complètes*, t. 2, « Cycle chinois » Paris. Robert Lafont, 1995. 1100 p.
- SEGALEN, Victor. *Correspondance II. 1912-1919*. Paris. Fayard, 2004. 1270 p.
- TILLARD, Paul. *Le montreur de marionnettes*, Paris. René Julliard, 1956. 342 p.
- Les Vingt et une demandes et les traités et accords du 25 mai 1915 entre la Chine et le Japon. Textes et documents*, 1931. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k56993319>.

2) Articles

- ALLIX, André. « Hung Fu, La géographie du thé ». *Géocarrefour* 9, n° 3 (1933), pp. 283-86. https://www.persee.fr/doc/geoca_1164-6268_1933_num_9_3_5601.
- ESCARRA, Jean. « La résistance chinoise vue Han-K'ou (31 Mai 1938) ». *Politique étrangère* 3, n° 4 (1938), pp. 360-69. <https://www.jstor.org/stable/42668920>.
- GASPARDONE, Émile. « Nécrologie – Arnold Vissière », *BEFEO*, N° 30, 1930, p. 650.
- GROSBOIS, Charles. « La Chine en nouvelle démocratie ». *Politique étrangère* 17, n° 2 (1952), pp. 29-48. <https://doi.org/10.3406/polit.1952.6245>.
- GUILLAIN, Robert. « Problèmes de la Chine communiste ». *Politique étrangère* 15, n° 1 (1950), pp. 37-44. <https://doi.org/10.3406/polit.1950.2772>.
- FINOT, Louis. « Nécrologie de Charles B. Maybon », *BEFEO*, 1926.
- HAMBIS, Louis. « Le Centre d'études sinologiques de Pékin, ses rapports avec les grandes institutions scientifiques chinoises ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 95, n° 1 (1951), pp. 14-23. <https://doi.org/10.3406/crai.1951.9681>.
- HULSEWÉ, A.F, VAN DER VALK. M.H. “Jean Escarra (1885-1955)”, *T'oung Pao*, Vol 44. Livre 1/3 (1956) pp. 304-310.
- KAYSER, Bernard. « L'évolution économique du Japon », *L'Information Géographique* 12, n° 5 (1948), pp. 169-74, <https://doi.org/10.3406/ingeo.1948.5396>.

LANDSBERG, Paul-Louis. « Réflexions sur l'engagement personnel », *Esprit*, novembre 1937, pp. 1-19.

MAO Zedong. « De la dictature démocratique populaire » – 1949 - Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste [Belgique] ». Consulté le 20 janvier 2021. <http://www.centremlm.be/Mao-Zedong-De-la-dictature-democratique-populaire-%E2%88%92-1949>.

ORCHARD, John. « Le programme de l'ECA pour le développement des territoires d'outre-mer ». *Politique étrangère* 15, n° 2 (1950), pp. 153-64. <https://doi.org/10.3406/polit.1950.5752>.

PROUST, Pierre, « Le prix du kilogramme de pain à Paris de 1880 à 1936 ». *Journal de la Société statistique de Paris*, t. 78. (1937), pp. 105-108. http://www.numdam.org/article/JSFS_1937_78_105_0.pdf

PIERRE, André. « L'URSS et le parti communiste de Chine ». *Politique étrangère* 2, n° 3 (1937), pp. 251-62. <https://doi.org/10.3406/polit.1937.5598>.

RUELLAN, Francis. « L'économie japonaise ». *L'Information Géographique* 1, n° 6 (1936), pp. 245-55. <https://doi.org/10.3406/ingeo.1936.4805>.

L., R. « Joseph Hackin (1887-1941) ». *Revue Archéologique* 23 (1945), pp. 126-28. <https://www.jstor.org/stable/41751526>.

LODS, Adolphe François Paul. « Éloge funèbre de M. Joseph Hackin, correspondant de l'Académie ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 88, n° 3 (1944), pp. 406-12. https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_1944_num_88_3_77790.

MERLIN, Alfred. « Notice sur la vie et les travaux de M. Henri Maspero, membre de l'Académie ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 95, n° 4 (1951): 416-26. <https://doi.org/10.3406/crai.1951.9830>.

RENARD, Georges. « Alphonse Aulard ». *Revue d'Histoire du XIX^e siècle - 1848* 25, n° 126 (1928), pp. 129-31. https://www.persee.fr/doc/r1848_1155-8806_1928_num_25_126_1126.

RENOU, Louis. « Notice sur la vie et les travaux de M. Paul Pelliot, membre de l'Académie ». *Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* 94, n° 2 (1950), pp. 130-44. https://www.persee.fr/doc/crai_0065-0536_1950_num_94_2_78515.

« André Duboscq est mort ». *Le Monde.fr*, 20 décembre 1949. https://www.lemonde.fr/archives/article/1949/12/20/andre-duboscq-est-mort_1930522_1819218.html

Source orale

Nous avons choisi de ne pas rechercher outre-mesure les descendants des intellectuels ayant vécu en Chine, afin de ne pas interférer avec les recherches déjà menées par Christina Leang dans *Embarquement pour la Chine, Histoire et destinées françaises dans l'Empire du Milieu*, Paris, Éditions Pacifica, 2013.

Jean-Louis Bussière, fils du médecin Jean-Augustin Bussière fait exception au vu de la position centrale de son père au sein des milieux intellectuels français et chinois en Chine durant toute la durée de la période républicaine.

Film et recueils de photographies

1) Films

IVENS, Joris. *Les 400 millions*, 1938, 0h53.

SAUVAGE, André, POIRIER, Léon, *La Croisière jaune*, 1934, 17 min 23. Sur <https://www.youtube.com/watch?v=N95WoV2hudA>.

2) Recueils de photographies à caractère de sources

Ces recueils, bien que publiés postérieurement à la période étudiée, contiennent des photographies et des témoignages issus de l'époque républicaine, sans modification ultérieure. Nous les considérons donc comme des sources. Les catalogues d'exposition apparaîtront quant à eux dans la bibliographie.

CARTIER-BRESSON, Henri. *L'autre Chine*. Centre national de la photographie, Montreuil. 1989. 94 p.

SABATÈS, Fabien. *Croisières héroïques Citroën - Afrique-Asie (1924-1932)*. Éric Baschet Edition, Les Grands Reportages de l'Histoire. 1984. 288 p.

BIBLIOGRAPHIE

Instrument de travail et perspectives historiographiques

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier et du Mouvement social – Maitron, en ligne, <https://maitron.fr/>

JOLLY, Jean (dir). *Dictionnaire des parlementaires français*. Presses Universitaires de France. Vol. t. I-VIII. Paris. Presses Universitaires de France, 1972.

JULLIARD, Jacques, et Michel WINOCK (dir). *Dictionnaire des intellectuels français*. Paris. Seuil, 2002. 1258 p.

POUILLON, François. *Dictionnaire des orientalistes*. Paris. IISM, Kartala, 2010.

Histoire transnationale

IRIYE, Akira. « Réflexions sur l'histoire globale et transnationale ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 121 (1 avril 2013), pp. 89-106. <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/chrhc/3174>.

MATARD-BONUCCI, Marie-Anne DULPHY, Anne et ORY, Pascal (dir). *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle - De la diplomatie culturelle à l'acculturation*. Bruxelles. Peter Lang, 2010. 693 p.

MAUREL, Chloé. « Introduction : Pourquoi l'histoire globale ? » *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 121 (1 avril 2013), pp. 13-19. <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/chrhc/3146>.

MINARD, Philippe. « Globale, connectée ou transnationale : les échelles de l'histoire ». *Esprit*, n° 400 (12) (2013), pp. 20-32. <https://www.jstor.org/stable/24277465>.

SINGARAVÉLOU, Pierre. *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956)*. Paris. L'Harmattan, 2014. 383 p.

SINGARAVÉLOU, Pierre. *Tianjin cosmopolis : une autre histoire de la mondialisation*. L'univers historique. Paris. Éditions du Seuil, 2017. 372 p.

TOURNÈS, Ludovic. *Sciences de l'homme et politique - Les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*. Paris. Classique Garnier, 2011. 404 p.

Ouvrages et articles

I. Histoire politique et culturelle de la France

1) Histoire politique

ANIZAN, Anne-Laure. *Paul Painlevé : science et politique de la Belle époque aux années trente*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, 2012. 421 p.

BECKER, Jean-Jacques, CANDAR, Gilles, *Histoire des gauches en France*. Vol. 2 : *XX^e siècle : à l'épreuve de l'histoire*. Paris. La Découverte, 2005. 784 p. <https://www.cairn.info/histoire-des-gauches-en-france--9782707147370-page-474.htm>.

SIRINELLI, Jean-François (dir), *Histoire des droites en France*. Vol. 1 « *Politique* ». Paris. Gallimard, 2006, 794 p.

SIRINELLI, Jean-François (dir). *Histoire des droites en France*. Vol. 2 « *Cultures* ». Paris. Gallimard, 2006. 771 p.

SIRINELLI, Jean-François (dir), *Histoire des droites en France*. Vol. 3 « *Sensibilités* ». Paris. Gallimard, 2006. 956 p.

2) Histoire culturelle

ALBERT, Pierre. « Fondation du Quotidien *Le Temps*. » En ligne sur <https://francearchives.fr/commemo/recueil-2011/39844> consulté le 16 avril 2020.

ANDURAIN (d'), Julie. « Le "Parti colonial" à travers ses revues. Une culture de propagande ? ». *Clio@thémis, revue électronique d'histoire du droit*. N° 12, 2017.

BELLANGER, Claude, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL, et Ferdinand TERROU. *Histoire générale de la presse française t. 3 : de 1871 à 1940*. Presses Universitaires de France. Paris, 1972. 687 p.

CHERMETTE, Myriam. « Le succès par l'image ? Heurs et malheurs des politiques éditoriales de la presse quotidienne (1920-1940) ». *Études photographiques*, n° 20 (1 juin 2007), pp. 84-99. <http://journals.openedition.org/etudesphotographiques/922>.

DELPORTE, Christian. *Histoire de la presse en France (XIX^e-XX^e siècle)*. Paris. Armand Colin, 2016. 350 p.

DOUKI, Caroline, et MINARD, Philippe. « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? » *Revue d'histoire moderne contemporaine* n° 54-4bis, n° 5 (12 décembre 2007), pp. 7-21. <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2007-5-page-7.htm>.

FREDERIX, Pierre. *Un siècle de chasse aux nouvelles - De l'agence d'information Havas à l'Agence France-Presse (1855-1957)*. Paris. Flammarion, 1959. 444 p.

FRENCH, Paul. *Through the Looking Glass: China's Foreign Journalists from Opium Wars to Mao*. Hong Kong. Hong Kong University Press, 2009. 329 p.

GERVEREAU, Laurent. « La guerre n'est pas faite pour les images ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 80, n° 4 (2003), pp. 83-88. <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2003-4-page-83.htm>.

WINOCK, Michel. « *Esprit* » : *des intellectuels dans la cité (1930-1950)*. Paris. Seuil. Points Histoire, 1996. 499 p.

3) Les intellectuels français

Définitions de l'intellectuel, engagements et enjeux

BATY-DELANDE, Hélène. « De "l'engagement" chez les écrivains avant Sartre : essai de généalogie lexicale ». *Les Temps Modernes* n° 635-636, n° 1 (2006), pp. 207-48.

<https://www.cairn.info/revue-les-temps-modernes-2006-1-page-207.htm>.

CHARLE, Christophe. « Les figures de l'intellectuel en France et en Europe depuis la fin du XIX^e siècle », séminaire à l'ENS Ulm, 20 octobre 2015,

https://www.academia.edu/16937755/figures_de_lintellectuel_en_France_et_en_Europe_fin_XIXe_Xe_si%C3%A8cle

CHARLE, Christophe. « Transformations universitaires et évolutions de la vie intellectuelle en France depuis les années 1880 jusqu'aux années 1960 », Tokyo, maison Franco-japonaise, 28 février 2017.

CHARLE, Christophe. « Intellectuels et mémoire historique ». Consulté le 7 octobre 2019.

https://www.academia.edu/5120941/intellectuels_et_m%C3%A9moire_historique.

CHARLE, Christophe, JEANPIERRE, Laurent (dir). *La vie intellectuelle en France de 1914 à nos jours*, t. 2. Paris. Seuil, 2016. 924 p.

CHARPENTIER, Pierre-Frédéric. *La drôle de guerre des intellectuels français : 1939-1940*. Panazol. Lavauzelle, 2008. 426 p.

CHARPENTIER, Pierre-Frédéric. *Les intellectuels français et la guerre d'Espagne, une guerre par procuration (1936-1939)*. Paris. Éditions du félin, 2019. 702 p.

CHAUBET, François. *Histoire intellectuelle de l'entre-deux guerres - cultures et politiques*. Paris. Éditions nouveaux mondes, 2006. 380 p.

CLAVIEN, Alain. « Les intellectuels collaborateurs exilés en Suisse ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 67, n° 1 (2002), pp. 84-89. <https://doi.org/10.3406/mat.2002.402395>.

DOSSE, François. *La saga des intellectuels français*. La suite des temps. Paris. Gallimard, 2018. 620 p.

DUCLERT, Vincent. « L'engagement scientifique et l'intellectuel démocratique. Le sens de l'affaire Dreyfus ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 12, n° 48 (1999), pp. 71-94.

<https://doi.org/10.3406/polix.1999.1808>.

EDELMANN, Claude. « Un industriel subventionne le "décloisonnement" des esprits », *Lecture pour tous* n° 72, décembre 1959.

ÉLIAS, Norbert. *Engagement et distanciation : contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris. Fayard, 1993. 272 p.

HEINICH, Nathalie, « Pour une neutralité engagée », *Question de communication*, n° 2 (1^{er} décembre 2002), pp. 117-127. <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7084>

HEINICH, Nathalie. « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels ». *Questions de communication*, n° 5 (1 juillet 2004), pp. 149-60.

<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7106>.

KARSENTI, Bruno. « Une autre approche de la nation : Marcel Mauss ». *Revue du MAUSS* n° 36, n° 2 (2010), pp. 283-94. <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2010-2-page-283.htm>.

- MANSUY, Roger, et MAZLIAK, Laurent. *L'analyse graphologique controversée d'Alphonse Bertillon dans l'affaire Dreyfus. Aux origines de la police scientifique*. Éditions Karthala, 2011. <https://www.cairn.info/aux-origines-de-la-police-scientifique--9782811105501-page-354.htm>.
- MARIOT, Nicolas. *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*. L'univers historique. Paris. Seuil, 2013. 487 p.
- MATONTI, Frédérique, et SAPIRO, Gisèle. « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives ». *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 176-177, n° 1 (18 mars 2009), pp. 4-7. <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-4.htm>.
- MICHEL, Johann. « Le libéralisme politique de Paul Ricœur à l'épreuve des totalitarismes ». *Cités* n° 33, n° 1 (9 avril 2008), pp. 17-30. <https://www.cairn.info/revue-cites-2008-1-page-17.htm>.
- MONTIER, Jean-Pierre. « Henri Cartier-Bresson, figure de l'"intellectuel" ? » *Études photographiques*, n° 25 (5 mai 2010), pp. 146-79. <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/etudesphotographiques/3042>.
- ORY, Pascal, et SIRINELLI, Jean-François. *Les intellectuels en France : de l'affaire Dreyfus à nos jours*. 3e éd. Paris. Armand Colin, 2002. 282 p.
- PASSARD, Cédric. « Intellectuel ». *Publictionnaire*. Consulté le 21 février 2021. <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/intellectuel/>.
- PROCHASSON, Christophe. « Jalons pour une histoire du "non-engagement" ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 60, n° 1 (1998), pp. 102-11. <https://doi.org/10.3406/xxs.1998.2761>.
- RÉMOND, René. « Les intellectuels et la politique ». *Revue française de science politique* 9, n° 4 (1959), pp. 860-80. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1959.403029>.
- SAPIRO, Gisèle. *Les écrivains et la politique en France de l'Affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*. Paris. Seuil, 2018. 398 p.
- SIRINELLI, Jean-François. *Intellectuels et passions françaises, manifestes et pétitions au XX^e siècle*. Paris. Fayard, 1990. 365 p.
- THÉRENTY, Marie-Ève. *Femmes de presse, femmes de lettres - De Delphine de Girardin à Florence Aubenas*. Paris. CNRS éditions, 2019. 394 p.

Éléments biographiques

- **Ouvrages**

- ASSOULINE, Pierre. *Albert Londres, vie et mort d'un grand reporter, 1884-1932*. Paris. Gallimard, 1990. 632 p.
- ASSOULINE, Pierre. *Henri Cartier-Bresson : l'œil du siècle*. Paris. Gallimard, 2009. 439 p.
- BARRÉ, Jean-Luc. *Philippe Berthelot, le seigneur chat (1866-1934)*. Paris. Plon, 1988. 422 p.
- BONA, Dominique. *Clara Malraux*. Paris. Grasset, 2009. 470 p.
- BOUILLER, Henri. *Victor Segalen*. Paris. Mercure de France, 1961. 414 p.
- BRUNET, Jean-Paul. *Jacques Doriot*. Paris, Balland. 1986. 562 p.

CUENOT, Claude. *Pierre Teilhard de Chardin - Les grandes étapes de son évolution*. Paris. Plon, 1958. 489 p.

DÉSIRÉ-MARCHAND, Joëlle. *Alexandra David-Néel, vie et voyages*. Paris. J'ai lu, 2011. 515 p.

FONTANON, Claudine, et FRANK Robert, (dir). *Paul Painlevé (1863-1933), un savant en politique*. Rennes. Presses Universitaires de Rennes, 2005. 147 p.

ROLLAND, Romain. « L'Indépendance de l'esprit : Correspondance de Romain Rolland à Jean Guéhenno (1919-1944). » *Cahiers Romain Rolland*. Albin Michel, 2013. 206 p.

SIMON-NAHUM, Perrine. *André Malraux, l'engagement politique au XX^e siècle*. Paris. Armand Colin, 2010. 240 p.

VAN GRASDORFF, Gilles. *Alexandra David-Néel*. Paris. Pygmalion, 2011. 444 p.

VILGIER, Philippe. *Jean Fontenoy, aventurier, journaliste, écrivain*. Versailles. Via Romana, 2012. 364 p.

- Articles

« Claude Morgan est mort ». *Le Monde.fr*, 14 novembre 1980.

https://www.lemonde.fr/archives/article/1980/11/14/claude-morgan-est-mort_2824875_1819218.html.

« Jacques Sallebert ». *Le Monde.fr*, 30 novembre 2000.

https://www.lemonde.fr/archives/article/2000/11/30/jacques-sallebert_3628333_1819218.html.

« L'écrivain Paul Tillard est mort ». *Le Monde.fr*, 30 juillet 1966.

https://www.lemonde.fr/archives/article/1966/07/30/l-ecrivain-paul-tillard-est-mort_2691944_1819218.html.

« M. Marcel Prenant est mort », *Le Monde*, 20 juillet 1983,

https://www.lemonde.fr/archives/article/1983/07/20/m-marcel-prenant-est-mort_2836968_1819218.html consulté le 30 juillet 2020.

« Maurice Ferro, ancien journaliste au « Monde » et à l'ORTF ». *Le Monde.fr*, 4 septembre 2000.

https://www.lemonde.fr/archives/article/2000/09/04/maurice-ferro-ancien-journaliste-au-monde-et-a-l-ortf_91111_1819218.html.

« CTHS - GROSBOIS Charles Louis Jean », consulté le 4 octobre 2020,

<https://cths.fr/an/savant.php?id=104652#>.

BARREAU, Jean-Michel. « Abel Bonnard, ministre de l'Éducation nationale sous Vichy, ou l'éducation impossible ». *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine* 43, n° 3 (1996), pp. 464-78. <https://doi.org/10.3406/rhmc.1996.1829>.

BASTIN, Julia. « Edmond Faral (1882-1958) ». *Revue belge de Philologie et d'Histoire* 36, n° 2 (1958), pp. 739-42. https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_1958_num_36_2_5384.

BERGÈRE, Marie-Claire. « Robert Ruhlmann (1920-1984) ». *Études chinoises. 漢學研究* 3, n° 1 (1984), pp. 114-15. https://www.persee.fr/doc/etchi_0755-5857_1984_num_3_1_1014.

BOUCHEZ, Daniel. « Un défricheur méconnu des études extrême-orientales : Maurice Courant (1865-1935) ». *Journal asiatique*, 1983, pp. 43-150.

- CHAPELAIN, Brigitte. « Marceline Loridan-Ivens (1928-2018) ». *Hermès, La Revue* n° 83, n° 1 (29 mai 2019), pp. 267-76. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2019-1-page-267.htm>.
- CORDEY, Jean. « Pierre Bernus (1881-1951) ». *Bibliothèque de l'École des chartes* 110, n° 1 (1952), pp. 317-18. https://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1952_num_110_1_460271.
- DENIZET, Jean. « Pierre Deloncle (1886-1955) ». *Bibliothèque de l'École des chartes* 114, n° 1 (1956), pp. 333-34. https://www.persee.fr/doc/bec_0373-6237_1956_num_114_1_460242.
- DRÈGE, Jean-Pierre. « Paul Pelliot, de l'histoire à la légende ». *La lettre du Collège de France*, n° 25 (1 mars 2009), pp. 30-31. <http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/lettre-cdf/532>.
- DUPUY, P., et GALLOIS. « Fernand Maurette (1879-1937) ». *Annales de géographie* 47, n° 266 (1938), pp. 199-202. https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1938_num_47_266_11843.
- EL GAMMAL, Jean. « Léon Daudet critique : histoire, littérature, politique ». In : LEYMARIE, Michel, DARD, Olivier et GUÉRIN Jeanyves. *L'Action française. Culture, société, politique*. Volume IV. *Maurassisme et littérature*. Villeneuve d'Ascq. Presses universitaires du Septentrion. 2012, pp. 55-69.
- HAMERY, Roxane. « Jean Painlevé et la promotion du cinéma scientifique en France dans les années trente ». 1895. *Mille huit cent quatre-vingt-quinze. Revue de l'association française de recherche sur l'histoire du cinéma*, n° 47 (1 décembre 2005), pp. 78-95. <https://doi.org/10.4000/1895.328>.
- FOURNIER, Marcel, et MARCEL, Jean-Christophe. « Présentation : Avec Mauss, et au-delà de Mauss1 ». *Sociologie et sociétés* 36, n° 2 (2004), pp. 5-14. <https://doi.org/10.7202/011043ar>.
- GIBERT, André. « André Allix », *Géocarrefour* 41, n° 2 (1966), pp. 95-98, https://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1966_num_41_2_2594.
- GOUDINEAU, Yves. « Marcel Granet (1884-1940), un ethnographe de la Chine ancienne ». *Préfaces*, n° 7 (mai 1988).
- GUILLERME, Jacques. « Jacques Reclus (1894-1984) ». *Études chinoises. 漢學研究* 3, n° 1 (1984), pp. 113-14. https://www.persee.fr/doc/etchi_0755-5857_1984_num_3_1_1013.
- JAECK, Claude. « Français libre de Shanghai : Roderick Egal, gaulliste de la première heure et incorruptible », *Le Souvenir Français de Chine* (blog), consulté le 27 août 2020, <http://www.souvenir-francais-asie.com/2010/06/24/roderick-egal-gaulliste-de-la-premiere-heure-et-incorruptible/>.
- JOLY, Laurent. « D'une guerre l'autre. L'Action française et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) ». *Revue d'histoire moderne contemporaine* n° 59-4, n° 4 (2012), pp. 97-124. <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2012-4-page-97.htm>.
- KRUMEICH, Gerd. « Marcel Sembat : socialiste et intellectuel ». *Cahiers Jaurès* N° 185, n° 3 (2007), pp. 13-26. <https://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2007-3-page-13.htm>.
- MAILLARD, Monique. « Louis Hambis (1906-1978) ». *Arts Asiatiques* 37, n° 1 (1982), pp. 53-53. https://www.persee.fr/doc/arasi_0004-3958_1982_num_37_1_1157.
- MAZAURIC, Claude. « Les chaussées sont désertes, plus de passants sur les chemins » (Esaïe 33.8), *Annales historiques de la Révolution Française*, 353, 2008, pp. 169-207. [À propos de Francis Borrey].
- MIÈVRE, Jacques. « L'évolution politique d'Abel Bonnard (jusqu'au printemps 1942) ». *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 27, n° 108 (1977), pp. 1-26. <https://www.jstor.org/stable/25728877>.

MILLET, Pierre. « Henri Bonnet (1888-1978) Ambassadeur de France », *La Revue des deux mondes*, novembre 2016, en ligne sur <https://www.revueledesdeuxmondes.fr/wp-content/uploads/2016/11/075934f2fd465e7b6005296def60d926.pdf>, consulté le 11 octobre 2020.

PORÉE-MASPERO, Éveline. « Nécrologie de Georges Maspero (1872-1942) », *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient*, 1943, pp. 155-161.

RÉMOND, René. « Burrin Philippe, La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 14, n° 1 (1987), pp. 119-20. https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1987_num_14_1_1874_t1_0119_0000_2.

ROUQUIER, Annie. « Anne Renoult, Andrée Viollis, Une femme journaliste. Presses de l'université d'Angers, 2004, Collection Mnémosyne - Prix 2003, 205 pages ». *Genre & Histoire*, n° 2 (3 juin 2008). <http://journals.openedition.org/genrehistoire/302>.

SCHIPPER, Kristofer. « Maxime Kaltenmark (1910-2002) ». *Annuaire de l'École pratique des hautes études* 114, n° 110 (2001), pp. 21-23. <https://doi.org/10.3406/ephe.2001.11884>.

SIMONIAN-GINESTE, Hélène. « Jean Escarra (1885-1955) : un juriste français en Chine républicaine ». In : *Variations juridiques sur le thème du voyage*, édité par Lycette Condé, pp. 137-54. Actes de colloques de l'IFR. Toulouse. Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2018. <http://books.openedition.org/putc/858>.

WALLON, Henri. « La vie et l'œuvre de Georges Dumas ». *Enfance* 21, n° 1 (1968), pp. 119-41. <https://doi.org/10.3406/enfan.1968.2453>.

La gauche intellectuelle française et ses combats

« Willi Münzenberg, la Ligue contre l'Impérialisme et le Comintern : entretien avec Fredrik Petersson – Période ». Consulté le 24 mai 2018. <http://revueperiode.net/willi-munzenberg-la-ligue-contre-limperialisme-et-le-comintern-entretien-avec-fredrik-petersson/>.

BIRN, DONALD S. « Konni Zilliacus ». *Peace Research* 16, n° 3 (1984), pp. 28-38. <https://www.jstor.org/stable/23609721>.

CANNONE, Stefano. « De la "lutte pour la paix" à "la défense de l'URSS" le débat sur le danger de guerre dans le Komintern 1926-1927 ». *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 50-70.

CŒURÉ, Sophie, GIRAULT, Jacques, MONIER, Frédéric, PESCHANSKI, Denis, et SANTAMARIA, Yves. (éd) « Marcel Cachin. Carnets. Année 1947 ». In *Carnets*. Tome IV : 1935-1947. Paris. CNRS Éditions, 2020. <http://books.openedition.org/editionscnrs/35277>.

COGNIOT, Georges. *Parti pris (1). D'une guerre mondiale à l'autre*. FeniXX, 1993 (pour la présente édition). 791 p.

COURTOIS, Stéphane, et Marc LAZAR. *Le Parti communiste français*. Paris. Presses Universitaires de France, 1992. 439 p.

DREYFUS, Michel. « Des femmes pacifistes durant les années trente ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30, n° 1 (1993), pp. 32-34. <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404089>.

DREYFUS, Michel. « Le PCF et la lutte pour la paix du Front populaire à la seconde guerre mondiale ». *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 98-105.

- DUCOULOMBIER, Romain, et VIGREUX, Jean. *Le PCF, un parti global (1919-1989), approches transnationales et comparées*. Dijon. Éditions universitaires de Dijon, 2019. 480 p.
- FISHER, David James. *Romain Rolland and the politics of intellectual engagement*. Transaction publisher, 2003. 422 p.
- FREDERICK, Bernard. « Confrontation entre Henri Barbusse et le Komintern ». *Nouvelles FondationS*, n° 2 (2006), pp. 159-63. <https://doi.org/10.3917/nf.002.0159>.
- GIRARD, Youssef. « Le Grand Soir. « Le Congrès anti-impérialiste de Bruxelles (1927) ou l'union des peuples des Trois continents -- ». Consulté le 2 juillet 2018. <https://www.legrandsoir.info/le-congres-anti-imperialiste-de-bruxelles-1927-ou-l-union-des-peuples-des-trois-continents.html>.
- LAZAR, Marc. « Le parti et le don de soi ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 60, n° 1 (1998), pp. 35-42. <https://doi.org/10.3406/xxs.1998.2756>.
- LAZAR, Marc. *Le communisme, une passion française*. Paris. Tempus, 2005. 243 p.
- LE COURS GRANDMAISON, Olivier. « Le mouvement de la paix pendant la Guerre froide : le cas français (1948-1952) ». *Communisme*, n° 18-19 (1988).
- MAZUY, Rachel. « Le Rassemblement Universel pour la Paix (1931-1939) : une organisation de masse ? » *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30, n° 1 (1993), pp. 40-44. <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404091>.
- NOGARÈDE-GROHMANN, Annette. « Les réseaux d'intellectuels de l'Entre-deux-guerres : l'exemple de Willi Münzenberg (1889-1940) », *Enquêtes, revue de l'école doctorale 188*. N° 3, octobre 2018. <https://ed188.hypotheses.org/files/2018/10/4-NOGAREDE.pdf>
- OLIVERA, Philippe, et OFFENSTADT, Nicolas. « L'engagement pour la paix dans la France de l'entre-deux-guerres : un ou des pacifismes ? » *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 30, n° 1 (1993), pp. 53-56. <https://doi.org/10.3406/mat.1993.404094>.
- PETERSSON, Fredrick. « Imperialism and the communist international ». *Journal of Labor and Society* 20, n° 1 (mars 2017), pp. 23-42. <https://doi.org/10.1111/wusa.12277>.
- PETERSSON, Fredrik. « From Success to Failure? La Ligue Contre l'impérialisme En France, 1927-29 (Unpublished Paper, 2015) ». Consulté le 10 février 2019. https://www.academia.edu/20425317/From_Success_to_Failure_La_Ligue_contre_limp%C3%A9rialisme_en_France_1927-29_unpublished_paper_2015.
- PIEILLER, Evelyne. « Inventer la joie ». *Le Monde diplomatique*, 1 juin 2016. <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/06/PIEILLER/55771>.
- RIVENNE, Jean-Pierre. « Staline “l'homme de la paix” ». *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 106-12.
- SANTAMARIA, Yves. « Le prototype de toute mission : le comité de lutte contre la guerre dit “Amsterdam-Pleyel” (1932-1936) ». *Communisme*, n° 18-19 (1988), pp. 71-86.
- SAT, Guy. « Jean Guéhenno, un pacifiste à l'épreuve de la guerre d'Espagne », *Aden*, 2010/1 (N° 9), p. 91-102. DOI : 10.3917/aden.009.0091. URL : <https://www.cairn.info/revue-aden-2010-1-page-91.htm>
- STUDER, Brigitte. *Un parti sous influence : le Parti communiste suisse, une section du Komintern*. Bern. Éditions L'âge d'homme, 1994. 828 p.

Relations intellectuelles entre la France et l'Asie

- Relations intellectuelles franco-chinoises

« Les Chinois en France », Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Cahier n° 18, décembre 2014. 83 p. https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier_18.pdf

BARMAN, Geneviève, et Nicole DULIOUST. « Les années françaises de Deng Xiaoping ». *Revue d'histoire du Vingtième Siècle*. 20, n° 1 (1988), pp. 17-34. <https://doi.org/10.3406/xxs.1988.2793>.

BARMAN, Geneviève, et Nicole DULIOUST. « Un groupe oublié : les étudiantes-ouvrières chinoises en France ». *Études chinoises* VI, n° 2 (1987), pp. 9-46. <http://rousseauetudes.free.fr/articleetudiantechinoise.html>

BASTID-BRUGUIÈRE, Marianne. « La mutinerie du 29 février 1912 à Pékin vue par Marcel Granet », introduction et notes de Marianne Bastid. *Études chinoises*, Association française d'études chinoises. 1987, 6 (1). Pp. 95-123. halshs-00178550f.

BEAUVOIR (de), Simone. *La Longue marche*. Paris. Gallimard, 1957. 484 p.

BENSACQ-TIXIER, Nicole. *La France en Chine de Sun Yat-Sen à Mao Zedong (1918-1953)*. Rennes. Presses universitaires de Rennes, 2014. <https://books.openedition.org/pur/65234?lang=fr>

BLANCHON, Flora (dir). *Banquier, savant, artiste, présences françaises en Extrême-Orient au XX^e siècle*. Paris. Presses Universitaires Paris Sorbonne, 2005. 182 p.

BRIZAY, Bernard. *La France en Chine du XVII^e siècle à nos jours*. Paris. Perrin, 2013. 551 p.

BUSSIÈRE, Jean-Louis. « Jean-Augustin Bussière (1872-1958), un trait d'union entre la France et la Chine ». *Histoire des sciences médicales* t. LII, 2018. <https://www.biusante.parisdescartes.fr/sfhm/hsm/HSMx2018x052x001/HSMx2018x052x001x0099.pdf>

CHI, Miao, DARD, DARD, Olivier, FLEURY, Béatrice, et WALTER, Jacques. *La Révolution culturelle en Chine et en France*. Paris. Riveneuve éditions, 2017. 377 p.

DÉTRIE, Muriel. *France-Chine : quand deux mondes se rencontrent*. Paris, La Découverte. Gallimard, 2004. 127 p.

DUFIEF, Pierre-Jean. « Les Lettres de Chine de Segalen : la correspondance de voyage ou les tensions d'une écriture ». In : *La lettre de voyage : Actes du colloque de Brest novembre 2004*, pp. 53-63. Interférences. Rennes. Presses universitaires de Rennes, 2016. <http://books.openedition.org/pur/39300>.

DUTEIL, Jean-Pierre. « Les chrétiens en Chine de 1800 à 1950 - Clio - Voyage Culturel ». Consulté le 3 décembre 2020. https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/les_chretiens_en_chine_de_1800_a_1950.asp.

ÉTIEMBLE René. *Connaissons-nous la Chine ?* Paris. Gallimard. Idées, 1964. 183 p.

ÉTIEMBLE, René. *Quarante ans de mon maoïsme (1934-1974)*. Paris. Gallimard. NRF. 1976. 467 p.

GASPARD, Marion. « Péril chinois et déclin de l'Europe ». *Revue économique* Vol. 66, n° 5 (7 septembre 2015), pp. 933-66. <https://www.cairn.info/revue-economique-2015-5-page-933.htm>.

GUELLEY, Robert. « La spiritualité du Père Lebbe ». *Revue Théologique de Louvain* 21, n° 4 (1990), pp. 455-71. <https://doi.org/10.3406/thlou.1990.2466>.

- GUILLAIN, Robert. *Orient Extrême*. Paris. Seuil, 1986. 474 p.
- GUILLERMAZ, Jacques. *Une vie pour la Chine - Mémoires 1937-1989*. Paris. Robert Laffont, 1989. 450 p.
- LIANG, Hongling. « La colonialité intellectuelle dans l'histoire de la Chine moderne : de la « Bourse scolaire de l'indemnité des Boxers » à l'Institut franco-chinois de Lyon ». *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化*. *Journal of Global Cultural Studies*, n° 9 (1 décembre 2014).
<http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/transtexts/515>.
- HEURTEBISE, Jean-Yves. *Orientalisme, Occidentalisme et Universalisme : histoire et méthode des représentations croisées entre mondes européens et chinois*. Paris. MA Éditions-ESKA, 2020. 328 p.
- HOURMANT, François. *Les années Mao en France : avant, pendant et après mai 68 (1966-1976)*. Paris. Odile Jacob, 2018. 282 p.
- HUREL (d'), Tristan. *La Chine vue par les écrivains français (anthologie)*. Christian de Bartillat, 2004. 340 p.
- KIM, Yong-ya. *Images de la Chine à travers la presse francophone européenne de l'entre-deux guerres*. Louvain-la-Neuve. Academia Eds. Rencontres Orient-Occident, 2005.
- LEANG, Christine. *Embarquement pour la Chine : histoires et destinées françaises dans l'Empire du Milieu*. Paris. Éditions Pacifica, 2013. 285 p.
- LEE, Gregory. « La « Marche sur Lyon » ou le conte des deux forts ». *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化*. *Journal of Global Cultural Studies*, n° 9 (1er décembre 2014).
<https://doi.org/10.4000/transtexts.514>.
- LIU, Kaixuan, BI, Wenrui. 27. « Apprendre le marxisme à Paris : les étudiants communistes chinois en France (1919-1925) ». In : *Marx, une passion française*. Paris. La Découverte, 2018.
<https://www.cairn.info/marx-une-passion-francaise--9782707149077-page-330.htm>.
- MASPERO, François. *Le Sourire du Chat*. Paris. Seuil, 1884. 298 p.
- MORZEWSKI, Christian, et QIAN, Linsen. *Les écrivains français du XX^e siècle et la Chine*, Actes du colloque tenu à l'Université d'Artois. Presses universitaires de Nankin, Presses universitaires d'Artois, 1999. 271 p.
- SARDET, Michel. « Victor Segalen et la Chine », *bulletin de l'asnom* n° 125, juin 2013 sur
http://www.asnom.org/media/Bulletin_125_Victor_Segalen.pdf?PHPSESSID=1e255178add28ed09613a91b6018892c.
- SARTRE, Jean-Paul. « D'une Chine à l'autre », *Situations*, V. Paris. Galimard, NRF. 1964, pp. 7-24.
- WEBER, Jacques, et SESMAISON (de), François. *La France en Chine (1843-1943)*. Paris. L'Harmattan, 2013. 272 p.
- WIEVIORKA, Annette. *Mes années chinoises*. Paris. Stock, 2021. 320 p.
- WILL, Pierre-Étienne « Paul Pelliot et l'Institut des Hautes Études Chinoises (1919-1945) »,
https://www.academia.edu/10076526/Paul_PELLIOT_ET_L'INSTITUT_DES_HAUTES_%C3%89TUDES_CHINOISES_1919_1945

- Représentation de l'Asie

BAUBÉROT, Jean. « Matthieu Séguéla, Clemenceau ou la tentation du Japon. Paris, CNRS éditions, 2014, 472 p. » *Ebisu. Études japonaises*, n° 51 (11 novembre 2014).

<http://journals.openedition.org/ebisu/1531>

CANDAR Gilles, « Jean Jaurès et l'Extrême-Orient : la patrie, les colonies, l'Internationale », fondation Jean Jaurès, [en ligne], <https://jean-jaures.org/> consulté le 3 mai 2019.

GRAZIANI, Jean-François, « Les Japonais sont-ils les Français d'Extrême-Orient ? Statut du Japon et légitimation de l'impérialisme linguistique dans le cours de colonisation pratique et comparée de Paul Vibert », *Société japonaise de didactique du Français* sur

[https://www.jstage.jst.go.jp/article/rjdf/7/2/7_KJ00009936867/ pdf](https://www.jstage.jst.go.jp/article/rjdf/7/2/7_KJ00009936867/pdf) p. 25. (Consulté le 13 juillet 2020).

MAYEUX, Catherine. *Les lettres d'Asie de Saint-John Perse, les récrits d'un poète*. Paris. Gallimard. *Cahiers Saint John Perse*, 1997, 297 p.

QUERO, Yann. « L'influence de l'Asie sur les écrits de science-fiction de Pierre Boule ». *ReS Futurae. Revue d'études sur la science-fiction*, n° 6 (15 décembre 2015).

<http://journals.openedition.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/resf/703>.

SÉGUÉLA, Matthieu. « Le Japonisme de Georges Clemenceau ». *Ebisu - Études Japonaises* 27, n° 1 (2001), pp. 7-44. <https://doi.org/10.3406/ebisu.2001.1122>.

YAMASAKI, Yukiko. « Représentations françaises du Japon et des Japonais ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 34, n° 2 (1 décembre 2011), pp. 15-29. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2011-2-page-15.htm>.

Histoire économique et politique

CAYET, Thomas. « Le Bureau international du travail et la modernisation économique dans les années 1920 : esquisse d'une dynamique institutionnelle », *Travail et Emploi*, n° 110 (30 mars 2007), pp. 15-25, <https://doi.org/10.4000/travailemploi.4561>

CONDETTE, Jean-François. « L'Université de Lille dans la Première Guerre mondiale 1914-1918 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 197 (2000), pp. 83-102.

<https://www.jstor.org/stable/25732656>.

FEIERTAG, Olivier. « Réguler la mondialisation : Albert Thomas, les débuts du BIT et la crise économique mondiale de 1920-1923 ». *Les cahiers Irice* n°2, n° 2 (2008), pp. 127-55.

<https://www.cairn.info/journal-les-cahiers-irice-2008-2-page-127.htm>.

JEANNENEY, Jean-Noël. « La banque industrielle de Chine et la chute des frères Berthelot 1921-1923 ». In : *L'argent caché*. Paris, Point-Seuil, 1984 p. 128-168.

VILLA, Pierre. « Chômage et salaire en France sur une longue période », *Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales*, n° 12, novembre 1994,

<http://www.cepii.fr/%5C/francgraph/doctravail/pdf/1994/dt94-13.pdf> consulté le 6 décembre 2020

VILLA, Pierre. « Chômage et salaires en France sur longue période ». *Économie et Statistique* 282, n° 1 (1995), pp. 47-64. <https://doi.org/10.3406/estat.1995.5953>.

II. Histoire politique et culturelle de la Chine

1) La République de Chine

Les événements politiques et sociaux

« Madame Chiang Kai-shek. Un siècle d'histoire de la Chine », de Philippe Paquet : May-ling Soong, éternelle première dame de Chine ». *Le Monde.fr*, 17 décembre 2010.

https://www.lemonde.fr/livres/article/2010/12/17/madame-chiang-kai-shek-un-siecle-d-histoire-de-la-chine-de-philippe-paquet_1454677_3260.html.

« La Chine, un pays grignoté (1839-1912) », <https://www.lhistoire.fr/portfolio/carte-la-chine-pays-grignot%C3%A9-1839-1912>

« Yuan Shih-k'ai by Jerome Chen », *Gordsellar.Com* (blog), 23 juin 2015, <https://www.gordsellar.com/2015/06/23/yuan-shih-kai-by-jerome-chen/>.

« Chine, d'une révolution à l'autre ». *Les Atlas de L'Histoire*, n° 402, août 2014, pp. 70-71.

« Comment les communistes ont pris le pouvoir en Chine – La résistible ascension de Mao Zedong », *Le Figaro Histoire*, n° 52, octobre-novembre 2020.

« La Chine 1912-2012 d'un empire à l'autre ». *Les Collections de L'Histoire*, n° 57, octobre-décembre 2012.

BASTID, Marianne. « Sun Yat-Sen and the Origins of the Chinese Revolution. By Harold Z. Schiffrin. [Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1968, pp. 49.50.] ». *The China Quarterly* 50 (avril 1972), pp. 363-64. <https://doi.org/10.1017/S0305741000050438>.

BASTID-BRUGUIÈRE, Marianne. « Fonder une république dans la Chine de 1911, Setting up a republic in China 1911 ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 109-110 (2013), pp. 19-24. <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2013-1-page-19.htm>.

BERGÈRE, Marie-Claire, Lucien BIANCO, et Jürgen DOMES, éd. *D'une révolution à l'autre : 1895 - 1949. La Chine au XX^e siècle*, sous la direction de Marie-Claire BERGÈRE. Paris, Fayard, 1990. 441 p.

BERGÈRE, Marie-Claire. *Sun Yat-sen*. Paris. Fayard. 1994. 546 p.

BERGÈRE, Marie-Claire. *Histoire de Shanghai*. Paris. Fayard, 2002. 520 p.

BIANCO, Lucien. « Les paysans et la révolution : Chine, 1919-1949 ». *Politique étrangère*, n° 2 (1968), pp. 117-41. <https://doi.org/10.3406/polit.1968.6119>.

BIANCO, Lucien. *Les origines de la révolution chinoise 1915-1949*. Paris. Gallimard. Folio Histoire, 2007. 441 p.

CABESTAN, Jean-Pierre. « Les multiples facettes du nationalisme chinois ». *Perspectives chinoises* 2005, n° 88 (1 avril 2005). <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/739>.

CHESNEAUX, Jean, et Françoise LE BARBIER. *Histoire de la Chine – t. 3 : La marche de la Révolution (1921-1949)*. Paris. Hatier, 1975. 222 p.

CHESNEAUX, Jean. *Le mouvement paysan chinois (1840-1949)*, « chapitre 5 - Les paysans et la révolution de 1924-1927 ». *Points Histoire*, 1976, pp. 86-110. <https://www.cairn.info/le-mouvement-paysan-chinois-1840-1949--9782020044424-page-86.htm>.

DIKÖTTER, Frank. « Open Governance ». In : *The Age of Openness*, 1^{re} éd., pp. 7-30. *China before Mao*. Hong Kong University Press, 2008. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt1xw9sd.5>. 140 p.

- DIRLIK, Arif. « The Ideological Foundations of the New Life Movement: A Study in Counterrevolution ». *The Journal of Asian Studies* 34, n° 4 (1975), pp. 945-80. <https://doi.org/10.2307/2054509>.
- FAIRBANK, John K., éd. *Republican China, 1912 – 1949: Part 1. The Cambridge History of China*. Cambridge. Cambridge University Press, 1999. 1002 p.
- FAIRBANK, John K., éd. *Republican China, 1912 - 1949: Part 2. The Cambridge History of China*. Cambridge. Cambridge University Press, 2008. 1002 p.
- GALY, Laurent, GEMELLI, Clarisse Gemelli, et HECQUET, Diane. *La Chine : du traité de Nankin à la proclamation de la RPC (1842-1949)*, Neuilly. Atlande, 2020. 286 p.
- GERNET, Jacques. *Le monde chinois*, t. 10. Paris. Armand Colin, 1999. 190 p.
- GILLES, Benjamin. « De l'insurrection au péril jaune : le Petit Journal et la révolution de 1911, From uprising to "yellow peril" : the Petit Journal and the revolution of 1911 ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 109-110 (2013), pp. 40-45. <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2013-1-page-40.htm>.
- GUILLERMAZ, Jacques. *Histoire du Parti communiste chinois. Vol.1 : Des origines à la République soviétique chinoise (1921-1934)*. Paris. Payot, 1975. 267 p.
- GUILLERMAZ, Jacques. *Histoire du Parti Communiste Chinois. Vol. 2 : De Yanan à la conquête du pouvoir (1935 - 1949)*. Paris. Payot. 1975. 465 p.
- HIDEO, Fukamachi. « Farewell to the continent complex: A hundred years of Japanese historiography on the 1911 Revolution ». *Journal of Modern Chinese History* 6, n° 1 (1 juin 2012), pp. 81-93. <https://doi.org/10.1080/17535654.2012.670510>.
- HUANG, Tzu-Chin. « Jay Taylor, The Generalissimo. Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China ». *Perspectives chinoises* 2010, n° 2010/1 (26 avril 2010). <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5442>.
- LÉVY, Roger. « Le souvenir de Sun Yat-sen et la République populaire de Chine (1886-1960) ». *Politique étrangère* 25, n° 5 (1960), pp. 491-516. <https://doi.org/10.3406/polit.1960.2395>.
- LIN, Hua. *Chiang Kai-shek, De Gaulle contre Hô Chi Minh*. Paris. L'Harmattan, 1994. 333 p.
- LOVELL, Julia. « The Last Empress by Hannah Pakula | Book Review ». *The Guardian*, 30 janvier 2010. <http://www.theguardian.com/books/2010/jan/30/last-empress-madame-chiang-kaishek>.
- LUO Min, « A study of Modern Military – Political Relation in "Warlords" China by Xu Yong », *Journal of Modern History of China*, volume 4, issue 2, 2010, pp. 245-247.
- MARGOLIN, Jean-Louis. « Une réévaluation du massacre de Nankin ». *Perspectives chinoises*, 2005, n° 92 (1^{er} décembre 2005). <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/927>.
- PAULÈS, Xavier, « 1839 : la Chine sous le feu des Anglais », *L'Histoire* n° 467, janvier 2020.
- PAULÈS, Xavier. « La Chine des guerres de l'opium à nos jours », *La Documentation photographique*, n° 8093, mai-juin 2013. 63 p.
- PAULÈS, Xavier. *La République de Chine (1912-1949)*. Paris. Les Belles Lettres, 2019. 412 p.
- QIANG, Zhang. « "A Watch Dropped in the Desert": Journey to a War and the New Life Movement ». *Athens Journal Of History* 1, no 2 (31 mars 2015), pp. 147-60. <https://doi.org/10.30958/ajhis.1-2-4>.

ROTERMUND, Hartmut O. *L'Asie orientale et méridionale aux XIX^e et XX^e siècles*. Paris. Presses Universitaires de France, 2018. 1722 p.

ROUX, Alain, *La Chine au XX^e siècle*. Paris. Armand Colin. Coursus, 2007. 192 p

ROUX, Alain. *Chiang Kai-shek, le grand rival de Mao*. Paris. Payot, 2016. 648 p.

SERFASS, David. « Résister ou négocier face au Japon ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* N° 125, n° 1 (15 janvier 2015), pp. 121-32. <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2015-1-page-121.htm>.

SOTNIKOVA, Irina. « Russian historiography of the Xinhai Revolution ». *Journal of Modern Chinese History* 6, n° 1 (1 juin 2012), pp. 95-103. <https://doi.org/10.1080/17535654.2012.671904>.

YAN Lan. *Chez les Yan*. Allary Editions. 2017. 544 p.

YOUNG, Ernest P. « Yuan Shikai: A Reappraisal ». *The Chinese Historical Review* 26, n° 1 (2 janvier 2019), pp. 90-92. <https://doi.org/10.1080/1547402X.2019.1583932>.

Histoire intellectuelle

BERGÈRE, Marie-Claire. « Le mouvement du 4 mai 1919 en Chine : La conjoncture économique et le rôle de la bourgeoisie nationale ». *Revue Historique* 241, n° 2 (1969), pp. 309-26. <https://www.jstor.org/stable/40951285>.

BERGÈRE, Marie-Claire. « Le développement urbain de Shanghai, un « remake » ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005/1 (no 85), p. 45-60. DOI : 10.3917/ving.085.0045. URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2005-1-page-45.htm>

CHEVRIER, Yves. « De l'occidentalisme à la solitude : Chen Duxiu et l'invention de la modernité chinoise » *Études chinoises*, n° 3 (1984), pp. 7-34.

CHEVRIER, Yves. « Mort et transfiguration : le modèle russe dans la révolution chinoise ». *Extrême-Orient, Extrême-Occident* n° 2 (1983), pp. 41-108. <https://doi.org/10.3406/oroc.1983.887>.

CRAFT, Stephen G. V.K. *Wellington Koo and the Emergence of Modern China*. University Press of Kentucky, 2004. 352 p.

FIZGERALD, John. *Awakening China: Politics, Culture and Class in the Nationalist Revolution*. Stanford, Calif. Stanford Univ. Press, 1998. 488 p.

GANDINI, Jean-Jacques « L'anarchisme, matrice de la révolution chinoise », *L'homme et la société*, n° 123-124, 1997, pp.119-130. Consulté le 24 juin 2019. https://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1997_num_123_1_2883.

GANDINI, Jean-Jacques. « L'anarchisme, face cachée de la révolution chinoise. Une étape décisive dans l'histoire des idées politiques en Chine », *Perspectives chinoises*, n° 16, 1993, pp. 37-41. https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_1993_num_16_1_1674.

KERLAN, Anne. « Filmer pour la Nation : le cinéma d'actualité et la constitution d'une mémoire visuelle en Chine, 1911-1941 ». *Études chinoises. Association française d'études chinoises XXXI* (2) (2012), p. 38.

RAHAV, Shakhar. « Beyond Beijing: May Fourth as a national and international movement ». *Journal of Modern Chinese History* 13, n° 2 (3 juillet 2019), pp. 325-31. <https://doi.org/10.1080/17535654.2019.1688982>.

SHIQU, Zheng. « The renowned foreign philosophers' China lectures during the May Fourth era and China's "taking Russia as the teacher" ». *Journal of Modern Chinese History* 5, n° 2 (1^{er} décembre 2011), pp. 183-98. <https://doi.org/10.1080/17535654.2011.627116>.

WENHAO (吕文浩), Lu. « Commemoration of the May Fourth Movement at Its Ninetieth Anniversary: Retrospection and Introspection on a Historic Question, by Yang Nianqun ». *Journal of Modern Chinese History* 4, n° 2 (19 novembre 2010), pp. 242-43. <https://doi.org/10.1080/17535654.2010.524394>.

WESTON, Timothy B. « May Fourth in three keys: revolutionary, pluralistic, and scientific ». *Journal of Modern Chinese History* 13, n° 2 (3 juillet 2019), pp. 319-24. <https://doi.org/10.1080/17535654.2019.1688989>.

2) La République populaire de Chine

AMAR, Nathanael. « Violences de masse en République Populaire de Chine depuis 1949 | Sciences Po Violence de masse et Résistance - Réseau de recherche », 3 janvier 2013. [violences-de-masse-en-republique-populaire-de-chine-depuis-1949.html](https://www.sciencespo.fr/violence-de-masse-et-resistance/violences-de-masse-en-republique-populaire-de-chine-depuis-1949.html).

ANGELOFF, Tania. « Le féminisme en République populaire de Chine : entre ruptures et continuités ». *Revue Tiers Monde* n° 209, n° 1 (9 mai 2012), pp. 89-106. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2012-1-page-89.htm>.

GUIHEUX, Gilles. *La République populaire de Chine : histoire générale de la Chine (de 1949 à nos jours)*. Paris. Les Belles Lettres, 2018. 460 p.

GUILLERMAZ, Jacques. *Le Parti communiste chinois au pouvoir*. Vol. 1. Paris. Payot, 1979. 406 p.

PAULÈS, Xavier, « Le temps des gardes rouges », *L'Histoire* n° 471, janvier 2021, en ligne sur <https://www.lhistoire.fr/livres/le-temps-des-gardes-rouges> consulté le 4 février 2021.

ROUX, Alain, et Xiaohong XIAO-PLANES. *Histoire de la République populaire de Chine : de Mao Zedong à Xi Jinping*. Paris. Armand Colin. U, 2018. 345 p. En ligne sur <https://www-cairn-info.bases-doc.univ-lorraine.fr/histoire-de-la-republique-populaire-de-chine--9782200614881.htm>

ROUX, Alain. *Le singe et le tigre : Mao, un destin chinois*. Paris. Larousse, 2009. 1126 p.

XU, Kefei. « Le maoïsme de Tel Quel autour de Mai 68 ». *Transtext(e)s Transcultures 跨文本跨文化*. *Journal of Global Cultural Studies*, n° 6 (7 avril 2011). <https://doi.org/10.4000/transtexts.436>.

III. La Chine et le monde

1) Organisations et relations internationales

Organisations internationales

KREISSLER, Françoise. « Françoise Kreissler - | UNESCO.ORG ». Consulté le 20 octobre 2017. http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=30581&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

MARBEAU, Michel. *La Société des Nations : Vers un monde multilatéral, 1919-1946*. Tours. Presses universitaires François-Rabelais, 2018. 243 p.

RENOLIET, Jean-Jacques. *L'UNESCO oubliée - la société des nations et la coopération intellectuelle* (1919-1946). Paris. Publications de la Sorbonne, 1999. 344 p.

Relations et conférences internationales

« En 1919, l'honneur blessé du Japon ». *Le Monde.fr*, 21 décembre 2018.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/21/en-1919-l-honneur-blesse-du-japon_5400862_3232.html.

BECKER, Jean-Jacques. « La Conférence des vainqueurs ». In : *Le traité de Versailles. Que sais-je?*, n° 3643 (2002), pp. 23-36. <https://www.cairn.info/le-traite-de-versailles--9782130529668-page-23.htm>.

BINOCHE, Jacques. « La politique extrême-orientale française et les relations franco-japonaises de 1919 à 1939 ». *Outre-Mers. Revue d'histoire* 76, n° 284 (1989), pp. 263-75. <https://doi.org/10.3406/outre.1989.2751>.

BRUN, Jean-François. « Intervention armée en Chine : l'expédition internationale de 1900-1901 ». *Revue historique des armées*, n° 258 (15 mars 2010), pp. 14-45. <http://journals.openedition.org/rha/6914>.

CABANES, Bruno. « Le vrai échec du traité de Versailles ». *L'Histoire* n° 343. Juin 2009. Consulté le 28 avril 2020. <https://www.lhistoire.fr/le-vrai-echec-du-traite-de-versailles>.

LANIOL, Vincent. « Faire la paix sans l'ennemi ? » *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 42, n° 2 (14 décembre 2015), pp. 89-100. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2015-2-page-89.htm>.

LIANG, Hsi-Huey. « La Chine et l'équilibre des pouvoirs européens en 1936 ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 7, n° 1 (1986), pp. 9-12. <https://doi.org/10.3406/mat.1986.401428>.

MIHO, Matsunuma. « Et la SDN rejeta l'"égalité des races" ». *Le Monde diplomatique*, 1 janvier 2019. <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/01/MIHO/59420>.

VAICBOURDT, Nicolas. « La conférence de Washington, 1921-1922 : l'idéal d'un nouveau congrès de Vienne pour le xx^e siècle ? » *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 42, n° 2 (14 décembre 2015). pp. 115-28. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2015-2-page-115.htm>.

VIÉ, Michel. « La Mandchourie et la « Question d'Extrême-Orient », 1880-1910 ». *Cipango. Cahiers d'études japonaises*, n° 18 (1 juin 2011), pp. 19-78. <https://doi.org/10.4000/cipango.1515>.

2) Les relations diplomatiques franco-chinoises

« Robert de Caix (1869-1970) : un émissaire français au Levant dans l'entre-deux-guerres ». *Les Cahiers de l'Orient* N° 119, n° 3 (2015), pp. 68-69. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2015-3-page-68.htm>.

BASTID, Marianne. « La diplomatie française et la révolution chinoise de 1911 ». *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine* 16, n° 2 (1969), pp. 221-45. http://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1969_num_16_2_3203.

DORNEL, Laurent. « Les travailleurs chinois en France pendant la Grande Guerre », *Hommes et Migrations*, N° 1308, Oct.-Déc.2014, p.174-178, 2014. » Consulté le 17 novembre 2018.

https://www.academia.edu/20037423/Les_travailleurs_chinois_en_France_pendant_la_Grande_Guerre_Hommes_et_Migrations_n_1308_oct.-d%C3%A9c.2014_p.174-178_2014

NATHAN-ÉBRARD, Isabelle, PERROUD, Romain. *La Chine une passion française : archives de la diplomatie française - XVIII^e-XXI^e siècle*. Louvatières. Portet-sur-Garonne, 2014. 229 p.

MA, Li, éd. *Les travailleurs chinois en France dans la Première Guerre mondiale*. Paris. CNRS Éditions, 2019. <http://books.openedition.org/editions-cnrs/16923>.

MELTZ, Renaud. « Saint-John Perse, un diplomate comme un autre? » *Histoire, Économie et Société* 26, n° 4 (2007), pp. 99-120. <http://www.jstor.org/bases-doc.univ-lorraine.fr/stable/23613756>.

MERCIER, Fabienne. « 1940-1944 : Quelle politique chinoise pour l'État français ? » *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 172 (1993), pp. 125-36. <https://www.jstor.org/stable/25730988>.

POUILLE, Jordan. « Les travailleurs chinois, oubliés de la Grande Guerre, publié le 3 mai 2018 sur <https://www.centenaire.org/fr> consulté le 22 avril 2020.

RIHAL, Dorothee. « Raphael Réau : un consul français au cœur de la révolution de 1911 ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 109 (2013), pp. 10-18. <https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notretemps-2013-1-page-10.htm>.

YAN, Yan. « La France dans les négociations de paix après le mouvement des Boxeurs, en Chine ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* N° 34, n° 2 (1 décembre 2011), pp. 31-42. <https://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin1-2011-2-page-31.htm>.

3) La Chine et ses voisins

« Asie-Pacifique l'autre guerre mondiale ». *L'Histoire*, n°413-414. Août 2015.

BIREBENT, Christian, et Élodie GAVRILOF. *La Chine et le monde de 1919 à nos jours*. Paris. Ellipses, 2013. 180 p.

DELMAS, Claude (dir). *Pearl Harbor, la guerre devint mondiale*, Paris, Éditions Complexes, 1990, pp. 103-134, <https://www.cairn.info/pearl-harbor--9782870273319-page-103.htm>.

GROSSER, Pierre. *L'histoire du monde se fait en Asie - Une autre vision du XX^e siècle*. Paris. Odile Jacob, 2019. 655 p.

WANG, Nora. *L'Asie orientale du milieu du XIX^e siècle à nos jours*. 3^e ed. Paris. Armand Colin, 2014. 415 p.

Indochine et empire colonial français

GUILLEMOT, François. « Une histoire accélérée de la résistance vietnamienne à l'Empire français ». *RetroNews - Le site de presse de la BnF*, 25 septembre 2019. <https://www.retronews.fr/colonies/interview/2019/09/25/resistance-vietnamienne-francois-guillemot>.

GUILLEMOT, François. *Viêt-Nam, fractures d'une nation : Une histoire contemporaine de 1858 à nos jours*. Paris. Gallimard. La Découverte, 2018. 276 p.

MICHELIN, Franck. *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine (1940-1941)*. Paris. Passés composés, 2019. 318 p.

Le Japon

DOURILLE-FEER, Évelyne. *L'économie du Japon*, Paris, La Découverte, 2005, p. 16, https://www.cairn.info/feuilleter.php?ID_ARTICLE=DEC_DOURI_2005_01_0006.

IWAO, Seiichi, TARO Sakamoto, KEIGO Hōgetsu, ITSUJI Yoshikawa, TERUKAZU Akiyama, Shōkichi IYANAGA, HIDEICHI Matsubara, et SHIZUE Kanazawa. « 7. France ». In : *Dictionnaire historique du Japon* 5, n° 1 (1980), pp. 6-12. https://www.persee.fr/doc/dhjap_0000-0000_1980_dic_5_1_882_t2_0006_0000_6.

LORIN, Amaury, et TARAUD, Christelle. *Nouvelle histoire des colonisations européennes XIX^e - XX^e siècle, sociétés, cultures et politiques*. Paris. Presses Universitaires de France, 2013. 401 p.

SOUYRI, Pierre-François. *Nouvelle histoire du Japon*. Paris. Perrin, 2010. 626 p.

VIÉ, Michel. « Le Japon pendant la Première Guerre mondiale : fonctionnement de l'État et politique extérieure ». *Ebisu. Études japonaises*, n° 53 (10 décembre 2016), pp. 53-76. <https://doi.org/10.4000/ebisu.1839>.

YAMAMURO, Shin ichi. « La Première Guerre mondiale dans l'histoire de l'Asie orientale : un regard japonais ». *Ebisu. Études japonaises*, n° 53 (10 décembre 2016), pp. 13-51. <https://doi.org/10.4000/ebisu.1820>.

YAMAMURO, Shin-Ichi. « L'empire du Japon et le choc de la Première Guerre mondiale ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 249, n° 1 (27 mai 2013), pp. 5-32. <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2013-1-page-5.htm>.

Puissances occidentales

BOURDIN, Juliette. « Chapitre II. Les États-Unis et la guerre civile chinoise ». In : *Entre porte ouverte et « porte fermée » : La politique chinoise des États-Unis du XIX^e au XXI^e siècle*, 99-109. Monde anglophone. Paris. Presses Sorbonne Nouvelle, 2018. <http://books.openedition.org/psn/7718>.

DUFAUD, Grégory. « Classe et nation dans l'Union soviétique de l'entre-deux-guerres. Politiques, logiques et conséquences de la justice sociale ». *Histoire, économie société*, 30^e année, n° 3 (27 septembre 2011), pp. 141-55. <https://www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2011-3-page-141.htm>.

LAÏDI, Ali. « 16 - Les guerres de l'Opium ». In : *Histoire mondiale de la guerre économique*, 2016, p. 277-91. <https://www.cairn.info/histoire-mondiale-de-la-guerre-economique--9782262069285-page-277.htm>

MA, Li. « La place de la religion dans l'éducation par le YMCA des travailleurs chinois de la Grande Guerre ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 235, n° 3 (1 novembre 2009), pp. 101-15. <https://www.cairn.info>

ORCHARD, John. « Le programme de l'ECA pour le développement des territoires d'outre-mer ». *Politique étrangère* 15, n° 2 (1950), pp. 153-64. <https://doi.org/10.3406/polit.1950.5752./revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2009-3-page-101.htm>.

TAMIATTO, Jérémie. « Des révolutionnaires entre deux mondes ». *Monde(s)* N° 10, n° 2 (19 décembre 2016), pp. 51-68. <https://www.cairn.info/revue-mondes-2016-2-page-51.htm>.

WERTH, Nicolas. « Chapitre II - Les années de la NEP (1921-1928) ». In : *Histoire de l'Union soviétique de Lénine à Staline (1917-1953)*. Que sais-je? 5e éd. (6 juin 2017), pp. 32-50.
<https://www.cairn.info/histoire-de-l-union-sovietique-de-lenine-a-staline--9782130792901-page-32.htm>.

Catalogues d'expositions

« Exposition « De l'Asie à La France Libre » - Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie ». Consulté le 28 août 2020. <https://www.aphg.fr/Exposition-De-l-Asie-a-La-France-Libre>.

AMAR, Pierre-Jean, CHE, Philippe, *La Chine : vue par Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Werner Bischof, Guy Le Querrec, Patrick Zachmann, Marc Riboud : un choix de photographies*. créaphis éditions, 2004. 100 p.

BEAUSOLEIL Jeanne. Albert Kahn – Chine 1909-1934 - Catalogue des photographies et des séquences filmées du musée Albert Kahn. 2 vol. Musée Albert Kahn, 2001.

CARTIER-BRESSON, Henri, Michel FRIZOT, et Yin-lung SU. *Henri Cartier-Bresson : Chine 1948-1949, 1958*. Paris. Fondation HCB. Delpire, 2019. 287 p.

Mémoires de Pékin, J-A Bussière, un humaniste français en Chine, (Catalogue de l'exposition du Centre culturel des amis de la nouvelle Europe, Gentilly), 2015.

Travaux universitaires

BOUILLAC, Hervé, sous la direction de Nicolas ADELL. « Jean Rodes ou l'impossible destin d'un "voyageur-psychologue (1867-1947)" ». Mémoire de Master 2, Toulouse- le Mirail, 2014. 111 p.

DUFFOUR, Charlotte, sous la direction de Shi LU. « L'évolution de la position sociale des femmes en Chine au XX^e siècle ». Mémoire de Master 2, IEP de Lyon, 2006. 82 p.

GAO, Jiayi, sous la direction de Olivier WIEVIORKA et SHEN Zhihua, « Une diplomatie réaliste dans le cadre de la Guerre froide – nouvelle recherche sur l'histoire des relations sino-françaises (1949-1969) ». ENS Cachan, 2015. 296 p.

GRANDJEAN, Martin, sous la direction d'Hervé VALLOTON. « Les réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels dans l'entre-deux guerres ». Université de Lausanne, 2018. 607 p.

HENTZGEN, Jean, sous la direction de John BARZMAN. « Du trotskysme à la Social-démocratie : le courant lambertiste en France jusqu'en 1963 ». Le Havre Normandie, 2019. 539 p.

LIU, Kaixuan sous la direction de Marc LAZAR. « Le miroir chinois. - Les attitudes françaises face à la Chine dans les milieux politiques diplomatique, intellectuel et médiatique, de 1949 au milieu des années 1980 ». IEP Paris, 2019. 585 p.

PAVÉ, François, sous la direction de Nadine VIVIER. « Le péril jaune à la fin du XIX^e siècle, fantôme ou inquiétude légitime ? », Université du Maine, 2011. 297 p.

SAIKAWA, Takashi, sous la direction de Madeleine HERREN-OESCH. « From intellectual Co-operation to International Cultural Exchange: Japan and China in the International Committee on Intellectual Co-operation of the League of Nations (1922-1939) ». Heidelberg, 2014. 295 p.

SERFASS, David, sous la direction de Yves CHEVRIER. « Le gouvernement collaborateur de Wang Jing-Wei, aspects de l'Etat d'occupation durant la guerre sino-japonaise ». EHESS, 2017. 1019 p.

SITU, Marianne, sous la direction de Robert MAJOR. « La représentation de la Chine dans "les fils du ciel" de Victor Segalen et "La Condition humaine" de Malraux ». Université d'Ottawa, 1994. 370 p.

Documentaires et émissions radiophoniques

DIETZ, David. *Le Mouvement Travail Études, l'école des révolutionnaires chinois*. CGTN Français [Chaîne subventionnée en partie par le gouvernement chinois]. 2019. 52'29 min. En ligne sur <https://www.youtube.com/watch?v=rSHblfVPKhE>

JING Lu, CHI Wang. *Le pavillon rouge. La mystérieuse vie d'André d'Hormon, pionnier de l'amitié franco-chinoise*. ICTV. 2015.

« La fin des "Temps modernes" : la fin d'une époque ? », *Le Journal de la philo*, France Culture, 9, mai 2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-de-la-philosophie/le-journal-de-la-philosophie-du-jeudi-09-mai-2019> consulté le 21 janvier 2021.

« Chine-Occident, comment l'affaire a mal tourné ? », émission du 6 au 9 janvier 2020, *Le cours de l'histoire*, France Culture. <https://www.franceculture.fr/emissions/series/chine-occident-comment-laffaire-a-mal-tourne> consulté le 22 février 2021.

Webographie

<http://www.france-libre.net/comite-fl-chine/>, consulté le 22 juin 2019.

<https://mjp.univ-perp.fr/traites/sdn1919.htm> consulté le 1^{er} juillet 2019.

<https://bibliotheque-numerique.diplomatie.gouv.fr/ark:/12148/bpt6k56130954/f181>. consulté le 1^{er} juillet 2019.

<https://mjp.univ-perp.fr/traites/1928briand-kellogg.htm> consulté le 1^{er} juillet 2019.

http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_auteur_liste/3833 consulté le 5 août 2019.

<http://lyon.china-consulate.org/fra/zxxx/t1147413.htm> consulté le 6 février 2020.

<https://www.lefigaro.fr/histoire/archives/2017/08/11/26010-20170811ARTFIG00223-il-y-a-100-ans-l-entree-de-la-chine-dans-la-premiere-guerre-mondiale.php> consulté le 22 mars 2020

<https://francearchives.fr/findingaid/4290e89321cb60e5e9546638bcc82d9e7009d220> consulté le 22 avril 2020.

<https://tokonomamagazine.com/2018/05/14/les-lettres-chinoises-une-classe-d'intellectuels/> consulté le 29 avril 2020.

<https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources/ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/l-histoire-de-l-ifcl/article/tsen-tsonming-1896-1939?lang=fr> consulté le 2 juin 2020.

<https://www.nifc.fr/le-nouvel-institut-franco-chinois/histoire-institut-franco-chinois-lyon/> consulté le 7 juin 2020.

<https://www.wdl.org/fr/item/11601/> consulté le 12 juillet 2020. [Library of Congress]

<https://madparis.fr/francais/musees/musee-des-arts-decoratifs/dossiers-thematiques/les-grands-noms-de-l-affiche/paul-colin> consulté le 24 juillet 2020.

<https://www.universalis.fr/encyclopedie/georges-goyau/> consulté le 30 juillet 2020.

<http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/> consulté le 30 juillet 2020.

<https://pen-international.org/fr/who-we-are/the-pen-charter> consulté le 30 juillet 2020.

<https://www.nobelprize.org/prizes/peace/1921/lange/biographical/>, consulté le 30 juillet 2020.

<http://www.souvenir-francais-asie.com/2019/07/13/il-etait-une-fois-le-schindler-francais-de-shanghai/#:~:text=Le%20P%C3%A8re%20Jacquinot,basque%20viss%C3%A9%20sur%20la%20t%C3%AAte.,> consulté le 31 juillet 2020.

<https://bibliotheques-specialisees.paris.fr/> consulté le 6 août 2020.

<https://www.icp.org/exhibitions/cornell-capac-concerned-photographer> consulté le 21 août 2020.

<http://academieoutremer.fr/academiciens/?aId=763>, consulté le 25 août 2020.

<https://www.fondationvarenne.fr/qui-sommes-nous/notre-histoire/alexandre-varenne/> consulté le 26 août 2020.

<https://www.france-libre.net/france-quand-meme-chine/> consulté le 27 août 2020.

<https://www.ordredelaliberation.fr/fr/compagnons/joseph-hackin> consulté le 27 août 2020.

http://english.ioa.cas.cn/pe/cm/200908/t20090831_35037.html consulté le 29 août 2020.

<http://www.francaislibres.net/liste/fiche.php?index=110101> consulté le 29 août 2020. [Éléments biographiques sur Georges Béchamp].

<https://www.un.org/fr/sections/history-united-nations-charter/1945-san-francisco-conference/index.html> , consulté le 29 août 2020.

<https://www.efeo.fr/biographies/notices/maybon.htm> consulté le 6 septembre 2020.

<https://www.senat.fr/evenement/archives/D40/malvy1.html> consulté le 9 septembre 2020.

<http://www.institut-franco-chinois-lyon.com/#!/origine-de-lifcl-1921-1950> consulté le 20 septembre 2020.

<https://www.irfa.paris.fr/notices/notices-necrologiques/bergougnoux-jean-1887-1968> consulté le 22 septembre 2020.

<https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources/ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/les-etudes-suivies/> consulté le 23 septembre 2020.

<https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/documents-et-ressources/ressources-359/presentation-de-l-institut-franco-chinois-de-lyon/les-etudes-suivies/article/zhang-ruoming-1902-1958?lang=fr> consulté le 24 septembre 2020.

<https://fr.calameo.com/books/0060711928f2a470292eb> consulté le 8 octobre 2020. [Fonds personnel de Paul-Éric Langevin]

<https://www.retronews.fr/titre-de-presse/ere-nouvelle> consulté le 8 novembre 2020

<https://hls-dhs-dss.ch/articles/022738/2011-06-16/> consulté le 8 novembre 2020. [sur Gertrude Duby]

<http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/2006/germmgrhispo06/txt/bianco.pdf> consulté le 29 novembre 2020.

<https://indomemoires.hypotheses.org/tag/quoc-ngu> consulté le 2 décembre 2020.

<https://www.irfa.paris.fr/Annales/chine-apras-cinquante-anna-c-es-de-mission> consulté le 2 décembre 2020.

<http://www.gis-reseau-asie.org/fr/les-sept-vies-du-mandarin-francais-paul-pelliot-ou-la-passion-de-lorient> consulté le 3 décembre 2020.

<https://www.guimet.fr/musee-dennery/histoire-du-musee-dennery/> consulté le 9 décembre 2020.

<https://laventurepeugeotcitroends.fr/gmarie-haardt/> consulté le 11 décembre 2020.

<https://af.ambafrance.org/Joseph-1886-1941-et-Ria-Hackin-1905-1941> consulté le 11 décembre 2020.

<https://esprit.presse.fr/historique> consulté le 10 janvier 2021.

https://en.wikipedia.org/wiki/Stewart_Alsop consulté le 12 janvier 2021.

<https://www.retronews.fr/titre-de-presse/marianne> consulté le 21 janvier 2021.

<https://www.humanite.fr/node/141412> consulté le 21 janvier 2021.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_Dannenmuller consulté le 23 janvier 2021.

http://anciens.inalco.free.fr/Orients/orients_2014-06.pdf consulté le 29 janvier 2021.

<https://www.bm-lyon.fr/nos-blogs/le-fonds-chinois/les-collections-du-fonds-chinois/article/le-fonds-li-tche-houa> consulté le 3 février 2021.

<https://www.guimet.fr/event/ombres-de-chine-victor-segalen/> consulté le 20 février 2021.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Claudine_Chonez consulté le 21 février 2021.

<https://www.retronews.fr/titre-de-presse/temps> consulté le 27 février 2020.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/02/le-but-des-temps-modernes-etait-d-apporter-une-intelligence-globale-du-monde_5457197_3232.html consulté le 27 février 20

Index des noms de personnes

N.B : Cet index indique uniquement les noms des personnages historiques. Les noms d'historiens et historiennes n'y sont pas mentionnés.

A

Allix (André), 333, 708
Alsop (Stewart), 537, 538, 539
Apollinaire (Guillaume), 38
Appel (Paul), 320, 369, 457
Aragon (Louis), 219, 259, 265, 421
Araki (Général), 205
Archimbaud (Léon), 203, 268, 622
Audinet (Jean), 341, 373
Audouin-Dubreuil (Louis), 486, 487, 493
Aulard (Alphonse), 319, 320, 340, 352, 709
Auphan (Louis-François), 230
Aurousseau (Léon), 70, 109, 474, 603
Ayencourt (Jacques), 516, 517

B

Ba Jin, 361
Bainville (Jacques), 67
Balet (Jean-Cyprien), 53, 190, 191, 206, 620, 621
Bao Daï, 562
Barbusse (Henri), 49, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 218, 229, 231, 241, 248, 301, 400, 423, 424, 461, 620, 696
Beauvoir (de, Simone), 44, 47, 522, 558, 580, 581, 597, 599, 623
Béchamp (Georges), 43, 211, 298, 299, 300, 356, 367, 500, 607, 608, 622, 623
Benda (Julien), 265
Bergson (Henri), 321, 381
Bernus (Pierre), 160
Berthelot (Daniel), 322
Berthelot (Philippe), 25, 64, 67, 73, 86, 91, 135, 136, 145, 147, 151, 322, 340, 489
Bertillon (Alphonse), 322, 714
Bertrand (Pierre), 535, 548, 555
Bidault (Georges), 559
Bloch (Jean-Richard), 219, 248, 421, 681
Blum (Léon), 229, 232, 234, 268, 303, 427
Bonnard (Abel), 51, 206, 325, 326, 327, 328, 362, 363, 365, 444, 450, 452, 463, 606, 618

Bonnet (Henri), 258, 382, 384, 391, 392, 393, 394, 514, 517, 668
Boppe (André), 131
Borel (Émile), 232, 303, 304, 321, 325, 328, 369, 370, 618, 661, 682
Borodine (Mikhaïl), 141, 151, 280, 398, 410, 444, 445, 446, 448, 459, 618
Borrey (Francis), 52, 141, 143, 144, 145, 148, 270, 314, 315, 443, 600, 603, 619, 635, 694, 695
Bouffanais (Paul), 557, 558
Boulle (Pierre), 299, 300
Bradier (Eugène), 151, 340, 341, 342, 351, 353, 365, 366, 367, 375, 376, 397, 606
Brandy de Nalèche (Étienne), 98
Brenier (Henri), 254, 287, 448
Briand (Aristide), 162, 187, 188, 189, 190, 192, 198, 211, 212, 286, 316, 320, 338, 350, 385, 388, 644, 645, 647
Briand-Kellogg (Pacte), 187, 188, 189, 190, 212, 644
Brieux (Jean-Jacques), 537, 549, 553, 567, 570, 605, 606
Brissaud-Desmaillet (Georges), 51, 144, 146, 147, 150, 152, 155, 161, 282, 339, 349, 363, 392, 400, 438, 443, 450, 455, 600, 603, 607, 617, 633, 635, 694
Brunot (Ferdinand), 137
Bussière (Jean-Augustin), 17, 47, 51, 80, 211, 239, 315, 364, 387, 390, 400, 496, 497, 498, 499, 501, 574, 591, 593, 595, 596, 603, 606, 607, 608, 617, 623, 705, 709
Bussière (Jean-Louis), 17, 51, 401, 497, 596, 705, 709

C

Cachin (Marcel), 230, 248, 265, 433, 482, 516, 524, 525, 526, 528, 603, 681
Cai Hesen, 374, 375, 376, 613
Cai Yuanpei, 125, 131, 150, 314, 316, 318, 319, 329, 334, 340, 421, 620, 690
Caix (Robert de), 21, 73, 75, 354

Cao Kun, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 400, 618, 690, 696
 Capa (Cornell), 258
 Capa (Robert), 258, 686, 687
 Carl (Jean), 384, 489
 Cartier-Bresson (Henri), 44, 505, 520, 522, 523, 527, 528, 529, 532, 536, 537, 569, 598, 606, 683, 686, 687
 Cartier-Bresson (Ratna), 528, 535, 568, 687
 Catroux (Général), 294, 295
 Chadourne (Marc), 286, 288, 316, 346, 606, 610, 621
 Challaye (Félicien), 210, 461
 Champly (Henri), 194, 202
 Chang Kai chi *Voir* Chiang Kai-shek
 Chavannes (Édouard), 44, 109, 115, 314, 330, 370, 371, 372, 473, 474, 475, 476, 478, 494, 519, 603, 699, 702
 Chen Duxiu, 125, 126, 134, 141, 279, 360, 409, 420, 421, 422, 424, 442, 613, 619, 690
 Chen Eugène, 278, 279, 283, 619
 Chen Tou-hsiou *Voir* Chen Duxiu
 Chen Yi, 376, 556, 613, 690
 Chevallier (François), 194, 202, 206
 Chiang Kai-shek, 5, 6, 30, 31, 34, 54, 60, 133, 134, 148, 149, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 163, 166, 170, 171, 173, 176, 177, 182, 207, 210, 216, 219, 220, 224, 226, 236, 238, 254, 260, 261, 262, 263, 268, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 299, 300, 303, 305, 316, 345, 383, 398, 399, 400, 401, 402, 406, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 425, 427, 429, 430, 431, 433, 434, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 444, 447, 466, 467, 483, 490, 504, 506, 507, 509, 511, 515, 516, 517, 519, 520, 521, 522, 524, 532, 536, 554, 555, 556, 557, 564, 575, 576, 589, 599, 600, 603, 606, 611, 619, 620, 623, 635, 669, 677, 678, 690, 691, 722, 723
 Chonez (Claudine), 562, 732
 Chou Teh *Voir* Zhu De
 Chu Teh, 692, *Voir* Zhu De
 Churchill (Winston), 509
 Citroën (André), 439, 477, 486, 487, 490, 491, 492, 620, 699, 707, 710
 Cixi, 17
 Clemenceau (Georges), 20, 67, 103, 104, 105, 106, 119, 122, 320

Cogniot (Georges), 206, 229, 250, 266, 363, 667, 670
 Cohen (Marcel), 232
 Colin (Paul), 207
 Confucius, 71, 77, 114, 119, 121, 122, 338, 674
 Conrad Ulrich, 400, 433
 Cordier (Henri), 355, 451
 Cot (Pierre), 225, 229, 230, 231, 235, 243, 265, 705
 Courant (Maurice), 330, 331, 340, 699
 Courtade (Pierre), 514, 552
 Cudenet (Gabriel), 265
 Curie (Pierre et Marie), 218, 301, 321, 335, 381, 388, 551, 682

D

Daladier (Édouard), 268, 661
 Dannenmüller (Jean), 575, 576, 577
 Darlan (Amiral), 298
 Darnar (Pierre-Laurent), 249, 267
 Daudet (Léon), 197, 323, 693
 David-Néel (Alexandra), 24, 38, 51, 55, 211, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 603, 605, 612, 621
 De Gaulle (Charles), 295, 299, 300, 303, 557, 558
 Decoux (Jean), 294
 Del Perrugia (Édouard), 342, 359
 Delbos (Yvon), 230, 427
 Delebecque (Frédéric), 196
 Delebecque (Jacques), 196, 439
 Deloncle (Pierre), 133, 147, 695
 Demiéville (Paul), 313, 472, 480, 586, 587
 Deng Xiaoping, 42, 374, 375, 556, 613, 691, 695
 Denis (Marcel), 271, 455, 456
 Desanti (Dominique), 544, 545
 Diderot, 17
 Dolivet (Louis), 231, 682, 705
 Doriot (Jacques), 296, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 418, 419, 461, 609, 619, 714, 717
 Doumer (Paul), 85, 254, 268
 Doumergue (Gaston), 85
 Dreyfus (Affaire), 20, 23, 36, 37, 38, 46, 99, 104, 176, 206, 208, 210, 230, 238, 241, 242, 249, 270, 274, 301, 321, 322, 468, 607, 611, 664, 713, 714
 Duan Qirui, 70, 89, 113, 114, 115, 118, 119, 136, 137, 140, 144, 691
 Dubail (Georges), 151, 314, 341
 Dubarbier (Georges), 159, 162, 473, 483, 603

Duboscq (André), 45, 130, 131, 140, 141, 144,
204, 206, 292, 377, 447, 473, 603, 695, 709
Duby (Getrude), 428, 435
Duchêne (Gabrielle), 49, 189, 212, 215, 218,
221, 222, 224, 232, 246, 253, 257, 262, 263,
265, 266, 267, 423, 424, 428, 461, 609, 666,
667, 682, 700, 703, 705
Dumas (Georges), 335

E

Egal (Roderick), 294, 295, 296, 297, 298, 299,
622
Einstein (Albert), 321, 693
Escarra (Jean), 164, 167, 168, 183, 268, 299,
300, 398, 400, 401, 402, 403, 473, 480, 603,
607, 608, 621, 622, 708
Étiemble (René), 44, 47, 221, 225, 226, 288,
422, 589, 599, 620, 624
Étienne Constant, 218, 224, 225, 226, 232,
233, 262, 435, 467, 620, 666, 682

F

Fajon (Étienne), 524, 559
Farjenel (Fernand), 63, 74, 78, 81, 83, 144,
372, 412, 617
Farrère (Claude), 42, 53, 206, 238, 239, 272,
295, 621
Faucon (Pierre), 401, 588, 591, 593, 608
Faure (Edgar), 21
Faure (Élie), 387, 390
Feng Guozhang, 115, 134, 137
Feng Yuxiang, 143, 144, 145, 147, 148, 155,
170, 619, 635, 677, 691, *Voir* Feng Yuxiang
Fernandez (Ramon), 209
Ferro (Maurice), 547, 715
Ferry (Jules), 105
Filliozat (Jean), 471
Flemming (Peter), 180
Fong Yu Siang *Voir* Feng Yuxiang
Fontanier (Henry), 451, 695
Fontenoy (Jean), 606
Foucault (Michel), 38, 40
Frank (Pierre), 421
Fu Zuoyi, 521

G

Gall (François), 532
Gallens (Henri), 141, 149, 280, 398, 444, 446,
447, 448, 618
Gérard (Auguste), 114, 115

Gide (André), 346, 347, 406, 423, 424, 485,
692
Gide (Charles), 347
Gigout (Adrienne), 474
Gorki (Maxime), 219, 422
Gouin (Henry), 594
Granet (Marcel), 48, 77, 78, 109, 232, 303,
356, 358, 368, 370, 371, 372, 387, 401, 402,
403, 469, 473, 478, 479, 480, 481, 482, 483,
484, 485, 603, 612, 622, 623, 694, 698, 699
Grillet (Louis), 108, 109, 110
Grosbois (Charles), 336, 364, 527, 531, 585,
668, 701
Grousset (René), 476, 477, 492
Guébriant (Mgr. De), 161, 463, 464, 466
Guénon (René), 37
Guérin (Jean), 255, 447
Guernut (Henri), 191
Guillain (Robert), 21, 237, 238, 241, 248, 504,
506, 509, 521, 523, 524, 527, 528, 529, 531,
532, 533, 537, 539, 540, 548, 549, 552, 553,
554, 556, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569,
575, 581, 597, 598, 603, 604, 606, 623
Guillaume II, 97, 98, 99
Guillermaz (Jacques), 236, 237, 294, 300, 435,
437, 465, 480, 511, 527, 529, 554, 565, 568,
574, 578, 581, 582, 589, 597, 603, 605, 607,
621, 622, 623

H

Haardt (Georges-Marie), 439, 486, 487, 491,
492, 493, 699
Hackin (Joseph), 473, 475, 476, 477, 478, 489,
491, 492, 493, 494, 622, 699, 702, 709
Hain Jou-kia *Voir* Han Rujia
Hambis (Louis), 518, 584, 586
Hamon (Augustin), 224
Han Jou-kia *Voir* Han Rujia
Han Rujia, 322, 328, 349, 368, 369, 370, 371,
372, 373, 691
Herriot (Édouard), 191, 230, 232, 234, 235,
274, 319, 320, 329, 331, 340, 351, 381, 484,
607
Hiro-Hito, 179, 181
Hitler (Adolf), 221, 223, 237, 238, 252, 296,
399, 576
Hô Chi Minh, 300, 303, 459, 461, 557, 559,
560, 561, 562, 583
Honnorat (André), 319, 320
Hoppenot (Henri), 268, 269, 698

Hormon (André, d'), 17, 47, 51, 334, 335, 390, 398, 401, 402, 403, 545, 585, 586, 587, 588, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 603, 606, 608, 623, 705
Hoshien Tchen, 258, 303, 393
Hou Han Min *Voir* Hu Hanmin
Hou Wei Teh, 121
Houssaye (Charles), 91
Hu Hanmin, 149, 163, 278, 279, 281, 282, 283, 412, 619
Hu Shih, 125, 285, 289, 316, 361, 421, 589
Huang Xing, 79
Hugo (Victor), 126, 297, 361, 456
Hugonnot (Jean), 203, 242, 249, 362
Hung Fu, 333, 334, 708
Huymans (Paul), 645, 647

I

Ioffe (Adolf), 443
Ishii (Vicomte), 127
Ivens (Joris), 41, 181, 259, 260, 429, 621, 673, 676, 679, 680

J

Jacquinet (Père), 603
Jacquinot de Besange (Père), 240, 312
Janku. Sofia *Voir* Étienne Constant
Jaurès (Jean), 66, 80, 85, 86, 291, 483, 703
Jobez (Norbert), 583
Jobez (Robert), 295, 300
Joliot-Curie (Frédéric), 551, 552
Joubin (Paul), 329, 330, 340, 357
Jouhaux (Léon), 230, 232, 681
Jourdain (Francis), 248, 423

K

Kaltenmark (Maxime), 184, 585, 587, 717
Kang-Teh *Voir* Puyi
Karakhan (Lev), 315, 443, 444, 447, 695
Kropotkine (Pierre), 313

L

Laloy (Jean), 608
Laloy (Louis), 80, 81, 166, 224, 225, 237, 247, 267, 303, 305, 313, 343, 344, 371, 372, 387, 390, 427, 428, 469, 473, 479, 481, 603, 607, 608, 610, 620, 622, 623, 666, 667, 682
Lange (Monique), 558, 662
Langevin (Hélène), 218, 263

Langevin (Paul), 50, 51, 54, 232, 259, 263, 265, 301, 302, 303, 312, 336, 379, 381, 384, 385, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 398, 403, 461, 470, 481, 551, 606, 611, 612, 620, 623, 701, 705
Lansberg (Paul-Louis), 23
Lartigue (Jean), 89, 617
Laurence (Georges), 103
Laval (Pierre), 191, 211, 296
Le Fèvre (Georges), 439, 489, 491, 492, 493, 494
Le Roux (Hugues), 340, 341, 344, 606
Lebbe (Vincent), 466, 467, 603, 606
Lee Ho-Ling, 377
Legendre (Aimé-François), 449, 454, 455, 601, 696
Leger (Alexis), 17, 25, 601, 607
Léger (Fernand), 38
Lénine, 209, 377, 446, 449, 450, 452, 456, 547, 548, 550, 564, 696
Lépine (Jean), 169, 329, 387
Lévy (Roger), 225, 371, 382, 423, 424, 447
Lévy-Brulh (Lucien), 225
Leygues (Georges), 190, 319, 320
Leys (Simon), 40
Li Huanhong, 84, 114, 691
Li Lin-yu, 335, 387, 390
Li Yuying, 42, 44, 108, 113, 115, 143, 234, 258, 302, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 329, 330, 334, 336, 337, 339, 343, 345, 369, 370, 389, 393, 396, 402, 470, 472, 484, 604, 608, 620, 691, 701
Lin Biao, 519, 581
Liou Ho, 329, 332, 335, 390
Lloyd Georges, 122
Londres (Albert), 21, 53, 141, 142, 143, 152, 195, 311, 602, 610, 611, 618, 620
Longuet (Jean), 65, 66, 123, 232, 681
Loridan (Marceline), 41, 259, 673
Loridan-Ivens (Marceline) *Voir* Loridan (Marceline)
Loti (Pierre), 42
Louis (Paul), 123
Lounatcharsky, 214
Lu Xun, 125
Lucaire (Julien), 381, 382
Lytton (Lord), 198, 199, 200, 201, 203, 488, 620, 696

M

Maginot (André), 169, 171

Magnien (Marius), 423, 424, 440, 441, 519, 575, 576
Mahmod-Chefket Pacha, 67
Maillart (Ella), 180, 182, 488, 620
Makino (Baron), 122, 123, 124
Malraux (André), 40, 42, 219, 224, 225, 232, 262, 270, 378, 410, 412, 413, 415, 416, 417, 418, 419, 421, 422, 423, 460, 468, 602, 606, 620
Manceron (Henri), 82
Mandchou, 66, 67, 68, 71, 72, 77
Mao Che-tung; *Voir* Mao Zedong
Mao Tse Doung *Voir* Mao Zedong
Mao Tsö-tong *Voir* Mao Zedong
Mao Tze-tung *Voir* Mao Zedong
Mao Zedong, 34, 43, 47, 55, 74, 109, 116, 141, 146, 147, 149, 160, 180, 207, 212, 224, 225, 226, 233, 238, 261, 281, 285, 289, 299, 316, 317, 355, 356, 361, 374, 375, 390, 400, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 434, 435, 436, 437, 441, 442, 454, 464, 466, 467, 472, 473, 483, 510, 511, 512, 522, 531, 532, 533, 534, 535, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 555, 557, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 566, 567, 569, 570, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 583, 586, 591, 599, 603, 608, 621, 622, 623, 635, 678, 687, 691, 709
Margaine (Alfred), 138
Margerie (Roland), 593
Margouliès (Georges), 379, 380, 384, 394, 606, 697, 701
Maritain (Jacques), 608
Marius Moutet, 560
Marshall (Georges), 511, 512, 513, 514, 515, 517
Martin (Germain), 325, 328, 618
Marty (André), 561
Maspero (François), 479
Maspero (Georges), 357
Maspero (Henri), 303, 357, 372, 473, 478, 479, 623, 699, 709
Matsui (Général), 124, 241, 245
Matsuoka (Yosuke), 200, 201, 202, 203
Maublanc (René), 206, 251
Maulnier (Thierry), 242
Maurette (Fernand), 284, 394, 395, 396, 397, 606, 620
Mauriac (François), 580
Maurras (Charles), 74, 88, 347, 601, 693
Mauss (Marcel), 225, 482, 483, 525, 699

Maybon (Albert), 22, 53, 61, 62, 70, 75, 76, 145, 167, 170, 184, 199, 204, 206, 254, 278, 338, 600, 601, 606, 609, 610, 695, 696
Maybon (Charles), 62, 318, 337, 348, 349, 609
Mering (Lila), 184
Merleau-Ponty (Maurice), 544, 558, 594
Meyrier (Jacques), 345, 512, 513, 518, 541, 554, 558
Monestier (Alphonse), 52, 152, 154, 156, 185, 186, 187, 200, 201, 204, 205, 280, 281, 282, 284, 387, 390, 416, 429, 443, 451, 455, 601, 603, 606, 707
Montesquieu, 17
Moresthe (Georges), 156, 296
Morgan (Claude), 259
Mounier (Emmanuel), 516
Moutet (Marius), 191, 232, 268, 303, 304, 320, 329, 342, 461, 482, 483, 484, 485, 612, 622, 696
Münzenberg (Willi), 209, 212, 213, 214, 223, 231, 423, 424, 705
Mussolini (Benito), 217, 251, 288

N

Nadal, 325, 328, 370
Naggiar (Paul-Emile), 240
Nane (Jean), 544
Nguyen Ai Quoc *Voir* Hồ Chi Minh
Nie Rongzhen, 613
Nizan (Paul), 219, 421

O

Ohl (Louis), 239, 295, 298
Ou Pe fou *Voir* Wu Peifu
Ou Pei Fou *Voir* Wu Peifu
Ouang Ching Wei *Voir* Wang Jingwei, *Voir* Wang Jingwei

P

Painlevé (Jean), 224, 225, 265
Painlevé (Paul), 18, 24, 29, 50, 51, 54, 84, 89, 96, 97, 137, 139, 140, 143, 146, 225, 232, 291, 315, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 328, 334, 339, 340, 341, 344, 348, 349, 350, 360, 361, 363, 365, 367, 368, 369, 370, 371, 377, 381, 386, 389, 413, 414, 457, 602, 603, 604, 606, 618, 691, 692, 693
Paris (Pierre-Jean), 538, 541
Paul-Boncour (Joseph), 232, 273
Péchin (Charles), 455

Pelliot (Paul), 48, 109, 303, 336, 369, 370,
 371, 372, 412, 453, 469, 470, 471, 472, 473,
 475, 476, 478, 479, 480, 483, 488, 491, 519,
 584, 603, 604, 612, 623, 698, 699, 709
 Péri (Gabriel), 218, 225, 226, 232, 245, 418,
 431, 432, 433, 607, 681
 Peyrefitte (Alain), 40
 Pichon (Stephen), 314, 610
 Pierre (André), 549, 550
 Planche (Camille), 230, 248
 Point (Victor), 487, 488, 489, 491, 494
 Pommery (André), 256
 Pourvoirville (de, Albert), 68, 87, 88, 272,
 356, 460, 696
 Pou-Yi *Voir* Puyi
 Prudhommeaux (Jules), 230, 682
 Puyi, 62, 69, 70, 71, 82, 88, 143, 200, 201,
 205, 207, 617, 620, 621

Q

Qing, 62, 63, 82, 88, 107, 125, 137, 200, 205,
 311, 321, 333, 386, 465, 473, 610, 621

R

Réau (Raphaël), 67
 Reclus (Élie), 44
 Reclus (Élisée), 44, 313, 336, 495
 Reclus (Jacques), 336, 387
 Reynaud (Henri), 249, 252
 Reynaud (Paul), 193
 Rhein (David), 390
 Ribas (Fabra), 72
 Richard (Georges), 560
 Ricoeur (Paul), 47, 597, 598, 599, 603, 623
 Rivet (Paul), 224, 225
 Robbe-Grillet (Alain), 594
 Robert (Léon, Père), 21, 25, 161, 464, 466,
 597, 598, 602, 603, 604, 606
 Robert Cecil (Lord), 229, 231, 243, 265
 Rodes (Jean), 21, 61, 71, 72, 75, 82, 88, 89, 90,
 91, 152, 166, 167, 168, 278, 282, 283, 334,
 346, 430, 603, 604, 610, 617, 620
 Rolland (Romain), 80, 209, 213, 214, 218,
 221, 231, 247, 250, 270, 361, 461, 611, 660
 Roosevelt (Franklin D.), 509
 Roques (Colonel), 145, 149, 152, 278, 280
 Rotours (Robert des), 475, 480, 518, 519, 586,
 698
 Rottach (Edmond), 61, 74, 78, 81, 114
 Roubakine (Alexandre), 224

Rousseau (Jean-Jacques), 17, 360, 361
 Roy (Claude), 544, 551, 569, 602
 Royer (Jacques), 316
 Ruegg (Paul et Gertrud), 422, 423, 424, 700
 Ruhlmann (Robert), 588, 715
 Russel (Bertrand), 33
 Rygaloff (Alexis), 585

S

Saint-Brice, 120, 121, 440
 Sainteny (Jean), 557
 Saint-John Perse *Voir* Leger (Alexis)
 Saionji Kinmochi, 104
 Sallebert (Jacques), 521, 523, 534, 547, 553,
 555, 603, 606, 715
 Sangnier (Marc), 212, 423
 Sartre (Jean-Paul), 17, 22, 40, 176, 422, 505,
 522, 528, 597, 599, 606, 623, 687
 Scize (Pierre), 254, 255, 259, 260, 261, 621,
 704
 Scze (Alfred), 117
 Segalen (Victor), 25, 42, 44, 45, 61, 69, 70, 73,
 77, 79, 80, 82, 88, 89, 92, 108, 109, 135,
 136, 362, 391, 400, 415, 463, 502, 601, 602,
 606, 617, 618
 Seghers (Pierre), 550
 Sembat (Marcel), 66, 81
 Song Jiaoren, 79, 83
 Soong Meiling, 31, 34, 262, 278, 285, 516, 676
 Soong Qingling, 262, 278, 421, 676
 Souen Ouen *Voir* Sun Yat-sen
 Soumé Tcheng, 316, 340, 343, 344, 345, 346,
 606, 692
 Staline (Joseph), 210, 215, 216, 231, 411, 419,
 420, 421, 461, 548, 550
 Stein (Rolf), 585
 Suen-Tong *Voir* Puyi
 Sun Chuangfang, 635
 Sun Yat-sen, 7, 30, 31, 34, 61, 66, 67, 68, 69,
 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81,
 82, 83, 84, 117, 120, 137, 140, 141, 142,
 145, 146, 147, 148, 149, 150, 154, 157, 163,
 166, 167, 168, 172, 211, 262, 263, 277, 278,
 280, 281, 282, 283, 314, 318, 332, 334, 366,
 373, 374, 401, 412, 413, 419, 439, 442, 444,
 445, 446, 447, 448, 454, 459, 512, 526, 541,
 547, 550, 564, 608, 618, 619, 635, 675, 676,
 677, 691, 696

T

Tabouis (Geneviève), 262, 264, 441
Talmeyr (Maurice), 456, 457
Tanaka, 182, 183, 222, 273, 274, 281
Tardieu (André), 63, 66, 70, 197, 198, 607
Tchang Hsue Liang *Voir* Zhang Xueliang
Tchang Kai Chi *Voir* Chiang Kai-shek
Tchang kai she *Voir* Chiang Kai-shek
Tchang Kai Tchek *Voir* Chiang Kai-shek
Tchang Sue Liang *Voir* Zhang Xueliang
Tchang Tsolin *Voir* Zhang Zuolin
Tchen Tou-s'iou *Voir* Chen Duxiu
Tcheng Loh, 330, 340, 348, 376, 377, 413, 414, 457
Tchou Te, 692, *Voir* Zhu De
Tchou Teh, 692
Tchoudé *Voir* Zhu De
Teilhard de Chardin (Pierre), 488, 594, 605
Thomas (Albert), 351, 395
Thorez (Maurice), 550
Tillard (Paul), 521, 522, 527, 530, 533, 715
Tito, 546, 547, 548, 550, 552, 560
Toan Ki Joei *Voir* Duan Qirui
Togliatti, 231
Tolstoi (Alexis), 219, 422, 450
Touan Chi Jouei *Voir* Duan Qirui
Trotsky (Léon), 420, 421, 422
Tsai Yuanpei *Voir* Cai Yuanpei
Tsen Tsonming, 7, 164, 165, 291, 319, 360, 361, 377, 602, 613, 692
Tsi Tche, 165, 168, 364
Tsu Ming Yi, 490
Tuan Tsi Jouei *Voir* Duan Qirui

V

Vaillant-Couturier (Paul), 225
Vandervelde (Émile), 171
Varenne (Alexandre), 232, 247, 291, 458, 460, 461, 682
Vibert (Paul), 102
Vidal (Général), 150, 333, 427, 607, 610
Vildrac (Charles), 251
Violette (Maurice), 232, 261, 265
Viollis (Andrée), 193, 194, 195, 196, 197, 224, 227, 233, 251, 423, 461, 607, 620, 663, 682
Viollis (Jean), 193
Vissière (Arnold), 151, 314, 315, 340, 341, 352, 367, 708
Voisins (de, Gilbert), 89, 463, 617
Voltaire, 17

Von Seeckt (Hans), 219, 398, 399, 400, 434, 691

W

Wang (Chenting Thomas), 117, 119, 121, 122, 158, 161, 162, 692
Wang Dazhao, 125, 141, 388, 409, 442
Wang Jingwei, 34, 54, 149, 154, 164, 165, 170, 177, 277, 278, 279, 280, 281, 283, 284, 285, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 300, 305, 380, 396, 448, 455, 611, 619, 620, 621, 622, 691, 692
Watine (Louis), 590, 591
Weiss (Louise), 147, 445, 446, 694
Wellington Koo, 116, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 129, 158, 198, 242, 247, 250, 259, 272, 483
Wilden (Auguste), 286, 316, 385, 388, 389
Wilson (Woodrow), 116, 118, 119, 122, 123, 127, 129, 132, 197
Wu Peifu, 134, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 152, 153, 156, 161, 619, 636, 691
Wu Shi Fee, 302, 303, 620
Wu Sidan, 594, 595, 623

X

Xi Jinping, 17, 613
Xu Sichang, 134, 137, 138, 140

Y

Ye Gongcho, 139, 324, 348, 368, 692
Yoshizawa (Kenkichi), 190
Youan Chi Kai *Voir* Yuan Shikai
Yuan Che K'ai *Voir* Yuan Shikai
Yuan Keting, 83, 617
Yuan Shi Kai *Voir* Yuan Shikai
Yuan Shikai, 17, 30, 33, 47, 60, 61, 62, 65, 67, 68, 69, 70, 73, 75, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 101, 102, 106, 112, 114, 115, 120, 132, 134, 135, 136, 172, 283, 318, 366, 400, 401, 600, 606, 608, 617, 691

Z

Zaïfeng, 62, 278
Zhang Ruomin, 606
Zhang Ruoming, 346, 347, 692
Zhang Xueliang, 163, 438, 439, 440, 441, 442, 692

Zhang Zuolin, 134, 138, 140, 141, 142, 143,
144, 145, 146, 147, 148, 153, 154, 155, 156,
161, 163, 199, 438, 439, 454, 619, 635, 692,
Voir
Zhou Enlai, 346, 374, 375, 415, 438, 441, 447,
597, 613

Zhu De, 429, 430, 434, 435, 467, 531, 533,
567, 678, 692
Zilliacus (Konni), 250
Zola (Émile), 20, 23, 103, 361

Table des tableaux et illustrations

Figure 1: Les provinces de Chine sous la République (1912-1949).....	57
Tableau 1 : Articles du <i>Temps</i> consacré à la Chine entre le 4 mai 1919 et le 20 janvier 1920	128
Figure 2 : La chute de Wu Peifu caricaturée par la presse chinoise.....	153
Figure 3 : Feng Yixiang, courtisé par le gouvernement de Nankin et celui de Wuhan.....	155
Figure 4: Le Japon militariste, un briseur de traités de paix.....	189
Figure 5: Le départ du Japon de la SDN	202
Tableau 2: Substantifs accompagnant le terme "URSS" dans les écrits des intellectuels de gauche ..	224
Tableau 3: Répartition des représentations iconographiques dans le numéro 5 de Chine, septembre- octobre 1938.....	257
Tableau 4: Comparaison des résolutions d'aide à la Chine prises en février 1938 et mai 1939.....	266
Figure 6: Couverture de la brochure "Le péril jaune", éditée par le RUP en novembre 1938	273
Figure 7: La mission Painlevé devant des étudiants et étudiantes de Shanghai en janvier 1921	327
Figure 8: Soumé Tcheng représentée dans <i>Le Petit Parisien</i> , 26 avril 1928.....	346
Figure 9: Réception en l'honneur de Paul Langevin à l'Université Franco-Chinoise de Pékin	390
Figure 10 : La "Chine soviétisée" d'après <i>La Revue de l'Asie française</i> , novembre 1932	432
Figure 11: Le trajet des armées communistes durant la Longue Marche	434
Figure 12: Carte du trajet d'Alexandra David-Néel d'après les lettres conservées par J-A. Bussière (1937-1939)	497
Figure 13: Les possessions étrangères en Chine du milieu du XIX ^e siècle à 1914.....	625
Figure 14: Zones d'influence des principaux seigneurs de la guerre en 1922	629
Figure 15: Zones d'influence des principaux seigneurs de la guerre en 1926	631
Figure 16: Les universités de Chine dans la guerre sino-japonaise : destruction et renouveau (1937- 1939).....	665
Tableau 5: Analyse du film <i>Les 400 millions</i> de Joris Ivens	680

